Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du lundi 2 mars 2020, à 19 h

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ordre du jour

CA *Direction Performance_Greffe et Services administratifs*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 2 mars 2020, à 19 h.

10.02 Déclaration / Proclamation

CA *Direction Performance_Greffe et Services administratifs*

Mot de la mairesse et des élus.

10.03 Questions

CA *Direction Performance_Greffe et Services administratifs*

Période de questions du public.

10.04 Procès-verbal

CA *Direction Performance_Greffe et Services administratifs*

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 3 février 2020, à 19 h.

10.05 Procès-verbal

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1203827001

Déposer aux archives le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 4 février 2020.

10.06 Procès-verbal

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1207177001

Déposer aux archives le procès-verbal du comité circulation qui a siégé le 30 octobre 2019 et qui s'est terminé le 15 janvier 2020.

Charte montréalaise des droits et responsabilités : Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire

10.07 Procès-verbal

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1207177002

Déposer aux archives le procès-verbal du comité consultatif sur la mobilité qui a siégé le 5 février 2020.

Charte montréalaise des droits et responsabilités : Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 Déclaration

CA *Direction Performance_Greffe et Services administratifs* - 1207987001

Confirmer la participation de l'arrondissement de Montréal-Nord à l'événement « Une heure pour la terre 2020 » qui aura lieu le samedi 28 mars 2020 de 20 h 30 à 21 h 30.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1208544001

Adjuger à Les Terrassements Multi-Paysages Inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 396 160,16 $, taxes incluses, un contrat pour les travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve, autoriser une dépense de 20 997,50 $, taxes incluses, pour les contingences et autoriser une dépense de 15 000 $, taxes incluses, pour les incidences, pour une dépense totale de 432 157,66 $.
Appel d'offres 1063 / 8 soumissions

20.02 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1201689001

Octroyer un contrat de services à l'organisme Les Fourchettes de l'espoir pour un montant de 488 480 $, taxes incluses, pour l'organisation des camps de jour pouvant accueillir 520 enfants de 5 à 12 ans durant les étés 2020 et 2021 et approuver le projet de convention à intervenir.

20.03 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1208224004

Autoriser la prolongation du contrat octroyé à Ascenseurs Microtec inc., pour le service de maintenance préventive et de réparation des ascenseurs et des monte-charges pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et autoriser une dépense de 29 772,78 $, taxes incluses et une réserve de 5 748,75 $, taxes incluses, pour l'achat des pièces et équipements requis pour les appels de service.

20.04 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1208224003

Octroyer, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour un montant de 215 847,42 $, un contrat de services pour le marquage sur la chaussée, pour l'année 2020 et autoriser le directeur de la Direction des travaux publics à signer tous les documents nécessaires.

20.05 Entente

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1205190001

Accepter en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, l'offre de service de la Ville de Montréal afin de mandater la direction du Service de la culture pour octroyer un contrat de services professionnels à La Vitrine culturelle concernant des services de billetterie pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 à 11 lieux de diffusion du réseau Accès culture, dont la Maison culturelle et communautaire de l'arrondissement de Montréal-Nord et autoriser une dépense de 4 071 $, taxes incluses.

20.06 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1204988001

Accorder des contributions financières totalisant la somme de 1 531 563,63 $ pour les années 2020, 2021 et 2022, la contribution de l'année 2020 totalisant 504 321,21 $ se répartie aux organismes suivants: 105 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour les projets Aspirants-animateurs (40 000 $), Travail alternatif payé à la journée - TAPAJ (40 000 $) et Milieu de vie (25 000 $), 100 015 $ aux Fourchettes de l'Espoir pour les projets Ma première expérience de travail (85 000 $) et École culinaire Les petits chefs (15 015 $), 63 937,21 $ à l'Institut Pacifique pour les projets Activités éducatives pour les enfants de 5 à 12 ans de l'Institut Pacifique (43 093 $) et Temps libre été (20 844,21 $), 62 500 $ à La musique aux enfants pour le projet La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au cœur de Montréal-Nord, 41 769 $ au Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord pour le projet Psychomotricité, 38 000 $ à Un itinéraire pour tous pour le projet Mentorat pour la réussite scolaire, 35 600 $ à Coup pouce jeunesse de Montréal-Nord pour le projet Place à l'entraide, 33 663 $ à la Coopérative de solidarité multisports plus pour le projet Certification et engagement jeunesse, 13 837 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet Mon samedi y'a pas de parents !, 10 000 $ au YMCA du Québec pour le projet Alternative à la suspension, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre d'un budget issu de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023, d'un budget issu de la Politique de l'enfant de Montréal et d'un budget issu de l'arrondissement dédié à Priorité Jeunesse et approuver les projets de convention à cet effet.

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.07 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1204988003

Accorder une contribution financière totalisant 438 704,81$ pour les années 2020, 2021 et 2022, et dont la contribution de l'année 2020, au montant de 134 068,27$ se répartie aux organismes suivants : 40 000 $ à Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord pour le projet « Pairs aidants », 28 750 $ à Entre Parents de Montréal-Nord pour le projet « Comprendre mon ado », 40 318,27 $ à Nos jeunes à cœur pour le projet « Équipes civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/football/flagfootball » et 25 000 $ à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord pour la coordination de la TCJMN, dans le cadre d'un budget d'arrondissement dédié à Priorité-Jeunesse et approuver les projets de convention à intervenir entre l'arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1204669002

Accorder des contributions financières totalisant la somme de 122 810 $, pour l'année 2020, aux organismes suivants : 50 630 $ au Club de natation de Montréal-Nord, 27 630 $ au Club de soccer de Montréal-Nord, 17 790 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Montréal-Nord, 12 360 $ au Club de basketball de Montréal-Nord et 14 400 $ au Baseball mineur de Montréal-Nord et approuver les projets de convention à intervenir.

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1204988002

Accorder des contributions financières totalisant la somme de 318 674,56 $ pour les années 2020, 2021 et 2022, la contribution de l'année 2020 totalisant 96 091,52 $, se répartie aux organismes suivants : soit 59 468 $ à Entre Parents de Montréal-Nord pour le projet « Accès 0-5 ans » et 36 623,52 $ à la Fondation de la Visite pour le projet « Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain », dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal et du budget de l'arrondissement de Montréal-Nord et approuver les projets de convention à intervenir entre l'arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

20.10 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction des travaux publics* - 1203602001

Accorder une contribution financière de 72 153 $ à l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir afin de donner une première expérience d'emploi à des jeunes du secondaire ou éloignés du marché du travail par le programme de brigade de propreté de 6 cours d'école, le nettoyage des terrains privés en façade des bâtiments de certaines rues et la plantation d'arbres sur des terrains privés, du 27 avril au 2 novembre 2020 et approuver le projet de convention à intervenir.

20.11 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1207549002

Accorder une contribution financière de 500 $ au Club de patinage artistique de Montréal-Nord inc. pour l'événement « Revue sur glace 2020 » qui aura lieu les 18 et 19 avril 2020, à l'aréna Fleury, dans le cadre du 50e anniversaire de l'organisme.

20.12 Autres affaires contractuelles

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1206868001

Approuver un don de 100 $ à la Fondation québécoise du cancer à la suite du décès de M. Robert Black, père de Mme Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord.

30 – Administration et finances

30.01 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CA *Direction Performance_ Greffe et Services administratifs* - 1207606002

Approuver et déposer les rapports mensuels au 31 janvier 2020.

30.02 Reddition de comptes

CA *Direction Performance_Greffe et Services administratifs* - 1207606003

Approuver et déposer les rapports sur l'exercice du pouvoir délégué au 31 janvier 2020.

30.03 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction Performance_Greffe et Services administratifs* - 1203573001

Entériner une dépense de 200 $, auprès de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) pour l'achat d'un espace publicitaire dans le feuillet du dîner annuel tenu le 11 janvier 2020, et ce, à même le budget de représentation des élus.

30.04 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1207549003

Reconduire la reconnaissance et le soutien à l'Association de la Place Normandie, l'Institut Pacifique, Halte-Femmes de Montréal-Nord inc., le Conseil Particulier Sault-au-Récollet et Rond Point Jeunesse au travail, à titre de partenaires de mission partagée, de l'Association des directions d'établissement scolaire retraitées de Montréal, à titre de partenaire privé, pour la période de mars 2020 à mars 2023.

40 – Réglementation

40.01 Règlement - Avis de motion

CA *Direction Performance_Greffe et Services administratifs* - 1202577002

Donner un avis de motion, présenter et déposer, en vue d'adopter à une séance ultérieure, le projet de Règlement RGC20-10-0001-1 modifiant le Règlement RGCA20-10-0001 sur les tarifs (exercice financier 2020) afin d'ajouter des frais d'inspections en vertu de l'application du Règlement 03-096 sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements.

40.02 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1207040001

Donner un avis de motion, présenter et adopter le premier projet de Règlement RGCA13-10-0007-6 modifiant le Règlement RGCA13-10-0007 relatif aux usages conditionnels afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages de la classe « publique de classe b » (culte).

40.03 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1207040002

Donner un avis de motion, présenter, déposer et adopter le premier projet de Règlement R.R.1562.054 modifiant le Règlement de zonage refondu 1562 afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages « lieu de culte » et « centre communautaire », et ce, pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

40.04 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1204602001

Adopter le premier projet de résolution PP-044 afin de permettre la démolition de sections et l'agrandissement de l'école de la Fraternité située au 11241, avenue Drapeau, le tout en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

District(s) : Marie-Clarac

40.05 Règlement - Adoption

CA *Direction Performance_Greffe et Services administratifs* - 1202577001

Adopter le Règlement RGCA05-10-0006-12 modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs concernant l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau 1.

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1197177001

Adopter la résolution PP-036-1, afin de permettre la construction d'un bâtiment résidentiel sis au 3685, rue Fleury le tout en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

40.07 Règlement - Circulation / Stationnement

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1207177003

Statuer sur diverses recommandations du comité circulation qui a siégé le 30 octobre 2019 et qui s'est terminé le 15 janvier 2020, en vertu du Règlement 1570 sur la circulation routière dans les limites de la ville de Montréal-Nord.

Charte montréalaise des droits et responsabilités : Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire

40.08 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1207177004

Statuer sur diverses recommandations du comité consultatif sur la mobilité qui a siégé le 5 février 2020, en vertu du Règlement 1570 sur la circulation routière dans les limites de la ville de Montréal-Nord.

Charte montréalaise des droits et responsabilités : Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire

40.09 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1207177006

Statuer sur une recommandation du comité consultatif d'urbanisme, à savoir : refuser un revêtement de planches à clin en fibre de bois sur deux maisons unifamiliales jumelées pour le 11379 et le 11385, avenue de Rome, le tout en vertu du Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures. Cette demande fait l'objet d'une consultation, le tout en conformité avec l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

40.10 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1207177005

Statuer sur une recommandation du comité consultatif d'urbanisme, à savoir : permettre la construction de deux maisons unifamiliales jumelées situées au 11379 et 11385, avenue de Rome, le tout en vertu du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale.

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CG *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1207408001

Nommer Mme Christine Black, Mairesse de l'Arrondissement Montreal-Nord et M. Jean-Marc Poirier, conseiller d'arrondissement, district Marie-Clarac, à titre de membres d'office non votants au Conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Montréal-Nord pour 2020-2021.

60 – Information

60.01 Dépôt

CM *Direction des travaux publics* - 1207367002

Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Montréal-Nord
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le lundi 3 février 2020 à 19 h 11155, avenue Hébert

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mme Christine Black, mairesse d'arrondissement
Mme Chantal Rossi, conseillère de la ville - district Ovide-Clermont
M. Abdelhaq Sari, conseiller de la ville - district Marie-Clarac
Mme Renée-Chantal Belinga, conseillère d'arrondissement - district Ovide-Clermont
M. Jean Marc Poirier, conseiller d'arrondissement - district Marie-Clarac

---

FORMANT QUORUM ET SIÉGEANT SOUS LA PRÉSIDENCE DE MME CHRISTINE BLACK

Étaient aussi présents les employés suivants :

Mme Rachel Laperrière, directrice d'arrondissement
Mme Claire Vassart, directrice de la performance, du greffe et des services administratifs
M. Gilbert Bédard, directeur des travaux publics
M. Claudel Toussaint, directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
M. Jérôme Vaillancourt, directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Mme Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement
Mme Anne-Sophie Bergeron, secrétaire d'arrondissement substitut
Mme Line Perrotte, chef de division – Ressources humaines
M. Daniel Bussières, chef de division – Relation avec les citoyens et communications

Étaient aussi présents :

M. François Purcell, directeur de cabinet
Mme Anna Mielczarek, chargée de secrétariat
M. Alain-David Jean-Noël, attaché politique
M. Patrick Lavallée, inspecteur, représentant du PDQ 39

Nombre de personnes dans la salle : environ 20

Un moment de recueillement est observé à l'ouverture de la séance.

Mme Christine Black, mairesse d'arrondissement, souhaite la bienvenue aux citoyens.

Mme Black présente les membres du conseil d'arrondissement, du cabinet de la mairesse d'arrondissement et du personnel. Elle souligne également la présence du représentant du poste de quartier 39.

Mme Christine Black, mairesse d'arrondissement, déclare la séance ouverte.

CA20 10 001

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 3 février 2020, à 19 h.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par Mme Chantal Rossi

Et résolu :

QUE soit adopté l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 3 février 2020 avec la correction suivante :

- Que le titre du sujet 30.07 soit corrigé afin de lire « février à août 2020 ».

Adopté à l'unanimité.

10.01

10.2 - Mot de la mairesse et des élus

Mme Christine Black, mairesse d'arrondissement

- Vœux de bonne année.

Mme Chantal Rossi, conseillère de la Ville – district Ovide-Clermont

- Souligne la catastrophe du séisme en Haïti, il y a maintenant 10 ans.

Mme Christine Black, mairesse d'arrondissement

- Allégations de discrimination raciale de la part de quelques personnes à l'emploi de l'arrondissement – enquête en cours.

Mme Chantal Rossi, conseillère de la Ville – district Ovide-Clermont

- Allégations de discrimination raciale de la part de quelques personnes à l'emploi de l'arrondissement – précisions quant à certaines informations ayant circulé dans les médias et commentaires sur les réseaux sociaux.

Mme Christine Black, mairesse d'arrondissement

- Allégations de discrimination raciale de la part de quelques personnes à l'emploi de l'arrondissement – valeurs de l'arrondissement;
- Subvention à la Ville de Montréal concernant le projet de convertir l'aréna Garon en complexe sportif et récréatif.

Mme Chantal Rossi, conseillère de la Ville – district Ovide-Clermont

- Félicitations aux nouveaux membres du conseil d'administration de la Table de quartier de Montréal-Nord.

M. Abdelhaq Sari, conseiller de la Ville – district Marie-Clarac

- Le mois de février est le mois sur l'histoire des noirs – activités à venir.

Mme Renée-Chantal Belinga, conseillère d'arrondissement – district Ovide-Clermont

- Compassion face à la tragédie du séisme en Haïti, déjà 10 ans ainsi qu'à la tuerie de la mosquée de Québec;
- Concernant les allégations de discrimination raciale – salue l'enquête en cours
- Actions à l'interne, communications transparentes et mécanismes de traitement des plaintes;
- Enjeux du « cartage » à la bibliothèque de la maison culturelle et communautaire qui concerne les jeunes;
- Suivi des démarches et des rencontres suite au décès d'un membre de la communauté en octobre dernier.

Mme Christine Black, mairesse d'arrondissement

- Hommage à l'école Calixa-Lavallée qui a 50 ans – invitation à M. Dominic Besner, directeur de l'école, à signer de livre d'or de l'arrondissement.

10.03 - Période de questions du public.

Début de la période de questions du public à 19 h 35.

M. Frantz Delice

Sur le projet de conversion de l'aréna Garon en centre sportif et récréatif – quelles actions seront posées auprès de la mairesse de la Ville de Montréal, Mme Valérie Plante.

M. Pierre Lacombe

Suivi relativement à sa demande d'utiliser les minutes non utilisées de la période de questions de 30 minutes.

Explications sur le point 20.01 de l'ordre du jour – mur de soutènement de la maison Brignon-dit-Lapierre.
Mme Julie Sigouin

Camion qui collecte les électroménagers – transport vers l'écocentre de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles.

M. Robert Panneton

Sur le projet de conversion de l'aréna Garon en centre sportif et récréatif – explications sur les démarches de dépôt de la demande de subvention.

M. Robert Guilbault

Suivi de sa demande de réponse écrite – refus des services centraux et du Ministère des transports du Québec de permettre le virage à gauche en double au carrefour Henri-Bourassa et Pie-IX.

M. Paul Champagne

Renouvellement du bail pour le local sur la rue Monselet – qui occupera le local après l'organisme Horizon jeunesse.

Fin de la période de questions du public à 20 h 05.

CA20 10 002

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 3 décembre 2019, à 10 h, le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 9 décembre 2019, à 19 h ainsi que le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 18 décembre 2019, à 8 h 45.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par Mme Renée-Chantal Belinga

Et résolu :

QUE soit adopté le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 3 décembre 2019, à 10 h, le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 9 décembre 2019, à 19 h ainsi que le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 18 décembre 2019, à 8 h 45.

Adopté à l'unanimité.

10.04

CA20 10 003

Déposer aux archives le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 décembre 2019.

Il est proposé par M. Jean Marc Poirier

appuyé par M. Abdelhaq Sari

Et résolu :

QUE soit déposé aux archives le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 décembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

10.05 1197161030

CA20 10 004

Proclamer la semaine du 17 au 21 février 2020 comme étant celle des Journées de la persévérance scolaire dans notre arrondissement.

(M. Abdelhaq Sari fait la lecture de la proclamation)

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par Mme Renée-Chantal Belinga

Et résolu :

ATTENDU que la campagne sur les *Journées de la persévérance scolaire (JPS)* regroupant plusieurs partenaires se tiendra du 17 au 21 février 2020, et que ces journées se veulent un temps fort dans l'année témoignant de la mobilisation collective autour de la persévérance scolaire ;

ATTENDU que la persévérance et la réussite scolaire font partie des préoccupations des élu.e.s municipaux et que l'éducation est primordiale pour la collectivité montréalaise ;

ATTENDU que les municipalités ont les compétences et les pouvoirs pour influencer directement la qualité de vie des jeunes et des élèves et, du même coup, permettre à ces derniers et ces dernières de développer leur plein potentiel ;

ATTENDU que les élu.e.s municipaux collaborent aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de sensibilisation à la réussite éducative, entre autres à travers le comité *Réussite éducative : les élu.e.s s'engagent!* de Concertation Montréal ;

QUE soit proclamée la semaine du 17 au 21 février 2020 comme étant celle des *Journées de la persévérance scolaire* dans notre arrondissement ;

QUE soit appuyée cette campagne et que les élu.e.s soit invités à y participer.

Adopté à l'unanimité.

15.01

CA20 10 005

Adjuger à Les Terrassements Multi-Paysages Inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 187 313,71 $, taxes incluses, le contrat pour des travaux d'abaissement du mur de soutènement derrière la Maison Brignon-dit-Lapierre, autoriser une dépense de 17 246,25 $, taxes incluses, pour les contingences et autoriser une dépense totale de 204 559,96 $, taxes incluses. Appel d'offres 1065 / 4 soumissions

Il est proposé par M. Jean Marc Poirier

appuyé par Mme Chantal Rossi

Et résolu :

QUE soit adjugé à Les Terrassements Multi-Paysages Inc, plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 187 313,71 $, taxes incluses, le contrat 1065 pour l'exécution des travaux d'abaissement du mur de soutènement derrière la Maison Brignon-dit-Lapierre ;

QUE soit autorisée une dépense de 17 246,25 $, taxes incluses, pour les contingences ;

QUE soit autorisée une dépense totale de 204 559,96 $, taxes incluses ;

ET QUE ces dépenses soient imputées conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1196329008

CA20 10 006

Rejeter les soumissions déposées dans le cadre de l'appel d'offres 1060 pour le réaménagement du parc-école Jules-Verne.
Appel d'offres 1060 / 5 soumissionnaires

Il est proposé par M. Jean Marc Poirier

appuyé par Mme Chantal Rossi

Et résolu :

QUE soient rejetées les soumissions déposées dans le cadre de l'appel d'offres 1060 pour le réaménagement du parc-école Jules-Verne.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1208544002

CA20 10 007

Accorder une contribution financière de 75 344,50 $ à l'Institut Pacifique, pour l'année 2020, pour la prestation de service de résolution de conflits et de médiation sociale à Montréal-Nord et approuver le projet de convention à intervenir.

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par Mme Renée-Chantal Belinga

Et résolu :

QUE soit accordée une contribution financière de 75 344,50 $ à l'Institut Pacifique, pour l'année 2020, pour la prestation de service de résolution de conflits et de médiation sociale à Montréal-Nord;

QUE soit approuvé le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et l'Institut Pacifique;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1176324003

CA20 10 008

Entériner une contribution financière de 200 $ à l'Épicerie solidaire de l'Est (ÉPISOLE) afin d'aider des familles de nouveaux arrivants de Montréal-Nord à passer les Fêtes dans la dignité et le respect, et ce, à même le budget discrétionnaire des élus.

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par Mme Renée-Chantal Belinga

Et résolu :

QUE soit entérinée une contribution financière de 200 $ à l'Épicerie solidaire de l'Est (ÉPISOLE) afin d'aider des familles de nouveaux arrivants de Montréal-Nord à passer les Fêtes dans la dignité et le respect;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1193573040

CA20 10 009

Entériner une contribution financière de 100 $ à l'école Jean-Nicolet pour l'événement Give Back qui a eu lieu le 19 décembre 2019, et ce, à même le budget discrétionnaire des élus.

(Mme Renée-Chantal Belinga déclare intérêt dans la présente résolution et s'abstient de voter)

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par M. Abdelhaq Sari

Et résolu :

QUE soit entérinée une contribution financière de 100 $ à l'école Jean-Nicolet pour l'événement Give Back qui a eu lieu le 19 décembre 2019;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1193573039

CA20 10 010

Approuver le renouvellement du bail pour le local destiné à un « espace jeunesse » situé au 3705, rue Monselet à Montréal-Nord du 1er mars 2020 au 1er mars 2021 et autoriser une dépense de 31 871,07 $, taxes incluses.

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par M. Abdelhaq Sari

Et résolu :

QUE soit approuvé le renouvellement du bail pour une période d'un an, conformément à l'option de renouvellement, soit du 1er mars 2020 au 1er mars 2021;

QUE soit autorisée une dépense de 31 871,07 $, taxes incluses;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1183384001

CA20 10 011

Autoriser la disposition, à titre gratuit, d'un module de jeux en faveur de l'Office municipal d'habitation de Montréal.

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par M. Abdelhaq Sari

Et résolu :

QUE soit autorisée la disposition, à titre gratuit, d'un module de jeux de type Galaxy, de la compagnie Atmophare, numéro du produit GXY941012, présentement propriété de la Ville de Montréal, en faveur de l'Office municipal d'habitation de Montréal;

QUE cette autorisation soit conditionnelle à ce que le module de jeux soit installé à la place Normandie, sur le lot 1 669 173 du cadastre du Québec et plus précisément au 12631, avenue Chartrand.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1197161028

CA20 10 012

Approuver et déposer les rapports mensuels au 30 novembre 2019.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par M. Jean Marc Poirier

Et résolu :

QUE soient approuvés et déposés aux archives les rapports mensuels au 30 novembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1193848036

CA20 10 013

Approuver et déposer les rapports sur l'exercice du pouvoir délégué au 30 novembre et au 31 décembre 2019.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par M. Jean Marc Poirier

Et résolu :

QUE soient approuvés et déposés aux archives les rapports sur l'exercice du pouvoir délégué au 30 novembre 2019 et au 31 décembre 2019.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1193848037

CA20 10 014

Approuver et déposer la reddition de comptes pour l'année 2019 dans la gestion des contingences, des variations de quantités, des frais incidents et des déboursés dans les appels d'offres et contrats.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par M. Jean Marc Poirier

Et résolu :

QUE soit approuvée et déposée la reddition de comptes pour l'année 2019 de la gestion des contingences, des variations de quantités, des frais incidents et des déboursés dans les appels d'offres et contrats.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1193848038

CA20 10 015

Autoriser une dépense maximale de 110 822,68 $, taxes incluses, auprès de WM Québec inc., pour la disposition des résidus de balais de rues, pour la période du 26 janvier 2020 au 31 décembre 2020, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville de Montréal et cette firme.

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par M. Jean Marc Poirier

Et résolu :

QUE soit autorisée une dépense maximale de 110 822,68 $, taxes incluses, auprès de WM Québec inc., pour la disposition de résidus de balais de rues, pour la période du 26 janvier 2020 au 31 décembre 2020, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et cette firme;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1208224002

CA20 10 016

Autoriser une dépense supplémentaire de 21 500,33 $, taxes incluses, auprès de FABRIQ Architecture, pour l'ajout de services professionnels dans le cadre du contrat 1057 pour le réaménagement des locaux de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par M. Jean Marc Poirier

Et résolu :

QUE soit autorisée une dépense supplémentaire de 21 500,33 $, taxes incluses, auprès de FABRIQ Architecture, pour l'ajout de services professionnels, conformément au contrat 1057;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1198203001

CA20 10 017

Autoriser une dépense de 67 000,53 $, taxes incluses, pour les frais de copies et de location des imprimantes Sharp pour l'année 2020.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par M. Jean Marc Poirier

Et résolu :

QUE soit autorisée une dépense de 67 000,53 $, taxes incluses, pour les frais de copies et de location des imprimantes Sharp pour l'année 2020;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1193848035

CA20 10 018

Reconduire la reconnaissance et le soutien de l'organisme Mener Autrement, à titre de partenaire de mission partagée, pour la période de février à août 2020.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par M. Jean Marc Poirier

Et résolu :

QUE soit reconduits la reconnaissance et le soutien de l'organisme Mener Autrement, à titre de partenaire de mission partagée, pour la période de février à août 2020.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1207549001

CA20 10 019

Entériner le dépôt de la demande de financement pour la réalisation du complexe sportif et récréatif Garon dans le cadre de l'appel de projets du Programme d'aide financière aux installations récréatives et sportives (PAFIRS) de la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS).

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par M. Jean Marc Poirier

Et résolu :

QUE soit entériné le dépôt de la demande de financement de l'arrondissement de Montréal-Nord pour la réalisation du complexe sportif et récréatif Garon dans le cadre de l'appel de projets du Programme d'aide financière aux installations récréatives et sportives (PAFIRS) de la Direction des sports du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS).

Adopté à l'unanimité.

30.08 1204669001

CA20 10 020

Donner un avis de motion, présenter et déposer en vue d'adopter à une séance ultérieure, le projet de Règlement RGCA05-10-0006-012 modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs concernant l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau 1.

AVIS est donné par M. Jean Marc Poirier qu'à une prochaine séance il sera adopté le Règlement RGCA05-10-0006-012 modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs concernant l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau 1;

ET QUE soit présenté et déposé le projet de Règlement RGCA05-10-0006-012 modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs concernant l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau 1.

40.01 1202577001

CA20 10 021

Déposer le procès-verbal de la séance de consultation et adopter le second projet de résolution PP-036-1, afin de permettre la construction d'un bâtiment résidentiel sis au 3685, rue Fleury le tout en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Il est proposé par M. Jean Marc Poirier

appuyé par M. Abdelhaq Sari

Et résolu :

QUE soit déposé le procès-verbal de la séance de consultation tenue le 10 décembre 2019, à 18 h 15.

Adopté à l'unanimité.

40.02 1197177001

CA20 10 022

Déposer le procès-verbal de la séance de consultation et adopter le second projet de résolution PP-036-1, afin de permettre la construction d'un bâtiment résidentiel sis au 3685, rue Fleury le tout en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Il est proposé par M. Jean Marc Poirier

appuyé par M. Abdelhaq Sari

Et résolu :

QUE soit adopté, en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, un second projet de résolution visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel sis au 3685, rue Fleury, lot 1173738 du cadastre du Québec, en dérogeant à certaines dispositions des règlements d'urbanisme de l'arrondissement. Ainsi :

De déroger à la grille de zonage C19-236 et permettre un usage résidentiel multifamilial 11 logements et plus au lieu d'un usage commercial, un bâtiment de trois étages au lieu d'un bâtiment de deux étages et un coefficient d'occupation au sol maximal de 1,63 au lieu de 1,20;

De déroger à l'article 76.2 et d'autoriser un revêtement léger (planches à clin) dans une proportion maximale de 6,60 % par façade alors que le matériau est prohibé pour un bâtiment de trois étages et moins;

De déroger à l'article 85 alinéa 2 et d'autoriser une hauteur de rez-de-chaussée par rapport au niveau du trottoir de 2,4 m au lieu de 1,8 m;

De déroger à l'article 93 du R.R. 1562 et d'autoriser un mur d'intimité, parallèle au mur avant d'une hauteur de 3,3 m en marge avant principale alors que l'usage est prohibé, un toit au-dessus des balcons en marge avant principale alors que l'usage est prohibé et un rangement emmuré, sous les balcons en marge avant principale, alors que l'usage est prohibé;

De déroger à l'article 116 alinéa 2 et d'autoriser des logements sans chute à déchets;

De déroger à l'article 133 du R.R. 1562 et d'autoriser une marge arrière de 2,06 m au lieu de 6 m et une marge arrière minimale de 2,06 m au lieu de 6,1 m (profondeur moyenne du lot);

De déroger à l'article 125 alinéa 2 et d'autoriser une hauteur d'étage de 3,3 m au lieu de 3 m;

QUE cette résolution soit assortie des conditions suivantes :

QU'une suite soit donnée à cette demande, par la délivrance d'un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution;

QU'un parement soit ajouté sur les solages visibles sous les balcons en marge avant;

QUE le changement de zonage R.R.1562.047 entre en vigueur;

QUE le Règlement RGCA11-10-007-9 sur les PPCMOI entre en vigueur;

QU'à défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Montréal-Nord s'appliquent;

QUE toutes autres dispositions des règlements d'urbanisme continuent de s'appliquer.

ET CE, conformément aux plans déposés :

- Plans d'architecture préparés par Stéphane Charbonneau pour la firme Louise Morin architecte datés du 30 janvier 2019, déposés à la DAUSE le 1er février 2019 ;
- Modélisation couleur préparée par Stéphane Charbonneau, SCAD design datée du 6 février 2019 et déposée à la DAUSE le 6 février 2019;
- Plan d'implantation préparé par Jean Girard arpenteur-géomètre pour la firme PLG arpenteur-géomètre daté du 8 février 2019, minute 18709 et déposé à la DAUSE le 8 février 2019.

ET QUE le tout soit applicable sur le lot 1 173 738 du cadastre du Québec, soit le 3685, rue Fleury.

Adopté à l'unanimité.

40.02 1197177001

CA20 10 023

Déposer aux archives le certificat des résultats suite à la tenue du registre pour le Règlement RGCA20-10-0006 autorisant un emprunt de 2 877 000 $ pour la construction et le programme de réfection et de protection des bâtiments de l'arrondissement.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par Mme Chantal Rossi

Et résolu :

QUE soit déposé aux archives le certificat des résultats suite à la tenue du registre pour le Règlement RGCA20-10-0006 autorisant un emprunt de 2 877 000 $ pour la construction et le programme de réfection et de protection des bâtiments de l'arrondissement.

Adopté à l'unanimité.

40.03 1192577013

CA20 10 024

Déposer aux archives le certificat de la secrétaire d'arrondissement et adopter la résolution PP-043 afin de permettre la construction d'une clinique médicale située au 12421, boulevard Lacordaire, le tout en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par Mme Chantal Rossi

Et résolu :

QUE soit déposé aux archives le certificat de la secrétaire d'arrondissement suite à la demande d'approbation référendaire relativement au second projet de résolution PP-043 afin de permettre la construction d'une clinique médicale située au 12421 boulevard Lacordaire.

Adopté à l'unanimité.

40.04 1197177027

CA20 10 025

Déposer aux archives le certificat de la secrétaire d'arrondissement et adopter la résolution PP-043 afin de permettre la construction d'une clinique médicale située au 12421, boulevard Lacordaire, le tout en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par Mme Chantal Rossi

Et résolu :

QUE soit adoptée, en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, la résolution PP-043 visant à autoriser la construction d'un bâtiment commercial situé au 12421, boulevard Lacordaire soit les lots 6 231 827 et 6 231 828 du cadastre du Québec, en dérogeant à certaines dispositions des règlements d'urbanisme de l'arrondissement. Ainsi :

De déroger à la grille de zonage R21-723 et autoriser un usage commercial de classe B – clinique médicale au lieu d'un usage résidentiel et un taux d'implantation au sol maximal de 68,2 % au lieu de 60 %;

De déroger à l'article 92.26 et autoriser une bande d'isolement en marge latérale de 0 m au lieu d'une bande d'isolement de 1 m;

De déroger à l'article 92.29 et autoriser une entrée charretière de 7,1 m au lieu de 12 m;

De déroger à l'article 112.7 et autoriser une enseigne personnelle d'une superficie de 0,38 m² au lieu de 0,25 m²;

De déroger à l'article 168 et ne permettre aucune aire de chargement et déchargement, alors que le règlement en exige une;

QUE cette résolution soit assortie des conditions suivantes :

QUE du fenestrage soit ajouté sur la façade principale tel qu'illustré au plan annoté par la DAUSE le 10 septembre 2019 ou qu'une proposition alternative soit soumise à la DAUSE;

QUE cette résolution abroge la résolution CA18 10018 relative à un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) autorisant la subdivision et la construction de deux bâtiments multifamiliaux de 16 logements;

QU'une suite soit donnée à cette demande par la délivrance d'un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution;

QU'une garantie financière de 3 % de la valeur des travaux soit déposée lors de la délivrance du permis. Que cette garantie soit libérée progressivement comme suit :

-25 % suite aux travaux de raccordement;

-25 % suite aux travaux de fondation;

-25 % suite aux travaux de structure;

-25 % à la livraison du projet.

QU'à défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Montréal-Nord s'appliquent;

QUE toutes autres dispositions des règlements d'urbanisme continuent de s'appliquer.

ET CE, conformément aux plans déposés :

- Plans d'architecture préparés par DZZLNG architectes datés du mois de septembre 2019;
- Modélisation couleur préparée par Marie-Ève Pasquin, architecte pour la firme DZZLNG architectes, datée du mois de septembre 2019;
- Certificat de localisation préparé par Denis Éthier, arpenteur-géomètre, daté du 17 avril 2018;
- Plan d'implantation préparé par Denis Éthier, arpenteur-géomètre, daté du 6 août 2019;
- Document explicatif des objets du PPCMOI préparé par Marie-Ève Pasquin, pour la firme DZZLNG architectes, daté du 5 juillet 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.04 1197177027

CA20 10 026

Adopter le Règlement RGCA13-10-0011-1 afin d'abroger le Règlement RGCA13-10-0011 de contrôle intérimaire pour le secteur du Programme particulier d'urbanisme du boulevard Pie-IX.

Attendu qu'une copie du Règlement RGCA13-10-0011-1 afin d'abroger le Règlement RGCA13-10-0011 de contrôle intérimaire pour le secteur du Programme particulier d'urbanisme du boulevard Pie-IX a été distribuée aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance.

Il est proposé par M. Jean Marc Poirier

appuyé par Mme Chantal Rossi

Et résolu :

QUE soit adopté le Règlement RGCA13-10-0011-1 afin d'abroger le Règlement RGCA13-10-0011 de contrôle intérimaire pour le secteur du Programme particulier d'urbanisme du boulevard Pie-IX.

Adopté à l'unanimité.

40.05 1197040019

CA20 10 027

Adopter le Règlement RGCA17-10-0011-1 modifiant diverses dispositions du Règlement RGCA17-10-0011 de contrôle intérimaire pour le secteur du Programme particulier d'urbanisme du boulevard Pie-IX.

Attendu qu'une copie du Règlement RGCA17-10-0011-1 modifiant diverses dispositions du Règlement RGCA17-10-0011 de contrôle intérimaire pour le secteur du Programme particulier d'urbanisme du boulevard Pie-IX.

Il est proposé par M. Jean Marc Poirier

appuyé par M. Abdelhaq Sari

Et résolu :

QUE soit adopté le Règlement RGCA17-10-0011-1 modifiant diverses dispositions du Règlement RGCA17-10-0011 de contrôle intérimaire pour le secteur du Programme particulier d'urbanisme du boulevard Pie-IX.

Adopté à l'unanimité.

40.06 1197040018

CA20 10 028

Statuer sur une recommandation du comité consultatif d'urbanisme, à savoir: permettre une marge latérale de 1,92 m au lieu de 1,98 m pour le 10061 à 10065, avenue du Parc-Georges, le tout en vertu du Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures. Cette demande fait l'objet d'une consultation, le tout en conformité avec l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Il est proposé par M. Jean Marc Poirier

appuyé par M. Abdelhaq Sari

Et résolu :

QUE soit permise, conformément au Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures, une marge latérale de 1,92 m au lieu de 1,98 m, conformément au certificat de localisation préparé par Monsieur Soufyen Beskri, arpenteur-géomètre, pour la firme Localisation Plus, daté du 12 septembre 2019;

QUE cette autorisation soit conditionnelle à ce que le bâtiment en bénéficiant ne puisse être reconstruit qu'en conformité à la réglementation d'urbanisme en vigueur, s'il a perdu au moins la moitié de sa valeur à la suite d'une démolition partielle ou totale, d'un incendie ou de quelque autre cause ou est devenu dangereux;

ET QUE le tout soit applicable sur le lot 1 174 499 du cadastre du Québec soit le 10061 à 10065, avenue du Parc-Georges.

Adopté à l'unanimité.

40.07 1194602005

CA20 10 029

Nommer M. Karim Zmit, à titre d'agent technique en ingénierie municipale à la Direction des travaux publics, et ce, à compter du 8 févier 2020, en période d'essai de six mois, en vue d'un statut permanent à cet emploi.

Il est proposé par Mme Chantal Rossi

appuyé par M. Jean Marc Poirier

Et résolu :

QUE soit nommé M. Karim Zmit, matricule 100154453, à titre d'agent technique en ingénierie municipale (emploi 789310, poste 76706), groupe de traitement 011, à la Division de la voirie et aqueduc de la Direction des travaux publics, et ce, à compter du 8 février 2020, en période d'essai de six mois, en vue d'un statut permanent à cet emploi;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1208224001

CA20 10 030

Nommer M. Hassen El-Hocine, à titre d'agent d'approvisionnement niveau 2, à la Division des ressources financières et matérielles de la Direction de la performance, du greffe et des services administratifs, et ce, à compter du 8 février 2020, en période d'essai de six mois, en vue d'un statut permanent à cet emploi.

Il est proposé par M. Abdelhaq Sari

appuyé par Mme Renée-Chantal Belinga

Et résolu :

QUE soit nommé M. Hassen El-Hocine, matricule 100095958, à titre d'agent d'approvisionnement niveau 2, (emploi 711820), groupe de traitement 12-011, à la Division des ressources financières et matérielles

de la Direction de la performance, du greffe et des services administratifs, et ce, à compter du 8 février 2020, en période d'essai de six mois, en vue d'un statut permanent à cet emploi;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.02 1207606001

À 20 h 25, l'ordre du jour étant épuisé, Mme Christine Black, mairesse d'arrondissement, déclare la séance levée.

_____	_____
Mme Christine Black mairesse d'arrondissement	Marie Marthe Papineau secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été ratifié à la séance du conseil d'arrondissement tenue le 2 mars 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1203827001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer aux archives le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 4 février 2020.

Il est recommandé :
QUE soit déposé aux archives le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 4 février 2020.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 17:54

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203827001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer aux archives le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 4 février 2020.

CONTENU

CONTEXTE

Le comité consultatif d'urbanisme a tenu sa dernière rencontre le 4 février 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Il est opportun de déposer aux archives le procès-verbal de la rencontre.

JUSTIFICATION

s.o.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David ROSS
Chef de division

Tél : 514-328-4000. poste 4040

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-05

David ROSS
Chef de division

Tél : 514-328-4000. poste 4040

Télécop. :

Montréal-Nord
Montréal

PROCÈS-VERBAL

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Réunion du mardi 4 février 2020 à 19 h00

Membres présents :	Mmes	Christine Black, présidente Carmel-Antoine Bessard, citoyenne Florence Brunet, citoyenne Audrey Dupuis, citoyenne Caroline Robichaud, citoyenne
	MM.	Abdelhak Bouguessa, citoyen Jean Marc Poirrier, élu
Non-membres présents :	Mmes	Sylvie Allen, conseillère en aménagement Adèle Pavageau, conseillère en aménagement
	M.	David Ross, chef de division urbanisme

Début de la séance à 18 h 30.

1. Adoption de l'ordre du jour

- L'ordre du jour de la rencontre est adopté en modifiant l'ordre des points, étant donné que des personnes doivent se retirer. Les points 3 et 4 sont présentés en premier tandis que le point 1 sera présenté en dernier.

2. Mot de bienvenue

3. Varia

- David Ross présente l'évolution des demandes relatives aux permis qui ont été délivrés ces deux dernières années. Nous pouvons constater une augmentation de nouveaux logements sur le territoire de l'arrondissement ainsi qu'une augmentation des demandes d'année en année.

4. Présentation des dossiers

Mme Dupuis se retire pour l'étude du premier dossier puisqu'elle est en conflit d'intérêts. Le comité a toujours quorum.

CCU-20200204-03 Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) – 11379 et 11385, avenue de Rome – Construction – Habitations multifamiliales jumelées

Objet : AUTORISER LA CONSTRUCTION DE DEUX HABITATIONS UNIFAMILIALES JUMELÉES

Mise en contexte :

Une demande de PIIA a été déposée pour la construction de deux maisons unifamiliales jumelées situées sur les lots 1 414 354 et 1 141 355.

Le projet consiste à construire deux maisons unifamiliales jumelées de deux étages, de 1550 pi² chacune. Le revêtement sera en brique dans les tons gris avec des insertions de planches à clin de bois. La fenestration, la marquise et les solins seront dans les tons gris. Le toit en bardeau sera en pente, à quatre versants et aussi dans les tons gris. Le requérant a déposé une demande de dérogation mineure pour permettre des insertions de planches à clin de bois.

Le projet déroge aux éléments suivants :

- Art 76.1 – un revêtement extérieur de planches à clin de bois, alors que cela n'est pas permis
- Art.93 – une allée d'accès trop large, de 3,56 m au lieu de 3,1 m

Le secteur est constitué de maisons très hétéroclites autant dans la typologie que dans l'architecture. De fait, il est difficile de s'appuyer sur une dominante pour assurer une intégration harmonieuse du bâtiment. Concernant la toiture, les maisons voisines ont une diversité de toiture : toit plat, toit en pente à deux (2) versants ou à quatre (4) versants et d'orientations différentes. Concernant la typologie, on retrouve dans le secteur autant des maisons unifamiliales isolées et des duplex que des maisons jumelées. Plusieurs maisons jumelées disposent d'un garage en dépression tel que proposé dans le projet.

Concernant les matériaux, on retrouve différentes couleurs et différents types de matériaux (maçonnerie, crépi, matériaux légers). On remarque tout de même une prédominance de maçonnerie, les matériaux légers demeurent l'exception. Concernant l'intégration de planches à clin au projet, le préjudice n'a pas été démontré par le requérant. La DAUSE ne recommande pas d'accorder cette dérogation.

Le projet s'intègre au milieu existant et répond à l'ensemble des critères du chapitre 9 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale.

Recommandation :

CONSIDÉRANT qu'une demande a été déposée pour le 11379 et 11385, avenue de Rome, en vertu du chapitre 9 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale ayant pour but de construire deux maisons unifamiliales jumelées;

CONSIDÉRANT que le projet est conforme en partie à la réglementation d'urbanisme;

Les membres du CCU recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les conditions suivantes :

- QU'une suite soit donnée à cette demande par la délivrance d'un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution;
- QUE la planche à clin soit remplacée par un matériau conforme au Règlement de zonage R.R.1562, la nouvelle proposition sera soumise à la conseillère en aménagement de la DAUSE;
- Que l'allée d'accès soit réduite conformément au Règlement de zonage R.R.1562et qu'une bande de plantation soit aménagée;
- QU'une garantie financière de 3 % de la valeur des travaux soit déposée lors de la délivrance du permis et que cette garantie soit libérée progressivement comme suit :

    - 25 % à la suite des travaux de raccordement;
    - 25 % à la suite des travaux de fondation;
    - 25 % à la suite des travaux de structure;
    - 25 % à la livraison du projet.

ET conformément aux documents déposés :

- Plans d'architecture préparés par MB Trendy architecture, datés du 20 décembre 2019 et déposés à la DAUSE le 20 décembre 2019;
- Modélisation couleur préparée par la firme Évolution architecture et déposée à la DAUSE le 19 décembre 2019;
- Plan d'implantation du projet préparé par Frédéric Vaillancourt, arpenteur-géomètre pour la firme Desroches et Morin arpenteurs-géomètres, daté du 3 décembre 2019, dossier 40000, minute 11 et déposé à la DAUSE le 19 décembre 2019.

CCU-20200204-04 Dérogation mineure (DM) – 11379 et 11385, avenue de Rome – Matériaux – Permettre un revêtement extérieur de planches à clin de bois alors que le matériau n'est pas permis

Objet : Permettre un revêtement extérieur de planches à clin en fibre de bois alors que le matériau n'est pas permis

Mise en contexte :

Une demande de dérogation mineure a été déposée pour permettre un revêtement extérieur de planches à clin en fibre de bois pour la nouvelle construction située au 11379 et 11385, avenue de Rome. Ceci déroge à l'article 76.1 du Règlement de zonage R.R.1562.

La demande concerne le PIIA discuté au point CCU-20200202-02.

La demande ne répond pas à l'ensemble des critères du Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures, puisque le préjudice sérieux n'a pas été démontré.

a) La demande vise des dispositions du Règlement de zonage R.R.1562 et peut faire l'objet d'une demande de dérogation mineure;

b) l'application des dispositions du Règlement de zonage R.R.1562 visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant de la demande;

c) la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

d) la dérogation mineure ne concerne ni l'usage ni la densité d'occupation du sol;

e) la dérogation mineure demandée doit respecter les objectifs du Plan d'urbanisme.

Recommandation :

CONSIDÉRANT qu'une demande a été déposée pour le 11379 et le 11385, avenue de Rome, en vertu Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures ayant pour but de permettre un revêtement extérieur de planches à clin en fibre de bois alors que le matériau n'est pas permis;

CONSIDÉRANT qu'une demande a été déposée pour le 11379 et le 11385, avenue de Rome, en vertu du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale pour un projet de construction de deux maisons unifamiliales jumelées.

Les membres du CCU recommandent de REFUSER la demande de dérogation mineure pour les raisons suivantes :

- Le préjudice n'a pas été démontré, le matériau peut facilement être remplacé par un matériau conforme sans compromettre la viabilité du projet;

- Le milieu environnant est constitué, essentiellement, de façades composées de maçonnerie sur la totalité des murs.

ET conformément aux documents déposés :

- Plans d'architecture préparés par MB Trendy architecture, datés du 20 décembre 2019 et déposés à la DAUSE le 20 décembre 2019;
- Plan d'implantation du projet préparé par Frédéric Vaillancourt, arpenteur-géomètre pour la firme Desroches et Morin arpenteurs-géomètres, daté du 3 décembre 2019, dossier 40000, minute 11 et déposé à la DAUSE le 19 décembre 2019.

Mme Dupuis revient siéger pour le reste du comité.

CCU-20200204-02 Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) – 11113, avenue Leblanc – Rénovation d'un bâtiment résidentiel

Objet : AUTORISER L'AGRANDISSEMENT LATÉRAL D'UNE MAISON UNIFAMILIALE ISOLÉE

Mise en contexte :

Une demande de PIIA a été déposée pour permettre l'agrandissement latéral d'une maison unifamiliale isolée située au 11113, avenue Leblanc. Le projet a été présenté en avis préliminaire aux membres du CCU le 10 décembre 2019.

Les membres avaient demandé de revoir le projet comme suit :

- QUE le garage soit reculé de façon à respecter la ligne de perspective;
- QUE les matériaux soient remplacés conformément au Règlement de zonage R.R.1562;

Le projet consiste à agrandir la maison en marge latérale sud, sur une partie du stationnement actuel. L'agrandissement d'une superficie de cinquante-sept (57) mètres carrés prévoit l'ajout d'un garage – atelier et d'une chambre à coucher. Par la même occasion, une partie du revêtement léger actuel sera remplacé aux pignons du toit. L'agrandissement nécessitera la coupe d'un arbre.

Le milieu environnant est, essentiellement, constitué de maisons unifamiliales isolées ou jumelées et de formes similaires offrant une ligne de perspective homogène : porte d'entrée en latérale, chambre en avancée, abri d'auto en retrait (*carport*).

Le matériau de revêtement proposé pour l'agrandissement est la brique, identique à l'existante. Le clin d'acier existant sur la maison actuelle sera remplacé. Le clin d'acier, initialement proposé pour l'agrandissement, a été retiré. L'agrandissement sera cent pour cent en maçonnerie et ce, conformément au Règlement de zonage R.R.1562. Une marquise soulignera la porte du garage.

L'agrandissement proposé, avec un garage en avancée vient rompre la ligne de perspective existante. Les membres du CCU avaient recommandé de reculer la porte de garage de façon à conserver la perspective homogène, conformément aux critères, relatifs au PIIA, suivants :

- **Critère 1.7**
  L'implantation du bâtiment doit être en continuité avec les lignes de perspectives créées par l'ensemble des bâtiments de la rue (ouvertures, toiture, niveau des étages).
- **Critère 2.1**
  La volumétrie (hauteur, largeur et profondeur en mètres) du bâtiment doit s'harmoniser avec les bâtiments voisins.

Le requérant estime que ces critères viennent brimer la jouissance de sa propriété. Après l'analyse des options, voici ses conclusions :

- Le recul du garage vers la cour arrière viendrait séparer le terrain en deux, n'optimisant pas les espaces libres de la cour arrière (critères PIIA 4.4 et 3.1);

- La construction d'un garage en sous-sol, en respectant la ligne de perspective, augmenterait considérablement les coûts, ce qui rend impossible l'agrandissement. Également, la construction du mur de soutènement pour permettre l'allée d'accès en dépression viendrait couper en deux la cour avant, n'optimisant pas la mise en valeur de l'espace libre (critères PIIA 4.4 et 3.1);
- Le requérant estime que l'agrandissement s'harmonise avec la ligne de perspective existante puisque, plusieurs des maisons sont jumelées ainsi, il ne s'agit pas d'implantation en L, mais en U comme l'agrandissement le propose;
- Concernant le garage en avancé, il est prévu, dans un second temps, de supprimer la galerie avant pour effectuer un agrandissement. De ce fait, le garage ne sera plus en avancé;
- Enfin, le propriétaire du 11113, avenue Leblanc dispose d'une servitude de passage au profit d'Hydro-Québec. Ainsi, le lot du requérant et le lot adjacent sont plus larges que les lots de la rue, donc, outre ces deux propriétés, le requérant estime qu'il serait difficile pour les autres propriétaires d'agrandir de la même façon qu'il le propose.

Le requérant s'appuie sur les critères suivants :

- **Critère 3.1**
  Une proportion significative et majoritaire de la cour avant doit comporter des aménagements paysagers.
- **Critère 4.4**
  Des espaces libres collectifs doivent être aménagés au niveau du sol de façon à répondre au besoin d'activités extérieures des résidents. Une partie importante de ces espaces libres doit demeurer sous couverture végétale.

L'argumentaire avancé par le requérant n'est pas suffisamment solide face au projet proposé qui celui-ci, ne répond pas aux objectifs du chapitre 9 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale à savoir :

- Harmoniser les références d'implantation présentes sur la rue (stationnement, type d'implantation);
- Harmoniser les volumes des bâtiments présents sur la rue;
- Respecter l'alignement établi par les bâtiments voisins;
- Préserver les perspectives visuelles existantes;
- Créer une architecture basée sur les caractéristiques communes du voisinage;
- Harmoniser le mode d'aménagement des cases de stationnement à l'environnement construit.

Le projet ne répond pas aux critères du chapitre 9 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale.

Recommandation :

CONSIDÉRANT qu'une demande a été déposée pour le 11113, avenue Leblanc en vertu du chapitre 9 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale ayant pour but de permettre l'agrandissement d'une maison unifamiliale isolée;

CONSIDÉRANT que le projet ne répond pas aux critères du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale;

Les membres du CCU recommandent DÉFAVORABLEMENT la demande.

ET conformément aux documents déposés :

- Plans d'architecture préparés par Benoît Carlo Avarello, architecte, datés du 8 janvier 2020 et déposés électroniquement à la DAUSE le 9 janvier 2020;

- Certificat de localisation préparé par Talel Mahfoudh, arpenteur-géomètre pour la firme Roger Simard et daté du 11 septembre 2018.

CCU-20200204-05 Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) – 10 521 à 10711, boulevard Pie-IX - Permettre l'installation de deux enseignes dont une dans le socle existant et l'autre à plat sur la façade du bâtiment dans l'armature du bandeau existant.

Objet : Permettre l'installation de deux enseignes dont une dans le socle existant et l'autre à plat sur la façade du bâtiment dans l'armature du bandeau existant

Mise en contexte :

Une demande de PIIA a été déposée pour permettre l'installation de deux enseignes au 10521 à 10711, boulevard Pie-IX, soit le centre commercial Place Forest.

Le projet consiste à installer deux panonceaux annonçant l'entreprise Telus et Koodo. Les panonceaux sont subdivisés en deux parties, soit celle de Telus en mauve avec le lettrage blanc ainsi que celle de Koodo en noir avec le lettrage blanc. Un panonceau, d'approximativement 64,5 cm x 303,9 cm, sera intégré au socle existant et un autre, d'approximativement 90,2 cm x 355,6 cm, se retrouvera sur le bandeau existant, à plat sur la façade du bâtiment.

Cette demande est assujettie au chapitre 14 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale, le projet s'intègre au milieu existant et qui répond à l'ensemble des critères de ce chapitre.

Le remplacement du socle et de l'armature du bandeau imposerait une analyse normative et règlementaire de ces derniers. Dans le contexte actuel, seule l'intégration des deux nouveaux panonceaux fait l'objet de l'analyse.

Recommandation :

Considérant qu'une demande a été déposée pour le 10521 à 10711, boulevard Pie-IX en vertu du chapitre 14 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale ayant pour but l'installation de deux enseignes;

Considérant que le projet est conforme en totalité à la règlementation normative et à la règlementation discrétionnaire d'urbanisme;

Les membres du CCU recommandent FAVORABLEMENT la demande;

Et conformément aux plans présentant les élévations graphiques, préparés par Jose Perez pour la compagnie Montreal Neon Signs et datés du 7 janvier 2020.

CCU-20200204-06 Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) – 11241, avenue Drapeau – Permettre la démolition de sections et l'agrandissement de l'école de la Fraternité.

Objet : Permettre la démolition de sections et l'agrandissement de l'école de la Fraternité

Mise en contexte :

Une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) a été déposée pour permettre la démolition de sections et l'agrandissement de l'école de la Fraternité sur les lots 1 846 128, 1 846 130, 1 846 131 et 1 846 133 du cadastre du Québec, soit le 11241, avenue Drapeau.

La propriété de l'école fait front sur la rue Amos et sur les avenues Drapeau et Éthier. L'entrée principale du bâtiment est localisée sur l'avenue Drapeau. L'école occupe une grande partie de l'îlot, à l'exception de quatre bâtiments localisés au Sud, dont deux en front sur la rue de Charleroi. Le secteur dans lequel elle se situe est un secteur résidentiel et nous retrouvons des commerces en front sur la rue de Charleroi. L'école de la fraternité a été construite en 1952, le bâtiment a subi plusieurs agrandissements entre les années 1952 et 1961.

En raison d'une constante augmentation de sa clientèle, la Commission scolaire de la Pointe de l'Île propose d'agrandir le bâtiment de l'école de la Fraternité. En effet, le projet consiste à démolir une partie du bâtiment existant, soit une partie de l'aile C donnant sur l'avenue Éthier ainsi que l'aile E. en front sur la rue d'Amos. Il y aura construction d'un nouveau pavillon de deux à trois étages comprenant des salles de classe, un gymnase, une bibliothèque, une salle polyvalente et des bureaux. À l'endroit où viendra prendre appui l'agrandissement, une partie de la toiture du bâtiment existant sera remplacée. Étant donné l'agrandissement, il y aura une intervention au niveau de la partie haute en retrait du gymnase existant afin de remplacer les fenêtres et le revêtement. Il y aura aussi le réaménagement d'un stationnement et de la cour d'école. Pour ne pas amputer davantage la cour d'école, il a été préféré d'ajouter un étage supplémentaire au nouveau pavillon. L'école accueille actuellement 410 élèves. Après l'agrandissement, la capacité d'occupation sera augmentée à environ 710 élèves.

Architecture :

Le nouveau pavillon s'intègrera harmonieusement avec le bâtiment existant puisqu'il sera construit avec de la maçonnerie telle que l'existante (brique d'argile fini Rum/Raisin et bloc architectural fini blanc Carrera meulé). Il y aura une reprise des finitions en métal rouge déjà présentes sur le bâtiment existant. Également, des finitions métalliques dans les tons tels le bleu, le blanc et le corail seront ajoutés.

Pour donner un aspect plus moderne au nouveau pavillon, une fenestration pleine hauteur sera présente au gymnase et à la salle polyvalente. Aussi, certains volumes des étages supérieurs du nouveau pavillon seront construits avec un revêtement de panneau métallique blanc. Le revêtement en brique d'argile de la partie existante en hauteur et en retrait du gymnase sera modifié afin d'arrimer la hauteur des fenêtres aux nouvelles constructions. Le matériau utilisé sera un revêtement métallique de panneaux en acier brun foncé puisque la brique ne pouvait être réutilisée due à la structure existante qui ne peut supporter une nouvelle charge.

L'installation de structures renforcées ainsi que l'aménagement d'accès pour permettre, dans une phase ultérieure, l'aménagement de toit-terrasse et toit vert est aussi prévue au projet. Ces structures se retrouveront d'une part chevauchant une partie du toit du gymnase ainsi que de la salle mécanique et l'autre se retrouvant sur une partie du toit de la salle polyvalente.

Implantation :

L'agrandissement sera construit sur deux (2) et trois (3) étages. Le bâtiment dans son ensemble incluant les anciennes et les nouvelles parties, offrira une superficie de huit mille trois cent quarante-deux mètres carrés (8 342 m^2). La surface du terrain vouée à la cour d'école fut mise au cœur du projet.

Compte tenu, de la superficie du terrain dans son ensemble, certains compromis ont dû être réalisés. D'abord, le projet déroge au Règlement de zonage R.R.1562 au niveau du nombre d'étages, soit trois (3) au lieu de deux (2), au niveau du taux d'implantation, soit quarante et d'un virgule six pour cent (41,6 %) au lieu de trente pour cent (30 %), ainsi qu'au niveau du coefficient d'occupation au sol (COS), soit soixante-huit pour cent (68 %) au lieu de soixante pour cent (60 %).

Ensuite, encore pour laisser une plus grande place à la cour, on propose également un nombre d'espaces de stationnement inférieur aux exigences minimales, soit trente-cinq (35) cases au lieu des quarante-huit (48) cases requises. Également, le projet prévoit une marge avant principale de trois mètres (3 m) au lieu de quatre mètres cinquante (4,50 m) du côté de l'avenue Éthier.

Malgré les dérogations reliées au zonage, le projet est conforme au plan d'urbanisme qui limite la construction à un maximum de trois (3) étages hors-sol et prévoit un taux d'implantation au sol moyen.

Le projet prévoit la démolition d'un muret localisé sur le domaine public en front sur les avenues Drapeau et Éthier ainsi que sur la rue d'Amos. La majeure partie de ce muret sera reconstruite sur la propriété de la commission scolaire. Étant donné la présence d'un arbre mature dont la viabilité serait remise en cause dans l'éventualité où le muret serait retiré, une petite partie, de quelques mètres, sur l'avenue Éthier, sera reconstruite sur le domaine public afin de protéger cet arbre. Une demande pour un permis d'occupation du domaine public devra être réalisée à cet effet. Cette partie de la construction du muret n'est pas comprise dans le PPCMOI puisque cette construction est localisée sur le lot adjacent au projet et appartenant à la Ville. Le projet prévoit un stationnement de 35 cases dérogeant ainsi au nombre minimal de 48 cases requises au Règlement de zonage refondu n° 1562 de l'arrondissement.

Aménagement paysager :

La réglementation impose la plantation de trente-et-un (31) arbres sur le terrain alors que le projet en prévoit davantage. En effet, la plantation de trente-six (36) arbres est projetée. La vocation de la cour d'école doit offrir des surfaces de jeux actifs en quantité suffisante pour les élèves. Cet élément à un impact sur la quantité de surfaces gazonnées qui est plus limitée. Par ailleurs, la valorisation du gazon existant fut mise de l'avant et l'ensemencement d'un nouvel espace gazonné à l'extrémité nord de la cour fut proposé. Cette nouvelle aire de jeux libre offrira aux élèves un endroit verdi et ombragé. Considérant cet ajout, la surface d'espaces verts dans la cour d'école est augmentée passant de huit virgule cinq pour cent (8,5 %) d'espaces verts dans la cour d'école existante à neuf virgule six pour cent (9,6 %) pour le projet.

Dans ce projet, un conteneur à ordure sera localisé en cour arrière ce qui déroge à la réglementation. Comme mesure de mitigation, l'architecte-paysagiste a choisi de le clôturer avec la même clôture ornementale utilisée pour la cour d'école. De plus, une lisière de conifères viendra réduire la visibilité du conteneur de la rue. Également, il sera positionné successivement à plusieurs potagers constitués de bacs en bois surélevés. Cette disposition créera un alignement symétrique atténuant grandement la perturbation visuelle et physique de cet usage dans la cour d'école.

Affichage :

Une enseigne principale, mentionnant le nom de l'école de la Fraternité, constituée de lettres détachées de type « channel », non lumineuses et en aluminium peint noir sera localisée sur la façade de l'avenue Drapeau, sous le niveau inférieur des fenêtres du deuxième étage près de l'entrée principale du bâtiment. Trois enseignes complémentaires identifieront les entrées du bâtiment, soit, l'administration, le service de garde ainsi que le gymnase. Les trois enseignes complémentaires seront également composées de lettres détachées de type « channel », non lumineuses et en aluminium peint noir, chacune installée sur un panneau métallique lisse reprenant l'une des trois couleurs suivantes : rouge, bleu aqua et corail.

Enjeux :

Le nouveau projet inclut trois lots appartenant à la Ville de Montréal et localisés en bordure sud du terrain propriété de la Commission scolaire de la Pointe-de-L'Île. Dans le projet proposé, le nouveau stationnement est aménagé en partie sur ces terrains constitués des numéros de lots suivants : 1 846 128, 1 846 130 et 1 846 133 du cadastre du Québec.

La transaction est en cour de négociation avec le service de la gestion et de la immobilière de la Ville de Montréal. Le projet particulier sera autorisé conditionnellement à ce que la commission scolaire de la Pointe-de-L'île, ou tout entité lui succédant, soit devenue propriétaire desdits lots.

Recommandation :

CONSIDÉRANT qu'une demande a été déposée pour le 11241, avenue Drapeau en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ayant pour but la démolition de section et l'agrandissement du bâtiment;

CONSIDÉRANT que le projet est dérogatoire aux dispositions du Règlement de zonage R.R.1562 quant au nombre d'étages, à la marge avant principale, au COS, au taux d'implantation, au nombre de types de revêtement, au nombre d'espaces de stationnement, à l'emplacement du conteneur à ordures, à la

hauteur de la clôture, au matériau d'une partie de la clôture et enfin, à l'exigence d'une aire de chargement;

CONSIDÉRANT que le projet s'intègre harmonieusement au milieu existant;

CONSIDÉRANT que le projet apporte une plus-value au secteur et de façon générale à l'Arrondissement;

CONSIDÉRANT que le projet répond à un besoin d'école pour les familles du secteur;

CONSIDÉRANT que le Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble RGCA11-10-0007 autorise, à certaines conditions, un projet particulier relatif à un usage public;

CONSIDÉRANT que le projet respecte les critères d'évaluation du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, s'il se conforme aux conditions prévues à la présente résolution;

Il est proposé :

D'adopter en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, un premier projet de résolution PP-044 visant à autoriser la démolition de sections et l'agrandissement d'un bâtiment public au 11241, avenue Drapeau soit les lots, 1 846 128, 1 846 130, 1 846 131 et 1 846 133 du cadastre du Québec, en dérogeant à certaines dispositions des règlements d'urbanisme de l'Arrondissement. Ainsi :

De déroger à la grille P1-379 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Un nombre d'étages maximum de trois (3) au lieu de deux (2);
- Une marge avant principale de trois mètres (3 m) au lieu de quatre mètres cinquante (4,50 m) du côté de l'avenue Éthier;
- Un C.O.S. (coefficient d'occupation au sol) maximal de zéro virgule soixante-huit (0,68) au lieu de zéro virgule soixante (0,60);
- Un taux d'implantation au sol maximal de quarante et un virgule six pour cent (41,6 %) au lieu de trente pour cent (30 %).

De déroger à l'article 76 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Que soit autorisée l'utilisation de quatre (4) différents types de revêtements extérieurs sur les murs du bâtiment au lieu de trois (3).

De déroger à l'article 92.20 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Que l'aire de stationnement comprenne trente-cinq (35) cases de stationnement plutôt que les quarante-huit (48) exigées.

De déroger à l'article 229 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Que soit autorisé un conteneur à ordures en cour arrière.

De déroger à l'article 237.2 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Une clôture d'une hauteur maximale d'un mètre quatre-vingt-huit (1,88 m) au lieu de zéro virgule quatre-vingt-dix mètres (0,90 m).

De déroger à l'article 236 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Zéro (0) aire de chargement et déchargement au lieu d'une (1) aire de chargement et déchargement.

De déroger à l'article 237.3 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Que sur une partie de la clôture en bordure du terrain de soccer, soit autorisée l'utilisation d'un filet comme matériau.

Les membres du CCU recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les conditions suivantes :

QU'une suite soit donnée à cette demande, par la délivrance d'un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution;

Que le permis ne soit délivré que lorsque la commission scolaire de la Pointe-de-L'île, ou toute entité la représentant seront devenues propriétaire des terrains constitués des lots 1 846 128, 1 846 130 et 1 846 133 du cadastre du Québec;

QU'une garantie financière de 1 % de la valeur des travaux soit déposée lors de la délivrance du permis et que cette garantie soit libérée progressivement comme suit :

- 25 % à la suite des travaux de raccordement;
- 25 % à la suite des travaux de fondation;
- 25 % à la suite des travaux de structure;
- 25 % à la livraison du projet.

QU'à défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Montréal-Nord s'appliquent;

QUE toutes autres dispositions des règlements d'urbanisme continuent de s'appliquer.

ET conformément aux documents déposés :

- Plans de constructions et d'aménagements, préparés par Stéphanie Gravel pour la firme Bergeron Thouin Associés Architectes Inc. et par Fanny Lemaire pour l'agence Relief design, datés du 16 janvier 2020;
- Plans complémentaires, préparés par Stéphanie Gravel pour la firme Bergeron Thouin Associés Architectes Inc. et par Fanny Lemaire pour l'agence Relief design, datés du 16 janvier 2020;
- Certificat de localisation préparé par Louis-Philippe Fouquette, arpenteur-géomètre pour la firme Labre et associés arpenteurs-géomètres Inc. et daté du 24 octobre 2019.

M. Poirier se retire pour l'étude du dernier dossier puisqu'il est en conflit d'intérêt. Le comité a toujours quorum.

CCU-20200204-01 Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) – 5025, boulevard Gouin Est – Permettre l'installation d'une enseigne murale et d'une enseigne sur poteau.

Objet : Permettre l'installation d'une enseigne murale et d'une enseigne sur poteau.

Mise en contexte :

Une demande de PIIA a été déposée pour permettre l'installation d'une enseigne murale et d'une enseigne sur poteau au 5025, boulevard Gouin Est.

Le projet consiste à installer une enseigne complémentaire murale, posée à plat sur le mur arrière du bâtiment, d'une superficie de zéro virgule trente-sept mètres carrés (0,37 m^2), afin d'identifier l'entrée principale du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Une enseigne sur poteau est aussi implantée en marge avant principale, à proximité du bâtiment. L'enseigne comprend un panneau identifiant le CIUSSS d'une superficie de zéro virgule quarante-huit mètre carré (0,48 m^2) et un panneau indiquant la direction à suivre pour atteindre l'entrée principale (à l'arrière du bâtiment) d'une superficie de zéro virgule trente-sept mètres carrés (0,37 m^2)

Aucun éclairage n'est prévu. Un aménagement paysager sera intégré à la base de l'enseigne sur poteau.

Le projet demeure sobre et reprend la forme, les couleurs et la typologie standardisées de l'affichage gouvernemental.

Le projet s'intègre au milieu existant et répond à l'ensemble des critères des chapitres 3 et 12 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale.

Recommandation :

CONSIDÉRANT qu'une demande a été déposée pour le 5025, boulevard Gouin Est en vertu des chapitres 3 et 12 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale ayant pour but de permettre l'installation d'une enseigne murale et d'une enseigne sur poteau;

CONSIDÉRANT que le projet est conforme en totalité à la réglementation d'urbanisme;

Les membres du CCU recommandent favorablement la demande, et ce, conformément aux documents déposés :

- Plan d'architecture préparé par Sylvie Girard, architecte pour la firme CGA architecture, annoté le 13 janvier 2020 par Caroline Beaulieu, technicienne en bâtiment et déposé à la DAUSE le 13 janvier 2020.
- Montage photo préparé par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, daté du 13 janvier 2020 et déposé à la DAUSE le 13 janvier 2020.

La prochaine rencontre du CCU aura lieu le 3 mars 2020.

Levée de la séance 20 h 20.

_____	_____
Christine Black	David Ross
Présidente	Secrétaire du comité

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.06

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207177001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Déposer aux archives le procès-verbal du comité circulation qui a siégé le 30 octobre 2019 et qui s'est terminé le 15 janvier 2020.

Il est recommandé :
QUE soit déposé aux archives le procès-verbal de la réunion du comité de circulation tenue le 30 octobre 2019 et qui s'est terminé le 15 janvier 2020.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 17:54

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207177001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Déposer aux archives le procès-verbal du comité circulation qui a siégé le 30 octobre 2019 et qui s'est terminé le 15 janvier 2020.

CONTENU

CONTEXTE

Le comité de circulation a tenu sa dernière rencontre le 30 octobre 2019. Les points à l'ordre du jour n'ayant pu être tous traités lors de cette rencontre, le comité s'est réuni le 15 janvier 2020 pour clore l'ordre du jour.
Il s'agit de la dernière séance du comité de circulation qui sera remplacé en 2020 par le comité consultatif sur la mobilité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD : Statuer sur diverses recommandations du comité circulation qui a siégé le 30 octobre 2019, en vertu du Règlement n°1570 sur la circulation routière dans les limites de la ville de Montréal-Nord. **(**# 1207177003**)**

DESCRIPTION

Il est opportun de déposer aux archives le procès-verbal de la rencontre.

JUSTIFICATION

s.o.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adèle PAVAGEAU
Conseillère en aménagement

Tél : 514-328-4000, 4185
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Jérome VAILLANCOURT
Directeur

Tél : 514-328-4000, 4038
Télécop. :

4250, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Québec) H1H 1T3

COMITÉ DES TRAVAUX PUBLICS, SECTION CIRCULATION
ORDRE DU JOUR
30 OCTOBRE 2019, À 9 h 00

Date de la rencontre	Participant(s)
30 octobre 2019	
Heure et lieu	**Responsable de la rencontre**
9 h, salle de réunion, DTP	

Point	Demandeur	Statut et recommandation	Suivi/réalisation Retour au citoyen
1 1.1 Réglé	**COMPTAGE** Cabinet de la mairie, arr. Montréal-Nord, 22 mai 2019 Apaiser la circulation sur la rue Monselet	Comptage et analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** L'intersection de l'avenue Leblanc et du boulevard St-Vital a été déterminé. Un comptage sera fait et analysé pour le prochain comité de circulation. **Comité du 30 octobre 2019** Suite au relevé de vitesse et analyse de la situation, les membres du comité recommandent que la stèle d'affichage de vitesse soit installée côté ouest pour une période de 2 semaines et côté est pour une autre période de 2 semaines, sur ce tronçon de rues. De plus une étude est en cours par Vélo Qc pour une possible piste cyclable.

COMITÉ DES TRAVAUX PUBLICS, SECTION CIRCULATION
ORDRE DU JOUR
30 OCTOBRE 2019

1.2 Réglé	Janice Adams, via Renée Chantal Belinga, 15 mai 2019 Vitesse sur le boul. Maurice-Duplessis entre Lacordaire et Ste-Colette (Mandat No 1905150002)	Comptage et analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** La stèle d'indication de la vitesse de circulation sera installée sur le boulevard Maurice-Duplessis entre le boulevard Lacordaire et le boulevard Ste-Colette. Le SPVM procédera à des opérations de vérification de la vitesse à cet endroit (laser). **Comité du 30 octobre 2019** SPVM a fait 3 opérations laser (1h30 chacune) à différentes périodes de la journée et seulement 3 constats ont été émis. L'opération est toujours en cours. Un comptage a été effectué du 3 au 9 septembre 2019 sur le boulevard Maurice-Duplessis, entre le boulevard Lacordaire et le boulevard Ste-Colette. L'analyse des données démontre que 85 % des usagers circulent sous la vitesse de 53 km/h, dont la vitesse moyenne est de 44 km/h. Le volume horaire est de 96 véhicules. Il recommandé qu'aucune intervention en soit exécutée pour la vitesse (Rapport en annexe). Une lettre sera envoyée au citoyen.
1.3 À suivre	Comptage du secteur Marie-Clarac	Comptage et analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** De nouveaux comptages seront effectués dans secteur Marie-Clarac après la période de la rentrée scolaire afin de vérifier l'efficacité des mesures d'apaisement de la circulation dans ce secteur. Des opérations de vérification de la vitesse (Laser) sont en cours dans ce secteur.

			Comité du 30 octobre 2019 Les comptages après les opérations d'apaisement de la circulation sont en cours et des opérations laser sont également en continu. Les résultats sont transmis au comité du secteur Marie-Clarac ainsi qu'au SPVM dès que les résultats entrent. La firme WSP travaille sur une étude de mesures d'apaisement de la circulation pour le boulevard St-Vital entre le boulevard Gouin et le boulevard Henri-Bourassa. Ce point est déplacé au point 5.1.
1.4 À suivre	Pasquale Filosa, Montréal-Nord Installation des dos d'ânes, avenue de Belleville	Visite des lieux et analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Une lecture de vitesse et un comptage de véhicule seront exécutés. Une recommandation sera apportée au prochain comité de circulation. **Comité du 30 octobre 2019** Une lecture de vitesse et un comptage de véhicule seront exécutés. Une recommandation sera apportée au prochain comité de circulation. L'agent technique en circulation et stationnement communiquera avec la citoyenne.
1.5	Daniel Saint-Martin, Montréal-Nord Explication modification ligne axiale, Ste-Gertrude entre des Ardennes et Henri-Bourassa	Comptage et analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** La modification pour déplacer la ligne axiale vers l'ouest du boulevard Ste-Gertrude entre la rue des Ardennes et le boulevard Henri-Bourassa a été exécutée en continuité de la ligne axiale sur le boulevard Ste-Gertrude entre la rue des Ardennes et la rue Perras déplacée antérieurement.

			L'arrondissement Rosement-Petite-Patrie qui effectue la peinture des lignes de rues a procédé durant la fin de semaine du 24-25 août 2019. La nouvelle signalisation avec panneaux orange a été installée le lundi 26 août 2019, coïncidant avec l'interdiction de stationner sur ce tronçon de rue. Une lettre sera envoyée au citoyen pour un complément d'information.
2	**Secteur des boulevards Henri-Bourassa et Pie-IX**		**NOTE POUR LE COMITÉ DU 30 OCTOBRE 2019** Des invitations aux représentants SRB-Pie-IX et MTQ seront envoyées pour assister au comité de circulation du 6 novembre 2019 afin de présenter une mise à jour des travaux effectués et à venir de chacun de leur chantier.
2.1 À suivre	Mme Méo, Montréal-Nord Vitesse excessive et non-respect des arrêts aux intersections Forest/des Récollets et Fleury/des Récollets (Mandat No 1904230003)	Comptage et analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Les travaux du SRB Pie-IX entraînent plus de circulation dans ce secteur. Aucune intervention policière n'a été nécessaire pour la vitesse. Il y a possibilité qu'un changement de sens de la circulation de certaines rues dans ce secteur soit réalisé en 2020. **Comité du 30 octobre 2019** La démobilisation du SRB-Pie-IX sera effective en décembre 2019 et les travaux devront reprendre en mars 2020. STM reprendra les trajets normaux pour la saison hivernale 2019-2020. Durant la saison hivernale, il y aura accalmie de circulation sur le boulevard Pie-IX et les rues avoisinantes.

			Une suivi sera apporté avec la SRB Pie-IX en début de saison printanière 2020. La citoyenne sera contactée pour complément d'information.
2.2 À suivre	SRB Pie-IX STM - Confirmation du détour de la circulation par l'avenue des Récollets		**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Nous sommes en attente des résultats de la consultation publique de la STM concernant ce sujet. **Comité du 30 octobre 2019** Une demande de recevoir la planification 2020 par le SRB Pie-IX pour l'impact de la circulation des 2 côtés du boulevard Pie-IX. Un suivi sera fait pour le prochain comité de circulation.
2.3 À suivre	Larrivée- Pie-IX – Hébert Demande amener le trafic sur l'avenue Forest Modifier la circulation des rues Larrivée et Dénommée		**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Les membres recommandent le statu quo au dossier. M. Marc Dionne, projet SRB Pie-IX, sera invité au prochain comité de circulation, pour une mise à jour des travaux en cours et à venir. **Comité du 30 octobre 2019** Un courriel sera envoyé à M. Dionne pour avoir son aval à la demande de modifier la circulation des rues Larrivée et Dénommée.
3	**Secteur Industriel**		

COMITÉ DES TRAVAUX PUBLICS, SECTION CIRCULATION
ORDRE DU JOUR
30 OCTOBRE 2019

4 4.1 À suivre	**Secteur de la rue de Charleroi** CEHD (Mandat No 1710040002) Révision des périodes d'interdiction de stationnement sur la rue de Charleroi et ensemble du territoire. Revoir les heures de passage du balai mécanique.	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Les parcours de balais en 3 jours avec stationnement restrictif de 1h est complété à 95 %. Une présentation est à faire lorsque le tout sera complété. **Comité du 30 octobre 2019** Une présentation sera faite au comité des élus et de la haute direction pour tous les nouveaux de parcours de balais. La possible mise en vigueur est prévue pour avril 2020.
5 5.1 À suivre	**Secteur de l'école Marie-Clarac** Vicky Roy, Montréal-Nord (mandat No 1701170004) Serge Constantineau, école primaire Marie-Clarac. CEHD Ajout de bollards ou autres (projet pilote) sur le boul. Saint-Vital au niveau de l'entrée pour le service à l'auto du Tim Hortons CEHD Ajout de bollards ou autres (projet pilote) sur le boul. Saint-Vital au niveau de l'entrée pour le service à l'auto du Tim Hortons.	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Des recommandations seront apportées au comité du 6 novembre 2019. **Comité du 30 octobre 2019** Il y aura 2 consultations publiques : <u>18 novembre</u> pour les résidents du boulevard St-Vital entre le boulevard Gouin et le boulevard Henri-Bourassa. <u>25 novembre</u> pour les résidents du secteur Marie-Clarac.
6 6,1 À suivre	**Suivi avec la DAUSE** Adèle Pavageau, DAUSE Ajout d'un arrêt à l'intersection Langelier/Villeneuve	Visite des lieux et analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** À inclure au projet du parc Langelier-Villeneuve dans son intégrité.

			Le dossier complet sera déposé au comité de circulation du 30 octobre 2019. **Comité du 30 octobre 2019** Attendre le projet complété par la DAUSE pur un suivi par le comité de circulation.
6.2 Réglé	Michael Russo, Montréal-Nord Problème de stationnement sur Armand-Lavergne entre la rue de Charleroi et la rue Forest. Chantal Rossi Conseillère de Ville Déplacement de la ligne d'arrêt sur l'avenue Armand-Lavergne intersection de Castille, côté Nord-Ouest. Yan de Langis (Mandat No 1806130012) Sécurisation de l'entrée des élèves à l'école St-Vincent-Marie	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Inclure au plan de marquage 2020, modifier la ligne axiale de l'avenue Armand-Lavergne entre la rue d'Amiens entre la rue de Charleroi avec la signalisation du débarcadère face à l'entrée de l'école St-Vincent-Marie, sur l'avenue Armand-Lavergne. **Comité du 30 octobre 2019** Le nouveau marquage sera effectué avec le plan de marquage 2020. La procédure d'information auprès des citoyens concernés sera faite.
6.3 Réglé	DAUSE, Montréal-Nord Installation panneau interdiction de stationner sur rue, 10563, avenue l'Archevêque	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Certaines informations sont manquantes, un suivi auprès du requérant sera apporté. Une recommandation sera faite au prochain comité de circulation du 6 novembre 2019. **Comité du 30 octobre 2019** La demande d'élargissement de l'entrée charretière a été refusée par la DAUSE. Une lettre sera envoyée au citoyen par la DAUSE. Le citoyen refuse les solutions de signalisation proposées par le comité.

6.4 À suivre	Refonte du comité de circulation Rapport de la firme externe	Analyse du rapport	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Une présentation du résultat de l'étude ainsi que les recommandations sera faite au CÉHD du 25 septembre 2019. **Comité du 30 octobre 2019** Une rencontre à l'interne a eu lieu pour discuter des délégations de pouvoir et la réglementation du comité. Une décision d'établir la responsabilité du nouveau comité est à venir.
7	**Suivi avec la Division des communications**		**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** La division des communications sera incluse aux sous-comités, pour le suivi des dossiers.
8 8.1 À suivre	**Suivi avec l'agent technique en circulation et en stationnement** SPVM Circulation sur de Charleroi entre Ethier et Armand-Lavergne	 Analyse de la situation Lettre reçue	 **Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Le SPVM informe les membres du comité de circulation que la demande d'un brigadier supplémentaire à la traverse pour piéton Balzac et de Charleroi et un brigadier à l'intersection Éthier et de Charleroi ont été refusées car elles ne répondent pas aux critères. Une recommandation d'une possible installation de panneau lumineux aux intersections ci-haut mentionnées sera apportée au prochain comité de circulation du 30 octobre 2019. **Comité du 30 octobre 2019** Une demande de subvention sera adressée à la Ville-centre et une demande de subvention sera adressée au MTQ pour 3 traverses surélevées

			avec saillies (Balzac – Drapeau – Ethier sur la rue de Charleroi). Une lettre sera envoyée par Mme Laperrière pour connaître les critères d'admissibilité d'un brigadier.
8,2 À suivre	Table Paix-Sécurité Urbaine Société-Logique Vérification du temps réel de la traverse piétonnière intersection Saint-Michel et Gouin Audit piéton sur 2 tronçons cet été	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** L'audit piéton est en cours. Recommandation à venir au comité de circulation du 6 novembre 2019. **Comité du 30 octobre 2019** La Société Logique fera l'étude de la situation et fournira un rapport pour le boul. St-Michel et le boulevard Lacordaire. Les résultats seront présentés à la TPSU. Une rencontre à l'interne aura lieu le 12 novembre pour la présentation des résultats et des recommandations et par la suite les résultats seront transmis dans les bases données d'accessibilités universelles.
8.3 Réglé	Isabelle Letellier, Montréal-Nord Accès Parc Gouin – 6750 boul. Gouin Est	Visite des lieux et analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** L'information est incomplète, nous communiquerons avec la requérante pour complément d'information et une recommandation sera apportée au prochain comité de circulation. **Comité du 30 octobre 2019** Une visite des lieux sera effectué par un employé de la Division des études techniques pour constater l'état des trottoirs.

			Faire les trottoirs bas face aux 3 traverses pour piétons et éliminer l'entrée charretière devant le parc Gouin.
8.4 Réglé	Arnold Fertil (2ème demande) Problématique de stationnement	Visite des lieux et analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Les membres du comité recommandent le statu quo. ~~Une lettre sera envoyée au citoyen.~~ **Comité du 30 octobre 2019** Voir commentaire du comité du 11 et 24 septembre 2019.
8.5 À suivre	M. Sportella, Montréal-Nord Modification de règlement pour les carcasses de véhicules stationnés sur les rues Cas d'Edger et Salk, (Mandat No 1908210002)	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Une vérification de juridiction pour le remorquage de véhicules routiers sera faite auprès du contentieux central et du SPVM. **Comité du 30 octobre 2019** Malgré le fait qu'il y a une réglementation pour les véhicules non immatriculés, une stratégie doit être établie pour une procédure à suivre par l'arrondissement et le SPVM.
8.6 Réglé	M. Said Bachiri, Montréal-Nord Espace de stationnement	Analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Suite à une visite des lieux et l'étude de la demande, les membres du comité recommande le statu quo. Une lettre sera envoyée au citoyen.
8.7 Réglé	M. Mahmoud Mawassi, Montréal-Nord Espace de stationnement	Analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019**

			Suite à une visite des lieux et l'étude de la demande, les membres du comité recommande le statu quo. Une lettre sera envoyée au citoyen.
8.8 Réglé	Mme Kathy Vella, Ecole Gerald McShane Problème de signalisation arrêt interdit devant l'école	Analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Le SPVM mentionne que l'arrêt interdit est nécessaire devant l'école. Les membres recommandent le statu quo. Une lettre sera envoyée à la direction de l'école Gerald McShane.
8.9 À suivre	Mme Coulombe, École Jean-Nicolet et Jean-Nicolet annexe Zone de stationnement et arrêt interdit autours des écoles citées.	Visite des lieux et analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Une visite des lieux avec les SPVM sera faite et l'analyse de la situation sera donnée au prochain comité de circulation.
8.10 Réglé	M. Guy Matte, arr. Montréal-Nord Espace de stationnement dans un stationnement public (aréna Fleury)	Visite des lieux et analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Suite à l'analyse de la situation la demande est refusée. Les membres du comité recommandent le statu quo.
8.11	M. Alain Gascon, École René Guénette Demande de signalisation au sol	Visite des lieux et analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Les membres du comité recommandent de changer les panneaux de signalisation et de faire une mise à niveau du débarcadère scolaire (signalisation autour de l'école).

COMITÉ DES TRAVAUX PUBLICS, SECTION CIRCULATION
ORDRE DU JOUR
30 OCTOBRE 2019

8.12 Réglé	M. Alain Gascon, École René Guénette Demande de traverse de piétons	Visite des lieux et analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Suite à la visite des lieux et à l'analyse de la situation les membres du comité recommandent le statu quo. Une lettre sera envoyée au citoyen.
8.13 À suivre	M. Sylvain Gendron, Montréal-Nord Demande de dos d'âne face à l'école René Guénette	Visite des lieux et analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Un comptage sera fait et analysé pour le prochain comité de circulation.
8.14 À suivre	M. André Bigras, arr. Montréal-Nord Signalisation stationnement palier de l'aréna Garon	Analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Ce point sera discuté en comité exécutif du cabinet des élus de l'arrondissement.
8.15 Réglé	M. Richard Bourdon, arr. Montréal-Nord Modification de signalisation, avenue Gariepy, entre Gouin et Henri-Bourassa	Visite des lieux et analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Les membres du comité recommandent de procéder à la modification de la signalisation sur l'avenue Gariepy entre le boulevard Gouin et le boulevard Henri-Bourassa afin de se conformer au Tome V du MTQ.
8.16 Réglé	Mme Manon Lalumière, EXO Demande d'enlever le stationnement sur un côté sur l'avenue St-Julien et Hôtel-de-Ville	Analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Les membres du comité recommandent que l'arrêt d'autobus soit déplacer à l'intersection de la rue d'Amos et de l'avenue Garon, que le trajet soit modifier pour emprunter l'avenue H^toel-de-Ville (plus large). Les membres du comité recommandent le statu quo. Une lettre sera envoyée à Mme Lalumière, EXO.

COMITÉ DES TRAVAUX PUBLICS, SECTION CIRCULATION
ORDRE DU JOUR
30 OCTOBRE 2019

8.17 Réglé	M. Jérémie Tapiero, Postes Canada Problème de livraison sur le boulevard Gouin. (Mandat No 1910030001)	Analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Suite à l'analyse de la situation, les membres du comité recommandent le statu quo. Une lettre sera envoyée à M. Tapiero, Postes Canada.
8.18 Réglé	M. Antonio Careccia, Montréal-Nord Stationnement pour personne handicapée	Visite des lieux et analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Suite à une visite des lieux et à l'analyse de la situation, la demande est refusée, les critères d'admissibilité ne sont pas respectés.
8.19 Réglé	Mme Nicole Bourbonnais, Montréal-Nord Stationnement pour personne handicapée	Visite des lieux et analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** La demande est acceptée, les critères d'admissibilité sont respectés.
8.20 Réglé	Robert Guilbault, Montréal-Nord Interdiction de virage à gauche Henri-Bourassa	Analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Il y aura rencontre publique pour le secteur Marie-Clarac le 25 novembre 2019 et ce point sera discuté.
8.21 À suivre	Any Shamma, Montréal-Nord Changement plage horaire stationnement garderie	Analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** La zone de stationnement est à refaire à cet endroit.
8.22 À suivre	Pascal Foucault, Académie Blaise-Pascal Signalisation pour autobus sur Amos	Analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019** Agent technique en circulation et stationnement rencontrera le citoyen pour analyse de la situation.
8.23	Jésira François, Garderie Les Petits Demande 1 espace pour garderie	Analyse de la situation	**Comité du 30 octobre 2019**

COMITÉ DES TRAVAUX PUBLICS, SECTION CIRCULATION
ORDRE DU JOUR
30 OCTOBRE 2019

9	**Suivi des services centraux**		
10. 10.1 À suivre	**Firme externe** **Demandes soumises par des entreprises du secteur industriel** 1ALUMINEX, 3425 Boul. industriel Interdiction de stationner 8 am et 4 pm sur Belleville et au Parc George entre l'extrémité nord du bâtiment et le 9880 Parc Georges SHELL-O-MATIC, 10600 Ste-Gertrude Enlever les interdictions de stationner en face du 10600 Ste-Gertrude 4181 AMIENS Mettre en place une interdiction de stationner de nuit dans tout le quadrilatère de Castilles, d'Amiens, Edger et Alfred. QUATRO, 3943 rue Fleury Libérer les plages d'interdiction de stationner	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Une étude et une analyse seront exécutées et une recommandation sera apportée au prochain comité de circulation. **Comité du 30 octobre 2019**
11 11,1 À suivre	**Véhicules abandonnées** SPVM Véhicules abandonnés sur la voie publique	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Une vérification de juridiction pour le remorquage de véhicules routiers sera faite auprès du contentieux central et du SPVM. **Comité du 30 octobre 2019**
12. SOUS COMITÉ – CORRIDORS SCOLAIRES			
12.1 À suivre	SPVM Corridors scolaires	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Un relevé des dégagements de 5m aux intersections dans les corridors scolaires ont été déterminés.

			Vélo-Québec a déposé un rapport sur les déplacements en vélo dans les corridors scolaires. Une discussion avec le directeur de réseau Montréal-Nord du CSPÎ est à prévoir. Un sous-comité sera formé. Une recommandation concernant ce dossier sera apportée au comité de circulation du 6 novembre 2019. **Comité du 30 octobre 2019**
13. SOUS COMITÉ SECTEUR MONT-JOLI			
13.1 À suivre	Rachel Laperrière Marquage intersections secteur industriel (Mandat No 1903210001)	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Inventaire du secteur Industriel est déposé aux membres du comité (annexe). Le relevé du secteur Mont-Joli sera remis aux membres du sous-comité du secteur Mont-Joli pour recommandations au prochain comité de circulation du 6 novembre 2019. **Comité du 30 octobre 2019**
13.2	Secteur Mont-Joli, Demande d'installation d'un stop intersection St-Michel/Mont-Joli	Analyse de la situation	**Comité du 11 et 24 septembre 2019** Un sous-comité pour le secteur Mont-Joli sera formé et une recommandation sera apportée au prochain comité de circulation. **Comité du 30 octobre 2019**
13.3	Secteur Mont-Joli, Analyse des besoins commerces/citoyens et parcours de balais	Analyse de la situation	**Comité du 11 et 24 septembre 2019** Un sous-comité pour le secteur Mont-Joli sera formé et une recommandation sera apportée au prochain comité de circulation. **Comité du 30 octobre 2019**

COMITÉ DES TRAVAUX PUBLICS, SECTION CIRCULATION
ORDRE DU JOUR
30 OCTOBRE 2019

13.4	Godeline Mayala, Montréal-Nord Vitesse excessive sur l'avenue du Parc Georges entre Mont-Joly et Industriel	Analyse de la situation	**Retour sur le comité du 11 et 24 septembre 19** Un comptage sera effectué et un suivi sera apporté au prochain comité de circulation. **Comité du 30 octobre 2019**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207177002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Déposer aux archives le procès-verbal du comité consultatif sur la mobilité qui a siégé le 5 février 2020.

Il est recommandé :
QUE soit déposé aux archives le procès-verbal de la réunion du comité consultatif sur la mobilité tenue le 5 février 2020.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 17:53

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207177002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Déposer aux archives le procès-verbal du comité consultatif sur la mobilité qui a siégé le 5 février 2020.

CONTENU

CONTEXTE

Le comité consultatif sur la mobilité a tenu sa première rencontre le 5 février 2020. Ce comité remplace l'ancien comité de circulation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD : Statuer sur diverses recommandations du comité consultatif sur la mobilité qui a siégé le 5 février 2020, en vertu du Règlement n°1570 sur la circulation routière dans les limites de la ville de Montréal-Nord. **(**# 1207177004**)**

DESCRIPTION

Il est opportun de déposer aux archives le procès-verbal de la rencontre.

JUSTIFICATION

s.o.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adèle PAVAGEAU
Conseillère en aménagement

Tél : 514-328-4000, 4185
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

Jérome VAILLANCOURT
Directeur

Tél : 514-328-4000, 4038
Télécop. :

Montréal-Nord
Montréal

PROCÈS-VERBAL

COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MOBILITÉ (CCM)

Rencontre du mercredi 5 février 2020 à 9 heures

Membres présents :	Mmes	Chantal Rossi, présidente Adèle Pavageau, conseillère en aménagement Joanne Savard, agente technique en circulation Nancy Morin, secrétaire
	MM.	David Ross, chef de division, Urbanisme André Bigras, agent technique en ingénierie municipale Claude Goulet, SPVM Dino Banakos, SPVM Pierre Thouin, chef de division, Voirie Richard Bourdon, contremaître
Membre absent :	M.	Jérôme Vaillancourt, directeur DAUSE

Début de la séance à 9 heures

I. Mot de bienvenue

II. Adoption du procès-verbal du CCM du 15 janvier 2020

- Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

SUIVIS du procès-verbal

8.1 Intersection Léger Brunet passage écolier

École Ste-Gertrude

Au printemps 2020, le SPVM assurera une présence accrue sur les lieux afin d'effectuer un comptage et de constater où se dirigent les élèves qui empruntent cette direction.

Suivi : *CCM de mai ou juin prochain.*

10.1 Demandes soumises par des entreprises du secteur industriel

QUATRO, 3943 rue Fleury
Libérer les plages d'interdiction de stationner du parcours de balai

L'agente technique en circulation a rencontré le citoyen et lui a indiqué, sous toutes réserves, que de nouvelles plages horaires de parcours de balai pourraient entrer en vigueur en avril ou l'année prochaine. Le citoyen s'est dit très satisfait de cette initiative, que le tout lui convenait.

Suivi : *aucun.*

11.1 SPVM – Véhicules abandonnés

Suite à l'avis juridique concernant le remorquage des véhicules abandonnés, le SPVM a élaboré un plan d'action.

Le projet en cours, qui consiste à mandater 2 policiers marcheurs pour rencontrer les commerçants, est reporté en mars prochain puisque demeurent quelques modalités à finaliser.

Suivi *: CCM de mars ou avril prochain.*

Garage ou commerce illégal

Le SPVM peut dégager des ressources afin d'accompagner les inspecteurs aux visites faites dans ces commerces. Pour ce faire, les personnes à contacter sont :

- *pour l'Arrondissement : **Katherine Durocher**, Cheffe de la division permis et inspections*
- *pour le SPVM : **Yan Léveillé,** sergent au PDQ 39*

***IMPORTANT** : Effectuer un rappel aux inspecteurs à l'effet que s'ils se sentent suivis ou intimidés par un individu dans le cadre de leurs fonctions, ils doivent tout de suite appeler le 911. Un policier sera immédiatement dépêché sur les lieux.*

III. Adoption de l'ordre du jour

- L'ordre du jour est adopté sans modification.

IV. Présentation des dossiers

CCM-20200205 - 01 4753, rue d'Amiens – Stationnement automobile

Objet : PERMETTRE UN STATIONNEMENT POUR PERSONNE À MOBILITÉ RÉDUITE.

Mise en contexte/Justification

La demande répond aux critères demandés soit :

- la citoyenne est locataire;
- stationnement sur rue;
- la personne a des difficultés dans ses mouvements et dans ses déplacements de manière permanente.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les interventions suivantes :

- QUE soit installée la signalisation d'une zone de stationnement pour personne à mobilité réduite par le service des travaux publics dès réception du panneau.

***Suivi :** lettre de réponse à acheminer.*
***Responsable :** secrétaire.*

CCM-20200205 - 02 11210, avenue Balzac – Stationnement automobile

Objet : PERMETTRE UN STATIONNEMENT POUR PERSONNE À MOBILITÉ RÉDUITE.

Mise en contexte/Justification

La demande répond aux critères demandés soit :

- la citoyenne est locataire;
- stationnement sur rue;
- la personne a des difficultés dans ses mouvements et dans ses déplacements de manière permanente.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les interventions suivantes :

- QUE soit installée la signalisation d'une zone de stationnement pour personne à mobilité réduite par le service des travaux publics dès réception du panneau.

Suivi : *lettre de réponse à acheminer.*
Responsable : *secrétaire.*

CCM-20200205 - 03 Avenue Pelletier entre la rue d'Amiens et la rue Forest - Signalisation

Objet : RETIRER LA SIGNALISATION DE ZONE SCOLAIRE.

Mise en contexte/Justification

L'école est fermée, les panneaux ne sont donc plus requis.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la signalisation de zone scolaire soit enlevée par le service des travaux publics dès que possible.

Suivi : *aucun.*

CCM-20200205 - 04 Impasse Gouin – Signalisation

Objet : MODIFIER LA SIGNALISATION LIÉE AU STATIONNEMENT.

Mise en contexte/Justification

Il s'agit d'un îlot au centre d'un rond-point. L'entretien (parcours de balai) ainsi que les unités d'urgences ont de la difficulté à se frayer un chemin lors de leurs interventions. Les membres recommandent ainsi une interdiction de stationner en tout temps aux abords de l'îlot central.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les interventions suivantes :

- QUE des panneaux d'interdiction de stationner en tout temps soient installés par le service des travaux publics dès réception des panneaux.

Suivi : *lettre de réponse à acheminer.*
Responsable : *secrétaire.*

CCM-20200205 - 05 5095, boul. Henri-Bourassa, intersection de l'avenue Racette – Signalisation

Objet : MODIFIER LA SIGNALISATION POUR ZONE DE MANŒUVRE.

Mise en contexte/Justification

Il s'agit d'une entrée charretière sur la rue Racette, laquelle donne accès à l'arrière du commerce où un camion de livraison vient chaque jour de la semaine pour livrer sa cargaison. Une zone de manœuvre faciliterait l'engagement du camion à l'entrée charretière. Après analyse, les membres corroborent et suggèrent une zone de stationnement interdit limité, de 8h à 13h, du lundi au vendredi.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la signalisation d'une zone de stationnement interdit limité, de 8h à 13h, du lundi au vendredi, soit installée par le service des travaux publics dès réception du panneau.

Suivi : *lettre de réponse à acheminer.*
Responsable : *secrétaire.*

CCM-20200205 - 06 5861, rue Pascal – Stationnement automobile

Objet : RETIRER - UN STATIONNEMENT POUR PERSONNE À MOBILITÉ RÉDUITE.

Mise en contexte/Justification

L'agente technique en circulation et stationnement a communiqué avec la citoyenne et, après analyse et vérification, elle confirme que cette signalisation n'est plus requise. La personne qui utilisait ce service est déménagée.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la signalisation de la zone de stationnement pour personne à mobilité réduite soit retirée par le service des travaux publics;

Suivi : *aucun*

CCM-20200205 - 07 11211, avenue Hébert – Stationnement automobile

Objet : MODIFIER LA SIGNALISATION POUR ZONE DE MANŒUVRE.

Mise en contexte/Justification

La DTP de Montréal-Nord demande une zone de manœuvre devant l'entrée charretière située devant cette adresse. Après analyse, puisqu'une entrée charretière est présente devant le garage sous-terrain de l'immeuble et ainsi les manœuvres peuvent être effectuées de façon sécuritaire, les membres refusent cette demande.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent DÉFAVORABLE la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la demande de modification de la signalisation pour zone de manœuvre soit refusée.

Suivi : *L'entrée en question n'est pas conforme et ne respecte pas la règlementation en vigueur. Elle sera inscrite dans la liste des trottoirs à reconstruire pour être relevée.*
Responsable : *division des études techniques*

CCM-20200205 - 08 3909, rue Martial – Stationnement automobile

Objet : PERMETTRE UN STATIONNEMENT POUR PERSONNE À MOBILITÉ RÉDUITE.

Mise en contexte/Justification

La demande *ne répond pas* aux critères soit :

- la personne a des difficultés dans ses mouvements et dans ses déplacements de manière temporaire seulement (suite à une opération).

Recommandation

Les membres du CCM recommandent DÉFAVORABLEMENT la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la demande d'une zone de stationnement pour personne à mobilité réduite soit refusée.

Suivi : *lettre de réponse à acheminer.*
Responsable : *secrétaire.*

CCM-20200205 - 09 Avenue Thomas-Chapais intersection avenue Salk – Convivialité, sécurité, apaisement de la circulation

Objet : REMISE EN QUESTION DU RÉAMÉNAGEMENT DE L'INTERSECTION.

Mise en contexte/Justification

Faisant suite au réaménagement de cette intersection, le citoyen questionne puisqu'il dit que les citoyens n'utilisent pas assez le passage piétonnier. Les membres s'entendent pour dire que l'optique de ce réaménagement est d'inciter les citoyens à emprunter le passage piétonnier.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent DÉFAVORABLEMENT la demande du citoyen.

Suivi : *lettre de réponse à acheminer.*
Responsable : *secrétaire.*

CCM-20200205 - 10 Avenue Hébert entre la rue d'Amos et place de l'Hôtel-de-Ville – Stationnement automobile

Objet : FAIRE RESPECTER LA SIGNALISATION.

Mise en contexte/Justification

Des situations de stationnements illégaux se produisent fréquemment dans ce secteur de stationnement, la signalisation n'est pas respectée par les citoyens.

Quelques solutions ont été émises par les membres soit :

- masquer les panneaux pendant les chargements de neige;
- installer une guérite;
- vérifier si règlement de nuisance s'applique à cette situation et faire respecter cette dernière, le cas échéant.

Les membres recommandent de revoir la signalisation dans son ensemble, mais que, dans l'intervalle, la signalisation soit respectée et les contrevenants sommés de se conformer par contravention.

Décisions antérieures

2017 : Installation de signalisation d'interdiction de stationnement limité, de 7h à 19h, ainsi que délivrance de vignettes aux employés de l'arrondissement.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la signalisation de ce secteur soit respectée.

***Suivi** : au cours des prochains comités.*
***Responsable** : Pierre Thouin et SPVM*

CCM-20200205 - 11 **5277, rue de Séville – Stationnement automobile -** Permettre un stationnement pour personne à mobilité réduite.

Objet : PERMETTRE UN STATIONNEMENT POUR PERSONNE À MOBILITÉ RÉDUITE.

Mise en contexte/Justification

La demande répond aux critères demandés soit :

- la citoyenne est locataire;
- stationnement sur rue;
- la personne a des difficultés dans ses mouvements et dans ses déplacements de manière permanente, il s'agit d'un enfant qui se déplace en fauteuil roulant.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les interventions suivantes :

- QUE soit installée la signalisation d'une zone de stationnement pour personne à mobilité réduite par le service des travaux publics dès réception du panneau.

***Suivi :** lettre de réponse à acheminer.*
***Responsable :** secrétaire.*

CCM-20200205 - 12 **5824, rue Arthur-Chevrier – Convivialité, sécurité, apaisement de la circulation -** Nuisance lié aux autobus.

Objet : AJOUTER DES ARRÊTS OBLIGATOIRE SUR ARTHUR-CHEVRIER

Mise en contexte/Justification

Le citoyen se plaint que beaucoup d'autobus et de camions passent sur sa rue en dépassant souvent la limite de vitesse. Le SPVM indique qu'un comptage et vérification des vitesses et respect des panneaux d'arrêt seront effectués au printemps 2020. De plus, le citoyen demandait à ce que des saillies soient installées, mais l'agent technique en ingénierie signale que cette rue a déjà été refaite au complet en 2016.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent DÉFAVORABLE la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la demande d'ajout d'arrêt obligatoire soit refusée.

***Suivi : l**ettre de réponse à acheminer.*
***Responsable :** secrétaire.*

CCM-20200205 - 13 3530, boulevard Gouin – Signalisation

Objet : AJOUTER DES PANNEAUX SIGNAUX AVANCÉS D'HÔPITAL.

Mise en contexte/Justification

La demande présente concerne un panneau vert « Hôpital », dont la description précise qu'il indique la présence d'un hôpital, d'un centre hospitalier universitaire ou d'un pavillon dispensant des services continuellement, 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, et possédant un service d'urgence de type hospitalier selon les critères du ministère de la Santé et des Services sociaux. Puisque l'hôpital Marie-Clarac ne possède pas de département d'urgence tel que décrit ci-dessus, les membres recommandent le refus de cette demande.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent DÉFAVORABLE la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la demande d'ajout de panneaux de signaux avancés d'hôpital soit refusée.

Suivi : l*ettre de réponse à acheminer.*
Responsable : *secrétaire.*

CCM-20200205 - 14 Boulevard Rolland entre le boulevard Maurice-Duplessis et la rue Pascal – Signalisation

Objet : PERMETTRE DU STATIONNEMENT CÔTÉ OUEST LA NUIT.

Mise en contexte/Justification

Demande stationnement de nuit devant la MCC.
Après analyse des membres, il est suggéré de permettre une zone de stationnement, seulement suite à une confirmation, après vérification, que les camions et véhicules d'urgence auront le dégagement nécessaire à leur passage, et à l'approbation de la direction de la MCC.

Recommandation/Justification

Les membres du CCM recommandent de REPORTER à un autre comité afin de recevoir les approbations souhaitées avant de statuer.

Suivi *: prochain comité du 5 mars 2020.*

CCM-20200205 - 15 11985, boulevard Rolland – Stationnement automobile

Objet : AJOUTER UN ESPACE RÉSERVÉ VÉHICULE DES SERVICES DE L'EAU.

Mise en contexte/Justification

Le stationnement demandé est pour un employé de la Ville. Après analyse, il appert que le CCM ne peut attribuer une place réservée en l'enceinte du domaine public. Il s'agit d'une décision interne qui sera prise par la direction des Travaux publics.

Recommandation/Justification

Les membres du CCM recommandent DÉFAVORABLE la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la demande d'espace de stationnement réservée sur un terrain public soit refusée.

Suivi : *Pierre Thouin communiquera avec la requérante.*

CCM-20200205 - 16 3425, boulevard Industriel entre l'avenue du Parc-Georges et l'avenue de Belleville – Stationnement automobile

Objet : REVOIR LES INTERDICTIONS DE STATIONNER SUR L'AVENUE DU PARC-GEORGES.

Mise en contexte/Justification

Après analyse sur le terrain avec les citoyens, l'agente technique en circulation expose la situation et les membres s'entendent pour suggérer une zone prédéterminée d'interdiction de stationnement en tout temps.

Recommandation

Les membres du CCM recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la signalisation d'une zone de stationnement interdit en tout temps soit installée par le service des travaux publics.

Suivi : *lettre de réponse à acheminer.*
Responsable : *secrétaire.*

CCM-20200205 - 17 Ensemble du territoire – Signalisation

Objet : REVOIR LA SIGNALISATION QUANT AUX DÉGAGEMENTS DES INTERSECTIONS.

Mise en contexte/Justification

Une analyse interne sera effectuée pour déterminer les secteurs à privilégier et le mode d'intervention (marquage, panneaux de signalisation, etc.). Une proposition d'intervention sera déposée lors d'un prochain comité des élus et de la haute direction.

Les membres du CCM n'ont pas à statuer sur ce point pour le moment.

Suivi : *aucun.*

CCM-20200205 - 18 11146-11148, avenue Brunet – Signalisation

Objet : AJOUTER DES PANNEAUX D'INTERDICTION DE STATIONNER POUR LES VÉHICULES LOURDS.

Mise en contexte/Justification

Il s'agit d'un citoyen qui a aussi déposé des plaintes au SPVM concernant un camion qui se stationne illégalement selon ce dernier. Le SPVM a déjà rencontré ce citoyen à ce sujet et il est signalé que des policiers ont déjà effectué plusieurs visites sur les lieux et le camion en question n'est pas sur place au moment de leur visite

Recommandation/Justification

Les membres du CCM recommandent DÉFAVORABLE la demande avec les interventions suivantes :

- QUE la demande d'ajout de panneaux d'interdiction de stationner pour les véhicules lourds soit refusée.

Suivi : *lettre de réponse à acheminer.*
Responsable : *Adèle Pavageau.*

V. Point d'information

CCM-20200205 - 19 **Administration – Présentation des règles de régie interne du comité consultatif sur la mobilité.**

Mise en contexte/ Description

Une proposition de nouvelles règles de régie interne est présentée aux membres. Le document vient définir le mandat du CCM, le rôle et les responsabilités des membres qui y siègent. Adèle Pavageau apportera les corrections suivantes aux règles de régie interne :

- remplacer direction générale par direction d'arrondissement à l'alinéa 2 de l'article 2;
- remplacer directeur de niveau 2 par cadre de niveau 2;
- corriger Élu-e(s);
- ajouter à l'article 7 que l'élu-e peut déléguer ou désigner un représentant.

CCM-20200205 - 20 **Réglementation –** Présentation du règlement sur la délégation.

Mise en contexte/ Description :

Après lecture du document, quelques demandes de corrections sont demandées. Le document sera corrigé et acheminé aux membres pour approbation. Voici les corrections à apporter :

- au paragraphe 1, le niveau de délégation est à modifier pour « cadre de niveau 2 DAUSE et TP »;
- la délégation doit s'appliquer également pour les Permis entrave et événements spéciaux et travaux exception.

CCM-20200205 - 21 **Réglementation –** Mise à jour de la réglementation en matière de circulation et stationnement.

Mise en contexte/ Description :

Une rencontre sera planifiée entre la DAUSE et le SPVM pour mettre à jour la réglementation en matière de circulation et stationnement. L'idée est d'adapter le règlement C4.1 à l'arrondissement. Il faut donc identifier les articles du règlement actuel 1530 nécessaire au SPVM et à retranscrire.

***Suivi** : Rencontre à planifier entre l'agent technique en ingénierie municipale et le SPVM.*
***Responsable** : André Bigras.*

CCM-20200205 - 22 **Réglementation –** Accompagnement pour la réalisation de fiche d'analyse.

Mise en contexte/ Description :

L'entente signée en 2018 avec la Chaire in Situ prévoyait, suite au rapport d'analyse réalisé et transmis en juin 2019, un accompagnement pour la transformation des processus du comité de circulation. L'arrondissement n'a toujours pas utilisé cet accompagnement, il pourrait être utilisé pour réaliser des fiches d'analyses adaptées à nos besoins.

VI. Varia

Aucun ajout.

VII. Fin de la réunion

La prochaine rencontre du CCM aura lieu le 4 mars 2020.

Levée de la séance 11 h 50.

Chantal Rossi
Présidente

Jérôme Vaillancourt
Directeur DAUSE

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 15.01

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207987001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Secrétariat d'arrondissement_greffe et archives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer la participation de l'arrondissement de Montréal-Nord à l'événement « Une heure pour la terre 2020 » qui aura lieu le samedi 28 mars 2020 de 20 h 30 à 21 h 30.

Attendu que le 28 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, se tiendra l'événement international *Une heure pour la Terre 2020* inauguré en 2007 à Sydney, Australie, et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Foundation*);
Attendu que cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières, ainsi que les appareils électriques et électroniques, pendant une heure;

Attendu qu'en 2017, plus de 3 100 monuments et enseignes réparties dans 187 pays et territoires, ont éteint leurs lumières pendant une heure dans le but de combattre le réchauffement global.

IL EST RECOMMANDÉ :

De confirmer la participation de l'arrondissement de Montréal-Nord à l'événement *Une heure pour la Terre 2020* , événement parrainé par le Fonds mondial pour la nature et qui se tiendra le samedi 28 mars 2020 de 20 h 30 à 21 h 30;

D'inviter les commerces et les résidants de l'arrondissement à s'impliquer activement dans cet événement;

D'encourager les arrondissements de la Ville de Montréal et les municipalités de l'agglomération de Montréal à se joindre à l'arrondissement de Montréal-Nord en confirmant leur participation respective à l'événement.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-19 12:59

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207987001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Secrétariat d'arrondissement_greffe et archives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer la participation de l'arrondissement de Montréal-Nord à l'événement « Une heure pour la terre 2020 » qui aura lieu le samedi 28 mars 2020 de 20 h 30 à 21 h 30.

CONTENU

CONTEXTE

Le samedi 28 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, pour une 14e année, se tiendra l'événement international *Une heure pour la Terre 2020.* Cet événement a été inauguré en 2007 à Sydney, Australie, et il est parrainé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Foundation*).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 10 076 Confirmer la participation de l'arrondissement de Montréal-Nord à l'événement « Une heure pour la terre 2017 » qui aura lieu le samedi 25 mars 2017 de 20 h 30 à 21 h 30.
CA18 10 071 Confirmer la participation de l'arrondissement de Montréal-Nord à l'événement «Une heure pour la terre 2018» qui aura lieu le samedi 24 mars 2018 de 20 h 30 à 21 h 30.

CA19 10 094 Confirmer la participation de l'arrondissement de Montréal-Nord à l'événement « Une heure pour la terre 2019 » qui aura lieu le samedi 30 mars 2019 de 20 h 30 à 21 h 30.

DESCRIPTION

Cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières ainsi que les appareils électriques et électroniques pendant une heure, et vise à rassembler les humains dans le but de protéger la planète.
Des centaines de millions de personnes dans le monde s'unissent chaque année pour soutenir le plus grand événement de l'environnement de l'histoire. Cet événement est souligné dans plus de 7 000 villes dans 188 pays et territoires à travers 6 continents et 24 fuseaux horaires. Un grand nombre de sites naturels et bâtis de notre patrimoine mondial éteignent leurs lumières pendant une heure dans le but de combattre le réchauffement global. Comme l'événement nous le rappelle, l'électricité est essentielle à notre vie. Toutefois nous devons produire une électricité de source qui ne contribue pas aux changements climatiques ou qui n'endommage pas les habitats.

JUSTIFICATION

L'événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'arrondissement de Montréal-Nord espère que sa participation à l'événement *Une heure pour la Terre 2020* , de concert avec d'autres grandes villes du monde, renforcera le leadership de la Ville de Montréal en matière de préservation de l'environnement et incitera encore plus de Montréalais à adopter des habitudes quotidiennes de conservation d'énergie. Le site Internet dont l'adresse est la suivante : www.earthhour.org, explique comment participer à l'événement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-02-17

Anne-Sophie BERGERON
Secrétaire d'arrondissement substitut

Tél : 514-328-4000 poste 4027
Télécop. : 514-328-4299

Claire VASSART
DPGSA

Tél : 514 328-4000 #4050
Télécop. : 514-328-4299

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1208544001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adjuger à Les Terrassements Multi-Paysages Inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 396 160,16 $, taxes incluses, un contrat pour les travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve, autoriser une dépense de 20 997,50 $, taxes incluses, pour les contingences et autoriser une dépense de 15 000 $, taxes incluses, pour les incidences, pour une dépense totale de 432 157,66 $. Appel d'offres 1063 / 8 soumissions

Il est recommandé :
QUE soit adjugé à Les Terrassements Multi-Paysages inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant de 396 160,16 $, taxes incluses, le contrat 1063 pour l'exécution des travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve;

QUE soit autorisée une dépense de 20 997,50 $, taxes incluses, pour les contingences;

QUE soit autorisée une dépense de 15 000 $, taxes incluses, pour les incidences;

QUE soit autorisée une dépense totale de 432 157,66 $;

ET QUE ces dépenses soient imputées conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-01-24 12:02

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208544001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adjuger à Les Terrassements Multi-Paysages Inc., plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 396 160,16 $, taxes incluses, un contrat pour les travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve, autoriser une dépense de 20 997,50 $, taxes incluses, pour les contingences et autoriser une dépense de 15 000 $, taxes incluses, pour les incidences, pour une dépense totale de 432 157,66 $. Appel d'offres 1063 / 8 soumissions

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Plan d'aménagement du Nord-Est, l'arrondissement de Montréal Nord a fait l'acquisition d'un terrain vacant situé à l'angle Sud-Est de la rue Villeneuve et du boulevard Langelier. Ce site abritait anciennement un immeuble résidentiel qui fut détruit par un incendie en 2008. L'arrondissement souhaite y aménager un parc local avec une aire de jeu ludique et des bacs de plantation surélevés. Du mobilier urbain y sera également installé (support à vélo, bancs, tables à pique-nique, etc.). Le concept d'aménagement a été développé dans une démarche de co-création avec les citoyens et les organismes du milieu. La superficie totale de l'espace public Langelier – Villeneuve à aménager est approximativement de 570 m2.
Pour la réalisation de ce projet, un premier appel d'offres public a été lancé par la Division des études techniques. En vertu de la loi 76, l'appel d'offres a été publié du 21 juin au 12 juillet 2019. La soumission a été valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture. Aucun addenda n'a été émis dans le cadre de cet appel d'offres.

Trois (3) soumissions ont été déposées dans le cadre de cet appel d'offres.

L'analyse des soumissions a conduit au constat suivant :

En ce qui a trait à la soumission déposée par la compagnie Les Entreprises Daniel Robert inc., plus bas soumissionnaire, nous avons constaté que le formulaire de soumission déposé comportait une omission de remplissage de champs à l'item 13.04 « Trottoir de béton 32MPa coulé en place » du Bordereau de Soumission de la Section C du formulaire de soumission. En effet, pour cet item, aucun prix unitaire et sous-total n'ont été fournis par le soumissionnaire. La soumission déposée par la compagnie "Les entreprises Daniel Robert inc." a donc été jugée non conforme au regard des éléments suivants à savoir d'une part l'article 2.5.2 des instructions au soumissionnaire qui précise que la soumission doit contenir toutes les informations demandées par la Ville et d'autre part que l'omission d'indiquer un

prix pour le coût de l'item 13.04 du bordereau constitue une irrégularité majeure, en raison de la répercussion sur le prix réel de la soumission.

Pour ce qui est de la soumission déposée par la Compagnie Aménagements Sud-ouest (9114-5698 Québec inc), le montant soumissionné s'est révélé beaucoup plus élevé que l'estimé des professionnels, soit de plus de 50 % que l'estimation effectuée par les professionnels.

Par ailleurs, la soumission déposée par la firme Construction Cappa inc., a été jugée non conforme en raison du manque d'expérience du soumissionnaire.

En conséquence, il a été recommandé de rejeter l'ensemble des soumissions déposées dans le cadre de cet appel d'offres.

Un second appel d'offres public a été lancé par la Division des études techniques. En vertu de la loi 76, l'appel d'offres a été publié du 14 novembre au 10 décembre 2019. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture. Trois (3) addenda ont été émis dans le cadre de cet appel d'offres.

Huit (8) soumissions ont été déposées dans le cadre de cet appel d'offres.

L'analyse des soumissions a conduit au constat suivant :

La soumission du plus bas soumissionnaire est non conforme, car il ne répond pas à tous les critères administratifs. En effet, le soumissionnaire ne détient pas d'attestation de Revenu Québec valide à la date d'ouverture des soumissions. De plus, celui-ci n'a pas fourni de preuve ni de pièce justificative de compétences complètes et/ou comparables et/ou satisfaisantes à la nature des travaux demandés dans le cadre du présent appel d'offres. Ainsi, le soumissionnaire est non conforme à l'article 11 du Cahier des Clauses Administratives Spéciales.

Le montant du second plus bas soumissionnaire est conforme et répond à tous les critères administratifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA19 10 349 du conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, adoptée à la séance ordinaire du lundi 12 août 2019; Rejeter les soumissions déposées dans le cadre de l'appel d'offres 1055 pour les travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve. Appel d'offres publiques 1055 (sommaire décisionnel 1190709002).

DESCRIPTION

Des travaux d'aménagement d'un nouvel espace public sont prévus à l'angle du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve. L'aménagement implique des travaux de terrassement brut et de finition, de création d'un sentier en béton coulé en place et de surfaces de béton perméables, de bordures de béton coulées en place, de caoutchouc aggloméré et de marquage décoratif pour surfaces au sol. Le projet requiert aussi l'installation d'un nouveau lampadaire. Quelques éléments de mobilier ponctuels (bacs pour jardinage, cabanon, bancs, tables à pique-nique, support à vélos) seront à installer dans le cadre du projet.

JUSTIFICATION

L'arrondissement a préparé un cahier de charges pour un appel d'offres public, publié sur le SEAO afin de permettre à un plus grand nombre de firmes possibles de répondre à cette dernière. La période d'appel d'offres public 1063 s'est déroulée du 14 novembre au 10 décembre 2019.
Il y a eu dix-sept (17) preneurs du cahier de charges. De ce nombre, huit (8) ont déposé une offre. L'entrepreneur Construction Cappa ne possède pas l'attestation de Revenue Québec et est non conforme à l'article 11 du Cahier des Clauses Administratives Spéciales. Il est donc jugé non conforme à ce présent appel d'offres.

Vous trouverez en pièces jointes la liste des firmes qui se sont procuré les documents d'appel d'offres, le procès-verbal d'ouverture et la proposition de prix.

À la suite du lancement de l'appel d'offres public 1063, il est recommandé de retenir les services de : Les Terrassements Multi-Paysages Inc.

Le tableau normalisé des résultats de soumission résume la liste des soumissionnaires, les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation du professionnel et le montant de l'octroi.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Les Terrassements Multi-Paysages Inc.	396 160,16 $		396 160,16 $
Ramcor Construction Inc	431 956,48 $		431 956,48 $
2633-2312 Québec Inc. (Arthier)	436 800,00 $		436 800,00 $
Les Entreprises Daniel Robert Inc.	484 889,53 $		484 889,53 $
Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.)	489 239,32 $		489 239,32 $
URBEX CONSTRUCTION	515 511,11 $		515 511,11 $
Aménagement Côté Jardin Inc	545 566,72 $		545 566,72 $
Dernière estimation réalisée ($)	408 659,09 $		408 659,09 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($) VOICI LA FORMULE : total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions			437 451,54 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) VOICI LA FORMULE : [(coût moyen des soumissions conformes – la plus basse)/la plus basse) x 100]			10,42%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) VOICI LA FORMULE : (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			88 729,37 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus haute conforme – la plus basse conforme)/la plus basse) x 100]			22,40%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)			(12 498,93) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100]			-3,06%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse – la plus basse)			35 796,32 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100]			9,04%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense au montant de 432 157,66$ taxes incluses sera financée par règlement d'emprunt de l'arrondissement prévu au programme triennal d'immobilisation.

Description	Montant avant taxes	Montant taxes incluses	Montant net
Intersection Langelier/Villeneuve	344 562,00 $	396 160,16 $	361 747,03 $
contingences	18 262,67 $	20 997,50 $	19 173,52 $
Incidences	13 046,31 $	15 000,00 $	13 697,00 $
	375 870,98 $	**432 157,66 $**	**394 617,55 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet d'aménagement s'intègre dans le cadre de la revitalisation de ce secteur; Il contribue de façon tangible à l'amélioration de cet espace public à travers la mise à disposition des citoyens d'un espace propice qui aurait servi de lieu de rencontres et de détente.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées :
Octroi du contrat : Février 2019
Début des travaux : 11 mai 2020
Fin du contrat : 10 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur atteste de la conformité de ce dossier décisionnel aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Ahmed YASMI)

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Daniel ROBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Denis CHARLAND, Montréal-Nord

Lecture :

Denis CHARLAND, 8 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Andree BERTRAND
Architecte paysagiste

Tél : 514-328-4000 poste 4009
Télécop. : 514-328-5556

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-08

Jérome VAILLANCOURT
Directeur

Tél : 514-328-4000, 4038
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jérome VAILLANCOURT
Directeur
Tél : 514-328-4000, 4038
Approuvé le : 2020-01-24

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 1063
Numéro de référence : 1318906
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
2633-2312 Québec Inc. Aménagement Pavatech Arthier Construction 77 Omer DeSerres suite 7A Blainville, QC, J7C5N3	Madame Brigitte Clermont Téléphone : 450 434-0038 Télécopieur :	**Commande : (1666096)** 2019-11-19 13 h 12 **Transmission :** 2019-11-19 13 h 12	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1665398)** 2019-11-18 11 h 17 **Transmission :** 2019-11-18 11 h 17	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2	Monsieur Alain Provost Téléphone : 450 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	**Commande : (1667347)** 2019-11-22 8 h **Transmission :** 2019-11-22 8 h 03	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Bau-Québec Ltée.. 1370, Labadie, Local 1 Longueuil, QC, J4N1C7	Monsieur Richard Raymond Téléphone : 450 676-8622 Télécopieur : 450 332-4080	**Commande : (1664767)** 2019-11-15 9 h 26 **Transmission :** 2019-11-15 9 h 27	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cappa construction inc. 7012, boul. St-Laurent, bureau 200 Montréal, QC, H2s3e2	Monsieur Ben Capparelli Téléphone : 514 996-9070 Télécopieur :	**Commande : (1670481)** 2019-12-02 11 h 21 **Transmission :** 2019-12-02 12 h 53	3216286 - Addenda 1 2019-12-02 11 h 21 - Téléchargement 3218560 - Addenda 2 2019-12-02 11 h 21 - Téléchargement 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Entreprises Daniel Robert Inc. 12529 rue Voltaire Montréal, QC, H1C 2C2	Monsieur Daniel Robert Téléphone : 514 648-3320 Télécopieur : 514 494-3964	**Commande : (1664342)** 2019-11-14 11 h 01 **Transmission :** 2019-11-14 11 h 11	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gestion S.Forget inc 104, de la Pointe-Langlois, suite B Laval, QC, H7L3M5	Monsieur Stéphane Forget Téléphone : 450 736-0510 Télécopieur : 579 641-1474	**Commande : (1664572)** 2019-11-14 15 h 26 **Transmission :** 2019-11-14 15 h 46	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Lanco Amenagement INC. 1110 Place Verner Laval, QC, H7E 4P2	Monsieur Kevin Langlois Téléphone : 450 661-4444 Télécopieur : 450 664-4555	**Commande : (1670180)** 2019-11-29 16 h 54 **Transmission :** 2019-11-29 19 h 28	3216286 - Addenda 1 2019-11-29 16 h 54 - Messagerie 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 16 h 54 - Messagerie 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1666601)** 2019-11-20 12 h 41 **Transmission :** 2019-11-20 12 h 41	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1666252)** 2019-11-19 16 h 14 **Transmission :** 2019-11-19 16 h 14	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	Madame Dean-na Eadle Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-9925	**Commande : (1664550)** 2019-11-14 14 h 53 **Transmission :** 2019-11-14 14 h 53	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1663899)** 2019-11-13 13 h 04 **Transmission :** 2019-11-13 13 h 18	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1664673)** 2019-11-15 7 h 36 **Transmission :** 2019-11-15 7 h 42	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 29 - Télécopie 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 18 - Télécopie 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 12 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Saho construction 424 boul. Raymond Québec, QC, G1C8K9	Monsieur Dan Renauld Téléphone : 418 614-3425 Télécopieur : 418 661-1177	**Commande : (1668857)** 2019-11-27 8 h 33 **Transmission :** 2019-11-27 8 h 35	3216286 - Addenda 1 2019-11-27 8 h 33 - Téléchargement 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 18 - Télécopie 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 12 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Techniparc (9032-2454 Qc Inc). 1355, Pitfield, Montréal, QC, H4S 1G3	Monsieur Martin Theolis Téléphone : 514 829-8001 Télécopieur : 514 336-4519	**Commande : (1664169)** 2019-11-14 8 h 32 **Transmission :** 2019-11-14 8 h 36	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1664365)** 2019-11-14 11 h 22 **Transmission :** 2019-11-14 11 h 22	3216286 - Addenda 1 2019-11-25 14 h 28 - Courriel 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1668688)** 2019-11-26 15 h 01 **Transmission :** 2019-11-26 15 h 01	3216286 - Addenda 1 2019-11-26 15 h 01 - Téléchargement 3218560 - Addenda 2 2019-11-29 8 h 17 - Courriel 3220848 - Addenda 3 2019-12-05 10 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction de la performance, du greffe
et des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Québec) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

PROCÈS-VERBAL D'OUVERTURE PUBLIQUE DES SOUMISSIONS

NO APPEL D'OFFRES : 1063

Objet : **TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT D'UN ESPACE PUBLIC SUR UN TERRAIN SITUÉ À L'INTERSECTION DU BOULEVARD LANGELIER ET DE LA RUE VILLENEUVE**

Date de l'émission des documents : le 14 novembre 2019

Date et heure de fermeture de l'appel d'offre : le 10 décembre 2019 à 11 h 00

Date et heure d'ouverture des soumissions : le 10 décembre 2019 à 11 h 00

PERSONNES RESPONSABLES PRÉSENTES À L'OUVERTURE :

1. Marie Marthe Papineau	Fonction : Secrétaire d'arrondissement Greffe et archives - DPGSA
2. Ahmed Yasmi	Fonction : Agent d'approvisionnement II Ressources financières et matérielles - DPGSA
3. Anne-Sophie Bergeron	Fonction : Agente de recherche – expertise greffe Greffe et archives - DPGSA

Procès-verbal d'ouverture

#	Personne présente à l'ouverture	Soumissionnaire	Prix
1.	M-A Bastien	Urbex construction inc	515 511,11 $
2.	Pierre Dolcoeur	Les terrassements Multi-Paysages	396160.16 $
3.	Ludmila Martinova	Aménagement Côté Jardin inc.	545 566,72 $
4.		Aménagement Sud-Ouest	489 239,32 $
5.	Daniel Robert	Les Entreprises Daniel Robert	484 889,53 $
6.	Roxanne Lafontaine	Arthier	436 800,00 $
7.	Youcef Barkat	Ramoor	431 956,48 $
8.	Ben c Appazoli	Cappa construction	342 437,63 $
9.			$
10.			$

FAIT À MONTRÉAL, arrondissement de Montréal-Nord, ce 10 décembre 2019

SIGNÉ PAR : 1) (s)	Marie Marthe Papineau Secrétaire d'arrondissement Greffe et archives - DPGSA	Marie Marthe Papineau
2) (s)	Ahmed Yasmi Agent d'approvisionnement II Ressources financières et matérielles - DPGSA	
3) (s)	Anne-Sophie Bergeron Agente de recherche – expertise greffe Greffe et archives - DPGSA	Anne-Sophie Bergeron

Montréal

COPIE

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 1063

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Secrétaire de l'arrondissement 4243, rue de Charleroi Montréal-Nord (Québec) H1H 5R5, avant 11h
14	**11**	**2019**	**10**	**12**	**2019**	

Travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve

Description et sommaire de soumission	Montant
Exécution des travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve, selon les documents du présent appel d'offres.	
Montant total avant taxes :	344 562,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	17 228,10 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	34 370,06 $
Montant total :	**396 160,16 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1140382590

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les Terrassements Multi-Paysages Inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1355 rue Lépine, Joliette (Québec) J6E 4B7

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-756-1074		
MATHIEU FAFARD, CHARGÉ DE PROJETS	Télécopieur : 450-756-8997		
	Courriel : mfafard@multi-paysages.com		
Signature:	Jour 10	Mois décembre	Année 2019

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 1063

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Secrétaire de l'arrondissement 4243, rue de Charleroi Montréal-Nord (Québec) H1H 5R5, avant 11h
14	**11**	**2019**	**10**	**12**	**2019**	

Travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve

Description et sommaire de soumission	Montant
Exécution des travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve, selon les documents du présent appel d'offres.	
Montant total avant taxes :	344 562,00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	17 228,10 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	34 370,06 $
Montant total :	**396 160,16 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1140382590

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les Terrassements Multi-Paysages Inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1355 rue Lépine, Joliette (Québec) J6E 4B7

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-756-1074		
MATHIEU FAFARD, CHARGÉ DE PROJETS	Télécopieur : 450-756-8997		
	Courriel : mfafard@multi-paysages.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	10	décembre	2019

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 1063

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve

Description	Montant	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
SPÉCIALES	13 691,40 $	684,57 $	1 365,72 $	15 741,69 $
2. TRAVAUX ARBORICOLES	657,70 $	32,89 $	65,61 $	756,19 $
3. DÉMOLITION	7 593,00 $	379,65 $	757,40 $	8 730,05 $
4. EXCAVATION, REMBLAYAGE ET TERRASSEMENT	27 751,10 $	1 387,56 $	2 768,17 $	31 906,83 $
5. DRAINAGE ET PLOMBERIE	24 477,60 $	1 223,88 $	2 441,64 $	28 143,12 $
6. ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE DE PARC	53 078,00 $	2 653,90 $	5 294,53 $	61 026,43 $
7. OUVRAGES DE BÉTON PRÉFABRIQUÉS	2 184,30 $	109,22 $	217,88 $	2 511,40 $
8. BÉTONNAGE POUR AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS	90 381,80 $	4 519,09 $	9 015,58 $	103 916,47 $
9. TRAVAUX DE CHAUSSÉE	3 945,60 $	197,28 $	393,57 $	4 536,45 $
10. APPORT DE TERRE DE CULTURE	1 102,00 $	55,10 $	109,92 $	1 267,02 $
11. ENGAZONNEMENT	2 870,40 $	143,52 $	286,32 $	3 300,24 $
12. PLANTATION DE VÉGÉTAUX	14 131,20 $	706,56 $	1 409,59 $	16 247,35 $
13. OUVRAGES MÉTALLIQUES	22 102,20 $	1 105,11 $	2 204,69 $	25 412,00 $
14.PEINTURE	11 370,00 $	568,50 $	1 134,16 $	13 072,66 $
15. MOBILIER ET ÉQUIPEMENTS DE PARC	26 388,50 $	1 319,43 $	2 632,25 $	30 340,18 $
16. SURFACES SYNTHÉTIQUE DE CAOUTCHOUC	42 837,20 $	2 141,86 $	4 273,01 $	49 252,07 $
	Total avant taxes	**Total TPS**	**Total TVQ**	**Total taxes incl.**
	344 562,00 $	**17 228,10 $**	**34 370,06 $**	**396 160,16 $**

N°. d'inscription de la TPS: 138695002

N°. d'inscription de la TVQ: 1016925086

Identification du soumissionnaire:

Mathieu Fafard	450-756-1074	450-756-8997
Nom en caractères d'imprimerie	Téléphone	Télécopieur
Chargé de projets	mfafard@multi-paysages.com	
Titre	Adresse courriel	
	'10 décembre 2019	
	Signature et date	

	DESCRIPTION DES TRAVAUX	QTÉ	UNITÉ	COÛT UNITAIRE	SOUS-TOTAL
1	**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES**				
1,01	**Assurances et garanties et frais généraux de chantier ***	1	global	8 421,70 $	8 421,70 $
1,02	**Maintien de la mobilité routière,** pour toute la durée des travaux	1	global	5 269,70 $	5 269,70 $
	Sous-total: CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES :				**13 691,40 $**
	***Notez que cet item est limité à un maximum de sept pour cent (7%) de la valeur totale de la soumission. Tel que décrit à l'article 3.8.1.4 des Instructions aux soumissionnaires.**				
2	**TRAVAUX ARBORICOLES** (Fascicule normalisé DTNP-3D)				
2,01	**IP-3D-1104 Essouchage**	1	un.	657,70 $	657,70 $
	Sous-total: TRAVAUX ARBORICOLES :				**657,70 $**
3	**DÉMOLITION** (Fascicules normalisés DTNI-1A, DTNI-3A, DTNI-3B, DTNI-4A et Prescription spéciale 02-115)				
3,01	**Équipements à enlever, à entreposer et réinstaller** (Boîte postale)	1	un.	303,40 $	303,40 $
3,02	**Démolition et transport hors-site des matériaux inertes et de tous les ouvrages à démolir** (Incluant l'asphalte, les bases de béton, etc.)	1	global	7 289,60 $	7 289,60 $
	Sous-total: DÉMOLITION :				**7 593,00 $**
4	**EXCAVATION, REMBLAYAGE ET TERRASSEMENT** (Fascicule normalisé DTNI-7A et Prescription spéciale 02-220)				
4,01	**GESTION HORS SITE DES SOLS A-B** excédentaire non utilisable sur le site. Paiement sur réception des billets de pesée	315	tm	64,80 $	20 412,00 $
4,02	**Terrassement brut, excavation des lits de plantation et implantation des ouvrages à construire**	1	global	7 339,10 $	7 339,10 $
	Sous-total: EXCAVATION, REMBLAYAGE ET TERRASSEMENT :				**27 751,10 $**
5	**DRAINAGE ET PLOMBERIE** (Fascicule normalisé DTNI-1A et devis aux plans, voir ing. civil)				
5,01	**II-1A-4201 - Branchement d'eau de 50mm et moins en excavation sur conduite existante ET Mise en place de conduite d'aqueduc** (longueur totale de 19 m.l.). Incluant traits de scie, fourniture, excavation, mise en place des conduites et accessoires (dont les vannes et leurs détails associés), remblayage. (Voir devis au plans Civil, article 13 "Modes de paiement")	1	global	22 663,40 $	22 663,40 $
5,02	**Sortie d'eau avec robinetterie pour cabanon,** Fourniture et mise en place des matériaux selon les détails hors sol fournis seront inclus aux frais de cet item.	1	global	1 814,20 $	1 814,20 $
	Sous-total: DRAINAGE ET PLOMBERE :				**24 477,60 $**
6	**ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE DE PARC** (Fascicule normalisé DTNI-4A et plans et devis, voir ing. électrique)				
6,01	**Excavation et remblayage de tranchée pour conduits enfouies**	15	m.lin	99,50 $	1 492,50 $
6,02	**Base proposée**, voir DTNI-4A – Famille 2000 -Sous-famille 2100 – item II-4A-2101 (DNI-4A-100 et DNI-4A-200)	1	un.	3 559,90 $	3 559,90 $
6,03	**Conduit rigide en PVC 53mm**	15	m.lin	70,40 $	1 056,00 $
6,04	**Conduit rigide en PVC 27mm**	10	m.lin	65,90 $	659,00 $
6,05	**Fût rond à rainures en aluminium**	1	un.	5 189,50 $	5 189,50 $
6,06	**Projecteurs (type A)** pour éclairage d'ambiance général	3	un.	1 545,80 $	4 637,40 $
6,07	**Projecteurs pour GOBO (type B)** pour animation thématique du parc	2	un.	8 181,50 $	16 363,00 $
6,08	**Contrôles d'éclairage (DMX et 0-10V, incluant câblage)**	1	global	4 126,50 $	4 126,50 $
6,09	**Câble monoconducteur RWU90, calibre 10**	130	m.lin	2,20 $	286,00 $
6,10	**Alimentation et distribution électrique du cabanon**	1	global	11 714,60 $	11 714,60 $
6,11	**Armoire verrouillable pour équipements d'éclairage à l'intérieur de cabanon**	1	un.	2 619,90 $	2 619,90 $
6,12	**Vérifications électriques et mise en service**	1	global	1 373,70 $	1 373,70 $
	Sous-total: ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE DE PARC :				**53 078,00 $**

	DESCRIPTION DES TRAVAUX				QTÉ	UNITÉ	COÛT UNITAIRE	SOUS-TOTAL
7	**OUVRAGES DE BÉTON PRÉFABRIQUÉS** (Prescription spéciale 02-514)							
7,01	**Muret de blocs de béton préfabriqué de type 'Système Pisa'** de la Cie "Permacon" ou équivalent approuvé. Dimension: 75x300x760mm. Couleur: gris				3	m²	728,10 $	2 184,30 $
							Sous-total: OUVRAGES DE BÉTON PRÉFABRIQUÉS :	**2 184,30 $**
8	**BÉTONNAGE POUR AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS** (Fascicules normalisés DTNI-3A, DTNI-10A et devis aux plans, voir ing. civil)							
8,01	**II-3A-2101 et DNI-3A-200 Bordure de béton (coulé régulière) .**				27	m lin.	172,10 $	4 646,70 $
8,02	**Bordure de béton coulé arasée**. Les traits de scie, l'excavation, fourniture et mise en place des matériaux selon les détails aux plans de civil avec les compactions requises, seront inclus aux frais de cet item. Respecter le BE01 avec le détail soumis aux plans de civil C21.				55	m lin.	201,80 $	11 099,00 $
8,03	**Surface de béton drainant (ou perméable)** coulé en place (fini poli en surface) sur fondation granulaire, incluant excavation, fourniture et mise en place des matériaux avec les compactions requises, seront inclus aux frais de cet item. (Voir devis au plans Civil, article 13 "Modes de paiement")				92	m²	441,90 $	40 654,80 $
8,04	**II-3A-1101 et DNI-3A-100 Trottoir monolithe en béton (32MPa coulé en place)** sur fondation granulaire				16	m²	242,70 $	3 883,20 $
8,05	**II-3A-1102 et DNI-3A-100 Trottoir boulevard en béton (32MPa coulé en place)** sur fondation granulaire				113	m²	205,70 $	23 244,10 $
8,06	**Dalle de béton 32 MPa armée, coulée en place**, pour cabanon, sur fondation granulaire. Dimensions: voir plan. (Voir devis au plans Civil, article 13 "Modes de paiement")				15	m²	292,30 $	4 384,50 $
8,07	**Sonotubes de béton pour installation des cylindres de caoutchouc aggloméré:** 300mm diam. hauteurs variables. Voir plans, détails et devis. (Voir devis au plans Civil, article 13 "Modes de paiement")				11	un.	224,50 $	2 469,50 $
							Sous-total: BÉTONNAGE POUR AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS :	**90 381,80 $**
9	**TRAVAUX DE CHAUSSÉE** (Fascicule normalisé DTNI-3B)							
9,01	**II-3B-4101 - Réfection de coupe - chaussée souple (locale)** - avec deux couches de revêtements bitumineux suivant les détails aux plans de civil				32	m²	123,30 $	3 945,60 $
							Sous-total: TRAVAUX DE CHAUSSÉE :	**3 945,60 $**
10	**APPORT DE TERRE DE CULTURE** (Fascicule DTNP-1A et Prescription spéciale 02-484)							
10,01	**Terreau pour jardinage:** de type "Super Mélange (3275) de la cie. Savaria ou équivalent approuvé, pour remplir les bacs de plantation. Voir devis.				10	m^3	110,20 $	1 102,00 $
							Sous-total: APPORT DE TERRE DE CULTURE :	**1 102,00 $**
11	**ENGAZONNEMENT** (DTNP-1A, DTNP-2A et Prescriptions spéciales 02-484 et 02-485)							
11,01	**IP-2A-1101 Gazon en plaque de type "Mélange Standard",** apport de terre de culture inclus				208	m²	13,80 $	2 870,40 $
							Sous-total: ENGAZONNEMENT :	**2 870,40 $**
12	**PLANTATION DE VÉGÉTAUX** (DTNP-1A, DTNP-3A, DTNP-3B et Prescriptions spéciales 02-484 et 02-490)							
	IP-3B-1101 Plantation d'arbres feuillus (apport de terre de culture, fourniture des végétaux et paillis BRF inclus)							
12,01	*ACA*	Amélanchier canadensis sur tige	Amélanchier du canada sur tige	50mm	3	un.	1 054,20 $	3 162,60 $
12,02	*GTS*	Gleditsia triacanthos 'Shademaster'	Févier inerme 'Shademaster'	50mm	2	un.	820,20 $	1 640,40 $
12,03	*MMA*	Malus 'Makamik'	Pommetier 'Makamik'	50mm	2	un.	808,00 $	1 616,00 $
12,04	*QRU*	Quercus rubra	Chêne rouge	PB 50cm	1	un.	868,70 $	868,70 $
12,05	*SRI*	Syringa reticulata "Ivory Silk"	Lilas japonnais "Ivory Silk"	50cm	1	un.	844,50 $	844,50 $
	IP-3B-1103 Plantation d'arbustes feuillus (apport de terre de culture, fourniture des végétaux et paillis BRF inclus)							
12,06	*AME*	Aronia melanocarpa	Aronie	pot 2 gal	38	un.	30,90 $	1 174,20 $
12,07	*HPBO*	Hydrangea paniculata "Bobo"	Hydrangé panicué "Bobo"	pot 2 gal	14	un.	37,90 $	530,60 $
12,08	*RIS*	Ribes sativum "Red Lake"	Gadelier "Red Lake"	pot 2 gal	27	un.	32,30 $	872,10 $
	IP-3B-1105 Plantation de vivaces (apport de terre de culture, fourniture des végétaux et paillis BRF inclus)							
12,09	*cao*	Calamagrostis acutiflora 'Overdam'	Calamagrostide 'Overdam'	pot 2 gal	67	un.	27,30 $	1 829,10 $
12,10	*hes*	Hemerocallis "Stella de Oro"	Hemerocalle "Stella de Oro"	pot 1 gal	52	un.	27,00 $	1 404,00 $
12,11	*hss*	Hosta X "Sum and Substance"	Hosta X "Sum and Substance"	pot 1 gal	7	un.	27,00 $	189,00 $
							Sous-total: PLANTATION DE VÉGÉTAUX :	**14 131,20 $**

	DESCRIPTION DES TRAVAUX	QTÉ	UNITÉ	COÛT UNITAIRE	SOUS-TOTAL
13	**OUVRAGES MÉTALLIQUES** (Prescription spéciale 05-500)				
13,01	**Bacs de plantation sur mesure en acier inoxydable.** Voir détail 5 et devis	2	un	4 617,10 $	9 234,20 $
13,02	**Bacs de plantation avec banc sur mesure en acier inoxydable et assise de plastique recyclé.** Couleur du plastique recyclé: Noyer. Voir détail 5 et devis.	2	un	6 434,00 $	12 868,00 $
				Sous-total: OUVRAGES MÉTALLIQUES :	**22 102,20 $**
14	**PEINTURE** (Prescription spéciale 09-900)				
14,01	**Peinture Acrylique de type "Texnov" pour marquage ludique au sol** (sur surface de béton)	30	m²	379,00 $	11 370,00 $
				Sous-total: PEINTURE :	**11 370,00 $**
15	**MOBILIER ET ÉQUIPEMENTS DE PARC** (Prescription spéciale 32-370)				
	Mobilier fourni par la Ville de Montréal et à installer par l'Entrepreneur :				
15,01	**Bancs de type "secteur 5 sans dossier" (423-05-A)** Recouvrement de plastique recyclé. Couleur: Noyer.	2	un.	303,40 $	606,80 $
15,02	**Bancs de type "secteur 5 avec dossier" (421-05-A)** Recouvrement de plastique recyclé. Couleur: Noyer.	1	un.	303,40 $	303,40 $
15,03	**Table de pique-nique hexagonale de type "L'universelle" (691-00-A)** Recouvrement de plastique recyclé. Couleur: Noyer.	2	un.	303,40 $	606,80 $
15,04	**Corbeille de type "secteur 5"** Recouvrement de plastique recyclé. Couleur: Noyer.	1	un.	303,40 $	303,40 $
	Mobilier à fournir et à installer par l'Entrepreneur :				
15,05	**Support à vélo de type "EP 5911 - 7 places"** ou équivalent approuvé. Couleur: noir	1	un.	1 137,10 $	1 137,10 $
15,06	**Cabanon 8' x 12' de type 'Saint-Laurent' de Cabanon Fontaine ou équivalent approuvé**. Revêtement de profilé d'acier mural et toiture en bardeaux d'asphalte, sur dalle de béton coulée. Couleur revêtement: Fusain. Voir détail 6 et devis	1	un.	6 463,40 $	6 463,40 $
15,07	**Fontaine pour bouteilles avec abreuvoir: Modèle "3611" de Haws ou équivalent approuvé.** Couleur: noir	1	un.	11 779,60 $	11 779,60 $
15,08	**Clôture ornementale:** Modèle Omega Architecturale - Hauteur: 1220mm: Couleur "Noir sécurité", incluant sonotube	20	m.lin.	259,40 $	5 188,00 $
				Sous-total: MOBILIER ET ÉQUIPEMENT DE PARC :	**26 388,50 $**
16	**SURFACES SYNTHÉTIQUE DE CAOUTCHOUC** (Prescription spéciale 32-1816)				
16,01	**Surface de jeux amortissante en particule de caoutchouc aggloméré, incluant fondation granulaire MG20, voir détail**	63	m²	415,10 $	26 151,30 $
16,02	**Cylindres de caoutchouc aggloméré:** 300mm diam. Hauteur: 500mm max. Couleur: Funky Pink. Voir plans, détails et devis	11	un.	1 516,90 $	16 685,90 $
				Sous-total: SURFACES DE JEU :	**42 837,20 $**

AMENAGEMENT DU SITE	m²	570

SEULES LES QUANTITÉS RÉELLES EFFECTUÉES SERONT PAYÉES À L'ENTREPRENEUR RETENU.

Montréal

ANNEXE B

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

BDTO-180001-019-981	1063
(numéro de cautionnement)	*(numéro d'appel d'offres Ville)*
5 DÉCEMBRE 2019	1318906
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

LES PARTIES :

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE LIBERTÉ MUTUELLE ,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au
2000 av. McGill Collège, bureau 2350, Montréal (Qc) H3A 3H3 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par
Myriam Provençal-Levasseur, mandataire , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL,

(ci-après appelée la "**Ville**")

le 10 décembre 2019 , par
(date)

LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC. ,
(nom de l'entreprise soumissionnaire)

1140382590 , ayant un établissement au
(# NEQ)

1355 rue Lépine, Joliette (Qc) J6E 4B7 ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par
Mathieu Fafard, chargé de projets , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")

dûment autorisé(e), pour

Travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

Montréal

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

En cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire,** pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services, la **Caution** s'oblige à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les 120 * jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

* CENT VINGT

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50* % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes, et
- Un cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50* % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes.

* CINQUANTE POUR CENT

* CINQUANTE POUR CENT

En cas de défaut de la **Caution,** de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

Montréal

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à MONTRÉAL (ville),

le 5 DÉCEMBRE 2019 (date)

LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.

Mathieu Fafard, chargé de projets (Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**) _____ (Signature)

Joanie Laprade (Nom du **témoin** du **Soumissionnaire**), _____ (Signature)

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE LIBERTÉ MUTUELLE

Myriam Provençal-Levasseur, mandataire (Nom du représentant autorisé de la **Caution**), _____ (Signature)

Edith Tshowa (Nom du **témoin** de la **Caution**), _____ (Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)

181 rue Bay
Bureau 1000
Place Brookfield
Toronto, Ontario
M5J 2T3
Tel: 416-365-7587
Fax: 416-307-9302

Date: 5 DÉCEMBRE 2019

Numéro de cautionnement: BDTO-180001-019-981

La Compagnie d'Assurance Liberté Mutuelle

RE: Avis sous la Partie XIII de la Loi sur les Assurances (Canada)

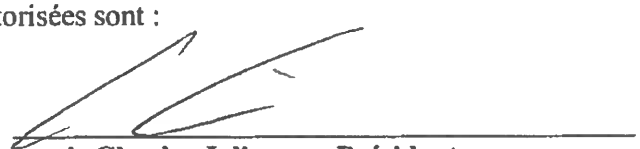
Pour les fins de la Loi sur les Assurances (Canada), le document ci-haut mentionné a été émis dans le cadre des activités d'assurance de La Compagnie d'Assurance Liberté Mutuelle au Canada

EXTRAIT D'UNE RÉSOLUTION ADOPTÉE LE 18 MARS 2016 PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE **LA COMPAGNIE LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.** ET RATIFIÉE PAR LES ACTIONNAIRES LE 18 MARS 2016.

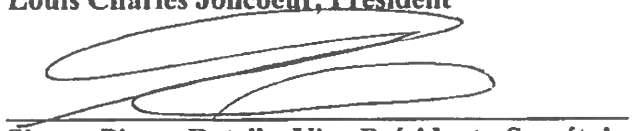
« **IL EST RÉSOLU** d'adopter le règlement NUMÉRO 4 visant à ajouter à la liste des personnes autorisées à signer pour et au nom de la compagnie :

- les soumissions présentées par la compagnie;
- les contrats
- toute quittance en rapport avec des sommes reçues par la compagnie dans le cadre de l'exécution de ses contrats;

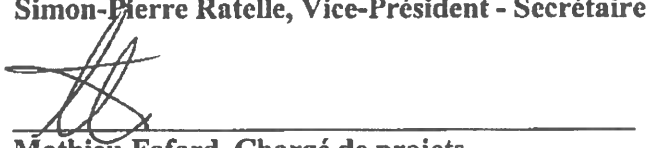
Les dites personnes autorisées sont :



Louis Charles Jolicoeur, Président



Simon-Pierre Ratelle, Vice-Président - Secrétaire

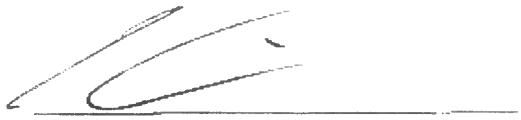


Mathieu Fafard, Chargé de projets



Stéphane Valois, Directeur aux soumissions

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME D'UNE RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ADOPTÉE EN DATE DU 18 MARS 2016 ET RATIFIÉE PAR LES ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE LE 18 MARS 2016, TEL QU'EN FAIT FOI LA SIGNATURE DE SON PRÉSIDENT APPOSÉE CE 18 MARS 2016.



LOUIS CHARLES JOLICOEUR

DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE

Projet : Réaménagement d'un espace public sur un terrain à l'intersection du Boulevard Langelier et de la rue Villeneuve

Numéro : 1063

Je déclare au nom de Les Terrassements Multi-Paysages Inc. que :

a) Aucun de nos représentants n'a communiqué ou tenté de communiquer, dans le but d'exercer une influence, avec un des membres du comité de sélection, dans le cas où un tel comité est chargé d'étudier la soumission;
b) Notre soumission a été préparée et déposée sans qu'il y ait eu collusion, communication, entente ou arrangement avec tout autre soumissionnaire ou personne pour convenir des prix à soumettre ou pour influencer les prix soumis;
c) Aucun de nos représentants ne s'est livré à une communication d'influence aux fins de l'obtention du contrat, ou, si telle communication d'influence a eu lieu, joindre à notre soumission une déclaration à l'effet que cette communication a été faite après que toute inscription exigée en vertu de la loi au Registre des lobbyistes ait été faite;
d) Aucun de nos collaborateurs ou employés ne s'est livré à des gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;
e) Qu'il n'existe aucun lien suscitant ou susceptible de susciter un conflit d'intérêts en raison de ses liens avec un membre du conseil ou un fonctionnaire.

Mathieu Fafard
Nom de la personne autorisé par le soumissionnaire

Chargé de projets
Titre

Signature

10 décembre 2019
Date

Les Terrassements Multi-Paysages Inc.
1355 rue Lépine, Joliette, QC J6E 4B7
Tél : 450-756-1074 Téléc. : 450-756-8997

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC
1355, RUE LEPINE
JOLIETTE (QUEBEC) J6E 4B7

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1140382590

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 816100-KHWT-0634128
Date et heure de délivrance de l'attestation : 13 novembre 2019 à 9 h 11 min 10 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 29 février 2020

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Montréal

ANNEXE H

Date : **le 6 décembre 2019**

Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

COURTIER: **Hub International Québec Ltée**	
Adresse postale : 8500, boulevard Décarie, 5ème étage, Mont-Royal, Québec H4P 2N2	
Téléphone : 514-374-9600	Courriel : patrice.varin@hubinternational.com

ASSUREUR 1 : **Continental Casualty Company - CNA**	
Adresse postale : 1800, av. McGill Collège, bureau 520, Montréal, Québec	
Téléphone : 514-871-5665	Courriel : sylvie.deslandes@cna.com

ASSUREUR 2 : N/A **(si applicable)**	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSUREUR 3 : **N/A** **(si applicable)**	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSURÉ: **Les Terrassements Multi-Paysages Inc.**	
Adresse postale : 1355, rue Lépine, Joliette, Québec J6E 4B7	
Téléphone : 450-756-1074, poste 125	Courriel : Jlaprade@multi-paysages.com

Numéro d'appel d'offres : **1063 - Ville de Montréal - Arrondissement Montréal-Nord**

Titre de l'appel d'offres : **Travaux de réaménagement d'un espace public sur un terrain situé à l'intersection du boulevard Langelier et de la rue Villeneuve.**

Nous désirons confirmer par la présente que nous **Hub International Québec Ltée** (nom du courtier),

sommes en mesure de fournir à notre client, **Les Terrassements Multi-Paysages Inc.** (nom de l'entrepreneur),

toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances du cahier des clauses administratives générales et des spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serons en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

Montréal

A) Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie ($)		
	ASSUREUR 1	**ASSUREUR 2** (si applicable)	**ASSUREUR 3** (si applicable)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	2 M $ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	2 M $ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	2 M $ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	10 M $ / période		
Umbrella (si applicable)	13 M $ / sinistre 13 M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	xx M $ / sinistre xx M $ / période	M $ / sinistre M $ / période	M $ / sinistre M $ / période

B) Assurance chantier formule étendue

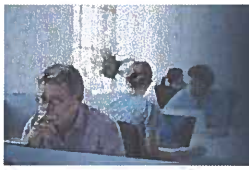
Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe **J**, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour la durée de la validité de la soumission indiquée au cahier des charges et ce, à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres, en autant que ce dernier soit toujours notre client.

Par : **Patrice Varin, C.d'A.Ass., Courtier en assurance de dommages**

(Nom du représentant autorisé du courtier d'assurances)

(Signature du représentant du courtier d'assurances)



HUB

CERTIFICAT D'ASSURANCE / *CERTIFICATE OF INSURANCE*

Numéro de Certificat / *Certificate number* : 2019 - 2020

Ce certificat d'assurance atteste que les polices décrites ci-dessous ont été émises en faveur de l'assuré ci-dessous nommé et qu'elles sont présentement en vigueur. Il est entendu que l'assurance est assujettie aux termes, conditions et exclusions des contrats. Le présent certificat est fourni à titre de renseignement seulement et ne confère aucun droit au détenteur ni n'impose de responsabilité à l'assureur ou à son représentant habilité. Les limites indiquées peuvent avoir été réduites par le paiement de réclamations. */ This is to certify that the insurance policy(ies) listed below have been issued to the insured named below for the policy period indicated and are presently in force. The coverage afforded by the policy(ies) described herein is subject to all terms, exclusions and conditions of such policy(ies). This certificate is issued as a matter of information only and confers no rights upon the certificate holder, nor does it impose any obligation or liability of any kind upon the insurer, its agent or representative. The limits shown may have been reduced by paid claims.*

Certificat émis en faveur de / *Certificate issued to :*

À qui de droit / To whom it may concern

Nom et adresse de l'assuré / *Name and address of the Insured :*
Les Terrassements Multi-Paysages Inc.
1355, rue Lépine
Joliette, QC J6E 4B7

Le présent certificat est émis au nom de l'assuré seulement, aucun assuré supplémentaire ne doit être ajouté sans le consentement du représentant autorisé de l'assureur./ *This certificate is issued in the name of the insured only and no other additional insured can be added without the consent of the authorized representative of the insurer*

Description des lieux, activités ou projets de l'Assuré / *Description of the Insured's premises, operations or projects* :
Aménagement Paysagers / *Landscaping*

Référence / *Reference :*

Assurance de la responsabilité civile générale / *Commercial General Liability Insurance*

Assureur & police numéro / *Insurer & Policy number*	Continental Casualty Company			MPR2353795
Date d'entrée en vigueur & date d'échéance (M/J/A) *Effective date & Expiry date (M/D/Y)*	Du / *From* 11/15/2019			Au /*To* 11/15/2020
Protections / *Coverage*	Dommages corporels et matériels sur base d'événement *Bodily Injury and Property Damage - Per occurrence form*			
Montant d'assurance / *Limit of Insurance*	$ 2 000 000	CAD	Par sinistre / *Each occurrence*	
	$ 2 000 000	CAD	Risque produits/après travaux - Par période d'assurance / *Products-Completed Operations– Aggregate Limit*	
	$ 2 000 000	CAD	Préjudice personnel et Préjudice imputable à publicité / *Personal Injury and Advertising Injury*	
	$ 2 000 000	CAD	Responsabilité locative - Par situation / *Tenants' Legal Liability- Any One Premises*	
	$ 10 000 000	CAD	Montant global général- Par période d'assurance / *General Aggregate Limit – Each policy period*	
	$ 2 000 000	CAD	F.P.Q. No. 6 – Assurance automobile du Québec *(Formule des non-propriétaires) / Q.P.F. No 6 Quebec Automobile Insurance Policy (Non-Owned Form*	

Assurance responsabilité civile complémentaire / *Umbrella Liability Insurance*

Assureur(s) & police numéro / *Insurer & Policy number*	Continental Casualty Company			MPR2353795
Date d'entrée en vigueur & date d'échéance (M/J/A) *Effective date & Expiry date (M/D/Y)*	Du / *From* 11/15/2019			Au / *To* 11/15/2020
Montant d'assurance / *Limit of Insurance*	$ 13 000 000	CAD	Par sinistre / *Each occurrence*	
	$ 13 000 000	CAD	Par année d'assurance / *Annual Aggregate*	

Assurance automobile des propriétaires FPQ#1 / *Owner's Automobile Insurance QPF#1*

Assureur & police numéro / *Insurer & Policy number*	Continental Casualty Company			CAF2353796
Date d'entrée en vigueur & date d'échéance (M/J/A) *Effective date & Expiry date (M/D/Y)*	Du / *From* 11/15/2019			Au / *To* 11/15/2020
Montant d'assurance / *Limit of Insurance*	$ 2 000 000	CAD	Chapitre A - Par sinistre / *Section A - Each occurrence*	

Émis le 13 novembre 2019 / *Issued November 13, 2019*

HUB International Québec Limitée

Patrice Varin, C.d'A.Ass., Directeur de comptes
Vice-Président Principal, Courtier en assurance de dommages
A.I.B., Account Executive, Principal Vice-President, Damage Insurance Broker

Régie du bâtiment Québec

Loi sur le bâtiment (L.R.Q, c. B-1.1)

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Louis Charles Jolicoeur

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

Mathieu Fafard

Administration, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.5

Stéphane Valois

Administration, Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.7, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.7, Gestion de projets et de chantiers

---------- 3 répondant(s) autorisé(s). ----------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8280-7454-16 Numéro de validation : 1-3880470778

ÉMISE LE : 2002-09-16

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 15 septembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Terrassements Multi-Paysages inc.
1355 rue Lépine
Joliette QC
Canada J6E 4B7

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2	Petits bâtiments
1.3	Bâtiments de tout genre
1.4	Routes et canalisation
1.5	Structures d'ouvrages de génie civil
1.7	Télécommunication transport transformation et distribution d'énergie électrique

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

2.2	Ouvrages de captage d'eau non forés
2.4	Systèmes d'assainissement autonome
3.1	Structures de béton
6.1	Charpentes de bois
10	Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7	Ventilation résidentielle

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8280-7454-16 Numéro de validation : 1-3880470778

ÉMISE LE : 2002-09-16

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 15 septembre

TITULAIRE DE LA LICENCE

Les Terrassements Multi-Paysages inc.
1355 rue Lépine
Joliette QC
Canada J6E 4B7

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5	Excavation et terrassement
2.7	Travaux d'emplacement
3.2	Petits ouvrages de béton
4.2	Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique
5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées

——— 23 sous-catégorie(s) autorisée(s). ———

Régie du bâtiment du Québec

Président Secrétaire

Paysagiste CERTIFIÉ

APPQ

ATTESTATION

Ce document atteste que

Les Terrassements Multi-Paysages inc.

est membre certifié de
L'Association des paysagistes professionnels du Québec
(APPQ)
et qu'il s'engage à respecter les règles
et obligations
du programme de certification

2019

NUMÉRO DE MEMBRE : **5037**

MEMBRE CERTIFIÉ DEPUIS : **2005**

Vincent Beaudoin
Président

Certificat d'attestation

Loi sur la publicité légale des entreprises (RLRQ, chapitre P-44.1)

J'atteste que l'entreprise portant le nom

LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.

- est immatriculée depuis le 9 mai 1994.
- n'est pas en défaut de déposer une déclaration de mise à jour annuelle.
- n'est pas en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 73.
- n'est pas en voie de dissolution.
- n'est pas radiée.

Numéro de certification : 754784847

Le numéro de certification ci-dessus vous permet de consulter en tout temps ce document certifié à l'aide du service en ligne Vérifier un numéro de certification du Registraire des entreprises.

Fait le 21 novembre 2019 pour le numéro d'entreprise du Québec 1140382590.

Yves Lepine
Registraire des entreprises

Registraire des entreprises Québec

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 7 août 2017

LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.
A/S MONSIEUR LOUIS CHARLES JOLICOEUR
1355, RUE LÉPINE
JOLIETTE (QC) J6E 4B7

N° de décision : 2017-CPSM-1042878
N° de client : 3000194986

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er mai 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Maryse Pineault, avocate
Directrice principale des opérations d'encadrement de la distribution

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

MULTI PAYSAGES

CLAUSE SIMDUT

Dans le cadre de l'application de la loi fédérale sur le Système d'Information des Matières Dangereuses Utilisées au Travail (SIMDUT) nous nous engageons à fournir, si nous obtenons le contrat, les fiches signalétiques relatives aux produits décrits à cet appel d'offres, si les dits produits sont soumis à cette réglementation.

Nous vous indiquons le nom de la personne responsable de ce dossier dans notre entreprise.

Nom : Mathieu Fafard

Téléphone : (514) 946-8577



Les Terrassements Multi-Paysages inc.
1355, rue Lépine, Joliette, QC J6E 4B7

LISTE DE TRAVAUX COMPLÉTÉS AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES :

Projets 2018

Naturalisation des berges au Parc de la Saulaie Valeur : 195 000.00$ Propriétaire : Ville de Boucherville	Ville de Boucherville Stéphanie Papineau 450-449-8100
Travaux d'aménagement de la cour arrière - Phase 2 Valeur : 995 000.00$ Propriétaire : Collège Reine-Marie	Groupe Rousseau-Lefebvre Philippe Binette 450-663-2145
Travaux d'aménagement de surface de l'espace public De la rue du Séminaire – Griffintown – Lot 1A Valeur : 673 000.00$ Propriétaire : Ville de Montréal	Ville de Montréal Rémi Brabant-Blaquière 514-872-6199
Réfection du parc L'Espérance Valeur : 3 980 000.00$ Propriétaire : Ville de Saint-Lambert	AECOM Alexandre Gresset 514-788-5851
Travaux de construction d'un égout pluvial de la Place Melançon vers la rue Louise Valeur : 125 000.00$ Propriétaire : Ville de L'Épiphanie	Ville de L'Épiphanie Réal Lafleur 450-588-5515

Projets 2017

Travaux d'aménagement du Parc Multisports – Phase I Valeur : 4 150 000.00$ Propriétaire : Ville de St-Jérôme	Ville de St-Jérôme Caroline Cagelais 450-436-1512

Aménagement de la Place Curé-Labelle – Phase II Valeur : 2 179 000.00$ Propriétaire : Ville de St-Jérôme	Ville de St-Jérôme Caroline Cagelais 450-436-1512
Réaménagement du Parc Gérard-Lavallée Valeur : 898 000.00$ Propriétaire : Ville de Lavaltrie	Ville de Lavaltrie Nathalie Desalliers 450-586-2921
Fourniture et plantation d'arbres Valeur : 295 000.00$ Propriétaire : Ville de Kirkland	Ville de Kirkland Nathalie Laurin 514-694-4100
Aménagement de la Place des Moulins Valeur : 480 000.00$ Propriétaire : Ville de Joliette	Ville de Joliette Gilles Tremblay 450-753-8083

Projets 2016

Aménagement d'une partie à l'ouest du Parc Philippe-Laheurte Valeur : 1 400 000$ Propriétaire : Ville de Montréal	SMI Marc Mousset (514) 232-0116
Travaux de réaménagement de la Place du Curé-Labelle Valeur : 2 800 000$ Propriétaire : Ville de St-Jérôme	Ville de St-Jérôme Guy Roy (450) 820-0025
Aménagement du parc des Cigales Valeur : 961 000$ Propriétaire : Ville de La Prairies	Ville de La Prairies Normand Noiseux (450) 444-6644

Projets 2015

Parc-Nature du Bois-de-Saraguay Valeur : 2 250 000$ Propriétaire : Ville de Montréal	Ville de Montréal Sarah Mustille (450) 872-9868
Travaux d'aménagement paysager de la station de pompage Marcel de la Sablonnière Valeur : 105 770.00$ Propriétaire : Ville de Terrebonne	Ville de Terrebonne Nathalie Savard (450) 961-2001

Aménagement d'un terrain multifonctionnel Au parc Nelson-Mandela Valeur : 594 900.00$ Propriétaire : Ville de Montréal	Ville de Montréal Amar Bensaci (514) 872-9783

Projets 2014

Aménagement du Boulevard Marie-Victorin et Matte Valeur : 2 000 000$ Propriétaire : Ville de Brossard	Ville de Brossard Julie Gravel (450) 923-6304
Travaux d'aménagement Ruisseau de feu phase II Valeur : 500 000$ Propriétaire : Ville de Terrebonne	Ville de Terrebonne Claude Moussu (450) 471-8265
Aménagement paysager de l'intersection Montée Masson / Boul. des Seigneurs Valeur : 600 000$	Ville de Terrebonne Claude Moussu (450) 471-8265

ANNEXE 2

Montréal

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction de la performance, du greffe et des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal (Québec) H1H 5R5

EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE (Section III "Clauses administratives spéciales")

Raison sociale du Soumissionnaire	Soumission no.
Les Terrassements Multi-Paysages Inc.	**1063**

CONTRAT 1

No de contrat ou de Soumission	Donneur d'ouvrage	Année d'exécution
2631602 / 2016-23	Ville de Saint-Jérôme	2017

Description du projet et de la nature des travaux	Municipalité	Nom de l'artère
Travaux d'aménagement du parc Multisports - Phase I	Saint-Jérôme	rue Ouimet

Valeur du contrat ($)	Valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture des Soumissions ($) (doit être >100 000 $)	Nom et coordonnées de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux
4 139 774.26$	4 608 578.30$	Carole Labrecque 514-510-0103

N'écrivez pas dans cet espace.

CONTRAT 2

No de contrat ou de Soumission	Donneur d'ouvrage	Année d'exécution
#400310	Ville de Montréal	2018

Description du projet et de la nature des travaux	Municipalité	Nom de l'artère
Travaux d'aménagement de surface de l'espace public de la rue Du Séminaire - Griffintown Lot-1A	Montréal	rue Du Séminaire

Valeur du contrat ($)	Valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture des Soumissions ($) (doit être >100 000 $)	Nom et coordonnées de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux
672 743.92$	672 743.92$	Martine Vincent 514-402-9353

N'écrivez pas dans cet espace

Nom et titre du responsable (en majuscule)	**Date**	**Vérifié par :** (à l'usage de la Ville)	**Date**
MATHIEU FAFARD, CHARGÉ DE PROJETS	10 / 12 / 2019		
Signature			

MULTI PAYSAGES

PROJET – VILLE DE SAINT-JÉRÔME

DATE : 2017

Travaux d'aménagement du Parc Multisports – Phase I
Valeur : 4 150 000.00$
Propriétaire : Ville de St-Jérôme

Ville de St-Jérôme
Caroline Cagelais
450-436-1512

DESCRIPTION DES TRAVAUX :

Les travaux du Parc Multisports - PHASE I incluent les éléments suivants:

Travaux d'aménagement :

1. Démolition des éléments et surfaces indiquées
2. Abattage et travaux d'arboriculture
3. Aménagement d'aires de jeux pour enfants
4. Aménagement d'une aire de jeu d'eau
5. Aménagement d'aire d'exercice
6. Aménagement de sentier de ski de fond en criblure de pierre
7. Aménagement de gradins
8. Ouvrage en béton, incluant escaliers, rampe d'accès et murets de soutènement
9. Aménagement d'une placette | esplanade
10. Aménagement de sentiers en béton bitumineux
11. Aménagement de trottoir en béton coulé
12. Aménagement de surface en gazon synthétique
13. Aménagement de surface en caoutchouc
14. Aménagement d'un accès véhiculaire, incluant bordure de béton, revêtement bitumineux
15. Intégration de mobilier urbain
16. Travaux de nivellement et drainage
17. Plantation et engazonnement

Travaux de génie civil:

1. Démolition des éléments et surfaces indiquées
2. Travaux de déblais, remblais et nivellement sur l'ensemble du site
3. Excavation des tranchés et remblayage
4. Travaux de construction de fondations granulaires pour les voies de circulation
5. Travaux de mise en place d'enrobés bitumineux
6. Travaux de construction de bordures de béton
7. Travaux d'installation de conduites d'aqueduc et de branchements
8. Travaux d'installation de conduites d'égout pluvial, de drains, de regards et de puisards
9. Travaux de construction des éléments civils et mécaniques (alimentation en eau, drainage, etc.) pour l'aménagement des jeux d'eau

Travaux de génie électrique :

1. Démolition
2. Excavation des tranchés et remblayage
3. Déplacement de lampadaire existant
4. Raccordement au réseau HQ
5. Installation de conduits, câbles et conducteurs pour l'alimentation électrique des différents équipements (lampadaires, jeux d'eau, réseau WI-FI,'alimentation électrique pour installations variées)
6. Installation de colonnes lumineuses, lampadaires de rue et autre dispositifs d'éclairage
7. Travaux de construction des éléments électriques et de contrôles pour l'aménagement des jeux d'eau

Travaux de structure :

1. Travaux de construction d'escaliers coulés en place
2. Travaux de construction de muret de soutènement coulés en place
3. Travaux de construction de dalles de béton coulées en place

Certificat de paiement No. 7

BC2

Libération de retenue (5%)

Période du: 2017-07-03 - 2018-06-30

Maître de l'ouvrage Groupe BC2	Nom du projet Travaux d'aménagement du parc Multisports - Phase I
Entrepreneur Les Terrassements Multi-Paysages Inc.	**Montant initial du contrat et contingences (incluant taxes)** **4 139 774,26 $**
Date 2018-12-07	Montant initial du contrat avant contingences, tps et tvq 3 450 586,44 $
No projet: 2631602	**Avenants des changements acceptés (avant tps et tvq)** **60 415,81 $**
No soumission **2016-23**	**Prix final projeté du contrat (avant tps et tvq)** **3 511 002,25 $**

Liste des changements acceptés

ODC	Description	Coût
Total des changements précédents		**60415,81**
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		
Total des changements acceptés		**60415,81**

Montant des travaux exécutés à ce jour (avant tps et tvq)	3 352 051,42 $
Moins retenues de 5%	(167 602,57) $
Total payable à ce jour (avant tps et tvq)	3 184 448,85 $
Moins demandes antérieures (avant tps et tvq)	**3 016 846,28 $**
Montant de la présente demande (avant tps et tvq)	167 602,57 $
T.P.S. 5%	8 380,13 $
T.V.Q. 9,975%	16 718,36 $
Montant de la présente demande après retenue (tps et tvq comprises)	**192 701,05 $**

Le soussigné affirme:

- que les montants ici mentionnés lui paraissent conformes aux termes du contrat et à l'état des lieux;

- que le montant de la présente demande est payable à l'entrepreneur.

Nom du signataire Xueyan Liu	**Signature**

MULTI PAYSAGES

PROJET – VILLE DE MONTRÉAL

DATE : 2018

Travaux d'aménagement de surface de l'espace public
De la rue du Séminaire – Griffintown – Lot 1A
Valeur : 673 000.00$
Propriétaire : Ville de Montréal

Ville de Montréal
Rémi Brabant-Blaquière
514-872-6199

DESCRIPTION DES TRAVAUX :

1. Démolition des surfaces existantes dans l'emprise de la Ville (chaussée, trottoirs, diverses surfaces);
2. Enlèvement des lampadaires et démolition de leur base respective;
3. Remplacement des têtes de puisards;
4. Reconstruction de la structure de chaussée et de la structure des passages piétonniers;
5. Réfection complète de la surface (pavés de béton, asphalte, criblure de pierre, béton);
6. Travaux d'aménagement paysager et construction de fosses d'arbres
7. Remplacement du système d'éclairage de l'espace public incluant les conduits, les bases de béton, les lampadaires et des bollards lumineux.

Montréal

BON DE COMMANDE

1293549
Ce numéro doit apparaître sur toutes les factures ou documents relatifs à ce bon de commande

Fournisseur NO : 122633	Adresse de livraison	Adresse de facturation
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC. **1355 LEPINE** **JOLIETTE,QC,J6E 4B7** **Canada**	**0410-IVT-SOUTIEN AUX GRANDS PROJETS** **801 RUE BRENNAN** **10E ÉTAGE, BUREAU 10155** **MONTRÉAL, QC H3C 0G4** **Canada**	**Ville de Montréal** **C.P. 4500 SUCC B** **Montréal, QC H3B 4B5** **Canada**

Dernière date approbation	Termes	F.A.B.	Condition de transport	Référence au contrat
29-AOÛ-2018	**Net 30 jours**	**Destination**	**Prépayé**	

Conditions générales

Pour un traitement plus efficace, veuillez envoyer les factures en lien avec ce bon de commande à l'adresse : sivtsoutiengrandsprojets@ville.montreal.qc.ca

Information(s) supplémentaire(s)

Numéro de résolution ou de décision : CM18 0796
Numéro de transaction en référence : 1187669005

La Ville de Montréal étant assujettie à la Charte de la langue française, le fournisseur doit s'assurer que ses dispositions sont suivies et respectées.

N°	Description	Date livraison	Quantité	Unité	Prix unitaire	Taxes	Montant
1	**Griffintown Lot 1A-Travaux d'aménagement de surface de l'espace public de la rue Du Séminaire, Arr. Sud-Ouest, GDD 1187669005, CM18 0796 , Terrassements Multi-Paysages, DEM : Rémi Brabant Blaquière-Contrat et contingences : Égouts**	**Requise : 23-AOÛ-2018**			**15,043.38**	**Oui**	**15,043.38**
2	**Contrat et contingences : Chaussée**	**Requise : 23-AOÛ-2018**			**95,022.51**	**Oui**	**95,022.51**
3	**Contrat et contingences : Trottoirs**	**Requise : 23-AOÛ-2018**			**30,152.54**	**Oui**	**30,152.54**
4	**Contrat et contingences : Éclairage**	**Requise : 23-AOÛ-2018**			**100,599.19**	**Oui**	**100,599.19**
5	**Contrat et contingences Aménagement paysager**	**Requise : 23-AOÛ-2018**			**163,886.26**	**Oui**	**163,886.26**

Acheteur		Devise	Total
OCTAVIAN PASCAL **octavian.pascal@ville.montreal.qc.ca**	**Téléphone : 514-872-4886** **Télécopieur : --**	**CAD**	**585,121.91**

Certificat du trésorier
Le numéro du bon de commande atteste que des crédits sont disponibles pour couvrir le coût des travaux ou articles énumérés ci-dessus.

Conditions
- Tout paiement d'intérêt ou de frais d'administration sera refusé par la Ville.
- Toute facture différente des prix de la présente commande sera refusée.
- Toute facture sans référence à ce numéro de commande sera retournée.

Taxes
Les prix et le total indiqués n'incluent pas la T.P.S. et la T.V.Q..
Le fournisseur devra les indiquer distinctement sur sa facture, si applicables.

44750

Montréal

BON DE COMMANDE

1293549
Ce numéro doit apparaître sur toutes les factures
ou documents relatifs à ce bon de commande

N°	Description	Date livraison	Quantité	Unité	Prix unitaire	Taxes	Montant
6	**Contrat et contingences : Mobiliers**	**Requise : 23-AOÛ-2018**			**110,558.03**	**Oui**	**110,558.03**
7	**Contrat et contingences : Trottoirs OUEST**	**Requise : 23-AOÛ-2018**			**69,860.00**	**Oui**	**69,860.00**

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction de la performance,
du greffe et des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Le 25 novembre 2019

Objet : **ADDENDA NO 1**

APPEL D'OFFRES PUBLIC N^{O} 1063

TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT D'UN ESPACE PUBLIC SUR UN TERRAIN SITUÉ À L'INTERSECTION DU BOULEVARD LANGELIER ET DE LA RUE VILLENEUVE

Nombre de pages incluant celle-ci : 3

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Ahmed Yasmi, Agent d'approvisionnement II

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction de la performance,
du greffe et des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

AUX SOUMISSIONNAIRES

Objet : **ADDENDA NO 1**

APPEL D'OFFRES PUBLIC N^{O} 1063

TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT D'UN ESPACE PUBLIC SUR UN TERRAIN SITUÉ À L'INTERSECTION DU BOULEVARD LANGELIER ET DE LA RUE VILLENEUVE

1. Questions / réponses :

Question 1 :

Les conduits doivent-ils être bétonnés ou non car malgré le dessin à la fin du devis, la description de l'item au bordereau ne parle pas de massifs bétonnés?

Réponse 1 :

Conformément à la Prescription normalisée 16-100A, tous les conduits souterrains doivent être de type « Caniveaux plastique-béton » conformément au dessin normalisé no Parc-200 joint au devis de l'ingénieur électrique.

Question 2 :

Item 6.01 Excavation/remblayage, dans le devis il est mentionné que nous devons faire l'engazonnement, le transport des déblais et même des sols contaminés, mais nous ne sommes pas général sur le projet.

Il y a des items de réfections dans la portion du général et habituellement, le général se charge de disposer de l'ensemble des déblais sur un projet ainsi que la gestion des sols contaminés.

Si nous devons faire ces travaux pour notre portion d'excavation, il serait d'à-propos de mettre un item spécifique au bordereau pour éviter d'avoir une différence au niveau des prix de soumissions reçus.

Réponse 2 :

Les devis sont montés pour l'entrepreneur général responsable de ses sous-traitants (dont l'entrepreneur électricien). Conséquemment, l'entrepreneur général est responsable d'assurer la réalisation de l'ensemble du projet. Dans le cadre du présent projet, les items de gestion hors site de sols contaminés A-B et d'engazonnement sont déjà adressés séparément par des items spécifiques. L'item 6.01 traite spécifiquement de l'excavation et remblayage des items électriques.

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction de la performance,
du greffe et des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Question 3 :

Ils veulent vraiment une armoire en aluminium à l'intérieur du cabanon ?
Quel type d'armoire est-ce qu'il faut ? Autoportante sur patte ? Fixé au mur ?

Réponse 3 :

Oui, L'armoire doit être en aluminium fini naturel conformément à la norme NEMA 12. L'armoire elle doit être fixée au mur. Elle doit être de dimensions suffisantes pour contenir tous les équipements électriques et de contrôle. La poignée de l'armoire doit permettre un verrouillage en trois points et posséder une provision pour cadenas.

Jean-François Veilleux, Architecte paysagiste, aapq-aapc.
Agence Relief Design

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction de la performance,
du greffe et des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Le 28 novembre 2019

Objet : **ADDENDA NO 2**

APPEL D'OFFRES PUBLIC N^{O} 1063

TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT D'UN ESPACE PUBLIC SUR UN TERRAIN SITUÉ À L'INTERSECTION DU BOULEVARD LANGELIER ET DE LA RUE VILLENEUVE

Nombre de pages incluant celle-ci : 2

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Ahmed Yasmi, Agent d'approvisionnement II

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction de la performance,
du greffe et des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

AUX SOUMISSIONNAIRES

Objet : **ADDENDA NO 2**

APPEL D'OFFRES PUBLIC N^{O} 1063

TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT D'UN ESPACE PUBLIC SUR UN TERRAIN SITUÉ À L'INTERSECTION DU BOULEVARD LANGELIER ET DE LA RUE VILLENEUVE

1. Questions / réponses :

Question 1 :

Nous remarquons que le type d'acier inoxydable requis n'est pas spécifié au devis.

Est-ce possible de savoir si c'est l'inox 304 ou 316 qui est requis svp?

Réponse 1 :

Tout l'acier inoxydable requis est de grade 304. Utiliser une quincaillerie inoxydable compatible.

Question 2 :

Aussi, il y a 2 pages AP-10 et aucune AP-09.. Est-ce seulement une erreur de pagination?

Réponse 2 :

Effectivement, il s'agit d'une erreur de pagination seulement. La planche illustrant le détail du bac de plantation est la planche AP-09.

La planche subséquente sur laquelle apparait le détail de cabanon est la planche AP-10.

Jean-François Veilleux, Architecte paysagiste, aapq-aapc.
Agence Relief Design

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction de la performance,
du greffe et des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

Le 5 décembre 2019

Objet : **ADDENDA NO 3**

APPEL D'OFFRES PUBLIC N^{O} 1063

TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT D'UN ESPACE PUBLIC SUR UN TERRAIN SITUÉ À L'INTERSECTION DU BOULEVARD LANGELIER ET DE LA RUE VILLENEUVE

Nombre de pages incluant celle-ci : 2

Mesdames,
Messieurs,

Cet addenda, distribué à tous les détenteurs du cahier de soumission, fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Ahmed Yasmi, Agent d'approvisionnement II

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction de la performance,
du greffe et des services administratifs
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Qc) H1H 5R5

Montréal-Nord
Montréal

AUX SOUMISSIONNAIRES

Objet : **ADDENDA NO 3**

APPEL D'OFFRES PUBLIC N^{O} 1063

TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT D'UN ESPACE PUBLIC SUR UN TERRAIN SITUÉ À L'INTERSECTION DU BOULEVARD LANGELIER ET DE LA RUE VILLENEUVE

1. Questions / réponses :

Question 1 :

Nous n'avons pas de détails concernant la peinture acrylique sur le mur de brique. Pouvez-vous confirmer que ces travaux ne sont pas requis svp?

Réponse 1 :

La peinture sur le mur de brique est hors mandat. Nous confirmons que ces travaux ne sont pas requis.

Question 2 :

Aucun fini n'est spécifié pour l'acier inox. Svp confirmer que le fini Mill finish est acceptable.

Réponse 2 :

Nous confirmons que le fini « Mill finish » est le fini désiré. Le fini « Mill finish » est le fini standard des plaques de 6mm tel qu'exigé. Aucun supplément de prix n'est accepté pour ce fini.

Jean-François Veilleux, Architecte paysagiste, aapq-aapc.
Agence Relief Design

DIVISION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES
INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTATS

IDENTIFICATION

No de l'appel d'offres : 1063 GDD : 1208544001

Titre de l'appel d'offres : TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT D'UN ESPACE PUBLIC SUR UN TERRAIN SITUÉ À L'INTERSECTION DU BOULEVARD LANGELIER ET DE LA RUE VILLENEUVE.

Type d'appel d'offres :
- [ ] Sur invitation
- [x] Public

Nature du contrat :
- [x] Exécution de travaux
- [ ] Services professionnels

DÉROULEMENT DE L'APPEL D'OFFRES

Lancement effectué le :	2019/11/14	Nombre d'addendas émis :	3
Ouverture des soumissions prévue le :	2019/12/10	Date du dernier addenda	2019/12/05
Ouverture faite le :	2019/12/10	Délai accordé aux soumissionnaires	26 jours

ANALYSE DES SOUMISSIONS

Nbr de preneurs	17		
Nbr de soumissions reçues :	8	% de réponses :	47,06%
Nbr de soumissions rejetées :	1	% de rejets :	12,50%

Soumissions rejetées (Nom)	Motif du rejet : (Administratif ou technique)
Construction Cappa	1. Attestation de Revenu Québec n'est pas valide à la date d'ouverture des soumissions. Elle est expirée depuis le 1er septembre 2019. 2. Les pièces justificatives de l'expérience ne respectent pas les exigences de l'article 11 du cahier des clauses administratives spéciales.

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jours — Date d'échéance initiale : 2020/04/08

RÉSULTAT FINAL DE L'APPEL D'OFFRES

Recommandation d'adjuger le contrat à :

Nom des firmes	Montant soumis
Les terrassements Multi-Paysages inc.	396 160,16 $

INFORMATION ADDITIONNELLE

Aucun preneur de cahier des charges parmi les neuf qui n'ont pas déposé de soumission n'a communiqué son motif de désistement.

Préparé :	
Ahmed Yasmi, agent d'approvisionnement II	2020/02/12

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1201689001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement socia
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de services à l'organisme Les Fourchettes de l'espoir pour un montant de 488 480 $, taxes incluses, pour l'organisation des camps de jour pouvant accueillir 520 enfants de 5 à 12 ans durant les étés 2020 et 2021 et approuver le projet de convention à intervenir.

Il est recommandé :
QUE soit accordée une contribution financière de 488 480 $ à l'organisme Les Fourchettes de l'espoir pour l'animation des camps de jour pouvant accueillir 520 enfants pour l'été 2020 et l'été 2021;

QUE soit approuvée la convention de services à intervenir entre l'arrondissement de Montréal-Nord et l'organisme;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par **Le**

Signataire : _____

Rachel LAPERRIÈRE
Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

PROJET

IDENTIFICATION

Dossier # :1201689001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement socia
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat de services à l'organisme Les Fourchettes de l'espoir pour un montant de 488 480 $, taxes incluses, pour l'organisation des camps de jour pouvant accueillir 520 enfants de 5 à 12 ans durant les étés 2020 et 2021 et approuver le projet de convention à intervenir.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'entente 2016-1002 intervenue en 2016 entre la Ville de Montréal et le Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP), les arrondissements ont dorénavant la possibilité d'attribuer par contrat ou sous contrat, les activités de sports et de loisirs qui se déroulent pendant la période estivale et les congés scolaires (semaine de la relâche).
Dans ce contexte, l'arrondissement de Montréal-Nord a convenu d'accorder une convention de services de gré à gré à un organisme à but non lucratif (OBNL), pour la planification et l'organisation des camps de jour pour les étés 2020 et 2021.

Depuis 2017, l'organisme réalise une partie de l'offre de service des camps de jour. Pour les deux prochains étés, il réalisera l'ensemble du mandat. Les Fourchettes de l'espoir offre des camps de jour non spécialisés s'adressant plus spécifiquement à des usagers provenant de familles à revenu modeste. À cet effet, l'organisme a accepté de prendre en charge l'organisation des camps de jour de l'arrondissement. Cela permettra aux jeunes des différents secteurs de l'arrondissement, de vivre des expériences des plus enrichissantes lors de la période estivale. Jeux, baignades, sorties, pique-niques, sports collectifs, activités culturelles, loisirs scientifiques, ateliers et événements spéciaux feront alors partie de la réalité quotidienne des participants. Les activités favorisent l'apprentissage et le développement personnel et sont encadrées de façon sécuritaire en tout temps.

Rappelons que l'arrondissement de Montréal-Nord offre ce service depuis plus de 30 ans, et ce, à un coût réduit pour rejoindre toutes les familles, notamment celles à revenu modeste.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA17 10 091: Approuver un projet d'addenda à la convention intervenue entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et l'organisme Les Fourchettes de l'espoir pour l'organisation de camps de jour pouvant accueillir 260 enfants de 5 à 12 ans notamment en ce qui concerne l'évaluation annuelle et la durée de l'entente soit pour une période de trois ans (2017 à 2019). Monsieur Jean-Marc Gibeau déclare intérêt dans la présente résolution et s'abstient de voter (M. Gibeau a des relations d'affaires avec

l'organisme).
Résolution: CA18 10 074: Accorder une contribution financière de 227 200 $ à l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir pour l'animation d'un camp de jour pouvant accueillir 260 enfants pour l'été 2018 et 2019 soit une somme de 113 600 $ pour chaque année et approuver le projet d'addenda à la convention intervenue entre la ville de Montréal et l'organisme. M. Jean-Marc Poirier déclare intérêt dans la présente résolution et s'abstient de voter (M. Poirier a des relations d'affaires avec l'organisme)

DESCRIPTION

L'organisme Les Fourchettes de l'espoir offrira 520 places, dans des camps de jour s'adressant à des enfants de 5 à 12 ans, sur plusieurs sites répartis dans à travers l'arrondissement. Parmi ces 520 places, vingt (20) seront réservées à des enfants nécessitant un encadrement d'un (1) animateur pour deux (2) ou trois (3) enfants. Pour l'été 2020, le camp se déroulera sur sept (7) semaines, soit du 29 juin au 14 août 2020. Un service de garde sera également offert. Il permet également aux jeunes de découvrir les attraits récréotouristiques de la grande région métropolitaine et ses environs. Pour l'été 2021, une rencontre aura lieu en début d'année avec l'organisme afin de planifier les dates précises des camps de jour.
En 2019, le tarif d'inscription pour les camps de jour était de 15 $ par enfant par semaine et le service de garde de 40 $ par enfant par semaine. Pour 2020 et 2021, le tarif d'inscription sera de 20 $ par enfant par semaine mais le tarif de service de garde reste inchangé. La différence entre le montant des tarifs perçus et les coûts d'opération sera comblée par la contribution financière de l'arrondissement de Montréal-Nord.

JUSTIFICATION

Tout en maintenant une offre de service similaire aux années antérieures à un prix tout aussi abordable, l'impartition des camps de jour de l'arrondissement permet de dégager des ressources pour mieux répondre aux besoins de la population de Montréal-Nord en matière de culture, de sports, de loisirs et de développement social.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une contribution financière de 488 480$, soit 244 240$ pour l'année 2020 et 244 240$ pour l'année 2021, sera attribuée à l'organisme Les Fourchette de l'espoir par l'arrondissement de Montréal-Nord.
La dépense sera financée par le budget de fonctionnement pour les deux années.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette entente vise à innover et revoir les façons de faire afin de contribuer à l'atteinte du plein potentiel des citoyens et à l'enrichissement collectif en favorisant, entre autres, de saines habitudes de vie par la population.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'offre de service offerte par l'organisme partenaire de l'arrondissement se déroule dans différents établissements scolaires et installations appartenant à l'arrondissement. S'il y a absence ou retard dans la décision de l'arrondissement dans ce dossier, l'organisme se verra dans l'obligation de majorer le tarif des inscriptions ou de supprimer des activités, ce qui aurait des impacts significatifs sur la clientèle du secteur

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Plusieurs moyens de communication sont utilisés afin de faire connaître les camps de jour à la population de l'arrondissement : distribution de feuillets publicitaires dans les écoles primaires du quartier, dans L'InfoNord et sur le site Internet de la Ville de Montréal dans la section « Loisirs en ligne ».

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Daniel ROBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia VALASTRO
agent (e) de developpement d'activites culturelles physiques et sportives

Tél : 514-328-4000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Claudel TOUSSAINT
Directeur

Tél : 514 328-4000
Télécop. : 514 328-4064

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claudel TOUSSAINT
Directeur
Tél : 514 328-4000
Approuvé le :

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale dont l'adresse est située au **4243, rue de Charleroi, Montréal-Nord (Québec) H1H 5R5**, agissant et représentée par **Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement**, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA10-05-0006 du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **LES FOURCHETTES DE L'ESPOIR**, personne morale sans but lucratif dont l'adresse principale est située au **12165, Boulevard Rolland, Montréal-Nord, Québec, H1G 5Y1**, agissant et représentée aux présentes par Mme **Brunilda Reyes, directrice**, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de bienfaisance : **868775412 RR 0001**

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine d'offre de service en loisir et camp de jour;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, afin d'offrir des camps de jour dans l'arrondissement de Montréal-Nord et de rejoindre 500 jeunes âgés de 5 à 12 ans et de 20 jeunes ayant des limitations fonctionnelles provenant de l'arrondissement, et ce pour les étés 2020 et 2021.

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant – devis – offre des camps de jour dans l'arrondissement de Montréal-Nord.

1.2 « **Responsable** » : Le directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant autorisé.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe, pour la réalisation des camps de jour pour les étés 2020 et 2021.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1er avril 2020 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 30 septembre 2021, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.4 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.5 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.6 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.7 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.8 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais,

dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent quarante-quatre mille deux cents quarante (244 240 $, taxes incluses) par année pour les années 2020 et 2021, donc un montant total de quatre cent quatre-vingt-huit mille deux cents quatre-vingt (488 480 $, taxes incluses) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables tel qu'indiqué ci-dessous, sur remise de facture :

Pour 2020 :
- Un montant équivalent à cinquante pour cent (50%) du montant donc 122 120$, payable sur recevoir la facture d'ici le 30 avril 2020;
- Un montant équivalent à quarante pour cent (40%) du montant donc 97 696$, payable sur réception de la facture d'ici le 15 juillet 2020;
- Un montant équivalent à dix pour cent (10%) du montant donc 24 424$, payable sur réception de la facture d'ici le 31 août 2020 et accompagné du rapport de fin d'été.

Pour 2021 :
- Un montant équivalent à cinquante pour cent (50%) du montant donc 122 120$, payable sur réception de la facture d'ici le 30 avril 2021;
- Un montant équivalent à quarante pour cent (40%) du montant donc 97 696$, payable sur réception de la facture d'ici le 15 juillet 2021;

- Un montant équivalent à dix pour cent (10%) du montant donc 24 424$, payable à la réception de la facture d'ici le 31 août 2021 et accompagné du rapport de fin d'été.

Les factures doivent être libellées au nom de l'arrondissement de Montréal-Nord et remises au responsable du dossier camp de jour.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

9.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

9.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

9.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

10.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipé ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 12
DÉFAUTS

12.1 Il y a défaut :

12.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

12.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

12.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

12.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

12.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 12.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

12.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 12.1.2, 12.1.3 et 12.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

12.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 12.2 et 12.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 12.2 ou 12.3.

ARTICLE 13
ASSURANCES ET INDEMNISATION

13.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile

accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

13.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

13.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 14
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

14.1 Le Contractant déclare et garantit :

14.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

14.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

14.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

14.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;

14.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 15
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

15.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

15.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

15.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

15.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

15.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

15.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

15.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

15.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 12165, Boulevard Rolland, Montréal-Nord, Québec, H1G 5Y1 et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4243, rue de Charleroi, Montréal-Nord (Québec) H1H 5R5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

15.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2020

LES FOURCHETTES DE L'ESPOIR

Par : _____
Brunilda Reyes, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement, le ____e jour de ……. 2020 (Résolution CA20 10 _____).

ANNEXE 1

DEVIS – OFFRE DE SERVICE CAMPS DE JOUR

L'arrondissement soutient l'offre de service des camps de jour en période estivale pour les jeunes des différents quartiers de l'arrondissement et ce sur l'ensemble du territoire. Afin de leur permettre de vivre des expériences de vacances des plus enrichissantes par le biais d'activités à caractères éducatif et ludique favorisant la vie de groupe, l'apprentissage et le développement.

L'arrondissement veut aussi que les services offerts soient réalisés dans un cadre sécuritaire, de qualité et diversifiés.

L'arrondissement de Montréal-Nord adhère aux principes du Cadre de référence pour les camps de jour municipaux de l'Association des camps du Québec (ACQ). À moins d'indication particulière dans le présent devis, les pratiques et mesures identifiées comme obligatoires par l'ACQ correspondent aux exigences de l'arrondissement.

Objectif du contrat

Offrir des camps de jours destinés aux jeunes de Montréal-Nord âgés de 5 à 12 ans durant la saison estivale. L'enfant doit avoir 5 ans au 29 juin 2020.

Objectifs spécifiques

- Offrir aux jeunes des activités de loisir propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques, récréatives, culturelles et scientifiques. Offrir des activités à la fois stimulantes, enrichissantes et amusantes visant l'épanouissement et le développement des enfants.
- Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de Montréal.
- Favoriser l'intégration sociale de chaque jeune en valorisant l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide en participant notamment à des programmes environnementaux, en saines habitudes de vie et portant sur le respect de la personne.

Accessibilité

- Des frais d'inscription de 20$ peuvent être exigés pour les camps de jour et 40$ pour les services de garde.
- Accueillir 500 jeunes du lundi au vendredi de 9 h 30 à 15 h 30, durant une période d'opération de sept (7) semaines se déroulant de la fin juin à la fin août et offrir un service de garde avant et après les heures d'animation 7 h à 9 h 30 et de 15 h 30 à 18 h.
- Permettre aux parents de faire l'inscription en ligne et en personne.
- Accueillir 20 jeunes ou plus vivant avec des limitations fonctionnelles en les intégrants dans des groupes et en les encadrant avec du personnel qualifié en fonction de l'accessibilité physique et des ressources humaines et financières disponibles.
- Accueillir les jeunes dans les diverses installations de l'arrondissement (Écoles : Jules-Vernes, le Carignan, Calixa-Lavallé, St-Rémi et René-Guenette et au Centre de loisir)
- Accueillir des jeunes résidents de l'arrondissement de Montréal-Nord, âgés de 5 à 12 ans. L'enfant doit avoir 5 ans au 29 juin 2020.

- Présence d'intervenants sociaux pour accompagner les enfants avec un trouble de comportement, afin de soutenir les animateurs les enfants et les familles qui utiliseront le service des camps de jour et les animateurs.

Diversité

Réaliser une programmation de loisir diversifiée d'activités physiques, récréatives, culturelles et scientifiques. La programmation doit comporter au moins une sortie à l'extérieure de Montréal et une activité spéciale par semaine.

Sécurité

- Doit embaucher un nombre suffisant de moniteurs pour respecter le ratio d'encadrement de 1/12 ou 1/15 selon l'âge (voir les normes de ratio de l'ACQ). Il est à noter que l'aide-moniteur et l'accompagnateur ne sont pas considérés dans le calcul du ratio d'encadrement.
- Ce personnel (coordination et animation, incluant le service d'accueil et d'accompagnement) doit détenir une attestation de premiers soins valide comportant un minimum de seize (16) heures de formation, incluant la technique d'utilisation du défibrillateur externe automatisé DEA(c), données par un fournisseur d'un organisme reconnu (Ex. : Fondation des maladies du cœur, Ambulance Saint-Jean, Société canadienne de la Croix-Rouge, CSST et Société de sauvetage) et comptant au moins quatre (4) heures de réanimation cardiorespiratoire pour enfant et adulte.
- Les jeunes des camps de jour devront être identifiés lors des sorties.
- Respecter un encadrement sécuritaire qui tient compte des recommandations des instances reconnues. (Exemple : Guide d'encadrement sécuritaire des groupes d'enfants en milieu aquatique).

Qualité

- Offrir une expérience stimulante, enrichissante, amusante adaptée aux différents groupes d'âge.
- Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de Montréal.
- Proposer des activités correspondantes aux nouvelles tendances en matière de camps de jour.
- Détenir une attestation de conformité de l'Association des camps du Québec ou se conformer aux balises obligatoires du cadre de référence pour les camps de jour municipaux et en faire la preuve dans le dépôt de projet.
- Offrir la formation DAFA aux moniteurs.
- Mettre en œuvre des moyens nécessaires pour rejoindre l'ensemble des citoyens de l'arrondissement.
- Accueillir une clientèle provenant de l'arrondissement.

Nature du soutien financier

L'organisme doit tenir compte des éléments suivants :

- Un montant de 244 240.00$/an est prévu pour la réalisation de l'offre de service pour 2 ans soit 2020 et 2021.
- L'Organisme est responsable de remettre un relevé 24 en fin d'année pour chacune des inscriptions.
- L'organisme devra détenir une assurance responsabilité civile pour un minimum de 5 000 000 $ incluant les locaux, biens et opérations de l'organisme. Ces assurances doivent couvrir l'ensemble des activités du camp, autant à l'intérieur

qu'à l'extérieur. Les entités couvertes par les assurances sont les camps, les employées, les bénévoles, les administrateurs, les dirigeants, sans exclusion pour les participants.

- De plus, la Ville de Montréal et l'arrondissement de Montréal-Nord devra être co-assurée. La preuve d'assurance devra être minimalement remise 4 semaines avant le début du camp de jour. Advenant qu'aucune preuve d'assurance ne soit fournie au responsable de l'arrondissement, aucune activité ne pourra débuter avant la réception de la preuve d'assurance.
- L'organisme sera facturé s'il y a des bris dans les installations (Ville et CSPI) sur les heures des camps de jour. Une facture sera envoyée à l'organisme par le responsable de la Ville.

Documents à soumettre

- Résolution du conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville de Montréal.
- Copie d'acte constitutif : charte, lettres patentes (une seule fois sauf si changement).
- Règlements généraux (une seule fois sauf si changement).
- États financiers de la dernière année financière complétée.
- De plus, la Ville de Montréal et l'arrondissement de Montréal-Nord devra être co-assurée. La preuve d'assurance devra être minimalement remise 4 semaines avant le début du camp de jour. Advenant qu'aucune preuve d'assurance ne soit fournie au responsable de l'arrondissement, aucune activité ne pourra débuter avant la réception de la preuve d'assurance.
- Programmation type d'une semaine incluant les heures de service de garde des camps de jour.

Redditions de comptes

Le suivi du projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au projet.

Durant les termes du projet, l'organisme doit fournir :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Programmation hebdomadaire	Hebdomadaire	À chaque semaine
Fiches qualification du personnel (1er soin et formation DAFA ou celle offerte par l'organisme)	Annuelle	15 juin
Rapport de fréquentations	Mensuelle	Le 15 juillet pour le mois de juin Le 15 août pour le mois de juillet Le 15 septembre pour le mois d'août
Liste d'inscriptions	Annuelle	30 septembre
Rapport d'enquête de satisfaction (sondage)	Annuelle	30 septembre
Bilan de fin d'été	Annuelle	30 septembre
Rapport d'incident ou d'accident	Ponctuelle	2 jours après

		l'événement

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessous doivent être remis à l'arrondissement en **version électronique** dans les délais et les fréquences indiqués. Sur demande, un format électronique peut être exigé (ex. : Excel, Word, etc.).

Renseignements

N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'information.

Sonia Valastro
Agente de développement en loisir
Division des sports et loisirs
11121, avenue Salk
Montréal-Nord (Québec) H1G 4Y3

Courriel : sonia.valastro@montreal.ca
Téléphone : 514 328-4000, poste 4071

Documents joints

- Cadre de référence pour les camps de jours municipaux de l'AQLM (Association québécoise du loisir municipal) en partenariat avec l'Association des camps du Québec. *http://www.loisirmunicipal.qc.ca/uploads/CadreReference2015.pdf*



Cadre Reference_AQC_201!

- Guide d'encadrement sécuritaire des groupes d'enfants en milieu aquatique de la Société de sauvetage en partenariat avec le Ministère du Québec, La Croix Rouge canadienne et l'Association des camps du Québec. *http://camps.qc.ca/files/9714/6248/9582/encadrement_aquatique_fr.pdf*



Guide_pratique_pour_la_securite_dans_

Montréal, le 20 Janvier 2020

Offre de service

Camps de jour 2020-2021

À : **Arrondissement Montréal-Nord**

Mme. Marie-Claude Lauzon Chef de division Sports et loisirs

De : **Les Fourchettes de l'espoir**

Mme. Brunilda Reyes Directrice Générale

Madame Lauzon,

Suite à votre visite dans nos locaux, nous avons le plaisir de vous présenter une offre de service pour les Camps de jour de Montréal-Nord des saisons estivales 2020-2021.

Compte tenu du fait que nous détenons une expérience en camp de jour depuis plus de 18 ans, nous pouvons vous assurez que notre programmation répond aux objectifs indiquées dans la demande de l'arrondissement. Malgré que nous ne faisons pas encore parti de l'association des camps de jour du Québec, nous somme certains que notre réglementation, notre encadrement ainsi que les valeurs qui sont encrées dans nos camps (respect, entraide, esprit d'équipe) correspondent aux attentes de l'arrondissement.

À titre informatif, nous projetons initier les démarche afin d'obtenir l'accréditation de l'association des camps du Québec.

Objectifs de l'offre de service :

Offrir 7 semaines de camp de jour pour les enfants de 5 à 12 ans pour les saisons estivales des années 2020 et 2021.

Objectifs spécifiques :

Offrir des activités stimulantes, diversifiées et amusantes visant l'épanouissement et le développement des bonnes habitudes de vie des enfants.

Permettre aux jeunes de découvrir l'environnement récréotouristique de leur arrondissement et planifier une sortie à l'extérieur de Montréal-Nord 1 fois par semaine **(et ce, sans aucun frais additionnels pour les parents).**

Notre programmation inclue des activités physiques, culturelles et récréatives mais avant tout, des opportunités aux enfants d'utiliser et de développer leur sens créatifs en ce qui attrait aux jeux. Tenant compte des situations socio-économiques de la plupart des parents de notre arrondissement, nous trouvons important de motiver les enfants à être en contact avec la nature : ne pas avoir peur de se salir pour jouer, être en mesure de s'amuser avec un simple ballon et avoir la capacité de créer des jeux (à l'aide de nos animateurs) avec peu de matériel.

Sécurité :

Aux Fourchettes de l'espoir, la priorité numéro 1 est la sécurité des enfants.

Nos ratios sont : 5-8 ans 1/15 (un animateur et un aide-animateur)

9-12 ans 1/15 (un animateur)

À chaque site, il y a un responsable de local qui a pour tâche de s'occuper de la logistique du site et de s'assurer du respect des règles de sécurité.

Les parents ou les personnes autorisées doivent présenter une pièce d'identité et signer la fiche de départ avant de récupérer les enfants à chaque jour.

Nous exigeons lors de l'embauche des animateurs :

- la formation de RCR valide
- La formation DAFA OU plus de 60 heures d'expérience d'animation en camp de jour

Tous nos animateurs reçoivent Une formation de 2 jours dans laquelle il y a :

- La présentation du cahier d'animateur
- Le code d'éthique
- Les horaires
- Et toutes les informations pertinentes au bon déroulement de leur travail.
- Un atelier psycho éducatif de 2 heures afin d'outiller les animateurs le plus que possible dans les cas de troubles comportementales et d'autres problématiques spécifiques non-diagnostiquées.
- Un atelier d'une heure sur toutes les mesures de sécurité au travail.

- Un atelier de 3 heures de formation aquatiques dans une des piscines de l'arrondissement donné par un coordonateur des piscines publiques de l'arrondissement.
- Un atelier de 1 heures sur l'encadrement sécuritaire des groupes d'enfants lors des déplacements.
- Toutes informations administratives reliées au poste qu'ils occuperont durant l'été.

Service aux parents :

Afin d'assurer le bon déroulement des camps et de maximiser une bonne relation avec les parents, nous avons un employé de l'équipe de la direction qui s'occupe du service à la clientèle. Cette personne est dédiée à la relation de l'organisme et de ses camps avec la clientèle parentale. C'est donc cette même personne qui communique avec eux pour toutes informations ou pour toutes problématiques relevés par les parents ou par les animateurs.

La direction générale est aussi très présente dans la gestion générale des camps. Celle-ci effectue des tournées journalières dans chacun des sites. Lors de ces tournées, les parents ont la chance de pouvoir émettre des commentaires, des demandes ainsi que des plaintes. En plus des tournées et de la disponibilité au bureau, la direction générale s'assure d'offrir à la disposition des parents, son numéro de cellulaire et ce, en tout temps avec un retour d'appel dans les plus brefs délais.

Calendrier de l'été 2020 :

À toutes les années, nous avons eu des commentaires de parents dû au fait que les 7 semaines subventionnées par l'arrondissement se terminaient au début du mois d'Août ce qui causait problème pour la plupart en ce qui concerne la surveillance des enfants jusqu'au début des classes. De ce fait, nous vous proposons de débuter les camps de jour subventionnés par l'arrondissement le 29 Juin 2020 pour finaliser le tout le 14 Août 2020 au lieu du 7 Août 2020.

Sites demandés :

Tel que stipulé dans l'offre de service;

Secteur ouest : école St-Rémi et école René Guenette

Secteur Centre : école Fraternité ou Saint-Vincent-Marie et/ou Jean-Nicolet

Secteur Est : école Carignan et école Jules Vernes

Nous ne considérons pas le Centre des loisirs comme un site adéquat et adapté pour l'animation d'un camp de jour de 100 enfants (capacité maximale du centre des loisirs). Il n'y a pas d'air climatisé et donc lors des journées de canicules, la chaleur y devient problématique. La sécurité des enfants n'est pas non plus optimale dans ces lieux car il y a plusieurs portes de sorties à plusieurs différentes extrémités de l'établissement qui se doivent d'être ouvertes pour le bon fonctionnement du centre et des autres activités qui s'y produisent. Nous ne pouvons pas non

plus sortir à l'extérieur avec les enfants sans éviter le déplacement de ceux-ci dans un parc puisqu'il n'y a pas de cours et parce que l'arrière du centre est utilisé comme stationnement.

Budget prévisionnel :

Afin de réaliser ce mandat nous demandons un budget total de 262 200$. Dans ce budget, nous considérons une majoration de la participation des parents de 5$/enfant par semaine et une majoration de la subvention de l'arrondissement de 5$/enfant par semaine pour un total de 7 semaines. Comme nous sommes un organisme de charité, nous ne chargeons pas de taxes lors de nos facturations. Ce montant total est donc sans taxes.

Afin de maintenir une qualité optimale de nos camps, nous aimerions vous rappeler que la conjugaison de la qualité des programmes ainsi que de la qualité des animateurs est primordiale dans la réalisation de nos objectifs. Il est important de donner des conditions de travail adéquates au personnel pour assurer un bon service et afin de recruter des étudiants dynamiques, motivés et passionnés.

Par exemple; Au niveau salariale, nous nous assurons d'être toujours au minimum à 1$ de plus que le salaire minimum en vigueur. Nous payons les 2 journées de formation et nous payons 2 heures de plus par semaine pour l'utilisation du cellulaire et le temps que l'animateur doit dédier hors des heures de travail pour la préparation des activités.

Les responsables de locaux sont embauchés à 40 heures/semaine pour nous assurer une permanence plus effective dans chaque école et nous leur payons une prime additionnelle de déplacement ainsi qu'une prime pour l'utilisation de leur cellulaire.

Comme organisme fournisseur nous devons nous assurer de respecter un budget équilibré pour chaque mandat reçu. Nous avons été partenaires de l'arrondissement depuis les 3 dernières années dans la réalisation des camps de jour et il n'y a eu aucune majoration. Les fournisseurs, le salaire minimum et le coût général des activités ont tous augmentés au fil des années. De ce fait, c'est la raison pour laquelle nous devons adapter et ajuster notre budget à la hausse, dû aux augmentations des coûts mentionnées ci-haut.

En annexe vous allez retrouver le budget prévisionnel pour 2020.

Madame Lauzon, nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Cordialement,



Brunilda Reyes
Directrice générale des Fourchettes de l'Espoir
Courrier électronique : lesfourchettesdelespoir@hotmail.com
Cellulaire : (514) 919-5610 Bureau : (514) 852-1492

BUDGET PREVISIONNEL

CAMPS DE JOUR ARRONDISSEMENT/FOURCHETTES DE L'ESPOIR été 2020

DESCRIPTION	DEPENSES
36 animateurs pour 500 enfants. 36 H. Par semaine (7 semaines) 14.-$ /H plus avantages sociaux.	**149 869,00**
14 animateurs pour programme d'accompagnement (20 enfants) 35H par semaine (7 semaines) 14$/H plus avantages sociaux.	**56 664,00**
14 animateurs service de garde, 30H par semaine (7 semaines) 13,75$/H plus Av. sociaux.	**47 716,00**
1 Coordonnateur du programme, une banque de 165 heures à honoraires (à 18,00 $/H) (entre mars et mai 2020)	**2 970,00**
1 Coordonnateur du programme, 30H par semaine (10 semaines) 20,00$/H plus A. Sociaux	**7 080,00**
1 Coordination terrain 32h par semaine (8 semaines) 20.00$/H plus avantages sociaux.	**6 042,00**
1 aide à la coordination 30H par semaine (8 semaines) 17,00/H plus A. Sociaux	**4 814 00**
6 responsables de local, 37.5H par semaine (7 semaines) 15,00$/H plus Av. sociaux	**27 878,00**
1 responsable communication parents, 35H par semaine pendant 10 semaines 18$/H plus Av. sociaux.	**7 434,00**
2 éducatrice spécialisé, 30 H par semaine (7 semaines) à 18$/H plus Av. sociaux	**8 921,00**
Activités, matériel et sortis 520 enfants 7 semaines	**43 680,00**
Matériel animation dans les sites (500$ par site)	**3 000,00**
Autres : frais de cellular et déplacement coordonnateur et responsable de local	**860,00**
Formation animateurs et responsable de locaux, accompagnateurs	**10 940,00**
ASSURANCES : Responsabilité civil et SNESST pour les stagiaires	**5 600,00**
Gestion du projet : une moyenne de 24H par semaine pendant 9 semaines (35$/H plus Av. sociaux)	**8 845,00**
Frais administratifs : papeterie, internet, téléphone, système informatique Sports plus.	**2 760,00**
TOTALDES DEPENSES	**395 073,00**
Arrondissement (description note 1)	**244 240,00**
Contribution des Parents (note 2)	**72 800,00**
Service garde 20% des enfants pour 6 semaines	**24 000,00**
Emploi été	**50 000,00**
Altergo	**4.000,00**
TOTAL	**395 040,00**
Surplus	**00,00**

NOTE 1

Subvention de l'arrondissement : 244 240,00 $

NOTE 2

Contribution parents : 20$ par enfant par semaine

Service de garde 40$ la semaine par enfant une projection de 20% des enfants utiliserais le service.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1208224004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Division du soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation du contrat octroyé à Ascenseurs Microtec inc., pour le service de maintenance préventive et de réparation des ascenseurs et des monte-charges pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et autoriser une dépense de 29 772,78 $, taxes incluses et une réserve de 5 748,75 $, taxes incluses, pour l'achat des pièces et équipements requis pour les appels de service.

Il est recommandé :
QUE soit autorisée la prolongation, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, du contrat octroyé à Ascenseurs Microtec inc., pour le service de maintenance préventive et de réparation des ascenseurs et des monte-charges;

QUE soit autorisée une dépense de 29 772,78 $, taxes incluses;

QUE soit autorisée une réserve de 5 748,75 $, taxes incluses pour l'achat des pièces et équipements requis pour les appels de service;

ET QUE ces dépenses soient imputées conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-13 18:12

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208224004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Division du soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation du contrat octroyé à Ascenseurs Microtec inc., pour le service de maintenance préventive et de réparation des ascenseurs et des monte-charges pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et autoriser une dépense de 29 772,78 $, taxes incluses et une réserve de 5 748,75 $, taxes incluses, pour l'achat des pièces et équipements requis pour les appels de service.

CONTENU

CONTEXTE

En novembre 2018, la Direction des travaux publics, a procédé à une demande de prix afin d'exécuter la maintenance préventive et la réparation des ascenseurs et des monte-charges pour l'année 2019.
Un contrat gré à gré numéro : GG20181005AB a alors été octroyé à Ascenseurs Microtec inc., pour le service de maintenance préventive et de réparation des ascenseurs et des monte-charges des édifices municipaux de l'arrondissement de Montréal-Nord, pour une période d'un an, du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Une option de prolongation d'une année était alors prévue pour l'année 2020 aux mêmes termes et conditions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Démarche gré à gré du 2 novembre 2018 n° GG20181005 : autoriser Ascenseurs Microtec inc., au montant de 29 772,78 $ taxes incluses, d'exécuter un contrat pour le service de maintenance préventive et de réparation des ascenseurs et des monte-charges pour l'arrondissement de Montréal-Nord, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 avec option de prolongation d'une année.

DESCRIPTION

Les travaux consistent principalement à des interventions d'entretien, à des réparations et des inspections périodiques requises afin de vérifier et maintenir les ascenseurs et les monte-charges de l'arrondissement dans un état qui satisfait aux normes en vigueur.
Les installations concernées par le présent contrat sont :

- Maison culturelle et communautaire, 12004 boulevard Rolland, Montréal-Nord, H1G 3W1

- Hôtel de Ville de l’arrondissement, 4243 rue de Charleroi, Montréal-Nord, H1H 3T3
- Édifice administratif de la Direction des travaux publics, 4250 rue de Charleroi, Montréal-Nord, H1H 1T3
- Édifice du magasin municipal, 4244 rue de Charleroi, H1H 1T3
- Édifice de la Direction de l’aménagement urbain et services aux entreprises, 11211, avenue Hébert, H1H 3X5
- Bibliothèque Charleroi, 4740 rue Charleroi, H1H 1V2
- Bibliothèque Henri-Bourassa, 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, H1G 2S9

JUSTIFICATION

Les inspections préventives des ascenseurs et des monte-charges sont exigées par le code du bâtiment du Québec.
Cette démarche permet à l'arrondissement d’éviter de refaire un processus d’appel d’offres et de bénéficier de l’avantage de garder le même prix pour une année supplémentaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En 2019, le montant de la dépense était de 29 772,78 $, taxes incluses. L'intérêt de ce dossier décisionnel pour l'année 2020 se justifie par le fait que le montant du contrat de 29 772.78 $ taxes incluses de l'année 2020 porte la valeur totale du contrat à 59 545,56 $, taxes incluses.
Service de maintenance préventive et de réparation des ascenseurs et des monte-charges : 29 772,78 $, taxes incluses.
Réserve constituée pour l'achat de pièces et équipements requis pour les appels de service pour l'année 2020 : 5 748,75 $, taxes incluses.

Cette dépense de 35 521,53$ taxes incluses sera financée par le budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La maintenance et l'entretien des ascenseurs et des monte-charges permettront d'améliorer la durabilité des installations de l’arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s’applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: 26 novembre 2018
Début du contrat: 1er janvier 2019
Fin du contrat: 31 décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l’endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Daniel ROBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre THOUIN
Chef de division - Voirie-aqueduc

Tél : 514 328-4000 x4106
Télécop. : 514 328-4287

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-05

Gilbert BÉDARD
Directeur

Tél : 514 328-4000 poste 4105
Télécop. : 514 328-4287

Montréal-Nord
Montréal

Direction des travaux publics
4250, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Québec) H1H 1T3

Le 3 février 2020

Monsieur Claude Dégarris
Président Ascenseurs Microtec inc.
196, chemin du bas-de-Ste-Thérèse,
Local 100 Blainville, Québec J7B 1A7

Objet : Option de prolongation du contrat gré à gré n° GG20181005AB
Service de maintenance préventive et de réparation d'ascenseurs et de monte-charges pour l'arrondissement de Montréal-Nord

---

Monsieur,

Par la présente, l'Arrondissement de Montréal-Nord de la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le prolongement du contrat ci-haut mentionné relatif à l'entretien des appareils de transport vertical.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le prolongement du contrat serait effectif du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à l'adresse suivante : pierre.thouin@montreal.ca, **au plus tard le 5 février 2020** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le prolongement de ce contrat.

Si des informations additionnelles s'avèrent nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

04 FEV. 2020

J'accepte le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscule et signature Date

Nancy Girard par Claude Dégarris

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscule et signature Date

Pierre Thouin
Chef de division – Voirie et aqueduc
pierre.thouin@montreal.ca
Tél. : 514 328-4000 poste 4106

Montréal

Service de l'approvisionnement

FORMULAIRE – SOMMAIRE DE LA DÉMARCHE GRÉ À GRÉ

1. Identification

No. de document d'achat provisoire (DA/BC/Entente - *incomplet*)	**GG20181005AB**	Date de la demande	2 novembre 2018
Description du projet d'achat	Services de maintenance préventive et de réparation des ascenseurs et des monte-charges pour l'arrondissement Montréal-Nord en 2019.		
Nom du demandeur (Requérant)	Valérie V Gagnon		
Unité d'affaires (Requérant)	87 Montréal-Nord		
Approbateur du BC (Requérant)	Pierre Thouin		
Acheteur (émetteur du BC)	Bassin BC Approv. ☐	Autre ☒ :	

2. Déroulement de la démarche

2.1. Transmission de la demande des prix *(si requis)*

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Date demande de prix	Date de retour exigée	Date de retour réelle	Commentaires/ Relances
129842	Schindler Ascenseur Corporation	2 novembre 2018	26 novembre 2018		Désistement: ne peuvent répondre à notre demande en ce moment
53488	Ascenseurs Allard Cie Ltée	2 novembre 2018	26 novembre 2018		Désistement
114776	Ascenseurs Microtec Inc.	2 novembre 2018	26 novembre 2018	26 novembre 2018	
131517	Kone Inc.	2 novembre 2018	26 novembre 2018		Désistement: ne soumissionne pas en raison des pénalités.
159592	Ascenseurs Innovatec Inc.	2 novembre 2018	26 novembre 2018		Désistement

2.2. Analyse comparative des soumissions suite à une demande des prix *(si requis)*

No. de fournisseur	Nom du fournisseur	Montant total de la soumission (avant taxes)	Délai promis	Durée de la garantie	Autres exigences
114776	Ascenseurs Microtec Inc.	25 895.00 $	N/A	1 an	N/A

Commentaires	*Addenda 1: émis le 2 novembre: report de date.* *Addenda 2: émis le 22 novembre: modification du bordereau de prix*

3. Résultat final de la démarche et justification d'octroi

Fournisseur retenu	Ascenseurs Microtec Inc.	**Montant adjugé (avant taxes)**	25 895.00 $

Justification d'octroi	*Seul soumissionnaire et conforme.*

*** Ce formulaire dûment complété et approuvé, le(s) rapport(s) SIMON de validation du respect de règles de rotation, la ou les soumission(s) et tout autre document technique ou administratif doivent être joints au BC (ou entente) SIMON dans la section « Annexes » (catégorie : À l'approbateur).**

4. Signatures et approbation

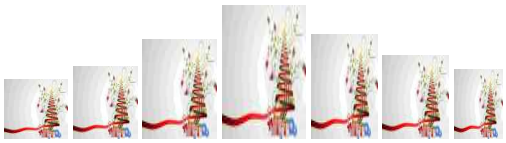
Démarche réalisée par	Stéphanie Morel, Pour Anna Bezeau	**Date**	28 novembre 2018	**Signature**	Stéphanie Morel
Démarche approuvée par *(si différent à l'approbateur du document d'achat)*		**Date**	28 novembre 2018	**Signature**	Denis Leclerc

Prolongation aux mêmes taux horaire GG 20181005AB Offre des Ascenseurs Microtec Inc .
Anna BEZEAU A : Valérie V GAGNON 2018-12-03 11:02

Oui même taux horaire.

Cordialement

(Horaire de travail : 8h00 à 15h30)
FERMETURE DES FÊTES : 24 décembre 2018 au 2 janvier 2019
VACANCES : 3 et 4 janvier 2019



Anna Bezeau
Agent d'approvisionnement niv. 1
Service de l'approvisionnement
Direction - Acquisition
Division - Acquisition
Section - Vêtements, équipements et accessoires

Montréal
255, boul. Crémazie Est, 4e étage
Montréal (Québec) H2M 1L5

anna.bezeau@ville.montreal.qc.ca

Tél. : 514 872-1041

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement

Valérie V GAGNON donc le même montant? C'est que je vais prép... 2018-12-03 08:48:10

De : Valérie V GAGNON/MONTREAL
A : Anna BEZEAU/MONTREAL@MONTREAL
Cc : Stéphanie MOREL/MONTREAL@MONTREAL
Date : 2018-12-03 08:48
Objet : RE: Tr : RE: GG20181005AB Offre des Ascenseurs Microtec Inc.

donc le même montant? C'est que je vais préparer mon patron, je serai absente pour le renouvellement.

Merci beaucoup et bonne journée,

Valérie Gagnon

Agente technique en mécanique du bâtiment
Direction des travaux publics - Division soutien technique
Arrondissement de Montréal-Nord
4250, rue de Charleroi, Montréal-nord, H1H 1T3

514-328-4000 poste 4280
valerie.gagnon@ville.montreal.qc.ca

Anna BEZEAU	Bonjour, Je suis de retour.	2018-12-03 08:41:43
Stéphanie MOREL	Bonjour Valérie, Voici la soumission:	2018-11-27 15:50:07
Valérie V GAGNON	Bonjour, Donc ce sera la même montant? sans...	2018-11-27 15:02:43
Stéphanie MOREL	Bonjour Valérie, Pour l'année de renouvellemen...	2018-11-27 13:35:57
Valérie V GAGNON	Bonjour Anna, Je viens de constater que n'avo...	2018-11-27 09:39:03
Anna BEZEAU	Bonjour Valérie J'étais absente hier car j'ai une b...	2018-11-27 08:36:54

Arrondissement de Montréal-Nord Direction des travaux publics Division du soutien technique 4250, rue de Charleroi, Montréal (Québec) H1G 1T3	**DEVIS TECHNIQUE**	Contrat de gré à gré Biens et services généraux

DEVIS TECHNIQUE

Document à NE PAS retourner

Arrondissement de Montréal-Nord Direction des travaux publics Division du soutien technique 4250, rue de Charleroi, Montréal (Québec) H1G 1T3	**DEVIS TECHNIQUE**	Contrat de gré à gré Biens et services généraux

Notes :
Dans le texte qui suit, le terme «Directeur » désigne le Directeur de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Montréal-Nord ou son représentant dûment autorisé.

Le présent cahier des charges a pour objet de définir les caractéristiques et les clauses techniques qui régissent les travaux pour la vérification et entretien des ascenseurs et monte-charges dans les bâtiments de l'Arrondissement

1. LOCALISATION DES TRAVAUX

1.1. Les installations concernées par le présent contrat sont :

- Maison culturelle et communautaire, 12004 boulevard Rolland, Montréal-Nord, H1G 3W1
- Hôtel de Ville de l'arrondissement, 4243 rue de Charleroi, Montréal-Nord, H1H 3T3
- Édifice administratif de la Direction des travaux publics, 4250 rue de Charleroi, Montréal-Nord, H1H 1T3
- Édifice du magasin municipal, 4244 rue de Charleroi, H1H 1T3
- Édifice de la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises, 11211, avenue Hébert, H1H 3X5
- Bibliothèque Charleroi, 4740 rue Charleroi, H1H 1V2
- Bibliothèque Henri-Bourassa, 5400 boulevard Henri-Bourassa Est, H1G 2S9

2. VISITE DES LIEUX

2.1. Une visite facultative des sites aura lieu. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, la visite des lieux s'effectue sur une base individuelle et sur rendez-vous. Chacun des preneurs du cahier des charges devra communiquer avec l'agent responsable à cet effet.

2.2. Le soumissionnaire doit examiner le site des travaux et se renseigner en détail sur toutes les conditions et limitations existantes. L'adjudicataire est censé connaître les difficultés et les exigences des travaux à exécuter; ainsi, en aucun cas, il ne sera accepté de réclamation de sa part, si, par négligence, il ne respecte pas les conditions demandées.

2.3. Toutes questions en lien avec ce contrat doivent être transmises à l'agente responsable par courriel après la visite. Aucune question ne sera répondue pendant la visite.

3. GESTIONNAIRE DU CONTRAT DE L'ADJUDICATAIRE

3.1. L'Adjudicataire doit désigner un membre de la direction de son entreprise comme gestionnaire du contrat pour toute la durée de l'entente. Le gestionnaire de contrat est le lien entre l'arrondissement et l'adjudicataire.

3.2. Le gestionnaire de contrat doit avoir toute l'autorité nécessaire pour s'assurer que les services demandés sont rendus à la satisfaction de l'arrondissement. Il assure l'entière responsabilité quant au contrôle, à la qualité des services rendus et au respect du cahier de charges et à la gestion des remplacements en cas d'absence.

3.3. Le gestionnaire de contrat est responsable de tenir des rencontres statutaires avec ses employés. Le gestionnaire de contrat est responsable de la gestion des dossiers de ressources humaines incluant notamment les dossiers de nature administrative, disciplinaire, d'absence maladie, etc.

4. RÉUNION DE DÉMARRAGE

4.1. Au moment de l'octroi du contrat, l'adjudicataire devra se rendre disponible dans la semaine suivante pour une réunion de démarrage. Elle permettra, sans s'y limiter, à la présentation du chargé de projet, à la remise de documents importants et d'informations importantes tels que les accès, les procédures de sécurité, les fiches d'équipement, à répondre aux questions et pour discuter de tout autre sujet pertinent tel que le calendrier des visites préventives.

4.2. Une lettre de confirmation d'engagement pour le respect des règles de sécurité sera signée lors de la réunion de démarrage.

5. QUALIFICATION DE L'ADJUDICATAURE

5.1. Le soumissionnaire doit détenir tous les permis et toutes les licences pertinents aux travaux à exécuter dans le cadre de ce contrat, et notamment la licence de la Régie du bâtiment du Québec, des sous-catégories de licences suivantes :

- entrepreneur en ascenseurs et monte-charges;
- entrepreneur en appareils élévateurs pour personnes handicapées.

5.2. Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission les photocopies de ses licences et attestations.

5.3. Pendant toute la durée des travaux, l'adjudicataire et les sous-traitants spécialisés doivent détenir leur licence respective valide, conformément à la Loi sur le bâtiment. Si la licence expire pendant la durée des travaux, l'adjudicataire et les sous-traitants spécialisés doivent apporter la preuve de son renouvellement auprès de l'arrondissement.

6. MAIN D'ŒUVRE

6.1. L'adjudicataire doit fournir une main-d'œuvre qualifiée et suffisante pour l'exécution des travaux. Ce personnel doit détenir les attestations requises. La compétence et le rendement du personnel doivent être maintenus tout au long de la durée du contrat.

6.2. Les ressources assignées au présent contrat (ainsi que ses remplaçants occasionnels) doivent être minimalement, sans s'y limiter, détenteurs d'une carte de compétence-compagnon émise par la CCQ, pour les corps de métiers suivants :

- Mécanicien (ne) d'ascenseur

6.3. Sur demande, le soumissionnaire doit fournir une copie des documents suivants avant le début du contrat, pour chacune des ressources proposées :

- Diplôme d'études professionnelles (DEP);
- Carte de compétence-compagnon, selon le corps de métier, émise par la CCQ;
- Preuve de formation sur le cadenassage, travaux en hauteur.

6.4. L'arrondissement se réserve le droit de vérifier aléatoirement et en tout temps les informations fournies par l'adjudicataire. L'arrondissement se réserve le privilège de refuser un employé s'il est insatisfait de son rendement ou de ses méthodes et travail.

7. EXIGENCES GÉNÉRALES

7.1. Le soumissionnaire s'engage, en signant sa soumission, à respecter chacune des exigences de ce contrat.

7.2. L'adjudicataire est censé connaître les difficultés et les exigences des travaux a exécuter, ainsi, en aucun cas, il ne sera pas accepté de réclamation de sa part, si, par négligence, il ne respecte pas les conditions demandées.

7.3. Le soumissionnaire doit indiquer, à l'endroit prévu au bordereau de soumission, le prix des visites préventives, le taux horaire de la main d'œuvre pour les travaux sur demande ainsi que le prix total requis pour l'exécution du présent contrat.

7.4. Le soumissionnaire doit compléter tous les champs requis dans le bordereau de soumission et le signer.

8. PRÉVENTION DES INCENDIES

8.1. L'adjudicataire doit organiser ses travaux et ceux de ses sous-traitants de manière à prévenir les risques d'incendie. Il doit, à cette fin, prendre toutes les précautions requises par la loi, les règlements applicables en plus des procédures internes à l'arrondissement. Les informations concernant les procédures, les codes et la compagnie d'alarme seront remises lors de la réunion de démarrage.

8.2. Puisque l'arrondissement ne peut pas procéder à des manœuvres de dérivation ou de désarmement du panneau ou du système d'alarme incendie, l'adjudicataire devra prendre les précautions et utiliser les méthodes de travail nécessaire afin d'éviter toute propagation de poussières, tout bris d'équipement de détection ou de protection contre l'incendie ou tout déclenchement impromptu d'une alarme. Tous les frais

de la part du service d'incendie et tout autre frais associé à une fausse alarme seront refacturés à l'adjudicataire.

9. PROTECTION DES BIENS

9.1. L'Adjudicataire devra, dans l'exécution de ses travaux, prendre soin de ne pas endommager les structures existantes et mobilier de l'arrondissement, tels les entrées et les trottoirs privés, les bordures, les arbustes, les bornes-fontaines, les poteaux, les enseignes de signalisation, les clôtures, le pavage, etc.

9.2. L'Adjudicataire doit, à ses frais, remplacer, le cas échéant, tous les ouvrages, installations ou autres structures, ainsi que les arbres, arbustes, pelouses et plantes d'ornement qu'il a endommagés.

9.3. L'adjudicataire devra exécuter tout le nettoyage nécessité par l'exécution de ses travaux et rendre les lieux propres après chaque opération et disposer des rebuts, ceci à la satisfaction de l'arrondissement. La ressource assignée doit, tenir les lieux du site des travaux ainsi que leur voisinage en ordre et en état de propreté et libre de toute accumulation de matériaux, de rebuts et de déchets. L'adjudicataire à la responsabilité de disposer des déchets et des débris.

10. QUALITÉ ET RESPECT DES NORMES ET RÈGLEMENTS

10.1. Tous les travaux exécutés à l'intérieur de ce contrat doivent être conformes aux Codes actuels, dernière édition comprise dans le Code de construction du Québec, telle qu'appliquée par la Régie du bâtiment du Québec et en respect de toute réglementation provinciale et municipale en vigueur.

10.2. L'adjudicataire devra se conformer aux exigences qui découlent de la Loi sur la santé et sécurité du travail, ainsi qu'à tout règlement en vigueur au Québec à cet égard. Dans le cadre de ce contrat, il assume la responsabilité liée à la gestion de la santé et sécurité du travail.

10.3. Normes de référence et de conformité

L'adjudicataire doit en tout point, lorsqu'applicable, se conformer à :

- ASME A17.1/CSA B44 – Code de sécurité sur les ascenseurs et monte-charge;
- CAN/CSA B355 – Norme sur les appareils élévateurs pour personnes handicapées;
- Code de construction, chapitre IV;
- Code de sécurité du Québec, chapitre IV;
- SST – Loi sur la santé et la sécurité du travail;
- RSST – Règlement sur la santé et la sécurité au travail;
- CNESST - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail;
- RBQ - Régie du bâtiment du Québec;
- CCQ – Commission de la construction du Québec;
- Tout autre, règlement fédéral et provincial, loi, ordonnance, décret, code et convention collective en lien avec les activités du fournisseur et de son personnel dédié.

L'adjudicataire devra se conformer à toutes autres normes applicables pendant toute la durée du mandat, y compris leurs modifications.

10.4. Santé et sécurité au travail

Responsabilités

L'entrepreneur est responsable et doit prendre à ses frais, toutes les dispositions devant assurer la santé, la sécurité et l'intégrité physique de ses travailleurs et doit leur fournir les équipements de protection individuelle ou autres qui sont requis pour l'exécution de leur travail (vêtements, chaussures de sécurité, équipement de protection individuelle, etc.).

- L'Entrepreneur ne prend aucun risque inutile qui peut occasionner des accidents aux personnes, à ses employés, au public et/ou à la propriété.
- Il prend toutes les précautions prévues par les lois et règlements en vigueur et en respect des obligations dictées par la CNESST.
- Il fournira à ses frais tous les écriteaux qui peuvent s'avérer nécessaires à la bonne conduite des travaux et à la sécurité des travaux.
- Plus particulièrement, il prend les précautions exigées par le propriétaire pour protéger les occupants qui peuvent fréquenter le site durant l'exécution des travaux.
- L'Entrepreneur est responsable de la garde des matériaux et de l'outillage lorsqu'il entrepose.

Lors de l'exécution des divers travaux, l'entrepreneur est le seul responsable de l'ensemble des exigences de la CNESST, dont les procédures de travail, le cadenassage et autres exigences. Il assume la responsabilité de l'exécution de l'ensemble des mandats.

10.5. L'adjudicataire doit fournir à tout son personnel attitré au présent contrat une tenue vestimentaire soignée et sécuritaire pour leurs activités de travail. Le nom de l'adjudicataire doit être bien identifié à l'aide du logo de son entreprise sur les vêtements de ses employés.

10.6. En tout temps, la ressource assignée aux prestations de services ainsi que ses remplaçants occasionnels à l'arrondissement doivent respecter la réglementation antitabac.

11. MATÉRIAUX

11.1. Les pièces fournies et installées seront neuves et de qualités institutionnelles.

11.2. Les pièces de rechange doivent provenir du fabricant des appareils. Lorsqu'il s'avère impossible d'obtenir des pièces d'origine, le prestataire de services doit se procurer des équivalences dont la qualité et la garantie sont tout au moins égales ou supérieures à celles d'origine.

11.3. Ces équivalences doivent néanmoins être compatibles avec les autres composantes de l'appareil ou du système et ne doivent pas modifier le mode de fonctionnement; les fiches techniques de ces composantes doivent être soumises au responsable de l'arrondissement pour approbation.

11.4. Les pièces et les matériaux nécessaires pour les travaux sont **facturés au prix réel du fournisseur plus un profit et administration de 15%.** Ils seront payables sur une demande de paiement avec une copie des factures. Ils vous seront remboursés par l'arrondissement. Vous devrez les intégrer à votre facture. Dans certains cas, l'arrondissement pourrait préférer fournir certaines pièces. Dans ce cas, l'adjudicataire doit respecter ce choix.

11.5. L'adjudicataire doit soumettre une estimation détaillée des coûts et obtenir l'approbation du directeur ou de son représentant avant de procéder aux travaux.

11.6. Garantie

Les matériaux qui ont été fournis et remplacés par l'adjudicataire auront une garantie, pièces et main-d'œuvre, d'une (1) année à compter de son installation. Aucuns frais ni franchise ne pourront être réclamés pour des travaux couverts durant la période de garantie.

11.7. Matériaux récupérables et matériaux non récupérables

Les matériaux récupérables, suite à des réparations doivent être retournés à l'atelier des travaux publics au 4250 rue Charleroi et sont la propriété de l'arrondissement. Les matériaux non récupérables doivent être disposés selon les lois en vigueur au Québec. Un certificat de disposition doit être remis au responsable de l'arrondissement, lorsque disponible.

Toutes pièces qui seront remplacées, devront lorsque possible, être recyclées conformément aux exigences des Lois et règlements environnementaux en vigueur. Un certificat devra être fourni au responsable de l'arrondissement, démontrant que prestataire de services respecte cette norme.

12. PORTÉE DU CONTRAT

12.1. Le présent contrat a pour but d'assurer la réalisation des vérifications, des maintenances et des réparations nécessaires afin de maintenir en bon état de fonctionnement et de sécurité les ascenseurs et les monte-charges des édifices municipaux de l'arrondissement de Montréal-Nord. L'exécution des travaux, le transport, et la fourniture de la main-d'oeuvre, des équipements, des matériels et des matériaux nécessaires à la complète réalisation des services décrits ou inférés par le cahier des charges sont à la charge de l'adjudicataire et doivent être inclus dans les prix soumis, et ce, même s'ils ne sont pas mentionnés explicitement dans le cahier des charges.

13. ÉTENDUE DES TRAVAUX

13.1. Les travaux consistent principalement et, sans s'y limiter, à des interventions d'entretiens, de réparations et d'inspections périodiques requises afin de vérifier et maintenir les ascenseurs et monte-charges de l'arrondissement dans un état qui satisfait les normes en vigueur.

13.2. Le mandat comprend les principales activités suivantes. Le soumissionnaire doit prendre note que cette description n'est aucunement limitative et n'est mentionnée que pour indiquer l'essentiel des travaux. Le soumissionnaire doit évaluer et inclure dans le prix de sa soumission toutes les activités connexes nécessaires pour obtenir les résultats mentionnés ou visés.

- Effectuer les vérifications de l'état et du fonctionnement des ascenseurs et monte-charges, ainsi que les travaux de maintenance préventive de ceux-ci selon les fréquences requises conformément aux règlementations en vigueur.

- Signaler au Directeur toute anomalie, déficience ou défectuosité, et ce, aussitôt qu'elle est constatée et émettre un rapport

- Répondre et donner suite à tous les appels de services, et ce, en tout temps (24 h/24, tous les jours de l'année);

- Pour chaque appareil, consigner dans un registre d'entretien, les renseignements concernant la maintenance et les réparations, ainsi que tout schéma requis, et conserver le registre dans le local des machines.

- Fournir un registre d'entretien pour chaque appareil de levage qui doit satisfaire l'article 8.6.12. 2.5 de la norme CSA B44-07. S'assurer que celui-ci soit complété à chaque visite et disponible sur place pour consultation, tel que requis par la règlementation.

13.3. L'adjudicataire devra fournir la main-d'œuvre, les appareils, l'équipement, la machinerie, les supports, les services, les appareils d'essais, matériaux et tous les accessoires nécessaires pour le remplacement, l'installation, les raccordements, les essais et la mise en service.

13.4. Les services de l'adjudicataire peuvent être requis pour effectuer des « travaux sur demande ». Il est considéré que les appels de service ou les appels d'urgence sont des travaux sur demande. Ces travaux seront rémunérés aux taux horaires prévus au bordereau. Le nombre d'heures indiquées au bordereau de soumission est une évaluation pour le calcul de la soumission globale. L'arrondissement ne s'engage pas à faire effectuer cette quantité exacte d'heures.

13.5. **L'ensemble des frais inhérents réputé inclus aux taux horaire sont notamment, sans s'y limiter tous les profits, tous les frais et temps de transport, le camion de service, le kilométrage, les repas, les outils, les outils spécialisés, les outils de mesurages, les petits matériaux usuels, les carburants, les frais généraux, les frais d'entretien des équipements, les frais administratifs, licences, redevances, les assurances et toutes les autres dépenses inhérentes, à l'exception de la taxe fédérale sur les produits et services (T.P.S.) et de la taxe de vente du Québec (T.V.Q.).**

14. MAINTENANCE PRÉVENTIVE

14.1. Un nombre de douze (12) visites de maintenance préventive, qu'il est censé d'effectuer à une fréquence d'une (1) visite par mois, est inscrit au bordereau de soumission. La Ville peut majorer ou diminuer ce nombre de visites, ou augmenter ou diminuer la fréquence des visites, sans pour cela invalider le prix unitaire soumis par l'adjudicataire et ce dernier ne peut élever de ce chef aucune réclamation en dommage, pour perte de profit ou pour quelque raison que ce soit.

14.2. Sauf avis contraire du Directeur, les visites de maintenances préventives sont effectuées une fois par mois, et à intervalles d'environ 30 jours, pour chaque ascenseur ou monte-charge. La Ville peut refuser de payer toute visite de maintenance ayant été faite sans que la date et l'heure de celle-ci aient été approuvées préalablement par le Directeur.

14.3. Le soumissionnaire doit inscrire le prix unitaire pour une visite de maintenance préventive de l'appareil concerné. Ce prix unitaire doit comprendre tous les frais à encourir pour les services de maintenance préventive et de vérification de l'appareil et pour la production des rapports exigés selon ce cahier des charges, et doit inclure, entre autres, les coûts de la main-d'oeuvre, de l'équipement, de l'outillage, les frais de transport (du personnel, de l'équipement, de l'outillage), les frais de carburant, tous les profits, les frais généraux et toutes les autres dépenses inhérentes, à l'exception de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ).

14.4. Les dates et heures auxquelles l'adjudicataire effectue les visites de maintenance préventive des ascenseurs ou des monte-charges doivent être soumises préalablement à l'approbation du Directeur, et ce, au moins 3 jours ouvrable à l'avance.

15. TRAVAUX SUR DEMANDE

15.1. L'adjudicataire pourrait, à la demande du représentant de l'arrondissement, procéder à des travaux «sur demande» de type régie contrôlée, pour la vérification, l'inspection et la réparation des équipements associés au présent contrat.

15.2. L'adjudicataire devra fournir la main d'œuvre, la supervision, les matériaux, les fournitures diverses, le transport, les outils, les produits chimiques, et tous les autres accessoires, services et activités nécessaires à l'exécution des services. Il fournira aussi les échafaudages, les appareils de levage, les instruments de mesure, la machinerie spécialisée requise pour procéder aux travaux et mener à bien sa tâche.

15.3. Si des réparations sont nécessaires suite à la visite du technicien et du diagnostic, l'adjudicataire doit fournir, au représentant de l'arrondissement, un rapport de défectuosité une estimation budgétaire pour la réparation complète (fourniture, installation, vérification, etc.). Les travaux seront réalisés à temps et matériel en régie contrôlée, selon les conditions du présent appel d'offres.

15.4. Dans le présent mandat, l'adjudicataire devra soumettre un taux horaire pour un technicien compagnon et pour une équipe composée d'un technicien compagnon et d'un apprenti pour la réalisation des travaux sur demande, les appels de service ou appels d'urgence ainsi que les travaux de réparations.

16. APPELS DE SERVICE ET APPELS D'URGENCE

16.1. Les représentants de l'arrondissement doivent être en mesure de communiquer avec l'adjudicataire vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine, incluant les jours fériés. Fournir ce service sans frais.

16.2. Les frais de mobilisation et démobilisation sont compris dans ses tarifs horaires. Ils comprennent tous les autres frais inhérents tels que les frais de déplacement, les frais de repas, etc. (voir article 13.5). Ils seront les mêmes, peu importe le type de dépannage (semaine, soir, fin de semaine, nuit, etc.)

16.3. **Une visite dans un bâtiment à l'occasion d'un appel de service ne constitue pas une visite pour les services d'entretien et ne peut lui être substituée.**

16.4. Si un équipement nécessite un deuxième appel pour des services au cours d'une période de quinze (15) jours, le Directeur peut exiger un rapport écrit détaillé sur l'état de l'équipement. Les anomalies, les bris et la non-conformité aux lois et règlements constatés par l'adjudicataire doivent être immédiatement signalés au Directeur. L'adjudicataire doit également en faire mention dans son rapport.

16.5. Le travail reporté sur des heures ou des journées subséquentes, soit par manque de pièces ou autres, fait partie de ce même appel de service. Pour ce qui est d'un report d'intervention à une autre journée, elle doit être signalée au Directeur sans délai.

16.6. Il n'y a pas de nombre d'heures minimum payable pour les appels de service ou pour les réparations.

16.7. Un numéro de téléphone doit être donné à l'arrondissement avant le début du contrat. Ce numéro doit être en fonction 24 heures sur 24. Dans tous les cas d'appels de services, l'adjudicataire s'engage à exécuter les travaux demandés par l'arrondissement dans les douze (12) heures suivant l'appel de service.

Cependant, pour tout cas jugé urgent par le représentant de l'arrondissement, le prestataire de services devra répondre aux appels de service à l'intérieur des délais maximums indiqués au tableau ci-après.

Description de l'appel	Délai de réponse suite à l'appel téléphonique	Délai de réponse sur place
Durant les heures régulières	10 minutes	60 minutes
En dehors des heures régulières	10 minutes	120 minutes

À défaut de se faire, l'adjudicataire sera réputé avoir dépassé le délai de réponse permis et la Ville pourra recourir à une autre firme aux frais de l'adjudicataire. Selon la nature de l'appel de service régulier et à l'heure de la journée de cet appel, une entente entre les deux parties devra être conclue afin de déterminer si le service peut être reporté au lendemain

17. TRAVAUX DE RÉPARATIONS

17.1. Si, au moment où il effectue la visite de maintenance préventive ou si suite à un appel de service, l'adjudicataire constate une anomalie, une déficience ou une défectuosité nécessitant une réparation, il doit en informer sans délai le représentant du Directeur.

17.2. À moins d'un avis contraire, avant de procéder à une réparation d'un ascenseur ou d'un monte-charge, l'adjudicataire doit obtenir l'autorisation du Directeur.

17.3. L'adjudicataire doit soumettre préalablement, par écrit, au représentant du Directeur, l'estimation budgétaire détaillée du coût des travaux concernés, soit, distinctement, le coût de la main-d'oeuvre (selon les taux horaires de la soumission et selon les conditions de l'article 13.5), le coût des pièces (selon l'article 11.4) et le coût total.

17.4. Tout comme les travaux sur demande et les appels de service, le nombre d'heures travaillées pour les réparations ne doit pas inclure le temps consacré au transport, de même que le temps des repas et pauses. De plus, l'adjudicataire soumissionne en acceptant le fait qu'il n'y a pas de nombre d'heures minimum payable pour les appels de service ou pour les réparations.

18. HORAIRE DE TRAVAIL

18.1. Horaire de travail régulier et travaux en temps régulier

À moins d'avis contraire, l'adjudicataire doit limiter la durée du travail journalier entre 8 h et 16 h 30 du lundi au vendredi.

Les heures travaillées pendant cette période de temps doivent être facturées en temps régulier selon les taux qui auront été soumis au bordereau de prix (Voir article 13.5 pour les détails).

18.2. Travaux exécutés en dehors des heures régulières

L'adjudicataire peut être appelé à travailler exceptionnellement le soir, le samedi, le dimanche ainsi que les jours de fête chômés par l'arrondissement, seulement sur autorisation préalable du responsable de l'arrondissement ou pour un appel d'urgence.

Les travaux exécutés en dehors des heures régulières (soir, nuit, fin de semaine, jours fériés) pourraient être assujettis à des taux différents de ceux exécutés pendant les heures régulières. Le soumissionnaire est invité à soumettre des taux horaires distincts pour les services exécutés

pendant cette période de temps. Ces taux auront les mêmes inclusions de frais inhérents que le taux régulier (voir article 13.5 pour les détails).

19. RAPPORT DE VISITE

19.1. L'adjudicataire doit remettre au Directeur, à chaque visite de maintenance préventive, pour chaque appareil, pour chaque appel de service, et chaque fois qu'il effectue des travaux de réparation, un rapport ou bon de travail indiquant :

- adresse des interventions;
- identification de l'équipement;
- description des travaux effectués;
- liste des pièces remplacées;
- points de vérification et de maintenance préventive;
- date à laquelle les travaux ont été effectués;
- pour chacune des journées ou périodes de journées de travail, les heures de début et de fin des travaux ainsi que le nombre d'heures travaillées. Ces heures doivent correspondre exactement aux heures auxquelles ont été effectués les travaux, et ne doivent pas inclure le temps du transport, de repos ou de repas;
- signature du technicien et du représentant de l'arrondissement.
- Si le technicien n'est pas en mesure de fournir un bon de travail complet, une photocopie du registre d'entretien dûment complété doit être envoyée avec la facture ou à la fin de la tournée mensuelle. Aucun paiement ne sera accordé sans les bons de travail pour chaque appareil.

20. MISE EN ŒUVRE

20.1. Avant d'entreprendre l'exécution des travaux dans un bâtiment, l'adjudicataire ou ses techniciens devront :

a) Aviser à l'avance le responsable de l'arrondissement afin qu'il puisse informer les responsables du bâtiment et éviter des surprises aux usagés, particulièrement durant les heures d'occupation normale.
b) S'identifier à l'accueil du bâtiment ou à son représentant afin de signaler leur présence dans la bâtisse et récupérer les clés des salles de mécanique ascenseur.
c) En dehors des heures régulières de travail, l'adjudicataire sera autonome avec les systèmes d'alarme intrusion et, au besoin, pour annuler la procédure d'appel pour les alarmes.
d) Une fois terminé, il devra s'assurer que les alarmes soient remises en fonction.

21. LISTE DES ÉQUIPEMENTS

21.1. Les équipements concernés par le présent contrat sont listés dans l'Annexe 01 à la fin du devis.

21.2. Au fur et à mesure qu'il exécutera les travaux, l'adjudicataire devra tenir à date ces listes en ajoutant les systèmes manquants et en modifiant ou corrigeant les données de façon à les rendre conformes aux équipements en fonction. Il rajoutera les informations pertinentes qui sont utiles pour faire une maintenance adéquate.

Arrondissement de Montréal-Nord Direction des travaux publics Division du soutien technique 4250, rue de Charleroi, Montréal (Québec) H1G 1T3	**ANNEXE**	Contrat de gré à gré Biens et services généraux

Inventaire des équipements

BÂTIMENT	TYPE D'APPAREIL	NO SÉRIE (RBQ)	NO. APPAREIL (RBQ)
HÔTEL DE VILLE DE MTL-NORD 4243, rue de Charleroi	Ascenseur/Funiculaire	T 159	206048001
	Ascenseur extérieur SAVARIA V1504PX	Inconnu	inconnu
BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA 5400, boulevard Henri-Bourassa	Ascenseur/Funiculaire	32840	217962001
ÉDIFICE DES TRAVAUX PUBLICS 4250, rue de Charleroi	Ascenseur intérieur	inconnu	inconnu
BIBLIOTHÈQUE CHARLEROI 4740, rue de Charleroi	Élévateur vertical handicapé	1355	1-648667744
	Petit monte-charge pour les livres	Inconnu	inconnu
AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES 11211, avenue Hébert	Ascenseur/Funiculaire	H 377	230014001
MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE 12004, boulevard Rolland	Ascenseur/Funiculaire	Q-10078	220741001
	Monte-charge	inconnu	inconnu
MAGASIN MUNICIPAL 4244, rue de cHarlero	Monte-charge	Inconnu	inconnu

GRÉ À GRÉ GG20181005AB

Service de maintenance préventive et de réparation d'ascenseurs et de monte-charges pour l'arrondissement de Montréal-Nord

CLAUSES ADMINISTRATIVES

1. Objet et durée

L'arrondissement de Montréal-Nord recherche un fournisseur de service de maintenance préventive et de réparation d'ascenseurs et de monte-charges pour une période d'un an, avec possibilité d'une prolongation d'une autre année aux mêmes termes et conditions.
Le contrat qui serait octroyé en gré à gré débutera le 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019. La prolongation sera pour l'année 2020.

2. Prix unitaire (tout inclus)

Les prix unitaires de vente (ou taux horaire) des produits identifiés (ou services) doivent comporter tous les coûts nécessaires à l'exécution du contrat, notamment les coûts de matières premières, de main-d'œuvre, et d'administration générale, les taux de service, manutention, entreposage, et tous frais de transport ou de livraison en cours de processus d'octroi et de contrat. Tous les prix doivent tenir compte du devis technique exigé dans le cahier des charges.

3. Adjudication du contrat

Le contrat sera adjugé si la Ville donne suite à ce gré à gré, au soumissionnaire ayant présenté la plus basse soumission conforme. Les soumissionnaires sont tenus, sous peine de rejet, de soumettre un prix pour tous les articles demandés.

Le Directeur ou son représentant avise par écrit l'adjudicataire de l'octroi du contrat, soit par l'émission d'un bon de commande, soit par une lettre à cet effet.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

4. Pénalités applicables

Le Directeur pourra appliquer une pénalité à compter de la date prévue de livraison / d'exécution. **À moins d'une entente particulière entre le Directeur et l'entrepreneur, lorsque ce dernier** est en défaut d'exécuter ses travaux, la Ville peut demander un :

Dédommagement pour non-respect du cahier des charges

Lorsque l'adjudicataire contrevient aux exigences du présent contrat, le responsable de la Ville peut exiger et percevoir de l'adjudicataire à titre de dommages, une pénalité journalière de deux cent cinquante dollars (250 $) pour chaque violation de l'un des articles compris au présent contrat.

Dédommagement pour retard d'exécution

Dans l'éventualité où l'adjudicataire soit en défaut d'offrir le service requis, soit par retard, négligence ou par manque d'équipement, la Ville pourrait également appliquer une pénalité représentant deux cent cinquante dollars (250 $) par journée consécutive de retard. La Ville entend par défaut, le non-respect des délais d'exécution, des horaires et des règlements sur les différents sites de la Ville de Montréal.

La Ville pourra suppléer au défaut de l'adjudicataire en utilisant le personnel et l'outillage nécessaires à cette fin et percevoir les frais ainsi encourus et/ou tous les autres recours que la Ville jugera à propos.

Si le Directeur ne peut rejoindre le représentant responsable de l'adjudicataire, le Directeur peut, sans avis préalable, intervenir pour suppléer au défaut de l'entrepreneur, aux frais de ce dernier.

Chacune de ces pénalités est applicable automatiquement pour chaque jour ouvrable et sera retenue sur le versement qui suit le constat de l'offense.

5. Facturation

5.1 Adresse de facturation

Toutes les factures et les notes de crédit originales doivent parvenir à l'adresse suivante :

Service des finances
C.P. 4500, succ. B
Montréal QC H3B 4B5

L'adjudicataire doit envoyer une copie de chaque facture et note de crédit émise au responsable de l'arrondissement à l'adresse courriel suivante : **comptesapayer_mtlnord@ville.montreal.qc.ca**

5.2 Renseignements

Les factures adressées à la Ville doivent contenir les informations suivantes :

- la dénomination sociale de l'adjudicataire;
- le nom d'emprunt ou autre nom en vigueur applicable (s'il y a lieu);
- le numéro de la facture;
- le numéro du bon de commande;
- le numéro du bon de travail;
- l'adresse d'intervention ou d'exécution des travaux;
- la liste des pièces remplacées;
- le nom de l'acheteur;
- le prix unitaire et/ou le taux horaire inclus;
- l'identification de l'équipement;
- les numéros de TPS et TVQ.

6. Assurance - responsabilité civile

L'adjudicataire doit détenir une police d'assurance responsabilité civile conformément aux conditions ci-après :

a) La protection minimale pour la Ville, l'adjudicataire et ses sous-traitants est de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour chaque sinistre ou événement pour dommages causés :

   - à une personne;
   - à plus d'une personne;
   - à la propriété d'autrui ou à celle de la Ville.

b) La police d'assurance doit couvrir tous les travaux exécutés ou à exécuter en vertu du contrat.

c) La police d'assurance doit être maintenue en vigueur pour toute la durée du contrat. Advenant que la durée du contrat excédait le délai inscrit pour la période de validité de ladite police, l'adjudicataire devrait prendre toutes les dispositions requises pour son renouvellement de façon à maintenir la police en vigueur pendant le contrat.

Dès que l'adjudicataire est avisé que le contrat lui est adjugé, il doit fournir à la Ville dans les dix (10) jours suivant la réception de l'avis à cet effet, le formulaire « Avenant de responsabilité civile » dûment complété par l'assureur, et ce, avant d'amorcer l'exécution du contrat. Le formulaire vous sera transmis après la décision d'octroi de l'arrondissement ou vous pouvez fournir une preuve de votre assurance.

GRÉ À GRÉ GG20181005AB
Service de maintenance préventive et de réparation d'ascenseurs et de monte-charges pour l'arrondissement de Montréal-Nord

BORDEREAU DE PRIX (1)

MAINTENANCE PRÉVENTIVE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES				
ARTICLE	**ÉQUIPEMENTS et adresses**	**NOMBRE DE VISITES**	**PRIX UNITAIRE***	**MONTANT TOTAL**
1	Ascenseur intérieur de l'édifice de D.A.U.S.E au 11211, avenue Hébert	12	_____$	_____$
2	Ascenseur intérieur de l'Hôtel de Ville de l'arrondissement au 4243, rue de Charleroi	12	_____$	_____$
3	Ascenseur extérieur pour personnes handicapées de l'Hôtel de Ville de l'arrondissement au 4243, rue de Charleroi	12	_____$	_____$
4	Ascenseur intérieur de la Direction des travaux publics au 4250, rue de Charleroi	12	_____$	_____$
5	Monte-charge de la bibliothèque Charleroi au 4740, rue de Charleroi	12	_____$	_____$
6	Ascenseur extérieur pour personnes handicapées de la bibliothèque Charleroi au 4740, rue de Charleroi	12	_____$	_____$
7	Monte-charge du magasin municipal au 4244, rue de Charleroi	12	_____$	_____$
8	Ascenseur intérieur de la Bibliothèque Henri-Bourassa au 5400, boul. Henri-Bourassa	12	_____$	_____$
9	Ascenseur intérieur de la Maison culturelle et communautaire au 12004, boul. Rolland	12	_____$	_____$
10	Monte-charge de la Maison culturelle et communautaire au 12004, boul. Rolland	12	_____$	_____$
11	Fourniture d'un registre d'entretien pour chaque appareil valide pour 5 ans et approuvé par la RBQ	S.O.	S.O.	_____$
			SOUS-TOTAL 1 : MAINTENANCE PRÉVENTIVE	**==========$**

PRIX UNITAIRE * : Prix par visite de maintenance préventive, incluant les frais de transport (Tout inclus)

GRÉ À GRÉ GG20181005AB

Service de maintenance préventive et de réparation d'ascenseurs et de monte-charges pour l'arrondissement de Montréal-Nord

BORDEREAU DE PRIX (2)

MAIN-D'ŒUVRE POUR LES RÉPARATIONS DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES				
ARTICLE	**PÉRIODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉPARATION**	**NOMBRE D'HEURES***	**TAUX HORAIRE****	**MONTANT**
1	Travaux exécutés du lundi au vendredi, entre 6 h et 16h30, par un technicien compagnon	20	_____$	_____$
2	Travaux exécutés du lundi au vendredi, entre 6 h et 16h30, par une équipe composée d'un technicien compagnon et d'un technicien apprenti	10	_____$	_____$
3	Travaux exécutés du lundi au vendredi, entre 0 h et 6 h et entre 16h30 et 24 h, par un technicien compagnon	10	_____$	_____$
4	Travaux exécutés du lundi au vendredi, entre 0 h et 6 h et entre 16h30 et 24 h, par une équipe composée d'un technicien compagnon et d'un technicien apprenti	10	_____$	_____$
5	Travaux exécutés le samedi ou le dimanche, entre 0 h et 24 h, par un technicien compagnon	16	_____$	_____$
6	Travaux exécutés le samedi ou le dimanche, entre 0 h et 24 h, par une équipe composée d'un technicien compagnon et d'un technicien apprenti	8	_____$	_____$
			SOUS-TOTAL 2 : MAIN-D'ŒUVRE	**==========$**
			MONTANT TOTAL (1 et 2) AVANT TAXES (Somme des sous-totaux) * :	**========== $**
✶ Montant à reporter à la page SUIVANTE pour le calcul des taxes.				

*** Le nombre d'heures indiquées au bordereau de soumission est une évaluation pour le calcul de la soumission globale. L'arrondissement ne s'engage pas à faire effectuer cette quantité exacte d'heures. Les nombres d'heures peuvent être augmentés ou diminués selon les besoins de la Ville.**

**** Taux horaire : L'ensemble des frais inhérents est réputé inclus au prix (voir articles 2 des clauses administratives et 15.4 du devis technique).**

Description et sommaire de soumission	Montant
Service de maintenance préventive et de réparation des ascenseurs et des monte-charges pour l'arrondissement de Montréal-Nord, pour une période de 12 mois, conformément aux conditions indiquées au présent document et au devis.	
Montant total avant taxes :	_____ $
Taxe sur les produits et services 5 % :	_____ $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	_____ $
Montant total :	_____ **$**
Identification du soumissionnaire	

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : _____ Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous,
soussignés……
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

……
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone :		
	Télécopieur :		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

1. Sous-traitants (si applicable) :

_____

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

_____

Contribution

_____

Contribution

2. Numéro d'enregistrement :

Numéro d'enregistrement TPS : _____

Numéro d'enregistrement TVQ : _____

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : _____

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

3. Attestation de la CNESST :

Le soumissionnaire doit détenir un certificat d'enregistrement de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et sécurité du travail en règle.

Une copie de votre certificat valide doit être déposée avec la soumission.

Nº CNESST du soumissionnaire :

_____

4. Numéro d'enregistrement concernant la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) :

Numéro de RBQ : _____

Joindre une copie de votre licence.

5. Garantie :

La garantie minimale exigée par la Ville est d'un an pièces et mains-d'œuvre.

Veuillez spécifier la portée de votre garantie :

_____ pièces.

_____ mains-d'œuvre.

6. Informations sur le soumissionnaire :

Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants concernant :

La personne à contacter au sujet des appels de service 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 :

Nom : _____

Téléphone:_____

Courriel (sinon télécopieur) : _____

La personne à contacter pour les renseignements techniques :

Nom : _____

Téléphone:_____

Courriel (sinon télécopieur) : _____

La personne à contacter au sujet des demandes de réparations, de garanties :

Nom : _____

Téléphone:_____

Courriel (sinon télécopieur) : _____

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION

VEUILLEZ NOUS FAIRE PARVENIR LES DOCUMENTS DEMANDÉS À LA PAGE 6 AINSI QUE LES PAGES 3 À 7 DÛMENT REMPLIS À L'ADRESSE COURRIEL : anna.bezeau@ville.montreal.qc.ca

Heure et date limite pour recevoir votre offre : **11h am_19 novembre 2018**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1208224003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Division des opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont -La Petite-Patrie, pour un montant de 215 847,42 $, un contrat de services pour le marquage sur la chaussée, pour l'année 2020 et autoriser le directeur de la Direction des travaux publics à signer tous les documents nécessaires.

Il est recommandé :
QUE soit octroyé, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour un montant de 215 847,42 $, un contrat de services pour le marquage sur la chaussée, pour l'année 2020;

QUE soit autorisé le directeur de la Direction des travaux publics à signer tous les documents nécessaires;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-21 17:11

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208224003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Division des opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour un montant de 215 847,42 $, un contrat de services pour le marquage sur la chaussée, pour l'année 2020 et autoriser le directeur de la Direction des travaux publics à signer tous les documents nécessaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le marquage sur la chaussée consiste à sécuriser la circulation des différents usagers de la voie publique afin de créer des environnements sécuritaires pour le transport actif et pour l'ensemble des citoyens.
La réalisation de l'activité par le biais des employés cols bleus de l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie permet de faciliter la mise en oeuvre du plan local de déplacement.

Le marquage débutera par les lignes axiales du réseau cyclable et les passages écoliers. Par la suite, les passages de piétons, les lignes d'arrêt, les lignes axiales et les flèches seront marqués.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA19 10 111, adoptée par le conseil d'arrondissement le 18 mars 2019, autorisant la dépense de 224 087,33 $, à l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour des travaux de marquage sur la chaussée, pour l'année 2019. (Voir le dossier décisionnel 1193602004).
Résolution CA18 10 072, adoptée par le conseil d'arrondissement le 13 mars 2018, autorisant la dépense de 221 019,82 $, à l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, pour des travaux de marquage sur la chaussée, pour l'année 2018. (Voir le dossier décisionnel 1183602001).

DESCRIPTION

Les travaux de marquage sur la chaussée seront réalisés dès la mi-avril 2020, selon le plan révisé de 2019 transmis par la Division des études techniques de l'arrondissement de Montréal-Nord.
Les éléments de marquage ci-après font partie maintenant du marquage régulier :

- 14,47 kilomètres d'axiales cyclables
- 755 symboles cyclables
- 150 traverses piétonnières
- 630 lignes d'arrêt
- 431 passages piétons
- 4 dos d'âne
- 10 pictogrammes (symboles écoliers)
- 103 kilomètres de lignes axiales
- 316 flèches
- 14 boîtes de jonction

L'offre de service est jointe au présent dossier décisionnel.

JUSTIFICATION

Les employés de l'arrondissement de Montréal-Nord effectuent le marquage des stationnements publics de Montréal-Nord à une fréquence bi-annuelle. Cette équipe n'est composée que de deux (2) employés. À cet effet, l'arrondissement de Montréal-Nord ne dispose pas d'effectifs et l'outillage requis pour faire du marquage sur la chaussée à grande échelle.
La Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Rosemont- La Petite-Patrie détient une technologie de pointe et des employés spécialisés dans ce domaine.

De plus, la Charte de la Ville permet à un arrondissement d'offrir à un autre arrondissement un service relevant de sa compétence. Le but du présent dossier et d'accepter cette offre de services.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour 2019 était de 224 087,33 $.

La dépense de 2020, estimée au coût de 215 847,42 $, sera financée par le budget de fonctionnement. Ce qui génère une économie de 8 239,91 $ ou une diminution de coût de 3,68 % par rapport à 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La peinture à base de latex (eau) sera utilisée pour le marquage. L'utilisation de peinture à base d'huile a été prohibée depuis quelques années.
Du 15 avril au 15 octobre, nous utilisons de la peinture Low COV, à faible émission de volatile. Elle est autorisée et utilisée par le ministère des transports (MTQ) et le ministère de l'Environnement. Pour ce qui est du camion axial, nous utiliserons de la peinture à l'eau (Latex).
Du 16 octobre au 14 avril, la peinture alkyde est autorisée par le MTQ et le ministère de l'Environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sécuriser les utilisateurs qui empruntent les voies de circulation de l'arrondissement de Montréal-Nord.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications de l'arrondissement de Montréal-Nord informera les publics des échéanciers prévus pour la réalisation du marquage sur la chaussée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la saison : 15 avril 2020
Fin de la saison : 15 octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec l'article 85.1 de la charte de la Villle de Montréal (L.R.Q. cC-11.4).
À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Daniel ROBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel BUSSIÈRES, Montréal-Nord

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre THOUIN
Chef de division - Voirie-aqueduc

Tél : 514 328-4000 x4106
Télécop. : 514 328-4287

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-05

Gilbert BÉDARD
Directeur

Tél : 514 328-4000 poste 4105
Télécop. : 514 328-4287

ESTIMATION - 2020.ET.00038

Événement :	Début :	
MARQUAGE DE LA CHAUSSÉE	Fin :	

Arrondissement	Localisation
Montréal-Nord	DIVERS ENDROITS.
Contremaître	

No Dossier Client :	

Complété le :		Transmis à la facturation le :	06-févr.-2020

Catégorie	Autres	Nature	Marques sur chaussée

Description	Remarque
SERVICE DE MARQUAGE SUR LA CHAUSSÉE.	Pour les budgets de fonctionnement notre numéro d'objet est le : 54507 et le sous objet est le : 010482 pour les travaux éclairages ou feux circulation Pour les budgets de fonctionnement notre numéro d'objet est le : 54507 et le sous objet est le : 010477 pour les travaux marquages ou signalisation écrite. Pour les budgets de PTI, veuillez ne pas inscrire de sous-objet S'il y a des questions d'ordre financier, contactez Marie-Josée Labossière au 514 872-1280.

Rémunération :		106 027,59 $
Avantage acc. global :	0,0000%	0,00 $
Avantage acc. temps simple :	35,1000%	37 215,68 $
Avantage acc. temps et demi :	4,3000%	0,00 $
Avantage acc. temps double :	4,3000%	0,00 $
Véhicule et Outillage :		8 756,00 $
Matériaux et Fournitures :		63 848,15 $

Sous total		215 847,42 $
Administration :	0,00%	0,00 $
Total avant TPS/TVQ :		215 847,42 $
TPS :	0,00%	0,00 $
TVQ :	0,00%	0,00 $
Total Avec TPS/TVQ :		215 847,42 $

Total à réclamer	**215 847,42 $**

ESTIMATION - 2020.ET.00038

Détail

Matériaux

Code	Libellé	Prix unitaire / Taux horaire			Quantité	Montant
		De base	Coéf Ajust.	Ajusté		
LOW COV	PEINTURE ALKYDE À FAIBLE ÉMISSION DE COV	3,59 $	1,00	3,59 $	17785,00	63 848,15 $
Sous-total ajustement au prix unitaire ou au taux horaire : Pas de multiplicateur						*63 848,15 $*
Sous-total Matériaux						**63 848,15 $**

Personnel

Code	Libellé	Prix unitaire / Taux horaire			Quantité	Montant
		De base	Coéf Ajust.	Ajusté		
003	CONTREMAÎTRE GROUPE 3	45,37 $	1,00	45,37 $	20,00	907,40 $
011	AGENT TECHNIQUE	39,54 $	1,00	39,54 $	55,00	2 174,70 $
241	MÉCANICIEN	30,03 $	1,00	30,03 $	20,00	600,60 $
372	390372	28,48 $	1,00	28,48 $	144,00	4 101,12 $
438	catégorie d' employé	27,97 $	1,00	27,97 $	2959,00	82 763,23 $
502	410502	29,50 $	1,00	29,50 $	247,00	7 286,50 $
599	380599	29,01 $	1,00	29,01 $	282,00	8 180,82 $
AGENT	AGENT DE BUREAU	26,43 $	1,00	26,43 $	0,50	13,22 $
Sous-total ajustement au prix unitaire ou au taux horaire : Temps simple						*106 027,59 $*
Sous-total Personnel						**106 027,59 $**

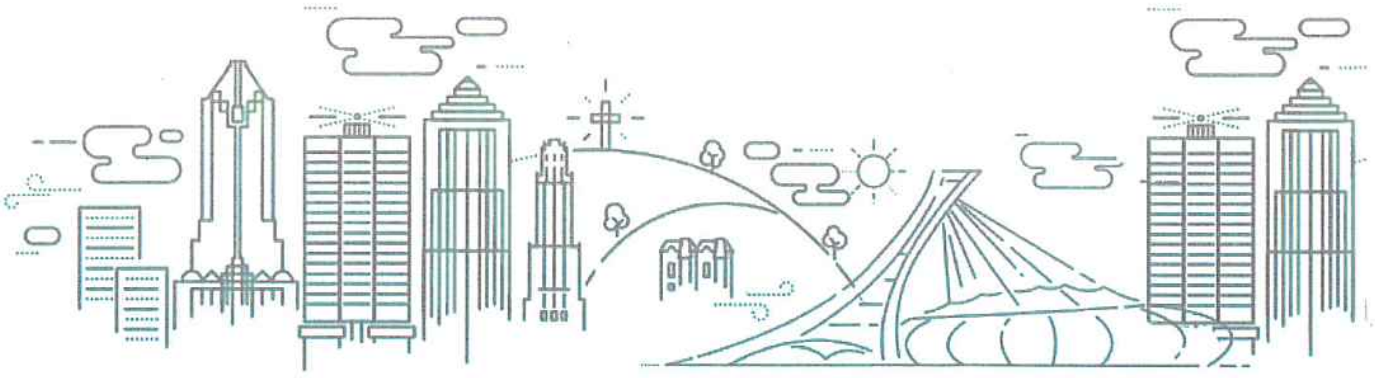
Véhicule

Code	Libellé	Prix unitaire / Taux horaire			Quantité	Montant
		De base	Coéf Ajust.	Ajusté		
801	TRACEUSE DE LIGNE MOTORISÉE	11,00 $	1,00	11,00 $	796,00	8 756,00 $
Sous-total ajustement au prix unitaire ou au taux horaire : Pas de multiplicateur						*8 756,00 $*
Sous-total Véhicule						**8 756,00 $**

Total ESTIMATION - 2020.ET.00038 (Clef : 21074)	**178 631,74 $**

Montréal-Nord

Montréal



Offre de service de marquage - 2020

Arrondissement	**Montréal-Nord**
Date	23 janvier 2020
Direction	Rachel Laperrière, Directrice d'arrondissement
Répondants	Pierre Thouin , Chef de division voirie

Entretien du marquage existant Globale

Type de marquage	Quantité
Prioritaire	
Passages piétons	432
Lignes d'arrêt	630
Blocs écoliers	153
Dos-d'âne	4
Lignes axiales (km)	103
Axiale cyclable (km)	14,47
Non prioritaire	
Flèches	316
Vélos	539
Kits	155
Autres symboles cyclables	28
Pictogramme	10
Boîtes de jonction	14

Réalisation du marquage pour la saison 2019

Voici les dates auxquelles le marquage a été complété dans votre arrondissement selon le type de marquage

Ouverture du réseau cyclable	11 mai 2019
Passages piétons, lignes d'arrêt, blocs écoliers, dos d'âne	9 juillet 2019
Ligne axiale, 30 mètres	2 août 2019
Symboles cyclable	27 juillet 2019
Flèches de direction	19 août 2019
Boîtes de jonction	12 août 2019

Modification de marquage pour la saison 2020

Voici la description des éléments de marquage qui ont été modifiés ou ajoutés en 2019 et qui font maintenant partie du marquage régulier :

- 4 passages piétons en moins;
- 5 lignes d'arrêt en moins;
- 9 flèches de direction en moins;
- 1,40 kilomètres de piste cyclable;
- 29 symboles de pistes cyclables de plus.

Engagements de la Division EESM pour la saison 2020

La Division EESM sera en mesure de :

- respecter les échéanciers mentionnés ci-après;
- faire une passe de marquage pour tous les symboles et lignes axiales;

- poursuivre l'amélioration de nos opérations afin de réaliser vos projets de nouvelles demandes de marquage (travaux facturables) dans les meilleurs délais;
- fournir les plans de marquage lors de la rencontre des répondants;
- maintenir une proximité accrue par la mise en place d'équipes de marquage et de contremaîtres consacrés par arrondissement.

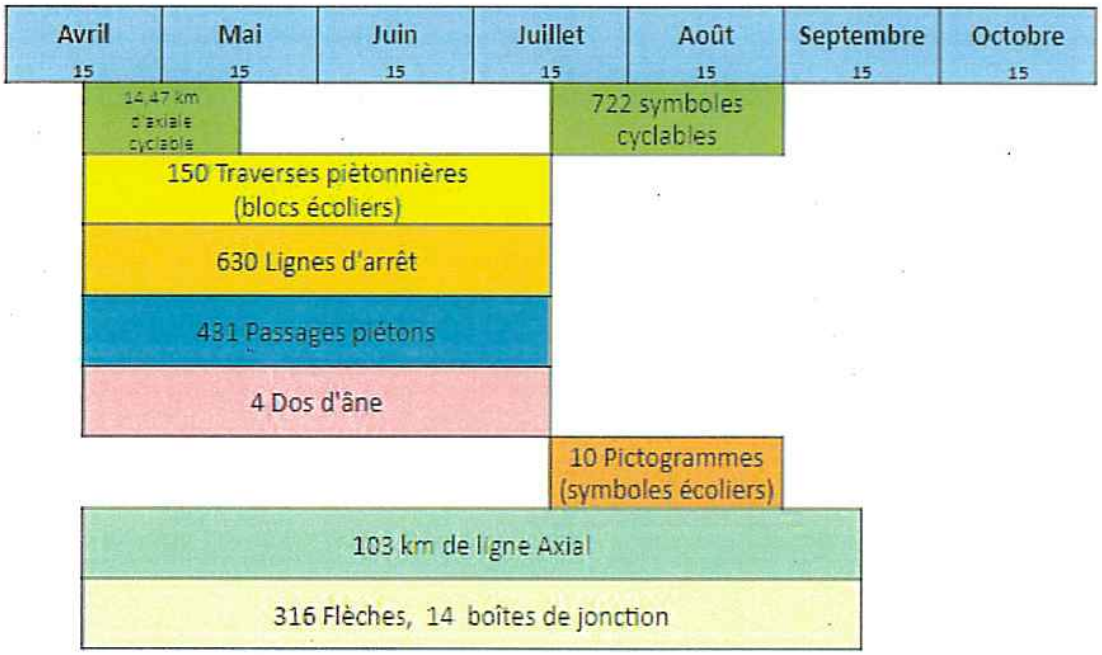
Calendrier d'exécution

- La date précise du début de la saison (mi-avril) dépend des conditions météorologiques et sera communiquée aux répondants en avril 2020.

- La date précise de la fin de la saison (mi-octobre) dépend d'une part des conditions météorologiques et d'autre part de la capacité de production de la Division EESM en fonction des nouvelles demandes reçues pendant la saison. Cette date sera confirmée aux répondants, lorsqu'elle sera connue.

- Dans votre arrondissement, les travaux standards seront exécutés du vendredi au dimanche de nuit.

CALENDRIER DES ACTIVITÉS 2020
Montréal-Nord



Nouveauté pour la saison 2020

- Nous desservons maintenant 14 arrondissements;
- Nos opérations sont étendues à 7 jours et 7 nuits par semaine;
- L'équipe de marquage sera composée de 8 CM et 124 CB;
- Nous offrons dorénavant l'implantation et l'entretien des SAS Vélo. Pour se faire nous utilisons du MMAX (durabilité de +/- 3 ans);
- Nous effectuerons le marquage suite au projet de réfection routière émanant *du service des infrastructures du réseau routier.*

Délais de traitement des nouvelles demandes de marquage

- Les délais débutent au moment de la réception de l'imputation budgétaire;
- Le niveau de priorisation (1, 2 ou 3) est déterminé par la Division EESM en collaboration avec le demandeur;
- La Division EESM communiquera au demandeur des échéanciers prévus pour l'exécution de la demande;
- Tout changement dans la planification de l'exécution des travaux sera communiqué au demandeur.

Niveau de priorité de la demande	Délai
1- Urgent – impact immédiat sur la sécurité des usagers	Exécuté dans les 48 h
2- Projet avec un délai déterminé	Sera réalisé selon l'échéance convenue lors de la soumission
3- Non urgent	Réalisation en concomitance avec nos parcours réguliers

Exclusions de l'offre de service de la Division EESM

- Pas de réalisation de plans de marquage pour les nouveaux projets. La réalisation de ces plans est une responsabilité des arrondissements demandeurs.

Plan de communication pour la saison 2020

- Envoi du plan d'exécution du marquage pour le nettoyage des pistes cyclables (balais);
- Communication sur la date du début de la saison (avril 2020);
- Envoi hebdomadaire du statut d'avancement pour tous les types de marquage;
- Communication sur la date de fin de la saison (octobre 2020);
- Communication sur la date limite pour soumettre de nouvelles demandes (automne);
- Communications ponctuelles au besoin.

Responsabilités des arrondissements

- Effectuer le nettoyage des pistes cyclables dans les délais qui seront fixés et communiqués par la Division EESM au début de la saison de marquage;
- Communiquer toute entrave (travaux) au marquage à la Division EESM dans les meilleurs délais;
- Fournir des plans précis lors de nouvelles demandes de marquage;
- S'assurer de remplir la liste de vérification des nouvelles demandes de marquage (celle-ci sera communiquée et expliquée lors de la rencontre des répondants).

Votre équipe

Agent technique :	Khalil Radwan
Agent de bureau :	Guylaine Gouin
Votre contremaître:	Josée Parenteau (vendredi, samedi et dimanche)
Chef de section :	Éric Truchon

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1205190001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division culture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, l'offre de service de la Ville de Montréal afin de mandater la direction du Service de la culture pour octroyer un contrat de services professionnels à La Vitrine culturelle concernant des services de billetterie pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 à 11 lieux de diffusion du réseau Accès culture, dont la Maison culturelle et communautaire de l'arrondissement de Montréal-Nord et autoriser une dépense de 4 071 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
QUE soit acceptée en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, l'offre de service de la Ville de Montréal afin de mandater la direction du Service de la culture pour octroyer un contrat de services professionnels à La Vitrine culturelle concernant des services de billetterie pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 à 11 lieux de diffusion du réseau Accès culture, dont la Maison culturelle et communautaire de l'arrondissement de Montréal-Nord;

QUE soit autorisée une dépense de 4 071 $, taxes incluses;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-25 13:25

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205190001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division culture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, l'offre de service de la Ville de Montréal afin de mandater la direction du Service de la culture pour octroyer un contrat de services professionnels à La Vitrine culturelle concernant des services de billetterie pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 à 11 lieux de diffusion du réseau Accès culture, dont la Maison culturelle et communautaire de l'arrondissement de Montréal-Nord et autoriser une dépense de 4 071 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le site accesculture.com regroupe l'ensemble de l'offre culturelle présentée par les lieux de diffusion culturelle municipale montréalais (maisons de la culture, centres culturels, etc). Ce site internet existe depuis 2010 et fonctionne avec une technologie développée par La Vitrine culturelle.
Les diffuseurs municipaux, regroupés au sein du réseau Accès culture, effectuent la vente et la distribution de laissez-passer pour les spectacles présentés dans leur lieu via le site accesculture.com. Plusieurs services de billetteries différents sont utilisés par les membres du réseau, dont celui proposé par La Vitrine.

Jusqu'à l'été 2018, le système de billetterie offert par le biais de la technologie développée par La Vitrine culturelle était gratuit. En raison de nombreux problèmes technologiques, La Vitrine a dû migrer les 11 lieux de diffusion du réseau Accès culture qui utilisaient ce système vers une autre plateforme de billetterie tout en continuant d'assurer la programmation des activités et la gestion de cette nouvelle plateforme transactionnelle. Cette migration a entraîné certains frais qui ont été assumés par la Vitrine en 2018, puis par le Service de la culture en 2019, afin de ne pas occasionner de bris de service.

La Vitrine ayant annoncé sa volonté de cesser complètement ses activités de billetterie en 2020, le Service de la culture a tout de même convenu avec l'organisme qu'il prolonge l'offre de services de billetterie de cette nouvelle plateforme au réseau Accès culture jusqu'au 31 décembre 2020, en attendant qu'un appel d'offres global soit réalisé au cours de l'année pour octroyer un nouveau contrat de billetterie commune pour le réseau.

Dans un souci d'efficacité administrative, une entente qui regroupe l'ensemble des arrondissements concernés a été négociée par le Service de la culture avec La Vitrine pour ces services de billetterie. Cependant, à compter de 2020, les frais occasionnés devront être assumés par les lieux de diffusion qui les utilisent afin d'être équitable envers tous les autres arrondissements qui assument déjà leur frais de billetterie via d'autres services.

Les 11 lieux de diffusion du réseau Accès culture concernés relèvent de 7 arrondissements ainsi que du Service de la culture :

ARRONDISSEMENTS	**LIEU DE DIFFUSION**
Arrondissement Anjou	
Arrondissement Ahuntsic – Cartierville	Maison de la culture Ahuntsic - Cartierville
Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-De-Grâce	Maison de la culture Côte-des-Neiges
	Maison de la culture Notre-Dame-de-Grâce
	Centre culturel Notre-Dame-de-Grâce
Arrondissement du Plateau-Mont-Royal	Maison de la culture du Plateau Mont-Royal
Arrondissement de Montréal-Nord	Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord
Arrondissement Rosemont-La Petite Patrie	Maison de la culture Rosemont-Petite Patrie
Arrondissement Villeray-St-Michel-Parc-Extension	Maison de la culture Villeray St-Michel-Parc Extension
	Salle de diffusion Parc-Extension
Service de la culture :	Chapelle historique du Bon Pasteur

Il est à noter que les services offerts par La Vitrine à la Ville de Montréal quant à l'utilisation de son logiciel par le site du réseau Accès culture concernant les fonctionnalités autres que la billetterie (hébergement, support, maintenance, etc) font l'objet d'un contrat indépendant des présentes. Les coûts associés à ces services pour un total de 16 958 $ toutes taxes incluses seront assumés entièrement par le Service de la culture pour l'année 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

L'arrondissement de Montréal-Nord souhaite mandater le Service de la culture pour conclure une entente unique entre La Vitrine et tous les arrondissements concernés pour poursuivre les services de billetterie offerts au réseau Accès culture jusqu'au 31 décembre 2020.
Les services de billetterie offerts comprennent :

1. Le maintien d'une licence dédiée et d'une plateforme de billetterie transactionnelle jusqu'au 31 décembre 2020.

2. La programmation des activités dans la plateforme de billetterie

3 La gestion de la billetterie et le support pour la durée de l'entente

JUSTIFICATION

En vertu de la Charte, la Ville centre ne peut négocier des ententes liées à l'organisation des loisirs sportifs et socioculturels relevant des compétences des arrondissements. En conséquence, s'il désire bénéficier de services négociés par la ville centre, l'arrondissement doit accepter l'offre de services par résolution de son conseil d'arrondissement et mandater la direction associée, soit le Service de la culture.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'entente est convenue pour une période de un an, soit du 1er janvier au 31 décembre 2020 pour un somme totale maximale de 44 783 $ taxes incluses (38 950 $ avant taxes, 40 893 $ après remise).

Pour chaque lieu de diffusion, les services offerts représentent un montant de 4 071 $ toutes taxes incluses (3 541 $ avant taxes, 3 718 $ après remise).

Arrondissement	Nombre de lieux de diffusion	Montant total en 2020 (avant taxes	Montant total (après taxes)	Montant total (après remise)
Ahuntsic	1	3 541 $	4 071 $	3 718 $
Anjou	1	3 541 $	4 071 $	3 718 $
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	3	10 623 $	12 213 $	11 153 $
Chapelle du Bon-Pasteur (Service de la culture)	1	3 541 $	4 071 $	3 718 $
Plateau	1	3 541 $	4 071 $	3 718 $
Montréal-Nord	1	3 541 $	4 071 $	3 718 $
Rosemont	1	3 541 $	4 071 $	3 718 $
Villeray	2	7 082 $	8 142 $	7 435 $
Total	11	38 950 $	44 783 $	40 893 $

L’arrondissement de Montréal-Nord possédant 1 lieu de diffusion bénéficiant de ces services, le montant total s’élève à 4071.26 $ toutes taxes incluses (3541.00 $ avant taxes, 3717.61 $ après remise).

La dépense d'un montant de 3 718$ net de ristourne sera financée par le budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la présente, l’arrondissement s’assure de maintenir sans interruption les services de billetterie en ligne offerts aux citoyens concernant les activités de la Maison culturelle et communautaire de l'arrondissement de Montréal-Nord.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2020 : Signature de l’entente avec La Vitrine
Avril 2020 : Facturation des quotes-parts de chaque arrondissement par la Ville centre
Avril 2020 : Paiement des quotes-parts de chaque arrondissement par le Service de la culture

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4)

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Daniel ROBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Agnès GUICHARD
Chef de division culture et événements

Tél : 514 328-4000, poste 5615
Télécop. : 514 328-5644

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Claudel TOUSSAINT
Directeur

Tél : 514 328-4000
Télécop. : 514 328-4064

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1204988001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder des contributions financières totalisant la somme de 1 531 563,63 $ pour les années 2020, 2021 et 2022, la contribution de l'année 2020 totalisant 504 321,21 $ se répartie aux organismes suivants : 105 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour les projets Aspirants-animateurs (40 000 $), Travail alternatif payé à la journée - TAPAJ (40 000 $) et Milieu de vie (25 000 $), 100 015 $ aux Fourchettes de l'Espoir pour les projets Ma première expérience de travail (85 000 $) et École culinaire Les petits chefs (15 015 $), 63 937,21 $ à l'Institut Pacifique pour les projets Activités éducatives pour les enfants de 5 à 12 ans de l'Institut Pacifique (43 093 $) et Temps libre été (20 844,21 $), 62 500 $ à La musique aux enfants pour le projet La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au coeur de Montréal-Nord, 41 769 $ au Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord pour le projet Psychomotricité, 38 000 $ à Un itinéraire pour tous pour le projet Mentorat pour la réussite scolaire, 35 600 $ à Coup pouce jeunesse de Montréal-Nord pour le projet Place à l'entraide, 33 663 $ à la Coopérative de solidarité multisports plus pour le projet Certification et engagement jeunesse, 13 837 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet Mon samedi y'a pas de parents !, 10 000 $ au YMCA du Québec pour le projet Alternative à la suspension, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre d'un budget issu de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville -MTESS 2018-2023, d'un budget issu de la Politique de l'enfant de Montréal et d'un budget issu de l'arrondissement dédié à Priorité Jeunesse et approuver les projets de convention à cet effet.

Il est recommandé :

QUE pour obtenir leur financement, les organismes mentionnés en objet disposent d'un

délai maximal de 45 jours suivant la séance du conseil d'arrondissement du 2 mars 2020, donc d'ici le 16 avril 2020, pour fournir tous les documents demandés par l'arrondissement ainsi que faire les ajustements nécessaires à leur demande de subvention dans le système Gestion de suivi des subventions (GSS);

QUE le premier paiement de l'année 2020 soit versé dans un délai de 30 jours ouvrables lorsque tous les documents demandés seront reçus et approuvés par le responsable et qu'à défaut de soumettre les documents demandés et de faire les ajustements demandés dans les délais requis, la convention soit résiliée de plein droit, sans autre avis ni délai;

QUE les versements aux organismes pour les années 2021-2022 et 2022-2023 soient tributaires des résultats obtenus lors des années subséquentes et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement;

QUE soient accordées des contributions financières totalisant la somme de 1 531 563,63 $ pour les années 2020, 2021 et 2020, la contribution de l'année 2020 totalise 504 321,21 $ et se répartie aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué, dans le cadre de la reconduction de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023);

QUE soit accordée une contribution financière de 40 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour le projet «Aspirant-animateur»;

QUE soit accordée une contribution financière de 40 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour le projet «Travail alternatif à la journée- TAPAJ»;

QUE soit accordée une contribution financière de 25 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour le projet «Milieu de vie»;

QUE soit accordée une contribution financière de 85 000 $ aux Fourchettes de l'Espoir pour le projet «Ma première expérience de travail»;

QUE soit accordée une contribution financière de 15 015 $ aux Fourchettes de l'Espoir pour le projet «École culinaire Les petits chefs»;

QUE soit accordée une contribution financière de 43 093 $ à Institut Pacifique pour le projet «Activités éducatives pour les enfants de 5 à 12 ans de l'Institut Pacifique»;

QUE soit accordée une contribution financière de 20 844,21 $ à Institut Pacifique pour le projet «Temps libre été»;

QUE soit accordée une contribution financière de 62 500 $ à La musique aux enfants pour le projet «La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au coeur de Montréal-Nord»;

QUE soit accordée une contribution financière de 41 769 $ au Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord pour le projet «Psychomotricité»;

QUE soit accordée une contribution financière de 38 000 $ à Un itinéraire pour tous pour le projet «Mentorat pour la réussite scolaire»;

QUE soit accordée une contribution financière de 35 600 $ à Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord pour le projet «Place à l'entraide»;

Que soit accordée une contribution financière de 33 663 $ à Coopérative de solidarité multisports plus pour le projet »Certification et engagement jeunesse»;

QUE soit accordée une contribution financière de 13 837 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet «Mon samedi y'a pas de parents»;

QUE soit accordée une contribution financière de 10 000 $ au YMCA du Québec pour le projet «Alternative à la suspension»;

QUE soient approuvés les 14 projets de convention entre l'arrondissement de Montréal-Nord et les organismes;

ET QUE ces dépenses soient imputées conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par **Le**

Signataire : _____

Claire VASSART
Directrice
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

PROJET

IDENTIFICATION

Dossier # :1204988001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder des contributions financières totalisant la somme de 1 531 563,63 $ pour les années 2020, 2021 et 2022, la contribution de l'année 2020 totalisant 504 321,21 $ se répartie aux organismes suivants : 105 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour les projets Aspirants-animateurs (40 000 $), Travail alternatif payé à la journée - TAPAJ (40 000 $) et Milieu de vie (25 000 $), 100 015 $ aux Fourchettes de l'Espoir pour les projets Ma première expérience de travail (85 000 $) et École culinaire Les petits chefs (15 015 $), 63 937,21 $ à l'Institut Pacifique pour les projets Activités éducatives pour les enfants de 5 à 12 ans de l'Institut Pacifique (43 093 $) et Temps libre été (20 844,21 $), 62 500 $ à La musique aux enfants pour le projet La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au coeur de Montréal-Nord, 41 769 $ au Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord pour le projet Psychomotricité, 38 000 $ à Un itinéraire pour tous pour le projet Mentorat pour la réussite scolaire, 35 600 $ à Coup pouce jeunesse de Montréal-Nord pour le projet Place à l'entraide, 33 663 $ à la Coopérative de solidarité multisports plus pour le projet Certification et engagement jeunesse, 13 837 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet Mon samedi y'a pas de parents !, 10 000 $ au YMCA du Québec pour le projet Alternative à la suspension, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre d'un budget issu de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville -MTESS 2018-2023, d'un budget issu de la Politique de l'enfant de Montréal et d'un budget issu de l'arrondissement dédié à Priorité Jeunesse et approuver les projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et vise à

soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets.

Afin d'encadrer la gestion de ce Fonds, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal concluent, pour des périodes déterminées, des Ententes administratives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au titre des Alliances pour la solidarité.

Ainsi, une nouvelle Entente administrative a été signée en 2018 à la suite de l'adoption en 2017 du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Celle-ci, d'une durée de cinq ans et d'une somme de 44,75 M $, couvre la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023. L'enveloppe annuelle confiée à la Ville est de 10 M $.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette Entente doivent répondre notamment aux critères suivants :

· S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement;
· Soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
· Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,
· Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

Le 3 décembre 2019, le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord adoptait son nouveau *Cadre de référence Programmes d'aide financière et ententes de partenariat avec les organismes à but non lucratif.* Ce document vise à présenter les objectifs ainsi que la vision qui sous-tend une nouvelle façon de faire de l'arrondissement. Celui-ci permettra à l'administration municipale :

· d'avoir une approche équitable et transparente auprès des organismes partenaires de l'arrondissement lors des appels de projets ou la définition d'ententes de partenariat visant à octroyer des contributions financières en vue de réaliser des projets ou encore des contrats de service;
· d'assurer une gestion des fonds publics de manière efficace et efficiente, axée sur l'atteinte de résultats mesurables;
· de mieux reconnaître la mission, l'expertise et l'offre de services des organismes partenaires basée notamment sur leur connaissance du milieu;
· d'encourager l'innovation sociale et l'émergence d'initiatives inédites;

- dans la mesure où les programmes de financement le permettent, accorder un soutien financier sur une base triennale et sous réserve de la disponibilité des fonds.

Le même jour, l'arrondissement lançait un appel de projets dans le cadre de son Plan d'action collectif de Montréal-Nord-Priorité Jeunesse 2017-2027 couvrant les trois axes suivants :

Axe 1 : la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative;
Axe 2 : le développement des talents, l'employabilité et l'entrepreneuriat;
Axe 3 : le vivre ensemble.

Cette démarche de Priorité Jeunesse, mise en oeuvre par la communauté nord-montréalaise, se veut systémique afin de réduire les écarts alarmants entre les conditions socio-économiques des jeunes de 0 à 29 ans de Montréal-Nord et ceux de Montréal. À titre d'exemple, selon le Portrait de la population de l'arrondissement de Montréal-Nord réalisé le 14 septembre 2018, à la demande de l'arrondissement :

- Le revenu moyen après impôt des ménages dans l'arrondissement de Montréal-Nord (45 606 $) est inférieur à celui de la ville de Montréal (56 694 $) et à celui de l'agglomération de Montréal (61 682 $).
- Les femmes sont les plus désavantagées en ce qui concerne le revenu. Dans le quartier Est, qui montre la situation la plus critique à cet égard, 48% des femmes ont déclaré un revenu inférieur à 20 000 $.
- Le taux de familles monoparentales est également plus élevé à Montréal-Nord (30,3 %) qu'à Montréal (21,4 %) ou dans l'agglomération de Montréal (20,6 %). Ces familles ont à leur tête une femme dans 83,5 % des cas.
- Au plan de la scolarité, le pourcentage de la population ayant entre 25 et 65 ans n'ayant aucun certificat est bien plus élevé pour l'arrondissement de Montréal-Nord (24 %) que pour la ville de Montréal (11 %) et l'agglomération (11 %). Le niveau de scolarité est particulièrement faible dans le secteur Nord-Est avec 34 % de la population n'ayant aucun certificat.

À la clôture de l'appel de projets soit le 27 janvier 2020, 24 organismes de Montréal-Nord ont déposé un total de 34 projets. Les 4 et 5 février 2020, un comité multipartite d'analyse des projets composé de représentants issus de la Ville de Montréal, du Centre local d'emploi de Montréal-Nord, du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal, du Réseau réussite Montréal, de l'école Amos de Montréal-Nord, du Conseil jeunesse de Montréal-Nord et de la Division des bibliothèques de Montréal-Nord s'est réuni pour analyser les projets et faire des recommandations. Parmi les 34 projets, **20** ont été recommandés pour approbation auprès du Comité de pilotage de Priorité Jeunesse et par la suite, pour décision, auprès du Comité des élu.es et de la haute direction. Pour ce sommaire décisionnel, 14 projets sur les 20 recommandés font l'objet d'une demande de subvention.

L'arrondissement s'engage à financer ces 14 projets sur une période de 3 ans (2020-2021, 2021-2022, 2022-2023) sous réserve de la disponibilité des fonds pour les années 2021-2022 et 2022-2023 et sous réserve des résultats obtenus pour les années 2020-2021 et 2021-2022.

Le présent sommaire vise à faire approuver par le conseil d'arrondissement l'octroi d'une contribution financière pour l'année 2020 totalisant la somme **504 321,21 $** aux organismes mentionnés à l'objet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ville de Montréal

CG19 0325 du 20 juin 2019 - Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées.

CG18 0440 du 23 août 2018 - Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de

Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 44,75 M$ pour cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023.

CG18 0372 du 21 juin 2018- Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018.

CG17 0195 du 18 mai 2017- Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal (CG16 0194) afin de prolonger de six mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 4,5 M$ pour la période du 1er avril 2017 au 30 septembre 2017.

CG16 0194 du 24 mars 2016- Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité, entre le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger d'un an ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 9 M$ pour la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017

Arrondissement de Montréal-Nord

CA19 10 550 du 18 décembre 2019 - Accorder une contribution financière totale de 44 979 $, soit 6 250 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet « Comprendre mon ado », 15 200 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet « Accès 0-5 ans », 14 229 $ à Évolu-Jeunes 19-30 ans pour le projet « Voie d'accès », 9 300 $ à la Coopérative de solidarité multisports plus pour le projet « Certification et engagement jeunesse Montréal-Nord » dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et financé par le budget 2020 de l'arrondissement, pour une période de transition du 1er janvier au 31 mars 2021 et approuver les projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

CA19 10 488 du 3 décembre 2019 - Adopter le nouveau Cadre de référence en gestion des programmes d'aide financière aux organismes à but non lucratif 2020-2025 de l'arrondissement de Montréal-Nord.

CA19 10 156 du 8 avril 2019 - Accorder une contribution financière totale de 104 777 $ aux organismes suivants : 68 777 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet « Accès 0-5 ans », 36 000 $ à la Coopérative de solidarité multisports pour le projet « Certification et engagement jeunesse Montréal-Nord » et approuver les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes le tout dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal et de l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des Alliances pour la solidarité (MTESS/Ville 2018-2023) et du programme Priorité Jeunesse.

CA19 10 042 du 18 février 2019 - Accorder une contribution financière totale de 397 200 $ aux organismes suivants: 80 000 $ aux Fourchettes de l'Espoir pour le projet « Ma première expérience de travail », 40 000 $ à Rond-Point jeunesse au travail (Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé) pour le projet « École d'été », 40 000 $ à l'Association de

Place Normandie pour le projet « Parle avec ton rythme », 35 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour le projet « Aspirant-animateur », 35 000 $ à Coup de pouce jeunesse pour le projet « Place à l'entraide », 30 000 $ au Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord pour le projet « Bougez, jouez et communiquez au rythme de votre enfant », 30 000 $ à Café-Jeunesse Multiculturel pour le projet « Osez au féminin », 40 000 $ à Café-Jeunesse Multiculturel pour le projet « Travail de proximité », 25 000 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet « Comprendre mon ado », 25 000 $ à Un itinéraire pour tous pour le projet « Mentorat pour la réussite scolaire », 17 200 $ aux Productions Qu'en dit Raton ? pour le projet « Médiation culturelle » et approuver les projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

CA18 10 118 du 9 avril 2018 - Accorder une contribution financière totale de 397 200 $ aux organismes suivants: 80 000 $ aux Fourchettes de l'Espoir pour le projet «Ma première expérience de travail», 40 000 $ à Rond-Point jeunesse au travail (Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé) pour le projet «École d'été», 40 000 $ à l'Association de Place Normandie pour le projet «Parle avec ton rythme», 35 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour le projet «Aspirant-animateur», 35 000 $ à Coup de pouce jeunesse pour le projet «Place à l'entraide», 30 000 $ au Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord pour le projet «Bougez, jouez et communiquez au rythme de votre enfant», 30 000 $ à Café-Jeunesse Multiculturel pour le projet «Osez au féminin», 27 500 $ à Café-Jeunesse Multiculturel pour le projet «Travail de proximité», 25 000 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet «Comprendre mon ado», 25 000 $ à Un itinéraire pour tous pour le projet «Mentorat pour la réussite scolaire», 17 200 $ aux Productions Qu'en Dit Raton ? pour le projet Médiation culturelle, 12 500 $ à Café-Jeunesse Multiculturelle pour le projet «Travail de proximité» et approuver les projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes. Ces sommes proviennent de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des Alliances pour la Solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) et du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine- TANDEM.

CA18 10 122 du 9 avril 2018- Accorder une contribution financière totale de 104 777 $ aux organismes suivants: 68 777 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet «Accès 0-5 ans», 36 000 $ à la Coopérative de solidarité multisports pour le projet «Certification et engagement jeunesse Montréal-Nord» et approuver les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes le tout dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal et de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des Alliances pour la solidarité (MTESS/Ville).

DESCRIPTION

Nom de l'organisme : Centre des jeunes l'Escale
Titre du projet : Aspirants-animateurs

Brève description du projet : Ce projet vise à permettre à un groupe de jeunes âgés de 15 à compétences nécessaires à leur croissance personnelle, sociale, scolaire et professionnelle grâc centrée sur l'apprentissage du métier d'animateur.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 2 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 201 les talents, l'employabilité et l'entrepreneuriat .
Ce projet en est à sa quatorzième (14) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 40 000 $

Nom de l'organisme : Centre des jeunes l'Escale
Titre du projet : Travail alternatif à la journée (TAPAJ)

Brève description du projet : TAPAJ est un projet d'insertion spécifique permettant aux jeun
situation de précarité économique et d'exclusion, d'être rémunérés en fin de journée pour une
ne nécessite pas de qualification particulière et ne les engage pas dans la durée. Un soutien ps
accompagnement dans les démarches de réinsertion sociale et économique sont assurés tout a
chacun des participants. Ce projet se veut un outil en appui aux jeunes dans leur démarche de
offre une expérience de pré-employabilité, leur permet de découvrir leurs habiletés et favorise

Ce projet s'inscrit dans les axes 2 et 3 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeur
Développer les talents, l'employabilité et l'entrepreneuriat et enrichir le vivre ensemble.
Ce projet en est à sa quatrième (4) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 40 000 $

Nom de l'organisme : Centre des jeunes l'Escale
Titre du projet : Milieu de vie (nouveau projet)

Brève description du projet : Milieu de vie est un projet d'insertion sociale basé sur des tech
psychosociales et des principes de développement de la capacité d'agir des jeunes de Montréal
ans jugés à risque (ni aux études, ni en emploi et qui traînent régulièrement au parc Saint-Lau
situation de pauvreté et d'exclusion sociale en proie avec des problématiques de délinquance,
exposés à des facteurs de risque. Le projet vise la mise en place d'un comité de jeunes chargé
participative la programmation annuelle d'activités en faveur de tout le groupe. L'organisme off
ateliers de débats et d'échanges sur diverses problématiques en lien avec le pouvoir d'agir, de
structurées pour donner aux jeunes l'opportunité de prendre des initiatives et de gérer les conf
de team-building ainsi que des activités sportives et des sorties culturelles.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 3 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 intitulé :
Ce projet en est à sa première année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 25 000 $

Nom de l'organisme : Les Fourchettes de l'Espoir
Titre du projet : Ma première expérience de travail

Brève description du projet : Destiné aux adolescent-es de 13-14 ans, le projet vise à offrir
milieu de travail afin de permettre à plus de soixante-dix (70) jeunes de Montréal-Nord d'acqué
aptitudes nécessaires à l'insertion en emploi et au marché du travail. Ces adolescent-es auront
stage dans trois volets différents soit : l'animation de camp de jour, l'agriculture urbaine et la s
à la clientèle). Une rotation des jeunes est prévue en cours de projet afin de leur permettre d'e
volets d'acquisition de compétences durant l'été.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 2 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 201
les talents, l'employabilité et l'entrepreneuriat .
Ce projet en est à sa dixième (10) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 85 000 $

Nom de l'organisme : Les Fourchettes de l'Espoir
Titre du projet : École culinaire Les petits chefs (nouveau projet)

Brève description du projet : Le projet consiste à offrir aux enfants et adolescentes de Mont (vendredi et samedi), des ateliers de cuisine (préparation des repas). Ces ateliers ont pour obj persévérance scolaire (lire et compter grâce à la préparation des recettes), la sensibilisation à développement d'une conscience environnementale (compostage et recyclage) et le développe personnelles et sociales. À la fin de la session, les jeunes participent à une cérémonie de remis de soeur Angèle. Ils reçoivent un trousseau de base pour cuisiner, incluant un livre de recette. répartis selon l'âge dans les groupes suivants:

- Marmitons: les enfants du primaires
- Les grandes casseroles: les pré-adolescents
- Les toques: les adolescents

Ce projet s'inscrit dans l'axe 1 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse intit et la persévérance scolaires, et la réussite éducative.
Ce projet en est à sa première année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 15 015 $

Nom de l'organisme : Institut Pacifique
Titre du projet : Activités éducatives pour les enfants de 5 à 12 ans de l'Institut Pacifique (no

Brève description du projet : Le projet consiste à offrir de septembre à mai et durant la péri locaux de l'Institut Pacifique, une série d'activités éducatives gratuites (sport, art plastique, cui enfants âgés entre 5 à 12 ans qui fréquentent les écoles primaires de Montréal-Nord René-Gué activités offertes aux enfants par l'Institut Pacifique vise une perspective de prévention et de m protection. Elles visent aussi le vivre ensemble par le développement de compétences sociales de différents milieux culturels.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 3 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 intitulé : E
Ce projet en est à sa première année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 32 763, 52 $
Montant de la contribution recommandé dans le cadre de la Politique de l'enfant : 10
Montant de la contribution de l'arrondissement dans le cadre du budget Priorité Jeun

---

Nom de l'organisme : Institut Pacifique
Titre du projet : Temps libre été

Brève description du projet : L'Institut Pacifique propose aux jeunes de 5 à 12 ans, durant l différentes activités culturelles, ludiques et sportives, libres et encadrées dans les parcs des se de l'arrondissement de Montréal-Nord aux enfants laissés seuls et sans supervision. Ce projet l sain et sécuritaire où ils peuvent se divertirent tout en renforçant leurs habiletés sociales par le *le pacifique.*

Ce projet s'inscrit dans l'axe 3 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse intit ensemble.
Ce projet en est à sa neuvième (9) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 20 844, 21 $

Nom de l'organisme : La musique aux enfants
Titre du projet : La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au coeu
(nouveau projet)

Brève description du projet : Le projet La musique aux enfants est une initiative d'éducatior
maestro Kent Nagano à la suite d'un concert offert par l'Orchestre symphonique de Montréal (C
Montréal-Nord à la suite des événements tragiques de 2008 (émeutes et décès du jeunes Villar
inauguré en 2016 et est offert depuis aux élèves de l'école primaire Saint-Rémi. Le budget dem
permettra de compléter un montage financier de plusieurs bailleurs de fonds (ex.: BINAM, Fonc
Coutu) et d'offrir le projet tous les enfants de l'école Saint-Rémi y compris son annexe (plus de

Ce projet s'inscrit dans les axes 1 et 3 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeune
Favoriser la maturité et la persévérance scolaires et la réussite éducative et Enrichir le vivre en
Ce projet en est à sa première année de financement par l'arrondissement.
L'organisme a reçu en janvier 2020 une subvention de 99 300 $ du BINAM pour ce projet.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 25 718 $
Montant de la contribution recommandé dans le cadre de la Politique de l'enfant : 36 1

Nom de l'organisme : Coopérative de solidarité multisports plus
Titre du projet : Certification et engagements jeunesse

Brève description du projet : Ce projet a pour but d'offrir des formations qualifiantes et d'ac
à 17 ans dans leur développement de compétences personnelles et professionnelles afin de fav
acquérant de l'expérience dans différents domaines : animation, entraîneuse et entraîneur spor
particulière est portée pour soutenir les parents dans l'accompagnement de leur jeune : atelier
saines habitudes de vie (alimentation, habillement, etc.), distribution de fiches aide-mémoire, s
parents d'enfants ayant des besoins particuliers, remise des certifications en présence des pare

Ce projet s'inscrit dans les axes 1 et 2 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeune
Favoriser la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative.
Ce projet en est à sa quatrième (4) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 18 867, 27 $
Montant de la contribution de l'arrondissement dans le cadre du budget Priorité Jeun

---

Nom de l'organisme : Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord
Titre du projet : Psychomotricité

Brève description du projet : Le projet consiste à dépister dès le très jeune âge les enfants v
problématiques de psychomotricité et à intervenir auprès d'eux et de leurs parents afin de pouv
soient scolarisés . Il s'agit d'offrir des ateliers de psychomotricité dans toutes les écoles primair
les enfants de 4 à 5 ans (volet 1), des ateliers de stimulation parent-enfant (1 à 4 ans) à l'exté
2) et des interventions à domicile auprès des enfants nécessitant un suivi et un accompagneme
activités visent le développement moteur, la communication, le développement des aptitudes ir
à la lecture ainsi que l'enrichissement de la relation parent-enfant. La psychomotricienne est re
préparation, de la promotion et de l'animation des ateliers. Elle est aussi responsable de la pas
connaître le niveau de développement des enfants, soutenir les enfants ayant davantage de be

stimulation et constater leur évolution.Tout au long du projet, des ateliers et capsules de sensil
la stimulation et de l'éveil à la lecture seront offerts aux parents.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 1 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse intit
et la persévérance scolaires, et la réussite éducative.
Ce projet en est à sa neuvième (9) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 41 769 $

Nom de l'organisme : Un itinéraire pour tous
Titre du projet : Mentorat pour la réussite scolaire

Brève description du projet : Effectuant un travail de proximité au quotidien avec la jeuness
Montréal-Nord, les intervenants d'Un itinéraire pour tous ont constaté plusieurs situations probl
jeunes, dont celle de la pauvreté et de l'exclusion sociale. De cette problématique découle un p
multiple (social, scolaire, familial, etc.). Parmi ces décrochages multiples, l'organisme constate
frappe durement les jeunes issus des milieux défavorisés et ceux-ci éprouvent plus de difficulté
scolaire et donc à intégrer le marché du travail. L'aide aux devoirs combinée avec une approch
s'est avérée un moyen efficace pour lutter contre le décrochage scolaire et pour favoriser la réu

Ce projet a comme objectif d'offrir un soutien aux jeunes âgés de 13 à 17 ans au niveau de la r
scolaires. À cette fin, UIPT met à leur disponibilité une salle d'étude à la Maison culturelle et co
encadrée par une animatrice jeunesse.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 1 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 201
la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative.
Ce projet en est à sa septième (7) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 38 000 $

Nom de l'organisme : Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord
Titre du projet : Place à l'entraide

Brève description du projet : Ce projet consiste à promouvoir l'engagement social des adole
au HLM Place Normandie et des environs. Il s'inscrit dans le respect des activités déjà mises en
Place Normandie et par les différents partenaires intervenant dans le milieu. En fonction des be
attentes exprimées par les résidents, il s'agit de valoriser l'entraide comme une démarche de p
active. En s'engageant bénévolement, les adolescents et adultes de Place Normandie augmente
habiletés sociales sont renforcées et valorisées aux yeux de la communauté.

Déployé à la Place Normandie depuis octobre 2012, le projet Place à l'entraide contribue au dév
d'entraide, de reconnaissance de l'engagement bénévole et de loisir, en adéquation avec les be
citoyens et les organisations intervenant dans le milieu.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 3 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 201
vivre ensemble.
Ce projet en est à sa neuvième (9) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 35 600 $

Nom de l'organisme : Entre-Parents de Montréal-Nord
Titre du projet : Mon samedi y'a pas de parents (nouveau projet)

Brève description du projet : Le projet consiste à offrir des ateliers ludiques qui permettent et 12 ans de consolider différents apprentissages scolaires dont la lecture, la compréhension, c s'organiser, faire preuve de créativité dans un contexte amusant et stimulant qui incite à la déc l'organisme souhaite développer et consolider les habiletés en lecture et en écriture des jeunes leurs familles en collaboration étroite avec le milieu scolaire.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 1du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 2017 maturité et la persévérance scolaires et la réussite éducative.
Ce projet en est à sa première année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 13 837 $

Nom de l'organisme : YMCA du Québec
Titre du projet : Alternative à la suspension

Brève description du projet : Le projet du YMCA Alternative Suspension est une ressource q élèves à risque de décrochage scolaire, qui, pour diverses raisons se retrouvent temporairemer secondaire. Les raisons des suspensions sont nombreuses et variées (violence physique ou verb absentéisme, vol, apathie ou manque de motivation, toxicomanie, et autres problématiques rel études ont démontré les liens entre suspensions répétitives, décrochage scolaire et entrée en c âgés de 12 à 17 ans. Le projet intervient directement auprès de jeunes ciblés vivant des problé et/ou comportementales. Par le biais de rencontres individuelles, d'ateliers de groupe axés sur active basée sur le non-jugement, le projet travaille en amont des problématiques reliées au de améliorant la sécurité collective

Ce projet s'inscrit dans l'axe 1 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse intit la persévérances scolaires, et la réussite éducative.
Ce projet en est à sa cinquième (5) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente : 10 000 $

JUSTIFICATION

- **Les problématiques visées par ces projets sont :** la pauvreté sociale et matérielle et ses impacts sur la qualité de vie des jeunes et des familles : l'exclusion sociale, le décrochage scolaire et social, les habitudes de vie néfastes à l'épanouissement, l'accessibilité à des services ou à des alternatives de vie, le développement de la maturité scolaire, la décrochage scolaire, l'accessibilité à l'emploi.
- **Les priorités d'intervention ciblées par ces projets sont :** l'insertion sociale et économique des clientèles à risque, notamment des jeunes adultes, le développement des compétences génériques (savoir, savoir faire et savoir être), le développement de compétences en employabilité pour favoriser l'intégration au marché du travail des

jeunes adultes et des adolescents, le vivre ensemble, l'accessibilité de l'offre de services en culture, sports et loisirs, l'accompagnement des parents pour faciliter le passage de l'adolescence à l'âge adulte, le développement de «l'empowerment» et l'engagement social et civique, le développement de la psychomotricité chez les jeunes enfants (maturité scolaire), la persévérance scolaire et la réussite éducative.

- Ces projets feront l'objet d'un suivi annuel par l'équipe de la DCSLDS (reddition de comptes) et ajustés si requis avant la fin de chaque année du financement. Les retombées de ces projets (effets) à moyen et long terme seront également évaluées par la DCSLDS dans le cadre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 2017-2027. L'arrondissement tient à assurer des interventions structurantes qui génèrent des résultats positifs chez les populations ciblées.

le Service de la diversité et de l'inclusion sociale certifie que les projets déposés dans ce sommaire décisionnel sont conformes aux balises de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Ville-MTESS 2018-2023).

La responsable de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal confirme que les projets inscrits dans le dossier respectent les normes et critères de la Politique de l'enfant 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement recommandé pour les 14 projets ci-haut mentionnés est pour une période de 3 ans (2020-2021, 2021-2022, 2022-2023). Les versements sont conditionnels aux conditions suivantes (voir détails dans les projets de conventions) :

2020-2021

- La conformité des dossier dans les 45 jours suivants l'adoption des projets par le conseil d'arrondissement du 2 mars 2020.

2021-2022

- Sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement
- Sous réserve des résultats obtenus au cours de l'année 2020-2021

2022-2023

- Sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement
- Sous réserve des résultats obtenus au cours de l'année 2021-2022

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

La somme nécessaire à ce dossier, soit **442 414 $**, est prévue au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de l'Entente administrative Ville-MTESS. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Le soutien financier que la Ville a accordé à ce(s) organisme(s) pour les mêmes projets au cours des dernières années se résume comme suit :

Année 2020-2021:

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2020	Soutien au projet global
		2017	2018	2019		
Centre des jeunes l'Escale	Aspirants-animateurs	35 000 $	35 000 $	35 000 $	40 000 $	32, 8 %
Centre des jeunes l'EScale	Travail alternatif à la journée (TAPAJ)	0 $	0 $	0 $	40 000 $	32, 5 %
Centre des jeunes l'Escale	Milieu de vie	0 $	0 $	0 $	25 000 $	17 %
Les Fourchettes de l'Espoir	Ma première expérience de travail	75 000 $	80 000 $	80 000 $	85 000 $	49 %
Les Fourchettes de l'Espoir	École culinaire Les petits chefs	0 $	0 $	0 $	15 015 $	35,3 %
Institut Pacifique	Activités éducatives pour les enfants de l'Institut Pacifique	0 $	0 $	0 $	32 763, 52 $	46,5 %
Institut Pacifique	Temps libre été	0 $	0 $	0 $	20 844, 21 $	71 %
Un itinéraire pour tous	Mentorat pour la réussite scolaire	25 000 $	25 000 $	25 000 $	38 000 $	51, 2 %
La musique aux enfants	La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au coeur de Montréal-Nord	0 $	0 $	0 $	25 718 $	7,8 %
Coopérative de solidarité multisports plus	Certification et engagement jeunesse	0 $	0 $	0 $	18 867, 27 $	26,2 %
Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord	Psychomotricité	30 000 $	30 000 $	30 000 $	41 769 $	57,2 %
Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord	Place à l'entraide	35 000 $	35 000 $	35 000 $	35 600 $	36,8 %
Entre-Parents de Montréal-Nord	Mon samedi y'a pas de parents	0 $	0 $	0 $	13 837 $	40, 8 %
YMCA du Québec	Alternative à la suspension	0 $	0 $	0 $	10 000 $	10, 3 %

Les contributions budgétaires totalisant 504 321,21$, sont réparties de la façon suivante; La contribution de 47 021,48$ liée à la politique de l'enfant et que la contribution d'un montant de 14 885,73$ liée à Priorité Jeunesse seront financées par le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

Organisme	Projet	Soutien recommandé 2020	MTESS/Ville (442 414 $)		
				Politique de l'enfant	Budget d'arrondissement

				(47 021,48$)	Priorité Jeunesse (14 885,73$)
Centre des jeunes l'Escale	Aspirants-animateurs	40 000 $	40 000 $		
Centre des jeunes l'EScale	Travail alternatif à la journée (TAPAJ)	40 000 $	40 000 $		
Centre des jeunes l'Escale	Milieu de vie	25 000 $	25 000 $		
Les Fourchettes de l'Espoir	Ma première expérience de travail	85 000 $	85 000 $		
Les Fourchettes de l'Espoir	École culinaire Les petits chefs	15 015 $	15 015 $		
Institut Pacifique	Activités éducatives pour les enfants de l'Institut Pacifique	43 093 $	32 763, 52 $	10 239, 48 $	90 $
Institut Pacifique	Temps libre été	20 844, 21 $	20 844, 21 $		
Un itinéraire pour tous	Mentorat pour la réussite scolaire	38 000 $	38 000 $		
La musique aux enfants	La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au coeur de Montréal-Nord	62 500 $	25 718 $	36 782 $	
Coopérative de solidarité multisports plus	Certification et engagement jeunesse	33 663 $	18 867, 27 $		14 795, 73 $
Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord	Psychomotricité	41 769 $	41 769 $		
Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord	Place à l'entraide	35 600 $	35 600 $		
Entre-Parents de Montréal-Nord	Mon samedi y'a pas de parents	13 837 $	13 837 $		
YMCA du Québec	Alternative à la suspension	10 000 $	10 000 $		

Année 2021-2022

Les versements aux organismes sont conditionnels aux résultats obtenus au cours de l'année 2020-2021 et selon la disponibilité des fonds de l'arrondissement pour l'année 2021 -2022.

Les bons de commande pour ces projets seront faits en début d'année 2021.
Les contributions budgétaires totalisant 5513 321,21$, sont réparties de la façon suivante;
La contribution de 10 239,48$ liée à la politique de l'enfant et que la contribution d'un montant de 60 967,73$ liée à Priorité Jeunesse seront financées par le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

Organisme	Projet	Soutien recommandé 2021	MTESS/Ville (442 414 $)	Politique de l'enfant (10 239.48$)	Budget d'arrondissement Priorité Jeunesse (60 967,73$
Centre des jeunes l'Escale	Aspirants-animateurs	40 000 $	40 000 $		
Centre des jeunes l'EScale	Travail alternatif à la journée (TAPAJ)	40 000 $	40 000 $		
Centre des jeunes l'Escale	Milieu de vie	25 000 $	25 000 $		
Les Fourchettes de l'Espoir	Ma première expérience de travail	85 000 $	48 218 $		36 782 $
Les Fourchettes de l'Espoir	École culinaire Les petits chefs	15 015 $	15 015 $		
Institut Pacifique	Activités éducatives pour les enfants de l'Institut Pacifique	43 093 $	32 763, 52 $	10 239, 48 $	90 $
Institut Pacifique	Temps libre été	20 844, 21 $	20 844, 21 $		
Un itinéraire pour tous	Mentorat pour la réussite scolaire	38 000 $	38 000 $		
La musique aux enfants	La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au coeur de Montréal-Nord	62 500 $	62 500 $		
Coopérative de solidarité multisports plus	Certification et engagement jeunesse	42 963 $	18 867, 27 $		24 095, 73 $
Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord	Psychomotricité	41 769 $	41 769 $		
Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord	Place à l'entraide	35 600 $	35 600 $		

Entre-Parents de Montréal-Nord	Mon samedi y'a pas de parents	13 837 $	13 837 $		
YMCA du Québec	Alternative à la suspension	10 000 $	10 000 $		

Année 2022-2023

Les versements aux organismes sont conditionnels aux résultats obtenus au cours de l'année 2021-2022 et selon la disponibilité des fonds de l'arrondissement pour l'année 2022 -2023.
Les bons de commande pour ces projets seront faits en début d'année 2022.
Les contributions budgétaires totalisant 5513 321,21$, sont réparties de la façon suivante;
La contribution de 10 239,48$ liée à la politique de l'enfant et que la contribution d'un montant de 60 967,73$ liée à Priorité Jeunesse seront financées par le budget de fonctionnement de l'arrondissement

Organisme	Projet	Soutien recommandé 2022	MTESS/Ville (442414 $)		
				Politique de l'enfant (10 239.48$)	Budget d'arrondissement Priorité Jeunesse (60 967,73$)
Centre des jeunes l'Escale	Aspirants-animateurs	40 000 $	40 000 $		
Centre des jeunes l'EScale	Travail alternatif à la journée (TAPAJ)	40 000 $	40 000 $		
Centre des jeunes l'Escale	Milieu de vie	25 000 $	25 000 $		
Les Fourchettes de l'Espoir	Ma première expérience de travail	85 000 $	48 218 $		36 782 $
Les Fourchettes de l'Espoir	École culinaire Les petits chefs	15 015 $	15 015 $		
Institut Pacifique	Activités éducatives pour les enfants de l'Institut Pacifique	43 093 $	32 763, 52 $	10 239, 48 $	90 $
Institut Pacifique	Temps libre été	20 844, 21 $	20 844, 21 $		
Un itinéraire pour tous	Mentorat pour la réussite scolaire	38 000 $	38 000 $		
La musique aux enfants	La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au coeur de Montréal-Nord	62 500 $	62 500 $		

Coopérative de solidarité multisports plus	Certification et engagement jeunesse	42 963 $	18 867, 27 $		24 095, 73 $
Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord	Psychomotricité	41 769 $	41 769 $		
Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord	Place à l'entraide	35 600 $	35 600 $		
Entre-Parents de Montréal-Nord	Mon samedi y'a pas de parents	13 837 $	13 837 $		
YMCA du Québec	Alternative à la suspension	10 000 $	10 000 $		

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce(s) projet(s) s'inscrit(vent) dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces projets s'inscrivent dans le cadre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord-Priorité Jeunesse 2017-2027. Ils agissent directement sur les facteurs liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale et permettent d'offrir aux jeunes, aux enfants ainsi qu'aux familles qui en bénéficient, des services et des activités qui répondent à leurs besoins et au développement de leur potentiel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation de chacun des projets.

Les projets feront l'objet d'un suivi régulier de la part de la Division du développement social. Les organismes s'engagent à fournir les rapports d'étape et finaux aux dates prévues à cet effet dans les conventions:

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Aissata OUEDRAOGO, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Daniel BUSSIÈRES, Montréal-Nord
Louise-Michel LAURENCE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Isabelle LÉPINE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Isabelle LÉPINE, 27 février 2020
Daniel BUSSIÈRES, 26 février 2020
Louise-Michel LAURENCE, 26 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée ROUSSY
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-328-4000-4147
Télécop. : 514-328-4064

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Claudel TOUSSAINT
Directeur

Tél : 514-328-4145
Télécop. : 514-328-4064

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Aspirants-animateurs du Centre des jeunes l'Escale
40 000 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DES JEUNES L'ESCALE DE MONTRÉAL-NORD**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **11612, avenue Salk, Montréal-Nord, (Québec) H1H 1S4**, agissant et représentée par **Sophie Laquerre, co-directrice**, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription TPS : **868165366**
N^{o} d'inscription TVQ : **1021076585**
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : **868165366RR001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Le Centre des jeunes l'Escale a comme mission de favoriser l'empowerment et l'autonomie chez les jeunes nord montréalais de 15 à 25 ans en offrant un service d'écoute et un accompagnement psychosocial.

C'est à travers des projets structurants visant à développer et à valoriser les talents et les compétences des jeunes que le Centre des jeunes l'Escale se veut au Québec et ailleurs, un modèle d'intégration des jeunes au sein de la communauté.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement;

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé du projet sur 3 ans;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier.

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 28 février 2021 pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent vingt mille dollars (120 000 $**) **sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 40 000 $

5.2.1.1 une somme maximale de **vingt mille dollars (20 000 $)** sera versée dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **seize mille dollars (16 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **quatre mille dollars (4 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 40 000 $

5.2.2.1 une somme maximale de **vingt mille dollars (20 000 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **seize mille dollars (16 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **quatre mille dollars (4 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022.

Pour l'année 2022-2023 : 40 000 $

5.2.3.1 une somme maximale de **vingt mille dollars (20 000 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **seize mille dollars (16 000 $**) sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **quatre mille dollars (4 000 $)** sera versée à l'Organisme à la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **11612, avenue Salk, Montréal-Nord, (Québec) H1H 1S4**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**,, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

CENTRE DES JEUNES L'ESCALE

Par : _____
Sophie Laquerre, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



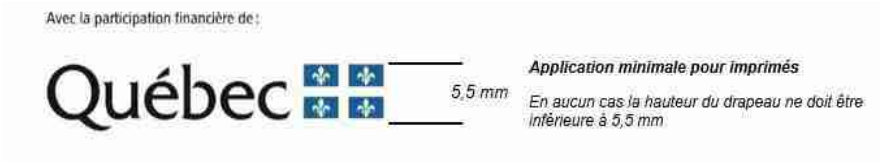
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#1033 - ASPIRANTS-ANIMATEURS (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord Inc.	Le Centre des jeunes l'Escale a comme mission de favoriser l'empowerment et l'autonomie chez les jeunes nord-montréalais de 15 à 25 ans en offrant un service d'écoute et un accompagnement psychosocial. C'est à travers des projets structurants visant à développer et à valoriser les talents et les compétences des jeunes que, le Centre des jeunes l'Escale se veut au Québec et ailleurs, un modèle d'intégration des jeunes au sein de la communauté.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Aspirants-animateurs
Numéro de projet GSS: 1033

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Sophie
Nom: Laquerre-Duchesne
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 328-4180
Numéro de télécopieur: (514) 328-4069
Courriel: s.laquerre@lescale.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Sophie
Nom: Laquerre-Duchesne
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-01-01	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

En 2017, l'arrondissement de Montréal-Nord a choisi de faire de la jeunesse sa priorité afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans le cadre du plan d'action collectif Priorité jeunesse 2017-2027, l'arrondissement souhaite agir sur le développement des compétences en pré-employabilité pour les adolescents(es) et jeunes adultes. Cet objectif provient de constats alarmants concernant les taux de chômage, le revenu moyen et l'occupation des jeunes de Montréal-Nord. Selon statistique Canada, le taux de chômage des 20 à 29 ans est de 14,8% à Montréal-Nord comparativement à 10% pour la région de Montréal. 13% des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation et malheureusement, le revenu moyen, après impôt, des jeunes de 20 à 29 ans est de 15 457$.

Le Centre des jeunes l'Escale est très préoccupé par ces statistiques, d'autant plus que nous accompagnons quotidiennement ces jeunes cités par les statistiques. En 2007, un projet novateur Aspirants-animateurs voit le jour à Montréal-Nord. Ce projet vise à donner une expérience de travail dans le domaine de l'animation culturelle aux jeunes de 16 à 21 ans. Aspi est mis en place pour répondre aux enjeux d'intégration sociaux-économiques que vivent les jeunes nord-montréalais. En 2015, le Centre des jeunes l'Escale interpelle la Firme Raymond Chabot Grant Thornton pour produire une évaluation du projet ASPI (aspirants animateurs). Les conclusions sont probantes, les jeunes nouvellement arrivés au Québec ont tous dit que le projet ASPI les a aidé dans leur intégration en leur permettant de se faire des amis, de pratiquer le français, de comprendre les normes sociales de la société québécoise et en rencontrant d'autres jeunes québécois ainsi que des jeunes issus de l'immigration.

Dans le contexte où Montréal-Nord a accueilli, de 2011 à 2016, 7620 personnes immigrantes, un peu plus de 3000 demandeur.euses d'asile entre le 1er juillet 2017 et le 31 mars 2018 et que la moitié des demandes de services proviennent des adultes âgés de 18 à 39 ans et que 31% des demande de services proviennent des enfants et des jeunes de 17 ans et moins , nous sommes convaincu que le projet Aspirants-animateurs est toujours d'actualité et répond toujours aux besoins des jeunes de Montréal-Nord. Ces dernières années, nous avons pu constater que le projet Aspi répondait plus particulièrement aux besoins des filles immigrantes issues des communautés magrébines. Nous souhaitons approfondir cet aspect du projet.

Finalement, les résultats de la cohorte d'ASPI 2019 sont très positifs; 21 participants sur 25 ont obtenu un emploi dans le domaine de l'animation ce qui correspond à 84% de taux de réussite.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2022, 90 adolescents(es) de 16 à 21 ans de Montréal-Nord développent des habiletés sociales et des compétences en pré-employabilité et obtiennent leur premier emploi d'été.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Augmentation du taux d'activité chez les jeunes de 16 à 21 ans.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Entrevue de sélection des participants (es) au projet Aspirants-animateurs

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	2	1	46

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Pendant 20 semaines, offrir une formation qualifiante 2 x par semaine (120 minutes/atelier) au Centre des jeunes l'Escale

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	3	1	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
À chaque mois, offrir des activités de cohésion de groupe pendant au moins 120 minutes.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	5	1	3	1	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
À chaque mois, offrir une occasion de bénévolat pendant au moins 180 minutes.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	5	2	3	1	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
De juin à octobre, offrir à chaque semaine un accompagnement personnalisé d'une heure aux aspirants-animateurs.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	16	30	1	1	30

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les jeunes sont qualifiés et obtiennent un emploi comme animateur de camp de jour.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Pendant 20 semaines, offrir une formation qualifiante 2 fois par semaine (120 minutes/atelier) au Centre des jeunes l'Escale

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	2	1	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
À chaque mois, offrir des activités de cohésion de groupe pendant au moins 120 minutes.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	5	1	3	1	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
De juin à octobre, offrir à chaque semaine un accompagnement personnalisé d'une heure à tous les aspirants-animateurs.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	16	30	1	1	3

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2022, nos activités auront permis à 60 filles immigrantes de renforcer les relations interculturelles et de favoriser leur sentiment d'appartenace à la communauté.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
D'ici août 2022, 45 filles immigrantes maghébine obtiennent une première expérience de travail en animation, facilitant ainsi leur intégration à la société québécoise.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Promotion du projet Aspirants-animateurs dans les classes d'accueil à l'école secondaire Calixa-Lavallée et à l'école Ibn Sina à Montréal-Nord

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	2	2	2	350

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir de la formation qualifiante (Dîplome aptitude aux fonction d'animateur, premiers soins et atelier pré-employabilité) 2 fois par semaine pendant 2 heures au Centre des jeunes l'Escale.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
À chaque mois, offrir une occasion de bénévolat d'au moins 180 minutes.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	5	2	3	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Diminution de la discrimination à l'embauche pour les filles issues de l'immigration.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir de la formation qualifiante (Dîplome aptitude aux fonction d'animateur, premiers soins et atelier pré-employabilité) 2 fois par semaine pendant 2 heures au Centre des jeunes l'Escale.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	2	1	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontrer les promoteurs de camp de jour et promouvoir les Aspirantes-animatrices et la qualité des candidatures pour les poste d'animatrice de camp de jour

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
bimensuel	1	1	1	3	3

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir des lettres de référence aux aspirantes-animatrices

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	1	1	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

2500 enfants inscrits dans les camps de jour à Montréal-Nord voient leur développement favorisé grâce à une offe de service de qualité.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les enfants inscrit dans les camps de jour développement des habiletés sociales.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir de la formation qualifiante (Dîplome aptitude aux fonction d'animateur, premiers soins et atelier pré-employabilité) 2 fois par semaine pendant 2 heures au Centre des jeunes l'Escale.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	2	1	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Promotion des aspirants-animateur auprès des partenaires gestionnaires de camp de jour

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	1	1	3	3

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
De juin à octobre, offrir à chaque semaine un accompagnement personnalisé d'une heure à tous les aspirants-animateurs

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	16	30	1	1	30

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les enfants inscrit dans les camp de jour développent une relation significative avec l'animateur.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir de la formation qualifiante (Dîplome aptitude aux fonction d'animateur, premiers soins et atelier pré-employabilité) 2 fois par semaine pendant 2 heures au Centre des jeunes l'Escale.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	2	1	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
De juin à octobre, offrir à chaque semaine un accompagnement personnalisé d'une heure à tous les aspirants-animateurs.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	16	30	1	1	30

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 11612
Rue: Avenue Salk
Numéro de bureau:
Code postal: H1G 4Y8
Ville: Autre
Ville précision: Montréal-Nord

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Travail
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 10
Nb. femmes: 20
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 30

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Minorités ethniques
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Le projet Aspirants-animateurs souhaite répondre aux besoins des jeunes filles et plus spécifiquement aux besoins des jeunes filles immigrantes. Pour ce faire, les ateliers de formation sont conçues afin qu'elles puissent se reconnaître dans le contenu et les exemples choisies Aspirants-animateurs visent l'intégration des jeunes filles immigrantes en offrant l'opportunité de créer facilement un réseau social. Figue de cas : Diana (nom fictif) a participé en 2014 au projet aspirant-animateur. À son arrivée, elle ne parlait pas beaucoup le français, parce qu'elle venait d'arriver au Québec. En provenance du Salvador, elle faisait face à plusieurs obstacles. Grâce au projet ASPI, elle a pu pratiquer son français par le plaisir en faisant du bénévolat dans la communauté. Pour récompenser sa détermination, l'équipe de l'Escale a présenté sa candidature au gala des Prix Levier du Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse de Québec (ROCAJQ). Elle a pu aller à l'assemblée nationale et recevoir son prix des mains du premier ministre du Québec. Elle poursuit actuellement ses études et travaille à temps partiel. La présentation du parcours de Diana démontre bien les effets positifs d'utiliser une approche ADS+ à Montréal-Nord.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère de l'immigration de la diversité et de l'inclusion

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	42 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Daniela Bobaru Raducan
Adresse courriel: danielabobaru.raducan@midi.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 873-3255
Adresse postale: 800 boulvard De Maisonnneuve Est,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4L8

Nom du partenaire: École
Précision: Calixa-Lavallée

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11411 Avenue Pelletier
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 3J3

Nom du partenaire: École
Précision: Ibn Sina

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12190 Av. Brunet, MOntréal-Nord, QC, CA
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 1G4

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Conseil Québécois du loisir

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4545 Pierre-de-Coubertin Ave,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1V 3R2

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4642 Rue Forest
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H1H 2P3

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Chargé(e) de projet	20 $	52	112 $	35	1	40 320 $
Intervenant(e)	17,5 $	21	58,8 $	52	1	22 167,6 $
Total						62 487,6 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			42 000 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Chargé(e) de projet	40 320 $	15 000 $	25 320 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	22 167,6 $	15 183 $	6 984,6 $	0 $	0 $
Total	**62 487,6 $**	**30 183 $**	**32 304,6 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		390 $	1 000 $	0 $	**1 390 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		300 $	312 $	0 $	**612 $**
Photocopies, publicité		200 $	3 $	0 $	**203 $**
Déplacements		695,27 $	1 200 $	0 $	**1 895,27 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		656 $	600 $	0 $	**1 256 $**
Autres		4 136 $	3 000 $	0 $	**7 136 $**
Total		**6 377,27 $**	**6 115 $**	**0 $**	**12 492,27 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		318,86 %			
Frais administratifs		**3 439,73 $**	**3 580,4 $**	**0 $**	**7 020,13 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		171,99 %			
Total		**40 000 $**	**42 000 $**	**0 $**	**82 000 $**

Informations complémentaires

Le projet aspirants-animateurs comprend trois volets qui, ensemble, agissent à la fois sur le savoir, le savoir-faire et le savoir-être des participants;

1- Des ateliers de formation en animation et en employabilité qui permettent l'apprentissage de compétences techniques et sociale nécessaire à l'emploi et au métier d'animateur

2- Des stage et des activités de bénévolat, soit des expérienec concrète qui consolident les apprentissages et leur mise en pratique, construiss4ent les réseaux sociaux et professionnels, permettent aux jeunes de vivre une expérience de contribution à la communauté et développent le leadership, l'autonomie et la confiance.

3-Le suivi en continu des jeunes et la tenue d'activité de cohésion sociale qui valorisent les efforts et la persévérance, développent l'estime de soi et la fierté de l'accomplissement et aident les jeunes à aller jusqu'au bout de la démarches.

Le Centre des jeunes l'Escale accompagne les jeunes de Montréal-Nord depuis maintenant 40 ans. Malgré la reconnaissance de son dynamisme, la qualité de son travail et sa bonne gestion financière, l'Escale reçoit seulement 9% d'argent récurent à chaque année. Cela signifie qu'à chaque année, l'Escale doit aller chercher 91% de son financement dans le cadre d'appel à projet. Cette situation occasionne une grande pression sur l'équipe administrative, fragilise l'organisation et empêche le développement de son plein potentiel.

Les principaux enjeux étant celui des ressources humaines, nous comptons grandement sur des financements tel que celui de Priorité Jeunesse pour offrir des activités et un accompagnement de qualité aux jeunes nord-montréalais (es).

Ayant formé plus de 450 jeunes aux aptitudes d'animateurs, nous souhaitons que le projet Aspirants-animateur puisse continuer de rayonner au sein de notre communauté.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget ASPI 2020-2021 Priorité Jeunesse- vf.xlsx	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport Étape-Final 2018-2019.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre d'appui TCJMN- ASPIrants-animateur2020.pdf	*Non applicable*
Flyers et lettre d'appui.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution CA- Projet ASPI.pdf	Validité du 2020-01-13

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Sophie Laquerre-Duchesne	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Appels à projets 2020 - Plan d'acti

Budget prévisionnel 202

Revenus
Arrondissement de Montréal-Nord
MIDI
Revenu total
Dépenses
Budget pour le personnel
Salaire Chargé de projets (35h/semaine X 20$/h X 52 semaines + charges sociales)
Salaire Intervenant (21h/semaine X 17,5$/h X 52 semaines + charges sociales)
Frais d'activités
Equipement: matériels d'activités et accesoires informatiques
Assurances
Fournitures de bureau
Déplacement - frais sorties jeunes + frais de déplacement
Publicité et promotion

Autres
Frais d'activités
Collations pour participants
Frais administratifs
Amortissement de l'exercice
Téléphone
Internet
Frais licences/taxes/permis
Frais bancaires et intérêts
Frais de service de paie
Frais comptables et judiciaires
Frais de réunion
Frais de recrutement
Courrier et frais postaux
Dépenses totales

ion collectif Priorité Jeunesse

0-2021- Projet ASPI

BUDGET
40 000.00 $
42 000.00 $
82 000.00 $
42 224.00 $
22 167.60 $
1 390.00 $
1 256.00 $
612.00 $
1 895.27 $
500.00 $

6 336.00 $
800.00 $
1 042.00 $
204.00 $
288.00 $
453.46 $
120.00 $
400.00 $
1 600.00 $
300.00 $
151.67 $
260.00 $
82 000.00 $

Montréal-Nord, le 20 janvier 2020

Madame Sophie Laquerre-Duchesne
Directrice générale
Centre des jeunes l'Escale
4255, Place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

Objet : ***Lettre d'appui – Projet Aspirants-animateurs***

Madame Laquerre-Duchesne,

La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord a le plaisir d'appuyer la demande du Centre des jeunes l'Escale, membre du conseil d'administration, déposée dans le cadre de l'appel de projets 2020 du plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse pour la demande d'aide financière en vue de réaliser le projet Aspirants-animateurs qui vise à améliorer les connaissances et compétences en animation des jeunes âgés de 15 à 25 ans en leur permettant d'acquérir une expérience de travail en animation pour favoriser leur intégration socio-économique et professionnel.

Nous croyons à la pertinence et au bien-fondé de la mise en œuvre du projet Aspi pour répondre aux besoins des jeunes de Montréal-Nord et pour impulser des changements significatifs aux conditions et à la qualité de vie des jeunes de Montréal-Nord. En tant que table de concertation jeunesse, nous visons à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse de Montréal-Nord, en plus de favoriser le développement et la cohésion des actions liées aux différentes sphères de vie des jeunes.

Nous nous engageons à fournir tout l'appui nécessaire au projet porté par le Centre des jeunes l'Escale, membre actif de la table de concertation, car nous sommes convaincus des effets

positifs des interventions pour les jeunes de Montréal-Nord et nous reconnaissons l'importance d'optimiser la cohésion des actions qui leur sont destinées. Nous sommes convaincus de la pertinence et de l'efficacité des interventions dans le cadre de ce projet.

Conscients que l'amélioration de la situation des jeunes de Montréal-Nord implique la coopération entre les acteurs de la communauté, ainsi que la création et l'entretien de véritables relations partenariales, nous nous engageons à soutenir et collaborer avec le Centre des jeunes l'Escale afin de garantir l'efficacité des actions mises en place.

Veuillez agréer, Madame Laquerre-Duchesne, l'expression de mes sentiments distingués.



_____

Sheilla Fortuné
Présidente
Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord

ASPI

ASPI EST ...

Initié en 2007,
le projet ASPI vise à améliorer
les connaissances et compétences
en animation des jeunes à risque âgés de
15 à 20 ans en leur permettant d'acquérir
une expérience de travail en animation
pour favoriser leur intégration
à l'emploi.

OBJECTIFS

- Promouvoir la persévérance scolaire et l'insertion professionnelle chez les jeunes
- Développer les connaissances et compétences en animation des jeunes
- Offrir aux participants une expérience de travail bénévole en animation
- Favoriser l'intégration des nouveaux arrivants

OÙ ET QUAND ?

Les ateliers
tous les **mardis** et **mercredis**
de 17h30 à 19h30
Au Centre des jeunes l'Escale

CENTRE L'ESCALE DES JEUNES

POUR NOUS JOINDRE

ADRESSE POSTALE

4255, Place Hôtel-De-Ville
Montréal-Nord, QC, H1H 1S4

ADRESSE CIVIQUE

11 612, avenue Salk
Montréal-Nord, QC, H1G 4Y8
(Chalet du Parc St-Laurent)

CONTACT ASPI

Catherine Pépin
Coordonnatrice ASPI
et Club Culturel d'Amos
514-328-4180
c.pepin@lescale.org
Catherine de L'Escale

WWW.LESCALE.ORG

CENTRE L'ESCALE DES JEUNES

CENTRE DES JEUNES L'ESCALE

ASPI

Montréal-Nord Montréal

Immigration, Diversité et Inclusion Québec

CENTRE DES JEUNES L'ESCALE

ASPI

TU ES UNE PERSONNE

- DYNAMIQUE
- CURIEUSE
- QUI DÉSIRE
- DÉPASSER SES LIMITES
- S'IMPLIQUER DANS SA COMMUNAUTÉ

YEAH!

TU CHERCHES À DÉVELOPPER

- TES COMPÉTENCES EN ANIMATION
- TON LEADERSHIP
- TA CRÉATIVITÉ
- TES CONNAISSANCES EN EMPLOYABILITÉ
- TON IMPLICATION SOCIALE

TU AIMES ...

- BOUGER
- LA CRÉATION
- LE SPORT & LA CULTURE
- ÊTRE À L'EXTÉRIEUR

PILOT NEW IDEAS

IDEAS

ASPI T'OFFRE GRATUITEMENT

- DES ATELIERS SUR L'EMPLOYABILITÉ
- DES ATELIERS SUR LE LEADERSHIP
- DES ATELIERS SUR LA CRÉATIVITÉ
- LA FORMATION DAFA
- UN COURS DE PREMIER SOIN
- DES OCCASIONS DE BÉNÉVOLATS SELON TES INTÉRÊTS

LATER NOW

DIPLOME D'APTITUDE AUX FONCTIONS D'ANIMATEUR

... ET TEEELLEMENT PLUS !

Montréal-Nord, le 20 janvier 2020

Madame Sophie Laquerre-Duchesne
Directrice générale
Centre des jeunes l'Escale
4255, Place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

Objet : ***Lettre d'appui – Projet Aspirants-animateurs***

Madame Laquerre-Duchesne,

La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord a le plaisir d'appuyer la demande du Centre des jeunes l'Escale, membre du conseil d'administration, déposée dans le cadre de l'appel de projets 2020 du plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse pour la demande d'aide financière en vue de réaliser le projet Aspirants-animateurs qui vise à améliorer les connaissances et compétences en animation des jeunes âgés de 15 à 25 ans en leur permettant d'acquérir une expérience de travail en animation pour favoriser leur intégration socio-économique et professionnel.

Nous croyons à la pertinence et au bien-fondé de la mise en œuvre du projet Aspi pour répondre aux besoins des jeunes de Montréal-Nord et pour impulser des changements significatifs aux conditions et à la qualité de vie des jeunes de Montréal-Nord. En tant que table de concertation jeunesse, nous visons à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse de Montréal-Nord, en plus de favoriser le développement et la cohésion des actions liées aux différentes sphères de vie des jeunes.

Nous nous engageons à fournir tout l'appui nécessaire au projet porté par le Centre des jeunes l'Escale, membre actif de la table de concertation, car nous sommes convaincus des effets

positifs des interventions pour les jeunes de Montréal-Nord et nous reconnaissons l'importance d'optimiser la cohésion des actions qui leur sont destinées. Nous sommes convaincus de la pertinence et de l'efficacité des interventions dans le cadre de ce projet.

Conscients que l'amélioration de la situation des jeunes de Montréal-Nord implique la coopération entre les acteurs de la communauté, ainsi que la création et l'entretien de véritables relations partenariales, nous nous engageons à soutenir et collaborer avec le Centre des jeunes l'Escale afin de garantir l'efficacité des actions mises en place.

Veuillez agréer, Madame Laquerre-Duchesne, l'expression de mes sentiments distingués.



_____

Sheilla Fortuné
Présidente
Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord

ASPI

ASPIRANTS ANIMATEURS

Un projet qui permet aux jeunes de 15 à 25 ans d'acquérir une expérience de travail en animation pour favoriser les intégration à l'emploi.



SIRÉE D'INFORMATION ET D'ENTREVUES



Lundi, 20 janvier 2020 de 17h à 20h
au Centre des jeunes l'Escale
11612 avenue Salk, Montréal-Nord
au chalet du parc St-Laurent

@ Wideline de l'Escale
@ EscalemtInord

CENTRE L'ESCALE DES JEUNES

CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXTRAIT du procès-verbal de la réunion ordinaire du conseil d'administration
Du Centre des jeunes L'Escale de Montréal-Nord,
Tenue le lundi 13 janvier au 11612, avenue Salk, Montréal-Nord.

CA — 20200113-8

RÉSOLUTION
Nomination d'un représentant du Centre des jeunes l'Escale pour soumettre et signer les différents documents liés à la demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets 2020 du Plan d'Action Collectif de Montréal-Nord Priorité-Jeunesse, pour le projet Aspirants Animateurs (ASPI).

SUR PROPOSITION DÛMENT APPUYÉE, IL EST résolu de nommer Madame Sophie Laquerre-Duchesne comme représentante pour soumettre et signer les documents relatifs à la demande de subvention pour le projet ASPI.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Copie certifiée conforme,

Fait à Montréal-Nord, le 13 janvier 2020

Suzanne Bernier
Vice-Présidente

Adresse postale
4255, Place Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord. Qc H1H 1S4

Adresse civique
11 612, avenue Salk
Chalet du Parc St-Laurent

T 514.328.4180
F 514.328.4069
info@centredesjeuneslescale.com
centredesjeuneslescale.com

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Sophie Laquerre-Duchesne** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord Inc.**, à déposer le projet **Aspirants-animateurs** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Sophie Laquerre-Duchesne

Directeur(trice)

27/01/2020

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Travail alternatif à la journée (TAPAJ) du Centre des jeunes l'Escale
40 000 $/ an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DES JEUNES L'ESCALE DE MONTRÉAL-NORD**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **11612, avenue Salk, Montréal-Nord, (Québec) H1H 1S4**, agissant et représentée par **Sophie Laquerre, co-directrice**, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : **868165366**
N° d'inscription TVQ : **1021076585**
N° d'inscription d'organisme de charité : **868165366RR001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Le Centre des jeunes l'Escale a comme mission de favoriser l'empowerment et l'autonomie chez les jeunes nord montréalais de 15 à 25 ans en offrant un service d'écoute et un accompagnement psychosocial.

C'est à travers des projets structurants visant à développer et à valoriser les talents et les compétences des jeunes que le Centre des jeunes l'Escale se veut au Québec et ailleurs, un modèle d'intégration des jeunes au sein de la communauté.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement;

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé du projet sur 3 ans (voir gabarit ci-joint);
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier.

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 28 février 2021 pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent vingt mille dollars sur 3 ans (120 000 $**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 40 000 $

5.2.1.1 une somme maximale de **vingt mille dollars (20 000 $)** sera versée dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **seize mille dollars (16 000** $) sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **quatre mille dollars (4 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 40 000 $

5.2.2.1 une somme maximale de **vingt mille dollars (20 000 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **seize mille dollars (16 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **quatre mille dollars (4 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022.

Pour l'année 2022-2023 : 40 000 $

5.2.3.1 une somme maximale de **vingt mille dollars (20 000 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **seize mille dollars (16 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **quatre mille dollars (4 000 $)** sera versée à l'Organisme à la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **11612, avenue Salk, Montréal-Nord, (Québec) H1H 1S4**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**,, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

CENTRE DES JEUNES L'ESCALE

Par : _____
Sophie Laquerre, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



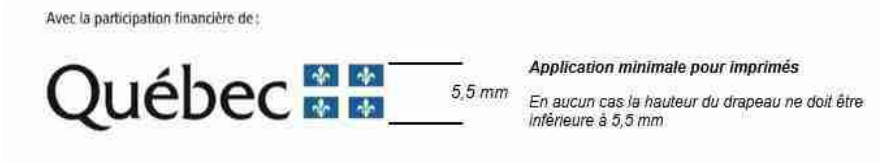
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0382 - TRAVAIL ALTERNATIF PAYÉ À LA JOURNÉE (TAPAJ) (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord Inc.	Le Centre des jeunes l'Escale a comme mission de favoriser l'empowerment et l'autonomie chez les jeunes nord-montréalais de 15 à 25 ans en offrant un service d'écoute et un accompagnement psychosocial. C'est à travers des projets structurants visant à développer et à valoriser les talents et les compétences des jeunes que, le Centre des jeunes l'Escale se veut au Québec et ailleurs, un modèle d'intégration des jeunes au sein de la communauté.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Travail Alternatif Payé à la Journée (TAPAJ)

Numéro de projet GSS: 0382

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Sophie
Nom: Laquerre-Duchesne
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 328-4180
Numéro de télécopieur: (514) 328-4069
Courriel: s.laquerre@lescale.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Sophie
Nom: Laquerre-Duchesne
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-01-01	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le projet Travail Alternatif Payé A la journée (TAPAJ) est un projet de pré-employabilité mis en place depuis 2017 par le Centre des jeunes l'Escale en tant que projet pilote innovant, adapté à la clientèle-cible et pertinent pour la communauté. Le projet TAPAJ souhaite, à travers une stratégie de négociation des contrats avec des partenaires du milieu et une offre de plateaux de travail aux jeunes, participer au développement économique de Montréal-Nord par le biais d'un accompagnement et un soutien financier aux jeunes âgés de 15 à 25 ans et à leurs familles dans un contexte de pauvreté, de marginalisation et d'exclusion sociale.

En effet selon les données du profil socio-démographique de l'arrondissement de Montréal-Nord de mai 2018 (basé sur le recensement de 2016), on y dénombre un pourcentage plus de 30% de la population âgée de moins de 25 ans pour une population totale de 84 234 personnes représentant 4,9% de la population totale de la ville de Montréal et se classant au 10e rang des arrondissements les plus peuplés sur les 19 arrondissements. Sur les 15 170 familles avec enfants que compte Montréal-Nord, on y retrouve une proportion de 42% d'entre elles qui sont des familles monoparentales avec enfants. La théorie actuelle démontre que la composition et la taille de la famille font partie des facteurs de risque pour certaines problématiques dont vivent les jeunes. Bien plus encore, une proportion de 7 425 personnes âgés de 15 à 25 ans sont des immigrants, quand on sait que 67% de la population est issue de l'immigration et que plus de la moitié de la population immigrante sont des immigrants économiques. Par ailleurs, 49% de la population nord-montréalaise s'identifie à une minorité visible. Il est également important de mentionner que 42 % de la population avaient déclaré avoir gagné moins de 20 000 $, et une part de 5 % de la population de 15 ans et plus de l'arrondissement était sans revenu au cours de l'année 2015 (soit un an avant le recensement. Parmi les 81 615 personnes vivant dans un ménage privé, 17 740 individus parmi lesquels 4620 jeunes en situation de faible revenu.

Ces données contextuelles permettent d'appuyer notre positionnement selon lequel l'incapacité pour une personne et plus encore pour un jeune à subvenir à ses besoins de base augmente considérablement les risques de problème de santé mentale et physique. Il faut dire que les jeunes de Montréal-Nord font face à ces défis liés à leur environnement de vie, ce qui impactent négativement leur développement personnel, scolaire et même professionnel. Force est de préciser que 80% des jeunes ciblés par le projet TAPAJ vivent véritablement dans des conditions de très grande précarité, sont issus de familles monoparentales pour la grande majorité et pour la plupart vivent dans des familles ayant des revenus annuels très faibles au regard de la réalité nord-montréalaise. Plus de la majorité d'entre eux ne vont pas à l'école ou sont des décrocheurs scolaires.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Le projet TAPAJ à travers une théorie du changement ayant un impact social souhaite contribuer d'ici à 2022 à ce que 225 jeunes nord-montréalais acquièrent une expérience pertinente de travail

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

- 75 jeunes par année ont accès à des plateaux de travail ne nécessitant pas d'expérience professionnelle préalable.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

- Faire la promotion du projet à différents lieux, notamment les écoles secondaires de Montréal-Nord (Henri-Bourassa, Calixa-Lavalllée, Amos, le Centre Ferland),

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	1	1	2	2	7

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Faire la promotion du projet lors d'évènements organisés par les entreprises du milieu, auprès des organismes communautaires du

quartier, et des kiosques dans les centres d'achat

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	3	1	2	2	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Recruter les participants au projet en organisant des soirées d'information et de recrutement des jeunes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
75 jeunes bénéficient d'un accompagnement supervisé sur le terrain

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser des mini-formations ponctuelles pour les jeunes dépendamment de la nature du travail à effectuer

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	4	1	1	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Accompagner et superviser le travail de terrain des jeunes participants à chaque plateau de travail

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	52	2	3	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Faire des retours-reflexifs avec les jeunes après le travail effectué

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	52	2	1	2	15

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Un portfolio de 30 nouveaux contrats d'ici à 2022 et pérennisation des partenaires et des contrats déjà obtenus

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
10 nouveaux contrats obtenus chaque année. - Des partenariats consolidés et satisfaisants reconnaissant le bien-fondée et la plus-value du projet TAPAJ

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Participer aux différents salons d'entreprise organisés au sein de l'arrondissement et dans le grand Montréal

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	1	2	3	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Faire des appels et envoyer des courriels aux entreprises et organismes ciblés pour présenter l'offre de service du projet TAPAJ

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	5	1	1	3	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Établir une liste de partenaires interessés et partir leur présenter en personne l'offre de service du projet TAPAJ suivant leur intérêt et leur disponibilité

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Contribuer à l'amélioration des revenus familiaux des participants et participer à leur intégration professionnelle et leur réussite éducative

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
30% des jeunes accompagnés chaque année décrochent un emploi permanent

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
La mise en place d'accompagnement et de suivis individuels offerts au jeune pendant et après le temps du plateau de travail

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	1	1	1	1	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rechercher de manière participative des offres d'emploi avec les jeunes participants au projet TAPAJ

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	2	1	1	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser des séances de travail sur le montage de CV, la lettre de présentation et les entrevues

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	3	1	2	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Démarcher physiquement des entreprises en quête de main d'oeuvre pour des emplois permanents à temps plein ou à temps partiel

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	1	1	1	1

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
70% des participants disposent d'outils pour retourner aux études dans une perspective de réussite éducative

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Faire des suivis individuels avec chaque participant dans le cadre du 2e volet du projet pour travailler la motivation à retourner aux études

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	4	1	1	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Encourager les jeunes qui désirent retourner aux études à travers des ateliers sur la persévérance et la réussite scolaire

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	1	1	2	20

Mesures des résultats	Précision

Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)

Mesures des résultats	Précision

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 11612
Rue: Avenue Salk
Numéro de bureau:
Code postal: H1G 4Y8
Ville: Autre
Ville précision: Montréal-Nord

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Travail
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 42
Nb. femmes: 33
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 75

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Minorités visibles
- Décrocheurs scolaires
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Le projet TAPAJ en tant qu'intervention visant la pré-employabilité des jeunes de Montréal-Nord se veut inclusif et participatif sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation sexuelle, de classe sociale, d'origine ou encore de genre. Tous les jeunes sont encouragés à s'inscrire et profiter des offres de travail alternatif rémunérées à la fin de la journée suivant la nature des contrats.

Ce sont les jeunes de façon paritaire qui émettent leurs besoins et leurs souhaits en lien direct avec les objectifs poursuivis par le projet. Chaque jeune lors du suivi individuel effectué par l'équipe du projet manifeste son besoin

Certaines activités de formation sont menées par des experts de la problématique que l'on souhaite aborder avec les jeunes du projet que se soit en matière de relations saines, de gestion des conflits, de témoignages de vie ou encore pour les violences faites aux femmes. Pour cette thématique spécifique, et en réponse aux besoins spécifiques des jeunes filles, un cours d'auto-défense est animée par une agente policière du PDQ39.

Les ressources du projet sont réparties de manière équitables avec un personnel composé d'une chargée de projet et d'un intervenant de plateau afin de mieux accompagner les jeunes filles et les jeunes garçons.

Les contrats de travail négociés par l'équipe du projet sont diversifiés et prennent en compte les besoins différenciés des jeunes filles et garçons, notamment au niveau de la nature du travail à effectuer et la supervision.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Arrondissement de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Autres : précisez Offre de contrats pour les jeunes		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4255 Place Hôtel-De-Ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1S4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Spectre de rue

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui
Expertise-conseil		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1280 rue Ontario Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1R6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Salle Désillets du CEGEP Marie Victorin

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Offre de contrats		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7000 rue marie victorin
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 2J6

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation - Secrétariat à la région métropolitaine - FIRM

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	28 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Clara Couturier
Adresse courriel: clara.couturier@mamh.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 873-7355
Adresse postale: 800, rue du Square-Victoria, bureau 2.00, C.P. 83, succursale Tour-de-la-Bourse
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4Z 1B7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Centre des jeunes l'Esacale

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	2 858,99 $	Oui

Nom de la personne ressource: Sophie Laqerre-Duchesne
Adresse courriel: s.laquerre@lescale.org
Numéro de téléphone: (514) 328-4180
Adresse postale: 11612 Avenue Salk
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H1G 4Y8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Centre des jeunes l'Escale- Revenus des contrats du projet TAPAJ

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	10 280,48 $	Oui

Nom de la personne ressource: Sophie Laquerre-Duchesne
Adresse courriel: s.laquerre@lescale.org
Numéro de téléphone: (514) 328-4180
Adresse postale: 11612 Avenue Salk
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H1G 4Y8

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Chargé(e) de projet	21,4 $	35	134,82 $	52	1	45 958,64 $
Intervenant(e)	17,8 $	21	59,81 $	42	1	18 211,62 $
Autre poste : veuillez l'identifier Contractuels TAPAJ	12,5 $	5	0 $	14	10	8 750 $
Total						72 920,26 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			41 139,47 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Chargé(e) de projet	45 958,64 $	33 141,01 $	12 817,63 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	18 211,62 $	2 170,26 $	16 041,36 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Contractuels TAPAJ	8 750 $	0 $	8 750 $	0 $	0 $
Total	**72 920,26 $**	**35 311,27 $**	**37 608,99 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		751,44 $	0 $	0 $	**751,44 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	100 $	0 $	**100 $**
Photocopies, publicité		0 $	449,42 $	0 $	**449,42 $**
Déplacements		0 $	400 $	0 $	**400 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		368,1 $	581,06 $	0 $	**949,16 $**
Autres		800 $	0 $	0 $	**800 $**
Total		**1 919,54 $**	**1 530,48 $**	**0 $**	**3 450,02 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		95,98 %			
Frais administratifs		**2 769,19 $**	**2 000 $**	**0 $**	**4 769,19 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		138,46 %			
Total		**40 000 $**	**41 139,47 $**	**0 $**	**81 139,47 $**

Informations complémentaires

TAPAJ est un projet d'insertion spécifique permettant aux jeunes en très grande précarité d'être rémunérés en fin de journée pour une activité professionnelle qui ne nécessite pas de qualification particulière et ne les engage pas dans la durée. Sa mise en œuvre s'appuie sur un partenariat opérationnel avec des entreprises et des collectivités locales en vue d'offrir une alternative aux métiers de la rue. Ce dispositif vise à rejoindre les jeunes de la rue en situation de délinquance ou à haut risque de le devenir.

Le projet se veut un outil en appui aux jeunes dans leurs démarches de réinsertion sociale. C'est un projet qui est reconnu au sein de la communauté grâce à sa pertinence et son apport pour les jeunes et biensur leurs familles.

PROFIL DE JEUNES CIBLÉS:

• Jeunes âgés de 18 à 25 ans en situation de précarité financière ayant de la difficulté à trouver ou conserver un emploi

• Jeunes criminalisés dont les revenus proviennent principalement de pratiques illégales

• Jeunes qui n'ont, pour la plupart d'entre eux, pas complété leurs études secondaires et reçoivent ou pas de l'aide sociale.

• Certains pratiquent aussi des métiers de la rue, consomment régulièrement de l'alcool ou des stupéfiants • Jeunes en situation d'itinérance invisible ou pratiquent du « couch surfing ». • Jeunes sont souvent réfractaires à toute démarche auprès des institutions.

OBJECTIFS VISÉS:

• Offrir des alternatives rémunérées légales et sécuritaires dans un contexte de dépannage économique

• Offrir aux jeunes en situation d'exclusion une place dans la communauté en réparant le lien social

• Offrir une expérience de pré-employabilité dans le but d'une réinsertion socioprofessionnelle

• Favoriser la cohabitation en participant à la vie de quartier

• Découvrir leurs habilités et intérêts en phase avec leurs capacités et leur personnalité

Le projet TAPAJ se compose de deux volets :

Volet 1 1- Travail à la journée (plage horaire de 3 à 5h) 2- Rémunération de 11$/heure remis en argent comptant après le plateau de travail 3- Choix d'un type de plateau de travail selon les disponibilités

Volet 2 1- Jeunes qui se sont démarqués dans le volet 1 par leur motivation, leur ponctualité et leur travail soutenu 2- Travaille plusieurs jours par semaine (3 à 4 jours) 3- Rémunération plus espacée 4- Accompagnement psycho-social

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget TAPAJ 2020-2021 Priorité Jeunesse.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
TAPAJ-Formulaire rapport étape et final 2019 (2).pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettres d'appui (Spectre de rue- salle Désillets et TCJMN) et flyers.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution- TAPAJ.pdf	Validité du 2020-01-13

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Sophie Laquerre-Duchesne	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

TAPAJ

SPECTRE DE RUE

MONTRÉAL



Montréal, le 24 janvier 2020

Sophie Laquerre
Directrice
Centre des jeunes l'Escale
4255, Place Hôtel –de-Ville
Montréal-Nord (Qc) H1H 1S4

Objet : Appui au projet TAPAJ du Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord

Madame Laquerre,

Par la présente, à titre de coordonnatrice du programme TAPAJ de l'organisme Spectre de rue, je veux affirmer mon appui aux initiatives actuelles et futures qui seront mises sur pied par mon homologue, Mme Danièle Salmeron, coordonnatrice du programme TAPAJ de l'Escale Montréal-Nord.

Spectre de rue a développé le programme TAPAJ, au tournant des années 2000, pour tâcher de contourner la problématique de la pratique des métiers de la rue (quête, prostitution, squeegeeing, vente de stupéfiants) qui sévissaient alors dans le Centre-Sud, en proposant aux jeunes en situation de grande précarité sociale de courts plateaux d'implication positive dans la communauté rémunérés immédiatement en argent comptant.

À ce compte, supporter l'initiative de l'Escale en travail à la journée, c'est dépasser le champ du discours habituel d'insertion ou de réinsertion qui vise les jeunes de la rue, c'est parler d'intégration à une société.

Cordialement.

Annie Aubertin, Directrice générale Spectre de rue.

1280, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R6
Téléphone : 514.528.1700 • Télécopieur : 514.528.1532
administration@spectrederue.org • www.spectrederue.org

TAPAJ

SPECTRE DE RUE

MONTRÉAL



1280, rue Ontario Est, Montréal (Québec) H2L 1R6
Téléphone : 514.528.1700 • Télécopieur : 514.528.1532

administration@spectrederue.org • www.spectrederue.org

Montréal-Nord, le 20 janvier 2020

Madame Sophie Laquerre-Duchesne
Directrice générale
Centre des jeunes l'Escale
4255, Place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

Objet *: Lettre d'appui – Projet TAPAJ*

Madame Laquerre-Duchesne,

La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord désire apporter son appui à la demande du Centre des jeunes l'Escale, membre du conseil d'administration, déposée dans le cadre de l'appel de projets 2020 du plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse pour la demande d'aide financière en vue de réaliser le projet Travail Alternatif Payé À la Journée (TAPAJ), qui est un projet d'insertion spécifique venant en aide aux jeunes de Montréal-Nord en situation de précarité et d'exclusion sociale.

Force est de préciser que le projet TAPAJ cible des jeunes âgés de 18 à 25 ans provenant pour la plupart de la zone Nord-Est et s'inscrit dans la problématique liée au taux de chômage élevé chez les jeunes de Montréal-Nord et aux difficultés à l'accès à l'emploi et leur permet d'être rémunérés ponctuellement pour des activités ne nécessitant pas forcément d'expériences professionnelles ou de qualifications particulières et ne les engage pas dans la durée.

Nous croyons à l'efficacité et au bien-fondé de la mise en œuvre de ce projet, qui au-delà des jeunes, contribue indirectement au soutien économique des familles du quartier et à la cohésion au sein de la communauté à travers les différents contrats offerts par des partenaires du milieu. En tant que table de concertation jeunesse, nous visons à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse de Montréal-Nord, en plus de favoriser le développement et la cohésion des actions liées aux différentes sphères de vie des jeunes.

Nous nous engageons à fournir tout l'appui nécessaire au projet porté par le Centre des jeunes l'Escale, membre actif de la table de concertation, car nous sommes convaincus des effets

positifs des interventions pour les jeunes de Montréal-Nord et nous reconnaissons l'importance d'optimiser la cohésion des actions qui leur sont destinées. Nous sommes convaincus de la pertinence et de l'efficacité des interventions dans le cadre de ce projet.

Conscients que l'amélioration de la situation des jeunes de Montréal-Nord implique la coopération entre les acteurs de la communauté, ainsi que la création et l'entretien de véritables relations partenariales, nous nous engageons à soutenir et collaborer avec le Centre des jeunes l'Escale afin de garantir l'efficacité des actions mises en place.

Veuillez agréer, Madame Laquerre-Duchesne, l'expression de mes sentiments distingués.



_____

Sheilla Fortuné
Présidente

François Moffatt

514-325-0150 #2615
francoismoffatt@salledesilets.com

Montréal, le 21 janvier 2020

Madame Sophie Laquerre

4255 place de l'Hotel-de-Ville
Montréal-Nord, QC, H1H 1S4
Téléphone : 514-328-4180

Objet : Appui au projet *TAPAJ* du Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord

Par la présente, nous vous informons que nous sommes heureux de donner notre appui au projet *TAPAJ* du Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord

Nous avons collaboré avec ce projet proposant en participant à un programme d'insertion notre apport a permis à des jeunes de travailler et d'être rémunérés. Ce sont des jeunes vivant dans une grande précarité salariale. Ils ont effectué la distribution de plus de 6000 supports promotionnels depuis 2017 dans les boîtes aux lettres des résidents de Rivière-des-Prairies nous avons été très satisfaits des résultats.

Ce programme adapté et proposé par l'Escale s'adresse aux jeunes de 18 à 25 ans en situation de précarité financière. Il leur offrira une expérience de pré employabilité en vue d'une réinsertion socioprofessionnelle ainsi qu'une place dans la communauté en réparant le lien social tout en favorisant la cohabitation en participant à la vie de quartier.

Dans l'assurance que vous avez toute notre reconnaissance et notre appui, veuillez agréer, madame la directrice, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Veuillez agrée madame mes plus cordiales
salutations

François Moffatt
Directeur général et artistique



Travail
Alternatif
Payé
A la
Journée

TAPAJ

est un programme d'insertion spécifique permettant aux jeunes en précarité d'être rémunérés en fin de journée pour une activité professionnelle qui ne nécessite pas de qualification particulière et ne les engage pas dans la durée. Il se veut un outil en appui aux jeunes dans leurs démarches de réinsertion sociale.

Ce programme est financé par l'Arrondissement de Montréal-Nord et le Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire

POUR NOUS JOINDRE

ADRESSE POSTALE
4255, Place Hôtel-De-Ville
Montréal-Nord, QC, H1H 1S4

ADRESSE CIVIQUE
11 612, Avenue Salk
Montréal-Nord, QC, H1G 4Y8
(Chalet du Parc St-Laurent)

CONTACT TAPAJ
Danièle Salmeron
Coordonnatrice TAPAJ
438-492-8778
d.salmeron@lescale.org
TAPAJ Montréal-Nord l'Escale

www.lescale.org

CENTRE DES JEUNES
L'ESCALE



TAPAJ

CENTRE DES JEUNES L'ESCALE
DE MONTRÉAL-NORD

FIERS PARTENAIRES

Montréal-Nord Montréal

Affaires municipales et Occupation du territoire Québec

977701

Objectifs

- Offrir des alternatives rémunérées légales et sécuritaires dans un contexte de dépannage économique
- Offrir aux jeunes en situation d'exclusion une place dans la communauté en réparant le lien social
- Offrir une expérience de pré-employabilité dans le but d'une réinsertion socioprofessionnelle
- Favoriser la cohabitation en participant à la vie de quartier
- Faire découvrir aux jeunes leurs habilités et intérêts en phase avec leurs capacités et leur personnalité

Profil des jeunes ciblés

- Jeunes 15-25 ans en situation de précarité financière ayant de la difficulté à trouver ou conserver un emploi
- Jeunes criminalisés dont les revenus proviennent de pratiques illégales
- Jeunes qui n'ont pas terminé leur curcus scolaire et reçoivent ou pas de l'aide sociale
- Jeunes vulnérables aux dépendances
- Jeunes en situation d'itinérance invisible ou pratiquant du couch surfing
- Jeunes souvent réfractaires à toute démarche auprès des institutions

TAPAJ

Programmes en deux volets

Volet 1.

Travail à la journée (plage horaire flexible)

Rémunération (Salaire minimum en vigueur)

Choix d'un type de plateau de travail selon les disponibilités et les intérêts

Accompagnement psycho-sociale

Volet 2.

Référence et sélection des jeunes
(qui se sont démarqués dans le volet 1 par leur motivation, leur ponctualité et leur travail soutenu)

Plus d'heures de travail

Accompagnement vers l'employabilité

Avantages pour les entreprises

- **Gain en efficacité et en productivité**
  (Nous nous occuperons des tâches que les employés de votre entreprise n'ont pas le temps d'exécuter)
- **Horaires flexibles**
- **Salaire au taux horaire de base**
- **Meilleure image et avantages face aux compétiteurs**
  (mesure de responsabilité sociale des entreprises)

et plus à découvrir !

Nature des contrats

- **Service d'entretien intérieur et extérieur**
- **Distribution de courrier, dépliants**
- **Contrats lors d'événements ponctuels**
- **Emploi de manutention**
- **Tâches liées à la restauration**
- **Services auprès des résidences pour aînés ou personnes à moibilité réduite**
- **Déneigement dans les stationnements ou ruelles**

et autres besoins !

98/701



Appels à projets 2020 - Plan

Budget prévisionnel 2020-2021- Projet

Revenus
Arrondissement de Montréal-Nord
FIRM
Revenus contrats TAPAJ
Centre des jeunes l'Escale
Revenu total
Dépenses
Budget pour le personnel
Salaire Chargé de projets (35h/semaine X 21,40$/h X 52 semaines + charges sociales)
Salaire Intervenant (21h/semaine X 17,8$/h X 42 semaines + charges sociales)
Contractuels TAPAJ
Frais d'activités
Equipement: matériels d'activités et accesoires informatiques
Assurances
Fournitures de bureau

Déplacement - frais sorties jeunes + frais de déplacement
Publicité et promotion
Autres
Collations pour participants
Frais pour les activités
Frais administratifs
Amortissement de l'exercice
Téléphone
Frais licences/taxes/permis
Courrier et frais postaux
Frais de service de paie
Frais de réunion
Internet
Dépenses totales

d'action collectif Priorité Jeunesse

t Travail Alternatif Payé A la Journée (TAPAJ)

BUDGET
40 000,00 $
28 000,00 $
10 280,48 $
2 858,99 $
81 139,47 $
45 958,64 $
18 211,62 $
8 750,00 $
751,44 $
949,16 $
100,00 $

400,00 $
449,52 $
200,00 $
600,00 $
1 600,00 $
720,00 $
350,00 $
50,00 $
265,09 $
800,00 $
984,00 $
81 139,47 $

CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXTRAIT du procès-verbal de la réunion ordinaire du conseil d'administration
Du Centre des jeunes L'Escale de Montréal-Nord,
Tenue le lundi 13 janvier au 11612, avenue Salk, Montréal-Nord.

CA — 20200113-8

RÉSOLUTION
Nomination d'un représentant du Centre des jeunes l'Escale pour soumettre et signer les différents documents liés à la demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets 2020 du Plan d'Action Collectif de Montréal-Nord Priorité-Jeunesse, pour le projet TAPAJ.

SUR PROPOSITION DÛMENT APPUYÉE, IL EST résolu de nommer Madame Sophie Laquerre-Duchesne comme représentante pour soumettre et signer les documents relatifs à la demande de subvention pour le projet TAPAJ.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Copie certifiée conforme,

Fait à Montréal-Nord, le 13 janvier 2020

C Blanchard

Catherine Blanchard
Présidente

Adresse postale
4255, Place Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord. Qc H1H 1S4

Adresse civique
11 612, avenue Salk
Chalet du Parc St-Laurent

T 514.328.4180
F 514.328.4069
info@centredesjeuneslescale.com
centredesjeuneslescale.com

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Sophie Laquerre-Duchesne** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord Inc.**, à déposer le projet **Aspirants-animateurs** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

27/01/2020

Sophie Laquerre-Duchesne

Directeur(trice)

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Milieu de vie du Centre des jeunes l'Escale
25 000 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DES JEUNES L'ESCALE DE MONTRÉAL-NORD**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **11612, avenue Salk, Montréal-Nord, (Québec) H1H 1S4**, agissant et représentée par **Sophie Laquerre, co-directrice**, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : **868165366**
N° d'inscription TVQ : **1021076585**
N° d'inscription d'organisme de charité : **868165366RR001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Le Centre des jeunes l'Escale a comme mission de favoriser l'empowerment et l'autonomie chez les jeunes nord montréalais de 15 à 25 ans en offrant un service d'écoute et un accompagnement psychosocial.

C'est à travers des projets structurants visant à développer et à valoriser les talents et les compétences des jeunes que le Centre des jeunes l'Escale se veut au Québec et ailleurs, un modèle d'intégration des jeunes au sein de la communauté.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement;

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé du projet sur 3 ans (voir gabarit ci-joint);
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier.

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 28 février 2021 pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **soixante-quinze mille dollars (75 000 $**) **sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 25 000 $

5.2.1.1 une somme maximale de **douze mille cinq cent dollars (12 500 $)** sera versée dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **dix mille dollars (10 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **deux mille cinq cent dollars (2 500 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 25 000 $

5.2.2.1 une somme maximale de **douze mille cinq cent dollars (12 500 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **dix mille dollars (10 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **deux mille cinq cent dollars (2 500 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022.

Pour l'année 2022-2023 : 25 000 $

5.2.3.1 une somme maximale de **douze mille cinq cent dollars (12 500 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **dix mille dollars (10 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **deux mille cinq cent dollars (2 500 $)** sera versée à l'Organisme à la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **11612, avenue Salk, Montréal-Nord, (Québec) H1H 1S4**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**,, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

CENTRE DES JEUNES L'ESCALE

Par : _____
Sophie Laquerre, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel

promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

[2] S.O. : sans objet

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



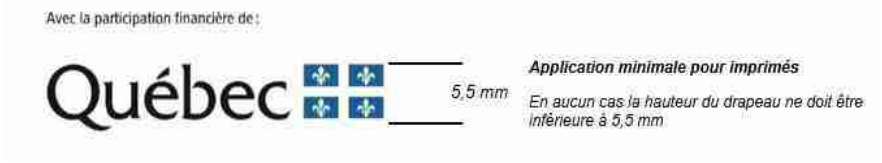
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#1023 - MILIEU DE VIE (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord Inc.	Le Centre des jeunes l'Escale a comme mission de favoriser l'empowerment et l'autonomie chez les jeunes nord-montréalais de 15 à 25 ans en offrant un service d'écoute et un accompagnement psychosocial. C'est à travers des projets structurants visant à développer et à valoriser les talents et les compétences des jeunes que, le Centre des jeunes l'Escale se veut au Québec et ailleurs, un modèle d'intégration des jeunes au sein de la communauté.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Milieu de vie
Numéro de projet GSS: 1023

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Sophie
Nom: Laquerre-Duchesne
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 328-4180
Numéro de télécopieur: (514) 328-4069
Courriel: s.laquerre@lescale.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Sophie
Nom: Laquerre-Duchesne
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-01-01	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le projet Milieu de vie est un projet d'insertion sociale basé des techniques d'intervention psycho-sociale et les principes du développement de la capacité d'agir des jeunes de Montréal-Nord âgés de 15 à 25 ans et jugés à risque. Les participants du projet Milieu de vie sont des jeunes de 15 à 25 ans de Montréal-Nord qui ne sont ni aux études, ni en emploi et pour la plupart viennent régulièrement traîner au parc Saint-Laurent. Ce sont des jeunes (40% de filles et 60 % de garçons) qui présentent des symptômes de violence, sont en situation de pauvreté, d'exclusion sociale et en proie avec des problèmes de délinquance et criminalité juvéniles et exposés à des facteurs de risque.

Les problèmes comportementaux chez les jeunes sont souvent liés à une incidence élevée de facteurs de risque et à un minimum de facteurs de protection et de résilience dans les domaines communautaire, personnel, familial et scolaire. L'environnement de vie des jeunes et toutes les problématiques qui y sont liées peuvent être considérés comme le fondement des attitudes et des comportements antisociaux dont ils font preuve. Tel est le cas à Montréal-Nord où les données statistiques amènent un triste constat car on y retrouve les plus fortes proportions de personnes sans diplômes et sans emploi. Les enfants et adolescents "pauvres" constituent 7,3% de la population, soit le plus haut niveau par les arrondissements de Montréal. Il faut également préciser que cette tranche de la population est sur-représentée au sein de l'ensemble des personnes à faible revenu de Montréal-Nord, avec notamment 27,1% des personnes à faible revenu ayant moins de 18 ans. Généralement, les municipalités à forte criminalité de violence se caractérisent entre autres en moyenne par une proportion plus grande de familles monoparentales et de jeunes hommes âgés de 15 à 24 ans , comme c'est le cas de Montréal-Nord où les jeunes de moins de 29 ans représentent près d'un tiers de la population soit 30,1% et où l'on retrouve une grande proportion de familles monoparentales (Sur les 15 170 familles avec enfants que compte Montréal-Nord, on y retrouve une proportion de 42% de familles monoparentales avec enfants).

Bien plus encore, Selon le rapport de recherche présenté au gouvernement fédéral (Annie K. Yessine, rapport de recherche 2011), les jeunes présentant un plus grand nombre de facteurs de risque et des facteurs de risque dans de multiples domaines (p. ex., familial, scolaire, lié aux pairs) sont plus susceptibles d'adopter un style de vie délinquant.

Les jeunes accompagnés dans le cadre du projet Milieu de vie n'échappent pas à la réalité nord-montréalaise. leurs attitudes et comportements en sont un véritable reflet. Dans cette optique, la démarche stratégique mise en place par le projet Milieu de vie s'inscrit en droite ligne des priorités de la communauté nord-montréalaise ayant décidé d'agir à travers la mise en place d'un plan d'action collectif Priorité Jeunesse 2017-2027.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2022, l'intervention stratégique mise en place aura permis à 180 jeunes de développer leur pouvoir d'agir contribuant ainsi à leur insertion sociale au sein du quartier

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
- Développement de la capacité de 60 jeunes par an de faire des choix éclairés

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Faire la promotion du projet au sein du quartier: auprès des organismes communautaires, des écoles secondaires, et lors de différents évènements publics

différents événements publics

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	3	1	1	3	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place d'un comité-jeunes composé de 12 jeunes chargé définir de manière participative la programmation annuelle des actions en faveur de tout le groupe

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	1	1	1	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place et organisation d'ateliers de débats et échanges sur diverses thématiques en lien avec le pouvoir d'agir: établissement des buts, conscience critique

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	1	1	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place de soirées dites "libres" non structurées pour donner l'opportunité aux jeunes de prendre des initiatives et gérer les conflits entre eux

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	52	1	3	2	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
- Acquisition des compétences proactives par 60 jeunes dans les relations avec les pairs, la famille et les figures d'autorité

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organisation d'ateliers d'échanges et débats sur les relations saines

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	1	2	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
organisation d'activités de team-building pour les jeunes participants au projet

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	5	1	2	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place d'activités sportives et sorties culturelles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	12	4	1	2	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
- Augmentation des connaissances de 60 jeunes par an sur diverses thématiques en lien avec le pouvoir d'agir

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organisation de soirées-débats animées par différents invités sur la thématique de l'empowerment

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_mois	12	1	2	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organisation d'ateliers de formation sur le pouvoir d'agir et l'importance des choix éclairés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	1	2	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place de sorties culturelles et les activités d'aventure pour les jeunes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
bimensuel	1	1	6	2	10

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2022, les actions mises en place auront permis à 180 jeunes de devenir plus autonomes et des citoyens responsables au sein de la communauté

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Le projet d'insertion sociale aura permis à 60 jeunes par an de développer leur capacité de discernement et de conscience critique

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organisation d'une soirée dite "soirée je Vote" à chaque année d'élections (fédérales, provinciales et municipales)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organisation d'ateliers débats sur l'importance de l'engagement citoyen et la responsabilité citoyenne

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	1	2	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser une activité d'élaboration de projets par les jeunes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	140	2	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Contribuer à la transformation psychosociale de 220 jeunes dans le cadre de l'estime de soi d'ici à 2022

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Permettre à 60 jeunes par an de vivre des succès et apprendre à s'estimer

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organisation d'un gala de reconnaissance du mérite et des actions positives des jeunes du projet (Gala des Bravos)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	4	3	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
0rganisation d'ateliers de formation sur la thématique "fixation des buts"

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	4	1	2	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place d'un système d'émulation à travers des actions de valorisation de l'engagement des jeunes au sein du projet

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	4	1	1	2	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 11612
Rue: Avenue Salk
Numéro de bureau:
Code postal: H1G 4Y8
Ville: Autre
Ville précision: Montréal-Nord

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 36
Nb. femmes: 24
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 60

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Minorités visibles
- Décrocheurs scolaires
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
- Le projet Milieu de vie est orienté aussi bien pour les jeunes filles que les jeunes garçons. C'est dire ici que les critères d'admissibilités sont les mêmes que ce sont pour les filles que les garçons sans distinction aucune. Tous les jeunes du quartier sont invités à venir bénéficier à notre intervention qui se veut stratégique et structurante.

- La programmation annuelle des activités du projet est définie par les membres du comité-jeunes composé de 12 jeunes soit 6 garçons et 6 filles sous la supervision du chargé de projet et l'intervenant du milieu. Ce sont donc les jeunes de façon paritaire qui émettent leurs besoins et leurs souhaits en lien direct avec les objectifs poursuivis par le projet.

- Certaines activités de formation sont menées par des experts de la problématique que l'on souhaite aborder avec les jeunes du projet que se soit en matière de relations saines, de gestion des conflits, de témoignages de vie ou encore pour les violences faites aux femmes. Pour cette thématique spécifique, et en réponse aux besoins spécifiques des jeunes filles, un cours d'auto-défense est animée par une agente policière du PDQ39.

- Les ressources du projet sont réparties de manière équitables avec un personnel composé d'un chargé de projet et d'une intervenante de milieu afin de mieux accompagner les jeunes filles et les jeunes garçons.

- Le projet Milieu de vie prend véritablement en compte les besoins des filles et des garçons et s'attèle à combattre les stéréotypes.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère de la sécurité publique - Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	40 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité
Adresse courriel: pfippc@msp.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (877) 324-1190
Adresse postale: 2525 Boulevard Laurier
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1V 2L2

Nom du partenaire: Poste de quartier (PDQ), SPVM
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6100 Boul Henri-Bourassa E
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: Q1G __

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Dufresne & Gauthier

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	15 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Johanne Beauvilliers
Adresse courriel: jbeauvilliers@fdg.ca
Numéro de téléphone: (418) 929-9700
Adresse postale: 200-2505 Boulevard Laurier
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1V 2L2

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Famille Godin

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Chantal Parent
Adresse courriel: info@fondationfamillegodin.com
Numéro de téléphone: (514) 722-0484
Adresse postale: 888 rue Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 1G3

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Coup de pouce jeunesse

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11121 Avenue Salk
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H1G 4Y3

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4642 Rue Forest
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H1H 2P3

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Chargé(e) de projet	17,4 $	35	97,44 $	52	1	36 734,88 $
Intervenant(e)	17,2 $	21	57,79 $	52	1	21 787,48 $
Total						58 522,36 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			60 000 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Chargé(e) de projet	36 734,88 $	0 $	36 734,88 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	21 787,48 $	21 787,48 $	0 $	0 $	0 $
Total	**58 522,36 $**	**21 787,48 $**	**36 734,88 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	1 955,04 $	0 $	**1 955,04 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	250 $	0 $	**250 $**
Photocopies, publicité		0 $	1 200 $	0 $	**1 200 $**
Déplacements		0 $	2 500 $	0 $	**2 500 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		112,52 $	1 143,48 $	0 $	**1 256 $**
Autres		1 100 $	12 400 $	0 $	**13 500 $**
Total		**1 212,52 $**	**19 448,52 $**	**0 $**	**20 661,04 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		60,63 %			
Frais administratifs		**2 000 $**	**3 816,6 $**	**0 $**	**5 816,6 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		100 %			
Total		**25 000 $**	**60 000 $**	**0 $**	**85 000 $**

Informations complémentaires

Milieu de vie est un projet d'insertion sociale, jugé adapté et pertinent pour les jeunes à risque de Montréal-Nord et s'inscrit en droite ligne des priorités définies pour la jeunesse de l'arrondissement dans le cadre du plan d'action collectif Priorité-Jeunesse 2017-2027, démarche commune née sous le signe de la concertation afin de produire des effets positifs durables et équitables pour notre jeunesse. Le projet est une initiative du Centre des jeunes l'Escale, organisme communautaire reconnue au sein de la communauté et qui a pour objectifs principaux d'aider les jeunes de Montréal-Nord à développer leurs compétences afin de favoriser leur insertion sociale, scolaire et professionnelle.

Depuis son incorporation il y a 40 ans, le Centre des jeunes l'Escale à travers son milieu de vie met en place des actions dont le rendement a déjà fait l'objet de mesure et d'évaluation en ce qui a trait à l'accompagnement psychosocial des jeunes à risque de 15 à 25 ans en prise avec les problèmes de gang, de délinquance et de criminalité juvéniles, de décrochage scolaire et d'intimidation. Les jeunes n'étant pas scolarisés

et sans emploi, viennent régulièrement traîner dans le parc Saint-Laurent. Ils y passent beaucoup de temps, ce qui a toujours donné un avantage stratégique au Centre des jeunes l'Escale, situé au chalet de ce parc à Montréal-Nord.

Le Centre des jeunes l'Escale dans le cadre du projet Milieu de vie a décidé de mettre en place une stratégie de travail progressif avec les jeunes participants. Il est principalement question pour l'intervenant de milieu avec l'appui du chargé de projet d'amener les jeunes à faire preuve de discernement, à développer une conscience collective, sociale et politique. A travers certaines et activités, les jeunes sont amenés à développer leurs habilités prosociales. Il est question principalement de faire participer les jeunes aux discussions, de leur donner un droit de parole, de les encourager à participer aux débats et d'être entendu, mais aussi de participer aux décisions dans le cadre de la mise en place de la programmation du projet. Par la suite, le projet envisage de mettre l'accent sur l'amour de soi qui peut générer une vision de soi et aboutir à une reconnaissance de sa compétence par les autres, une sorte de confiance en soi.

Le projet Milieu de vie adopte également la stratégie d'acquisition progressive des connaissances et des habiletés pratiques à travers les ateliers mis en place. Des ateliers d'information sur la prévention de la petite délinquance, des incivilités, l'adhésion aux groupes criminalisés et l'intimidation font partie des activités mises en place avec l'appui du poste de quartier. Le projet vise également à développer chez les participants présentant des facteurs de risque de criminalité et d'abus de substances, des clés de résilience afin de court-circuiter cette trajectoire menant à l'inadaptation. Les clés de résilience identifiées dans le cadre du projet sont le développement et le maintien de relations saines, l'établissement de buts prosociaux et l'utilisation de stratégies d'adaptation. Les clés de résilience deviennent ainsi des facteurs de protection.

Dans le cadre du projet Milieu de vie, les ressources humaines devant mettre en place toutes les activités (chargé de projet et intervenant de milieu) doivent détenir certaines compétences, notamment: des expériences pertinentes dans le domaine de l'animation en milieu communautaire et de la prévention, la connaissance des différentes approches d'interventions psychosociales, une bonne connaissance des problématiques liées à la toxicomanie, à la santé mentale, à la criminalité juvénile, la connaissance des réalités multiethniques et la capacité à gérer des situations d'urgence, de crise ou de conflit. Il leur est demandé d'avoir certaines qualités notamment le professionnalisme, le dynamisme, l'empathie, débrouillardise et grande capacité d'adaptation. De détenir des habiletés pour la relation d'aide et l'animation auprès des individus, d'avoir de la patience, la motivation, une grande autonomie et un bon esprit d'équipe.

C'est donc à travers une stratégie claire et bien planifiée tant en ce qui concerne les ressources humaines, les activités opérationnelles, la définition préalable des résultats à atteindre dans une optique d'amélioration continue de son expertise que le Centre des jeunes l'Escale développe le projet Milieu de vie au chalet du parc Saint-Laurent. Le projet est reconnu par la communauté de Montréal-Nord pour sa pertinence et sa plus-value pour les jeunes du quartier.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget Milieu de vie 2020-2021 Priorité Jeunesse.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Flyers et lettres d'appui.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution Milieu de vie.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Sophie Laquerre-Duchesne	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Lettre engagement- Milieu de vie.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui



Appels à projets 2020 - Plan d'acti

Budget prévisionnel 2020-20

Revenus
Arrondissement de Montréal-Nord
Ministère de sécurité publique du Québec (en attente de confirmation)
Fondation Dufresne Gauthier
Fondation famille Godin
Revenu total
Dépenses
Budget pour le personnel
Salaire Chargé de projets (35h/semaine X 17,4$/h X 52 semaines + charges sociales)
Salaire Intervenant (21h/semaine X 17,2$/h X 52 semaines + charges sociales)
Frais d'activités
Equipement: matériels d'activités et accesoires informatiques
Assurances
Fournitures de bureau
Déplacement - frais sorties jeunes + frais de déplacement

Publicité et promotion
Autres
Frais d'activités
Collations pour participants
Frais administratifs
Amortissement de l'exercice
Téléphone
Internet
Frais licences/taxes/permis
Frais bancaires et intérêts
Frais de service de paie
Frais comptables et judiciaires
Frais de réunion
Frais de recrutement
Courrier et frais postaux
Dépenses totales

ion collectif Priorité Jeunesse

)21- Projet Milieu de vie

BUDGET
25 000,00 $
40 000,00 $
15 000,00 $
5 000,00 $
85 000,00 $
36 734,88 $
21 787,58 $
- $
1 951,44 $
1 256,00 $
250,00 $
2 500,00 $

1 200,00 $
12 000,00 $
1 500,00 $
1 610,00 $
442,49 $
482,48 $
453,46 $
120,00 $
400,00 $
1 600,00 $
300,00 $
151,67 $
260,00 $
85 000,00 $


UN MILIEU DE VIE
QUI NOUS RESSEMBLE
ET NOUS RASSEMBLE

LE MILIEU DE VIE, C'EST...

pour les 15 à 25 ans

* T'impliquer dans la communauté
* Faire entendre tes préoccupations
* Rencontrer des nouvelles personnes
* Échanger avec des intervenants

MERCREDI — 15H30-21H00

* Activités libres

JEUDI — 15H30-21H00

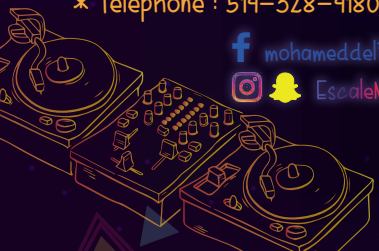
* Ateliers de discussion et d'information
* Invités et témoignages

VENDREDI — 15H30-21H00

* Activités sportives et culturelles
* Sorties, soirées dansantes et musiques

INFOS — SUR DEMANDE

* Chargé de projet : Mohamed Lamine Ndoye
* Courriel : m.lamine@lescale.org
* Téléphone : 514-328-4180



mohameddel'Escale

EscaleMtlNord

CENTRE L'ESCALE DES JEUNES

40e ANNIVERSAIRE

139/701

CENTRE L'ESCALE DES JEUNES

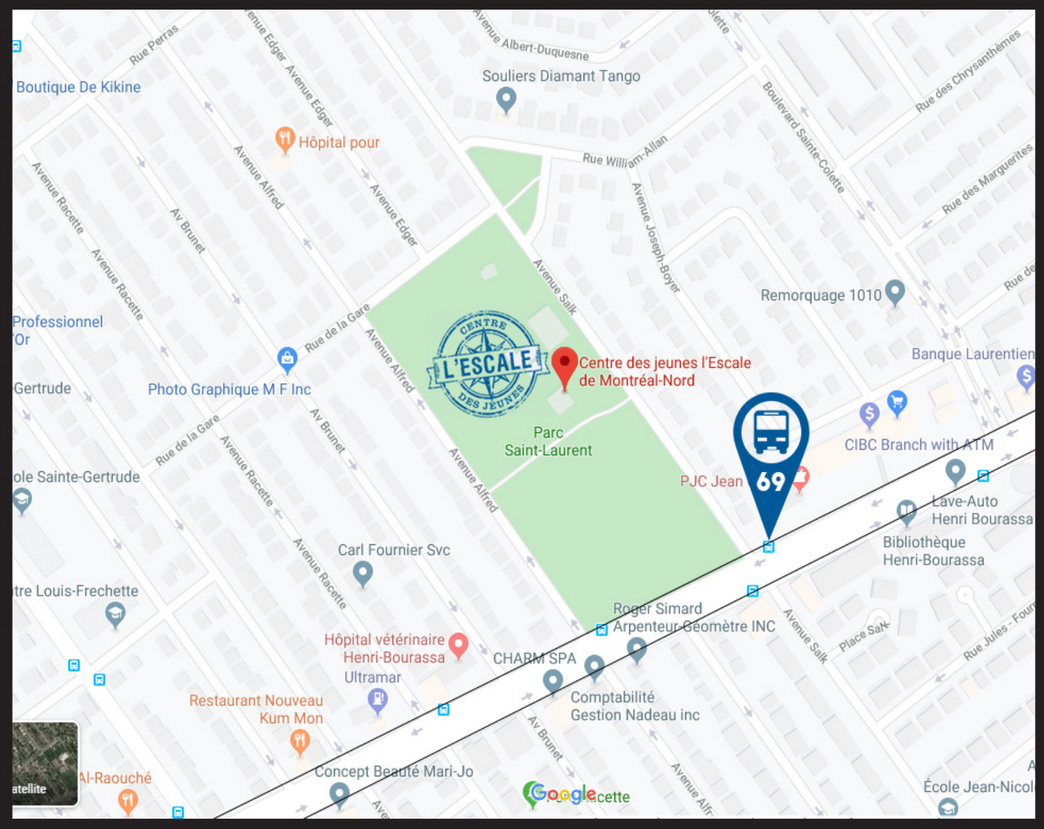
UN MILIEU DE VIE QUI NOUS RESSEMBLE ET NOUS RASSEMBLE

TU VEUX PARTICIPER À DES ACTIVITÉS GRATUITES?
TU VEUX UN ENDROIT POUR "CHILLER" AVEC DES AMIS?
TU VEUX RENCONTRER DE NOUVELLES PERSONNES?
TU VEUX T'IMPLIQUER DANS DES PROJETS STIMULANTS?

VIENS À L'ESCALE

MERCREDI, JEUDI, VENDREDI
15H30 À 21H00
15 À 25 ANS

11612 AVENUE SALK
MONTRÉAL NORD



Montréal-Nord, le 20 janvier 2020

Madame Sophie Laquerre-Duchesne
Directrice générale
Centre des jeunes l'Escale
4255, Place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

Objet : *Lettre d'appui – Projet Milieu de vie*

Madame Laquerre-Duchesne,

La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord a le plaisir d'appuyer la demande du Centre des jeunes l'Escale, membre du conseil d'administration, déposée dans le cadre de l'appel de projets 2020 du plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse pour la demande d'aide financière en vue de réaliser le projet Milieu de vie fondé sur approche d'intervention directe pour aider les jeunes de 15 à 25 ans en situation de pauvreté et d'exclusion sociale dans le but de lutter contre la délinquance juvénile, de contrer les facteurs de risque et de travailler à l'intégration de ces jeunes au sein de la communauté de Montréal-Nord.

Nous croyons à la pertinence et au bien-fondé de la mise en œuvre des interventions psychosociales et l'encadrement des jeunes à fort risque de décrochage scolaire, afin de réduire et lutter contre la délinquance et la criminalité juvéniles et de travailler afin d'inculquer aux jeunes le sentiment d'appartenance et l'intégration dans leur milieu de vie. En tant que table de concertation jeunesse, nous visons à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse de Montréal-Nord, en plus de favoriser le développement et la cohésion des actions liées aux différentes sphères de vie des jeunes.

Nous nous engageons à fournir tout l'appui nécessaire au projet porté par le Centre des jeunes l'Escale, membre actif de la table de concertation, car nous sommes convaincus des effets positifs des interventions pour les jeunes de Montréal-Nord et nous reconnaissons l'importance d'optimiser la cohésion des actions qui leur sont destinées. Nous sommes convaincus de la pertinence et de l'efficacité des interventions dans le cadre de ce projet.

Conscients que l'amélioration de la situation des jeunes de Montréal-Nord implique la coopération entre les acteurs de la communauté, ainsi que la création et l'entretien de véritables relations partenariales, nous nous engageons à soutenir et collaborer avec le Centre des jeunes l'Escale afin de garantir l'efficacité des actions mises en place.

Veuillez agréer, Madame Laquerre-Duchesne, l'expression de mes sentiments distingués.



_____

Sheilla Fortuné
Présidente

Coup de pouce jeunesse
Montréal-Nord

2001
Prix Hommage
Bénévolat-Québec
Gouvernement du Québec

2004
Prix Innovation
Guy Langlois
AlterGo

2007
Mention d'honneur
Prix d' Excellence
du réseau de la santé et
des services sociaux
Impact sur la communauté

Montréal-Nord, Le 21 janvier 2020

Sophie Laquerre-Duchesne
Directrice
Centre des jeunes l'Escale
4255 Place Hôtel-De-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

Objet : Lettre d'appui – Projet Milieu de vie

Madame Laquerre-Duchesne,

Coup de pouce jeunesse reconnait le bien-fondé et bien plus encore la pertinence des actions mises en place par le Centre des jeunes l'Escale auprès des jeunes nord-montréalais âgés de 15 à 25 ans. Dans ce sens, il me plait d'appuyer votre demande de financement adressé à l'arrondissement de Montréal-Nord pour l'appel à projets 2020 dans le cadre du plan d'action collectif Priorité Jeunesse, afin de mettre en œuvre le projet Milieu de vie.

En tant qu'organisme communautaire implanté à Montréal-Nord depuis plus de 35 ans, Coup de pouce jeunesse est un fier partenaire du Centre des jeunes l'Escale, en ce sens que les deux organismes mettent en place des actions ciblées pour la jeunesse de l'arrondissement en termes d'accompagnement pour l'engagement, le sentiment d'appartenance et bien évidemment l'estime de soi.

Le projet Milieu de vie que nous appuyons est jugé adéquat et adapté pour les jeunes nord-montréalais dans un contexte de pauvreté, de marginalisation et d'exclusion sociale. Ce projet représente la raison d'être du Centre des jeunes l'Escale, le cœur même de ses actions planifiées et structurées adéquatement afin de développer l'empowerment et l'autonomie des jeunes. Ces actions dont les résultats sont visibles et appréciés au sein de la communauté permettent de développer les facteurs de protection autour des jeunes accompagnés aux prises avec les problèmes de pauvreté, de délinquance et criminalité juvéniles, de décrochage scolaire et de marginalisation.

En qualité de partenaire du milieu, Coup de pouce jeunesse est convaincu du bien-fondé du projet Milieu de vie porté par le Centre des jeunes l'Escale. Raison pour laquelle, nous sommes heureux d'appuyer leur demande.

Veuillez agréer Madame Laquerre-Duchesne, l'expression de mes salutations distinguées.

Mijanou Simard - Directrice

11 121, avenue Salk, local 112, Montréal-Nord (Québec) H1G 4Y3
Téléphone : 514 321-8054 • Télécopieur : 514 321-6550 • Courriel : coupdepoucejeunesse@hotmail.com
www.coupdepoucejeunesse.com

Centraide du Grand Montréal

Montréal-Nord, le 20 janvier 2020

Madame Sophie Laquerre-Duchesne
Directrice générale
Centre des jeunes l'Escale
4255, Place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

Objet : *Lettre d'appui – Projet Milieu de vie*

Madame Laquerre-Duchesne,

La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord a le plaisir d'appuyer la demande du Centre des jeunes l'Escale, membre du conseil d'administration, déposée dans le cadre de l'appel de projets 2020 du plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse pour la demande d'aide financière en vue de réaliser le projet Milieu de vie fondé sur approche d'intervention directe pour aider les jeunes de 15 à 25 ans en situation de pauvreté et d'exclusion sociale dans le but de lutter contre la délinquance juvénile, de contrer les facteurs de risque et de travailler à l'intégration de ces jeunes au sein de la communauté de Montréal-Nord.

Nous croyons à la pertinence et au bien-fondé de la mise en œuvre des interventions psychosociales et l'encadrement des jeunes à fort risque de décrochage scolaire, afin de réduire et lutter contre la délinquance et la criminalité juvéniles et de travailler afin d'inculquer aux jeunes le sentiment d'appartenance et l'intégration dans leur milieu de vie. En tant que table de concertation jeunesse, nous visons à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse de Montréal-Nord, en plus de favoriser le développement et la cohésion des actions liées aux différentes sphères de vie des jeunes.

Nous nous engageons à fournir tout l'appui nécessaire au projet porté par le Centre des jeunes l'Escale, membre actif de la table de concertation, car nous sommes convaincus des effets positifs des interventions pour les jeunes de Montréal-Nord et nous reconnaissons l'importance d'optimiser la cohésion des actions qui leur sont destinées. Nous sommes convaincus de la pertinence et de l'efficacité des interventions dans le cadre de ce projet.

Conscients que l'amélioration de la situation des jeunes de Montréal-Nord implique la coopération entre les acteurs de la communauté, ainsi que la création et l'entretien de véritables relations partenariales, nous nous engageons à soutenir et collaborer avec le Centre des jeunes l'Escale afin de garantir l'efficacité des actions mises en place.

Veuillez agréer, Madame Laquerre-Duchesne, l'expression de mes sentiments distingués.



_____

Sheilla Fortuné
Présidente

CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXTRAIT du procès-verbal de la réunion ordinaire du conseil d'administration
Du Centre des jeunes L'Escale de Montréal-Nord,
Tenue le lundi 13 janvier au 11612, avenue Salk, Montréal-Nord.

CA — 20200113-8

RÉSOLUTION
Nomination d'un représentant du Centre des jeunes l'Escale pour soumettre et signer les différents documents liés à la demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets 2020 du Plan d'Action Collectif de Montréal-Nord Priorité-Jeunesse, pour le projet Milieu de Vie.

SUR PROPOSITION DÛMENT APPUYÉE, IL EST résolu de nommer Madame Sophie Laquerre-Duchesne comme représentante pour soumettre et signer les documents relatifs à la demande de subvention pour le projet Milieu de Vie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Copie certifiée conforme,

Fait à Montréal-Nord, le 13 janvier 2020

C Blanchard
Catherine Blanchard
Présidente

Adresse postale
4255, Place Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord, Qc H1H 1S4

Adresse civique
11 612, avenue Salk
Chalet du Parc St-Laurent

T 514.328.4180
F 514.328.4069
info@centredesjeuneslescale.com
centredesjeuneslescale.com

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Sophie Laquerre-Duchesne** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord Inc.**, à déposer le projet **Milieu de vie** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

27/01/2020

Sophie Laquerre-Duchesne

Directeur(trice)

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Ma première expérience de travail des Fourchettes de l'Espoir
85 000 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES FOURCHETTES DE L'ESPOIR**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **12 165, Boulevard Rolland, Montréal-Nord (Québec) H1G 5Y1**, agissant et représentée par **Brunilda Reyes, directrice**, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : **868775412RT0001**
N° d'inscription TVQ : **868775412**
N° d'inscription d'organisme de charité : **868775412RP001 (3021858)**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

1) Favoriser l'accès à des aliments nutritifs à couts raisonnables et culturellement acceptables pour une clientèle multiethnique à faible revenu; 2) Développer des activités visant la sécurité alimentaire et la promotion des bienfaits de l'activité physique ; 3) Soutenir les citoyens dans leurs besoins tout en leur permettant, à travers nos activités, de développer les compétences nécessaires à leur réinsertion sociale. Assumant sa mission depuis 15 ans, l'organisme développe des façons de faire innovatrices pour lutter contre la pauvreté et le décrochage scolaire, pour favoriser l'égalité sociale et économique ainsi que les bonnes conditions de vie de la population nord-montréalaise.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Un questionnaire sur l'analyse différenciée selon les sexes et intersectorielle;
- Une lettre d'appui d'une structure ou d'une instance de concertation locale
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles;

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 28 février pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de

toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **deux cent cinquante-cinq mille dollars sur 3 ans (255 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 85 000 $

5.2.1.1 une somme maximale de **quarante-deux mille cinq cent dollars (42 500 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **trente-quatre mille dollars (34 000** $) sera versée à l'Organisme de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **huit mille cinq cent dollars (8 500 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 85 000 $

5.2.2.1 une somme maximale de **quarante-deux mille cinq cent dollars (42 500 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **trente-quatre mille dollars (34 000** $) sera versée à l'Organisme de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **huit mille cinq cent dollars (8 500 $)** sera versée à l'Organisme de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022;

Pour l'année 2022-2023 : 85 000 $

5.2.3.1 une somme maximale de **quarante-deux mille cinq cent dollars (42 500 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **trente-quatre mille dollars (34 000** $) sera versée à l'Organisme de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **huit mille cinq cent dollars (8 500 $)** sera versée à l'Organisme de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **12 165, Boulevard Rolland, Montréal-Nord (Québec) H1G 5Y1**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

LES FOURCHETTES DE L'ESPOIR

Par : _____
Brunilda Reyes, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS



Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



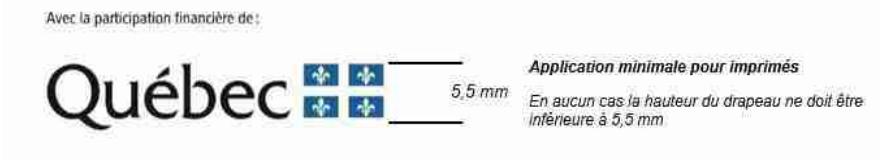
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0677 - MA PREMIÈRE EXPÉRIENCE DE TRAVAIL (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Les Fourchettes de l'espoir	Les Fourchettes de l'espoir sont nées en février 2001 à Montréal-Nord comme une entreprise d'économie sociale, provenant de l'idée des deux cofondatrices de donner à la population nord-montréalaise des services de qualité en sécurité alimentaire et de saines habitudes de vie. Notre vision est principalement de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens en misant sur 5 valeurs essentielles : Respect, intégrité, solidarité, transparence et entraide. Depuis mars 2003, nous sommes accrédités comme organisme de bienfaisance. En 2005, l'Agence de santé et des services sociaux nous a accrédités comme Organisme de Lutte à la pauvreté. Mission: Favoriser l'accès à des aliments nutritifs à coût raisonnable et culturellement acceptable pour une clientèle multiethnique à faible revenu.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Ma première expérience de travail

Numéro de projet GSS: 0677

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Brunilda
Nom: Reyes
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 919-5610
Numéro de télécopieur: (514) 852-6220
Courriel: lesfourchettesdelespoir@hotmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Brunilda
Nom: Reyes
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2021-03-31

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2021-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Notre organisme est situé dans le secteur nord-est de Montréal-Nord qui est malheureusement un des secteurs les plus défavorisés du Québec. Selon les statistiques, les moins de 18 ans représentent 21% de la population totale de Montréal-Nord et le taux de décrochage chez les jeunes du secondaire y est parmi les plus élevés de l'île : 36% (25% à Montréal). 29% des nord-montréalais vivent sous le seuil de faible revenu et 1 chômeur sur 5 est âgé de 15-24 ans.

Dans un tel contexte, le décrochage scolaire constitue un enjeu majeur pour les jeunes adolescents du quartier qui ne peuvent se prévaloir de plusieurs options lors de la période estivale. Les ados de 14-15 ans sont trop vieux pour être inscrits aux camps de jour offert par les organismes ou l'arrondissement et ils ne sont pas à l'âge de travailler et de bénéficier des programmes de Carrière Été. Ainsi, ceux-ci deviennent les cibles de recrutement pour les groupes criminalisés actifs dans le secteur ou ils flânent aux coins des rues.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Persévérance scolaire auprès des jeunes les plus vulnérables

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Des jeunes qui développe des habiletés, des outils et une conscience de l'importance du maintient scolaire jusqu'à obtention du DES (ou de son équivalence), ou d'un DEP.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Semaines de découvertes (visites d'entreprises, confection d'un premier CV, conférences, formations...)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	35	2	35

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Développement sociale par le levier de la pré-employabilité

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Des jeunes adolescents formés par l'entremise du programme afin de devenir des citoyens socialement et économiquement autonomes. qui constitueront une main d'oeuvre de qualité.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
semaines de stages dans nos camps de jour

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	4	35	2	35

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

réduction des écarts socio-économiques

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Des jeunes adolescents mieux outillés pour établir et pour concrétiser un plan professionnel

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Semaines de découvertes (visites d'entreprises, confection d'un premier CV, conférences, formations...)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	35	2	35

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 12165
Rue: Rolland
Numéro de bureau:
Code postal: H1G 5Y1
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 35
Nb. femmes: 35
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 70

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: priorité jeunesse/ lutte contre la pauvreté

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Non
Appui financier	96 724 $	Non
Expertise-conseil		Non

Nom de la personne ressource: Brunilda Reyes
Adresse courriel: lesfourchettesdelespoir@hotmail.com
Numéro de téléphone: (514) 852-1492
Adresse postale: 4241 place de l'hôtel de ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1S4

Nom du partenaire: École
Précision: école secondaire Henri-Bourassa

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Références		Non
Prêt de local		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6051 Boul Maurice-Duplessis
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 1Y6

Nom du partenaire: École
Précision: École Secondaire Calixa Lavallée

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Non
Références		Non
Promotion / Sensibilisation		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11411 Avenue Pelletier
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 3J3

Nom du partenaire: École
Précision: École secondaire Anglophone Lester B. Pearson

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Prêt de local		Non
Références		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11575 Avenue P-M Favier
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 6E5

Nom du partenaire: Entreprise privée
Précision: Formation solution Santé

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5835 Boul. Léger
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 6E1

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: Université de Montréal Projet SEUR

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2900 boul. Edouard-Montpetit
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 1J4

Nom du partenaire: Institutions financières
Précision: Caisse d'économie solidaire Desjardins

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	3 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Simon villemaire
Adresse courriel: simon.a.villemaire@desjardins.com
Numéro de téléphone: (514) 598-2122
Adresse postale: 2175 boul De Maisonneuve
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 4S3

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Fond d'initiative de rayonnement de la métropole

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	26 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Isabelle Famery
Adresse courriel: isabelle.famery@mamh.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 873-6403
Adresse postale: 800, rue du Square-Victoria, bureau 3.10
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4Z 1B7

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: emploi été

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	3 136 $	Non

Nom de la personne ressource: Rony Sanon
Adresse courriel: ronysann@gmail.com
Numéro de téléphone: (514) 323-1212
Adresse postale: 5835 boulevard Léger bureau 203
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 6E1

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	23 $	35	144,9 $	12	1	11 398,8 $
Coordonnateur(trice)	23 $	20	82,8 $	40	1	21 712 $
Assistant(e) coordonnateur(trice)	18 $	35	113,4 $	10	1	7 434 $
Total						40 544,8 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			128 860 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	11 398,8 $	0 $	11 398,8 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	21 712 $	0 $	13 027 $	0 $	8 685 $
Assistant(e) coordonnateur(trice)	7 434 $	0 $	7 434 $	0 $	0 $
Total	**40 544,8 $**	**0 $**	**31 859,8 $**	**0 $**	**8 685 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	3 000 $	0 $	**3 000 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		0 $	7 000 $	0 $	**7 000 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	84 000 $	0 $	**84 000 $**
Total		**0 $**	**94 000 $**	**0 $**	**94 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		0 %			
Frais administratifs		**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		0 %			
Total		**0 $**	**125 859,8 $**	**0 $**	**125 859,8 $**

Informations complémentaires

Informations complémentaire au budget:

- ITEM-le poste de coordonnatrice est divisé en 2 périodes: estivale (13 semaines) et période scolaire (39 semaines)
- ITEM-assistante coordonnatrice soutient toutes les activités estivales (12 semaines)
- ITEM-déplacements: nous payons la carte opus pour les mois de Juillet de d'Août à tout les participants
- ITEM-Autres: les participants reçoivent une compensation financière de 800$ qui se divise de la manière suivante: 100$ à chaque 2 semaines et un dernier chèque de fin de stage de 400$. Cette compensation financière est très apprécié par les jeunes car elle leur permet d'avoir une certaine autonomie pour l'acquisition de certains outils scolaires (à leur goût) ainsi que la fierté de pouvoir soutenir leurs parents à ce niveau. Ils débutent leur année scolaire avec beaucoup de fierté et d'optimisme. Nous payons aussi la formation de RCR. Les participants obtiennent une carte d'une validité de 3 ans ce qui leur permet de trouver par la suite, un emploi plus facilement.

Vous trouverez en pièce jointe un document annexe décrivant le programme.

*Lorsque le projet Ma première expérience de travail sera retenu, nous pourrons vous faire parvenir un budget Triennal.

*Ce projet a été initié grâce à la contribution de l'arrondissement de Montréal-Nord. Ce petit projet a pris de l'ampleur au fil des années pour en devenir un programme estival annuel. Nous avons donc besoin de votre soutien afin de pouvoir obtenir la consolidation du projet.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
BUDGET 2020.docx	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
RAPPORT MPET 2019 corrigé (2).docx	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
ANNEXE - MA PREMIÈRE EXPÉRIENCE DE TRAVAIL 2020.doc	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
doc20200123162636.pdf	Validité du 2020-01-16

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Brunilda Reyes	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
doc20200123162626.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

DEPENSES	MONTANT TOTAL	**MONTANT DEMANDÉ** Dans le cadre de l'appel du projet Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Volet **PRIORITÉ JEUNESSE**
Coordonnatrice du programme, période estivale, 35H par semaine, 23 $ H plus avantages pour 12 semaines	11 399,00	11 399,00
Coordonnatrice adjointe, période estivale, 35 H par semaine, 18$ H plus avantages pour 10 semaines	7 434,00	---
Coordonnatrice de programme, période scolaire, 20H par semaine, 23$ H plus avantages pendant 40 semaines	21 712,00	13 027,00
Dépenses liées aux jeunes participants : compensation financière, formation.	84 000,00	60 000,00
FRAIS DES ACTIVITÉS GENERES PAR LE PROJET		
Frais déplacement pour 70 jeunes (passe autobus deux mois)	7 000,00	5 000,00
Fourniture de bureau, photocopies, matériel d'animation	7 000,00	3 000,00
Assurances (frais supplémentaires)	2 800,00	-----
SOUS-TOTAL	**157 629,00**	**92 426,00**
FRAIS ADMINISTRATIFS ET GESTION 10%	15 763,00	--------
TOTAL DU PROJET	**173 392,00**	**92 426,00**

REVENUS	CONTRIBUTIONS EN ARGENT ($)	CONTRIBUTIONS EN service ($)	TOTAL	MONTANT CONFIRMES
GOUVERNEMENT PROVINCIAL ET MUNICIPALE				
Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Volet **PRIORITÉ JEUNESSE**	96 724,00		96 724,00	
Secrétariat à la région métropolitaine	26 000,00		26 000,00	
GOUVERNEMENT FEDERAL				
Emploi été	3 136,00		3 136,00	
AUTRES PARTENAIRES				
Caisse solidaire Desjardins	3 000,00		3 000,00	
Recrutement (contribution des organismes jeunesse et TQMN)		1 500,00	1 500,00	
COMANDITES				
15 conférenciers pour déjeuners-causeries (temps alloué aux gens, préparation, déplacement)		7 500,00	7 500,00	
15 visites en entreprise et rencontres de professionnels sur place		3 000,00	3 000,00	
Mentorat par les animateurs (ratio 1X1 16$/hreX8 semaines 5 heures semaineX30 jeunes		19 200,00	19 200,00	
AUTRES				
Coordonnatrice de programme, période scolaire,	8 685,00		8 685,00	8 685,00
Frais administratifs (locaux, téléphone, internet, secrétariat, papeterie) pour 12 semaines	1 000,00	3 000,00	4 000,00	4 000,00
Assurances pour le projet	2 800,00		2 800,00	2 800,00
Boites à lunch, sorties à l'extérieur de l'arrondissement, et nourriture pour déjeuners-causeries		3 100,00	3 100,00	
Frais gestion	14 135,00		14 135,00	14 135,00
TOTAL	**155 480,00**	**37 300,00**	**192.780,00**	

Bevuroklbvm,.z.



2019/2020

MERCI À NOS PARTENAIRES FINANCIERS :

Emploi et Solidarité sociale Québec

L'ŒUVRE LÉGER
Pour la dignité humaine au Québec et dans le monde

Montréal

Montréal-Nord Montréal

Description du projet

Destiné aux adolescents de 14-15 ans, « Ma première expérience de travail » est un projet qui vise à offrir des stages d'exploration encadrés et supervisés en milieu de travail, de manière à permettre aux adolescents d'acquérir les compétences et les attitudes demandées par le marché du travail.

Dans le cadre du projet, les adolescents ont fait 3 semaines de stage dans l'animation de camps de jour. Le nombre d'enfant aillant augmenté considérablement dans nos camps de jour, nos jeunes ont eu la chance d'acquérir leur expérience professionnelle auprès de nos jeunes.

Les 3 autres semaines sont consacrées aux activités de découvertes socioprofessionnelles et de l'exploration de soi telles que; visites aux entreprises, conférence-causeries avec des professionnels, formation de premiers soins, visites à l'extérieur de Montréal-Nord etc.

Pour une troisième année, à la demande des parents et de nos adolescents, nous avons octroyé 1 semaine de congé. Celle-ci fut bénéfique car à leur retour, ils étaient plus motivés et disposés à continuer le programme. Pour ce qui est du coté administratif, ceci nous a permis de mieux planifier la deuxième étape du programme et de faire certains ajustements.

Les adolescents ont une compensation financière divisée de la façon suivante: un chèque de 100$ à chaque deux semaine et un chèque de 400 $ à la fin du projet pour ceux qui ont terminé le programme. À cette compensation s'ajoute la carte OPUS mensuelle pour le mois de juillet et août 2018.

Objectifs visés

- Offrir aux jeunes une première expérience de travail.
- Offrir aux adolescents une démarche personnelle sur la connaissance de soi.
- Permettre aux adolescents de connaitre les habiletés de base du marché du travail.
- Permettre aux adolescents de s'initier un réseau socioprofessionnel.
- Permettre aux adolescents de rencontrer des professionnels qui pourront les inspirer dans leur cheminement professionnel.

Résultats espérés à moyen terme:

- Assurer la persévérance scolaire chez les adolescents qui sont à risque de décrochage.
- Assuré un suivit continu durant l'année scolaire au travers des ateliers et de leur persévérance scolaire.
- Des ados utilisant le parcours offert par « Ma première expérience de travail » pour continuer à développer leur réseau socioprofessionnel
- Des ados qui continueront d'être accompagnés par d'autres partenaires du parcours afin de consolider leur projet de vie.
- Des parents qui se sentiront soutenus dans leur rôle de premier accompagnateur de leur ados.

Résultat espérés à long terme:

- Diminuer l'exclusion sociale et économique des jeunes en développant leur compétence personnelles et professionnelles ainsi qu'en évitant leur recrutement par les groupes criminalisés.
- À long terme, sensibiliser à l'importance d'avoir un réseau socioprofessionnel

COHORTE 2019 – PÉRIODE ESTIVALE

Les adolescents intéressés à faire partie du projet ont commencé à donner leur nom à partir du mois de mars.

La coordonnatrice a également réalisé 2 kiosques d'information à l'école secondaire Henri-Bourassa et l'école secondaire Calixa-Lavallée. Elle a été accompagnée par deux anciens participants du projet dans leur école respective dans le but de donner un témoignage de leur expérience.

Au cours de la période d'inscription, la coordonnatrice était en contact direct avec la technicienne de loisir de l'École secondaire Henri Bourassa.

Pendant le mois de mai, deux rencontres d'information ont été organisées pour les jeunes intéressés et leurs parents. Une sélection a été faite à partir de leur lettre de motivation.

Pour l'année 2019, nous avons reçu:

135 intentions de participation pour le projet été 2019
140 présents à nos 2 rencontres d'information
83 inscriptions
73 dossier compléter
70 dossiers acceptés

70 jeunes qui ont commencé le projet : **15** pour une deuxième année de stage, **48** nouveaux jeunes de **14** ans.
63 jeunes qui ont terminé le projet.

Raisons des départs:
7 adolescents ont quitté suite à leur cours d'été après 4 semaines de MPET

Activités réalisées

La cohorte de 63 jeunes a été divisée en deux groupes : Groupe A et B. Quand le groupe A était en stage dans un milieu de travail, le groupe B se consacrait aux volets exploratoires. La semaine suivante, le groupe A était amené à vivre l'expérience du groupe B, pendant que ce dernier était en stage.

Stages en milieu de travail:

- **Camp de Jour: (63 stagiaires)**

Soutien aux animateurs du camp, Aide à la surveillance des enfants et animation du camp, Soutenir les animateurs dans la planification des activités spéciales (Noël campeur, Olympiades, spectacle fin et soutien au service de garde d'été etc.)

Semaines de découvertes:

Les journées commençaient en général un conférencier venant de l'extérieur qui partageait son vécu personnel et professionnel. Selon la programmation de chaque semaine, des visites aux entreprises/institutions/ressources ou des ateliers sur la connaissance de soi ont été réalisés.

À la fin de chaque semaine de découverte, il y avait une rencontre d'évaluation où les jeunes parlaient des points positifs et négatifs qu'ils ont vécus pendant la semaine et de la résonnance des thèmes discutées.

Pendant l'été 2019, nos stagiaires ont **visité 27 établissements** avec la rencontre d'un professionnel dans chaque milieu, avec une description des possibilités d'emploi selon le besoin de chaque organisation.

- Visité au bureau de circonscription, Député de Henri-Bourassa, Emmanuel Dubourg
- Visite à la cours d'appel du Québec
- Visite à la centrale Hydro électrique
- Visite au journal La Presse
- Visite à la défense Nationale du Canada
- Visite au port de Montréal
- Visite à Ubisoft
- Visite Semi à TVA Nouvelle
- Visite de Code Mobile
- Visite de la Police
- Visite au Journal le Devoir
- Visite à la caserne de pompier (caserne 20)
- Visite à l'Institut Nationale de Sport du Québec
- Visite à Magnus Poirier
- Visite à l'HEC, Haute Étude Commercial
- Visite au Musée McCord
- Visite à l'École Atelier Aérospatiale de Montréal
- Visite à Formation Solution Santé
- Visite à la salle du Marché
- Visite à l'Olympiade des Ainées
- Visite à la Croix-Rouge
- Visite Sœur Angèle
- Visite Université McGill
- Visite à la maison D'Haïti
- Visite à l'arrondissement de la Ville de Montréal-Nord
- Visite à l'École Nationale du cirque
- Visite chez Radio-Canada

***** *La visite chez Radio-Canada a permis aux jeunes de passer une journée dans les studios, d'enregistrer une vidéo et d'expérimenter divers métiers reliés à la télévision. (Caméraman, présentateur, reporteur, montage etc.)*

Les jeunes ont aussi rencontré au-delà d'une vingtaine de professionnels soit par ces sorties exploratoires ou par des conférences-causeries.

- Député de Henri-Bourassa, Emmanuel Dubourg
- Mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord, Mme Christine Black
- Mairesse suppléante, Chantal Rossi
- Directeur de la direction de la culture, des sports, M. Claude Toussaint
- Conseiller d'arrondissement Jean-Marc Poirier
- Chef de division culture, sports, loisirs et développement social de Montréal-Nord, Guy Bedard
- Présentatrice météo, TVA, Nadège St-Philipe
- Président et chef de direction, Magnus Poirier Claude Poirier
- Directeur Principal, La Presse, Yann Pineau
- Planificatrice de Production, Analogic, Cassandra Valles
- Coordinatrice Action Éducative, Sophie Viennot
- Fondatrice Navette Nature, Catherine Lefebre
- Directeur Ubisoft, Olivier
- Conseillère en communication, Élodie Pédeste
- Capitaine, Richard Lafortune

- Coordinatrice des communications, Mélanie Jolin
- Chargé aux communications, Carl Boisvert
- Athlète Boxe féminine aux jeux olympiques de Rio de Janero 2016, Ariane Fortin-Brochu
- Athlète en water-polo aux jeux olympique à Sydney en 2000, Sandra Lizé
- Athlète en Escrime aux jeux olympique de Londre en 2012, Étienne Lalonde Turbide
- Intervenante mes choix, mes finances Daisy Alcindor
- Conseiller en communication, Fredérick Busseau
- Avocat Maître Benoit Jacques
- Photographie participative, Valerian Mazataud
- Police
- Cours d'appel

Activités de loisir:

- Déjeuner d'évaluation entre les stagiaires de deuxième année et la directrice
- Une journée au centre aquatique Rivière-des-Prairies
- Une journée de loisir au lac des castors
- Promenade au centre-ville de Montréal (Vieux-Port, Musée des beaux-arts, Place des spectacles ect)
- Une journée à la Plage du Cap Saint-Jacques

En plus, il a été intégré à la programmation une série d'ateliers dont certains ont été donnés par nos partenaires; *Maison Haïti*, *Tel-Jeunes* etc.

- La connaissance de soi
- La motivation et l'atteinte d'objectifs
- Éducation financière (gestion du budget)
- Habilités de base au travail (*8 clés de l'employabilité*)
- Vie démocratique (système politique canadien)
- Présentation des ressources disponibles pour les jeunes en cas de dépression etc.
- Les jeunes ont également eu une formation de premier soin afin d'obtenir leur carte RCR.
- Préparation de CV

Bénévolat:

Les jeunes ont participé à deux activités comme bénévole :

- Olympiades des aînés: Distribution des repas pour 600 personnes âgées,
- Magasin-Partage scolaire de Montréal-Nord: Accompagnement des familles pendant leur magasinage

Nouveautés 2019

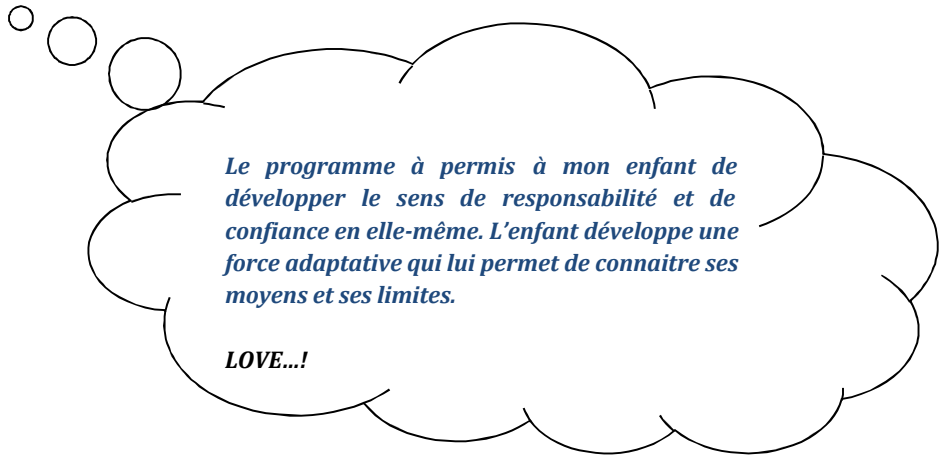
SUCCES

- 60% de nos emplois d'animateurs dans notre camp de jour viennent directement de ma première expérience de travail, ce qui peut nous permettre voir le succès de l'un des objectifs qui est le placement sur le marché du travail.

ACCOMPLISSEMENT

- Le projet ma première expérience de travail est devenue un programme.
  Grâce au soutien financier de l'arrondissement de Montréal Nord, Boscoville a créé le guide et les outils nécessaires pour un programme.
  L'accomplissement d'un travail acharné de plus de 5 ans a finalement vu le jour. Le tout sera célébré durant le lancement du programme en hiver 2019.

Et les parents… Commentaire d'un parent :



Nous étions en complicité avec eux tout au long du projet:

58 parents fut présent à la rencontre d'évaluation
2 parents se sont présentés à la fin de la réunion
2 parents absents et retrait de 100$ sur le dernier chèque

- Il n'y a donc que 2 parent qui n'ont pas participé à la rencontre d'évaluation du programme dans laquelle ils ont pu s'exprimer et donner leurs commentaires. On note que tous les parents ont apprécié le programme et voient l'utilité de celle-ci. Le reste des parents ont rencontré individuellement la direction, ce qui a fait en sorte que nous avons rejoint 100% des parents pour l'évaluation.

Soirée lors de la remise d'attestation

Comme chaque année, le tout s'est clôturé par une cérémonie où nous avons souligné la réussite de nos stagiaires en leur remettant un portfolio que contenait leur attestation, leur lettre de recommandation, leur dernier chèque, leur CV ainsi que leur carte de premier soins.

Le bon temps nous a permis de réaliser la cérémonie en plein air dans notre air de stationnement

Nous tenons à remercier pour leur présence:

- ***Les 130 parents.***
- ***Mme. Chantale Rossy*** *Mairesse suppléante et conseillère à la ville*
- ***M. Emmanuel Dubourg*** *Député d'Henri-Bourassa*
- ***M. Rony Sanon***

- ***M. Claude Toussaint***, *Directeur culture, sports, loisirs et développement social de Montréal-Nord*
- ***M. Guy Bedard,*** *Chef de division culture, sports, loisirs et développement social de Montréal-Nord*
- ***Mme Danièle Fillion ,*** *Gestionnaires des programmes au Québec -Fondation Œuvre Léger*
- ***Benoit Jacques,*** *avocat*



Résultats obtenus

- 63 adolescents qui ont eu une première expérience de travail ainsi qu'une référence professionnelle qui leur sera utile pour leur première recherche d'emploi d'été.
- 63 adolescents qui ont acquis des compétences et des outils demandés par le marché du travail (CV, carte du premier soin, une première lettre de recommandation etc.)
- 63 adolescents qui ont élargi leur horizon grâce aux activités de découvertes socioprofessionnelles, qui ont eu l'opportunité de connaitre divers métiers qui peuvent les inspirer po ur leur cheminement professionnel.
- 63 adolescents qui ont initié un premier réseau socioprofessionnel
- 63 adolescents qui sont fiers de gagner leur premier argent de poche et qui retournent à l'école après avoir passé un bel été.

.

QUELQUES TÉMOIGNAGES…

Benisa Ange Téta -15 ans
Témoignage sur le programme et la co de
Coordinatrice 14 aout 2018

Chère Antoneta,

Honnêtement, je pense que tua as fait de ton mieux pour gérer un groupe d'adolescent EXCITÉ comme nous alors si tu as été sévère c'est compréhensible. Personnellement, je t'ai trouvé gentille et protectrice envers nous et quand tu disais que tu étais sévère J'attendais plus de ta part. Tu m'as aussi fait réalisé des choses sur moi

Anonyme – 15 ans
Témoignage de son expérience
de travail du 28 juillet 2018

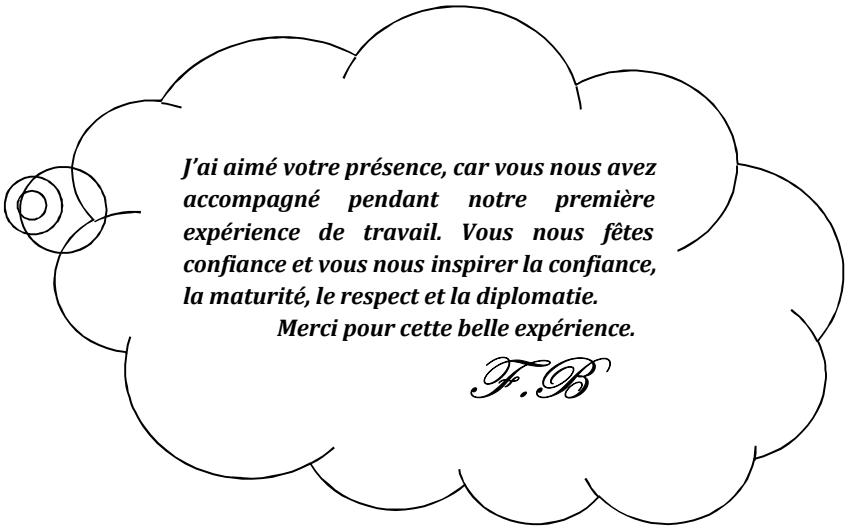
J'ai beaucoup apprécié les sorties qu'on a fait ensemble. Elles étaient diversifiés, excitantes et très intéressante. Les sorties et les activités étaient bien organisées. Vous ainsi que Maissa étaient très dédiés à votre travail et saviez quoi faire lors de certaines situations ou nous nous ne comportions pas correctement. J'ai apprécié que vous ayez pris le temps de discuter avec nous et de nous laisser aussi un peu de temps libre. J'ai aussi aimé le fait qu'on avait un horaire de la semaine au début de la semaine car cela nous aidait à gérer notre temps.

Merci pour ce bel été!!!

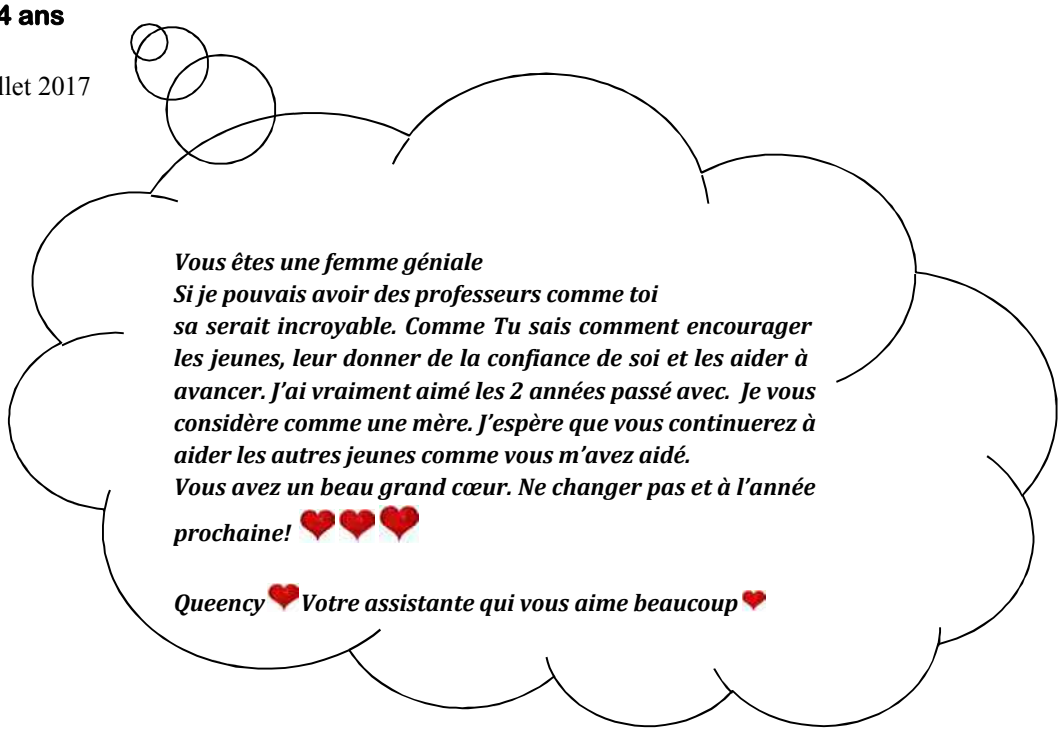
Un admirateur inconnu- 15 ans
Témoignage de son expérience
de travail été 201812 août 2018

- ***Ton regard sérieux me fait peur***
- ***T'es chill parfois***
- ***Je préfère Maissa***
- ***Le programme est trop fresh ☺***

Franceska Belzince
Témoignage pris de
Son journal de bord du 12 août 2017



Queency Rodriguez – 14 ans
Témoignage pris de
Son journal de bord du 2 juillet 2017



UNE IMAGE VAUT MILLE MOTS…

Institut National de Sport







Conférence avec Mme. Chantale Rossi



Visite au HEC de Montréal

Visite à Radio-Canada et atelier





Rencontre avec la Mairesse de l'arrondissement Montréal-Nord



Visite à la caserne de pompier



Rencontre avec des agents de la paix





Rencontre avec M. Emmanuel Dobourg







Visite aux Forces d’armées Canadiennes et de la défense nationale



Visite chez Ubisoft

Conférence avec Maître Benoît Jacques



Olympiade des aînés





Visite à la Maison d'Haiti





Visite au journal La Presse

Conférence avec





Cérémonie de clôture



ANNEXE

« *MA PREMIÈRE EXPÉRIENCE DE TRAVAIL*» *2020*

Historique du projet

Le projet « Ma première expérience de travail » a été mit en place par Les Fourchettes de l'espoir en 2011 grâce à la contribution financière de l'Arrondissement de Montréal-Nord à travers le programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI) (financement de 12 jeunes).

De 2013 à 2015, la Fondation Québec Jeunes nous a attribué un soutien financier afin d'assurer la participation de 10 jeunes au projet, ce qui nous a permis de passer de 12 à 22 participants.

En décembre 2013, l'Arrondissement de Montréal-Nord nous a offert un soutien financier pour réaliser une évaluation afin d'examiner si le projet arrivait à atteindre ses objectifs. Cette évaluation releva de manière significative la pertinence du projet dans le milieu.

En 2015, L'Œuvre Léger s'est ajouté comme bailleur de fonds et il a financé 10 jeunes. L'arrondissement de Montréal a également réajusté son soutien en finançant 28 jeunes, ce qui nous a permis d'avoir une cohorte 2015 de 50 jeunes de 13 – 14 ans.

En 2017, grâce au soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord, nous avons planifié une augmentation du nombre de participants échelonnée sur 3 ans. Ainsi, la cohorte 2017 et 2018 ont accueilli chacun 60 jeunes pendant la période estivale.

En 2019, malgré le retrait de la subvention de l'œuvre léger, nous avons été en mesure de réaliser une augmentation de notre cohorte à 70 jeunes grâce au soutien financier du Fond d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM).

Nous avons aussi reçu une partie du financement qui se devait d'être attribué à la création d'outils de promotion, à la conception d'un plan de communication (plan qui doit être prêt pour le 31 Mars 2020) qui a pour objectif de consolider le projet à Montréal-Nord et d'évaluer s'il y a possibilité d'envisager la perspective de déployer le projet dans d'autres arrondissements et/ou d'autres régions.

Problématique dans laquelle s'inscrit le projet

Notre organisme est situé dans le secteur nord-est de Montréal-Nord qui est malheureusement un des secteurs les plus défavorisés du Québec. Selon le profil sociodémographique de la Ville de Montréal (édition mai 2018), à Montréal-Nord;

- Les moins de 18 ans représentent 21% de la population totale de Montréal-Nord et le taux de décrochage chez les jeunes du secondaire y est parmi les plus élevés de l'île : 36% (25% à Montréal).
- Le taux de décrochage chez les jeunes du secondaire y est parmi les plus élevés de l'île : 36% (25% à Montréal), ainsi 25% du groupe des 25-64 ans ne possèdent aucun diplôme.
- 29% des nord-montréalais vivent sous le seuil de faible revenu
- 1 chômeur sur 5 est âgé de 15-24 ans.
- Presque 20% de la population sont âgés de 0-14 ans.
- 22% de la population dans les ménages privés sont en situation de faible revenu, ce qui fait en sorte que 25.2% des 0-17 ans vivent dans des ménages à faible revenus
- Les immigrants forment 42% de la population nord-montréalaise.

Dans un tel contexte, le décrochage scolaire constitue un enjeu majeur pour les jeunes adolescents du quartier qui ne disposent malheureusement pas de plusieurs options valorisantes lors de la période estivale. Les ados de 14-15 ans sont trop vieux pour être inscrits aux camps de jour offerts par les organismes ou l'arrondissement et ils ne sont pas en âge de travailler et de bénéficier des programmes d'employabilité. Ceux-ci deviennent donc les cibles de recrutement pour les groupes criminalisés actifs dans le secteur.

Description du projet

« Ma première expérience de travail » est un projet de pré-employabilité unique au Québec qui vise à outiller les jeunes au début de leur adolescence pour leur futur emploi étudiant tout en leur montrant la nécessité de rester à l'école pour réaliser leur projet professionnel. La programmation de l'été et les activités de suivi pendant l'année scolaire créent des environnements favorisants, sains et sécuritaires pour la persévérance scolaire auprès d'une population vulnérable.

L'employabilité et la persévérance scolaire constituent un levier de développement social. Misant sur ces deux enjeux, le projet souhaite contribuer à la formation de citoyens socialement et économiquement autonomes, qui constitueront une main d'œuvre de qualité. De ce fait, ils contribueront ainsi au rayonnement socioéconomique de leur territoire.

Destiné aux adolescents de 14-15 ans, « Ma première expérience de travail » est un projet qui vise à offrir des stages d'exploration encadrés et supervisés en milieu de travail, de manière à permettre aux adolescents d'acquérir les compétences et les attitudes demandées par le marché du travail.

Dans le cadre du projet, les adolescents accomplissent 3 semaines de stage d'animation dans nos camps de jour. Les 3 autres semaines sont consacrées aux activités de découvertes socioprofessionnelles et à l'exploration de soi.

Activités

Divisés en 2 groupes, 70 jeunes passeront 8 semaines

3 Semaines de stage au milieu de travail

«Je développe mes habilités pour devenir un bon travailleur étudiant! »

35 jeunes seront placés comme stagiaires dans nos camps de jour du lundi au vendredi pendant 4 semaines, ce qui va leur permettre d'apprendre le métier d'animateur, d'être en contact avec les enfants et leurs parents et d'avoir une première expérience dans le milieu des loisirs qui peut leur donner éventuellement un premier emploi d'été rémunéré.

Ces semaines de stage visent à développer chez les jeunes des habitudes de travail telles que ponctualité, effort au travail, interactions sociales, respect de l'autorité etc.

3 Semaines de découverte

«J'observe, je m'informe et je découvre! »

Dans ce cadre, il y aura

- des visites aux entreprises où les jeunes auront l'occasion de partager avec des professionnels qui y travaillent
- des conférences avec des chefs d'entreprises et des employeurs potentiels.
- des rencontres avec des fonctionnaires dans l'administration publique
- une rencontre avec le SPVM et le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM)
- des visites et/ou bénévolat à l'extérieur de Montréal-Nord
- quelques activités de loisir.

Une formation de premier soin (RCR) sera offerte à tous les adolescents et ils élaboreront leur premier CV. Tous ces documents seront ajoutés à un portfolio qui leur sera donné à la fin du stage.

Ces semaines de découverte ont pour but de permettre aux ados de se découvrir des passions, de développer des habilités, de leur faire initier à un réseau socioprofessionnel et de les aider à identifier leur projet professionnel.

1 semaine de congé estivale

À la demande des parents et des adolescents, nous avons octroyons 1 semaine de congé qui se situe au milieu de l'été durant l'une des 2 semaines de la construction. Celle-ci s'avère être bénéfique car à leur retour, nous retrouvons des jeunes plus motivés et mieux disposés à la continuation du programme. Du coté administratif, cette semaine nous permet de mieux planifier la deuxième étape du programme et de faire certains ajustements si nécessaires.

Clientèle cible : 70 adolescents de 14-15 ans, en priorisant les 14 ans et en favorisant la mixité filles-garçons.

Les participants de 15 ans seront principalement des jeunes qui auront déjà participés au programme et qui désireront, pour une deuxième année continuer leurs parcours dans le but d'enrichir leur cheminement.

Ressources humaines : Une coordonnatrice du programme et une aide coordonnatrice pendant la période estivale.

Compensation financière pour les participants

Les adolescents reçoivent une compensation financière de 800$ divisée de la façon suivante:

- Un chèque de 100$ à chaque deux semaine
- Un chèque de 400 $ en prime d'achèvementà la fin du projet pour les jeunes qui terminent le programme.
- À cette compensation s'ajoute la carte OPUS mensuelle pour le mois de Juillet et d'Août.

Les paiements se feront par chèque et chaque participant devra ouvrir un compte bancaire, ce qui va nous permettre de donner aux ados des outils pour commencer à gérer un budget. (Cette démarche se fera avec l'autorisation et la participation des parents)

À la fin de l'été, ces jeunes retournent à l'école avec la fierté de gagner leur premier argent de poche, avec leur première expérience du travail sur le CV et avec la détermination de rester à l'école.

Engagement des parents

«Premiers acteurs dans le développement de leurs enfants»

Pour un encadrement plus solide, il est important de nous assurer de l'engagement des parents dans le projet.

Les parents doivent

- Se présenter à une réunion d'information avec leur enfant au début du projet
- Signer la lettre de motivation rédigée par leur enfant
- S'engager par écrit à répondre toutes les communications téléphoniques et/ou écrites en relation au parcours de leur ados pendant le projet et dans le suivi du projet.
- Autoriser et collaborer au niveau de l'ouverture du compte bancaire
- Participation obligatoire à la rencontre d'évaluation du programme
- participer à la cérémonie de remise d'attestation

Recrutement

Le processus de recrutement se fera en 5 étapes :

1. Promotion du projet dans les écoles secondaires publiques.
2. Une réunion d'information au début du mois d'avril avec les parents
3. Réception des lettres de motivation (ces lettres devront répondre à 3 questions : Pourquoi retenir cette candidature, quelles sont vos attentes, que pouvez-vous offrir à ce projet ?)
4. Choix des candidats et validation de la participation au début du mois de mai.
5. 2 rencontres collectives avec les jeunes sélectionnés pendant le mois de mai.

Méthodes d'évaluation et résultats espérés

Méthode d'évaluation :

- Liste de présence pour assurer l'assiduité des ados
- Cahier de bord tenu par les ados pendant 8 semaines.
- Rencontre avec les parents (avant et après)
- Fiche d'évaluation du coordonateur du projet pour chaque stagiaire
- Fiche d'évaluation des partenaires recevant des stagiaires
- Rencontre d'évaluation avec les participants à la fin du projet

Résultats espérés à court terme :

- Éviter le flânage ainsi que le recrutement des jeunes par des groupes criminalisés
- Des ados qui auront l'opportunité d'avoir une première expérience du travail, et qui auront acquiert des compétences et des connaissances utiles pour leur projet scolaire ainsi que pour leurs futurs recherches d'emploi (comportement professionnel, sens de responsabilité, ponctualité, première référence professionnelle ainsi que préparation de CV, formation de premier soin etc.)
- Des adolescents qui auront élargi leur horizon grâce aux différents volets que nous leur offrons dans les semaines de stage.
- Grâce aux semaines de découverte, des ados qui auront de nouvelles perspectives d'avenir et qui initieront un réseau socioprofessionnel.
- Des ados qui auront une meilleure connaissance de leur communauté.
- Des ados qui développeront un sentiment d'appartenance à notre organisme.
- Des ados plus matures et plus sensibles au travail des parents et qui deviennent plus collaborateurs, ce qui améliore leur communication avec leurs parents.

Résultats espérés à moyen terme :

- Assurer la persévérance scolaire chez les adolescents qui sont à risque de décrochage.
- Augmentation de l'obtention du diplôme d'études secondaires.
- Des ados utilisant le parcours offert par « Ma première expérience de travail » pour continuer à développer leur réseau socioprofessionnel
- Des ados qui continueront d'être accompagnés par d'autres partenaires du parcours afin de consolider leur projet de vie.
- Des ados qui constitueront une main d'œuvre de qualité
- Des parents qui se sentiront soutenus dans leur rôle du premier accompagnateur de leur ados.

Résultats espérés à long terme :

- Diminuer l'exclusion sociale et économique des jeunes en développant leurs compétences personnelles et professionnelles.
- Jeunes adultes épanouis et connaissant la valeur du travail et de la persévérance.
- Jeunes adultes avec un projet professionnel concret selon leurs capacités et ses préférences.

Suivi des participants pendant l'année scolaire

<u>À moyen terme</u>, le suivi se fera à travers

- Une rencontre téléphonique ou en personne avec le personnel de l'école qui a validé le recrutement pour vérifier si cette activité a fait une différence chez le participant
- Suivi téléphonique avec les jeunes et les parents pour voir si les habilités apprises sont utilisés.
- Suivi téléphonique avec la personne responsable de l'école pour voir la motivation et si les habilités apprises sont utilisés par les jeunes
- Invitation à participer à ateliers « Ados aux Fourneaux » qui seront offerts aux ados pendant l'année scolaire pour leur permettre de continuer à avoir des rencontres avec des professionnels utiles pour le développement de leur réseau.
- Invitation aux parents à un souper de réseautage avec un conférencier choisi selon leurs intérêts (un sondage sera fait auprès des parents pendant le projet)
- Invitation à participer à des activités de bénévolat dans la communauté nord-montréalaise ou à l'extérieur de Montréal-Nord.

<u>À long terme</u> :

- Invitation à participer à des activités offertes par le CJE ou d'autres partenaires
- D'autres processus de suivis seront déterminés avec les jeunes et leurs parents pour assurer le suivi d'au moins 60% des participants au projet.

Pendant l'année scolaire, nous pourrions leur offrir des postes à temps partiel dans les activités de l'organisme et/ou les référer au CJE ou d'autres organismes qui embauchent des étudiants à temps partiel.

Une image vaut 1000 mots

Conférence avec Nadège Saint-Philippe





Visite chez radio canada



Visite au HEC (UDEM)

Visite chez Ubisoft





Visite à l'institut national de sports

Rencontre avec la conseillère municipale Mme. Chantal Rossi





Déjeuner conférence avec le Député de Bourassa M. Emmanuel Dobourg



Visite aux Forces d'armées Canadiennes et de la défense nationale ---------→



Atelier à la maison d'Haïti





Rencontre avec Maître Benoît Jacques

Cérémonie de clôture



Témoignages…

Benisa Ange Téta -15 ans
Témoignage sur le programme
Coordonatrice 14 Aout 2019

Chère Antoneta,

Honnêtement, je pense que tua as fait de ton mieux pour gérer un groupe d'adolescent EXCITÉ comme nous alors si tu as été sévère c'est compréhensible. Personnellement, je t'ai trouvé gentille et protectrice envers nous et quand tu disais que tu étais sévère J'attendais plus de ta part. Tu m'as aussi fait réalisé des choses sur moi que je ne savais pas alors merci de t'être o ccuper de nous pendant l'été et par les conseils que tu nous à

Anonyme – 15 ans
Témoignage de son expérience
de travail du 28 Juillet 2019

J'ai beaucoup apprécié les sorties qu'on a fait ensemble. Elles étaient diversifiés, excitantes et très intéressante. Les sorties et les act ivités étaient bien organisées. Vous ainsi que Maissa étaient très dédiés à votre travail et saviez quoi faire lors de certaines situations ou nous nous ne comportions pas correctement. J'ai apprécié que vous ayez pris le temps de discuter avec nous et de nous laisser aussi un peu de temps libre. J'ai aussi aimé le fait qu'on avait un horaire de la semaine au début de la semaine car cela nous aidait à gérer notre temps.

Merci pour ce bel été!!!

Franceska Belzince
Témoignage pris de
Son journal de bord du 12 août 2019

J'ai aimé votre présence, car vous nous avez accompagné pendant notre première expérience de travail. Vous nous fêtes confiance et vous nous inspirer la confiance, la maturité, le respect et la diplomatie.

Merci pour cette belle expérience.

F.B

Extrait du PROCÈS-VERBAL de la réunion ordinaire des Membres du Conseil d'administration de l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir tenue le Jeudi 16 Janvier 2020

Les Fourchettes de l'espoir

Résolution 02/20

Considérant :

1. Que nous devons continuer de développer le projet Ma première expérience de travail.
2. Que la ville de Montréal a lancé un appel de projet dans lequel les objectifs du projet peuvent être insérés.

PROPOSÉ PAR BRUNO VIZZACCARO ACCEPTÉ À L'UNANIMITÉ, IL EST RÉSOLU QUE :

Article 1 de déposer une demande de financement pour un montant de **96724.00$** pour le projet « Ma Première Expérience de Travail» à la ville de Montréal dans le cadre de l'appel de projet Lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, Priorité Jeunesse.

Article 2 de mandater Mme. Brunilda Reyes à titre de directrice générale de l'organisme pour poursuivre les démarches et signer tous les documents relatifs à cette demande avec la ville de Montréal.

Lyne Richard
Lyne Richard
Secrétaire-Trésorière

12165 Boul. Rolland à Montréal Nord, Tél : 514-852-1492 Fax : 514-514-6220

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Brunilda Reyes** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Les Fourchettes de l'espoir**, à déposer le projet **Ma première expérience de travail** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Brunilda Reyes

Brunilda Reyes

Directeur(trice) général(e)

MTL. 22 JANVIER 2020

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet École culinaire Les petits chefs des Fourchettes de l'Espoir
15 015 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES FOURCHETTES DE L'ESPOIR**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **12 165, Boulevard Rolland, Montréal-Nord (Québec) H1G 5Y1**, agissant et représentée par **Brunilda Reyes, directrice**, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : **868775412RT0001**
N° d'inscription TVQ : **868775412**
N° d'inscription d'organisme de charité : **868775412RP001 (3021858)**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

1) Favoriser l'accès à des aliments nutritifs à couts raisonnables et culturellement acceptables pour une clientèle multiethnique à faible revenu; 2) Développer des activités visant la sécurité alimentaire et la promotion des bienfaits de l'activité physique ; 3) Soutenir les citoyens dans leurs besoins tout en leur permettant, à travers nos activités, de développer les compétences nécessaires à leur réinsertion sociale. Assumant sa mission depuis 15 ans, l'organisme développe des façons de faire innovatrices pour lutter contre la pauvreté et le décrochage scolaire, pour favoriser l'égalité sociale et économique ainsi que les bonnes conditions de vie de la population nord-montréalaise.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ;

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Un questionnaire sur l'analyse différenciée selon les sexes et intersectorielle;
- Une lettre d'appui d'une structure ou d'une instance de concertation locale
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles;

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 28 février pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de

toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **quarante-cinq mille dollars et quarante-cinq (45 045 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 15 015 $

5.2.1.1 une somme maximale de **sept mille cinq cent sept dollars et cinquante cents (7 507, 50 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **six mille six dollars (6 006 $)** sera versée à l'Organisme de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **mille cinq cent un dollars et cinquante cents (1 501, 50 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise du rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 15 015 $

5.2.2.1 une somme maximale de **sept mille cinq cent sept dollars et cinquante cents (7 507, 50 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **six mille six dollars (6 006 $)** sera versée à l'Organisme de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **mille cinq cent un dollars et cinquante cents (1 501, 50 $)** sera versée à l'Organisme de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022;

Pour l'année 2022-2023 : 15 015 $

5.2.3.1 une somme maximale de **sept mille cinq cent sept dollars et cinquante cents (7 507, 50 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **six mille six dollars (6 006 $** sera versée à l'Organisme de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **mille cinq cent un dollars et cinquante cents (1 501, 50 $) s**era versée à l'Organisme de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **12 165, Boulevard Rolland, Montréal-Nord (Québec) H1G 5Y1**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

LES FOURCHETTES DE L'ESPOIR

Par : _____
Brunilda Reyes, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS



Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



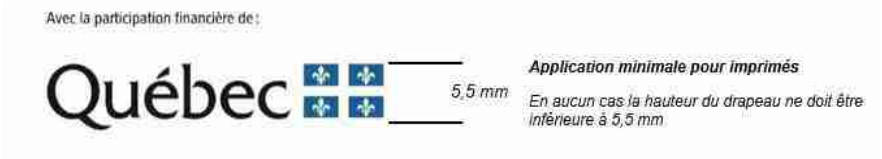
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#1002 - ÉCOLE CULINAIRE LES PETITS CHEFS (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Les Fourchettes de l'espoir	Les Fourchettes de l'espoir sont nées en février 2001 à Montréal-Nord comme une entreprise d'économie sociale, provenant de l'idée des deux cofondatrices de donner à la population nord-montréalaise des services de qualité en sécurité alimentaire et de saines habitudes de vie. Notre vision est principalement de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens en misant sur 5 valeurs essentielles : Respect, intégrité, solidarité, transparence et entraide. Depuis mars 2003, nous sommes accrédités comme organisme de bienfaisance. En 2005, l'Agence de santé et des services sociaux nous a accrédités comme Organisme de Lutte à la pauvreté. Mission: Favoriser l'accès à des aliments nutritifs à coût raisonnable et culturellement acceptable pour une clientèle multiethnique à faible revenu.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: école culinaire Les Petits Chefs

Numéro de projet GSS: 1002

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Brunilda
Nom: Reyes
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 919-5610
Numéro de télécopieur: (514) 852-6220
Courriel: lesfourchettesdelespoir@hotmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Brunilda
Nom: Reyes
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-10-03	2021-02-27

Date limite de réception du rapport final
2021-03-30

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Les Vendredis et les Samedis de chaque semaine, des enfants effectueront la préparation de repas complets qui seront partagés entre les groupes. Les recettes seront déterminées selon le niveau et l'âge des enfants. Cette activité de cuisine a pour objectif de favoriser la persévérance scolaire (lire et compter grâce aux préparations des recettes effectuées), la sensibilisation à une saine alimentation, le développement d'une conscience environnementale (recyclage et compostage) et le développement des habiletés personnelles et sociales des enfants de niveau maternel et primaire de notre milieu. La formation pratique sur la préparation des repas ainsi que le développement des habilités culinaires constituent la dimension éducative du projet (Maturité et persévérance scolaire).

MARMITIONS

• Préparation salade-dessert-pâtisserie

• Apprendre à utiliser un couteaux et les appareils de cuisine en toute sécurité

• Dresser une table pour le dîner

• Dégustation de divers aliments

LES GRANDES CASSEROLES

• Confection des repas simples

• Manipulation de l'équipement de cuisine

• Apprentissage pour lire une recette et mesurer

• Préparation des déjeuners simples

LES TOQUES

• Préparation des repas complets

• Préparation des recettes du monde

• Préparation des recettes personnalisées

- TOUT LES NIVEAUX: participe à une clinique santé (20 minutes de sortie à l'extérieur d'activité physique)

À la fin de la session, une cérémonie de diplôme a lieu avec la présence de notre partenaire associé, Société des chefs cuisiniers et des pâtissiers du Québec et notre marraine Sœur Angèle. À cette occasion, les enfants de deux premiers niveaux reçoivent trousseau de base pour continuer à cuisiner. Les toques reçoivent un livre de cuisine.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Développer les habiletés personnelles et sociales des enfants de l'arrondissement à long terme

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Des enfants avec une meilleure estime de soi ainsi qu'une fierté du travail accompli

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
atelier de discussion et prise de parole par chaque jeunes lors des dîner ou des soupers (retour sur la préparation, semaine à l'école etc...)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	4	6	15

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développement des habilités scolaires (lire, compter, écrire etc.)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
confection de repas et de recettes diverses

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	4	6	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développement de l'autonomie, du savoir-faire et du sens des responsabilités (esprit d'équipe et persévérance)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Planification des tâches, vaisselle, rangement et nettoyage des ustensiles, des cuisines et des tables

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	4	6	15

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser la saine alimentation ainsi que la sécurité alimentaire des enfants de l'arrondissement à long terme

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
L'acquisition de saines habitudes alimentaires durant la période de croissance

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
préparation de recettes et dégustation de nouveaux aliments et des recettes variées et équilibrées

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	4	6	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Développer les capacités psychomotrices des enfants de l'arrondissement

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développement des capacités motrices

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
préparation de recettes et utilisation des ustensiles et de l'équipement de cuisine (couteaux, tasse à mesurer)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	4	6	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
20 minutes de clinique d'activité physique extérieur par atelier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	20	2	4	6	15

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 12165
Rue: Rolland
Numéro de bureau:
Code postal: H1G 5Y1
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Alimentation
- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 27
Nb. femmes: 63
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 90

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Fondation
Précision: soeur angèle

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	1 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Daniel Allard
Adresse courriel: danielallard@fromagescda.com
Numéro de téléphone: (514) 648-7997
Adresse postale: 8895 3e crois Anjou
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1J 1B6

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	17 030 $	Non
Prêt d'équipement		Non

Nom de la personne ressource: Marie Josée Roussy
Adresse courriel: marie-josee.roussy@montreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 328-4000
Adresse postale: 4242 Place de l'Hôtel-de-Ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1S5

Nom du partenaire: École
Précision: Fraternité

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11241 avenue drapeau
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 3K3

Nom du partenaire: École
Précision: Jules Vernes

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11811 Avenue P M Favier
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 5X4

Nom du partenaire: École
Précision: Adélard desrosiers

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12600 fortin
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4A1

Nom du partenaire: École
Précision: carignan

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11480 boulevard rolland
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3T9

Nom du partenaire: École
Précision: Jean Nicolet

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11235 avenue salk
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4Y3

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	23 $	10	41,4 $	30	1	8 142 $
Coordonnateur(trice) adjoint(e)	15 $	12	32,4 $	21	1	4 460,4 $
Animateur(trice)	15 $	6	0 $	21	6	11 340 $
Total						23 942,4 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			18 030 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	8 142 $	0 $	1 630 $	0 $	6 512 $
Coordonnateur(trice) adjoint(e)	4 460,4 $	0 $	4 460 $	0 $	0,4 $
Animateur(trice)	11 340 $	0 $	7 560 $	0 $	3 780 $
Total	**23 942,4 $**	**0 $**	**13 650 $**	**0 $**	**10 292,4 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	2 700 $	0 $	**2 700 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	680 $	0 $	**680 $**
Total		**0 $**	**3 380 $**	**0 $**	**3 380 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		0 %			
Frais administratifs		**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		0 %			
Total		**0 $**	**17 030 $**	**0 $**	**17 030 $**

Informations complémentaires

Lorsque le projet sera retenu, nous serons en mesure de déposer un budget triennal.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
BUDGET 2020 ecole culinaire.docx	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
annexe 2018-2019.docx	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
doc20200127164507.pdf	Validité du 2020-01-16

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Brunilda Reyes	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
doc20200127164904.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

DEPENSES	MONTANT TOTAL	MONTANT DEMANDÉ Dans le cadre de l'appel du projet Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Volet **PRIORITÉ JEUNESSE**
Coordonnatrice du programme, 10H par semaine, 23 $ H plus avantages pour 30 semaines	8 142,00	1 630,00
Coordonnatrice adjointe, 12 H par semaine, 15$ H plus avantages pour 21 semaines semaines	4 460,00	4 460,00
6 animateurs culinaires, à honoraires 15$/H 6 heures par semaine pendant 21 semaines	11 340,00	7 560,00
Dépenses liées aux jeunes participants : matériel des activités. 5$ par enfant par semaine (20 semaines)	9 000,00	2 700,00
Dépenses lies à la remise des diplômes, (livre des recettes, ustensiles de base pour cuisiner pour chaque enfant, location de la salle de spectacle à la maison de la culture)	1 680,00	680,00
FRAIS DES ACTIVITÉS GENERES PAR LE PROJET		
Frais administratifs (Internet, locaux des cuisines, fourniture de bureau, photocopies,	2 900,00	-------
Assurances (frais supplémentaires)	1 200,00	-----
SOUS-TOTAL	**38 722,00**	**17 030,00**
FRAIS DE GESTION 5%	3 872,00	--------
TOTAL DU PROJET	**42 594,00**	**17.030,00**

REVENUS	CONTRIBUTIONS EN ARGENT ($)	CONTRIBUTIONS EN service ($)	TOTAL	MONTANT CONFIRMES
GOUVERNEMENT PROVINCIAL ET MUNICIPALE				
Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Volet **PRIORITÉ JEUNESSE**	17 030,00		17 030,00	
AUTRES PARTENAIRES				
Fondation Angeles	1 000,00		1 000,00	
Sociétés des chefs cuisiniers et pâtissiers de QC.		2 780,00	2 780,00	2 780,00
Centraide	2 000,00		2 000,00	2 000,00
Moisson Montréal		2 890,00	2 890,00	2 890,00
AUTRES Fonds de Les Fourchettes de l'Espoir				
Coordonnatrice du programme, 10H par semaine, 23 $ H plus avantages pour 30 semaines	4 512,00		4 512,00	4 512.00
Dépenses liées aux jeunes participants : matériel des activités. 5$ par enfant par semaine (20 semaines)	3 410,00	1 000,00	4 410,00	4 410,00
Frais administratifs (locaux, téléphone, internet, secrétariat, papeterie) pour 12 semaines		2 900,00	2 900,00	2 900,00
Assurances pour le projet	1 200,00		1 200,00	1 200,00
Frais gestion	3 872,00		3 872,00	3 872,00
TOTAL	**33 024,00**	**9 570,00**	**42 594,00**	**24 564,00**

Bevuroklbvm,.z.

2018/2019 ACTIVITÉS EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉDUCATION POPULAIRE



ÉCOLE CULINAIRE « LES PETITS CHEFS » : Clientèle cible : Enfants de 4 à 12 ans.

Objectif général : favoriser la sécurité alimentaire des élèves de niveau maternel et primaire de notre milieu. La formation pratique sur la préparation des repas ainsi que le développement des habilités culinaires constituent la dimension éducative du projet (Maturité et persévérance scolaire)

Objectifs spécifiques : Utiliser la préparation des repas pour :

- Développement de l'autonomie, du savoir-faire et du sens des responsabilités (esprit d'équipe)
- Développement des habilités scolaires (lire, compter, écrire etc.)
- Valorisation des capacités
- Développement de l'estime de soi
- Développement de la fierté
- L'acquisition de saines habitudes alimentaires durant la période de croissance





Période visée par le projet :

18 semaines entre début octobre et fin février

Activités réalisées :

Préparation d'un repas complet partagée selon le niveau des enfants :

Niveau MARMITIONS

- Préparation salade-dessert-pâtisserie
- Apprendre à utiliser un couteux
- Dresser une table pour le dîner
- Dégustation de divers aliments





Niveau LES GRANDES CASSEROLES

- Confection des repas simples
- Manipulation de l'équipement de cuisine
- Apprentissage pour lire une recette et mesurer

Niveau LES TOQUES

- Préparation des recettes du monde





Résultats obtenus :

- Enfants ayant une meilleure connaissance et valorisation de leurs capacités
- Enfants mieux sensibilisés à l'importance d'une bonne nutrition dès leur jeune âge.
- Des parents fiers de la réussite de leurs enfants
- Quelques relèves pour le domaine de la restauration.
- Enfants fiers de leur travail.

Extrait du PROCÈS-VERBAL de la réunion ordinaire des Membres du Conseil d'administration de l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir tenue le Jeudi 16 Janvier 2020

Les Fourchettes de l'espoir

Résolution 03/20

Considérant :

1. Considérant l'augmentation de demandes à l'école culinaire Les Petits Chefs
2. Considérant que ce projet nécessite une recherche de soutien financier annuellement
3. Considérant que la Ville de Montréal fait un appel de projet

Bevuroklbvm,.z.

PROPOSÉ PAR BRUNO VIZZACCARO ACCEPTÉ À L'UNANIMITÉ, IL EST RÉSOLU QUE :

Article 1 de déposer une demande de financement pour un montant de **17030.00$** pour le projet « École culinaire Les Petits Chefs » à la ville de Montréal dans le cadre de l'appel de projet Priorité Jeunesse.

Article 2 de mandater Mme. Brunilda Reyes à titre de directrice générale de l'organisme pour poursuivre les démarches et signer tous les documents relatifs à cette demande avec la ville de Montréal.

Lyne Richard

Lyne Richard
Secrétaire-Trésorière

12165 Boul. Rolland à Montréal Nord, Tél : 514-852-1492 Fax : 514-514-6220

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Brunilda Reyes** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Les Fourchettes de l'espoir**, à déposer le projet **école culinaire Les Petits Chefs** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Brunilda Reyes

Directeur(trice) général(e)

2020 - 01 - 27

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Activités éducatives pour les enfants de 5 à 12 ans de l'Institut Pacifique
43 093 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **INSTITUT PACIFIQUE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38**)**, dont l'adresse principale est 2901, boulevard Gouin Est à Montréal-Nord, Québec, H2B 1Y3, agissant et représentée par Shirlane Day, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : **107397838**
N° d'inscription TVQ : **1006111757**
N° d'inscription d'organisme de charité : **107397838rr0001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

La mission de l'Institut Pacifique est de développer, mettre en œuvre et promouvoir des savoir-faire en matière de résolution de conflits et de prévention des problèmes psychosociaux, pour bâtir des milieux de vie exempts de violence et soutenir l'épanouissement psychosocial des enfants, des jeunes et des adultes.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Un questionnaire sur l'analyse différenciée selon les sexes et intersectorielle;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles;

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 28 février pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces

justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent vingt-neuf mille deux cent soixante-dix-neuf (129 279 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet

financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 43 093 $

5.2.1.1 une somme maximale de **vingt et un mille cinq cent quarante-six dollars et cinquante cents (21 546, 50 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **dix-sept mille deux cents trente-sept dollars et vingt cents (17 237, 20 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **quatre mille trois cent neuf dollars et trente cents (4 309, 30 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 43 093 $

5.2.2.1 une somme maximale de **vingt et un mille cinq cent quarante-six dollars et cinquante cents (21 546, 50 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **dix-sept mille deux cents trente-sept dollars et vingt cents (17 237, 20 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **quatre mille trois cent neuf dollars et trente cents (4 309, 30 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022.

Pour l'année 2022-2023 : 43 093 $

5.2.3.1 une somme maximale de **vingt et un mille cinq cent quarante-six dollars et cinquante cents (21 546, 50 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **dix-sept mille deux cents trente-sept dollars et vingt cents (17 237, 20 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **quatre mille trois cent neuf dollars et trente cents (4 309, 30 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **2901, boulevard Gouin Est à Montréal-Nord, Québec, H2B 1Y3**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

INSTITUT PACIFIQUE

Par : _____
Shirlane Day, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



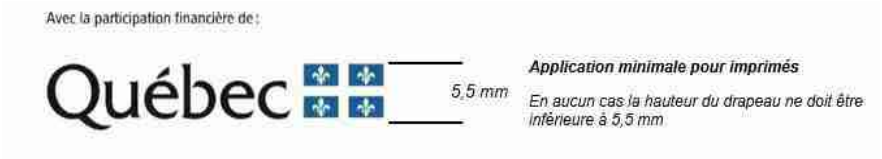
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#1032 - ACTIVITÉS ÉDUCATIVES POUR LES ENFANTS DE 5 À 12 ANS À L'INSTITUT PACIFIQUE (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Institut Pacifique	L'Institut Pacifique est un organisme sans but lucratif voué au développement, à la mise en œuvre et à la promotion des savoir-faire en matière de résolution de conflits et de prévention des problèmes psychosociaux, pour bâtir des milieux de vie exempts de violence et soutenir l'épanouissement psychosocial des enfants, des jeunes et des adultes.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Activités éducatives pour les enfants de 5 à 12 ans à l'Institut Pacifique

Numéro de projet GSS: 1032

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Roxane
Nom: McDonald
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 598-1522
Numéro de télécopieur:
Courriel: rmcdonald@institutpacifique.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Shirlane
Nom: Day
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-02-03	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Pour l'Institut Pacifique, favoriser le vivre-ensemble, l'inclusion sociale et le développement de relations interpersonnelles pacifiques sont des éléments importants à considérer afin de favoriser un milieu de vie sain, sécuritaire et bienveillant. Il nous apparaît essentiel d'agir dès le jeune âge, de cibler l'ensemble des milieux de vie des jeunes, principalement lors de leurs moments non structurés et ainsi multiplier les opportunités de les rejoindre par des services adaptés. Il faut s'attarder à nos jeunes de 5 à 12 ans dans une perspective de prévention et de mise en place de facteurs de protection. Pour l'Institut, offrir des activités après les heures de classe, visant le développement des compétences sociales des enfants provenant de différents milieux culturels, est un moyen favorisant le vivre-ensemble. Tous les jours après les heures de classe, l'Institut propose une série d'activités éducatives aux enfants du quartier dans ses locaux et dans les cours d'école. L'Institut vise à créer des moments de vécu partagé volontaires qui permettent à l'adulte d'identifier les besoins de l'enfant afin de le soutenir dans le développement de ses compétences sociales et d'en évaluer les acquis. Pour ce faire, les enfants ayant des besoins spécifiques bénéficient d'un soutien personnalisé afin de les soutenir dans le développement de leurs compétences sociales. Nous mettons en place une approche différentielle en matière d'évaluation de l'évolution des comportements de l'enfant et observation et évaluation continues. Le contexte de ce projet s'inscrit au niveau de nos activités éducatives offertes directement dans les locaux de l'Institut. Celles-ci ont lieu de septembre à mai. Les enfants ont l'opportunité de venir y faire une panoplie d'activités éducatives gratuites telle que des activités sportives, des arts plastiques, de la cuisine, du théâtre, etc. Deux éducateurs qualifiés sont présents à chaque période d'activité et sont soutenus par une équipe de stagiaires et de bénévoles. Nous souhaitons bonifier notre action d'une part, par l'embauche de 2 ressources supplémentaires afin de répondre aux besoins de la clientèle, puisque nous connaissons une hausse accrue de la participation des enfants dans nos nouveaux locaux en période scolaire. Nous souhaitons également assurer un continuum d'intervention auprès de ces mêmes enfants en offrant des activités en période estivale dans nos locaux. Ces activités seraient une nouveauté dans notre offre de service. Nous avons réalisé un questionnaire en 2018 auprès de 124 parents et 145 enfants afin de revoir notre offre de service. 40% des parents et 57% enfants souhaitaient que nous soyons ouverts en période estivale. Pour ce faire, nous avons besoin de 6 éducateurs afin de nous permettre d'offrir une diversité d'activités aux enfants. Un éducateur assurera la prise en charge de l'ensemble des activités et de l'accueil. 5 éducateurs animeront différentes activités auprès des enfants.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Permettre aux enfants de 5 à 12 ans de jouer en toute sécurité dans leur milieu de vie, en leur offrant un lieu d'appartenance significatif.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 250 enfants inscrits aux activités éducatives de l'Institut Pacifique, durant l'année scolaire.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir des activités éducatives dans les locaux de l'Institut, 5 jours par semaine, de 15h15 à 19h45 du lundi au vendredi.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	31	5	4	5	50

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Assurer la présence de trois éducateurs, d'une équipe de stagiaires et bénévoles, chaque jour– supervision et encadrement des activités dans nos locaux.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_semaine	31	5	4	5	50

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 60 enfants inscrits aux activités éducatives de l'Institut Pacifique, en période estivale.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir des activités éducatives dans les locaux de l'Institut, 5 jours par semaine, de 9h30 à 14h du lundi au vendredi.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	5	4	5	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Assurer la présence de six éducateurs, chaque jour– supervision et encadrement des activités dans nos locaux.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	5	4	5	30

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Aider les enfants de 5 à 12 ans à développer leurs compétences sociales et à résoudre leurs conflits pacifiquement.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développement des habiletés sociales des enfants, durant l'année scolaire (ex. : communication, gestion et reconnaissance des sentiments, écoute, estime de soi, résolution de conflit, etc.).

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Effectuer une évaluation systématique, basée sur le jugement clinique, à partir de nos observations perçues et continues, et selon des barèmes ciblés et validés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	31	5	4	5	50

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Interventions ponctuelles en fonction des problématiques, et basées sur la philosophie et les habiletés enseignées dans les divers programmes de l'Institut.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	31	5	4	5	50

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Utilisation de la médiation advenant le cas où les enfants ne sont pas en mesure de régler par eux-mêmes leurs conflits

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	31	5	4	5	50

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
	Comité de l'approche

Autres, veuillez préciser	éducative (suivi de l'évolution de l'ensemble des enfants)

Mesures des résultats **Précision**

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développement des habiletés sociales des enfants, en période estivale (ex. : communication, reconnaissance et gestion des sentiments, écoute, estime de soi, résolution de conflit, etc.).

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Effectuer une évaluation systématique, basée sur le jugement clinique, à partir de nos observations perçues et continues, et selon des barèmes ciblés et validés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	5	4	5	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Interventions ponctuelles en fonction des problématiques, et basées sur la philosophie et les habiletés enseignées dans les divers programmes de l'Institut.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	5	4	5	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Utilisation de la médiation advenant le cas où les enfants ne sont pas en mesure de régler par eux-mêmes leurs conflits

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	5	4	5	30

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Comité de l'approche éducative (suivi de l'évolution de l'ensemble des enfants)

IMPACT(S) VISÉ(S)

Soutenir l'intégration sociale des enfants rejoints par les activités éducatives qui éprouvent des difficultés d'adaptation sociale (ex. : entrée en relation, etc.).

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Près de 10 % des enfants fréquentant les activités éducatives durant l'année scolaire seront identifiés et recevront un soutien personnalisé afin d'améliorer leurs compétences sociales.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Effectuer une évaluation systématique, basée sur le jugement clinique, à partir de nos observations perçues et continues, et selon des barèmes ciblés et validés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	31	5	4	5	50

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Identification des enfants en difficultés d'adaptation sociale

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	31	5	4	5	50

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place d'interventions ciblées auprès de ces derniers (intervention individualisée, soutenir l'enfant dans son intégration)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	31	5	4	5	50

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Collaboration avec les parents, au besoin

Collaboration avec les parents, au besoin

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	31	5	4	5	50

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Comité de l'approche éducative (suivi de l'évolution des enfants nécessitant un soutien personnalisé)
Autres, veuillez préciser	Plan de directives personnalisées

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Près de 10 % des enfants fréquentant les activités éducatives en période estivale seront identifiés et recevront un soutien personnalisé afin d'améliorer leurs compétences sociales.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Effectuer une évaluation systématique, basée sur le jugement clinique, à partir de nos observations perçues et continues, et selon des barèmes ciblés et validés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	5	4	5	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Identification des enfants en difficultés d'adaptation sociale

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	5	4	5	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place d'interventions ciblées auprès de ces derniers (intervention individualisée, soutenir l'enfant dans son intégration)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	5	4	5	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Collaboration avec les parents, au besoin

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	5	4	5	30

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Comité de l'approche éducative (suivi de l'évolution des enfants nécessitant un soutien personnalisé)
Autres, veuillez préciser	Plan de directives personnalisées

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 2901
Rue: boulevard Gouin est
Numéro de bureau:
Code postal: H2B 1Y3
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Diversité sociale
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 40
Nb. femmes: 40
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 80

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
L'Institut Pacifique se distingue par son approche éducative, qui consiste à :

1. Utiliser les milieux de vie des enfants

2. Permettre des moments de vécu partagé volontaires (activités éducatives)

3. Assurer la présence d'adultes significatifs spécialisés

4. Identifier les besoins des enfants

5. Soutenir dans le développement ou le renforcement de ses compétences sociales

6. Évaluer les acquis

Par cette approche, chaque enfant est considéré dans son entièreté, tel qu'il est, avec ses besoins, forces et défis, et nous adaptons nos interventions, notre accueil et nos activités en fonction de lui. Cela a pour objectif de répondre aux besoins spécifiques de chaque enfant et ainsi le soutenir dans le développement de ses compétences sociales. Nous favorisons la participation des garçons et des filles dans tous types d'activités. Nous portons une attention particulière à la participation inclusive.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: École
Précision: René-Guénette

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez Concertations sur les interventions à privilégier avec certains enfants et participation au Conseil d'établissement de l'école		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11070 avenue Rome
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 4P6

Nom du partenaire: École
Précision: Saint-Rémi

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Autres : précisez Concertations sur les interventions à privilégier avec certains enfants		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 10 152 avenue Rome
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 4N6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Centre d'action bénévole de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4642 rue Forest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 2P3

Nom du partenaire: École
Précision: Marie-Clarac

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3641 boulevard Gouin est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 5L8

Nom du partenaire: École
Précision: Cégep Marie-Victorin

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Offre des stages / des emplois		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Expertise-conseil		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7000 rue Marie-Victorin
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 2J6

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Emploi d'été Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	8 484,82 $	Non

Nom de la personne ressource: indisponible
Adresse courriel: qc-dpmtds-mtl_prog.eec-gd@servicecanada.qc.ca
Numéro de téléphone: (866) 233-3194
Adresse postale: 1001 boulevard de Maisonneuve Est, 4e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4P9

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère de la famille

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	11 854,26 $	Non

Nom de la personne ressource: indisponible
Adresse courriel: drm.demandes.pic-ctf@mfa.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (855) 336-8568
Adresse postale: 600, rue Fullum, 6e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 4S7

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	27,82 $	4	26,17 $	39	1	5 360,55 $
Autre poste : veuillez l'identifier Chef d'équipe	21,28 $	10	50,06 $	38	1	9 988,68 $
Éducateur(trice)	17,45 $	18	73,88 $	37	2	28 710,52 $
Coordonnateur(trice)	27,82 $	1	6,54 $	5	1	171,8 $
Autre poste : veuillez l'identifier Chef d'équipe	21,28 $	35	175,21 $	9	1	8 280,09 $
Éducateur(trice)	17,45 $	35	143,65 $	8	3	18 105,6 $
Éducateur(trice)	16 $	35	131,7 $	8	2	11 067,2 $
Total						81 684,44 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			20 339,08 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	5 360,55 $	5 360,55 $	0 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Chef d'équipe	9 988,68 $	9 988,68 $	0 $	0 $	0 $
Éducateur(trice)	28 710,52 $	28 710,52 $	0 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	171,8 $	0 $	171,8 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Chef d'équipe	8 280,09 $	8 280,09 $	0 $	0 $	0 $
Éducateur(trice)	18 105,6 $	7 900,8 $	10 204,8 $	0 $	0 $
Éducateur(trice)	11 067,2 $	2 582,38 $	8 484,82 $	0 $	0 $
Total	**81 684,44 $**	**62 823,02 $**	**18 861,42 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 000 $	400 $	0 $	**1 400 $**
Photocopies, publicité		170 $	0 $	0 $	**170 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**1 170 $**	**400 $**	**0 $**	**1 570 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		58,5 %			
Frais administratifs		**6 399,3 $**	**1 077,66 $**	**0 $**	**7 476,96 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		319,96 %			
Total		**70 392,32 $**	**20 339,08 $**	**0 $**	**90 731,4 $**

Informations complémentaires

Les activités se déroulent dans les locaux de l'Institut Pacifique situé à la jonction de l'arrondissement d'Ahuntsic et de Montréal-Nord. La récente enquête TOPO 2017 du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l 'Île-de-Montréal, auprès des jeunes de 6e année du primaire, pour l'arrondissement de Montréal-Nord, démontre que :

- 43% ont eu un comportement d’agressivité directe; - 57% ont eu un comportement d’agressivité indirecte;

- 66% ont un niveau faible de résolution de problèmes (conflits);

- 35% des enfants ont été victimes de violence verbale;

- 42% de violence ou cyberintimidation;

- 56% ont un niveau faible d’empathie;

- 44% passent 2 heures et plus, par jour, en temps d’écran;

- 7% des enfants ont un niveau élevé à l’indice du risque de décrochage scolaire;

- 32% des enfants ont un niveau de satisfaction faible fasse à l’égard de la vie;

- 7% des enfants ont un trouble anxieux.

L’Institut Pacifique a développé une expertise en prévention de la violence et en résolution de conflits auprès des milieux scolaires et des communautés. Par le biais de ses différents activités et programmes, l’Institut Pacifique outille les jeunes et les adultes afin de prévenir l’apparition de problèmes psychosociaux et les situations de violence et d’intimidation.

Depuis plus de 40 ans, l’Institut Pacifique s’investit auprès des citoyens de demain. Cette mission se traduit par un lieu d’appartenance ouvert à tous les enfants, une présence bienveillante et une relation tissée de confiance avec les parents.

L’Institut a également fait une réflexion stratégique, en 2018-2019, sur son offre de service auprès des enfants, afin de se renouveler en termes de meilleures pratiques et d’activités afin de bien répondre aux besoins des jeunes dans la promotion des conduites pacifiques et démontrer notre impact. L’équipe d’éducateur est constituée de professionnels qualifiés ayant une formation dans un domaine social.Il est important de souligner que notre bâtisse est un espace moderne et inspirant, qui répond aux besoins des enfants.

L’Institut est également impliqué dans sa communauté et siège sur plusieurs tables de concertation et comité de travail.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
LettreAppui_TCJMN_ActivitesIP_2020-01-24.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Resolution_Electronique_AutorisationSignataire_ActivitésEducatives_Arrondissement de Montréal-Nord_2020.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Shirlane Day	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement_ActivitesIP_2020-01-27.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Table De Concertation Jeunesse De Montréal-nord

Montréal, le 16 janvier 2020

Objet : Appui aux activités éducatives offertes aux enfants de 5 à 12 à l'Institut Pacifique

Madame, Monsieur,

Par la présente, la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord (TCJMN) souhaite exprimer son appui à la demande d'aide financière de l'Institut Pacifique pour ses **activités éducatives offertes aux enfants de 5 à 12 ans dans ses locaux**, dans le cadre de Priorité jeunesse. L'Institut Pacifique est membre de la TCJMN depuis plusieurs années. Notre mission vise à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse de Montréal-Nord, en plus de favoriser le développement et la cohésion des actions liées aux différentes sphères de vie des jeunes.

Les activités éducatives à l'Institut existent depuis plus de 40 ans dans la communauté de Montréal-Nord et nous souhaitons qu'elles soient bonifiées. Ces activités permettent d'offrir aux enfants un lieu de rassemblement sécuritaire ainsi que des activités en présence d'éducateurs qualifiés qui répondent à leurs besoins et qui les accompagnent dans le développement de leurs compétences sociales. La bonification proposée par l'Institut permettra d'assurer un continuum d'intervention en ouvrant ses portes en période estivale, et permettra de répondre au besoin de la hausse accrue de la clientèle dans ses nouveaux locaux, par la présence d'intervenants supplémentaires.

La TCJMN est convaincue de la capacité de l'Institut Pacifique à faire une différence auprès des enfants de Montréal-Nord.

Espérant le tout conforme, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Sheilla Fortuné
Présidente de la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord

Institut Pacifique

Résolution électronique
Conseil d'administration
Le 20 janvier 2020

Présences :

- Madame Marie-Eve Brown, administratrice
- Madame Francine St-Denis, administratrice
- Monsieur Jonathan Sénécal, administrateur
- Monsieur Luc Sicotte, administrateur
- Monsieur François-Pierre Le Scouarnec, président
- Madame Dominique Hamel, trésorière
- Monsieur Denis Thivierge, vice-président
- Monsieur Paul Evra, administrateur

Absence :

- Madame Louise Otis, administratrice

Objet : Autorisation de signataire Activités éducatives offertes aux enfants de 5 à 12 à l'Institut Pacifique-Arrondissement de Montréal-Nord

Il est proposé par Madame Dominique Hamel et appuyé par Madame Marie-Eve Brown,

- Que l'Institut Pacifique, soumette une demande de soutien financier à l'arrondissement de Montréal-Nord dans le cadre de Priorité jeunesse pour les activités éducatives pour les enfants de 5 à 12 ans à l'Institut Pacifique.
- Que Madame Shirlane Day, directrice générale, soit la personne autorisée à signer avec l'arrondissement de Montréal-Nord la convention et tout autre document officiel concernant le dit projet.

Adopté à l'unanimité.

Shirlane Day
Directrice générale et
Secrétaire du conseil d'administration
Le 24 Janvier 2020

2901, boul. Gouin Est,
Montréal (Québec) H2B 1Y3
T (514) 598-1522
F (514) 598-1963
www.institutpacifique.com

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Shirlane Day** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Institut Pacifique**, à déposer le projet **Activités éducatives pour les enfants de 5 à 12 ans à l'Institut Pacifique** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Shirlane Day

27-01-2020

Shirlane Day

Date

Directeur(trice) général(e)

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Temps libre été de l'Institut Pacifique
20 844,21 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **INSTITUT PACIFIQUE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38**)**, dont l'adresse principale est 2901, boulevard Gouin Est à Montréal-Nord, Québec, H2B 1Y3, agissant et représentée par Shirlane Day, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : **107397838**
N° d'inscription TVQ : **1006111757**
N° d'inscription d'organisme de charité : **107397838rr0001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

La mission de l'Institut Pacifique est de développer, mettre en œuvre et promouvoir des savoir-faire en matière de résolution de conflits et de prévention des problèmes psychosociaux, pour bâtir des milieux de vie exempts de violence et soutenir l'épanouissement psychosocial des enfants, des jeunes et des adultes.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Un questionnaire sur l'analyse différenciée selon les sexes et intersectorielle;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles;

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 septembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 30 septembre pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 30 septembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces

justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **soixante-deux mille cinq cent trente-deux dollars et soixante-trois cents (62 532, 63 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet

financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 20 844, 21

5.2.1.1 une somme maximale de **dix mille quatre cent vingt-deux dollars et vingt et un cents (10 422,21 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **huit mille trois cent trente-huit dollars (8 338 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 17 juillet 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **deux mille quatre-vingt-quatre dollars (2 084 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 30 septembre 2020.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 20 844, 21 $

5.2.2.1 une somme maximale de **dix mille quatre cent vingt-deux dollars et vingt et un cents (10 422,21 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **huit mille trois cent trente-huit dollars (8 338 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 17 juillet 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **deux mille quatre-vingt-quatre dollars (2 084 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 30 septembre 2021.

Pour l'année 2022-2023 : 20 844, 21 $

5.2.3.1 une somme maximale de **dix mille quatre cent vingt-deux dollars et vingt et un cents (10 422,21 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **huit mille trois cent trente-huit dollars (8 338 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 17 juillet 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **deux mille quatre-vingt-quatre dollars (2 084 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 30 septembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **30 septembre 2022.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **2901, boulevard Gouin Est à Montréal-Nord, Québec, H2B 1Y3**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

INSTITUT PACIFIQUE

Par : _____
Shirlane Day, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



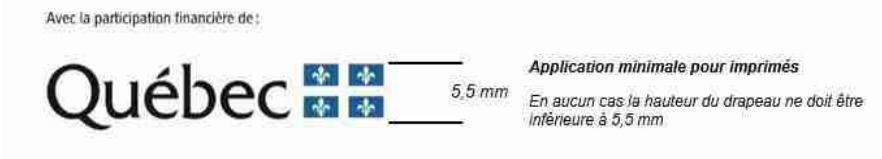
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0371 - PROGRAMME TEMPS LIBRE-ÉTÉ (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Institut Pacifique	L'Institut Pacifique est un organisme sans but lucratif voué au développement, à la mise en œuvre et à la promotion des savoir-faire en matière de résolution de conflits et de prévention des problèmes psychosociaux, pour bâtir des milieux de vie exempts de violence et soutenir l'épanouissement psychosocial des enfants, des jeunes et des adultes.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Programme Temps Libre-été

Numéro de projet GSS: 0371

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Roxane
Nom: McDonald
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 598-1522
Numéro de télécopieur:
Courriel: rmcdonald@institutpacifique.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Shirlane
Nom: Day
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-06-15	2020-08-07

Date limite de réception du rapport final
2020-09-07

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Pour l'Institut Pacifique, favoriser le vivre-ensemble, l'inclusion sociale, et le développement de relations interpersonnelles pacifiques sont des éléments importants à considérer afin de favoriser un milieu de vie sain, sécuritaire et bienveillant. Pour ce faire, il nous apparaît essentiel d'agir dès le jeune âge, de cibler l'ensemble des milieux de vie des jeunes, principalement lors de leurs moments non structurés, et ainsi multiplier les opportunités de les rejoindre par des services adaptés. De plus, il faut s'attarder à nos jeunes de 5 à 12 ans dans une perspective de prévention et de mise en place de facteurs de protection.

On remarque la présence d'enfants de 5 à 12 ans dans les parcs de Montréal-Nord en après-midi. Pour diverses raisons, ces enfants se retrouvent à traîner sans avoir d'activités parce qu'ils ne sont pas inscrits au camp de jour et parce qu'ils n'ont pas d'adultes significatifs pour les superviser. On constate que le projet répond à un besoin auprès de ces jeunes puisqu'il vise à les amener à occuper leur temps libre dans un lieu sécurisé, en présence d'éducateurs qualifiés et reconnus. Le projet s'inscrit dans un continuum du programme Temps Libre offert dans les cours d'école de Montréal-Nord durant l'année scolaire.

Le programme Temps Libre a pour but de prévenir la violence et l'apparition de problèmes psychosociaux chez les enfants de 5 à 12 ans par le biais d'activités sportives. Il agit sur différents facteurs de protection de manière préventive et éducative qui viennent diminuer les risques de délinquance, de marginalisation et d'isolement, et contribue à la création d'un filet de sécurité autour de l'enfant. Le programme augmente le sentiment d'appartenance et de sécurité des enfants, et par le fait même, celui des parents, en leur offrant des activités directement dans leur milieu de vie. Il amène l'enfant à développer de meilleures compétences personnelles et relationnelles. Il contribue également à l'intégration de tous, peu importe leur sexe, origine ethnoculturelle et différences. Il est également offert gratuitement à l'ensemble des enfants. Au niveau des parents, on parle d'une connaissance d'un organisme d'aide supplémentaire et donc d'un élargissement des modalités de support au rôle parental en cas de besoin. Pour la communauté, les résultats induits par le projet ont comme effet à court terme de diminuer le flânage dans les rues, de procurer un endroit sécuritaire pour les enfants du quartier et d'encadrer les enfants, qui sont donc moins à risque de subir de mauvaises influences. Il amène aussi à long terme, le développement de la capacité des enfants à gérer leurs conflits de manière pacifique et visent ultimement à ce que les enfants développent leurs compétences sociales et deviennent des adultes responsables et autonomes.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Permettre aux enfants de 5 à 12 ans de jouer en toute sécurité dans leur milieu de vie, en leur offrant un lieu d'appartenance significatif.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 120 enfants inscrits aux activités Temps Libre dans les 4 parcs ciblés.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir le programme Temps Libre dans 4 parcs, 2 et 3 fois par semaine, de 12h30 à 17h du lundi au vendredi (3 jours aux parcs Charleroi et Henri-Bourassa et 2 jours aux parcs Ottawa et Primeau).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	4	4	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Assurer la présence de deux éducateurs, dans chaque parc– supervision et encadrement des activités dans le parc

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	4	4	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Aider les enfants de 5 à 12 ans à développer leurs compétences sociales et à résoudre leurs conflits pacifiquement.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développement des habiletés sociales des enfants (ex. : communication, gestion et reconnaissance des sentiments, écoute, estime de soi, résolution de conflit, etc).

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Effectuer une évaluation systématique, basée sur le jugement clinique, à partir de nos observations perçues et continues, et selon des barèmes ciblés et validés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	4	4	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Interventions ponctuelles en fonction des problématiques, et basées sur la philosophie et les habiletés enseignées dans les divers programmes de l'Institut.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	4	4	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Utilisation de la médiation advenant le cas où les enfants ne sont pas en mesure de régler par eux-mêmes leurs conflits

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	4	4	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Comité de l'approche éducative (suivi de l'évolution de l'ensemble des enfants)

IMPACT(S) VISÉ(S)

Soutenir l'intégration sociale des enfants rejoints par le Temps Libre qui éprouvent des difficultés d'adaptation sociale (ex. : entrée en relation, autonomie, valorisation, etc.).

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Près de 10 % des enfants fréquentant les Temps Libre seront identifiés et recevront un soutien personnalisé afin d'améliorer leurs compétences sociales.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Effectuer une évaluation systématique, basée sur le jugement clinique, à partir de nos observations perçues et continues, et selon des barèmes ciblés et validés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	4	4	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S) Identification des enfants en difficultés d'adaptation sociale					
Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	4	4	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S) Mise en place d'interventions ciblées auprès de ces derniers (intervention individualisée, soutenir l'enfant dans son intégration)					
Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	4	4	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S) Collaboration avec les parents, au besoin					
Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	4	4	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Comité de l'approche éducative (suivi de l'évolution des enfants nécessitant un soutien personnalisé)
Autres, veuillez préciser	Plan de directives personnalisées

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Parc Charleroi
No civique: 10975
Rue: Avenue Alfred
Code postal: H1G 5B4
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Nom du lieu: Parc Ottawa
No civique: 10400
Rue: Avenue de Belleville
Code postal: H1H 4Z7
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Nom du lieu: Parc Henri-Bourassa
No civique: 6100
Rue: Rue Pascal
Code postal: H1G 1T1
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Nom du lieu: Parc Primeau
No civique: 10958
Rue: Avenue Pelletier
Code postal: H1H 3R8
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Diversité sociale
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 60
Nb. femmes: 60
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 120

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
L'Institut Pacifique se distingue par son approche éducative, qui consiste à :

1. Utiliser les milieux de vie des enfants

2. Permettre des moments de vécu partagé volontaires (activités éducatives)

3. Assurer la présence d'adultes significatifs spécialisés

4. Identifier les besoins des enfants

5. Soutenir dans le développement ou le renforcement de ses compétences sociales

6. Évaluer les acquis

Par cette approche, chaque enfant est considéré dans son entièreté, tel qu'il est, avec ses besoins, forces et défis, et nous adaptons nos interventions, notre accueil et nos activités en fonction de lui. Cela a pour objectif de répondre aux besoins spécifiques de chaque enfant et ainsi le soutenir dans le développement de ses compétences sociales. Nous favorisons la participation des garçons et des filles dans tous types d'activités. Nous portons une attention particulière à la participation inclusive.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de terrain		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4243, rue de Charleroi
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 5R5

Nom du partenaire: École
Précision: Jule-Verne

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11811 avenue P.-M.-Favier
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 5X4

Nom du partenaire: École
Précision: Le Carignan

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11480 Boulevard Rolland
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3T9

Nom du partenaire: École
Précision: Saint-Rémi

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 10152 Avenue de Rome
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 4N5

Nom du partenaire: École
Précision: de la Fraternité

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11241 Avenue Drapeau
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 3K3

Nom du partenaire: École
Précision: Adélard-Desrosiers

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12600 Avenue Fortin
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 1G2

Nom du partenaire: École
Précision: Sainte-Colette

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11960 Boulevard Sainte-Colette
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4V1

Nom du partenaire: École
Précision: Saint-Vincent-Marie

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4601 De Castille
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1Y4

Nom du partenaire: École
Précision: Jean-Nicolet

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11235 Avenue Salk
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4Y3

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Emploi d'été Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	8 484,82 $	Non

Nom de la personne ressource: Indisponible
Adresse courriel: qc-dpmtds-mtl_prog.eec-gd@servicecanada.gc.ca
Numéro de téléphone: (866) 233-3194
Adresse postale: 1001 boul. de Maisonneuve Est, 4ième étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4P9

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Autre poste : veuillez l'identifier Chef d'équipe	21,28 $	35	175,21 $	9	1	8 280,09 $
Éducateur(trice)	17,45 $	35	143,65 $	8	1	6 035,2 $
Éducateur(trice)	16 $	35	131,71 $	8	2	11 067,36 $
Total						25 382,65 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			8 484,82 $	0 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Autre poste : veuillez l'identifier Chef d'équipe	8 280,09 $	8 280,09 $	0 $	0 $	0 $
Éducateur(trice)	6 035,2 $	6 035,2 $	0 $	0 $	0 $
Éducateur(trice)	11 067,36 $	2 582,54 $	8 484,82 $	0 $	0 $
Total	**25 382,65 $**	**16 897,83 $**	**8 484,82 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 800 $	0 $	0 $	**1 800 $**
Photocopies, publicité		70 $	0 $	0 $	**70 $**
Déplacements		181,35 $	0 $	0 $	**181,35 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**2 051,35 $**	**0 $**	**0 $**	**2 051,35 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		102,57 %			
Frais administratifs		**1 895,03 $**	**0 $**	**0 $**	**1 895,03 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		94,75 %			
Total		**20 844,21 $**	**8 484,82 $**	**0 $**	**29 329,03 $**

Informations complémentaires

Stratégiquement, nous offrirons des activités de jour puisque les parents sont au travail. Les parents sont davantage présents en soirée et peuvent donc aller, avec leurs enfants au parc. De plus, nos activités se dérouleront seulement durant la période estivale puisque nous rejoignons ces mêmes enfants par le biais de nos activités du programme Temps Libre (les intervenants de l'Institut Pacifique sont présents dans 8 écoles primaires de Montréal-Nord, soit : Jules-Verne, Le Carignan, Adélard-Desrosiers, Sainte-Colette, La Fraternité, Saint-Vincent-Marie, Jean-Nicolet et Saint-Rémi) ainsi qu'à l'Institut Pacifique du mois de mai à juin ainsi qu'à partir du mois de septembre. Cela nous permet d'offrir un continuum d'interventions dans la trajectoire des enfants, ce qui accroîtra le développement des habiletés sociales et de résolution de conflits de chaque enfant.

Par les différentes activités, les enfants seront appelés à prendre des décisions en fonction du groupe. Cela leur permettra de vivre une expérience de vie de quartier. Ils vivront les différents programmes de l'Institut Pacifique. Des jeux de connaissances de soi et de l'autre seront animés dans l'objectif de favoriser l'intégration et les différents acquis réalisés par l'enfant. De plus, lors des activités du programme Temps Libre, les enfants pourront participer aux différents événements qui auront lieu dans le parc ou près du parc au même moment.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Formulaire_BilanFinal_TLEte_2019-09-09.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
LettreAppui_TL-Ete_2020-01-16.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Resolution_Electronique _AutorisationSignataire_ProgrammeTempsLibre-été_ArrondissementMontréal-Nord_2020.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Shirlane Day	**Fonction:**

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement_TL-Ete_2020-01-20.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Montréal

Rapport d'étape 2019 ☐	Rapport final 2019 ☑
Programme Temps Libre-été	

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS

Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES

Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné

Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Source (s) du financement	**Montréal-Nord** **Cliquer pour menu déroulant**
Titre du projet (le même que celui inscrit sur le formulaire de demande)	Programme Temps Libre-été

SECTION 1 — IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	Institut Pacifique	
Responsable du projet	**Madame**	Roxane McDonald
Téléphone	514-598-1522	

SECTION 2 — SUIVI DU PROJET

Date **RÉELLE du** DÉBUT du projet	**2019**	**Juin**	**17**
Date **RÉELLE de** FIN de projet	**2019**	**Août**	**09**
Si la date réelle (début et/ou fin de projet) diffère de celle prévue, expliquez le motif			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 12 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire à cette demande.

Lorsque vous remplissez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

SECTION 3 — POPULATION (S) REJOINTE (S)

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Enfants (6 - 11 ans)	**Étudiants**	**Personnes à faible revenu**	58	57
	Cliquer pour menu déroulant			
	Cliquer pour menu déroulant			
Nombre TOTAL de personnes rejointes DIRECTEMENT par le projet			**58**	**57**
Nombre TOTAL de personnes rejointes INDIRECTEMENT par le projet				

SECTION 4 — Activités réalisées

(EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS PRÉVUES au formulaire de *demande de soutien financier*)

A	Nous avons offert la présence de 2 éducateurs spécialisés, 3 après-midi par semaine, dans les parcs Le Carignan et Charleroi ainsi que 2 après-midi par semaine, dans les parcs Ottawa et Sauvé, qui s'assuraient de l'implantation du programme Temps Libre-été. Les périodes d'activités du programme se déroulaient de 12h30 à 17h00 du lundi au vendredi. 62 blocs d'activités ont été offerts aux enfants entre le 17 juin et 9 août 2019.
B	Des jeux sportifs, des jeux ludiques, du dessin, des groupes de discussions et l'accès à la piscine ont fait partie des activités offertes. De plus, des jeux intégrant la philosophie des programmes de l'Institut Pacifique ont été animés. À l'intérieur même des jeux, des notions des programmes ont été apportées. De plus, des interventions ponctuelles ont été réalisées en fonction des différentes problématiques constatées.
C	Un suivi régulier du niveau d'adaptation des enfants a eu lieu par différents outils, dont: cahier de bord, suivi de l'évolution des enfants lors des comités d'équipe, plan de directives personnalisées (plan d'intervention).

Si vous avez tenu compte de l'**analyse différenciée selon les sexes** (ADS), comment cela s'est-il traduit dans vos résultats	

SECTION 5 — RÉSULTATS

(EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS PRÉVUES)

A	115 enfants se sont inscrits aux activités du programme Temps Libre-été. Au total, nous avons enregistré 502 présences. La moyenne d'enfants par bloc de présences, pour les 4 parcs confondus, est de 8. Le parc Le Carignan (nouveau): 34 enfants rejoints, 180 présences enregistrées et 10 enfants en moyenne par bloc. Le parc Charleroi: 38 enfants rejoints,189 présences enregistrées et 11 enfants en moyenne par bloc. Le parc Ottawa: 20 enfants rejoints, 87 présences enregistrées et 7 enfants en moyenne par bloc. Le parc Sauvé (nouveau): 23 enfants rejoints, 46 présences enregistrées et 4 enfants en moyenne par bloc.
B	4 banques de jeux intégrant des notions des programmes Vers le pacifique et Ma culture dans le resPAIX de l'Institut Pacifique ont été créées. Lors des 62 blocs de présence (4 parcs confondus), des jeux sportifs, des jeux ludiques, du dessin et l'accès à la piscine ont fait partie des activités offertes. Une sortie à la Ronde a également eu lieu. De ce fait, les enfants étaient encadrés et supervisés pour s'amuser en sécurité. De plus, ce sont 115 jeunes qui ont pu participer à des jeux intégrant la philosophie des différents programmes de l'Institut Pacifique (Vers le pacifique, Ma culture dans le ResPaix, Mes paroles j'y vois).
C	Lors des périodes de Temps Libre-été, les éducateurs ont observé les enfants et ont ciblé 9 enfants afin de leur offrir un soutien personnalisé pour les aider dans leurs difficultés. C'est donc 8% des enfants fréquentant les activités qui ont bénéficié d'un soutien personnalisé.

SECTION 6 — EXPLIQUEZ LES ÉCARTS

(ENTRE LES RÉSULTATS RÉELS ET LES RÉSULTATS ATTENDUS)

Nous souhaitions rejoindre 230 enfants. Nous pouvons expliquer cette baisse par la présence de nos activités dans deux nouveaux parcs. Aussi,nous offrons très peu d'activités dans le secteur ouest depuis deux ans, ce qui fait en sorte que les enfants et les parents de ce secteur nous connaissent peu. 6 tournées des classes ont eu lieu et plus de 1200 enfants ont reçu des lettres d'inscription. Toutefois, 43% des enfants rejoints ont fréquenté les activités une fois et plus par semaine. Nous pouvons dire que les enfants ont davantage un sentiment d'appartenance au Temps Libre.

SECTION 7 — BILAN

7.1 Éléments à conserver

L'implantation du programme Temps Libre-été, puisque malgré la diminution du nombre d'enfants rejoints, ce dernier répond toujours à un besoin.
L'offre de services dans les 3 secteurs de l'arrondissement afin de couvrir tout le territoire et de répondre aux besoins .
Le nombre de jours de présences par semaine (entre 2 et 3) était l'idéal afin d'éviter une prise en charge complète et de substituer aux camps de jour.
La présence de 2 éducateurs par parc est essentielle pour assurer la sécurité des enfants.
Le travail amorcé auprès des enfants nécessitant un soutien personnalisé.

7.2 Éléments à améliorer

Devancer les tournées des classes (ne pas les faire la dernière semaine de classe).
Développer davantage de partenariats avec les organismes.

7.3 Éléments à ne pas conserver

SECTION 8 — IMPLICATION DES PARTENAIRES

1	6 tournées des classes dans les écoles primaires de Montréal-Nord ont eu lieu. Plus de 1 200 feuilles d'inscriptions ont été remises lors de ces tournées.	**Référence/recrutement des participants** **Promotion, sensibilisation** **Cliquer pour menu déroulant**
2	Nous avons réservé les parcs auprès de l'arrondissement de Montréal-Nord et un travail de collaboration avec les responsables et les sauveteurs des piscines a eu lieu afin qu'ils puissent orienter les enfants et les parents vers les éducateurs.	**Prêt de local** **Prêt de terrain** **Référence/recrutement des participants**
3	Une présentation de nos activités a eu lieu lors de la rencontre de l'équipe quartier (CIUSS) du mois de mai.	**Promotion, sensibilisation** **Référence/recrutement des participants** **Cliquer pour menu déroulant**

SECTION 9 — Budget RÉEL

Poste budgétaire							Arrond. MTL-Nord	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget Total
								emploi d'été Canada	Institut Pacifique	Réseau réussite Montréal	
A- Personnel lié au projet											
1	Titre	Coordonnateur(trice)					7 886,65 $			151,88 $	8 038,53 $
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	20,66	35	170,07	9	1	8 038,53 $					
2	Titre	Intervenant(e)					5 952,16 $			100,32 $	6 052,48 $
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	17,5	35	144,06	8	1	6 052,48 $					
3	Titre	Intervenant(e)					2 048,37 $	3 485,31 $			5 533,68 $
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	16	35	131,71	8	1	5 533,68 $					
4	Titre	Intervenant(e)					2 222,46 $	3 485,31 $		344,71 $	6 052,48 $
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	17,5	35	144,06	8	1	6 052,48 $					
Sous-Total Section A							18 109,64 $	6 970,62 $	0,00 $	596,91 $	25 677,17 $
B- Frais d'activités générés par le projet *(environ 20 %)*											
Allocations pour participants											0,00 $
Fonds de dépannage: Frais de scolarité, fournitures, cartes de compétences, ...lunettes,							345,81 $		1 454,19 $		1 800,00 $
Photocopies, publicité									70,00 $	3 893,09 $	3 963,09 $
Déplacements pour jeunes									151,74 $		151,74 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurance (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							345,81 $	0,00 $	1 675,93 $	3 893,09 $	5 914,83 $
C- Frais d'administration générés par le projet *(environ 10 %)*											
Frais administratifs du projet							1 844,55 $				1 844,55 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							20 300,00 $	6 970,62 $	1 675,93 $	4 490,00 $	33 436,55 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de l'arrondissement de Montréal-Nord										3	

SECTION 10 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet

SECTION 11 — ÉVOLUTION DES DÉPENSES

A — Montant accordé par l'arrondissement de Montréal-Nord			20 300,00 $		
B — Dépenses **TOTALES** du projet incluant les autres bailleurs de fonds	33 436,50 $	En date du	**2019**	**Septembre**	**03**
C- Total	**13 136,50 $**				

TOUT MONTANT accordé (A) par l'Arrondissement de Montréal-Nord dans le cadre de ce projet EXCÉDANT les dépenses totales du projet (B) DOIT ÊTRE REMBOURSÉ À LA VILLE DE MONTRÉAL. Cet excédant est indiqué par le total négatif ci-dessus (C).

SECTION 12 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Par la présente, je certifie que les renseignements fournis dans ce rapport sont exacts et COMPLETS

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE de l'organisme

Nom	**Madame**	Shirlane Day	Fonction	**Directeur (trice) général (e)**			
Signature	Shirlane Day, Directrice générale		Date	2019	09	09

SECTION RÉSERVÉE AU RESPONSABLE SLDS OU AU RESPONSABLE DE LA DDS					
Numéro du projet					
Signature (lu et approuvé)		Date	**Année**	**Mois**	**Jour**

Table De Concertation Jeunesse De Montréal-nord

Montréal, le 16 janvier 2020

Objet : Appui au programme *Temps Libre-été*

Madame, Monsieur,

Par la présente, la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord (TCJMN) souhaite exprimer son appui à la demande d'aide financière de l'Institut Pacifique pour le **programme *Temps Libre-été***, dans le cadre de Priorité jeunesse. L'Institut Pacifique est membre de la TCJMN depuis plusieurs années. Notre mission vise à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse de Montréal-Nord, en plus de favoriser le développement et la cohésion des actions liées aux différentes sphères de vie des jeunes.

Le programme *Temps Libre-été* existe déjà dans la communauté de Montréal-Nord et souhaitons qu'il soit maintenu. Le programme *Temps Libre* permet le développement des compétences sociales des enfants de 5 à 12 ans ainsi que l'augmentation du sentiment d'appartenance, de sécurité et de plaisir des enfants par la présence d'éducateurs reconnus et qualifiés.

La TCJMN est convaincue de la capacité de l'Institut Pacifique à faire une différence auprès des enfants de Montréal-Nord.

Espérant le tout conforme, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Sheilla Fortuné
Présidente de la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord

Institut Pacifique

Résolution électronique
Conseil d'administration
Le 20 janvier 2020

Présences :

- Madame Marie-Eve Brown, administratrice
- Madame Francine St-Denis, administratrice
- Monsieur Jonathan Sénécal, administrateur
- Monsieur Luc Sicotte, administrateur
- Monsieur François-Pierre Le Scouarnec, président
- Madame Dominique Hamel, trésorière
- Monsieur Denis Thivierge, vice-président
- Monsieur Paul Evra, administrateur

Absence :

- Madame **Louise Otis, administratrice**

Objet : Autorisation de signataire Programme Temps Libre-été - Arrondissement de Montréal-Nord

Il est proposé par Madame Dominique Hamel et appuyé par Madame Marie-Eve Brown,

- Que l'Institut Pacifique, soumette une demande de soutien financier à l'arrondissement de Montréal-Nord dans le cadre de Priorité jeunesse pour le programme ***Temps Libre-été***.

- Que Madame Shirlane Day, directrice générale, soit la personne autorisée à signer avec l'arrondissement de Montréal-Nord la convention et tout autre document officiel concernant le dit projet.

Adopté à l'unanimité.

Shirlane Day
Directrice générale et
Secrétaire du conseil d'administration
Le 24 Janvier 2020

2901, boul. Gouin Est.
Montréal (Québec) H2B 1Y3
T (514) 598-1522
F (514) 598-1963
www.institutpacifique.com

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Shirlane Day** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Institut Pacifique**, à déposer le projet **Programme Temps Libre-été** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Shirlane Day — 23-01-2020

Shirlane Day **Date**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au cœur de Montréal-Nord de La musique aux enfants
62 500 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA MUSIQUE AUX ENFANTS**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 4041, rue Monselet, Montréal (Québec), H1H 2C6, agissant et représentée par Geneviève Bigonnesse, gestionnaire principale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : (inscrire le numéro)
Numéro d'inscription T.V.Q. : (inscrire le numéro)
Numéro d'inscription d'organisme de charité : (inscrire le numéro)

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Initier les enfants d'âge préscolaire à l'apprentissage intensif de la musique afin de les soutenir dans leur développement global et contribuer ainsi à leur réussite scolaire, à long terme ;

Offrir de nouvelles perspectives d'emploi aux diplômé s des écoles de musique et de contribuer à l'avancement des connaissances en matière d'éducation musicale chez les jeunes ;

Promouvoir l'éducation dans le domaine de la musique chez les enfants en bas âge du Québec et d'ailleurs en offrant un programme d'enseignement musical intensif opéré à partir d'un espace conçu à cette fin;

Promouvoir l'éducation dans le domaine de la musique en effectuant des recherches auprès des enfants du Québec et d'ailleurs afin d'analyser les bienfaits de l'éducation musicale sur leur développement personnel et en diffusant les résultats des recherches au public.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Un questionnaire sur l'analyse différenciée selon les sexes et intersectorielle;
- Une lettre d'appui d'une structure ou d'une instance de concertation locale;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles;

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 28 février pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de

toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent quatre-vingt-sept mille dollars cinq cent (187 500 $) sur 3 ans,** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 62 500 $

5.2.1.1 une somme maximale de **trente et un mille deux cent cinquante dollars (31 250 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **vingt-cinq mille dollars (25 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **six mille deux cent cinquante dollars (6 250 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable) le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 62 500 $

5.2.2.1 une somme maximale de **trente et un mille deux cent cinquante dollars (31 250 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **vingt-cinq mille dollars (25 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **six mille deux cent cinquante dollars (6 250 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022.

Pour l'année 2022-2023 : 62 500 $

5.2.3.1 une somme maximale de **trente et un mille deux cent cinquante dollars (31 250 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **vingt-cinq mille dollars (25 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **six mille deux cent cinquante dollars (6 250 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet

réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **4041, rue Monselet, Montréal (Québec) H1H 2C6**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la gestionnaire principale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

LA MUSIQUE AUX ENFANTS

Par : _____
Geneviève Bigonnesse, gestionnaire principale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



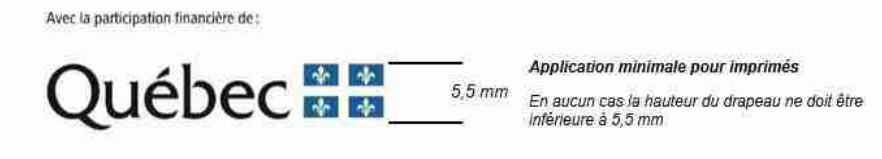
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0996 - LA MUSIQUE AUX ENFANTS, UN PROJET STRUCTURANT POUR LA PETITE ENFANCE AU CŒUR DE MONTRÉAL-NORD (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
La musique aux enfants	• Initier les enfants d'âge préscolaire à l'apprentissage intensif de la musique afin de les soutenir dans leur développement global et contribuer ainsi à leur réussite scolaire, à long terme; • Offrir de nouvelles perspectives d'emploi aux diplômés des écoles de musique et de contribuer à l'avancement des connaissances en matière d'éducation musicale chez les jeunes; • Promouvoir l'éducation dans le domaine de la musique chez les enfants en bas âge du Québec et d'ailleurs en offrant un programme d'enseignement musical intensif opéré à partir d'un espace conçu à cette fin; • Promouvoir l'éducation dans le domaine de la musique en effectuant des recherches auprès des enfants du Québec et d'ailleurs afin d'analyser les bienfaits de l'éducation musicale sur leur développement personnel et en diffusant les résultats des recherches au public;

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au cœur de Montréal-Nord

Numéro de projet GSS: 0996

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Genevieve
Nom: Bigonnesse
Fonction: Autre
Numéro de téléphone: (514) 642-9520
Numéro de télécopieur:
Courriel: gbigonnesse@lamusiqueauxenfants.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Genevieve
Nom: Bigonnesse
Fonction: Autre
Précision: Gestionnaire principale

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-01-27	2024-06-01

Date limite de réception du rapport final
2024-07-02

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

La musique aux enfants est une prématernelle musicale lancée sous forme de projet pilote à l'école Saint-Rémi – annexe par l'Orchestre symphonique de Montréal, à la rentrée scolaire 2016-17. Imaginée par Kent Nagano, l'initiative part du constat scientifique voulant que l'apprentissage de la musique classique en jeune âge contribue au développement cognitif, affectif, psychologique, social et physique des enfants.

Fort des liens tissés avec la communauté de Montréal-Nord, dont le point de départ est un concert donné en plein air à la Place de l'Hôtel-de-Ville, au lendemain des événements tragiques de 2008, l'OSM a voulu poursuivre son engagement en y installant ce projet pilote. Des locaux insonorisés et inspirants ont été aménagés à l'école Saint-Rémi-annexe, des instruments (violons, pianos et percussions) ont été achetés et une équipe de professeurs qualifiés a été constituée.

Le projet pilote s'est terminé à la fin des classes de l'année scolaire 2018-2019. Une équipe multidisciplinaire de chercheurs de l'Université de Montréal a mesuré l'impact du programme chez les enfants. Les conclusions finales de l'enquête seront connues lorsque les enfants seront plus avancés dans leur cycle scolaire. Il est cependant d'ores et déjà évident que le projet est un « game changer » pour la communauté de Montréal-Nord. Des jeunes ayant des difficultés de concentration ont augmenter le temps d'effort soutenu, d'autres, qui manquaient de confiance en eux, ont réussi à faire des performances devant leurs paires.

Alors que plusieurs écoles du Québec ont cessé d'offrir des cours de musique, faute de financement adéquat, le projet permet d'expérimenter un modèle qui pourra éventuellement être repris ailleurs. Il suffit de prendre connaissance de la revue de presse locale et internationale pour comprendre la force de l'initiative. Le projet attire l'attention de partenaires forts sur la réalité de Montréal-Nord : le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, l'Université de Montréal, les commissions scolaires et les grandes fondations philanthropiques du pays.

Prenant acte de l'impact positif considérable du projet pour les enfants et pour la communauté, l'OSM a pris la décision de pérenniser le projet, tout en l'améliorant. D'une part, l'Orchestre a trouvé des donateurs pour appuyer les jeunes qui sont passés par le programme et souhaitent continuer l'apprentissage de la musique. D'autre part, le programme comme tel a été modifié pour rejoindre plus de jeunes.

Un don majeur de la fondation Marcelle et Jean Coutu a rendu possible le prolongement de l'initiative, pour un minimum de cinq ans. Ce don couvre ~80% des dépenses d'opérations. Ainsi, nous nous tournons vers l'arrondissement de Montréal-Nord et son programme « priorité jeunesse » pour pouvoir livrer le programme dans son intégrité, ce qui nous permettra de rejoindre tous les élèves de l'école Saint-Rémi – annexe, et cela, sans aucun frais pour les familles.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Développement sociocognitif des enfants

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
À travers les cours de musique, les enfants développeront leurs maîtrises de soi, leurs estimes de soi et développeront un plus grand vocabulaire et maîtriseront mieux les petites numérosités.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Cours de musique quotidiens (30 minutes par jour pour les 200 enfants de l'école)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	30	5	30	12	17

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sorties culturelles à l'Orchestre symphonique de Montréal

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	3	1	12	17

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Concerts à l'école pour les enfants de la maternelle

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	3	1	12	17

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Prestations musicales des enfants pour les parents de l'école

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	1	12	17

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par les résultats de l'étude de l'Université de Montréal

IMPACT(S) VISÉ(S)

Plus grande intégration des familles à la société d'accueil

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Accélération de l'intégration des familles immigrantes en participants à des activités dans le cadre scolaire.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Concert des élèves pour les parents

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	1	12	17

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Concert pour les parents et les enfants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	1	12	34

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Par les résultats de l'étude de l'Université de Montréal

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Ecole St-Rémi Annexe (dans les locaux de la musique aux enfants)
No civique: 4041
Rue: rue Monselet
Code postal: H1H 2C6
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Partenariats institutionnels

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 100
Nb. femmes: 100
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 200

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Fondation Marcelle et jean Coutu

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	250 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Marie-Josée Coutu
Adresse courriel: jguay@fmjc.org
Numéro de téléphone: (514) 527-4510
Adresse postale: 154 avenue Laurier O bureau 303
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: A2T 2N7

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: Université de Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Partenaire scientifique et pédagogique		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: CP 6128, sccursale Centre-Ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3C 3J7

Nom du partenaire: École
Précision: Commission scolaire Pointe-de-l'Île

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4041 rue Monselet
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 2C6

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Arrondissement de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez partenaire communautaire et artistique		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4242 Place de l'Hotel de Ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1S5

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Autre poste : veuillez l'identifier Gestionnaire principale	32,25 $	34	175,44 $	52	1	66 140,88 $
Autre poste : veuillez l'identifier Éducateur en musique	24,25 $	27	106 $	30	7	159 757,5 $
Autre poste : veuillez l'identifier chef de projet speciaux OSM	48,25 $	10	0 $	52	1	25 090 $
Total						250 988,38 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			250 000 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Autre poste : veuillez l'identifier Gestionnaire principale	66 140,88 $	0 $	66 140,88 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Éducateur en musique	159 757,5 $	62 500 $	97 257,5 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier chef de projet speciaux OSM	25 090 $	0 $	25 090 $	0 $	0 $
Total	**250 988,38 $**	**62 500 $**	**188 488,38 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		2 500 $	4 000 $	0 $	**6 500 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		8 000 $	2 000 $	0 $	**10 000 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		3 600 $	0 $	0 $	**3 600 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	27 900 $	0 $	**27 900 $**
Autres		0 $	14 200 $	0 $	**14 200 $**
Total		**14 100 $**	**48 100 $**	**0 $**	**62 200 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		705 %			
Frais administratifs		**2 288 $**	**13 412 $**	**0 $**	**15 700 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		114,4 %			
Total		**78 888 $**	**250 000,38 $**	**0 $**	**328 888,38 $**

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
budget priorite jeunesse janvier 2020.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
lettre de presentation priorite jeunesse.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
resolution C.A. priorite jeunesse.pdf	Validité du 2020-01-27

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Geneviève Bigonnesse	**Fonction:** Autre

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200127-032518.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au cœur de

PLAN D'ACTION COLLECTIF DE MONTRÉAL-NORD – PRIORITÉ JEUNESSE

APPEL DE PROJETS janvier 2020

	2019-2020		2020-2021		2021-2022		2022-2023		2023-2024	
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	**Valeurs**	**Réel**	**Valeurs**	**Réel**	**Valeurs**	**Réel**	**Valeurs**	**Réel**	**Valeurs**	**Réel**
Corps professoral										
4 éducateurs de piano 5 ans - *temps plein*		86.9		89.0		91.3		93.5		95.9
1 éducateur de violon 4 et 5 ans (groupe de 4-6 enfants) - *temps plein*		25.3		26.0		26.6		27.3		28.0
1 éducateur en Rythmique-Dalcroze - *temps partiel*		6.3		6.4		6.6		6.7		6.9
1 éducateur de chant et petites percussions - *temps plein*		18.8		19.3		19.8		20.3		20.8
1 gestionnaire principale - *temps plein*		57.0		58.4		59.9		61.4		62.9
Charges sociales (16%)		31.6		32.4		33.2		34.0		34.9
1 chef projets spéciaux OSM		25.0		25.6		26.3		26.9		27.6
Total		**250.9**		**257.2**		**263.6**		**270.2**		**276.9**
Transport et concerts										
Déplacement) Transport en autobus		3.6		3.7		3.8		3.9		4.0
Billets de concert OSM pour les élèves		4.4		4.5		4.6		4.7		4.9
Total		**8.0**		**8.2**		**8.4**		**8.6**		**8.8**
Matériel et entretien des instruments										
Matériel d'animation / photocopies		5.0	0.0	5.1	0.0	5.3	0.0	5.4	0.0	5.5
Équipement: entretien des instruments		3.2	0.0	3.3	0.0	3.4	0.0	3.4	0.0	3.5
Equipement : Accords des pianos		3.3	0.0	3.4	0.0	3.5	0.0	3.6	0.0	3.6
Total		**11.5**		**11.8**		**12.1**		**12.4**		**12.7**
Administration										
Frais d'administration (6%)		15.7	0.0	16.1	0.0	16.5	0.0	17.0	0.0	17.4
Dépenses courantes (fourniture de bureau) et formation des éducateurs		5.0		5.1	0.0	5.3	0.0	5.4	0.0	5.5
Frais supplémentaire (Honoraires professionnels)		20.0		20.5		21.0		21.5		22.1
Loyer* et assurances **la contribution de la CSPI couvre la valeur du loyer*	100.0	7.9	102.5	8.1	105.1	8.3	107.7	8.5	110.4	8.7
Total		**48.6**		**49.9**		**51.1**		**52.4**		**53.7**
Impact sur la communauté										
Concerts scolaires présentés par éducateurs pour les élèves (concert scolaire et famille)		9.8	0.0	10.0	0.0	10.3	0.0	10.6	0.0	10.8
Total		**9.8**		**10.0**		**10.3**		**10.6**		**10.8**
Contingence										
Contingence (6%)		**19.2**		**19.7**		**20.2**		**20.7**		**21.2**
GRAND TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT **excluant la contingence*		**328.8**		**337.0**		**345.5**		**354.1**		**363.0**

Montréal le 27 janvier 2020

Objet : Lettre de présentation

Monsieur, Madame,

Mon nom est Geneviève Bigonnesse et je suis la gestionnaire principale du projet *La musique aux enfants*. Je vous écris aujourd'hui afin de vous transmettre les documents relatifs au *projet La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au cœur de Montréal-Nord*. Nous sollicitons la contribution de l'arrondissement de Montréal-Nord et son programme « priorité jeunesse » pour le programme *La musique aux enfants*.

La musique aux enfants est une initiative de maestro Kent Nagano, directeur musical et artistique de l'Orchestre symphonique de Montréal, l'un des plus grands orchestres symphoniques au monde. Dans ce projet unique au monde par son intensité et sa clientèle cible (élèves de 4-5 ans), il souhaite donner aux jeunes enfants l'opportunité de réaliser leur plein potentiel via l'apprentissage de la musique et que celle-ci contribuera à redonner espoir à la communauté de Montréal-Nord. Cette noble cause a vu le jour en novembre 2016 et a été financé à 100% par des donateurs privés. Ce projet pilote touchait de façon hebdomadaire les 200 élèves de 4 et 5 ans de l'école St-Rémi annexe, situé dans le quartier Montréal-Nord. De plus, 32 de ces enfants faisaient de la musique de façon intensive (une à trois heures de musique quotidiennement et gratuitement). Les impacts sociaux et cognitifs ont été mesurés lors d'une étude scientifique menée par l'Université de Montréal sur les enfants des programmes intensifs tout le long de leur parcours. Les résultats seront disponibles dans quelques mois. Ce projet pilote s'est terminé en mai 2019 et la phase 2 du programme a débuté en octobre 2019. Cette deuxième phase consiste à offrir un enseignement quotidien de la musique gratuit (apprentissage d'un instrument et cours de groupe) aux 200 élèves de l'école dans lequel *La musique aux enfants* est implanté depuis maintenant 3 ans.

Depuis le début du projet en 2016, les enfants ayant fait partie du projet pilote, qui ont maintenant 6 et 7 ans, ont fait énormément de progrès : ils sont maintenant en mesure d'interpréter plusieurs pièces tant au violon, au piano, au chant et qu'aux percussions. Ils se sont produits dans plusieurs salles de spectacles de Montréal tel le Centre de loisirs de Montréal-Nord, où le projet fut présenté comme projet phare du Plan d'action collectif *Priorité Jeunesse de Montréal-Nord*, dans des centres pour aînées du quartier, le foyer de la Maison symphonique de Montréal mais aussi, à la Maison symphonique où ils ont eu l'immense privilège d'interpréter la *Symphonie des jouets* de J. Haydn avec l'Orchestre symphonique de Montréal sous la direction de maestro Kent Nagano en décembre 2017.

Les familles des enfants sont aussi très touchées par l'opportunité qui leur est offerte, car elles sont nombreuses à remarquer les bienfaits de la musique sur le développement de leurs enfants. Depuis le début du programme, les enfants et leurs familles ont régulièrement été invités à assister aux concerts et aux répétitions de l'Orchestre symphonique de Montréal. Cette année encore, les familles ont été invité à assister à deux concerts de la série *Jeux d'enfants.* Les 200 enfants de l'école St-Rémi Annexe ont eu la chance d'assister à deux *Matinées symphoniques* de l'Orchestre Symphonique de Montréal à la Maison symphonique de Montréal, en plus de visiter les musiciens de l'OSM et maestro Kent Nagano lors de répétitions. Nous sommes persuadés que le fait d'offrir un accès privilégié à la culture à des familles n'ayant pas l'habitude de fréquenter la Maison symphonique de Montréal a le pouvoir de transformer de manière significative leur dynamique familiale et leur implication dans la communauté d'accueil.

Ce projet a le potentiel de changer la trajectoire de vie d'enfants et de familles de Montréal-Nord, de stimuler son développement sociocognitif et d'en faire des agents multiplicateurs qui dessineront les contours de la communauté montréalaise de demain.

Grâce à des gens comme vous, il nous est possible de transformer des idées en projets qui changent la vie des gens et ici, des enfants.

Nous vous remercions encore une fois de l'intérêt que vous portez au projet *La musique aux enfants.*

Veuillez agréer, monsieur, madame, l'expression de nos meilleurs sentiments.



Geneviève Bigonnesse
Gestionnaire principale
La musique aux enfants

La Musique aux enfants, une initiative de l'OSM
CONSEIL D'ADMINISTRATION
Réunion du 27 janvier 2020

RÉSOLUTION

Ville de Montréal
Programme Priorité-Jeunesse

Il est résolu que Geneviève Bigonnesse soit autorisée pour et au nom de *La Musique aux enfants :*

- à déposer une demande d'aide financière pour le programme Priorité-Jeunesse;
- à signer tous documents relatifs à cette demande;
- à signer la (les) convention(s) avec la ville de Montréal, le cas échéant.

Maxime Lataille — 27/01/2020

Maxime Lataille
Administrateur — Date

27/01/2020

Catherine Ferland Trudel
Administratrice — Date

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Geneviève Bigonnesse** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **La musique aux enfants**, à déposer le projet **La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au cœur de Montréal-Nord** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.



27 janvier 2020

Geneviève Bigonnesse

Date

Autre

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Psychomotricité du Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord
41 769 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE DE MONTRÉAL-NORD**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le **6336 Chartrand app. # 1, Montréal-Nord (Québec) H1G 3P6**, agissant et représenté par **Michel Lorange, président**, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS :
N° d'inscription TVQ :
N° d'inscription d'organisme de charité : **835882655RR001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Contribue au mieux-être et au développement global des enfants et de leur famille en situation de vulnérabilité. En d'autres termes, le Centre de pédiatrie sociale intervient auprès d'enfants et de leur famille qui se heurtent à des obstacles persistants dans leur vie, empêchant le développement de leur plein potentiel et allant à l'encontre des droits énumérés dans la convention relative aux droits de l'enfant.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;
ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans;
- Un questionnaire sur l'analyse différenciée selon les sexes et intersectorielle;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles;

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le .28 février pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent vingt-cinq mille dollars trois cents sept (125 307 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 41 769 $

5.2.1.1 une somme maximale de **vingt mille huit cent quatre-vingt-quatre dollars et cinquante cents (20 844, 50 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **seize mille sept cent sept dollars et soixante cents (16 707, 60 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **quatre mille cent soixante et seize dollars et quatre-vingt-dix cents (4 176, 90 $)** sera versée à l'organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 41 769 $

5.2.2.1 une somme maximale de **vingt mille huit cent quatre-vingt-quatre dollars et cinquante cents (20 844, 50 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **seize mille sept cent sept dollars et soixante cents (16 707, 60 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **quatre mille cent soixante et seize dollars et quatre-vingt-dix cents (4 176, 90 $)** sera versée à l'organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022.

Pour l'année 2022-2023 : 41 769 $

5.2.3.1 une somme maximale de **vingt mille huit cent quatre-vingt-quatre dollars et cinquante cents (20 844, 50 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **seize mille sept cent sept dollars et soixante cents (16 707, 60 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **quatre mille cent soixante et seize dollars et quatre-vingt-dix cents (4 176, 90 $)** sera versée à l'organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **6336 Chartrand app.#1, Montréal-Nord (Québec) H1G 3P6**, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE DE MONTRÉAL-NORD

Par : _____
Michel Lorange, président

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



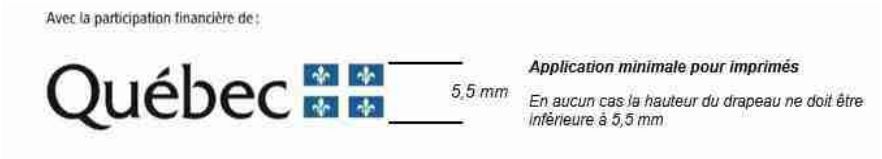
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0693 - MICHEL LORANGE (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Centre de Pédiatrie Sociale de Montréal-Nord	Contribuer au mieux-être et au développement global des enfants et de leur famille en situation de vulnérabilité en étant le moteur d'une action concertée permettant à l'enfant de réaliser ses choix de vie. Les personnes visées sont : • Enfants de 0 à 17 ans provenant d'une famille vulnérable, marginalisée, et vivant des situations complexes; conséquences pour les enfants, par exemple, des difficultés scolaires et/ou un retard de développement; • Méfiance face au système de santé et services sociaux (cette méfiance peut se vivre de diverses façons : acceptation des services, mais ne se présente pas au rendez-vous, parents difficilement mobilisables); les institutions « régulières » ne les rejoignent pas (ou peu).

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Michel Lorange
Numéro de projet GSS: 0693

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Michel
Nom: Lorange
Fonction: Président(e)
Numéro de téléphone: (514) 825-7472
Numéro de télécopieur:
Courriel: lorange.michel@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Michel
Nom: Lorange
Fonction: Président(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Problématique : à Montréal-Nord, les enfants sont nombreux à être vulnérables dans au moins un des cinq domaines de développement définis dans l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (2012) (40,7 % dans le secteur nord-est, 35 % dans le centre et 27,8 % dans le sud-ouest) ce qui compromet leur maturité scolaire. Montréal-Nord présente plus d'enfants de moins de 5 ans vivant dans une famille monoparentale. Le taux de décrochage scolaire au secondaire est de 35,6%, nettement supérieur à celui de Montréal (25%). Or, le décrochage scolaire engendre plusieurs conséquences personnelles (santé physique, santé mentale, problème de délinquance et de consommation), sociales (implication citoyenne, incarcération) et économiques (chômage, aide sociale).

Globalement, le projet vise à dépister tôt et intervenir auprès des enfants vulnérables. Les activités de prévention et d'intervention de psychomotricité à l'école (volet 1), ainsi que les ateliers de stimulation (volet 2) et les interventions à domicile (volet 3) que nous voulons offrir répondent à une grande préoccupation des parents, des écoles et plus largement du milieu, qui est d'aider les enfants dans leur développement psychomoteur et de leurs habiletés sociales dans le but d'être mieux équipés pour réussir leur parcours scolaire.

Volet 1 du projet, besoins spécifiques et moyens adaptés : la population ciblée correspond actuellement aux enfants de 4-5 ans, scolarisés en maternelle 4 ou 5 ans, dans toutes les écoles de Montréal-Nord, présentant des difficultés préscolaires ou des retards psychomoteurs identifiés par leur enseignant et les professionnels de soutien. La psychomotricité à l'école répond par des moyens adaptés aux problématiques psychomotrices spécifiques à chaque enfant, soit des difficultés de motricité globale, de motricité fine, de comportements et d'agitation psychique et corporelle, de concentration, et relationnelles et sociales comme de la timidité, du repli, un manque de confiance en soi. L'intervention sur ces difficultés améliore grandement leur capacité d'apprentissage.

Les résultats obtenus l'année dernière démontrent une amélioration significative mesurée pour chaque item psychomoteur (motricité globale, fine, graphisme, schéma corporel, image du corps, espace, temps, tonus, langage, et attention). Cela démontre que ces ateliers d'intervention précoce contribuent au bon développement psychomoteur des enfants ainsi qu'à leur mieux être. Ces résultats sont corroborés par le témoignage positif des équipes enseignantes et des parents des enfants rejoints.

Le Réseau réussite Montréal et la CSPI financent actuellement deux postes de psychomotriciennes. Nous demandons le financement d'un 3e poste afin de couvrir toutes les écoles primaires de Montréal-Nord pour les ateliers de stimulation et les interventions à domicile. Au total 120 enfants sont rejoints par le volet 1. Le 3e psychomotricienne suivra 20 enfants et réalisera les autres volets.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Volet 1 : Psychomotricité à l'école : permettre à 24 enfants de maternelle 4 ans une meilleure adaptation scolaire en développant leurs compétences psychomotrices plus faibles.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développement des habiletés motrices de base pour réussir leur parcours scolaire. Développement de l'autonomie et prise de confiance.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Groupes de psychomotricité à l'école

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	9	1	1	6	4

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Saison estivale : suivis individuels, en groupe, parents-enfants, avec les élèves ayant profité. de la Psychomotricité à l'école dans le but de consolider les apprentissages

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	2	1	1	1	3

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Bilans psychomoteurs réalisés en début et fin de suivis (questionnaires ASQ, tests psychomoteurs). Rapport des professeurs en début et fin d'année scolaire.
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Volet 2. Ateliers parents-enfants. Offrir des activités psychomotrices préventives à 30 enfants et + et un soutien aux parents dans leurs compétences parentales.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développement de habiletés motrices de base de l'enfant favorisant une meilleure capacité d'apprentissage. Développement de l'autonomie et prise de confiance en soi.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers parents-enfants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	12	1	2	3	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sorties familiales durant la période estivale et la semaine de relâche afin de favoriser le jeu et les activités parents-enfants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	2	1	4	1	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Utilisation d'outils de mesure de développement des compétences psychomotrices de l'enfant (questionnaires ASQ, tests psychomoteurs).

IMPACT(S) VISÉ(S)

Volet 3 : Soutien à domicile d'enfants 0-5 ans et plus présentant des difficultés, dont les parents ne peuvent se déplacer. Intervention psychomotrice et soutien parental.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Permettre à 15 enfants un dépistage précoce, un soutient psychomoteur et outiller les parents pour soutenir le développement global de leur enfant

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Visites régulières ou ponctuelles à domicile

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	1	1	3	1

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par des outils de mesures ciblés en psychomotricité (questionnaires ASQ, tests psychomoteurs)

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Maison Culturelle et Communautaire de Montréal-Nord
No civique: 12 002
Rue: Boulevard Rolland, Montréal-Nord, QC
Code postal: H1G 3W1
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Nom du lieu: Bibliothèque Yves-Ryan
No civique: 4740
Rue: Rue de Charleroi, Montréal, QC
Code postal: H1H 1V2
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Nom du lieu: Ecole Jules-Verne
No civique: 11 811
Rue: Avenue P M Favier, Montréal-Nord, QC
Code postal: H1G 5X4
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Nom du lieu: École Adélard-Desrosiers
No civique: 12 600
Rue: Avenue Fortin, Montréal-Nord, QC
Code postal: H1G 1G2
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Emplacement confidentiel: Domicile des familles

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 30
Nb. femmes: 40
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 70

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Résidents de logements sociaux

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
En atelier parents-enfants (volet 2), nous recevons de plus en plus de références des intervenants du CIUSSS et de nos partenaires afin de soutenir des enfants ayant des difficultés particulières, et souvent en attente de diagnostic ou de suivis dans ces institutions.

Chez les enfants visés par le projet Psychomotricité à l'école (volet 2), ce sont les difficultés présentées par l'enfant qui servent de critère de sélection et non le genre. Il en est de même pour les autres volets du projet.

Durant l'été, les suivis proposés sont en fonction des besoins et des disponibilités des familles, ce qui peut varier d'une année à l'autre.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Bibliothèque municipale
Précision: Maison culturelle et communautaire

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12 002 Boulevard Rolland, Montréal-Nord, QC
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3W1

Nom du partenaire: Bibliothèque municipale
Précision: Yves Ryan

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4740 Rue de Charleroi, Montréal, QC
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1V2

Nom du partenaire: École
Précision: Jules-Verne

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui
Ressources matérielles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11 811 Avenue P M Favier, Montréal-Nord, QC
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 5X4

Nom du partenaire: École
Précision: Adélard-Desrosiers

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Références		Oui
Ressources matérielles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12 600 Avenue Fortin, Montréal-Nord, QC
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 1G2

Nom du partenaire: Office municipal d'habitation de Mtl
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6336, apt 1, rue chartrand
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3P6

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Coordination Petite-Enfance-Famille de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Autres : précisez Soutien à l'arrimage des projets de la concertation et échange d'expertise		Oui
Autres : précisez Le CPSMN est membre du Comité de Coordination, participe au Comité de transition scolaire et soutient le projet ÉLÉ.		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12 004 Boulevard Rolland, Montréal, QC
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3W1

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Programme Contact des Bibliothèques

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Animation d'éveil à la lecture		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12 004 Boulevard Rolland, Montréal, QC
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3W1

Nom du partenaire: Banque alimentaire
Précision: Moisson Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Don de nourriture		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6880 Chemin de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent, QC
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4T 2A1

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Un Itinéraire Pour Tous

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12 004 Boulevard Rolland, Montréal, QC
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3W1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Réseau réussite Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	0 $	Oui

Nom de la personne ressource: Ginette Vézina
Adresse courriel: gvezina@reseaureussitemontreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 886-8513
Adresse postale: 4255 Wellington
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4G 1V9

Nom du partenaire: École
Précision: Commission scolaire de la Pointe de l'Île

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	0 $	Oui

Nom de la personne ressource: Luc Noël
Adresse courriel: luc-noel@cspi.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 642-9520
Adresse postale: 550 53e Avenue, Pointe-aux-Trembles
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1A 2T7

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Autre poste : veuillez l'identifier Psychomotricienne	22,66 $	32	78,13 $	52	1	41 769 $
Total						41 769 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Autre poste : veuillez l'identifier Psychomotricienne	41 769 $	0 $	0 $	0 $	41 769 $
Total	**41 769 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**41 769 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		0 %			
Frais administratifs		**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		0 %			
Total		**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**

Informations complémentaires

Le projet décrit en 3 volets s'applique pour l'ensemble de Montréal-Nord. Trois postes de psychomotriciennes sont nécessaires pour offrir la Psychomotricité dans les 10 écoles primaires de Montréal-Nord, offrir des ateliers de stimulation 0-5 ans à l'est et à l'ouest de Montréal-Nord, et soutenir à domicile les enfants présentant des difficultés persistantes. Deux postes sont actuellement financés par le Réseau réussite Montréal (28 279$) et la Commission scolaire de la Pointe-de-l'île (47 397$). Le solde pour ces postes est payé par le Centre de pédiatrie (4963$). Le financement demandé est pour un 3e poste. Jusqu'au 31 mars 2020, le poste est financé par l'Arrondissement. Nous demandons de renouveler le soutien financier à notre projet afin d'en assurer la survie et la couverture dans toutes les écoles.

En 2019-2020, nous en sommes à une 2e année de couverture de toutes les écoles primaires de Montréal-Nord. Les résultats obtenus l'an dernier lors de l'évaluation du projet sont présentés dans le rapport joint.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
1. RRM_Canevas Bilan de projet_VF final v3.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
lettre CPEFMN 001.jpg	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution du CA 2020-01-21.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Michel Lorange	**Fonction:** Président(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200122-092223 signé.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Réseau réussite Montréal

CANEVAS POUR LA REDDITION DE COMPTE À RRM
2018-2019

Ce canevas est fourni pour aider les organismes porteurs d'un projet à donner les éléments nécessaires à la reddition de compte des actions soutenues financièrement. Tout autre format de document présentant ce contenu est également accepté.

*Merci de remplir les **4 pages** de ce formulaire*

LE PROMOTEUR ET LE PROJET	
Nom de l'organisme	Centre de Pédiatrie Sociale de Montréal-Nord
Nom du responsable du projet	Michel Lorange
Titre du projet	Psychomotricité à l'école
Début (jour, mois, année)	1er Septembre 2018
Fin (jour, mois, année)	31 Août 2019

LA CONCERTATION LOCALE	
Commission scolaire impliquée	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Ile
École(s) impliquée(s)	• 5 écoles maternelle 4 ans : • École Adélard-Desrosiers • École de la Fraternité • École Jules Verne • École Saint-Rémi Annexe • École Saint-Vincent-Marie • 5 écoles maternelle 5 ans : • École Jean Nicolet annexe • École Le Carignan • École René Guénette • École Sainte Colette • École Sainte Gertrude
Autres partenaires (s'il y a lieu)	-
Description du rôle de chaque partenaire	- Financement du projet par le RRM et la CPSI. Réalisation du projet par le Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord

BILAN DES ACTIONS				
CLIENTÈLE REJOINTE				
Nombre de participants par groupe d'âge		Tous	Filles	Garçons
	0-5 ans	119	38	81
	6-12 ans	0	0	0
	13-20 ans	0	0	0
Nombre d'adultes	Parents : 117			
	Autres clientèles (précisez) :			
ASSIDUITÉ				
S'il y avait récurrence de l'activité, était-ce toujours les mêmes participants ?	Oui, nous avons suivi 119 enfants répartis en 30 groupes de 4 élèves environ.			
Combien de participants ont complété tout le programme ?	Sur 119 enfants, 115 ont complété tout le programme.			
BILAN DES ACTIONS (suite)				
Quels sont les motifs d'abandon connus des participant(e)s ?	4 enfants ont dû arrêter le programme pour diverses raisons : • Déménagements • Arrêt de l'utilisation du service de garde • Situations familiales difficiles • Objectifs atteints			

RAPPORT DES RÉSULTATS	
Quel niveau de réalisation votre projet a-t-il atteint ? (en référant aux objectifs initialement prévus et aux cibles établies au départ) Nous considérons que nos objectifs de prise en charge sont atteints si on observe une augmentation moyenne de 15 % par item psychomoteur évalué.	**Cochez le pourcentage correspondant :** ☐ 25% ☐50% ☐75% ■100%

Activités
(nombre, fréquence, durée, etc.)

Les ateliers se déroulent 1 fois par semaine par groupe de 3 à 4 enfants, à raison de 45 minutes par semaine, hors du temps scolaire.

Nous avons proposé en moyenne 18 ateliers à chaque élève suivi durant l'année.

Effets ou répercussions sur les participants
(conditions de succès, impacts relevés, degré des impacts, etc.)

Chez les enfants suivis, nous constatons un impact positif sur :

- La confiance en soi
- L'anxiété
- Les habiletés sociales
- La gestion du corps (motricité globale et fine)
- La conscience et représentation du corps
- La gestion et identification des émotions
- Les capacités d'attention et de concentration
- Le langage
- Les capacités de compréhension
- Les repères dans l'espace et dans le temps

L'impact est d'autant plus positif si :

- La durée de l'atelier est de 45 minutes
- L'effectif est de 4 élèves par groupe
- Les enfants participent régulièrement aux ateliers (chaque semaine).
- L'atelier se déroule dans la même salle et aux mêmes heures, afin que les enfants aient des repères et une routine stable
- Les échanges sont réguliers avec l'équipe enseignante et les parents (pour faire du lien entre nos ateliers, le travail effectué en classe et éventuellement la situation familiale)
- Nous transmettons des fiches psychomotrices aux parents pour donner des idées de jeux et d'exercices à faire à la maison

Suivi et évaluation

(outils et indicateurs de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte des objectifs visés au départ)

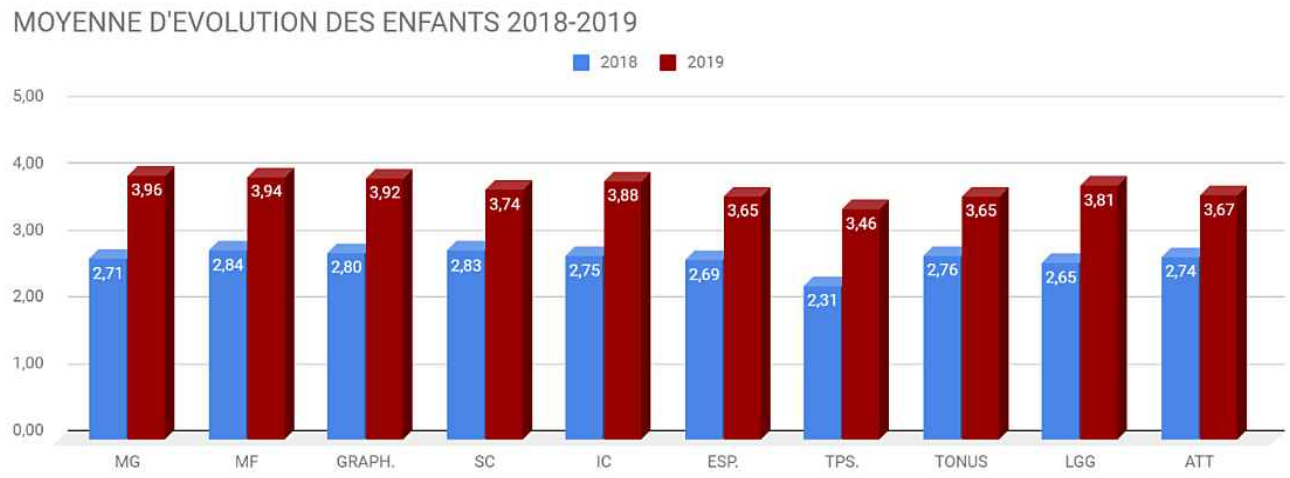
L'outil d'évaluation utilisé pour quantifier l'atteinte de nos objectifs est le bilan psychomoteur que nous faisons passer aux enfants au début et en fin des ateliers ainsi que le retour de l'équipe enseignante, des parents et des enfants.

L'étude des différents résultats est probante. Elle démontre que ces ateliers d'intervention précoce contribuent au bon développement psychomoteur des enfants ainsi qu'à leur mieux être. De plus, ces résultats sont corroborés par le témoignage positif des équipes enseignantes et des parents des enfants rejoints.

À partir des différents items évalués dans le bilan psychomoteur auprès de chaque enfant en début et fin d'année (d'octobre 2018 à juin 2019 ou de janvier à juin 2018), le tableau suivant montre les moyennes obtenues sur une échelle de 0 à 5 (5 étant la meilleure cote d'évolution) lors de l'évaluation initiale et finale.

En bleu les moyennes du résultat obtenu par totalité des enfants pour chaque item psychomoteur en 2018.

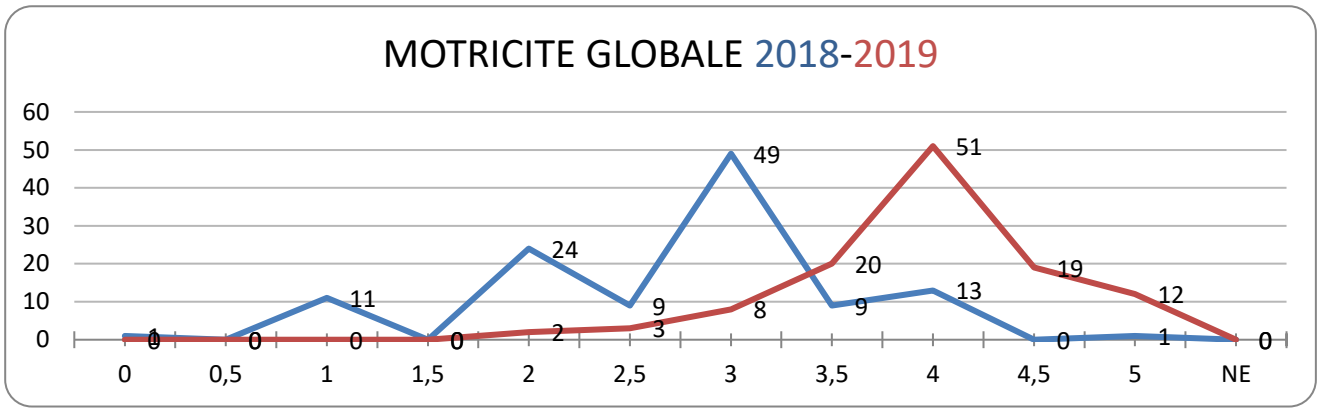
En rouge les moyennes du résultat obtenu par totalité des enfants pour chaque item psychomoteur en juin 2019.

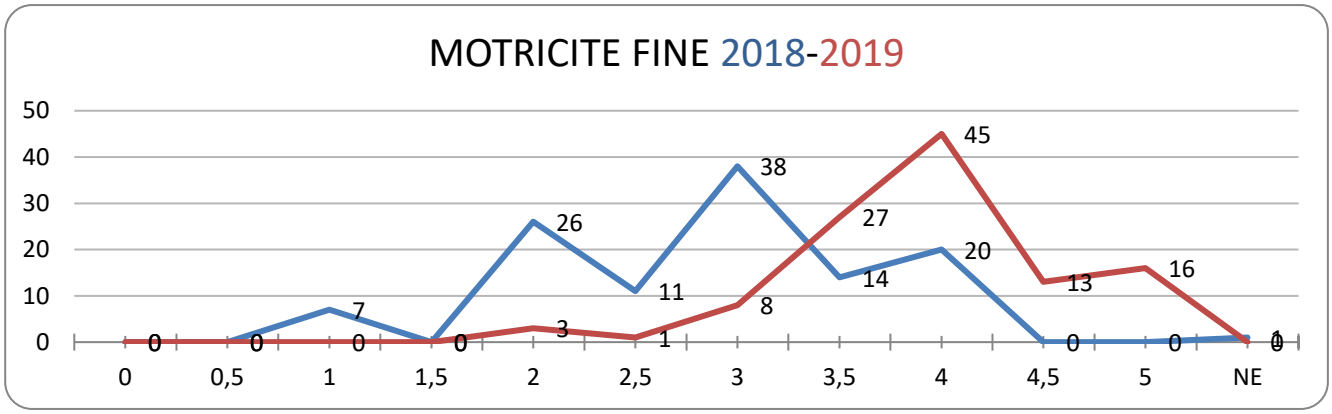


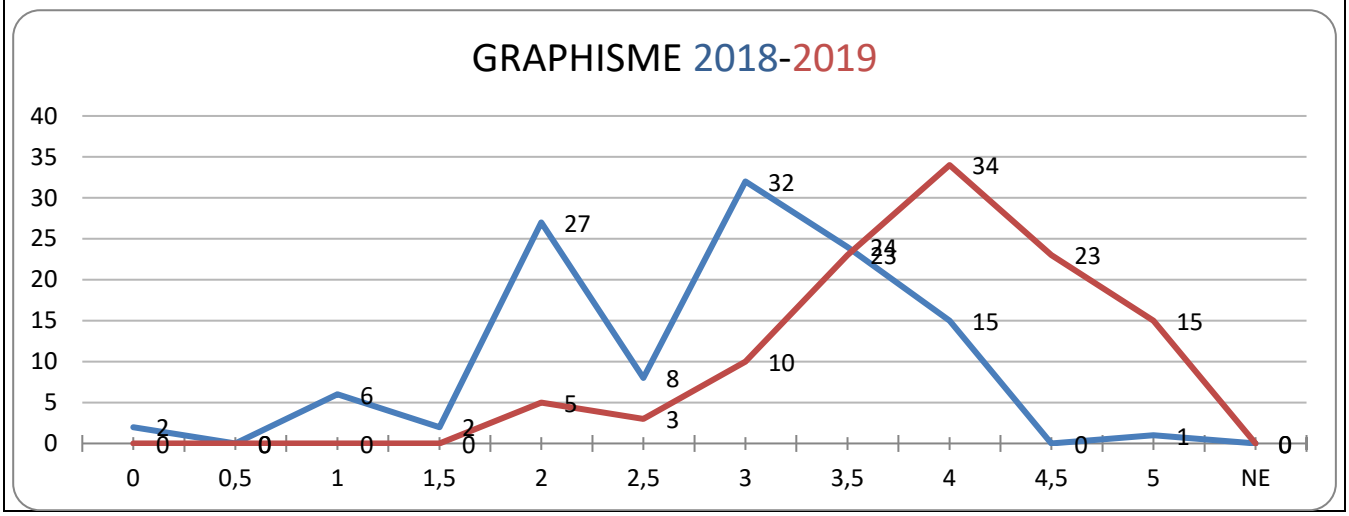
Ci- dessous le pourcentage d'augmentation moyen de la totalité des enfants, mesuré pour chaque item psychomoteur (MG motricité globale, MF motricité fine, GRAPH graphisme, SC schéma corporel, IS image du corps, ESP espace, TPS temps, TONUS tonus, LGG langage, ATT attention).

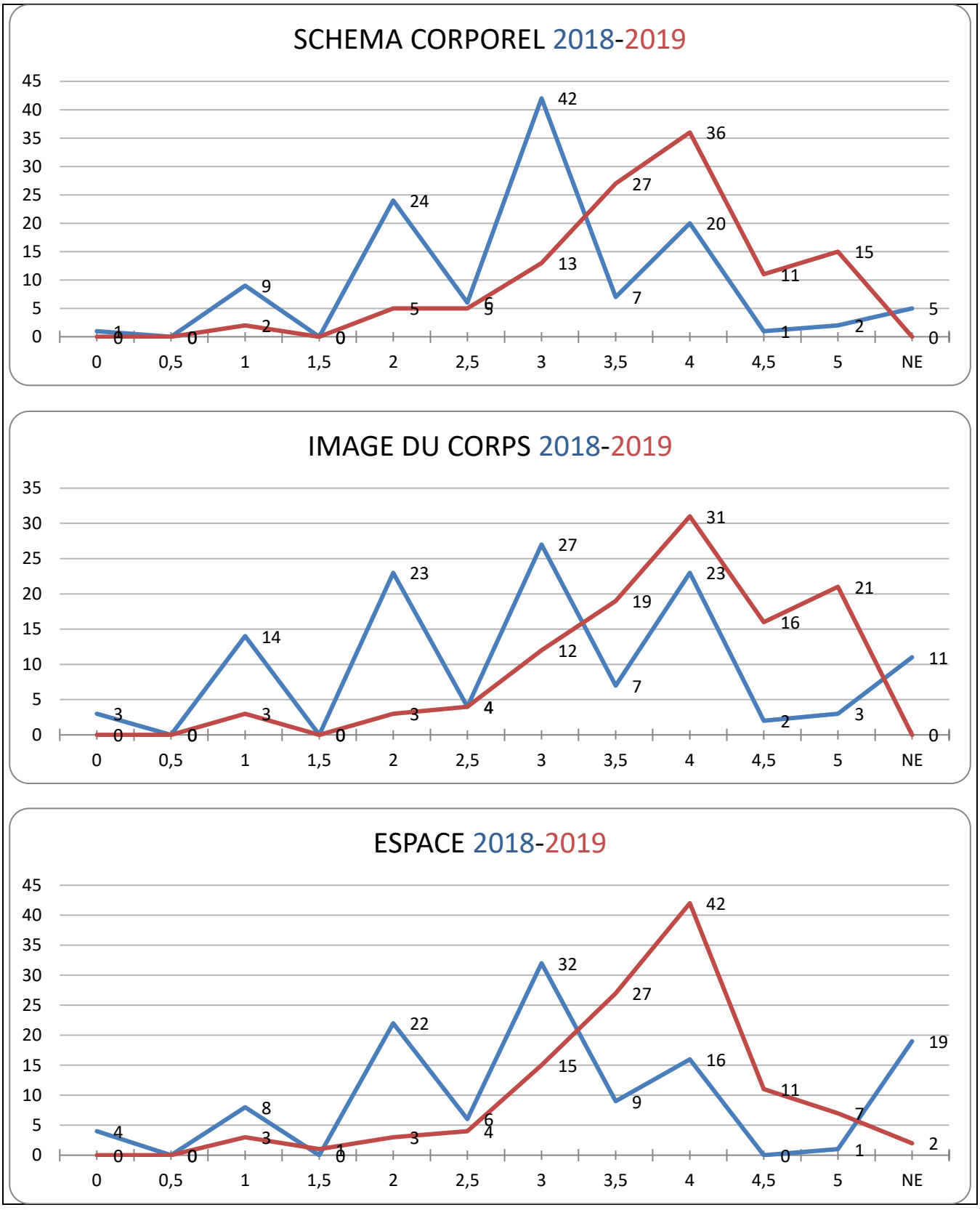
	MG	MF	GRAPH	SC	IC	ESP	TPS	TONUS	LGG	ATT
% d' aug.	24,94	22,4	22,5	18,22	22,52	19,23	23,04	17,76	23,27	18,43

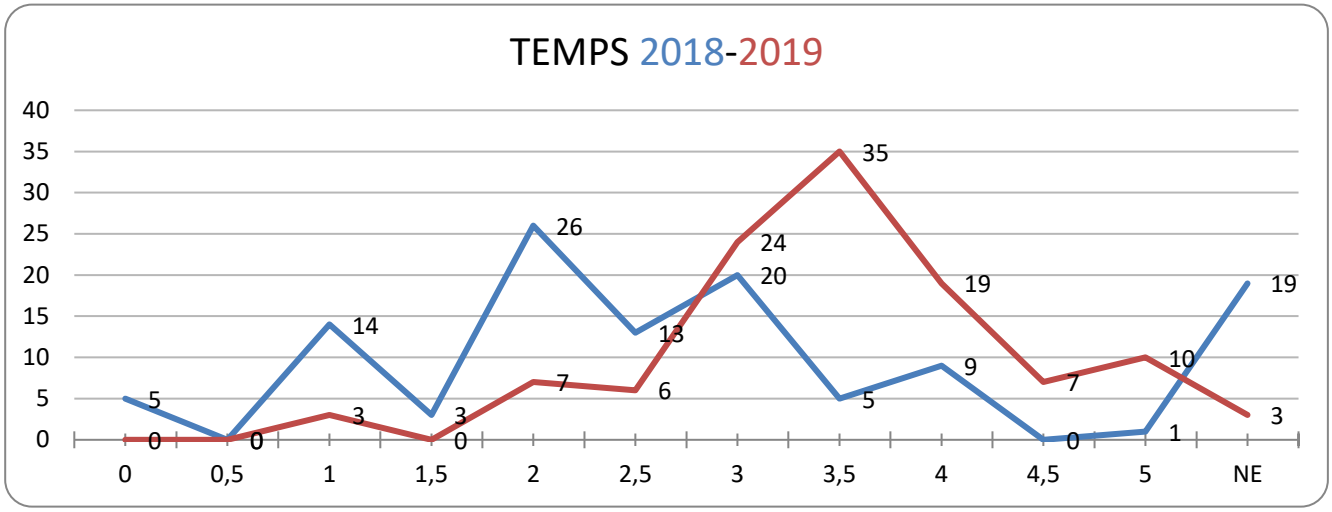
De plus, voici le détail du nombre d'enfant ayant obtenu les différentes notes entre 0 et 5 pour chaque item psychomoteur. La courbe bleue présente les résultats obtenus en début d'année, et la courbe orange présente les résultats obtenus en fin d'année.

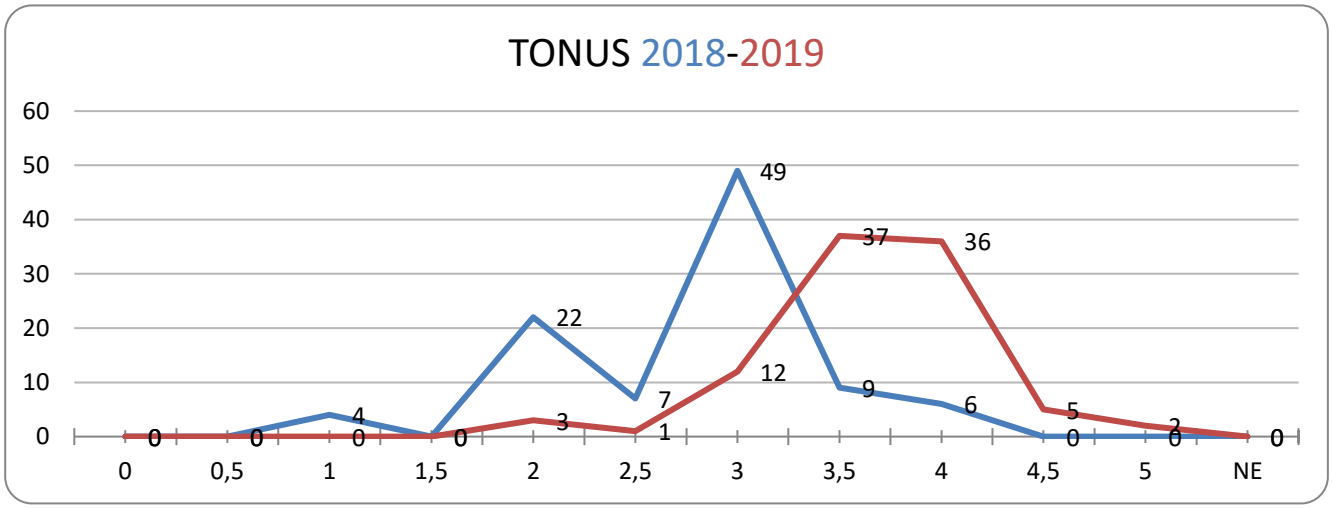


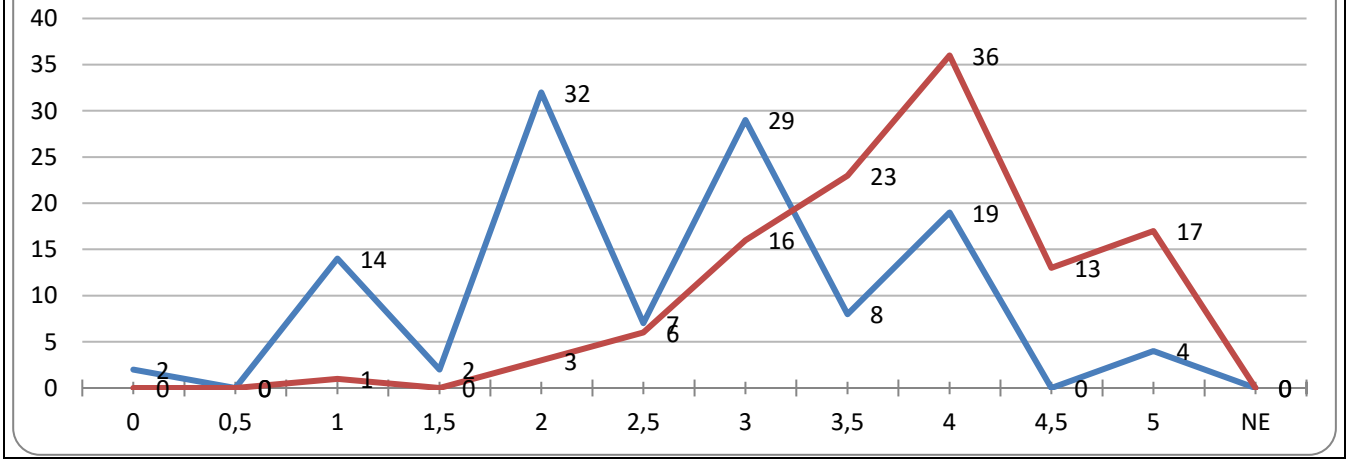


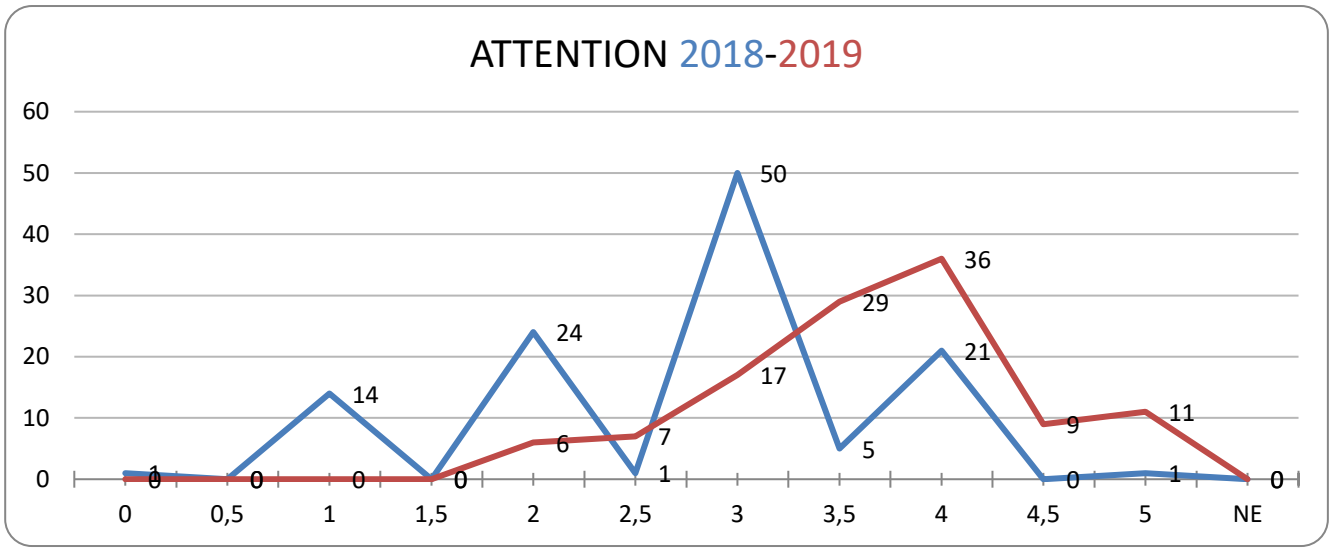



SCHEMA CORPOREL 2018-2019
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
0
0,5
1
1,5
2
2,5
3
3,5
4
4,5
5
NE
1
0
0
9
2
0
24
5
5
42
13
7
27
36
20
1
11
2
15
5
0
IMAGE DU CORPS 2018-2019
35
30
25
20
15
10
5
0
0
0,5
1
1,5
2
2,5
3
3,5
4
4,5
5
NE
3
0
0
14
3
0
23
3
4
27
12
7
19
31
23
2
16
3
21
11
0
ESPACE 2018-2019
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
0
0,5
1
1,5
2
2,5
3
3,5
4
4,5
5
NE
4
0
0
8
3
0
22
3
6
32
15
9
27
42
16
0
11
1
7
19
2


TEMPS 2018-2019
40
35
30
25
20
15
10
5
0
0
0,5
1
1,5
2
2,5
3
3,5
4
4,5
5
NE
5
0
0
14
3
3
0
26
7
13
6
24
20
35
5
19
9
0
7
1
10
19
3


TONUS 2018-2019
60
50
40
30
20
10
0
0
0,5
1
1,5
2
2,5
3
3,5
4
4,5
5
NE
0
0
0
4
0
0
22
3
7
1
49
12
37
9
36
6
0
5
0
2
0
0


LANGAGE 2018-2019
40
35
30
25
20
15
10
5
0
0
0,5
1
1,5
2
2,5
3
3,5
4
4,5
5
NE
2
0
0
14
1
2
0
32
3
7
6
29
16
8
23
19
36
13
17
0
4
0



L'observation de ces résultats fait ressortir quatre grandes tendances pour l'ensemble des paramètres mesurés :

- En début d'année, un nombre important d'enfants avaient un faible score pour chacune des compétences psychomotrices; en fin d'année, le nombre d'enfants ayant un faible score a presque disparu; il y a quelques enfants, dans chaque école, qui auraient besoin d'une intervention prolongée pour améliorer leur résultat personnel;
- La courbe de distribution des résultats obtenus en fin d'année montre que la majorité des enfants ont obtenu un score de 3,5 et plus, et que le plus grand nombre a obtenu un score de 4, et cela pour l'ensemble des compétences psychomotrices;
- Les progrès les plus importants concernent le domaine de la motricité globale, suivi de la motricité fine, puis du graphisme-langage, espace-schéma corporel-attention, puis l'image du corps, le temps et enfin la gestion du tonus;
- Le premier histogramme et le premier tableau montrent que le % d'augmentation moyenne du score varie de 18 à 25%, soit grossièrement d'un point sur l'échelle de 5.

Le but du projet de psychomotricité à l'école était d'aider les enfants dans leur développement psychomoteur et de leurs habiletés sociales afin d'être mieux équipés pour entreprendre leur parcours scolaire. Les résultats obtenus montrent que des résultats sont atteints, soit une progression des enfants dans leurs capacités psychomotrices.

L'impact final espéré est d'outiller ces enfants afin de leur faciliter leur réussite scolaire et leur intégration fonctionnelle au groupe. Il est trop tôt pour mesurer objectivement l'impact sur leur réussite. Par contre, les commentaires des professeurs, des directions et des parents montrent l'impact de la psychomotricité à l'école sur le fonctionnement en classe et à la maison des enfants visés. Voici quelques extraits des questionnaires de satisfactions.

'' C'est une très bonne idée, ça permet d'aider les enfants dans la vie de tous les jours (école comme maison) ''
- P*arent maternelle 4 ans* -

'' On vous remercie d'avoir mis le programme en place et d'avoir aidé Youssef '' – *Parent maternelle 4 ans-*

'' Très bien, très pertinent et utile '' – *Parents maternelle 4 ans-*

« C'est très important pour le développement global des enfants (motricité, socialisation, cognitif…) »
« Bonne communication avec la psychomotricienne, facile d'approche et très fine. Les retours étaient détaillés, clairs et les explications étaient très utiles »
« J'aimerais que le partenariat se poursuive, même durant l'été pour les élèves concernés. J'aimerais pouvoir référer davantage d'élèves, afin que plus d'élèves en difficulté puissent en bénéficier » - E*nseignante en maternelle 4 ans -*

« Les ateliers étaient bénéfiques pour les élèves. J'ai vu une amélioration au niveau de leur motricité fine et de leur motricité globale » - *Enseignante 4 ans -*

« J'avais très peur pour mon fils, il était lent. Mais avec ces ateliers, j'ai remarqué une différence frappante. Merci, vous formez une équipe géniale » - *Maman d'un enfant de maternelle 4 ans -*

« Les ateliers aident mon enfant à mieux évoluer dans son environnement et à mieux comprendre » - *Parent d'un enfant en maternelle 4 ans –*

'' Attrayants, ludiques adaptés à la clientèle ciblée. Nos élèves les ont adorés et étaient si fiers d'y participer, au point que la demande fut forte de la part des non –participants pour qu'ils y soient inclus ☺ '' – *Enseignante de maternelle 5 ans –*

'' En souhaitant que l'expérience soit non seulement reconduite, mais plus tôt dans l'année et même élargie, quelquefois si possible à tout le groupe-classe, tel que la psychomotricienne l'avait fait en fin d'année. Ce qui au final, pourrait permettre aux enseignants de s'approprier certaines pratiques à reproduire☺ '' – *Enseignante de maternelle 5 ans -*

RAPPORT DES RÉSULTATS (suite)

EXPLICATION DES ÉCARTS
(difficultés, obstacles qui ont joué sur l'atteinte des objectifs)

Les différences observées pour chaque enfant s'expliquent par différents facteurs, en fonction :

- Des capacités de progression des enfants, propres à chacun
- De l'environnement dans lequel ils évoluent
- De la régularité aux ateliers
- Du lien avec la famille
- De l'horaire des ateliers (disponibilité psychique, attentionnelle, fatigabilité des enfants)
- De la possibilité de participer aux ateliers (présence au service de garde, de dîner, emploi des parents hors temps scolaire)
- De la présence ou non de difficultés de comportement
- De l'hétérogénéité du groupe
- De la modalité groupale qui ne correspond pas à certains enfants qui auraient besoin d'une prise en charge individuelle en 1er lieu
- De la salle disponible pour l'atelier (espaces trop grands ou trop petits, ou sans tables et chaises adaptées

MONTAGE FINANCIER DU PROJET

Nom du partenaire	Montant attribué
RRM	23 279
CSPI	47 397
CPSM-N	4 105
Coût total du projet	74 781

DÉPENSES RÉELLES

	Fonction / type d'emploi	Taux (incluant les charges sociales)	Nbre heures	Nbre sem.	Contribution de RRM	Coût total du projet
Ressources humaines	Psychomotricienne	20.34	35h	52		36 501.39
	Psychomotricienne	20.34	35h	52		36 501.39
	Sous-total - Ressources humaines				22 725.32	73 002.70

	Description	Qté	Contribution de RRM	Coût total du projet
Ressources matérielles	Feuille (500/paquet)	10		80
	Feutres	20		30
	Crayons de couleurs	20		40
	Craies	5		10
	Ciseaux	20		80
	Colles (lot de 4)	30		37.50
	Pâte à modeler	6		18
	Boite a motricité fine	3		45
	Encre imprimante	4		640
	Papier autocollant	5		60
	Feuilles de couleurs (48 par paquet)	45		180
	Balles	12		15
	Agrafes	1		15.49
	Scotch au sol (lot de 4)	2		16
	Ballon de baudruche (lot de 10)	24		30
	Jeux de société			100
	Collants	150		150
	Sous-total - Ressources matérielles		553.68	1 778.65 tx incl.
Autres - Spécifiez *Description*				
	Sous-total - Autres			
Frais administratif ***Maximum 10%***				
	Sous-total - Frais administratif			
	TOTAL DU PROJET		23 279	74 781.43

Le rapport annuel[1] doit être approuvé par son conseil d'administration et doit comprendre ses états financiers pour l'exercice financier courant, préparés conformément aux principes comptables généralement acceptés et approuvés par le conseil d'administration.

[1] À fournir au besoin ou par exemple, si le bénéficiaire prévoit déjà produire un rapport annuel. L'exigence de fournir le rapport annuel de l'organisme bénéficiaire à RRM est indiqué dans la clause 3.5 de la convention d'aide.

Montréal, le 22 janvier 2020

Mme Marie-Josée Roussy
Division du développement social et de l'expertise
Arrondissement de Montréal-Nord

Objet : Lettre d'appui de la Concertation petite enfance famille de Montréal-Nord (CPEFMN) au projet « Bougez, jouez et communiquez au rythme de votre enfant » du Centre de pédiatrie de Montréal-Nord

Madame Roussy,

La présente lettre a pour but de vous confirmer l'appui de la CPEFMN à l'action *Bougez, jouez et communiquez au rythme de votre enfant* du Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord.

Le Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord siège à la CPEFMN depuis ses débuts et est membre du comité de coordination depuis peu. Reconnu par ses activités et services auprès des familles vulnérables du territoire, il est un partenaire incontournable qui s'implique afin de favoriser le mieux-être des enfants et leurs familles dans l'arrondissement.

La CPEFMN reconnait l'importance du Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord dans le maintien d'un réseau intersectoriel aux services des familles et des enfants nord-montréalais. C'est donc avec plaisir que nous le soutenons dans la réalisation de leurs actions.

Espérant le tout conforme, nous vous prions de recevoir nos expressions de meilleures salutations.

Mélanie Meloche, pour les membres de la CPEFMN
Coordonnatrice de la concertation petite enfance famille

Centre de pédiatrie sociale
de Montréal-Nord

Montréal-Nord, le 22 janvier 2020

Résolution adoptée au Conseil d'administration tenu le 21 janvier 2020

Le président du Conseil d'administration, M. Michel Lorange, est délégué et autorisé par le Conseil d'administration du Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord à déposer le projet « Développement psychomoteur de l'enfant (en préparation à l'apprentissage) » dans le cadre de l'appel de projet Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027.

Proposé par Christine Koessling, secondé par Judith Lemaire, adopté à l'unanimité.

Le président



Michel Lorange

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Michel Lorange** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Centre de Pédiatrie Sociale de Montréal-Nord**, à déposer le projet **Développement psychomoteur de l'enfant (en préparation à l'apprentissage)** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Michel Lorange	**Date**
Président(e)	

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Mentorat pour la réussite scolaire d'Un itinéraire pour tous
38 000 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **UN ITINÉRAIRE POUR TOUS**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **12004, boulevard Rolland, Montréal-Nord (Québec), H1G 3W1**, agissant et représentée par **Ousseynou N'diaye, directeur**, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : **814219275**
N° d'inscription TVQ : **1207824760 DQ 0002**
N° d'inscription d'organisme de charité : **814219275 RR0001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Soutenir la population dans son pouvoir d'agir en l'outillant pour qu'elle améliore sa qualité de vie dans une perspective de développement social et de lutte à la pauvreté.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont

été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans;
- Une lettre d'appui d'une structure ou d'une instance de concertation locale;
- Une résolution récente du conseil d'administration autorisant le dépôt du projet
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles;

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le .28 février pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent quatorze mille dollars (114 000 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

L'octroi de la subvention est conditionnel à la remise de la planification stratégique de l'organisme.

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 38 000 $

5.2.1.1 une somme maximale de **dix-neuf mille dollars (19 000 $)** sera versée à L'Organisme dans les 30 jours ouvrables après le dépôt de la planification stratégique et l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **quinze mille deux cents dollars (15 200 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **trois mille huit cents dollars (3 800 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable) le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 38 000 $

5.2.2.1 une somme maximale de **dix-neuf mille dollars (19 000 $)** sera versée à L'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **quinze mille deux cents dollars (15 200 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **trois mille huit cents dollars (3 800 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable) le 28 février 2022.

Pour l'année 2022-2023 : 38 000 $

5.2.3.1 une somme maximale de **dix-neuf mille dollars (19 000 $)** sera versée à L'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **quinze mille deux cents dollars (15 200 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **trois mille huit cents dollars (3 800 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable) le 28 février 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec** ,et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

UN ITINÉRAIRE POUR TOUS

Par : _____
Ousseynou N'diaye, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



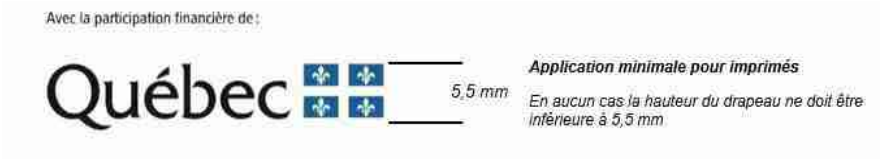
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0898 - MENTORAT POUR LA RÉUSSITE SCOLAIRE (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Un itineraire pour	Un itinéraire pour tous est un organisme fondé en 2004 et qui a pour mission de soutenir la population dans l'appropriation de son pouvoir d'agir en l'outillant pour qu'elle améliore sa qualité de vie dans une perspective de développement social et de lutte à la pauvreté.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Mentorat pour la réussite scolaire

Numéro de projet GSS: 0898

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Ousseynou
Nom: Ndiaye
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 328-4000
Numéro de télécopieur: (514) 328-5644
Courriel: direction@uipt.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Ousseynou
Nom: Ndiaye
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Ce projet est proposé pour être mis en œuvre dans le secteur Nord-Est de Montréal-Nord, un quartier reconnu pour la grande pauvreté sociale et économique de sa population, afin d'offrir aux jeunes des conditions propices à la poursuite de leurs études. La structure démographique du quartier Est de Montréal-Nord est caractérisée par une population jeune (moins de 18 ans) représentant 22 % de la population générale. Selon le recensement de 2016, 43,5 % des jeunes de 0 à 14 ans vivent dans une famille à faible revenu. Plusieurs de ces jeunes vivent dans des logements surpeuplés, où il peut être difficile d'instaurer un climat de travail propice aux études (calme, espace de travail adapté, disponibilité d'outils de travail). Une alimentation adéquate et suffisante est aussi plus difficile dans ces conditions, ce qui a un impact sur la capacité des jeunes à se concentrer et à apprendre. De plus, 28% des personnes ayant entre 25 et 65 ans, dont font partie les parents de ces jeunes, n'ont aucun diplôme. Le soutien dans les matières scolaires et dans les méthodes de travail peut ainsi être plus difficile à obtenir pour ces jeunes. Les facteurs environnementaux et sociaux sont donc peu favorables en dehors de l'école pour soutenir le parcours scolaire des jeunes de cette communauté. Le décrochage scolaire des jeunes du quartier est une triste réalité. Selon les informations récentes recueillies auprès des deux principales écoles secondaires du quartier, Henri Bourassa et Calixa-Lavalée, le taux de décrochage scolaire est de 22.6% et de 35% respectivement pour les deux structures scolaires et une situation de démotivation scolaire est notée dans les écoles et dans nos espaces. Sur base du contexte ci-haut décrit, Un Itinéraire pour Tous (UIPT) et les partenaires qui s'intéressent à la question de la persévérance scolaire dans le quartier estiment que le risque que le niveau de décrochage scolaire se maintienne ou augmente est élevé. Depuis 2014, notre équipe jeunesse propose aux jeunes un espace de travail adéquat, supervisé, où la présence de mentors permet aux jeunes d'obtenir un soutien personnalisé dans leurs études, du lundi au vendredi. Des partenariats avec les écoles secondaires et le cégep de Montréal-Nord sont déjà établis et reconnus, en particulier avec l'école secondaire Henri-Bourassa. UIPT jouit de sa proximité avec l'école secondaire Henri-Bourassa et d'une forte fréquentation des étudiants après l'école comme un lieu de rencontre et de divertissement. Grâce à son approche de proximité, notre équipe jeunesse est à même d'y détecter des cas de démotivation scolaire et propose ce projet pour faire face au phénomène de décrochage multiple (social, scolaire, familial) à travers les stratégies de soutien scolaire, d'adaptation et d'intégration sociale tant dans la communauté qu'à l'école, d'appui à l'insertion professionnelle, de transition scolaire (T2 et T3), de développement de comportements liés au bien-être et à un mode de vie sain.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, nos interventions auront permis à plus de 300 jeunes (12-17) du Nord-Est de développer leur autonomie dans leurs études et leur confiance en eux, facilitant la poursuite scolaire.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Acquisition de meilleures stratégies d'études et de méthodes de travail pour au moins 300 jeunes fréquentant la salle d'études, les motivant à poursuivre leur scolarité.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Recruter et former 10 jeunes mentors par année scolaire des écoles du quartier de niveaux secondaire 4-5 et cégep (5 heures de recrutement par niveau, formation de 2 heures).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	17	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Faire la promotion de la salle d'études et de persévérance scolaire auprès des jeunes, des professeurs et des parents à travers divers outils de communication (intercom, kiosque, etc).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	8	2	1	200

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Assurer un soutien scolaire et l'aide aux devoirs par les mentors dans le local du secteur jeunesse UIPT, du lundi au vendredi (de 15h30-18h), de septembre à juin, entrée libre.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	540	1	3	1	35

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer une boîte d'outils d'aide aux devoirs en collaboration avec les mentors et faire le suivi de son utilisation auprès des mentors et des participants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	9	2	1	10

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Réduction de la démotivation scolaire chez 60 jeunes de Montréal-Nord, sur 3 ans, à partir de cas clinique.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Détecter des jeunes en situation de démotivation scolaire à l'école Henri-Bourassa et dans le Nord-Est, à travers les 4 lieux d'intervention d'UIPT, et avec la collaboration des partenaires.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	540	1	2	4	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser des interventions individuelles pour les jeunes en situation de démotivation selon le plan d'intervention établit.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	1	1	60	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Animer 4 ateliers par année sur les facteurs pouvant influencer la motivation scolaire tels que l'organisation personnelle, la gestion du temps, l'anxiété.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	4	2	1	30

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, nos activités de rencontres et découvertes professionnelles auront permis à au moins 60 jeunes (14-17) du Nord-Est, de mieux se projeter dans l'avenir.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Capacité accrue chez 20% des jeunes participants à identifier des possibilités d'emplois étudiants et de parcours professionnel et scolaire pour leur avenir.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Organiser 4 rencontres par an avec des professionnels permettant de découvrir des métiers divers ou orientant dans les divers parcours scolaires.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	4	2	1	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Réaliser des exercices de découverte de compétences personnelles en lien avec les opportunité d'emploi qu'offre le marché (emploi étudiant et avenir professionnel des jeunes).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	3	2	1	30

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 12004
Rue: Boulevard Rolland
Numéro de bureau: 212
Code postal: H1G 3W1
Ville: Autre
Ville précision: Montréal-Nord

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 150
Nb. femmes: 150
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 300

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Notre projet s'adresse à tous les jeunes de niveau secondaire. Il attire des jeunes (60% filles-40% garçons) déjà motivés à améliorer leur performance scolaire. Une grande majorité sont issus de l'immigration. Les jeunes plus vulnérables ont de la difficulté à demander de l'aide. À la demande des jeunes, nous recrutons une équipe de mentors diversifiées pour faciliter l'approche avec tous les élèves. Un intervenant est assigné au projet, mais s'appuie sur une équipe multidisciplinaire et multiculturelle prête à contribuer pour des cas particuliers selon une approche culturelle adaptée.

Chez les jeunes plus vulnérables, un sondage nous a révélé deux principaux freins : le manque de confiance des parents envers les jeunes en difficulté scolaire et la responsabilité de la fratrie après l'école chez les filles. Pour cela, développer une meilleure communication entre les parents et l'organisme instaure une confiance. La promotion du service, l'utilisation de l'agenda comme outil de confirmation de présence et la visite de nos espaces sont prévues pour rassurer les parents. La collaboration avec les professeurs permet d'offrir aux jeunes, notamment les jeunes parentifiés, plus d'options de soutien adaptées à leur réalité, aux heures où ils sont moins sollicités par les parents.

Nos ateliers veillent à offrir des stratégies et des options adaptées à la réalité de chaque jeune, tout en visant la déconstruction des mythes et des stéréotypes liés au genre et à la diversité.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Prêt d'équipement		Oui
Soutien technique		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4242 Place de l'Hôtel-de-Ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1S5

Nom du partenaire: Direction de santé publique (DSP)
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Soutien technique		Oui
Appui financier	4 656 $	Oui

Nom de la personne ressource: Céline Coulombe (mesure 4.2: Environnements favorables)
Adresse courriel: celine.coulombe.cnmt@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 384-2000
Adresse postale: 11441 boulevard Lacordaire
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4J9

Nom du partenaire: École
Précision: École secondaire Henri-Bourassa

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Expertise-conseil		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6051 boulevard Maurice-Duplessis
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 1Y6

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: Cégep Marie-Victorin

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Expertise-conseil		Oui
Ressources humaines		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7000 rue Marie-Victorin
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 2J6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Carrefour jeunesse emploi Bourassa-Sauvé

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11000 boulevard Saint-Vital
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 4T6

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Autre poste : veuillez l'identifier Intervenant jeunesse	18 $	35	107,1 $	52	1	38 329,2 $
Autre poste : veuillez l'identifier Mentor	14 $	3	7,14 $	40	10	19 656 $
Total						57 985,2 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			4 656 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Autre poste : veuillez l'identifier Intervenant jeunesse	38 329,2 $	38 329,2 $	0 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Mentor	19 656 $	15 000 $	4 656 $	0 $	0 $
Total	**57 985,2 $**	**53 329,2 $**	**4 656 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		2 000 $	0 $	0 $	**2 000 $**
Photocopies, publicité		1 500 $	0 $	0 $	**1 500 $**
Déplacements		500 $	0 $	0 $	**500 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		6 000 $	0 $	0 $	**6 000 $**
Total		**10 000 $**	**0 $**	**0 $**	**10 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		500 %			
Frais administratifs		**6 200 $**	**0 $**	**0 $**	**6 200 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		310 %			
Total		**69 529,2 $**	**4 656 $**	**0 $**	**74 185,2 $**

Informations complémentaires

Les mentors sont recrutés à chaque année en collaboration avec la direction des écoles Henri-Bourassa et Calixa-Lavallée, ainsi que le cégep Marie-Victorin. Ce sont des élèves qui figurent parmi les meilleurs dans les matières les plus importantes pour l'obtention du diplôme d'études secondaires. Cette approche a déjà fait preuve de son efficacité pour rejoindre les jeunes, les motiver et les soutenir adéquatement. Le mentorat par les pairs fournit aux jeunes un modèle qui est perçu comme facile à atteindre par les jeunes en difficulté scolaire, à leur portée.

En plus des rencontres individuelles et du service libre de soutien aux devoirs, des ateliers répondant à différents objectifs seront organisés au moins une fois par mois, selon le calendrier ci-joint.

En complément au présent projet, Un itinéraire pour tous réalise, dans le cadre du projet Action Jeunesse Nord-Est (DSP, mesure 4.2), un service de soutien aux devoirs pour les élèves du primaire et des occasions de rencontres contribuant à transition scolaire du primaire au secondaire (T2), une période cruciale dans le cheminement scolaire des élèves et, en particulier, pour les jeunes à risque.

Le budget spécifié dans le présent document montre une demande pour les dépenses d'une année seulement. Il est à noter que le projet se veut continu (avec des cohortes de jeunes qui peuvent changer d'une année à l'autre).

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Bilan mars 2019.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Calendrier des ateliers persévérance scolaire.pdf	*Non applicable*
affiche mardi du savoir.pdf	*Non applicable*
Affiche sALLE D'ÉTUDES.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution.pdf	Validité du 2023-03-31

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Ousseynou Ndiaye	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Formulaire d'engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Montréal

Rapport d'étape 2018 ☐	Rapport final 2018 ☑
Mentorat pour la réussite scolaire	

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS

Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES

Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné

Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Source (s) du financement de l'Entente	Montréal-Nord
	Cliquer pour menu déroulant
Titre du projet **(le même que celui inscrit sur le formulaire de demande)**	Mentorat pour la réussite scolaire

SECTION 1 — IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme **(lettres patentes)**	Un itinéraire pour tous	
Responsable du projet	**Monsieur**	Ousseynou Ndiaye
Téléphone	514-328-4000 poste 5616	

SECTION 2 — SUIVI DU PROJET

Date **RÉELLE du DÉBUT** du projet	2018	Avril	01
Date **RÉELLE de FIN** de projet	2019	Mars	31
Si la date réelle (début et/ou fin de projet) diffère de celle prévue, expliquez le motif			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 12 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire à cette demande.

Lorsque vous remplissez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

SECTION 3 — POPULATION (S) REJOINTE (S)

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adolescents (12 - 17 ans)	Étudiants	Raccrocheurs scolaires	78	61
	Cliquer pour menu déroulant			
	Cliquer pour menu déroulant			
Nombre TOTAL de personnes rejointes **DIRECTEMENT** par le projet			78	61
Nombre TOTAL de personnes rejointes **INDIRECTEMENT** par le projet				

SECTION 4 — Activités réalisées

(EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS PRÉVUES au formulaire de *demande de soutien financier*)

A	9 mentors (secondaire 3,4 et 5) provenant des écoles secondaires Henri-Bourassa et Calixa-Lavallée ont assuré le service de 15h30 à 18h, du lundi au jeudi, d'avril à juin 2018 et d'octobre 2018 à mars 2019.
B	Un temps d'arrêt une (1) fois par mois a permis aux jeunes de partager leurs stratégies d'études. De ces discussions ont découlé 4 mini-projets qui ont permis de développer des méthodes de travail et des outils pédagogiques et de faire le suivi auprès des participants. (Détails en annexe.)
C	7 rencontres permettant d'explorer différentes avenues scolaires et professionnelles et un mini-projet sur la persévérance scolaire.

Si vous avez tenu compte de l'**analyse différenciée selon les sexes (ADS), comment cela s'est-il traduit dans vos résultats**	

SECTION 5 — RÉSULTATS

(EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS PRÉVUES)

A	Création de liens significatifs entre les mentors et les jeunes: une quarantaine de jeunes viennent régulièrement à la salle d'étude pour faire leurs travaux et partager des expériences avec leur pairs. Amélioration des résultats scolaires: certains jeunes nous font part avec fierté de leurs réussites scolaires dans les matières pour lesquelles ils avaient auparavant des difficultés. Mise en valeur de la persévérance scolaire: les jeunes s'encouragent, s'entraident et travaillent souvent en groupe, ce qui permet de développer un réseau de soutien par les pairs autour des jeunes qui vivent des difficultés scolaires.
B	Acquisition de bonnes méthodes de travail et acquisition de meilleures stratégies d'études: Une quarantaine de jeunes différents ont bénéficiés des mini-projets cet effet. Ceux-ci ont permis de développer des méthodes de travail spécifiques, en lien avec un besoin exprimé lors des temps de partage de bonnes pratiques. Nous avons vu les jeunes utiliser et s'approprier les outils qui ont été développé avec eux.
C	Le jeune commence à identifier des possibilités de carrière professionnelle: 117 jeunes ont été impliqués dans les activités en lien avec leur cheminement professionnel. En plus d'amorcer une démarche exploratoire, les activités de cette année se sont échelonnés sur quelques rencontres, ce qui a permis d'approfondir nos interventions avec les jeunes participants. Cette démarche a permis aux jeunes de se projeter dans le futur et de se sentir plus confiants dans leur potentiel.

SECTION 6 — EXPLIQUEZ LES ÉCARTS
(ENTRE LES RÉSULTATS RÉELS ET LES RÉSULTATS ATTENDUS)

Nous souhaitons revisiter nos critères de recrutement des mentors pour offrir plus de souplesse à nos bénévoles. Des changements dans nos ressources humaines ont repoussé le début du projet de mentors du Cégep Marie-Victorin au printemps 2019. Nous avons réalisé 3 rencontres de moins que prévu avec des professionnels, parce que nous avons modifié notre approche à l'automne 2018 avec le développement de mini-projets qui permettaient une action plus soutenue auprès de jeunes vulnérables. Cela nous a permis d'utiliser différents moyens pour dynamiser ces rencontres (sorties, rencontres individuelles, projets citoyens, témoignages).

SECTION 7 — BILAN

7.1 Éléments à conserver

Le soutien aux études par les pairs (mentors); une approche d'intervention échelonnée dans le temps; la découverte de différents corps de métiers à travers rencontres et sorties éducatives.

7.2 Éléments à améliorer

Revoir les critères de recrutement pour les mentors; renforcer les partenariats avec les écoles secondaires Henri-Bourassa et Calixa-Lavallée, le cégep Marie-Victorin, le CJE et CAB; développer un partenariat avec l'AREQ; actualiser nos outils de mesure d'impact; certains outils ont été mis en place au cours de l'année, mais d'autres doivent s'ajouter.

7.3 Éléments à ne pas conserver

N/A

SECTION 8 — IMPLICATION DES PARTENAIRES

1		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
2		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
3		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant

SECTION 9 — Budget RÉEL

Poste budgétaire							Arrond. MTL-Nord	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget Total
								DRSP	UIPT		
A- Personnel lié au projet											
1	Titre	Autres (précisez ci-dessous)					18 000,00 $	19 264,50 $			37 264,50 $
		1x Intervenant jeunesse									
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	17,5	35	104,125	52	1	37 264,50 $					
2	Titre	Autres (précisez ci-dessous)					4 500,00 $				4 500,00 $
		Bourses pour mentors									
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	500	1	0	1	9	4 500,00 $					
3	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
						0,00 $					
4	Titre	Cliquer pour menu déroulant									0,00 $
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							22 500,00 $	19 264,50 $	0,00 $	0,00 $	41 764,50 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Allocations pour participants											0,00 $
Fonds de dépannage: Frais de scolarité, fournitures, cartes de compétences, ...lunettes,									300,00 $		300,00 $
Photocopies, publicité											0,00 $
Déplacements pour jeunes									200,00 $		200,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurance (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							0,00 $	0,00 $	500,00 $	0,00 $	500,00 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							2 500,00 $				2 500,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							25 000,00 $	19 264,50 $	500,00 $	0,00 $	44 764,50 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de l'arrondissement de Montréal-Nord										10	

SECTION 10 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
DRSP	Direction régionale de la santé publique
UIPT	Un itinéraire pour tous

SECTION 11 — ÉVOLUTION DES DÉPENSES

A — Montant accordé par l'arrondissement de Montréal-Nord			25 000,00 $		
B — Dépenses **TOTALES** du projet incluant les autres bailleurs de fonds	44 764,50 $	En date du	**2019**	**Mars**	**31**
C- Total	**19 764,50 $**				

TOUT MONTANT accordé (A) par l'Arrondissement de Montréal-Nord dans le cadre de ce projet EXCÉDANT les dépenses totales du projet (B) DOIT ÊTRE REMBOURSÉ À LA VILLE DE MONTRÉAL. Cet excédant est indiqué par le total négatif ci-dessus (C).

SECTION 12 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Par la présente, je certifie que les renseignements fournis dans ce rapport sont exacts et COMPLETS

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE de l'organisme

Nom	**Monsieur**	Ousseynou Ndiaye	Fonction	**Directeur (trice) général (e)**			
Signature				**Date**	**2019**	**Avril**	**30**

SECTION RÉSERVÉE AU RESPONSABLE SLDS OU AU RESPONSABLE DE LA DDS					
Numéro du projet					
Signature (lu et approuvé)		**Date**	**Année**	**Mois**	**Jour**

ANNEXE
Projet de persévérance et de réussite scolaire au secteur jeunesse d'Un itinéraire pour tous







LE MUR DE LA PERSÉVÉRANCE

Le mur de la persévérance a été renouvelé en 2018. Afin de favoriser une participation active des jeunes pour faire de ce mur une référence de persévérance et de motivation, cinq jeunes de secondaire 5 ont proposé d'ajouter des mots pour rendre le mur plus significatif. Ils ont donc sondé les autres jeunes qui fréquentent la salle d'étude en leur faisant remplir une carte de suggestions.

Ce document, en annexe, a été distribué la semaine du 14 mai 2018. 30 jeunes y ont répondu et les cinq jeunes ont tout de suite entamé le projet. C'est donc le 30 mai 2018 qu'ils ont collés les mots sur le mur de la persévérance.

Pour tous les jeunes impliqués, ce projet a développé leur sentiment d'appartenance et donné un sens aux mots d'encouragement qui se trouvent maintenant sur le mur. De plus, l'idée initiale venant d'eux-mêmes, ils se sont sentis fiers d'avoir bonifié le projet initial.

ATELIER COMMENT GÉRER SON TEMPS AVANT UN EXAMEN

Cet atelier a été conçu et animé au printemps 2018 afin d'aider les élèves à se préparer aux examens et de gérer l'étude des différentes matières scolaires, en vue des concours de fin d'année. Avec la collaboration des mentors, ceux-ci ont partagé non seulement leurs méthodes d'études, mais aussi leur gestion du temps. Ces différentes techniques d'étude ont su démontrer aux autres élèves le temps de préparation à un examen qui ne se fait pas à la dernière minute. Cela a sensibilisé les élèves à l'importance de développer de bonnes habitudes d'étude, particulièrement avec de plus grandes charges de travail au fur et à mesure qu'ils avancent de niveau au secondaire et même pour les études post-secondaire.

COMMENT BIEN UTILISER SON AGENDA

Durant l'automne 2018, l'animatrice de la salle d'étude a offert des capsules à 15 jeunes de la 1ère et 2ème secondaire dans le but de leur apprendre l'importance de tenir correctement leur agenda et de leur permettre de mieux s'organiser dans leurs devoirs et leurs études. Elle les a incité à ressortir les informations importantes (évaluations, contrôles, documents à faire signer, etc.). L'élève peut ainsi se préparer d'avance à des évaluations sommatives et barrer au fur et à mesure, le travail effectué. Cette méthode permet d'éviter des oublis de documents, d'examens, d'événements et de matériels importants. Avec des suivis réguliers, l'utilisation de cet outil s'est ancrée dans les pratiques des jeunes.

ATELIERS ISEP

Au cours de l'automne 2018, une de nos bénévoles, étudiante à l'UQAM en développement de carrières, nous a offert ses services en lien avec un des projets scolaires qu'elle devait accomplir au cours de la session dans le cours Conseil en information scolaire et professionnelle (ISEP). Plusieurs jeunes ont démontré leur intérêt et madame Sylvie Cariotte a accepté d'offrir son temps bénévolement à six d'entre eux, tous élèves au secondaire 5.

Trois rencontres ont eu lieu afin d'offrir un service personnalisé. La première rencontre, en groupe, le 12 octobre, a permis d'expliquer la démarche et de fixer les autres rendez-vous. Les rencontres individuelles ont eu lieu entre le 25 octobre et le 16 novembre. Chaque élève a eu une rencontre d'une heure afin de discuter de leurs choix d'études et des possibilités de carrière ainsi que de leurs intérêts, leur environnement, leurs besoins particuliers et tout questionnement concernant l'information scolaire et professionnelle. Par la suite, madame Cariotte effectuait des recherches selon ce qui avait été discuté afin de leur proposer différentes avenues. Lors de la troisième rencontre, entre le 30 novembre et le 7 décembre, elle a ainsi pu présenter un bilan de ses recherches avec différentes propositions, selon le cas.

La demande de consultation d'un conseiller en orientation ou en information scolaire est grande pour les élèves finissants, dans les écoles secondaires. Dans ce contexte, la démarche a été bénéfique pour les jeunes qui ont été ciblés. Chaque élève a pu avoir un service personnalisé et détaillé selon leur besoin spécifique. Cet exercice a permis d'entamer une réflexion, de guider les jeunes dans leurs choix de carrière, de programme et d'établissement scolaire et de les référer vers les ressources appropriées pour leurs futures démarches en employabilité. Le lien de confiance étant déjà établit avec les jeunes, il a été plus facile d'établir d'autres liens à ce sujet.

COLLABORATION DU CÉGEP MARIE-VICTORIN POUR LA SALLE D'ÉTUDE

Une ancienne mentor de la salle d'étude, devenue étudiante au Cégep Marie-Victorin et tutrice au Prétexte (aide en français) au Cégep Marie-Victorin, avait parlé du projet à la responsable du Prétexte. Nous avons donc été mis en contact avec elle pour entamer un projet de tutorat en français avec ses étudiants-tuteurs et les jeunes qui fréquentent la salle d'étude. En attente de concrétiser le projet, elle nous a remis du matériel didactique en français qu'elle utilise au Prétexte: des dictées trouées, des travaux d'exercices pour la grammaire, des dictionnaires et des livres de lecture. Ces documents se sont avérés très utiles puisque les tuteurs de la salle d'étude les ont utilisés couramment.

PLAN DE TEXTE ET BANQUE DE MOTS

Une de nos mentors a observé que les jeunes avaient de la difficulté avec leurs examens de français. Pour les aider à se préparer pour le prochain examen, elle a mis sur pied un atelier préparatoire la semaine du 10 décembre. Cet atelier devait outiller les élèves dans la production d'un texte argumentatif. Pour ce faire, elle a préparé un document de plan de texte (introduction, développement et conclusion) et de verbes d'opinion. Tout au long de la semaine, elle a offert du support aux élèves qui le souhaitaient. Plus de 20 jeunes ont bénéficié de cet atelier et des outils et ont été très reconnaissants de l'aide que la tutrice leur a apporté. Plusieurs sont venus la remercier.

CARTES AIDE-MÉMOIRE

Des jeunes de secondaire 1 et 2 éprouvaient de la difficulté en anglais, particulièrement pour retenir des mots de vocabulaire. Une de nos mentors a fabriqué des cartes aide-mémoire pour les aider à étudier et à retenir les mots. Elle leur a montré comment faire des cartes aide-mémoire pour qu'ils puissent en faire d'autres en préparation à d'autres évaluations, que ce soit en anglais ou dans d'autres matières.

ATELIER SUR LA PRISE DE NOTES

En janvier 2019, 21 jeunes (9 filles et 12 garçons) ont participé à un atelier sur la prise de notes en classe. L'animateur a présenté les résultats d'une étude menée par l'Université d'Ottawa sur l'importance d'une bonne prise de bonnes notes à l'école et son impact sur la réussite scolaire. Une période d'échanges a ensuite pu dégager une série de trucs et astuces pour améliorer sa prise de notes et faciliter la compréhension de la matière à étudier. La démarche a non seulement permis aux jeunes de savoir comment prendre des notes et les annoter, mais aussi de comprendre en quoi cet exercice peut leur être utile.

SORTIE AU SALON DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL

Le 25 janvier 2019, 13 jeunes ont participé à une sortie au Salon de l'auto 2019, au Palais des Congrès de Montréal. Cette sortie a été suivie d'une rencontre de groupe avec les participants. Cette démarche a permis d'explorer les métiers en lien avec le marché automobile dans un contexte interactif. En faisant un suivi auprès des jeunes de leur participation, nous avons pu les aider à faire le lien entre l'information recueillie lors de la sortie et leur réalité.





Mentorat pour la persévérance scolaire

Calendrier typique pour une année scolaire

Période	Ateliers
Mois de septembre	
3ème semaine	**Atelier sur les facteurs de démotivation 1** Astuces d'organisation et utilisation efficace de l'agenda : Atelier de présentation d'exemples d'annotations dans l'agenda, comment bien l'utiliser comme outil organisationnel.
Mois d'Octobre	
2ème semaine	**Exercice de connaissance de soi 1** Identifier ses intérêts, guide pour un parcours scolaire valorisant : Les jeunes pourront remplir à leur rythme une fiche de connaissance de soi en lien avec les intérêts personnels et les enjeux en emploi. Cette dernière est disponible sur Internet, gracieuseté du CJE. Cet exercice a pour but d'aider les jeunes à prendre conscience de leurs talents et intérêts et de faire lien entre ceux-ci et la scolarité et la vie professionnelle.
Mois de Novembre	
1ère semaine	**Atelier sur les facteurs de démotivation 2** La prise de notes efficace et l'annotation de textes de lecture: Donner aux jeunes des astuces pour prendre leurs notes de cours de manière efficace et aidante. Pourra leur être utile en vue du Cégep. Présenter aux jeunes comment bien faire ressortir les informations pertinentes d'un texte grâce à l'annotation.
Dernière semaine	**Atelier sur les facteurs de démotivation 3** Les sources de distraction : Les médias sociaux et ses conséquences chez les adolescents : Sensibiliser les jeunes sur les avantages, mais aussi les conséquences des médias sociaux, attirer leur attention!
Mois de Décembre	
2ème semaine	**Rencontre avec un professionnel 1** Métier et parcours : Un professionnel viendra nous rendre visite dans le but de nous parler de son parcours scolaire et professionnel. Les professionnels rencontrés seront choisis selon les intérêts exprimés par les jeunes.
Mois de Janvier	

3ème semaine	**Exercice de connaissance de soi 2** Test de personnalité et d'orientation RIASEC : Les jeunes pourront répondre au questionnaire à choix multiples RIASEC offert par le CJE Rosemont en ligne. Ce test permet d'avoir une idée de son orientation de carrière en fonction de ses intérêts et ses forces
Mois de Février	
2ème semaine	**Rencontre avec un professionnel 2** Métier et parcours : Un professionnel viendra nous rendre visite dans le but de nous parler de son parcours scolaire et professionnel. Les professionnels rencontrés seront choisis selon les intérêts exprimés par les jeunes.
Mois de Mars	
3ème semaine	**Exercice de connaissance de soi 3** Astuces d'entrevue et le CV : Des employés du CJE viendront discuter de l'entrevue d'embauche et de la rédaction de CV avec les jeunes. Ils pourront bénéficier de conseils de leur part et ainsi développer leur identité professionnelle
Mois d'Avril	
2ème semaine	**Rencontre avec un professionnel 3** Métier et parcours : Un professionnel viendra nous rendre visite dans le but de nous parler de son parcours scolaire et professionnel. Les professionnels rencontrés seront choisis selon les intérêts exprimés par les jeunes.
Mois de Mai	
1ère semaine	**Atelier sur les facteurs de démotivation 4** Se préparer à l'examen : étude et gestion du stress : Nous donnons aux jeunes des astuces pour étudier efficacement et de manière à gérer son stress
Mois de Juin	
1ère semaine	**Rencontre avec un professionnel 4** Métier et parcours : Un professionnel viendra nous rendre visite dans le but de nous parler de son parcours scolaire et professionnel. Les professionnels rencontrés seront choisis selon les intérêts exprimés par les jeunes.

Mardi

DU SAVOIR

un ITINÉRAIRE POUR TOUS
UN PROJET DE PRISE EN MAIN D'UNE COMMUNAUTÉ

Persévérance et intégration SCOLAIRE (atelier)

À 15h30, au local 011

Présentation d'ateliers et de capsules sur la persévérance scolaire, le développement professionnel et la vie citoyenne des jeunes.



un ITINÉRAIRE POUR TOUS
UN PROJET DE PRISE EN MAIN D'UNE COMMUNAUTÉ

UNE SALLE D'ÉTUDE

POUR QUI?

Pour TOI :
au secondaire!

QUAND ?

Du Lundi au Vendredi
de
15H30 À 18H

COMMENT ?

Avec ta **persévérance**, une aide individualisée et une équipe dévouée

POURQUOI?

Ta réussite scolaire



QUOI ?

Un endroit qui te permettra de faire tes travaux et de recevoir de l'aide scolaire

OÙ ?

12004, boulevard Rolland
au sous-sol de la MCC

ALLEZ, VIENS ON T'ATTEND !

L'équipe du secteur jeunesse d'UIPT

12004 boul. Rolland
Montréal-Nord (Qc)
H1G 3W1
(514) 328-5579
(514) 328-5644
info@uipt.ca

Montréal-Nord, le 20 avril 2018

Résolution du conseil d'administration

Signataire des demandes de financement arrondissement de Montréal-Nord

---

Résolution 02-CA-20-04-2018 :

Il est proposé par Mario Gagnon et dûment appuyé par Abdal-Sadick Adoum que Ousseynou Ndiaye soit mandaté pour signer les demandes de financement et les conventions avec l'arrondissement de Montréal-Nord au nom *d'Un itinéraire pour tous.*
Adopté à l'unanimité.

Mario Gagnon, Président

Extrait du procès verbal de la réunion du 20 avril 2018

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Ousseynou Ndiaye** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Un itineraire pour**, à déposer le projet **Mentorat pour la réussite scolaire** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

27 janvier 2020

Ousseynou Ndiaye

Directeur(trice) général(e)

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Place à l'entraide de Coup de pouce jeunesse
35 600 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COUP DE POUCE JEUNESSE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **11 121, Salk, local 112, Montréal-Nord, H1G 4Y3**, agissant et représentée par **Mijanou Simard, directrice**, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : **118877786**
N° d'inscription TVQ : **1006429561**
N° d'inscription d'organisme de charité : **11 8877786RR0001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Favoriser l'estime de soi et l'esprit d'entraide chez les adolescents de toutes cultures. L'outil privilégié par l'organisme est l'engagement social bénévole d'adolescents auprès de groupes sociaux (aînés, handicapés. etc.) de façon à apporter un soutien à un segment souvent plus vulnérable de la communauté, à briser la barrière des préjugés entre ces groupes et les adolescents et finalement de permettre le développement de ces jeunes en tant que citoyens responsables.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 28 février pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers

vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent six mille huit cent dollars (106 800 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 35 600 $

5.2.1.1 une somme maximale de **dix-sept mille huit cents dollars (17 800 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **quatorze mille deux cents quarante dollars (14 240 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **trois mille cinq cent soixante dollars (3 560 $)** sera

versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 35 600 $

5.2.2.1 une somme maximale de **dix-sept mille huit cents dollars (17 800 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **quatorze mille deux cents quarante dollars (14 240 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **trois mille cinq cent soixante dollars (3 560 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022.

Pour l'année 2022-2023 : 35 600 $

5.2.3.1 une somme maximale de **dix-sept mille huit cents dollars (17 800 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **quatorze mille deux cents quarante dollars (14 240 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de de **trois mille cinq cent soixante dollars (3 560 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **11 121, Salk, local 112, Montréal-Nord, H1G 4Y3**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

COUP DE POUCE JEUNESSE

Par : _____
Mijanou Simard, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



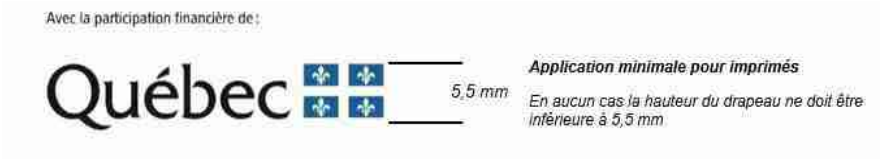
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0909 - PLACE À L'ENTRAIDE (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord INC.	Favoriser l'estime de soi et l'esprit d'entraide chez les adolescents issus de toutes cultures. Grâce à l'engagement bénévole de ces adolescents, Coup de pouce Jeunesse cherche à briser la barrière des préjugés entre les différents groupes sociaux et ainsi permettre le développement de ces jeunes en tant que citoyens responsables.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Place à l'entraide
Numéro de projet GSS: 0909

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Mijanou
Nom: Simard-Mireault
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 321-8054
Numéro de télécopieur:
Courriel: direction@coupdepoucejeunesse.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Mijanou
Nom: Simard-Mireault
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2021-03-31

Date limite de réception du rapport final
2021-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Place Normandie est un HLM implanté dans le Nord-Est de Montréal-Nord. 167 logements sont gérés par l'Office Municipal d'Habitation de Montréal (OMHM) et 399 personnes y sont logées. Selon le profil des locataires de l'OMHM, on y retrouve les caractéristiques suivantes;

- Taux important de familles monoparentales, les chefs de famille sont principalement des femmes (77%)
- Milieu de vie multiculturel; 62% des résidents proviennent de 24 pays différents
- Revenu familial insuffisant ; 64% des ménages ont des revenus annuel de moins de 20 000$.
- Très forte représentativité des jeunes de moins de 25 ans (50%).

Les résidents de ce quartier du Nord-est font face à plusieurs défis;

-Difficultés d'adaptation scolaire, consommation, décrochage, violences, exclusion sociale, anxiété, manque d'habiletés sociales, faible estime, etc.

- Espace de vie géographiquement enclavé ; proximité qui créer des tensions, isolement social des résidents ; connaissent et utilisent peu les ressources disponibles.

- Manque d'habiletés parentales, problématiques de voisinage et de tensions entre les différentes cultures, difficulté à se mobiliser, faible estime, problématiques de santé mentale, etc.

Place à l'entraide est un projet d'intervention de milieu déployé par Coup de pouce jeunesse depuis 2012. Il a été développé selon une approche en lien avec la mission de l'organisme; soit l'engagement, le bénévolat et l'entraide communautaire. Ce projet consiste à promouvoir l'engagement social des adolescents et des adultes vivant à Place Normandie (PN) et aux environs. Il s'inscrit dans le respect des activités existantes et sollicite le développement d'activités en partenariat avec l'Association de Place Normandie et des différents organismes du milieu, en fonction des besoins identifiés et des attentes exprimées par les résidents. Il s'agit de valoriser l'entraide comme une démarche de participation citoyenne active et porteuse de changements.

Le soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord, depuis plusieurs années, permet de compléter le financement reçu dans le cadre de l'entente Soutien communautaire en logement social du MSSS qui nous finance depuis 2012. Ainsi, l'intervenante de milieu, en collaboration avec l'Association de Place Normandie, le comité des partenaires et les résidents, soutient le développement d'une programmation d'actions qui répondent aux besoins des résidents. L'intervenante jeunesse soutient le déploiement d''actions novatrices impliquant les jeunes. Aussi, elle est responsable du projet Club réussite qui comportent trois volets; aide aux devoirs, projets persévérance et soutien au parents.

Ce projet permet la poursuite et le développement en partenariat d'actions ciblant les domaines d'intervention proposées par le Plan d'action collectif 2020 - Priorité jeunesse en lien avec l'Axe 3: Enrichir le vivre ensemble.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici la fin mars 2021, 80 jeunes des HLM Place Normandie auront augmenté leur estime de soi, leurs compétences et se seront engagés dans leur réussite.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
80 jeunes des HLM Place Normandie ont davantage confiance en leurs capacités, s'engagent dans leur milieu et vivent des succès.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités d'entraide et de loisirs proposées ou initiées par les jeunes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	50	2	2	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Service de soutien scolaire avec jumelage d'adolescents bénévoles du quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	40	3	1	3	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités ludiques de persévérance (complément au soutien scolaire)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	40	3	1	3	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres individuelles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	50	2	1		1

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici la fin mars 2021, 160 résidents des HLM Place Normandie auront augmenté leur connaissance et leur fréquentation des services et ressources du quartier.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
160 résidents des HLM Place Normandie sont moins isolés, ont découvert et/ou utilisent les ressources qui leurs sont dédiées et sont plus aptes à aller chercher le soutien lorsque nécessaire.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Visites et activités artistiques, culturelles, sportives et communautaires du quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	10	3	10	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Service d'accueil, de soutien et de référencement vers les ressources appropriées

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	50	10	1		1

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici la fin mars 2021, 160 résidents des HLM Place Normandie seront plus outillés et participeront plus activement à l'enrichissement du vivre ensemble de leur milieu de vie.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
160 résidents des HLM Place Normandie ont acquis des connaissances et des habiletés, ont créé de nouveaux liens d'entraide et s'impliquent davantage dans la vie communautaire.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités d'échange et d'entraide proposées ou initiées par les femmes (bon voisinage, interculturel, habiletés parentales, sentiment d'appartenance, environnement, estime de soi, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	50	1	3	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités de loisirs diversifiées offertes aux adolescents et à leurs familles (principalement à la programmation estivale)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	30	3	30	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Événements et comités organisés pour le milieu de vie avec les différents partenaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	12	3	12	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: HLM Place Normandie
No civique: 6336
Rue: Chartrand
Code postal: H1G 3P6
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Zone de revitalisation: RUI Territoire Nord-est de Montréal-Nord

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 60
Nb. femmes: 100
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 160

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Minorités visibles
- Jeunes à risque
- Résidents de logements sociaux

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
La prise en compte de l'ADS à la Place Normandie est importante et a un réel impact dans le milieu de vie. Cette considération se reflète directement dans les résultats obtenus. En effet, 77% des chefs de famille de place Normandie sont des femmes. Aussi, bien que plusieurs de ces femmes vivent des préoccupations similaires, notre approche doit tenir compte de la diversité du milieux. En effet, 62% des résidents sont originaires de 24 pays différents. Ainsi, plusieurs facteurs de difficultés peuvent s'additionner selon le profil des résidents. Par exemple, les préoccupations des femmes concernant les travaux scolaires des enfants peuvent différer des femmes qui ne maîtrisent pas bien le français, des femmes qui ont une faible estime en lien avec leur propre niveau de scolarisation. C'est pourquoi une attention particulière est portée à l'ADS, dans l'élaboration des différents projets. En majorité, les femmes rejointes participent à l'ensemble des activités, qu'elles soient en groupe ou individuelles. En revanche, l'approche informelle et les activités de loisirs sont préférables auprès des hommes. En ce qui concerne les adolescents, nous avons une approche inclusive qui tient compte des besoins, des inquiétudes et des spécificités liés au genre. L'évaluation de nos activités permet de constater une implication globale similaire des filles et des garçons dans les activités. Ils demeurent toutefois importants de poursuivre l'implantation d'activités diversifiées.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Association des locataires de Place Normandie

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Autres : précisez Activités conjointes		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6336 Avenue Chartrand, appartement 1
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3P6

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: CIUSSS du Nord-de-lÎle

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11 441 Boulevard Lacordaire
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4J9

Nom du partenaire: Office municipal d'habitation de Mtl
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Appui financier	2 400 $	Oui
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource: Judith Lemaire
Adresse courriel: judith.lemaire@omhm.qc.c
Numéro de téléphone: (514) 868-3726
Adresse postale: 415, rue Saint-Antoine Ouest, Bureau 202
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Z 1H8

Nom du partenaire: Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) / Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
Précision: Soutien communautaire en logement social (SCLS) du PSOC

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	33 470 $	Oui

Nom de la personne ressource: Julie Grenier
Adresse courriel: julie.grenierccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 362-6224
Adresse postale: 1560, rue Sherbrooke Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4M1

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Pédiatrie sociale de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Références		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6336 rue Chartrand, Bureau 1
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3P6

Nom du partenaire: Éco-quartier
Précision: Éco-quartier de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Autres : précisez activités conjointes		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 10 861 Boulevard Pie-IX
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 4A9

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Emploi et développement social Canada / Emploi d'été Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	10 248 $	Oui

Nom de la personne ressource: Marie Andrée Katia Bertrand
Adresse courriel: qc-dpmtds-mtl_prog.eec-gd@servicecanada.gc.ca
Numéro de téléphone: (800) 935-5555
Adresse postale: 1001 de Maisonneuve Est, 4e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2P 4P9

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Fondation de l'Office municipale d'habitation de Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	15 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Line Bellavance
Adresse courriel: line.bellavance@omhm.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 868-2345
Adresse postale: 415, rue Saint-Antoine Ouest, Bureau 202
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2Z 1H8

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Travailleur(euse) de proximité / de milieu / de rue	20 $	35	126 $	52	1	42 952 $
Intervenant(e)	18 $	20	65 $	44	1	18 700 $
Autre poste : veuillez l'identifier Emplois étudiants	12,5 $	30	52 $	8	3	10 248 $
Coordonnateur(trice)	22 $	6	24 $	52	1	8 112 $
Total						80 012 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			61 118 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Travailleur(euse) de proximité / de milieu / de rue	42 952 $	11 232 $	31 720 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	18 700 $	13 000 $	5 700 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Emplois étudiants	10 248 $	0 $	10 248 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	8 112 $	5 212 $	2 900 $	0 $	0 $
Total	**80 012 $**	**29 444 $**	**50 568 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 506 $	2 850 $	0 $	**4 356 $**
Photocopies, publicité		200 $	0 $	0 $	**200 $**
Déplacements		350 $	300 $	0 $	**650 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		600 $	0 $	0 $	**600 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	5 900 $	0 $	**5 900 $**
Total		**2 656 $**	**9 050 $**	**0 $**	**11 706 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		132,8 %			
Frais administratifs		**3 500 $**	**1 500 $**	**0 $**	**5 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		175 %			
Total		**35 600 $**	**61 118 $**	**0 $**	**96 718 $**

Informations complémentaires

La Place Normandie étant située dans un secteur où la multiplication des interventions est nécessaire, la stabilité des intervenants agissant avec cette clientèle très vulnérable est primordiale et contribue à maximiser les effets durables souhaités dans le milieu. En effet, les multiples défis vécus par les résidents de ce HLM font en sorte que les liens de confiance avec les institutions sont parfois rompus. Nos interventions sont mises en place dans une approche écosystémique où le rythme de chacun est respecté, mais où chaque réussite permet de contribuer aux améliorations collectives de ce milieu de vie. Nous croyons que ce projet est un incontournable dans les actions collectives mises en place par le quartier pour lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté. Les résidents de Place Normandie ont démontré un attachement constant envers le Programme place à l'entraide depuis son implantation.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget détaillé_CPJ_Place à l'entraide.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Place à l'entraide Rapport Final 2018-2019.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Plan d'action_PE_PJ_2020-2021.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui PE_CPJ_TCJMN.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui_OMHM_Place à l'entraide.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution Place à l'entraide.pdf	Validité du 2019-11-19

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Mijanou Simard-Mireault	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement signé_Place à l'entraide.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Coup de pouce jeunesse
Montréal-Nord

Budget prévisionnel Priorité jeunesse

Coup de pouce jeunesse – Place à l'entraide 2020-2021 / 2021-2022 / 2022-2023

Postes budgétaires	Priorité jeunesse	Autres partenaires financiers			Budget
A – Personnel lié au projet	**PJ/ Arrondissement**	**PSOC/ Soutien en logement social**	**Emploi d'été Canada**	**OMHM et Fondation OMHM**	
Titre : Travailleuse de milieu responsable du projet 20 $ x 35 hres +126 $ Avantages sociaux/sem. x 52 semaines = **42 952 $**	11 232 $	31 720 $			**42 952 $**
Titre : Intervenante jeunesse 18 $ x 20 hres +65 $ Avantages. sociaux/sem. x 44 semaines = **18 700 $**	13 000 $			5 700 $	**18 700 $**
Titre : Emplois étudiants estival 12.5 $ x 30 hres +52 $ Avantages. sociaux/sem. x 8 semaines x 3 postes = **10 248 $**			10 248 $		**10 248 $**
Titre : Coordonnatrice 22 $ x 6 hres +24 $ Avantages. sociaux/sem. x 52 Semaines = **8 112 $**	5 212 $	1 000 $		1 900 $	**8 112 $**
SOUS-TOTAL SECTION A	**29 444 $**	**32 720 $**	**10 248 $**	**7 600 $**	**80 012 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Fournitures de bureau, matériel d'animation, activités	1 506 $	450 $		2 400 $	4 356 $
Photocopies, publicité	200 $				200 $
Déplacement	350 $	300 $			650 $
Locaux, concierge	600 $				600$
Professionnels de loisirs / Club réussite				5 900 $	5 900 $
SOUS-TOTAL SECTION B	**2 656 $**	**750 $**		**8 300 $**	**11 706 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	3 500 $			15 00 $	5 000$
SOUS-TOTAL SECTION C	**3 500 $**			**15 00 $**	**5 000 $**
Total des contributions	**35 000 $**	**33 470 $**	**10 248 $**	**15 000 $**	**96 718 $**

Rapport d'étape 2018-2019	Rapport final 2018-2019
Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)	

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Source(s) du financement de l'Entente	**Montréal-Nord**
	Montréal-Nord
Titre du projet **(le même que celui inscrit sur le formulaire de demande)**	Place à l'entraide

SECTION 1 — IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme **(lettres patentes)**	Coup de pouce Jeunesse Montréal-Nord	
Responsable du projet	**Madame**	Mijanou Simard Mireault
Téléphone	(514) 321-8054	

SECTION 2 — SUIVI DU PROJET

Date **RÉELLE du DÉBUT** du projet	**2018**	**Avril**	**01**
Date **RÉELLE de FIN** de projet	**2019**	**Mars**	**31**
Si la date réelle (début et/ou fin de projet) diffère de celle prévue, expliquez le motif			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 12 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire à cette demande.

Lorsque vous remplissez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

SECTION 3 — POPULATION (S) REJOINTE (S)

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adolescents (12 - 17 ans)	**Étudiants**	**Minorités visibles**	65	61
Enfants (6 - 11 ans)	**Minorités visibles**	**Familles monoparentales**	58	44
Résidents HLM	**Personnes à faible revenu**	**Minorités visibles**	104	14
Nombre TOTAL de personnes rejointes **DIRECTEMENT** par le projet			**227**	**119**
Nombre TOTAL de personnes rejointes **INDIRECTEMENT** par le projet			**227**	**119**

SECTION 4 — Activités réalisées

(EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS PRÉVUES au formulaire de *demande de soutien financier*)

A	Activités adultes : Prendre soin de soi, Astuces femmes et Entre résidents. Activités familiales: Buffet, Chalet Lanaudière, Piscines Rivière-des-prairies, Montréal complètement cirque, Thêatre la Roulotte, Chasse au trésor et Glissade à l'île-de-la-visitation, Fête de Noël, etc. Activités d'entraide proposées ou initiées par les adolescents:mardis Ados, jeux en folie, vendredi environnement, lave-auto (autofinancement). Activités de loisirs destinées aux jeunes: Calypso, la Ronde, Cinéma, Fous des parcs, Bowling, Isaute, etc. Activités hebdomadaires: Aide aux devoirs, Club réussite, danse, chant, art. Reconnaissances: système de reconnaissance, invitation au Gala CPJ, remerciements et activités orgarnisées. *Voir résultats plan d'action
B	Évènements organisés à PN avec divers partenaires: lancement des activités d'été; programmation estivale en collaboration avec le centre de la pédiatrie sociale ,Éco-quartier, la MCC, Parle avec ton rythme et l'Association de Place Normandie ; la fête de Noël en collaboration avec l'Association de Place Normandie; Visites et sorties: la fête des voisins, film au parc Aimé-Léonard. Références vers des ressources du quartier: Fourchettes de l'espoir, CIUSS, PDQ, Services-Québec, SAAQ, Panier futé, etc. Accueil et accompagnement des résidents adultes de Place Normandie: renconte avec les directions d'écoles, accompagnement au bureau de l'aide sociale, à l'accueil psychosocial du CIUSS, au poste de police, etc.
C	Le respect, la tolérance, le vivre ensemble, la liberté d'expression et l'ouveture sont travaillés de manière transversale dans l'ensemble de la programmation. Une sensibilisation à a diversité culturelle est effectuée par l'intervnante de milieu à travers les activités et les propos utilisés. Le code de gestion du local, le Code de vie de l'association, l'ensemble des règlements en activités les rencontres et suivis individuels, les visites informelles, les gestions de conflits etc. contribuent à effectuer des changements dans l'attitude et le discours des usagers. Èvenements organisés en cohésion et complémentarité avec le milieu de vie: lancement des activités d'été, fête de clôture des activités estivales, fête de Noël, etc.

Si vous avez tenu compte de l'**analyse différenciée selon les sexes (ADS), comment cela s'est-il traduit dans vos résultats**	Une attention particulière est portée à l'ADS dans l'élaboration des différents projets. Par exemple, les femmes sont plus nombreuses à s'exprimer et à partager leurs vécus librement, lorsque les Cafés-rencontres ont lieu dans le salon des femmes, la porte fermée. Aussi, nous avons remarqué une plus grande participation des femmes aux activités sportives depuis que nous limitons l'accès aux hommes durant cette période afin de permettre aux participantes d'y assister ou d'enlever leur voile.

SECTION 5 — RÉSULTATS

(EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS PRÉVUES)

A	Les adolescents ont fait preuve d'initiative lors des activités d'entraide. Ils ont organisés une activité d'autofinancement estivale et ont démontré leur sens de responsabilités, leur initiative et leur sens de l'organisation.Plusieurs d'entre eux se sont impliqués en tant que bénévole avec assiduité et autonomie à l'aide au devoir. La majeure partie des résidents sont davantage impliqués au sein de la communauté et participent aux activités de groupe et aux évènements du milieu. Ils font preuve de nouvelles qualités comme l'ouverture à l'autre, l'entraide, l'altruisme, l'empathie. La programation leur permet de se côtoyer, de mieux se connaitre et ils deviennent plus tolérants les uns envers les autres. Les enfants, quant à eux, développent leur rigueur et leurs compétences scolaires avec l'aide aux devoirs. Ils apprennent à respecter un échéancier, à bien se comporter, à exprimer leurs difficultés de compréhension et apprennent de nouvelles stratégies d'études. L'ensemble des participants à la programmation de Place à l'entraide démontre des comportements et positifs. 113 activités Aide aux devoirs et Club réussite; 42 participants et 21 jeunes bénévoles, 7 mardis ados l'été ; 41 participants, 21 soirés ados 36 participants. *Voir résultats plan d'action
B	Les familles ont souligné leur appréciation au cours des sorties, car elles ont pu découvrir les nombreuses ressources du quartier (les parcs et les piscines de l'arrondissemement, Club Fleurs et Jardins de l'OMHM, la MCC, les organismes). Les résidents ont été accompagnés pour prendre part à plusieurs évènements organisés de la communauté (Lancement des activités d'été, Grandes Corvées Éco-quartier, fête des voisins, Fiesta familiale, Fête du drapeau haitien, Foire alimentaire, Match des étoiles, etc.) Le soutien individuel offert aux adultes permet de les référer et de les accompagner vers les ressources appropriées afin qu'ils recoivent l'aide dont ils ont besoin. 8 sorties familles; 29 participants, 6 activités parents-enfants; 12 familles, 53 accompagnements et suivis individuels; 18 résidents, 16 visites à domicile; 18 résidents, 80heures de locaux libres. *Voir résultats plan d'action
C	Lors des activités, les résidents ont été sensibilisés à l'importance de la diversité culturelle, l'ouverture d'esprit, le respect et la tolérance au sein du milieu de vie. La mise en place d'un code de vie, d'un système d'émulation et de règlements à favorisé une meilleure cohésion au sein des groupes de participants et des partenaires. Les sorties et les activités d'entraide sont des moyens efficaces pour favoriser la création de liens entre les résidents. Les locataires ont témoigné apprécier grandement les efforts qui ont été mis pour embellir le milieu de vie. Le partenariat estival avec la Pédiatrie sociale a permis de briser des barrière entre les usagers. Ils ont pu discuter, avoir du plaisir et partager des moments forts avec des pairs qu'ils ne connaissaient pas. La programmation d'activités de Place à l'entraide sert nottament à travailler, de manière transversale, le vivre-ensemble harmonieux des résidents. Les activités misent sur l'entraide, la solidarité et le soutien par les pairs. Le camp d'hiver a connu un vif succès. 29 activités astuces femmes; 31 participantes, 7 activités prendre soin de toi; 14 participantes, 8 sorties familliale, 29 participants, 16 participations de bénévolat dans les évènements communautaires, Camp familial d'hiver ; 21 résidents.*Voir résultats plan d'action

SECTION 6 — EXPLIQUEZ LES ÉCARTS

(ENTRE LES RÉSULTATS RÉELS ET LES RÉSULTATS ATTENDUS)

Les activités estivales demeurent toujours très populaires à la Place Normandie. Le taux de participation le reflète bien. Les sorties familles, les activités d'entraide et les visites informelles constituent de bonnes alternatives pour rejoindre davantage les adultes. (voir plan d'action). L'embauche de la nouvelle intervenante et les interventions dans le local communautaire concernant la présence de parasites ont amené plusieurs défis. L'intégration d'une nouvelle intervenante dans un milieu de vie, nécéssite beaucoup de formations et de stratégies afin de créer des liens de confiance avec une clientèle souvent méfiante. Malgré tout, il a été intéressant d'observer la mobilisation des citoyens et l'esprit d'entraide au sein du projet. La bonification de l'aide aux devoirs par l'ajout des activités en persévérance scolaire, Club réussite, a eu un incroyable succès, ce qui a confirmé le besoin important du milieu en matière de soutien éducatif.

SECTION 7 — BILAN

7.1 Éléments à conserver

Les sorties familles sont d'excellents moyens pour aider les résidents à découvrir les ressources du quartier. Les nombreuses visites informelles effectuées ont permis de connaître la perception des résidents quant à leur milieu de vie et d'établir un contact. Une programmation durant la semaine de relâche est un bon moyen pour favoriser une bonne cohabitation entre les résidents et permettre aux jeunes de profiter ainsi de cette semaine. Le camp familial d'hiver a connu un très grand succès. Les familles ont pu développer un nouveau réseau d'entraide et d'amitiés et ont solidifié leurs liens avec l'intervenante de milieu. Le camp a également permis de rejoindre des pères, ce qui a amené une nouvelle mobilisation au sein des participants. Le vif succès des services d'accompagnement vers la réussite éducative des jeunes de Place Normandie démontre le besoin important de ce milieu. L'embauche de deux jeunes intervenantes de Montréal-Nord emploi été Canada a permis de bonifier la programmation estivale.

7.2 Éléments à améliorer

L'assiduité des adultes demeure un défi, de même que la mobilisation des parents lors des sorties familiales. Développement de nouveaux projets avec la Pédiatrie sociale en cours. La restructuration au sein du fonctionnement du comité des partenaires a favorisé une meilleure cohésion, des défis majeurs demeurent. La cohabitation avec l'Association des résidents demeure un défi important. Plusieurs irritants persistent concernant la confidentialité des interventions, le partage des locaux, la communication et le respect du rôle de l'intervenante de milieu. Une nouvelle formule sera expérimentée prochainement. Le comité des partenaires se dotera d'un plan d'action en 2019-2020 suite aux conclusions de la chercheure Andréanne Parent de l'UDM. Le CIUSSS organisera une rencontre personnalisée entre l'équipe-quartier et l'intervenante de milieu afin de faciliter le référencement et l'utilisation des ressources disponibles. Il faut toujours travailler sur la salubrité des lieux.

7.3 Éléments à ne pas conserver

Les activités pour adultes n'ont pas été un vif succès au cours de la session estivale, malgré qu'elles constituaient un espace dans lequel les résidents pouvaient socialiser sans enfant. Les visites informelles, les sorties familles, les évènements au sein de la communauté et les activités d'entraide demeurent les meilleurs alternatives pour rejoindre les adultes. Adapter les activités au mode de vie des résidents est un atout (ex: animer les activités seulement en après-midi et non en matinée). L'activité Entre-résidents ne répond plus aux besoins du milieu; nous sommes actuellement en travail avec des pères de Place Normandie pour offrir une activité qui répondrait mieux à leurs attentes.

SECTION 8 — IMPLICATION DES PARTENAIRES

1	Association de Place Normandie / 6336 avenue Chartrand	**Participation au comité aviseur, concertation** **Prêt de local** **Autres (précisez ci-dessous)**
2	CIUSSs-NIM/ 11441, boulevard Lacordaire OMHM / 415 Rue Saint-Antoine O	**Participation au comité aviseur, concertation** **Expertise-conseil** **Cliquer pour menu déroulant**
3	Pédiatrie Sociale Mtl-Nord / 6336 Rue Chartrand Éco-quartier Mtl-Nord / 10861 Boul. Pie IX	**Participation au comité aviseur, concertation** **Référence/recrutement des participants** **Autres (précisez ci-dessous)**

SECTION 9 — Budget RÉEL

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget Total
								PSOC - Soutien logement social	OMHM, Fondation OMHM, Centraide, Arrondissemen	EÉC	
A- Personnel lié au projet											
1	Titre	**Travailleur(euse) de milieu**					**10 500,00 $**	25 068,00 $			**35 568,00 $**
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	17	35	89	52	1	**35 568,00 $**					
2	Titre	**Chargé(e) de projet**					**9 246,50 $**		4 533,50 $		**13 780,00 $**
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	19	12	37	52	1	**13 780,00 $**					
3	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**						1 360,00 $		6 432,00 $	**7 792,00 $**
		Emploi étudiant									
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	14	30	67	8	2	**7 792,00 $**					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**					**8 820,50 $**		4 533,50 $		**13 354,00 $**
		Responsable aide aux-devoirs									
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	15,5	17	40	44	1	**13 354,00 $**					
Sous-Total Section A							**28 567,00 $**	**26 428,00 $**	**9 067,00 $**	**6 432,00 $**	**70 494,00 $**
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Équipement: achat ou location							**193,50 $**	193,50 $			**387,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**1 780,48 $**	4 810,50 $	3 589,11 $		**10 180,09 $**
Photocopies, publicité							**113,02 $**		699,00 $		**812,02 $**
Déplacements							**546,00 $**	546,00 $			**1 092,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance							**300,00 $**	900,00 $			**1 200,00 $**
Assurance (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**2 933,00 $**	**6 450,00 $**	**4 288,11 $**	**0,00 $**	**13 671,11 $**
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							**3 500,00 $**		**1 500,00 $**		**5 000,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**35 000,00 $**	**32 878,00 $**	**14 855,11 $**	**6 432,00 $**	**89 165,11 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »	**2,5**

SECTION 10 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
PN	Place Normandie
OMHM	Office minucipal d'habitation de Montréal
EEC	Emploi d'été Canada

SECTION 11 — ÉVOLUTION DES DÉPENSES

A — Montant accordé par « l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale »			35 000,00 $		
B — Dépenses **TOTALES** du projet incluant les autres bailleurs de fonds	89 165,11 $	En date du	**2019**	**Mars**	**31**
C- Total	**54 165,11 $**				

TOUT MONTANT accordé (A) par «l' Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale (Ville-MTESS 2018-) » EXCÉDANT les dépenses totales du projet (B) DOIT ÊTRE REMBOURSÉ À LA VILLE DE MONTRÉAL. Cet excédant est indiqué par le total négatif ci-dessus (C).

SECTION 12 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

La Fondation de l'Office Municipale de Montréal a choisi de contribuer aux efforts de CPJ dans ses actions en persévérance scolaire en octroyant un financement de 15 000$ au projet Club Réussite de Place à l'entraide. Club Réussite est un projet permettant de bonifier les services d'aide aux devoirs en place aux HLM Place Normandie.
Le projet vise à offrir un service complet d'accompagnement scolaire permettant de favoriser la persévérance en s'appuyant sur le développement de facteurs de protection et de déterminants favorables à la persévérance en trois volets : Aide aux devoirs, support à la persévérance, soutien aux parents. Le volet persévérance se déploie ainsi:
• Trois périodes par semaine après la période de devoirs favorisant des déterminants favorables à la persévérance: autocontrôle et conduites sociales, estime de soi, motivation et engagement.
• Activités hebdomadaires proposées aux jeunes participants à l'aide aux devoirs qui intéressent ces jeunes et qui leur permettent de se dépenser, de s'investir et de vivre des succès
• Activités qui valorisent les comportements positifs, le renforcement et l'engagement des jeunes.

La collaboration avec l'Association de Place Normandie demeure un défi. Récemment, l'OMHM, le CIUSSS et CPJ se sont rencontrés afin de discuter des enjeux entourant la confidentialité des cas discutés lors des comités de suivi du Programme. Afin d'offrir un meilleur accompagnement à l'intervenante de milieu, une nouvelle formule sera adoptée en 2019-2020. L'Association se joindra au Comité de suivi uniquement à notre demande, lorsque ce sera nécessaire. De cette façon, l'intervenante de milieu pourra librement exposer ses défis en intervention afin d'obtenir le soutien adéquat de la part du CIUSSS et de l'OMHM.

Par la présente, je certifie que les renseignements fournis dans ce rapport sont exacts et COMPLETS

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE de l'organisme

Nom	**Madame**	Mijanou Simard-Mireault	Fonction	**Directeur (trice) général (e)**			
Signature	Mijanou Simard-M			**Date**	**2019**	**Avril**	**25**

SECTION RÉSERVÉE AU RESPONSABLE SLDS OU AU RESPONSABLE DE LA DDS					
	Numéro du projet				
Signature (lu et approuvé)		**Date**	**Année**	**Mois**	**Jour**

Coup de pouce jeunesse
Montréal-Nord

PLAN D'ACTION COLLECTIF DE MONTRÉAL-NORD - PRIORITÉ JEUNESSE

APPEL DE PROJETS 2020 – PLACE À L'ENTRAIDE

Nom de l'organisme	Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord	**Nom du projet**	Place à l'entraide
	Priorité visée par le projet : AXE 3 - **Enrichir le vivre ensemble** Objectif général du projet : Créer un esprit de communauté, favorisant l'entraide, l'implication citoyenne et le mieux-être des résidents.		

Objectifs	**Moyens d'intervention prévus**	**Groupe(s) visé(s)**	**Partenaires**	**Calendrier**	**Outils d'évaluation et mécanismes de suivi**	**Résultats attendus**
1. D'ici la fin mars 2021, augmenter chez 80 jeunes des HLM Place Normandie leur estime de soi, leurs compétences et leur engagement dans leur réussite.	• Activités d'entraide et de loisirs proposées ou initiées par les jeunes (Soirée VIP, Soirée ados) • Service de soutien scolaire avec jumelage d'adolescents bénévoles du quartier • Activités ludiques (culturelles, artistiques, sportives) de persévérance avec des professionnels en complément au soutien scolaire (Club Réussite) • Rencontres et interventions individuelles	• Adolescents, garçons et filles, âgés de 11 à 17 ans qui demeurent à Place Normandie et aux environs • Enfants de 5 à 10 ans	• Association de Place Normandie • Comité des partenaires • Office municipale d'habitation de Montréal (OMHM) • CIUSSS-NIM • Fondation de l'OMHM • Service des bibliothèques • Éco-quartier de Montréal-Nord • ELight Fitness • Rap Mobile • Olivier Manno –Improvisateur • Centre de Pédiatrie sociale de Montréal-Nord	1er avril 2020 au 31 mars 2021 1 x semaine pour chacune des activités d'entraide 3 x semaine pour le service de soutien scolaire et les activités de persévérance	• Listes de présences • Observations notées dans les rapports rédigés après chaque activité • Suivi des adolescents • Groupe de discussion en début et en fin d'année	80 jeunes des HLM Place Normandie ont davantage confiance en leurs capacités, s'engagent dans leur milieu et vivent des succès; Les jeunes ont développés des facteurs de protection liés à la réussite éducative (sentiment de sécurité physique et psychologique, implication hors du cursus scolaire, création d'un réseau d'entraide, estime de soi, etc.); Les jeunes donnent davantage leur opinion et concrétisent davantage leurs idées; Les adolescents participent activement aux activités offertes par Place à l'entraide; Les jeunes proposent des activités et s'engagent dans leur déploiement. - Nombre d'adolescents s'étant engagés bénévolement au sein de la communauté - Assiduité aux activités de Place à l'entraide

Coup de pouce jeunesse
Montréal-Nord

PLAN D'ACTION COLLECTIF DE MONTRÉAL-NORD - PRIORITÉ JEUNESSE

APPEL DE PROJETS 2020 – PLACE À L'ENTRAIDE

2. D'ici mars 2021, augmenter chez 160 résidents des HLM Place Normandie leur connaissance et leur fréquentation des services et ressources du quartier.	• Visites et activités artistiques, culturelles, sportives et communautaires du quartier. (événements publics, organismes, institutions, etc.) • Planification d'une programmation d'activités favorisant la découverte de l'environnement Nord-Montréalais • Service d'accueil, de soutien et de référencement vers les ressources appropriées • Collaboration étroite avec les organismes qui interviennent dans l'arrondissement afin de référer des résidents.	• Enfants, adolescents et adultes résidents à la Place Normandie	• Comité des partenaires • Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord • Équipe quartier • CIUSSS-NIM • Arrondissement et autres organismes du milieu • Office municipale d'habitation de Montréal (OMHM)	1er avril 2020 au 31 mars 2021 Interventions ponctuelles selon les besoins	• Liste des présences • Liste des accompagnements et des références • Observations notées dans les rapports rédigés après chaque activité	160 résidents des HLM Place Normandie sont moins isolés, ont découvert et/ou utilisent les ressources qui leurs sont dédiées et sont plus aptes à aller chercher le soutien lorsque nécessaire. Les résidents s'inscrivent et participent aux activités du quartier. Les résidents utilisent les ressources appropriées lorsqu'ils ont des besoins particuliers. Les résidents demandent du soutien lorsqu'ils éprouvent des difficultés. - Nombre de présences aux activités. - Nombre de références et d'accompagnements. - Nombre d'inscriptions aux différents services de l'arrondissement et des organismes (nouvelles inscriptions à la bibliothèque, à Halte-Femmes, à Entre-Parents etc.)

Coup de pouce jeunesse
Montréal-Nord

PLAN D'ACTION COLLECTIF DE MONTRÉAL-NORD - PRIORITÉ JEUNESSE

APPEL DE PROJETS 2020 – PLACE À L'ENTRAIDE

3. D'ici la fin mars 2021, mieux outiller 160 résidents des HLM Place Normandie et augmenter leur participation active à l'enrichissement du vivre ensemble de leur milieu de vie.	• Activités d'échanges et d'entraide proposées ou initiées par les femmes (ateliers de cuisine, bon voisinage, habiletés parentales, sentiment d'appartenance, environnement, etc.) • Participation avec les résidents à diverses formations offertes par des partenaires; relations interculturelles, droits, système scolaire, prévention des dépendances, etc. • Activités et sorties offertes aux enfants, adolescents et parents lors des congés scolaires. Ex. : la semaine de relâche, programmation estivale. • Événements et comités organisés pour le milieu de vie avec les différents partenaires. (Fêtes de Noël, fête de fin d'année, embellissement des espaces communs, ruelle verte, projet de murale intérieure, Forum citoyen, AGA, etc.).	• Enfants, adolescents et adultes résidents à la Place Normandie	• Association de Place Normandie • Comité des partenaires • Éco-quartier de Montréal-Nord • Office municipale d'habitation de Montréal (OMHM) • Comité des partenaires • Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord • Entre parents • CIUSSS-NIM	1er avril 2020 au 31 mars 2021 Activité d'entraide 1 x semaine Programmation estival de Juin 2020 à fin août 2021	• Liste des présences • Observations notées dans les rapports rédigés après chaque activité • Rencontres individuelles • Grille d'observations	160 résidents des HLM Place Normandie ont acquis des connaissances et des habiletés, ont créé de nouveaux liens d'entraide et s'impliquent davantage dans la vie communautaire. Les résidents établissent une cohabitation et des relations harmonieuses et bienveillantes. Les résidents ont développé un sentiment d'appartenance et sont sensibilisés à l'apport positif de la diversité de leur milieu de vie. Les résidents s'entraident lors des activités auxquelles ils participent. Les résidents expriment leurs besoins et cherchent des solutions aux situations dérangeantes. Les résidents participent aux différentes activités de consultation et de loisirs de la Place Normandie et du quartier. Les familles participent fréquemment aux activités proposées, ont des échanges sains, développent une cohésion entre elles, se soutiennent dans leurs défis, etc. Les parents s'impliquent dans la réussite éducative de leur(s) enfant(s). - Nombre de personnes qui participent aux activités; - Complicité positive observée entre les résidents lors des activités et au quotidien; - Nombre de médiations effectuées par l'intervenante de milieu entre les résidents ; - Augmentation de l'entraide/mixité lors des activités; - Présences multipliées des familles dans les activités du calendrier de Place à l'entraide ; - Observations d'échanges familiaux sains ; - Diminution des conflits entre les familles ; - Augmentation des échanges harmonieux entre les familles ; - Observation d'une discipline positive dans la famille ; - Nombre de personnes qui participent aux discussions, ateliers de cuisine, partage en groupe, etc.

Montréal-Nord, le 21 janvier 2020

OBJET : Appui au dépôt du projet Place à l'entraide de Coup de pouce jeunesse

Madame, Monsieur,

La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord est heureuse d'appuyer le dépôt du projet de Coup de pouce jeunesse *Place à l'entraide* aux HLM Place Normandie, dans le cadre de l'appel de projets 2020 du *Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.*

Le projet d'intervention de milieu déployé par Coup de pouce jeunesse a été développé selon une approche en lien avec la mission de l'organisme; soit l'engagement, le bénévolat et l'entraide communautaire. Ainsi, la Table de concertation jeunesse soutient les actions de *Place à l'entraide* qui permettent de rejoindre de nombreux jeunes défavorisés du Nord-Est, résidents des HLM Place Normandie. Le suivi personnalisé, le bassin de jeunes rejoints, le lien privilégié et la proximité de ces services au sein même du milieu de vie permettent au projet de répondre à l'axe 3 du plan d'action de Priorité jeunesse, soit d'enrichir le vivre ensemble.

Ainsi, la Table de concertation jeunesse reconnaît que *Place à l'entraide* contribue aux efforts concertés du milieu afin de favoriser le vivre ensemble, le développement et l'engagement des jeunes vulnérables.

Nous appuyons donc le dépôt de *Place à l'entraide* de Coup de pouce jeunesse.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

_____

Sheilla Fortuné
Présidente

Office municipal
d'habitation
de Montréal

5800, rue Saint-Denis, bureau 502, Montréal (Québec) H2S 3L5 www.omhm.qc.ca

Montréal, le 23 janvier 2020

Objet : Lettre d'appui pour le projet *Place à l'entraide!*

Madame, Monsieur,

La présente est pour confirmer l'appui de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) à la demande de financement déposée par l'organisme Coup de pouce jeunesse dans le cadre de l'appel de projets 2020 du *Plan d'action collectif de Montréal-Nord-Priorité Jeunesse* pour le projet *Place à l'entraide!*

L'Office municipal d'habitation de Montréal améliore la qualité de vie des personnes seules, âgées et des familles à faible revenu ou à revenu modéré, en leur procurant des logements à la mesure de leurs besoins, tout en leur donnant un pouvoir de décision et d'action dans la communauté. L'Office gère un parc immobilier de 20 391 logements à loyer modique (HLM). Le projet déposé se déroulera aux habitations Place Normandie situées dans l'arrondissement Montréal-Nord. Il y a 400 personnes qui habitent les 167 logements de Place Normandie, dont près de la moitié ont moins de 18 ans (172).

L'Office municipal d'habitation de Montréal est donc heureux d'appuyer et de collaborer à ce projet qui vise principalement à promouvoir l'engagement social des jeunes et des familles de ce milieu de vie. Nous croyons que ce projet permettra aux citoyens de renforcir leurs habilités sociales et parentales et de favoriser les initiatives d'engagement sociale au sein de leur communauté. En conséquence, nous nous engageons, par l'entremise de l'organisatrice communautaire, à poursuivre notre implication au sein du comité des partenaires de Place Normandie dont fait partie l'organisme Coup de pouce jeunesse.

En vous remerciant de l'importance que vous accorderez à la demande de Coup de pouce jeunesse, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Nathalie Morin

Nathalie Morin
Directrice des activités communautaires et sociales
Office municipal d'habitation de Montréal

Coup de pouce jeunesse
Montréal-Nord

2001
Prix Hommage
Bénévolat-Québec
Gouvernement du Québec

2004
Prix Innovation
Guy Langlois
AlterGo

2007
Mention d'honneur
Prix d' Excellence
du réseau de la santé et
des services sociaux
Impact sur la communauté

RÉSOLUTION
Programme Place à l'entraide

Lors de la réunion du conseil d'administration de Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord tenue le 19 novembre 2019, il a été proposé par Greenlie Désiphanse et appuyé par Christine Roch que madame Mijanou Simard-Mireault, directrice de l'organisme, soit autorisée à déposer une demande de financement à l'arrondissement de Montréal-Nord pour le renouvellement du Programme *Place à l'entraide!* et à signer tous les documents requis, dont la convention avec la Ville.

Kamal Chafik,
Président du
Conseil d'administration

L. Aurélie Vallès,
Trésorière du
Conseil d'administration

11 121, avenue Salk, local 112, Montréal-Nord (Québec) H1G 4Y3
Téléphone : 514 321-8054 • Télécopieur : 514 321-6550 • Courriel : coupdepoucejeunesse@hotmail.com
www.coupdepoucejeunesse.com

Centraide du Grand Montréal

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Mijanou Simard-Mireault** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord INC.**, à déposer le projet **Place à l'entraide** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Mijanou Simard-M — 24 janvier 2020

Mijanou Simard-Mireault — **Date**

Directeur(trice) général(e)

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Certificat et engagement jeunesse de la Coopérative de solidarité multisports plus
2020 : 33 363 $
2021 :42 963 $
2022 : 42 963 $

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ MULTISPORTS PLUS**, personne morale constituée en vertu de la Loi sur les coopératives (RLRQ, C. C-67.2), ayant sa place d'affaires au 5835, boulevard Léger, # 207 à Montréal-Nord, Québec, H1G 6E1, agissant et représentée par Wilmann Édouard, directeur général dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : **766677520RT0001**
N° d'inscription TVQ : **1223741891**
N° d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Inspirée du projet pilote de l'Université de Sherbrooke « La communauté de pratique de Montréal-Nord » est lancée à l'automne 2013 par le Regroupement Écoles et Milieux En Santé Montréal-Nord (RÉMES). Ayant la triple vocation : culturelle, sportive et socioéconomique au service des jeunes et des communautés, elle vise à répondre aux enjeux et défis que rencontrent les jeunes du territoire et ses environs. C'est avec une approche engagée pour promouvoir la réussite scolaire, les saines habitudes de vie et de développer les compétences.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Une lettre d'appui d'une structure ou d'une instance de concertation locale
- Ajuster le contenu du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles;

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 15 décembre pour la première année et la période du 1 janvier 'une année au 15 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de

toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-neuf dollars (119 589 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 33 363 $

5.2.1.1 une somme maximale de **seize mille huit cent trente et un dollars et cinquante cents (16 831, 50 $)** versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **treize mille quatre cent soixante-cinq dollars et vingt cents (13 465, 20 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **trois mille trois cents soixante et six dollars et trente cents (3 366, 30 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2020.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 42 963 $

5.2.2.1 une somme maximale de **vingt et un mille quatre cent quatre-vingt et un dollars et cinquante cents (21 481, 50 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **dix-sept mille cent quatre-vingt-cinq dollars et vingt cents (17 185, 20 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **quatre mille deux cents quatre-vingt-seize dollars et trente cents (4 296,30 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2021.

Pour l'année 2022-2023 : 42 963 $

5.2.3.1 une somme maximale de **vingt et un mille quatre cent quatre-vingt et un dollars et cinquante cents (21 481, 50 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **dix-sept mille cent quatre-vingt-cinq dollars et vingt cents (17 185, 20 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **quatre mille deux cents quatre-vingt-seize dollars et trente cents (4 296,30 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit,

sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **15 décembre 2022.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **5835, boulevard Léger # 207 à Montréal-Nord, Québec, H1G 6E1**, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ MULTISPORTS PLUS

Par : _____
Wilmann Edouard, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



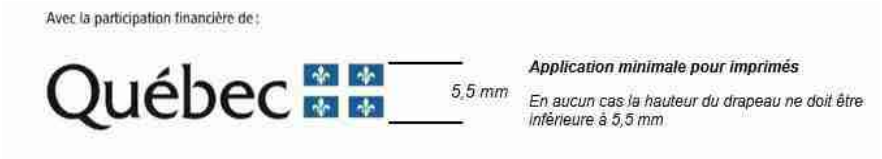
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#1030 - CERTIFICATION ET ENGAGEMENT JEUNESSE (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ MULTISPORTS PLUS	Accompagner et outiller les jeunes en mettant en commun des savoirs, des savoir-faire et des ressources afin de renforcer leurs compétences et capacités d'action dans un environnement favorable à l'épanouissement personnel, scolaire et professionnel et ainsi répondre aux enjeux et défis socioéconomiques du milieu.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Certification et engagement jeunesse
Numéro de projet GSS: 1030

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Wilmann
Nom: Edouard
Fonction: Secrétaire trésorier(ère)
Numéro de téléphone: (514) 770-9456
Numéro de télécopieur:
Courriel: coopmultisports@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Wilmann
Nom: Edouard
Fonction: Secrétaire trésorier(ère)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):
Selon une étude de la Direction de la santé publique de Montréal (2006), le territoire du CLSC Montréal-Nord est à haut risque de vulnérabilité.

• 35,4% de la population de 15 ans et plus sont sans diplôme Le faible niveau scolarité chez plusieurs jeunes, le manque d'expérience et de compétence professionnelle causent une précarité sociale et financière chez les jeunes de Montréal-Nord. Depuis trois ans, la Coopérative a mis en place avec le soutien financier de l'arrondissement, un programme de formations destinés aux jeunes et leur permettant d'acquérir de l'expérience et des diplômes leur offrant une meilleure qualité de vie et une perspective professionnelle.

Jusqu'à maintenant la Coopérative :

• Forme et accompagne tout au long de l'année scolaire plus de 20 jeunes (10 filles et 10 garçons) de 14 à 29 ans dans leur développement de compétences professionnelles dans différents domaines

• Sensibilise et outille plus de 20 jeunes (filles et garçons) de 14 à 29 ans tout au long de l'année à la littératie avec la collaboration avec les Bibliothèques de Montréal-Nord afin de les accompagner dans leur réussite scolaire

• Durant l'année scolaire, au moins 15 jeunes (50%) travaille dans différents milieux (écoles, organismes communautaires et sportifs.)

Le projet de formations s'intègre complètement à la mission de la Coopérative Multisports Plus qui a pour une de ses missions premières : de former et d'encadrer les jeunes en leur offrant des formations professionnalisantes dans différents champs d'expertise (sport, culture, psychosocial et saines habitudes vie)

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Développement de compétences personnelles et professionnelles pour L'employabilité

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Former et accompagner tout au long de l'année scolaire entre 30 à 50 jeunes (filles et garçons) de 14 à 29 ans dans leur développement de compétences personnelles et professionnelles

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers de développement personnel: caractère, confiance et compétence (Respect, Intégrité, Responsabilité, l'estime de soi et l'amélioration des habiletés en communication))

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	3	3	4	3	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Stage de développement en activités parascolaire, de mentorats et les événements sportifs et culturels.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	3	8	1	3	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Compte-rendu et suivi des participants(es)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
70% des jeunes suivront l'ensemble des formations proposées et pourront travailler dans le cadre d'activités de camps de jour, le parascolaire et les événements sportifs et culturels

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Formations certifiées et ateliers en activités physiques (DAFA, RCR, PNCE, Arbitrage) pour développer des valeurs de collaboration et des relations positives dans le milieu

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	3	3	57	2	25

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser la persévérance et la réussite scolaire

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Tout au long du trimestre , nous attendons de constater une amélioration des résultats scolaires dans une grande majorité des matières scolaires

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers d'activités de littérature, multimédia, photo-journalisme et événementiel pour améliorer la capacité de mieux analyser et de s'exprimer

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	3	16	1	3	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Atelier de sensibilisation à la littérature (Passeur de livres)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	3	1	3	5	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Statistiques et compte-rendu

IMPACT(S) VISÉ(S)

Égalité entre les hommes et les femmes

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Une plus grande Intégration des jeunes filles (50%) dans les projets sportifs et 50% plus de garçons en culture.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers de sensibilisations et Mobilisation de plus de jeunes filles dans le milieu sportif

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	3	2	3	2	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Formation de certification CanfitPro

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	4	32	2	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Zone de revitalisation: RUI Territoire Nord-est de Montréal-Nord

Nom du lieu: Écoles primaires et secondaires

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Travail
- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 25
Nb. femmes: 25
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 50

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Décrocheurs scolaires
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Nous sommes très sensibles au sein de notre organisme à rejoindre les jeunes femmes qui pour différentes raisons sociales ont parfois peu accès à des activités et formations sportives ou-et au milieu professionnel sportif qui reste encore aujourd'hui très masculin. Donner la chance à des jeunes femmes de 16 à 29 ans de devenir des modèles dans le milieu, permettra aux nouvelles générations de reprendre le contrôle sur leur vie professionnelle et de pouvoir avoir autant la chance que les hommes d'avoir accès à des formations qualifiantes.

le but du projet étant de développer les talents, l'employabilité et l'entrepreneuriat et offrir une gamme variée de programmes favorisant l'intégration socioéconomique des jeunes quelque soit leurs origines, leurs sexes ou leurs religions.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Prêt de terrain		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4255, place de l'Hôtel-de-Ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1S4

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Références		Oui
Formation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1 000, Boulevard Saint-Vital
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 4T6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Association de Place Normandie

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1-6328 av. Chartrand
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H1G 3P6

Nom du partenaire: École
Précision: Le Carignan

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11480 Boulevard Rolland, Montréal-Nord, QC
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3T9

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Mener Autrement

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11794 Avenue P M Favier
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 5Z7

Nom du partenaire: Bibliothèque municipale
Précision: Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources matérielles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4255, place de l'Hôtel-de-Ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1S4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Programme DAFA

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui
Soutien administratif		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4545, av. Pierre-de-Coubertin
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1V 0B2

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Pour 3 Points

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 527-372 rue Sainte-Catherine O
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3B 1A2

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Club de basketball de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Offre des stages / des emplois		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5835 Boul. Léger
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 6E1

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Ultimate Grand Montréal (UGM)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui
Ressources humaines		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 1334 rue Jean-Talon E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2E 1S1

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Médiation Culturelle de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Soutien technique		Oui
Autres : précisez Stages de projets culturels		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4255, place de l'Hôtel-de-Ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1S4

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Secourisme Braham

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Instructrice de RCR/DEA/PS/SiR		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 8465 boul. Viau
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: H1R 2T6

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	23 $	15	58,65 $	42	1	16 953,3 $
Coordonnateur(trice) adjoint(e)	21 $	10	0 $	30	1	6 300 $
Autre poste : veuillez l'identifier Animateurs stagiaire (DAFA)	13,1 $	35	0 $	3	10	13 755 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formatrice Canfitpro	60 $	25	0 $	4	1	6 000 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formatrice Passeur de Livres	30 $	12	0 $	3	1	1 080 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formatrice RCR/DEA	60 $	8	0 $	6	1	2 880 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formateur PNCE (multisports)	35 $	18	0 $	4	1	2 520 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formatrice DAFA	35 $	35	0 $	6	1	7 350 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formateur Ateliers développement compétence	30 $	2	0 $	10	1	600 $
Autre poste : veuillez l'identifier Certification d'arbitrage (Multisports)	30 $	16	0 $	6	1	2 880 $
Total						60 318,3 $

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	**Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»**	**Somme de tous les $ «Autofinancement»**	
		0 $	**0 $**	

Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	16 953,3 $	16 953,3 $	0 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice) adjoint(e)	6 300 $	6 300 $	0 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Animateurs stagiaire (DAFA)	13 755 $	13 755 $	0 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formatrice Canfitpro	6 000 $	6 000 $	0 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formatrice Passeur de Livres	1 080 $	1 080 $	0 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formatrice RCR/DEA	2 880 $	2 880 $	0 $	0 $	0 $

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	**0 $**	
Autre poste : veuillez l'identifier Formateur PNCE (multisports)	2 520 $	2 520 $	0 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formatrice DAFA	7 350 $	7 350 $	0 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Formateur Ateliers développement compétence	600 $	600 $	0 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Certification d'arbitrage (Multisports)	2 880 $	2 880 $	0 $	0 $	0 $
Total	**60 318,3 $**	**60 318,3 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	2 000 $	0 $	0 $	**2 000 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	750 $	0 $	0 $	**750 $**
Photocopies, publicité	1 250 $	0 $	0 $	**1 250 $**
Déplacements	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres	1 200 $	0 $	0 $	**1 200 $**
Total	**5 200 $**	**0 $**	**0 $**	**5 200 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	260 %			
Frais administratifs	**6 588,19 $**	**0 $**	**0 $**	**6 588,19 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	329,41 %			
Total	**72 106,49 $**	**0 $**	**0 $**	**72 106,49 $**

Informations complémentaires

Le projet «Certification et engagement jeunesse Montréal-Nord» proposé par la Coopérative Multisports Plus a pour but d'offrir des formations culturelles et sportives aux jeunes de 15 à 29 ans et les accompagner dans leur développement de compétences avec le soutien de professionnels afin de favoriser leur persévérance et leur réussite scolaire ainsi que leur employabilité.
La Coopérative a déjà formé plus de 150 jeunes dans le cadre de ce projet durant les trois dernières années, en plus de leur avoir offert une expérience de travail dans nos différents milieux d'intervention. Aujourd'hui, nous sommes très fiers de constater qu'un grand nombre d'entre eux sont outillés pour faire leur place sur le marché du travail et ont pu pour certains se financer les droits d'inscriptions au Cégep et à l'Université grâce à nos stages et emplois rémunérés.

Le programme vise à développer et outiller les jeunes afin d'améliorer leur chance de persévérer et de réussir scolairement.

L'offre de formations est diversifiée afin de rejoindre différents profils de jeunes. Les formations sont aussi de très bons outils pour mettre en avant le talent et le leadership des jeunes.

Accompagner les jeunes à développer leurs compétences et leurs talents pour réussir leur entrée sur le marché du travail est un des objectifs primordial du programme de formations. Le but du projet est de permettre aux jeunes de devenir des citoyens engagés et des modèles de réussites. Ils deviennent par la suite des mentors auprès de la relève.

Le programme de formations met aussi l'accent sur l'accompagnement des jeunes dans leurs développement personnel. Un encadrement personnalisé avec chaque jeune est planifié afin de pouvoir les encadrer dans leur processus de formations, de définir les étapes de progression professionnel, de les évaluer tout au long du parcours, et de les garder motiver à poursuivre leur cheminement académique et professionnel.

Au travers de ce programme la Coopérative souhaite combattre les inégalités et l'exclusion sociale des jeunes de Montréal-Nord face à l'employabilité.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
2020-2023-COOPMULTISPORTS-Demande de soutien financier(version 1).pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
EF COO 2018 signés.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
20200125-COOP-REgSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.pdf	Validité du 2022-12-31

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Wilmann Edouard	**Fonction:** Secrétaire trésorier(ère)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200127-070230 - Coop.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Budget prévisionnel

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
A — Personnel lié au projet											
1	Titre	**Coordonnateur(trice)**					**16,953.30 $**				**16,953.30 $**
		Planifier, Orgnaise et Mobilise									
	$/h.	hrs/ sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	23	15	58.65	42	1	**16,953.30 $**					
4	Titre	**Coordonnateur(trice) adjoint(e)**					**6,300.00 $**				**6,300.00 $**
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	21	10	0	30	1	**6,300.00 $**					
4	Titre	**Animateur(trice)**					**13,755.00 $**				**13,755.00 $**
		Stagiaire DAFA									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	13.1	35	0	3	10	**13,755.00 $**					
4	Titre	**Formateur(trice)**					**6,000.00 $**				**6,000.00 $**
		Canfitpro									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	60	25	0	4	1	**6,000.00 $**					
4	Titre	**Formateur(trice)**					**1,080.00 $**				**1,080.00 $**
		Passeur de livres									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	30	12	0	3	1	**1,080.00 $**					
2	Titre	**Formateur(trice)**					**2,880.00 $**				**2,880.00 $**
		RCR/DEA									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	60	8	0	6	1	**2,880.00 $**					
3	Titre	**Formateur(trice)**					**2,520.00 $**				**2,520.00 $**
		Programme Nationnal des entraineurs (PNCE)-Multisports									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	35	18	0	4	1	**2,520.00 $**					
4	Titre	**Formateur(trice)**					**7,350.00 $**				**7,350.00 $**
		DAFA									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	35	35	0	6	1	**7,350.00 $**					
3	Titre	**Formateur(trice)**					**600.00 $**				**600.00 $**
		Ateliers développement Compétences									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	30	2	0	10	1	**600.00 $**					
4	Titre	**Autres (précisez ci-dessous)**					**2,880.00 $**				**2,880.00 $**
		Certification d'arbitrage (Multisports)									
	$/h.	h./sem	$ avant. sociaux/ sem.	# sem	# Poste	Total					
	30	16	0	6	1	**2,880.00 $**					
Sous-Total Section A							**60,318.30 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**60,318.30 $**

Budget prévisionnel

Poste budgétaire	Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget total
***B- Frais d'activités générés par le projet** (environ 20 %)*					
SPORTS					
Équipement achat ou location	2,000.00 $				2,000.00 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	750.00 $				750.00 $
Photocopies, publicité	1,250.00 $				1,250.00 $
Déplacements	363.64 $				363.64 $
AUTRES FRAIS					
Cahiers DaFa	50.00 $				50.00 $
Cahiers Canfitpro	300.00 $				300.00 $
Cartes de compétences (certification DAFA et Canfitpro)	850.00 $				850.00 $
Sous-Total Section B	5,563.64 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	5,563.64 $
***C- Frais d'administration générés par le projet** (environ 10 %)*					
Frais administratifs du projet	6,588.19 $	0.00 $	0.00 $		6,588.19 $
Sous-Total Section C					
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	72,470.13 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	72,470.13 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de				**94.12%**	

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE DE L'ORGANISME

Nom	Wilmann Edouard	**Fonction**	**Secrétaire trésorier**		
J'atteste que les données de ce formulaire sont exactes	**Oui**	**Date**	2020	Janvier	26
Signature					

ROLAND
NACCACHE
ET ASSOCIÉS

COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ MULTISPORTS PLUS

ÉTATS FINANCIERS

NON AUDITÉ (voir avis au lecteur)

AU 31 MARS 2018



COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ MULTISPORTS PLUS

ÉTATS FINANCIERS

NON AUDITÉ (voir avis au lecteur)

AU 31 MARS 2018

SOMMAIRE

AVIS AU LECTEUR	1
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	2
Évolution de l'actif net	3
Résultats	4

Roland Naccache et Associés S.E.N.C.R.L.
8200 Boul. Décarie, Bureau 190
Montréal (Québec) H4P 2P5

Téléphone : 514.933.9982
Sans-frais : 866.933.8611
Télécopieur : 514.933.1142
www.rolandnaccache.ca

ROLAND
NACCACHE
ET ASSOCIÉS

AVIS AU LECTEUR

Nous avons compilé, à partir des informations fournies par la direction, le bilan de la Copérative de solidarité multisports plus au 31 mars 2018, ainsi que l'évolution de l'actif net et les résultats de l'exercice terminé à cette date.

Nous n'avons pas réalisé une mission d'audit ou d'examen à l'égard de ces états financiers et, par conséquent, nous n'exprimons aucune assurance à leur sujet.

Le lecteur doit garder à l'esprit que ces états risquent de ne pas convenir à ses besoins.

Le lecteur ne doit pas présumer d'une fiabilité plus grande du fait que notre cabinet a préparé plusieurs écritures de journal qui ont affecté ces états financiers.

Roland Naccache et Associés
Par Roland Naccache, CPA auditeur, CA

Roland Naccache, CPA auditeur, CA
Montréal (Québec)
Le 29 novembre 2018

SOCIÉTÉ DE COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS
PARTNERSHIP OF CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANTS

COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ MULTISPORTS PLUS

BILAN
AU 31 MARS 2018
NON AUDITÉ (voir avis au lecteur)

	2018	2017
	$	$
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	1 587	1 981
Subventions à recevoir	20 081	41 225
Sommes à recevoir de l'État	2 410	-
	24 078	**43 206**
PASSIF		
À COURT TERME		
Fournisseurs et frais courus	4 868	2 771
Salaires et vacances à payer	1 368	-
Apports reportés	-	40 225
	6 236	42 996
ACTIF NET		
NON AFFECTÉ	17 842	210
	24 078	**43 206**

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

_____, administrateur

_____, administrateur

COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ MULTISPORTS PLUS

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018
NON AUDITÉ (voir avis au lecteur)

	2018	2017
	$	$
SOLDE AU DÉBUT	**210**	**-**
Excédent des produits sur les charges	17 632	210
SOLDE À LA FIN	**17 842**	**210**

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018
NON AUDITÉ (voir avis au lecteur)

	2018	2017
	$	$
PRODUITS		
PME Montréal - est de l'île	12 500	12 500
Revenus - RRM	27 725	1 000
Ville - Un itinéraire pour tous - Été fou parcs	23 924	-
Contrat de ville	40 114	-
CDEC Montréal-Nord	12 500	-
Cotisations	-	200
En services	3 641	-
	120 404	13 700
CHARGES		
Salaires et charges sociales	35 916	-
Frais d'activité	14 820	-
Fournitures et matériel d'activité	1 626	-
Honoraires professionnels - activités	31 135	4 335
Loyer	5 544	3 600
Formations	3 387	431
Assurances	3 656	996
Frais de Bureau	157	-
Honoraires professionnels - tenue de livres et comptable	2 500	250
Entretien et réparation	69	-
Site Web	654	1 797
Frais d'adhésion	1 490	1 856
Frais de prêt	1 300	-
Intérêts et frais de banque	518	225
	102 772	13 490
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**17 632**	**210**

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ MULTISPORTS PLUS
PORTANT SUR LE DÉPÔT DE DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIÈRE

RÉSOLUTION 2020-01-25
NOMINATION DES REPRÉSENTANTS ET SIGNATAIRES

Extrait du procès-verbal d'une réunion des administrateurs de Coopérative de solidarité Multisports Plus
Tenue le 25 janvier 2020 à 19h00 par conférence téléphonique

Il est proposé par Estelle Pigearias appuyé par Cargil Edouard et résolu :

- IL A ÉTÉ DÉCIDÉ que Estelle Pigearias et Wilmann Edouard, ont l'autorisation de faire le dépôt de demandes de soutiens financiers et d'accepter au nom de la coopérative les offres d'aide financière.
- De signer au nom de la coopérative tout document, mandat, billet, autre effet, contrat et Protocole d'entente.

Adopté à l'unanimité.

CERTIFICAT

Copie conforme d'une résolution de **Coopérative de solidarité Multisports Plus** dûment adoptée par son conseil d'administration lors d'une réunion régulièrement tenue le 25 janvier 2020.

Signé à Montréal-Nord, le 25 janvier 2020

Cargil Edouard
Président

Diversité et inclusion sociale Montréal

Engagement

Je, soussigné **Wilmann Edouard** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ MULTISPORTS PLUS**, à déposer le projet **Certification et engagement jeunesse** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.



2020/01/26

Wilmann Edouard | **Date**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Mon samedi y'a pas de parents d'Entre-Parents de Montréal-Nord
13 837 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ENTRE-PARENTS DE MONTRÉAL-NORD**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **4828, boulevard Gouin Est, Montréal-Nord (Québec), H1H 1G4**, agissant et représentée par **Isabelle Alexandre, directrice**, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : **107306218RT0001**
N° d'inscription TVQ : **1006438942**
N° d'inscription d'organisme de charité : **107306219RP0001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Améliorer la qualité de vie des familles, enrichir l'expérience parentale et contrer l'isolement des familles. Afin d'atteindre ces objectifs, l'organisme s'est doté d'une approche communautaire et participative qui offre aux parents plusieurs opportunités d'accroître leur savoir, leur savoir-faire et ce pour leur développement personnel et celui de leur communauté. Activités pour le développement de l'enfant; Ateliers parents/enfants; Activités pour l'enrichissement de l'expérience parentale; Groupes d'entraide; Halte-garderie ; Activités de sécurité alimentaire; Bénévolat; Camps familiaux pour familles à faible revenu; Conférence du mois; Sorties et fêtes familiales.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Une lettre d'appui d'une structure ou d'une instance de concertation locale;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles;

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le .28 février pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande

et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **quarante et un mille cinq cent onze dollars (41 511 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet

financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 13 837 $

5.2.1.1 une somme maximale de **six mille neuf cent dix-huit dollars et cinquante cents (6 918,50 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **cinq mille cinq cent trente-quatre dollars et quatre-vingt cents (5 534, 80 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **mille trois cent quatre-vingt-trois dollars et soixante-dix cents (1 383, 70 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 13 837 $

5.2.2.1 une somme maximale de **six mille neuf cent dix-huit dollars et cinquante cents (6 918,50 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **cinq mille cinq cent trente-quatre dollars et quatre-vingt cents (5 534, 80 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **mille trois cent quatre-vingt-trois dollars et soixante-dix cents (1 383, 70 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022.

Pour l'année 2022-2023 : 13 837 $

5.2.3.1 une somme maximale de **six mille neuf cent dix-huit dollars et cinquante cents (6 918,50 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **cinq mille cinq cent trente-quatre dollars et quatre-vingt cents (5 534, 80 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **mille trois cent quatre-vingt-trois dollars et soixante-dix cents (1 383, 70 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8

RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **4828, boulevard Gouin Est, Montréal-Nord (Québec), H1H 1G4** , et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

ENTRE-PARENTS DE MONTRÉAL-NORD

Par : _____
Isabelle Alexandre, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



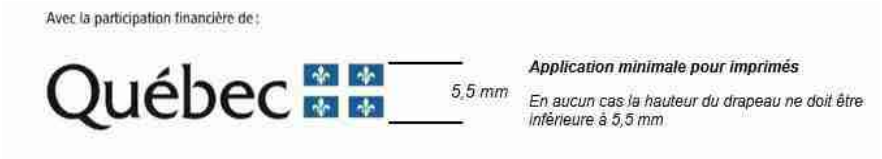
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#1019 - MON SAMEDI Y'A PAS DE PARENT ! (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Entre Parents de Montréal-Nord	Comme Maison de la Famille, Entre Parents de Montréal-Nord : - Agit comme leader dans la communauté afin de développer collectivement une stratégie globale permettant de répondre aux besoins de base des familles. - S'inscrit comme un acteur incontournable de soutien personnel et social des parents et contribue au développement global de leurs enfants par son offre de services structurants. - Maintient des liens étroits avec la communauté de Montréal-Nord, ses membres et ses partenaires pour bien cibler les besoins et les moyens d'y répondre adéquatement.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Mon samedi y'a pas de parent !

Numéro de projet GSS: 1019

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Isabelle
Nom: Alexandre
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 329-1233
Numéro de télécopieur: (514) 329-0638
Courriel: i.alexandre@entreparents.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Isabelle
Nom: Alexandre
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-09-01	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Entre Parents existe depuis 1985. Au fil des années, un des défis récurrents auquel l'organisme a été confronté est le développement de son offre de service pour les 6-12 ans. Bien qu'il soit essentiel d'intervenir tôt dans la vie des petits (volet 0-5 ans), de nombreux besoins sont également présents dans la tranche d'âge des 6-12 ans. En dehors de la saison estivale, peu d'activités et services sont offerts dans le quartier, à l'extérieur du milieu scolaire. Une des raisons principales est le faible nombre de programmes de financement existants. En 2016-2017, les familles membres d'Entre Parents ont demandé au conseil d'administration d'en faire une priorité. Grâce à un financement ponctuel obtenu de Réseau Réussite Montréal (RRM), le projet Mon samedi y'a pas de parent ! a pu être déployé à compter de février 2018. Il s'agit d'ateliers ludiques qui permettent aux enfants de consolider différents apprentissages scolaires puisqu'ils doivent se documenter, lire, comprendre, s'organiser et faire preuve de créativité, tout cela dans un contexte amusant et de découverte. Bien que le projet ait connu un grand succès auprès des familles ainsi que des retombées très intéressantes auprès des enfants, le financement a connu de fréquentes périodes d'interruption, ce qui a grandement fragilisé le développement de ce projet. Un financement ponctuel a de nouveau été obtenu auprès de RRM pour la période de janvier à juin 2020, sans garantie de reconduction. Nous souhaitons trouver un financement qui nous permettra de donner des ailes à ce projet qui a un énorme potentiel. Depuis ses débuts, l'équipe d'Entre Parents travaille activement à développer l'intérêt de la lecture et de l'écriture chez les tout-petits (0-5 ans) et à en faire la promotion auprès des parents. Avec le volet destiné aux 6-12 ans, Entre Parents porte la préoccupation de poursuivre le développement et la consolidation des habiletés en lecture et en écriture des enfants. En concertation avec l'ensemble des acteurs de Montréal-Nord, Entre Parents s'efforce par ses actions et en collaborant étroitement avec le milieu scolaire et les familles, de contribuer à la diminution du taux de vulnérabilité des enfants à leur entrée à la maternelle, ainsi qu'à la réussite éducative et la persévérance scolaire. Voici quelques statistiques préoccupantes pour le territoire nord-montréalais qui démontre toute l'importance d'intervenir auprès des 6-12 ans (tirées du site web https://www.reseaureussitemontreal.ca/dans-les-quartiers/montreal-nord/):

-Proportion d'enfants fréquentant la maternelle en 2017 qui présentaient une vulnérabilité dans au moins un domaine de leur développement : 32,5 %

-Décile de l'Indice de Milieu Socio-économique 2016-2017 : de 9 à 10 (selon l'établissement scolaire)

-Taux de sorties sans diplôme ni qualification 2016-2017 : Calixa-Lavallée 30,3 % (G: 33,3 % / F : 27,6 %) Henri-Bourassa 9,2 % (G : 14 % / F : 4,6 %) Amos 13,4 % (G : 10,3 % / F : 16,4 %)

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, le projet aura permis a une centaine d'enfants âgés de 6-12 ans de développer et consolider leurs habiletés en lecture et en écriture.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 75 % des enfants participants démontreront une progression au niveau de leurs habiletés en lecture et en écriture.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
De septembre à juin, offrir des ateliers ludiques et éducatifs aux enfants âgés de 6-12 ans sur une base hebdomadaire (samedis)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	32	1	3	2	15

Mesures des résultats	Précision

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, le projet aura permis a une centaine d'enfants âgés de 6-12 ans d'être sensibilisés aux saines habitudes de vie et de découvrir de nouveaux intérêts et activités.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 80 % des enfants participants auront augmenté leurs connaissances en lien avec les saines habitudes de vie et auront découvert des intérêts et expérimenté de nouvelles activités.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
De septembre à juin, offrir des ateliers ludiques et éducatifs aux enfants âgés de 6-12 ans sur une base hebdomadaire (samedis)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	32	1	3	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, le projet aura permis a plus de 100 parents d'enfants 6-12 ans d'être sensibilisés à l'importance de consolider les habiletés en lecture et de favoriser les SHV chez leurs enfants.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 75 % des parents rejoints auront obtenu des informations sur les stratégies permettant de consolider les habiletés en lecture et les saines habitudes de vie ainsi que sur leurs impacts.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
De septembre à juin, transmettre aux parents sur une base mensuelle des informations pertinentes par différents moyens : capsules d'information, atelier-conférence, références de ressources, etc.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	1	1	2	20

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 4828
Rue: boul. Gouin Est
Numéro de bureau:
Code postal: H1H 1G4
Ville: Montréal-Est
Ville précision:

Nom du lieu: Espace Jeunesse dans l'Ouest (EJO)
No civique: 3705
Rue: Monselet
Code postal: H1H 2B3
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Culture, sports et loisirs
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 100
Nb. femmes: 100
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 200

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Dans un 1er temps, nous nous assurons que nos outils publicitaires reflètent la diversité des familles pour favoriser la participation des familles immigrantes ou issues de minorités visibles. De plus, au niveau du contenu des ateliers, de l'espace est aménagé pour que les enfants puissent partager des aspects culturels de leur pays d'origine ou de celui de leurs parents, ce qui permet de prôner des valeurs d'inclusion et de vivre-ensemble.

De plus, notre expérience depuis les débuts du projet en 2018 nous a amené à constater certaines différences dans les besoins manifestés par les filles et les garçons. Par exemple, du côté des participantes, nous avons pu observer qu'il fallait travailler sur la communication entre-elles et davantage les soutenir au niveau de leur fragilité affective. Elles avaient également besoin de plus de stimulation et d'encouragement pour participer dans les différentes activités. Du côté des garçons qui ont participé au projet, nous avons pu observer qu'il fallait multiplier les stratégies pour canaliser leur grande énergie et l'orienter vers des activités cognitives et physiques. Ils avaient également besoin de beaucoup d'encouragement pour s'ouvrir au monde de la lecture et de l'écriture et pour mettre de côté les jeux électroniques. Ces constats sont évidemment pris en compte pour planifier le contenu des activités qui sont offertes aux enfants et pour ajuster l'intervention.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: École
Précision: Diverses écoles primaires de Montréal-Nord, dont Ste-Gertrude

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11813 Boulevard Ste Gertrude
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 5P8

Nom du partenaire: École
Précision: École Marie-Clarac

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3641 Boulevard Gouin E.
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 5L8

Nom du partenaire: Bibliothèque municipale
Précision: Maison culturelle et communautaire de Mtl-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Support logistique		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12004 Boulevard Rolland
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3W1

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: TCJMN

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12004 boul. Rolland
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3W1

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère de la Famille (portion financement mission - OCF)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	3 400 $	Oui

Nom de la personne ressource: Annie Mireault
Adresse courriel: annie.mireault@mfa.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 873-7200
Adresse postale: 600 Rue Fullum
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 3L6

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Réseau Réussite Montréal (RRM)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	16 708 $	Oui

Nom de la personne ressource: Ginette Vézina
Adresse courriel: gvezina@reseaureussitemontreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 286-2346
Adresse postale: 4255 Wellington St local 200, Verdun
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4G 1V9

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	25,73 $	3	12,35 $	37	1	3 312,98 $
Intervenant(e)	18 $	14	40,32 $	37	2	21 631,68 $
Formateur(trice)	30 $	4	0 $	10	1	1 200 $
Total						26 144,66 $

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
		20 108 $	**0 $**	

Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	3 312,98 $	1 433 $	1 880 $	0 $	-1 $
Intervenant(e)	21 631,68 $	9 354 $	12 278 $	0 $	-1 $
Formateur(trice)	1 200 $	600 $	600 $	0 $	0 $
Total	**26 143 $**	**11 387 $**	**14 758 $**	**0 $**	**-2 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0 $	600 $	0 $	**600 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	900 $	1 400 $	0 $	**2 300 $**
Photocopies, publicité	0 $	400 $	0 $	**400 $**
Déplacements	300 $	700 $	0 $	**1 000 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0 $	1 000 $	0 $	**1 000 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total	**1 200 $**	**4 100 $**	**0 $**	**5 300 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	60 %			

Frais administratifs	**1 250 $**	**1 250 $**	**0 $**	**2 500 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	62,5 %			

Total	**13 837 $**	**20 108 $**	**0 $**	**33 945 $**

Informations complémentaires

Voici des exemples d'activités qui pourront être réalisées à l'intérieur du projet : ateliers de cuisine, activités sportives, projets de créations littéraires, projets manuels, sorties au parc et à la bibliothèque, ateliers scientifiques, danse, etc. Nous souhaitons également organiser au moins deux sorties éducatives annuellement, afin de faire connaître aux parents et aux enfants différents musées ou installations sportives (voir le poste Déplacement dans la section Budget). Toutes les opportunités seront saisies pour que les enfants lisent, s'informent, découvrent, dessinent et écrivent. Pour stimuler la motivation des enfants, ils proposeront leurs idées de projets à concrétiser. De plus, du matériel électronique sera mis à profit dans la réalisation de certains projets. Nous comptons également inviter des personnes-ressources (formateurs-trices) dans le cadre de projets plus particuliers qui nécessiteraient une expertise précise (ex. intervenant qui animerait un projet de création de BD). Il est important de noter qu'en plus des partenaires identifiés à la section 9 du formulaire, d'autres collaborateurs pourraient être ajoutés en cours de route pour réaliser le projet Mon samedi y'a pas de parent.

Les ateliers du samedi visent aussi la création de liens sociaux positifs entre les enfants et avec les intervenantEs. L'ouverture d'esprit et l'entraide sont des valeurs véhiculées et nous souhaitons amener les enfants à collaborer pour la réalisation des projets, dans le respect mutuel des différentes cultures. Nous avons pu observer que des amitiés se créent entre les enfants qui fréquentent des écoles différentes. De plus, certains enfants avaient peu d'occasions de participer à des activités à l'extérieur de la maison sans leurs parents et cela représentait un défi pour eux de s'adapter à un groupe d'enfants qu'ils ne connaissaient pas. Au cours des deux dernières années, presque 50 % du groupe présentait des difficultés de comportement (ex. difficulté de concentration, hyperactivité, etc.) et plusieurs enfants avaient un diagnostic de TDAH. Nous devons tenir compte de ces aspects pour déterminer le nombre d'enfants à accueillir, ainsi que le déroulement et le contenu des ateliers. Le temps accordé à la planification des ateliers est crucial, car nous privilégions de nombreuses activités variées et de courte durée afin de maintenir l'intérêt et la participation des enfants. Nous voulons également offrir une programmation riche en découverte et en expérimentation pour permettre aux enfants d'élargir leurs horizons.

Informations complémentaires sur la section budgétaire :

Concernant le budget soumis pour l'an 1, la portion demandée à la Ville dans le cadre de cet appel de projet correspond aux dépenses prévues pour la période de septembre à décembre 2020 puisque le projet est soutenu financièrement par RRM pour la période de janvier à juin 2020. Dans les documents joints en annexe, vous trouverez le budget détaillé pour 2020, 2021 et 2022. La portion demandée à la Ville est plus importante en 2021 et 2022, car RRM n'est pas en mesure de garantir la reconduction de son financement (enveloppe ponctuelle) au-delà de juin 2020. Concernant le budget détaillé pour l'an 2 et l'an 3, selon la politique des conditions de travail de l'organisme, les salaires sont indexés de 3 % (coût de la vie) à chaque année.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Postes budgétaires_Monsamedi_2020-2022_VF.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Bilan de projet_2018-2019_EntreParentsMtlNord.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Pub_Mon samedi y'a pas de parent_25janv2020.jpg	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
RésolutionMonsamedi_22janvier2020.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Isabelle Alexandre	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement_Monsamedi_janvier2020.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

PROJET MON SAMEDI Y'A PAS DE PARENT !

An 1 : janvier à décembre 2020				
Postes budgétaires	**Priorité jeunesse (sept-déc 2020)**	**Ministère de la Famille**	**Réseau Réussite Montréal (janv-juin 2020)**	**Budget total**
A – Personnel lié au projet				
Titre : Coordination 25.73$ Taux h. **x** 3 Heures/semaine **+** 12.35 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 37 Semaines **= 3 313 $**	1 433 $		1 880 $	**3 313 $**
Titre : Intervenant 1 18 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 40.32 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 37 Semaines **= 10 816 $**	4 677 $		6 139 $	**10 816 $**
Titre : Intervenant 2 18 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 40.32 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 37 Semaines **= 10 816 $**	4 677 $		6 139 $	**10 816 $**
Titre : Formateurs-formatrices (honoraires professionnels) 30 $ Taux h. x 4 Heures/semaine x 10 semaines = **1 200 $**	1 200 $		600 $	**1 200 $**
SOUS-TOTAL SECTION A	**11 387 $**		**14 758 $**	**26 145 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**			
Équipement : achat ou location		600 $		600 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	900 $	500 $	900 $	2 300 $
Photocopies, publicité		400 $		400 $
Déplacement (sorties éducatives)	300 $	400 $	300 $	1 000 $
Locaux, conciergerie ou surveillance		1 000 $		1 000 $
Assurance (frais supplémentaires)				
SOUS-TOTAL SECTION B	**1 200 $**	**2 900 $**	**1 200 $**	**5 300 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**			
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	1 250 $	500 $	750 $	2 500 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**1 250 $**	**500 $**	**750 $**	**2 500 $**
Total des contributions	**13 837 $**	**3 400 $**	**16 708 $**	**33 945 $**

PROJET MON SAMEDI Y'A PAS DE PARENT !

An 2 : janvier à décembre 2021			
Postes budgétaires	**Priorité jeunesse**	**Ministère de la Famille**	**Budget total**
A – Personnel lié au projet			
Titre : Coordination 26.50 $ Taux h. **x** 3 Heures/semaine **+** 12.72 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 37 Semaines **= 3 412 $**	3 412 $		3 412 $
Titre : Intervenant 1 18,54 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 41,53 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 37 Semaines **= 11 140 $**	11 140 $		11 140 $
Titre : Intervenant 2 18,54 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 41.53 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 37 Semaines **= 11 140 $**	11 140 $		11 140 $
Titre : Formateurs-formatrices (honoraires professionnels) 30 $ Taux h. x 4 Heures/semaine x 10 Semaines = **1 200 $**	1 200 $		1 200 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**26 892 $**		**26 892 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**		
Équipement : achat ou location		600 $	600 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	1 800 $	500 $	2 300 $
Photocopies, publicité		400 $	400 $
Déplacement (sorties éducatives)	600 $	400 $	1 000 $
Locaux, conciergerie ou surveillance		1 000 $	1 000 $
Assurance (frais supplémentaires)			
SOUS-TOTAL SECTION B	**2 400 $**	**2 900 $**	**5 300 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**		
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	2 900 $	500 $	3 400 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**2 900 $**	**500 $**	**3 400 $**
Total des contributions	**32 192 $**	**3 400 $**	**35 592 $**

PROJET MON SAMEDI Y'A PAS DE PARENT !

An 3 : janvier à décembre 2022			
Postes budgétaires	**Priorité jeunesse**	**Ministère de la Famille**	**Budget total**
A – Personnel lié au projet			
Titre : Coordination 27.30 $ Taux h. **x** 3 Heures/semaine **+** 13.10 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 37 Semaines **= 3 515 $**	3 515 $		3 515 $
Titre : Intervenant 1 19.10 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 42.78 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 37 Semaines **= 11 477 $**	11 477 $		11 477 $
Titre : Intervenant 2 19.10 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 42.78 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 37 Semaines **= 11 477 $**	11 477 $		11 477 $
Titre : Formateurs-formatrices (honoraires professionnels) 30 $ Taux h. x 4 Heures/semaine x 10 Semaines = **1 200 $**	1 200 $		1 200 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**27 669 $**		**27 669 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**		
Équipement : achat ou location		600 $	600 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	1 800 $	500 $	2 300 $
Photocopies, publicité		400 $	400 $
Déplacement (sorties éducatives)	600 $	400 $	1 000 $
Locaux, conciergerie ou surveillance		1 000 $	1 000 $
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**2 400 $**	**2 900 $**	**5 300 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**		
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	3 000 $	500 $	3 500 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**3 000 $**	**500 $**	**3 500 $**
Total des contributions	**33 069 $**	**3 400 $**	**36 469 $**

Ce canevas est fourni pour aider les organismes porteurs d'un projet à donner les éléments nécessaires à la reddition de compte des actions soutenues financièrement. Tout autre format de document présentant ce contenu est également accepté.

*Merci de remplir les **4 pages** de ce formulaire*

LE PROMOTEUR ET LE PROJET	
Nom de l'organisme	Entre Parents de Montréal-Nord
Nom du responsable du projet	Isabelle Alexandre
Titre du projet	Mon samedi y'a pas de parent !
Début (jour, mois, année)	4 septembre 2018
Fin (jour, mois, année)	21 juin 2019

LA CONCERTATION LOCALE	
Commission scolaire impliquée	Commission scolaire Pointe-de-l'Île (CSPI)
École(s) impliquée(s)	École Ste-Gertrude École de la Fraternité École Jules-Verne École Pierre-de-Coubertin École St-Rémi École Le Carignan École Jean-Nicolet École Ste-Colette École René-Guénette École St-Vincent-Marie
Autres partenaires (s'il y a lieu)	Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord (MCC) Écoles secondaires Marie-Clarac, Henri-Bourassa et Calixa-Lavallée Maison Jean-Lapointe Arrondissement de Montréal-Nord Fondation pour l'alphabétisation CIUSSS (Centre jeunesse)
Description du rôle de chaque partenaire	**MCC** = Accueil du groupe d'enfants et animation d'activités éducatives en lien avec l'exposition *Avoir un autre regard.* **Écoles secondaires** = Recrutement et mobilisation de 21 élèves qui se sont impliquées bénévolement au sein du projet (total de 226 heures de bénévolat). **Maison Jean Lapointe** : animation d'une conférence sur l'impact et la gestion des écrans chez les enfants. **Arrondissement de Mtl-Nord** : prêt d'une RH (écrivaine en résidence) pour un projet de création littéraire. **Fondation pour l'alphabétisation** : Partenariat dans le cadre du projet

	Cuisi-Mots qui a bénéficié à certaines familles du projet *Mon samedi y'a pas de parent* et don de livres qui ont été remis aux enfants en cadeau. **Centre jeunesse :** référence et accompagnement de certains jeunes

BILAN DES ACTIONS

CLIENTÈLE REJOINTE

Nombre de participants par groupe d'âge

	Tous	Filles	Garçons
0-5 ans			
6-12 ans	77	58%	42%
13-20 ans	21 bénévoles	100%	

Nombre d'adultes

Parents : 46 familles différentes ont participé au projet (plusieurs enfants d'une même famille pouvaient être inscrits aux activités). Tous les parents ont bénéficié de ce répit et ont été rejoints via la documentation envoyée à la maison.

Autres clientèles (précisez) :

ASSIDUITÉ

S'il y avait récurrence de l'activité, était-ce toujours les mêmes participants ?

Le groupe était ouvert (entrée en continu). Les activités qui sont offertes par l'organisme la fin de semaine visent toujours une formule souple, car les familles veulent aussi avoir le loisir de planifier des activités ou des sorties avec la famille élargie, ou encore les parents ont certaines obligations et contraintes et ils ne sont pas nécessairement disponibles tous les samedis.

Par ailleurs, certains enfants ont débuté leur participation dès le mois de septembre et d'autres ont intégré le groupe à compter de janvier ou même du mois de mars. Tout au long de l'année, il y avait en moyenne une trentaine d'enfants par samedi, soit 15-20 participantEs par rencontre dans le groupe des 6-8 ans (AM) et 10-15 participantEs par rencontre dans le groupe des 9-12 ans (PM).

Combien de participants ont complété tout le programme ?

Voici la fréquence de participation pour les 77 enfants. 49 % des enfants ont participé à plus de la moitié des rencontres. Cependant, il faut noter qu'un enfant a pu participer assidûment, mais que comme il a débuté sa participation en avril, il aura participé à moins de 50% des ateliers offerts.

% des ateliers auxquels ont participé les enfants	Nb d'enfants
10-24 %	19
25-49 %	20
50-74 %	22
75-100 %	16
total	77

Voici la répartition des enfants rejoints par école :

École Ste-Gertrude	7
École La Fraternité	5
École St-Rémi	10
École Jules-Verne	3
École Ste-Colette	4
École Pierre-de-Coubertin	2
École Le Carignan	10
École René-Guénette	7
École Jean-Nicolet	7
École St-Vincent-Marie	3
Hors Montréal-Nord	19
Total	77

BILAN DES ACTIONS (suite)

Quels sont les motifs d'abandon connus des participant(e)s ?

Les motifs d'abandon les plus fréquents étaient les suivants :

- Inscription à des cours de langue, à la natation ou au soccer qui avaient lieu en même temps que les ateliers de *Mon samedi y'a pas de parent*.
- Contraintes familiales diverses (problèmes de santé, conflits dans la famille, conflit d'horaire avec des activités de d'autres membres de la famille, donc les parents ne sont plus disponibles pour aller reconduire ou aller chercher les enfants avant et après l'atelier, etc.).
- Déménagements

RAPPORT DES RÉSULTATS

Quel niveau de réalisation votre projet a-t-il atteint ?
(en référant aux objectifs initialement prévus et aux cibles établies au départ)

Cochez le pourcentage correspondant :

☐ 25% ☐ 50% ☐ 75% ☒ 100%

Activités
(nombre, fréquence, durée, etc.)

- Ateliers offerts 1 fois / semaine du 22 septembre au 8 juin (relâche les fins de semaine fériées et lors de la Fiesta familiale à Montréal-Nord) :
  - Samedis 10h-12h : groupe d'enfants âgés de 6-8 ans
  - Samedis 13h30-15h30 : groupe d'enfants âgés de 9-12 ans.
- Une multitude d'activités ont été réalisées pour permettre aux enfants d'apprendre tout en s'amusant. Sans même s'en rendre compte, les participants consolidaient différentes notions de français, mathématiques ou géographie. Que ce soit à travers des recherches sur le pirate Barberousse pour organiser une chasse aux trésors, par la réalisation collective d'une grande carte géographique ou encore lors de la réalisation d'expériences scientifiques, les enfants développaient leurs connaissances et leurs compétences de façon très concrète et ludique. Les activités visaient également à stimuler leur créativité et à exercer leur motricité fine (ex. projets de bricolages, ateliers

de couture, manipulations diverses).

- Les journées de la persévérance scolaire ont été soulignées avec les enfants, encore cette année. Une maman est venue animer un atelier sur son parcours professionnel : elle était médecin dans son pays et maintenant elle suit un programme d'étude en médecine au Québec. Les enfants étaient invités à poser des questions. Cette situation offrait un bel exemple de persévérance.
- Grâce à un programme de l'Arrondissement de Montréal-Nord, des ateliers de création littéraire ont été offerts par une écrivaine, Juliana Léveillé-Trudel, pour initier les enfants à la réalisation d'un livre. Les enfants ont appris comment donner vie à une idée et rédiger une histoire collectivement. Ils ont appris à travailler en groupe et à établir des consensus. Une autre équipe travaillait avec une animatrice à la création d'images pour illustrer l'histoire. Le livre devrait voir le jour au cours de la prochaine année.
- Un projet intergénérationnel nommé *Épopée du bel âge* a été réalisé. Les jeunes se sont déplacés à trois reprises pour rencontrer les ainés de la *Villa Belle Rive*. Les aînés ont partagé leurs souvenirs de jeunesse lorsqu'ils habitaient le quartier de Montréal-Nord et ils ont répondu aux nombreuses questions des enfants (jeu des mini-reporters). Pour les remercier, les jeunes ont préparé un poème et une chanson qu'ils ont présentés aux personnes âgées. Ce fut de beaux moments de partage entre ces deux générations. Une exposition en lien avec ce projet aura lieu lors de l'assemblée générale d'Entre Parents, le 19 juin prochain.
- Les activités culinaires connaissent toujours un grand succès auprès des enfants et, cette année, l'accent a été mis sur l'apprentissage de termes culinaires, afin de développer le vocabulaire des jeunes, mais aussi sur le développement de leur autonomie et de leur sens des responsabilités (ex. faire la vaisselle, ranger, organiser les étapes de confection de la recette, etc.). Plusieurs participants ont refait les recettes à la maison avec leurs parents et ils apportaient ensuite fièrement leur plat aux intervenantes pour les faire goûter.
- Quatre sorties culturelles et éducatives ont été organisées : 1) sortie au Zoo Écomuséum qui a permis la découverte de la faune du Québec ; 2) visite de l'exposition *Avoir un autre regard* et participation à des jeux organisés par la Maison culturelle et communautaire dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs; 3) participation à un atelier créatif et à une visite guidée organisés par le Musée des Beaux-arts sur les mythes et légendes des Inuits et sur l'histoire de la Nouvelle-France; 4) visite du Musée ferroviaire (Expo-Rail) qui a permis aux enfants de découvrir l'histoire du Canada à travers le déploiement de son réseau de chemins de fer. Les sorties ont permis aux familles d'augmenter leurs connaissances en lien avec l'histoire, la géographie, les animaux, la culture locale, mais aussi de découvrir des lieux culturels qu'ils pourront fréquenter à nouveau, par eux-mêmes. La sortie au Musée des Beaux-Arts a pu être réalisée grâce aux laisser-passez reçus gratuitement par l'organisme.

Effets ou répercussions sur les participants
(conditions de succès, impacts relevés, degré des impacts, etc.)

- Une multitude de stratégies ont été mises à profit tout au long de l'année pour faire lire et écrire les enfants, comme l'apprentissage de chansons pour la chorale de Noël, la rédaction d'un poème, les

petites recherches réalisées sur différentes thématiques ou la lecture à haute voix des recettes ou des étapes des expériences scientifiques à réaliser. Certains enfants se montraient timides de lire à haute voix, car ils étaient conscients de leurs difficultés. Nous avons pu observer que les filles démontraient davantage de gêne que les garçons. Comme ils étaient motivés à faire la recette ou l'expérience scientifique, ils acceptaient finalement de lire. Au fil du temps, la majorité des enfants ont augmenté leur confiance en eux et sont devenus plus à l'aise. Ils se sont sentis bien acceptés dans le groupe et ils ont vu qu'ils n'étaient pas les seuls à avoir quelques lacunes.

- Les tablettes électroniques ont été régulièrement utilisées, mais de façon très encadrée. Elles permettaient de motiver les enfants à faire des recherches pour documenter les différents projets qu'ils devaient réaliser et c'était propice pour les faire travailler en petites équipes. Les intervenantes ont réalisé que cet outil technologique pouvait être vraiment gagnant s'il était utilisé adéquatement.
- Les intervenantes ont observé que les enfants participaient très bien aux activités. De temps en temps, il pouvait arriver qu'1-2 enfants s'impliquent un peu moins dans une activité qui correspondait moins à ses intérêts, mais généralement ils se rattrapaient lors des activités suivantes.
- Un gain important du projet est la création d'un fort sentiment d'appartenance au groupe, ainsi que les liens d'amitié qui se sont tissés entre les enfants en cours d'année. Les enfants avaient l'occasion de côtoyer des élèves de d'autres écoles, ce qui était un plus pour le projet. Parents et enfants souhaiteraient que le projet se poursuive pendant l'été. Ce ne sera pas possible (manque de ressources et de financement), mais une rencontre festive sera organisée en juillet ou en août pour leur permettre de se retrouver tous ensemble et de renforcer les bons liens créés.
- Des stratégies ont été mises en place cette année pour impliquer davantage les parents dans le projet. L'objectif était de sensibiliser et d'informer les parents sur l'importance de consolider les habiletés de lecture et d'en faire des alliés précieux. Régulièrement, de la documentation leur était envoyée : articles ou capsules d'informations proposés par RRM, les recettes cuisinées avec les mots-clés appris par les enfants lors des ateliers culinaires, ainsi que des outils et des stratégies utiles dans l'exercice du rôle parental (ex. *Comment sensibiliser les enfants aux dangers d'internet* ou encore *10 stratégies pour encourager votre adolescent à lire à la maison)*. Les échanges avec les parents à la fin des ateliers étaient importants pour recueillir leurs commentaires et discuter des progrès de leurs enfants. Les parents étaient nombreux à vouloir repartir avec les jeux réalisés lors des ateliers, car ils voulaient les expérimenter à leur tour, avec leurs jeunes. En date du 3 juin 2019, un atelier-conférence a également été offert sur l'impact des écrans sur les enfants et sur les stratégies pour encadrer l'utilisation des appareils électroniques. La conférence a été animée par un intervenant de la Maison Jean Lapointe. Cette thématique avait été demandée par un grand nombre de parents qui vivent bien des situations conflictuelles à la maison face à cet enjeu. 13 parents ont participé à l'atelier-conférence.
- Plusieurs familles participantes ont pu bénéficier d'un second projet complémentaire *à Mon samedi y'a pas de parent*. Il s'agit du projet *Cuisi-mots*, réalisé en collaboration avec la Fondation pour l'alphabétisation. Une partie de l'atelier était consacrée à la lecture et à la compréhension des recettes et une autre partie était consacrée à la confection de plats cuisinés par les parents et les enfants (6-12 ans), sous la direction d'un chef cuisinier de la Tablée des chefs. Chaque famille a reçu en cadeau le recueil des recettes. Cette activité a connu un franc succès auprès des petits comme des grands et nous espérons qu'elle sera reconduite l'an prochain.
- La collaboration avec l'arrondissement est un autre élément de succès de ce projet, tant au niveau du prêt de ressources humaines que de son service de médiation culturelle. Grâce à ce partenariat, nous pouvons offrir encore plus d'activités de qualité aux enfants sans augmenter le coût du projet.

Suivi et évaluation

(outils et indicateurs de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte des objectifs visés au départ)

- Observations des responsables du projet durant tout le processus
- Suivis faits avec les parents à la fin de l'atelier ou par téléphone
- Commentaires et suggestions reçus des parents et des enfants
- Témoignages recueillis auprès des parents / collaborateurs
- Liste des présences et formulaires d'inscription

Voici trois témoignages recueillis :

Merci Sihem pour ta gentillesse et ta patience, car chaque samedi tu aides les enfants à grandir pour chaque activité : bricolage, activité culinaire, sortie au musée et câlin. Merci pour ton sourire. Les activités préparées par Sihem sont différentes et éducatives et le but de tout ça est de développer un sentiment d'appartenance et d'augmenter leur estime de soi (des enfants). Aller au musée ensemble (avec mes 3 filles) permet de partager les émotions artistiques, c'est l'occasion de transmettre à mes filles une curiosité qu'elles garderont toute leur vie et avoir un plaisir partagé entre parents et enfants.Grâce aux ateliers culinaires préparés par Sihem, mes filles ont développé un intérêt pour les aliments. Elle les a aidées à se débarrasser de leurs peurs, alors faire la cuisine devient un jeu au cours duquel elles ont la possibilité de goûter différents aliments.

-Nawel maman de Neila, Rania et Meissane

Je tiens à remercier madame Sihem Ketir pour tout l'impact positif qu'elle apporte à ma fille Cherifa à travers les activités que l'organisme Entre Parents nous offre tous les samedis matins. Je trouve toutes ces activités géniales et éducatives pour mon enfant. Avant ce rituel du samedi, Cherifa passait ses matinées du samedi devant la télévision ou alors derrière sa tablette de jeux. Je suis, moi sa maman, contente qu'elle soit libérée de ce mal électronique duquel nous mettent bien en garde les spécialistes de l'éducation à l'enfance. Encore mille mercis à toute votre équipe. Respectueusement vôtre

-Maman de Cherifa

Merci à l'équipe d'Entre Parents. J'aimerais vous témoigner en mon nom et au nom de mon équipe, l'importance de votre beau travail avec Miguel. Avec votre aide, il a pris de l'assurance le samedi matin dans l'activité culinaire. Lors du spectacle de Noël, j'ai été surprise de voir comment il se sentait bien avec les animatrices et son groupe d'amis. Il a tranquillement accepté la séparation avec son foyer et il s'est laissé apprivoiser en toute sécurité. Il va toujours vous voir avec joie, c'est son projet à lui son Entre Parents. Nous serions ravis que l'activité se poursuive même l'été, car il en retire de beaux avantages à chaque semaine. L'animatrice réussit à faire vivre de belles activités aux enfants par sa grande flexibilité et son support.

-intervenante du Centre jeunesse

RAPPORT DES RÉSULTATS (suite)

EXPLICATION DES ÉCARTS

(difficultés, obstacles qui ont joué sur l'atteinte des objectifs)

- Plusieurs enfants avaient des problèmes de santé et présentaient des difficultés de comportement ou de concentration. 10 enfants prenaient une médication et 4 avaient un diagnostic de TDAH. Les parents ne fournissaient pas nécessairement l'information au moment de l'inscription et il fallait parfois plusieurs mois aux intervenantes avant d'obtenir les renseignements. Le développement du lien de confiance avec les familles était un atout très précieux. Les suivis et les discussions avec les

parents étaient nécessaires au bon fonctionnement du projet, mais le temps dont disposaient les intervenantes pour échanger avec les parents étaient parfois trop court. De nombreux suivis téléphoniques devaient aussi être faits entre les rencontres.

- À chaque samedi, le défi était de trouver de nouvelles idées pour stimuler la curiosité des enfants. Les intervenantes devaient préparer à chaque atelier plusieurs courtes activités variées pour que les enfants ne s'ennuient pas et pour maintenir leur attention. Elles devaient aussi prévoir des temps pour les faire bouger et se défouler, car plusieurs enfants étaient très turbulents. Les 9-12 ans se sont avérés plus difficiles à satisfaire que les 6-8 ans : chez les plus vieux, rivaliser avec les jeux électroniques ou les activités sportives comme le soccer représente un vrai défi. Les parents sont cependant très contents que les enfants sortent de la maison et découvrent autre chose.
- Cette année, deux enfants ont été référés et accompagnés par le Centre d'hébergement de jour l'Arc-en-ciel. Les enfants n'étaient pas en contact avec leurs parents et c'était une intervenante du Centre jeunesse qui les amenait à l'organisme. Malheureusement, l'intervenante ne pouvait pas accompagner les enfants lors des sorties éducatives, donc ils n'ont pas pu en bénéficier. Cependant, un des enfants a participé à la fête de Noël d'Entre Parents et ce fut un très beau moment (voir le témoignage plus haut). Les enfants ont retiré de beaux gains de leur participation et nous avons été heureux d'assouplir nos façons de faire pour permettre leur intégration au sein du groupe.

MONTAGE FINANCIER DU PROJET	
Nom du partenaire	**Montant attribué**
Ministère de la Famille	18 626 $
RRM	14 000 $
Coût total du projet	32 626 $

DÉPENSES RÉELLES						
Ressources humaines	**Fonction / type d'emploi**	**Taux** (incluant les charges sociales)	**Nbre heures**	**Nbre sem.**	**Contribution de RRM**	**Coût total du projet**
	Intervenante 1	21.00	14	40	6 598 $	12 960 $
	Intervenante 2	20.00	14	40	4 244 $	11 200 $
	Sous-total - Ressources humaines				10 842 $	24 160 $
Ressources matérielles	**Description**			**Qté**	**Contribution de RRM**	**Coût total du projet**
	Matériel d'activité et d'animation				1 225 $	2 522 $

	Fournitures de bureau et promotion		54 $	1 000 $
	Sous-total - Ressources matérielles		1 279 $	3 522$
Autres - Spécifiez *Description*	Deux sorties éducatives durant l'année (autobus, etc.)		479 $	2 000 $
	Sous-total - Autres		479 $	2 000$
Frais administratifs ***Maximum 10%***	Frais administratifs 10 %		1 400 $	2 944 $
	Sous-total - Frais administratif		1 400 $	2 944 $
	TOTAL DU PROJET		14 000 $	32 626 $

Le rapport annuel[1] doit être approuvé par son conseil d'administration et doit comprendre ses états financiers pour l'exercice financier courant, préparés conformément aux principes comptables généralement acceptés et approuvés par le conseil d'administration.

[1] À fournir au besoin ou par exemple, si le bénéficiaire prévoit déjà produire un rapport annuel. L'exigence de fournir le rapport annuel de l'organisme bénéficiaire à RRM est indiqué dans la clause 3.5 de la convention d'aide.

Entre Parents
de Montréal-Nord

Découvrir

Créer

Bouger



Apprendre

Cuisiner

Mon samedi y'a pas de parent

à partir du 25 janvier 2020

Le rendez-vous des 6-12 ans pour apprendre tout en s'amusant...

6 à 8 ans	9 à 12 ans
Samedi	Samedi
10h-12h	13h30-15h30

4828 Boul. Gouin Est

Pour informations et inscription 514 329-1233#0

Réseau réussite
Montréal

Entre Parents
de Montréal-Nord
Votre maison, une famille

Montréal, le 22 janvier 2020

Extrait du procès verbal de la réunion du Conseil d'administration du 22 janvier 2020

Objet : Demande d'aide financière pour le projet :
Mon samedi, y'a pas de parent !

Il est résolu que Madame Isabelle Alexandre soit autorisée à déposer une demande de financement et à signer la convention avec la Ville de Montréal pour le projet ***Mon samedi, y'a pas de parent !***

.

Madame Isabelle Alexandre est aussi autorisée à agir à titre de gestionnaire des fonds.

Nancy Lamontagne.

Nancy Lamontagne
Présidente du CA

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Isabelle Alexandre** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Entre Parents de Montréal-Nord**, à déposer le projet **Mon samedi y'a pas de parent !** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.



27 janvier 2020

Isabelle Alexandre

Directeur(trice) général(e)

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

Projet Alternative à la suspension du YMCA du Québec
10 000 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Les YMCA du Québec**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38**)**, dont l'adresse principale est le 1435, rue Drummond, Montréal Québec, H3G 1W4, agissant et représentée par Richard St-Yves, vice-président – Soutien à la famille et à la communauté, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 119307031
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006243548
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 119307031RR0001

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Agit dans le but de bâtir des communautés plus fortes en offrant des occasions d'épanouissement et de vie active, saine et engagée pour toutes et tous et porte les valeurs d'inclusion, de collaboration, d'engagement, de bienveillance, d'excellence et de respect;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » :	la description du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;
2.3 « **Annexe 3** » :	le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;
2.4 « Annexe 4 » :	modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;
2.5 « **Projet** » :	le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
2.6 « **Rapport annuel** » :	le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
2.7 « **Reddition de compte** » :	les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont

été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.9 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Un questionnaire sur l'analyse différenciée selon les sexes et intersectorielle;
- Une lettre d'appui d'une structure ou d'une instance de concertation locale;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 28 février pour la première année et la période du 31 mars d'une année au 28 février de l'année suivante pour les **années subséquentes.**

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **trente mille dollars (30 000 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 10 000 $

5.2.1.1 une somme maximale de **cinq mille dollars (5 000 $)** sera versée à l'Organisme

dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **quatre mille dollars (4 000 $**) sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **mille dollars (1000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2021.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 10 000 $

5.2.2.1 une somme maximale de **cinq mille dollars (5 000 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **quatre mille dollars (4 000 $**) sera versée à l'Organisme la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **mille dollars (1000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2022.

Pour l'année 2022-2023 : 10 000 $

5.2.3.1 une somme maximale de **cinq mille dollars (5 000 $)** sera versée à l'Organisme le 31 mars 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **quatre mille dollars (4 000 $**) sera versée à l'Organisme la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **mille dollars (1000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 28 février 2023.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 mars 2023.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **1435, rue Drummond, Montréal, Québec, H3G 1W4** et tout avis doit être adressé à l'attention du vice-président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

YMCA du Québec

Par : _____
Richard St-Yves, Vice-président, Soutien à la famille et à la communauté – Les YMCA du Québec

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

ANNEXE 3

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Guide d'accompagnement en matière de communications

Ce document s'adresse aux organismes signataires et aux mandataires des Alliances pour la solidarité.

Le Guide précise certains éléments du Protocole de communication publique, situé en Annexe 3 de l'Entente administrative sur la gestion du FQIS, dans le cadre des Alliances pour la solidarité (ci-après nommé l'Entente).

Rappel des principes directeurs et des modalités de communication de l'Entente

- *Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des organismes avec qui le gouvernement du Québec a signé une Alliance pour la solidarité;*
- *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de L'Entente* (Alliance pour la solidarité) *et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce;*
- *Tel que prévu au point 3.1, les organismes doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à l'Entente, transmettre au MTESS l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle.*
- *Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identité visuelle gouvernementale et être approuvés par le MTESS.*

Précisions en lien avec les principes directeurs

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité, autant les outils de promotion de la mesure (site Web, matériel promotionnel), que les actions de relations publiques (communiqué de presse, conférence de presse), doivent être déposés à votre direction régionale de Services Québec pour validation[1]. Le niveau de validation ministérielle sera évalué selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2. Notons que le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Les logos des organismes signataires, mandataires et autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés.

1. VISIBILITÉ REQUISE SELON L'OUTIL DE COMMUNICATION UTILISÉ

OUTIL DE COMMUNICATION	**ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ**		
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — nom du projet ou nom de l'organisme — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse, conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le MTESS 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle)	s. o.[2]	s. o.	**oui** *Cette mention doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.*
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou hebdos locaux, régionaux ou nationaux	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale

[1] [1] La validation inclut : la conformité au Programme d'identité visuelle du gouvernement du Québec, à la visibilité requise et à la Politique linguistique ministérielle, ainsi qu'une annotation de toute anomalie (ex. : image discordante)
[2] S.O. : sans objet

Section du site Web organismes signataires et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	s. o.	**oui**
Articles dans des infolettres ou courriels traitant de l'Alliance pour la solidarité	**oui**	**oui**	Si souhaité, en remplacement de la Mention minimale
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux	**oui**		
Imprimés (Affiches, dépliants)	**oui**		
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque)	**oui**		
Radio	s. o.	**oui**	s. o.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex : Rapport, document d'appels de projets, etc.)	**oui**	s. o.	oui

2. CONFORMITÉ AU PROGRAMME D'IDENTITÉ VISUELLE DU GOUVERNEMENT

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication



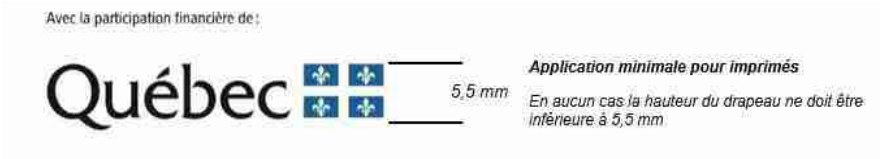
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable de la signature, il faut toujours laisser autour de celles-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète :

Dans un communiqué, la mention complète doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou en clôture de l'outil de communication concerné.

3. POUR PLUS D'INFORMATION

Veuillez contacter le communicateur régional de votre Direction régionale de Services Québec, en écrivant à : DR06_Communications@servicesquebec.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0460 - ALTERNATIVE SUSPENSION (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Les YMCA du Québec	Profondément enracinés au Québec depuis près de 170 ans, nous sommes un témoin quotidien des défis auxquels nos communautés sont confrontés. Par notre action, et grâce à la générosité de nos partenaires et donateurs, nous aidons des personnes à adopter de saines habitudes de vie, à se développer et à avoir un plus grand sentiment d'appartenance envers leur communauté. Nous aidons à cultiver des quartiers forts et en santé, dynamiques et pleins de vie, où les générations se côtoient, s'engagent et se respectent, et qui réservent un accueil indéfectible aux différences. Notre mission: Inspirer et engager chaque personne à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Alternative Suspension
Numéro de projet GSS: 0460

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: George
Nom: Kalimeris
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 271-3437
Numéro de télécopieur: (514) 277-9102
Courriel: george.kalimeris@ymcaquebec.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: George
Nom: Kalimeris
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-01-01	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final ℹ
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Créé à l'automne 1999 par les YMCA du Québec, YMCA Alternative Suspension répondait initialement à la demande d'une école secondaire, inquiète de voir ses jeunes élèves suspendus se retrouver dans la rue sans aucun encadrement. Le programme, désormais reconnu par les professionnels des écoles comme étant une mesure flexible et rigoureuse, s'est transformé au fil des ans en une ressource incontournable pour les établissements scolaires bénéficiant du service. En effet, la suspension scolaire peut être un échec tant pour le jeune que pour l'école qui y recourt. Les élèves suspendus finissent trop souvent isolés et à l'écart de leur école et de leur environnement social, ce qui renforce leur désengagement face à leur scolarité. Une étude souligne que 78 % des décrocheurs ont vécu plusieurs suspensions scolaires. Le programme YMCA Alternative Suspension vise à aider le jeune à vivre sa période de crise d'une façon constructive et faire en sorte que cette expérience lui soit profitable en fournissant aux élèves et aux écoles participantes les outils leur permettant de transformer le temps à l'écart de l'école en succès global pour l'élève, l'école et la communauté.

Le programme est bien implanté à Montréal-Nord puisqu'il dessert les deux écoles secondaires du quartier.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Réduire le décrochage scolaire chez les jeunes en difficultés ciblés par les écoles partenaires de Montréal-Nord

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Accueillir entre 70 et 90 jeunes au programme Alternative Suspension pour une année scolaire

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les élèves suspendus sont pris en charge entre 3 et 5 jours, selon un horaire établi, dans un lieu neutre, par l'intervenant. Le jeune bénéficie d'un accompagnement individuel.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	40	5	7	40	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les matinées sont consacrées au travail académique. L'intervenant rencontre chaque jeune de manière individuelle afin de travailler ses problématiques, sa résilience et son retour à l'école.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	40	5	7	40	5

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
es après-midi sont dédiés aux ateliers de réflexion et discussions de groupe. Les intervenants animent en moyenne 10 ateliers de discussion/réflexion par semaine.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	40	5	7	40	5

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par les commentaires des parents et du personnel des écoles

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu:
No civique: 5150
Rue: Charleroi
Code postal: H1G 3A1
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Partenariats communautaires

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 60
Nb. femmes: 25
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 85

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Minorités ethniques
- Décrocheurs scolaires
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: École
Précision: Henri-Bourassa

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6051 boulevard Maurice-Duplessis
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 1Y6

Nom du partenaire: École
Précision: Calixa-Lavallée

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11411 avenue Pelletier
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 3J3

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Commission scolaire de la Pointe de l'Ile

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	39 500 $	Oui

Nom de la personne ressource: Luc Noël
Adresse courriel: luc.noel@cspi.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 642-9520
Adresse postale: 550 53ème avenue
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1A 2T7

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: ÉMES

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	31 390 $	Oui

Nom de la personne ressource: Celine Coulombe
Adresse courriel: celine.coulombe@cnmtlssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 384-2000
Adresse postale: 11441 boulevard Lacordaire
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4J9

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Fondation des YMCA du Québec et autres fondations

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	16 492 $	Oui

Nom de la personne ressource: Richard Saint-Yves - VP Ymca
Adresse courriel: richard.st-yves@ymcaquebec.org
Numéro de téléphone: (514) 849-5331
Adresse postale: 1435 rue Drummond
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3G 1W4

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	29,67 $	9	51,5 $	52	1	16 563,56 $
Intervenant(e)	20 $	35	120 $	52	1	42 640 $
Intervenant(e)	15,5 $	10	11 $	31	1	5 146 $
Total						64 349,56 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			87 382 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	16 563,56 $	1 000 $	15 563,56 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	42 640 $	6 300 $	36 340 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	5 146 $	2 000 $	3 146 $	0 $	0 $
Total	**64 349,56 $**	**9 300 $**	**55 049,56 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	1 000 $	0 $	**1 000 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	1 250 $	0 $	**1 250 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		0 $	1 250 $	0 $	**1 250 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	14 700 $	0 $	**14 700 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	1 250 $	0 $	**1 250 $**
Total		**0 $**	**19 450 $**	**0 $**	**19 450 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		0 %			
Frais administratifs		**700 $**	**12 882,44 $**	**0 $**	**13 582,44 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		35 %			
Total		**10 000 $**	**87 382 $**	**0 $**	**97 382 $**

Informations complémentaires

L'idée maîtresse du programme Alternative Suspension est que la suspension scolaire est un véritable no man's land. Dans le système scolaire actuel, un jeune qui est suspendu est un jeune livré à lui-même, sans encadrement ni directive. De nombreuses études ont démontré les liens existants entre suspensions à répétition, décrochage scolaire et entrée en criminalité chez les jeunes âgés de 12 à 17 ans. Intervenir lors de la suspension scolaire au niveau secondaire, c'est agir en amont de la problématique, avant que les problèmes ne soient trop fortement ancrés chez le jeune. C'est aussi superviser des jeunes qui, par laisser-aller ou manque d'encadrement, pourraient facilement se retrouver sur les pistes d'activités délictueuses. Le programme Alternative Suspension permet à ces jeunes, proches de la rupture, de garder le fil de leur scolarité tout en leur offrant des avenues de succès. Il vise à réduire le nombre de suspensions répétitives en offrant au jeune l'opportunité de transformer son temps de suspension en une expérience positive qui favorise la poursuite de son cursus académique, le développement personnel et l'autonomie, par l'insertion dans un milieu favorable à la valorisation personnelle, l'acquisition d'aptitudes sociales et la promotion du respect de soi-même et des autres. Le programme YMCA Alternative Suspension est une ressource qui apporte un soutien aux élèves qui, pour diverses raisons, se retrouvent temporairement exclus de l'école qu'ils fréquentent. La structure d'intervention développée pour le programme mobilise tous les acteurs autour d'un même but, soit la réussite et l'épanouissement des jeunes. L'atteinte de cet objectif nécessite l'implication de trois sphères, dont le jeune constitue le centre. Tout au long du parcours du jeune à travers le programme, école, parents et communauté sont mis à contribution. Cette implication fût clairement établie lors du développement du programme. Ainsi, afin de fonctionner et d'atteindre les résultats souhaités, il est primordial d'avoir une implication de tous ces acteurs, gravitant autour du jeune.

Pour y parvenir, l'intervenant accompagne le jeune référé au programme afin de lui permettre de : - vivre cette période de crise d'une façon constructive et faire en sorte que cette expérience lui soit profitable; - prendre conscience des problèmes de comportement et de leurs racines et réduire ses conduites agressives, impulsives et perturbatrices ; - développer de nouvelles connaissances et aptitudes ainsi que des compétences personnelles et sociales ; - se positionner face à l'école afin qu'il tente d'identifier ce qui le valorise et le motive ; - effectuer du rattrapage scolaire et / ou demeurer à jour dans les travaux scolaires ; - mieux connaître les diverses ressources à sa disposition dans sa communauté et faire des visites / stages en formation professionnelle. LA CLIENTÈLE VISÉE De façon directe, les jeunes de 12 à 17 ans sont les principaux bénéficiaires de ce projet. Alternative Suspension cible les adolescent(e)s qui fréquentent les écoles secondaires et qui vivent des difficultés dans leur cheminement scolaire et social, de manière récurrente ou sporadique. Ces jeunes sont souvent issus de milieux socioéconomiques difficiles ou de différentes communautés culturelles, populations souvent fragilisées par le phénomène du décrochage scolaire. Le processus d'intervention a été élaboré au fil des années pour répondre aux diverses problématiques que pouvaient rencontrer des jeunes suspendus. Les ateliers, les rencontres individuelles et de groupe, ainsi que l'approche d'intervention ont été façonnés afin de maximiser le temps passé au programme et de transformer le séjour du jeune en succès. Ainsi, les directions et le personnel scolaire, tout comme les parents, ont entériné les démarches menées par le programme.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
AS - BUDGET ET RESSOURCES FINANCIÈRES - PRIORITÉ JEUNESSE - GSS - 2020.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
AS - PRIORITÉ JEUNESSE - BILAN FINAL -janvier 2019 - annexe.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
AS-Presentation-Livret (Courriel).pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Convention signataires contrats 2019-2020.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: George Kalimeris	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversité sociale - document signé - janvier 2020.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

YMCA ALTERNATIVE SUSPENSION - CSPI MONTRÉAL-NORD

BUDGET ET RESSOURCES FINANCIÈRES - 2019-2020

DÉPENSES	
Salaires du personnel (incluant avantages sociaux)	
- Direction générale et coordination du programme	16 564 $
- Intervenant(e) temps plein MN	42 640 $
- Intervenant(e) volant MN	5 146 $
Formation et Perfectionnement	700 $
Transport des intervenants / kilométrage pour déplacements	
- Titres de transport pour intervenants	950 $
- Kilométrage fait par l'équipe (approximatif)	300 $
Frais des installations (loyer et commodités)	
- MN : Local Y (1225$/mois X 10 mois)	14 700 $
Équipement Informatique / fourniture de bureau / matériel programme et pédagogique	
- Remplacement de certaines fournitures	2 250 $
Activités jeunes	
- Sorties, invités, transport, activités estivale, ateliers compétences parentales, etc.	550 $
Frais administratifs et taxes municipales	
- 16% des dépenses	13 408 $
TOTAL	**97 207 $**

FINANCEMENT	
Commission scolaire Pointe-de-l'Île / RRM	39 500 $
Écoles et Milieux en Santé (ÉMES)	31 390 $
Ville de Montréal – Arrondissement Montréal-Nord	10 000 $
Fondation CSPI	0 $
Fondation du Grand Montréal	13 500 $
Les YMCA de Québec	2 992 $
Fondation YMCA	0 $
Centraide	0 $
Autres	0 $
TOTAL	**97 382 $**

SOLDE	175 $



BILAN FINAL - ANNEXE

PRIORITÉ JEUNESSE – MONTRÉAL-NORD

JANVIER 2019

MISE EN CONTEXTE

Le programme *YMCA Alternative Suspension* est né d'un constat selon lequel la suspension scolaire traditionnelle représente de façon régulière un échec tant pour le jeune suspendu que pour l'école ayant recourt à ce moyen. Effectivement, un jeune en suspension à la maison se retrouve souvent laissé à lui-même, sans encadrement, puisque trop souvent les parents ne peuvent apporter le support adéquat à leur enfant, devant eux-mêmes répondre à leurs obligations professionnelles. Le résultat est que sans la présence d'un adulte avec qui le jeune puisse échanger et faute de soutien dans la poursuite de ses travaux scolaires, l'élève retourne à l'école en ayant pris du retard et sans avoir eu une réelle réflexion sur les motifs ayant conduit à son retrait scolaire. L'ensemble de ces éléments constitue des facteurs de risque susceptibles de plonger de nouveau l'élève dans une situation précaire à l'école où la probabilité qu'il soit de nouveau suspendu est bien présente.

Hors, face à cette problématique des suspensions, l'équipe du programme s'est penchée sur la question, de nombreuses études démontrant des liens entre les suspensions à répétition, le décrochage scolaire et l'entrée en criminalité chez les jeunes âgés de 12 à 17 ans. Effectivement, une recherche a démontré l'inefficacité de la suspension traditionnelle comme mesure punitive, notant que pour certains jeunes la suspension était souvent perçue comme une récompense.[1] Toujours dans cette perspective, des recherches ont mis au jour des parallèles entre des comportements répréhensibles adoptés par les jeunes (ex : désobéissance, désorganisation générale, absentéisme élevé, etc.) et des comportements « précurseurs d'offenses plus sérieuses et violentes » agissant à titre de « signaux d'avertissement » pour de futurs comportements.[2] Finalement, une étude récente venant en appui aux précédentes souligne que 78 % des décrocheurs ont vécu des suspensions répétitives.[3]

Suivant cette hypothèse, la lecture que nous faisons des besoins prioritaires des jeunes ayant conduit à la mise en place du programme *YMCA Alternative Suspension* est que ceux-ci ont besoin de :

- Profiter d'un encadrement qui leur permettra en période de suspension scolaire de poursuivre leur scolarisation à l'extérieur des murs de l'école;
- De bénéficier de ressources humaines disponibles afin d'échanger et d'aborder les situations problématiques qu'ils vivent en mettant de l'avant des pistes de solution possibles;
- D'obtenir de l'aide concrète en prévision de leur retour à l'école;
- D'obtenir de l'information supplémentaire sur des ressources et services externes existants et adaptés à leur situation si besoin il y a.

Le programme *YMCA Alternative Suspension* permet à ces jeunes, proches de la rupture, de garder le fil de leur scolarité tout en leur offrant des avenues de succès. En agissant en amont de la problématique, le programme vient combler un « trou de services » qui permet à des jeunes ciblés par les écoles de se reprendre en main et d'envisager des options pour l'avenir plus positives.

Les jeunes référés proviennent de nombreux arrondissements de l'île de Montréal et les points de service desservent des quartiers aux problématiques multiples : indices de défavorisation élevés, nombre élevé de familles monoparentales, familles issues de l'immigration, etc. Ces nombreux indices permettent de travailler avec une clientèle ciblée, à risque d'être entraînée dans le phénomène des gangs de rue ou dans la spirale de la pauvreté. En travaillant en étroite collaboration avec la structure scolaire, *Alternative Suspension* favorise et soutient les écoles dans la prévention des problématiques reliées au flânage, au vagabondage, à l'adhésion aux

---

[1] Atkins, M.S., McKay, M. M., Frazer, S.L., Jakobsons, L.J., Arvanitis, P., Cunningham, T., Brown, C., & Lanbrecht, L. (2002). Suspensions and detentions in an urban, low-income school: punishment of reward? *Journal of Abnormal Child Psychology, 30, (4), pp. 361-371.*

[2] Mendez, L.M.R.& H.M.Knoff (2003). Who gets suspended from school and why: a demographic analysis of schools and disciplinary infractions in a large school district. *Education and Treatment of Children*, 26 (1), pp.30-51.

[3] Suh, S., & Suh, J. (2007), Risk factors and levels of risk for high school dropouts, *Professional School Counseling*, 10, 297-306.

gangs de rue et à la délinquance, etc. De plus, Alternative Suspension œuvre en amont des problématiques reliées au phénomène du décrochage scolaire.

Les jeunes référés proviennent de nombreux arrondissements de l'île de Montréal et les points de service desservent des quartiers aux problématiques multiples : **indices de défavorisation élevés**, nombre élevé de familles monoparentales, familles issues de l'immigration, etc. Ces nombreux indices permettent de travailler avec une clientèle ciblée, à risque d'être entraînée dans le phénomène des gangs de rue ou dans la spirale de la pauvreté. En travaillant en étroite collaboration avec la structure scolaire, *YMCA Alternative Suspension* favorise et soutient les écoles dans la prévention des problématiques reliées au **flânage**, à l'adhésion aux gangs de rue et à la **délinquance**. Ainsi, le programme œuvre à l'amélioration de la **sécurité collective**.

LE PROGRAMME YMCA ALTERNATIVE SUSPENSION – UNE INTERVENTION POINT PAR POINT

Le programme *YMCA Alternative Suspension* est un programme éprouvé (ayant été évalué) et structuré de sorte que les élèves y étant référés par les écoles pour une période de 3 à 5 jours passent systématiquement par le processus suivant dans le cadre de leur séjour :

• *Accueil de l'élève - retour sur les motifs de la suspension* : à ce moment, l'intervenant échange avec le jeune sur son retrait scolaire et établit avec lui 1 ou 2 objectifs qui seront travaillés durant le séjour. L'idée sous-jacente est que les participants parviennent à définir les comportements ayant mené au retrait.

• *Soutien dans la réalisation des travaux scolaires* : tous les matins sont consacrés à la réalisation des travaux scolaires durant lesquelles les participants se maintiennent à jour dans leurs matières ou, le cas échéant, effectuent du rattrapage scolaire pour le retard qu'ils ont pris par rapport à leur groupe classe. Ce travail s'effectue de façon constante en présence de l'intervenant qui apporte son soutien.

• *Ateliers et discussions de groupe* : chaque élève participe en après-midi à des ateliers de réflexion en groupe visant à ce qu'il visualise l'effet de ses comportements sur lui ainsi que sur son entourage. Les thèmes abordés varient en fonction des motifs de référence (ex. motivation scolaire, gestion de la colère, respect, consommation, etc.) et certains ateliers sont offerts par des partenaires qui viennent à même nos locaux, aborder ces sujets avec les jeunes ou leur faire connaître leurs services.

• *Rencontres individuelles participant – intervenant* : chaque jeune est invité à dialoguer sur les raisons de son retrait scolaire de manière confidentielle. Les participants font une réflexion sur les motifs ayant conduit à leur suspension en plus de réfléchir à des moyens à mettre en place pour tenter de remédier aux situations problématiques qu'ils vivent à l'école de manière plus constructive.

• *Contacts téléphoniques aux parents* : durant le séjour, l'intervenant contacte les parents afin de leur expliquer le programme, répondre à leurs questions, entendre leurs appréhensions et leur donner de la rétroaction sur le passage de leur enfant au programme. Ensemble, ils échangent de moyens et abordent la réintégration du jeune à l'école. Les parents sont référés à des organismes d'aide au besoin.

• *Bilan de séjour jeune – intervenant* : l'élève et l'intervenant complètent le document « Évaluation » dans lequel l'élève décrit son séjour, revient sur les causes de sa suspension et prend des engagements formels face à l'école pour améliorer la situation. L'élève fait le point sur sa situation passée et détermine des solutions qu'il mettra en application pour son retour à l'école.

• *Évaluation du séjour par l'intervenant* : l'intervenant complète le document « Compte rendu de séjour » dans lequel il évalue l'attitude et le comportement de l'élève en regard des autres participants présents, des périodes d'aide aux devoirs et d'ateliers. Ce document dresse un portrait détaillé des observations objectives

de l'intervenant face à l'élève ce qui permettra à l'école, à l'élève et à ses parents de convenir d'un plan d'intervention adapté aux besoins de l'élève.

• *Rencontre de réintégration jeune – parent – intervenant – école* : moment où le jeune fait part à l'ensemble de ces acteurs du bilan de sa suspension, de ses réflexions quant à son avenir scolaire et des pistes de solutions qu'il a identifiées. Le parent doit jouer une part active lors de ce processus. L'élève bénéficie d'un accompagnement lors de sa réintégration à l'école de manière à harmoniser ses relations tant avec le personnel de l'école qu'avec ses pairs. Il s'agit de l'un des moments clés.

• *Suivi post-séjour de l'élève* : dans les 4 à 6 semaines suivant le passage des élèves au programme, l'intervenant retourne à l'école pour effectuer un suivi auprès de chacun des jeunes. Il complète alors le document « Suivi de l'élève » lui permettant d'évaluer si la situation de l'élève s'est améliorée ou non. Le suivi permet de réactualiser les engagements du jeune et valider s'il a mis en application les moyens qu'il avait proposés. La direction et les parents sont aussi consultés afin de corroborer les progrès réalisés par le jeune.

• *Visites des écoles de formation professionnelle* : ces visites sont organisées avec les élèves présents et avec d'autres élèves référés par les écoles qui jugent que cela puisse être pertinent pour certains de leurs étudiants. L'objectif de ces visites est de faire vivre une expérience aux jeunes qui favorise un meilleur positionnement du jeune face à l'école (écoles de métiers, entreprises porteuses d'avenir, etc.). Ces sorties sont organisées de façon bimensuelle durant l'année scolaire.

• *Références à des organismes partenaires* : l'intervenant garde à jour un répertoire des organismes de la communauté offrant des services aux jeunes et discute avec eux durant leur séjour des avenues offertes tout en dirigeant les jeunes pour qui cela s'avère pertinent vers des organismes pouvant combler certains de leurs besoins en matière de santé, de soutien, d'encadrement et de saines habitudes de vie.

UN PROGRAMME EN PRÉVENTION

Le programme est offert à des jeunes de tout horizon, sans égard de leur historique personnel, de leur culture, de leur sexe, les seuls critères étant qu'ils soient âgés de **12 à 17 ans** et qu'ils fréquent une **école secondaire partenaire** du programme. Il vise le maintien des jeunes en scolarité, la diminution des suspensions répétitives, la prévention du décrochage scolaire et l'entrée en criminalité, en continuité avec les valeurs liées à la promotion de l'éducation et de la prévention. De par sa nature, le projet favorise la participation et la collaboration en continue de **plusieurs acteurs (milieu scolaire, milieu communautaire, etc.)** vis-à-vis les actions posées en réponse aux diverses problématiques jeunesses. Toujours en lien avec la participation, les jeunes référés au programme sont invités à s'impliquer activement dans leur propre cheminement, favorisant leur autonomie et une prise de conscience des conséquences de leur comportement sur les autres éléments de leur vie. On leur demande de proposer des solutions, des moyens, applicables à leur réalité afin qu'ils soient les premiers responsables de leur situation. Ces jeunes sont aussi invités à participer à des activités hors curriculum où les intervenants les initient à une réflexion de nature collective et à une participation citoyenne. Par ailleurs, dans le cadre des ateliers réalisés à l'intérieur du projet, le sujet du respect de manière globale est régulièrement exploité de façon à ce que les participants comprennent l'impact de leurs discours, de leurs comportements et attitudes sur leur environnement (social et physique).

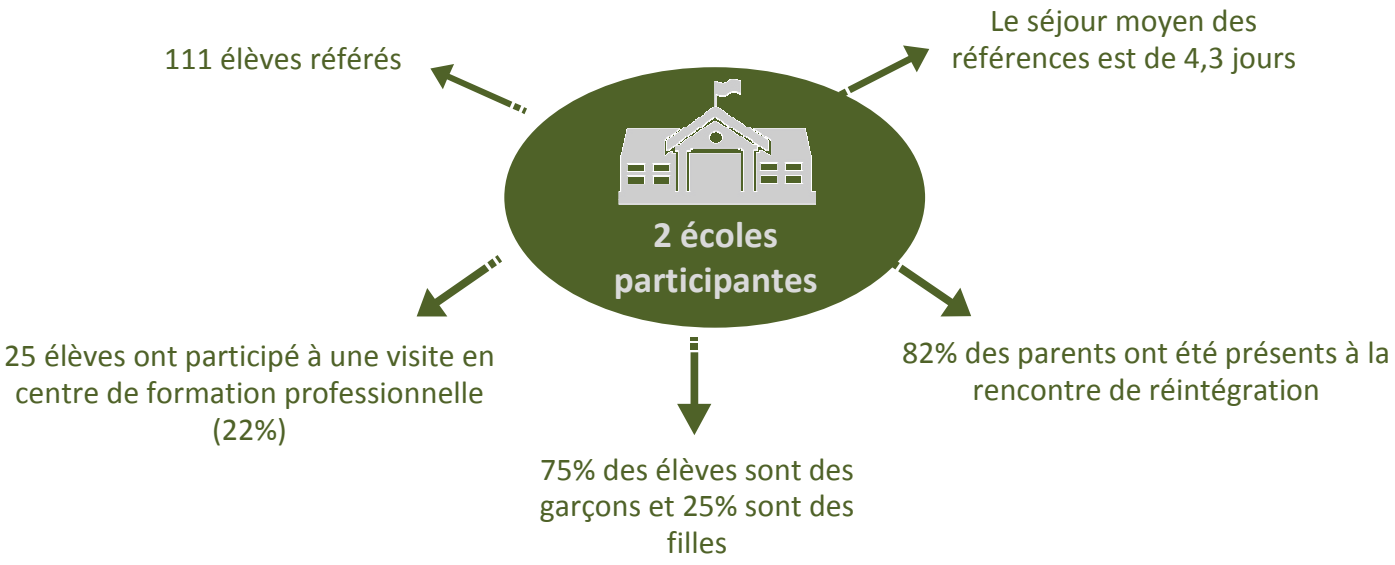
Le programme s'inscrit dans la prévention de l'exclusion sociale et de la lutte à la pauvreté. En effet, en permettant aux jeunes de vivre leur période de suspension de manière constructive, en leur reconnaissant une responsabilité dans leurs choix et dans leurs comportements, en travaillant avec eux par le biais d'ateliers et d'interventions individuelles à ce qu'ils développent des comportements sociaux adéquats et des habiletés sociales conformes aux attentes de la société, le programme favorise une **prise en charge** des jeunes, les responsabilise et facilite ainsi l'intégration des jeunes en société plutôt que leur exclusion. Effectivement, on peut penser que des jeunes conscientisés iront davantage vers des emplois réguliers et mieux rémunérés leur assurant une certaine stabilité et

une sécurité plutôt que des emplois précaires, souvent au salaire minimum, qui à long terme conduisent les gens à la précarité ou même à la pauvreté. Dans le même ordre d'idées, les intervenants du programme, lorsqu'ils sont en présence de jeunes plus âgés (15 à 17 ans) profitent des ateliers de l'après-midi afin de travailler avec eux des notions telles que la gestion d'un budget réaliste et équilibré et la réalité de la vie en appartement, afin d'amener ces jeunes à réfléchir sur leurs choix concernant leur avenir, surtout lorsque ces jeunes sont à la croisée des chemins et hésitent à poursuivre ou non leur scolarité.

Sans Alternative Suspension, l'école ne pourrait encadrer aussi bien un jeune qui a besoin d'un arrêt d'agir ou d'une période de réflexion à l'externe.

Directeur-adjoint, Commission scolaire de la Pointe-de-l 'Ile

LE PROGRAMME EN UN COUP D'OEIL



LES ÉLÈVES

YMCA Alternative Suspension est un programme apprécié des communautés locales, des partenaires scolaires et communautaires et des écoles secondaires. Les constats généraux des directions, professeurs, éducateurs ou psychoéducateurs sont positifs. Les **évaluations** menées démontrent clairement des **impacts positifs** chez les jeunes ayant été référés au programme. Ceux-ci affirment remarquer des changements significatifs à court, moyen et long terme chez les élèves référés. Plusieurs évaluations ont été menées au fil des ans, toujours avec des résultats positifs, démontrant ainsi l'efficience du programme.

Au niveau de l'impact, le programme, d'après les résultats, plus de 60% des jeunes ont connu une baisse dans les mesures disciplinaires appliquées à l'école. De plus, presque 70% des élèves n'ont pas été suspendus (à l'interne et à l'externe) suite à leur séjour. Cette donnée est forte intéressante, sachant qu'historiquement, 65% des jeunes avaient été suspendus avant leur passage au programme. Compte tenu du profil des jeunes référés au programme, ces résultats nous apparaissent très positifs dans leur globalité et illustrent que le programme celui-ci celui-ci contribue positivement à l'amélioration des conditions éducatives et sociales des jeunes lors des suspensions et favorise la persévérance scolaire des participants.

Même si cet aspect n'est pas évalué, il est important de souligner que le programme agit aussi sur la **sécurité collective.** En offrant un lieu sécuritaire, lors d'un moment critique, à des jeunes à risques de commettre des actes délictueux, le programme travaille à la prévention de la délinquance dans les quartiers où il œuvre. Étant pris en charge par un adulte, cela réduit grandement leurs possibilités de flânage, prémisse à l'ennui ou favorisant le regroupement de pairs à risque de commettre des délits.

À Montréal-Nord, le taux de présence de parents à la rencontre de réintégration est de **82%.**

L'implication des parents constitue un élément important dans la dynamique et la réussite du programme. Ceux-ci sont souvent en rupture avec le milieu scolaire. Tous s'accordent à dire que **l'implication des parents** augmente de façon considérable les avenues de succès pour tout programme en persévérance scolaire dans des quartiers à forte présence de gangs. Le fait d'entrer en relation avec les parents permet à l'intervenant des les orienter vers une approche basée sur les solutions et de **rebâtir les liens entre parents et école**.

ÉLEMENTS À CONSERVER

Le programme a pu dégager de nombreuses lignes de forces au fil des années. En voici les principales :

- *Maintien du volume de références*
  Le maintien du nombre de références depuis plus de six ans démontre la pertinence du programme. Les chiffres assurent au programme qu'il fait désormais partie intégrante du processus des communautés en matière d'intervention auprès des jeunes en difficulté.

- *Maintien d'un lieu sécuritaire*
  Le point de service devient un lieu neutre et sécuritaire pour les jeunes référés au programme. Les liens créés permettent de valoriser cet endroit afin qu'ils deviennent une alternative aux risques inhérents à la rue, pouvant offrir d'autres activités à ces jeunes.

- *Développement d'une relation signifiante*
  La base du travail de l'intervenant d'Alternative Suspension repose sur la qualité de la relation développée avec le jeune. En étant une personne extérieure au milieu scolaire et en gardant de petits groupes (un maximum de 6 jeunes par jour), l'intervenant devient rapidement une personne significative pour le jeune, menant ainsi des interventions efficaces.

- *Ateliers à la carte*
  Les après-midi au programme *YMCA Alternative Suspension* sont consacrés aux discussions et aux activités de groupe. Les jeunes participent à des ateliers éducatifs, sélectionnés par l'intervenant, en fonction de la dynamique du groupe, des raisons qui ont provoqué les suspensions et des problématiques vécues par les jeunes. Ce volet du programme donne la possibilité aux jeunes d'exprimer leurs points de vue sur diverses questions et situations, d'analyser leurs réactions et de trouver des moyens d'agir sur la situation.

- *Retour à l'école*
  Le retour du jeune à l'école après son séjour au point de service est un moment critique de l'intervention. C'est l'occasion pour le jeune de partager le fruit de ses réflexions sur son comportement et son attitude par rapport à l'école et à ses règlements. C'est aussi l'occasion de faire participer davantage les parents à la vie scolaire de leur enfant. C'est un moment privilégié pour les professionnels d'école et l'intervenant pour partager des informations concernant le jeune. Cela peut contribuer à une meilleure compréhension de la situation du jeune et à une intervention plus efficace.

- *Suivi de l'élève*
  L'intervenant organise une rencontre de suivi avec le jeune un mois après son retour à l'école. Le but de cette rencontre est de lui parler de sa situation et de mesurer les progrès réalisés en fonction de ses engagements pris au moment de son retour. Avant de rencontrer le jeune, l'intervenant contacte ses parents et la direction de l'école pour discuter de son cas et de s'informer de son comportement depuis son retour à l'école. Ce suivi donne l'occasion à l'intervenant de renforcer sa relation avec le jeune, pour qu'il sache qu'on ne l'a pas oublié. La poursuite de cette relation peut donner confiance au jeune et constitue une aide supplémentaire aux efforts qu'il fait pour tenir ses engagements.

- *Visites éducatives*
  Lors d'une rencontre d'équipe en début d'année scolaire, les intervenants identifient les écoles de formation professionnelle susceptibles d'intéresser les jeunes et créent un calendrier de visites. Ce volet permet aux participants de vivre une expérience concrète dans un secteur de travail qui correspond à leurs intérêts et est une autre occasion de renforcement positif envers le jeune.

- *Période estivale*
  Les études ont démontré l'importance d'offrir des activités tout au long de l'été pour les jeunes vulnérables. Le programme vise donc à maintenir les liens établis avec le jeune durant l'année scolaire. Les intervenants organisent différentes activités durant l'été (sports, jeux, activités de plein air, etc.). Ces liens permettent au travail débuté préalablement de se poursuivre à travers des activités estivales, tout en répondant aux problématiques de flânage chez les jeunes. À l'été 2017, six jeunes de Montréal-Nord sont partis avec un groupe de trente adolescents 3 jours au camp de vacances Kanawana dans les Laurentides (kayak, escalade, natation, etc.), alors que 12 autres ont pris part à des activités diverses (Isaute, kickball, match des Alouettes, etc.). Ces expériences multiples consolident les acquis des interventions tout en offrant à ces jeunes une occasion de combler leur déficit-nature en ayant accès à des vacances structurées et ludiques.





- *Bourses*
  En collaboration avec la Fondation Organix, notre secteur a remis 5 bourses à des élèves de Montréal-Nord. Ces bourses sont remises à des élèves ayant été référés au programme et ayant fait preuve de persévérance dans leur parcours scolaire. Les lauréats sont choisis par l'école et les bourses de 100$ à 200$ sont remises lors des galas de fin d'année. 4 élèves ont aussi reçu un sac à dos de matériel scolaire d'une valeur de 50$.



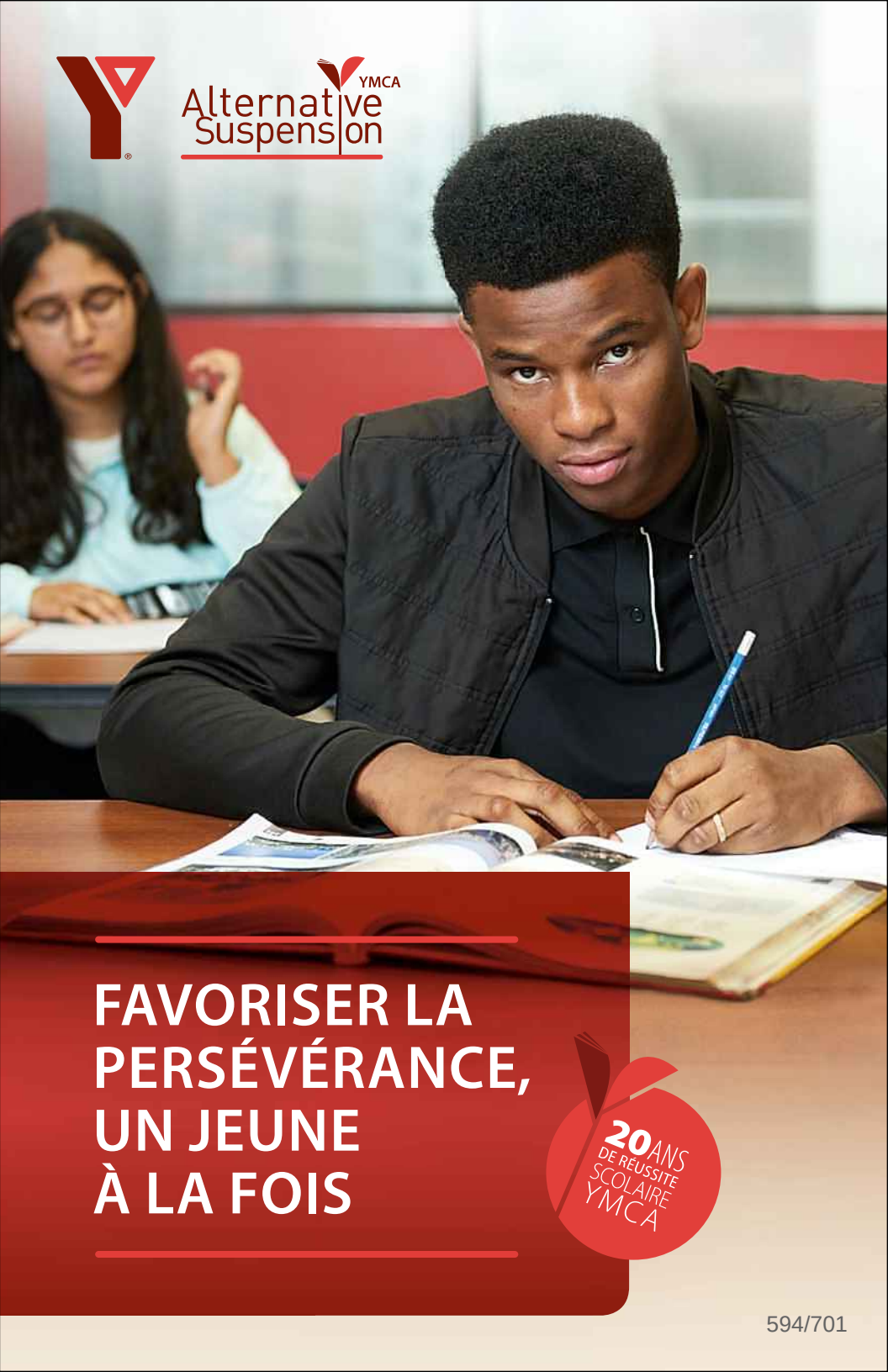
- *Lien avec le réseau professionnel*
  Une perspective professionnelle peut avoir une influence sur la persévérance scolaire d'un jeune. Au Québec, les passerelles entre le secteur des jeunes et le secteur professionnel (DEP) sont peu connues, mais très prometteuses. Les visites d'écoles de métier permettent à des jeunes qui n'obtiendront pas, pour la plupart, leur diplôme d'études secondaires une avenue de succès. En leur montrant les perspectives d'avenir, les salaires avantageux et en travaillant leurs centres d'intérêt, le programme parvient à raccrocher ces jeunes au système scolaire. Les chiffres de 2018 démontrent que nous sommes sur la bonne voie, avec la participation d'environ 22% des élèves au programme.

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

La **pérennité du programme** reste un point crucial et doit être assurée à chaque année. L'équipe de coordination doit constamment assurer la consolidation financière du programme. Ainsi, même si la commission scolaire de la Pointe-de-l'Ile assure la majeure partie du financement, différents bailleurs de fonds doivent être approchés à chaque année afin d'assurer le maintien du programme. Il faut donc assurer des suivis et maintenir des liens privilégiés avec diverses institutions pour assurer la pérennité.

MOT DE LA FIN

La contribution de PRIORITÉ-JEUNESSE demeure **primordiale** pour un programme comme *YMCA Alternative Suspension*. Elle permet de consolider un service existant qui est de plus en plus ancré dans le paysage de Montréal-Nord. En œuvrant de concert avec les écoles secondaires, l'arrondissement et des organismes, le programme travaille au mieux-être d'une jeunesse qui deviendra le citoyen et la citoyenne de demain.



FAVORISER LA PERSÉVÉRANCE, UN JEUNE À LA FOIS

20 ANS DE RÉUSSITE SCOLAIRE YMCA

Encourager la réussite globale des jeunes



Grâce à un encadrement, un suivi des apprentissages et une réflexion sur le comportement, une suspension à l'externe devient efficace. Alternative Suspension nous permet d'avoir ce cadre et de voir l'évolution de notre élève.

Une direction d'école

Le programme YMCA Alternative Suspension contribue à :

Encourager la résilience, l'autonomie et la capacité de persévérer à l'école

Influencer positivement la motivation scolaire

Réduire les comportements problématiques

Mettre fin au cycle des suspensions à répétition



Au YMCA, nous nous consacrons à l'épanouissement de chaque personne dans sa tête, son corps et son cœur. Nous croyons au potentiel des jeunes et nous déployons une variété de programmes pour les aider à se développer et à surmonter les obstacles qui se dressent sur leur chemin.

Le programme YMCA Alternative Suspension vise à réduire le nombre de suspensions répétitives en offrant au jeune l'opportunité de transformer son temps de suspension en une expérience positive qui favorise le développement personnel et l'autonomie, par l'insertion dans un milieu favorable à la valorisation personnelle, l'acquisition d'aptitudes sociales et la promotion du respect de soi-même et des autres.



Une opportunité à saisir



La suspension scolaire est souvent un échec en soi, tant pour le jeune que pour l'école qui y recourt. Alternative Suspension vise à transformer le temps passé à l'extérieur de l'école en succès global pour l'élève, à la fois face à lui-même et face à l'école.

Pour y parvenir, l'intervenant accompagne le jeune référé au programme afin de lui permettre de :

- Vivre cette période de crise d'une façon constructive ;
- Prendre conscience des problèmes de comportement et de leurs racines et réduire ses conduites agressives, impulsives et perturbatrices ;
- Développer de nouvelles connaissances et aptitudes ainsi que des compétences personnelles et sociales ;
- Se positionner face à l'école afin d'identifier ce qui le valorise et le motive ;
- Effectuer du rattrapage scolaire ;
- Mieux connaître les diverses ressources à sa disposition dans sa communauté et faire des visites en formation professionnelle.



Les trois étapes du programme



1

Apaisement

L'élève se retrouve dans un milieu différent. La spirale descendante est stoppée.



2

Stimulation

Le programme fait appel à la capacité de réflexion de l'élève à travers des rencontres individuelles et des ateliers de groupe.



3

Engagement

Le programme impulse une dynamique de changement chez l'élève qui, par la suite, se répercute dans son milieu scolaire.

Un lieu de réflexion

Le programme YMCA Alternative Suspension s'articule autour du jeune et de sa situation personnelle.

Avec des interventions individuelles et en petit groupe, l'équipe du programme aide le jeune à prendre position face à son avenir et à prendre les bonnes décisions, à l'école comme dans la vie.





Créé en 1999 par les YMCA du Québec, le programme est offert aux écoles secondaires afin d'apporter un soutien aux élèves qui, pour diverses raisons, se retrouvent temporairement exclus de l'école.

Le programme, d'une durée de trois à cinq jours, favorise une intégration harmonieuse à la vie scolaire et sociale en :

- Valorisant et actualisant les compétences personnelles et l'estime de soi du jeune ;
- Permettant à l'élève de modifier son attitude face à l'école.

En accompagnant les jeunes participants à se positionner face à l'école et à identifier ce qui les valorise et les motive, YMCA Alternative Suspension favorise la persévérance scolaire.



Des résultats qui comptent

Le programme est un modèle établi en prévention du décrochage scolaire et favorise une intégration harmonieuse à la vie scolaire et sociale.

YMCA Alternative Suspension intervient en partenariat avec l'école et la famille afin de maximiser son impact sur le parcours scolaire et social du jeune.

1 Les comportements problématiques

Le programme provoque des changements d'attitude et de comportements à moyen terme pour 85 % des jeunes référés, et à long terme pour 50 % de ceux-ci.

« Le programme réussit à inciter une proportion significative des jeunes référés à une prise de conscience et à se positionner par rapport aux comportements qui les ont menés à la suspension. En termes quantifiables, ces changements se traduisent par des taux de persévérance scolaire importants compte tenu du profil des jeunes référés au programme. »

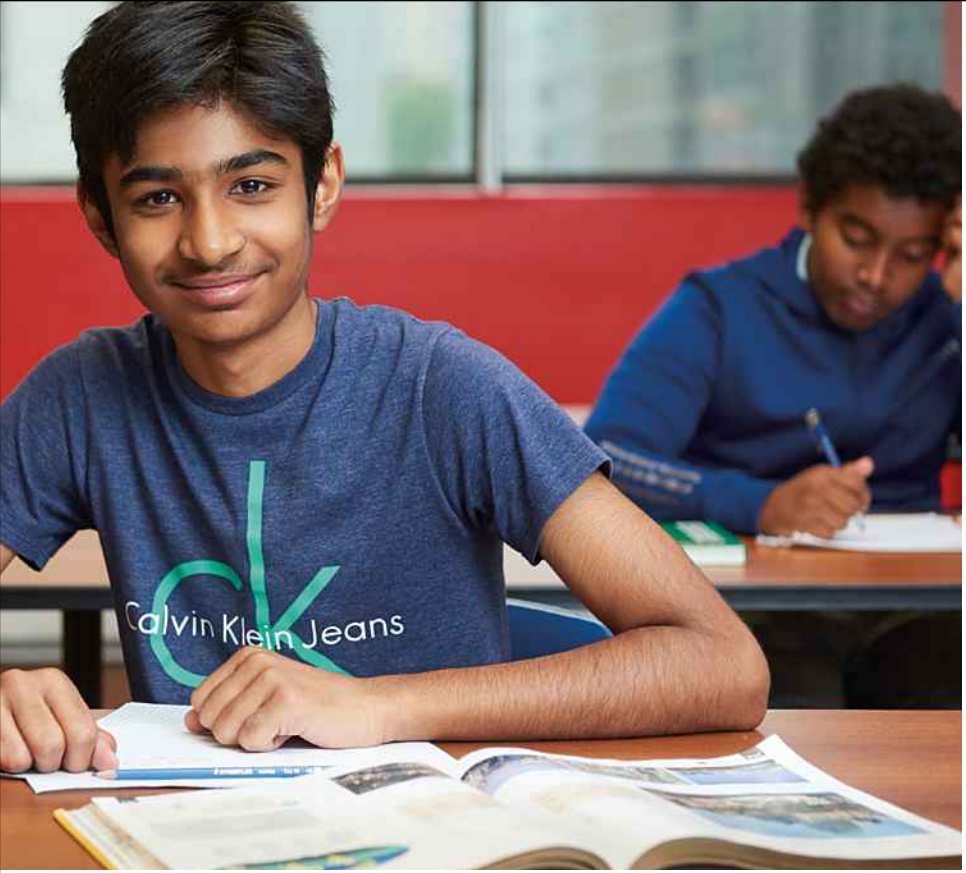
CAC International, firme d'évaluation indépendante

2 Les travaux scolaires

Les participants sont beaucoup plus susceptibles de réussir à l'école, selon la dernière évaluation d'impact. **À la fin de l'année scolaire, 44 % des participants ont atteint ou surpassé les attentes des écoles en termes de réussite académique,** comparativement à seulement 29 % des membres du groupe témoin.

« YMCA Alternative Suspension est important pour notre école. Les suspensions à l'externe (à la maison) ne sont pas efficaces. Un encadrement est nécessaire à une réflexion sur le comportement et au suivi des apprentissages. »

Commentaire d'une direction d'école



3 La suspension et les mesures disciplinaires

Les participants sont beaucoup plus susceptibles d'afficher une baisse au niveau des incidents disciplinaires, tel que révélé par les administrateurs scolaires. En effet, **64 % des participants ont reçu moins de mesures disciplinaires suite à leur participation,** comparativement à 39 % des membres du groupe témoin.

« Les objectifs sont travaillés avec un intervenant qualifié. Une introspection sérieuse est amorcée avec l'élève face à ses comportements nocifs. Le fait d'être ailleurs qu'à l'école aide à la réflexion. »

Commentaire d'une direction d'école

4 L'implication des parents

Plus de 75 % des parents des participants ont indiqué que leur enfant a eu un changement de comportement suite à la participation de leur enfant au programme. Plus de 65 % ont souligné que leur collaboration et communication avec l'école s'étaient améliorées.

« Mon fils Anthony a été suspendu car il avait accumulé trop de retards et d'absences. Il était en colère et même triste de sa suspension, mais il a fini par réaliser qu'il avait de bonnes raisons d'être suspendu et a pris conscience de ses responsabilités. Il a pu terminer son année scolaire et passera en quatrième secondaire l'année prochaine. Une belle remontée ! »

Parent d'un participant

Fort d'un développement continu

YMCA Alternative Suspension permet à plus de 3 000 jeunes par année – l'équivalent de 60 autobus scolaires – de vivre une expérience enrichissante qui contribue à leur réussite globale.



Le modèle développé a été reconnu comme étant flexible et rigoureux, permettant au programme d'être implanté avec succès dans différents milieux tout en s'adaptant aux réalités locales. Plus de 200 partenaires ont participé activement à la mise en place du programme dans plusieurs douzaines de communautés du Canada et à l'international. Les résultats positifs de ce développement continu nous encouragent à persévérer dans nos efforts de diffusion du programme afin d'en faire rayonner davantage les acquis.

Le succès d'une initiative d'une telle envergure repose sur la contribution d'un ensemble de collaborateurs. Nous désirons remercier chaleureusement les organismes et institutions partenaires.

C'est difficile de voir son jeune manquer de motivation, ronchonner chaque matin parce qu'il est malheureux à l'école. Mais quand j'ai vu à quel point Ben était allumé en revenant d'Alternative Suspension, quand il me racontait ce qu'ils avaient fait pendant les ateliers... C'est incroyable de voir à quel point son attitude a changé. Et d'avoir quelqu'un qui prend le temps de faire un suivi régulier avec Ben, qui nous soutient comme parents et qui lui montre qu'il y a encore des gens qui se soucient de lui malgré ses difficultés à l'école, ça un impact très positif. Il a trouvé dans le programme les outils dont il avait besoin pour terminer son secondaire.

Une maman d'un élève

C'est juste tellement différent ici. J'étais capable de m'exprimer librement et j'ai vraiment apprécié mon séjour même si je ne m'y attendais pas. J'ai appris que parler à quelqu'un aide vraiment. Je me sentais juste plus allumé, plus engagé ici.

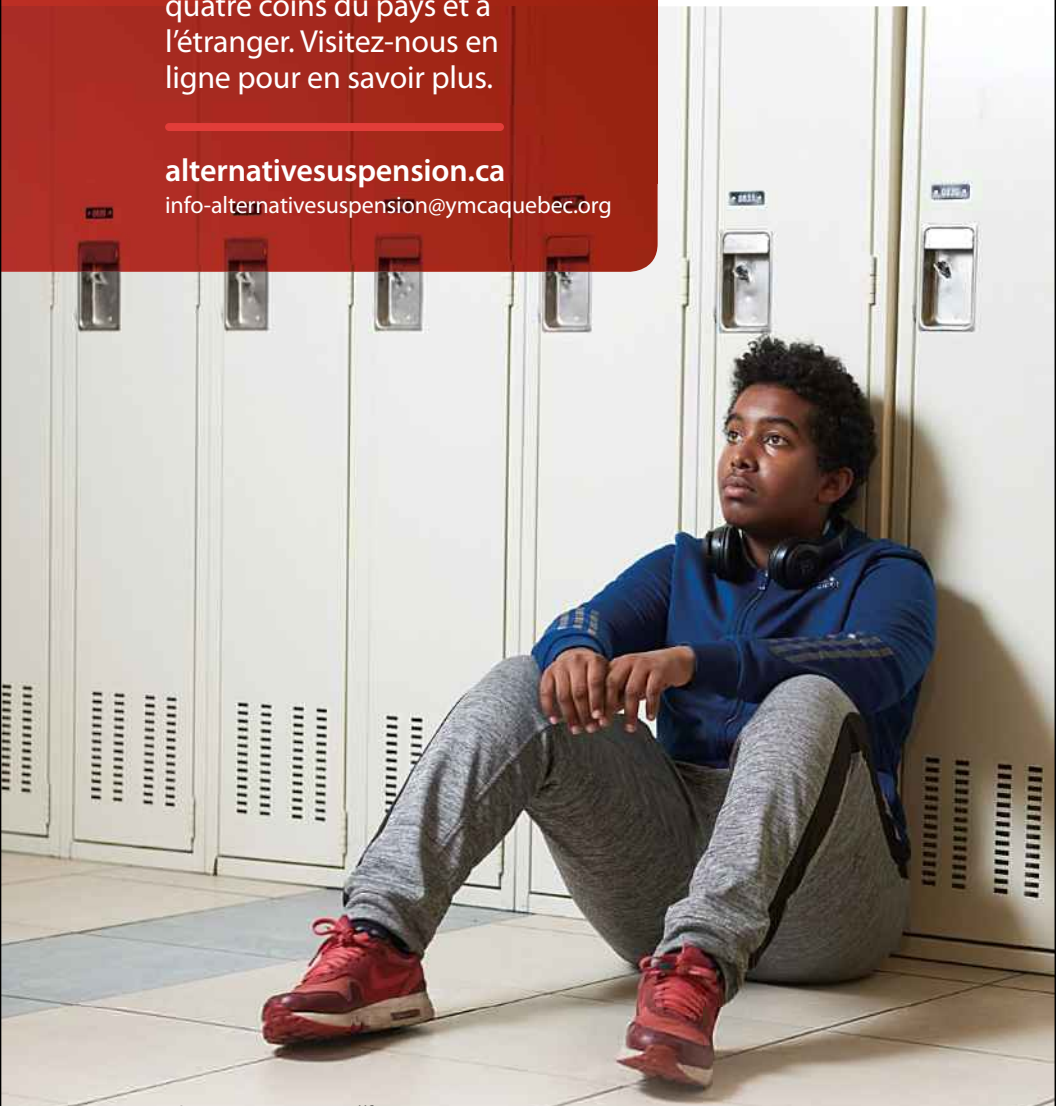
Un participant du programme



YMCA Alternative Suspension

YMCA Alternative Suspension aide les jeunes à persévérer dans des communautés aux quatre coins du pays et à l'étranger. Visitez-nous en ligne pour en savoir plus.

alternativesuspension.ca
info-alternativesuspension@ymcaquebec.org



Alternative Suspension[MC] *est une marque de commerce des YMCA du Québec.*

Extrait authentique du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
Séance du mercredi 27 mars 2019 Résolution : CA 20190327-008

CONVENTION DE SIGNATAIRES DE CONTRATS
(POUR LA PÉRIODE DU 27 MARS 2019 JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DU NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2020 -2021 SUIVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE 2020)

Il est **PROPOSÉ** par : Jean Ouellet **APPUYÉ** par : Nancy Audette

Il EST RÉSOLU QUE la politique de gestion des contrats des YMCA du Québec s'applique à l'ensemble du processus d'obtention ou de renouvellement de contrats, ententes de services, demandes de financement, partenariats, conventions, baux, bons de commande, soumissions et tout autre document liant légalement l'association à une autre partie (ci-après « Contrat »);

ET QUE le fractionnement d'un Contrat en composantes de plus faible valeur ne peut être effectué en vue de contourner les seuils d'approbation;

ET QUE le pouvoir de signature de Contrats affectant les revenus et/ou dépenses et créant des obligations légales et financières, incluant les dépenses en capital pour la période du 27 mars 2019 jusqu'à la date de la première réunion du nouveau conseil d'administration 2020 - 2021 suivant l'assemblée générale de 2019, recommandé par le comité d'audit se définit comme suit :

Pour les contrats ayant un engagement total **INCLUS** au budget annuel approuvé par le CA d'une valeur de:

Seuils	Signataires
Jusqu'à 19 999 $	Chacune des Directions autorisées mais uniquement dans le cadre de leurs fonctions respectives pour leur secteur / centre / service.
De 20 000 $ à 49 999 $	Chacune des vice-présidences du comité de direction mais uniquement dans le cadre de leurs fonctions respectives pour leur service.
De 50 000 $ à 249 999 $	Vice-présidence des finances **ET** Président-directeur général.
De 250 000 $ à 499 999$	Présenté au **comité exécutif pour approbation**, et partagé par la suite pour information à la réunion suivante du comité d'audit et du conseil d'administration.
500 000 $ à 749 999$	Présenté au **comité d'audit pour recommandation** et présenté à la réunion suivante du **comité exécutif pour approbation** et partagé par la suite pour information à la réunion suivante du conseil d'administration.
750 000 $ et plus	Présenté au **comité d'audit pour recommandation** et présenté à la réunion suivante du **conseil d'administration pour approbation**.

Extrait authentique du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration
Séance du mercredi 27 mars 2019 Résolution : CA 20190327-008

CONVENTION DE SIGNATAIRES DE CONTRATS
(POUR LA PÉRIODE DU 27 MARS 2019 JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DU NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2020 -2021 SUIVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE 2020)

Pour les contrats ayant un engagement total **NON inclus** au budget annuel approuvé par le CA d'une valeur de:

Seuils	Signataires
Jusqu'à 19 999 $	Chacune des vice-présidences du comité de direction mais uniquement dans le cadre de leurs fonctions respectives pour leur service.
De 20 000 $ à 49 999 $	Vice-présidence des finances **OU** Président-directeur général.
De 50 000 $ à 149 999 $	Vice-présidence des finances **ET** Président-directeur général.
De 150 000 $ ET PLUS	Présenté au comité d'audit pour recommandation et présenté à la réunion suivante du **conseil d'administration pour approbation**.

ET QUE, exceptionnellement et ce, pour faciliter les opérations du nouveau centre YMCA Saint-Roch à Québec, les signataires autorisés pourront déléguer leur pouvoir de signature au Directeur du centre YMCA Saint-Roch, dans les limites qui leur sont attribuées et ce, seulement dans le cadre d'ententes relatives aux opérations de ce centre;

ET QUE les Directions autorisées peuvent déléguer leur pouvoir de signature pour les Contrats de dépenses opérationnelles non capitalisables d'une valeur inférieure à 1 000$;

ET QUE le Comité exécutif est autorisé, lorsque les bailleurs de fonds concernés requièrent une approbation du conseil à cet effet, à approuver toute demande de subvention ou de financement de programme, présentée ou non par le comité d'audit, incluant ceux dont la valeur totale ne dépasse pas **750 000$,** sous réserve qu'il s'agisse de renouvellements de **programmes récurrents** et que la demande approuvée soit présentée pour information à la réunion suivante du comité d'audit et du conseil d'administration;

ET QUE le conseil d'administration doit, lorsque les bailleurs de fonds concernés requièrent une approbation du conseil à cet effet, approuver toute demande de subvention ou de financement de **NOUVEAU programme**, présentée ou non par le comité d'audit.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

Montréal, 27 Mars 2019

Secrétaire

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **George Kalimeris** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Les YMCA du Québec**, à déposer le projet **Alternative Suspension** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.



2020-01-24

George Kalimeris

Directeur(trice)

Date

(Document à joindre avec la demande de soutien financier)

2020

Engagement de l'organisme

(Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général de la Ville de Montréal)

Nous soussignés _____
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance des modalités de financement (le nommer)**,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le **conseil d'arrondissement de Montréal-Nord**, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville (Arrondissement de Montréal-Nord) exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet (le nommer).

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme

_____
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme Date

CADRE DE RÉFÉRENCE









Programmes d'aide financière et ententes de partenariat avec les organismes à but non lucratif

Montréal-Nord
Montréal

610/701

Sommaire

Liste des sigles et acronymes 4

Préambule 5

1. Cadre juridique et réglementaire de l'arrondissement de Montréal-Nord 6

Rôle de l'arrondissement en matière de gestion des programmes d'aide financière 6

2. Orientations 7

3. Appel de projets 7

3.1 Appel de projets pour Priorité Jeunesse 8

3.2 Un financement triennal 8

3.3 Un cycle triennal 13

3.4 Une rencontre annuelle d'information 14

3.5 Un comité multipartite d'analyse des projets 14

3.6 Procédure pour une demande de financement, d'allocation des fonds et de suivi 15

3.7 Des services de soutien et d'accompagnement 15

4. Ententes de partenariat 16

Annexes

Annexe-1 18

Annexe-2 19

Annexe-3 20

Annexe-4 21

Liste des tableaux

Tableau-1 – Modalités des programmes de soutien financier de l'arrondissement de Montréal-Nord offerts aux organismes du milieu 11

Tableau-2 – Principaux programmes de soutien financier de l'arrondissement de Montréal-Nord offerts aux organismes du milieu, selon la source de financement et la possibilité de financement annuel ou triennal 12

Tableau-3 – Ententes pluriannuelles avec des partenaires majeurs de l'arrondissement 16

Liste des sigles et acronymes

BINAM	Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal
CDEC	Corporation de développement économique de Montréal-Nord
CIUSSS-NÎM	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal
CLR	Comité local de revitalisation
CSPI	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
DCSLDS	Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
DSP	Direction de la santé publique
IMSDSL	Initiative montréalaise de soutien au développement social local
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MCC	Ministère de la Culture et des Communications
MIFI	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
MTESS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
OBNL	Organisme à but non lucratif
RUI	Revitalisation urbaine intégrée
QI	Quartier intégré
Q21	Quartier 21

Préambule

En 2018, l'arrondissement de Montréal-Nord a décidé de redéfinir les méthodes d'attribution de l'aide financière découlant des programmes qu'il administre. Cette réflexion s'est notamment basée sur un étalonnage des meilleures pratiques dans ce domaine qui ont cours dans huit arrondissements de la Ville de Montréal ainsi que dans six grandes villes du Québec de 100 000 habitants et plus. Par la suite, une consultation a été réalisée en deux étapes (27 avril 2018 et 23 mai 2019) auprès des organismes communautaires et des instances de concertation du milieu pour définir ce nouvel outil. Au terme de cette consultation, un cadre de référence a été élaboré. Ce document administratif basé sur des valeurs organisationnelles d'équité, de transparence, de communication et de respect guidera la prise de décision de l'administration municipale lorsque viendra le temps d'octroyer des contributions financières. Il permettra :

- d'avoir une approche équitable et transparente auprès des organismes partenaires de l'arrondissement dans les appels de projets ou la définition d'ententes de partenariat visant à octroyer des contributions financières en vue de réaliser des projets ou encore des contrats de service;
- d'assurer une gestion des fonds publics efficace et efficiente, axée sur l'atteinte de résultats mesurables;
- de mieux reconnaître la mission, l'expertise et l'offre de service des organismes partenaires notamment en se basant sur leur connaissance du milieu;
- d'encourager l'innovation sociale et l'émergence d'initiatives inédites.

1

Cadre juridique et réglementaire de l'arrondissement de Montréal-Nord

La Ville de Montréal et ses 19 conseils d'arrondissement possèdent des compétences, pouvoirs et obligations dans les domaines du développement communautaire, économique, social[1], culturel et des loisirs. Les moyens à mettre en place – et notamment les budgets – pour répondre à ces obligations sont partagés entre les ressources gouvernementales et celles de la Ville de Montréal. L'utilisation de ces ressources est balisée par un ensemble de lois, de règlements et de normes régissant la gestion des fonds publics.

L'arrondissement doit, entre autres, observer les règles émanant du vérificateur général de la Ville de Montréal (voir ANNEXE-4).

Rôle de l'arrondissement en matière de gestion des programmes d'aide financière

Le conseil d'arrondissement a le pouvoir de décision, d'orientation et de recommandation sur ses budgets ainsi que ceux qui lui sont octroyés par la Ville de Montréal; l'arrondissement doit toutefois respecter les normes établies dans le cadre des programmes municipaux (services centraux) et des ententes gouvernementales.

Dans les domaines relevant de sa compétence, la décision définitive sur les critères de répartition, la pertinence des projets financés et les montants octroyés appartient au conseil d'arrondissement. À cet effet, l'arrondissement tient compte des orientations formulées dans son Plan stratégique 2016-2025 «Oser ensemble Montréal-Nord» ainsi que celles définies dans la Politique et le plan d'action sur les saines habitudes de vie, le Plan collectif de développement économique de Montréal-Nord 2018-2023 « Prospérer ensemble », le Plan de développement culturel et son futur plan d'action, de même que dans les plans d'action des instances de concertation locales.

[1] Articles 87 et 130 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

2 Orientations

L'arrondissement de Montréal-Nord allouera ses budgets disponibles aux organismes du milieu reconnus en vertu de la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord ». Pour ce faire, il entend :

- favoriser le développement de projets alignés sur son Plan stratégique 2016-2025 *Oser ensemble Montréal-Nord*, le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027, la Politique et le plan d'action sur les saines habitudes de vie, le Plan collectif de développement économique de Montréal-Nord 2018-2023 « Prospérer ensemble », le Plan de développement culturel et son plan d'action ainsi que les plans d'action des instances de concertation locales;
- mettre en place une nouvelle procédure d'appel de projets;
- convenir d'ententes de partenariats avec certains acteurs majeurs, à titre de fournisseurs de services à cause de leur mission et de leur expertise unique dans certains domaines liés aux besoins de l'arrondissement;
- encourager l'adéquation entre les demandes de financement des organismes et leur mission respective;
- privilégier un financement triennal des projets;
- répondre à de nouvelles perspectives d'avenir ou à des besoins conjoncturels.

3 Appel de projets

L'appel de projets est élaboré dans le respect des critères des programmes de financement et des orientations issues des plans de l'arrondissement, tels le Plan stratégique 2016-2025 *Oser ensemble Montréal-Nord*, le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027, la Politique et le plan d'action sur les saines habitudes de vie, le Plan collectif de développement économique de Montréal-Nord 2018-2023 « Prospérer ensemble » et le Plan de développement culturel et son futur plan d'action. Ce processus tiendra compte également des priorités définies dans les plans d'action des instances de concertation locales.

L'appel de projets sera aussi ouvert aux nouveaux projets portés par des organismes reconnus permettant de répondre à des situations particulières.

Tous les programmes qui ne sont pas déjà normés dans la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord » seront inclus dans l'appel de projets qui comprendra les domaines suivants :

1. Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (publics cibles divers, zones d'intervention prioritaire)
2. Priorité Jeunesse (jeunesse, famille)
3. Personnes aînées
4. Sécurité urbaine
5. Développement culturel (ex. : Festivals des arts, arts de la scène, arts visuels, métiers d'art, médiation culturelle, soutien aux organismes culturels, etc.)
6. Loisirs, activités physiques et pratiques sportives (ex. : Programme d'animation dans les parcs, soutien aux organismes sportifs, soutien aux athlètes, etc.)
7. Développement durable et aménagement du territoire (ex. : propreté, aménagement urbain, etc.)
8. Développement économique (économie sociale, marketing, etc.)

D'une année à l'autre, d'autres volets pourraient s'ajouter à ces domaines, selon les besoins constatés dans l'arrondissement, par exemple la sécurité alimentaire, l'environnement et les saines habitudes de vie.

3.1 Appel de projets pour Priorité Jeunesse

L'appel de projets pour ce volet sera réalisé en fonction du cadre de gouvernance du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027. Il sera lancé conjointement par la Table de quartier de Montréal-Nord et l'arrondissement.

Le comité de pilotage de Priorité Jeunesse mandatera le comité multipartite d'analyse des projets pour étudier les projets soumis. Le comité multipartite, après analyse des projets, fera des recommandations au comité de pilotage de Priorité Jeunesse. Par la suite, le comité de pilotage recommandera les projets retenus à l'arrondissement pour l'approbation du conseil d'arrondissement.

En concertation avec les instances de Priorité Jeunesse, une procédure d'évaluation des effets sera mise en place pour faire le suivi de projets ciblés en lien avec les objectifs poursuivis. Au fil des cinq prochaines années, certains des projets mis en œuvre dans le cadre de Priorité Jeunesse devraient faire l'objet d'une évaluation des effets.

3.2 Un financement triennal

L'arrondissement propose que dans tous les programmes où il dispose du pouvoir d'allocation et où les conditions du programme le permettent, que le soutien financier soit accordé sur une base triennale, et ce, selon la disponibilité des fonds. Ainsi, les organismes pourront planifier leurs actions à plus long terme. Pour ce qui est des programmes relevant de la Ville de Montréal (services centraux) ou d'un ministère du gouvernement du Québec, l'arrondissement évaluera auprès des instances concernées la possibilité de moduler leurs programmes selon une approche de financement triennal. Dans le cas contraire, leurs programmes seront offerts sur une base annuelle et les projets seront choisis en fonction du cadre normatif du programme.

Par ailleurs, même pour les projets financés sur une base triennale, la reddition de comptes demeurera annuelle et les organismes devront satisfaire aux attentes de l'arrondissement pour recevoir le financement de l'année subséquente.

Trois catégories de programmes sont par ailleurs établies selon les sources de financement disponibles.

A) Programmes d'aide financière à la mission

- Programme de subventions aux clubs sportifs
- Programme de subventions aux organismes de loisirs
- Programme de subventions aux comités de loisirs des résidences d'habitation
- Initiative montréalaise de soutien au développement social local (Ville de Montréal, DSP, Centraide) – Programme destiné aux tables de quartier

B) Programmes d'aide financière aux projets

1. Projets et ententes de partenariat financés par l'arrondissement :

- Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027
- Programme d'animation dans les parcs
- Service de résolution de conflits et de médiation sociale (entente de partenariat)
- Programme de subventions aux activités parascolaires
- Programme de diffusion culturelle citoyenne (février 2020)
- Programme d'exposition citoyenne (février 2020)
- Programme de soutien aux artistes pour le Festival des arts de Montréal-Nord
- Programme de subventions pour une aide d'urgence destinée aux personnes et aux familles défavorisées
- Programme de subventions pour des projets spéciaux

2. Projets et ententes de partenariat financés par les programmes de la Ville de Montréal et gérés par l'arrondissement :

- Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (entente de partenariat)
- Politique de l'enfant
- Programme de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM)
- Programme d'intervention de milieu jeunesse 12-30 ans (PIMJ)
- Programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI) (entente de partenariat)
- Programme Quartier intégré (QI)
- Programme Quartier 21 (Q21)

3. Projets financés par les ententes entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal :

- Entente sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (MTESS-Ville)
- Entente avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI-Ville) gérée par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants (BINAM)
- Entente de développement culturel (médiation culturelle, francisation, sorties culturelles, quartiers culturels) gérée par le Service de la culture de la Ville de Montréal
- Entente avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH-Ville)

C) Nouveaux programmes en voie de création

- Programme de pratique culturelle amateur dans les installations de l'arrondissement
- Programme d'animation et de médiation culturelle durant les activités extérieures
  - Corridor vert
  - Rues piétonnes et partagées
  - Marchés publics
  - Site de l'ouest (parc Eusèbe-Ménard)
- Programme d'animation et de médiation culturelle en bibliothèque
- Programme des bibliothèques pour le soutien aux auteurs en émergence

Le tableau-1 suivant illustre les différentes modalités de financement (annuel ou triennal) et d'allocation selon que le programme relève de l'arrondissement ou d'une autre instance.

TABLEAU-1

Modalités des programmes de soutien financier de l'arrondissement de Montréal-Nord offerts aux organismes du milieu

Modalités	Type de programme		Mode de financement	Processus et mode d'attribution
1	Le programme est conçu par l'arrondissement et financé à même son budget	Il est normé dans la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes	Annuel	En fonction du cadre normatif fixé dans la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes
2	Le programme est conçu par l'arrondissement et financé à même son budget	Il est normé dans la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes ou dans un autre programme	Triennal	Appel de projets et/ou Entente de partenariat
3	Le programme est conçu par la ville-centre ou par un ministère et administré par l'arrondissement	Il est normé La Ville de Montréal ou le ministère délègue à l'arrondissement le pouvoir d'allocation	Triennal, si possible après négociation avec la ville-centre ou le ministère concerné Sinon, annuel	Appel de projets et/ou Entente de partenariat
4	Le programme est conçu par la ville-centre ou par un ministère et administré par l'arrondissement	Il est normé La Ville de Montréal ou le ministère se réserve le pouvoir d'allocation	Annuel ou triennal	En fonction du cadre normatif du programme ou de l'entente

Les quatre possibilités décrites au tableau-1 permettent de déterminer les modalités de financement des différents programmes et ententes présentés aux tableaux 2 et 3.

TABLEAU-2

Principaux programmes d'aide financière offerts aux organismes du milieu, selon la source de financement et le budget 2019

Modalités	Description	Provenance des fonds	Financement en 2019
Programmes de l'arrondissement de Montréal-Nord			
1	Programme de subventions pour des projets spéciaux	Arrondissement	65 988 $
1	Programme de subventions pour une aide d'urgence destinée aux personnes et familles défavorisées	Arrondissement	2 500 $
2	Programme de subventions aux organismes de loisirs	Arrondissement	1 750 $
2	Programme de subventions aux comités des loisirs des résidences d'habitation	Arrondissement	6 050 $
2	Programme de subventions aux activités parascolaires	Arrondissement et Politique de l'enfant	69 155 $
2	Programme de subventions aux clubs sportifs	Arrondissement	122 810 $
2	Service de résolution de conflit et de médiation sociale (Entente de partenariat)	Arrondissement	73 128 $
2	Programme de soutien aux artistes pour le Festival des arts de Montréal-Nord	Arrondissement	22 000 $
2	Programme d'animation dans les parcs	Arrondissement	110 000 $
2	Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027	Arrondissement	286 300 $
Programmes de la Ville de Montréal			
3	Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (Entente de partenariat)	Ville de Montréal	70 000 $
3	Politique de l'enfant	Ville de Montréal	130 778 $
3	Programme de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM)	Ville de Montréal et arrondissement	12 500 $
3	Programme d'intervention de milieu jeunesse 12-30 ans (PIMJ)	MIFI et Ville de Montréal	29 872 $
3	Programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI) (Entente de partenariat)	Ville de Montréal	115 032 $
4	Programme Quartier 21	Ville de Montréal et arrondissement	20 000 $/an (2016 à 2018)
4	Programme Quartier intégré	Ville de Montréal	110 000 $

TABLEAU-2 (suite) Principaux programmes d'aide financière offerts aux organismes du milieu, selon la source de financement et le budget 2019			
Modalités	**Description**	**Provenance des fonds**	**Financement en 2019**
Ententes entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal			
3	Entente sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité	MTESS et Ville de Montréal	442 414 $ /an (2018 à 2023)
4	Entente avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration[2] dans le cadre de l'initiative Territoires d'inclusion prioritaire (Montréal-Nord)	MIFI et Ville de Montréal	433 398 $ (2019 à 2021)
4	Entente de développement culturel (médiation culturelle, francisation)	MCC et Ville de Montréal	55 000 $
4	Entente avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	MAMH et Ville de Montréal	250 000 $/an (2017 à 2019)
4	Initiative montréalaise de soutien au développement social local (Table de quartier)	Ville de Montréal, DSP, Centraide	100 928 $

Les montants indiqués dans le tableau 2 sont sujets à changement selon la disponibilité des fonds ainsi que les choix budgétaires de la Ville de Montréal et des gouvernements.

3.3 Un cycle triennal

L'appel de projets sera intégré dans le cycle budgétaire de l'arrondissement qui correspond à l'année civile ou au cycle budgétaire des ententes intervenues avec les ministères. L'appel de projets aura lieu à l'automne afin de rendre les décisions au début janvier. Il s'écoulerait donc entre deux et trois mois entre l'appel de projets et l'annonce des décisions.

Toutefois, il est possible que d'autres appels de projets soient lancés au cours de l'année pour tenir compte du cycle budgétaire de certains programmes.

Ainsi, les budgets provenant des ententes ou programmes suivants feront l'objet d'un appel de projets : Entente sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (MTESS-VILLE), Programme d'intervention de milieu jeunesse 12-30 ans (PIMJ), Politique de l'enfant de la Ville de Montréal, financement de l'arrondissement dédié au Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027 et Programme d'animation dans les parcs.

[2] Entente gérée par le BINAM depuis 2018

3.4 Une rencontre annuelle d'information

Organisée conjointement par l'arrondissement, la Table de quartier de Montréal-Nord et les instances de concertation sectorielles, une rencontre d'information se tiendra une fois par année au cours de l'automne. Cette rencontre a pour objectifs :

- de présenter les budgets des divers programmes municipaux et des ententes conclues par la Ville de Montréal avec les ministères des gouvernements du Québec et du Canada;
- de définir les enjeux qui guideront l'allocation des fonds, ceux-ci étant déterminés notamment en fonction des priorités du milieu et des données probantes telles les statistiques populationnelles locales, le taux de fréquentation des installations et des activités, la performance des programmes, les données de la Direction de la santé publique, les statistiques de la CSPI et tout autre indicateur d'évaluation jugé pertinent.

3.5 Un comité multipartite d'analyse des projets

Un comité multipartite d'analyse des projets regroupant des mandataires des organismes suivants sera formé pour chaque appel de projets. Le nombre de personnes et la composition du comité tiendront compte des caractéristiques des programmes énumérés précédemment et de l'expertise des mandataires.

Chaque comité multipartite d'analyse des projets sera composé des acteurs suivants sur une base permanente :

- L'arrondissement de Montréal-Nord
- Un autre arrondissement de la Ville de Montréal

À cela, s'ajouteront deux ou trois représentants des organismes ou institutions suivants :

- Le CLE de Montréal-Nord (Emploi-Québec)
- Le CIUSSS-NÎM
- La commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPÎ)
- La Caisse Desjardins Sault-au-Récollet – Montréal-Nord
- La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord
- La Concertation petite enfance-famille de Montréal-Nord
- Le Comité de réflexion sur le vieillissement
- Le Musée des beaux-arts de Montréal
- Le Conseil des arts de Montréal
- Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal
- Le milieu socio-économique, selon la thématique des projets : par exemple la CDEC pour des projets de nature économique
- Le Conseil jeunesse de Montréal-Nord
- Le Conseil des aînés et aînées de Montréal-Nord (à venir)

Un profil type des membres du comité d'analyse des projets sera élaboré ainsi que des règles d'éthique pour encadrer leur participation.

3.6 Procédure pour une demande de financement, d'allocation des fonds et de suivi

L'arrondissement de Montréal-Nord intègre l'ensemble des obligations, normes et contraintes résumées ici dans son processus d'analyse de demandes de financement et d'allocation des fonds.

Tout organisme souhaitant demander un soutien financier à l'arrondissement doit d'abord être reconnu en vertu de la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord ». L'ANNEXE 1 explique comment procéder.

Les demandes déposées par les organismes reconnus sont analysées en fonction de leur mission, de leur adéquation aux normes des programmes et ententes, des besoins du milieu, de l'importance du soutien demandé et des ressources disponibles. Ce processus est détaillé à l'ANNEXE 2.

Une fois le soutien financier accordé, chaque projet fera l'objet d'un suivi administratif, d'une analyse des résultats et d'une reddition de comptes, selon le processus décrit à l'ANNEXE 3.

3.7 Des services de soutien et d'accompagnement

L'arrondissement de Montréal-Nord, par le biais de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises et de la Direction des travaux publics soutiendra de diverses manières l'action des organismes du milieu. Cet appui, adapté à la réalité des organismes partenaires, prendra notamment les formes suivantes :

- Soutien à la recherche de financement, de l'aide au développement et à la réalisation des projets;
- Formation à la gestion administrative et financière;
- Formation à la gestion de projets, incluant la formulation d'objectifs et les divers modes d'évaluation;
- Promotion des activités;
- Prêt de locaux, de plateaux et d'installations;
- Etc.

4. Ententes de partenariat

L'arrondissement entretient des liens d'affaires avec des acteurs majeurs du milieu qui détiennent des expertises particulières ou oeuvrent dans des créneaux distinctifs bonifiant ainsi l'offre disponible sur le territoire. Au regard de cette réalité, l'arrondissement compte établir avec ces derniers des ententes particulières de partenariat dans leurs champs de spécialisation.

Le tableau-3 illustre les ententes de partenariat pluriannuelles en cours ou à venir avec ces partenaires majeurs de l'arrondissement.

TABLEAU-3

Principales ententes de partenariat pluriannuelles avec des partenaires majeurs de l'arrondissement

Modalités	Description	Provenance des fonds	Statut
Conventions avec contributions financières et/ou contrats de service de gré à gré			
2	Entente avec la Table de quartier de Montréal-Nord	Arrondissement, Ville de Montréal (Initiative montréalaise de soutien au développement social local, Revitalisation urbaine intégrée)	En cours (3 ans)
2	Entente avec La Route de Champlain pour la mise en valeur des berges de la rivière des Prairies	Arrondissement	En cours (5 ans)
2	Entente avec l'Institut Pacifique pour la gestion du Service en résolution de conflits et de médiation sociale	Arrondissement	En cours (annuelle)
3	Entente avec le Café-Jeunesse Multiculturel pour le Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes	Ville de Montréal	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente avec Un itinéraire pour tous pour l'animation et la gestion des locaux de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente avec la CDEC pour le soutien au développement économique local	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente avec la Coopérative de Solidarité Éconord pour le programme Éco-quartier	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)

TABLEAU-3 (suite) Principales ententes de partenariat pluriannuelles avec des partenaires majeurs de l'arrondissement			
Modalités	**Description**	**Provenance des fonds**	**Statut**
2	Entente pour la gestion et l'animation de l'Espace jeunesse de l'ouest Le Salon	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente pour la gestion et l'animation du pavillon du parc Henri-Bourassa	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente pour la gestion et l'animation du pavillon du parc Saint-Laurent	Arrondissement	Nouvelles ententes à définir (3 ans)

ANNEXE-1

Démarche à suivre pour un organisme qui souhaite être reconnu en vertu de la *Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord*

Tout organisme qui souhaite déposer une demande de financement auprès de la DCSLDS doit être reconnu en vertu de la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord ».

L'organisme doit remplir le formulaire prévu à cet effet et le faire parvenir accompagné des documents exigés pour l'analyse de sa candidature. L'organisme doit déposer un dossier complet. La documentation requise est la suivante :

- Un original de la résolution du conseil d'administration attestant qu'il souhaite déposer une demande de reconnaissance et qu'il s'engage à respecter les exigences liées à sa reconnaissance;
- Une copie de l'acte constitutif de l'organisme (lettres patentes);
- Les règlements généraux;
- Les états financiers du dernier exercice complété et les prévisions budgétaires pour l'exercice en cours;
- Le rapport annuel des activités de la dernière année;
- Le plan d'action et la programmation de l'année en cours;
- La liste des membres du conseil d'administration;
- Les résultats d'inscription, incluant les codes postaux (si nécessaire);
- Les coûts d'inscription et la tarification, s'il y a lieu;
- Une copie du certificat d'assurance responsabilité civile;
- L'attestation annuelle de l'Inspecteur des institutions financières du Québec (Registre des entreprises du Québec);
- Le procès-verbal de la plus récente assemblée générale annuelle;
- Pour les clubs sportifs seulement, une copie de l'attestation de la fédération sportive ou de l'association régionale encadrant la discipline en question et certifiant que le club est membre et en règle.

ANNEXE-2

Processus d'analyse d'une demande de soutien financier

Une fois reconnu par l'arrondissement en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes, un OBNL peut présenter une demande de soutien financier. Le processus d'analyse des demandes repose sur les cinq étapes suivantes.

A. Admissibilité de la demande

L'admissibilité de la demande est vérifiée en fonction des lois et règlements municipaux, des critères d'admissibilité de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes, des paramètres du programme auquel s'adresse la demande, de la mission de l'organisme et des critères de l'appel de projets.

B. L'analyse en fonction du soutien demandé

À l'aide d'une grille d'analyse, la demande est évaluée selon des critères objectifs. C'est à cette étape qu'est notamment vérifié l'engagement de l'organisme à réaliser tous les objectifs du plan d'action proposé et à se conformer aux exigences du programme auquel s'adresse la demande.

C. L'analyse en fonction des besoins du milieu

L'analyse est faite en fonction des réalités et des besoins spécifiques du secteur d'intervention, du quartier et de l'arrondissement, ainsi qu'en fonction des réalités sociales des groupes ciblés, telles que définies notamment dans la planification stratégique de l'arrondissement et les plans d'action qui en découlent, ainsi que les plans locaux des instances de concertation. L'impact de la demande sur l'accessibilité, la diversité, la complémentarité et la qualité de l'offre globale de services est aussi pris en compte.

D. L'analyse en fonction des ressources disponibles et des priorités d'allocation

L'importance et la durée du soutien financier offert sont soumises à la disponibilité des ressources, aux critères et au cycle de développement des programmes de financement, ainsi qu'aux priorités de l'arrondissement.

E. L'analyse de la nature des ententes

Il s'agit à cette étape de déterminer la nature du contrat à établir : s'agit-il d'une convention de contribution financière ou d'un contrat de service? Le formulaire « Qualification du contrat conclu avec un OSBL » est utilisé pour ce faire. C'est également à cette étape que l'on doit obtenir l'assurance que la subvention sera utilisée aux fins pour lesquelles elle sera octroyée.

ANNEXE-3

Processus de suivi des projets

Le suivi des projets financés par l'arrondissement de Montréal-Nord repose sur les étapes suivantes :

A. Signature de la convention

Une fois le projet approuvé par le conseil d'arrondissement, l'organisme est invité à une séance de signature de la convention de projet.

L'organisme doit signer un formulaire d'engagement à utiliser la contribution financière exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

L'organisme se voit remettre le règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et le protocole de visibilité en matière de communication (de la Ville ou de l'arrondissement, selon le cas).

B. Rencontre d'étape

À la mi-temps du projet, une rencontre avec l'organisme permet de dresser une évaluation du projet, à l'aide d'une grille d'analyse préétablie et de procéder aux rajustements si nécessaire.

C. Analyse du rapport final pour l'évaluation du projet

L'organisme doit faire parvenir à l'arrondissement un rapport final 30 jours après la fin du projet. Le rapport est analysé et acheminé à la Ville de Montréal, pour les projets financés par la Ville ou dans le cadre d'une entente entre la Ville et un ministère.

Ce rapport final doit être accompagné du formulaire – signé par l'organisme – de confirmation de l'utilisation de la contribution financière de la Ville de Montréal aux fins prévues du projet.

Enfin, il est à noter que dans le cas de programmes de financement spécifiques, l'arrondissement ajoute parfois une étape d'évaluation externe des effets des projets financés par les fonds municipaux.

ANNEXE-4

Bonnes pratiques en matière de gestion des programmes d'aide financière de la Ville de Montréal

En 2015, le vérificateur général de la Ville de Montréal a formulé des recommandations après avoir mené un audit dans neuf arrondissements de la Ville de Montréal et trois services centraux. Il s'agit de recommandations auxquelles doivent se conformer les organismes à but non lucratif qui reçoivent des contributions financières des arrondissements et des services centraux de la Ville de Montréal.

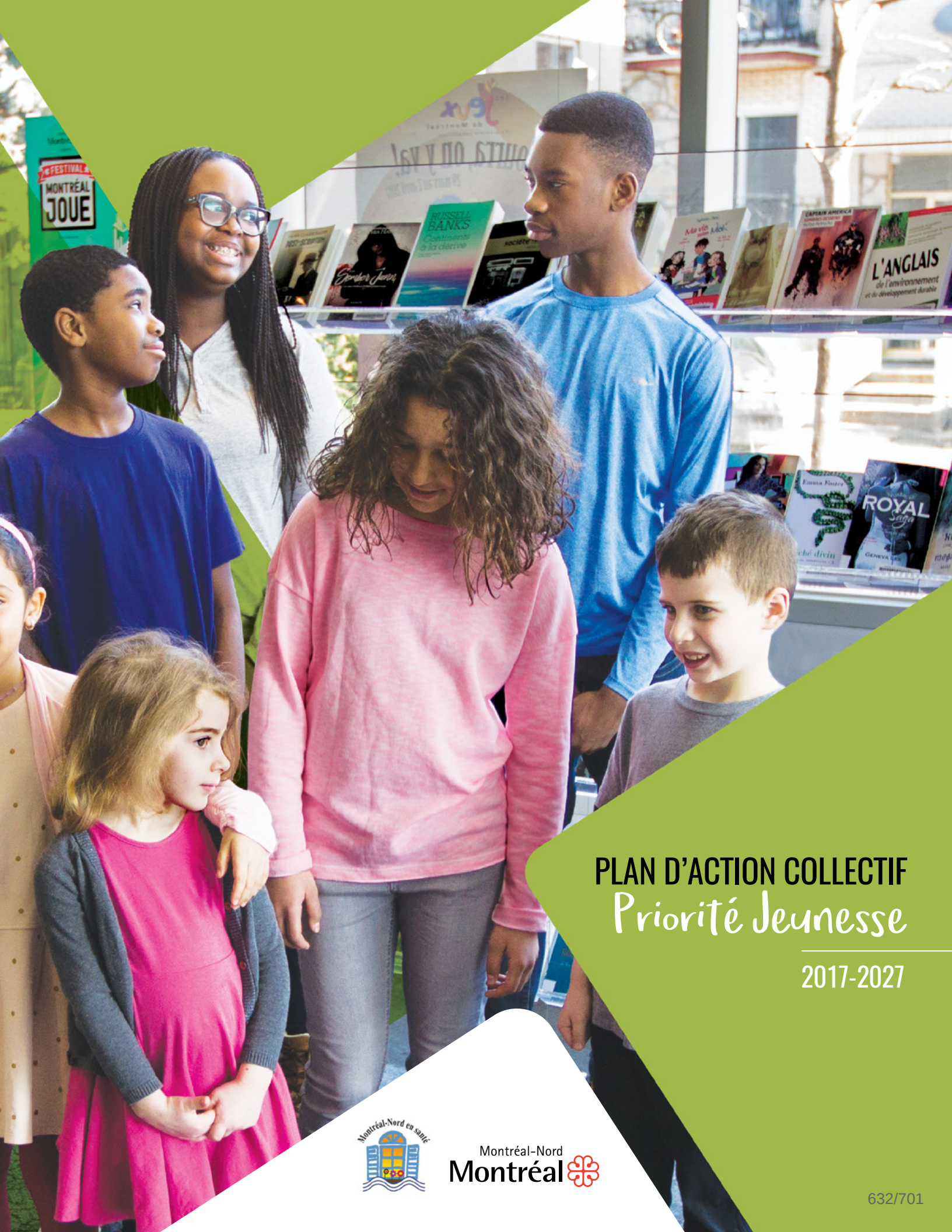
Convenir avec les organismes soutenus qu'ils doivent respecter les règles suivantes :

- Se conformer à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* :
  i. Faire l'audit des états financiers si les contributions financières de l'organisme totalisent 100 000 $ et plus;
  ii. Transmettre une copie des états financiers audités et une copie du rapport annuel d'activités au vérificateur général de la Ville de Montréal.
- Définir des objectifs mesurables, pour chacune des contributions accordées;
- Tenir une comptabilité distincte pour les activités ou les projets soutenus;
- Permettre à la Ville de consulter les registres comptables et les pièces justificatives;
- Produire des informations financières distinctes pour les activités subventionnées dans les états financiers;
- Confirmer par écrit que les sommes versées ont été utilisées aux seules fins de la réalisation du projet ou des activités prévues;
- Produire des rapports pour chacune des contributions financières accordées.

Le vérificateur général souligne aussi la nécessité de définir avec précision certains contenus dans les demandes de soutien financier et dans les rapports d'étape et finaux.

- Formulaire de demande de soutien financier :
  - des objectifs mesurables à court terme;
  - des résultats attendus en lien avec les objectifs mesurables et les activités prévues.
- Formulaire de rapport d'étape ou final :
  - description des activités réalisées par rapport aux activités prévues dans la demande de soutien financier (quantité, fréquence, lieu, etc.);
  - Résultats obtenus en lien avec les activités réalisées;
  - S'il y a lieu, une explication des écarts entre le budget prévisionnel dans la demande de soutien financier et le budget réel dans le rapport final.

Décembre 2019



PLAN D'ACTION COLLECTIF
Priorité Jeunesse

2017-2027

Montréal-Nord en santé

Montréal-Nord
Montréal

632/701


REBECCA DONOVAN
Et si...
société noire
Sortie de classes
ROYAL
L'année sans été
JUNGLE BOOK
L'héritière de Salem
GOLDEN VALLEY
Tout pour France
Petit Atlas historique de l'Antiquité grecque
633701

TABLE DES MATIÈRES

Messages officiels 4
Pourquoi un plan d'action collectif ? 17
Une démarche née sous le signe de la concertation 18
Un mouvement sans précédent 19
Des constats difficiles mais surmontables 20
Principes directeurs communs 22
Produire un effet durable et équitable 22
Notre plan d'action 25
- Axe 1 : favoriser la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative 26
- Axe 2 : développer les talents, l'employabilité et l'entrepreneuriat 32
- Axe 3 : enrichir le vivre ensemble 36

Qu'est-ce qu'une démarche d'impact collectif 42
Modèle de gouvernance du plan d'action 43
L'évaluation de notre plan d'action collectif 44
Conclusion 45
Contributeurs, porteurs et partenaires de projets 46

MOT DE LA *mairesse* DE MONTRÉAL-NORD ET DE LA RESPONSABLE DE LA *jeunesse*



Christine Black
Mairesse



Chantal Rossi
Conseillère de Ville

PRÉPARONS ENSEMBLE L'ULTIME ET INCONTOURNABLE RENDEZ-VOUS DE NOS JEUNES AVEC *leur avenir.*

Une nouvelle ère de mobilisation pour la jeunesse de Montréal-Nord

Il y a de ces rendez-vous impossibles à oublier. À Montréal-Nord, le 20 mai 2016, des représentants de tous les horizons s'étaient rassemblés, préoccupés par le sombre portrait de la défavorisation, de l'exclusion et des inégalités sociales dans notre arrondissement. Nous avons constaté les impacts de ces disparités sur nos jeunes et nos familles. Ce jour-là, nous avons affirmé notre responsabilité collective envers les 0-29 ans. Mais surtout, nous avons exprimé notre volonté d'agir ensemble, en concrétisant nos rêves collectifs.

Aujourd'hui, nous démarrons notre Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse. La prochaine étape, très stimulante mais combien exigeante, sera de traduire les intentions en actions. Il s'agit d'un défi des plus ambitieux pour lequel nous y consacrerons au moins la prochaine décennie.

Vous tenez entre vos mains notre feuille de route commune qui concrétise un engagement véritablement multisectoriel en réponse aux disparités que nous avons constatées. C'est un plan collectif qui vise ultimement des objectifs très spécifiques, aux effets mesurables.

Nous agirons pour :

- outiller et mieux accompagner les jeunes et leur famille ;
- donner des ressources pour les enfants victimes de violence ;
- offrir un filet de sécurité pour éviter les ruptures de parcours ;
- soutenir les employeurs qui accueillent des jeunes marginalisés ;
- donner de meilleures infrastructures pour les besoins des jeunes ;
- développer des compétences en préemployabilité pour nos adolescents ;
- générer de saines habitudes de vie pour nos enfants ;
- proposer des activités riches et variées en culture, arts, sports et nouvelles technologies.

Nous partageons avec vous tous cette occasion unique de faire de Montréal-Nord un exemple de réussite en matière d'impact collectif en nous attaquant à toutes les facettes des obstacles minant leur parcours. Tant d'efforts et de généreuses attentions ont déjà été consentis. Nous tenons à féliciter chacun d'entre vous – et vous êtes nombreux – qui avez apporté ou qui apporterez votre contribution au cours des prochaines années.

Comme le disait Kennedy, *« Nous avons besoin d'hommes (et de femmes) qui sachent rêver à des choses inédites ».* Lisons en filigrane de ce plan d'action les rêves d'avenir de notre jeunesse. Mais surtout, n'oublions jamais que nous travaillons pour eux.

MOT DU MAIRE DE Montréal



Denis Coderre
Maire

Depuis plus de 40 ans que je réside à Montréal-Nord, je peux témoigner de la présence d'une communauté forte, où les liens sont tissés serrés.

Je sais qu'ensemble, nous sommes capables d'accomplir de grandes choses.

Le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse est le fruit d'un engagement de la part de toutes les forces vives de l'arrondissement, un véritable parti pris en faveur des jeunes.

C'est un plan ambitieux, qui va demander une implication et un travail constants. Mais en bout de ligne, nous serons tous gagnants. Parce qu'en luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale, nous encourageons nos jeunes à prendre leur place, à développer leur potentiel et leurs talents, à faire de Montréal une meilleure ville grâce à leur contribution.

N'oublions pas que c'est un devoir collectif que nous avons envers les jeunes de Montréal-Nord, dans la foulée des événements qui ont suivi la mort tragique de Fredy Villanueva, en 2008.

Dans son rapport de 2013, le coroner André Perreault nous demandait de mettre sur pied un plan d'action particulier relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour les résidents de Montréal-Nord.

Devant ce défi, le monde de l'éducation, de la santé, de l'emploi, des affaires ainsi que le milieu communautaire et les élus, tous, nous avons répondu « présents » !

TOUS, NOUS SOUTENONS CE PLAN QUI, J'EN SUIS SÛR, CONTRIBUERA À CHANGER LA VIE DE NOS JEUNES AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES.

MOT DU GOUVERNEMENT DU Québec



Martin Coiteux
Député de Nelligan
Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ministre de la Sécurité publique
Ministre responsable de la région de Montréal

Au cours des derniers mois, un véritable laboratoire urbain de concertation a été mis en branle dans la métropole. Le gouvernement du Québec est fier d'être partie prenante de l'initiative qui a mené au lancement du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse 2017-2027 de Montréal-Nord. Je tiens à saluer le leadership des acteurs clés de l'arrondissement ainsi que le travail des nombreux intervenants qui ont permis la réalisation du Plan d'action.

Aujourd'hui, nous célébrons à la fois l'aboutissement de cette réflexion collective, et le début d'une importante démarche de mobilisation en faveur de la jeunesse et de la relève de Montréal-Nord. Les trois axes du Plan d'action permettront d'intervenir auprès de milliers de jeunes afin d'atteindre l'objectif, largement partagé, de favoriser leur épanouissement et leur pleine participation sociale, économique et citoyenne. Et ce sera fait, bien sûr, au bénéfice de toute leur collectivité, de notre métropole et du Québec.

Aujourd'hui, nous envoyons un signal fort aux jeunes de Montréal-Nord. Les forces et les idées sont rassemblées pour leur permettre d'aller au bout de leurs ambitions et de contribuer au développement de notre société. À leurs côtés, c'est tout le gouvernement du Québec qui est prêt à se mobiliser pour les soutenir.

MOT DU GOUVERNEMENT DU Québec



Rita de Santis
Députée de Bourassa-Sauvé
Ministre responsable
de l'Accès à l'information
et de la Réforme des
institutions démocratiques

C'est avec enthousiasme que je participe au lancement du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse, car il insufflera de l'espoir dans la vie des jeunes Nord-montréalais. Notre communauté est ouverte, généreuse, solidaire et riche en diversité culturelle, en plus d'être soutenue par des gens ainsi que des acteurs importants du milieu communautaire, privé et institutionnel.

J'ai rencontré plusieurs jeunes s'impliquant bénévolement dans la communauté, à travers les organismes, les écoles, les clubs d'âge d'or et autres. Ces jeunes ont tous un point en commun : des rêves, des idées et des ambitions. Malgré les difficultés vécues par certains, ils ont toujours su être au rendez-vous afin d'amener des solutions innovatrices. À titre de députée de Bourassa-Sauvé et de ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, je me réjouis du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse, issu de la Planification stratégique 2016-2025 *Oser ensemble Montréal-Nord*, car il permettra à nos jeunes de participer activement à la vie active et démocratique.

Pour y arriver, nous travaillons en étroite collaboration avec les différents élus de Montréal-Nord afin de répondre aux trois axes d'intervention, soit :

- la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative ;
- l'employabilité et l'entrepreneuriat ;
- le vivre ensemble.

Je salue d'ailleurs cette initiative rassembleuse de l'arrondissement de Montréal-Nord qui, avec la Ville de Montréal, a su réunir ses partenaires de tous les milieux autour d'enjeux majeurs : contrer la pauvreté et l'exclusion sociale qui affectent une partie importante des jeunes de son territoire.

MOT DU GOUVERNEMENT DU *Canada*



Emmanuel Dubourg
Député de Bourassa

Je tiens à féliciter la mairesse de Montréal-Nord, Mme Christine Black, ainsi que les nombreux acteurs et partenaires de l'arrondissement pour l'élaboration de ce Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse. Vos efforts concertés portent leurs fruits aujourd'hui et c'est grâce à vous que nos jeunes pourront en recueillir tous les bénéfices.

En tant que député fédéral de la circonscription de Bourassa, je suis fier d'accompagner tous ceux qui répondent aux aspirations et aux attentes des jeunes de Montréal-Nord. Il est de notre devoir de soutenir ces actions qui amènent des changements positifs à leur qualité de vie, car les jeunes sont notre plus grande richesse.

La Stratégie emploi jeunesse du gouvernement du Canada démontre précisément l'engagement de notre gouvernement pour aider les jeunes. Plus de 10 ministères et organismes fédéraux sont à pied d'œuvre pour aider les jeunes à réussir leur transition vers le marché du travail. D'ailleurs, je me réjouis tout particulièrement que plusieurs projets à Montréal-Nord aient déjà trouvé les ressources financières nécessaires auprès du gouvernement pour mener ces initiatives à bon port.

Je demeure à votre écoute et je vous remercie de votre confiance !

MOT DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA Pointe-de-l'Île



Miville Boudreault
Président

Au nom du conseil des commissaires de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPÎ), c'est avec plaisir que je souligne le lancement du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse. Ce plan est innovateur. Il repose sur une approche concertée et une mobilisation des forces vives de Montréal-Nord.

À la CSPÎ, nous pensons que la réussite éducative des élèves, jeunes et adultes, fréquentant les établissements scolaires de Montréal-Nord repose aussi sur des éléments qui vont au-delà de l'enseignement offert en classe. Le milieu de vie, les activités culturelles, récréatives et sportives de même qu'un réseau d'entraide bien développé sont autant de facteurs importants pour nos élèves et leurs proches. C'est pourquoi la CSPÎ est depuis longtemps un partenaire actif de l'arrondissement de Montréal-Nord et de plusieurs organismes locaux.

La participation de la CSPÎ à des projets comme le *Corridor vert, la Musique aux enfants* et les nombreuses activités parascolaires démontre notre engagement envers la communauté nord-montréalaise.

Par le dynamisme des divers intervenants du milieu, le développement d'un sentiment d'appartenance largement partagé, le rassemblement collectif autour d'une vision concertée, Priorité Jeunesse nous aidera à construire, dès maintenant, le Montréal-Nord de demain.

Nous croyons qu'assurer la réussite des citoyens de Montréal-Nord, c'est assurer à plus long terme celle de tous les Montréalais. Priorité Jeunesse, c'est s'investir ensemble dans l'avenir.

MOT DE LA COMMISSION SCOLAIRE English-Montréal



Angela Mancini
Présidente

La persévérance scolaire est une priorité pour toute la société Québécoise. La Commission scolaire English-Montréal (CSEM) accueille avec grand enthousiasme l'engagement de nos partenaires envers ce but commun. Nous tenons à féliciter l'arrondissement de Montréal-Nord pour son Plan d'action collectif, Priorité jeunesse. Une démarche qui réuni les forces communes de plusieurs collaborateurs pour la mise en place d'un plan commun et concerté visant les déterminants de la réussite scolaire.

Le réseau scolaire ne peut être le seul acteur à contrer le décrochage scolaire. La collaboration étroite du réseau scolaire, des parents, de la communauté, du milieu de l'emploi et de la société Québécoise est primordiale. Nous sommes certains que ce plan sera un catalyseur pour la mobilisation des partenaires et l'amélioration de la réussite de tous nos jeunes.

The EMSB is proud of its three schools in Montreal North: Gerald McShane elementary school, Lester B. Pearson High School and Galileo Adult Center. We are certain that this plan will benefit our students. We congratulate the Borough for its efforts in mobilizing a variety of partners towards a common action plan aiming to increase school perseverance and student success. Our young people can only benefit from such a collective effort.

MOT DU CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE santé ET DE services sociaux — CIUSSS-NÎM



Pierre Gfeller, M.D.
Président-directeur général

Le CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal est heureux de soutenir et de participer au Plan d'action collectif - Priorité Jeunesse de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de Montréal-Nord.

Notre établissement est un acteur important pour la population de Montréal-Nord puisqu'il met à la disposition de la communauté l'expertise, les connaissances et les ressources permettant de prévenir en amont les problèmes sociaux et de santé, en plus de faire la promotion de saines habitudes de vie.

C'est pour cette raison que nous avons activement participé aux discussions qui ont mené au dépôt de ce Plan et que nous nous sommes engagés à soutenir les phases de planification, de mise en œuvre et d'évaluation de l'ensemble du projet.

De plus, afin de soutenir cette initiative structurante pour la population de Montréal-Nord, le Centre de recherche et de partage des savoirs InterActions du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal évaluera l'ensemble de la démarche.

Sur le terrain, notre équipe des services de première ligne sera également présente afin d'offrir, en plus des soins et services déjà disponibles, des réponses spécifiques aux besoins qui pourraient émaner des autres partenaires.

Nous sommes heureux de nous joindre à l'impressionnant groupe de partenaires qui ont choisi de s'impliquer dans cette importante initiative visant à créer un milieu sain et sécuritaire pour l'ensemble de la population de Montréal-Nord et plus particulièrement pour ses jeunes.

MOT DE LA DIRECTION *d'arrondissement*



Rachel Laperrière
Directrice d'arrondissement



Claudel Toussaint
Directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Innovons ensemble pour avancer

Voici notre Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse. Il affirme notre volonté collective d'oser et d'innover pour avancer. Il précise nos objectifs, nos stratégies et nos actions collectives pour accompagner nos jeunes à toutes les étapes de leur vie, et particulièrement lors de ces moments charnières où le déploiement d'un filet de sécurité peut prévenir le décrochage scolaire et civique, et entraîner dès lors diverses formes d'exclusion.

Après nos grands Rendez-vous jeunesse, notre Plan d'action collectif marque un jalon déterminant. Il pose les repères sur une route longue d'au moins dix années. Admettons-le d'emblée, cette voie de l'innovation ne sera pas un long fleuve tranquille. Il n'est pas simple de gérer énergie et ressources sur une décennie, de parer les obstacles et les imprévus, et de maintenir ouverts les canaux de communication dans une grande équipe multisectorielle de partenaires. Il nous faudra du souffle.

Ainsi, ce document n'est que la pointe de l'iceberg. Sa réalisation demande la mise en place et le maintien d'une solide structure de gouvernance. C'est fait. Cette structure constitue le centre nerveux de cet écosystème d'accompagnement complet que nous voulons aménager pour nos jeunes de 0 à 29 ans.

CETTE STRUCTURE NOUS AIDERA À NE PAS PERDRE DE VUE LES CRITÈRES FONDATEURS DE NOTRE DÉMARCHE.

Les membres du comité de pilotage nous seront précieux dans l'organisation de nos efforts et dans le financement de nos interventions et des projets, pour rester centrés sur des enjeux complexes et agir simultanément sur plusieurs aspects qui relèvent de champs de pratiques différents. Tout un programme promettant de constantes occasions d'apprendre les uns des autres et de travailler en synergie, avec tout le sérieux et la rigueur que notre jeunesse mérite.

À tous les intervenants engagés avec nous sur la voie de l'innovation, nous disons merci d'avoir dit oui à cette grande aventure collective tout particulièrement à nos collaborateurs du milieu, à la Table de quartier Montréal-Nord en santé, à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord et à la Concertation petite enfance famille de Montréal-Nord.

MOT DE LA TABLE DE QUARTIER MONTRÉAL-NORD EN *santé*

Oser ensemble pour les jeunes de Montréal-Nord

La Table de quartier Montréal-Nord en santé (TQMNS) : une table de concertation intersectorielle et multi-réseaux. Par son approche inclusive et démocratique, elle contribue à améliorer la qualité et les conditions de vie de la population de Montréal-Nord. Pour ce faire, elle mobilise les citoyens et les différentes organisations autour d'enjeux et d'actions priorisés collectivement qui ont notamment un effet durable sur le développement social, communautaire, environnemental et économique local.

Notre Table est partenaire de l'arrondissement de Montréal-Nord dans l'élaboration et la mise en œuvre de Priorité Jeunesse. Sa contribution va de soi car il y a là des liens évidents entre cette démarche et le Plan de développement social de Montréal-Nord.

LA SITUATION DES JEUNES D'ICI EST UN ENJEU FORT IMPORTANT POUR NOTRE COMMUNAUTÉ. NOTRE TABLE EST CONVAINCUE QUE PRIORITÉ JEUNESSE VA L'AMÉLIORER CONSIDÉRABLEMENT PUISQU'ELLE CIBLE TROIS DES ÉLÉMENTS CLÉS LIÉS À LEUR ÉPANOUISSEMENT.

Priorité Jeunesse est une œuvre collective en évolution. Nous ne pouvons que nous réjouir de constater à quel point on se mobilise pour en assurer la réussite. Au-delà de ce début prometteur, continuons à oser ensemble pour nos jeunes !



François Bérard
Président du conseil d'administration

MOT DE LA TABLE DE CONCERTATION *jeunesse* DE MONTRÉAL-NORD



Sheilla Fortuné
Présidente

A titre de présidente de la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord (TCJMN), je tiens à féliciter les initiateurs de cette démarche et les différents organismes qui y contribuent depuis plusieurs mois. La TCJMN regroupe des organisations qui interviennent auprès des jeunes de 6 à 35 ans. Elle vise à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse.

Nous sommes fiers de travailler sur ces trois grands axes comme leviers pour offrir à nos jeunes un avenir prometteur. Nous souhaitons collectivement participer à la valorisation du jeune. Nous faisons le pari que les programmes de lutte contre la pauvreté seront bonifiés en tenant compte des caractéristiques sociodémographiques de Montréal-Nord.

Nous continuerons nos efforts de manière à combattre la précarité économique des jeunes. Nous soutiendrons des structures visant l'employabilité des jeunes pour une insertion au marché du travail ; et cela sans nuire à leur performance scolaire.

Nous croyons que le vivre ensemble se construit dans le respect réciproque des différences.

Je crois en notre volonté collective et en nos actions soutenues par cette démarche afin de pouvoir travailler sur les causes des défis de nos jeunes, de réduire les manques d'opportunités pour nos jeunes et le sentiment d'exclusion de certains jeunes. C'est seulement sur cette voie que nous arriverons à combattre l'exclusion, le sentiment d'insécurités physique, sociale et la pauvreté.

MOT DE LA CONCERTATION
petite enfance famille



Marie-Lys Turcotte
Coordonnatrice

Constituée en mai 2013, la Concertation petite enfance famille de Montréal-Nord (CPEFMN) est un lieu de réflexion, d'échanges, de ressourcement et d'actions permettant d'unir les forces collectives, où les enfants de 0 à 5 ans et leurs familles sont au centre des préoccupations.

Grâce à l'accompagnement et au soutien financier d'Avenir d'enfants, les partenaires de la CPEFMN ont réalisé une démarche de planification stratégique qui a permis de cibler les priorités sur lesquelles il y avait une urgence d'agir dans la communauté.

La mise en œuvre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse constitue une occasion importante pour les membres de la CPEFMN de se mobiliser, permettant de mettre les expertises en commun, de manière à ce que, collectivement, les actions menées aient un maximum d'impacts positifs sur le développement global des enfants de 0 à 5 ans et, plus précisément, en ce qui a trait à la maturité scolaire, ainsi que sur les parents par rapport à leur rôle en tant que premier éducateur, mais également leur rôle au sein de la communauté dans un vivre ensemble.

Agir tôt permet de prévenir d'éventuelles problématiques et s'inscrit comme une étape cruciale dans la lutte contre le décrochage scolaire. Agir en amont, c'est également maintenir une cohérence dans le continuum de services. La réussite éducative est une responsabilité collective et, pour être en mesure de maximiser les impacts collectifs, il est primordial de poursuivre les investissements au niveau de la petite enfance.

POURQUOI UN PLAN D'ACTION COLLECTIF ?

- Pour **dénouer** les entraves au développement de nos jeunes de 0 à 29 ans, sur toute une génération.
- Pour faire **éclore** les promesses qu'ils portent en eux.
- Pour **aborder** avec confiance les transitions marquantes.
- Pour **agir tôt** en prévention, notamment auprès des familles, afin de renforcer les facteurs de protection susceptibles de réduire les risques de décrochage scolaire et civique.
- Pour **développer** des compétences et des habiletés sociales chez les jeunes.
- Pour que demain à leur tour, nos jeunes se mobilisent pour **accompagner**, en toute confiance et munis d'outils appropriés et efficaces, la prochaine génération.

Innovons ENSEMBLE POUR AVANCER



UNE DÉMARCHE NÉE SOUS LE SIGNE DE LA concertation

Depuis le printemps 2016, la communauté de Montréal-Nord, aidée de partenaires externes, s'est mobilisée pour soutenir, de façon exceptionnelle et concertée, le développement positif de ses jeunes à toutes les étapes de leur vie. Cette démarche se veut systémique afin de réduire les écarts alarmants entre les conditions socio-économiques des jeunes de 0 à 29 ans de Montréal-Nord et ceux de Montréal.

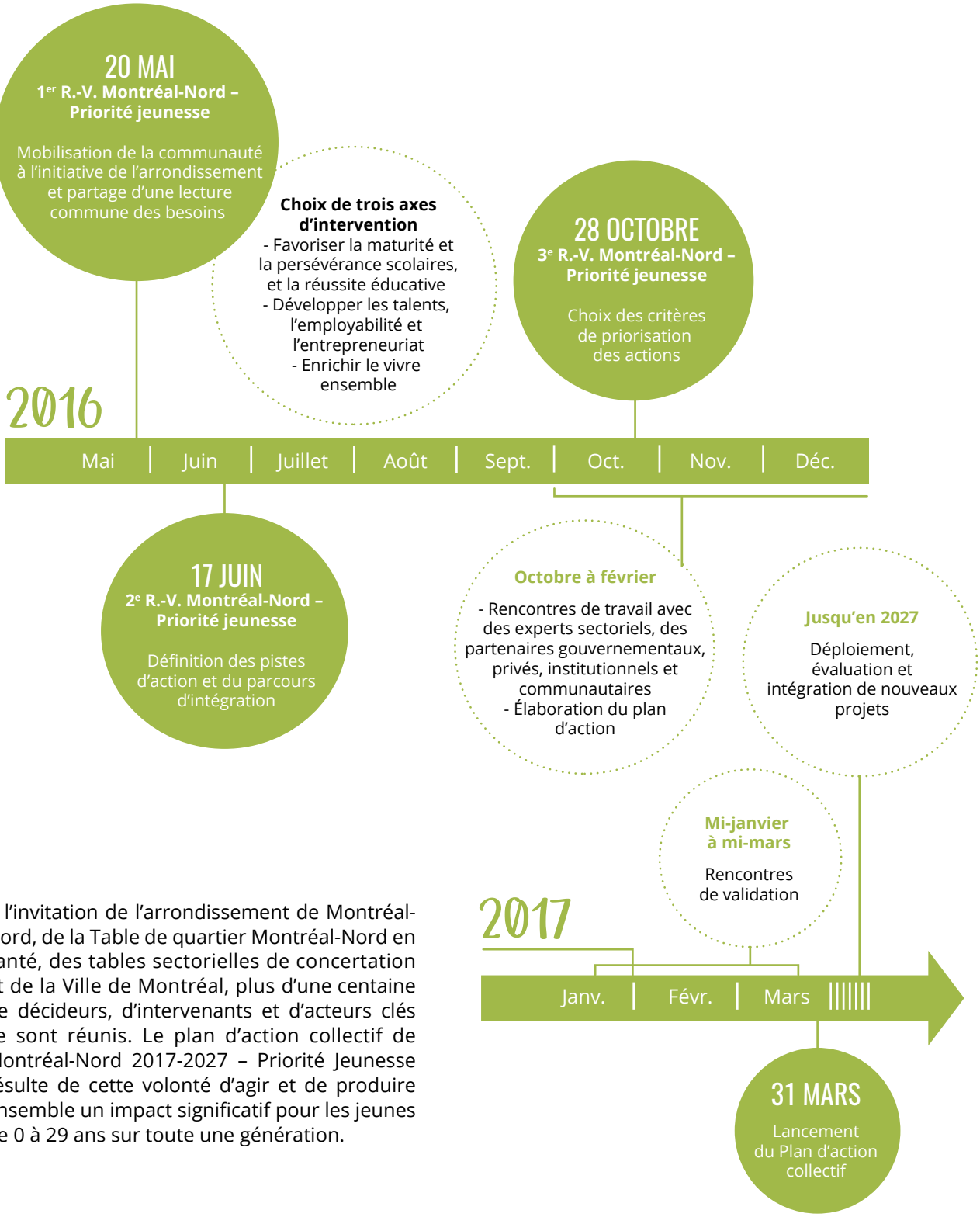
Dans cette optique, sous l'impulsion de l'arrondissement de Montréal-Nord, de la Table de quartier Montréal-Nord en santé, des tables sectorielles de concertation (jeunesse, petite enfance famille) et de la Ville de Montréal, plus d'une centaine de décideurs, d'intervenants et d'acteurs clés, issus des secteurs politique, gouvernemental, institutionnel, scolaire, philanthropique, communautaire, sportif, culturel et privé, se sont réunis les 20 mai, 17 juin et 28 octobre derniers dans le cadre des Rendez-vous de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.

Lors de ces rencontres, les participants ont procédé à une lecture commune de la situation des jeunes de Montréal-Nord et identifié les divers leviers susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie, principalement lors des étapes de transition ou de rupture dans leur cheminement académique, social et personnel.

C'est sous la forme d'un Plan d'action jeunesse collectif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, échelonné sur dix ans et plus encore, que la collectivité nord-montréalaise souhaite initier des changements significatifs aux conditions de vie des jeunes de Montréal-Nord.

UN mouvement SANS PRÉCÉDENT

en marche jusqu'en 2027 et au delà!



À l'invitation de l'arrondissement de Montréal-Nord, de la Table de quartier Montréal-Nord en santé, des tables sectorielles de concertation et de la Ville de Montréal, plus d'une centaine de décideurs, d'intervenants et d'acteurs clés se sont réunis. Le plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 – Priorité Jeunesse résulte de cette volonté d'agir et de produire ensemble un impact significatif pour les jeunes de 0 à 29 ans sur toute une génération.

DES CONSTATS *difficiles*, mais surmontables

À Montréal-Nord, nous vivons une défavorisation plus intensive qu'ailleurs à Montréal et même au pays. Nous avons le courage de regarder la réalité en face, d'ailleurs, le portrait statistique de nos défis est bien documenté, et plutôt éloquent.

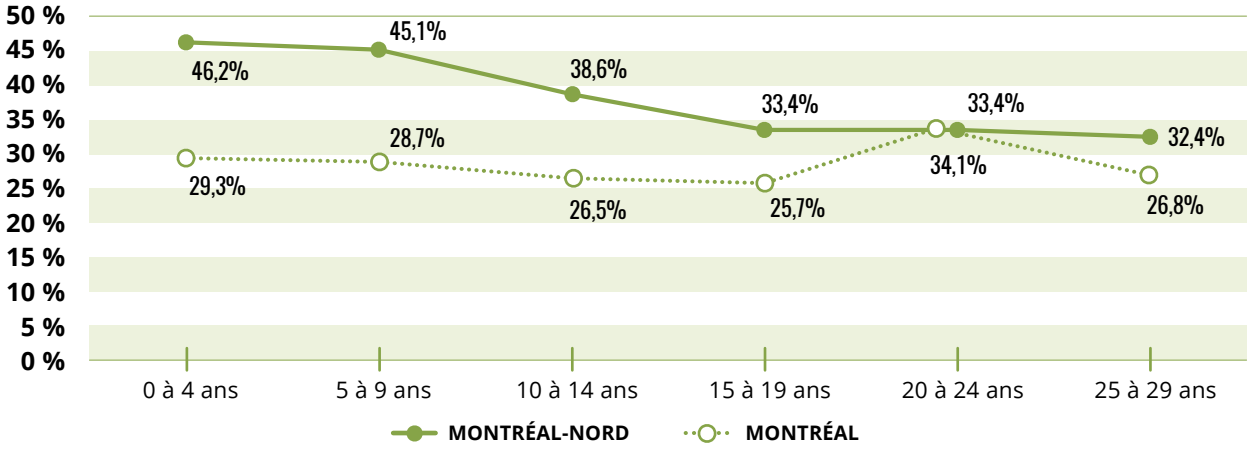
Prenons ces quelques indicateurs clés pour ce qu'ils sont : un tracé utile du chemin qu'il nous faut parcourir pour offrir à notre jeunesse les chances qu'elle mérite, au moins égales à celles offertes à leurs concitoyens sur l'île de Montréal.

Des disparités bien réelles

Les familles et les ménages

MÉNAGES ET FAMILLES	MONTRÉAL-NORD	SECTEUR NORD-EST	MONTRÉAL
Nombre total de familles	21 185	2 095	410 035
Familles avec enfants à la maison	69,5 %	79,7 %	62,3 %
Familles monoparentales parmi les familles avec enfants	42 %	53 %	34 %
Taux de chômage	14,1 %	21,35 %	10,0 %
Revenu moyen par ménage	43 900 $	34 682 $	57 700 $

Jeunes dans les ménages à faible revenu selon le groupe d'âge, 2011



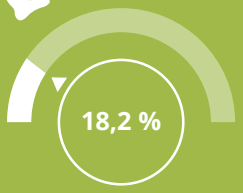
La jeunesse

NOMBRE DE JEUNES DE MOINS DE 29 ans

30 000 sur près de **84 000** habitants



POPULATION ÂGÉE DE 0 à 14 ans

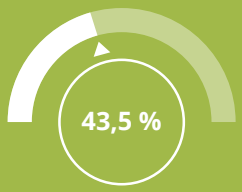


Montréal-Nord

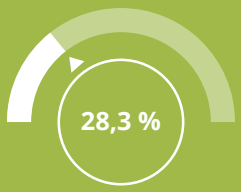


Montréal

JEUNES DE 0 à 14 ans VIVANT DANS UN MÉNAGE À FAIBLE REVENU

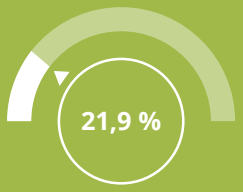


Montréal-Nord



Montréal

TAUX DE NON-DIPLOMATION CHEZ LES 20 à 29 ans

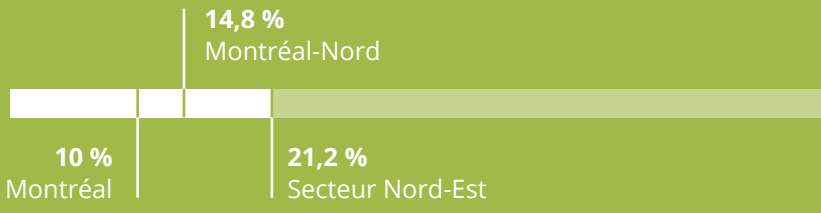


Montréal-Nord



Montréal

TAUX DE CHÔMAGE DES 20 à 29 ans



JEUNES 15 et 29 ans NE SONT NI EN EMPLOI, NI AUX ÉTUDES, NI EN FORMATION

13 %

REVENU MOYEN APRÈS IMPÔT 20 À 29 ANS

15 457 $

Source : données provenant de Statistique Canada, recensement 2011

PRINCIPES DIRECTEURS communs

Les défis que nous avons à relever sont complexes. Leurs effets sur l'égalité des chances de notre jeunesse sont bien réels. Il est temps d'adopter de grands principes directeurs communs pour renverser la vapeur.

- Briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle.
- Impulser des changements significatifs aux conditions et à la qualité de vie des jeunes de Montréal-Nord.
- Encourager des pratiques innovantes et un impact collectif en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Aller au-delà du cadre des programmes actuels et oser faire ensemble l'expérience de solutions novatrices et mesurables, en matière d'indicateurs économiques et sociaux.
- Nous inspirer mutuellement des expériences probantes.
- Travailler ensemble vers un but commun, en incitant les parties prenantes à s'engager au-delà des intérêts spécifiques de leur organisation respective.
- Mettre en place les conditions nécessaires pour créer un impact collectif afin de progresser dans la résolution des problèmes complexes qui affectent une partie de la jeunesse de Montréal-Nord.
- Soutenir le dynamisme et la créativité de la communauté.
- S'assurer que l'ensemble de la collectivité s'approprie le plan d'action jeunesse.

PRODUIRE UN EFFET durable et équitable

De la naissance… jusqu'à la vie adulte

Le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse vise à réaliser les objectifs suivants :

- Réduire les disparités entre les jeunes résidents de l'arrondissement et ceux de Montréal ;
- Accompagner les jeunes dans leur passage de l'enfance à l'âge adulte et les soutenir dans leur parcours vers l'autonomie personnelle, sociale, citoyenne et économique ;
- Offrir aux jeunes des milieux de vie et des environnements stimulants, sains, pacifiques, sécuritaires et ouverts ;
- Favoriser des approches d'inclusion et d'intégration socio-économique de tous les jeunes, notamment ceux issus des groupes ethnoculturels et des minorités visibles ;
- Aider et soutenir les jeunes dans leurs apprentissages, leurs initiatives et leurs projets de vie.



LA JEUNESSE EST LA *fierté* DE MONTRÉAL-NORD





NOTRE PLAN d'action

Le Plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 – Priorité Jeunesse est structuré autour de trois axes d'interventions identifiés par environ 150 participants lors du premier Rendez-vous du 20 mai 2016. Pour chacun de ces axes, la consultation d'experts et les discussions lors du deuxième Rendez-vous du 17 juin 2016 ont permis de préciser les champs d'actions à privilégier. Ils sont au nombre de 10.

AXE 1

FAVORISER LA MATURITÉ ET LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRES, ET LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

- Agir auprès des familles vulnérables
- Agir sur les périodes de transition
- Agir sur la littératie et la culture
- Agir sur la pratique sportive et les saines habitudes de vie

AXE 2

DÉVELOPPER LES TALENTS, L'EMPLOYABILITÉ ET L' ENTREPRENEURIAT

- Agir sur le développement des talents et des compétences
- Agir sur l'accès, le maintien en emploi et l'entrepreneuriat

AXE 3

ENRICHIR LE VIVRE ENSEMBLE

- Agir sur le développement d'environnements favorables
- Agir sur l'offre d'activités libres et accessibles
- Agir sur l'engagement civique et social des jeunes
- Agir en soutien aux tables sectorielles de concertation

AXE 1

FAVORISER LA MATURITÉ ET LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRES, ET LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

LES ACTEURS DE PREMIÈRE LIGNE

ÉCOLES PUBLIQUES - COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE (CSPI)

- 11 écoles primaires francophones : 6 408 élèves
- 2 écoles secondaires francophones : 3 274 élèves
- 4 écoles secondaires et centre de formation – secteur adulte : 4 057 élèves

Total des élèves francophones : 13 739

ÉCOLES PUBLIQUES – COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH MONTRÉAL (CSEM)

- 1 école primaire anglophone : 210 élèves
- 1 école secondaire anglophone : 995 élèves

Total des élèves anglophones : 1 205

LES DÉFIS

CLASSEMENT DES ÉCOLES DE MONTRÉAL-NORD SELON L'INDICE DE DÉFAVORISATION

(Source : Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal)

- 69 % des élèves du primaire et 67 % des élèves du secondaire fréquentent des écoles du système public dont l'indice de défavorisation est élevé (RUI 2013. Portrait de quartier. Montréal-Nord. Synthèse, novembre 2013).
- Sur les 12 écoles primaires publiques de Montréal-Nord (francophones et anglophone), 11 sont classées parmi les plus défavorisées de l'île de Montréal.
- Sur les 338 écoles primaires de l'île de Montréal, les écoles Jules-Verne et Adélard-Desrosiers, situées dans le secteur nord-est de Montréal-Nord, se classent aux 5e et 8e rangs des écoles les plus défavorisées. Elles sont parmi les plus populeuses des 11 écoles primaires de Montréal-Nord.
- Sur les 94 écoles secondaires de l'île de Montréal, l'école Calixa-Lavallée est classée au 4e rang et l'école Henri-Bourassa au 5e rang parmi les plus défavorisées.

MATURITÉ SCOLAIRE

- Agir tôt en prévention peut permettre le renforcement des facteurs de protection facilitant ainsi la réduction des risques de décrochage scolaire.
- Un grand nombre d'enfants de Montréal-Nord sont vulnérables, dès l'enfance, dans au moins un des cinq domaines de développement définis dans l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM, 2012) ce qui compromet leur maturité scolaire lorsqu'ils atteignent l'âge scolaire. À titre d'exemple, 40,7 % dans le secteur nord-est, 35 % dans le centre et 27,8 % dans le sud-ouest en comparaison avec 28,9 % pour Montréal.
- Le niveau de scolarité de la mère serait associé à la santé physique et au développement cognitif et langagier de ses enfants (Fondation Lucie et André Chagnon – Observatoire des tout-petits).

TAUX DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

- Malgré les progrès réalisés, le taux de décrochage scolaire reste préoccupant (ex. : 35 % à l'école secondaire Calixa-Lavallée et 22,6 % à l'école secondaire Henri-Bourassa).

TAUX DE DIPLOMATION

- 21,9 % de la population de 20 à 29 ans n'a pas de diplôme par rapport à 9,3 % à Montréal.
- Selon le Directeur de la santé publique (2013), les jeunes sans diplôme déclarent, à l'âge adulte, davantage de facteurs de risque pour leur santé (52,5 %) pour les personnes sans diplômes d'études secondaires, par rapport à 29,5 % pour celles pourvues d'un diplôme postsecondaire.
- Selon les données ministérielles, le taux de diplomation et de qualification au secondaire avant 20 ans des écoles de Montréal-Nord de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPÎ) est passé de 52 %, pour la cohorte 2001 (un élève sur deux), à 64 %, pour la cohorte 2007 (deux élèves sur trois), soit une amélioration de 12 points de pourcentage.



NOTRE VOLONTÉ

- Que les enfants de Montréal-Nord bénéficient des mêmes conditions de réussite que ceux de Montréal lorsqu'ils atteignent l'âge scolaire.
- Que tous les enfants de Montréal-Nord issus de familles défavorisées puissent avoir accès à des activités riches et variées dans les domaines de la culture, des arts, des sports et des nouvelles technologies qui favoriseront leur plein développement, leur créativité et leur culture générale.
- Que les enfants de Montréal-Nord acquièrent de l'assurance dans toutes les sphères du développement, notamment dans le développement langagier.
- Que plus d'enfants voient leur développement favorisé grâce à une offre de services plus complète.
- Que les pères et les mères se sentent plus confiants vis-à-vis de leur rôle de premier éducateur.
- Que les jeunes de Montréal-Nord ayant quitté le parcours scolaire puissent être accompagnés et soutenus pour obtenir une diplomation.
- Que la communauté nord-montréalaise travaille davantage de manière concertée pour optimiser l'impact des actions et des interventions visant les jeunes.
- Que les familles vulnérables soient outillées et accompagnées afin qu'elles puissent soutenir la réussite éducative de leurs enfants.
- Que le taux de diplomation des jeunes de Montréal-Nord à l'âge adulte augmente de façon significative.
- Que tous les enfants de Montréal-Nord adoptent de saines habitudes de vie.

NOS EFFORTS COMMUNS

- Dépister très tôt les enfants vulnérables à risque de décrochage scolaire et rejoindre les familles isolées en mettant en place des solutions adaptées à chaque réalité.
- Assurer une ligne de services, de partenariat (institutionnel, scolaire et communautaire) et de référencement sans points de rupture de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte.
- Favoriser un passage réussi pour les enfants vulnérables :
  - de la petite enfance à la maternelle (y compris le 1er cycle du primaire) ;
  - du 1er au 2e cycle du primaire et du 2e au 3e cycle du primaire ;
  - du 3e cycle du primaire au 1er cycle du secondaire ;
  - du 1er cycle du secondaire vers le 2e cycle du secondaire menant vers la diplomation (y compris la formation professionnelle).
- Promouvoir auprès des jeunes et leurs parents la formation menant vers le diplôme d'études professionnelles (DEP).
- Maintenir l'implication et l'engagement des parents tout au long de la scolarité de leurs enfants, notamment durant leurs études secondaires.
- Favoriser le développement de projets d'intervention concertés entre organismes du milieu avec des indicateurs fiables de résultats et d'impacts.
- Favoriser la conciliation travail-étude.



CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR AUPRÈS DES FAMILLES VULNÉRABLES	**Accroître la sécurité matérielle et alimentaire des familles défavorisées**	S'assurer que les élèves débutent l'année scolaire avec le matériel nécessaire
		S'assurer que les élèves et leurs familles aient accès à une saine alimentation
	S'assurer que les enfants en bas âge acquièrent un niveau de littératie suffisant pour favoriser leur réussite éducative	Accroître le niveau de maturité scolaire des 0-5 ans
		Développer des compétences en lecture, écriture et calcul chez les 6-9 ans
		Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires
		Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants
		Soutenir la persévérance des jeunes ayant des parcours difficiles

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR LES PÉRIODES DE TRANSITION	**Mettre en place un continuum de services, sans point de rupture, à partir de la petite enfance jusqu'à l'obtention d'un premier diplôme**	Développer, entre les intervenants, des moyens de communication et de suivi des jeunes
	Créer des ponts entre la famille, l'école et la communauté, notamment lors des périodes de transition	Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants
		Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE	**Favoriser l'éveil aux arts, à la culture, aux sciences et aux technologies numériques**	Renforcer l'intérêt et les connaissances scientifiques des jeunes ainsi que l'usage des outils numériques
		Développer l'offre de service offerte aux jeunes et leur faciliter l'accès aux activités artistiques et numériques
AGIR SUR LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES SAINES HABITUDES DE VIE	**Accroître la pratique sportive chez les jeunes tout en favorisant l'adoption de saines habitudes alimentaires**	Soutenir davantage les pratiques sportives
		Promouvoir les saines habitudes alimentaires



LA JEUNESSE EST *l'avenir* DE MONTRÉAL-NORD

AXE 2

DÉVELOPPER LES TALENTS, L'EMPLOYABILITÉ ET L'ENTREPRENEURIAT

LES ACTEURS DE PREMIÈRE LIGNE

ACTEURS CLÉS EN EMPLOYABILITÉ ET EN ENTREPRENEURIAT

- Centre local d'Emploi de Montréal-Nord
- Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
- Impulsion Travail
- Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord
- Regroupement des industriels de Montréal-Nord
- PME MTL Est-de-l'Île
- CDEC de Montréal-Nord
- Cercle des ambassadeurs et des mentors de Priorité Jeunesse

LES DÉFIS

TAUX D'ACTIVITÉ CHEZ LES 15-29 ANS

- La population des 15-29 ans est estimée à 14 980 personnes. 13 % (1 950) d'entre eux ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation.

TAUX DE CHÔMAGE CHEZ LES 20-29 ANS

- Le taux de 14,8 % de chômage chez les 20 à 29 ans est de 21,2 % dans le secteur nord-est comparativement à 10 % à Montréal.

PRESTATAIRES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS

- Les prestataires du Programme d'aide sociale, soit des personnes âgées de 18 à 64 ans sans aucune contrainte à l'emploi ou qui ont des contraintes temporaires, s'élevaient à 7 348 prestataires en mars 2013, ce qui situe Montréal-Nord au premier rang parmi les 17 territoires de CLE de la région de Montréal.

DISCRIMINATION À L'EMBAUCHE (CONSTAT)

- Lors du Forum jeunesse tenu en mai 2015, les organismes et les jeunes participants ont fait valoir que, pour les jeunes de Montréal-Nord, les difficultés à se trouver de l'emploi constituent un phénomène persistant, voire chronique. Cela est particulièrement vrai dans le cas des jeunes issus de l'immigration, notamment ceux des minorités visibles. La discrimination serait l'une des causes de ce problème.

PLACES NON COMBLÉES DANS LES PROGRAMMES D'EMPLOI-QUÉBEC ADMINISTRÉS PAR LE CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI BOURASSA-SAUVÉ

- Le Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé travaille à augmenter le nombre de jeunes rejoints dans le cadre de ses programmes jeunesse en employabilité.

NOTRE VOLONTÉ

- Que les adolescents de Montréal-Nord développent des compétences en pré-employabilité, notamment par des expériences de stages en milieu de travail qui leur permettront d'accéder à un premier emploi estival.
- Que la conciliation travail-famille soit valorisée et réalisable.
- Que soient développées des stratégies concertées pour favoriser l'intégration sociale et économique des jeunes adultes peu ou pas qualifiés qui désirent retourner aux études ou intégrer le marché du travail.
- Que des mesures soient développées pour favoriser l'accès et le maintien en emploi des jeunes.
- Que les institutions puissent adapter leurs approches et leurs programmes, notamment en matière d'accompagnement afin de permettre à des jeunes adultes marginalisés de mieux réussir dans leurs démarches d'insertion socioprofessionnelle.
- Que les employeurs qui désirent accueillir des jeunes adultes marginalisés au sein de leur entreprise puissent être soutenus et accompagnés à cet effet.
- Que les institutions publiques dont celles assujetties à la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics (municipalités, réseau de la santé et des services sociaux, réseau de l'éducation) s'engagent à atteindre les résultats en matière d'embauche des membres des groupes ciblés, notamment les minorités visibles.
- Que nos jeunes ayant du potentiel puissent devenir les leaders de demain et développer leur potentiel auprès de mentors et rayonner en devenant des modèles pour tous.
- Que l'on offre à ceux qui aspirent à développer leur entreprise, l'accompagnement qui les mènera à la réussite.



NOS EFFORTS COMMUNS

- Qualifier le plus grand nombre d'adolescents possible afin qu'ils maîtrisent les aptitudes et les compétences nécessaires pour accéder à un premier emploi.
- Mobiliser et accompagner les jeunes adultes marginalisés et sans emploi vers les services et programmes d'Emploi-Québec (Centre local d'emploi, Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé).
- Mobiliser des acteurs clés (professionnels, employeurs) pour mettre en place des parcours personnalisés d'insertion socioprofessionnelle adaptés aux réalités des jeunes adultes marginalisés (hors circuit).
- Dynamiser le secteur des entreprises de proximité en favorisant l'embauche des jeunes de Montréal-Nord.
- Changer l'image des jeunes adultes de Montréal-Nord auprès de la population en général, particulièrement auprès des employeurs.
- Développer les talents et le leadership de nos jeunes pour en faire des modèles de réussite et d'accomplissement.

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT DE TALENTS ET DE COMPÉTENCES	**Continuer à développer le parcours de préemployabilité mis en place pour les adolescents de Montréal-Nord**	Renforcer les partenariats existants entre les organismes du parcours de préemployabilité et solliciter des employeurs potentiels pour accueillir les jeunes à la fin de leur parcours
	Développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes de Montréal-Nord	Faire vivre des expériences entrepreneuriales aux adolescents
		Offrir des services d'accompagnement aux jeunes adultes souhaitant démarrer une entreprise
	Développer les talents et le leadership des jeunes, notamment par le mentorat	Proposer un programme de leadership jeunesse où des personnalités de divers milieux agiront à titre de mentors auprès de jeunes talentueux
AGIR SUR L'ACCÈS, LE MAINTIEN EN EMPLOI ET L'ENTREPRENEURIAT	**Offrir une gamme variée de programmes favorisant l'intégration des jeunes, notamment ceux qui sont éloignés du marché du travail**	Accompagner et soutenir les jeunes marginalisés qui désirent réintégrer le marché du travail vers les services et les programmes en employabilité
		Proposer des alternatives d'emplois flexibles pour répondre aux besoins des jeunes en très grande précarité économique
		Diversifier les occasions d'emplois pour les jeunes en soutenant le développement d'entreprises d'économie sociale sur le territoire de Montréal-Nord
		Développer des occasions d'emplois pour les jeunes dans les secteurs industriels et commerciaux de l'arrondissement

AXE 3

ENRICHIR LE VIVRE ENSEMBLE

DÉFAVORISATION SOCIALE ET MATÉRIELLE

- 75,6 % des Nord-montréalais résident dans un secteur défavorisé. Plus particulièrement, deux secteurs sont prioritaires, soit le nord-est et le sud-ouest à cause de la forte concentration de la défavorisation des familles, dont certaines issues de l'immigration. La défavorisation est un frein à l'intégration sociale et économique ainsi qu'à la participation civique.

LOGEMENT

- 72 % de la population est locataire. 42,5 % des ménages locataires consacrent plus de 30 % de leur revenu au loyer. De nombreuses familles avec enfants souhaitent avoir accès à des logements sociaux.

RACISME, DISCRIMINATION À L'EMBAUCHE, PROFILAGE RACIAL

- Même s'il n'y a pas de statistique à ce sujet, plusieurs jeunes issus des minorités visibles de Montréal-Nord se disent victimes de racisme, de profilage racial et de discrimination notamment dans la recherche d'un emploi (Forum jeunesse de Montréal-Nord, mai 2015).
- Selon une étude réalisée en 2015 par Heck et Castonguay, de nombreux résidents du secteur nord-est se disent victimes de racisme et de préjugés en raison de leur origine ethnique, de leur lieu de résidence ou encore de leur statut professionnel ainsi qu'une tendance à associer le quartier aux groupes de jeunes criminalisés.
- Selon le mémoire présenté par la Table de quartier Montréal-Nord en santé lors de la consultation publique sur la future politique de développement social de la Ville de Montréal réalisée en janvier 2017, encore aujourd'hui, les immigrants de même que les personnes issues des minorités visibles nées au Canada, sont plus susceptibles de vivre des discriminations en emploi. Pour certains, ces discriminations sont systémiques et contribuent à produire des inégalités et de l'exclusion sociales.

REGROUPEMENTS DE JEUNES SUR LE DOMAINE PUBLIC DANS LE SECTEUR NORD-EST DE MONTRÉAL-NORD

- Ce phénomène existe depuis de nombreuses années et crée un sentiment d'insécurité chez certains résidents du secteur.
- Un projet particulier d'intervention a été mis en place pour mieux encadrer les jeunes et les sensibiliser à leur environnement.
- Les jeunes en groupes rapportent qu'ils sont associés à tort à des gangs de rue.
- Les jeunes demandent des lieux de socialisation (Forum jeunesse - 2015).

VIOLENCE CONJUGALE ET INTRAFAMILIALE

- En 2014, le taux de victimes de violence conjugale sur le territoire de Montréal-Nord desservi par le Poste de quartier (PDQ 39) était de 4,7 % par 1000 habitants. C'est le taux le plus élevé de tous les PDQ de l'île de Montréal. En comparaison, le taux est de 2,7 pour l'île de Montréal.
- On dénombre 903 signalements à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) en 2015-2016, dont 464 ont été retenus (51,4 %). La négligence constitue la principale cause de signalements, suivi de l'abus physique, des mauvais traitements psychologiques, des troubles de comportement et l'abus sexuel. Parmi les signalements retenus, la proportion de filles (52,6 %) est supérieure à celle des garçons (47,4 %), (données provenant du CIUSSS-NIM 2016).

VIOLENCE INTERPERSONNELLE ET INTIMIDATION CHEZ LES JEUNES

- Selon le Directeur de la santé publique (DSP - juin 2016), parmi les élèves du secondaire, 40 % ont été victimes de violence à l'école, ou sur le chemin de l'école, ou de cyberintimidation (Enquête québécoise sur la santé des jeunes Québécois, 2011). Les jeunes issus d'un milieu matériellement défavorisé sont en proportion plus nombreux que les autres à être victime de violence, à manifester des comportements d'agressivité directe ou à avoir enfreint la loi.
- Selon le DSP (juin 2016), les manifestations de violence ont un impact important sur la santé physique (traumatismes, blessures, suicides) et la santé mentale (détresse psychologique, anxiété, dépression). Elles sont également liées aux problèmes d'adaptation (absentéisme à l'école, difficultés et décrochage scolaire, délinquance, abus de drogues ou d'alcool).

RADICALISATION

- Selon le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, les intervenants de Montréal-Nord doivent être sensibilisés aux enjeux associés à la radicalisation menant à la violence pour comprendre les problématiques sous-jacentes et pouvoir mieux agir comme acteurs de la prévention.

INFRASTRUCTURES ET OFFRE DE SERVICES

- On note sur le territoire de Montréal-Nord un manque d'infrastructures sportives et culturelles, et de lieux de socialisation pour les jeunes. Certains équipements sont vétustes.

NOTRE VOLONTÉ

- Que l'arrondissement de Montréal-Nord se dote de trois nouveaux chalets de parcs comprenant chacun un espace jeunesse (est : parc Henri-Bourassa, centre : parc Saint-Laurent et ouest : parc Ottawa).
- Que les jeunes de Montréal-Nord qui font face à la violence sous toutes ses formes (agression, intimidation, racisme, sexisme, exploitation sexuelle, etc.), puissent avoir accès à des ressources de première ligne à leur portée.
- Que les jeunes Nord-montréalais renforcent leur sentiment d'appartenance à leur communauté.
- Que les jeunes de Montréal-Nord et leurs familles développent une plus grande confiance envers les institutions publiques.
- Que les jeunes de Montréal-Nord puissent participer davantage à des expériences d'engagement civique et bénévole.
- Que l'offre de services de l'arrondissement de Montréal-Nord et des organismes du milieu réponde davantage au besoin des jeunes et des familles de Montréal-Nord dans un souci d'optimisation du continuum de services.
- Que la communauté de Montréal-Nord se mobilise davantage pour développer des programmes et activités en vue de faciliter l'intégration des personnes immigrantes et promouvoir le rapprochement interculturel.
- Que la médiation culturelle et interculturelle soient utilisées comme des outils d'accès à la culture ainsi que de rapprochement interculturel et intergénérationnel.

NOS EFFORTS COMMUNS

- Offrir aux jeunes de Montréal-Nord un environnement sain, sécuritaire, stimulant pour favoriser leur développement personnel et leur épanouissement.
- Consulter les jeunes et les intégrer à la vie démocratique et associative de l'arrondissement de Montréal-Nord ainsi que dans les projets et activités qui les concernent.
- Améliorer la desserte en infrastructures et équipements pour bonifier l'offre de services en culture, sport et loisirs, offerte à l'intention des jeunes.
- Encourager les jeunes de Montréal-Nord à s'engager au sein de leur communauté et leur offrir un accompagnement.
- Développer des approches interculturelles dans l'articulation des projets et des interventions visant la collectivité nord-montréalaise.
- Intégrer l'analyse différenciée selon les sexes dans l'articulation des projets et des interventions visant la collectivité nord-montréalaise.
- Renforcer et maintenir la cohésion sociale notamment par des approches d'inclusion ainsi que des activités de rapprochement interculturel entre les diverses composantes de la population et les institutions dont le Service de police de la Ville de Montréal.
- Développer l'offre et la médiation culturelle.



CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRONNEMENTS FAVORABLES	**Favoriser l'inclusion sociale des jeunes**	Mettre en place des structures d'accueil et de services favorisant l'intégration des jeunes marginalisés
		Mettre en place des mesures de soutien et d'accompagnement des jeunes marginalisés
		Mettre en place des mesures pour lutter contre l'hypersexualisation et les risques d'exploitation sexuelle des jeunes particulièrement des filles
		Mettre en place des mesures pour lutter contre la violence conjugale et intrafamiliale
		Soutenir les jeunes ayant un problème de santé mentale ainsi que leurs familles
		Mettre en place des mesures pour lutter contre le racisme, la discrimination, la xénophobie, l'intolérance et l'intimidation
		Valoriser l'apport des communautés culturelles au développement de la collectivité nord-montréalaise

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR L'OFFRE D'ACTIVITÉS LIBRES ET ACCESSIBLES	**Mettre en place des infrastructures qui permettent de développer l'offre d'activités offerte aux jeunes**	Permettre aux jeunes d'avoir accès toute l'année à une offre de services accessible, riche et variée les soirs, les week-ends et durant les congés du calendrier scolaire incluant la période estivale
AGIR SUR L'ENGAGEMENT CIVIQUE ET SOCIAL DES JEUNES	**Développer et mettre en valeur le leadership des jeunes et le développement de compétences civiques**	Faire en sorte que les jeunes soient parties prenantes dans la conception et la réalisation des projets qui les concernent
		Créer des occasions qui permettront aux jeunes de s'impliquer et de s'exprimer sur les enjeux de société qui les concernent
		Encourager les jeunes à s'engager auprès de leur communauté (bénévolat, volontariat) en les accompagnant et en leur offrant plusieurs possibilités pour le faire
SOUTENIR LES TABLES DE CONCERTATION DE MONTRÉAL-NORD	**Doter les tables de concertation de ressources pour assurer leur fonctionnement**	Favoriser et maintenir la mobilisation des partenaires autour du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse



LA JEUNESSE, C'EST UNE
priorité collective
À MONTRÉAL-NORD



QU'EST-CE QU'UNE DÉMARCHE *d'impact collectif ?*

EN D'AUTRES MOTS, PRODUIRE UN IMPACT COLLECTIF DEMANDE UNE ORGANISATION RIGOUREUSE, DÈS LE DÉPART ET À TOUTES LES ÉTAPES DU PROCESSUS. NOUS SOMMES DEMEURÉS FIDÈLES À *cette approche.*

L'impact collectif se définit par un engagement d'un vaste groupe d'acteurs de secteurs différents autour d'un programme commun et d'interventions qui se soutiennent mutuellement pour résoudre un problème social complexe.

Cette démarche doit s'appuyer sur cinq conditions de succès.

1. Avoir un plan d'action commun.
2. Prévoir un système d'évaluation commun.
3. Retenir des actions qui se soutiennent mutuellement.
4. Assurer une communication permanente.
5. Mettre en place une structure de soutien.

NOTRE PARCOURS EN MATIÈRE D'IMPACT COLLECTIF

Dès nos grands Rendez-vous de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse en 2016, les participants à notre démarche consultative ont pu identifier ce qui allait constituer nos critères d'impact collectif. Ces critères nous ont permis de déterminer et de développer nos stratégies de manière à produire ce Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.

Notre plan s'applique dans un milieu dynamique. Nous devons nous doter d'une certaine flexibilité pour sa mise en œuvre. Dans cette perspective d'amélioration continue, les mêmes critères d'impact collectif nous guideront lorsqu'il s'agira d'ajuster ou de bonifier notre démarche. Notre structure de gouvernance et de soutien à cette démarche s'organise également autour de ces critères.

NOS CRITÈRES D' IMPACT COLLECTIF

- Agir en complémentarité :
  - répondre à un équilibre entre l'innovation et les actions déjà existantes
  - agir sur les différents environnements : école, famille, communauté, travail.
- Faire participer les jeunes et les familles dans l'identification de leurs besoins, des actions à poser et dans la prise de décision.
- Amener davantage les jeunes à faire appel aux programmes et services existants en les accompagnant à cette fin.
- S'inscrire dans le cadre d'un parcours d'intégration (continuum de services).
- Établir des stratégies personnalisées selon les besoins du jeune.
- Miser sur le développement de compétences pour accéder à des emplois stables.
- Démontrer sa capacité à assurer la pérennité du projet, notamment en développant ses sources de financement et le travail en partenariat.
- S'assurer de couvrir les besoins des jeunes, notamment en matière d'horaires, de périodes et de lieux d'activités.
- Favoriser le dialogue et le rapprochement interculturel et intergénérationnel.

MODÈLE DE *gouvernance* DU PLAN D'ACTION

La structure de gouvernance de la démarche Priorité Jeunesse est principalement composée des instances suivantes :

COMITÉ DE PILOTAGE : ce dernier supervise et oriente l'ensemble de la démarche. Il est composé d'une vingtaine de personnes : représentants de l'arrondissement et d'organisations gouvernementales et institutionnelles, gens d'affaires, organismes communautaires, instances de concertation et jeunes.

COMITÉ DE COORDINATION : il a la responsabilité de la mise en œuvre du plan d'action ainsi que du développement et du suivi des mesures prévues dans ce plan. Il est composé de représentants de l'arrondissement, de la Table de quartier Montréal-Nord en santé et des tables de concertation sectorielles jeunesse et petite enfance famille. De plus, des communautés de pratique basées sur les objectifs généraux du plan d'action, seront constituées dans le but d'enrichir et favoriser des apprentissages tout au long de la mise en œuvre du plan.

COMITÉ SCIENTIFIQUE : ce comité est responsable de la mise en place et du suivi du système d'évaluation du plan d'action.

COMITÉ D'ATTRIBUTION DES FONDS : il est responsable d'analyser, d'évaluer et de formuler des recommandations au comité de pilotage concernant le financement des programmes et des projets réalisés dans le cadre du plan d'action.

CERCLE DES AMBASSADEURS ET MENTORS : celui-ci assume un rôle de leadership et d'influence pour accompagner la démarche, assure le démarchage et le réseautage auprès des gens d'affaires pour soutenir la réalisation du plan d'action, mobilise les acteurs-clés. Plusieurs ambassadeurs agiront comme mentors auprès des jeunes dans le cadre d'un programme particulier « leadership jeunesse ».

GROUPES CONSULTATIFS : les groupes porteurs du Plan de développement social de la Table de quartier Montréal-Nord en santé, les tables de concertation sectorielles jeunesse et petite enfance famille, ainsi que le Conseil des jeunes de Montréal-Nord qui sera créé lors de la mise en œuvre du plan d'action. Le rôle de ces groupes sera d'émettre des avis au comité de pilotage.

L'évaluation
DE NOTRE PLAN D'ACTION COLLECTIF

L'évaluation du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse sera réalisée par le Centre de recherche et de partage des savoirs InterActions du CIUSSS – NÎM.

L'unité propose une démarche d'évaluation « sur mesure » qui consiste en une évaluation développementale, participative, formative et centrée sur l'utilisation des résultats. Pour ce faire, trois types d'évaluation complémentaire sont proposés :

1. ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION

Cette partie vise à déterminer si le regroupement de partenaires a fait ce qu'il avait convenu de faire, de façon à pouvoir s'ajuster et améliorer ses méthodes.

2. ÉVALUATION DES PROCESSUS ET DES RETOMBÉES SUR LA CONCERTATION

Cette partie ajoutera à la précédente l'évaluation de l'accompagnement offert pour favoriser l'implantation du plan d'action ainsi que des retombées sur la qualité de la concertation partenariale dans l'arrondissement, incluant la mobilisation citoyenne.

3. ÉVALUATION DES EFFETS ET DES IMPACTS

Cette partie complétera les précédentes par une évaluation des effets attendus et d'autres, inattendus, du plan d'action sur les jeunes et les familles de l'arrondissement de Montréal-Nord après cinq ans d'implantation ainsi que des acteurs qui y auront participé.

Au terme du travail, un rapport d'évaluation de la mise en œuvre et des effets sera publié. De plus, un bulletin de suivi et de transfert des connaissances destinés aux partenaires concernés sera réalisé et paraîtra sur une base régulière tout au long de la mise en œuvre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.

CONCLUSION

QUAND LA MOBILISATION ET LA CONCERTATION DEVIENNENT LE MOTEUR DE L'INNOVATION ET DU PROGRÈS

Partis de constats difficiles, la communauté de Montréal-Nord et ses alliés se sont rassemblés pour trouver des réponses. Ils ont choisi d'agir en misant sur les forces du milieu : l'innovation et l'impact collectif.

En plus d'un plan d'action, c'est toute une infrastructure de collaboration et de gouvernance qui est mise en place. Une nouvelle manière de travailler et d'évoluer ensemble. L'application d'une démarche rigoureuse basée sur des indicateurs clés et une analyse en continu des résultats.

À la clé? Une transformation de l'horizon offert aux jeunes de Montréal-Nord. Oui, il s'agit d'un effort de longue haleine, qui comprendra son lot de défis et d'occasions. Nous pouvons compter sur la tradition de solidarité et de convivialité du milieu, sur notre connaissance des besoins et sur les progrès qui nous ont menés jusqu'ici.

Notre Plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 – Priorité Jeunesse est une formidable occasion de renforcer et d'enrichir le tissu social de notre communauté. À nous tous d'avoir du souffle ensemble !

FAIRE CONVERGER NOS RESSOURCES ET NOS EFFORTS POUR DÉCUPLER NOTRE FORCE D'IMPACT SUR DES *enjeux communs.*



676/701

CONTRIBUTEURS, PORTEURS ET PARTENAIRES DE *projets*

- 3e Avenue
- Arrondissement de Montréal-Nord
- BANQ
- Boscoville
- Café-Jeunesse Multiculturel
- Centre d'activités pour le maintien de l'équilibre émotionnel
- Caisse Desjardins Sault-au-Récollet - Montréal-Nord
- Carrefour jeunesse-emploi Bourassa Sauvé
- CAVAC
- CDEC de Montréal-Nord
- Cégep Marie-Victorin
- Centraide du Grand Montréal
- Centre d'action bénévole de Montréal-Nord
- Centre d'écoute et de référence - UQAM
- Centre de formation Jean-Paul Lemay
- Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord
- Centre de réadaptation l'Intégrale
- Centre des femmes Interculturel Claire
- Centre des jeunes l'Escale
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux- Nord de l'Île de Montréal
- Centre international de la prévention du crime
- Centre jeunesse de Montréal
- Centre local d'Emploi de Montréal-Nord
- Centre Louis-Fréchette
- Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord
- Club des petits déjeuners du Canada
- Clubs sportifs reconnus par l'arrondissement de Montréal-Nord
- Comité des partenaires de la Place Normandie
- Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (écoles primaires et secondaires)
- Commission scolaire de Laval
- Concertation petite enfance famille
- Coopérative de solidarité Multisports Plus (Club de basketball de Montréal-Nord)
- Conseil jeunesse de Montréal
- Coup de pouce jeunesse
- CPE, garderies privées subventionnées, garderies familiales de Montréal-Nord
- CSEM- École secondaire Lester B. Pearson
- Culture X
- École AMOS
- École hôtelière de Montréal - Centre Calixa-Lavallée
- École nationale de cirque
- École secondaire Calixa-Lavallée
- École secondaire Henri-Bourassa
- Emploi-Québec
- Entre-Parents de Montréal-Nord
- Espace pour la vie
- Évolu-Jeunes 19-30 ans
- Fondation André et Lucie Chagnon
- Fondation de la Visite
- Fondation des canadiens pour l'enfance
- Fondation Sobeys
- Gap-Vies
- Halte-Femme de Montréal-Nord
- Impulsion travail
- Institut du Nouveau Monde
- Institut Pacifique
- Intégration jeunesse
- Intergénérations Québec
- Jeunes musiciens du Monde
- Jeunesse au soleil
- La Tablée des chefs
- Les Fourchettes de l'Espoir
- Maison des jeunes l'Ouverture
- Maison Jean Lapointe
- Marathon Montréal
- Mener Autrement
- Métro Richelieu
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- Ministère de la Culture et des Communications
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
- Ministère de l'Éducaiton et de l'Enseignement supérieur
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Montréal-Nord en santé (RUI)
- MU
- Musée des Beaux-arts de Montréal

- Nourri-Source
- Office municipal d'habitation de Montréal
- Orchestre symphonique de Montréal (OSM)
- Parole d'excluEs
- PME MTL Est-de-l'Île
- Programme Équitas
- Programme Horizon jeunesse
- Québec en forme
- Réchaud-bus
- Regroupement de la valorisation de la paternité
- Regroupement Écoles et milieux en santé
- Réseau réussite Montréal
- Ressource intermédiaire privée en santé mentale
- SAM X
- Secrétariat à la condition féminine
- Secrétariat à la jeunesse
- Secrétariat à la région métropolitaine
- SHAPEM
- Société des chefs
- SOVERDI
- Spectre de rue
- Sports Montréal
- SPVM/ Poste de quartier 39
- Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord
- Table de quartier Montréal-Nord en santé
- Table femmes Osez au féminin
- Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord
- Un itinéraire pour tous
- Ville de Montréal
- YMCA du Québec



Publié par l'arrondissement de Montréal-Nord
Ville de Montréal

4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord, Québec
H1H 5R5

Équipe de coordination
Direction d'arrondissement : Véronik Aubry, Daniel Bussières, Marie-Claude Fournier et Rachel Laperrière
Direction de la culture, des sports, loisirs et développement social : Guy Bédard, Nathalie Chapados, Marie-Josée Roussy et Claudel Toussaint
Tables de concertation : François Bérard, Sheilla Fortuné et Marie-Lys Turcotte

Design graphique : Tabasko

Imprimé au Canada

Ce document est imprimé sur du papier certifié FSC®.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

CERCLE DES AMBASSADEURS

UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE

COMITÉ DE COORDINATION GROUPES CONSULTATIFS

COMITÉ D'ATTRIBUTION DES FONDS

COMITÉ DE PILOTAGE



Montréal-Nord en santé

Montréal-Nord
Montréal



PLAN D'ACTION COLLECTIF
Priorité Jeunesse

2017-2027

Montréal-Nord en santé

Montréal-Nord
Montréal

AXE 1 FAVORISER LA MATURITÉ ET LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRES, ET LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR AUPRÈS DES FAMILLES VULNÉRABLES	**Accroître la sécurité matérielle et alimentaire des familles défavorisées**	• S'assurer que les élèves débutent l'année scolaire avec le matériel nécessaire • S'assurer que les élèves et leurs familles aient accès à une saine alimentation	Offrir un petit déjeuner équilibré aux élèves des écoles primaires et secondaires	Club des petits déjeuners du Canada	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord
			Favoriser l'allaitement maternel par la formation des marraines d'allaitement et d'une tournée d'information dans les commerces et établissements	Nourri-Source (Route de lait 0-6 mois)	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Intégrer le programme OLO aux femmes enceintes à faible revenu qui fréquentent le Centre de pédiatrie sociale et les organismes familles de Montréal-Nord	Organisme local à déterminer	• CIUSSS-NÎM • Concertation petite enfance famille • Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord • Entre Parents de Montréal-Nord • Fondation de la Visite
			Fournir une aide matérielle (articles scolaires, vêtements neufs) aux élèves du primaire et du secondaire issus de milieux défavorisés et offrir des services d'urgence aux familles (lunettes, médicaments, soins dentaires)	Jeunesse au soleil	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles ciblées de Montréal-Nord
			Offrir à de nouvelles écoles primaires et secondaires l'accès aux institutions d'Espace pour la vie	Espace pour la vie	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR AUPRÈS DES FAMILLES VULNÉRABLES	**S'assurer que les enfants en bas âge acquièrent un niveau de littératie suffisant pour favoriser leur réussite éducative**	• Accroître le niveau de maturité scolaire des 0-5 ans • Développer des compétences en lecture, écriture et calcul chez les 6-9 ans • Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires • Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants	Consolider le Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord du secteur nord-est (+ projet de psychomotricité Bougez, jouez et communiquez au rythme de votre enfant)	Centre de pédiatrie social de Montréal-Nord	• CIUSSS-NÎM • Arrondissement de Montréal-Nord • Concertation petite enfance famille • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord • Organismes famille et jeunesse • Réseau des CPE, garderies privées subventionnées et garderies familiales de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
			Développer un nouveau point de service du Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord dans le secteur sud-ouest	Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord	• CIUSSS-NÎM • Arrondissement de Montréal-Nord • Concertation petite enfance famille • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord • Organismes famille et jeunesse • Réseau des CPE, garderies privées subventionnées et garderies familiales de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
			Offrir gratuitement le programme d'activités motrices Karibou pour les enfants de 1 à 5 ans et leurs parents	Sports Montréal	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Soutenir les activités du projet l'Accès 0-5 ans qui favorisent le développement global des enfants et le lien parental	Entre Parents de Montréal-Nord	• CIUSSS-ÎIM • Concertation petite enfance famille • Arrondissement de Montréal-Nord • Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Consolider et déployer « Montréal-Nord complètement Zélé » de la Concertation petite enfance famille	Concertation petite enfance famille	• Concertation petite enfance famille
			Implanter le programme Comptines et Farandoles favorisant l'éveil musical auprès des enfants vulnérables de 1 à 5 ans	Jeunes musiciens du Monde	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Soutenir l'implantation et le développement du projet École des parents de Montréal-Nord	Impulsion travail	• CSPÎ • Arrondissement de Montréal-Nord • Entre Parents de Montréal-Nord • Halte-Femmes Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LES PÉRIODES DE TRANSITION	**Mettre en place un continuum de services, sans point de rupture, à partir de la petite enfance jusqu'à l'obtention d'un premier diplôme** **Créer des ponts entre la famille, l'école et la communauté, notamment lors des périodes de transition**	• Soutenir la persévérance des jeunes ayant parcours difficiles • Développer, entre les intervenants, des moyens de communication et de suivi des jeunes • Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires	Soutenir le programme Alternative à la suspension du YMCA	YMCA du Québec	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Réseau réussite Montréal • REMES
			Établir un protocole de référencement intersectoriel pour les organismes : jeunesse et famille de Montréal-Nord (intervenants de 1re ligne)	Ressource à identifier	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille • CPE, garderies privées subventionnées, garderies familiales • Autres partenaires à identifier
			Consolider le projet d'agent de concertation-école-famille-communauté en ajoutant un agent de liaison pour travailler avec les écoles primaires et secondaires du secteur anglophone	Programme Horizon Jeunesse	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • CSEM – école primaire et secondaire • Réseau réussite Montréal
			Consolider le programme Pairs aidants afin de faciliter l'intégration des élèves de secondaire 1 des classes de cheminement particulier et/ou d'accueil	Coup de pouce jeunesse	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa
			Consolider le projet Idéo 16-17 (devenu Créneau CJE) qui fait le pont entre les élèves en grande difficulté des écoles secondaires et le Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa
			Évaluer la possibilité de créer une Coopérative d'aide aux devoirs avec mentorat	Organisme à déterminer	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir le développement du projet Mentorat et persévérance scolaire à la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord	Un itinéraire pour tous	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – école Henri-Bourassa • YMCA • REMES • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LES PÉRIODES DE TRANSITION			Soutenir le projet Redémarre ta vie en 5 ou 10 semaines qui vise l'obtention d'une attestation d'équivalence du niveau de scolarité (AENS) aux jeunes éloignés du réseau scolaire conventionnel et nouveaux immigrants	Centre de formation Jean-Paul-Lemay	• CSPÎ • Commission scolaire de Laval (CSDL) • Maison des jeunes l'Ouverture • Entre Parents de Montréal-Nord • Café-Jeunesse Multiculturel • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
			Déployer le programme Adopter une école à l'ensemble des écoles publiques de Montréal-Nord et solliciter l'intérêt des entreprises	Réseau réussite Montréal	• CSPÎ • Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes métropolitains • Entreprises privées à déterminer
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE	**Favoriser l'éveil aux arts, à la culture, aux sciences et aux technologies numériques**	• Renforcer l'intérêt et les connaissances scientifiques des jeunes ainsi que l'usage des outils numériques • Développer l'offre de service offerte aux jeunes et leur faciliter l'accès aux activités artistiques et numériques	Créer un laboratoire de littératie numérique dans les bibliothèques de Montréal-Nord (ex. : Fab Lab)	Arrondissement de Montréal-Nord	• Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) • CSPÎ – écoles secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir le projet Pour un Montréal-Nord scientifique afin d'initier et de renforcer les compétences en sciences, des élèves et des enseignants des écoles primaires de Montréal-Nord	CSPÎ : écoles primaires de Montréal-Nord	• Cégep Marie-Victorin
			Soutenir le projet École des Grands (centre d'aide aux devoirs et d'éveil scientifique) qui vise à augmenter la réussite des élèves du primaire en milieux défavorisés multiethniques (30 tuteurs recrutés par session/ étudiants collégiaux bénévoles)	CSPÎ : deux écoles primaires de Montréal-Nord (Adélard-Desrosiers et De la Fraternité)	• Cégep Marie-Victorin
			Bonifier la programmation en culture et bibliothèque, sports et loisirs qui appuie le développement de compétences chez les jeunes	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille
			Bonifier le volet jeunesse du programme de médiation culturelle de l'arrondissement de Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE			Soutenir la réalisation d'un projet éducatif en art mural auprès des enfants âgés entre 12 à 17 ans qui résident en habitations à loyer modique (HLM)	MU	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • HLM Place Normandie • Autres partenaires à identifier
			Pendant 10 ans, et chaque année, le Musée offrira 700 laissez-passer ainsi que des affiches aux jeunes référés par les écoles et organismes communautaires de Montréal-Nord. + Élaboration d'un projet éducatif et artistique avec des classes du primaire et du secondaire qui sera présenté au grand public + Collaboration pour l'éveil à la culture et aux arts à travers la réalisation de projets développés avec des organismes communautaires de Montréal-Nord, (Programme d'accessibilité et d'inclusion Le Musée en partage)	Musée des beaux-arts de Montréal	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille • Arrondissement de Montréal-Nord
			Soutenir le démarrage du projet de musique Jeunes musiciens nord-montréalais	Un itinéraire pour tous	• Culture X • Arrondissement de Montréal-Nord
			Créer une brigade de médiateurs culturels pour soutenir les enseignants dans les écoles et les intervenants communautaires	Organisme à déterminer	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Accroître le nombre de sorties culturelles effectuées par les écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord	CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord	• Ministère de la Culture et des Communications • Arrondissement de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE			Offrir des activités culturelles qui facilitent l'apprentissage du français chez les jeunes nouvellement arrivés dans les classes d'accueil de la CSPÎ	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord
			Implanter un programme de cirque social à Montréal-Nord afin de développer la littératie physique des jeunes (ex. : Écoles, camps de jour)	École nationale de cirque	• Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord
			Soutenir le projet Initiation à l'organisation d'un événement culturel réalisé par des jeunes du projet Ma première expérience de travail	Les Fourchettes de l'Espoir	• Arrondissement de Montréal-Nord
AGIR SUR LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES SAINES HABITUDES DE VIE	**Accroître la pratique sportive chez les jeunes tout en favorisant l'adoption de saines habitudes alimentaires**	• Soutenir davantage les pratiques sportives • Promouvoir les saines habitudes alimentaires	Développer la Coopérative de solidarité multisports (Initiation à plusieurs sports, formations continues et emploi pour les jeunes)	Coopérative de solidarité Multisports Plus	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et sportifs
			Bonifier l'aide financière aux clubs sportifs locaux	Arrondissement de Montréal-Nord	• Clubs sportifs reconnus par l'arrondissement de Montréal-Nord
			Soutenir le programme Sport-études qui vise à offrir à des enfants défavorisés du secteur nord-est ainsi qu'à des enfants ayant une déficience intellectuelle et physique des activités sportives supervisées les fins de semaine. Répit pour les parents	Mener Autrement	• Arrondissement de Montréal-Nord • Centre de réadaptation l'Intégrale • CIUSSS-NÎM • École secondaire Henri-Bourassa • Réchaud-bus • Marathon Montréal
			Créer un fonds dédié aux athlètes locaux pour soutenir leur participation dans les équipes d'élite et compétitions de haut niveau	Clubs sportifs reconnus par l'arrondissement de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord
			Consolider le projet de danse Parle avec ton rythme	Association de la Place Normandie	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Programme Horizon Jeunesse • Un itinéraire pour tous • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES SAINES HABITUDES DE VIE			Soutenir le projet École culinaire Les petits chefs afin de favoriser la sécurité alimentaire des enfants du primaire	Les Fourchettes de l'Espoir	• CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord
			Développer un programme sur la saine alimentation en lien avec les écoles primaires de Montréal-Nord	Fondation Sobeys	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Les Fourchettes de l'Espoir • La Tablée des Chefs



AXE 2 DÉVELOPPER LES TALENTS, L'EMPLOYABILITÉ ET L'ENTREPRENEURIAT

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT DES TALENTS ET DES COMPÉTENCES	**Continuer à développer le parcours de préemployabilité mis en place pour les adolescents de Montréal-Nord** **Développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes de Montréal-Nord** **Développer les talents et le leadership des jeunes, notamment par le mentorat**	• Renforcer les partenariats existants entre les organismes du parcours de préemployabilité et solliciter des employeurs potentiels pour accueillir les jeunes à la fin de leur parcours • Faire vivre des expériences entrepreneuriales aux adolescents ET • Offrir des services d'accompagnement aux jeunes adultes souhaitant démarrer une entreprise	Développer le projet Ma première expérience de travail en vue d'en faire un programme structurant et formateur pour tous les jeunes de Montréal-Nord	Les Fourchettes de l'Espoir	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Boscoville • Entreprises diverses
			Identifier et développer les programmes du Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé qui s'inscrivent dans le parcours de préemployabilité (ex. : École d'été)	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• Arrondissement de Montréal-Nord • Les Fourchettes de l'Espoir • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Entreprises diverses
			Offrir le programme DAFA à un plus grand nombre de jeunes possible	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé Intégration jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir le projet Aspirant-animateur (ASPI) visant à former les jeunes au métier d'animateur	Centre des jeunes l'Escale	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Centre d'action bénévole de Montréal-Nord • YMCA • Entre Parents de Montréal-Nord
			Offrir des stages d'exploration, du mentorat et des activités d'information sur les métiers exercés au sein de différentes organisations (ex. : Montréal Relève – Classes Affaires)	Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • CIUSSS-NÎM • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Cégep Marie-Victorin • Organisations et entreprises (ex. : Métro Richelieu)

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT DES TALENTS ET DES COMPÉTENCES		• Proposer un programme de leadership jeunesse où des personnalités de divers milieux agiront à titre de mentors auprès de jeunes talentueux	Soutenir l'implantation du nouveau projet de développement de l'entrepreneuriat Mon projet, ma carrière	CDEC de Montréal-Nord	• Service Canada • Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
			Soutenir le développement du projet Initiative succès avenir qui visent à stimuler les valeurs entrepreneuriales chez les jeunes à risque de décrochage scolaire en favorisant la rencontre avec les gens d'affaires	Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Organismes jeunesse à identifier
			Créer un Cercle des ambassadeurs et mentors pour favoriser le développement et le leadership de jeunes talents de Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Organismes jeunesse à identifier
AGIR SUR L'ACCÈS, LE MAINTIEN EN EMPLOI ET L'ENTREPRE-NEURIAT	**Offrir une gamme variée de programmes favorisant l'intégration des jeunes, notamment ceux qui sont éloignés du marché du travail**	• Accompagner et soutenir les jeunes margina-lisés qui désirent réintégrer le marché du travail vers les services et les programmes en employabilité • Proposer des alternatives d'emplois flexibles pour répondre aux besoins des jeunes en très grande précarité économique	Mettre en place une mesure d'accompagnement des jeunes vers les services et programmes d'Emploi-Québec du Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	Organismes locaux à identifier	• Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Organismes jeunesse à identifier
			Maintenir et développer le projet Voie d'accès afin de permettre aux jeunes adultes marginalisés et judiciarisés d'intégrer le marché du travail	Évolu-Jeunes 19-30 ans	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
			Soutenir l'implantation du projet-pilote Tremplin vers l'emploi dont l'objectif est d'offrir des stages en entreprises, rémunérés, pour les jeunes éloignés du marché du travail	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Entreprises à identifier
			Créer des plateaux de travail flexibles pour les jeunes qui ne sont pas prêts à intégrer le marché du travail sur une base régulière (ex. : Programme TAPAJ)	Centre des jeunes l'Escale	• Spectre de rue • Centre international de la prévention du crime • École Amos • Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR L'ACCÈS, LE MAINTIEN EN EMPLOI ET L'ENTREPRE-NEURIAT		• Diversifier les occasions d'emploi pour les jeunes en soutenant le développement d'entreprises d'économie sociale sur le territoire de Montréal-Nord • Développer des occasions d'emploi pour les jeunes dans les secteurs industriels et commerciaux de l'arrondissement	Offrir des occasions d'embauches aux jeunes peu scolarisés	Organismes à identifier	• Métro Richelieu (cadre, commis, emballeur, etc.) • Autres entreprises à déterminer
			Établir un programme de formations spécifiques aux métiers de l'alimentation et créer des occasions de recrutement pour les entreprises qui désirent offrir des emplois aux jeunes de Montréal-Nord	Métro Richelieu	• Service aux entreprises de la CSPÎ
			Soutenir le développement de l'entreprise d'économie sociale Carrefour du pain	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire



AXE 3 ENRICHIR LE VIVRE ENSEMBLE

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRON-NEMENTS FAVORABLES	**Favoriser l'inclusion sociale des jeunes**	• Mette en place des structures d'accueil et de services favori-sant l'intégration des jeunes marginalisés • Mettre en place des mesures de soutien et d'accompagne-ment des jeunes marginalisés • Mettre en place des mesures pour lutter contre l'hypersexualisa-tion et des risques d'exploitation sexuelle des jeunes, particulièrement des filles • Mettre en place des mesures pour lutter contre la violence conjugale et intrafamiliale	Soutenir le développement du projet Incubateur d'initiatives dans le secteur nord-est de Montréal-Nord (accueil, orientation, service psychosocial, formation en culture entrepreneuriale)	Café-Jeunesse Multiculturel	• SHAPEM • CIUSSS-NÎM • Parole d'excluEs • Arrondissement de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
			Soutenir la construction d'un immeuble à logements sociaux dans le secteur nord-est de Montréal-Nord pour jeunes hommes en difficulté	Les Fourchettes de l'Espoir	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • CAMÉÉ • La Tablée des Chefs • Autres partenaires à identifier
			Offrir des logements temporaires d'urgence aux jeunes en situation de grande précarité	Centre des jeunes l'Escale	• Spectre de rue • SHAPEM • Évolu-Jeunes 19-30 ans • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Café-Jeunesse Multiculturel • Autres partenaires à identifier
			Établir un plan de communication en matière de violence conjugale et intrafamiliale	Arrondissement de Montréal-Nord	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Table femmes Osez au féminin • CIUSSS-NÎM • Autres partenaires à identifier
			Réviser la réglementation municipale en matière d'incivilités dans les parcs de l'arrondissement	Arrondissement de Montréal-Nord	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRON-NEMENTS FAVORABLES		• Soutenir les jeunes ayant un problème de santé mentale ainsi que leurs familles • Mettre en place des mesures pour lutter contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance • Valoriser l'apport des communautés culturelles au développement de la collectivité nord-montréa-laise	Soutenir le développement du projet Espace jeunesse et santé mentale pour soutenir les jeunes adultes fragilisés par un problème de santé mentale	CAMÉÉ	• Ressource intermédiaire privée en santé mentale • CIUSSS-NÎM • Arrondissement de Montréal-Nord • Les Fourchettes de l'Espoir • Autres partenaires à identifier
			Soutenir le développement du projet Les yeux grands ouverts qui vise à contrer la violence conjugale et intrafamiliale	Café-Jeunesse Multiculturel	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord • Coup de pouce jeunesse • CSPÎ – école secondaire Calixa-Lavallée • Maison SAM X • Centre des Femmes Interculturel Claire • SPVM-PDQ 39 • Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)
			Soutenir le développement du projet de mobilisation Place à l'entraide au HLM Place Normandie (ajout d'un volet de soutien scolaire)	Coup de pouce jeunesse	• Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) • Arrondissement de Montréal-Nord • CIUSSS-NÎM • Comité des partenaires de la Place Normandie • Fondation Bombardier
			Renforcer les programmes Travailleur de rue, Travailleur de proximité et Médiation sociale	Café-Jeunesse Multiculturel Institut Pacifique	• Arrondissement de Montréal-Nord • SPVM-PDQ 39 • Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM) • Centre local d'emploi • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Institut Pacifique • Parole d'excluEs • Autres partenaires à identifier
			Soutenir le projet Osez au féminin qui vise à aider les jeunes filles en difficulté (violence, délinquance, criminalité, exploitation sexuelle, hypersexualisation)	Café-Jeunesse Multiculturel	• Table de quartier Montréal-Nord en santé • Halte-Femmes Montréal-Nord • École secondaire Calixa-Lavallée • Coup de pouce jeunesse • Maison SAM X • CIUSSS-NÎM • SPVM-PDQ 39
			Soutenir le projet La concertation au cœur de nos actions pour contrer l'exploitation sexuelle des jeunes filles	École secondaire Henri-Bourassa Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé Coup de pouce jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • École primaire Le Carignan • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRON-NEMENTS FAVORABLES			Dresser un portrait de la discrimination fondée sur la race à Montréal-Nord	Ressource à identifier	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord (TCJMN) • SPVM-PDQ 39 • Organismes jeunesse à identifier
			Mettre en valeur la diversité culturelle à Montréal-Nord en organisant un événement annuel (ex. : Fête de la diversité)	Organisme local à identifier	• Arrondissement de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Organismes communautaires jeunesse à identifier
			Soutenir le projet Mieux se comprendre qui vise à favoriser la cohabitation harmonieuse entre les adolescents du nord-est, les commerçants et les usagers du Mail Léger	Maison des jeunes l'Ouverture	• Arrondissement de Montréal-Nord • SPVM-PDQ 39 • Association de la Place Normandie • Entre Parents de Montréal-Nord • Un itinéraire pour tous
			Soutenir le projet Comprendre mon ado pour aider les parents, notamment ceux issus de l'immigration dans leurs relations avec leurs adolescents	Entre Parents de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • Coup de pouce jeunesse • SPVM-PDQ 39 • Maison Jean Lapointe • Centre d'écoute et de référence – UQAM • Regroupement de la valorisation de la paternité
			Sensibiliser les employeurs de Montréal-Nord aux problématiques d'embauche des jeunes des communautés culturelles	Organisme local à identifier	• Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Emploi-Québec • Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord • Arrondissement de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Entreprises privées à identifier
			Soutenir le développement d'un programme de formation et de médiation interculturelle	Arrondissement de Montréal-Nord (ressource d'expertise à déterminer)	• SPVM-PDQ 39 • Autres partenaires à identifier
			Établir un portrait sur la santé mentale des jeunes de Montréal-Nord	Organisme local à identifier	• CIUSSS-NÎM • Centre jeunesse de Montréal • CAMÉÉ

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR L'OFFRE D'ACTIVITÉS LIBRES ET ACCESSIBLES	**Mettre en place des infrastructures qui permettent de développer l'offre d'activités offerte aux jeunes**	• Permettre aux jeunes d'avoir accès toute l'année à une offre de services accessible, riche et variée les soirs, les fins de semaine et durant les congés du calendrier scolaire incluant la période estivale	Soutenir la construction de trois nouveaux chalets de parcs incluant un espace jeunesse + un terrain de football au parc Henri-Bourassa dans les secteurs est, centre et ouest	Arrondissement de Montréal-Nord	• Ville de Montréal • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir l'offre de service de l'Espace Jeunesse de l'ouest – Le Salon	Programme Horizon Jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Organismes jeunesse à identifier
			Maintenir et bonifier le programme Temps libre (écoles + parcs) pendant la semaine et la fin de semaine	Institut Pacifique	• Arrondissement de Montréal-Nord • Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord
			Relancer le projet d'activités libres à la MCC pour les enfants de 5 à 12 ans offert les soirs après l'école	Institut Pacifique	• Arrondissement de Montréal-Nord • UIPT • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille
			Soutenir la programmation d'activités jeunesse à la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord	Un itinéraire pour tous	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – école secondaire Henri-Bourassa • Coup de pouce jeunesse • Café-Jeunesse Multiculturel • Gap-Vie • 3e Avenue • Parole d'ExcluEs • Centre des jeunes l'Escale + École Amos
			Initier les enfants de 6 à 12 ans fréquentant les camps de jour, à la pratique sportive par la Caravan Sport Montréal	Sports Montréal	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • Autres partenaires à identifier
			Soutenir le programme d'animation estivale dans les parcs de Montréal-Nord (plusieurs projets estivaux)	Arrondissement de Montréal-Nord	• Organismes communautaires et culturels à identifier
			Accroître l'impact du programme d'aide financière aux activités parascolaires dans les écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • CSEM – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
			Soutenir le projet Horizon du samedi	Programmes Horizon Jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
AGIR SUR L'ENGAGEMENT CIVIQUE ET SOCIAL DES JEUNES	**Développer et mettre en valeur le leadership des jeunes et le développement de compétences civiques**	• Faire en sorte que les jeunes soient parties prenantes dans la conception et la réalisation des projets qui les concernent • Créer des occasions qui permettront aux jeunes de s'impliquer et de s'exprimer sur les enjeux de société qui les concernent • Encourager les jeunes à s'engager auprès de leur communauté (bénévolat, volontariat) en les accompagnant et en leur offrant plusieurs possibilités pour le faire	Développer une École d'été à Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• Boscoville • Coup de pouce jeunesse • Institut du Nouveau Monde
			Implanter le Programme Projet action jeunesse (PAJ) à Montréal-Nord	Boscoville	• Organisme jeunesse à identifier
			Créer un programme de leadership jeunesse à Montréal-Nord (conseil jeunesse, cercle des jeunes leaders et mentorés)	Arrondissement de Montréal-Nord	• Cercle des ambassadeurs et mentors • Organismes jeunesse à identifier
			Créer un concours directeur, directrice d'arrondissement d'un jour pour les étudiants du 5e secondaire	Arrondissement de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa
			Soutenir le programme d'entraide et d'engagement communautaire (mission global de Coup de pouce jeunesse)	Coup de pouce jeunesse	• Centraide du Grand Montréal • Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) • Direction de la santé publique (DSP) • Fondation Dufresne-Gauthier • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Organismes jeunesse à identifier
			Déployer un projet visant la formation et l'accompagnement des organismes dans la mise en place d'activités intergénérationnelles	Intergénérations Québec	• Organismes communautaires à identifier
SOUTENIR LES TABLES DE CONCERTATION DE MONTRÉAL-NORD	**Doter les tables de concertations des ressources pour assurer leur fonctionnement**	• Favoriser et maintenir la mobilisation des partenaires autour du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse	Assurer une coordination à temps partiel à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord ➕ Assurer un poste de professionnel à la Table de quartier Montréal-Nord en santé pour la mise en œuvre du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse	Table de quartier Montréal-Nord en santé Table de concertation jeunesse	• Québec en Forme • Arrondissement de Montréal-Nord • Secrétariat à la jeunesse du Québec



LA JEUNESSE, C'EST UNE
priorité collective
À MONTRÉAL-NORD

NO GDD : 1204988001

Accorder des contributions financières totalisant la somme de 1 531 563.63 $ pour les années 2020,2021 et 2022, la contribution de l'année 2020 totalisant 504 321,21$ se répartie aux organismes suivants : 105 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour les projets Aspirants-animateurs (40 000 $), Travail alternatif payé à la journée - TAPAJ (40 000 $) et Milieu de vie (25 000 $), 100 015 $ aux Fourchettes de l'Espoir pour les projets Ma première expérience de travail (85 000 $) et École culinaire Les petits chefs (15 015 $), 63 937, 21 $ à l'Institut Pacifique pour les projets Activités éducatives pour les enfants de 5 à 12 ans de l'Institut Pacifique (43 093 $) et Temps libre été (20 844, 21 $), 62 500 $ à La musique aux enfants pour le projet La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au coeur de Montréal-Nord, 41 769 $ au Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord pour le projet Psychomotricité, 38 000 $ à Un itinéraire pour tous pour le projet Mentorat pour la réussite scolaire, 35 600 $ à Coup pouce jeunesse de Montréal-Nord pour le projet Place à l'entraide, 33 663 $ à la Coopérative de solidarité multisports plus pour le projet Certification et engagement jeunesse,13 837 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet Mon samedi y'a pas de parents !, 10 000 $ au YMCA du Québec pour le projet Alternative à la suspension, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre d'un budget issu de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023, d'un budget issu de la Politique de l'enfant de Montréal et d'un budget issu de l'arrondissement dédié à Priorité Jeunesse et approuver les projets de convention à cet effet.

Imputation de la dépense

Clé comptable / Numéro d'imputation	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2020	Montant 2021	Montant 2022	Montant 2023	Total
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Centre des jeunes l'Escale	Aspirants-animateurs	36 000.00 $	40 000.00 $	40 000.00 $	4 000.00 $	**120 000.00 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Centre des jeunes l'EScale	Travail alternatif à la journée (TAPAJ)	36 000.00 $	40 000.00 $	40 000.00 $	4 000.00 $	**120 000.00 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Centre des jeunes l'Escale	Milieu de vie	22 500.00 $	25 000.00 $	25 000.00 $	2 500.00 $	**75 000.00 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Les Fourchettes de l'Espoir	Ma première expérience de travail	76 500.00 $	48 218.00 $	48 218.00 $	8 500.00 $	**181 436.00 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Les Fourchettes de l'Espoir	École culinaire Les petits chefs	13 513.50 $	15 015.00 $	15 015.00 $	1 501.50 $	**45 045.00 $**

Clé comptable / Numéro d'imputation	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2020	Montant 2021	Montant 2022	Montant 2023	Total
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Institut Pacifique	Activités éducatives pour les enfants de l'Institut Pacifique	28 454.22 $	32 763.52 $	32 763.52 $	4 309.30 $	**98 290.56 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Institut Pacifique	Temps libre été	18 760.21 $	20 844.21 $	20 844.21 $	2 084.00 $	**62 532.63 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Un itinéraire pour tous	Mentorat pour la réussite scolaire	34 200.00 $	38 000.00 $	38 000.00 $	3 800.00 $	**114 000.00 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	La musique aux enfants	La musique aux enfants, un projet structurant pour la petite enfance au coeur de Montréal-Nord	19 468.00 $	62 500.00 $	62 500.00 $	6 250.00 $	**150 718.00 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Coopérative de solidarité multisports plus	Certification et engagement jeunesse	15 500.97 $	17 937.27 $	18 867.27 $	4 296.30 $	**56 601.81 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord	Psychomotricité	37 552.10 $	41 729.00 $	41 729.00 $	4 176.90 $	**125 187.00 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.000 0.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord	Place à l'entraide	32 040.00 $	35 600.00 $	35 600.00 $	3 560.00 $	**106 800.00 $**

Clé comptable / Numéro d'imputation	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2020	Montant 2021	Montant 2022	Montant 2023	Total
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	Entre-Parents de Montréal-Nord	Mon samedi y'a pas de parents	12 453.30 $	13 837.00 $	13 837.00 $	1 383.70 $	**41 511.00 $**
1001.0010000.101212.05803.61900.016491.0000.003664.052138.00000.00000	AF - Général - Agglomération*Budget régulier*Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - MTESS*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*Montréal-Nord*Général*	YMCA du Québec	Alternative à la suspension	9 000.00 $	10 000.00 $	10 000.00 $	1 000.00 $	**30 000.00 $**
Total				**391 942.30 $**	**441 444.00 $**	**442 374.00 $**	**51 361.70 $**	**1 327 122.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1204988003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 438 704,81$ pour les années 2020, 2021 et 2022, et dont la contribution de l'année 2020, au montant de 134 068,27$ se répartie aux organismes suivants : 40 000 $ à Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord pour le projet « Pairs aidants », 28 750 $ à Entre Parents de Montréal-Nord pour le projet « Comprendre mon ado », 40 318,27 $ à Nos jeunes à coeur pour le projet « Équipes civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/football/flagfootball » et 25 000 $ à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord pour la coordination de la TCJMN, dans le cadre d'un budget d'arrondissement dédié à Priorité-Jeunesse et approuver les projets de convention à intervenir entre l'arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

Il est recommandé:

QUE pour obtenir leur financement, les organismes mentionnés en objet disposent d'un délai maximal de 45 jours suivant la séance du conseil d'arrondissement du 2 mars 2020, donc d'ici le 16 avril 2020, pour fournir tous les documents demandés par l'arrondissement ainsi que faire les ajustements nécessaires à leur demande de subvention dans le système Gestion de suivi des subventions (GSS);

QUE le premier paiement de l'année 2020 soit versé dans un délai de 30 jours ouvrables lorsque tous les documents demandés seront reçus et approuvés par le responsable et qu'à défaut de soumettre les documents demandés et de faire les ajustements demandés dans les délais requis, la convention soit résiliée de plein droit, sans autre avis ni délai;

QUE les versements aux organismes pour les années 2021 et 2022 soient tributaires des résultats obtenus lors des années subséquentes et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement;

QUE soient accordées des contributions financières totalisant 438 704,81 $ pour les années 2020, 2021 et 2022, et dont la contribution de l'année 2020 au montant de 134 068, 27 $ se répartie aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant

indiqué, dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal et du budget de l'arrondissement de Montréal-Nord;

QUE soit accordée une contribution financière de 40 000 $, à Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord pour le projet *Pairs aidants ;*

QUE soit accordée une contribution financière de 28 750 $, à Entre Parents de Montréal-Nord pour le projet *Comprendre mon ado ;*

QUE soit accordée une contribution financière de 40 318,27 $, à Nos jeunes à coeur pour le projet *Équipes civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/football/flagfootball;*

QUE soit accordée une contribution financière de 25 000 $, à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord pour le projet *Coordination ;*

QUE soient approuvés les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes;

ET QUE ces dépenses soient imputées conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par **Le**

Signataire : _____

Claire VASSART
Directrice
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

PROJET

IDENTIFICATION

Dossier # :1204988003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 438 704,81$ pour les années 2020, 2021 et 2022, et dont la contribution de l'année 2020, au montant de 134 068,27$ se répartie aux organismes suivants : 40 000 $ à Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord pour le projet « Pairs aidants », 28 750 $ à Entre Parents de Montréal-Nord pour le projet « Comprendre mon ado », 40 318,27 $ à Nos jeunes à coeur pour le projet « Équipes civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/football/flagfootball » et 25 000 $ à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord pour la coordination de la TCJMN, dans le cadre d'un budget d'arrondissement dédié à Priorité-Jeunesse et approuver les projets de convention à intervenir entre l'arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le printemps 2016, la communauté de Montréal-Nord, aidée de partenaires externes, s'est mobilisée pour soutenir, de façon exceptionnelle et concertée, le développement positif des jeunes à toutes les étapes de leur vie. Cette démarche se veut systémique afin de réduire les écarts alarmants entre les conditions socio-économiques des jeunes de 0 à 29 ans de Montréal-Nord et ceux de Montréal. Lors des rencontres, les participantes et les participants ont procédé à une lecture commune de la situation des jeunes de Montréal-Nord et identifié les divers leviers susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie, principalement lors des étapes de transition ou de rupture dans leur cheminement académique, social et personnel. Rendu public le 31 mars 2017, le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse, échelonné sur dix ans, a pour objectif de produire des changements significatifs des conditions de vie des jeunes de Montréal-Nord.
Le 3 décembre 2019, le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord adoptait son nouveau *Cadre de référence Programmes d'aide financière et ententes de partenariat avec les organismes à but non lucratif.* Ce document vise à présenter les objectifs ainsi que la vision qui sous-tend une nouvelle façon de faire de l'arrondissement. Celui-ci permettra à l'administration municipale:

· d'avoir une approche équitable et transparente auprès des organismes partenaires de l'arrondissement lors des appels de projets ou la définition d'ententes de partenariat visant à octroyer des contributions financières en vue de réaliser des projets ou encore des contrats de service ;
· d'assurer une gestion des fonds publics de manière efficace et efficiente, axée sur l'atteinte de résultats mesurables;

· de mieux reconnaître la mission, l’expertise et l’offre de services des organismes partenaires basée notamment sur leur connaissance du milieu;
· d’encourager l’innovation sociale et l’émergence d’initiatives inédites;

- dans la mesure où les programmes de financement le permettent, accorder un soutien financier sur une base triennale et sous réserve de la disponibilité des fonds.

Le même jour, l'arrondissement lançait un appel de projets dans le cadre de son Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 2017-2027 couvrant les trois axes suivants :

Axe 1 : la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative;
Axe 2 : le développement des talents, l’employabilité et l’entrepreneuriat;
Axe 3 : le vivre ensemble.

Cette démarche de Priorité Jeunesse, mise en oeuvre par la communauté nord-montréalaise, se veut systémique afin de réduire les écarts alarmants entre les conditions socio-économiques des jeunes de 0 à 29 ans de Montréal-Nord et ceux de Montréal. À titre d'exemple, selon le Portrait de la population de l'arrondissement de Montréal-Nord réalisé le 14 septembre 2018, à la demande de l'arrondissement:

- Le revenu moyen après impôt des ménages dans l’arrondissement de Montréal-Nord (45 606 $) est inférieur à celui de la ville de Montréal (56 694 $) et à celui de l’agglomération de Montréal (61 682 $).
- Les femmes sont les plus désavantagées en ce qui concerne le revenu. Dans le quartier Est, qui montre la situation la plus critique à cet égard, 48% des femmes ont déclaré un revenu inférieur à 20 000 $.
- Le taux de familles monoparentales est également plus élevé à Montréal-Nord (30,3%) qu'à Montréal (21,4%) ou dans l'agglomération de Montréal (20,6%). Ces familles ont à leur tête une femme dans 83,5% des cas.
- Au plan de la scolarité, le pourcentage de la population ayant entre 25 et 65 ans n’ayant aucun certificat est bien plus élevé pour l’arrondissement de Montréal-Nord (24%) que pour la ville de Montréal (11%) et l’agglomération (11%). Le niveau de scolarité est particulièrement faible dans le secteur Nord-Est avec 34 % de la population n'ayant aucun certificat.

À la clôture de l'appel de projets soit le 27 janvier 2020, 24 organismes de Montréal-Nord ont déposé un total de 34 projets. Les 4 et 5 février 2020, un comité multipartite d'analyse des projets composé de représentants issus de la Ville de Montréal, du Centre local d'emploi de Montréal-Nord, du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal, du Réseau réussite Montréal, de l'école Amos de Montréal-Nord, du Conseil jeunesse de Montréal-Nord et de la Division des bibliothèques de Montréal s'est réuni pour analyser les projets et faire des recommandations. Parmi les 34 projets, **20** ont été recommandé pour approbation auprès du Comité de pilotage de Priorité Jeunesse et par la suite, pour décision, auprès du Comité des élu.es et de la haute direction. Pour ce sommaire décisionnel, 4 projets sur les 20 recommandés font l'objet d'une demande de subvention.

L'arrondissement s'engage à financer ces 4 projets sur une période de 3 ans (2020, 2021, 2022) sous réserve de la disponibilité des fonds pour les années 2021 et 2022 et sous réserve des résultats obtenus pour les années 2020 et 2021. Parmi ces 4 projets, 3 sont issus de l'appel de projets Priorité Jeunesse et 1 seul fait l'objet d'une reconduction annuelle, il s'agit du projet Soutien à la coordination de la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord.

Le présent sommaire vise à faire approuver par le conseil d'arrondissement l'octroi d'une contribution financière pour l'année 2020 totalisant la somme **134 068,27 $** aux organismes mentionnés à l'objet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 10 550 du 18 décembre 2019 - Accorder une contribution financière totale de 44 979 $, soit 6 250 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet « Comprendre mon ado », 15 200 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet « Accès 0-5 ans », 14 229 $ à Évolu-Jeunes 19-30 ans pour le projet « Voie d'accès », 9 300 $ à la Coopérative de solidarité multisports plus pour le projet « Certification et engagement jeunesse Montréal-Nord » dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et financé par le budget 2020 de l'arrondissement, pour une période de transition du 1er janvier au 31 mars 2020 et approuver les projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

CA19 10 488 du 3 décembre 2019 - Adopter le nouveau Cadre de référence en gestion des programmes d'aide financière aux organismes à but non lucratif 2020-2025 de l'arrondissement de Montréal-Nord.

CA19 10 047 du 18 février 2019 - Accorder une contribution financière de 25 000 $, pour l'année 2019, à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord et reconduire le projet « Soutien à la Table de concertation jeunesse » et approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et l'organisme.

CA19 10 043 du 18 février 2019 - Accorder une contribution financière totale de 138 000 $, pour l'année 2019, et reconduire les projets dédiés à Priorité jeunesse 2017-2027 suivants : 55 000 $ au Centre de formation Jean-Paul Lemay pour le projet « Redémarre ta vie en 10 semaines », 48 000 $ à Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord pour le projet « Programme Pairs aidants », 35 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour le projet « Travail alternatif payé à la journée (TAPAJ) » et approuver les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

CA19 10 042 du 18 février 2019 - Accorder une contribution financière totale de 397 200 $ aux organismes suivants: 80 000 $ aux Fourchettes de l'Espoir pour le projet « Ma première expérience de travail », 40 000 $ à Rond-Point jeunesse au travail (Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé) pour le projet « École d'été », 40 000 $ à l'Association de Place Normandie pour le projet « Parle avec ton rythme », 35 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour le projet « Aspirant-animateur », 35 000 $ à Coup de pouce jeunesse pour le projet « Place à l'entraide », 30 000 $ au Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord pour le projet « Bougez, jouez et communiquez au rythme de votre enfant », 30 000 $ à Café-Jeunesse Multiculturel pour le projet « Osez au féminin », 40 000 $ à Café-Jeunesse Multiculturel pour le projet « Travail de proximité », 25 000 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet « Comprendre mon ado », 25 000 $ à Un itinéraire pour tous pour le projet « Mentorat pour la réussite scolaire », 17 200 $ aux Productions Qu'en dit Raton ? pour le projet « Médiation culturelle » et approuver les projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

CA18 10 118 du 9 avril 2018 - Accorder une contribution financière totale de 397 200 $ aux organismes suivants: 80 000 $ aux Fourchettes de l'Espoir pour le projet «Ma première expérience de travail», 40 000 $ à Rond-Point jeunesse au travail (Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé) pour le projet «École d'été», 40 000 $ à l'Association de Place Normandie pour le projet «Parle avec ton rythme», 35 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour le projet «Aspirant-animateur», 35 000 $ à Coup de pouce jeunesse pour le projet

«Place à l'entraide», 30 000 $ au Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord pour le projet «Bougez, jouez et communiquez au rythme de votre enfant», 30 000 $ à Café-Jeunesse Multiculturel pour le projet «Osez au féminin», 27 500 $ à Café-Jeunesse Multiculturel pour le projet «Travail de proximité», 25 000 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet «Comprendre mon ado», 25 000 $ à Un itinéraire pour tous pour le projet «Mentorat pour la réussite scolaire», 17 200 $ aux Productions Qu'en Dit Raton ? pour le projet Médiation culturelle, 12 500 $ à Café-Jeunesse Multiculturelle pour le projet «Travail de proximité» et approuver les projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes. Ces sommes proviennent de l'Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des Alliances pour la Solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) et du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine- TANDEM.

CA18 10 120 du 9 avril 2018- Accorder, pour l'année 2018, une contribution financière totale de 138 000 $ et reconduire les projets dédiés à Priorité jeunesse 2017-2027 suivants : 55 000 $ au Centre de formation Jean-Paul Lemay pour le projet Redémarre ta vie en 10 semaines», 48 000 $ à Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord pour le projet «Programme Pairs aidants», 35 000 $ au Centre des jeunes l'Escale pour le projet «Travail alternatif payé à la journée (TAPAJ)» et approuver les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

CA18 10 277 du 26 juin 2018 - Accorder une contribution financière de 25 000 $, pour l'année 2018, à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord pour le projet «Soutien à la Table de concertation jeunesse» et approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et l'organisme.

CA17 10 330 du 14 août 2017 - Accorder une contribution financière totale de 81 414 $ provenant du budget de l'arrondissement de Montréal-Nord dédié à Priorité jeunesse 2017 aux organismes suivants : 27 191 $ au Centre de formation Jean-Paul Lemay pour le projet « Redémarre ta vie en 10 semaines », 24 000 $ à Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord pour le projet « Programme Pairs aidants », 20 223 $ au Centre des jeunes l'Escale pour le projet « Travail alternatif payé à la journée (TAPAJ) » et 10 000 $ au groupe Les YMCA du Québec pour le projet « Programme Alternative Suspension » et approuver les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

DESCRIPTION

Nom de l'organisme: Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord
Titre du projet: Pairs aidants

Brève description du projet: Ce projet vise à favoriser une transition réussie du primaire au les plus vulnérables et à soutenir la persévérance des jeunes pairs aidants dont le sentiment d' à leur rôle d'aidant permettent de renforcer leur estime, leur motivation et leur engagement. D l'école secondaire Calixa-Lavallée, et nouvellement déployé à l'école Henri-Bourassa grâce au s l'arrondissement, ce projet agit sur certains déterminants favorable à la persévérance scolaire, des facteurs de protection au décrochage scolaire par l'entremise des pairs. C'est donc une soi› bénévoles qui apporte leur soutien à l'intégration de plus de 400 élèves ciblés vivant la transitic secondaire. Les activités sont donc développé par des adolescents, pour des adolescents ciblés critères tels que : difficultés d'adaptation, victimes d'intimidation et d'isolement, anxiété, difficu d'apprentissage,nouveaux arrivants, etc. Les pairs aidants et les élèves se retrouvent tous les j dans un local qui leur est réservé.Les pairs aidants animent des formations sur divers thématiq études, accompagnement vers les ressources de l'école et du quartier, planification d'activités valorisation, etc. L'organisme est convaincue que leur modèle d'intervention est une formule in favoriser un cycle de résilience en permettant aux jeunes aidés à devenir des aidants.

Ce projet s'inscrit dans les 3 axes du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 2
Favoriser la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative, Développer les taler
l'entrepreneuriat et Enrichir le vivre ensemble. Ce projet est à sa quatrième (4) année de finan
l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente: 40 000$

Projet issu de l'appel de projet Priorité Jeunesse

Nom de l'organisme: Entre Parents de Montréal-Nord
Titre du projet : Comprendre mon ado

Brève description du projet: Implanté à Montréal-Nord depuis 2011, ce projet vise à souteni
en actualisant leurs connaissances face aux réalités des préadolescent.es (10-12 ans) et des ac
par l'animation de soupers-conférences (2 sessions de 10 soupers-conférences pour le volet fa
soupers-conférences pour les pères). Cette formule met l'accent sur le partage entre familles q
leurs préoccupations. La période de l'adolescence étant une période trouble pour les jeunes viv
bouleversements, mais aussi pour les parents qui doivent comprendre et s'adapter à ces chang
adolescent.es et aillant très peu de ressources du quartier qui s'adresse directement aux paren
l'organisme estime que le projet Comprendre mon ado! est encore très pertinent en 2020. Entr
Nord souhaite également prendre un temps de recul pour documenter l'implantation de leur pr
forces et ses défis, ainsi que les attentes des parents.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 3 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 201
le vivre ensemble. Ce projet est à sa onzième (11) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente: 28 750 $

Projet issu de l'appel de projet Priorité Jeunesse

Nom de l'organisme: Nos jeunes à coeur
Titre du projet : Équipes civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/Football/Flagfootba

Brève description du projet: Ce nouveau projet vise à utiliser le sport afin de permettre aux
secondaire de se diriger vers des études dans des domaines ayant une forte demande. Ce proje
l'accompagnement et le développement des jeunes de 18 à 24 ans qui désirent pratiquer le mê
(basketball, football, flagfootball) s'il ne choisit pas ou ne se qualifie pas pour aller au Cégep. L
jeunes correspond à celui qui est fourni aux étudiants athlètes du niveau collégial et universitai
suivi par un coordonnateur ou coordonnatrice et par un travailleur ou travailleuse sociale à qui
comptes sur leurs activités journalières. Les jeunes seront admissibles à ce projet s'ils ont une
d'un établissement scolaire, de participation à un programme gouvernemental ou communauta
post-secondaire et est sur le marché du travail ou en recherche d'emploi. Ce projet émane du r
d'accompagnement et d'encadrement des jeunes après leurs études secondaires. Autrement di
le sport afin de permettre aux jeunes de décrocher un diplôme post-secondaire, de se diriger v
compte de leurs intérêts et aptitudes et de contribuer à sa communauté par son implication civ

Ce projet s'inscrit dans l'axe 1 et 3 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse
Favoriser la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative et Enrichir le vivre en
première (1) année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente: 40 318,27 $

Projet issu de l'appel de projets Priorité Jeunesse

Nom de l'organisme: Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord
Titre du projet: Coordination TCJMN

Brève description du projet: Ce projet vise à permettre à la Table de concertation jeunesse son rôle de leadership auprès des jeunes en ayant un poste permanent de coordination.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 3 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Ce projet est à sa qua financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de l'entente: 25 000 $

Ce projet n'est pas issu de l'appel de projet Priorité Jeunesse, il fait l'objet d'une reconduction a

---

JUSTIFICATION

Le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse vise à renverser les indicateurs de pauvreté et à mettre en œuvre des changements positifs structurants et durables dans la vie des jeunes de Montréal-Nord.

- **Les problématiques visées par ces projets sont :** la pauvreté sociale et matérielle et ses impacts sur la qualité de vie des jeunes et des familles : l'isolement et l'exclusion sociale, le décrochage scolaire et social, les habitudes de vie néfastes à l'épanouissement, l'accessibilité à des services ou à des alternatives de vie.
- **Les priorités d'intervention ciblées par ces projets sont :** le développement des compétences génériques (savoir, savoir faire et savoir être), le , le vivre ensemble, l'accessibilité de l'offre de services en culture, sports et loisirs, le développement de saines habitudes de vie, l'accompagnement des parents pour faciliter le passage de l'adolescence à l'âge adulte, le développement de «l'empowerment» et l'engagement social et civique, la persévérance scolaire, le soutien aux tables de concertation sectorielles.
- Les projets proposés respectent les priorités d'intervention de l'arrondissement dans le cadre de son nouveau Cadre de références Programmes d'aide financière et ententes de partenariat avec les organismes à but non lucratif et du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 2017-2027.
- Ces projets soutenus par l'arrondissement de Montréal-Nord seront suivis et évalués au cours de l'année par la DCSLDS et ajustés si requis. L'arrondissement tient à assurer des interventions structurantes qui génèrent des résultats positifs chez les jeunes de 0 à 29 ans. Les retombées de ces projets à moyen et long terme seront également évaluées dans le cadre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité jeunesse.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement recommandé pour les 4 projets ci-haut mentionnées est pour une période de 3 ans (2020, 2021, 2022). Les versements sont conditionnels aux conditions suivantes (voir déta dans les projets de conventions):
2020

· La conformité des dossier dans les 45 jours suivants l'adoption des projets par le conseil

d'arrondissement du 2 mars 2020. Cette précision s'adresse aux 3 projets issus de l'appel de projet Priorité Jeunesse.

2021

· Sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement
· Sous réserve des résultats obtenus au cours de l'année 2020

2022

· Sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.
· Sous réserve des résultats obtenus au cours de l'année 2021

La somme nécessaire à ce dossier, soit **134 068,27** $, est prévue au budget de l'arrondisseme pour l'année 2020. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de Ville. Le soutien financier que la Ville a accordé à ce(s) organisme(s) pour les mêmes projets a cours des dernières années se résume comme suit :

Organisme	**Projet**	**Soutien accordé**			**Soutien recommandé 2020**	**Sout au proj glob**
		2017	**2018**	**2019**		
Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord	Pairs aidants	24 000 $ (Priorité jeunesse)	48 000 $ (Priorité jeunesse)	48 000 $ (Priorité Jeunesse)	40 000 $	36.8
Entre Parents de Montréal-Nord	Comprendre mon ado	25 000 $ (MTESS/Ville)	25 000 $ (MTESS/Ville)	25 000 $ (MTESS/Ville)	28 750 $	58.2
Nos jeunes à coeur	Équipes civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/football/flagfootball	0 $	0 $	0 $	40 318,27 $	5.29
Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord	Coordination	24 414 $ (MTESS/Ville) 586 $ (Priorité jeunesse)	25 000 $ (Priorité Jeunesse)	25 000 $ (Priorité Jeunesse)	25 000 $	100

Année 2021

Les versements aux organismes sont conditionnels aux résultats obtenus au cours de l'année 2020 et selon la disponibilité des fonds de l'arrondissement pour l'année 2021.

La contribution financière de l'année 2021 au montant de 134 068, 27 $ sera financée par un budget de l'arrondissement se répartie comme suit:

Les bons de commande pour ces projets seront faits en début d'année 2021.

Organisme	Projet	Soutien recommandé 2021	Budget d'arrondisseme Priorité Jeuness
Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord	Pairs aidants	52 000 $	52 00
Entre Parents de Montréal-Nord	Comprendre mon ado	35 000 $	35 00
Nos jeunes à coeur	Équipes civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/football/ flagfootball	40 318,27 $	40 318,2
Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord	Coordination	25 000 $	25 00

Année 2022

Les versements aux organismes sont conditionnels aux résultats obtenus au cours de l'année 2021 et selon la disponibilité des fonds de l'arrondissement pour l'année 2022.

La contribution financière de l'année 2022 au montant de 134 068, 27 $ sera financée par un budget de l'arrondissement se répartie comme suit:

Les bons de commande pour ces projets seront faits en début d'année 2022.

Organisme	Projet	Soutien recommandé 2022	Budget d'arrondisseme Priorité Jeunes
Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord	Pairs aidants	52 000 $	52 00
Entre Parents de Montréal-Nord	Comprendre mon ado	35 000 $	35 00
Nos jeunes à coeur	Équipes civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/football/ flagfootball	40 318,27 $	40 318,2
Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord	Coordination	25 000 $	25 00

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 9 du Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : «Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces projets s'inscrivent dans le cadre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 2017-2027. Ils agissent directement sur les facteurs liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale et permettent d'offrir aux enfants, aux jeunes et aux familles qui en bénéficient, des services et des activités qui répondent à leurs besoins et au développement de leur potentiel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation de chacun des projets.

Les projets feront l'objet d'un suivi régulier de la part de la Division du développement social. Les organismes s'engagent à fournir les rapports d'étape et finaux aux dates prévues à cet effet dans les conventions.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Sophie BOULAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel BUSSIÈRES, Montréal-Nord

Lecture :

Daniel BUSSIÈRES, 26 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée ROUSSY
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-328-4000-4147
Télécop. : 514-328-4064

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Claudel TOUSSAINT
Directeur

Tél : 514-328-4145
Télécop. : 514-328-4064

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
BUDGET D'ARRONDISSEMENT PRIORITÉ JEUNESSE

Projet Pairs aidants de Coup de pouce jeunesse
2020 : 40 000 $
2021 : 52 000 $
2022 : 52 000 $

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COUP DE POUCE JEUNESSE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **11 121, Salk, local 112, Montréal-Nord, H1G 4Y3**, agissant et représentée par **Mijanou Simard, directrice**, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : **118877786**
N° d'inscription TVQ : **1006429561**
N° d'inscription d'organisme de charité : **11 8877786RR0001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Favoriser l'estime de soi et l'esprit d'entraide chez les adolescents de toutes cultures. L'outil privilégié par l'organisme est l'engagement social bénévole d'adolescents auprès de groupes sociaux (aînés, handicapés. etc.) de façon à apporter un soutien à un segment souvent plus vulnérable de la communauté, à briser la barrière des préjugés entre ces groupes et les adolescents et finalement de permettre le développement de ces jeunes en tant que citoyens responsables.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « Annexe 3 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ;

2.8 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 15 décembre pour la première année et la période du 1 janvier d'une année au 15 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs

de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent quarante-quatre mille dollars (144 000 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021 et 2022 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020 : 40 000 $

5.2.1.1 une somme maximale de **vingt mille huit cents dollars (20 000 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **seize mille dollars (16 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **quatre mille dollars (4 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2020.

5.2.2 Pour l'année 2021 : 52 000 $

5.2.2.1 une somme maximale de **vingt-six mille dollars (26 000 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **vingt mille huit cent dollars (20 800 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **cinq mille deux cent dollars (5 200 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2021.

Pour l'année 2022: 52 000 $

5.2.3.1 une somme maximale de **vingt-six mille dollars (26 000 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **vingt mille huit cent dollars (20 800 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **cinq mille deux cent dollars (5 200 $** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **15 décembre 2022.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **11 121, Salk, local 112, Montréal-Nord, H1G 4Y3**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

COUP DE POUCE JEUNESSE

Par : _____
Mijanou Simard, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

NORMES DE VISIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Considérant que l'ARRONDISSEMENT a la responsabilité du soutien aux organismes reconnus pour l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires et de loisirs sur son territoire;
Considérant que l'ORGANISME est reconnu comme partenaire de l'arrondissement oeuvrant à l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires ou de loisirs;
Considérant qu'il est primordial d'assurer un juste rayonnement à tous les efforts mis en œuvre par l'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT pour donner suite aux activités faisant l'objet de la présente convention;
L'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT conviennent du présent protocole de visibilité :
Ce protocole de visibilité s'applique aux activités ou aux événements pour lesquels l'ARRONDISSEMENT fournit un soutien financier, technique et matériel dont la valeur est supérieure à 1 000 $.
Lorsque l'ORGANISME produit des outils pour la promotion d'une activité ou d'un événement qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT (par exemple affiche, dépliant, brochure, publicité média, kiosque, site internet, etc.) la référence au soutien de l'ARRONDISSEMENT doit également être accompagnée du logo de l'ARRONDISSEMENT (voir la section «Modalités d'application» point 1, 2 et 3).
Lorsque l'ORGANISME produit des documents publics autres que promotionnels (rapport de recherche, étude, présentation diaporama, communiqué de presse) pour un projet ou une activité qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT, quel qu'en soit le support, il doit mentionner sur le document que l'activité ou le projet auquel il se réfère a été réalisé grâce au soutien de l'ARRONDISSEMENT de Montréal-Nord (voir libellé dans la section «Modalités d'application» point 4).
Lorsque l'ORGANISME produit son rapport annuel, il devra explicitement souligner le partenariat avec l'ARRONDISSEMENT.
L'ARRONDISSEMENT s'engage à fournir à l'ORGANISME les éléments de communication nécessaires à la réalisation des objectifs de visibilité de l'ARRONDISSEMENT, notamment par la fourniture de panneaux, bannières, affiches, voile publicitaire ou enrouleur publicitaire identifiant l'ARRONDISSEMENT; ceci inclut l'accès à la signature institutionnelle (logo) et, le cas échéant, au message des élus de l'ARRONDISSEMENT;
Lorsque l'activité se déroule dans un équipement de l'ARRONDISSEMENT (bâtiment ou terrain), l'installation et l'affichage d'outils promotionnels, quels qu'ils soient, devront être autorisés et se faire aux endroits identifiés par le responsable désigné par l'ARRONDISSEMENT;
Par ailleurs, si le projet de l'ORGANISME donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'ARRONDISSEMENT à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance (voir la section «Modalités d'application»).
La visibilité accordée à l'ARRONDISSEMENT n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet ou à l'activité; dans ce cas, l'ORGANISME doit s'assurer que la visibilité accordée tende à refléter l'importance relative de la contribution des partenaires.
MODALITÉS D'APPLICATION
1. Logo de l'arrondissement
Il y a deux adaptations possibles du logo de l'arrondissement, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge) ou en noir (texte et rosace en noir); la largeur du logo ne doit jamais être inférieure à 2,5 cm (1 pouce).
Lorsqu'une mention faisant référence au soutien des partenaires n'est pas présente (du type «Avec le soutien de» ou «Grâce au soutien de»), le texte «Fier partenaire» doit accompagner le logo tel qu'illustré :

FIER PARTENAIRE
Ces versions sont disponibles sur demande à l'adresse de courriel:
communications-mn@ville.montreal.qc.ca
2. Positionnement du logo de l'arrondissement
La règle de positionnement établie par la Ville n'est pas obligatoire lors de l'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement par un organisme. Ce sont alors les normes graphiques de l'organisme qui prédominent.
3. Approbation des documents
L'utilisation du logo de l'arrondissement sur tout document produit par un organisme doit cependant faire l'objet d'une approbation de la Division des relations avec les citoyens et communication avant leur reproduction ou leur impression. Les demandes d'approbation accompagnées du document (brochure, dépliant, affiche, feuillet ou autre) dans sa version finale doivent être transmises à l'adresse courriel suivante :
communications-mn@ville.montreal.qc.ca
4. Libellé à inclure dans les documents autres que promotionnels
Lorsqu'une activité ou un projet entraîne la production d'un document tel un rapport de recherche, un rapport d'activité, une étude, une présentation par diaporama ou autre, la page de garde ou son équivalent doit contenir une mention du type «ce rapport (ou cette étude, ou ce projet, ou cette activité) a été rendu possible grâce au soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord». La production d'un communiqué de presse doit également contenir une telle mention.
5. Invitation aux représentants de l'arrondissement
Lorsque le projet donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'arrondissement à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance en transmettant l'information à l'adresse courriel suivante :
communications-mn@ville.montreal.qc.ca

ANNEXE 3

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0902 - PAIRS AIDANTS (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord INC.	Favoriser l'estime de soi et l'esprit d'entraide chez les adolescents issus de toutes cultures. Grâce à l'engagement bénévole de ces adolescents, Coup de pouce Jeunesse cherche à briser la barrière des préjugés entre les différents groupes sociaux et ainsi permettre le développement de ces jeunes en tant que citoyens responsables.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Pairs aidants
Numéro de projet GSS: 0902

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Mijanou
Nom: Simard-Mireault
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 321-8054
Numéro de télécopieur:
Courriel: direction@coupdepoucejeunesse.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Mijanou
Nom: Simard-Mireault
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2021-03-31

Date limite de réception du rapport final
2021-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le Programme des Pairs aidants a été initié en 2004 par Coup de pouce jeunesse et l'école secondaire Calixa-Lavallée. Grâce au soutien de Priorité jeunesse, le Programme s'est déployé à l'école secondaire Henri-Bourassa. Selon Réseau réussite Montréal, différents éléments influencent positivement ou négativement le parcours scolaire d'un jeune. Le Programme des Pairs aidants agit sur certains de ces déterminants favorables à la persévérance et plus particulièrement sur l'augmentation des facteurs de protection au décrochage par l'association avec des pairs. En effet, la recherche a démontré que d'augmenter les occasions d'interagir avec des pairs positifs renforcent les facteurs de protections des jeunes vulnérables en leur permettant de développer un sentiment d'appartenance, d'augmenter leur estime, leur sentiment de compétence et leur engagement. De plus, il existe une certaine vulnérabilité des élèves lors de la transition du primaire au secondaire. On constate que plusieurs nouveaux étudiants démontrent une insécurité, voire même une peur face à leur nouvel environnement scolaire. Ils ne disposent pas des outils nécessaires pour utiliser tous les services mis à leur disposition, ils tendent alors à s'isoler et à se désinvestir de l'école, ce qui nuit à leur motivation et à leur sentiment d'appartenance face à l'établissement scolaire. Les activités de ce programme sont développées par des adolescents, pour d'autres adolescents ciblés en fonction de certains facteurs de vulnérabilité liés à la transition du passage primaire/secondaire : difficultés d'adaptation, victimes d'intimidation et d'isolement, anxiété, difficultés d'apprentissage, nouveaux arrivants, etc. Ainsi, le Programme des Pairs aidants réunit plus d'une soixantaine d'élèves souhaitant apporter leur soutien à l'intégration de plus de 400 élèves de secondaire un ciblés. Les jeunes (pairs aidants et aidés) ont la possibilité de se retrouver tous les jours sur l'heure du dîner dans un local qui leur est réservé. Les pairs aidants animent plusieurs actions; formations sur diverses thématiques, soutien aux études, accompagnement vers les ressources de l'école et du quartier, planification d'activités de socialisation, activités de valorisation, etc. L'ensemble de la programmation vise à favoriser une transition réussie au secondaire pour les élèves les plus vulnérables et soutien la persévérance des jeunes pairs aidants dont le sentiment d'utilité et la valorisation liés à leur rôle d'aidant permettent de renforcer leur estime, leur motivation et leur engagement. Nous croyons que ce modèle d'intervention propose une formule innovante qui contribue à favoriser un cycle de résilience en permettant aux jeunes le passage d'aidés à aidants. En agissant tôt sur le développement des facteurs de protection des jeunes les plus vulnérables, ceux-ci deviennent partie prenante des solutions favorisant la persévérance et la réussite ainsi qu'à l'amélioration de leur environnement.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici la fin mars 2021, 400 jeunes vulnérables de Montréal-Nord auront vécu plus facilement leur transition et leur intégration au secondaire.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

400 jeunes vulnérables de Montréal-Nord ont développé des facteurs de protection, dont un réseau social et leur sentiment de sécurité physique et psychologique.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Animation d'un local le midi par des pairs aidants qui accueillent et accompagnent des élèves de 1ère secondaire et des jeunes aux besoins particuliers.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	43	15	1	15	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Jumelage personnalisé entre des jeunes aidés aux besoins particuliers et des pairs aidants.

Fréquence de	Nombre de	Nombre de fois par	Durée en heures de	Nombre de	Nombre de

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	43	3	1	15	2

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici la fin mars 2021, 460 adolescents de Montréal-Nord auront développé un sentiment d'appartenance à leur milieu.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
460 adolescents de Montréal-Nord ont tissé des liens, ont démontré une plus grande motivation à l'école et/ou participent de manière plus active et assidue aux activités.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités thématiques ponctuelles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semestre	3	3	2	15	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Accompagnement par les pairs aidants à certaines sorties avec les aidés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	10	3	10	25

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici la fin mars 2021, 80% des jeunes Nord-Montréalais rejoints auront amélioré leurs compétences ainsi que leurs habiletés liées à l'entraide et à l'engagement social.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
80% des jeunes Nord-Montréalais rejoints auront davantage confiance en leurs compétences, prendront plus d'initiatives, vivront des succès et seront fiers de leurs accomplissements.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres de suivis individuelles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semestre	2	60	1	60	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Interventions des pairs aidants auprès des aidés lors des activités

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	43	15	1	15	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Formation des pairs aidants : camp, colloque, formations thématiques (gestion des conflits, relations interculturelles, relations amoureuses saines, relation d'aide, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	12	3	12	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Participation aux activités de transitions. (Soirées d'informations, rencontres de parents, visites des écoles, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	12	3	12	10

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: École Henri-Bourassa
No civique: 6051
Rue: Boulevard Maurice-Duplessis
Code postal: H1G 1Y6
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Nom du lieu: École Calixa-Lavallée
No civique: 11411
Rue: Avenue Pelletier
Code postal: H1H 3J3
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 230
Nb. femmes: 230
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 460

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Nous avons une approche inclusive qui tient compte des besoins, des inquiétudes et des spécificités liés au genre. L'évaluation de nos activités permet de constater une implication globale similaire des filles et des garçons au Programme des Pairs aidants. Cependant, nous constatons une participation différente selon la nature des activités proposées. Lors des groupes de rétroaction, la parité garçons/filles nous permet d'entendre les différents commentaires et évaluations de nos services selon des visions qui peuvent différées. Ainsi, il nous est possible d'ajuster notre programmation en fonction de ces réalités (varier les activités sportives et culturelles, ajuster les horaires en fonction des engagement familiaux des filles, varier les stratégies de recrutement, assurer un suivi personnalisé, etc.) Aussi, bien que les objectifs du programme soient les mêmes pour les filles et les garçons, les effets peuvent variés selon le genre. Les filles sont plus enclins à poursuivre leur engagement en devenant à leur tour bénévole. Les garçons quant à eux, ont tendance à quitter les pairs aidants à partir du moment où ils intègrent une autre activité parascolaire de loisir. Dans les deux cas, les effets souhaités en liens avec la réussite de la transition sont atteints. Il demeure ainsi important de poursuivre l'implantation d'activités diversifiées, tout en restant sensible aux enjeux distincts vécus par les filles presque toutes immigrantes et/ou issues de communautés racisées.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Budget mesure 4.2 DSRP / Table jeunesse

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	56 600 $	Oui

Nom de la personne ressource: Céline Coulombe
Adresse courriel: celine.coulombe.cnmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 514-3842
Adresse postale: CIUSSS du Nord-de-l'île de Montréal 11441, boul. Lacordaire
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4J9

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: École secondaire Calixa-Lavallée

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Autres : précisez co-construction, promotion, sensibilisation, recrutement, évaluation		Oui
Références		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11 411 Avenue Pelletier
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 3S3

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: École secondaire Henri-Bourassa

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Références		Oui
Autres : précisez Promotion, sensibilisation, recrutement, évaluation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6051 Boulevard Maurice-Duplessis
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 1Y6

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: L'Institut Pacifique

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui
Autres : précisez co-réalisation d'activités		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2901 Boulevard Gouin E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2B 1Y3

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	20 $	35	126 $	45	2	74 340 $
Coordonnateur(trice)	22 $	12	48 $	45	1	14 040 $
Total						88 380 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			56 600 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Intervenant(e)	74 340 $	37 170 $	37 170 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	14 040 $	7 020 $	7 020 $	0 $	0 $
Total	**88 380 $**	**44 190 $**	**44 190 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		710 $	2 015 $	0 $	**2 725 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		300 $	350 $	0 $	**650 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		1 800 $	4 445 $	0 $	**6 245 $**
Total		**2 810 $**	**6 810 $**	**0 $**	**9 620 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		140,5 %			
Frais administratifs		**5 000 $**	**5 600 $**	**0 $**	**10 600 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		250 %			
Total		**52 000 $**	**56 600 $**	**0 $**	**108 600 $**

Informations complémentaires

Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord existe depuis maintenant 35 ans. Notre mission est de favoriser l'estime de soi et l'esprit d'entraide chez les adolescents issus de toutes cultures. Nos activités permettent de mieux outiller et d'accompagner les adolescents afin d'augmenter la possibilité des jeunes de persévérer, de réussir et d'améliorer leur qualité de vie et leur engagement dans la communauté.

Le Programme des Pairs aidants a été créé en concertation afin de favoriser une transition réussie d'une des étapes charnières du parcours scolaire que représente le passage de l'école primaire à l'école secondaire. Nous croyons en l'importance de l'alliance écoles-familles-communauté, afin d'assurer une cohésion et une multiplication des impacts. Nous sommes convaincus que les pratiques probantes en promotion et prévention sont essentielles dans un collectif d'actions auprès des clientèles les plus vulnérables.

C'est grâce à une expertise développée en collaboration avec les écoles et la communauté, s'appuyant sur les meilleures pratiques en matière de persévérance scolaire, que nous arrivons à bonifier et adapter le Programme des Pairs aidants en action depuis 16 ans à Calixa-Lavallée. Ainsi, les résultats probants et la complémentarité de nos actions avec l'école ont permis l'implantation des Pairs aidants à Henri-Bourassa il y a 6 ans et plus récemment la bonification du volet J'arrive dédié aux nouveaux arrivants, dans les deux milieux scolaires.

Plus de 50% de ce programme est soutenu depuis plus de 15 ans par la DRSP dans le cadre du financement ÉMES (ancien RÉMES). En mars 2019, la reconduction de ce financement a été confirmée pour trois ans grâce aux impacts de ce programme et son importance pour les jeunes et nos partenaires. C'est pour cette raison que le soutien apporté par Priorité jeunesse pour les années à venir est d'autant plus précieux; il nous permettra de maintenir le programme initié à l'école Henri-Bourassa.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget détaillé_CPJ_Pairs aidants.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport final Pairs aidants 2018.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre d'appui_PA_HB.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui PA_CPJ_TCJMN.pdf	*Non applicable*
Lettre de partenariat_PA_CL.pdf	*Non applicable*
Plan d'action PA_PJ_2020.pdf	*Non applicable*
Témoignage_article Kerna_Journal Métro.pdf	*Non applicable*
Témoignage_article_Cristhin_Itinéraire.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution Pairs-aidants.pdf	Validité du 2019-11-19

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Mijanou Simard-Mireault	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement_signé_Pairs_aidants.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Coup de pouce jeunesse
Montréal-Nord

Budget prévisionnel Priorité jeunesse

Coup de pouce jeunesse – Programme des Pairs aidants 2020-2021 / 2021-2022 / 2022-2023

Postes budgétaires	Priorité jeunesse	Autres partenaires financiers			Budget
A – Personnel lié au projet	**PJ/ Arrondissement**	**DRSP 4.2/ Table jeunesse**			
Titre : Intervenant responsable du programme à Henri-Bourassa 20 $ x 35hres + 126$ Avantages. sociaux/sem. x 45 Semaines = **37 170 $**	37 170 $				**37 170 $**
Titre : Responsable du programme à Calixa-Lavallée 20 $ x 35hres +126 $ Avantages. sociaux/sem. x 45 Semaines = **37 170 $**		37 170 $			**37 170 $**
Titre : Coordonnatrice 22 $ x 12hres + 48 $ Avantages. sociaux/sem. x 45 Semaines = **14 040 $**	7 020 $	7 020 $			**14 040 $**
SOUS-TOTAL SECTION A	**44 190 $**	**44 190 $**			**88 380 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location					
Fournitures de bureau, matériel d'animation, activités	710 $	2 015 $			2 725 $
Photocopies, publicité					
Déplacement	300 $	350 $			650 $
Formations des jeunes/ camps / colloque des entraidants/ Institut Pacifique	1 800 $	4 445 $			6 245 $
SOUS-TOTAL SECTION B	**2 810 $**	**6 810 $**			**9 620 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	5 000 $	5 600 $			10 600 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**5 000 $**	**5 600 $**			**10 600 $**
Total des contributions	**52 000 $**	**56 600 $**			**108 600 $**

Montréal

Rapport d'étape 2018 ☐	Rapport final 2018 ☑
Programme des pairs aidants	

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS

Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES

Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné

Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Source (s) du financement de l'Entente	Montréal-Nord
	Cliquer pour menu déroulant
Titre du projet (le même que celui inscrit sur le formulaire de demande)	Programme des pairs aidants

SECTION 1 — IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord	
Responsable du projet	Madame	Mijanou Simard-Mireault
Téléphone	514-321-8054	

SECTION 2 — SUIVI DU PROJET

Date **RÉELLE du DÉBUT** du projet	2018	Janvier	01
Date **RÉELLE de FIN** de projet	2018	Décembre	31
Si la date réelle (début et/ou fin de projet) diffère de celle prévue, expliquez le motif			

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 12 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire à cette demande.

Lorsque vous remplissez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

SECTION 3 — POPULATION (S) REJOINTE (S)

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Adolescents (12 - 17 ans)	**Minorités visibles**	**Nouveaux arrivants (- de 5 ans au pays)**	293	368
Adolescents (12 - 17 ans)	**Bénévoles**	**Minorités visibles**	68	9
	Cliquer pour menu déroulant			
Nombre TOTAL de personnes rejointes **DIRECTEMENT** par le projet			**361**	**377**
Nombre TOTAL de personnes rejointes **INDIRECTEMENT** par le projet			**0**	**0**

SECTION 4 — Activités réalisées

(EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS PRÉVUES au formulaire de *demande de soutien financier*)

A	Animation d'un local chaque midi par des Pairs aidants qui accueillent, soutiennent et accompagnent des élèves de secondaire un, des programmes spéciaux et des classes d'accueil dans diverses situations. Le local est grandement occupé à chaque ouverture. Les pairs aidants sont formés pour entrer en contact avec les aidés et ainsi les écouter, les soutenir et les accompagner au besoin. Les pairs-aidants s'assurent d'offrir un lieu sécurisant, animé et ouvert à la discussion aux aidés. 5 jours par semaine; 284 activités.
B	Organisation d'activités : dîner de groupe, jumelage de jeunes éprouvant des difficultés, accompagnement des aidés à certaines sorties programmées par l'école, sorties culturelles et sportives, animations thématiques, aide aux études, etc. Portes ouvertes au primaire et au secondaire, emballage, aide à la rencontre de parents, animation des journées pédagogiques, rentrée administrative, fête de la rentrée, ateliers d'art culinaire, course Centraide, activité CLSC et cueillette de denrées avec le PDQ39. Aussi, des pairs aidants ont été ciblés pour leurs compétences scolaires en vue d'apporter du soutien aux aidés en éprouvant le besoin. Les pairs aidants ont participé aux entrevues de sélection des futurs pairs aidants. 31 activités.
C	Camp de formations d'une fin de semaine à l'extérieur de Montréal. Formations diverses sur différentes thématiques ; la gestion de conflits, les dépendances, la sexualité saine, guide de l'entraidant, les ressources du milieu, etc. Rencontres de formations mensuelles. Rencontres de suivis individuelles, Participation à des comités d'entraide, etc. Les pairs aidants ont participé à un Colloque leur permettant d'approfondir leurs connaissances sur différents sujets liés à l'entraide et d'aller chercher des outils qui pourront les aider lors de leurs interventions ou encore dans différentes sphères de leurs vies. Ils ont aussi eu la chance de participer à un camp de formations de 3 jours qui leur ont permis d'acquérir des outils pour exercer leur rôle de pairs aidants.. À la suite des formations, leur implication bénévole a été soulignée lors d'une remise de diplômes dans chacune des deux écoles; ils ont rayonné auprès des directions et des équipes-écoles. Des rencontres individuelles servant à suivre l'évolution des pairs aidants ainsi que de souligner leurs défis et leurs succès sont réalisées régulièrement. Des rencontres mensuelles avec les pairs aidants sont organisées afin de planifier les événements futurs et des formations continues sont offertes en collaboration avec plusieurs organismes tels que Tel-jeunes et l'Institut pacifique. Le Programme a aussi permis aux jeunes impliqués de bénéficier de plusieurs reconnaissances, comme des sorties et des distinctions. 172 activités.

Si vous avez tenu compte de l'**analyse différenciée selon les sexes (ADS), comment cela s'est-il traduit dans vos résultats**	Des rencontres invividuelles sont offertes aux pairs aidants afin d'identifier les besoins spécifiques à chacun d'entre eux et d'adapter les activités selon leur réalité. Nous remarquons qu'il y a une proportion considérable et majoritaire de filles qui sont des bénévoles et ce, en raison de la place particulière qui leur est allouée. Plusieurs d'entre elles ont une réalité familiale qui les oblige à prendre soin de leur fratrie, réalité à laquelle l'organisme est sensible et qui est considérée dans toute la programmation.

SECTION 5 — RÉSULTATS

(EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS PRÉVUES)

A	Par le biais des bilans de session, de groupes de discussions et des rapports de présences, nous sommes à même de constater que 350 aidés ont fréquenté le Programme à Henri-Bourassa et qu'à Calixa-Lavallée, il est question de 311 aidés. De plus, Les aidés ont une personne significative à qui se référer avec qui ils ont développé des liens étroits. Les aidés visitent les différentes ressources du milieu. Les aidés éprouvant des difficultés viennent demander de l'aide dans leurs devoirs sur l'heure du dîner. Les aidés ont un endroit où venir lorsqu'ils vivent de l'isolement ou encore du rejet.
B	Parmi les 661 aidés, 40% d'entre eux fréquentent le local à tous les jours. 18 PA ont apporté leur aide durant 5 journées pédagogiques afin d'animer une activité avec 92 aidés. 46 aidés ont participé aux activités spéciales organisées et 39 PA y ont contribué. À l'école Henri-Bourassa, 14 PA ont accompagné 38 aidés dans le cadre des activités en partenariat avec le CJE lors de la visite de différentes ressources du milieu. 17 PA ont apporté leur aide lors des rentrées administrative. Durant l'évènement 1000 mercis de Priorité jeunesse, les participants ont pu exprimer à quel point le Programme a été bénéfique pour eux.
C	Les PA doivent remplir une auto-évaluation après leur local, ce qui leur permet d'évaluer leurs approches et interventions et s'initier à l'introspection. 31 pairs aidants ont participé au Colloque des entraidants. 30 PA ont participé au camp de formations d'une fin de semaine. 25 formations supplémentaires ont été données. Au total, 129 rencontres individuelles ont été réalisées. Plusieurs PA ont été en mesure de trouver un emploi à l'été 2018. Le parcours de ces jeunes leur a permis d'acquérir des compétences qui ont facilité leur intégration au marché du travail.

SECTION 6 — EXPLIQUEZ LES ÉCARTS

(ENTRE LES RÉSULTATS RÉELS ET LES RÉSULTATS ATTENDUS)

Un écart positif ressort. Dans les deux écoles, il y a une augmentation significative du nombre d'élèves issus des classes d'accueil. Il y a aussi eu l'implantation du projet J'arrive à l'école Henri-Bourassa, ce qui a fait considérablement augmenter la fréquentation du local. À l'école Henri-Bourassa, il y a aussi une augmentation du nombre d'élèves qui sont référés par les professionnels de l'école. Le référencement demeure significatif et permet une fréquentation considérable des locaux.

SECTION 7 — BILAN

7.1 Éléments à conserver

1)Le développement de liens étroits avec l'équipe-école. Cela est bénéfique pour les jeunes, car le service offert peut être adapté à chacun et augmente la persévérance scolaire des jeunes impliqués dans le Programme. 2)Le développement du projet J'arrive dans les deux écoles. Grâce à la solidité des Programmes des Pairs aidants, les nouveaux projets proposés aux écoles sont rapidement considérés comme des plus-values aux élèves. 3)Les différentes formations offertes aux jeunes. Cela leur permet d'exercer leur rôle de PA en fonction de solides connaissances et d'augmenter leur sentiment d'auto-efficacité.

7.2 Éléments à améliorer

Avec l'arrivée massive des demandeurs d'asile, les écoles ont dû user de créativité pour augmenter le nombre de locaux disponibles dans leur école.

7.3 Éléments à ne pas conserver

SECTION 8 — IMPLICATION DES PARTENAIRES

1	École secondaire Calixa-Lavallée (514) 328-3250 École secondaire Henri-Bourassa (514) 328-3200	**Prêt de local**
		Expertise-conseil
		Référence/recrutement des participants
		Co-Construction du projet
2	L'institut pacifique 2901 Boulevard Gouin Est, Montréal, QC, (514) 598-1522	**Promotion, sensibilisation**
		Cliquer pour menu déroulant
		Cliquer pour menu déroulant
3	CIUSS NIM Commission scolaire de la Pointe-de-l'île (CSPI)/Bureau des communautés culturelles	**Expertise-conseil**
		Participation au comité aviseur, concertation
		Promotion, sensibilisation

SECTION 9 — Budget RÉEL

Poste budgétaire							Arrond. MTL-Nord	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget Total
								DSP/ÉMES			
A- Personnel lié au projet											
1	Titre	Autres (précisez ci-dessous)					32 478,75 $				32 478,75 $
		Intervenante responsable Henri-Bourassa									
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	17,25	35	118	45	1	32 478,75 $					
2	Titre	Autres (précisez ci-dessous)						32 478,75 $			32 478,75 $
		Intervenante responsable Calixa-Lavallée									
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	17,25	35	118	45	1	32 478,75 $					
3	Titre	Coordonnateur(trice)					6 772,50 $				6 772,50 $
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	21	12	49	45	1	13 545,00 $					
4	Titre	Cliquer pour menu déroulant						6 772,50 $			6 772,50 $
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							39 251,25 $	39 251,25 $	0,00 $	0,00 $	78 502,50 $
B- Frais d'activités générés par le projet (environ 20 %)											
Allocations pour participants											0,00 $
Matériel d'animation, activités et formations jeunes							3 548,75 $	4 524,75 $			8 073,50 $
Photocopies, publicité											0,00 $
Déplacements pour jeunes							400,00 $	400,00 $			800,00 $
Locaux, conciergerie ou surveillance											0,00 $
Assurance (frais supplémentaires)											0,00 $
Sous-Total Section B							3 948,75 $	4 924,75 $	0,00 $	0,00 $	8 873,50 $
C- Frais d'administration générés par le projet (environ 10 %)											
Frais administratifs du projet							4 800,00 $	4 800,00 $			9 600,00 $
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							48 000,00 $	48 976,00 $	0,00 $	0,00 $	96 976,00 $
NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de l'arrondissement de Montréal-Nord										1,5	

SECTION 10 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
DSP	Direction Santé Publique
ÉMES	Comité écoles et milieux en santé de la Table de concertation jeunesse

SECTION 11 — ÉVOLUTION DES DÉPENSES

A — Montant accordé par l'arrondissement de Montréal-Nord			48 000,00 $		
B — Dépenses **TOTALES** du projet incluant les autres bailleurs de fonds	96 979,00 $	En date du	**2018**	**Décembre**	**31**
C- Total	**48 979,00 $**				

TOUT MONTANT accordé (A) par l'Arrondissement de Montréal-Nord dans le cadre de ce projet EXCÉDANT les dépenses totales du projet (B) DOIT ÊTRE REMBOURSÉ À LA VILLE DE MONTRÉAL. Cet excédant est indiqué par le total négatif ci-dessus (C).

SECTION 12 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

«Je me suis inscrite au programme, car je voulais avoir une expérience de bénévolat. De plus, je voulais redonner aux jeunes, car moi-même, j'ai fréquenté le local en secondaire 1 et des pairs aidants m'ont aidé à m'intégrer. Le programme m'a apporté de nouveaux amis, une meilleure estime de moi-même et un sentiment d'être utile pour les autres. Après deux ans dans les pairs aidants, j'aime toujours cela et je serai au rendez-vous l'année prochaine.»
Adjia Maimouna Thioune, Paire aidante Calixa-Lavallée

Différents éléments influencent positivement ou négativement le parcours scolaire du jeune. Ces facteurs se teintent mutuellement, ils peuvent être de diverses natures et exercer une influence sur la totalité ou sur une partie du continuum de développement du jeune.

Selon Réseau réussite Montréal, 4 facteurs englobent 18 déterminants de la persévérance scolaire et de la réussite éducative : les facteurs familiaux, personnels, scolaires et sociaux.
Le Programme des Pairs aidants agit sur plusieurs de ces déterminants favorables à la persévérance et plus particulièrement sur l'augmentation des facteurs de protection au décrochage par l'association avec des pairs. Nous croyons que ce modèle d'intervention propose une formule innovante qui contribue à favoriser un cycle de résilience en permettant aux jeunes le passage d'aidés à aidants. Ainsi, les jeunes deviennent partie prenante des solutions favorisant la persévérance et la réussite; les résultats démontrent que cette approche est efficace.

Par la présente, je certifie que les renseignements fournis dans ce rapport sont exacts et COMPLETS

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE de l'organisme

Nom	**Madame**	Mijanou Simard-Mireault	Fonction	Directeur (trice) général (e)			
Signature			**Date**	**2019**	**Janvier**	**31**	

SECTION RÉSERVÉE AU RESPONSABLE SLDS OU AU RESPONSABLE DE LA DDS					
Numéro du projet					
Signature (lu et approuvé)		**Date**	**Année**	**Mois**	**Jour**

École secondaire Henri-Bourassa

6051, Maurice-Duplessis
Montréal-Nord (Québec)
H1G 1Y6

Téléphone : 514 328-3200
Télécopieur : 514 328-3232

Le 24 janvier 2020

Madame Mijanou Simard-Mireault,

Par la présente, je désire vous entretenir au sujet du Programme des *Pairs aidants* qui se vit à notre école.

Puisque je suis en charge de ce programme depuis une année, je suis en mesure d'observer des retombées positives sur nos élèves. Tout d'abord, nous sommes heureux de constater que plusieurs élèves y vont assidûment. Pour nos jeunes du 1er cycle, le programme des *Pairs aidants* est synonyme de bienveillance, de soutien et de plaisir. Les élèves qui reçoivent de l'aide peuvent vivre leur intégration au secondaire plus doucement et harmonieusement. En ce qui concerne les effets observés chez nos *Pairs aidants*, je constate qu'ils prennent leur rôle au sérieux et sont fiers d'apporter leur contribution auprès des élèves du 1er cycle. De plus, le local où se déroule les activités des *Pairs aidants* est vitré et bien visible de tous. Effectivement, ce local (le Café culturel) est situé à la cafétéria et ses nombreuses plages horaires à toutes les heures de dîner le rendent accessible.

Je souhaite également souligner le bon travail de Mme Diane Estimable, responsable du programme dans notre école. Cette dernière fait preuve de professionnalisme dans ses contacts avec les *Pairs aidants*, les aidés et dans sa collaboration avec la direction. Elle est sensible à créer un sentiment d'appartenance, à valoriser l'estime de soi de chacun et elle a la conviction que les fondements de ce programme peuvent avoir un impact réel dans la vie de nos jeunes.

C'est donc avec empressement que je recommande la poursuite de ce programme à l'école secondaire Henri-Bourassa.

Je demeure disponible pour tout renseignement supplémentaire et vous pouvez me rejoindre au 514-328-3200 poste 19204.

Bien à vous,

Audrey Denis-Brisson
Directrice adjointe

Table De Concertation Jeunesse De Montréal-nord

Montréal-Nord, le 21 janvier 2020

OBJET : Appui au dépôt du Programme des Pairs aidants de Coup de pouce jeunesse

Madame, Monsieur,

La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord est heureuse d'appuyer le dépôt du *Programme des Pairs aidants*, dans le cadre de l'appel de projets 2020 du *Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.*

Par son partenariat fort de plus de 35 ans avec les lieux de concertations, les organismes communautaires et les institutions de Montréal-Nord et par son approche novatrice d'entraide, la Table de concertation jeunesse reconnaît que Coup de pouce jeunesse est un organisme engagé dont les projets en persévérance tel que le *Programme des Pairs aidants,* répondent à l'axe 1 du plan d'action : *favoriser la maturité et la persévérance scolaire, et la réussite éducative.*

Nous reconnaissons également que les actions offertes dans le cadre du *Programme des pairs aidants* auprès des jeunes des écoles secondaires de Calixa-Lavallée et d'Henri-Bourassa, contribuent aux efforts concertés du milieu afin de favoriser la réussite éducative des jeunes. Ainsi, nous confirmons que le *Programme des Pairs aidants* s'inscrit dans une complémentarité de services offerts à la jeunesse Nord-Montréalaise et permet de faciliter le passage du primaire au secondaire, en plus de faciliter l'intégration des jeunes vulnérables à leur milieu scolaire et social.

La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord appuie la reconduction du programme qui continue de faire ses preuves et de s'adapter aux besoins au fil des années.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Sheilla Fortuné
Présidente

Calixa-Lavallée
école secondaire
11 411, avenue Pelletier
Montréal, (Québec) H1H 3S5
Tél. 514.328.3250 Téléc. 514.328.3263
www.cspi.qc.ca/clv

Montréal-Nord, 6 mars 2019,

Madame Mijanou Simard
Directrice Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord
11 121 Avenue Salk Local 112
Montréal-Nord, Québec
H1G 2Y3

Objet : Programme des pairs aidants de Coup de pouce jeunesse

Madame Simard,

Le programme des pairs aidants que vous avez développé en partenariat avec notre milieu est tout à fait en cohérence avec la vision commune énoncée dans la *Politique de la réussite éducative* du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. La vision commune du ministère est libellée comme suit *: Des milieux éducatifs inclusifs centrés sur la réussite de toutes et de tous, soutenus par la communauté, qui, ensemble forment des citoyennes et des citoyens compétents, créatifs, responsables, ouverts à la diversité et pleinement engagés dans la vie sociale, culturelle et économique du Québec.*[1]

Dans son axe 3, la Politique ministérielle nous parle même de la mobilisation des acteurs et des partenaires pour la réussite et encore de façon plus

[1] http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/politiques_orientations/tableau-synoptique_politique-reussite.pdf

précise dans son enjeu 8, objectif 8.2 où il parle de *raffermir les liens entre les milieux éducatifs et les différents acteurs de la communauté.*[2] Nos organisations sont un bel exemple de cette complémentarité de service.

Par sa mission, l'organisme Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord devient alors un partenaire de choix pour tout milieu scolaire qui applique la Politique de la réussite éducative émise par le ministère.

Dans la révision de son projet éducatif, le personnel de l'école secondaire Calixa-Lavallée a identifié trois enjeux principaux qui sont bien évidemment en lien avec ladite Politique. Le premier enjeu traite de la réussite des élèves, le second espère un milieu de vie sain et sécuritaire tandis que le troisième vise l'intégration des technologies.

La collaboration de l'organisme est principalement précieuse à l'atteinte de nos objectifs liés aux enjeux 1 et 2.

D'une façon plus concrète, le programme des pairs aidants occupe une place de premier plan dans l'ensemble des services offerts par le milieu éducatif qu'est l'école secondaire Calixa-Lavallée. Le fait que l'organisme Coup de pouce jeunesse est bien établi dans le milieu permet aux jeunes dans le besoin d'accéder facilement aux services proposés par celui-ci. Ces jeunes de la communauté de Montréal-Nord qui proviennent soit du primaire, dans le cadre du passage primaire-secondaire ou qui ont récemment immigré au Québec peuvent avoir besoin d'un support indispensable à une intégration harmonieuse. Nous savons tous que la proximité d'un service est souvent proportionnelle à sa popularité. Dans notre milieu, les élèves savent où trouver les employés disponibles pour les aider et cela en complémentarité aux services réguliers de l'école.

---

[2] http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/politiques_orientations/tableau-synoptique_politique-reussite.pdf

Le personnel de l'école reconnaît l'apport inestimable du programme à la réussite de nos adolescents, ceux-ci peuvent facilement trouver une oreille attentive à la résolution de leurs problèmes qu'ils soient de type pédagogique, relationnel ou émotionnel. Les recherches le confirment, le support offert au moment des transitions- passage du primaire au secondaire, l'intégration dans un nouveau pays- est un facteur de protection à l'abandon scolaire et à la qualité de l'intégration dans la société, donc de façon plus précise à Montréal-Nord. Nous savons aussi que si le jeune, dans le cas des nouveaux arrivants, s'intègre bien il y a de meilleures chances que l'intégration de la famille se fasse plus facilement aussi.

De plus, nous savons que l'éducation est un excellent moyen de briser le cycle de la pauvreté vécu par un grand nombre de familles de notre quartier. Il faut miser fort sur cette dimension si l'on souhaite changer la réalité de celui-ci, le milieu scolaire sait maintenant très bien que le défi est trop grand pour lui seul, il a besoin du support des partenaires de sa communauté.

L'école Calixa-Lavallée, en tant que membre de la communauté de Montréal-Nord, souhaite développer davantage chez les jeunes, en partenariat avec vous, toute la notion de la bienveillance afin de former de meilleurs adultes. Les pairs aidants ont la chance de développer cette dimension et ceux que nous appelons les *aidés* (élèves en transition) sont donc associés à des modèles très positifs. Par modelage, nous le croyons bien, ils apprendront à développer cette dimension. Le programme à travers les années a tellement fait ses preuves et cela autant chez le personnel que chez les élèves que nous devons sélectionner les pairs aidants chaque année à l'aide d'entrevues, ce sont souvent ceux qui ont bénéficié du service quand ils en ont eu besoin qui veulent à leur tour le faire pour les autres. Les adolescents de sec. 3, 4 et 5 veulent supporter leurs pairs dans les moments de transition importants de la vie.

Nous savons que le programme a un impact majeur chez les élèves qui vivent des transitions, mais nous savons aussi qu'il a un impact majeur chez les élèves qui sont les *aidants*. Comme le souhaite la Politique ministérielle, ces adolescents deviennent engagés dans leur communauté, ils font alors plusieurs heures par semaine de bénévolat. Un jeune engagé dans son école l'est par le fait même dans sa communauté et risque moins d'abandonner l'école et de poursuivre son engagement dans la société une fois qu'il aura terminé son séjour chez-nous. Il deviendra fort probablement un citoyen actif dans son milieu.

À tous les deux ans, nos jeunes, en compagnie des intervenants de votre organisme, participent au Colloque des « entraidants» du Québec et à plusieurs reprises le modèle de collaboration que nous avons développé à travers les années a souvent été cité comme étant prometteur. Il faisait souvent l'envie de plusieurs.

Le personnel de l'école, en compagnie des employés de l'organisme, tente constamment de bonifier le service offert aux jeunes de Montréal-Nord et c'est que nous désirons faire encore pour les prochaines années. Grâce, entre autres, à la compétence de votre personnel, votre organisme est un partenaire privilégié pour l'école secondaire Calixa-Lavallée.

Veuillez agréer, Mme Simard, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Dominic Besner
Directeur

Coup de pouce jeunesse
Montréal-Nord

PLAN D'ACTION COLLECTIF DE MONTRÉAL-NORD - PRIORITÉ JEUNESSE

APPEL DE PROJETS 2020 – PROGRAMME DES PAIRS AIDANTS

Nom de l'organisme	Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord	**Nom du projet**	Pairs aidants

Priorités visées par le projet : AXE 1 : Favoriser la maturité et la persévérance scolaire, et la réussite éducative

Objectif général du projet : Favoriser la persévérance ainsi que la réussite éducative et sociale des jeunes de Montréal-Nord en première secondaire, en adaptation scolaire et en classe d'accueil, avec l'aide de pairs aidants.

Objectifs	Moyens d'intervention prévus	Groupe(s) ciblé(s)	Responsables	Calendrier	Outils d'évaluation et mécanismes de suivi	Résultats attendus
1-D'ici la fin mars 2021, faciliter chez 400 jeunes vulnérables de Montréal-Nord leur transition et leur intégration au secondaire.	Animation d'un local à l'école secondaire, chaque midi par des pairs aidants qui accueillent, soutiennent et accompagnent les aidés dans diverses situations et dans leurs diverses transitions; Jumelage personnalisé entre des aidés aux besoins spécifiques et des pairs aidants.	Aidés: Jeunes de 1re secondaire, en adaptation scolaire et/ou nouveaux arrivants. Pairs aidants: Jeunes de 2e, 3e, 4e et 5e secondaires, en classes régulières ou en adaptation, immigrants et/ou racisés.	2 responsables du programme, chacune à Henri-Bourassa ou Calixa-Lavallée, toutes deux diplômées en intervention sociale de niveau universitaire. Les responsables travaillent en collaboration avec la coordination, les directions et les professionnels des écoles secondaires.	1er avril au 31 mars 1h30 par jour 15 fois par semaine (chacune des périodes de dîner)	Questionnaire remis en début et en fin d'année qui mesure le développement des différents facteurs de protections liés à la réussite éducative. Journal de bord contenant les observations des responsables Liste des présences Groupe de discussion	400 jeunes vulnérables de Montréal-Nord auront développé des facteurs de protection liés à la réussite éducative, dont un réseau social, une meilleure capacité d'adaptation et leur sentiment de sécurité physique et psychologique. - Les aidés fréquenteront le local de manière régulière; - Les aidés seront rassurés lorsqu'ils évolueront dans leur école; - Les aidés investiront positivement les lieux qui leur sont réservés; - Les aidés utiliseront les services qui sont disponibles pour eux; - Les aidés s'impliqueront positivement dans leur école.

2-D'ici la fin mars 2021, développer chez 460 adolescents de Montréal-Nord un sentiment d'appartenance à leur milieu.	Organisation d'activités: Activités thématiques ponctuelles, jumelage de jeunes éprouvant des difficultés, accompagnement des aidés à certaines sorties, animations, aide aux études, visites de l'école, diverses activités de transitions, etc.	Aidés: Jeunes de 1re secondaire, en adaptation scolaire et/ou nouveaux arrivants. Pairs aidants: Jeunes de 2e, 3e, 4e et 5e secondaires, en classes régulières ou en adaptation, immigrants et/ou racisés.	2 responsables du programme, chacune à Henri-Bourassa ou Calixa-Lavallée, toutes deux diplômées en intervention sociale de niveau universitaire. Les responsables travaillent en collaboration avec la coordination, les directions et les professionnels des écoles secondaires.	1er avril au 31 mars 1h30 par jour 15 fois par semaine (chacune des périodes de dîner) Autres moments ponctuels pour les activités thématiques et le jumelage	Questionnaire remis en début et en fin d'année qui mesure le développement des différents facteurs de protections liés à la réussite éducative. Journal de bord contenant les observations des responsables Liste des présences Groupe de discussion Auto-évaluation Suivis individuels	460 adolescents de Montréal-Nord ont tissé des liens, ont démontré une plus grande motivation à l'école et/ou participent de manière plus active et assidue aux activités. - Les jeunes auront tissé des liens entre eux; - Les jeunes auront démontré de la motivation, de l'enthousiasme et/ou participeront de manière active et assidue aux activités; - Les jeunes seront fiers de participer au Programme des Pairs aidants; - Les jeunes seront fiers d'être des élèves de Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa; - Les jeunes seront fiers d'appartenir à la communauté nord-montréalaise.
3-D'ici la fin mars 2021, améliorer chez 80% des jeunes nord-montréalais rejoints leurs compétences personnelles et sociales ainsi que leurs habiletés liées à l'entraide et à l'engagement social.	Camp de formations d'une fin de semaine à l'extérieur de Montréal (les dépendances, l'éducation à la sexualité, la résolution de conflits, l'animation, l'hygiène, les ressources du milieu, les relations amoureuses saines, etc.) Suivis individuels Rencontres mensuelles de formation pour que les pairs aidants transmettent leurs connaissances aux aidés. Interventions des pairs aidants auprès des aidés lors des activités Participation aux activités de transitions (Soirées d'informations, rencontres de parents, visites des écoles, etc.)	Aidés: Jeunes de 1re secondaire, en adaptation scolaire et/ou nouveaux arrivants. Pairs aidants: Jeunes de 2e, 3e, 4e et 5e secondaires, en classes régulières ou en adaptation, immigrants et/ou racisés.	2 responsables du programme, chacune à Henri-Bourassa ou Calixa-Lavallée, toutes deux diplômées en intervention sociale de niveau universitaire. Les responsables travaillent en collaboration avec la coordination, les directions et les professionnels des écoles secondaires.	1er avril au 31 mars Mensuellement pour les formations des pairs aidants 15 fois par semaine pour la transmission des connaissances de pairs aidants à aidés, à raison d'une heure 30 minutes chaque fois	Questionnaire remis en début et en fin d'année qui mesure le développement des différents facteurs de protections liés à la réussite éducative. Journal de bord contenant les observations des responsables Liste des présences Groupe de discussion Auto-évaluation Suivis individuels	80% des jeunes nord-montréalais rejoints auront davantage confiance en leurs compétences, prendront plus d'initiatives, vivront des succès et seront fiers de leurs accomplissements. - Les jeunes auront renforcé des déterminants liés à leur réussite éducative (association avec des pairs, estime de soi, autocontrôle, conduites sociales et comportementales, motivation et engagement); - Les pairs aidants auront augmenté leurs connaissances en participant à plusieurs formations et les transmettront aux aidés; - Les pairs aidants seront outillés pour accompagner et soutenir les élèves vulnérables dans leur intégration à l'école;

						- Les pairs aidants auront mis en pratique différentes notions d'entraide; - Les aidés mettront à profit les compétences personnelles et sociales que les pairs aidants leur auront inculquées; - Les aidés deviendront des pairs aidants et consolideront les compétences qui leur auront été transmises à travers leur participation au programme; - Les pairs aidants auront amélioré leur confiance en soi, leurs compétences en animation et ressentiront un sentiment d'utilité qui les mèneront vers différentes réussites, telle que l'obtention d'un emploi d'été; - Les pairs aidants deviendront des citoyens engagés dans leur communauté.

Lien de l'archivage de l'article en ligne : *https://journalmetro.com/carrieres/2056375/quand-aider-fait-naitre-une-vocation/*

07:47 **17 janvier 2019**
Par: Philippine De Tinguy - Journal Métro

Quand aider fait naître une vocation

Kerna Nessa Dessalines, 20 ans, a fait ses premiers pas comme bénévole au sein de l'organisme Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord au secondaire. Une expérience qui a fait naître sa vocation: devenir travailleuse sociale.

Racontez-nous votre parcours.
Je suis arrivée à Montréal en mai 2012 après avoir quitté Haïti avec ma mère et ma sœur. J'avais 12 ans, donc on m'a scolarisée en classe d'accueil à l'école Calixa-Lavallée, à Montréal-Nord. C'est là que j'ai commencé à participer aux activités de Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord, un organisme qui est aussi un partenairede l'école secondaire Henri-Bourassa.

Pourquoi êtes-vous devenue bénévole?
J'avais envie d'aider et de redonner ce que j'avais reçu. On avait déconseillé à ma mère de nous mettre à Calixa-Lavallée, on disait des choses sur Montréal-Nord. En fait ça s'est vraiment très bien passé, j'y ai grandi!

En quoi consistait votre implication?
On aide les élèves de 1re secondaire à s'intégrer dans leur nouvelle école, à faire leurs devoirs, on dîne avec eux… La cafétéria peut être intimidante! On rencontre les élèves de 6e année pour les rassurer avant la rentrée. Je me suis aussi impliquée dans d'autres activités, notamment pour faire découvrir les traditions québécoises aux élèves en classe d'accueil.

Qu'est-ce que ça vous a apporté?
Grâce aux activités, tu apprends à socialiser, à ne pas rester juste avec ton groupe d'amis, à être plus à l'aise de parler en public. Et puis, quand je vois les élèves que j'ai aidés postuler pour devenir pairs aidants à leur tour, que certains me disent que je suis un modèle pour eux ou qu'ils se souviennent de moi quand ils me croisent, ça me fait chaud au cœur.

Et vous avez trouvé votre vocation…
Ça m'a permis de savoir ce que je voulais faire. Je voulais être avocate pour aider les autres, mais quand j'ai vu le travail que l'intervenante faisait avec nous, elle est devenue mon modèle. Des liens se sont tissés, et à la fin du secondaire, je leur ai dit : «Si je quitte l'école, je ne quitte pas l'organisme!» J'y ai fait mon premier stage dans le cadre de ma technique en travail social, puis j'y ai obtenu un emploi cet été. Ça m'a plu de passer par toutes ces étapes : de participante à bénévole, stagiaire et employée; je vois toutes les facettes du métier.

En rafale
Votre film préféré? Hollywood (avec Jamel Debbouze).

Votre dernier voyage? Aux États-Unis, pour voir ma grande sœur que je n'avais pas vue depuis six ans.

Montréal-Nord en trois mots? Changement, opportunités, festif.

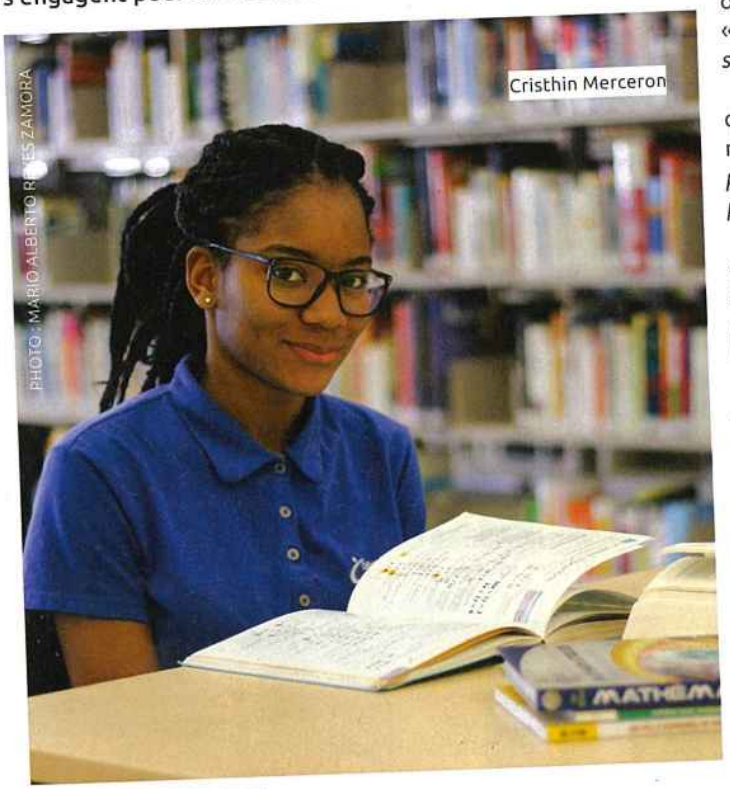
Une fois par mois, Métro propose, en collaboration avec le Conseil jeunesse de Montréal, des portraits de jeunes inspirants.

Semaine de l'action bénévole

Trois héros du quotidien

PAR CAMILLE TESTE

Rien ne les oblige à consacrer du temps aux autres mais pour eux, c'est une seconde nature. Zoom sur trois passionnés qui s'engagent pour leur communauté.



Cristhin Merceron

Élève au secondaire à l'école Calixa-Lavallée, située à Montréal-Nord, Cristhin a 17 ans. Il y a trois ans à peine, sa famille s'est installée au Québec. La jeune fille, qui a passé toute son enfance en République dominicaine, est alors confrontée aux défis de l'intégration.

« *Je suis arrivée à Montréal-Nord à 14 ans. Les premiers mois, je ne comprenais vraiment pas la langue. Tout était compliqué, même les choses les plus simples.* » Mais l'adolescente n'est pas seule et prend ses marques en quelques mois. « *On m'a beaucoup entourée. Alors naturellement, j'ai eu envie de faire la même chose.* »

Une fois acclimatée au Québec, Cristhin décide de s'impliquer auprès des jeunes de sa communauté. « *Je veux montrer à ces jeunes qu'ils ont de la chance de vivre et d'étudier ici. Certains se plaignent de devoir aller en classe, d'autres me disent qu'ils préféraient aller travailler chez McDo. J'essaye de les encourager et de leur montrer qu'ils peuvent aller plus loin s'ils s'en donnent les moyens.* »

Ainsi, les mardis et jeudis, Cristhin fait de l'aide aux devoirs pour des enfants dont les familles résident en HLM au nord-est de Montréal. Une fois par semaine, elle profite aussi de la pause du midi pour encadrer des jeunes qui viennent d'intégrer l'école secondaire. « *Je participe à un programme de pairs aidants. L'objectif est de créer un espace de dialogue. Ces jeunes nous confient leurs difficultés et leurs doutes. Nous nous assurons aussi qu'ils sont en sécurité et qu'ils se sentent bien.* » Dans un local qui leur est dédié, bénévoles et jeunes encadrés se retrouvent ainsi pour échanger, se confier ou gérer des conflits.

Longtemps, la jeune fille a aussi participé au programme J'arrive, coordonné par Coup de pouce Montréal-Nord, un organisme qui permet aux adolescents du quartier de s'entraider. L'objectif de ce programme : contribuer à l'intégration des jeunes qui viennent d'arriver dans le quartier. « *On organise des visites de la ville ou des pique-niques sur le Mont Royal, on va à la bibliothèque, ou on prépare du popcorn avant de regarder des films tous ensemble.* » Une manière de tisser des liens et d'échanger sur ses particularités culturelles. « *Parfois, on organise des ateliers de cuisine. Chacun propose un plat de son pays d'origine et les autres donnent leur avis.* »

Ayant comme langue maternelle l'espagnol, Cristhin confie qu'elle est un point de repère pour les nouveaux arrivants hispanophones. « *Il arrive qu'un jeune ne soit pas toujours capable d'exprimer ce qu'il ressent. Le fait de pouvoir parler sa langue crée un lien privilégié.* »

Dans la classe de Cristhin, tout le monde ne comprend pas l'engagement de la jeune fille. « *On me dit souvent que c'est une perte de temps. Mais pour moi ce n'est pas du tout une corvée. Au contraire, j'y prends plaisir.* » Et puis, l'adolescente n'est pas seule. « *Mes deux meilleures amies font du bénévolat avec moi.* »

Acceptée au Collège de Bois-de-Boulogne pour l'année prochaine, elle sait que son emploi du temps sera serré. Mais pas question de renoncer à ses engagements. « *Je n'aime pas me sentir impuissante. Faire du bénévolat pour moi, c'est une manière de me sentir utile et de redonner à ma communauté.* »

Louise Dufour

Louise Dufour a grandi dans une famille de 12 enfants. Très jeune, elle a appris le sens du mot communauté. Pour elle, faire du bénévolat n'est pas une option : c'est un choix de vie.

Nous la retrouvons au café de la Place Commune, une coopérative de solidarité située dans l'arrondissement Parc-Extension. Engagée auprès de l'organisme depuis trois ans, elle s'y est joint par conviction. « *Je connaissais le projet de réputation, et je croyais en leur combat. Alors, quand j'ai vu qu'ils avaient besoin de bras, j'ai foncé.* »

L'objectif de la Place Commune : lutter contre l'insécurité alimentaire et faciliter l'accès à des aliments frais, biologiques et équitables. « *Nous pensons que bien se nourrir ne devrait pas être une affaire de riches*, explique Louise. *Ainsi, entre autres, nous plantons et récoltons des semences et nous distribuons de la nourriture gratuite à ceux qui en ont besoin.* »

Ce jour-là, Louise doit aider l'équipe à poser un escalier. « *En général, je suis plutôt chargée de faire des dossiers pour obtenir du financement* », s'amuse-t-elle. Lorsqu'on lui demande si elle a les qualifications requises, Louise sourit. « *Je ne sais pas si je suis la meilleure personne, mais je suis là pour le faire. Et sans financement, pas de projet.* »

Hyperactive, Louise est de tous les combats. Quand elle ne donne pas du temps à cette coopérative, elle s'implique aux côtés des sans-emplois. Elle participe également à l'organisation de la Journée

Coup de pouce jeunesse
Montréal-Nord

2001
Prix Hommage
Bénévolat-Québec
Gouvernement du Québec

2004
Prix Innovation
Guy Langlois
AlterGo

2007
Mention d'honneur
Prix d' Excellence
du réseau de la santé et
des services sociaux
Impact sur la communauté

Résolution Programme de soutien financier 2020
Plan d'action collectif de Montréal-Nord- Priorité jeunesse
Demande de financement *Programme des Pairs-aidants*

Lors de la réunion du conseil d'administration de Coup de pouce jeunesse Montréal-Nord tenue le 19 novembre 2019, il a été proposé par Christine Rach et appuyé par Corinne Colon que Mijanou Simard-Mireault, directrice de l'organisme, soit autorisée à déposer une demande de financement dans le cadre du *Programme de soutien financier 2020 Plan d'action collectif de Montréal-Nord- Priorité jeunesse* pour le Programme des *Pairs-aidants*. Madame Simard est autorisée à signer l'ensemble des documents requis, dont l'engagement de l'organisme.

De plus, l'organisme s'engage à faire vérifier les antécédents judiciaires de l'ensemble des employés impliqués dans le projet.

Kamal Chafik,
Président du
Conseil d'administration

Lyonidet Vallès
Aurélie Vallès,
Trésorière du
Conseil d'administration

11 121, avenue Salk, local 112, Montréal-Nord (Québec) H1G 4Y3
Téléphone : 514 321-8054 • Télécopieur : 514 321-6550 • Courriel : coupdepoucejeunesse@hotmail.com
www.coupdepoucejeunesse.com

Centraide du Grand Montréal

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Mijanou Simard-Mireault** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Coup de pouce jeunesse de Montréal-Nord INC.**, à déposer le projet **Pairs aidants** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Mijanou Simard-M — 24 février 2020

Mijanou Simard-Mireault — **Date**

Directeur(trice) général(e)

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
BUDGET D'ARRONDISSEMENT PRIORITÉ JEUNESSE

Projet Comprendre mon ado de Entre Parents de Montréal-Nord
2020 : 28 750 $
2021 : 35 000 $
2022 : 35 000 $

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ENTRE-PARENTS DE MONTRÉAL-NORD**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **4828, boulevard Gouin Est, Montréal-Nord (Québec), H1H 1G4**, agissant et représentée par **Isabelle Alexandre, directrice**, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS : **107306218RT0001**
N° d'inscription TVQ : **1006438942**
N° d'inscription d'organisme de charité : **107306219RP0001**

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Améliorer la qualité de vie des familles, enrichir l'expérience parentale et contrer l'isolement des familles. Afin d'atteindre ces objectifs, l'organisme s'est doté d'une approche communautaire et participative qui offre aux parents plusieurs opportunités d'accroître leur savoir, leur savoir-faire et ce pour leur développement personnel et celui de leur communauté. Activités pour le développement de l'enfant; Ateliers parents/enfants; Activités pour l'enrichissement de l'expérience parentale; Groupes d'entraide;

Halte-garderie ; Activités de sécurité alimentaire; Bénévolat; Camps familiaux pour familles à faible revenu; Conférence du mois; Sorties et fêtes familiales.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « Annexe 3 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des

objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ;

2.8 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Une lettre d'appui d'une structure ou d'une instance de concertation locale;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles.

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 15 décembre pour la première année et la période du 1 janvier d'une année au 15 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent quarante-quatre mille dollars (98 750 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021 et 2022 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020 : 28 750 $

5.2.1.1 une somme maximale de **quatorze mille trois cent soixante-quinze dollars (14 375 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **onze mille cinq cents dollars (11 500 $)** sera versée à

l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **deux mille huit cent soixante-quinze dollars (2 875 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2020.

5.2.2 Pour l'année 2021 : 35 000 $

5.2.2.1 une somme maximale de **dix-sept mille cinq cents dollars (17 500 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **quatorze mille dollars (14 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **trois mille cinq cents dollars (3 500 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2021.

Pour l'année 2022: 35 000 $

5.2.3.1 une somme maximale de **dix-sept mille cinq cents dollars (17 500 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **quatorze mille dollars (14 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **trois mille cinq cents dollars (3 500 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **15 décembre 2022.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **4828, boulevard Gouin Est, Montréal-Nord (Québec), H1H 1G4**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

COUP DE POUCE JEUNESSE

Par : _____
Isabelle Alexandre, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

NORMES DE VISIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Considérant que l'ARRONDISSEMENT a la responsabilité du soutien aux organismes reconnus pour l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires et de loisirs sur son territoire;
Considérant que l'ORGANISME est reconnu comme partenaire de l'arrondissement oeuvrant à l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires ou de loisirs;
Considérant qu'il est primordial d'assurer un juste rayonnement à tous les efforts mis en œuvre par l'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT pour donner suite aux activités faisant l'objet de la présente convention;
L'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT conviennent du présent protocole de visibilité :
Ce protocole de visibilité s'applique aux activités ou aux événements pour lesquels l'ARRONDISSEMENT fournit un soutien financier, technique et matériel dont la valeur est supérieure à 1 000 $.
Lorsque l'ORGANISME produit des outils pour la promotion d'une activité ou d'un événement qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT (par exemple affiche, dépliant, brochure, publicité média, kiosque, site internet, etc.) la référence au soutien de l'ARRONDISSEMENT doit également être accompagnée du logo de l'ARRONDISSEMENT (voir la section «Modalités d'application» point 1, 2 et 3).
Lorsque l'ORGANISME produit des documents publics autres que promotionnels (rapport de recherche, étude, présentation diaporama, communiqué de presse) pour un projet ou une activité qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT, quel qu'en soit le support, il doit mentionner sur le document que l'activité ou le projet auquel il se réfère a été réalisé grâce au soutien de l'ARRONDISSEMENT de Montréal-Nord (voir libellé dans la section «Modalités d'application» point 4).
Lorsque l'ORGANISME produit son rapport annuel, il devra explicitement souligner le partenariat avec l'ARRONDISSEMENT.
L'ARRONDISSEMENT s'engage à fournir à l'ORGANISME les éléments de communication nécessaires à la réalisation des objectifs de visibilité de l'ARRONDISSEMENT, notamment par la fourniture de panneaux, bannières, affiches, voile publicitaire ou enrouleur publicitaire identifiant l'ARRONDISSEMENT; ceci inclut l'accès à la signature institutionnelle (logo) et, le cas échéant, au message des élus de l'ARRONDISSEMENT;
Lorsque l'activité se déroule dans un équipement de l'ARRONDISSEMENT (bâtiment ou terrain), l'installation et l'affichage d'outils promotionnels, quels qu'ils soient, devront être autorisés et se faire aux endroits identifiés par le responsable désigné par l'ARRONDISSEMENT;
Par ailleurs, si le projet de l'ORGANISME donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'ARRONDISSEMENT à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance (voir la section «Modalités d'application»).
La visibilité accordée à l'ARRONDISSEMENT n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet ou à l'activité; dans ce cas, l'ORGANISME doit s'assurer que la visibilité accordée tende à refléter l'importance relative de la contribution des partenaires.
MODALITÉS D'APPLICATION
1. Logo de l'arrondissement
Il y a deux adaptations possibles du logo de l'arrondissement, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge) ou en noir (texte et rosace en noir); la largeur du logo ne doit jamais être inférieure à 2,5 cm (1 pouce).
Lorsqu'une mention faisant référence au soutien des partenaires n'est pas présente (du type «Avec le soutien de» ou «Grâce au soutien de»), le texte «Fier partenaire» doit accompagner le logo tel qu'illustré :

FIER PARTENAIRE
Ces versions sont disponibles sur demande à l'adresse de courriel:
communications-mn@ville.montreal.qc.ca
2. Positionnement du logo de l'arrondissement
La règle de positionnement établie par la Ville n'est pas obligatoire lors de l'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement par un organisme. Ce sont alors les normes graphiques de l'organisme qui prédominent.
3. Approbation des documents
L'utilisation du logo de l'arrondissement sur tout document produit par un organisme doit cependant faire l'objet d'une approbation de la Division des relations avec les citoyens et communication avant leur reproduction ou leur impression. Les demandes d'approbation accompagnées du document (brochure, dépliant, affiche, feuillet ou autre) dans sa version finale doivent être transmises à l'adresse courriel suivante :
communications-mn@ville.montreal.qc.ca
4. Libellé à inclure dans les documents autres que promotionnels
Lorsqu'une activité ou un projet entraîne la production d'un document tel un rapport de recherche, un rapport d'activité, une étude, une présentation par diaporama ou autre, la page de garde ou son équivalent doit contenir une mention du type «ce rapport (ou cette étude, ou ce projet, ou cette activité) a été rendu possible grâce au soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord». La production d'un communiqué de presse doit également contenir une telle mention.
5. Invitation aux représentants de l'arrondissement
Lorsque le projet donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'arrondissement à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance en transmettant l'information à l'adresse courriel suivante :
communications-mn@ville.montreal.qc.ca

ANNEXE 3

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#1000 - COMPRENDRE MON ADO... (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Entre Parents de Montréal-Nord	Comme Maison de la Famille, Entre Parents de Montréal-Nord : - Agit comme leader dans la communauté afin de développer collectivement une stratégie globale permettant de répondre aux besoins de base des familles. - S'inscrit comme un acteur incontournable de soutien personnel et social des parents et contribue au développement global de leurs enfants par son offre de services structurants. - Maintient des liens étroits avec la communauté de Montréal-Nord, ses membres et ses partenaires pour bien cibler les besoins et les moyens d'y répondre adéquatement.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Comprendre mon ado...

Numéro de projet GSS: 1000

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Isabelle
Nom: Alexandre
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 329-1233
Numéro de télécopieur: (514) 329-0638
Courriel: i.alexandre@entreparents.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Isabelle
Nom: Alexandre
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-01-01	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le projet Comprendre mon ado ! a été implanté à Montréal-Nord en 2011. À l'époque, les partenaires du quartier étaient préoccupés par l'état de santé et de bien-être des jeunes de Montréal-Nord et du fait que très peu d'interventions existaient pour soutenir directement les parents d'adolescentEs dans leur rôle. En février 2019, un Portrait statistique des jeunes de Montréal a été présenté aux membres de la TCJMN qui démontrait qu'une grande proportion des jeunes vivent dans des familles aux prises avec des conditions difficiles : 36.7 % des familles avec des enfants de 5-17 ans sont monoparentales, 33 % sont des familles ayant 3 enfants ou plus, 71 % sont des familles dont les deux parents sont immigrants et 22.5 % vivent sous le seuil de faible revenu. De plus, le taux de sorties sans diplôme ni qualification (données de 2015-2016) est inquiétant : 26 % pour Calixa-Lavallée et 12 % pour Henri-Bourassa. Ces données nous démontrent toute l'importance de continuer de soutenir les jeunes et leur famille, qui sont encore trop nombreux à vivre des facteurs de grande vulnérabilité. La période de l'adolescence est une période trouble pour les jeunes puisqu'ils vivent de grands bouleversements. Elle l'est aussi pour les parents qui doivent comprendre et s'adapter à ces changements chez leur adolescent. Le défi est d'autant plus grand quand les parents sont immigrants et qu'ils doivent en plus s'approprier les réalités du contexte québécois. Plusieurs ressources du quartier offrent des services aux adolescents, mais il existe encore très peu de services qui s'adressent directement aux parents, ce qui nous fait dire que le projet Comprendre mon ado ! a encore toute sa pertinence en 2020. Par ce projet, nous visons à soutenir et à informer les parents en actualisant leurs connaissances face aux réalités des préadolescents (10-12 ans) et des adolescents (13-17 ans). Le médium retenu est l'animation de soupers-conférences. Par ce biais, nous mettons l'accent sur le partage entre les familles qui viennent échanger sur leurs préoccupations. Nous invitons aussi des conférenciers qui alimentent les thématiques selon leur expertise. Ces conférenciers proviennent majoritairement du milieu nord-montréalais, puisque nous voulons que les familles soient mieux outillées et qu'elles aient accès aux ressources. Étant donné que le projet existe depuis maintenant 9 ans, il nous apparaît également pertinent de documenter l'implantation de ce projet, ainsi que les retombées pour les familles. Nous souhaitons prendre un temps de recul pour porter un regard critique sur ce projet afin de faire ressortir ses forces et ses défis, mais aussi de mettre en lumière les attentes des parents. Ces constats pourront être partagés avec les partenaires du quartier afin d'alimenter la réflexion collective sur le soutien que la communauté nord-montréalaise apporte aux parents, dans le but de dégager de nouvelles pistes qui pourraient être explorées dans le futur.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, offrir de l'accompagnement à une quarantaine de parents/an de préadolescents/adolescents afin de favoriser une saine dynamique familiale et de prévenir les conflits intrafamiliaux.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Plus de 80 % des parents participants auront davantage de connaissances sur la réalité psychosociale des adolescents et comprendront mieux les transformations vécues par leurs enfants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Offrir annuellement 2 sessions de 10 soupers-conférences (volet Famille)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	10	3	2	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Offrir annuellement 2 sessions de 6 soupers-conférences destinés exclusivement pour les pères

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_annee	2	6	3	2	8

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir le service de halte-garderie pour les enfants de 0-12 ans à chaque souper-conférence pour faciliter la participation des familles, notamment celles qui sont monoparentales

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	4	8	3	4	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 75 % des parents participants se sentiront mieux outillés pour interagir positivement avec leurs préadolescentEs et/ou adolescentEs.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir annuellement 2 sessions de 10 soupers-conférences (volet Famille)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	10	3	2	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir annuellement 2 sessions de 6 soupers-conférences destinés exclusivement pour les pères

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	6	3	2	8

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir le service de halte-garderie pour les enfants de 0-12 ans à chaque souper-conférence pour faciliter la participation des familles, notamment celles qui sont monoparentales

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	4	8	3	4	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 80 % des parents participants auront augmenté leurs connaissances sur les ressources et les services accessibles.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir annuellement 2 sessions de 10 soupers-conférences (volet Famille)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	10	3	2	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir annuellement 2 sessions de 6 soupers-conférences destinés exclusivement pour les pères

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	2	6	3	2	8

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir le service de halte-garderie pour les enfants de 0-12 ans à chaque souper-conférence pour faciliter la participation des familles,

notamment celles qui sont monoparentales

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	4	8	3	4	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 4828
Rue: boul. Gouin Est
Numéro de bureau:
Code postal: H1H 1G4
Ville: Montréal-Est
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 45
Nb. femmes: 75
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 120

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
L'organisme porte la préoccupation de favoriser l'engagement paternel. Les pères sont souvent confrontés à de l'isolement et aux stéréotypes véhiculés par la société et plusieurs n'osent pas nommer leurs difficultés, surtout lorsque celles-ci sont liées à des problèmes familiaux. De plus, le choc culturel, la mauvaise information et les préjugés peuvent causer des réactions négatives qui ne favorisent pas le développement d'un lien de confiance entre le père et son enfant. Malgré l'importance que l'on y accorde, notre expérience nous démontre qu'il est plus difficile de rejoindre les pères et de les mobiliser. Nous devons donc mettre en place différentes stratégies pour favoriser la participation des hommes, telles que mettre un intervenant en charge de l'animation plutôt qu'une intervenante, créer des outils publicitaires dans lesquels les pères se reconnaîtront, inviter des conférenciers et choisir des thématiques plus spécifiquement en lien avec la paternité, adapter l'horaire de l'activité et le nombre d'ateliers offerts, etc. Dans un autre ordre d'idée, pour favoriser la participation des familles immigrantes et des familles issues de minorités visibles, nous nous assurons que tous nos outils publicitaires reflètent la diversité des familles. De plus, les moments d'échanges entre les parents sont propices au partage d'expériences et de pratiques issues de leur pays d'origine, qu'ils sont amenés à comparer et parfois confronter avec le contexte québécois.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Poste de quartier (PDQ), SPVM
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6100 Boul Henri-Bourassa E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 5X3

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Regroupement pour la valorisation de la paternité

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Ressources humaines		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7245 Rue Clark Local 303
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2R 2Y4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Institut Pacifique

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Ressources humaines		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2901 Boulevard Gouin E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2B 1Y3

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: TCJMN

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12004 boul. Rolland
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3W1

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Références		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11441 Boulevard Lacordaire
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4J9

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Un itinéraire pour tous (resp. location MCC)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12004 boul. Rolland
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3W1

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère de la Famille (portion montant mission - OCF)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	4 640 $	Oui

Nom de la personne ressource: Annie Mireault
Adresse courriel: annie.mireault@mfa.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 873-7200
Adresse postale: 600 Rue Fullum
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 3L6

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Fondation Dufesne & Gauthier (portion $ coordo et comm)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	2 757 $	Non

Nom de la personne ressource: Johanne Beauvilliers
Adresse courriel: jbeauvilliers@fdg.ca
Numéro de téléphone: (418) 650-5222
Adresse postale: 2505 Boulevard Laurier
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1V 2L2

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	25,73 $	7	28,82 $	40	1	8 357,2 $
Intervenant(e)	21,25 $	14	47,6 $	40	1	13 804 $
Intervenant(e)	19 $	14	42,56 $	36	1	11 108,16 $
Éducateur(trice)	18 $	4	11,52 $	34	2	5 679,36 $
Conférencier(ère)	50 $	3	0 $	12	1	1 800 $
Total						40 748,72 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			7 397 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	8 357,2 $	6 000 $	2 357 $	0 $	0,2 $
Intervenant(e)	13 804 $	13 804 $	0 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	11 108,16 $	11 108 $	0 $	0 $	0,16 $
Éducateur(trice)	5 679,36 $	2 840 $	2 840 $	0 $	-0,64 $
Conférencier(ère)	1 800 $	1 800 $	0 $	0 $	0 $
Total	**40 748,72 $**	**35 552 $**	**5 197 $**	**0 $**	**-0,28 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	300 $	0 $	**300 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		2 500 $	500 $	0 $	**3 000 $**
Photocopies, publicité		100 $	400 $	0 $	**500 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	1 000 $	0 $	**1 000 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**2 600 $**	**2 200 $**	**0 $**	**4 800 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		130 %			
Frais administratifs		**3 800 $**	**0 $**	**0 $**	**3 800 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		190 %			
Total		**41 952 $**	**7 397 $**	**0 $**	**49 349 $**

Informations complémentaires

Chaque session de soupers-conférences débutera par un événement de plus grande envergure : une conférence sera organisée en dehors des locaux d'Entre Parents (ex. MCC) et un outil promotionnel sera élaboré spécifiquement pour cet événement et diffusé auprès de l'ensemble des partenaires et des instances de concertation de Montréal-Nord. Nous souhaitons, par le biais de cette stratégie, renforcer notre collaboration avec les partenaires du secteur jeunesse et augmenter la visibilité du projet auprès des familles de l'ensemble du territoire. À la suite cet événement d'envergure, la série de soupers-conférences débutera.

En plus d'offrir 4 sessions annuellement de soupers-conférences, des rencontres en individuel seront réalisées par les deux intervenants, à la demande des parents. Lors des rencontres de groupe, il n'est pas rare que les enjeux soulevés par les parents nécessitent par la suite un accompagnement plus soutenu. Lors des suivis individuels, les intervenants peuvent aller davantage en profondeur avec la famille pour identifier des problématiques particulières et l'amener à déterminer des pistes de solution. L'écoute, le soutien psychologique et l'accompagnement vers des ressources sont les ingrédients-clé de ce type d'intervention. Ces rencontres ponctuelles se font sur une base volontaire et le nombre réalisé annuellement varie d'une année à l'autre.

Dans la section réservée aux partenaires du projet, il est important de mentionner qu'ils n'ont pas tous été identifiés. Avant chaque session, les deux intervenants contactent différents organismes et partenaires pour les inviter à agir comme conférenciers. Ils font également appel aux écoles secondaires et à d'autres organismes du milieu pour le recrutement des participantEs. Voici d'autres exemples de collaborateurs qui pourraient être impliqués dans le projet : Coup de pouce jeunesse, Maison Jean Lapointe, Anorexie et Boulimie Québec, RePères, Familles Nouvelles, l'école Calixa-Lavallée, le Centre des jeunes l'Escale, la Maison St-Laurent.

En ce qui concerne la portion du projet qui consiste à documenter l'implantation et les retombées du projet, nous comptons impliquer les partenaires suivants dans la démarche : TCJMN, le CIUSSS Nord-de-l'Île-de-Montréal, ainsi que la Table de quartier de Montréal-Nord. La personne à la coordination entreprendra les démarches avec le-les collaborateurs pertinents au cours de la première année, avec l'objectif de finaliser le tout pour la fin de l'an 3.

Note explicative concernant le budget détaillé (an 2 et an 3): Selon la politique des conditions de travail de l'organisme, les salaires sont indexés de 3% (coût de la vie) à chaque année.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Postes budgétaires_CMA_2020-2022.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport Final CMA2018_EntreParentsMtlNord.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Comprendre mon ado_24sept2019.jpg	*Non applicable*
Comprendre mon ado_28octobre2019.jpg	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
RésolutionCMA_22janvier2020.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Isabelle Alexandre	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement_CMA_janvier2020.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

PROJET COMPRENDRE MON ADO …

An 1 : janvier à décembre 2020				
Postes budgétaires	**Priorité jeunesse**	**Ministère de la Famille**	**Fondation Dufresne Gauthier**	**Budget total**
A – Personnel lié au projet				
Titre : Coordination 25.73$ Taux h. **x** 7 Heures/semaine **+** 28.82 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 40 Semaines **= 8 357 $**	6 000 $		2 357 $	**8 357 $**
Titre : Intervenante 1 21.25 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 47.60 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 40 Semaines **= 13 804 $**	13 804 $			**13 804 $**
Titre : Intervenant 2 19 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 42.56 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 36 Semaines **= 11 108 $**	11 108 $			**11 108 $**
Titre : Éducatrice 1 18 $ Taux h. x 4 Heures/semaine + 11.52 $ Avantages. sociaux/sem. x 34 Semaines = **2840 $**	2 840 $		:	**2 840 $**
Titre : Éducatrice 2 18 $ Taux h. x 4 Heures/semaine + 11.52 $ Avantages. sociaux/sem. x 34 Semaines = **2840 $**		2 840 $		**2 840 $**
Titre : Conférenciers 50 $ Taux h. x 3 Heures/semaine x 12 Semaines = **1 800 $**	1 800 $			**1 800 $**
SOUS-TOTAL SECTION A	**35 552 $**	**2 840 $**	**2 357 $**	**40 749 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**			
Équipement : achat ou location		300 $		300 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	2 500 $	500 $		3 000$
Photocopies, publicité	100 $		400 $	500 $
Déplacement				
Locaux, conciergerie ou surveillance		1 000 $		1 000 $
Assurance (frais supplémentaires)				
SOUS-TOTAL SECTION B	**2 600 $**	**1 800 $**	**400 $**	**4 800 $**

PROJET COMPRENDRE MON ADO …

C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	(maximum 10%)			
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	3 800 $			3 800 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**3 800 $**			**3 800 $**
Total des contributions	**41 952 $**	**4 640 $**	**2 757 $**	**49 349 $**

PROJET COMPRENDRE MON ADO …

An 2 : janvier à décembre 2021				
Postes budgétaires	**Priorité jeunesse**	**Ministère de la Famille**	**Fondation Dufresne Gauthier**	**Budget total**
A – Personnel lié au projet				
Titre : Coordination 26.50$ Taux h. **x** 7 Heures/semaine **+** 29.68 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 40 Semaines **= 8 607 $**	6 500 $		2 107 $	**8 607 $**
Titre : Intervenante 1 21.89 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 49.03 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 40 Semaines **= 14 219 $**	14 219 $			**14 219 $**
Titre : Intervenant 2 19.57 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 43.83 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 36 Semaines **= 11 441 $**	11 441 $			**11 441 $**
Titre : Éducatrice 1 18.54 $ Taux h. x 4 Heures/semaine + 11.87 $ Avantages. sociaux/sem. x 34 Semaines = **2 925$**	2 925 $		:	**2 925$**
Titre : Éducatrice 2 18.54 $ Taux h. x 4 Heures/semaine + 11.87 $ Avantages. sociaux/sem. x 34 Semaines = **2 925$**		2 925 $		**2 925$**
Titre : Conférenciers 50 $ Taux h. x 3 Heures/semaine x 10 Semaines = **1 800 $**	1 800 $			**1 800 $**
SOUS-TOTAL SECTION A	**36 885 $**	**2 925$**	**2 107 $**	**41 917 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**			
Équipement : achat ou location		300 $		300 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	2 500 $	500 $		3 000$
Photocopies, publicité	100 $		400 $	500 $
Déplacement (sorties)				
Locaux, conciergerie ou surveillance		1 000 $		1 000 $
Assurance (frais supplémentaires)				
SOUS-TOTAL SECTION B	**2 600 $**	**1 800 $**	**400 $**	**4 800 $**

PROJET COMPRENDRE MON ADO …

C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	(maximum 10%)			
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	3 900 $			3 900 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**3 900 $**			**3 900 $**
Total des contributions	**43 385 $**	**4 725 $**	**2 507 $**	**50 617 $**

PROJET COMPRENDRE MON ADO …

An 3 : janvier à décembre 2022				
Postes budgétaires	**Priorité jeunesse**	**Ministère de la Famille**	**Fondation Dufresne Gauthier**	**Budget total**
A – Personnel lié au projet				
Titre : Coordination 27.30$ Taux h. **x** 7 Heures/semaine **+** 30.58 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 40 Semaines **= 8 867 $**	6 760 $		2 107 $	**8 867 $**
Titre : Intervenante 1 22.55 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 50.51 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 40 Semaines **= 14 648 $**	14 648 $			**14 648 $**
Titre : Intervenant 2 20.15 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 45.14 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 36 Semaines **= 11 780 $**	11 780 $			**11 780 $**
Titre : Éducatrice 1 19.10 $ Taux h. x 4 Heures/semaine + 12.22 $ Avantages. sociaux/sem. x 34 Semaines = **3 013 $**	3 013 $		:	**3 013 $**
Titre : Éducatrice 2 19.10 $ Taux h. x 4 Heures/semaine + 12.22 $ Avantages. sociaux/sem. x 34 Semaines = **3 013 $**		3 013 $		**3 013 $**
Titre : Conférenciers 50 $ Taux h. x 3 Heures/semaine x 10 Semaines = **1 800 $**	1 800 $			**1 800 $**
SOUS-TOTAL SECTION A	**38 001 $**	**3 013 $**	**2 107 $**	**43 121 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**			
Équipement : achat ou location		300 $		300 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	2 500 $	500 $		3 000$
Photocopies, publicité	100 $		400 $	500 $
Déplacement (sorties)				
Locaux, conciergerie ou surveillance		1 000 $		1 000 $
Assurance (frais supplémentaires)				
SOUS-TOTAL SECTION B	**2 600 $**	**1 800 $**	**400 $**	**4 800 $**

PROJET COMPRENDRE MON ADO …

C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	(maximum 10%)			
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	4 000 $	$	$	4 000 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**4 000 $**		**$**	**4 000 $**
Total des contributions	**44 601 $**	**4 813 $**	**2 507 $**	**51 921 $**

Rapport d'étape 2018-2019 ☐	Rapport final 2018-2019 ☑

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2019)

Le formulaire doit être rempli en FRANÇAIS
Attention ! Les zones en JAUNE doivent OBLIGATOIREMENT ÊTRE COMPLÉTÉES
Si le formulaire est incomplet, il vous sera retourné
Veuillez porter une ATTENTION PARTICULIÈRE aux textes de couleur BLEUE

Source(s) du financement de l'Entente	Montréal-Nord
	Cliquer pour menu déroulant
Titre du projet (le même que celui inscrit sur le formulaire de demande)	Comprendre mon ado…

SECTION 1 — IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme (lettres patentes)	Entre Parents de Montréal-Nord	
Responsable du projet	**Madame**	Isabelle Alexandre
Téléphone	514 329-1233	

SECTION 2 — SUIVI DU PROJET

Date **RÉELLE du DÉBUT** du projet	**2018**	**Avril**	**03**
Date **RÉELLE de FIN** de projet	**2018**	**Décembre**	**31**

Si la date réelle (début et/ou fin de projet) diffère de celle prévue, expliquez le motif

Le programme s'est déroulé tel que prévu dans l'entente.

Si vous jugez qu'une information pertinente n'a pu être ajoutée, faute de place appropriée, reportez-vous à la section 12 de ce formulaire dans « Informations supplémentaires » pour la consigner ou joignez un document complémentaire à cette demande.

Lorsque vous remplissez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

SECTION 3 — POPULATION (S) REJOINTE (S)

Population (s)	Caractéristiques	Caractéristiques	N. B. Femmes	N. B. Hommes
Familles	**Parents**	**Personnes à faible revenu**	35	12
Familles	**Minorités ethniques**	**Langue maternelle AUTRE que le français et l'anglais**	30	14
Adolescents (12 - 17 ans)	**Étudiants**	**Minorités ethniques**	40	30
Nombre TOTAL de personnes rejointes **DIRECTEMENT** par le projet			**105**	**56**
Nombre TOTAL de personnes rejointes **INDIRECTEMENT** par le projet			**41**	**33**

SECTION 4 — Activités réalisées

(EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS PRÉVUES au formulaire de *demande de soutien financier*)

A	2 sessions de 10 conférences ont été offertes dans le volet Parents et deux sessions de 7 conférences ont été offertes dans le volet pères (printemps et automne). La durée de chaque rencontre était de 2,5 heures, en soirée. Lieu: locaux d'Entre Parents de Montréal-Nord.
B	Voici les sujets abordés en 2018 lors des conférences : Entrer dans la peau d'un ados pour le comprendre et agir comme guide Les conflits et leur gestion Les problématiques spécifiques aux adolescents Dépendance et encadrement Le rôle et la spécificité du père d'adolescent aujourd'hui La gestion du stress et le vécu avec nos ados
C	Deux services sont offerts gratuitement aux participants: le souper et la halte-garderie. 61 enfants ont été accueillis à la halte-garderie en 2018, dans le cadre de cette action.

Si vous avez tenu compte de l'**analyse différenciée selon les sexes (ADS), comment cela s'est-il traduit dans vos résultats**	Une attention particulière est accordée aux besoins des pères par l'offre de deux sessions destinées exclusivement aux pères d'adolescents. Ils sont plus difficiles à rejoindre que les mères, mais nous trouvons important de déployer des efforts particuliers pour leur donner accès à un lieu de réflexion et d'expression en lien avec leur rôle de pères. Un intervenant masculin anime les sessions et l'horaire a été adapté à la réalité des pères qui travaillent. De plus, certaines thématiques sont choisies spécifiquement pour un public masculin (ex. rôle et spécificité du père d'adolescent, co-parentalité) et des ressources spécialisées auprès des pères sont invitées à chaque année à animer une conférence, comme le Regroupement pour la valorisation de la paternité.

SECTION 5 — RÉSULTATS

(EN LIEN AVEC LES ACTIVITÉS PRÉVUES)

A	Les informations fournies dans cette section ont été recueillies via des listes de présences, des questionnaires, des évaluations orales et des observations faites par les intervenants. Les 2 sessions du volet Parents ont permis de rejoindre 38 parents et les 2 sessions destinées aux pères ont permis de rejoindre 17 pères. La participation moyenne était de 10-12 parents par rencontre pour le volet Parents et de 4-5 papas pour le volet Pères. 61 enfants ont bénéficié du service de halte-garderie, ce qui marque une nette augmentation par rapport à l'an dernier. Cela s'explique par le fait que plusieurs parents rejoints avaient 4-5-6, voire 7 enfants sous leur responsabilité. Des parents ont été référés par la Maison de Transition Saint-Laurent, par l'école Calixa-Lavallée et par la DPJ. Des suivis en inviduel ont été faits auprès de 13 familles. Plusieurs parents étaient aux prises avec des difficultés importantes : ex. situation d'intimidation vécue à l'école, tentatives de fugue, démêlées avec la police, situation de volence conjugale. Plusieurs grands-parents ont été rejoints cette année : deux avaient reçu la garde de leur petit-enfant et un père, âgé de 70 ans, avait la garde de plusieurs enfants de différents âges, dont des adolescents. 1 parent avait le statut de demandeur d'asile.
B	Pour le volet Pères, l'aspect de la sexualité a suscité beaucoup de questions, ainsi que la thématique du cadre éducatif comportant ou non des punitions corporelles. La dimension de l'autorité paternelle a été au coeur des échanges, et ce pour les deux sessions. Dans tous les cas, les conférenciers ont mis l'emphase sur l'importance de la relation affective dans la relation parent-ado. Les participants ont su démontrer de l'écoute et une compréhension mutuelle, sans jugement. Il a été important d'accueillir chaque participant avec ses craintes et ses préoccupations et de les guider pour qu'ils cheminent à leur rythme, en toute confiance. Les rencontres offraient aux pères un lieu où ils pouvaient se sentir soutenus, écoutés et compris. Des participants se sont montrés soucieux d'avancer dans la résolution de conflit avec leurs adolescents. Certains ont accepté de remettre en question des comportements éducatifs afin d'en adopter de meilleurs : ex. traiter son enfant avec intérêt en tenant compte de son vécu spécifique, faire preuve d'une attitude plus positive lors de situations qui paraissent difficiles ou dérangeantes de prime abord. Les rencontres font prendre conscience aux pères que leur rôle n'est pas facultatif et que leur apport éducatif est crucial pour l'épanouissement de leurs jeunes.
C	Pour le volet Parents, l'intervenante observe que les connaissances accumulées par les parents a favorisé une plus grande ouverture et leur a permis de voir la réalité de leurs adolescents en endossant davantage un rôle de guide. D'une rencontre à l'autre, des participants rapportaient une diminution de l'intensité des conflits au sein de la famille, plusieurs disaient se sentir plus proche de leurs ados et que les situations de confrontation et d'opposition étaient moins fréquentes. Plusieurs participants se sont dits davantage capables de laisser de la place à la quête d'autonomie et d'indépendance de leurs jeunes. Certains parents observaient aussi, au fil de la session, que leurs enfants passaient davantage de temps en famille qu'auparavant. Des parents disent trop contrôler leurs enfants par crainte que ces derniers perdent les valeurs de leur culture et par crainte de perdre leurs enfants. En revanche, leur ado veut être cool et faire comme les autres. Les enfants de parents immigrants rencontrent aussi des difficultés liées au parcours migratoire: «En venant ici, j'ai perdu mes camarades de classe, mes professeurs et leur façon d'enseigner et d'évaluer les examens. T'adapter à un nouveau milieu scolaire n'est pas facile! (suite prochaine section)

SECTION 6 — EXPLIQUEZ LES ÉCARTS

(ENTRE LES RÉSULTATS RÉELS ET LES RÉSULTATS ATTENDUS)

(suite de la case C) Quand je suis arrivé ici, j'étais le seul de mon origine dans ma classe, je ne connaissais rien du fonctionnement de mon école et personne ne m'a expliqué. La langue québécoise, je ne la maîtrisais pas! Vivre tout cela quand tes parents ne trouvent pas du travail et quand à toutes les demandes la réponse est : « y'a pas d'argent » En somme, ce n'est pas facile!»

Les activités ont été réalisées tel que prévu, il n'y a pas eu d'écart.

SECTION 7 — BILAN

7.1 Éléments à conserver

L'ensemble de la formule répond aux besoins des parents. Éléments à conserver : la diversité des sujets abordés lors des conférences, la prise de pouls des participants en début de session pour prévoir des conférences qui répondent à leurs préoccupations, la durée des rencontres, l'espace réservé pour les interactions entre les conférenciers et les participants, le nombre de sessions / an, l'horaire en soirée (à l'heure du souper), l'implication des bénévoles.

Dans une perspectives de développement du projet, nous souhaitons créer un Guide d'outils pour soutenir les parents dans leur rôle parental et les accompagner dans certaines situations qu'ils vivent avec leurs adolescents. Nous voulons également travailler en étroite collaboration avec des professionnels de la santé mentale, afin de mieux soutenir les parents et leurs préadolescents et adolescents face au stress post-traumatique lié aux

7.2 Éléments à améliorer

Au cours de l'hiver 2019, nous contacterons plusieurs partenaires de la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord afin de bien identifier les enjeux les plus préoccupants vécus par les parents d'enfants adolescents. Par la suite, chacune des sessions de CMA (2 sessions au printemps et 2 sessions à l'automne) débutera par un événement de plus grande envergure : une conférence sera organisée en lien avec une des thématiques priorisées par les organismes jeunesses, un outil promotionnel sera élaboré spécifiquement pour cet événement et il sera diffusé auprès de l'ensemble des partenaires et des instances de concertation de Montréal-Nord. Nous souhaitons, par le biais de cette stratégie, renforcer notre collaboration avec les partenaires du secteur jeunesse et augmenter la visibilité du projet auprès des familles de l'ensemble du territoire. À la suite de cet événement d'envergure, la série de soupers-conférences débutera.

7.3 Éléments à ne pas conserver

Suite de 7.2. Éléments à améliorer : Étant donné que cette action se situe en prévention, des liens seront tissés de façon particulière cette année avec les familles qui participent à Mon samedi y'a pas de parent ! (activité d'Entre Parents destinée aux 6-12 ans) dans le but de bien comprendre les préoccupations et les craintes des parents de pré-adolescents et de s'assurer que ces enjeux soient abordés.

7.3. N/A

SECTION 8 — IMPLICATION DES PARTENAIRES

1	Institut Pacifique	**Expertise-conseil**
	PDQ-39	**Expertise-conseil**
	Coup de pouce jeunesse	**Expertise-conseil**
	Aneb (anorexie et Boulimie)	Expertise-conseil
2	Regroupement pour la valorisation de la paternité	**Expertise-conseil**
	École secondaire Marie-Clarac	**Référence/recrutement des participants**
	École secondaire Henri-Bourassa	**Ressources humaines**
	Maison Jean Lapointe	Expertise-conseil
3	RePères	**Expertise-conseil**
	CIUSSS Nord-de-l'Île-de-Mtl	**Référence/recrutement des participants**
	Ateliers.ca (sexologue)	**Expertise-conseil**
	Centre d'écoute et de référence - UQAM	Expertise-conseil

SECTION 9 — Budget RÉEL

Poste budgétaire							Lutte pauvreté/ exclusion	Acronymes des autres partenaires financiers			Budget Total
								Entre Parents			
A- Personnel lié au projet											
1	Titre	**Intervenant(e)**					**20 000,00 $**	4 684,80 $			**24 684,80 $**
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	19	14	42,56	40	2	**24 684,80 $**					
2	Titre	**Éducateur(trice)**					**1 300,00 $**	1 539,68 $			**2 839,68 $**
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	18	4	11,52	34	1	**2 839,68 $**					
3	Titre	**Conférencier(ère)**					**200,00 $**	1 000,00 $			**1 200,00 $**
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
	50	3		8	1	**1 200,00 $**					
4	Titre	**Cliquer pour menu déroulant**									**0,00 $**
	$/h.	hrs/sem	$Avant. sociaux/ sem.	# sem.	# poste	Total					
						0,00 $					
Sous-Total Section A							**21 500,00 $**	**7 224,48 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**28 724,48 $**
B- Frais d'activités générés par le projet ***(environ 20 %)***											
Équipement: achat ou location								1 000,00 $			**1 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation							**500,00 $**	1 500,00 $			**2 000,00 $**
Photocopies, publicité							**500,00 $**	500,00 $			**1 000,00 $**
Déplacements								400,00 $			**400,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance								800,00 $			**800,00 $**
Assurance (frais supplémentaires)											**0,00 $**
Sous-Total Section B							**1 000,00 $**	**4 200,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**5 200,00 $**
C- Frais d'administration générés par le projet ***(environ 10 %)***											
Frais administratifs du projet							**2 500,00 $**				**2 500,00 $**
Sous-Total Section C											
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							**25 000,00 $**	**11 424,48 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**36 424,48 $**

NOMBRE (ou pourcentage) de postes soutenus grâce à l'enveloppe financière de « Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité »	**3**

SECTION 10 — PRÉCISIONS

Acronymes	Nom au complet
CMA	Comprendre mon ado

SECTION 11 — ÉVOLUTION DES DÉPENSES

A — Montant accordé par « l'Entente administrative de développement social et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale »			25 000,00 $		
B — Dépenses **TOTALES** du projet incluant les autres bailleurs de fonds	36 424,48 $	En date du	**2018**	**Décembre**	**31**
C- Total	**11 424,48 $**				

TOUT MONTANT accordé (A) par «l' Entente administrative sur la gestion du fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale (Ville-MTESS 2018-) » EXCÉDANT les dépenses totales du projet (B) DOIT ÊTRE REMBOURSÉ À LA VILLE DE MONTRÉAL. Cet excédant est indiqué par le total négatif ci-dessus (C).

SECTION 12 — INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

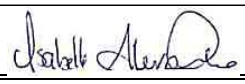
Une multitude de stratégies de démarcharge sont mises en place : rencontre des parents lors de la remise du bulletin à l'école Calixa-Lavallée, publications Facebook, diffusions auprès des partenaires du quartier, publipostage auprès des membres d'Entre Parents, bouche à oreille, démarchage lors de kiosques et d'événements, distributions de dépliants et feuillets promotionnels, appels personnalisés des parents de notre base de données, etc.

Ce projet ne pourrait être réalisé sans l'implication de nombreuses personnes bénévoles. Sous la supervision du personnel, les soupers ont été préparés par une cuisinière et par les bénévoles du comité de cuisine. Des bénévoles se sont également impliqués pour le service du repas, l'accueil et la vaisselle. Au total, 22 personnes ont offert 329 heures dans le cadre de ce projet, dont 10 jeunes bénévoles de l'école secondaire Marie-Clarac et de l'école secondaire Henri-Bourassa, ainsi que 2 stagiaires de l'Université de Montréal.

Avec les années, ce programme d'activités demeure très populaire auprès des parents et des partenaires. Nous trouvons nécessaire de maintenir cet espace d'échanges et d'apprentissages puisqu'il est difficile pour les parents de trouver des ressources à leur besoins. Démystifier et rappeler aux parents que la période de l'adolescence est un défi en soi pour le jeune, mais pour le parent aussi est important. Nous devons adapter nos séances aux besoins des groupes afin de rester proche de leur réalité. Il est dommage que le soutien financier soit annuel, car nous désirons renforcer ce volet afin de mieux desservir la communauté.

Par la présente, je certifie que les renseignements fournis dans ce rapport sont exacts et COMPLETS

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE de l'organisme

Nom	**Madame**	Isabelle Alexandre	Fonction	**Directeur (trice)**			
Signature				**Date**	**2019**	**Janvier**	**31**

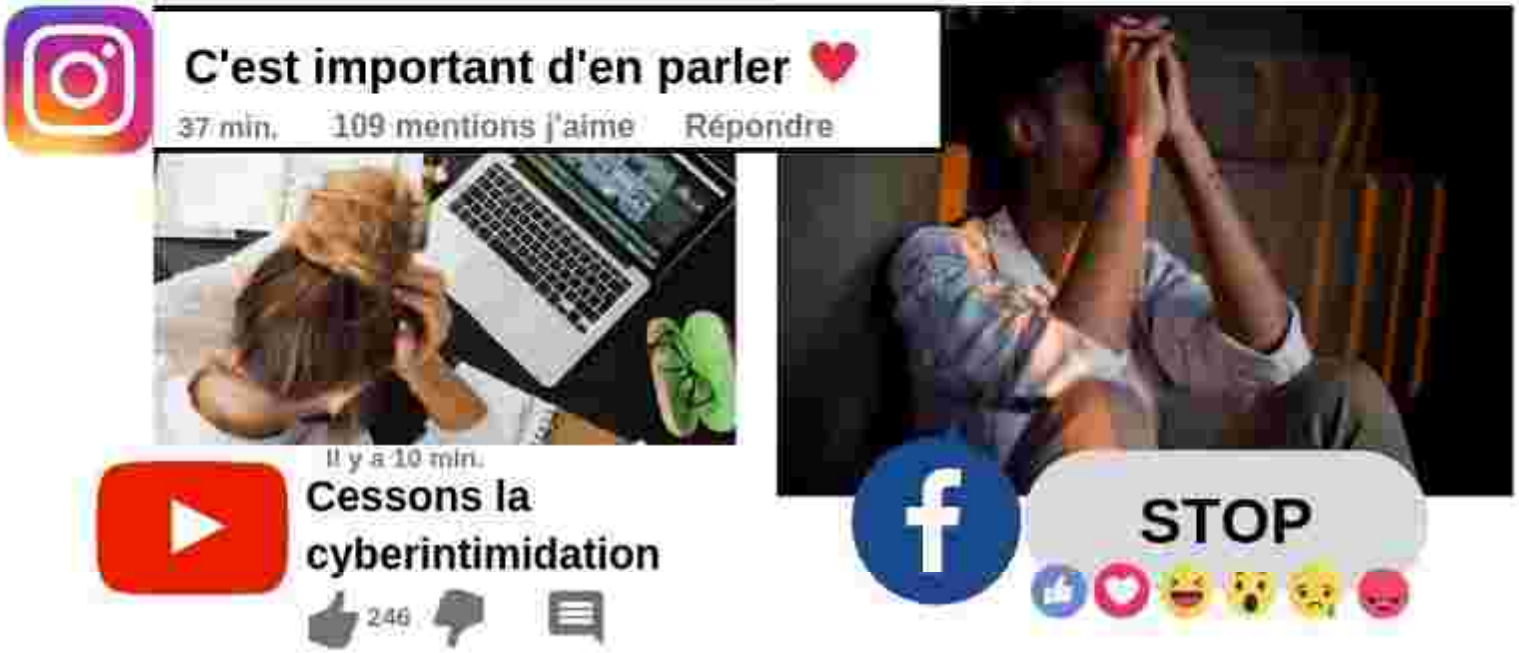
SECTION RÉSERVÉE AU RESPONSABLE SLDS OU AU RESPONSABLE DE LA DDS					
	Numéro du projet				
Signature (lu et approuvé)		**Date**	**Année**	**Mois**	**Jour**

Entre Parents de Montréal-Nord

Entre Parents de Montréal-Nord

vous invite à la grande conférence d'ouverture de

Comprendre mon ado...



Jeudi 24 septembre 2019

17h30-19h30

MCC de Montréal-Nord

12004 boul. Rolland, local 222

La cyberintimidation

Conférence sur la cyberintimidation que peuvent vivre les jeunes dans leur quotidien.

Petites bouchées servies

Halte-garderie disponible sur demande

Pour informations et inscription 514 329-1233 #0

Montréal

Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec



Entre Parents de Montréal-Nord

ENTRE PARENTS DE MONTRÉAL-NORD

vous invite à la grande conférence d'ouverture

COMPRENDRE MON ADO...









Lundi 28 octobre 2019
17h30-20h
MCC de Montréal-Nord
12004 boul. Rolland, local 222

Pères d'ados : Comprendre le stress de nos jeunes

Conférence pour les pères d'adolescents-es et préadolescents-es

Par la conférencière et consultante régionale du Québec pour la Fondation de psychologie du Canada, Mme Francine Tellier.

Petites bouchées servies

Halte-garderie disponible sur demande
Pour informations et inscription 514 329-1233 #0

Montréal
Montréal-Nord Montréal
Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec

Entre Parents de Montréal-Nord

Votre maison, une famille

Montréal, le 22 janvier 2020

Extrait du procès verbal de la réunion du Conseil d'administration du 22 janvier 2020

Objet : Demande d'aide financière pour le projet : *Comprendre mon ado...*

Il est résolu que Madame Isabelle Alexandre soit autorisée à déposer une demande de financement et à signer la convention avec la Ville de Montréal pour le projet ***Comprendre mon ado...***

Madame Isabelle Alexandre est aussi autorisée à agir à titre de gestionnaire des fonds.

Nancy Lamontagne
Présidente du CA

4828 boul. Gouin Est, Montréal, Québec H1H 1G4 , Tél. : (514) 329-1233, Téléc. : (514) 329-0638

Centraide du Grand Montréal

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Isabelle Alexandre** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Entre Parents de Montréal-Nord**, à déposer le projet **Comprendre mon ado...** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.



27 janvier 2020

Isabelle Alexandre

Directeur(trice) général(e)

Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
BUDGET D'ARRONDISSEMENT PRIORITÉ JEUNESSE

Projet Équipes sportives civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/football/flagfootball de Nos jeunes à coeur
2020 : 40 318,27 $
2021 : 40 318,27 $
2022 : 40 318,27 $

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **NOS JEUNES À COEUR**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **11366, Hénaut, Montréal-Nord, H1G 5S5**, agissant et représentée par **Jude-Alain Mathieu, directeur**, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS :
N° d'inscription TVQ :
N° d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Favoriser l'estime de soi et l'esprit d'entraide chez les adolescents de toutes cultures. L'outil privilégié par l'organisme est l'engagement social bénévole d'adolescents auprès de groupes sociaux (aînés, handicapés. etc.) de façon à apporter un soutien à un segment souvent plus vulnérable de la communauté, à briser la barrière des préjugés entre ces groupes et les adolescents et finalement de permettre le développement de ces jeunes en tant que citoyens responsables.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « Annexe 3 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ~~;~~

2.8 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Un questionnaire sur l'analyse différenciée selon les sexes et intersectorielles;
- Ajuster l'ensemble contenu du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles.

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 15 décembre pour la première année et la période du 1 janvier d'une année au 15 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent vingt mille neuf cents cinquante-quatre dollars et quatre-vingt-un cent (120 954,81 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021 et 2022 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020 : 40 318,27 $

5.2.1.1 une somme maximale de **vingt mille cent cinquante-neuf dollars (20 159 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **seize mille cent vingt-sept dollars (16 127 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **quatre mille trente-deux dollars et vingt-sept cents (4 032,27 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2020.

5.2.2 Pour l'année 2021 : 40 318,27 $

5.2.2.1 une somme maximale de **vingt mille cent cinquante-neuf dollars (20 159 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **seize mille cent vingt-sept dollars (16 127 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **quatre mille trente-deux dollars et vingt-sept cents (4 032,27 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2021.

Pour l'année 2022: 40 318,27 $

5.2.3.1 une somme maximale de **vingt mille cent cinquante-neuf dollars (20 159 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **seize mille cent vingt-sept dollars (16 127 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **quatre mille trente-deux dollars et vingt-sept cents (4 032,27 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **15 décembre 2022.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **11 366, Hénault, Montréal-Nord, H1G 5S5**, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

NOS JEUNES À COEUR

Par : _____
Jude-Alain Mathieu, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

NORMES DE VISIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Considérant que l'ARRONDISSEMENT a la responsabilité du soutien aux organismes reconnus pour l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires et de loisirs sur son territoire;
Considérant que l'ORGANISME est reconnu comme partenaire de l'arrondissement oeuvrant à l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires ou de loisirs;
Considérant qu'il est primordial d'assurer un juste rayonnement à tous les efforts mis en œuvre par l'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT pour donner suite aux activités faisant l'objet de la présente convention;
L'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT conviennent du présent protocole de visibilité :
Ce protocole de visibilité s'applique aux activités ou aux événements pour lesquels l'ARRONDISSEMENT fournit un soutien financier, technique et matériel dont la valeur est supérieure à 1 000 $.
Lorsque l'ORGANISME produit des outils pour la promotion d'une activité ou d'un événement qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT (par exemple affiche, dépliant, brochure, publicité média, kiosque, site internet, etc.) la référence au soutien de l'ARRONDISSEMENT doit également être accompagnée du logo de l'ARRONDISSEMENT (voir la section «Modalités d'application» point 1, 2 et 3).
Lorsque l'ORGANISME produit des documents publics autres que promotionnels (rapport de recherche, étude, présentation diaporama, communiqué de presse) pour un projet ou une activité qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT, quel qu'en soit le support, il doit mentionner sur le document que l'activité ou le projet auquel il se réfère a été réalisé grâce au soutien de l'ARRONDISSEMENT de Montréal-Nord (voir libellé dans la section «Modalités d'application» point 4).
Lorsque l'ORGANISME produit son rapport annuel, il devra explicitement souligner le partenariat avec l'ARRONDISSEMENT.
L'ARRONDISSEMENT s'engage à fournir à l'ORGANISME les éléments de communication nécessaires à la réalisation des objectifs de visibilité de l'ARRONDISSEMENT, notamment par la fourniture de panneaux, bannières, affiches, voile publicitaire ou enrouleur publicitaire identifiant l'ARRONDISSEMENT; ceci inclut l'accès à la signature institutionnelle (logo) et, le cas échéant, au message des élus de l'ARRONDISSEMENT;
Lorsque l'activité se déroule dans un équipement de l'ARRONDISSEMENT (bâtiment ou terrain), l'installation et l'affichage d'outils promotionnels, quels qu'ils soient, devront être autorisés et se faire aux endroits identifiés par le responsable désigné par l'ARRONDISSEMENT;
Par ailleurs, si le projet de l'ORGANISME donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'ARRONDISSEMENT à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance (voir la section «Modalités d'application»).
La visibilité accordée à l'ARRONDISSEMENT n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet ou à l'activité; dans ce cas, l'ORGANISME doit s'assurer que la visibilité accordée tende à refléter l'importance relative de la contribution des partenaires.
MODALITÉS D'APPLICATION
1. Logo de l'arrondissement
Il y a deux adaptations possibles du logo de l'arrondissement, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge) ou en noir (texte et rosace en noir); la largeur du logo ne doit jamais être inférieure à 2,5 cm (1 pouce).
Lorsqu'une mention faisant référence au soutien des partenaires n'est pas présente (du type «Avec le soutien de» ou «Grâce au soutien de»), le texte «Fier partenaire» doit accompagner le logo tel qu'illustré :

FIER PARTENAIRE
Ces versions sont disponibles sur demande à l'adresse de courriel:
communications-mn@ville.montreal.qc.ca
2. Positionnement du logo de l'arrondissement
La règle de positionnement établie par la Ville n'est pas obligatoire lors de l'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement par un organisme. Ce sont alors les normes graphiques de l'organisme qui prédominent.
3. Approbation des documents
L'utilisation du logo de l'arrondissement sur tout document produit par un organisme doit cependant faire l'objet d'une approbation de la Division des relations avec les citoyens et communication avant leur reproduction ou leur impression. Les demandes d'approbation accompagnées du document (brochure, dépliant, affiche, feuillet ou autre) dans sa version finale doivent être transmises à l'adresse courriel suivante :
communications-mn@ville.montreal.qc.ca
4. Libellé à inclure dans les documents autres que promotionnels
Lorsqu'une activité ou un projet entraîne la production d'un document tel un rapport de recherche, un rapport d'activité, une étude, une présentation par diaporama ou autre, la page de garde ou son équivalent doit contenir une mention du type «ce rapport (ou cette étude, ou ce projet, ou cette activité) a été rendu possible grâce au soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord». La production d'un communiqué de presse doit également contenir une telle mention.
5. Invitation aux représentants de l'arrondissement
Lorsque le projet donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'arrondissement à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance en transmettant l'information à l'adresse courriel suivante :
communications-mn@ville.montreal.qc.ca

ANNEXE 3

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#1018 - ÉQUIPES SPORTIVES CIVILES JUNIOR DE MONTRÉAL-NORD POUR LE BASKETBALL/ FOOTBALL/FLAG FOOTBALL (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Nos Jeunes à Coeur	Créer des opportunités permettant aux jeunes de cheminer dans leur éducation à travers diverses activités valorisantes et d'expériences enrichissantes. Supporter les jeunes de 10 à 24 ans vivant dans un contexte socio économiquement défavorisé, dans le développement de leur potentiel athlétique et académique.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Équipes sportives civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/ Football/flag football

Numéro de projet GSS: 1018

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Jude-Alain
Nom: Mathieu
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (438) 881-2870
Numéro de télécopieur:
Courriel: judealain.mathieu@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Jude-Alain
Nom: Mathieu
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-06-02	2022-06-30

Date limite de réception du rapport final
2022-07-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Avec ce projet nous voulons nous servir du sport comme véhicule pour permettre aux jeunes de terminer leur secondaire et de se diriger vers des études dans des domaines ou il y a une forte demande.

Nous avons développer une approche ou l'entraîneur est formé en tant qu'agent de concertation afin de créer un lien avec les familles, l'école et la communauté afin d'offrir aux jeunes étudiants-athlètes de Montréal-Nord un environnement favorable de réussite. On pourra ainsi profiter du lien de confiance bâti entre le jeune et l'entraîneur pour aider le jeune à faire des choix judicieux sur le terrain et à l'extérieur du terrain et rediriger le jeune vers les différents services offerts.

Le projet est basé sur l'accompagnement et le développement des jeunes de 18 à 24 ans qui désirent pratiquer le même sport qu'il avait la chance de pratiquer au secondaire s'il ne choisit pas ou n'a pas les critères pour aller au cégep.

En développant un lien avec les centres de formation aux adultes, les centres de formation professionnelle et le Centre jeunesse-emploi, nous pourrons permettre aux jeunes de se préparer au marché du travail, de devenir des citoyens engagés dans leur communauté et citoyens productifs pour la société.

Les objectifs visés sont les suivant:

Permettre aux jeunes athlètes de se développer et compétitionner ailleurs qu'au Cégep et les accompagner vers la diplomation.

Accompagner les jeunes dans la transition vers la vie adulte en lui enseignant les bases de la prise de décision personnel et le fonctionnement de la vie démocratique.

Présenter aux jeunes et aux parents de nombreuses opportunités d'exploiter leurs talents et de leur permettre de faire des choix judicieux.

Initier les jeunes à l'accès à la propriété et la création de richesse.

Les résultats attendus sont les suivants:

La valorisation des jeunes par des activités enrichissantes qui augmentera la motivation scolaire et la diplomation dans des domaines avec forte demande de main d'œuvre.

Le jeune développe le savoir-faire, savoir-être et les aptitudes nécessaires pour réussir sur le marché du travail ou en tant qu'entrepreneur et comprend comment et ou sont prises les décisions qui impact sa communauté.

Familiariser les jeunes et leurs familles et mieux les outiller pour prendre part aux nombreuses opportunités de formation professionnelle, collégiale ou universitaire.

Inculquer les principes de littératie financière afin de développer des habitudes saines et le désir d'investir à Montréal-Nord.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Permettre aux jeunes athlètes de se développer et compétitionner au football, basketball et flagfootball ailleurs qu'au Cégep et les accompagner vers la diplomation

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
La valorisation des jeunes par des activités enrichissantes qui augmentera la motivation scolaire et la diplomation dans des domaines avec forte demande de main d'œuvre

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place d'équipe civile junior au football pour les garçons de 18 à 24 ans en automne 2020

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	15	2	1	50

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place d'équipes civiles junior au flagfootball pour les garçons et filles de 18 à 24 ans au printemps 2020

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	15	2	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mise en place d'équipes civiles junior au basketball pour les garçons et filles de 18 à 24 ans en automne 2021

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	6	15	2	2	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres de suivis individuelles pour les athlètes des programmes sportifs civile

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	46	25	1	5	1

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Accompagner les jeunes dans la transition vers la vie adulte en lui enseignant les bases de la prise de décision personnel et le fonctionnement de la vie démocratique

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Le jeune développe aptitudes nécessaires pour réussir sur le marché du travail ou en tant qu'entrepreneur et comprend comment et ou sont prises les décisions qui impact sa communauté

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres de suivis individuelles pour les athlètes des programmes sportifs civile

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	46	25	1	5	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontre des jeunes leaders

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	4	2	2	30

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Présenter aux jeunes et aux parents de nombreuses opportunités d'exploiter leurs talents et de leur permettre de faire des choix judicieux

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Familiariser les jeunes et leurs familles et mieux les outiller pour prendre part aux nombreuses opportunités de formation professionnelle, collégiale ou universitaire

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres de suivis individuelles pour les athlètes des programmes sportifs civile

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	46	25	1	5	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontre des jeunes leaders

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	4	2	2	30

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Complexe sportif Marie-Victorin
No civique: 7000
Rue: Boulevard Maurice-Duplessis
Code postal: H1G 0A1
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Nom du lieu: Gymnase d'école de la comission scolaire de la Pointe de l'Île ou de la comission scolaire English Montreal

Nom du lieu: Espace de bureau mise à la disposition de l'organisme pour des rencontre individuelles ou de groupe à la MCC ou le centre des loisirs Salk

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Culture, sports et loisirs
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Participation citoyenne
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Partenariats interréseaux

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 240
Nb. femmes: 90
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 330

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Minorités visibles
- Décrocheurs scolaires
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Le projet a été conçu pour les jeunes de milieux défavorisés peut importe leur sexe ou orientation sexuel. Des jeunes handicapés pourraient se voire un accès limité à la pratique d'un sport de compétition mais pourrait quand même bénéficier d'un accompagnement. Vue qu'il y a 3 sports visés et que l'un d'eux (le football) compétionera dans une ligue masculine, l'accès aux femmes est limité. Par contre, autant de femmes que d'hommes pourront participer au basketball et au flagfootball. La préparation physique, l'accompagnement et les rencontres des jeunes leaders seront fait avec les mêmes objectifs pour chacun des sexes.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère de l'éducation

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	498 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Antonio Didomizio
Adresse courriel: antonio.didomizio@education.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (418) 644-0664
Adresse postale: 1035, rue de la Chevrotière, 16e étage
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1R 5A5

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	26 $	35	191,1 $	156	1	171 771,6 $
Travailleur(euse) social(e)	26 $	35	191,1 $	156	1	171 771,6 $
Entraîneur(neuse) sportif(ive)	20 $	10	0 $	78	5	78 000 $
Entraîneur(neuse) sportif(ive)	18 $	7	0 $	60	14	105 840 $
Total						527 383,2 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			498 000 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	171 771,6 $	0 $	171 771,6 $	0 $	0 $
Travailleur(euse) social(e)	171 771,6 $	0 $	171 771,6 $	0 $	0 $
Entraîneur(neuse) sportif(ive)	78 000 $	6 000 $	72 000 $	0 $	0 $
Entraîneur(neuse) sportif(ive)	105 840 $	10 000 $	95 840 $	0 $	0 $
Total	**527 383,2 $**	**16 000 $**	**511 383,2 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		80 000 $	0 $	0 $	**80 000 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		12 000 $	0 $	0 $	**12 000 $**
Photocopies, publicité		6 000 $	0 $	0 $	**6 000 $**
Déplacements		6 000 $	0 $	0 $	**6 000 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		42 000 $	0 $	0 $	**42 000 $**
Assurances (frais supplémentaires)		7 000 $	0 $	0 $	**7 000 $**
Autres		42 000 $	0 $	0 $	**42 000 $**
Total		**195 000 $**	**0 $**	**0 $**	**195 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		9 750 %			
Frais administratifs		**40 000 $**	**0 $**	**0 $**	**40 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		2 000 %			
Total		**251 000 $**	**511 383,2 $**	**0 $**	**762 383,2 $**

Informations complémentaires

Ce programme est très différent de la vision usuelle d'un programme de sport civile junior. L'encadrement des jeunes est basé sur celui offert aux étudiants-athlètes collégiales et universitaire. Tous les jeunes seront suivis par Le coordonnateur ou coordonnatrice ainsi que le travailleur sociale ou travailleuse sociale et devront rendre compte de leur activités journalières. Pour faire partie des équipes les jeunes devront fournir la preuve de fréquentation d'un établissement scolaire, la preuve de leur participation à un programme d'organisme gouvernementale ou communautaire ou avoir obtenu du diplôme post-secondaire et être sur le marché du travail ou activement à la recherche d'emploi. Le coordonnateur ou coordonnatrice ainsi que le travailleur sociale ou travailleuse sociale travailleront en équipe pour l'accompagnement des jeunes, les rencontres individuelles, le lien avec les partenaires (écoles secondaire, centre de formation générale d'adulte, centre de formation professionnelles, centre jeunesse emploi et autres organismes en employabilité ainsi que les clubs de sports civiles). Ils ou elles seront au centre du projet et seront un appui majeur aux entraîneurs des équipes sportives. Suite à une rencontre avec le ministre de l'éducation pour introduire le projet en septembre 2019, nous avons eu droit à une rencontre de suivi avec un conseiller politique de son équipe M. Antonio Didomazio en octobre 2019. Pour M. Dodomazio, le « timing » d'un projet d'accompagnement de jeunes est excellent. La plateforme de cours en ligne « Challenge U » ne rencontre pas les objectifs ciblés et l'accompagnement des jeunes semble être l'élément manquant. Les frais de ressources humaines liés avec des professionnels de l'éducation seront potentiellement couverts par le ministère dans un effort de sauver la plateforme. Cela impliquerait qu'une partie des jeunes participant s'engagent à terminer leur secondaire sur la plateforme. Le professionnel ou la professionnelle qui occupera le poste de coordonnateur de programme devra posséder une expérience ou un champ d'expertise qui rencontre les demandes du ministère. Les entraîneurs avec une expérience ou expertise dans le domaine de l'éducation seront aussi priorisés. La rencontre des jeunes leaders sera obligatoire pour les jeunes durant la saison de compétition de leur sport respectif. Le but de ces rencontres est d'informer les jeunes sur la vie démocratique et l'implication communautaire. Ces ateliers d'éducation populaire permettront aux participants et participantes de comprendre où et comment se prennent les décisions au niveau municipale, provinciale et fédérales ainsi que comment procéder s'ils veulent s'impliquer. Les jeunes pourront aussi se pratiquer à la prise de parole, l'art du débat et recevoir de l'information sur les différentes opportunités de s'impliquer dans leur communauté. Finalement, une démystification du bénévolat sera présentée aux jeunes afin qu'ils y voient une opportunité de levier pour leur carrière tout en faisant une différence dans leur communauté. Vue que les saisons se suivent au football, basketball et au flagfootball, des séances de rencontres des jeunes leaders auront lieu tout au long de l'année à l'exception de la saison estivale. L'accompagnement des jeunes sera réalisé par des rencontres individuelles fréquentes et un suivi du respect de l'engagement pris par les participants ou participantes. Ces rencontres serviront à faire un suivi sur leur attitude en classe et leur résultats scolaire, leurs implications dans leur programme ou le sérieux de leur démarche pour se trouver un emploi. Ces rencontres pourront aussi être effectué avec les parents des jeunes s'il besoin il y a. Si le délais est trop court pour organiser la saison de football de l'automne 2020, nous commencerons avec l'équipe de basketball en automne 2020 et l'équipe de football suivra en automne 2021. Ce programme permettra d'adresser des défis qui ont été soulevé auprès des jeunes de 18 à 24 ans de Montréal-Nord. En se servant du sport comme levier, les jeunes pourront continuer à vivre leur passion sportive tout en se mettant en situation de succès académiquement. Ce projet touche chacun des 3 axes de priorité jeunesse en mettant l'entraîneur au centre de la relation entre le jeune et son sport. Le programme de sport civile émane de plusieurs années d'implication auprès de jeunes qui souffrent souvent du manque d'accompagnement et d'encadrement disponible après leurs études secondaires. Nous voulons utiliser le sport pour permettre au jeune d'obtenir un diplôme post-secondaire, qu'il soit guider vers une carrière qui tient compte de ses intérêts et aptitudes et qu'il contribue à sa communauté par son implication civique.

Le fichier excel attaché a cette demande présente un budget annuel et le projet total est présenté pour une période de 3 ans.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
BUDGET_NJAC_équipe civile janvier 2020.xlsx	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
HB.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui Arrondissement.pdf	*Non applicable*
2019-10-01-Nos jeunes à coeur.pdf	*Non applicable*
LETTRE D'APPUI ORGANISME NOS JEUNES A COEUR.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution administrateurs pour projet d'équipe de football civ.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Jude-Alain Mathieu	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200127-103802.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

REVENUS PRÉVISIONNELS

Football

COMMANDITES	
Description	Montants
	0

DONS	
Description	Montants
	0

COTISATIONS

Équipes et/ou goupes	Équipe			DESCRIPTION	CAMPS SPÉCIAUX			DESCRIPTION	TOURNOI(S) / PROJET(S)			DESCRIPTION	TOTAL DÉTAILLÉ
	Nb élèves	Prix / élève	Total		Nb élèves	Prix / élève	Total		Nb élèves	Prix / élève	Total		
Junior	50		- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $

VENTES PRODUITS			
MONTANT	DESCRIPTION #1	MONTANT	DESCRIPTION #2
- $		- $	

VENTES BILLETS			
MONTANT	DESCRIPTION #1	MONTANT	DESCRIPTION #2
- $		- $	

REVENUS DIVERS			
MONTANT		MONTANT	DESCRIPTION

ASSOCIATION DE PARENTS			
MONTANT	DESCRIPTION #1	MONTANT	DESCRIPTION #2
- $		- $	

AUTRES INFORMATIONS OU PRÉCISIONS

	Entrée	Notes complémentaires
Commanditaire	- $	
Dons	- $	
Cotisations	- $	
Ventes de produits	- $	
Ventes de billets	- $	
Revenus Divers	- $	
Association de parents	- $	
TOTAL	- $	

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

FRAIS DE DÉPLACEMENT		MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT, UNIFORME						LOCATION ESPACE		LOCATION ÉQUIPEMENT			ENTRETIEN RÉPARATION	
	- $	Matériel terrain	20 000.00 $		- $		- $	00me	4 800.00 $		- $		- $	- $
	- $	équipement	36 000.00 $		- $		- $		- $		- $		- $	- $
	- $	uniformes de match	5 000.00 $		- $		- $	ocal + entrepot	12 000.00 $		- $		- $	- $
	- $	uniformes de pratique	3 000.00 $		- $		- $		- $		- $		- $	- $
	- $		64 000.00 $		- $		- $		16 800.00 $		- $		- $	- $

	DÉPENSES									
RESSOURCES HUMAINES	Coordination de programme	50 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	50 000 $
	Technicien en education spécialisé	50 000 $							$	50 000 $
	Entraineur en chef	5 000 $								5 000 $
	3 coordonateurs	12 000 $	- $	- $	- $		- $	- $	- $	12 000 $
	7 entraineurs de position	14 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	14 000 $
	Gérant	5 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	5 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
										- $
										- $
	GRAND TOTAL	136 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**136 000 $**
HONORAIRE	Physiothérapeute	10 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	10 000 $
	Conférencier	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 000 $
	Formation pour les entralneurs	3 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	3 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $		- $
	GRAND TOTAL	14 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**14 000 $**
TRANSPORT	Transport	5 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	5 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	GRAND TOTAL	5 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**5 000 $**
DROITS INSCRIPTION	Frais de ligue	5 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	5 000 $
		- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
		- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	GRAND TOTAL	5 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**5 000 $**
AUTRES FRAIS	Assurance	5 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	5 000 $
	Marketing	3 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	3 000 $
	Activités récompenses	5 000 $								5 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	GRAND TOTAL	13 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**13 000 $**

	Entrée	Notes complémentaires
FRAIS DE DÉPLACEMENT		
MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT, UNIFORME	64 000.00 $	
LOCATION ESPACE	16 800.00 $	
LOCATION ÉQUIPEMENT		
ENTRETIEN RÉPARATION		
RESSOURCES HUMAINES	136 000.00 $	
HONORAIRE	14 000.00 $	
TRANSPORT	5 000.00 $	
DROITSINSCRIPTION	- $	
AUTRES FRAIS	13 000.00 $	
0	**248 800.00 $**	

AUTRES INFORMATIONS OU PRÉCISIONS

REVENUS PRÉVISIONNELS

Basketball

COMMANDITES	
Description	Montants
	0

DONS	
Description	Montants
	0

COTISATIONS

Équipes et/ou goupes	Équipe			DESCRIPTION	CAMPS SPÉCIAUX			DESCRIPTION	TOURNOI(S) / PROJET(S)			DESCRIPTION	TOTAL DÉTAILLÉ
	Nb élèves	Prix / élève	Total		Nb élèves	Prix / élève	Total		Nb élèves	Prix / élève	Total		
Junior	30		- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $

VENTES PRODUITS			
MONTANT	DESCRIPTION #1	MONTANT	DESCRIPTION #2
- $		- $	

VENTES BILLETS			
MONTANT	DESCRIPTION #1	MONTANT	DESCRIPTION #2
- $		- $	

REVENUS DIVERS			
MONTANT		MONTANT	DESCRIPTION

ASSOCIATION DE PARENTS			
MONTANT	DESCRIPTION #1	MONTANT	DESCRIPTION #2
- $		- $	

AUTRES INFORMATIONS OU PRÉCISIONS

	Entrée	Notes complémentaires
Commanditaire	- $	
Dons	- $	
Cotisations	- $	
Ventes de produits	- $	
Ventes de billets	- $	
Revenus Divers	- $	
Association de parents	- $	
TOTAL	- $	

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

FRAIS DE DÉPLACEMENT		MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT, UNIFORME						LOCATION ESPACE	LOCATION ÉQUIPEMENT			ENTRETIEN RÉPARATION	
- $	Matériel terrain	2 500.00 $		- $		- $	00me			- $		- $	- $
- $	équipement	500.00 $		- $		- $			- $	- $		- $	- $
- $	uniformes de match	2 000.00 $		- $		- $	local + entrepot			- $		- $	- $
- $	uniformes de pratique	1 000.00 $		- $		- $			- $	- $		- $	- $
- $		6 000.00 $		- $		- $			- $	- $		- $	- $

	DÉPENSES									
RESSOURCES HUMAINES			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
										- $
	2 entraineurs en chef	10 000 $								10 000 $
	2 assistants	4 000 $	- $	- $	- $		- $	- $	- $	4 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	Gérant	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
										- $
										- $
										- $
	GRAND TOTAL	15 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**15 000 $**
HONORAIRE	Physiothérapeute	2 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	2 000 $
	Conférencier	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 000 $
	Formation pour les entralneurs	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $		- $
	GRAND TOTAL	4 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**4 000 $**
TRANSPORT	Transport	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	GRAND TOTAL	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**1 000 $**
DROITS INSCRIPTION	Frais de ligue	5 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	5 000 $
		- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
		- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	GRAND TOTAL	5 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**5 000 $**
AUTRES FRAIS	Assurance	2 500 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	2 500 $
	Marketing	1 500 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 500 $
	Activités récompenses	2 000 $								2 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	GRAND TOTAL	6 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**6 000 $**

	Entrée	Notes complémentaires
FRAIS DE DÉPLACEMENT		
MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT, UNIFORME	6 000.00 $	
LOCATION ESPACE	- $	
LOCATION ÉQUIPEMENT		
ENTRETIEN RÉPARATION		
RESSOURCES HUMAINES	15 000.00 $	
HONORAIRE	4 000.00 $	
TRANSPORT	1 000.00 $	
DROITSINSCRIPTION	5 000.00 $	
AUTRES FRAIS	6 000.00 $	
0	**37 000.00 $**	

AUTRES INFORMATIONS OU PRÉCISIONS

REVENUS PRÉVISIONNELS

Basketball

COMMANDITES	
Description	Montants
	0

DONS	
Description	Montants
	0

COTISATIONS

Équipes et/ou goupes	Équipe			DESCRIPTION	CAMPS SPÉCIAUX			DESCRIPTION	TOURNOI(S) / PROJET(S)			DESCRIPTION	TOTAL DÉTAILLÉ
	Nb élèves	Prix / élève	Total		Nb élèves	Prix / élève	Total		Nb élèves	Prix / élève	Total		
Junior	30		- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $
			- $				- $				- $		- $

VENTES PRODUITS			
MONTANT	DESCRIPTION #1	MONTANT	DESCRIPTION #2
- $		- $	

VENTES BILLETS			
MONTANT	DESCRIPTION #1	MONTANT	DESCRIPTION #2
- $		- $	

REVENUS DIVERS			
MONTANT		MONTANT	DESCRIPTION

ASSOCIATION DE PARENTS			
MONTANT	DESCRIPTION #1	MONTANT	DESCRIPTION #2
- $		- $	

AUTRES INFORMATIONS OU PRÉCISIONS

	Entrée	Notes complémentaires
Commanditaire	- $	
Dons	- $	
Cotisations	- $	
Ventes de produits	- $	
Ventes de billets	- $	
Revenus Divers	- $	
Association de parents	- $	
TOTAL	- $	

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

FRAIS DE DÉPLACEMENT		MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT, UNIFORME						LOCATION ESPACE		LOCATION ÉQUIPEMENT				ENTRETIEN RÉPARATION	
	- $	Matériel terrain	2 500.00 $		- $		- $	00me			- $		- $		- $
	- $	équipement	500.00 $		- $		- $			- $		- $		- $		- $
	- $	uniformes de match	2 000.00 $		- $		- $	local + entrepot			- $		- $		- $
	- $	uniformes de pratique	1 000.00 $		- $		- $			- $		- $		- $		- $
	- $		6 000.00 $		- $		- $			- $		- $		- $		- $

	DÉPENSES									
RESSOURCES HUMAINES			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
										- $
	2 entraineurs en chef	10 000 $								10 000 $
	2 assistants	4 000 $	- $	- $	- $		- $	- $	- $	4 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	Gérant	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
										- $
										- $
	GRAND TOTAL	15 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**15 000 $**
HONORAIRE	Physiothérapeute	2 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	2 000 $
	Conférencier	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 000 $
	Formation pour les entralneurs	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $		- $
	GRAND TOTAL	4 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**4 000 $**
TRANSPORT	Transport	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	GRAND TOTAL	1 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**1 000 $**
DROITS INSCRIPTION	Frais de ligue	5 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	5 000 $
		- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
		- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	GRAND TOTAL	5 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**5 000 $**
AUTRES FRAIS	Assurance	2 500 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	2 500 $
	Marketing	1 500 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 500 $
	Activités récompenses	2 000 $								2 000 $
			- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $
	GRAND TOTAL	6 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	**6 000 $**

	Entrée	Notes complémentaires
FRAIS DE DÉPLACEMENT		
MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT, UNIFORME	6 000.00 $	
LOCATION ESPACE	- $	
LOCATION ÉQUIPEMENT		
ENTRETIEN RÉPARATION		
RESSOURCES HUMAINES	15 000.00 $	
HONORAIRE	4 000.00 $	
TRANSPORT	1 000.00 $	
DROITSINSCRIPTION	5 000.00 $	
AUTRES FRAIS	6 000.00 $	
0	**37 000.00 $**	

AUTRES INFORMATIONS OU PRÉCISIONS

École secondaire Henri-Bourassa

6051, Maurice-Duplessis
Montréal-Nord
(Québec)
H1G 1Y6

Téléphone :
514 328-3200
Télécopieur :
514 328-3232

Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île

Montréal-Nord, le 30 septembre 2019

À qui de droit,

Objet : Lettre d'appui à l'organisme Nos Jeunes à Cœur

Madame, Monsieur,

Je vous confirme, par la présente, le soutien de l'école secondaire Henri-Bourassa au projet d'« appui au développement de l'individu » de l'organisme Nos Jeunes à Cœur. Une équipe de football civile présentera de belles opportunités à nos finissants qui désirent poursuivre des études professionnelles ainsi qu'aux étudiants qui devront terminer leurs études secondaires à la formation générale adulte.

L'organisme Nos Jeunes à Cœur touche plusieurs jeunes de la communauté de Montréal-Nord. Ils ont prouvé, à plusieurs reprises, leur engagement auprès de la communauté et leur aptitude à développer des projets qui influencent favorablement les jeunes du quartier. Au fil des années, j'ai eu la chance de les voir à l'œuvre et de travailler en partenariat avec eux. Je confirme qu'ils possèdent l'expérience et l'expertise nécessaire pour faire une différence dans la vie de nos jeunes et aider à leur persévérance scolaire.

Le projet d'« appui au développement de l'individu » permettra aux jeunes du milieu d'avoir une option pour continuer à pratiquer le sport qu'ils aiment tout en suivant une formation qui les aidera à se trouver une place sur le marché du travail.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Sebastien Tremblay

Directeur de l'école secondaire Henri-Bourassa

Montréal-Nord
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 2S4

Le 27 septembre 2019

À QUI DE DROIT

Objet : Lettre d'appui – Nos jeunes à cœur

Madame,
Monsieur,

L'arrondissement de Montréal-Nord reconnait la pertinence de la mission et des actions mises en place par l'organisme **Nos jeunes à cœur**, auprès des jeunes de 10 à 24 ans. Ces actions ont pour but de développer les compétences génériques de ces jeunes ainsi que leurs habiletés et talents sportifs.

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social appuie les démarches de recherche de financement de cet organisme auprès des gouvernements, des fondations ainsi que des fédérations sportives pour contribuer aux différents programmes et services offerts aux jeunes.

En qualité de partenaire privilégié de **Nos jeunes à cœur** pour la réalisation d'actions structurantes, formatrices et mobilisatrices en faveur de notre jeunesse, l'arrondissement de Montréal-Nord est convaincu du bien-fondé du plan de développement de l'organisme. Il nous fait donc plaisir d'appuyer d'appuyer ses démarches.

Veuillez agréer Madame, Monsieur l'expression de nos salutations distinguées.

Le directeur,

Claudel Toussaint
Direction de la culture, des sports, des loisirs et
du développement social

Montréal-Nord
Montréal

Cabinet de la mairesse et des élus
4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (Québec) H1H 5R5

Montréal, le 1er octobre 2019

À qui de droit

Objet : Lettre d'appui à l'organisme Nos Jeunes à Cœur

Madame, Monsieur,

Par la présente, l'arrondissement de Montréal-Nord est heureux d'offrir son soutien au projet d'« appui au développement de l'individu » de l'organisme Nos Jeunes à Cœur.

Cet organisme bénévole s'implique depuis plusieurs années déjà, auprès de jeunes garçons et de jeunes filles de l'arrondissement en utilisant le sport comme véhicule afin de les aider à travers les passages à risques.

La mission de l'organisme a pour but de supporter les jeunes de 10 à 24 ans dans le développement de leur potentiel athlétique et académique. L'arrondissement reconnait l'importance du travail accompli par l'organisme et l'importance pour eux de bénéficier d'un support financier nécessaire pour qu'ils puissent continuer à faire une différence dans la vie de nos jeunes étudiants-athlètes.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Christine Black, Adm.A, M.A.P.
Mairesse d'arrondissement



ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

PAULE ROBITAILLE
Députée de Bourassa-Sauvé
Porte-parole de l'opposition officielle en matière de relations internationales et de francophonie

Montréal-Nord, le 1er octobre 2019

Monsieur Jude-Alain Mathieu
Directeur général, membre fondateur
Nos Jeunes à Cœur
11366, avenue Hénault
Montréal (Québec) H1G 5S5

Objet : Projet «Appui au développement de l'individu » de Nos Jeunes à cœur

Monsieur Mathieu,

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que j'appuie l'initiative collective de l'organisme **Nos Jeunes à Cœur**, un projet original et rassembleur dont la mission est de « *Créer des opportunités permettant aux jeunes de 10 à 24 ans de cheminer dans leur éducation à travers diverses activités valorisantes et d'expériences enrichissantes. Le fait* de bâtir une relation de confiance entre l'entraîneur et le jeune afin de mieux l'accompagner vers les différents services offerts dans la communauté le permettra d'avoir une plus grande confiance en soi et d'atteindre le mieux possible leurs rêves. Vous êtes un bel exemple.

Votre engagement qui s'exprime de différentes façons tant par des initiatives d'affaires ou sociales montre votre leadership au sein de notre communauté. Nous ne pouvons que nous réjouir de ce projet qui appelle à la participation citoyenne des gens d'ici.

Je suis convaincue que cette initiative fera une grande différence auprès de nos jeunes à Montréal-Nord.

Mes plus sincères salutations et la meilleure des chances pour ce beau projet.

Paule Robitaille
Députée de Bourassa-Sauvé

Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
Bureau 2.89
Québec (Québec) G1A 1A4
Tél. 581 628-1182
assnat.qc.ca

Bureau de circonscription
5879, boulevard Henri-Bourassa Est
Bureau 305
Montréal-Nord (Québec) H1G 2V1
Tél. 514 328-6006
Téléc. 514 328-0763
Paule.Robitaille.BOSA@assnat.qc.ca

NOS JEUNES
— À COEUR —

Montréal, 29 janvier 2019

Nos Jeunes à Cœur
11366 Hénault
Montréal-Nord Qc
H1G 5S5

Objet : <u>Résolution des administrateurs</u>

À qui de droit,

Suite à une réunion du conseil d'administration tenue le 29 janvier 2019 il est adopté à l'unanimité de nommer Jude-Alain Mathieu comme administrateur représentant l'organisme Nos Jeunes à Cœur pour tout échanges relatifs au projet d'équipe de football junior à Montréal-Nord.

Adoptée et signée à Montréal le 29 janvier 2019

Proposé par :
Steve Alexandre
Administrateur

Secondé par :
Johanne Dossous
Secrétaire

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Jude-Alain Mathieu** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Nos Jeunes à Coeur**, à déposer le projet **Équipes sportives civiles junior de Montréal-Nord pour le basketball/ Football/flag football** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Jude-Alain Mathieu	**Date**
Directeur(trice)	

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ÉDITION 2020

Nom de l'organisme : TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE DE MONTRÉAL-NORD

Titre du projet : SOUTIEN À LA TABLE

Réservé à l'administration	
Date de dépôt de la demande :	Montant demandé Montant accordé :

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certaines personnes ne connaissent ni votre organisme ni votre projet.

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire. **Si l'organisme est déjà reconnu en vertu de la politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord, veuillez fournir la version la plus récente des documents, s'il y a lieu ou les documents manquants.**

Documents à joindre à la demande

- ☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)
- ☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
- ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
- ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
- ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
- ☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant la personne responsable du projet qui le représente et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet
- ☐ Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée
- ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, programme d'activité, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de l'organisme : MAISON DES JEUNES L'OUVERTURE	
Adresse : 4642 Rue Forest	
Ville : Montréal-Nord	Code Postal : H1G 3W1
Numéro d'inscription TPS :	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité (s'il y a lieu) : -	
Numéro de fournisseur de la Ville de Montréal :	
Arrondissement : Montréal-Nord	
Responsable de l'organisme : SHEILLA FORTUNÉ	
Fonction : PRÉSIDENTE	
Téléphone : 5143270446 POSTE 4	Télécopieur :
Courriel : mjo31ans@gmail.com	Site Web :
Réseaux sociaux (s'il y a lieu) :	

Mission de l'organisme (max. 10 lignes)
Depuis plus de 30 ans, la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord (TCJMN) regroupe des organisations travaillant avec des jeunes de 6 à 35 ans. Elle **vise à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse, en plus de favoriser le développement et la cohésion des actions liées aux sphères de vie des jeunes**. La TCJMN est composée de près d'une trentaine de membres et est gérée par un Conseil d'Administration, composé par des organismes et institutions travaillant sur les enjeux de la jeunesse.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : Soutien à la Table jeunesse
Personne responsable du projet : Sheilla Fortuné
Fonction : Présidente
Téléphone : (514) 324-0446 poste 4 Télécopieur :
Courriel : mjo31ans@gmail.com
☐ Nouvelle initiative ☐ Projet existant consolidé et bonifié par le financement de Priorité jeunesse x☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction

Contexte du projet **Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention, de l'action**
La TCJMN est un acteur incontournable pour promouvoir et défendre les enjeux jeunesse notamment le sous financement des organismes jeunesse du quartier. Montréal-Nord est un espace dans lequel la jeunesse est une catégorie importante de la population. Le Plan d'Action collectif Priorité Jeunesse a été une opportunité de mettre la lumière certaines de nos priorités territoriales des 0-35 ans.

Résumé synthèse du projet
Présentement, le fonctionnement de la Table repose exclusivement sur l'implication de ses membres et l'action du conseil d'administration. Pour permettre à la Table de continuer à jouer son rôle de leadership en matière jeunesse à Montréal-Nord, nous devons avoir une permanence pour accompagner nos membres, faire le suivi de nos dossiers, travailler à renforcer nos organisations membres, être en soutien pour la mise en place du plan d'action de la Table.

Population directement ciblée par le projet			
Description de la population ciblée	**Âge**	**Nombre femmes/ filles**	**Nombre hommes/ garçons**
Jeunes	5 à 35 ans		-
			-
			-
Est-ce que votre projet tient compte de l'analyse différenciée selon les sexes pour identifier les besoins des filles et des garçons, des femmes et des hommes? Expliquez :			

Lieu de déroulement du projet – Arrondissement de Montréal-Nord	
Précisez le secteur d'intervention :	Tous les secteurs de l'arrondissement.

Section 3 – Objectifs visés par le projet

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet) Voir annexe 3	
A	Renforcer le leadership des membres de la TCJMN et la présence de la concertation jeunesse dans le territoire nord-montréalais, notamment dans la coordination du plan d'action collectif Priorité Jeunesse.
B	Animer le processus d'élaboration du plan d'action annuel de la Table et réaliser le suivi de l'évaluation.
C	Accompagner les organismes membres dans les chantiers prioritaires : Vivre ensemble, la réussite éducative et scolaire, le sous-financement du milieu communautaire, employabilité et tous autres enjeux émergent.

Section 4 – Priorités d'intervention du projet (vous pouvez cocher plus d'une case)
Cette section vise à faire le lien entre les objectifs du projet de l'organisme et le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse. Veuillez indiquer dans quel(s) axes(s) et quel(s) objectif(s) généraux et spécifiques, votre projet s'inscrit.

Axes d'intervention et objectifs inscrits dans le Plan d'action collectif Priorité jeunesse	
	Axe 1 : Favoriser la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative
	Objectif 1 : Accroître la sécurité matérielle et alimentaire des familles défavorisées
	S'assurer que les élèves débutent l'année scolaire avec le matériel nécessaire
	S'assurer que les élèves et leurs familles aient accès à une saine alimentation
	Objectif 2 : S'assurer que les enfants en bas âge acquièrent un niveau de littératie suffisant pour favoriser leur réussite éducative
	Accroître le niveau de maturité scolaire des 0-5 ans
	Développer des compétences en lecture, écriture et calcul chez les 6-9 ans
	Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires
	Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants
	Soutenir la persévérance des jeunes ayant des parcours difficiles
	Objectif 3 : Mettre en place un continuum de services, sans point de rupture, à partir de la petite enfance jusqu'à l'obtention d'un premier diplôme
	Développer, entre les intervenant.es, des moyens de communication et de suivi des jeunes
	Objectif 4 : Créer des ponts entre la famille, l'école et la communauté, notamment lors des périodes de transition
	Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants
	Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires
	Objectif 5 : Favoriser l'éveil aux arts, à la culture, aux sciences et aux technologies numériques
	Renforcer l'intérêt et les connaissances scientifiques des jeunes ainsi que l'usage des outils numériques
	Développer l'offre de service offerte aux jeunes et leur faciliter l'accès aux activités artistiques et numériques
	Objectif 6 : Accroître la pratique sportive chez les jeunes tout en favorisant l'adoption de saines habitudes alimentaires
	Soutenir davantage les pratiques sportives
	Promouvoir les saines habitudes alimentaires

Section 4 – Priorités d'intervention du projet - suite (vous pouvez cocher plus d'une case)
Cette section vise à faire le lien entre les objectifs du projet de l'organisme et le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse. Veuillez indiquer dans quel(s) axes(s) et quel(s) objectif(s) généraux et spécifiques, votre projet s'inscrit.

Axes d'intervention et objectifs inscrits dans le Plan d'action collectif Priorité jeunesse	
	Axe 2 : Développer les talents, l'employabilité et l'entrepreneuriat
	Objectif 1 : Continuer à développer le parcours de préemployabilité mis en place pour les adolescentes et les adolescents de Montréal-Nord
	Renforcer les partenariats existants entre les organismes du parcours de préemployabilité et solliciter des employeurs potentiels pour accueillir les jeunes à la fin de leur parcours
	Objectif 2 : Développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes de Montréal-Nord
	Faire vivre des expériences entrepreneuriales aux adolescentes et aux adolescents
	Offrir des services d'accompagnement aux jeunes adultes souhaitant démarrer une entreprise
	Objectif 3 : Développer les talents et le leadership des jeunes, notamment par le mentorat
	Proposer un programme de leadership jeunesse où des personnalités de divers milieux agiront à titre de mentor.es auprès de jeunes talentueux
	Objectif 4 : Offrir une gamme variée de programmes favorisant l'intégration des jeunes, notamment celles et ceux qui sont éloignés du marché du travail
	Accompagner les jeunes marginalisés qui désirent intégrer le marché du travail vers les services et les programmes en employabilité
	Proposer des alternatives d'emplois flexibles pour répondre aux besoins des jeunes en très grande précarité économique
	Diversifier les occasions d'emplois pour les jeunes en soutenant le développement d'entreprises d'économie sociale sur le territoire de Montréal-Nord
	Développer les occasions d'emplois pour les jeunes dans les secteurs industriels et commerciaux de l'arrondissement

Section 4 – Priorités d'intervention du projet – suite (vous pouvez cocher plus d'une case)
Cette section vise à faire le lien entre les objectifs du projet de l'organisme et le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse. Veuillez indiquer dans quel(s) axes(s) et quel(s) objectif(s) généraux et spécifiques, votre projet s'inscrit.

Axes d'intervention et objectifs inscrits dans le Plan d'action collectif Priorité jeunesse	
	Axe 3 : Enrichir le vivre ensemble
	Objectif 1 : Favoriser l'inclusion sociale des jeunes
	Mettre en place des structures d'accueil et de services favorisant l'intégration des jeunes marginalisés
	Mettre en place des mesures de soutien et d'accompagnement des jeunes marginalisés
	Mettre en place des mesures pour lutter contre l'hypersexualisation et les risques d'exploitation sexuelle des jeunes, particulièrement les filles
	Mettre en place des mesures pour lutter contre la violence conjugale et intrafamiliale
	Soutenir les jeunes ayant un problème de santé mentale ainsi que leurs familles
	Mettre en place des mesures pour lutter contre le racisme, la discrimination, la xénophobie, l'intolérance et l'intimidation
	Valoriser l'apport des communautés culturelles au développement de la collectivité nord-montréalaise
	Objectif 2 : Mettre en place des infrastructures qui permettent de développer l'offre d'activités offertes aux jeunes
	Permettre aux jeunes d'avoir accès toute l'année à une offre de services accessible, riche et variée les soirs, les fins de semaine et durant les congés du calendrier scolaire incluant la période estivale
	Objectif 3 : Développer et mettre en valeur le leadership des jeunes et le développement de compétences civiques
	Faire en sorte que les jeunes soient parties prenantes dans la conception et la réalisation des projets qui les concernent
	Créer des occasions qui permettront aux jeunes de s'impliquer et de s'exprimer sur les enjeux de société qui les concernent
	Encourager les jeunes à s'engager auprès de leur communauté (bénévolat, volontariat) en les accompagnant et en leur offrant plusieurs possibilités pour le faire
	Objectif 4 : Doter les tables de concertation de ressources pour assurer leur fonctionnement
X	Favoriser et maintenir la mobilisation des partenaires autour du Plan d'action collectif de Montréal-Nord –Priorité jeunesse

Section 5- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
A. Mobilisation et coordination des membres de la TCJMN et des différents comités de la Table de Concertation Jeunesse.		En continu
B. La coordination travaillera pour l'année en cours à soutenir les membres, à la réalisation d'un plan stratégique pour la TCJMN. Pour ce faire, la TCJMN sera accompagnée d'une firme externe pour concevoir une vision commune et établir des priorités d'action qui font adhésion.		En continu
C. Collaboration et mobilisation des membres aux travaux de priorité Jeunesse.		En continu

Section 6- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints (assurer une cohérence entre les objectifs et les résultats attendus)	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs	Quantitatifs
A. Mobiliser les acteurs jeunesse (5-35 ans) autour du Plan d'Action priorité Jeunesse. Représenter la TCJMN devant les différents échelons (municipal, provincial, fédéral) pour porter les enjeux jeunesse.	Mobilisation	Nombre de rencontres/individuelles/équipes
B. Organiser quatre formations sur (2 thématiques pour les intervenants et 2 en développement organisationnel)	Évaluation	Nombre de participant
C. Réaliser les soirées CathARTsis (Micro ouvert) devraient rassembler une centaine de personnes. Les prestations artistiques mettront à l'honneur les jeunes artistes et les organisateurs en profiteront pour revenir sur toutes les initiatives qui incarnent réellement le Vivre-ensemble	Mobilisation	Liste des participants

Section 7- Soutien financier du projet

Postes budgétaires	Priorité jeunesse - 2017	Autres partenaires financiers			Budget Total
A – Personnel lié au projet					
Titre : Coordonnateur (trice) 25 $ Taux hor. **x** 20 Heures/semaine **+** 75 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 52 Semaines **=** 29 900$	25000 $	4900	$	$	29900 $
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** Semaines **=**	$ $	$	$	$	$
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** Semaines **=**	$ $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	**25000$**	**4900 $**	**$**	**$**	**29900 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(Environ 20%)**				
Équipement : achat ou location		1134 $	$	$	1134 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	$	$	$	$	$
Photocopies, publicité		200 $	$	$	200 $
Déplacement	$	400 $	$	$	400 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	-	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**$**	**1734 $**	**$**	**$**	**1734 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(Maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	$ - $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**0 $**	**$**	**$**	**$**	**$**
Total des contributions	**25000 $**	**6634 $**	**$**	**$**	**31634 $**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Institut Pacifique Un Itinéraire pour Tous	Participation comité aviseur
Centre des jeunes L'Escale Paroles D'Exclues	Participation comité aviseur
Maison des jeunes L'Ouverture Coopérative Multisport	Participation comité aviseur
CIUSSNIM	Expert conseil Ressource humaine
Arrondissement de Montréal-Nord	Prêt de locaux

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) 52
Date de début du projet 2020-01-01 (Format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape 30 aout 2020
Date de fin de projet 31 décembre 2020
Date de remise du rapport final 30 janvier 2021 (Délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

Section 10 – Informations complémentaires

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : Sheilla Fortuné	Fonction : Présidente
Date : 28 février 2020	Signature 

Montréal-Nord
Montréal

ANNEXE 1

Engagement de l'organisme

(Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général)

Nous, sousigné.es, _____
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier 2017 – Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

Signature : _____
Personne désignée et représentant l'organisme

_____
Nom et fonction de la personne désignée et représentant l'organisme Date

ANNEXE 2 : OUTIL D'AIDE À LA RÉDACTION D'OBJECTIFS MESURABLES

Objectif mesurable : objectif qu'il est possible de mesurer, quantitativement ou qualitativement, afin de pouvoir en évaluer le degré d'atteinte.

Objectif général

Un objectif général est un énoncé large comportant un élément de précision.
Ex. : Objectif général du Programme camp de jour = Offrir des activités de loisir aux jeunes pendant les vacances estivales.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont issus de la démultiplication de l'objectif général en quelques énoncés un peu plus précis identifiant les enlignements primordiaux visant à atteindre l'objectif général. Ils annoncent les bienfaits dont bénéficieront la clientèle ou les participants.
Ex. : Objectifs spécifiques du Programme camps de jour = 1. Offrir aux jeunes des activités de loisir propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques, récréatives, culturelles et scientifiques. 2. Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de Montréal.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	MOYENS/ACTIONS	RÉSULTATS OBTENUS (au bilan)
Les objectifs opérationnels sont très concrets. Ils définissent, qualifient et quantifient les biens et services. Ils doivent préciser les actions à réaliser, en lien avec l'objectif général et les objectifs spécifiques. Plusieurs objectifs opérationnels peuvent être nécessaires pour matérialiser un seul objectif spécifique. Il faut en limiter le nombre afin d'éviter de disperser les efforts et mieux se concentrer sur les priorités. **Caractéristiques d'un objectif opérationnel :** ▪ Formulé de manière à décrire la situation désirée (quoi?), les personnes visées (qui?) et l'échéancier final (quand?) ; ▪ Formulé avec un verbe d'action, de façon simple et concise ; ▪ Est atteignable, réaliste et mesurable (vérifiable quantitativement et qualitativement) ; ▪ Tient compte des ressources disponibles.	⇨ Préciser (succinctement) les moyens/actions qui sont planifiés pour atteindre les résultats attendus. ⇨ Il est possible également d'indiquer des éléments relatifs : ▪ à l'échéancier ; ▪ aux personnes et instances responsables de l'exécution des tâches ; ▪ aux ressources (humaines, matérielles, financières) nécessaires pour réaliser les activités ; ▪ aux mécanismes de suivi et d'évaluation permettant de vérifier le degré d'atteinte des objectifs et des résultats.	⇨ Un résultat est le fruit d'une action. ⇨ Il existe deux types de résultats : ▪ Quantitatifs : hausse de, diminution de, maintien de… ▪ Qualitatifs : changement de perceptions, degré de satisfaction, acquisition de connaissances… ⇨ Il est essentiel de déterminer des indicateurs tangibles (critères, indices, signes) permettant de vérifier si les résultats escomptés se sont concrétisés. ⇨ Expliquer les écarts, le cas échéant.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	MOYENS/ACTIONS	RÉSULTATS OBTENUS (au bilan)
▪ *Ex. : À l'hiver 2017, proposer deux nouvelles activités scientifiques aux jeunes âgés de 6 à 12 ans.*	⇨ *Ex. : Réalisation d'un groupe de discussion composé de jeunes, en septembre 2016, pour effectuer un sondage identifiant les champs d'intérêt des jeunes 6 à 12 ans dans les activités à vocation scientifique.*	⇨ Tenue de deux groupes de discussion, les 11 et 12 octobre 2016, l'un composé d'enfants de 6 à 10 ans, l'autre de 11 à 12 ans. Les propositions des jeunes ont mené à la réalisation de deux nouvelles activités, soit un club scientifique (10 participants), une fois semaine entre février et avril 2017, ainsi que d'un atelier d'initiation à l'astronomie de (20 participants), le samedi 18 mars 2017.

Exemples d'objectifs opérationnels :

- Répartir équitablement sur tout le territoire la tenue d'événements extérieurs pendant la saison estivale.
- Augmenter de 10 % le nombre de personnes rejointes lors des ateliers de sensibilisation de l'année X-Y.
- Promouvoir les activités visant les jeunes auprès des écoles primaires du quartier pendant toute l'année scolaire.
- Constituer un comité de citoyens, représentatif de tous les groupes d'âge des usagers, d'ici la fin de l'automne 20XX.
- Prolonger les périodes d'inscription pour les faire mieux correspondre aux besoins des usagers, et ce, pour l'année X-Y.
- Initier un groupe d'adolescents aux arts de la scène à travers des ateliers dirigés par un artiste professionnel, durant le mois de XX 20YY.

Liste de verbes d'action

A
Accueillir
Accompagner
Acquérir
Affecter
Analyser
Animer
Appliquer
Apprendre
Argumenter
Arranger
Assembler
Associer
Assurer
Auditer
Augmenter

B
Bâtir

C
Chiffrer
Choisir
Classer
Communiquer
Comparer
Concevoir
Conduire
Conseiller
Constituer
Construire
Consulter
Contrôler
Convaincre
Convertir
Coordonner
Copier
Corriger
Créer

D
Décliner
Décrire
Défendre
Définir
Démontrer
Désigner
Développer
Diffuser
Discerner
Distribuer
Documenter
Donner

E
Écrire
Éditer
Élaborer
Élargir
Employer
Encadrer
Estimer
Estimer
Établir
Étudier
Évaluer
Examiner
Expliquer

F
Fabriquer
Faire
Faire avancer
Faire connaître
Faire découvrir
Fidéliser
Former

G
Généraliser
Gérer

I
Identifier
Illustrer
Informer
Interpréter
Interroger
Inventorier

J
Juger
Justifier

L
Lister

M
Maîtriser
Mettre en place
Mettre en relation
Mobiliser
Modifier
Montrer
Motiver

N
Négocier
Nommer

O
Offrir
Opérer
Optimiser
Organiser

P
Parler
Piloter
Planifier
Poser
Préparer
Prévoir
Proposer
Produire
Promouvoir
Proposer

R
Réaliser
Recevoir
Rechercher
Récompenser
Reconnaître
Recruter
Redéfinir
Rédiger
Réduire
Relancer
Rencontrer
Réparer
Repérer
Représenter
Résoudre
Résumer

S
Saisir
Schématiser
Se doter
Séduire
Sélectionner
Sensibiliser
Séparer
Sonder
Soutenir
Standardiser

T
Tenir
Tester
Traduire
Transformer
Transmettre

U
Utiliser

V
Valider
Valoriser
Vérifier

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
BUDGET D'ARRONDISSEMENT PRIORITÉ JEUNESSE

Projet Coordination de Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord
25 000 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE DE MONTRÉAL-NORD**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au **4642, rue Forest, Montréal-Nord (Qc), H1H 2P3**, agissant et représentée par **Sheilla Fortuné,** présidente, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS :
N° d'inscription TVQ :
N° d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire la mission de l'Organisme);

Lieu de concertation auprès des jeunes et regroupe des institutions, des organismes communautaires qui interviennent auprès des jeunes de 6 à 35 ans et qu'il vise à promouvoir, défendre les enjeux et les orientations jeunesse.

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement ;

2.8 « **Unité administrative** » : Division du développement social et de l'expertise de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.3 Autorisations et permis

4.3.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.3.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.4 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable avant diffusion;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 15 décembre pour la première année et la période du 1 janvier d'une année au 15 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.1 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.6.2 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.3 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.4 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.7 Conseil d'administration

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.8 **Responsabilité**

4.8.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.8.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.9 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

4.11 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable telles que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **soixante-quinze (75 000 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021 et 2022 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

5.2.1 Pour l'année 2020 : 25 000 $

5.2.1.1 une somme maximale de **douze mille cinq cents dollars (12 500 $)** sera versée à l'Organisme dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de **dix mille dollars (10 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **deux mille cinq cents dollars (2 500 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2020.

5.2.2 Pour l'année 2021 : 25 000 $

5.2.2.1 une somme maximale de **douze mille cinq cents dollars (12 500 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **dix mille dollars (10 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **deux mille cinq cents dollars (2 500 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2021.

Pour l'année 2022: 25 000 $

5.2.3.1 une somme maximale de **douze mille cinq cents dollars (12 500 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **dix mille dollars (10 000 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable) le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **deux mille cinq cents dollars (2 500 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant

que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **15 décembre 2022.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8, 4.9 et 12 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **4642, rue Forest, Montréal-Nord (Qc), H1H 2P3**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5, province de Québec**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de 2020

TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE DE MONTRÉAL-NORD

Par : _____
Sheilla Fortuné, présidente

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. ?)

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2

NORMES DE VISIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Considérant que l'ARRONDISSEMENT a la responsabilité du soutien aux organismes reconnus pour l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires et de loisirs sur son territoire;
Considérant que l'ORGANISME est reconnu comme partenaire de l'arrondissement oeuvrant à l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires ou de loisirs;
Considérant qu'il est primordial d'assurer un juste rayonnement à tous les efforts mis en œuvre par l'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT pour donner suite aux activités faisant l'objet de la présente convention;
L'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT conviennent du présent protocole de visibilité :
Ce protocole de visibilité s'applique aux activités ou aux événements pour lesquels l'ARRONDISSEMENT fournit un soutien financier, technique et matériel dont la valeur est supérieure à 1 000 $.
Lorsque l'ORGANISME produit des outils pour la promotion d'une activité ou d'un événement qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT (par exemple affiche, dépliant, brochure, publicité média, kiosque, site internet, etc.) la référence au soutien de l'ARRONDISSEMENT doit également être accompagnée du logo de l'ARRONDISSEMENT (voir la section «Modalités d'application» point 1, 2 et 3).
Lorsque l'ORGANISME produit des documents publics autres que promotionnels (rapport de recherche, étude, présentation diaporama, communiqué de presse) pour un projet ou une activité qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT, quel qu'en soit le support, il doit mentionner sur le document que l'activité ou le projet auquel il se réfère a été réalisé grâce au soutien de l'ARRONDISSEMENT de Montréal-Nord (voir libellé dans la section «Modalités d'application» point 4).
Lorsque l'ORGANISME produit son rapport annuel, il devra explicitement souligner le partenariat avec l'ARRONDISSEMENT.
L'ARRONDISSEMENT s'engage à fournir à l'ORGANISME les éléments de communication nécessaires à la réalisation des objectifs de visibilité de l'ARRONDISSEMENT, notamment par la fourniture de panneaux, bannières, affiches, voile publicitaire ou enrouleur publicitaire identifiant l'ARRONDISSEMENT; ceci inclut l'accès à la signature institutionnelle (logo) et, le cas échéant, au message des élus de l'ARRONDISSEMENT;
Lorsque l'activité se déroule dans un équipement de l'ARRONDISSEMENT (bâtiment ou terrain), l'installation et l'affichage d'outils promotionnels, quels qu'ils soient, devront être autorisés et se faire aux endroits identifiés par le responsable désigné par l'ARRONDISSEMENT;
Par ailleurs, si le projet de l'ORGANISME donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'ARRONDISSEMENT à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance (voir la section «Modalités d'application»).
La visibilité accordée à l'ARRONDISSEMENT n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet ou à l'activité; dans ce cas, l'ORGANISME doit s'assurer que la visibilité accordée tende à refléter l'importance relative de la contribution des partenaires.
MODALITÉS D'APPLICATION
1. Logo de l'arrondissement
Il y a deux adaptations possibles du logo de l'arrondissement, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge) ou en noir (texte et rosace en noir); la largeur du logo ne doit jamais être inférieure à 2,5 cm (1 pouce).

Lorsqu'une mention faisant référence au soutien des partenaires n'est pas présente (du type «Avec le soutien de» ou «Grâce au soutien de»), le texte «Fier partenaire» doit accompagner le logo tel qu'illustré :
FIER PARTENAIRE
Ces versions sont disponibles sur demande à l'adresse de courriel:
communications-mn@ville.montreal.qc.ca

2. Positionnement du logo de l'arrondissement

La règle de positionnement établie par la Ville n'est pas obligatoire lors de l'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement par un organisme. Ce sont alors les normes graphiques de l'organisme qui prédominent.

3. Approbation des documents

L'utilisation du logo de l'arrondissement sur tout document produit par un organisme doit cependant faire l'objet d'une approbation de la Division des relations avec les citoyens et communication avant leur reproduction ou leur impression. Les demandes d'approbation accompagnées du document (brochure, dépliant, affiche, feuillet ou autre) dans sa version finale doivent être transmises à l'adresse courriel suivante :
communications-mn@ville.montreal.qc.ca

4. Libellé à inclure dans les documents autres que promotionnels

Lorsqu'une activité ou un projet entraîne la production d'un document tel un rapport de recherche, un rapport d'activité, une étude, une présentation par diaporama ou autre, la page de garde ou son équivalent doit contenir une mention du type «ce rapport (ou cette étude, ou ce projet, ou cette activité) a été rendu possible grâce au soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord». La production d'un communiqué de presse doit également contenir une telle mention.

5. Invitation aux représentants de l'arrondissement

Lorsque le projet donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'arrondissement à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance en transmettant l'information à l'adresse courriel suivante :
communications-mn@ville.montreal.qc.ca

(Document à joindre avec la demande de soutien financier)

2020

Engagement de l'organisme

(Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général de la Ville de Montréal)

Nous soussignés _____

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance des modalités de financement (le nommer)**,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le **conseil d'arrondissement de Montréal-Nord**, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville (Arrondissement de Montréal-Nord) exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet (le nommer).

Signature : _____

Représentant désigné par l'organisme

_____

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme Date

CADRE DE RÉFÉRENCE









Programmes d'aide financière et ententes de partenariat avec les organismes à but non lucratif

Montréal-Nord
Montréal

Sommaire

Liste des sigles et acronymes 4

Préambule 5

1. Cadre juridique et réglementaire de l'arrondissement de Montréal-Nord 6

Rôle de l'arrondissement en matière de gestion des programmes d'aide financière 6

2. Orientations 7

3. Appel de projets 7

3.1 Appel de projets pour Priorité Jeunesse 8

3.2 Un financement triennal 8

3.3 Un cycle triennal 13

3.4 Une rencontre annuelle d'information 14

3.5 Un comité multipartite d'analyse des projets 14

3.6 Procédure pour une demande de financement, d'allocation des fonds et de suivi 15

3.7 Des services de soutien et d'accompagnement 15

4. Ententes de partenariat 16

Annexes

Annexe-1 18

Annexe-2 19

Annexe-3 20

Annexe-4 21

Liste des tableaux

Tableau-1 – Modalités des programmes de soutien financier de l'arrondissement de Montréal-Nord offerts aux organismes du milieu 11

Tableau-2 – Principaux programmes de soutien financier de l'arrondissement de Montréal-Nord offerts aux organismes du milieu, selon la source de financement et la possibilité de financement annuel ou triennal 12

Tableau-3 – Ententes pluriannuelles avec des partenaires majeurs de l'arrondissement 16

Liste des sigles et acronymes

BINAM	Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal
CDEC	Corporation de développement économique de Montréal-Nord
CIUSSS-NÎM	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal
CLR	Comité local de revitalisation
CSPI	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
DCSLDS	Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
DSP	Direction de la santé publique
IMSDSL	Initiative montréalaise de soutien au développement social local
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MCC	Ministère de la Culture et des Communications
MIFI	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
MTESS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
OBNL	Organisme à but non lucratif
RUI	Revitalisation urbaine intégrée
QI	Quartier intégré
Q21	Quartier 21

Préambule

En 2018, l'arrondissement de Montréal-Nord a décidé de redéfinir les méthodes d'attribution de l'aide financière découlant des programmes qu'il administre. Cette réflexion s'est notamment basée sur un étalonnage des meilleures pratiques dans ce domaine qui ont cours dans huit arrondissements de la Ville de Montréal ainsi que dans six grandes villes du Québec de 100 000 habitants et plus. Par la suite, une consultation a été réalisée en deux étapes (27 avril 2018 et 23 mai 2019) auprès des organismes communautaires et des instances de concertation du milieu pour définir ce nouvel outil. Au terme de cette consultation, un cadre de référence a été élaboré. Ce document administratif basé sur des valeurs organisationnelles d'équité, de transparence, de communication et de respect guidera la prise de décision de l'administration municipale lorsque viendra le temps d'octroyer des contributions financières. Il permettra :

- d'avoir une approche équitable et transparente auprès des organismes partenaires de l'arrondissement dans les appels de projets ou la définition d'ententes de partenariat visant à octroyer des contributions financières en vue de réaliser des projets ou encore des contrats de service;
- d'assurer une gestion des fonds publics efficace et efficiente, axée sur l'atteinte de résultats mesurables;
- de mieux reconnaître la mission, l'expertise et l'offre de service des organismes partenaires notamment en se basant sur leur connaissance du milieu;
- d'encourager l'innovation sociale et l'émergence d'initiatives inédites.

1

Cadre juridique et réglementaire de l'arrondissement de Montréal-Nord

La Ville de Montréal et ses 19 conseils d'arrondissement possèdent des compétences, pouvoirs et obligations dans les domaines du développement communautaire, économique, social[1], culturel et des loisirs. Les moyens à mettre en place – et notamment les budgets – pour répondre à ces obligations sont partagés entre les ressources gouvernementales et celles de la Ville de Montréal. L'utilisation de ces ressources est balisée par un ensemble de lois, de règlements et de normes régissant la gestion des fonds publics.

L'arrondissement doit, entre autres, observer les règles émanant du vérificateur général de la Ville de Montréal (voir ANNEXE-4).

Rôle de l'arrondissement en matière de gestion des programmes d'aide financière

Le conseil d'arrondissement a le pouvoir de décision, d'orientation et de recommandation sur ses budgets ainsi que ceux qui lui sont octroyés par la Ville de Montréal; l'arrondissement doit toutefois respecter les normes établies dans le cadre des programmes municipaux (services centraux) et des ententes gouvernementales.

Dans les domaines relevant de sa compétence, la décision définitive sur les critères de répartition, la pertinence des projets financés et les montants octroyés appartient au conseil d'arrondissement. À cet effet, l'arrondissement tient compte des orientations formulées dans son Plan stratégique 2016-2025 «Oser ensemble Montréal-Nord» ainsi que celles définies dans la Politique et le plan d'action sur les saines habitudes de vie, le Plan collectif de développement économique de Montréal-Nord 2018-2023 « Prospérer ensemble », le Plan de développement culturel et son futur plan d'action, de même que dans les plans d'action des instances de concertation locales.

[1] Articles 87 et 130 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

2 Orientations

L'arrondissement de Montréal-Nord allouera ses budgets disponibles aux organismes du milieu reconnus en vertu de la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord ». Pour ce faire, il entend :

- favoriser le développement de projets alignés sur son Plan stratégique 2016-2025 *Oser ensemble Montréal-Nord*, le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027, la Politique et le plan d'action sur les saines habitudes de vie, le Plan collectif de développement économique de Montréal-Nord 2018-2023 « Prospérer ensemble », le Plan de développement culturel et son plan d'action ainsi que les plans d'action des instances de concertation locales;
- mettre en place une nouvelle procédure d'appel de projets;
- convenir d'ententes de partenariats avec certains acteurs majeurs, à titre de fournisseurs de services à cause de leur mission et de leur expertise unique dans certains domaines liés aux besoins de l'arrondissement;
- encourager l'adéquation entre les demandes de financement des organismes et leur mission respective;
- privilégier un financement triennal des projets;
- répondre à de nouvelles perspectives d'avenir ou à des besoins conjoncturels.

3 Appel de projets

L'appel de projets est élaboré dans le respect des critères des programmes de financement et des orientations issues des plans de l'arrondissement, tels le Plan stratégique 2016-2025 *Oser ensemble Montréal-Nord*, le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027, la Politique et le plan d'action sur les saines habitudes de vie, le Plan collectif de développement économique de Montréal-Nord 2018-2023 « Prospérer ensemble » et le Plan de développement culturel et son futur plan d'action. Ce processus tiendra compte également des priorités définies dans les plans d'action des instances de concertation locales.

L'appel de projets sera aussi ouvert aux nouveaux projets portés par des organismes reconnus permettant de répondre à des situations particulières.

Tous les programmes qui ne sont pas déjà normés dans la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord » seront inclus dans l'appel de projets qui comprendra les domaines suivants :

1. Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (publics cibles divers, zones d'intervention prioritaire)
2. Priorité Jeunesse (jeunesse, famille)
3. Personnes aînées
4. Sécurité urbaine
5. Développement culturel (ex. : Festivals des arts, arts de la scène, arts visuels, métiers d'art, médiation culturelle, soutien aux organismes culturels, etc.)
6. Loisirs, activités physiques et pratiques sportives (ex. : Programme d'animation dans les parcs, soutien aux organismes sportifs, soutien aux athlètes, etc.)
7. Développement durable et aménagement du territoire (ex. : propreté, aménagement urbain, etc.)
8. Développement économique (économie sociale, marketing, etc.)

D'une année à l'autre, d'autres volets pourraient s'ajouter à ces domaines, selon les besoins constatés dans l'arrondissement, par exemple la sécurité alimentaire, l'environnement et les saines habitudes de vie.

3.1 Appel de projets pour Priorité Jeunesse

L'appel de projets pour ce volet sera réalisé en fonction du cadre de gouvernance du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027. Il sera lancé conjointement par la Table de quartier de Montréal-Nord et l'arrondissement.

Le comité de pilotage de Priorité Jeunesse mandatera le comité multipartite d'analyse des projets pour étudier les projets soumis. Le comité multipartite, après analyse des projets, fera des recommandations au comité de pilotage de Priorité Jeunesse. Par la suite, le comité de pilotage recommandera les projets retenus à l'arrondissement pour l'approbation du conseil d'arrondissement.

En concertation avec les instances de Priorité Jeunesse, une procédure d'évaluation des effets sera mise en place pour faire le suivi de projets ciblés en lien avec les objectifs poursuivis. Au fil des cinq prochaines années, certains des projets mis en œuvre dans le cadre de Priorité Jeunesse devraient faire l'objet d'une évaluation des effets.

3.2 Un financement triennal

L'arrondissement propose que dans tous les programmes où il dispose du pouvoir d'allocation et où les conditions du programme le permettent, que le soutien financier soit accordé sur une base triennale, et ce, selon la disponibilité des fonds. Ainsi, les organismes pourront planifier leurs actions à plus long terme. Pour ce qui est des programmes relevant de la Ville de Montréal (services centraux) ou d'un ministère du gouvernement du Québec, l'arrondissement évaluera auprès des instances concernées la possibilité de moduler leurs programmes selon une approche de financement triennal. Dans le cas contraire, leurs programmes seront offerts sur une base annuelle et les projets seront choisis en fonction du cadre normatif du programme.

Par ailleurs, même pour les projets financés sur une base triennale, la reddition de comptes demeurera annuelle et les organismes devront satisfaire aux attentes de l'arrondissement pour recevoir le financement de l'année subséquente.

Trois catégories de programmes sont par ailleurs établies selon les sources de financement disponibles.

A) Programmes d'aide financière à la mission

- Programme de subventions aux clubs sportifs
- Programme de subventions aux organismes de loisirs
- Programme de subventions aux comités de loisirs des résidences d'habitation
- Initiative montréalaise de soutien au développement social local (Ville de Montréal, DSP, Centraide) – Programme destiné aux tables de quartier

B) Programmes d'aide financière aux projets

1. Projets et ententes de partenariat financés par l'arrondissement :

- Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027
- Programme d'animation dans les parcs
- Service de résolution de conflits et de médiation sociale (entente de partenariat)
- Programme de subventions aux activités parascolaires
- Programme de diffusion culturelle citoyenne (février 2020)
- Programme d'exposition citoyenne (février 2020)
- Programme de soutien aux artistes pour le Festival des arts de Montréal-Nord
- Programme de subventions pour une aide d'urgence destinée aux personnes et aux familles défavorisées
- Programme de subventions pour des projets spéciaux

2. Projets et ententes de partenariat financés par les programmes de la Ville de Montréal et gérés par l'arrondissement :

- Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (entente de partenariat)
- Politique de l'enfant
- Programme de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM)
- Programme d'intervention de milieu jeunesse 12-30 ans (PIMJ)
- Programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI) (entente de partenariat)
- Programme Quartier intégré (QI)
- Programme Quartier 21 (Q21)

3. Projets financés par les ententes entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal :

- Entente sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (MTESS-Ville)
- Entente avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI-Ville) gérée par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants (BINAM)
- Entente de développement culturel (médiation culturelle, francisation, sorties culturelles, quartiers culturels) gérée par le Service de la culture de la Ville de Montréal
- Entente avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH-Ville)

C) Nouveaux programmes en voie de création

- Programme de pratique culturelle amateur dans les installations de l'arrondissement
- Programme d'animation et de médiation culturelle durant les activités extérieures
  - Corridor vert
  - Rues piétonnes et partagées
  - Marchés publics
  - Site de l'ouest (parc Eusèbe-Ménard)
- Programme d'animation et de médiation culturelle en bibliothèque
- Programme des bibliothèques pour le soutien aux auteurs en émergence

Le tableau-1 suivant illustre les différentes modalités de financement (annuel ou triennal) et d'allocation selon que le programme relève de l'arrondissement ou d'une autre instance.

TABLEAU-1

Modalités des programmes de soutien financier de l'arrondissement de Montréal-Nord offerts aux organismes du milieu

Modalités	Type de programme		Mode de financement	Processus et mode d'attribution
1	Le programme est conçu par l'arrondissement et financé à même son budget	Il est normé dans la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes	Annuel	En fonction du cadre normatif fixé dans la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes
2	Le programme est conçu par l'arrondissement et financé à même son budget	Il est normé dans la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes ou dans un autre programme	Triennal	Appel de projets et/ou Entente de partenariat
3	Le programme est conçu par la ville-centre ou par un ministère et administré par l'arrondissement	Il est normé La Ville de Montréal ou le ministère délègue à l'arrondissement le pouvoir d'allocation	Triennal, si possible après négociation avec la ville-centre ou le ministère concerné Sinon, annuel	Appel de projets et/ou Entente de partenariat
4	Le programme est conçu par la ville-centre ou par un ministère et administré par l'arrondissement	Il est normé La Ville de Montréal ou le ministère se réserve le pouvoir d'allocation	Annuel ou triennal	En fonction du cadre normatif du programme ou de l'entente

Les quatre possibilités décrites au tableau-1 permettent de déterminer les modalités de financement des différents programmes et ententes présentés aux tableaux 2 et 3.

TABLEAU-2

Principaux programmes d'aide financière offerts aux organismes du milieu, selon la source de financement et le budget 2019

Modalités	Description	Provenance des fonds	Financement en 2019
Programmes de l'arrondissement de Montréal-Nord			
1	Programme de subventions pour des projets spéciaux	Arrondissement	65 988 $
1	Programme de subventions pour une aide d'urgence destinée aux personnes et familles défavorisées	Arrondissement	2 500 $
2	Programme de subventions aux organismes de loisirs	Arrondissement	1 750 $
2	Programme de subventions aux comités des loisirs des résidences d'habitation	Arrondissement	6 050 $
2	Programme de subventions aux activités parascolaires	Arrondissement et Politique de l'enfant	69 155 $
2	Programme de subventions aux clubs sportifs	Arrondissement	122 810 $
2	Service de résolution de conflit et de médiation sociale (Entente de partenariat)	Arrondissement	73 128 $
2	Programme de soutien aux artistes pour le Festival des arts de Montréal-Nord	Arrondissement	22 000 $
2	Programme d'animation dans les parcs	Arrondissement	110 000 $
2	Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027	Arrondissement	286 300 $
Programmes de la Ville de Montréal			
3	Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (Entente de partenariat)	Ville de Montréal	70 000 $
3	Politique de l'enfant	Ville de Montréal	130 778 $
3	Programme de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM)	Ville de Montréal et arrondissement	12 500 $
3	Programme d'intervention de milieu jeunesse 12-30 ans (PIMJ)	MIFI et Ville de Montréal	29 872 $
3	Programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI) (Entente de partenariat)	Ville de Montréal	115 032 $
4	Programme Quartier 21	Ville de Montréal et arrondissement	20 000 $/an (2016 à 2018)
4	Programme Quartier intégré	Ville de Montréal	110 000 $

TABLEAU-2 (suite) Principaux programmes d'aide financière offerts aux organismes du milieu, selon la source de financement et le budget 2019			
Modalités	**Description**	**Provenance des fonds**	**Financement en 2019**
Ententes entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal			
3	Entente sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité	MTESS et Ville de Montréal	442 414 $ /an (2018 à 2023)
4	Entente avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration[2] dans le cadre de l'initiative Territoires d'inclusion prioritaire (Montréal-Nord)	MIFI et Ville de Montréal	433 398 $ (2019 à 2021)
4	Entente de développement culturel (médiation culturelle, francisation)	MCC et Ville de Montréal	55 000 $
4	Entente avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	MAMH et Ville de Montréal	250 000 $/an (2017 à 2019)
4	Initiative montréalaise de soutien au développement social local (Table de quartier)	Ville de Montréal, DSP, Centraide	100 928 $

Les montants indiqués dans le tableau 2 sont sujets à changement selon la disponibilité des fonds ainsi que les choix budgétaires de la Ville de Montréal et des gouvernements.

3.3 Un cycle triennal

L'appel de projets sera intégré dans le cycle budgétaire de l'arrondissement qui correspond à l'année civile ou au cycle budgétaire des ententes intervenues avec les ministères. L'appel de projets aura lieu à l'automne afin de rendre les décisions au début janvier. Il s'écoulerait donc entre deux et trois mois entre l'appel de projets et l'annonce des décisions.

Toutefois, il est possible que d'autres appels de projets soient lancés au cours de l'année pour tenir compte du cycle budgétaire de certains programmes.

Ainsi, les budgets provenant des ententes ou programmes suivants feront l'objet d'un appel de projets : Entente sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (MTESS-VILLE), Programme d'intervention de milieu jeunesse 12-30 ans (PIMJ), Politique de l'enfant de la Ville de Montréal, financement de l'arrondissement dédié au Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027 et Programme d'animation dans les parcs.

[2] Entente gérée par le BINAM depuis 2018

3.4 Une rencontre annuelle d'information

Organisée conjointement par l'arrondissement, la Table de quartier de Montréal-Nord et les instances de concertation sectorielles, une rencontre d'information se tiendra une fois par année au cours de l'automne. Cette rencontre a pour objectifs :

- de présenter les budgets des divers programmes municipaux et des ententes conclues par la Ville de Montréal avec les ministères des gouvernements du Québec et du Canada;
- de définir les enjeux qui guideront l'allocation des fonds, ceux-ci étant déterminés notamment en fonction des priorités du milieu et des données probantes telles les statistiques populationnelles locales, le taux de fréquentation des installations et des activités, la performance des programmes, les données de la Direction de la santé publique, les statistiques de la CSPI et tout autre indicateur d'évaluation jugé pertinent.

3.5 Un comité multipartite d'analyse des projets

Un comité multipartite d'analyse des projets regroupant des mandataires des organismes suivants sera formé pour chaque appel de projets. Le nombre de personnes et la composition du comité tiendront compte des caractéristiques des programmes énumérés précédemment et de l'expertise des mandataires.

Chaque comité multipartite d'analyse des projets sera composé des acteurs suivants sur une base permanente :

- L'arrondissement de Montréal-Nord
- Un autre arrondissement de la Ville de Montréal

À cela, s'ajouteront deux ou trois représentants des organismes ou institutions suivants :

- Le CLE de Montréal-Nord (Emploi-Québec)
- Le CIUSSS-NÎM
- La commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPÎ)
- La Caisse Desjardins Sault-au-Récollet – Montréal-Nord
- La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord
- La Concertation petite enfance-famille de Montréal-Nord
- Le Comité de réflexion sur le vieillissement
- Le Musée des beaux-arts de Montréal
- Le Conseil des arts de Montréal
- Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal
- Le milieu socio-économique, selon la thématique des projets : par exemple la CDEC pour des projets de nature économique
- Le Conseil jeunesse de Montréal-Nord
- Le Conseil des aînés et aînées de Montréal-Nord (à venir)

Un profil type des membres du comité d'analyse des projets sera élaboré ainsi que des règles d'éthique pour encadrer leur participation.

3.6 Procédure pour une demande de financement, d'allocation des fonds et de suivi

L'arrondissement de Montréal-Nord intègre l'ensemble des obligations, normes et contraintes résumées ici dans son processus d'analyse de demandes de financement et d'allocation des fonds.

Tout organisme souhaitant demander un soutien financier à l'arrondissement doit d'abord être reconnu en vertu de la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord ». L'ANNEXE 1 explique comment procéder.

Les demandes déposées par les organismes reconnus sont analysées en fonction de leur mission, de leur adéquation aux normes des programmes et ententes, des besoins du milieu, de l'importance du soutien demandé et des ressources disponibles. Ce processus est détaillé à l'ANNEXE 2.

Une fois le soutien financier accordé, chaque projet fera l'objet d'un suivi administratif, d'une analyse des résultats et d'une reddition de comptes, selon le processus décrit à l'ANNEXE 3.

3.7 Des services de soutien et d'accompagnement

L'arrondissement de Montréal-Nord, par le biais de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises et de la Direction des travaux publics soutiendra de diverses manières l'action des organismes du milieu. Cet appui, adapté à la réalité des organismes partenaires, prendra notamment les formes suivantes :

- Soutien à la recherche de financement, de l'aide au développement et à la réalisation des projets;
- Formation à la gestion administrative et financière;
- Formation à la gestion de projets, incluant la formulation d'objectifs et les divers modes d'évaluation;
- Promotion des activités;
- Prêt de locaux, de plateaux et d'installations;
- Etc.

4. Ententes de partenariat

L'arrondissement entretient des liens d'affaires avec des acteurs majeurs du milieu qui détiennent des expertises particulières ou oeuvrent dans des créneaux distinctifs bonifiant ainsi l'offre disponible sur le territoire. Au regard de cette réalité, l'arrondissement compte établir avec ces derniers des ententes particulières de partenariat dans leurs champs de spécialisation.

Le tableau-3 illustre les ententes de partenariat pluriannuelles en cours ou à venir avec ces partenaires majeurs de l'arrondissement.

TABLEAU-3

Principales ententes de partenariat pluriannuelles avec des partenaires majeurs de l'arrondissement

Modalités	Description	Provenance des fonds	Statut
Conventions avec contributions financières et/ou contrats de service de gré à gré			
2	Entente avec la Table de quartier de Montréal-Nord	Arrondissement, Ville de Montréal (Initiative montréalaise de soutien au développement social local, Revitalisation urbaine intégrée)	En cours (3 ans)
2	Entente avec La Route de Champlain pour la mise en valeur des berges de la rivière des Prairies	Arrondissement	En cours (5 ans)
2	Entente avec l'Institut Pacifique pour la gestion du Service en résolution de conflits et de médiation sociale	Arrondissement	En cours (annuelle)
3	Entente avec le Café-Jeunesse Multiculturel pour le Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes	Ville de Montréal	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente avec Un itinéraire pour tous pour l'animation et la gestion des locaux de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente avec la CDEC pour le soutien au développement économique local	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente avec la Coopérative de Solidarité Éconord pour le programme Éco-quartier	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)

TABLEAU-3 (suite) Principales ententes de partenariat pluriannuelles avec des partenaires majeurs de l'arrondissement			
Modalités	**Description**	**Provenance des fonds**	**Statut**
2	Entente pour la gestion et l'animation de l'Espace jeunesse de l'ouest Le Salon	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente pour la gestion et l'animation du pavillon du parc Henri-Bourassa	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente pour la gestion et l'animation du pavillon du parc Saint-Laurent	Arrondissement	Nouvelles ententes à définir (3 ans)

ANNEXE-1

Démarche à suivre pour un organisme qui souhaite être reconnu en vertu de la *Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord*

Tout organisme qui souhaite déposer une demande de financement auprès de la DCSLDS doit être reconnu en vertu de la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord ».

L'organisme doit remplir le formulaire prévu à cet effet et le faire parvenir accompagné des documents exigés pour l'analyse de sa candidature. L'organisme doit déposer un dossier complet. La documentation requise est la suivante :

- Un original de la résolution du conseil d'administration attestant qu'il souhaite déposer une demande de reconnaissance et qu'il s'engage à respecter les exigences liées à sa reconnaissance;
- Une copie de l'acte constitutif de l'organisme (lettres patentes);
- Les règlements généraux;
- Les états financiers du dernier exercice complété et les prévisions budgétaires pour l'exercice en cours;
- Le rapport annuel des activités de la dernière année;
- Le plan d'action et la programmation de l'année en cours;
- La liste des membres du conseil d'administration;
- Les résultats d'inscription, incluant les codes postaux (si nécessaire);
- Les coûts d'inscription et la tarification, s'il y a lieu;
- Une copie du certificat d'assurance responsabilité civile;
- L'attestation annuelle de l'Inspecteur des institutions financières du Québec (Registre des entreprises du Québec);
- Le procès-verbal de la plus récente assemblée générale annuelle;
- Pour les clubs sportifs seulement, une copie de l'attestation de la fédération sportive ou de l'association régionale encadrant la discipline en question et certifiant que le club est membre et en règle.

ANNEXE-2

Processus d'analyse d'une demande de soutien financier

Une fois reconnu par l'arrondissement en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes, un OBNL peut présenter une demande de soutien financier. Le processus d'analyse des demandes repose sur les cinq étapes suivantes.

A. Admissibilité de la demande

L'admissibilité de la demande est vérifiée en fonction des lois et règlements municipaux, des critères d'admissibilité de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes, des paramètres du programme auquel s'adresse la demande, de la mission de l'organisme et des critères de l'appel de projets.

B. L'analyse en fonction du soutien demandé

À l'aide d'une grille d'analyse, la demande est évaluée selon des critères objectifs. C'est à cette étape qu'est notamment vérifié l'engagement de l'organisme à réaliser tous les objectifs du plan d'action proposé et à se conformer aux exigences du programme auquel s'adresse la demande.

C. L'analyse en fonction des besoins du milieu

L'analyse est faite en fonction des réalités et des besoins spécifiques du secteur d'intervention, du quartier et de l'arrondissement, ainsi qu'en fonction des réalités sociales des groupes ciblés, telles que définies notamment dans la planification stratégique de l'arrondissement et les plans d'action qui en découlent, ainsi que les plans locaux des instances de concertation. L'impact de la demande sur l'accessibilité, la diversité, la complémentarité et la qualité de l'offre globale de services est aussi pris en compte.

D. L'analyse en fonction des ressources disponibles et des priorités d'allocation

L'importance et la durée du soutien financier offert sont soumises à la disponibilité des ressources, aux critères et au cycle de développement des programmes de financement, ainsi qu'aux priorités de l'arrondissement.

E. L'analyse de la nature des ententes

Il s'agit à cette étape de déterminer la nature du contrat à établir : s'agit-il d'une convention de contribution financière ou d'un contrat de service? Le formulaire « Qualification du contrat conclu avec un OSBL » est utilisé pour ce faire. C'est également à cette étape que l'on doit obtenir l'assurance que la subvention sera utilisée aux fins pour lesquelles elle sera octroyée.

ANNEXE-3

Processus de suivi des projets

Le suivi des projets financés par l'arrondissement de Montréal-Nord repose sur les étapes suivantes :

A. Signature de la convention

Une fois le projet approuvé par le conseil d'arrondissement, l'organisme est invité à une séance de signature de la convention de projet.

L'organisme doit signer un formulaire d'engagement à utiliser la contribution financière exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

L'organisme se voit remettre le règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et le protocole de visibilité en matière de communication (de la Ville ou de l'arrondissement, selon le cas).

B. Rencontre d'étape

À la mi-temps du projet, une rencontre avec l'organisme permet de dresser une évaluation du projet, à l'aide d'une grille d'analyse préétablie et de procéder aux rajustements si nécessaire.

C. Analyse du rapport final pour l'évaluation du projet

L'organisme doit faire parvenir à l'arrondissement un rapport final 30 jours après la fin du projet. Le rapport est analysé et acheminé à la Ville de Montréal, pour les projets financés par la Ville ou dans le cadre d'une entente entre la Ville et un ministère.

Ce rapport final doit être accompagné du formulaire – signé par l'organisme – de confirmation de l'utilisation de la contribution financière de la Ville de Montréal aux fins prévues du projet.

Enfin, il est à noter que dans le cas de programmes de financement spécifiques, l'arrondissement ajoute parfois une étape d'évaluation externe des effets des projets financés par les fonds municipaux.

ANNEXE-4

Bonnes pratiques en matière de gestion des programmes d'aide financière de la Ville de Montréal

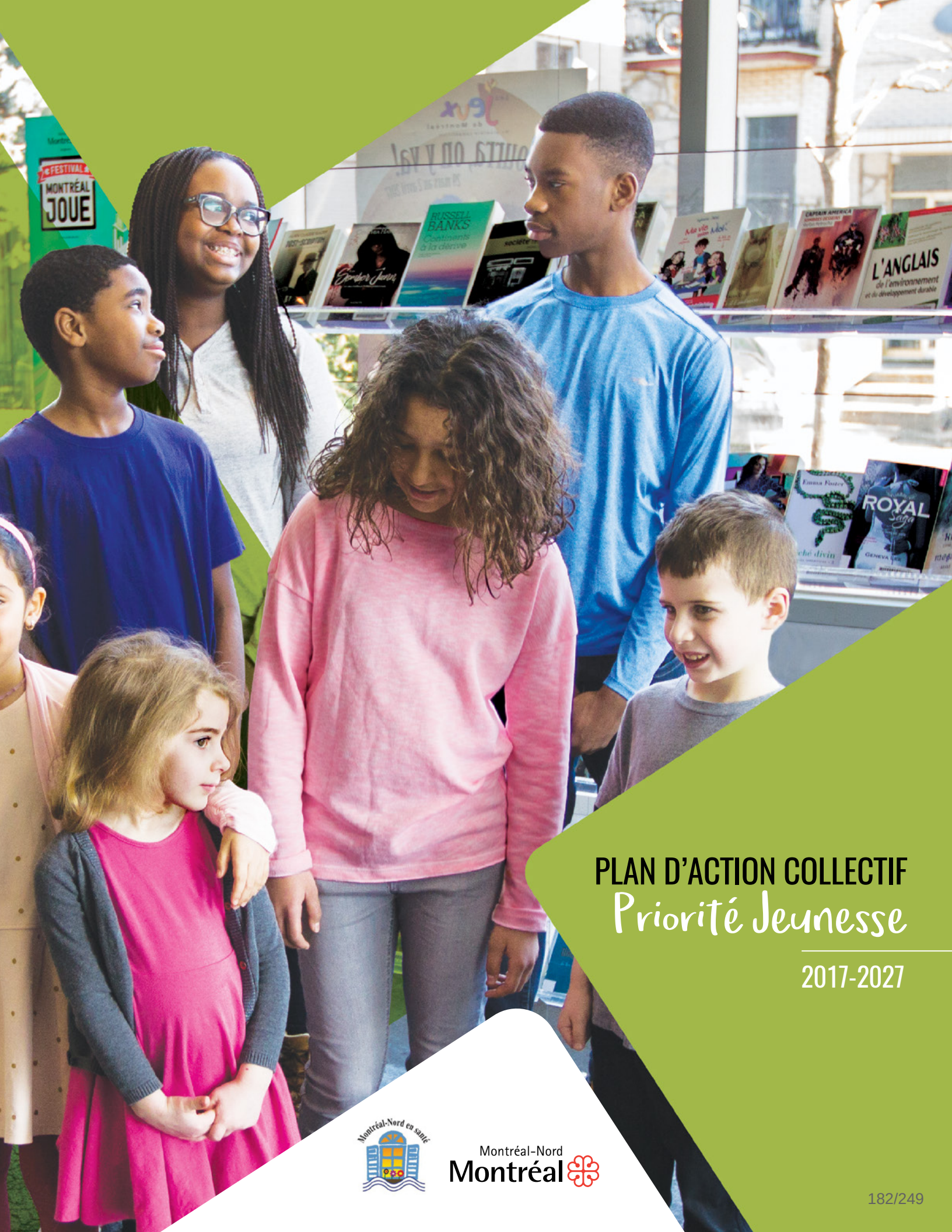
En 2015, le vérificateur général de la Ville de Montréal a formulé des recommandations après avoir mené un audit dans neuf arrondissements de la Ville de Montréal et trois services centraux. Il s'agit de recommandations auxquelles doivent se conformer les organismes à but non lucratif qui reçoivent des contributions financières des arrondissements et des services centraux de la Ville de Montréal.

Convenir avec les organismes soutenus qu'ils doivent respecter les règles suivantes :

- Se conformer à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* :
  i. Faire l'audit des états financiers si les contributions financières de l'organisme totalisent 100 000 $ et plus;
  ii. Transmettre une copie des états financiers audités et une copie du rapport annuel d'activités au vérificateur général de la Ville de Montréal.
- Définir des objectifs mesurables, pour chacune des contributions accordées;
- Tenir une comptabilité distincte pour les activités ou les projets soutenus;
- Permettre à la Ville de consulter les registres comptables et les pièces justificatives;
- Produire des informations financières distinctes pour les activités subventionnées dans les états financiers;
- Confirmer par écrit que les sommes versées ont été utilisées aux seules fins de la réalisation du projet ou des activités prévues;
- Produire des rapports pour chacune des contributions financières accordées.

Le vérificateur général souligne aussi la nécessité de définir avec précision certains contenus dans les demandes de soutien financier et dans les rapports d'étape et finaux.

- Formulaire de demande de soutien financier :
  - des objectifs mesurables à court terme;
  - des résultats attendus en lien avec les objectifs mesurables et les activités prévues.
- Formulaire de rapport d'étape ou final :
  - description des activités réalisées par rapport aux activités prévues dans la demande de soutien financier (quantité, fréquence, lieu, etc.);
  - Résultats obtenus en lien avec les activités réalisées;
  - S'il y a lieu, une explication des écarts entre le budget prévisionnel dans la demande de soutien financier et le budget réel dans le rapport final.



PLAN D'ACTION COLLECTIF
Priorité Jeunesse

2017-2027

Montréal-Nord en santé

Montréal-Nord
Montréal


REBECCA DONOVAN
Et si...
société noire
Sortie de classes
L'héritière de Salem
L'année sans été
ROYAL
JUNGLE BOOK
GOLDEN VALLEY
Tout pour France
Petit Atlas historique de l'Antiquité grecque
JAMES HATHAM

TABLE DES MATIÈRES

Messages officiels 4
Pourquoi un plan d'action collectif ? 17
Une démarche née sous le signe de la concertation 18
Un mouvement sans précédent 19
Des constats difficiles mais surmontables 20
Principes directeurs communs 22
Produire un effet durable et équitable 22
Notre plan d'action 25
- Axe 1 : favoriser la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative 26
- Axe 2 : développer les talents, l'employabilité et l'entrepreneuriat 32
- Axe 3 : enrichir le vivre ensemble 36

Qu'est-ce qu'une démarche d'impact collectif 42
Modèle de gouvernance du plan d'action 43
L'évaluation de notre plan d'action collectif 44
Conclusion 45
Contributeurs, porteurs et partenaires de projets 46

MOT DE LA *mairesse* DE MONTRÉAL-NORD ET DE LA RESPONSABLE DE LA *jeunesse*



Christine Black
Mairesse



Chantal Rossi
Conseillère de Ville

PRÉPARONS ENSEMBLE L'ULTIME ET INCONTOURNABLE RENDEZ-VOUS DE NOS JEUNES AVEC *leur avenir.*

Une nouvelle ère de mobilisation pour la jeunesse de Montréal-Nord

Il y a de ces rendez-vous impossibles à oublier. À Montréal-Nord, le 20 mai 2016, des représentants de tous les horizons s'étaient rassemblés, préoccupés par le sombre portrait de la défavorisation, de l'exclusion et des inégalités sociales dans notre arrondissement. Nous avons constaté les impacts de ces disparités sur nos jeunes et nos familles. Ce jour-là, nous avons affirmé notre responsabilité collective envers les 0-29 ans. Mais surtout, nous avons exprimé notre volonté d'agir ensemble, en concrétisant nos rêves collectifs.

Aujourd'hui, nous démarrons notre Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse. La prochaine étape, très stimulante mais combien exigeante, sera de traduire les intentions en actions. Il s'agit d'un défi des plus ambitieux pour lequel nous y consacrerons au moins la prochaine décennie.

Vous tenez entre vos mains notre feuille de route commune qui concrétise un engagement véritablement multisectoriel en réponse aux disparités que nous avons constatées. C'est un plan collectif qui vise ultimement des objectifs très spécifiques, aux effets mesurables.

Nous agirons pour :

- outiller et mieux accompagner les jeunes et leur famille ;
- donner des ressources pour les enfants victimes de violence ;
- offrir un filet de sécurité pour éviter les ruptures de parcours ;
- soutenir les employeurs qui accueillent des jeunes marginalisés ;
- donner de meilleures infrastructures pour les besoins des jeunes ;
- développer des compétences en préemployabilité pour nos adolescents ;
- générer de saines habitudes de vie pour nos enfants ;
- proposer des activités riches et variées en culture, arts, sports et nouvelles technologies.

Nous partageons avec vous tous cette occasion unique de faire de Montréal-Nord un exemple de réussite en matière d'impact collectif en nous attaquant à toutes les facettes des obstacles minant leur parcours. Tant d'efforts et de généreuses attentions ont déjà été consentis. Nous tenons à féliciter chacun d'entre vous – et vous êtes nombreux – qui avez apporté ou qui apporterez votre contribution au cours des prochaines années.

Comme le disait Kennedy, *« Nous avons besoin d'hommes (et de femmes) qui sachent rêver à des choses inédites ».* Lisons en filigrane de ce plan d'action les rêves d'avenir de notre jeunesse. Mais surtout, n'oublions jamais que nous travaillons pour eux.

MOT DU MAIRE DE Montréal



Denis Coderre
Maire

Depuis plus de 40 ans que je réside à Montréal-Nord, je peux témoigner de la présence d'une communauté forte, où les liens sont tissés serrés.

Je sais qu'ensemble, nous sommes capables d'accomplir de grandes choses.

Le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse est le fruit d'un engagement de la part de toutes les forces vives de l'arrondissement, un véritable parti pris en faveur des jeunes.

C'est un plan ambitieux, qui va demander une implication et un travail constants. Mais en bout de ligne, nous serons tous gagnants. Parce qu'en luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale, nous encourageons nos jeunes à prendre leur place, à développer leur potentiel et leurs talents, à faire de Montréal une meilleure ville grâce à leur contribution.

N'oublions pas que c'est un devoir collectif que nous avons envers les jeunes de Montréal-Nord, dans la foulée des événements qui ont suivi la mort tragique de Fredy Villanueva, en 2008.

Dans son rapport de 2013, le coroner André Perreault nous demandait de mettre sur pied un plan d'action particulier relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour les résidents de Montréal-Nord.

Devant ce défi, le monde de l'éducation, de la santé, de l'emploi, des affaires ainsi que le milieu communautaire et les élus, tous, nous avons répondu « présents » !

TOUS, NOUS SOUTENONS CE PLAN QUI, J'EN SUIS SÛR, CONTRIBUERA À CHANGER LA VIE DE NOS JEUNES AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES.

MOT DU GOUVERNEMENT DU Québec



Martin Coiteux
Député de Nelligan
Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ministre de la Sécurité publique
Ministre responsable de la région de Montréal

Au cours des derniers mois, un véritable laboratoire urbain de concertation a été mis en branle dans la métropole. Le gouvernement du Québec est fier d'être partie prenante de l'initiative qui a mené au lancement du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse 2017-2027 de Montréal-Nord. Je tiens à saluer le leadership des acteurs clés de l'arrondissement ainsi que le travail des nombreux intervenants qui ont permis la réalisation du Plan d'action.

Aujourd'hui, nous célébrons à la fois l'aboutissement de cette réflexion collective, et le début d'une importante démarche de mobilisation en faveur de la jeunesse et de la relève de Montréal-Nord. Les trois axes du Plan d'action permettront d'intervenir auprès de milliers de jeunes afin d'atteindre l'objectif, largement partagé, de favoriser leur épanouissement et leur pleine participation sociale, économique et citoyenne. Et ce sera fait, bien sûr, au bénéfice de toute leur collectivité, de notre métropole et du Québec.

Aujourd'hui, nous envoyons un signal fort aux jeunes de Montréal-Nord. Les forces et les idées sont rassemblées pour leur permettre d'aller au bout de leurs ambitions et de contribuer au développement de notre société. À leurs côtés, c'est tout le gouvernement du Québec qui est prêt à se mobiliser pour les soutenir.

MOT DU GOUVERNEMENT DU Québec



Rita de Santis
Députée de Bourassa-Sauvé
Ministre responsable
de l'Accès à l'information
et de la Réforme des
institutions démocratiques

C'est avec enthousiasme que je participe au lancement du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse, car il insufflera de l'espoir dans la vie des jeunes Nord-montréalais. Notre communauté est ouverte, généreuse, solidaire et riche en diversité culturelle, en plus d'être soutenue par des gens ainsi que des acteurs importants du milieu communautaire, privé et institutionnel.

J'ai rencontré plusieurs jeunes s'impliquant bénévolement dans la communauté, à travers les organismes, les écoles, les clubs d'âge d'or et autres. Ces jeunes ont tous un point en commun : des rêves, des idées et des ambitions. Malgré les difficultés vécues par certains, ils ont toujours su être au rendez-vous afin d'amener des solutions innovatrices. À titre de députée de Bourassa-Sauvé et de ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, je me réjouis du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse, issu de la Planification stratégique 2016-2025 *Oser ensemble Montréal-Nord*, car il permettra à nos jeunes de participer activement à la vie active et démocratique.

Pour y arriver, nous travaillons en étroite collaboration avec les différents élus de Montréal-Nord afin de répondre aux trois axes d'intervention, soit :

- la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative ;
- l'employabilité et l'entrepreneuriat ;
- le vivre ensemble.

Je salue d'ailleurs cette initiative rassembleuse de l'arrondissement de Montréal-Nord qui, avec la Ville de Montréal, a su réunir ses partenaires de tous les milieux autour d'enjeux majeurs : contrer la pauvreté et l'exclusion sociale qui affectent une partie importante des jeunes de son territoire.

MOT DU GOUVERNEMENT DU *Canada*



Emmanuel Dubourg
Député de Bourassa

Je tiens à féliciter la mairesse de Montréal-Nord, Mme Christine Black, ainsi que les nombreux acteurs et partenaires de l'arrondissement pour l'élaboration de ce Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse. Vos efforts concertés portent leurs fruits aujourd'hui et c'est grâce à vous que nos jeunes pourront en recueillir tous les bénéfices.

En tant que député fédéral de la circonscription de Bourassa, je suis fier d'accompagner tous ceux qui répondent aux aspirations et aux attentes des jeunes de Montréal-Nord. Il est de notre devoir de soutenir ces actions qui amènent des changements positifs à leur qualité de vie, car les jeunes sont notre plus grande richesse.

La Stratégie emploi jeunesse du gouvernement du Canada démontre précisément l'engagement de notre gouvernement pour aider les jeunes. Plus de 10 ministères et organismes fédéraux sont à pied d'œuvre pour aider les jeunes à réussir leur transition vers le marché du travail. D'ailleurs, je me réjouis tout particulièrement que plusieurs projets à Montréal-Nord aient déjà trouvé les ressources financières nécessaires auprès du gouvernement pour mener ces initiatives à bon port.

Je demeure à votre écoute et je vous remercie de votre confiance !

MOT DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA Pointe-de-l'Île



Miville Boudreault
Président

Au nom du conseil des commissaires de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPÎ), c'est avec plaisir que je souligne le lancement du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse. Ce plan est innovateur. Il repose sur une approche concertée et une mobilisation des forces vives de Montréal-Nord.

À la CSPÎ, nous pensons que la réussite éducative des élèves, jeunes et adultes, fréquentant les établissements scolaires de Montréal-Nord repose aussi sur des éléments qui vont au-delà de l'enseignement offert en classe. Le milieu de vie, les activités culturelles, récréatives et sportives de même qu'un réseau d'entraide bien développé sont autant de facteurs importants pour nos élèves et leurs proches. C'est pourquoi la CSPÎ est depuis longtemps un partenaire actif de l'arrondissement de Montréal-Nord et de plusieurs organismes locaux.

La participation de la CSPÎ à des projets comme le *Corridor vert, la Musique aux enfants* et les nombreuses activités parascolaires démontre notre engagement envers la communauté nord-montréalaise.

Par le dynamisme des divers intervenants du milieu, le développement d'un sentiment d'appartenance largement partagé, le rassemblement collectif autour d'une vision concertée, Priorité Jeunesse nous aidera à construire, dès maintenant, le Montréal-Nord de demain.

Nous croyons qu'assurer la réussite des citoyens de Montréal-Nord, c'est assurer à plus long terme celle de tous les Montréalais. Priorité Jeunesse, c'est s'investir ensemble dans l'avenir.

MOT DE LA COMMISSION SCOLAIRE English-Montréal



Angela Mancini
Présidente

La persévérance scolaire est une priorité pour toute la société Québécoise. La Commission scolaire English-Montréal (CSEM) accueille avec grand enthousiasme l'engagement de nos partenaires envers ce but commun. Nous tenons à féliciter l'arrondissement de Montréal-Nord pour son Plan d'action collectif, Priorité jeunesse. Une démarche qui réuni les forces communes de plusieurs collaborateurs pour la mise en place d'un plan commun et concerté visant les déterminants de la réussite scolaire.

Le réseau scolaire ne peut être le seul acteur à contrer le décrochage scolaire. La collaboration étroite du réseau scolaire, des parents, de la communauté, du milieu de l'emploi et de la société Québécoise est primordiale. Nous sommes certains que ce plan sera un catalyseur pour la mobilisation des partenaires et l'amélioration de la réussite de tous nos jeunes.

The EMSB is proud of its three schools in Montreal North: Gerald McShane elementary school, Lester B. Pearson High School and Galileo Adult Center. We are certain that this plan will benefit our students. We congratulate the Borough for its efforts in mobilizing a variety of partners towards a common action plan aiming to increase school perseverance and student success. Our young people can only benefit from such a collective effort.

MOT DU CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE santé ET DE services sociaux — CIUSSS-NÎM



Pierre Gfeller, M.D.
Président-directeur général

Le CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal est heureux de soutenir et de participer au Plan d'action collectif - Priorité Jeunesse de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de Montréal-Nord.

Notre établissement est un acteur important pour la population de Montréal-Nord puisqu'il met à la disposition de la communauté l'expertise, les connaissances et les ressources permettant de prévenir en amont les problèmes sociaux et de santé, en plus de faire la promotion de saines habitudes de vie.

C'est pour cette raison que nous avons activement participé aux discussions qui ont mené au dépôt de ce Plan et que nous nous sommes engagés à soutenir les phases de planification, de mise en œuvre et d'évaluation de l'ensemble du projet.

De plus, afin de soutenir cette initiative structurante pour la population de Montréal-Nord, le Centre de recherche et de partage des savoirs InterActions du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal évaluera l'ensemble de la démarche.

Sur le terrain, notre équipe des services de première ligne sera également présente afin d'offrir, en plus des soins et services déjà disponibles, des réponses spécifiques aux besoins qui pourraient émaner des autres partenaires.

Nous sommes heureux de nous joindre à l'impressionnant groupe de partenaires qui ont choisi de s'impliquer dans cette importante initiative visant à créer un milieu sain et sécuritaire pour l'ensemble de la population de Montréal-Nord et plus particulièrement pour ses jeunes.

MOT DE LA DIRECTION *d'arrondissement*



Rachel Laperrière
Directrice d'arrondissement



Claudel Toussaint
Directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Innovons ensemble pour avancer

Voici notre Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse. Il affirme notre volonté collective d'oser et d'innover pour avancer. Il précise nos objectifs, nos stratégies et nos actions collectives pour accompagner nos jeunes à toutes les étapes de leur vie, et particulièrement lors de ces moments charnières où le déploiement d'un filet de sécurité peut prévenir le décrochage scolaire et civique, et entraîner dès lors diverses formes d'exclusion.

Après nos grands Rendez-vous jeunesse, notre Plan d'action collectif marque un jalon déterminant. Il pose les repères sur une route longue d'au moins dix années. Admettons-le d'emblée, cette voie de l'innovation ne sera pas un long fleuve tranquille. Il n'est pas simple de gérer énergie et ressources sur une décennie, de parer les obstacles et les imprévus, et de maintenir ouverts les canaux de communication dans une grande équipe multisectorielle de partenaires. Il nous faudra du souffle.

Ainsi, ce document n'est que la pointe de l'iceberg. Sa réalisation demande la mise en place et le maintien d'une solide structure de gouvernance. C'est fait. Cette structure constitue le centre nerveux de cet écosystème d'accompagnement complet que nous voulons aménager pour nos jeunes de 0 à 29 ans.

CETTE STRUCTURE NOUS AIDERA À NE PAS PERDRE DE VUE LES CRITÈRES FONDATEURS DE NOTRE DÉMARCHE.

Les membres du comité de pilotage nous seront précieux dans l'organisation de nos efforts et dans le financement de nos interventions et des projets, pour rester centrés sur des enjeux complexes et agir simultanément sur plusieurs aspects qui relèvent de champs de pratiques différents. Tout un programme promettant de constantes occasions d'apprendre les uns des autres et de travailler en synergie, avec tout le sérieux et la rigueur que notre jeunesse mérite.

À tous les intervenants engagés avec nous sur la voie de l'innovation, nous disons merci d'avoir dit oui à cette grande aventure collective tout particulièrement à nos collaborateurs du milieu, à la Table de quartier Montréal-Nord en santé, à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord et à la Concertation petite enfance famille de Montréal-Nord.

MOT DE LA TABLE DE QUARTIER MONTRÉAL-NORD EN *santé*

Oser ensemble pour les jeunes de Montréal-Nord

La Table de quartier Montréal-Nord en santé (TQMNS) : une table de concertation intersectorielle et multi-réseaux. Par son approche inclusive et démocratique, elle contribue à améliorer la qualité et les conditions de vie de la population de Montréal-Nord. Pour ce faire, elle mobilise les citoyens et les différentes organisations autour d'enjeux et d'actions priorisés collectivement qui ont notamment un effet durable sur le développement social, communautaire, environnemental et économique local.

Notre Table est partenaire de l'arrondissement de Montréal-Nord dans l'élaboration et la mise en œuvre de Priorité Jeunesse. Sa contribution va de soi car il y a là des liens évidents entre cette démarche et le Plan de développement social de Montréal-Nord.

LA SITUATION DES JEUNES D'ICI EST UN ENJEU FORT IMPORTANT POUR NOTRE COMMUNAUTÉ. NOTRE TABLE EST CONVAINCUE QUE PRIORITÉ JEUNESSE VA L'AMÉLIORER CONSIDÉRABLEMENT PUISQU'ELLE CIBLE TROIS DES ÉLÉMENTS CLÉS LIÉS À LEUR ÉPANOUISSEMENT.

Priorité Jeunesse est une œuvre collective en évolution. Nous ne pouvons que nous réjouir de constater à quel point on se mobilise pour en assurer la réussite. Au-delà de ce début prometteur, continuons à oser ensemble pour nos jeunes !



François Bérard
Président du conseil d'administration

MOT DE LA TABLE DE CONCERTATION *jeunesse* DE MONTRÉAL-NORD



Sheilla Fortuné
Présidente

A titre de présidente de la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord (TCJMN), je tiens à féliciter les initiateurs de cette démarche et les différents organismes qui y contribuent depuis plusieurs mois. La TCJMN regroupe des organisations qui interviennent auprès des jeunes de 6 à 35 ans. Elle vise à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse.

Nous sommes fiers de travailler sur ces trois grands axes comme leviers pour offrir à nos jeunes un avenir prometteur. Nous souhaitons collectivement participer à la valorisation du jeune. Nous faisons le pari que les programmes de lutte contre la pauvreté seront bonifiés en tenant compte des caractéristiques sociodémographiques de Montréal-Nord.

Nous continuerons nos efforts de manière à combattre la précarité économique des jeunes. Nous soutiendrons des structures visant l'employabilité des jeunes pour une insertion au marché du travail ; et cela sans nuire à leur performance scolaire.

Nous croyons que le vivre ensemble se construit dans le respect réciproque des différences.

Je crois en notre volonté collective et en nos actions soutenues par cette démarche afin de pouvoir travailler sur les causes des défis de nos jeunes, de réduire les manques d'opportunités pour nos jeunes et le sentiment d'exclusion de certains jeunes. C'est seulement sur cette voie que nous arriverons à combattre l'exclusion, le sentiment d'insécurités physique, sociale et la pauvreté.

MOT DE LA CONCERTATION
petite enfance famille



Marie-Lys Turcotte
Coordonnatrice

Constituée en mai 2013, la Concertation petite enfance famille de Montréal-Nord (CPEFMN) est un lieu de réflexion, d'échanges, de ressourcement et d'actions permettant d'unir les forces collectives, où les enfants de 0 à 5 ans et leurs familles sont au centre des préoccupations.

Grâce à l'accompagnement et au soutien financier d'Avenir d'enfants, les partenaires de la CPEFMN ont réalisé une démarche de planification stratégique qui a permis de cibler les priorités sur lesquelles il y avait une urgence d'agir dans la communauté.

La mise en œuvre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse constitue une occasion importante pour les membres de la CPEFMN de se mobiliser, permettant de mettre les expertises en commun, de manière à ce que, collectivement, les actions menées aient un maximum d'impacts positifs sur le développement global des enfants de 0 à 5 ans et, plus précisément, en ce qui a trait à la maturité scolaire, ainsi que sur les parents par rapport à leur rôle en tant que premier éducateur, mais également leur rôle au sein de la communauté dans un vivre ensemble.

Agir tôt permet de prévenir d'éventuelles problématiques et s'inscrit comme une étape cruciale dans la lutte contre le décrochage scolaire. Agir en amont, c'est également maintenir une cohérence dans le continuum de services. La réussite éducative est une responsabilité collective et, pour être en mesure de maximiser les impacts collectifs, il est primordial de poursuivre les investissements au niveau de la petite enfance.

POURQUOI UN PLAN D'ACTION COLLECTIF ?

- Pour **dénouer** les entraves au développement de nos jeunes de 0 à 29 ans, sur toute une génération.
- Pour faire **éclore** les promesses qu'ils portent en eux.
- Pour **aborder** avec confiance les transitions marquantes.
- Pour **agir tôt** en prévention, notamment auprès des familles, afin de renforcer les facteurs de protection susceptibles de réduire les risques de décrochage scolaire et civique.
- Pour **développer** des compétences et des habiletés sociales chez les jeunes.
- Pour que demain à leur tour, nos jeunes se mobilisent pour **accompagner**, en toute confiance et munis d'outils appropriés et efficaces, la prochaine génération.

Innovons ENSEMBLE POUR AVANCER



UNE DÉMARCHE NÉE SOUS LE SIGNE DE LA concertation

Depuis le printemps 2016, la communauté de Montréal-Nord, aidée de partenaires externes, s'est mobilisée pour soutenir, de façon exceptionnelle et concertée, le développement positif de ses jeunes à toutes les étapes de leur vie. Cette démarche se veut systémique afin de réduire les écarts alarmants entre les conditions socio-économiques des jeunes de 0 à 29 ans de Montréal-Nord et ceux de Montréal.

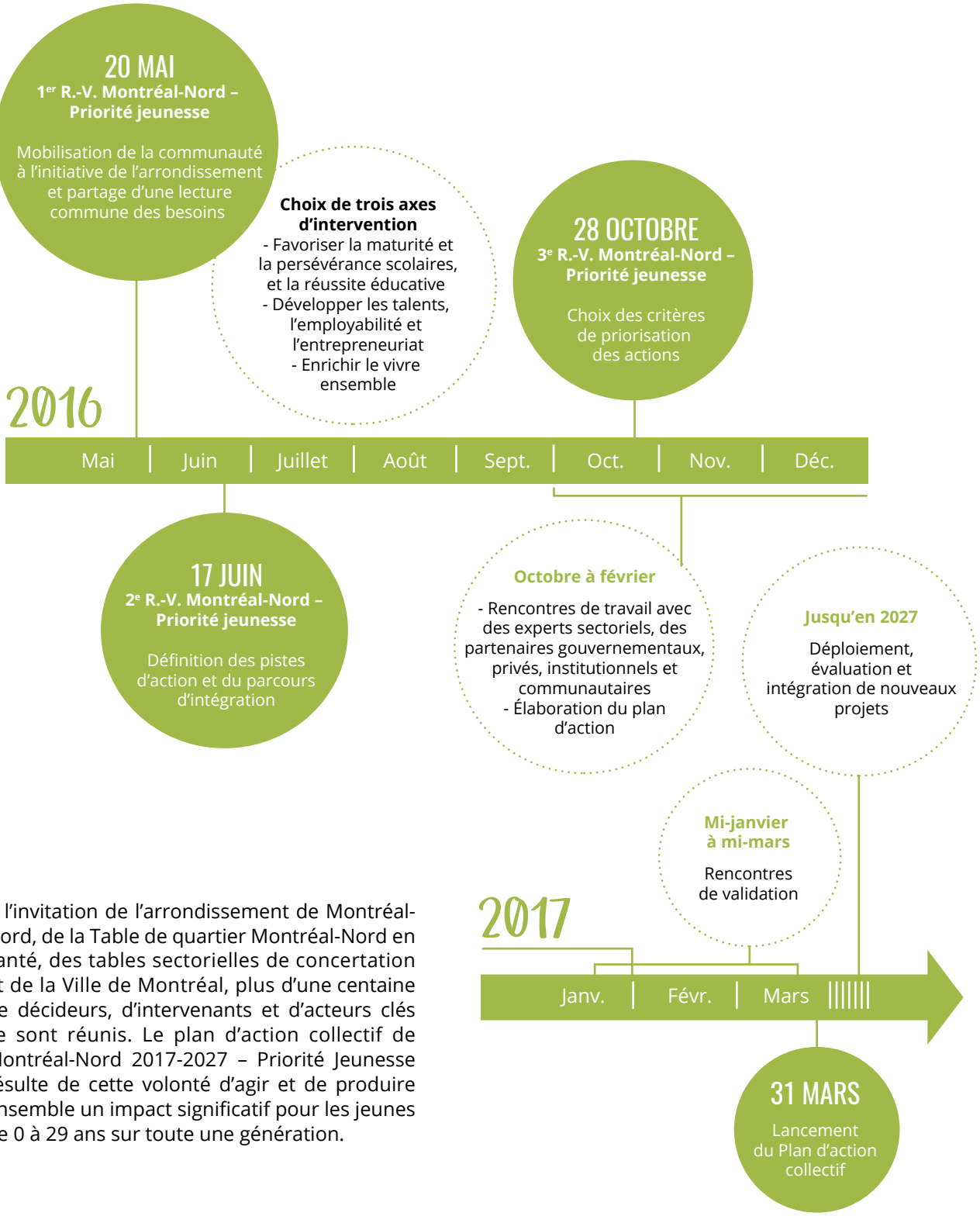
Dans cette optique, sous l'impulsion de l'arrondissement de Montréal-Nord, de la Table de quartier Montréal-Nord en santé, des tables sectorielles de concertation (jeunesse, petite enfance famille) et de la Ville de Montréal, plus d'une centaine de décideurs, d'intervenants et d'acteurs clés, issus des secteurs politique, gouvernemental, institutionnel, scolaire, philanthropique, communautaire, sportif, culturel et privé, se sont réunis les 20 mai, 17 juin et 28 octobre derniers dans le cadre des Rendez-vous de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.

Lors de ces rencontres, les participants ont procédé à une lecture commune de la situation des jeunes de Montréal-Nord et identifié les divers leviers susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie, principalement lors des étapes de transition ou de rupture dans leur cheminement académique, social et personnel.

C'est sous la forme d'un Plan d'action jeunesse collectif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, échelonné sur dix ans et plus encore, que la collectivité nord-montréalaise souhaite initier des changements significatifs aux conditions de vie des jeunes de Montréal-Nord.

UN mouvement SANS PRÉCÉDENT

en marche jusqu'en 2027 et au delà!



À l'invitation de l'arrondissement de Montréal-Nord, de la Table de quartier Montréal-Nord en santé, des tables sectorielles de concertation et de la Ville de Montréal, plus d'une centaine de décideurs, d'intervenants et d'acteurs clés se sont réunis. Le plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 – Priorité Jeunesse résulte de cette volonté d'agir et de produire ensemble un impact significatif pour les jeunes de 0 à 29 ans sur toute une génération.

DES CONSTATS *difficiles*, mais surmontables

À Montréal-Nord, nous vivons une défavorisation plus intensive qu'ailleurs à Montréal et même au pays. Nous avons le courage de regarder la réalité en face, d'ailleurs, le portrait statistique de nos défis est bien documenté, et plutôt éloquent.

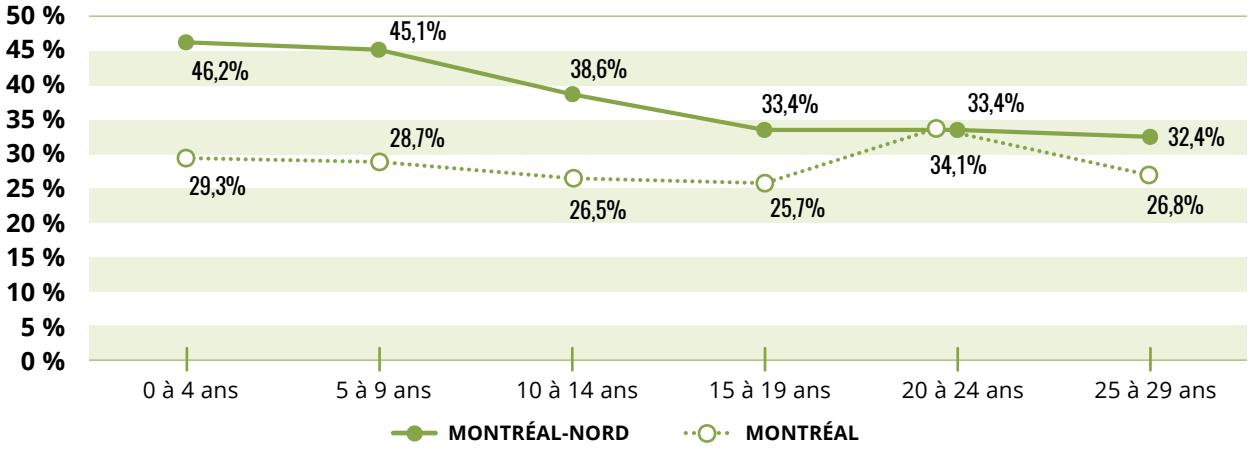
Prenons ces quelques indicateurs clés pour ce qu'ils sont : un tracé utile du chemin qu'il nous faut parcourir pour offrir à notre jeunesse les chances qu'elle mérite, au moins égales à celles offertes à leurs concitoyens sur l'île de Montréal.

Des disparités bien réelles

Les familles et les ménages

MÉNAGES ET FAMILLES	MONTRÉAL-NORD	SECTEUR NORD-EST	MONTRÉAL
Nombre total de familles	21 185	2 095	410 035
Familles avec enfants à la maison	69,5 %	79,7 %	62,3 %
Familles monoparentales parmi les familles avec enfants	42 %	53 %	34 %
Taux de chômage	14,1 %	21,35 %	10,0 %
Revenu moyen par ménage	43 900 $	34 682 $	57 700 $

Jeunes dans les ménages à faible revenu selon le groupe d'âge, 2011



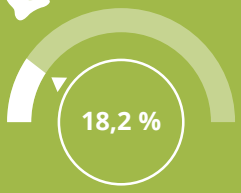
La jeunesse

NOMBRE DE JEUNES DE MOINS DE 29 ans

30 000 sur près de **84 000** habitants



POPULATION ÂGÉE DE 0 à 14 ans

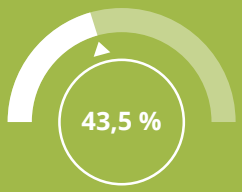


Montréal-Nord

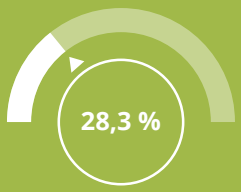


Montréal

JEUNES DE 0 à 14 ans VIVANT DANS UN MÉNAGE À FAIBLE REVENU

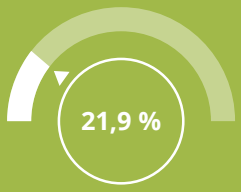


Montréal-Nord



Montréal

TAUX DE NON-DIPLOMATION CHEZ LES 20 à 29 ans

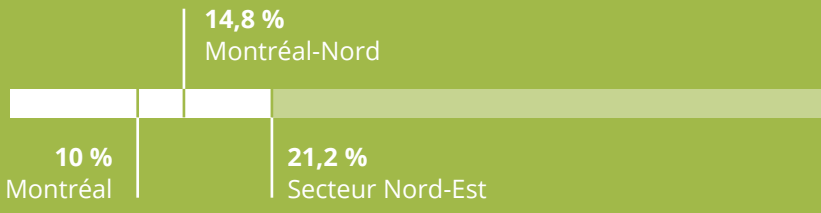


Montréal-Nord



Montréal

TAUX DE CHÔMAGE DES 20 à 29 ans



JEUNES 15 et 29 ans NE SONT NI EN EMPLOI, NI AUX ÉTUDES, NI EN FORMATION

▸ 13 %

REVENU MOYEN APRÈS IMPÔT 20 À 29 ANS

▸ 15 457 $

Source : données provenant de Statistique Canada, recensement 2011

PRINCIPES DIRECTEURS communs

Les défis que nous avons à relever sont complexes. Leurs effets sur l'égalité des chances de notre jeunesse sont bien réels. Il est temps d'adopter de grands principes directeurs communs pour renverser la vapeur.

- Briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle.
- Impulser des changements significatifs aux conditions et à la qualité de vie des jeunes de Montréal-Nord.
- Encourager des pratiques innovantes et un impact collectif en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Aller au-delà du cadre des programmes actuels et oser faire ensemble l'expérience de solutions novatrices et mesurables, en matière d'indicateurs économiques et sociaux.
- Nous inspirer mutuellement des expériences probantes.
- Travailler ensemble vers un but commun, en incitant les parties prenantes à s'engager au-delà des intérêts spécifiques de leur organisation respective.
- Mettre en place les conditions nécessaires pour créer un impact collectif afin de progresser dans la résolution des problèmes complexes qui affectent une partie de la jeunesse de Montréal-Nord.
- Soutenir le dynamisme et la créativité de la communauté.
- S'assurer que l'ensemble de la collectivité s'approprie le plan d'action jeunesse.

PRODUIRE UN EFFET durable et équitable

De la naissance… jusqu'à la vie adulte

Le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse vise à réaliser les objectifs suivants :

- Réduire les disparités entre les jeunes résidents de l'arrondissement et ceux de Montréal ;
- Accompagner les jeunes dans leur passage de l'enfance à l'âge adulte et les soutenir dans leur parcours vers l'autonomie personnelle, sociale, citoyenne et économique ;
- Offrir aux jeunes des milieux de vie et des environnements stimulants, sains, pacifiques, sécuritaires et ouverts ;
- Favoriser des approches d'inclusion et d'intégration socio-économique de tous les jeunes, notamment ceux issus des groupes ethnoculturels et des minorités visibles ;
- Aider et soutenir les jeunes dans leurs apprentissages, leurs initiatives et leurs projets de vie.



LA JEUNESSE EST LA *fierté* DE MONTRÉAL-NORD





NOTRE PLAN d'action

Le Plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 – Priorité Jeunesse est structuré autour de trois axes d'interventions identifiés par environ 150 participants lors du premier Rendez-vous du 20 mai 2016. Pour chacun de ces axes, la consultation d'experts et les discussions lors du deuxième Rendez-vous du 17 juin 2016 ont permis de préciser les champs d'actions à privilégier. Ils sont au nombre de 10.

AXE 1

FAVORISER LA MATURITÉ ET LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRES, ET LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

- Agir auprès des familles vulnérables
- Agir sur les périodes de transition
- Agir sur la littératie et la culture
- Agir sur la pratique sportive et les saines habitudes de vie

AXE 2

DÉVELOPPER LES TALENTS, L'EMPLOYABILITÉ ET L' ENTREPRENEURIAT

- Agir sur le développement des talents et des compétences
- Agir sur l'accès, le maintien en emploi et l'entrepreneuriat

AXE 3

ENRICHIR LE VIVRE ENSEMBLE

- Agir sur le développement d'environnements favorables
- Agir sur l'offre d'activités libres et accessibles
- Agir sur l'engagement civique et social des jeunes
- Agir en soutien aux tables sectorielles de concertation

AXE 1

FAVORISER LA MATURITÉ ET LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRES, ET LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

LES ACTEURS DE PREMIÈRE LIGNE

ÉCOLES PUBLIQUES - COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE (CSPI)

- 11 écoles primaires francophones : 6 408 élèves
- 2 écoles secondaires francophones : 3 274 élèves
- 4 écoles secondaires et centre de formation – secteur adulte : 4 057 élèves

Total des élèves francophones : 13 739

ÉCOLES PUBLIQUES – COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH MONTRÉAL (CSEM)

- 1 école primaire anglophone : 210 élèves
- 1 école secondaire anglophone : 995 élèves

Total des élèves anglophones : 1 205

LES DÉFIS

CLASSEMENT DES ÉCOLES DE MONTRÉAL-NORD SELON L'INDICE DE DÉFAVORISATION

(Source : Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal)

- 69 % des élèves du primaire et 67 % des élèves du secondaire fréquentent des écoles du système public dont l'indice de défavorisation est élevé (RUI 2013. Portrait de quartier. Montréal-Nord. Synthèse, novembre 2013).
- Sur les 12 écoles primaires publiques de Montréal-Nord (francophones et anglophone), 11 sont classées parmi les plus défavorisées de l'île de Montréal.
- Sur les 338 écoles primaires de l'île de Montréal, les écoles Jules-Verne et Adélard-Desrosiers, situées dans le secteur nord-est de Montréal-Nord, se classent aux 5e et 8e rangs des écoles les plus défavorisées. Elles sont parmi les plus populeuses des 11 écoles primaires de Montréal-Nord.
- Sur les 94 écoles secondaires de l'île de Montréal, l'école Calixa-Lavallée est classée au 4e rang et l'école Henri-Bourassa au 5e rang parmi les plus défavorisées.

MATURITÉ SCOLAIRE

- Agir tôt en prévention peut permettre le renforcement des facteurs de protection facilitant ainsi la réduction des risques de décrochage scolaire.
- Un grand nombre d'enfants de Montréal-Nord sont vulnérables, dès l'enfance, dans au moins un des cinq domaines de développement définis dans l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM, 2012) ce qui compromet leur maturité scolaire lorsqu'ils atteignent l'âge scolaire. À titre d'exemple, 40,7 % dans le secteur nord-est, 35 % dans le centre et 27,8 % dans le sud-ouest en comparaison avec 28,9 % pour Montréal.
- Le niveau de scolarité de la mère serait associé à la santé physique et au développement cognitif et langagier de ses enfants (Fondation Lucie et André Chagnon – Observatoire des tout-petits).

TAUX DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

- Malgré les progrès réalisés, le taux de décrochage scolaire reste préoccupant (ex. : 35 % à l'école secondaire Calixa-Lavallée et 22,6 % à l'école secondaire Henri-Bourassa).

TAUX DE DIPLOMATION

- 21,9 % de la population de 20 à 29 ans n'a pas de diplôme par rapport à 9,3 % à Montréal.
- Selon le Directeur de la santé publique (2013), les jeunes sans diplôme déclarent, à l'âge adulte, davantage de facteurs de risque pour leur santé (52,5 %) pour les personnes sans diplômes d'études secondaires, par rapport à 29,5 % pour celles pourvues d'un diplôme postsecondaire.
- Selon les données ministérielles, le taux de diplomation et de qualification au secondaire avant 20 ans des écoles de Montréal-Nord de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPÎ) est passé de 52 %, pour la cohorte 2001 (un élève sur deux), à 64 %, pour la cohorte 2007 (deux élèves sur trois), soit une amélioration de 12 points de pourcentage.



NOTRE VOLONTÉ

- Que les enfants de Montréal-Nord bénéficient des mêmes conditions de réussite que ceux de Montréal lorsqu'ils atteignent l'âge scolaire.
- Que tous les enfants de Montréal-Nord issus de familles défavorisées puissent avoir accès à des activités riches et variées dans les domaines de la culture, des arts, des sports et des nouvelles technologies qui favoriseront leur plein développement, leur créativité et leur culture générale.
- Que les enfants de Montréal-Nord acquièrent de l'assurance dans toutes les sphères du développement, notamment dans le développement langagier.
- Que plus d'enfants voient leur développement favorisé grâce à une offre de services plus complète.
- Que les pères et les mères se sentent plus confiants vis-à-vis de leur rôle de premier éducateur.
- Que les jeunes de Montréal-Nord ayant quitté le parcours scolaire puissent être accompagnés et soutenus pour obtenir une diplomation.
- Que la communauté nord-montréalaise travaille davantage de manière concertée pour optimiser l'impact des actions et des interventions visant les jeunes.
- Que les familles vulnérables soient outillées et accompagnées afin qu'elles puissent soutenir la réussite éducative de leurs enfants.
- Que le taux de diplomation des jeunes de Montréal-Nord à l'âge adulte augmente de façon significative.
- Que tous les enfants de Montréal-Nord adoptent de saines habitudes de vie.

NOS EFFORTS COMMUNS

- Dépister très tôt les enfants vulnérables à risque de décrochage scolaire et rejoindre les familles isolées en mettant en place des solutions adaptées à chaque réalité.
- Assurer une ligne de services, de partenariat (institutionnel, scolaire et communautaire) et de référencement sans points de rupture de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte.
- Favoriser un passage réussi pour les enfants vulnérables :
  - de la petite enfance à la maternelle (y compris le 1er cycle du primaire) ;
  - du 1er au 2e cycle du primaire et du 2e au 3e cycle du primaire ;
  - du 3e cycle du primaire au 1er cycle du secondaire ;
  - du 1er cycle du secondaire vers le 2e cycle du secondaire menant vers la diplomation (y compris la formation professionnelle).
- Promouvoir auprès des jeunes et leurs parents la formation menant vers le diplôme d'études professionnelles (DEP).
- Maintenir l'implication et l'engagement des parents tout au long de la scolarité de leurs enfants, notamment durant leurs études secondaires.
- Favoriser le développement de projets d'intervention concertés entre organismes du milieu avec des indicateurs fiables de résultats et d'impacts.
- Favoriser la conciliation travail-étude.



CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR AUPRÈS DES FAMILLES VULNÉRABLES	**Accroître la sécurité matérielle et alimentaire des familles défavorisées**	S'assurer que les élèves débutent l'année scolaire avec le matériel nécessaire
		S'assurer que les élèves et leurs familles aient accès à une saine alimentation
	S'assurer que les enfants en bas âge acquièrent un niveau de littératie suffisant pour favoriser leur réussite éducative	Accroître le niveau de maturité scolaire des 0-5 ans
		Développer des compétences en lecture, écriture et calcul chez les 6-9 ans
		Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires
		Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants
		Soutenir la persévérance des jeunes ayant des parcours difficiles

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR LES PÉRIODES DE TRANSITION	**Mettre en place un continuum de services, sans point de rupture, à partir de la petite enfance jusqu'à l'obtention d'un premier diplôme**	Développer, entre les intervenants, des moyens de communication et de suivi des jeunes
	Créer des ponts entre la famille, l'école et la communauté, notamment lors des périodes de transition	Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants
		Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE	**Favoriser l'éveil aux arts, à la culture, aux sciences et aux technologies numériques**	Renforcer l'intérêt et les connaissances scientifiques des jeunes ainsi que l'usage des outils numériques
		Développer l'offre de service offerte aux jeunes et leur faciliter l'accès aux activités artistiques et numériques
AGIR SUR LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES SAINES HABITUDES DE VIE	**Accroître la pratique sportive chez les jeunes tout en favorisant l'adoption de saines habitudes alimentaires**	Soutenir davantage les pratiques sportives
		Promouvoir les saines habitudes alimentaires



LA JEUNESSE EST *l'avenir* DE MONTRÉAL-NORD

AXE 2

DÉVELOPPER LES TALENTS, L'EMPLOYABILITÉ ET L'ENTREPRENEURIAT

LES ACTEURS DE PREMIÈRE LIGNE

ACTEURS CLÉS EN EMPLOYABILITÉ ET EN ENTREPRENEURIAT

- Centre local d'Emploi de Montréal-Nord
- Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
- Impulsion Travail
- Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord
- Regroupement des industriels de Montréal-Nord
- PME MTL Est-de-l'Île
- CDEC de Montréal-Nord
- Cercle des ambassadeurs et des mentors de Priorité Jeunesse

LES DÉFIS

TAUX D'ACTIVITÉ CHEZ LES 15-29 ANS

- La population des 15-29 ans est estimée à 14 980 personnes. 13 % (1 950) d'entre eux ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation.

TAUX DE CHÔMAGE CHEZ LES 20-29 ANS

- Le taux de 14,8 % de chômage chez les 20 à 29 ans est de 21,2 % dans le secteur nord-est comparativement à 10 % à Montréal.

PRESTATAIRES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS

- Les prestataires du Programme d'aide sociale, soit des personnes âgées de 18 à 64 ans sans aucune contrainte à l'emploi ou qui ont des contraintes temporaires, s'élevaient à 7 348 prestataires en mars 2013, ce qui situe Montréal-Nord au premier rang parmi les 17 territoires de CLE de la région de Montréal.

DISCRIMINATION À L'EMBAUCHE (CONSTAT)

- Lors du Forum jeunesse tenu en mai 2015, les organismes et les jeunes participants ont fait valoir que, pour les jeunes de Montréal-Nord, les difficultés à se trouver de l'emploi constituent un phénomène persistant, voire chronique. Cela est particulièrement vrai dans le cas des jeunes issus de l'immigration, notamment ceux des minorités visibles. La discrimination serait l'une des causes de ce problème.

PLACES NON COMBLÉES DANS LES PROGRAMMES D'EMPLOI-QUÉBEC ADMINISTRÉS PAR LE CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI BOURASSA-SAUVÉ

- Le Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé travaille à augmenter le nombre de jeunes rejoints dans le cadre de ses programmes jeunesse en employabilité.

NOTRE VOLONTÉ

- Que les adolescents de Montréal-Nord développent des compétences en pré-employabilité, notamment par des expériences de stages en milieu de travail qui leur permettront d'accéder à un premier emploi estival.
- Que la conciliation travail-famille soit valorisée et réalisable.
- Que soient développées des stratégies concertées pour favoriser l'intégration sociale et économique des jeunes adultes peu ou pas qualifiés qui désirent retourner aux études ou intégrer le marché du travail.
- Que des mesures soient développées pour favoriser l'accès et le maintien en emploi des jeunes.
- Que les institutions puissent adapter leurs approches et leurs programmes, notamment en matière d'accompagnement afin de permettre à des jeunes adultes marginalisés de mieux réussir dans leurs démarches d'insertion socioprofessionnelle.
- Que les employeurs qui désirent accueillir des jeunes adultes marginalisés au sein de leur entreprise puissent être soutenus et accompagnés à cet effet.
- Que les institutions publiques dont celles assujetties à la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics (municipalités, réseau de la santé et des services sociaux, réseau de l'éducation) s'engagent à atteindre les résultats en matière d'embauche des membres des groupes ciblés, notamment les minorités visibles.
- Que nos jeunes ayant du potentiel puissent devenir les leaders de demain et développer leur potentiel auprès de mentors et rayonner en devenant des modèles pour tous.
- Que l'on offre à ceux qui aspirent à développer leur entreprise, l'accompagnement qui les mènera à la réussite.



NOS EFFORTS COMMUNS

- Qualifier le plus grand nombre d'adolescents possible afin qu'ils maîtrisent les aptitudes et les compétences nécessaires pour accéder à un premier emploi.
- Mobiliser et accompagner les jeunes adultes marginalisés et sans emploi vers les services et programmes d'Emploi-Québec (Centre local d'emploi, Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé).
- Mobiliser des acteurs clés (professionnels, employeurs) pour mettre en place des parcours personnalisés d'insertion socioprofessionnelle adaptés aux réalités des jeunes adultes marginalisés (hors circuit).
- Dynamiser le secteur des entreprises de proximité en favorisant l'embauche des jeunes de Montréal-Nord.
- Changer l'image des jeunes adultes de Montréal-Nord auprès de la population en général, particulièrement auprès des employeurs.
- Développer les talents et le leadership de nos jeunes pour en faire des modèles de réussite et d'accomplissement.

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT DE TALENTS ET DE COMPÉTENCES	**Continuer à développer le parcours de préemployabilité mis en place pour les adolescents de Montréal-Nord**	Renforcer les partenariats existants entre les organismes du parcours de préemployabilité et solliciter des employeurs potentiels pour accueillir les jeunes à la fin de leur parcours
	Développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes de Montréal-Nord	Faire vivre des expériences entrepreneuriales aux adolescents
		Offrir des services d'accompagnement aux jeunes adultes souhaitant démarrer une entreprise
	Développer les talents et le leadership des jeunes, notamment par le mentorat	Proposer un programme de leadership jeunesse où des personnalités de divers milieux agiront à titre de mentors auprès de jeunes talentueux
AGIR SUR L'ACCÈS, LE MAINTIEN EN EMPLOI ET L'ENTREPRENEURIAT	**Offrir une gamme variée de programmes favorisant l'intégration des jeunes, notamment ceux qui sont éloignés du marché du travail**	Accompagner et soutenir les jeunes marginalisés qui désirent réintégrer le marché du travail vers les services et les programmes en employabilité
		Proposer des alternatives d'emplois flexibles pour répondre aux besoins des jeunes en très grande précarité économique
		Diversifier les occasions d'emplois pour les jeunes en soutenant le développement d'entreprises d'économie sociale sur le territoire de Montréal-Nord
		Développer des occasions d'emplois pour les jeunes dans les secteurs industriels et commerciaux de l'arrondissement

AXE 3

ENRICHIR LE VIVRE ENSEMBLE

DÉFAVORISATION SOCIALE ET MATÉRIELLE

- 75,6 % des Nord-montréalais résident dans un secteur défavorisé. Plus particulièrement, deux secteurs sont prioritaires, soit le nord-est et le sud-ouest à cause de la forte concentration de la défavorisation des familles, dont certaines issues de l'immigration. La défavorisation est un frein à l'intégration sociale et économique ainsi qu'à la participation civique.

LOGEMENT

- 72 % de la population est locataire. 42,5 % des ménages locataires consacrent plus de 30 % de leur revenu au loyer. De nombreuses familles avec enfants souhaitent avoir accès à des logements sociaux.

RACISME, DISCRIMINATION À L'EMBAUCHE, PROFILAGE RACIAL

- Même s'il n'y a pas de statistique à ce sujet, plusieurs jeunes issus des minorités visibles de Montréal-Nord se disent victimes de racisme, de profilage racial et de discrimination notamment dans la recherche d'un emploi (Forum jeunesse de Montréal-Nord, mai 2015).
- Selon une étude réalisée en 2015 par Heck et Castonguay, de nombreux résidents du secteur nord-est se disent victimes de racisme et de préjugés en raison de leur origine ethnique, de leur lieu de résidence ou encore de leur statut professionnel ainsi qu'une tendance à associer le quartier aux groupes de jeunes criminalisés.
- Selon le mémoire présenté par la Table de quartier Montréal-Nord en santé lors de la consultation publique sur la future politique de développement social de la Ville de Montréal réalisée en janvier 2017, encore aujourd'hui, les immigrants de même que les personnes issues des minorités visibles nées au Canada, sont plus susceptibles de vivre des discriminations en emploi. Pour certains, ces discriminations sont systémiques et contribuent à produire des inégalités et de l'exclusion sociales.

REGROUPEMENTS DE JEUNES SUR LE DOMAINE PUBLIC DANS LE SECTEUR NORD-EST DE MONTRÉAL-NORD

- Ce phénomène existe depuis de nombreuses années et crée un sentiment d'insécurité chez certains résidents du secteur.
- Un projet particulier d'intervention a été mis en place pour mieux encadrer les jeunes et les sensibiliser à leur environnement.
- Les jeunes en groupes rapportent qu'ils sont associés à tort à des gangs de rue.
- Les jeunes demandent des lieux de socialisation (Forum jeunesse - 2015).

VIOLENCE CONJUGALE ET INTRAFAMILIALE

- En 2014, le taux de victimes de violence conjugale sur le territoire de Montréal-Nord desservi par le Poste de quartier (PDQ 39) était de 4,7 % par 1000 habitants. C'est le taux le plus élevé de tous les PDQ de l'île de Montréal. En comparaison, le taux est de 2,7 pour l'île de Montréal.
- On dénombre 903 signalements à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) en 2015-2016, dont 464 ont été retenus (51,4 %). La négligence constitue la principale cause de signalements, suivi de l'abus physique, des mauvais traitements psychologiques, des troubles de comportement et l'abus sexuel. Parmi les signalements retenus, la proportion de filles (52,6 %) est supérieure à celle des garçons (47,4 %), (données provenant du CIUSSS-NIM 2016).

VIOLENCE INTERPERSONNELLE ET INTIMIDATION CHEZ LES JEUNES

- Selon le Directeur de la santé publique (DSP - juin 2016), parmi les élèves du secondaire, 40 % ont été victimes de violence à l'école, ou sur le chemin de l'école, ou de cyberintimidation (Enquête québécoise sur la santé des jeunes Québécois, 2011). Les jeunes issus d'un milieu matériellement défavorisé sont en proportion plus nombreux que les autres à être victime de violence, à manifester des comportements d'agressivité directe ou à avoir enfreint la loi.
- Selon le DSP (juin 2016), les manifestations de violence ont un impact important sur la santé physique (traumatismes, blessures, suicides) et la santé mentale (détresse psychologique, anxiété, dépression). Elles sont également liées aux problèmes d'adaptation (absentéisme à l'école, difficultés et décrochage scolaire, délinquance, abus de drogues ou d'alcool).

RADICALISATION

- Selon le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, les intervenants de Montréal-Nord doivent être sensibilisés aux enjeux associés à la radicalisation menant à la violence pour comprendre les problématiques sous-jacentes et pouvoir mieux agir comme acteurs de la prévention.

INFRASTRUCTURES ET OFFRE DE SERVICES

- On note sur le territoire de Montréal-Nord un manque d'infrastructures sportives et culturelles, et de lieux de socialisation pour les jeunes. Certains équipements sont vétustes.

NOTRE VOLONTÉ

- Que l'arrondissement de Montréal-Nord se dote de trois nouveaux chalets de parcs comprenant chacun un espace jeunesse (est : parc Henri-Bourassa, centre : parc Saint-Laurent et ouest : parc Ottawa).
- Que les jeunes de Montréal-Nord qui font face à la violence sous toutes ses formes (agression, intimidation, racisme, sexisme, exploitation sexuelle, etc.), puissent avoir accès à des ressources de première ligne à leur portée.
- Que les jeunes Nord-montréalais renforcent leur sentiment d'appartenance à leur communauté.
- Que les jeunes de Montréal-Nord et leurs familles développent une plus grande confiance envers les institutions publiques.
- Que les jeunes de Montréal-Nord puissent participer davantage à des expériences d'engagement civique et bénévole.
- Que l'offre de services de l'arrondissement de Montréal-Nord et des organismes du milieu réponde davantage au besoin des jeunes et des familles de Montréal-Nord dans un souci d'optimisation du continuum de services.
- Que la communauté de Montréal-Nord se mobilise davantage pour développer des programmes et activités en vue de faciliter l'intégration des personnes immigrantes et promouvoir le rapprochement interculturel.
- Que la médiation culturelle et interculturelle soient utilisées comme des outils d'accès à la culture ainsi que de rapprochement interculturel et intergénérationnel.

NOS EFFORTS COMMUNS

- Offrir aux jeunes de Montréal-Nord un environnement sain, sécuritaire, stimulant pour favoriser leur développement personnel et leur épanouissement.
- Consulter les jeunes et les intégrer à la vie démocratique et associative de l'arrondissement de Montréal-Nord ainsi que dans les projets et activités qui les concernent.
- Améliorer la desserte en infrastructures et équipements pour bonifier l'offre de services en culture, sport et loisirs, offerte à l'intention des jeunes.
- Encourager les jeunes de Montréal-Nord à s'engager au sein de leur communauté et leur offrir un accompagnement.
- Développer des approches interculturelles dans l'articulation des projets et des interventions visant la collectivité nord-montréalaise.
- Intégrer l'analyse différenciée selon les sexes dans l'articulation des projets et des interventions visant la collectivité nord-montréalaise.
- Renforcer et maintenir la cohésion sociale notamment par des approches d'inclusion ainsi que des activités de rapprochement interculturel entre les diverses composantes de la population et les institutions dont le Service de police de la Ville de Montréal.
- Développer l'offre et la médiation culturelle.



CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRONNEMENTS FAVORABLES	**Favoriser l'inclusion sociale des jeunes**	Mettre en place des structures d'accueil et de services favorisant l'intégration des jeunes marginalisés
		Mettre en place des mesures de soutien et d'accompagnement des jeunes marginalisés
		Mettre en place des mesures pour lutter contre l'hypersexualisation et les risques d'exploitation sexuelle des jeunes particulièrement des filles
		Mettre en place des mesures pour lutter contre la violence conjugale et intrafamiliale
		Soutenir les jeunes ayant un problème de santé mentale ainsi que leurs familles
		Mettre en place des mesures pour lutter contre le racisme, la discrimination, la xénophobie, l'intolérance et l'intimidation
		Valoriser l'apport des communautés culturelles au développement de la collectivité nord-montréalaise

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR L'OFFRE D'ACTIVITÉS LIBRES ET ACCESSIBLES	**Mettre en place des infrastructures qui permettent de développer l'offre d'activités offerte aux jeunes**	Permettre aux jeunes d'avoir accès toute l'année à une offre de services accessible, riche et variée les soirs, les week-ends et durant les congés du calendrier scolaire incluant la période estivale
AGIR SUR L'ENGAGEMENT CIVIQUE ET SOCIAL DES JEUNES	**Développer et mettre en valeur le leadership des jeunes et le développement de compétences civiques**	Faire en sorte que les jeunes soient parties prenantes dans la conception et la réalisation des projets qui les concernent
		Créer des occasions qui permettront aux jeunes de s'impliquer et de s'exprimer sur les enjeux de société qui les concernent
		Encourager les jeunes à s'engager auprès de leur communauté (bénévolat, volontariat) en les accompagnant et en leur offrant plusieurs possibilités pour le faire
SOUTENIR LES TABLES DE CONCERTATION DE MONTRÉAL-NORD	**Doter les tables de concertation de ressources pour assurer leur fonctionnement**	Favoriser et maintenir la mobilisation des partenaires autour du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse



LA JEUNESSE, C'EST UNE *priorité collective* À MONTRÉAL-NORD



QU'EST-CE QU'UNE DÉMARCHE *d'impact collectif ?*

EN D'AUTRES MOTS, PRODUIRE UN IMPACT COLLECTIF DEMANDE UNE ORGANISATION RIGOUREUSE, DÈS LE DÉPART ET À TOUTES LES ÉTAPES DU PROCESSUS. NOUS SOMMES DEMEURÉS FIDÈLES À *cette approche.*

L'impact collectif se définit par un engagement d'un vaste groupe d'acteurs de secteurs différents autour d'un programme commun et d'interventions qui se soutiennent mutuellement pour résoudre un problème social complexe.

Cette démarche doit s'appuyer sur cinq conditions de succès.

1. Avoir un plan d'action commun.
2. Prévoir un système d'évaluation commun.
3. Retenir des actions qui se soutiennent mutuellement.
4. Assurer une communication permanente.
5. Mettre en place une structure de soutien.

NOTRE PARCOURS EN MATIÈRE D'IMPACT COLLECTIF

Dès nos grands Rendez-vous de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse en 2016, les participants à notre démarche consultative ont pu identifier ce qui allait constituer nos critères d'impact collectif. Ces critères nous ont permis de déterminer et de développer nos stratégies de manière à produire ce Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.

Notre plan s'applique dans un milieu dynamique. Nous devons nous doter d'une certaine flexibilité pour sa mise en œuvre. Dans cette perspective d'amélioration continue, les mêmes critères d'impact collectif nous guideront lorsqu'il s'agira d'ajuster ou de bonifier notre démarche. Notre structure de gouvernance et de soutien à cette démarche s'organise également autour de ces critères.

NOS CRITÈRES D' IMPACT COLLECTIF

- Agir en complémentarité :
  - répondre à un équilibre entre l'innovation et les actions déjà existantes
  - agir sur les différents environnements : école, famille, communauté, travail.
- Faire participer les jeunes et les familles dans l'identification de leurs besoins, des actions à poser et dans la prise de décision.
- Amener davantage les jeunes à faire appel aux programmes et services existants en les accompagnant à cette fin.
- S'inscrire dans le cadre d'un parcours d'intégration (continuum de services).
- Établir des stratégies personnalisées selon les besoins du jeune.
- Miser sur le développement de compétences pour accéder à des emplois stables.
- Démontrer sa capacité à assurer la pérennité du projet, notamment en développant ses sources de financement et le travail en partenariat.
- S'assurer de couvrir les besoins des jeunes, notamment en matière d'horaires, de périodes et de lieux d'activités.
- Favoriser le dialogue et le rapprochement interculturel et intergénérationnel.

MODÈLE DE *gouvernance* DU PLAN D'ACTION

La structure de gouvernance de la démarche Priorité Jeunesse est principalement composée des instances suivantes :

COMITÉ DE PILOTAGE : ce dernier supervise et oriente l'ensemble de la démarche. Il est composé d'une vingtaine de personnes : représentants de l'arrondissement et d'organisations gouvernementales et institutionnelles, gens d'affaires, organismes communautaires, instances de concertation et jeunes.

COMITÉ DE COORDINATION : il a la responsabilité de la mise en œuvre du plan d'action ainsi que du développement et du suivi des mesures prévues dans ce plan. Il est composé de représentants de l'arrondissement, de la Table de quartier Montréal-Nord en santé et des tables de concertation sectorielles jeunesse et petite enfance famille. De plus, des communautés de pratique basées sur les objectifs généraux du plan d'action, seront constituées dans le but d'enrichir et favoriser des apprentissages tout au long de la mise en œuvre du plan.

COMITÉ SCIENTIFIQUE : ce comité est responsable de la mise en place et du suivi du système d'évaluation du plan d'action.

COMITÉ D'ATTRIBUTION DES FONDS : il est responsable d'analyser, d'évaluer et de formuler des recommandations au comité de pilotage concernant le financement des programmes et des projets réalisés dans le cadre du plan d'action.

CERCLE DES AMBASSADEURS ET MENTORS : celui-ci assume un rôle de leadership et d'influence pour accompagner la démarche, assure le démarchage et le réseautage auprès des gens d'affaires pour soutenir la réalisation du plan d'action, mobilise les acteurs-clés. Plusieurs ambassadeurs agiront comme mentors auprès des jeunes dans le cadre d'un programme particulier « leadership jeunesse ».

GROUPES CONSULTATIFS : les groupes porteurs du Plan de développement social de la Table de quartier Montréal-Nord en santé, les tables de concertation sectorielles jeunesse et petite enfance famille, ainsi que le Conseil des jeunes de Montréal-Nord qui sera créé lors de la mise en œuvre du plan d'action. Le rôle de ces groupes sera d'émettre des avis au comité de pilotage.

L'évaluation
DE NOTRE PLAN D'ACTION COLLECTIF

L'évaluation du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse sera réalisée par le Centre de recherche et de partage des savoirs InterActions du CIUSSS – NÎM.

L'unité propose une démarche d'évaluation « sur mesure » qui consiste en une évaluation développementale, participative, formative et centrée sur l'utilisation des résultats. Pour ce faire, trois types d'évaluation complémentaire sont proposés :

1. ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION

Cette partie vise à déterminer si le regroupement de partenaires a fait ce qu'il avait convenu de faire, de façon à pouvoir s'ajuster et améliorer ses méthodes.

2. ÉVALUATION DES PROCESSUS ET DES RETOMBÉES SUR LA CONCERTATION

Cette partie ajoutera à la précédente l'évaluation de l'accompagnement offert pour favoriser l'implantation du plan d'action ainsi que des retombées sur la qualité de la concertation partenariale dans l'arrondissement, incluant la mobilisation citoyenne.

3. ÉVALUATION DES EFFETS ET DES IMPACTS

Cette partie complétera les précédentes par une évaluation des effets attendus et d'autres, inattendus, du plan d'action sur les jeunes et les familles de l'arrondissement de Montréal-Nord après cinq ans d'implantation ainsi que des acteurs qui y auront participé.

Au terme du travail, un rapport d'évaluation de la mise en œuvre et des effets sera publié. De plus, un bulletin de suivi et de transfert des connaissances destinés aux partenaires concernés sera réalisé et paraîtra sur une base régulière tout au long de la mise en œuvre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.

CONCLUSION

QUAND LA MOBILISATION ET LA CONCERTATION DEVIENNENT LE MOTEUR DE L'INNOVATION ET DU PROGRÈS

Partis de constats difficiles, la communauté de Montréal-Nord et ses alliés se sont rassemblés pour trouver des réponses. Ils ont choisi d'agir en misant sur les forces du milieu : l'innovation et l'impact collectif.

En plus d'un plan d'action, c'est toute une infrastructure de collaboration et de gouvernance qui est mise en place. Une nouvelle manière de travailler et d'évoluer ensemble. L'application d'une démarche rigoureuse basée sur des indicateurs clés et une analyse en continu des résultats.

À la clé? Une transformation de l'horizon offert aux jeunes de Montréal-Nord. Oui, il s'agit d'un effort de longue haleine, qui comprendra son lot de défis et d'occasions. Nous pouvons compter sur la tradition de solidarité et de convivialité du milieu, sur notre connaissance des besoins et sur les progrès qui nous ont menés jusqu'ici.

Notre Plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 – Priorité Jeunesse est une formidable occasion de renforcer et d'enrichir le tissu social de notre communauté. À nous tous d'avoir du souffle ensemble !

FAIRE CONVERGER NOS RESSOURCES ET NOS EFFORTS POUR DÉCUPLER NOTRE FORCE D'IMPACT SUR DES *enjeux communs.*



CONTRIBUTEURS, PORTEURS ET PARTENAIRES DE *projets*

- 3e Avenue
- Arrondissement de Montréal-Nord
- BANQ
- Boscoville
- Café-Jeunesse Multiculturel
- Centre d'activités pour le maintien de l'équilibre émotionnel
- Caisse Desjardins Sault-au-Récollet - Montréal-Nord
- Carrefour jeunesse-emploi Bourassa Sauvé
- CAVAC
- CDEC de Montréal-Nord
- Cégep Marie-Victorin
- Centraide du Grand Montréal
- Centre d'action bénévole de Montréal-Nord
- Centre d'écoute et de référence - UQAM
- Centre de formation Jean-Paul Lemay
- Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord
- Centre de réadaptation l'Intégrale
- Centre des femmes Interculturel Claire
- Centre des jeunes l'Escale
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux- Nord de l'Île de Montréal
- Centre international de la prévention du crime
- Centre jeunesse de Montréal
- Centre local d'Emploi de Montréal-Nord
- Centre Louis-Fréchette
- Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord
- Club des petits déjeuners du Canada
- Clubs sportifs reconnus par l'arrondissement de Montréal-Nord
- Comité des partenaires de la Place Normandie
- Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (écoles primaires et secondaires)
- Commission scolaire de Laval
- Concertation petite enfance famille
- Coopérative de solidarité Multisports Plus (Club de basketball de Montréal-Nord)
- Conseil jeunesse de Montréal
- Coup de pouce jeunesse
- CPE, garderies privées subventionnées, garderies familiales de Montréal-Nord
- CSEM- École secondaire Lester B. Pearson
- Culture X
- École AMOS
- École hôtelière de Montréal - Centre Calixa-Lavallée
- École nationale de cirque
- École secondaire Calixa-Lavallée
- École secondaire Henri-Bourassa
- Emploi-Québec
- Entre-Parents de Montréal-Nord
- Espace pour la vie
- Évolu-Jeunes 19-30 ans
- Fondation André et Lucie Chagnon
- Fondation de la Visite
- Fondation des canadiens pour l'enfance
- Fondation Sobeys
- Gap-Vies
- Halte-Femme de Montréal-Nord
- Impulsion travail
- Institut du Nouveau Monde
- Institut Pacifique
- Intégration jeunesse
- Intergénérations Québec
- Jeunes musiciens du Monde
- Jeunesse au soleil
- La Tablée des chefs
- Les Fourchettes de l'Espoir
- Maison des jeunes l'Ouverture
- Maison Jean Lapointe
- Marathon Montréal
- Mener Autrement
- Métro Richelieu
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- Ministère de la Culture et des Communications
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
- Ministère de l'Éducaiton et de l'Enseignement supérieur
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Montréal-Nord en santé (RUI)
- MU
- Musée des Beaux-arts de Montréal

- Nourri-Source
- Office municipal d'habitation de Montréal
- Orchestre symphonique de Montréal (OSM)
- Parole d'excluEs
- PME MTL Est-de-l'Île
- Programme Équitas
- Programme Horizon jeunesse
- Québec en forme
- Réchaud-bus
- Regroupement de la valorisation de la paternité
- Regroupement Écoles et milieux en santé
- Réseau réussite Montréal
- Ressource intermédiaire privée en santé mentale
- SAM X
- Secrétariat à la condition féminine
- Secrétariat à la jeunesse
- Secrétariat à la région métropolitaine
- SHAPEM
- Société des chefs
- SOVERDI
- Spectre de rue
- Sports Montréal
- SPVM/ Poste de quartier 39
- Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord
- Table de quartier Montréal-Nord en santé
- Table femmes Osez au féminin
- Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord
- Un itinéraire pour tous
- Ville de Montréal
- YMCA du Québec



Publié par l'arrondissement de Montréal-Nord
Ville de Montréal

4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord, Québec
H1H 5R5

Équipe de coordination
Direction d'arrondissement : Véronik Aubry, Daniel Bussières, Marie-Claude Fournier et Rachel Laperrière
Direction de la culture, des sports, loisirs et développement social : Guy Bédard, Nathalie Chapados, Marie-Josée Roussy et Claudel Toussaint
Tables de concertation : François Bérard, Sheilla Fortuné et Marie-Lys Turcotte

Design graphique : Tabasko

Imprimé au Canada

Ce document est imprimé sur du papier certifié FSC®.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

CERCLE DES AMBASSADEURS

UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE

COMITÉ DE COORDINATION GROUPES CONSULTATIFS

COMITÉ D'ATTRIBUTION DES FONDS

COMITÉ DE PILOTAGE



Montréal-Nord en santé

Montréal-Nord
Montréal



PLAN D'ACTION COLLECTIF
Priorité Jeunesse

2017-2027

Montréal-Nord en santé

Montréal-Nord
Montréal

AXE 1 FAVORISER LA MATURITÉ ET LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRES, ET LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR AUPRÈS DES FAMILLES VULNÉRABLES	**Accroître la sécurité matérielle et alimentaire des familles défavorisées**	• S'assurer que les élèves débutent l'année scolaire avec le matériel nécessaire • S'assurer que les élèves et leurs familles aient accès à une saine alimentation	Offrir un petit déjeuner équilibré aux élèves des écoles primaires et secondaires	Club des petits déjeuners du Canada	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord
			Favoriser l'allaitement maternel par la formation des marraines d'allaitement et d'une tournée d'information dans les commerces et établissements	Nourri-Source (Route de lait 0-6 mois)	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Intégrer le programme OLO aux femmes enceintes à faible revenu qui fréquentent le Centre de pédiatrie sociale et les organismes familles de Montréal-Nord	Organisme local à déterminer	• CIUSSS-NÎM • Concertation petite enfance famille • Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord • Entre Parents de Montréal-Nord • Fondation de la Visite
			Fournir une aide matérielle (articles scolaires, vêtements neufs) aux élèves du primaire et du secondaire issus de milieux défavorisés et offrir des services d'urgence aux familles (lunettes, médicaments, soins dentaires)	Jeunesse au soleil	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles ciblées de Montréal-Nord
			Offrir à de nouvelles écoles primaires et secondaires l'accès aux institutions d'Espace pour la vie	Espace pour la vie	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR AUPRÈS DES FAMILLES VULNÉRABLES	**S'assurer que les enfants en bas âge acquièrent un niveau de littératie suffisant pour favoriser leur réussite éducative**	• Accroître le niveau de maturité scolaire des 0-5 ans • Développer des compétences en lecture, écriture et calcul chez les 6-9 ans • Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires • Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants	Consolider le Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord du secteur nord-est (+ projet de psychomotricité Bougez, jouez et communiquez au rythme de votre enfant)	Centre de pédiatrie social de Montréal-Nord	• CIUSSS-NÎM • Arrondissement de Montréal-Nord • Concertation petite enfance famille • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord • Organismes famille et jeunesse • Réseau des CPE, garderies privées subventionnées et garderies familiales de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
			Développer un nouveau point de service du Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord dans le secteur sud-ouest	Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord	• CIUSSS-NÎM • Arrondissement de Montréal-Nord • Concertation petite enfance famille • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord • Organismes famille et jeunesse • Réseau des CPE, garderies privées subventionnées et garderies familiales de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
			Offrir gratuitement le programme d'activités motrices Karibou pour les enfants de 1 à 5 ans et leurs parents	Sports Montréal	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Soutenir les activités du projet l'Accès 0-5 ans qui favorisent le développement global des enfants et le lien parental	Entre Parents de Montréal-Nord	• CIUSSS-ÎIM • Concertation petite enfance famille • Arrondissement de Montréal-Nord • Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Consolider et déployer « Montréal-Nord complètement Zélé » de la Concertation petite enfance famille	Concertation petite enfance famille	• Concertation petite enfance famille
			Implanter le programme Comptines et Farandoles favorisant l'éveil musical auprès des enfants vulnérables de 1 à 5 ans	Jeunes musiciens du Monde	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Soutenir l'implantation et le développement du projet École des parents de Montréal-Nord	Impulsion travail	• CSPÎ • Arrondissement de Montréal-Nord • Entre Parents de Montréal-Nord • Halte-Femmes Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LES PÉRIODES DE TRANSITION	**Mettre en place un continuum de services, sans point de rupture, à partir de la petite enfance jusqu'à l'obtention d'un premier diplôme** **Créer des ponts entre la famille, l'école et la communauté, notamment lors des périodes de transition**	• Soutenir la persévérance des jeunes ayant parcours difficiles • Développer, entre les intervenants, des moyens de communication et de suivi des jeunes • Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires	Soutenir le programme Alternative à la suspension du YMCA	YMCA du Québec	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Réseau réussite Montréal • REMES
			Établir un protocole de référencement intersectoriel pour les organismes : jeunesse et famille de Montréal-Nord (intervenants de 1re ligne)	Ressource à identifier	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille • CPE, garderies privées subventionnées, garderies familiales • Autres partenaires à identifier
			Consolider le projet d'agent de concertation-école-famille-communauté en ajoutant un agent de liaison pour travailler avec les écoles primaires et secondaires du secteur anglophone	Programme Horizon Jeunesse	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • CSEM – école primaire et secondaire • Réseau réussite Montréal
			Consolider le programme Pairs aidants afin de faciliter l'intégration des élèves de secondaire 1 des classes de cheminement particulier et/ou d'accueil	Coup de pouce jeunesse	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa
			Consolider le projet Idéo 16-17 (devenu Créneau CJE) qui fait le pont entre les élèves en grande difficulté des écoles secondaires et le Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa
			Évaluer la possibilité de créer une Coopérative d'aide aux devoirs avec mentorat	Organisme à déterminer	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir le développement du projet Mentorat et persévérance scolaire à la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord	Un itinéraire pour tous	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – école Henri-Bourassa • YMCA • REMES • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LES PÉRIODES DE TRANSITION			Soutenir le projet Redémarre ta vie en 5 ou 10 semaines qui vise l'obtention d'une attestation d'équivalence du niveau de scolarité (AENS) aux jeunes éloignés du réseau scolaire conventionnel et nouveaux immigrants	Centre de formation Jean-Paul-Lemay	• CSPÎ • Commission scolaire de Laval (CSDL) • Maison des jeunes l'Ouverture • Entre Parents de Montréal-Nord • Café-Jeunesse Multiculturel • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
			Déployer le programme Adopter une école à l'ensemble des écoles publiques de Montréal-Nord et solliciter l'intérêt des entreprises	Réseau réussite Montréal	• CSPÎ • Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes métropolitains • Entreprises privées à déterminer
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE	**Favoriser l'éveil aux arts, à la culture, aux sciences et aux technologies numériques**	• Renforcer l'intérêt et les connaissances scientifiques des jeunes ainsi que l'usage des outils numériques • Développer l'offre de service offerte aux jeunes et leur faciliter l'accès aux activités artistiques et numériques	Créer un laboratoire de littératie numérique dans les bibliothèques de Montréal-Nord (ex. : Fab Lab)	Arrondissement de Montréal-Nord	• Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) • CSPÎ – écoles secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir le projet Pour un Montréal-Nord scientifique afin d'initier et de renforcer les compétences en sciences, des élèves et des enseignants des écoles primaires de Montréal-Nord	CSPÎ : écoles primaires de Montréal-Nord	• Cégep Marie-Victorin
			Soutenir le projet École des Grands (centre d'aide aux devoirs et d'éveil scientifique) qui vise à augmenter la réussite des élèves du primaire en milieux défavorisés multiethniques (30 tuteurs recrutés par session/ étudiants collégiaux bénévoles)	CSPÎ : deux écoles primaires de Montréal-Nord (Adélard-Desrosiers et De la Fraternité)	• Cégep Marie-Victorin
			Bonifier la programmation en culture et bibliothèque, sports et loisirs qui appuie le développement de compétences chez les jeunes	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille
			Bonifier le volet jeunesse du programme de médiation culturelle de l'arrondissement de Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE			Soutenir la réalisation d'un projet éducatif en art mural auprès des enfants âgés entre 12 à 17 ans qui résident en habitations à loyer modique (HLM)	MU	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • HLM Place Normandie • Autres partenaires à identifier
			Pendant 10 ans, et chaque année, le Musée offrira 700 laissez-passer ainsi que des affiches aux jeunes référés par les écoles et organismes communautaires de Montréal-Nord. + Élaboration d'un projet éducatif et artistique avec des classes du primaire et du secondaire qui sera présenté au grand public + Collaboration pour l'éveil à la culture et aux arts à travers la réalisation de projets développés avec des organismes communautaires de Montréal-Nord, (Programme d'accessibilité et d'inclusion Le Musée en partage)	Musée des beaux-arts de Montréal	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille • Arrondissement de Montréal-Nord
			Soutenir le démarrage du projet de musique Jeunes musiciens nord-montréalais	Un itinéraire pour tous	• Culture X • Arrondissement de Montréal-Nord
			Créer une brigade de médiateurs culturels pour soutenir les enseignants dans les écoles et les intervenants communautaires	Organisme à déterminer	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Accroître le nombre de sorties culturelles effectuées par les écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord	CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord	• Ministère de la Culture et des Communications • Arrondissement de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE			Offrir des activités culturelles qui facilitent l'apprentissage du français chez les jeunes nouvellement arrivés dans les classes d'accueil de la CSPÎ	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord
			Implanter un programme de cirque social à Montréal-Nord afin de développer la littératie physique des jeunes (ex. : Écoles, camps de jour)	École nationale de cirque	• Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord
			Soutenir le projet Initiation à l'organisation d'un événement culturel réalisé par des jeunes du projet Ma première expérience de travail	Les Fourchettes de l'Espoir	• Arrondissement de Montréal-Nord
AGIR SUR LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES SAINES HABITUDES DE VIE	**Accroître la pratique sportive chez les jeunes tout en favorisant l'adoption de saines habitudes alimentaires**	• Soutenir davantage les pratiques sportives • Promouvoir les saines habitudes alimentaires	Développer la Coopérative de solidarité multisports (Initiation à plusieurs sports, formations continues et emploi pour les jeunes)	Coopérative de solidarité Multisports Plus	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et sportifs
			Bonifier l'aide financière aux clubs sportifs locaux	Arrondissement de Montréal-Nord	• Clubs sportifs reconnus par l'arrondissement de Montréal-Nord
			Soutenir le programme Sport-études qui vise à offrir à des enfants défavorisés du secteur nord-est ainsi qu'à des enfants ayant une déficience intellectuelle et physique des activités sportives supervisées les fins de semaine. Répit pour les parents	Mener Autrement	• Arrondissement de Montréal-Nord • Centre de réadaptation l'Intégrale • CIUSSS-NÎM • École secondaire Henri-Bourassa • Réchaud-bus • Marathon Montréal
			Créer un fonds dédié aux athlètes locaux pour soutenir leur participation dans les équipes d'élite et compétitions de haut niveau	Clubs sportifs reconnus par l'arrondissement de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord
			Consolider le projet de danse Parle avec ton rythme	Association de la Place Normandie	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Programme Horizon Jeunesse • Un itinéraire pour tous • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES SAINES HABITUDES DE VIE			Soutenir le projet École culinaire Les petits chefs afin de favoriser la sécurité alimentaire des enfants du primaire	Les Fourchettes de l'Espoir	• CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord
			Développer un programme sur la saine alimentation en lien avec les écoles primaires de Montréal-Nord	Fondation Sobeys	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Les Fourchettes de l'Espoir • La Tablée des Chefs



AXE 2 DÉVELOPPER LES TALENTS, L'EMPLOYABILITÉ ET L'ENTREPRENEURIAT

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT DES TALENTS ET DES COMPÉTENCES	**Continuer à développer le parcours de préemployabilité mis en place pour les adolescents de Montréal-Nord** **Développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes de Montréal-Nord** **Développer les talents et le leadership des jeunes, notamment par le mentorat**	• Renforcer les partenariats existants entre les organismes du parcours de préemployabilité et solliciter des employeurs potentiels pour accueillir les jeunes à la fin de leur parcours • Faire vivre des expériences entrepreneuriales aux adolescents ET • Offrir des services d'accompagnement aux jeunes adultes souhaitant démarrer une entreprise	Développer le projet Ma première expérience de travail en vue d'en faire un programme structurant et formateur pour tous les jeunes de Montréal-Nord	Les Fourchettes de l'Espoir	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Boscoville • Entreprises diverses
			Identifier et développer les programmes du Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé qui s'inscrivent dans le parcours de préemployabilité (ex. : École d'été)	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• Arrondissement de Montréal-Nord • Les Fourchettes de l'Espoir • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Entreprises diverses
			Offrir le programme DAFA à un plus grand nombre de jeunes possible	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé Intégration jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir le projet Aspirant-animateur (ASPI) visant à former les jeunes au métier d'animateur	Centre des jeunes l'Escale	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Centre d'action bénévole de Montréal-Nord • YMCA • Entre Parents de Montréal-Nord
			Offrir des stages d'exploration, du mentorat et des activités d'information sur les métiers exercés au sein de différentes organisations (ex. : Montréal Relève – Classes Affaires)	Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • CIUSSS-NÎM • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Cégep Marie-Victorin • Organisations et entreprises (ex. : Métro Richelieu)

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT DES TALENTS ET DES COMPÉTENCES		• Proposer un programme de leadership jeunesse où des personnalités de divers milieux agiront à titre de mentors auprès de jeunes talentueux	Soutenir l'implantation du nouveau projet de développement de l'entrepreneuriat Mon projet, ma carrière	CDEC de Montréal-Nord	• Service Canada • Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
			Soutenir le développement du projet Initiative succès avenir qui visent à stimuler les valeurs entrepreneuriales chez les jeunes à risque de décrochage scolaire en favorisant la rencontre avec les gens d'affaires	Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Organismes jeunesse à identifier
			Créer un Cercle des ambassadeurs et mentors pour favoriser le développement et le leadership de jeunes talents de Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Organismes jeunesse à identifier
AGIR SUR L'ACCÈS, LE MAINTIEN EN EMPLOI ET L'ENTREPRE-NEURIAT	**Offrir une gamme variée de programmes favorisant l'intégration des jeunes, notamment ceux qui sont éloignés du marché du travail**	• Accompagner et soutenir les jeunes margina-lisés qui désirent réintégrer le marché du travail vers les services et les programmes en employabilité • Proposer des alternatives d'emplois flexibles pour répondre aux besoins des jeunes en très grande précarité économique	Mettre en place une mesure d'accompagnement des jeunes vers les services et programmes d'Emploi-Québec du Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	Organismes locaux à identifier	• Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Organismes jeunesse à identifier
			Maintenir et développer le projet Voie d'accès afin de permettre aux jeunes adultes marginalisés et judiciarisés d'intégrer le marché du travail	Évolu-Jeunes 19-30 ans	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
			Soutenir l'implantation du projet-pilote Tremplin vers l'emploi dont l'objectif est d'offrir des stages en entreprises, rémunérés, pour les jeunes éloignés du marché du travail	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Entreprises à identifier
			Créer des plateaux de travail flexibles pour les jeunes qui ne sont pas prêts à intégrer le marché du travail sur une base régulière (ex. : Programme TAPAJ)	Centre des jeunes l'Escale	• Spectre de rue • Centre international de la prévention du crime • École Amos • Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR L'ACCÈS, LE MAINTIEN EN EMPLOI ET L'ENTREPRE-NEURIAT		• Diversifier les occasions d'emploi pour les jeunes en soutenant le développement d'entreprises d'économie sociale sur le territoire de Montréal-Nord • Développer des occasions d'emploi pour les jeunes dans les secteurs industriels et commerciaux de l'arrondissement	Offrir des occasions d'embauches aux jeunes peu scolarisés	Organismes à identifier	• Métro Richelieu (cadre, commis, emballeur, etc.) • Autres entreprises à déterminer
			Établir un programme de formations spécifiques aux métiers de l'alimentation et créer des occasions de recrutement pour les entreprises qui désirent offrir des emplois aux jeunes de Montréal-Nord	Métro Richelieu	• Service aux entreprises de la CSPÎ
			Soutenir le développement de l'entreprise d'économie sociale Carrefour du pain	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire



AXE 3 ENRICHIR LE VIVRE ENSEMBLE

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRON-NEMENTS FAVORABLES	**Favoriser l'inclusion sociale des jeunes**	• Mette en place des structures d'accueil et de services favori-sant l'intégration des jeunes marginalisés • Mettre en place des mesures de soutien et d'accompagne-ment des jeunes marginalisés • Mettre en place des mesures pour lutter contre l'hypersexualisa-tion et des risques d'exploitation sexuelle des jeunes, particulièrement des filles • Mettre en place des mesures pour lutter contre la violence conjugale et intrafamiliale	Soutenir le développement du projet Incubateur d'initiatives dans le secteur nord-est de Montréal-Nord (accueil, orientation, service psychosocial, formation en culture entrepreneuriale)	Café-Jeunesse Multiculturel	• SHAPEM • CIUSSS-NÎM • Parole d'excluEs • Arrondissement de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
			Soutenir la construction d'un immeuble à logements sociaux dans le secteur nord-est de Montréal-Nord pour jeunes hommes en difficulté	Les Fourchettes de l'Espoir	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • CAMÉÉ • La Tablée des Chefs • Autres partenaires à identifier
			Offrir des logements temporaires d'urgence aux jeunes en situation de grande précarité	Centre des jeunes l'Escale	• Spectre de rue • SHAPEM • Évolu-Jeunes 19-30 ans • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Café-Jeunesse Multiculturel • Autres partenaires à identifier
			Établir un plan de communication en matière de violence conjugale et intrafamiliale	Arrondissement de Montréal-Nord	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Table femmes Osez au féminin • CIUSSS-NÎM • Autres partenaires à identifier
			Réviser la réglementation municipale en matière d'incivilités dans les parcs de l'arrondissement	Arrondissement de Montréal-Nord	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRON-NEMENTS FAVORABLES		• Soutenir les jeunes ayant un problème de santé mentale ainsi que leurs familles • Mettre en place des mesures pour lutter contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance • Valoriser l'apport des communautés culturelles au développement de la collectivité nord-montréa-laise	Soutenir le développement du projet Espace jeunesse et santé mentale pour soutenir les jeunes adultes fragilisés par un problème de santé mentale	CAMÉÉ	• Ressource intermédiaire privée en santé mentale • CIUSSS-NÎM • Arrondissement de Montréal-Nord • Les Fourchettes de l'Espoir • Autres partenaires à identifier
			Soutenir le développement du projet Les yeux grands ouverts qui vise à contrer la violence conjugale et intrafamiliale	Café-Jeunesse Multiculturel	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord • Coup de pouce jeunesse • CSPÎ – école secondaire Calixa-Lavallée • Maison SAM X • Centre des Femmes Interculturel Claire • SPVM-PDQ 39 • Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)
			Soutenir le développement du projet de mobilisation Place à l'entraide au HLM Place Normandie (ajout d'un volet de soutien scolaire)	Coup de pouce jeunesse	• Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) • Arrondissement de Montréal-Nord • CIUSSS-NÎM • Comité des partenaires de la Place Normandie • Fondation Bombardier
			Renforcer les programmes Travailleur de rue, Travailleur de proximité et Médiation sociale	Café-Jeunesse Multiculturel Institut Pacifique	• Arrondissement de Montréal-Nord • SPVM-PDQ 39 • Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM) • Centre local d'emploi • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Institut Pacifique • Parole d'excluEs • Autres partenaires à identifier
			Soutenir le projet Osez au féminin qui vise à aider les jeunes filles en difficulté (violence, délinquance, criminalité, exploitation sexuelle, hypersexualisation)	Café-Jeunesse Multiculturel	• Table de quartier Montréal-Nord en santé • Halte-Femmes Montréal-Nord • École secondaire Calixa-Lavallée • Coup de pouce jeunesse • Maison SAM X • CIUSSS-NÎM • SPVM-PDQ 39
			Soutenir le projet La concertation au cœur de nos actions pour contrer l'exploitation sexuelle des jeunes filles	École secondaire Henri-Bourassa Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé Coup de pouce jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • École primaire Le Carignan • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRON-NEMENTS FAVORABLES			Dresser un portrait de la discrimination fondée sur la race à Montréal-Nord	Ressource à identifier	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord (TCJMN) • SPVM-PDQ 39 • Organismes jeunesse à identifier
			Mettre en valeur la diversité culturelle à Montréal-Nord en organisant un événement annuel (ex. : Fête de la diversité)	Organisme local à identifier	• Arrondissement de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Organismes communautaires jeunesse à identifier
			Soutenir le projet Mieux se comprendre qui vise à favoriser la cohabitation harmonieuse entre les adolescents du nord-est, les commerçants et les usagers du Mail Léger	Maison des jeunes l'Ouverture	• Arrondissement de Montréal-Nord • SPVM-PDQ 39 • Association de la Place Normandie • Entre Parents de Montréal-Nord • Un itinéraire pour tous
			Soutenir le projet Comprendre mon ado pour aider les parents, notamment ceux issus de l'immigration dans leurs relations avec leurs adolescents	Entre Parents de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • Coup de pouce jeunesse • SPVM-PDQ 39 • Maison Jean Lapointe • Centre d'écoute et de référence – UQAM • Regroupement de la valorisation de la paternité
			Sensibiliser les employeurs de Montréal-Nord aux problématiques d'embauche des jeunes des communautés culturelles	Organisme local à identifier	• Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Emploi-Québec • Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord • Arrondissement de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Entreprises privées à identifier
			Soutenir le développement d'un programme de formation et de médiation interculturelle	Arrondissement de Montréal-Nord (ressource d'expertise à déterminer)	• SPVM-PDQ 39 • Autres partenaires à identifier
			Établir un portrait sur la santé mentale des jeunes de Montréal-Nord	Organisme local à identifier	• CIUSSS-NÎM • Centre jeunesse de Montréal • CAMÉÉ

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR L'OFFRE D'ACTIVITÉS LIBRES ET ACCESSIBLES	**Mettre en place des infrastructures qui permettent de développer l'offre d'activités offerte aux jeunes**	• Permettre aux jeunes d'avoir accès toute l'année à une offre de services accessible, riche et variée les soirs, les fins de semaine et durant les congés du calendrier scolaire incluant la période estivale	Soutenir la construction de trois nouveaux chalets de parcs incluant un espace jeunesse + un terrain de football au parc Henri-Bourassa dans les secteurs est, centre et ouest	Arrondissement de Montréal-Nord	• Ville de Montréal • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir l'offre de service de l'Espace Jeunesse de l'ouest – Le Salon	Programme Horizon Jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Organismes jeunesse à identifier
			Maintenir et bonifier le programme Temps libre (écoles + parcs) pendant la semaine et la fin de semaine	Institut Pacifique	• Arrondissement de Montréal-Nord • Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord
			Relancer le projet d'activités libres à la MCC pour les enfants de 5 à 12 ans offert les soirs après l'école	Institut Pacifique	• Arrondissement de Montréal-Nord • UIPT • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille
			Soutenir la programmation d'activités jeunesse à la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord	Un itinéraire pour tous	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – école secondaire Henri-Bourassa • Coup de pouce jeunesse • Café-Jeunesse Multiculturel • Gap-Vie • 3e Avenue • Parole d'ExcluEs • Centre des jeunes l'Escale + École Amos
			Initier les enfants de 6 à 12 ans fréquentant les camps de jour, à la pratique sportive par la Caravan Sport Montréal	Sports Montréal	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • Autres partenaires à identifier
			Soutenir le programme d'animation estivale dans les parcs de Montréal-Nord (plusieurs projets estivaux)	Arrondissement de Montréal-Nord	• Organismes communautaires et culturels à identifier
			Accroître l'impact du programme d'aide financière aux activités parascolaires dans les écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • CSEM – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
			Soutenir le projet Horizon du samedi	Programmes Horizon Jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
AGIR SUR L'ENGAGEMENT CIVIQUE ET SOCIAL DES JEUNES	**Développer et mettre en valeur le leadership des jeunes et le développement de compétences civiques**	• Faire en sorte que les jeunes soient parties prenantes dans la conception et la réalisation des projets qui les concernent • Créer des occasions qui permettront aux jeunes de s'impliquer et de s'exprimer sur les enjeux de société qui les concernent • Encourager les jeunes à s'engager auprès de leur communauté (bénévolat, volontariat) en les accompagnant et en leur offrant plusieurs possibilités pour le faire	Développer une École d'été à Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• Boscoville • Coup de pouce jeunesse • Institut du Nouveau Monde
			Implanter le Programme Projet action jeunesse (PAJ) à Montréal-Nord	Boscoville	• Organisme jeunesse à identifier
			Créer un programme de leadership jeunesse à Montréal-Nord (conseil jeunesse, cercle des jeunes leaders et mentorés)	Arrondissement de Montréal-Nord	• Cercle des ambassadeurs et mentors • Organismes jeunesse à identifier
			Créer un concours directeur, directrice d'arrondissement d'un jour pour les étudiants du 5e secondaire	Arrondissement de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa
			Soutenir le programme d'entraide et d'engagement communautaire (mission global de Coup de pouce jeunesse)	Coup de pouce jeunesse	• Centraide du Grand Montréal • Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) • Direction de la santé publique (DSP) • Fondation Dufresne-Gauthier • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Organismes jeunesse à identifier
			Déployer un projet visant la formation et l'accompagnement des organismes dans la mise en place d'activités intergénérationnelles	Intergénérations Québec	• Organismes communautaires à identifier
SOUTENIR LES TABLES DE CONCERTATION DE MONTRÉAL-NORD	**Doter les tables de concertations des ressources pour assurer leur fonctionnement**	• Favoriser et maintenir la mobilisation des partenaires autour du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse	Assurer une coordination à temps partiel à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord ➕ Assurer un poste de professionnel à la Table de quartier Montréal-Nord en santé pour la mise en œuvre du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse	Table de quartier Montréal-Nord en santé Table de concertation jeunesse	• Québec en Forme • Arrondissement de Montréal-Nord • Secrétariat à la jeunesse du Québec



LA JEUNESSE, C'EST UNE
priorité collective
À MONTRÉAL-NORD

Montréal-Nord
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel
GDD 1204988003

Contribution financière budget d'arrondissement Priorité Jeunesse - année 2020 à 2022

Tableau : Dépenses annuelles à prévoir (dépense nette)

	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Dépense	134 068 $	152 318 $	152 318 $			438 705 $

Pour l'année 2020 ,je certifie que les crédits budgétaires requis sont disponibles au poste budgétaire (imputation) indiqué dans la présente.

Pour les années 2021 et 2022, je certifie que les crédits budgétaires requis seront disponibles au poste budgétaire (imputation) indiqué dans la présente.

Le système financier actuel de la Ville ne permet l'engagement de crédits budgétaires que pour l'exercice en cours.
Les crédits seront réservés par une demande d'achat qui sera faite en début des années 2021 et 2022.

Type d'engagement :	Demandes d'achats
No d'engagement :	636973, 636977, 636983, 637078

Imputation :	2416.0010000.302425.05803.61900.016491.0000.000000.017003.00000.00000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1204669002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement socia
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder des contributions financières totalisant la somme de 122 810 $, pour l'année 2020, aux organismes suivants : 50 630 $ au Club de natation de Montréal-Nord, 27 630 $ au Club de soccer de Montréal-Nord, 17 790 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Montréal-Nord, 12 360 $ au Club de basketball de Montréal-Nord et 14 400 $ au Baseball mineur de Montréal-Nord et approuver les projets de convention à intervenir.

Il est recommandé :
QUE soient accordées des contributions financières totalisant la somme de 122 810 $, pour l'année 2020, aux organismes suivants : 50 630 $ au Club de natation de Montréal-Nord, 27 630 $ au Club de soccer de Montréal-Nord, 17 790 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Montréal-Nord, 12 360 $ au Club de basketball de Montréal-Nord et 14 400 $ au Baseball mineur de Montréal-Nord;

QUE soient approuvés les projets de convention à intervenir entre l'arrondissement de Montréal-Nord et ces organismes;

ET QUE ces dépenses soient imputées conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par **Le**

Signataire : _____

Rachel LAPERRIÈRE
Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

PROJET

IDENTIFICATION **Dossier # :1204669002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement socia
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder des contributions financières totalisant la somme de 122 810 $, pour l'année 2020, aux organismes suivants : 50 630 $ au Club de natation de Montréal-Nord, 27 630 $ au Club de soccer de Montréal-Nord, 17 790 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Montréal-Nord, 12 360 $ au Club de basketball de Montréal-Nord et 14 400 $ au Baseball mineur de Montréal-Nord et approuver les projets de convention à intervenir.

CONTENU

CONTEXTE

La Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord (ci-après nommée la Politique) a été adoptée le 11 octobre 2011. Elle est en vigueur depuis janvier 2012. Elle prévoit notamment une aide financière annuelle pour soutenir la mission des organismes sportifs desservant les jeunes qui résident à Montréal-Nord, à l'exception de ceux œuvrant dans les sports de glace.
Pour obtenir une subvention, l'organisme doit faire une demande officielle par écrit à l'arrondissement au moyen du formulaire prévu à cet effet. Selon les fonds disponibles pour l'année courante, les subventions versées aux organismes sportifs sont déterminées en fonction des conditions d'admissibilité au programme, des modalités d'attribution et des mesures de transition et de réajustement prévues dans la Politique. Cet engagement est révisé à chaque trois an. Par ailleurs, la part de l'aide financière allouée à chaque organisme sportif est garantie pour les trois prochaines années.

Les cinq (5) organismes ci-dessous énumérés étaient admissibles et ont acheminé une demande d'aide financière en 2018, dont la validité est de trois ans, auprès de l'arrondissement dans le cadre du programme de Subventions aux clubs sportifs. Il s'agit de la troisième et dernière année de l'entente en 2020.

1- Club de natation de Montréal-Nord
2- Club de soccer Montréal-Nord
3- Club de gymnastique Gymkhana de Mtl-Nord
4- Club de basketball de Montréal-Nord
5- Baseball mineur de Montréal-Nord

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 10 007 (21 janvier 2019) : Accorder des contributions financières totalisant la somme de 122 810 $, pour l'année 2019, aux organismes suivants : 50 630 $ au Club de natation et de plongeon de Montréal-Nord, 27 630 $ au Club de soccer de Montréal-Nord,

17 790 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Montréal-Nord, 12 360 $ au Club de basketball de Montréal-Nord et 14 400 $ au Baseball mineur de Montréal-Nord et approuver les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal -Nord et ces organismes.
CA18 10 034 (12 février 2018) : Accorder une contribution financière totalisant 122 810 $, pour l'année 2018, aux organismes suivants: 51 450 $ au Club de natation de Montréal-Nord, 29 490 $ au Club de soccer Montréal-Nord, 16 630 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Mtl-Nord, 13 160 $ au Club de basketball de Montréal-Nord et 12 080 $ au Baseball mineur Montréal-Nord, à titre de partenaires de mission complémentaire, dans le cadre du Programme de subvention aux clubs sportifs et d'approuver les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord, et ces organismes.

CA17 10 010 (16 janvier 2017) : Accorder des contributions financières totalisant 122 810 $, pour l'année 2017, aux organismes suivants : 52 270 $ au Club de natation de Montréal-Nord, 31 350 $ au Club de soccer Montréal-Nord, 15 470 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Mtl-Nord, 13 960 $ au Club de basketball de Montréal-Nord et 9 760 $ à Baseball mineur Montréal Nord à titre de partenaires de mission complémentaire, dans le cadre du programme de subventions aux clubs sportifs et approuver à cette fin les projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord, et ces organismes.

CA16 10 006 (11 janvier 2016) : Accorder des contributions financières totalisant la somme de 122 820 $, pour l'année 2016, aux organismes suivants : 50 610 $ au Club de natation de Montréal-Nord, 30 350 $ au Club de soccer Montréal-Nord, 14 980 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Mtl-Nord, 13 520 $ au Club de basketball de Montréal-Nord, 9 450 $ à Baseball mineur Montréal Nord et 3 910 $ au Club de nage synchronisée de Montréal-Nord (Aquana) à titre de partenaires de mission complémentaire, dans le cadre du programme de subventions aux clubs sportifs et approuver à cette fin six projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord, et ces organismes.

CA15 10 049 (9 février 2015) : Accorder une contribution financière totale de 122 795,72 $, pour l'année 2015, à Baseball mineur Montréal-Nord (8 079,48 $); au Club de basket-ball de Montréal-Nord (14 347,80 $); au Club de gymnastique Gymkhana de Mtl-Nord (17 337,48 $); au Club de nage synchronisée de Montréal-Nord (Aquana) (5 624,74 $); au Club de natation de Montréal-Nord (48 473,48 $); et au Club de soccer Montréal-Nord (28 932,74 $), à titre de partenaires de mission complémentaire, dans le cadre du programme de subventions aux clubs sportifs et d'approuver à cette fin six projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord, et ces organismes.

CA14 10 043 (10 février 2014) : Accorder une contribution financière de 122 795,74 $ aux six organismes suivants: 6 712,53 $ au Baseball mineur de Montréal-Nord, 15 182,50 $ au Club de basketball de Montréal-Nord, 19 695,77 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Montréal-Nord, 7 344,83 $ au Club de nage synchronisée Aquana de Montréal-Nord, 46 340,84 $ au Club de natation et de plongeon de Montréal-Nord, 27 519,27 $ au Club de soccer de Montréal-Nord, à titre de partenaires de mission complémentaire, dans le cadre du programme de subventions aux clubs sportifs.

CA13 10 028 (12 février 2013) : Accorder une contribution financière de 122 795,74 $, pour l'année 2013, aux six (6) clubs sportifs soit 6 712,53 $ au Baseball mineur de Montréal -Nord, 15 182,50 $ au Club de basketball de Montréal-Nord, 19 695,77 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Montréal-Nord, 7 344,83 $ au Club de nage synchronisée Aquana de Montréal-Nord, 46 340,84 $ au Club de natation et de plongeon de Montréal-Nord, 27 519,27 $ au Club de soccer de Montréal-Nord à titre de partenaires de mission

complémentaire, dans le cadre du programme de subventions aux clubs sportifs.

CA12 10 078 du 13 mars 2012 : Approuver le versement de cinq contributions financières aux organismes sportifs suivants: un montant de 46 340, 84 $ au Club de natation et de plongeon de Montréal-Nord, un montant de 25 847,88 $ au Club de gymnastique Gymkhana de Montréal-Nord, un montant de 13 032,41 $ au Club de nage synchronisée Aquana de Montréal-Nord, un montant de 8 356,27 $ au Baseball mineur de Montréal-Nord et un montant de 8 327,01 $ au Club de basketball de Montréal-Nord.

Organismes	Subvention 2012	Subvention 2013	Subvention 2014
Baseball mineur de Montréal-Nord	8 356,27$	6 712,53$	6 712,53$
Club de basketball de Montréal-Nord	8 327,01$	15 182,50$	15 182,50$
Club de gymnastique Gymkhana de Mtl-Nord	25 847,88$	19 695,77$	19 695,77$
Club de nage synchronisée de Montréal-Nord (Aquana)	13 032,41$	7 344,83$	7 344,83$
Club de natation de Montréal-Nord	46 340,84$	46 340,84$	46 340,84$

CA12 10 332 du 9 octobre 2012 : Accorder une contribution financière de 24 315,59 $ au Club de soccer de Montréal-Nord, qui a déposé une demande en vertu des subventions versées aux organismes sportifs.

Organisme	Subvention 2012	Subvention 2013	Subvention 2014
Club de soccer Montréal-Nord	24 315,59$	27 519,27$	27 519,27$

DESCRIPTION

Ce programme de subvention vise à soutenir les clubs sportifs afin qu'ils offrent un environnement permettant le développement optimal des jeunes sportifs.
Les critères de répartition des subventions destinées aux organismes sportifs que l'ont retrouve dans la Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes sont les suivants :

40%	selon le nombre de participants réguliers aux activités sportives
20%	selon le nombre d’événements sportifs organisés
20%	selon le nombre d’heures d’entrainement assurées par des entraîneurs certifiés
10%	selon les ressources consenties pour la gestion administrative et la coordination
5%	selon le nombre d’athlètes qui compétitionnent au niveau provincial
5%	selon le nombre d’athlètes qui compétitionnent au niveau national

JUSTIFICATION

Les fonds dédiés au Programme de subventions aux clubs sportifs ont pour objectif de promou
pratique d’activités physiques chez les jeunes. Les critères de répartition des subventions desti
aux organismes sportifs contribuent au développement d’une culture sportive au sein du territo
Voici les résultats pour chacun des critères permettant de calculer le montant des subventions
octroyées aux clubs sportifs :

Performance en 2017	CRITÈRE 1 PARTICIPANTS 40% budget total	CRITÈRE 2 ÉVÉNEMENTS 20% budget total	CRITÈRE 3 HEURES D'ENTRAÎNEMENT 20% budget total	CRITÈRE 4 SOUTIEN À LA GESTION ET COORDINATION 10% budget total	CRITÈRE 5 ATHLÈTES DE NIVEAU NATIONAL 5% budget total	CRITÈ ATHL DE NIVEAU 5% budg
Club de natation et de plongeon	756	8	3 159	56 307,00 $	8	1
Club de baseball mineur	128	7	799	0,00 $	1	
Club de basketball	240	2	720	23 400,00 $	0	
Club de gymnastique Gymkhana	305	0	3 316	31 466,00 $	0	
Club de soccer	536	3	4 368	5 000,00 $	0	
	1 965	**20**	**12 362**	**116 173,00 $**	**9**	**1**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon les fonds disponibles pour l'année courante, la part de l'aide financière allouée à chaque sportif provient de fonds dédiés au Programme de subventions aux clubs sportifs de la Politique reconnaissance et de soutien des organismes.
La part des subventions attribuée à chacun des clubs sportifs est révisée aux trois ans. L'ajout nouveaux organismes admissibles à ce type de subvention est uniquement autorisé au momen cette révision.

En 2020, il s'agit de la dernière année de l'entente. En 2021, les sommes accordées seront rev fonction des critères de répartition prévus dans le programme Subventions aux clubs sportifs.

	2018	2019	2020
Club de natation et de plongeon	51 450,00 $	50 630,00 $	50 630
Club de baseball mineur	12 080,00 $	14 400,00 $	14 400
Club de basketball	13 160,00 $	12 360,00 $	12 360
Club de gymnastique Gymkhana	16 630,00 $	17 790,00 $	17 790
Club de soccer	29 490,00 $	27 630,00 $	27 630
Total	**122 810,00 $**	**122 810,00 $**	**122 810,0**

Cette dépense au montant de 122 810 $ est prévue au budget de fonctionnement de l'arrondissement**.**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'octroi des contributions financières totalisant 122 810 $ aux cinq organismes sportifs, va contribuer au principe de développement durable de la collectivité montréalaise. Elle permettra d'assurer une meilleure qualité de vie aux résidents de l'arrondissement, car cette offre de service leur permettra de pratiquer les sports ci-haut mentionnés sur tout le territoire, et ce, durant toute l'année.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les clubs investissent les sommes versées par la Ville dans les services qu'il offre à ses membres; cela permet d'amortir les frais de fonctionnement. Sans ces sommes, les clubs n'auraient d'autres choix que d'augmenter les frais d'inscription, ce qui diminuerait l'accessibilité aux activités sportives et cela aurait des conséquences néfastes sur tous les niveaux sportifs (du récréatif au compétitif) et tous les groupes d'âge qui sont visés par ces activités. Cet état de fait serait surtout vrai pour les personnes et les familles à faibles et moyens revenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Journaux locaux, l'Info-Nord, site Internet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Versement de l'octroi;

- Évaluation du programme assujetti à la présente convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Sophie BOULAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LARIVIERE
agent (e) de developpement d'activites culturelles physiques et sportives

Tél : 514-328-4000 P:4070
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Claudel TOUSSAINT
Directeur

Tél : 514 328-4000
Télécop. : 514 328-4064

Montréal-Nord
Montréal

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord (Québec), H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

CLUB DE NATATION DE MONTRÉAL- NORD personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 11121, avenue Salk, app. 100, Montréal-Nord (Québec) H1G 4Y3, agissant et représentée par M. Martin Panneton, entraîneur en chef, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de promouvoir la natation compétitive auprès des jeunes de 5 à 25 ans et de la développer à son plus haut niveau. Le Club offre également des activités aux adultes avec son groupe des maîtres-nageurs;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de subventions aux Clubs sportifs pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 **« Annexe 3 »**	règles et procédures concernant l'accès aux installations et prêt de matériel;
2.4 « **Annexe 4** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.5 **« Annexe 5 » :**	accès aux installations et prêt de matériel (article 8.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes;
2.6 « **Responsable** » :	le Directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.7 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.8 « **Projet** » :	l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;
2.9 « **Rapport annuel** » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
2.10 « **Reddition de compte** » :	les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution

financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : Arrondissement de Montréal-Nord

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cinquante mille six cent trente (50 630 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en **deux** versements :

- un premier versement représentant 50 % de la subvention soit un montant de 25 315 $ dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.
- un deuxième versement représentant 50 % de la subvention soit un montant de 25 315 $ au 15 septembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le

montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 31 décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **DOCUMENTS À FOURNIR**

5.4.1 remettre au RESPONSABLE, à chaque année, le procès-verbal de l'assemblée générale annuelle, établis conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord;

Informer l'ARRONDISSEMENT de tout changement qui surviendrait dans la composition de son conseil d'administration et de sa direction;

5.5 **PROGRAMMATION**

5.5.1 transmettre, sur demande, au RESPONSABLE, tous les renseignements utiles liés à la programmation de ses activités;

5.5.2 respecter les politiques et procédures établies par l'ARRONDISSEMENT;

5.6 **ASSURANCES**

5.6.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.6.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.7 **ASPECTS FINANCIERS**

5.7.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.7.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.7.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.7.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.7.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.7.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.7.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le 31 décembre à chaque année un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.7 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.8 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la

tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.9 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.10 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.11 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même

document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 11121, avenue Salk, app. 100, Montréal-Nord (Québec) H1G 4Y3, et tout avis doit être adressé à l'attention de l'entraîneur en chef M. Martin Panneton. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord, Québec, H1H 5R5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CLUB DE NATATION DE MONTRÉAL-NORD

Par :_____
Martin Panneton, entraîneur en chef

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, le _____ jour de _____ 20____ (Résolution CA__ _____).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Montréal-Nord
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4
Téléphone : 514-328-4000, poste 4077
Télécopieur : 514-328-4064

REÇU le 09 DEC. 2017
Rép:

FORMULAIRE 2
DEMANDE DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS

NOTE – Les renseignements demandés sont relatifs à la dernière année fiscale complétée.

Nom de l'organisme	Club de Natation et de Plongeon de Montréal-Nord

Nombre de participants dans la dernière année fiscale complétée (moins de 25 ans)	Résidents de Montréal-Nord 573	Non-résidents de Montréal-Nord 143

Nombre de participants réguliers ** à vos activités dans la dernière année fiscale complétée	756
*** Participant qui prend part aux activités ou bénéficie des services de l'organisme sur une base régulière et selon une périodicité établie. Un participant ne peut être comptabilisé plus d'une fois.*	

Dépenses déclarées dans vos états financiers vérifiés ou une mission d'examen et déposés lors de votre dernière assemblée générale annuelle	371 709 $

Événements sportifs organisés par votre club et sanctionnés par votre fédération dans la dernière année fiscale complétée

Types et dates des événements	Jour (s)	Durée de ces événements (en heures)
Voir document ci-joint.		
	Total/jours	Total/heures

1

Événements sportifs organisés par le club

Types	Dates	Jours	Durée en heures
Classique de course MN	23 octobre 2016	1	12
Invitation provinciale MN	25 au 27 novembre 2016	3	32
Invitation provinciale des maîtres-nageurs	10 décembre 2016	1	9
Invitation régionale #1	11 décembre 2016	1	4,5
Invitation régionale #2	11 décembre 2016	1	4,5
Essai de temps	10 février 2017	1	2 ½
Sélection des Jeux de Montréal	10 février 2017	1	2 ½
Intra-club#1	1er mars 2017	1	3
Grand Prix de Montréal	8-9 avril 2017	2	22
Championnat provincial des maîtres-nageurs	21 au 23 avril 2017	3	36
Intra-club#2	26 mai 2017	1	5
Compétition de fin de saison	10 juin 2017	1	8

Dépenses salariales		
Salaires annuels de votre organisme		187 691 $
Salaires annuels de votre organisme *(inclus ci-haut)* servant uniquement à la gestion administrative et à la coordination de votre organisme	56 307 $	30%

Catégorie d'athlètes	Nombre
Non-compétitif	382
Catégorie d'athlètes qui participent à des compétitions fédérées ****	**Nombre**
De niveau régional	101
De niveau provincial	265
De niveau national	8

***** Un athlète doit être indiqué à un seul niveau, soit à son niveau de participation le plus élevé.*

Entraînements	
Nombre total d'entraîneurs : 25	Nombre total d'entraîneurs certifiés PNCE : 6

Heures d'entraînement annuelles

Nombre : 3816 heures

Explications :
- 78 heures d'entraînements par semaine x 42 semaines = 3276 heures.
- Ligue d'été, 6 semaines = 240 heures.
- Entraînement estival provincial élite, 6 semaines = 300 heures.

Heures d'entraînement annuelles *(inclus ci-haut)* exécutées par un ou des entraîneurs certifiés PNCE ***

Nombre : 3159 heures.

Explications :
Les entraîneurs PNCE du club sont en charge de la majorité des entraînements du club.
Seulement 657 heures sur les 3159 heures sont exécutés par des entraîneurs non PNCE.

**** Programme national certification des entraîneurs*

Signature du responsable de l'organisme

5 décembre 2017
Date

À RETOURNER:
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

3

Montréal-Nord
Montréal

(Document à joindre avec la demande de soutien financier)

Engagement de l'organisme

(Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général de la Ville de Montréal)

Nous soussigné _____
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance des modalités du programme de subvention aux Clubs sportifs de l'arrondissement de Montréal-Nord, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le **conseil d'arrondissement de Montréal-Nord**, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation de la programmation d'activités de l'organisme.

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme

_____ _____
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme Date

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Local permanent

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Aréna Garon	11 212, ave Garon		01-01-2020	Jusqu'à la réouverture de H.-B.		7h à 23 h

Prêt d'installation sportive intérieure - Piscine

Nom de l'installation	Période d'utilisation
Piscine Calixa-Lavallée	Septembre à août

ANNEXE 3

RÈGLES ET PROCÉDURES CONCERNANT L'ACCÈS AUX INSTALLATIONS

ET LE PRÊT DE MATÉRIEL

L'article 8.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord intitulé *Accès aux installations et prêt de matériel* s'applique.

L'ORGANISME, par son représentant, déclare avoir pris connaissance des conditions énoncées à l'article 8.3 tel que décrites à l'annexe 5 de cette politique et les accepte intégralement.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE e JOUR DU MOIS DE _____ 2020

CLUB DE NATATION DE MONTRÉAL-NORD

Par : M. Martin Panneton, entraîneur en chef

ANNEXE 4
NORMES DE VISIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Considérant que l'ARRONDISSEMENT a la **responsabilité du soutien** aux organismes reconnus pour l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires et de loisirs sur son territoire;

Considérant que l'ORGANISME est **reconnu comme partenaire** de l'arrondissement œuvrant à **l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires ou de loisirs**;

Considérant qu'il est primordial **d'assurer un juste rayonnement** à tous les efforts mis en œuvre par l'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT pour donner suite aux activités faisant l'objet de la présente convention;

L'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT conviennent du présent protocole de visibilité :

- Ce protocole de visibilité s'applique aux activités ou aux événements pour lesquels l'ARRONDISSEMENT fournit un soutien financier, technique et matériel dont la valeur est supérieure à 1 000 $.

- Lorsque l'ORGANISME produit des outils pour la promotion d'une activité ou d'un événement qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT (par exemple affiche, dépliant, brochure, publicité média, kiosque, site internet, etc.) la référence au soutien de l'ARRONDISSEMENT doit également être accompagnée du logo de l'ARRONDISSEMENT (voir la section «Modalités d'application» point 1, 2 et 3).

- Lorsque l'ORGANISME produit des documents publics autres que promotionnels (rapport de recherche, étude, présentation diaporama, communiqué de presse) pour un projet ou une activité qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT, quel qu'en soit le support, il doit mentionner sur le document que l'activité ou le projet auquel il se réfère a été réalisé grâce au soutien de l'ARRONDISSEMENT de Montréal-Nord (voir libellé dans la section «Modalités d'application» point 4).

- Lorsque l'ORGANISME produit son rapport annuel, il devra explicitement souligner le partenariat avec l'ARRONDISSEMENT.

- L'ARRONDISSEMENT s'engage à fournir à l'ORGANISME les éléments de communication nécessaires à la réalisation des objectifs de visibilité de l'ARRONDISSEMENT, notamment par la fourniture de panneaux, bannières, affiches, voile publicitaire ou enrouleur publicitaire identifiant l'ARRONDISSEMENT; ceci inclut l'accès à la signature institutionnelle (logo) et, le cas échéant, au message des élus de l'ARRONDISSEMENT;

- Lorsque l'activité se déroule dans un équipement de l'ARRONDISSEMENT (bâtiment ou terrain), l'installation et l'affichage d'outils promotionnels, quels qu'ils soient, devront être autorisés et se faire aux endroits identifiés par le responsable désigné par l'ARRONDISSEMENT;

- Par ailleurs, si le projet de l'ORGANISME donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'ARRONDISSEMENT à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance (voir la section «Modalités d'application»).

- La visibilité accordée à l'ARRONDISSEMENT n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet ou à l'activité; dans ce cas, l'ORGANISME doit s'assurer que la visibilité accordée tende à refléter l'importance relative de la contribution des partenaires.

MODALITÉS D'APPLICATION

1. **Logo de l'arrondissement**

   Il y a deux adaptations possibles du logo de l'arrondissement, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge) ou en noir (texte et rosace en noir); la largeur du logo ne doit jamais être inférieure à 2,5 cm (1 pouce).

   Lorsqu'une mention faisant référence au soutien des partenaires n'est pas présente (du type «Avec le soutien de» ou «Grâce au soutien de»), le texte «Fier partenaire» doit accompagner le logo tel qu'illustré :

   Montréal-Nord
   Montréal

   FIER PARTENAIRE

   Ces versions sont disponibles sur demande à l'adresse de courriel:

   communications-mn@ville.montreal.qc.ca

2. **Positionnement du logo de l'arrondissement**

   La règle de positionnement établie par la Ville n'est pas obligatoire lors de l'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement par un organisme. Ce sont alors les normes graphiques de l'organisme qui prédominent.

3. **Approbation des documents**

   L'utilisation du logo de l'arrondissement sur tout document produit par un organisme doit cependant faire l'objet d'une approbation de la Division des relations avec les citoyens et communication avant leur reproduction ou leur impression. Les demandes d'approbation accompagnées du document (brochure, dépliant, affiche, feuillet ou autre) dans sa version finale doivent être transmises à l'adresse courriel suivante :

   communications-mn@ville.montreal.qc.ca

4. **Libellé à inclure dans les documents autres que promotionnels**

   Lorsqu'une activité ou un projet entraîne la production d'un document tel un rapport de recherche, un rapport d'activité, une étude, une présentation par diaporama ou autre, la page de garde ou son équivalent doit contenir une mention du type «ce rapport (ou cette étude, ou ce projet, ou cette activité) a été rendu possible grâce au soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord». La production d'un communiqué de presse doit également contenir une telle mention.

5. **Invitation aux représentants de l'arrondissement**

   Lorsque le projet donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'arrondissement à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance en transmettant l'information à l'adresse courriel suivante :

   communications-mn@ville.montreal.qc.ca

06-2018

ANNEXE 5

ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET PRÊT DE MATÉRIEL – ARTICLE 8.3 DE LA POLITIQUE DE RECONNAISSANCE ET DE SOUTIEN AUX ORGANISMES

8.3 Accès aux installations et prêt de matériel

Afin de soutenir le dynamisme des organismes qui œuvrent sur son territoire, l'arrondissement gère une variété d'installations permettant le déploiement d'activités culturelles, sportives, de loisirs, sociales et économiques au bénéfice des citoyens de Montréal-Nord. Elle gère également le matériel nécessaire à la réalisation de ces activités.

Pour assurer un accès équitable aux installations et au matériel, tout en tenant compte de leur disponibilité, le présent article contient les règles d'attribution et d'utilisation. Elles s'appliquent à l'ensemble des installations et du matériel géré par l'arrondissement, à l'exception des locaux de la MCC. Les règles spécifiques de la MCC apparaissent à l'article 8.4 et celles relatives aux locaux des bibliothèques, à l'article 8.3.2.

8.3.1 Types de locaux et de plateaux

Les types de locaux et de plateaux gérés par l'arrondissement sont les suivants.

1- Les locaux des bibliothèques, c'est-à-dire les espaces dont la gestion relève de la Division des bibliothèques de Montréal-Nord, y compris ceux qui sont situés dans l'immeuble abritant la MCC.
2- Les locaux et plateaux permanents, c'est-à-dire les installations ou locaux gérés par l'arrondissement qui sont réservés exclusivement aux activités ou à l'usage d'un organisme reconnu, entre autres comme siège social.
3- Les locaux et plateaux polyvalents, c'est-à-dire les installations ou locaux gérés par l'arrondissement qui font l'objet d'un usage périodique ou occasionnel pour diverses activités et divers organismes.
4- Les locaux et plateaux dans les écoles.
5- Les plateaux extérieurs.

8.3.2 Accès aux locaux des bibliothèques

Cet article précise les conditions d'accès qui régissent exclusivement les locaux des bibliothèques.

8.3.2.1 Règles relatives aux salles d'animation

Les bibliothèques disposent de salles d'animation dédiées à leurs activités spécifiques, mais qui peuvent servir à l'occasion de locaux polyvalents pour les organismes ainsi que de salles d'étude pour les abonnés des bibliothèques.

Les deux salles d'animation de la bibliothèque Henri-Bourassa, adulte et jeunesse, de même que la salle d'animation de la bibliothèque de la MCC sont essentiellement dédiées aux activités, spectacles et animations qu'organisent les bibliothèques pour le bénéfice de leurs abonnés. Cependant, lorsque les salles en question ne sont pas aménagées en vue de la tenue d'animations, elles sont disponibles sans frais, à certaines conditions, pour les organismes suivants.

1- Les organismes reconnus dont les activités sont axées sur le livre et la lecture.
2- Les organismes reconnus dont certaines activités sont réalisées en partenariat avec les bibliothèques ou les autres unités administratives de la direction.
3- Les services municipaux de l'arrondissement ou de la Ville de Montréal, aux activités desquels sont associées les bibliothèques et les tables de concertation dont font partie les bibliothèques.

Outre ces dispositions générales, les conditions spécifiques suivantes s'appliquent :

La salle d'animation de la bibliothèque Henri-Bourassa destinée aux adultes est disponible pour les abonnés des bibliothèques qui désirent l'utiliser comme salle d'étude. Sur réservation préalable et présentation de la carte de bibliothèque, les abonnés peuvent utiliser sans frais cette salle lorsqu'elle est libre, du lundi au vendredi, pendant les heures d'ouverture de la bibliothèque, si l'aménagement de l'espace le permet. Aucun soutien technique ou prêt de matériel n'est offert.

8.3.2.2 Autres espaces des bibliothèques

La salle du Fonds d'archives Yves-Ryan, située à l'étage de la bibliothèque Charleroi, est réservée aux activités organisées par les bibliothèques, mais elle peut, de façon discrétionnaire, être mise à la disposition d'organismes reconnus dont les activités sont axées autour du livre et de la lecture ou réalisées en partenariat avec la direction.

Par ailleurs, l'espace d'exposition de la bibliothèque Henri-Bourassa est réservé à des œuvres originales d'artistes locaux et amateurs. De même, les vitrines des bibliothèques Henri-Bourassa et de la MCC sont destinées exclusivement à la mise en valeur des collections et des activités programmées.

8.3.3 Accès aux locaux polyvalents et aux plateaux pour un usage temporaire

Seuls les organismes reconnus par l'arrondissement sont en mesure de réserver un local polyvalent ou un plateau pour un usage temporaire sans avoir à payer des frais. Les organismes non reconnus ou les citoyens de Montréal-Nord y ont également accès s'ils acquittent les frais prévus à cette fin dans le règlement sur les tarifs (RGCA11-10-001).

L'attribution des locaux polyvalents et des plateaux pour un usage temporaire se fait selon les règles suivantes.

1- L'attribution d'un local polyvalent ou d'un plateau est d'abord et avant tout faite en fonction du moment où les demandes de réservation sont déposées, selon la règle du « premier arrivé premier servi ». En ce qui a trait aux arénas, la réservation des plages horaires comprises de 21 h à la fermeture, ainsi que des plages horaires du samedi et du dimanche, est uniquement assujettie à cette règle. Dans tous les autres cas, les deux règles suivantes s'appliquent également.
2- S'il y a conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau, l'attribution se fait alors selon l'ordre de priorité suivant.
   a) En premier lieu, les directions de l'arrondissement.
   b) En deuxième lieu, les partenaires de mission complémentaire.
   c) En troisième lieu, les partenaires de mission partagée.
   d) En quatrième lieu, les partenaires associés et privés.

e) En cinquième lieu, les organismes non reconnus ou les citoyens de Montréal-Nord, s'ils acquittent les frais prévus à cette fin dans le règlement sur les tarifs (RGCA11-10-001).

3- Si un conflit entre des demandes de réservation provenant d'organismes reconnus persiste après l'application de la règle précédente, le local polyvalent ou le plateau est attribué à l'organisme qui compte le plus grand nombre de participants réguliers.

8.3.4 Accès aux locaux polyvalents et aux plateaux pour un usage périodique

Seuls les organismes reconnus par l'arrondissement sont en mesure de réserver un local polyvalent ou un plateau pour un usage périodique.

L'attribution des locaux polyvalents et des plateaux pour un usage périodique se fait selon les règles suivantes.

1- Les demandes déposées conformément à l'article 8.3.6 sont d'abord analysées par la direction en fonction de la disponibilité des installations ainsi que du degré de concordance entre la mission de l'organisme et la vocation de ces installations.

2- Un local ou un plateau ne peut pas être réservé s'il n'est pas disponible, autrement dit s'il a déjà fait l'objet d'une location ou d'une réservation confirmée par écrit qui n'a pas été annulée.
3- S'il y a conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau, l'attribution est alors faite selon l'ordre de priorité suivant.
   a) En premier lieu, les directions de l'arrondissement.
   b) En deuxième lieu, les partenaires de mission complémentaire.
   c) En troisième lieu, les partenaires de mission partagée.
   d) En quatrième lieu, les partenaires associés et privés.
4- Si un conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau persiste après l'application de la règle précédente, la priorité sera accordée à l'organisme dont la mission correspond à la vocation habituelle du local ou du plateau.
5- Ultimement, si un conflit persiste entre des demandes de réservation, le local ou le plateau est alors attribué à l'organisme qui compte le plus grand nombre de participants réguliers.

8.3.5 Règles et procédure d'attribution des locaux et plateaux permanents

8.3.5.1 Règles générales

1- Les partenaires de mission organisant des activités ou offrant des services à au moins 75 participants réguliers sont admissibles au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. De plus, les clubs de l'âge d'or qui occupaient un local permanent lors de l'adoption de cette politique peuvent continuer à bénéficier de ce local.

2- Un organisme qui bénéficie du prêt d'un local ou d'un plateau permanent conserve ce droit tant qu'il respecte la règle précédente ainsi que toutes les conditions associées à l'usage de celui-ci telles qu'elles sont énoncées dans la politique. Toutefois, cette règle prend immédiatement fin lorsqu'un local acquiert une vocation qui n'est plus compatible avec la mission de l'organisme possédant ce droit.

3- Un organisme qui cesse de respecter la règle du premier alinéa peut continuer à bénéficier du prêt d'un local ou d'un plateau permanent pendant un temps limité. Pour ce faire, il doit toutefois soumettre un plan de redressement au comité en suivant la même procédure et les mêmes règles que celles prévues à l'article 6.4. S'il n'arrive pas à respecter toutes les conditions d'accès à un local ou à un plateau permanent après l'échéance fixée dans le plan de redressement approuvé par le comité, il perd son droit d'accès à un local permanent.

4- Un organisme qui cesse d'être reconnu par l'arrondissement perd également le droit au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. S'il obtient une nouvelle reconnaissance, son droit au prêt d'un local ou d'un plateau permanent est à nouveau assujetti à la procédure et aux règles prévues pour tous les organismes.

5- En tout temps, l'arrondissement est en droit d'exiger qu'un local ou un plateau occupé en permanence soit libéré par les usagers. De plus, l'arrondissement se réserve le droit de fermer l'accès à ses bâtiments pour toute raison le justifiant, sans aucune compensation.

6- Pour profiter du prêt d'un local ou d'un plateau permanent, il faut d'abord être inscrit à la liste d'attente constituée en vertu des règles prévues à l'article 8.3.5.2.

8.3.5.2 Liste d'attente pour le prêt d'un local ou d'un plateau permanent

À la suite de l'adoption de la politique, la direction dresse une liste d'attente pour le prêt d'un local ou d'un plateau permanent. Cette liste est mise à jour de manière continue.

L'organisme qui désire obtenir un prêt doit signifier à la direction son intérêt à faire partie de cette liste et préciser sa mission. Pour ce faire, il remplit la section du formulaire réservée à cette fin quand il soumet une demande ou un renouvellement de reconnaissance. Il peut également le signifier par écrit en adressant une lettre à la direction.

Seuls les organismes qui répondent aux critères suivants peuvent faire partie de cette liste d'attente.

1- Être un organisme qui a le statut de partenaire de mission.
2- Ne pas avoir accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent, ou avoir accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent tout en offrant des activités et des services à 200 participants réguliers ou plus.
3- Ne pas avoir accès au prêt de deux locaux permanents.

8.3.5.3 Procédure d'attribution des locaux et plateaux permanents

La procédure d'attribution d'un local ou d'un plateau permanent est la suivante.

1- En premier lieu, lorsque l'arrondissement évalue qu'un local ou un plateau devient disponible pour une occupation permanente, celui-ci détermine la vocation de cet espace.

2- En deuxième lieu, l'arrondissement sélectionne les organismes dont la mission concorde avec la vocation de cet espace, à partir de la liste d'attente constituée selon l'article 8.3.5.2.

3- En troisième lieu, le groupe sélectionné est ordonné de l'une ou l'autre des manières suivantes :
   a) si la vocation envisagée pour l'espace disponible est compatible avec un usage d'entreposage, les organismes sont classés en ordre décroissant du nombre de participants réguliers qu'ils comptent;
   b) si la vocation envisagée pour l'espace disponible n'est pas compatible avec un usage d'entreposage, le classement accorde d'abord la priorité aux organismes qui n'ont pas accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. Ensuite, les organismes sont classés en ordre décroissant du nombre de participants réguliers qu'ils comptent.
4- En quatrième lieu, l'arrondissement invite à tour de rôle chaque organisme du groupe sélectionné à indiquer s'il est intéressé à utiliser en permanence l'espace disponible. L'invitation est d'abord acheminée à l'organisme qui occupe le premier rang du groupe, puis à celui qui occupe le deuxième rang, si le premier a décliné l'invitation, et ainsi de suite jusqu'à épuisement de la liste constituée par le groupe sélectionné. Le premier organisme qui accepte l'invitation obtient le prêt du local ou du plateau une fois que le comité l'a autorisé à partir d'un avis de la direction.

8.3.6 Procédure de réservation et d'annulation des locaux polyvalents et des plateaux

1- Calendrier annuel

Le calendrier d'attribution des locaux polyvalents et des plateaux s'échelonne du 1er septembre de l'année courante au 31 août de l'année suivante.

2- Procédure de réservation

a) La demande doit être faite par écrit au ***Bureau des réservations,*** à l'adresse électronique suivante : reservationsmtln@ville.montreal.qc.ca

b) La description des activités, pour lesquelles la demande la réservation est faite, doit être détaillée.

c) Pour les réservations occasionnelles de locaux et de plateaux, les formulaires de réservation doivent être déposés en respectant les échéances suivantes :

   i. au moins cinq jours ouvrables avant l'activité pour les locaux ou les plateaux qui sont la propriété de l'arrondissement;

   ii. au moins vingt jours avant l'activité pour les locaux ou les plateaux qui sont la propriété des commissions scolaires.

d) Pour les réservations sur une base périodique ou annuelle de locaux et de plateaux, les formulaires de réservation doivent être déposés en respectant les échéances suivantes :

   i. avant le 21 février pour un plateau extérieur entre le 15 avril et le 31 octobre de la même année;
   ii. avant le 21 février pour un local dans un chalet de parc durant la période estivale qui suit;
   iii. avant le 31 mars pour les autres locaux et plateaux sur une base annuelle ou périodique.

e) Les réservations de locaux et de plateaux ne sont pas renouvelées automatiquement d'année en année. Elles se terminent sans préavis le 31 août de

chaque année, sauf pour les réservations de plateaux extérieurs qui se terminent sans préavis le 31 octobre.

3- Annulation de réservation

a) En tout temps, l'arrondissement est en droit d'exiger qu'un local ou un plateau soit libéré par les usagers. De plus, l'arrondissement se réserve le droit de fermer l'accès à un bâtiment pour toute raison le justifiant, sans aucune compensation.

b) Un locataire peut, sur préavis de trois jours, procéder sans pénalité à l'annulation partielle ou complète d'une réservation. Aucun remboursement n'est fait si l'annulation survient à moins de trois jours de la date de réservation.

c) Lorsque l'annulation d'une location est une décision de l'arrondissement, les frais de location sont entièrement remboursés.

d) Tout changement quant au type d'activité indiqué sur la demande réservation, s'il n'est pas autorisé par l'arrondissement, peut entraîner l'annulation du prêt du local ou du plateau.

8.3.7 Responsabilité des usagers des locaux et des plateaux

1- Assurance responsabilité civile

Sauf pour les exceptions prévues ci-dessous, tout organisme doit souscrire à ses frais et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du prêt d'une installation, une police d'assurance responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars par accident ou événement et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à l'arrondissement de Montréal-Nord, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville de Montréal.
De plus, lorsqu'il le juge nécessaire, à l'occasion d'événements spéciaux, l'arrondissement peut être ajouté comme assuré additionnel au contrat d'assurance responsabilité civile détenu par l'organisme. Aucune franchise stipulée dans la police n'est applicable à l'arrondissement. Les organismes doivent fournir la preuve d'une telle assurance.

Les locataires d'une installation n'ont pas à souscrire une assurance responsabilité civile. Les organismes n'ont pas non plus l'obligation de souscrire à une telle assurance responsabilité pour des activités qui s'apparentent à des réunions, des rencontres de discussion ou des conférences dont la durée est limitée à quatre heures consécutives. Toutes les autres activités organisées par un organisme doivent être couvertes par une assurance responsabilité civile.

2- Boissons alcoolisées

a) La consommation ou la vente de boissons alcoolisées dans les installations de l'arrondissement est uniquement autorisée lorsqu'un permis de la Régie des alcools, des courses et des jeux du gouvernement du Québec a été délivré à cette fin et que l'arrondissement l'a également autorisé.

b) À défaut d'avoir toutes les autorisations prévues à l'alinéa précédent, le

responsable de l'organisme ou du groupe de citoyens qui détient un permis de prêt ou de location doit s'assurer qu'aucune consommation de boissons alcoolisées ne se fait à l'intérieur des locaux prêtés ou loués (RGCA05-10-0008).

c) Le non-respect de la directive précédente peut entraîner l'annulation du prêt ou de la location.

3- Bris, dommages et vols

L'organisme ou le locataire est responsable des bris, dommages et vols que leurs activités pourraient causer dans les lieux prêtés ou loués par l'arrondissement.

4- Nuisances causées par le bruit ou la musique

a) L'organisme ou le locataire doit veiller à ne pas troubler la jouissance normale pour les autres occupants des lieux ou les occupants des immeubles voisins.

b) Comme il est prévu à l'article 6 des dispositions générales de la section III du *Règlement sur les parcs, bassins d'eau et les édifices publics* (RGCA05-10-0008), les activités musicales de l'organisme ou du locataire ne doivent pas dépasser soixante décibels de 7 h à 19 h et cinquante-cinq décibels de 19 h à 22 h. La mesure des décibels sera prise à la limite du terrain privé le plus près de la source du bruit et à plus de trois mètres de la chaussée publique.

5- Conformité et sécurité

a) L'organisme ou le locataire doit se conformer à toute législation, réglementation ou ordonnance qui s'applique à lui-même, aux lieux ou aux activités qui y sont tenus, quelle que soit l'autorité compétente qui l'a décrétée.

b) L'organisme ou le locataire doit s'assurer que les installations et le matériel sont utilisés de façon sécuritaire et conforme aux règles en vigueur.

6- Droit de refus et expulsion

En tout temps, l'arrondissement se réserve le droit de refuser, d'interrompre ou d'annuler le prêt ou la location. L'arrondissement se réserve le droit d'expulser un participant ayant un comportement inapproprié.

7- Entreposage de matières dangereuses

L'organisme ou le locataire ne doit ni entreposer, ni garder de produits explosifs, inflammables ou dangereux sur les lieux.

8- Équipements sportifs

a) L'usager qui fréquente un gymnase pour s'adonner à des activités sportives doit porter les chaussures appropriées.
b) À moins d'une autorisation de la direction, les équipements sportifs ne sont pas à la disposition de l'organisme ou du locataire.

c) La présence d'un entraîneur ou d'un animateur est obligatoire en tout temps.

d) À moins d'une autorisation de la direction, aucune consommation n'est permise (boisson, nourriture, etc.) dans les gymnases, palestres et studios de danse ou sur

les terrains extérieurs.

9- Évacuation d'urgence des bâtiments

a) L'organisme ou le locataire a la responsabilité de se familiariser avec les mesures d'évacuation d'urgence des locaux et de nommer un responsable chargé de veiller à l'exécution des mesures d'urgence.

b) De plus, le responsable de l'activité doit informer les spectateurs de cette procédure.

c) Le responsable ou son remplaçant dûment nommé doit être présent pendant le déroulement des activités dans les installations prêtées ou louées. Il doit également se renseigner auprès du représentant de l'arrondissement de la procédure exacte à suivre en cas d'évacuation d'urgence.

10- Contrat et permis pour une occupation périodique ou permanente

a) L'organisme reconnu ou le locataire qui occupe un local ou plateau de façon périodique ou permanente doit obtenir un permis à cette fin et signer avec la direction un contrat qui détermine les conditions d'utilisation de ces espaces.

b) L'organisme ou le locataire ayant reçu le droit d'utiliser les locaux et plateaux de l'arrondissement de façon périodique ou permanente doit avertir l'arrondissement par écrit de la date de cessation des activités lorsque celle-ci survient avant la date d'expiration du permis.

c) L'arrondissement de Montréal-Nord se réserve le droit de mettre fin à tout contrat ou d'annuler tout permis à trente jours d'avis. Le droit d'utiliser le local ou le plateau précisé dans le permis cesse dès la fin de ce délai.

d) Le contrat et le permis relatifs à l'occupation d'un local permanent sont valides pour trois ans à partir de la date où l'organisme a obtenu ou renouvelé une reconnaissance. Dans le cas où un organisme perd sa reconnaissance ou le droit au prêt d'un local permanent, l'arrondissement met fin au contrat et annule le permis.

e) Dans tous les autres cas, à moins qu'une date plus avancée ne soit indiquée sur le permis, ce dernier n'est valide que pour l'année en cours et se termine automatiquement et sans préavis le 31 août de chaque année.

11- Gratification

Aucune gratification ne doit être offerte à un employé de l'arrondissement sous quelque forme que ce soit pour services rendus.

12- Règlement sur le tabac

Il est interdit de fumer dans les édifices de l'arrondissement et dans tous les locaux qui sont régis par une entente, conformément à la loi (L.R.Q., chapitre T-0.01).

13- Appareils photo

Il est interdit d'utiliser des appareils et téléphones cellulaires, des assistants personnels, des caméras ou tout autre appareil permettant de prendre des photos dans les vestiaires et les toilettes des édifices publics, conformément aux interdictions générales de la section V du *Règlement sur les parcs, bassins d'eau et les édifices publics* (RGCA05-10-0008).

14- Paiement

a) Sur soumission et approbation de la demande, le montant de la location est payable à l'avance et en entier.

b) Les paiements doivent être faits à l'ordre de la Ville de Montréal et adressés au 4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4.

c) Tout défaut d'honorer les modalités de paiement entraînera la suspension ou l'annulation du permis, et le refus de tout autre permis.

d) Sur préavis de trente jours, l'arrondissement se réserve le droit de modifier les tarifs. Les paiements par chèque et comptant sont acceptés. Un chèque sans provision entraîne des frais de 35 $ supplémentaire.

15- Participants

Seules sont admises les personnes prenant part aux activités. Le permis doit être présenté au responsable sur demande.

16- Spectateurs

En l'absence d'estrade, les spectateurs ne sont jamais admis, sauf s'il y a entente préalable à cet effet entre la direction et le représentant de l'organisme ou du locataire.

17- Surveillance

Toute activité d'un organisme ou d'un locataire qui a lieu dans un local doit être sous la surveillance d'adultes compétents, personnellement responsables du respect des règlements édictés par l'arrondissement de Montréal-Nord. Si on utilise plus d'un local, il faut un surveillant adulte par local.

18- Utilités

L'organisme ou le locataire doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques des lieux. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'organisme ou le locataire doit affecter une personne compétente à cette tâche. Aucune modification à ces systèmes ne peut être faite.

19- Clientèle visée

Les personnes qui participent aux activités de l'organisme ou du locataire doivent correspondre à la clientèle qui est définie sur le permis.

20- Respect des réservations

L'organisme ou le locataire doit aviser l'arrondissement de toute annulation d'activité. Dans le cas contraire, à la suite d'absences non motivées, l'arrondissement peut refuser de prêter ou de louer des locaux ou des plateaux à l'organisme ou au locataire fautif.

21- Entretien

a) L'entretien des locaux polyvalents et des gymnases est assuré par le personnel de l'arrondissement ou de la commission scolaire. L'organisme remise le mobilier (tables, chaises, etc.) à l'endroit indiqué et laisse le local et les lieux communs propres et en ordre.

b) Les locaux permanents doivent être tenus propres en tout temps par l'organisme

qui en bénéficie. Ce dernier doit s'assurer que les locaux mis à sa disposition restent en ordre.

22- Autres responsabilités des usagers des locaux et des plateaux

a) Accueillir les participants ou les invités et s'assurer que tous sont partis avant de quitter les lieux.

b) Remiser le mobilier (tables, chaises, etc.) à l'endroit indiqué et remettre le local propre et en ordre : ne laisser aucun déchet sur le plancher, effacer les tableaux, enlever les affiches, etc.

c) Être sur place pour recevoir l'équipement et le matériel nécessaire à la tenue des activités.

d) Contribuer à la protection des lieux contre le vandalisme, le vol, le feu ou toute autre détérioration des bâtiments.

e) Aviser l'arrondissement de toute anomalie ou de bris majeur, avant de quitter le local, en communiquant en tout temps au (numéro d'urgence de la Direction des travaux publics) 514 328-4000, poste 4100.

f) Ne pas utiliser le local à d'autres fins que celles pour lesquelles il a été accordé.

g) Ne pas utiliser le mobilier ou le matériel d'un autre local sans autorisation.
h) Ne pas utiliser un autre local que celui qui a été prêté ou loué.

i) Ne pas prêter un local à un autre organisme ou à d'autres personnes sans autorisation.

j) Ne pas coller, épingler ou agrafer sur les murs des feuilles, affiches, banderoles, etc., sans autorisation.

k) S'assurer qu'il n'y a aucune flânerie dans les corridors ou les vestiaires pendant et après les activités.

8.3.8 Sécurité, gestion et intégrité des locaux et plateaux

1- Gestion des clés

a) L'arrondissement désigne des employés dont la responsabilité est d'ouvrir et de fermer les portes des bâtiments qui lui appartiennent.

b) L'arrondissement remet la ou les clés au responsable de l'organisme ou au locataire ayant accès à un local polyvalent ou permanent dans un chalet ou un centre d'activités communautaires. Le responsable de l'organisme ou le locataire doit signer un formulaire de prêt de clés de l'arrondissement et s'engage à retourner les clés lorsque le prêt ou la location cesse.

c) La reproduction de clés, le changement de serrure ou la modification de porte sont interdits. La gestion des clés et des serrures relève exclusivement des autorités de l'arrondissement.

2- Gestion des systèmes d'alarme intrusion

a) Pour obtenir un code d'usager permettant d'activer ou de désactiver un système d'alarme intrusion, l'organisme ou le locataire doit désigner un responsable. L'attribution de ce code est à la discrétion de l'arrondissement.

b) Tout changement de personne responsable doit être communiqué à l'avance au responsable de l'arrondissement.

c) Le code d'usager doit demeurer confidentiel.

3- Heures de fermeture

L'horaire des activités dans les locaux doit respecter les horaires des bâtiments et des parcs établis par l'arrondissement. Aucune activité n'est autorisée dans les parcs et chalets de parc après 23 h, sauf pour les parcs Tardif et Monty, où l'heure de fermeture estivale est de 21 h.

4- Intégrité des bâtiments

Aucune modification et aucun ajout aux structures : portes, fenêtres, murs, planchers, peinture, ou autres, ne peuvent être faits par l'organisme ou le locataire, ou encore les personnes sous leur responsabilité, sans le consentement préalable et écrit de l'arrondissement, sous peine de perdre l'accès aux locaux et plateaux.

5- Remise de locaux et de plateaux

L'organisme ou le locataire doit remettre les installations dans l'état qu'elles lui ont été prêtées ou louées. Il doit également réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable, sous réserve de l'usure normale de ce matériel.

8.3.9 Tarification

Les frais exigés pour la location de matériel ou d'installations gérés par l'arrondissement sont déterminés par le *Règlement sur les tarifs de l'arrondissement* qui est en vigueur.

8.3.10 Prêt et location de matériel

Pour l'organisation d'activités ou d'événements, l'arrondissement peut fournir une assistance matérielle en prêtant ou louant certains équipements, dans la mesure où il dispose de ceux-ci. La réservation et la livraison de ce matériel se font de la manière suivante.

1- La demande de prêt ou de location se fait par écrit au Bureau des réservations à l'adresse électronique suivante : reservationsmtln@ville.montreal.qc.ca
2- Les formulaires sont déposés au moins vingt jours avant l'activité pour les réservations occasionnelles et soixante jours avant l'événement pour les réservations annuelles.
3- Le responsable de l'organisme ou du locataire s'engage à informer immédiatement le responsable de l'arrondissement de toute perte ou de tout dommage aux biens qui lui sont confiés.
4- L'organisme est responsable du matériel prêté par l'arrondissement.

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord (Québec), H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

CLUB DE SOCCER DE MONTRÉAL-NORD personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 11121, avenue Salk, bureau 109, Montréal-Nord (Québec) H1G 4Y3, agissant et représentée par M. Karim Adjaoud, président, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de promouvoir, organiser, administrer et superviser les activités de soccer sur le territoire de l'arrondissement de Montréal-Nord, de favoriser l'idéal amateur et l'esprit sportif des membres afin de faire du sport un instrument de formation;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de subventions aux Clubs sportifs pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet au bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 **« Annexe 3 »**	règles et procédures concernant l'accès aux installations et prêt de matériel;
2.4 « **Annexe 4** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.5 **« Annexe 5 » :**	accès aux installations et prêt de matériel (article 8.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes;
2.6 « **Responsable** » :	le Directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.7 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.8 « **Projet** » :	l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : Arrondissement de Montréal-Nord

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt-sept mille six cent trente dollars (27 630 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en **deux** versements :

- un premier versement représentant 50 % de la subvention soit un montant de 13 815 $ dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

- un deuxième versement représentant 50 % de la subvention soit un montant de 13 815 $ au 15 septembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 31 décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente

convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **DOCUMENTS À FOURNIR**

5.4.1 remettre au RESPONSABLE, chaque année, le procès-verbal de l'assemblée générale annuelle, établis conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord;

Informer l'ARRONDISSEMENT de tout changement qui surviendrait dans la composition de son conseil d'administration et de sa direction;

5.5 **PROGRAMMATION**

5.5.1 transmettre, sur demande, au RESPONSABLE, tous les renseignements utiles liés à la programmation de ses activités;

5.5.2 respecter les politiques et procédures établies par l'ARRONDISSEMENT;

5.6 **ASSURANCES**

5.6.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.6.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.7 **ASPECTS FINANCIERS**

5.7.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.7.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.7.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.7.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.7.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.7.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.7.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le 31 décembre à chaque année un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.7 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.8 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.9 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.10 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.11 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors

d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivants cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limites territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 11121, avenue Salk, bureau 109, Montréal-Nord, Québec, H1G 4Y3, et tout avis doit être adressé à l'attention du président, M. Karim Adjaoud. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord, Québec, H1H 5R5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CLUB DE SOCCER DE MONTRÉAL-NORD

Par :_____
Karim Adjaoud, président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, le _____ jour de _____ 20____ (Résolution CA__ _____).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Montréal-Nord
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4
Téléphone : 514-328-4000, poste 4077
Télécopieur : 514-328-4064

REÇU le 13 DEC. 2017
Rép:

FORMULAIRE 2
DEMANDE DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS

NOTE – Les renseignements demandés sont relatifs à la dernière année fiscale complétée.

Nom de l'organisme	Club de soccer Montréal-Nord

Nombre de participants dans la dernière année fiscale complétée (moins de 25 ans)	Résidents de Montréal-Nord 371	Non-résidents de Montréal-Nord 125

Nombre de participants réguliers ** à vos activités dans la dernière année fiscale complétée	536
*** Participant qui prend part aux activités ou bénéficie des services de l'organisme sur une base régulière et selon une périodicité établie. Un participant ne peut être comptabilisé plus d'une fois.*	

Dépenses déclarées dans vos états financiers vérifiés ou une mission d'examen et déposés lors de votre dernière assemblée générale annuelle	133 956,65 $

Événements sportifs organisés par votre club et sanctionnés par votre fédération dans la dernière année fiscale complétée

Types et dates des événements	Jour (s)	Durée de ces événements (en heures)
Festival de soccer Montréal Nord	1	9
Festival de soccer de Bourassa + Coupe PREMIANI	2	20
Festival U7, U8 Bourassa / Lanaudière	1	12
	Total/jours 4	Total/heures 41

1

Dépenses salariales		
Salaires annuels de votre organisme		42000,00 $
Salaires annuels de votre organisme *(inclus ci-haut)* servant uniquement à la gestion administrative et à la coordination de votre organisme	5000,00 $	11,90 %

Catégorie d'athlètes	Nombre
Non-compétitif	327

Catégorie d'athlètes qui participent à des compétitions fédérées ****	Nombre
De niveau régional	137
De niveau provincial	32
De niveau national	

**** *Un athlète doit être indiqué à un seul niveau, soit à son niveau de participation le plus élevé.*

Entraînements	
Nombre total d'entraîneurs 43	Nombre total d'entraîneurs certifiés PNCE *** 26

Heures d'entraînement annuelles

Nombre : 60064 heures = (20x4x416 + 12x80x1,5 + 22x288x4)

Explications :
Durant l'été 2017 31 équipes s'entrainaient 2x par semaine 1h :30 par entrainement + 1 match de 1h :00 et ce de Avril à Aout. Aussi les U4, U5 et U6 s'entrainaient 1x par semaine 1h :30 par entrainement et ce de mai à aout. Pour l'hiver une moyenne de 4h par jour toute la semaine de novembre à avril (Lester B Pearson et Marie Victorin)

Heures d'entraînement annuelles *(inclus ci-haut)* exécutées par un ou des entraîneurs certifiés PNCE ***

Nombre : 4368 heures (26x4x42)

Explications :
Pratiquement toutes nos équipes sont entrainées par des entraineurs certifiés PNCE assistés par des moniteurs

*** *Programme national certification des entraîneurs*

2

Signature du responsable de l'organisme

2017-11-07
Date

À RETOURNER:
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

3

Montréal-Nord
Montréal

(Document à joindre avec la demande de soutien financier)

Engagement de l'organisme

(Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général de la Ville de Montréal)

Nous soussigné _____
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance des modalités du programme de subvention aux Clubs sportifs de l'arrondissement de Montréal-Nord, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le **conseil d'arrondissement de Montréal-Nord**, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation de la programmation d'activités de l'organisme.

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme

_____ _____
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme Date

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Local permanent

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Chalet parc Sauvé	11 440, rue Étier	108	01-01-2020	31-12-2020	365	7 h à 23 h

Prêt de terrains sportifs

Nom du terrain	Période d'utilisation
Différents terrains de soccer sur le territoire de l'arrondissement	Avril à octobre

ANNEXE 3

RÈGLES ET PROCÉDURES CONCERNANT L'ACCÈS AUX INSTALLATIONS

ET LE PRÊT DE MATÉRIEL

L'article 8.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord intitulé *Accès aux installations et prêt de matériel* s'applique.

L'ORGANISME, par son représentant, déclare avoir pris connaissance des conditions énoncées à l'article 8.3 tel que décrites à l'annexe 5 de cette politique et les accepte intégralement.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE e JOUR DU MOIS DE _____ 2020

CLUB DE SOCCER DE MONTRÉAL-NORD

Par : M. Karim Adjaoud, président

ANNEXE 4

NORMES DE VISIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Considérant que l'ARRONDISSEMENT a la **responsabilité du soutien** aux organismes reconnus pour l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires et de loisirs sur son territoire;

Considérant que l'ORGANISME est **reconnu comme partenaire** de l'arrondissement œuvrant à **l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires ou de loisirs**;

Considérant qu'il est primordial **d'assurer un juste rayonnement** à tous les efforts mis en œuvre par l'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT pour donner suite aux activités faisant l'objet de la présente convention;

L'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT conviennent du présent protocole de visibilité :

- Ce protocole de visibilité s'applique aux activités ou aux événements pour lesquels l'ARRONDISSEMENT fournit un soutien financier, technique et matériel dont la valeur est supérieure à 1 000 $.

- Lorsque l'ORGANISME produit des outils pour la promotion d'une activité ou d'un événement qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT (par exemple affiche, dépliant, brochure, publicité média, kiosque, site internet, etc.) la référence au soutien de l'ARRONDISSEMENT doit également être accompagnée du logo de l'ARRONDISSEMENT (voir la section «Modalités d'application» point 1, 2 et 3).

- Lorsque l'ORGANISME produit des documents publics autres que promotionnels (rapport de recherche, étude, présentation diaporama, communiqué de presse) pour un projet ou une activité qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT, quel qu'en soit le support, il doit mentionner sur le document que l'activité ou le projet auquel il se réfère a été réalisé grâce au soutien de l'ARRONDISSEMENT de Montréal-Nord (voir libellé dans la section «Modalités d'application» point 4).

- Lorsque l'ORGANISME produit son rapport annuel, il devra explicitement souligner le partenariat avec l'ARRONDISSEMENT.

- L'ARRONDISSEMENT s'engage à fournir à l'ORGANISME les éléments de communication nécessaires à la réalisation des objectifs de visibilité de l'ARRONDISSEMENT, notamment par la fourniture de panneaux, bannières, affiches, voile publicitaire ou enrouleur publicitaire identifiant l'ARRONDISSEMENT; ceci inclut l'accès à la signature institutionnelle (logo) et, le cas échéant, au message des élus de l'ARRONDISSEMENT;

- Lorsque l'activité se déroule dans un équipement de l'ARRONDISSEMENT (bâtiment ou terrain), l'installation et l'affichage d'outils promotionnels, quels qu'ils soient, devront être autorisés et se faire aux endroits identifiés par le responsable désigné par l'ARRONDISSEMENT;

- Par ailleurs, si le projet de l'ORGANISME donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'ARRONDISSEMENT à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance (voir la section «Modalités d'application»).

- La visibilité accordée à l'ARRONDISSEMENT n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet ou à l'activité; dans ce cas, l'ORGANISME doit s'assurer que la visibilité accordée tende à refléter l'importance relative de la contribution des partenaires.

MODALITÉS D'APPLICATION

1. Logo de l'arrondissement

Il y a deux adaptations possibles du logo de l'arrondissement, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge) ou en noir (texte et rosace en noir); la largeur du logo ne doit jamais être inférieure à 2,5 cm (1 pouce).

Lorsqu'une mention faisant référence au soutien des partenaires n'est pas présente (du type «Avec le soutien de» ou «Grâce au soutien de»), le texte «Fier partenaire» doit accompagner le logo tel qu'illustré :



Ces versions sont disponibles sur demande à l'adresse de courriel:

communications-mn@ville.montreal.qc.ca

2. Positionnement du logo de l'arrondissement

La règle de positionnement établie par la Ville n'est pas obligatoire lors de l'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement par un organisme. Ce sont alors les normes graphiques de l'organisme qui prédominent.

3. Approbation des documents

L'utilisation du logo de l'arrondissement sur tout document produit par un organisme doit cependant faire l'objet d'une approbation de la Division des relations avec les citoyens et communication avant leur reproduction ou leur impression. Les demandes d'approbation accompagnées du document (brochure, dépliant, affiche, feuillet ou autre) dans sa version finale doivent être transmises à l'adresse courriel suivante :

communications-mn@ville.montreal.qc.ca

4. Libellé à inclure dans les documents autres que promotionnels

Lorsqu'une activité ou un projet entraîne la production d'un document tel un rapport de recherche, un rapport d'activité, une étude, une présentation par diaporama ou autre, la page de garde ou son équivalent doit contenir une mention du type «ce rapport (ou cette étude, ou ce projet, ou cette activité) a été rendu possible grâce au soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord». La production d'un communiqué de presse doit également contenir une telle mention.

5. Invitation aux représentants de l'arrondissement

Lorsque le projet donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'arrondissement à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance en transmettant l'information à l'adresse courriel suivante :

communications-mn@ville.montreal.qc.ca

06-2018

ANNEXE 5

ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET PRÊT DE MATÉRIEL – ARTICLE 8.3 DE LA POLITIQUE DE RECONNAISSANCE ET DE SOUTIEN AUX ORGANISMES

8.3 Accès aux installations et prêt de matériel

Afin de soutenir le dynamisme des organismes qui œuvrent sur son territoire, l'arrondissement gère une variété d'installations permettant le déploiement d'activités culturelles, sportives, de loisirs, sociales et économiques au bénéfice des citoyens de Montréal-Nord. Elle gère également le matériel nécessaire à la réalisation de ces activités.

Pour assurer un accès équitable aux installations et au matériel, tout en tenant compte de leur disponibilité, le présent article contient les règles d'attribution et d'utilisation. Elles s'appliquent à l'ensemble des installations et du matériel géré par l'arrondissement, à l'exception des locaux de la MCC. Les règles spécifiques de la MCC apparaissent à l'article 8.4 et celles relatives aux locaux des bibliothèques, à l'article 8.3.2.

8.3.1 Types de locaux et de plateaux

Les types de locaux et de plateaux gérés par l'arrondissement sont les suivants.

1- Les locaux des bibliothèques, c'est-à-dire les espaces dont la gestion relève de la Division des bibliothèques de Montréal-Nord, y compris ceux qui sont situés dans l'immeuble abritant la MCC.
2- Les locaux et plateaux permanents, c'est-à-dire les installations ou locaux gérés par l'arrondissement qui sont réservés exclusivement aux activités ou à l'usage d'un organisme reconnu, entre autres comme siège social.
3- Les locaux et plateaux polyvalents, c'est-à-dire les installations ou locaux gérés par l'arrondissement qui font l'objet d'un usage périodique ou occasionnel pour diverses activités et divers organismes.
4- Les locaux et plateaux dans les écoles.
5- Les plateaux extérieurs.

8.3.2 Accès aux locaux des bibliothèques

Cet article précise les conditions d'accès qui régissent exclusivement les locaux des bibliothèques.

8.3.2.1 Règles relatives aux salles d'animation

Les bibliothèques disposent de salles d'animation dédiées à leurs activités spécifiques, mais qui peuvent servir à l'occasion de locaux polyvalents pour les organismes ainsi que de salles d'étude pour les abonnés des bibliothèques.

Les deux salles d'animation de la bibliothèque Henri-Bourassa, adulte et jeunesse, de même que la salle d'animation de la bibliothèque de la MCC sont essentiellement dédiées aux activités, spectacles et animations qu'organisent les bibliothèques au bénéfice de leurs

abonnés. Cependant, lorsque les salles en question ne sont pas aménagées en vue de la tenue d'animations, elles sont disponibles sans frais, à certaines conditions, pour les organismes suivants.

1- Les organismes reconnus dont les activités sont axées sur le livre et la lecture.
2- Les organismes reconnus dont certaines activités sont réalisées en partenariat avec les bibliothèques ou les autres unités administratives de la direction.
3- Les services municipaux de l'arrondissement ou de la Ville de Montréal, aux activités desquels sont associées les bibliothèques et les tables de concertation dont font partie les bibliothèques.

Outre ces dispositions générales, les conditions spécifiques suivantes s'appliquent :

La salle d'animation de la bibliothèque Henri-Bourassa destinée aux adultes est disponible pour les abonnés des bibliothèques qui désirent l'utiliser comme salle d'étude. Sur réservation préalable et présentation de la carte de bibliothèque, les abonnés peuvent utiliser sans frais cette salle lorsqu'elle est libre, du lundi au vendredi, pendant les heures d'ouverture de la bibliothèque, si l'aménagement de l'espace le permet. Aucun soutien technique ou prêt de matériel n'est offert.

8.3.2.2 Autres espaces des bibliothèques

La salle du Fonds d'archives Yves-Ryan, située à l'étage de la bibliothèque Charleroi, est réservée aux activités organisées par les bibliothèques, mais elle peut, de façon discrétionnaire, être mise à la disposition d'organismes reconnus dont les activités sont axées autour du livre et de la lecture ou réalisées en partenariat avec la direction.

Par ailleurs, l'espace d'exposition de la bibliothèque Henri-Bourassa est réservé à des œuvres originales d'artistes locaux et amateurs. De même, les vitrines des bibliothèques Henri-Bourassa et de la MCC sont destinées exclusivement à la mise en valeur des collections et des activités programmées.

8.3.3 Accès aux locaux polyvalents et aux plateaux pour un usage temporaire

Seuls les organismes reconnus par l'arrondissement sont en mesure de réserver un local polyvalent ou un plateau pour un usage temporaire sans avoir à payer des frais. Les organismes non reconnus ou les citoyens de Montréal-Nord y ont également accès s'ils acquittent les frais prévus à cette fin dans le règlement sur les tarifs (RGCA11-10-001).

L'attribution des locaux polyvalents et des plateaux pour un usage temporaire se fait selon les règles suivantes.

1- L'attribution d'un local polyvalent ou d'un plateau est d'abord et avant tout faite en fonction du moment où les demandes de réservation sont déposées, selon la règle du « premier arrivé premier servi ». En ce qui a trait aux arénas, la réservation des plages horaires comprises de 21 h à la fermeture, ainsi que des plages horaires du samedi et du dimanche, est uniquement assujettie à cette règle. Dans tous les autres cas, les deux règles suivantes s'appliquent également.

2- S'il y a conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau, l'attribution se fait alors selon l'ordre de priorité suivant.
   a) En premier lieu, les directions de l'arrondissement.
   b) En deuxième lieu, les partenaires de mission complémentaire.
   c) En troisième lieu, les partenaires de mission partagée.
   d) En quatrième lieu, les partenaires associés et privés.
   e) En cinquième lieu, les organismes non reconnus ou les citoyens de Montréal-Nord, s'ils acquittent les frais prévus à cette fin dans le règlement sur les tarifs (RGCA11-10-001).
3- Si un conflit entre des demandes de réservation provenant d'organismes reconnus persiste après l'application de la règle précédente, le local polyvalent ou le plateau est attribué à l'organisme qui compte le plus grand nombre de participants réguliers.

8.3.4 Accès aux locaux polyvalents et aux plateaux pour un usage périodique

Seuls les organismes reconnus par l'arrondissement sont en mesure de réserver un local polyvalent ou un plateau pour un usage périodique.

L'attribution des locaux polyvalents et des plateaux pour un usage périodique se fait selon les règles suivantes.

1- Les demandes déposées conformément à l'article 8.3.6 sont d'abord analysées par la direction en fonction de la disponibilité des installations ainsi que du degré de concordance entre la mission de l'organisme et la vocation de ces installations.

2- Un local ou un plateau ne peut pas être réservé s'il n'est pas disponible, autrement dit s'il a déjà fait l'objet d'une location ou d'une réservation confirmée par écrit qui n'a pas été annulée.
3- S'il y a conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau, l'attribution est alors faite selon l'ordre de priorité suivant.
   a) En premier lieu, les directions de l'arrondissement.
   b) En deuxième lieu, les partenaires de mission complémentaire.
   c) En troisième lieu, les partenaires de mission partagée.
   d) En quatrième lieu, les partenaires associés et privés.
4- Si un conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau persiste après l'application de la règle précédente, la priorité sera accordée à l'organisme dont la mission correspond à la vocation habituelle du local ou du plateau.
5- Ultimement, si un conflit persiste entre des demandes de réservation, le local ou le plateau est alors attribué à l'organisme qui compte le plus grand nombre de participants réguliers.

8.3.5 Règles et procédure d'attribution des locaux et plateaux permanents

8.3.5.1 Règles générales

1- Les partenaires de mission organisant des activités ou offrant des services à au moins 75 participants réguliers sont admissibles au prêt d'un local ou d'un plateau permanent.

De plus, les clubs de l'âge d'or qui occupaient un local permanent lors de l'adoption de cette politique peuvent continuer à bénéficier de ce local.

2- Un organisme qui bénéficie du prêt d'un local ou d'un plateau permanent conserve ce droit tant qu'il respecte la règle précédente ainsi que toutes les conditions associées à l'usage de celui-ci telles qu'elles sont énoncées dans la politique. Toutefois, cette règle prend immédiatement fin lorsqu'un local acquiert une vocation qui n'est plus compatible avec la mission de l'organisme possédant ce droit.

3- Un organisme qui cesse de respecter la règle du premier alinéa peut continuer à bénéficier du prêt d'un local ou d'un plateau permanent pendant un temps limité. Pour ce faire, il doit toutefois soumettre un plan de redressement au comité en suivant la même procédure et les mêmes règles que celles prévues à l'article 6.4. S'il n'arrive pas à respecter toutes les conditions d'accès à un local ou à un plateau permanent après l'échéance fixée dans le plan de redressement approuvé par le comité, il perd son droit d'accès à un local permanent.

4- Un organisme qui cesse d'être reconnu par l'arrondissement perd également le droit au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. S'il obtient une nouvelle reconnaissance, son droit au prêt d'un local ou d'un plateau permanent est à nouveau assujetti à la procédure et aux règles prévues pour tous les organismes.

5- En tout temps, l'arrondissement est en droit d'exiger qu'un local ou un plateau occupé en permanence soit libéré par les usagers. De plus, l'arrondissement se réserve le droit de fermer l'accès à ses bâtiments pour toute raison le justifiant, sans aucune compensation.

6- Pour profiter du prêt d'un local ou d'un plateau permanent, il faut d'abord être inscrit à la liste d'attente constituée en vertu des règles prévues à l'article 8.3.5.2.

8.3.5.2 Liste d'attente pour le prêt d'un local ou d'un plateau permanent

À la suite de l'adoption de la politique, la direction dresse une liste d'attente pour le prêt d'un local ou d'un plateau permanent. Cette liste est mise à jour de manière continue.

L'organisme qui désire obtenir un prêt doit signifier à la direction son intérêt à faire partie de cette liste et préciser sa mission. Pour ce faire, il remplit la section du formulaire réservée à cette fin quand il soumet une demande ou un renouvellement de reconnaissance. Il peut également le signifier par écrit en adressant une lettre à la direction.

Seuls les organismes qui répondent aux critères suivants peuvent faire partie de cette liste d'attente.

1- Être un organisme qui a le statut de partenaire de mission.
2- Ne pas avoir accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent, ou avoir accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent tout en offrant des activités et des services à 200 participants réguliers ou plus.
3- Ne pas avoir accès au prêt de deux locaux permanents.

8.3.5.3 Procédure d'attribution des locaux et plateaux permanents

La procédure d'attribution d'un local ou d'un plateau permanent est la suivante.

1- En premier lieu, lorsque l'arrondissement évalue qu'un local ou un plateau devient disponible pour une occupation permanente, celui-ci détermine la vocation de cet espace.

2- En deuxième lieu, l'arrondissement sélectionne les organismes dont la mission concorde avec la vocation de cet espace, à partir de la liste d'attente constituée selon l'article 8.3.5.2.

3- En troisième lieu, le groupe sélectionné est ordonné de l'une ou l'autre des manières suivantes :
   a) si la vocation envisagée pour l'espace disponible est compatible avec un usage d'entreposage, les organismes sont classés en ordre décroissant du nombre de participants réguliers qu'ils comptent;
   b) si la vocation envisagée pour l'espace disponible n'est pas compatible avec un usage d'entreposage, le classement accorde d'abord la priorité aux organismes qui n'ont pas accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. Ensuite, les organismes sont classés en ordre décroissant du nombre de participants réguliers qu'ils comptent.

4- En quatrième lieu, l'arrondissement invite à tour de rôle chaque organisme du groupe sélectionné à indiquer s'il est intéressé à utiliser en permanence l'espace disponible. L'invitation est d'abord acheminée à l'organisme qui occupe le premier rang du groupe, puis à celui qui occupe le deuxième rang, si le premier a décliné l'invitation, et ainsi de suite jusqu'à épuisement de la liste constituée par le groupe sélectionné. Le premier organisme qui accepte l'invitation obtient le prêt du local ou du plateau une fois que le comité l'a autorisé à partir d'un avis de la direction.

8.3.6 Procédure de réservation et d'annulation des locaux polyvalents et des plateaux

1- Calendrier annuel

Le calendrier d'attribution des locaux polyvalents et des plateaux s'échelonne du 1er septembre de l'année courante au 31 août de l'année suivante.

2- Procédure de réservation

   a) La demande doit être faite par écrit au ***Bureau des réservations,*** à l'adresse électronique suivante : reservationsmtln@ville.montreal.qc.ca

   b) La description des activités, pour lesquelles la demande la réservation est faite, doit être détaillée.

   c) Pour les réservations occasionnelles de locaux et de plateaux, les formulaires de réservation doivent être déposés en respectant les échéances suivantes :

      i. au moins cinq jours ouvrables avant l'activité pour les locaux ou les plateaux qui sont la propriété de l'arrondissement;

ii. au moins vingt jours avant l'activité pour les locaux ou les plateaux qui sont la propriété des commissions scolaires.

d) Pour les réservations sur une base périodique ou annuelle de locaux et de plateaux, les formulaires de réservation doivent être déposés en respectant les échéances suivantes :

i. avant le 21 février pour un plateau extérieur entre le 15 avril et le 31 octobre de la même année;
ii. avant le 21 février pour un local dans un chalet de parc durant la période estivale qui suit;
iii. avant le 31 mars pour les autres locaux et plateaux sur une base annuelle ou périodique.

e) Les réservations de locaux et de plateaux ne sont pas renouvelées automatiquement d'année en année. Elles se terminent sans préavis le 31 août de chaque année, sauf pour les réservations de plateaux extérieurs qui se terminent sans préavis le 31 octobre.

3- Annulation de réservation

a) En tout temps, l'arrondissement est en droit d'exiger qu'un local ou un plateau soit libéré par les usagers. De plus, l'arrondissement se réserve le droit de fermer l'accès à un bâtiment pour toute raison le justifiant, sans aucune compensation.

b) Un locataire peut, sur préavis de trois jours, procéder sans pénalité à l'annulation partielle ou complète d'une réservation. Aucun remboursement n'est fait si l'annulation survient à moins de trois jours de la date de réservation.

c) Lorsque l'annulation d'une location est une décision de l'arrondissement, les frais de location sont entièrement remboursés.

d) Tout changement quant au type d'activité indiqué sur la demande réservation, s'il n'est pas autorisé par l'arrondissement, peut entraîner l'annulation du prêt du local ou du plateau.

8.3.7 Responsabilité des usagers des locaux et des plateaux

1- Assurance responsabilité civile

Sauf pour les exceptions prévues ci-dessous, tout organisme doit souscrire à ses frais et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du prêt d'une installation, une police d'assurance responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars par accident ou événement et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à l'arrondissement de Montréal-Nord, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville de Montréal.
De plus, lorsqu'il le juge nécessaire, à l'occasion d'événements spéciaux,

l'arrondissement peut être ajouté comme assuré additionnel au contrat d'assurance responsabilité civile détenu par l'organisme. Aucune franchise stipulée dans la police n'est applicable à l'arrondissement. Les organismes doivent fournir la preuve d'une telle assurance.

Les locataires d'une installation n'ont pas à souscrire une assurance responsabilité civile. Les organismes n'ont pas non plus l'obligation de souscrire à une telle assurance responsabilité pour des activités qui s'apparentent à des réunions, des rencontres de discussion ou des conférences dont la durée est limitée à quatre heures consécutives. Toutes les autres activités organisées par un organisme doivent être couvertes par une assurance responsabilité civile.

2- Boissons alcoolisées

a) La consommation ou la vente de boissons alcoolisées dans les installations de l'arrondissement est uniquement autorisée lorsqu'un permis de la Régie des alcools, des courses et des jeux du gouvernement du Québec a été délivré à cette fin et que l'arrondissement l'a également autorisé.

b) À défaut d'avoir toutes les autorisations prévues à l'alinéa précédent, le responsable de l'organisme ou du groupe de citoyens qui détient un permis de prêt ou de location doit s'assurer qu'aucune consommation de boissons alcoolisées ne se fait à l'intérieur des locaux prêtés ou loués (RGCA05-10-0008).

c) Le non-respect de la directive précédente peut entraîner l'annulation du prêt ou de la location.

3- Bris, dommages et vols

L'organisme ou le locataire est responsable des bris, dommages et vols que leurs activités pourraient causer dans les lieux prêtés ou loués par l'arrondissement.

4- Nuisances causées par le bruit ou la musique

a) L'organisme ou le locataire doit veiller à ne pas troubler la jouissance normale pour les autres occupants des lieux ou les occupants des immeubles voisins.

b) Comme il est prévu à l'article 6 des dispositions générales de la section III du *Règlement sur les parcs, bassins d'eau et les édifices publics* (RGCA05-10-0008), les activités musicales de l'organisme ou du locataire ne doivent pas dépasser soixante décibels de 7 h à 19 h et cinquante-cinq décibels de 19 h à 22 h. La mesure des décibels sera prise à la limite du terrain privé le plus près de la source du bruit et à plus de trois mètres de la chaussée publique.

5- Conformité et sécurité

a) L'organisme ou le locataire doit se conformer à toute législation, réglementation ou ordonnance qui s'applique à lui-même, aux lieux ou aux activités qui y sont tenus, quelle que soit l'autorité compétente qui l'a décrétée.

b) L'organisme ou le locataire doit s'assurer que les installations et le matériel sont utilisés de façon sécuritaire et conforme aux règles en vigueur.

6- Droit de refus et expulsion

En tout temps, l'arrondissement se réserve le droit de refuser, d'interrompre ou d'annuler le prêt ou la location. L'arrondissement se réserve le droit d'expulser un participant ayant un comportement inapproprié.

7- Entreposage de matières dangereuses

L'organisme ou le locataire ne doit ni entreposer, ni garder de produits explosifs, inflammables ou dangereux sur les lieux.

8- Équipements sportifs

a) L'usager qui fréquente un gymnase pour s'adonner à des activités sportives doit porter les chaussures appropriées.
b) À moins d'une autorisation de la direction, les équipements sportifs ne sont pas à la disposition de l'organisme ou du locataire.

c) La présence d'un entraîneur ou d'un animateur est obligatoire en tout temps.

d) À moins d'une autorisation de la direction, aucune consommation n'est permise (boisson, nourriture, etc.) dans les gymnases, palestres et studios de danse ou sur les terrains extérieurs.

9- Évacuation d'urgence des bâtiments

a) L'organisme ou le locataire a la responsabilité de se familiariser avec les mesures d'évacuation d'urgence des locaux et de nommer un responsable chargé de veiller à l'exécution des mesures d'urgence.

b) De plus, le responsable de l'activité doit informer les spectateurs de cette procédure.

c) Le responsable ou son remplaçant dûment nommé doit être présent pendant le déroulement des activités dans les installations prêtées ou louées. Il doit également se renseigner auprès du représentant de l'arrondissement de la procédure exacte à suivre en cas d'évacuation d'urgence.

10- Contrat et permis pour une occupation périodique ou permanente

a) L'organisme reconnu ou le locataire qui occupe un local ou plateau de façon périodique ou permanente doit obtenir un permis à cette fin et signer avec la direction un contrat qui détermine les conditions d'utilisation de ces espaces.

b) L'organisme ou le locataire ayant reçu le droit d'utiliser les locaux et plateaux de l'arrondissement de façon périodique ou permanente doit avertir l'arrondissement par écrit de la date de cessation des activités lorsque celle-ci survient avant la date d'expiration du permis.

c) L'arrondissement de Montréal-Nord se réserve le droit de mettre fin à tout contrat ou d'annuler tout permis à trente jours d'avis. Le droit d'utiliser le local ou le plateau précisé dans le permis cesse dès la fin de ce délai.

d) Le contrat et le permis relatifs à l'occupation d'un local permanent sont valides

pour trois ans à partir de la date où l'organisme a obtenu ou renouvelé une reconnaissance. Dans le cas où un organisme perd sa reconnaissance ou le droit au prêt d'un local permanent, l'arrondissement met fin au contrat et annule le permis.

e) Dans tous les autres cas, à moins qu'une date plus avancée ne soit indiquée sur le permis, ce dernier n'est valide que pour l'année en cours et se termine automatiquement et sans préavis le 31 août de chaque année.

11- Gratification

Aucune gratification ne doit être offerte à un employé de l'arrondissement sous quelque forme que ce soit pour services rendus.

12- Règlement sur le tabac

Il est interdit de fumer dans les édifices de l'arrondissement et dans tous les locaux qui sont régis par une entente, conformément à la loi (L.R.Q., chapitre T-0.01).

13- Appareils photo

Il est interdit d'utiliser des appareils et téléphones cellulaires, des assistants personnels, des caméras ou tout autre appareil permettant de prendre des photos dans les vestiaires et les toilettes des édifices publics, conformément aux interdictions générales de la section V du *Règlement sur les parcs, bassins d'eau et les édifices publics* (RGCA05-10-0008).

14- Paiement

a) Sur soumission et approbation de la demande, le montant de la location est payable à l'avance et en entier.

b) Les paiements doivent être faits à l'ordre de la Ville de Montréal et adressés au 4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4.

c) Tout défaut d'honorer les modalités de paiement entraînera la suspension ou l'annulation du permis, et le refus de tout autre permis.

d) Sur préavis de trente jours, l'arrondissement se réserve le droit de modifier les tarifs. Les paiements par chèque et comptant sont acceptés. Un chèque sans provision entraîne des frais de 35 $ supplémentaires.

15- Participants

Seules sont admises les personnes prenant part aux activités. Le permis doit être présenté au responsable sur demande.

16- Spectateurs

En l'absence d'estrade, les spectateurs ne sont jamais admis, sauf s'il y a entente préalable à cet effet entre la direction et le représentant de l'organisme ou du locataire.

17- Surveillance

Toute activité d'un organisme ou d'un locataire qui a lieu dans un local doit être sous la surveillance d'adultes compétents, personnellement responsables du respect des règlements édictés par l'arrondissement de Montréal-Nord. Si on utilise plus d'un local, il

faut un surveillant adulte par local.

18- Utilités

L'organisme ou le locataire doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques des lieux. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'organisme ou le locataire doit affecter une personne compétente à cette tâche. Aucune modification à ces systèmes ne peut être faite.

19- Clientèle visée

Les personnes qui participent aux activités de l'organisme ou du locataire doivent correspondre à la clientèle qui est définie sur le permis.

20- Respect des réservations

L'organisme ou le locataire doit aviser l'arrondissement de toute annulation d'activité. Dans le cas contraire, à la suite d'absences non motivées, l'arrondissement peut refuser de prêter ou de louer des locaux ou des plateaux à l'organisme ou au locataire fautif.

21- Entretien

a) L'entretien des locaux polyvalents et des gymnases est assuré par le personnel de l'arrondissement ou de la commission scolaire. L'organisme remise le mobilier (tables, chaises, etc.) à l'endroit indiqué et laisse le local et les lieux communs propres et en ordre.

b) Les locaux permanents doivent être tenus propres en tout temps par l'organisme qui en bénéficie. Ce dernier doit s'assurer que les locaux mis à sa disposition restent en ordre.

22- Autres responsabilités des usagers des locaux et des plateaux

a) Accueillir les participants ou les invités et s'assurer que tous sont partis avant de quitter les lieux.

b) Remiser le mobilier (tables, chaises, etc.) à l'endroit indiqué et remettre le local propre et en ordre : ne laisser aucun déchet sur le plancher, effacer les tableaux, enlever les affiches, etc.

c) Être sur place pour recevoir l'équipement et le matériel nécessaire à la tenue des activités.

d) Contribuer à la protection des lieux contre le vandalisme, le vol, le feu ou toute autre détérioration des bâtiments.

e) Aviser l'arrondissement de toute anomalie ou de bris majeur, avant de quitter le local, en communiquant en tout temps au (numéro d'urgence de la Direction des travaux publics) 514 328-4000, poste 4100.

f) Ne pas utiliser le local à d'autres fins que celles pour lesquelles il a été accordé.

g) Ne pas utiliser le mobilier ou le matériel d'un autre local sans autorisation.
h) Ne pas utiliser un autre local que celui qui a été prêté ou loué.

i) Ne pas prêter un local à un autre organisme ou à d'autres personnes sans autorisation.

j) Ne pas coller, épingler ou agrafer sur les murs des feuilles, affiches, banderoles, etc., sans autorisation.

k) S'assurer qu'il n'y a aucune flânerie dans les corridors ou les vestiaires pendant et après les activités.

8.3.8 Sécurité, gestion et intégrité des locaux et plateaux

1- Gestion des clés

a) L'arrondissement désigne des employés dont la responsabilité est d'ouvrir et de fermer les portes des bâtiments qui lui appartiennent.

b) L'arrondissement remet la ou les clés au responsable de l'organisme ou au locataire ayant accès à un local polyvalent ou permanent dans un chalet ou un centre d'activités communautaires. Le responsable de l'organisme ou le locataire doit signer un formulaire de prêt de clés de l'arrondissement et s'engage à retourner les clés lorsque le prêt ou la location cesse.

c) La reproduction de clés, le changement de serrure ou la modification de porte sont interdits. La gestion des clés et des serrures relève exclusivement des autorités de l'arrondissement.

2- Gestion des systèmes d'alarme intrusion

a) Pour obtenir un code d'usager permettant d'activer ou de désactiver un système d'alarme intrusion, l'organisme ou le locataire doit désigner un responsable. L'attribution de ce code est à la discrétion de l'arrondissement.

b) Tout changement de personne responsable doit être communiqué à l'avance au responsable de l'arrondissement.

c) Le code d'usager doit demeurer confidentiel.

3- Heures de fermeture

L'horaire des activités dans les locaux doit respecter les horaires des bâtiments et des parcs établis par l'arrondissement. Aucune activité n'est autorisée dans les parcs et chalets de parc après 23 h, sauf pour les parcs Tardif et Monty, où l'heure de fermeture estivale est de 21 h.

4- Intégrité des bâtiments

Aucune modification et aucun ajout aux structures : portes, fenêtres, murs, planchers, peinture, ou autres, ne peuvent être faits par l'organisme ou le locataire, ou encore les personnes sous leur responsabilité, sans le consentement préalable et écrit de l'arrondissement, sous peine de perdre l'accès aux locaux et plateaux.

5- Remise de locaux et de plateaux

L'organisme ou le locataire doit remettre les installations dans l'état qu'elles lui ont été prêtées ou louées. Il doit également réparer ou remplacer le matériel défectueux ou

rendu inutilisable, sous réserve de l'usure normale de ce matériel.

8.3.9 Tarification

Les frais exigés pour la location de matériel ou d'installations gérés par l'arrondissement sont déterminés par le *Règlement sur les tarifs de l'arrondissement* qui est en vigueur.

8.3.10 Prêt et location de matériel

Pour l'organisation d'activités ou d'événements, l'arrondissement peut fournir une assistance matérielle en prêtant ou louant certains équipements, dans la mesure où il dispose de ceux-ci. La réservation et la livraison de ce matériel se font de la manière suivante.

1- La demande de prêt ou de location se fait par écrit au Bureau des réservations à l'adresse électronique suivante : reservationsmtln@ville.montreal.qc.ca
2- Les formulaires sont déposés au moins vingt jours avant l'activité pour les réservations occasionnelles et soixante jours avant l'événement pour les réservations annuelles.
3- Le responsable de l'organisme ou du locataire s'engage à informer immédiatement le responsable de l'arrondissement de toute perte ou de tout dommage aux biens qui lui sont confiés.
4- L'organisme est responsable du matériel prêté par l'arrondissement.

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord (Québec), H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

CLUB DE GYMNASTIQUE GYMKHANA DE MONTRÉAL-NORD personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4, agissant et représentée par Mme Raphaëlle Morin, directrice par intérim, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des activités de gymnastique artistique, récréative et compétitive pour les enfants et les adultes et de maintenir la pratique accessible;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de subventions aux Clubs sportifs pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 **« Annexe 3 »**	règles et procédures concernant l'accès aux installations et prêt de matériel;
2.4 « **Annexe 4** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.5 **« Annexe 5 » :**	accès aux installations et prêt de matériel (article 8.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes;
2.6 « **Responsable** » :	le Directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.7 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.8 « **Projet** » :	l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : Arrondissement de Montréal-Nord

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de dix-sept mille sept cent quatre-vingt-dix dollars (17 790 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en **deux** versements :

- un premier versement représentant 50 % de la subvention soit un montant de 8 895 $ dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

- un deuxième versement représentant 50 % de la subvention soit un montant de 8 895 $ au 15 septembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 31 décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente

convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **DOCUMENTS À FOURNIR**

5.4.1 remettre au RESPONSABLE, à chaque année, le procès-verbal de l'assemblée générale annuelle, établis conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord;

Informer l'ARRONDISSEMENT de tout changement qui surviendrait dans la composition de son conseil d'administration et de sa direction;

5.5 **PROGRAMMATION**

5.5.1 transmettre, sur demande, au RESPONSABLE, tous les renseignements utiles liés à la programmation de ses activités;

5.5.2 respecter les politiques et procédures établies par l'ARRONDISSEMENT;

5.6 **ASSURANCES**

5.6.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.6.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.7 **ASPECTS FINANCIERS**

5.7.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.7.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.7.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.7.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.7.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.7.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.7.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le 31 décembre à chaque

année un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.7 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.8 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.9 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.10 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.11 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de

l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir

à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord, Québec, H1H 1S4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice par intérim, Mme Raphaëlle Morin. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord, Québec, H1H 5R5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CLUB DE GYMNASTIQUE GYMKHANA DE MONTRÉAL-NORD

Par :_____
Raphaëlle Morin, directrice par intérim

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, le _____ jour de _____ 20____ (Résolution CA__ _____).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Montréal-Nord
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs
et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4
Téléphone : 514-328-4000, poste 4077
Télécopieur : 514-328-4064

R... e
13 NOV. 2017
Rép:.....

FORMULAIRE 2
DEMANDE DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS

NOTE – Les renseignements demandés sont relatifs à la dernière année fiscale complétée.

Nom de l'organisme	Club de gymnastique Gymkhana

Nombre de participants dans la dernière année fiscale complétée (moins de 25 ans)	Résidents de Montréal-Nord 228 participants	Non-résidents de Montréal-Nord 77participants

Nombre de participants réguliers ** à vos activités dans la dernière année fiscale complétée	305 participants
*** Participant qui prend part aux activités ou bénéficie des services de l'organisme sur une base régulière et selon une périodicité établie. Un participant ne peut être comptabilisé plus d'une fois.*	

Dépenses déclarées dans vos états financiers vérifiés ou une mission d'examen et déposés lors de votre dernière assemblée générale annuelle	159 884,00 $

Événements sportifs organisés par votre club et sanctionnés par votre fédération dans la dernière année fiscale complétée

Types et dates des événements	Jour (s)		Durée de ces événements (en heures)	
Aucun évènement organisés par notre club et sanctionnés par notre fédération.	Aucun		Aucun	
	Total/jours	0	Total/heures	0

1

Dépenses salariales		
Salaires annuels de votre organisme	116 511,00 $	
Salaires annuels de votre organisme *(inclus ci-haut)* servant uniquement à la gestion administrative et à la coordination de votre organisme	31 466,00 $	27%

Catégorie d'athlètes	Nombre
Non-compétitif	263
Catégorie d'athlètes qui participent à des compétitions fédérées ****	Nombre
De niveau régional	36
De niveau provincial	6
De niveau national	0

**** *Un athlète doit être indiqué à un seul niveau, soit à son niveau de participation le plus élevé.*

Entraînements	
Nombre total d'entraîneurs 14 entraineurs et aide	Nombre total d'entraîneurs certifiés PNCE *** 12 entraineurs
Heures d'entraînement annuelles	
Nombre : 3 315,50 heures Explications : Ces heures servent à l'entrainement en gymnastique au niveau récréatif, régional et provincial.	
Heures d'entraînement annuelles *(inclus ci-haut)* exécutées par un ou des entraîneurs certifiés PNCE ***	
Nombre : 3 315,50 heures Explications : Tous entraineurs/responsables d'un groupe durant un entrainement sont des entraineurs ayant fait leur formation PNCE. Ceux qui n'ont pas suivi encore de formation sont aide-entraineur d'un groupe.	

*** *Programme national certification des entraîneurs*

Josiane Boulerice
Signature du responsable de l'organisme

13/11/2017
Date

À RETOURNER:
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

2

Montréal-Nord
Montréal

(Document à joindre avec la demande de soutien financier)

Engagement de l'organisme

(Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général de la Ville de Montréal)

Nous soussigné _____
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance des modalités du programme de subvention aux Clubs sportifs de l'arrondissement de Montréal-Nord, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le **conseil d'arrondissement de Montréal-Nord**, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation de la programmation d'activités de l'organisme.

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme

_____ _____
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme Date

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Local permanent

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Aréna/Centre Garon	11121, ave Garon	Air de patinage Bureau administratif	01-01-2020	31-12-2020	365	7 h à 23 h

Prêt de terrain(s) sportif(s)

Nom du terrain	Période d'utilisation

ANNEXE 3

RÈGLES ET PROCÉDURES CONCERNANT L'ACCÈS AUX INSTALLATIONS

ET LE PRÊT DE MATÉRIEL

L'article 8.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord intitulé *Accès aux installations et prêt de matériel* s'applique.

L'ORGANISME, par son représentant, déclare avoir pris connaissance des conditions énoncées à l'article 8.3 tel que décrites à l'annexe 5 de cette politique et les accepte intégralement.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE e JOUR DU MOIS _____ 2020

CLUB DE GYMNASTIQUE GYMKHANA DE MONTRÉAL-NORD

Par : Raphaëlle Morin, directrice par intérim

ANNEXE 4

NORMES DE VISIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Considérant que l'ARRONDISSEMENT a la **responsabilité du soutien** aux organismes reconnus pour l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires et de loisirs sur son territoire;

Considérant que l'ORGANISME est **reconnu comme partenaire** de l'arrondissement œuvrant à **l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires ou de loisirs**;

Considérant qu'il est primordial **d'assurer un juste rayonnement** à tous les efforts mis en œuvre par l'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT pour donner suite aux activités faisant l'objet de la présente convention;

L'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT conviennent du présent protocole de visibilité :

- Ce protocole de visibilité s'applique aux activités ou aux événements pour lesquels l'ARRONDISSEMENT fournit un soutien financier, technique et matériel dont la valeur est supérieure à 1 000 $.

- Lorsque l'ORGANISME produit des outils pour la promotion d'une activité ou d'un événement qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT (par exemple affiche, dépliant, brochure, publicité média, kiosque, site internet, etc.) la référence au soutien de l'ARRONDISSEMENT doit également être accompagnée du logo de l'ARRONDISSEMENT (voir la section «Modalités d'application» point 1, 2 et 3).

- Lorsque l'ORGANISME produit des documents publics autres que promotionnels (rapport de recherche, étude, présentation diaporama, communiqué de presse) pour un projet ou une activité qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT, quel qu'en soit le support, il doit mentionner sur le document que l'activité ou le projet auquel il se réfère a été réalisé grâce au soutien de l'ARRONDISSEMENT de Montréal-Nord (voir libellé dans la section «Modalités d'application» point 4).

- Lorsque l'ORGANISME produit son rapport annuel, il devra explicitement souligner le partenariat avec l'ARRONDISSEMENT.

- L'ARRONDISSEMENT s'engage à fournir à l'ORGANISME les éléments de communication nécessaires à la réalisation des objectifs de visibilité de l'ARRONDISSEMENT, notamment par la fourniture de panneaux, bannières, affiches, voile publicitaire ou enrouleur publicitaire identifiant l'ARRONDISSEMENT; ceci inclut l'accès à la signature institutionnelle (logo) et, le cas échéant, au message des élus de l'ARRONDISSEMENT;

- Lorsque l'activité se déroule dans un équipement de l'ARRONDISSEMENT (bâtiment ou terrain), l'installation et l'affichage d'outils promotionnels, quels qu'ils soient, devront être autorisés et se faire aux endroits identifiés par le responsable désigné par l'ARRONDISSEMENT;

- Par ailleurs, si le projet de l'ORGANISME donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'ARRONDISSEMENT à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance (voir la section «Modalités d'application»).

- La visibilité accordée à l'ARRONDISSEMENT n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet ou à l'activité; dans ce cas, l'ORGANISME doit s'assurer que la visibilité accordée tende à refléter l'importance relative de la contribution des partenaires.

MODALITÉS D'APPLICATION

1. **Logo de l'arrondissement**

   Il y a deux adaptations possibles du logo de l'arrondissement, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge) ou en noir (texte et rosace en noir); la largeur du logo ne doit jamais être inférieure à 2,5 cm (1 pouce).

   Lorsqu'une mention faisant référence au soutien des partenaires n'est pas présente (du type «Avec le soutien de» ou «Grâce au soutien de»), le texte «Fier partenaire» doit accompagner le logo tel qu'illustré :

   Montréal-Nord
   Montréal

   FIER PARTENAIRE

   Ces versions sont disponibles sur demande à l'adresse de courriel:

   communications-mn@ville.montreal.qc.ca

2. **Positionnement du logo de l'arrondissement**

   La règle de positionnement établie par la Ville n'est pas obligatoire lors de l'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement par un organisme. Ce sont alors les normes graphiques de l'organisme qui prédominent.

3. **Approbation des documents**

   L'utilisation du logo de l'arrondissement sur tout document produit par un organisme doit cependant faire l'objet d'une approbation de la Division des relations avec les citoyens et communication avant leur reproduction ou leur impression. Les demandes d'approbation accompagnées du document (brochure, dépliant, affiche, feuillet ou autre) dans sa version finale doivent être transmises à l'adresse courriel suivante :

   communications-mn@ville.montreal.qc.ca

4. **Libellé à inclure dans les documents autres que promotionnels**

   Lorsqu'une activité ou un projet entraîne la production d'un document tel un rapport de recherche, un rapport d'activité, une étude, une présentation par diaporama ou autre, la page de garde ou son équivalent doit contenir une mention du type «ce rapport (ou cette étude, ou ce projet, ou cette activité) a été rendu possible grâce au soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord». La production d'un communiqué de presse doit également contenir une telle mention.

5. **Invitation aux représentants de l'arrondissement**

   Lorsque le projet donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'arrondissement à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance en transmettant l'information à l'adresse courriel suivante :

   communications-mn@ville.montreal.qc.ca

06-2018

ANNEXE 5

ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET PRÊT DE MATÉRIEL – ARTICLE 8.3 DE LA POLITIQUE DE RECONNAISSANCE ET DE SOUTIEN AUX ORGANISMES

8.3 Accès aux installations et prêt de matériel

Afin de soutenir le dynamisme des organismes qui œuvrent sur son territoire, l'arrondissement gère une variété d'installations permettant le déploiement d'activités culturelles, sportives, de loisirs, sociales et économiques au bénéfice des citoyens de Montréal-Nord. Elle gère également le matériel nécessaire à la réalisation de ces activités.

Pour assurer un accès équitable aux installations et au matériel, tout en tenant compte de leur disponibilité, le présent article contient les règles d'attribution et d'utilisation. Elles s'appliquent à l'ensemble des installations et du matériel géré par l'arrondissement, à l'exception des locaux de la MCC. Les règles spécifiques de la MCC apparaissent à l'article 8.4 et celles relatives aux locaux des bibliothèques, à l'article 8.3.2.

8.3.1 Types de locaux et de plateaux

Les types de locaux et de plateaux gérés par l'arrondissement sont les suivants.

1- Les locaux des bibliothèques, c'est-à-dire les espaces dont la gestion relève de la Division des bibliothèques de Montréal-Nord, y compris ceux qui sont situés dans l'immeuble abritant la MCC.
2- Les locaux et plateaux permanents, c'est-à-dire les installations ou locaux gérés par l'arrondissement qui sont réservés exclusivement aux activités ou à l'usage d'un organisme reconnu, entre autres comme siège social.
3- Les locaux et plateaux polyvalents, c'est-à-dire les installations ou locaux gérés par l'arrondissement qui font l'objet d'un usage périodique ou occasionnel pour diverses activités et divers organismes.
4- Les locaux et plateaux dans les écoles.
5- Les plateaux extérieurs.

8.3.2 Accès aux locaux des bibliothèques

Cet article précise les conditions d'accès qui régissent exclusivement les locaux des bibliothèques.

8.3.2.1 Règles relatives aux salles d'animation

Les bibliothèques disposent de salles d'animation dédiées à leurs activités spécifiques, mais qui peuvent servir à l'occasion de locaux polyvalents pour les organismes ainsi que de salles d'étude pour les abonnés des bibliothèques.

Les deux salles d'animation de la bibliothèque Henri-Bourassa, adulte et jeunesse, de même que la salle d'animation de la bibliothèque de la MCC sont essentiellement dédiées aux activités, spectacles et animations qu'organisent les bibliothèques pour le bénéfice de

leurs abonnés. Cependant, lorsque les salles en question ne sont pas aménagées en vue de la tenue d'animations, elles sont disponibles sans frais, à certaines conditions, pour les organismes suivants.

1- Les organismes reconnus dont les activités sont axées sur le livre et la lecture.
2- Les organismes reconnus dont certaines activités sont réalisées en partenariat avec les bibliothèques ou les autres unités administratives de la direction.
3- Les services municipaux de l'arrondissement ou de la Ville de Montréal, aux activités desquels sont associées les bibliothèques et les tables de concertation dont font partie les bibliothèques.

Outre ces dispositions générales, les conditions spécifiques suivantes s'appliquent :

La salle d'animation de la bibliothèque Henri-Bourassa destinée aux adultes est disponible pour les abonnés des bibliothèques qui désirent l'utiliser comme salle d'étude. Sur réservation préalable et présentation de la carte de bibliothèque, les abonnés peuvent utiliser sans frais cette salle lorsqu'elle est libre, du lundi au vendredi, pendant les heures d'ouverture de la bibliothèque, si l'aménagement de l'espace le permet. Aucun soutien technique ou prêt de matériel n'est offert.

8.3.2.2 Autres espaces des bibliothèques

La salle du Fonds d'archives Yves-Ryan, située à l'étage de la bibliothèque Charleroi, est réservée aux activités organisées par les bibliothèques, mais elle peut, de façon discrétionnaire, être mise à la disposition d'organismes reconnus dont les activités sont axées autour du livre et de la lecture ou réalisées en partenariat avec la direction.

Par ailleurs, l'espace d'exposition de la bibliothèque Henri-Bourassa est réservé à des œuvres originales d'artistes locaux et amateurs. De même, les vitrines des bibliothèques Henri-Bourassa et de la MCC sont destinées exclusivement à la mise en valeur des collections et des activités programmées.

8.3.3 Accès aux locaux polyvalents et aux plateaux pour un usage temporaire

Seuls les organismes reconnus par l'arrondissement sont en mesure de réserver un local polyvalent ou un plateau pour un usage temporaire sans avoir à payer des frais. Les organismes non reconnus ou les citoyens de Montréal-Nord y ont également accès s'ils acquittent les frais prévus à cette fin dans le règlement sur les tarifs (RGCA11-10-001).

L'attribution des locaux polyvalents et des plateaux pour un usage temporaire se fait selon les règles suivantes.

1- L'attribution d'un local polyvalent ou d'un plateau est d'abord et avant tout faite en fonction du moment où les demandes de réservation sont déposées, selon la règle du « premier arrivé premier servi ». En ce qui a trait aux arénas, la réservation des plages horaires comprises de 21 h à la fermeture, ainsi que des plages horaires du samedi et du dimanche, est uniquement assujettie à cette règle. Dans tous les autres cas, les deux règles suivantes s'appliquent également.

2- S'il y a conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau, l'attribution se fait alors selon l'ordre de priorité suivant.
   a) En premier lieu, les directions de l'arrondissement.
   b) En deuxième lieu, les partenaires de mission complémentaire.
   c) En troisième lieu, les partenaires de mission partagée.
   d) En quatrième lieu, les partenaires associés et privés.
   e) En cinquième lieu, les organismes non reconnus ou les citoyens de Montréal-Nord, s'ils acquittent les frais prévus à cette fin dans le règlement sur les tarifs (RGCA11-10-001).
3- Si un conflit entre des demandes de réservation provenant d'organismes reconnus persiste après l'application de la règle précédente, le local polyvalent ou le plateau est attribué à l'organisme qui compte le plus grand nombre de participants réguliers.

8.3.4 Accès aux locaux polyvalents et aux plateaux pour un usage périodique

Seuls les organismes reconnus par l'arrondissement sont en mesure de réserver un local polyvalent ou un plateau pour un usage périodique.

L'attribution des locaux polyvalents et des plateaux pour un usage périodique se fait selon les règles suivantes.

1- Les demandes déposées conformément à l'article 8.3.6 sont d'abord analysées par la direction en fonction de la disponibilité des installations ainsi que du degré de concordance entre la mission de l'organisme et la vocation de ces installations.

2- Un local ou un plateau ne peut pas être réservé s'il n'est pas disponible, autrement dit s'il a déjà fait l'objet d'une location ou d'une réservation confirmée par écrit qui n'a pas été annulée.
3- S'il y a conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau, l'attribution est alors faite selon l'ordre de priorité suivant.
   a) En premier lieu, les directions de l'arrondissement.
   b) En deuxième lieu, les partenaires de mission complémentaire.
   c) En troisième lieu, les partenaires de mission partagée.
   d) En quatrième lieu, les partenaires associés et privés.
4- Si un conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau persiste après l'application de la règle précédente, la priorité sera accordée à l'organisme dont la mission correspond à la vocation habituelle du local ou du plateau.
5- Ultimement, si un conflit persiste entre des demandes de réservation, le local ou le plateau est alors attribué à l'organisme qui compte le plus grand nombre de participants réguliers.

8.3.5 Règles et procédure d'attribution des locaux et plateaux permanents

8.3.5.1 Règles générales

1- Les partenaires de mission organisant des activités ou offrant des services à au moins 75 participants réguliers sont admissibles au prêt d'un local ou d'un plateau permanent.

De plus, les clubs de l'âge d'or qui occupaient un local permanent lors de l'adoption de cette politique peuvent continuer à bénéficier de ce local.

2- Un organisme qui bénéficie du prêt d'un local ou d'un plateau permanent conserve ce droit tant qu'il respecte la règle précédente ainsi que toutes les conditions associées à l'usage de celui-ci telles qu'elles sont énoncées dans la politique. Toutefois, cette règle prend immédiatement fin lorsqu'un local acquiert une vocation qui n'est plus compatible avec la mission de l'organisme possédant ce droit.

3- Un organisme qui cesse de respecter la règle du premier alinéa peut continuer à bénéficier du prêt d'un local ou d'un plateau permanent pendant un temps limité. Pour ce faire, il doit toutefois soumettre un plan de redressement au comité en suivant la même procédure et les mêmes règles que celles prévues à l'article 6.4. S'il n'arrive pas à respecter toutes les conditions d'accès à un local ou à un plateau permanent après l'échéance fixée dans le plan de redressement approuvé par le comité, il perd son droit d'accès à un local permanent.

4- Un organisme qui cesse d'être reconnu par l'arrondissement perd également le droit au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. S'il obtient une nouvelle reconnaissance, son droit au prêt d'un local ou d'un plateau permanent est à nouveau assujetti à la procédure et aux règles prévues pour tous les organismes.

5- En tout temps, l'arrondissement est en droit d'exiger qu'un local ou un plateau occupé en permanence soit libéré par les usagers. De plus, l'arrondissement se réserve le droit de fermer l'accès à ses bâtiments pour toute raison le justifiant, sans aucune compensation.

6- Pour profiter du prêt d'un local ou d'un plateau permanent, il faut d'abord être inscrit à la liste d'attente constituée en vertu des règles prévues à l'article 8.3.5.2.

8.3.5.2 Liste d'attente pour le prêt d'un local ou d'un plateau permanent

À la suite de l'adoption de la politique, la direction dresse une liste d'attente pour le prêt d'un local ou d'un plateau permanent. Cette liste est mise à jour de manière continue.

L'organisme qui désire obtenir un prêt doit signifier à la direction son intérêt à faire partie de cette liste et préciser sa mission. Pour ce faire, il remplit la section du formulaire réservée à cette fin quand il soumet une demande ou un renouvellement de reconnaissance. Il peut également le signifier par écrit en adressant une lettre à la direction.

Seuls les organismes qui répondent aux critères suivants peuvent faire partie de cette liste d'attente.

1- Être un organisme qui a le statut de partenaire de mission.
2- Ne pas avoir accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent, ou avoir accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent tout en offrant des activités et des services à 200 participants réguliers ou plus.
3- Ne pas avoir accès au prêt de deux locaux permanents.

8.3.5.3 Procédure d'attribution des locaux et plateaux permanents

La procédure d'attribution d'un local ou d'un plateau permanent est la suivante.

1- En premier lieu, lorsque l'arrondissement évalue qu'un local ou un plateau devient disponible pour une occupation permanente, celui-ci détermine la vocation de cet espace.

2- En deuxième lieu, l'arrondissement sélectionne les organismes dont la mission concorde avec la vocation de cet espace, à partir de la liste d'attente constituée selon l'article 8.3.5.2.

3- En troisième lieu, le groupe sélectionné est ordonné de l'une ou l'autre des manières suivantes :
   a) si la vocation envisagée pour l'espace disponible est compatible avec un usage d'entreposage, les organismes sont classés en ordre décroissant du nombre de participants réguliers qu'ils comptent;
   b) si la vocation envisagée pour l'espace disponible n'est pas compatible avec un usage d'entreposage, le classement accorde d'abord la priorité aux organismes qui n'ont pas accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. Ensuite, les organismes sont classés en ordre décroissant du nombre de participants réguliers qu'ils comptent.

4- En quatrième lieu, l'arrondissement invite à tour de rôle chaque organisme du groupe sélectionné à indiquer s'il est intéressé à utiliser en permanence l'espace disponible. L'invitation est d'abord acheminée à l'organisme qui occupe le premier rang du groupe, puis à celui qui occupe le deuxième rang, si le premier a décliné l'invitation, et ainsi de suite jusqu'à épuisement de la liste constituée par le groupe sélectionné. Le premier organisme qui accepte l'invitation obtient le prêt du local ou du plateau une fois que le comité l'a autorisé à partir d'un avis de la direction.

8.3.6 Procédure de réservation et d'annulation des locaux polyvalents et des plateaux

1- Calendrier annuel

Le calendrier d'attribution des locaux polyvalents et des plateaux s'échelonne du 1er septembre de l'année courante au 31 août de l'année suivante.

2- Procédure de réservation

   a) La demande doit être faite par écrit au ***Bureau des réservations,*** à l'adresse électronique suivante : reservationsmtln@ville.montreal.qc.ca

   b) La description des activités, pour lesquelles la demande la réservation est faite, doit être détaillée.

   c) Pour les réservations occasionnelles de locaux et de plateaux, les formulaires de réservation doivent être déposés en respectant les échéances suivantes :

      i. au moins cinq jours ouvrables avant l'activité pour les locaux ou les plateaux qui sont la propriété de l'arrondissement;

ii. au moins vingt jours avant l'activité pour les locaux ou les plateaux qui sont la propriété des commissions scolaires.

d) Pour les réservations sur une base périodique ou annuelle de locaux et de plateaux, les formulaires de réservation doivent être déposés en respectant les échéances suivantes :

i. avant le 21 février pour un plateau extérieur entre le 15 avril et le 31 octobre de la même année;
ii. avant le 21 février pour un local dans un chalet de parc durant la période estivale qui suit;
iii. avant le 31 mars pour les autres locaux et plateaux sur une base annuelle ou périodique.

e) Les réservations de locaux et de plateaux ne sont pas renouvelées automatiquement d'année en année. Elles se terminent sans préavis le 31 août de chaque année, sauf pour les réservations de plateaux extérieurs qui se terminent sans préavis le 31 octobre.

3- Annulation de réservation

a) En tout temps, l'arrondissement est en droit d'exiger qu'un local ou un plateau soit libéré par les usagers. De plus, l'arrondissement se réserve le droit de fermer l'accès à un bâtiment pour toute raison le justifiant, sans aucune compensation.

b) Un locataire peut, sur préavis de trois jours, procéder sans pénalité à l'annulation partielle ou complète d'une réservation. Aucun remboursement n'est fait si l'annulation survient à moins de trois jours de la date de réservation.

c) Lorsque l'annulation d'une location est une décision de l'arrondissement, les frais de location sont entièrement remboursés.

d) Tout changement quant au type d'activité indiqué sur la demande réservation, s'il n'est pas autorisé par l'arrondissement, peut entraîner l'annulation du prêt du local ou du plateau.

8.3.7 Responsabilité des usagers des locaux et des plateaux

1- Assurance responsabilité civile

Sauf pour les exceptions prévues ci-dessous, tout organisme doit souscrire à ses frais et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du prêt d'une installation, une police d'assurance responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars par accident ou événement et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à l'arrondissement de Montréal-Nord, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville de Montréal.
De plus, lorsqu'il le juge nécessaire, à l'occasion d'événements spéciaux,

l'arrondissement peut être ajouté comme assuré additionnel au contrat d'assurance responsabilité civile détenu par l'organisme. Aucune franchise stipulée dans la police n'est applicable à l'arrondissement. Les organismes doivent fournir la preuve d'une telle assurance.

Les locataires d'une installation n'ont pas à souscrire une assurance responsabilité civile. Les organismes n'ont pas non plus l'obligation de souscrire à une telle assurance responsabilité pour des activités qui s'apparentent à des réunions, des rencontres de discussion ou des conférences dont la durée est limitée à quatre heures consécutives. Toutes les autres activités organisées par un organisme doivent être couvertes par une assurance responsabilité civile.

2- Boissons alcoolisées

a) La consommation ou la vente de boissons alcoolisées dans les installations de l'arrondissement est uniquement autorisée lorsqu'un permis de la Régie des alcools, des courses et des jeux du gouvernement du Québec a été délivré à cette fin et que l'arrondissement l'a également autorisé.

b) À défaut d'avoir toutes les autorisations prévues à l'alinéa précédent, le responsable de l'organisme ou du groupe de citoyens qui détient un permis de prêt ou de location doit s'assurer qu'aucune consommation de boissons alcoolisées ne se fait à l'intérieur des locaux prêtés ou loués (RGCA05-10-0008).

c) Le non-respect de la directive précédente peut entraîner l'annulation du prêt ou de la location.

3- Bris, dommages et vols

L'organisme ou le locataire est responsable des bris, dommages et vols que leurs activités pourraient causer dans les lieux prêtés ou loués par l'arrondissement.

4- Nuisances causées par le bruit ou la musique

a) L'organisme ou le locataire doit veiller à ne pas troubler la jouissance normale pour les autres occupants des lieux ou les occupants des immeubles voisins.

b) Comme il est prévu à l'article 6 des dispositions générales de la section III du *Règlement sur les parcs, bassins d'eau et les édifices publics* (RGCA05-10-0008), les activités musicales de l'organisme ou du locataire ne doivent pas dépasser soixante décibels de 7 h à 19 h et cinquante-cinq décibels de 19 h à 22 h. La mesure des décibels sera prise à la limite du terrain privé le plus près de la source du bruit et à plus de trois mètres de la chaussée publique.

5- Conformité et sécurité

a) L'organisme ou le locataire doit se conformer à toute législation, réglementation ou ordonnance qui s'applique à lui-même, aux lieux ou aux activités qui y sont tenus, quelle que soit l'autorité compétente qui l'a décrétée.

b) L'organisme ou le locataire doit s'assurer que les installations et le matériel sont utilisés de façon sécuritaire et conforme aux règles en vigueur.

6- Droit de refus et expulsion

En tout temps, l'arrondissement se réserve le droit de refuser, d'interrompre ou d'annuler le prêt ou la location. L'arrondissement se réserve le droit d'expulser un participant ayant un comportement inapproprié.

7- Entreposage de matières dangereuses

L'organisme ou le locataire ne doit ni entreposer, ni garder de produits explosifs, inflammables ou dangereux sur les lieux.

8- Équipements sportifs

a) L'usager qui fréquente un gymnase pour s'adonner à des activités sportives doit porter les chaussures appropriées.
b) À moins d'une autorisation de la direction, les équipements sportifs ne sont pas à la disposition de l'organisme ou du locataire.

c) La présence d'un entraîneur ou d'un animateur est obligatoire en tout temps.

d) À moins d'une autorisation de la direction, aucune consommation n'est permise (boisson, nourriture, etc.) dans les gymnases, palestres et studios de danse ou sur les terrains extérieurs.

9- Évacuation d'urgence des bâtiments

a) L'organisme ou le locataire a la responsabilité de se familiariser avec les mesures d'évacuation d'urgence des locaux et de nommer un responsable chargé de veiller à l'exécution des mesures d'urgence.

b) De plus, le responsable de l'activité doit informer les spectateurs de cette procédure.

c) Le responsable ou son remplaçant dûment nommé doit être présent pendant le déroulement des activités dans les installations prêtées ou louées. Il doit également se renseigner auprès du représentant de l'arrondissement de la procédure exacte à suivre en cas d'évacuation d'urgence.

10- Contrat et permis pour une occupation périodique ou permanente

a) L'organisme reconnu ou le locataire qui occupe un local ou plateau de façon périodique ou permanente doit obtenir un permis à cette fin et signer avec la direction un contrat qui détermine les conditions d'utilisation de ces espaces.

b) L'organisme ou le locataire ayant reçu le droit d'utiliser les locaux et plateaux de l'arrondissement de façon périodique ou permanente doit avertir l'arrondissement par écrit de la date de cessation des activités lorsque celle-ci survient avant la date d'expiration du permis.

c) L'arrondissement de Montréal-Nord se réserve le droit de mettre fin à tout contrat ou d'annuler tout permis à trente jours d'avis. Le droit d'utiliser le local ou le plateau précisé dans le permis cesse dès la fin de ce délai.

d) Le contrat et le permis relatifs à l'occupation d'un local permanent sont valides

pour trois ans à partir de la date où l'organisme a obtenu ou renouvelé une reconnaissance. Dans le cas où un organisme perd sa reconnaissance ou le droit au prêt d'un local permanent, l'arrondissement met fin au contrat et annule le permis.

e) Dans tous les autres cas, à moins qu'une date plus avancée ne soit indiquée sur le permis, ce dernier n'est valide que pour l'année en cours et se termine automatiquement et sans préavis le 31 août de chaque année.

11- Gratification

Aucune gratification ne doit être offerte à un employé de l'arrondissement sous quelque forme que ce soit pour services rendus.

12- Règlement sur le tabac

Il est interdit de fumer dans les édifices de l'arrondissement et dans tous les locaux qui sont régis par une entente, conformément à la loi (L.R.Q., chapitre T-0.01).

13- Appareils photo

Il est interdit d'utiliser des appareils et téléphones cellulaires, des assistants personnels, des caméras ou tout autre appareil permettant de prendre des photos dans les vestiaires et les toilettes des édifices publics, conformément aux interdictions générales de la section V du *Règlement sur les parcs, bassins d'eau et les édifices publics* (RGCA05-10-0008).

14- Paiement

a) Sur soumission et approbation de la demande, le montant de la location est payable à l'avance et en entier.

b) Les paiements doivent être faits à l'ordre de la Ville de Montréal et adressés au 4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4.

c) Tout défaut d'honorer les modalités de paiement entraînera la suspension ou l'annulation du permis, et le refus de tout autre permis.

d) Sur préavis de trente jours, l'arrondissement se réserve le droit de modifier les tarifs. Les paiements par chèque et comptant sont acceptés. Un chèque sans provision entraîne des frais de 35 $ supplémentaire.

15- Participants

Seules sont admises les personnes prenant part aux activités. Le permis doit être présenté au responsable sur demande.

16- Spectateurs

En l'absence d'estrade, les spectateurs ne sont jamais admis, sauf s'il y a entente préalable à cet effet entre la direction et le représentant de l'organisme ou du locataire.

17- Surveillance

Toute activité d'un organisme ou d'un locataire qui a lieu dans un local doit être sous la surveillance d'adultes compétents, personnellement responsables du respect des règlements édictés par l'arrondissement de Montréal-Nord. Si on utilise plus d'un local, il

faut un surveillant adulte par local.

18- Utilités

L'organisme ou le locataire doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques des lieux. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'organisme ou le locataire doit affecter une personne compétente à cette tâche. Aucune modification à ces systèmes ne peut être faite.

19- Clientèle visée

Les personnes qui participent aux activités de l'organisme ou du locataire doivent correspondre à la clientèle qui est définie sur le permis.

20- Respect des réservations

L'organisme ou le locataire doit aviser l'arrondissement de toute annulation d'activité. Dans le cas contraire, à la suite d'absences non motivées, l'arrondissement peut refuser de prêter ou de louer des locaux ou des plateaux à l'organisme ou au locataire fautif.

21- Entretien

a) L'entretien des locaux polyvalents et des gymnases est assuré par le personnel de l'arrondissement ou de la commission scolaire. L'organisme remise le mobilier (tables, chaises, etc.) à l'endroit indiqué et laisse le local et les lieux communs propres et en ordre.

b) Les locaux permanents doivent être tenus propres en tout temps par l'organisme qui en bénéficie. Ce dernier doit s'assurer que les locaux mis à sa disposition restent en ordre.

22- Autres responsabilités des usagers des locaux et des plateaux

a) Accueillir les participants ou les invités et s'assurer que tous sont partis avant de quitter les lieux.

b) Remiser le mobilier (tables, chaises, etc.) à l'endroit indiqué et remettre le local propre et en ordre : ne laisser aucun déchet sur le plancher, effacer les tableaux, enlever les affiches, etc.

c) Être sur place pour recevoir l'équipement et le matériel nécessaire à la tenue des activités.

d) Contribuer à la protection des lieux contre le vandalisme, le vol, le feu ou toute autre détérioration des bâtiments.

e) Aviser l'arrondissement de toute anomalie ou de bris majeur, avant de quitter le local, en communiquant en tout temps au (numéro d'urgence de la Direction des travaux publics) 514 328-4000, poste 4100.

f) Ne pas utiliser le local à d'autres fins que celles pour lesquelles il a été accordé.

g) Ne pas utiliser le mobilier ou le matériel d'un autre local sans autorisation.
h) Ne pas utiliser un autre local que celui qui a été prêté ou loué.

i) Ne pas prêter un local à un autre organisme ou à d'autres personnes sans autorisation.

j) Ne pas coller, épingler ou agrafer sur les murs des feuilles, affiches, banderoles, etc., sans autorisation.

k) S'assurer qu'il n'y a aucune flânerie dans les corridors ou les vestiaires pendant et après les activités.

8.3.8 Sécurité, gestion et intégrité des locaux et plateaux

1- Gestion des clés

a) L'arrondissement désigne des employés dont la responsabilité est d'ouvrir et de fermer les portes des bâtiments qui lui appartiennent.

b) L'arrondissement remet la ou les clés au responsable de l'organisme ou au locataire ayant accès à un local polyvalent ou permanent dans un chalet ou un centre d'activités communautaires. Le responsable de l'organisme ou le locataire doit signer un formulaire de prêt de clés de l'arrondissement et s'engage à retourner les clés lorsque le prêt ou la location cesse.

c) La reproduction de clés, le changement de serrure ou la modification de porte sont interdits. La gestion des clés et des serrures relève exclusivement des autorités de l'arrondissement.

2- Gestion des systèmes d'alarme intrusion

a) Pour obtenir un code d'usager permettant d'activer ou de désactiver un système d'alarme intrusion, l'organisme ou le locataire doit désigner un responsable. L'attribution de ce code est à la discrétion de l'arrondissement.

b) Tout changement de personne responsable doit être communiqué à l'avance au responsable de l'arrondissement.

c) Le code d'usager doit demeurer confidentiel.

3- Heures de fermeture

L'horaire des activités dans les locaux doit respecter les horaires des bâtiments et des parcs établis par l'arrondissement. Aucune activité n'est autorisée dans les parcs et chalets de parc après 23 h, sauf pour les parcs Tardif et Monty, où l'heure de fermeture estivale est de 21 h.

4- Intégrité des bâtiments

Aucune modification et aucun ajout aux structures : portes, fenêtres, murs, planchers, peinture, ou autres, ne peuvent être faits par l'organisme ou le locataire, ou encore les personnes sous leur responsabilité, sans le consentement préalable et écrit de l'arrondissement, sous peine de perdre l'accès aux locaux et plateaux.

5- Remise de locaux et de plateaux

L'organisme ou le locataire doit remettre les installations dans l'état qu'elles lui ont été prêtées ou louées. Il doit également réparer ou remplacer le matériel défectueux ou

rendu inutilisable, sous réserve de l'usure normale de ce matériel.

8.3.9 Tarification

Les frais exigés pour la location de matériel ou d'installations gérés par l'arrondissement sont déterminés par le *Règlement sur les tarifs de l'arrondissement* qui est en vigueur.

8.3.10 Prêt et location de matériel

Pour l'organisation d'activités ou d'événements, l'arrondissement peut fournir une assistance matérielle en prêtant ou louant certains équipements, dans la mesure où il dispose de ceux-ci. La réservation et la livraison de ce matériel se font de la manière suivante.

1- La demande de prêt ou de location se fait par écrit au Bureau des réservations à l'adresse électronique suivante : reservationsmtln@ville.montreal.qc.ca
2- Les formulaires sont déposés au moins vingt jours avant l'activité pour les réservations occasionnelles et soixante jours avant l'événement pour les réservations annuelles.
3- Le responsable de l'organisme ou du locataire s'engage à informer immédiatement le responsable de l'arrondissement de toute perte ou de tout dommage aux biens qui lui sont confiés.
4- L'organisme est responsable du matériel prêté par l'arrondissement.

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord (Québec), H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

CLUB DE BASKETBALL DE MONTRÉAL-NORD personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5825, boulevard Léger, Montréal-Nord (Québec) H1G 6E1, agissant et représentée par M. Wilmann Édouard, directeur, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de promouvoir la pratique du basketball et d'organiser des activités sportives à Montréal-Nord;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de subventions aux Clubs sportifs pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 **« Annexe 3 »**	règles et procédures concernant l'accès aux installations et prêt de matériel;
2.4 « **Annexe 4** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.5 **« Annexe 5 » :**	accès aux installations et prêt de matériel (article 8.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes;
2.6 « **Responsable** » :	le Directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.7 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.8 « **Projet** » :	l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;
2.9 « **Rapport annuel** » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : Arrondissement de Montréal-Nord

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de douze mille trois cent soixante dollars (12 360 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en **deux** versements :

- un premier versement représentant 50 % de la subvention soit un montant de 6 180 $ dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

- un deuxième versement représentant 50 % de la subvention soit un montant de 6 180 $ au 15 septembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le

nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 31 décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **DOCUMENTS À FOURNIR**

5.4.1 remettre au RESPONSABLE, à chaque année, le procès-verbal de l'assemblée générale annuelle, établis conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord;

Informer l'ARRONDISSEMENT de tout changement qui surviendrait dans la composition de son conseil d'administration et de sa direction;

5.5 **PROGRAMMATION**

5.5.1 transmettre, sur demande, au RESPONSABLE, tous les renseignements utiles liés à la programmation de ses activités;

5.5.2 respecter les politiques et procédures établies par l'ARRONDISSEMENT;

5.6 **ASSURANCES**

5.6.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.6.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.7 **ASPECTS FINANCIERS**

5.7.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui

communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.7.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.7.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.7.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.7.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.7.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.7.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le 31 décembre à chaque année un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.7 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.8 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.9 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.10 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.11 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de

l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir

à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5825, boulevard Léger, Montréal-Nord, Québec, H1G 6E1, et tout avis doit être adressé à l'attention du président, M. Wilmann Edouard. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord, Québec, H1H 5R5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CLUB DE BASKETBALL DE MONTRÉAL-NORD

Par :_____
Wilmann Edouard, directeur

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, le _____ jour de _____ 20____ (Résolution CA__ _____).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Montréal-Nord
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs
et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

Téléphone : 514-328-4000, poste 4077
Télécopieur : 514-328-4064

REÇU le
13 DEC. 2017
Rép:

FORMULAIRE 2
DEMANDE DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS

NOTE – Les renseignements demandés sont relatifs à la dernière année fiscale complétée.

Nom de l'organisme	CLUB DE BASKETBALL DE MONTRÉAL-NORD

Nombre de participants dans la dernière année fiscale complétée (moins de 25 ans)	Résidents de Montréal-Nord	Non-résidents de Montréal-Nord

Nombre de participants réguliers ** à vos activités dans la dernière année fiscale complétée	240

*** Participant qui prend part aux activités ou bénéficie des services de l'organisme sur une base régulière et selon une périodicité établie. Un participant ne peut être comptabilisé plus d'une fois.*

Dépenses déclarées dans vos états financiers vérifiés ou une mission d'examen et déposés lors de votre dernière assemblée générale annuelle	$

Événements sportifs organisés par votre club et sanctionnés par votre fédération dans la dernière année fiscale complétée

Types et dates des événements	Jour (s)	Durée de ces événements (en heures)
TOURNOIS BASKETBALL	1	6
CAMP DE JOUR ESTIVAL / SDG	30	360
	Total/jours 31	Total/heures 366

1

Dépenses salariales		
Salaires annuels de votre organisme	55000 est. $	
Salaires annuels de votre organisme *(inclus ci-haut)* servant uniquement à la gestion administrative et à la coordination de votre organisme	23400 $	43 %

Catégorie d'athlètes	Nombre
Non-compétitif	200
Catégorie d'athlètes qui participent à des compétitions fédérées ****	**Nombre**
De niveau régional	20
De niveau provincial	
De niveau national	

**** *Un athlète doit être indiqué à un seul niveau, soit à son niveau de participation le plus élevé.*

Entraînements	
Nombre total d'entraîneurs 7	Nombre total d'entraîneurs certifiés PNCE *** 5

Heures d'entraînement annuelles

Nombre : 720h

Explications : Nous avons 4 catégories d'âges qui pratiquent 2 fois semaines pour un total de 3h/semaine pour 30 semaines

Heures d'entraînement annuelles *(inclus ci-haut)* exécutées par un ou des entraîneurs certifiés PNCE ***

Nombre : 720h

Explications : Tous les entraineurs adultes (5) sont certifié PNCE niveau I

*** *Programme national certification des entraîneurs*

2

Signature du responsable de l'organisme

Date 24 November 2017

À RETOURNER:
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

3

Montréal-Nord
Montréal

(Document à joindre avec la demande de soutien financier)

Engagement de l'organisme

(Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général de la Ville de Montréal)

Nous soussigné _____
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance des modalités du programme de subvention aux Clubs sportifs de l'arrondissement de Montréal-Nord, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le **conseil d'arrondissement de Montréal-Nord**, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation de la programmation d'activités de l'organisme.

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme

_____ _____
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme Date

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Local permanent

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
N/A						

Prêt de terrain(s) sportif(s)

Nom du terrain	Période d'utilisation
Gymnases de l'école Calixa-Lavallée	Septembre à juin et juin à août (camps de jour)
Gymnases de l'école Henri-Bourassa	Septembre à juin

ANNEXE 3

RÈGLES ET PROCÉDURES CONCERNANT L'ACCÈS AUX INSTALLATIONS

ET LE PRÊT DE MATÉRIEL

L'article 8.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord intitulé *Accès aux installations et prêt de matériel* s'applique.

L'ORGANISME, par son représentant, déclare avoir pris connaissance des conditions énoncées à l'article 8.3 tel que décrites à l'annexe 5 de cette politique et les accepte intégralement.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE e JOUR DU MOIS DE _____ 2020

CLUB DE BASKETBALL DE MONTRÉAL-NORD

Par : M.Wilmann Édouard, directeur

ANNEXE 4

NORMES DE VISIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Considérant que l'ARRONDISSEMENT a la **responsabilité du soutien** aux organismes reconnus pour l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires et de loisirs sur son territoire;

Considérant que l'ORGANISME est **reconnu comme partenaire** de l'arrondissement œuvrant à **l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires ou de loisirs**;

Considérant qu'il est primordial **d'assurer un juste rayonnement** à tous les efforts mis en œuvre par l'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT pour donner suite aux activités faisant l'objet de la présente convention;

L'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT conviennent du présent protocole de visibilité :

- Ce protocole de visibilité s'applique aux activités ou aux événements pour lesquels l'ARRONDISSEMENT fournit un soutien financier, technique et matériel dont la valeur est supérieure à 1 000 $.

- Lorsque l'ORGANISME produit des outils pour la promotion d'une activité ou d'un événement qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT (par exemple affiche, dépliant, brochure, publicité média, kiosque, site internet, etc.) la référence au soutien de l'ARRONDISSEMENT doit également être accompagnée du logo de l'ARRONDISSEMENT (voir la section «Modalités d'application» point 1, 2 et 3).

- Lorsque l'ORGANISME produit des documents publics autres que promotionnels (rapport de recherche, étude, présentation diaporama, communiqué de presse) pour un projet ou une activité qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT, quel qu'en soit le support, il doit mentionner sur le document que l'activité ou le projet auquel il se réfère a été réalisé grâce au soutien de l'ARRONDISSEMENT de Montréal-Nord (voir libellé dans la section «Modalités d'application» point 4).

- Lorsque l'ORGANISME produit son rapport annuel, il devra explicitement souligner le partenariat avec l'ARRONDISSEMENT.

- L'ARRONDISSEMENT s'engage à fournir à l'ORGANISME les éléments de communication nécessaires à la réalisation des objectifs de visibilité de l'ARRONDISSEMENT, notamment par la fourniture de panneaux, bannières, affiches, voile publicitaire ou enrouleur publicitaire identifiant l'ARRONDISSEMENT; ceci inclut l'accès à la signature institutionnelle (logo) et, le cas échéant, au message des élus de l'ARRONDISSEMENT;

- Lorsque l'activité se déroule dans un équipement de l'ARRONDISSEMENT (bâtiment ou terrain), l'installation et l'affichage d'outils promotionnels, quels qu'ils soient, devront être autorisés et se faire aux endroits identifiés par le responsable désigné par l'ARRONDISSEMENT;

- Par ailleurs, si le projet de l'ORGANISME donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'ARRONDISSEMENT à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance (voir la section «Modalités d'application»).

- La visibilité accordée à l'ARRONDISSEMENT n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet ou à l'activité; dans ce cas, l'ORGANISME doit s'assurer que la visibilité accordée tende à refléter l'importance relative de la contribution des partenaires.

MODALITÉS D'APPLICATION

1. Logo de l'arrondissement

Il y a deux adaptations possibles du logo de l'arrondissement, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge) ou en noir (texte et rosace en noir); la largeur du logo ne doit jamais être inférieure à 2,5 cm (1 pouce).

Lorsqu'une mention faisant référence au soutien des partenaires n'est pas présente (du type «Avec le soutien de» ou «Grâce au soutien de»), le texte «Fier partenaire» doit accompagner le logo tel qu'illustré :

Montréal-Nord
Montréal

FIER PARTENAIRE

Ces versions sont disponibles sur demande à l'adresse de courriel:

communications-mn@ville.montreal.qc.ca

2. Positionnement du logo de l'arrondissement

La règle de positionnement établie par la Ville n'est pas obligatoire lors de l'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement par un organisme. Ce sont alors les normes graphiques de l'organisme qui prédominent.

3. Approbation des documents

L'utilisation du logo de l'arrondissement sur tout document produit par un organisme doit cependant faire l'objet d'une approbation de la Division des relations avec les citoyens et communication avant leur reproduction ou leur impression. Les demandes d'approbation accompagnées du document (brochure, dépliant, affiche, feuillet ou autre) dans sa version finale doivent être transmises à l'adresse courriel suivante :

communications-mn@ville.montreal.qc.ca

4. Libellé à inclure dans les documents autres que promotionnels

Lorsqu'une activité ou un projet entraîne la production d'un document tel un rapport de recherche, un rapport d'activité, une étude, une présentation par diaporama ou autre, la page de garde ou son équivalent doit contenir une mention du type «ce rapport (ou cette étude, ou ce projet, ou cette activité) a été rendu possible grâce au soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord». La production d'un communiqué de presse doit également contenir une telle mention.

5. Invitation aux représentants de l'arrondissement

Lorsque le projet donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'arrondissement à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance en transmettant l'information à l'adresse courriel suivante :

communications-mn@ville.montreal.qc.ca

06-2018

ANNEXE 5

ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET PRÊT DE MATÉRIEL – ARTICLE 8.3 DE LA POLITIQUE DE RECONNAISSANCE ET DE SOUTIEN AUX ORGANISMES

8.3 Accès aux installations et prêt de matériel

Afin de soutenir le dynamisme des organismes qui œuvrent sur son territoire, l'arrondissement gère une variété d'installations permettant le déploiement d'activités culturelles, sportives, de loisirs, sociales et économiques au bénéfice des citoyens de Montréal-Nord. Elle gère également le matériel nécessaire à la réalisation de ces activités.

Pour assurer un accès équitable aux installations et au matériel, tout en tenant compte de leur disponibilité, le présent article contient les règles d'attribution et d'utilisation. Elles s'appliquent à l'ensemble des installations et du matériel géré par l'arrondissement, à l'exception des locaux de la MCC. Les règles spécifiques de la MCC apparaissent à l'article 8.4 et celles relatives aux locaux des bibliothèques, à l'article 8.3.2.

8.3.1 Types de locaux et de plateaux

Les types de locaux et de plateaux gérés par l'arrondissement sont les suivants.

1- Les locaux des bibliothèques, c'est-à-dire les espaces dont la gestion relève de la Division des bibliothèques de Montréal-Nord, y compris ceux qui sont situés dans l'immeuble abritant la MCC.
2- Les locaux et plateaux permanents, c'est-à-dire les installations ou locaux gérés par l'arrondissement qui sont réservés exclusivement aux activités ou à l'usage d'un organisme reconnu, entre autres comme siège social.
3- Les locaux et plateaux polyvalents, c'est-à-dire les installations ou locaux gérés par l'arrondissement qui font l'objet d'un usage périodique ou occasionnel pour diverses activités et divers organismes.
4- Les locaux et plateaux dans les écoles.
5- Les plateaux extérieurs.

8.3.2 Accès aux locaux des bibliothèques

Cet article précise les conditions d'accès qui régissent exclusivement les locaux des bibliothèques.

8.3.2.1 Règles relatives aux salles d'animation

Les bibliothèques disposent de salles d'animation dédiées à leurs activités spécifiques, mais qui peuvent servir à l'occasion de locaux polyvalents pour les organismes ainsi que de salles d'étude pour les abonnés des bibliothèques.

Les deux salles d'animation de la bibliothèque Henri-Bourassa, adulte et jeunesse, de même que la salle d'animation de la bibliothèque de la MCC sont essentiellement dédiées aux activités, spectacles et animations qu'organisent les bibliothèques pour le bénéfice de

leurs abonnés. Cependant, lorsque les salles en question ne sont pas aménagées en vue de la tenue d'animations, elles sont disponibles sans frais, à certaines conditions, pour les organismes suivants.

1- Les organismes reconnus dont les activités sont axées sur le livre et la lecture.
2- Les organismes reconnus dont certaines activités sont réalisées en partenariat avec les bibliothèques ou les autres unités administratives de la direction.
3- Les services municipaux de l'arrondissement ou de la Ville de Montréal, aux activités desquels sont associées les bibliothèques et les tables de concertation dont font partie les bibliothèques.

Outre ces dispositions générales, les conditions spécifiques suivantes s'appliquent :

La salle d'animation de la bibliothèque Henri-Bourassa destinée aux adultes est disponible pour les abonnés des bibliothèques qui désirent l'utiliser comme salle d'étude. Sur réservation préalable et présentation de la carte de bibliothèque, les abonnés peuvent utiliser sans frais cette salle lorsqu'elle est libre, du lundi au vendredi, pendant les heures d'ouverture de la bibliothèque, si l'aménagement de l'espace le permet. Aucun soutien technique ou prêt de matériel n'est offert.

8.3.2.2 Autres espaces des bibliothèques

La salle du Fonds d'archives Yves-Ryan, située à l'étage de la bibliothèque Charleroi, est réservée aux activités organisées par les bibliothèques, mais elle peut, de façon discrétionnaire, être mise à la disposition d'organismes reconnus dont les activités sont axées autour du livre et de la lecture ou réalisées en partenariat avec la direction.

Par ailleurs, l'espace d'exposition de la bibliothèque Henri-Bourassa est réservé à des œuvres originales d'artistes locaux et amateurs. De même, les vitrines des bibliothèques Henri-Bourassa et de la MCC sont destinées exclusivement à la mise en valeur des collections et des activités programmées.

8.3.3 Accès aux locaux polyvalents et aux plateaux pour un usage temporaire

Seuls les organismes reconnus par l'arrondissement sont en mesure de réserver un local polyvalent ou un plateau pour un usage temporaire sans avoir à payer des frais. Les organismes non reconnus ou les citoyens de Montréal-Nord y ont également accès s'ils acquittent les frais prévus à cette fin dans le règlement sur les tarifs (RGCA11-10-001).

L'attribution des locaux polyvalents et des plateaux pour un usage temporaire se fait selon les règles suivantes.

1- L'attribution d'un local polyvalent ou d'un plateau est d'abord et avant tout faite en fonction du moment où les demandes de réservation sont déposées, selon la règle du « premier arrivé premier servi ». En ce qui a trait aux arénas, la réservation des plages horaires comprises de 21 h à la fermeture, ainsi que des plages horaires du samedi et du dimanche, est uniquement assujettie à cette règle. Dans tous les autres cas, les deux règles suivantes s'appliquent également.

2- S'il y a conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau, l'attribution se fait alors selon l'ordre de priorité suivant.
   a) En premier lieu, les directions de l'arrondissement.
   b) En deuxième lieu, les partenaires de mission complémentaire.
   c) En troisième lieu, les partenaires de mission partagée.
   d) En quatrième lieu, les partenaires associés et privés.
   e) En cinquième lieu, les organismes non reconnus ou les citoyens de Montréal-Nord, s'ils acquittent les frais prévus à cette fin dans le règlement sur les tarifs (RGCA11-10-001).
3- Si un conflit entre des demandes de réservation provenant d'organismes reconnus persiste après l'application de la règle précédente, le local polyvalent ou le plateau est attribué à l'organisme qui compte le plus grand nombre de participants réguliers.

8.3.4 Accès aux locaux polyvalents et aux plateaux pour un usage périodique

Seuls les organismes reconnus par l'arrondissement sont en mesure de réserver un local polyvalent ou un plateau pour un usage périodique.

L'attribution des locaux polyvalents et des plateaux pour un usage périodique se fait selon les règles suivantes.

1- Les demandes déposées conformément à l'article 8.3.6 sont d'abord analysées par la direction en fonction de la disponibilité des installations ainsi que du degré de concordance entre la mission de l'organisme et la vocation de ces installations.

2- Un local ou un plateau ne peut pas être réservé s'il n'est pas disponible, autrement dit s'il a déjà fait l'objet d'une location ou d'une réservation confirmée par écrit qui n'a pas été annulée.
3- S'il y a conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau, l'attribution est alors faite selon l'ordre de priorité suivant.
   a) En premier lieu, les directions de l'arrondissement.
   b) En deuxième lieu, les partenaires de mission complémentaire.
   c) En troisième lieu, les partenaires de mission partagée.
   d) En quatrième lieu, les partenaires associés et privés.
4- Si un conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau persiste après l'application de la règle précédente, la priorité sera accordée à l'organisme dont la mission correspond à la vocation habituelle du local ou du plateau.
5- Ultimement, si un conflit persiste entre des demandes de réservation, le local ou le plateau est alors attribué à l'organisme qui compte le plus grand nombre de participants réguliers.

8.3.5 Règles et procédure d'attribution des locaux et plateaux permanents

8.3.5.1 Règles générales

1- Les partenaires de mission organisant des activités ou offrant des services à au moins 75 participants réguliers sont admissibles au prêt d'un local ou d'un plateau permanent.

De plus, les clubs de l'âge d'or qui occupaient un local permanent lors de l'adoption de cette politique peuvent continuer à bénéficier de ce local.

2- Un organisme qui bénéficie du prêt d'un local ou d'un plateau permanent conserve ce droit tant qu'il respecte la règle précédente ainsi que toutes les conditions associées à l'usage de celui-ci telles qu'elles sont énoncées dans la politique. Toutefois, cette règle prend immédiatement fin lorsqu'un local acquiert une vocation qui n'est plus compatible avec la mission de l'organisme possédant ce droit.

3- Un organisme qui cesse de respecter la règle du premier alinéa peut continuer à bénéficier du prêt d'un local ou d'un plateau permanent pendant un temps limité. Pour ce faire, il doit toutefois soumettre un plan de redressement au comité en suivant la même procédure et les mêmes règles que celles prévues à l'article 6.4. S'il n'arrive pas à respecter toutes les conditions d'accès à un local ou à un plateau permanent après l'échéance fixée dans le plan de redressement approuvé par le comité, il perd son droit d'accès à un local permanent.

4- Un organisme qui cesse d'être reconnu par l'arrondissement perd également le droit au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. S'il obtient une nouvelle reconnaissance, son droit au prêt d'un local ou d'un plateau permanent est à nouveau assujetti à la procédure et aux règles prévues pour tous les organismes.

5- En tout temps, l'arrondissement est en droit d'exiger qu'un local ou un plateau occupé en permanence soit libéré par les usagers. De plus, l'arrondissement se réserve le droit de fermer l'accès à ses bâtiments pour toute raison le justifiant, sans aucune compensation.

6- Pour profiter du prêt d'un local ou d'un plateau permanent, il faut d'abord être inscrit à la liste d'attente constituée en vertu des règles prévues à l'article 8.3.5.2.

8.3.5.2 Liste d'attente pour le prêt d'un local ou d'un plateau permanent

À la suite de l'adoption de la politique, la direction dresse une liste d'attente pour le prêt d'un local ou d'un plateau permanent. Cette liste est mise à jour de manière continue.

L'organisme qui désire obtenir un prêt doit signifier à la direction son intérêt à faire partie de cette liste et préciser sa mission. Pour ce faire, il remplit la section du formulaire réservée à cette fin quand il soumet une demande ou un renouvellement de reconnaissance. Il peut également le signifier par écrit en adressant une lettre à la direction.

Seuls les organismes qui répondent aux critères suivants peuvent faire partie de cette liste d'attente.

1- Être un organisme qui a le statut de partenaire de mission.
2- Ne pas avoir accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent, ou avoir accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent tout en offrant des activités et des services à 200 participants réguliers ou plus.
3- Ne pas avoir accès au prêt de deux locaux permanents.

8.3.5.3 Procédure d'attribution des locaux et plateaux permanents

La procédure d'attribution d'un local ou d'un plateau permanent est la suivante.

1- En premier lieu, lorsque l'arrondissement évalue qu'un local ou un plateau devient disponible pour une occupation permanente, celui-ci détermine la vocation de cet espace.

2- En deuxième lieu, l'arrondissement sélectionne les organismes dont la mission concorde avec la vocation de cet espace, à partir de la liste d'attente constituée selon l'article 8.3.5.2.

3- En troisième lieu, le groupe sélectionné est ordonné de l'une ou l'autre des manières suivantes :
   a) si la vocation envisagée pour l'espace disponible est compatible avec un usage d'entreposage, les organismes sont classés en ordre décroissant du nombre de participants réguliers qu'ils comptent;
   b) si la vocation envisagée pour l'espace disponible n'est pas compatible avec un usage d'entreposage, le classement accorde d'abord la priorité aux organismes qui n'ont pas accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. Ensuite, les organismes sont classés en ordre décroissant du nombre de participants réguliers qu'ils comptent.

4- En quatrième lieu, l'arrondissement invite à tour de rôle chaque organisme du groupe sélectionné à indiquer s'il est intéressé à utiliser en permanence l'espace disponible. L'invitation est d'abord acheminée à l'organisme qui occupe le premier rang du groupe, puis à celui qui occupe le deuxième rang, si le premier a décliné l'invitation, et ainsi de suite jusqu'à épuisement de la liste constituée par le groupe sélectionné. Le premier organisme qui accepte l'invitation obtient le prêt du local ou du plateau une fois que le comité l'a autorisé à partir d'un avis de la direction.

8.3.6 Procédure de réservation et d'annulation des locaux polyvalents et des plateaux

1- Calendrier annuel

Le calendrier d'attribution des locaux polyvalents et des plateaux s'échelonne du 1er septembre de l'année courante au 31 août de l'année suivante.

2- Procédure de réservation

   a) La demande doit être faite par écrit au ***Bureau des réservations,*** à l'adresse électronique suivante : reservationsmtln@ville.montreal.qc.ca

   b) La description des activités, pour lesquelles la demande la réservation est faite, doit être détaillée.

   c) Pour les réservations occasionnelles de locaux et de plateaux, les formulaires de réservation doivent être déposés en respectant les échéances suivantes :

      i. au moins cinq jours ouvrables avant l'activité pour les locaux ou les plateaux qui sont la propriété de l'arrondissement;

ii. au moins vingt jours avant l'activité pour les locaux ou les plateaux qui sont la propriété des commissions scolaires.

d) Pour les réservations sur une base périodique ou annuelle de locaux et de plateaux, les formulaires de réservation doivent être déposés en respectant les échéances suivantes :

i. avant le 21 février pour un plateau extérieur entre le 15 avril et le 31 octobre de la même année;
ii. avant le 21 février pour un local dans un chalet de parc durant la période estivale qui suit;
iii. avant le 31 mars pour les autres locaux et plateaux sur une base annuelle ou périodique.

e) Les réservations de locaux et de plateaux ne sont pas renouvelées automatiquement d'année en année. Elles se terminent sans préavis le 31 août de chaque année, sauf pour les réservations de plateaux extérieurs qui se terminent sans préavis le 31 octobre.

3- Annulation de réservation

a) En tout temps, l'arrondissement est en droit d'exiger qu'un local ou un plateau soit libéré par les usagers. De plus, l'arrondissement se réserve le droit de fermer l'accès à un bâtiment pour toute raison le justifiant, sans aucune compensation.

b) Un locataire peut, sur préavis de trois jours, procéder sans pénalité à l'annulation partielle ou complète d'une réservation. Aucun remboursement n'est fait si l'annulation survient à moins de trois jours de la date de réservation.

c) Lorsque l'annulation d'une location est une décision de l'arrondissement, les frais de location sont entièrement remboursés.

d) Tout changement quant au type d'activité indiqué sur la demande réservation, s'il n'est pas autorisé par l'arrondissement, peut entraîner l'annulation du prêt du local ou du plateau.

8.3.7 Responsabilité des usagers des locaux et des plateaux

1- Assurance responsabilité civile

Sauf pour les exceptions prévues ci-dessous, tout organisme doit souscrire à ses frais et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du prêt d'une installation, une police d'assurance responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars par accident ou événement et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à l'arrondissement de Montréal-Nord, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville de Montréal.
De plus, lorsqu'il le juge nécessaire, à l'occasion d'événements spéciaux,

l'arrondissement peut être ajouté comme assuré additionnel au contrat d'assurance responsabilité civile détenu par l'organisme. Aucune franchise stipulée dans la police n'est applicable à l'arrondissement. Les organismes doivent fournir la preuve d'une telle assurance.

Les locataires d'une installation n'ont pas à souscrire une assurance responsabilité civile. Les organismes n'ont pas non plus l'obligation de souscrire à une telle assurance responsabilité pour des activités qui s'apparentent à des réunions, des rencontres de discussion ou des conférences dont la durée est limitée à quatre heures consécutives. Toutes les autres activités organisées par un organisme doivent être couvertes par une assurance responsabilité civile.

2- Boissons alcoolisées

a) La consommation ou la vente de boissons alcoolisées dans les installations de l'arrondissement est uniquement autorisée lorsqu'un permis de la Régie des alcools, des courses et des jeux du gouvernement du Québec a été délivré à cette fin et que l'arrondissement l'a également autorisé.

b) À défaut d'avoir toutes les autorisations prévues à l'alinéa précédent, le responsable de l'organisme ou du groupe de citoyens qui détient un permis de prêt ou de location doit s'assurer qu'aucune consommation de boissons alcoolisées ne se fait à l'intérieur des locaux prêtés ou loués (RGCA05-10-0008).

c) Le non-respect de la directive précédente peut entraîner l'annulation du prêt ou de la location.

3- Bris, dommages et vols

L'organisme ou le locataire est responsable des bris, dommages et vols que leurs activités pourraient causer dans les lieux prêtés ou loués par l'arrondissement.

4- Nuisances causées par le bruit ou la musique

a) L'organisme ou le locataire doit veiller à ne pas troubler la jouissance normale pour les autres occupants des lieux ou les occupants des immeubles voisins.

b) Comme il est prévu à l'article 6 des dispositions générales de la section III du *Règlement sur les parcs, bassins d'eau et les édifices publics* (RGCA05-10-0008), les activités musicales de l'organisme ou du locataire ne doivent pas dépasser soixante décibels de 7 h à 19 h et cinquante-cinq décibels de 19 h à 22 h. La mesure des décibels sera prise à la limite du terrain privé le plus près de la source du bruit et à plus de trois mètres de la chaussée publique.

5- Conformité et sécurité

a) L'organisme ou le locataire doit se conformer à toute législation, réglementation ou ordonnance qui s'applique à lui-même, aux lieux ou aux activités qui y sont tenus, quelle que soit l'autorité compétente qui l'a décrétée.

b) L'organisme ou le locataire doit s'assurer que les installations et le matériel sont utilisés de façon sécuritaire et conforme aux règles en vigueur.

6- Droit de refus et expulsion

En tout temps, l'arrondissement se réserve le droit de refuser, d'interrompre ou d'annuler le prêt ou la location. L'arrondissement se réserve le droit d'expulser un participant ayant un comportement inapproprié.

7- Entreposage de matières dangereuses

L'organisme ou le locataire ne doit ni entreposer, ni garder de produits explosifs, inflammables ou dangereux sur les lieux.

8- Équipements sportifs

a) L'usager qui fréquente un gymnase pour s'adonner à des activités sportives doit porter les chaussures appropriées.
b) À moins d'une autorisation de la direction, les équipements sportifs ne sont pas à la disposition de l'organisme ou du locataire.

c) La présence d'un entraîneur ou d'un animateur est obligatoire en tout temps.

d) À moins d'une autorisation de la direction, aucune consommation n'est permise (boisson, nourriture, etc.) dans les gymnases, palestres et studios de danse ou sur les terrains extérieurs.

9- Évacuation d'urgence des bâtiments

a) L'organisme ou le locataire a la responsabilité de se familiariser avec les mesures d'évacuation d'urgence des locaux et de nommer un responsable chargé de veiller à l'exécution des mesures d'urgence.

b) De plus, le responsable de l'activité doit informer les spectateurs de cette procédure.

c) Le responsable ou son remplaçant dûment nommé doit être présent pendant le déroulement des activités dans les installations prêtées ou louées. Il doit également se renseigner auprès du représentant de l'arrondissement de la procédure exacte à suivre en cas d'évacuation d'urgence.

10- Contrat et permis pour une occupation périodique ou permanente

a) L'organisme reconnu ou le locataire qui occupe un local ou plateau de façon périodique ou permanente doit obtenir un permis à cette fin et signer avec la direction un contrat qui détermine les conditions d'utilisation de ces espaces.

b) L'organisme ou le locataire ayant reçu le droit d'utiliser les locaux et plateaux de l'arrondissement de façon périodique ou permanente doit avertir l'arrondissement par écrit de la date de cessation des activités lorsque celle-ci survient avant la date d'expiration du permis.

c) L'arrondissement de Montréal-Nord se réserve le droit de mettre fin à tout contrat ou d'annuler tout permis à trente jours d'avis. Le droit d'utiliser le local ou le plateau précisé dans le permis cesse dès la fin de ce délai.

d) Le contrat et le permis relatifs à l'occupation d'un local permanent sont valides

pour trois ans à partir de la date où l'organisme a obtenu ou renouvelé une reconnaissance. Dans le cas où un organisme perd sa reconnaissance ou le droit au prêt d'un local permanent, l'arrondissement met fin au contrat et annule le permis.

e) Dans tous les autres cas, à moins qu'une date plus avancée ne soit indiquée sur le permis, ce dernier n'est valide que pour l'année en cours et se termine automatiquement et sans préavis le 31 août de chaque année.

11- Gratification

Aucune gratification ne doit être offerte à un employé de l'arrondissement sous quelque forme que ce soit pour services rendus.

12- Règlement sur le tabac

Il est interdit de fumer dans les édifices de l'arrondissement et dans tous les locaux qui sont régis par une entente, conformément à la loi (L.R.Q., chapitre T-0.01).

13- Appareils photo

Il est interdit d'utiliser des appareils et téléphones cellulaires, des assistants personnels, des caméras ou tout autre appareil permettant de prendre des photos dans les vestiaires et les toilettes des édifices publics, conformément aux interdictions générales de la section V du *Règlement sur les parcs, bassins d'eau et les édifices publics* (RGCA05-10-0008).

14- Paiement

a) Sur soumission et approbation de la demande, le montant de la location est payable à l'avance et en entier.

b) Les paiements doivent être faits à l'ordre de la Ville de Montréal et adressés au 4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4.

c) Tout défaut d'honorer les modalités de paiement entraînera la suspension ou l'annulation du permis, et le refus de tout autre permis.

d) Sur préavis de trente jours, l'arrondissement se réserve le droit de modifier les tarifs. Les paiements par chèque et comptant sont acceptés. Un chèque sans provision entraîne des frais de 35 $ supplémentaire.

15- Participants

Seules sont admises les personnes prenant part aux activités. Le permis doit être présenté au responsable sur demande.

16- Spectateurs

En l'absence d'estrade, les spectateurs ne sont jamais admis, sauf s'il y a entente préalable à cet effet entre la direction et le représentant de l'organisme ou du locataire.

17- Surveillance

Toute activité d'un organisme ou d'un locataire qui a lieu dans un local doit être sous la surveillance d'adultes compétents, personnellement responsables du respect des règlements édictés par l'arrondissement de Montréal-Nord. Si on utilise plus d'un local, il

faut un surveillant adulte par local.

18- Utilités

L'organisme ou le locataire doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques des lieux. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'organisme ou le locataire doit affecter une personne compétente à cette tâche. Aucune modification à ces systèmes ne peut être faite.

19- Clientèle visée

Les personnes qui participent aux activités de l'organisme ou du locataire doivent correspondre à la clientèle qui est définie sur le permis.

20- Respect des réservations

L'organisme ou le locataire doit aviser l'arrondissement de toute annulation d'activité. Dans le cas contraire, à la suite d'absences non motivées, l'arrondissement peut refuser de prêter ou de louer des locaux ou des plateaux à l'organisme ou au locataire fautif.

21- Entretien

a) L'entretien des locaux polyvalents et des gymnases est assuré par le personnel de l'arrondissement ou de la commission scolaire. L'organisme remise le mobilier (tables, chaises, etc.) à l'endroit indiqué et laisse le local et les lieux communs propres et en ordre.

b) Les locaux permanents doivent être tenus propres en tout temps par l'organisme qui en bénéficie. Ce dernier doit s'assurer que les locaux mis à sa disposition restent en ordre.

22- Autres responsabilités des usagers des locaux et des plateaux

a) Accueillir les participants ou les invités et s'assurer que tous sont partis avant de quitter les lieux.

b) Remiser le mobilier (tables, chaises, etc.) à l'endroit indiqué et remettre le local propre et en ordre : ne laisser aucun déchet sur le plancher, effacer les tableaux, enlever les affiches, etc.

c) Être sur place pour recevoir l'équipement et le matériel nécessaire à la tenue des activités.

d) Contribuer à la protection des lieux contre le vandalisme, le vol, le feu ou toute autre détérioration des bâtiments.

e) Aviser l'arrondissement de toute anomalie ou de bris majeur, avant de quitter le local, en communiquant en tout temps au (numéro d'urgence de la Direction des travaux publics) 514 328-4000, poste 4100.

f) Ne pas utiliser le local à d'autres fins que celles pour lesquelles il a été accordé.

g) Ne pas utiliser le mobilier ou le matériel d'un autre local sans autorisation.
h) Ne pas utiliser un autre local que celui qui a été prêté ou loué.

i) Ne pas prêter un local à un autre organisme ou à d'autres personnes sans autorisation.

j) Ne pas coller, épingler ou agrafer sur les murs des feuilles, affiches, banderoles, etc., sans autorisation.

k) S'assurer qu'il n'y a aucune flânerie dans les corridors ou les vestiaires pendant et après les activités.

8.3.8 Sécurité, gestion et intégrité des locaux et plateaux

1- Gestion des clés

a) L'arrondissement désigne des employés dont la responsabilité est d'ouvrir et de fermer les portes des bâtiments qui lui appartiennent.

b) L'arrondissement remet la ou les clés au responsable de l'organisme ou au locataire ayant accès à un local polyvalent ou permanent dans un chalet ou un centre d'activités communautaires. Le responsable de l'organisme ou le locataire doit signer un formulaire de prêt de clés de l'arrondissement et s'engage à retourner les clés lorsque le prêt ou la location cesse.

c) La reproduction de clés, le changement de serrure ou la modification de porte sont interdits. La gestion des clés et des serrures relève exclusivement des autorités de l'arrondissement.

2- Gestion des systèmes d'alarme intrusion

a) Pour obtenir un code d'usager permettant d'activer ou de désactiver un système d'alarme intrusion, l'organisme ou le locataire doit désigner un responsable. L'attribution de ce code est à la discrétion de l'arrondissement.

b) Tout changement de personne responsable doit être communiqué à l'avance au responsable de l'arrondissement.

c) Le code d'usager doit demeurer confidentiel.

3- Heures de fermeture

L'horaire des activités dans les locaux doit respecter les horaires des bâtiments et des parcs établis par l'arrondissement. Aucune activité n'est autorisée dans les parcs et chalets de parc après 23 h, sauf pour les parcs Tardif et Monty, où l'heure de fermeture estivale est de 21 h.

4- Intégrité des bâtiments

Aucune modification et aucun ajout aux structures : portes, fenêtres, murs, planchers, peinture, ou autres, ne peuvent être faits par l'organisme ou le locataire, ou encore les personnes sous leur responsabilité, sans le consentement préalable et écrit de l'arrondissement, sous peine de perdre l'accès aux locaux et plateaux.

5- Remise de locaux et de plateaux

L'organisme ou le locataire doit remettre les installations dans l'état qu'elles lui ont été prêtées ou louées. Il doit également réparer ou remplacer le matériel défectueux ou

rendu inutilisable, sous réserve de l'usure normale de ce matériel.

8.3.9 Tarification

Les frais exigés pour la location de matériel ou d'installations gérés par l'arrondissement sont déterminés par le *Règlement sur les tarifs de l'arrondissement* qui est en vigueur.

8.3.10 Prêt et location de matériel

Pour l'organisation d'activités ou d'événements, l'arrondissement peut fournir une assistance matérielle en prêtant ou louant certains équipements, dans la mesure où il dispose de ceux-ci. La réservation et la livraison de ce matériel se font de la manière suivante.

1- La demande de prêt ou de location se fait par écrit au Bureau des réservations à l'adresse électronique suivante : reservationsmtln@ville.montreal.qc.ca
2- Les formulaires sont déposés au moins vingt jours avant l'activité pour les réservations occasionnelles et soixante jours avant l'événement pour les réservations annuelles.
3- Le responsable de l'organisme ou du locataire s'engage à informer immédiatement le responsable de l'arrondissement de toute perte ou de tout dommage aux biens qui lui sont confiés.
4- L'organisme est responsable du matériel prêté par l'arrondissement.

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord (Québec), H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

BASEBALL MINEUR MONTRÉAL-NORD personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5598 des Perce Neige, Montréal-Nord (Québec) H1G 2M6, agissant et représentée par M. Denis Forget, président, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de créer les conditions idéales pour la pratique du baseball et l'acquisition de saines habitudes de vie par le moyen de programmes encourageant la participation active et le plaisir de jouer au baseball et d'assurer un encadrement baseball de qualité;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de subventions aux Clubs sportifs pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 **« Annexe 3 »** règles et procédures concernant l'accès aux installations et prêt de matériel;

2.4 « **Annexe 4** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.5 **« Annexe 5 » :** accès aux installations et prêt de matériel (article 8.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : Arrondissement de Montréal-Nord

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de quatorze mille quatre cents dollars (14 400 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en **deux** versements :

- un premier versement représentant 50 % de la subvention soit un montant de 7 200 $ dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

- un deuxième versement représentant 50 % de la subvention soit un montant de 7 200 $ au 15 septembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 31 décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente

convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **DOCUMENTS À FOURNIR**

5.4.1 remettre au RESPONSABLE, à chaque année, le procès-verbal de l'assemblée générale annuelle, établis conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord;

Informer l'ARRONDISSEMENT de tout changement qui surviendrait dans la composition de son conseil d'administration et de sa direction;

5.5 **PROGRAMMATION**

5.5.1 transmettre, sur demande, au RESPONSABLE, tous les renseignements utiles liés à la programmation de ses activités;

5.5.2 respecter les politiques et procédures établies par l'ARRONDISSEMENT;

5.6 **ASSURANCES**

5.6.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.6.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.7 **ASPECTS FINANCIERS**

5.7.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.7.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.7.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.7.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.7.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.7.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.7.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le 31 décembre à chaque

année un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.7 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.8 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.9 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.10 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.11 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de

l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir

à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5598 des Perce Neige, Montréal-Nord, Québec, H1G 2M6, et tout avis doit être adressé à l'attention du président, M. Denis Forget. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord, Québec, H1H 5R5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

BASEBALL MINEUR DE MONTRÉAL-NORD

Par :_____
Denis Forget, président

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, le _____e jour du mois de _____ 20___ (Résolution CA__ _____).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Montréal-Nord
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs
et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

Téléphone : 514-328-4000, poste 4077
Télécopieur : 514-328-4084

REÇU le
09 JAN. 2018
Rép.: AMENDÉE

FORMULAIRE 2
DEMANDE DE SUBVENTION AUX CLUBS SPORTIFS

NOTE – Les renseignements demandés sont relatifs à la dernière année fiscale complétée.

Nom de l'organisme	BASEBALL MINEUR MONTRÉAL-NORD

Nombre de participants dans la dernière année fiscale complétée (moins de 25 ans) JOUEURS 125	Résidents de Montréal-Nord 125	Non-résidents de Montréal-Nord 3

Nombre de participants réguliers ** à vos activités dans la dernière année fiscale complétée	**Saison régulière** – 25 PARTIES Joueurs 125 – Entraineurs 50 **Tournoi Moustique** 38 équipes x 12 joueurs x 3 joueurs **Tournoi Midget A** 12 équipes x 3 entraîneurs **Tournoi Midget B** 12 équipes x 3 entraîneurs **Festival Rally Cap** 12 équipes x 8 joueurs x 3 entraîneurs **Défi Triple Jeu** 100 joueurs **Championnats Régionaux** 16 équipes x 12 joueurs x 3 entraîneurs **Festival Fin de saison** 100 joueurs, 30 entraîneurs **Home run Derby** 30 participants **Souper Spaghetti** 100 participants

** *Participant qui prend part aux activités ou bénéficie des services de l'organisme sur une base régulière et selon une périodicité établie. Un participant ne peut être comptabilisé plus d'une fois.*

Dépenses déclarées dans vos états financiers vérifiés ou une mission d'examen et déposés lors de votre dernière assemblée générale annuelle	+ ou – 45,000$ Sera vérifié par comptable en février 2018 – année fiscale se terminant le 31 décembre 2017$

Événements sportifs organisés par votre club et sanctionnés par votre fédération dans la dernière année fiscale complétée

Types et dates des événements	Jour (s)	Durée de ces événements (en heures)
VOIR RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS EN ANNEXE		
	Total/jours	Total/heures

Dépenses salariales		
Salaires annuels de votre organisme / Seulement pour arbitres et marqueurs / personnes dans le C.A. reçoit de salaires – Tous bénévoles	+ OU – 12,000$ pour payer les arbitres et marqueurs $ MEMBRE DU C.A = Bénévoles	
Salaires annuels de votre organisme *(inclus ci-haut)* servant uniquement à la gestion administrative et à la coordination de votre organisme	N/A $	%

2

Catégorie d'athlètes	Nombre
Non-compétitif / Joueurs de 3 à 5 ans	30
Catégorie d'athlètes qui participent à des compétitions fédérées ****	**Nombre**
De niveau régional / **Joueurs ayant participé dans une ligue régionale et participé aux Championnat Régionaux**	120
De niveau provincial **8 joueurs élites provenant de Montréal-Nord qui ont évolués dans la classe AA – ont participé aux Championnats Provinciaux**	8
De niveau national (Meghan Jasmin) Représentante provincial sur l'équipe Team Québec et Team Canada	1

***** Un athlète doit être indiqué à un seul niveau, soit à son niveau de participation le plus élevé.*

Entraînements	
Nombre total d'entraîneurs 35	Nombre total d'entraîneurs certifiés PNCE *** 25
Heures d'entraînement annuelles 799 heures	
Nombre : 1 entraînement par semaine de février à mi-avril 2017 en gymnase Nombre : 1 à 2 pratiques par semaine, par équipe (8), de la mi-avril 2017 à la fin août 2017 Explications : Tous des entraîneurs certifiés PNCE	
Heures d'entraînement annuelles *(inclus ci-haut)* exécutées par un ou des entraîneurs certifiés PNCE ***	
Nombre : idem – l'emphase a été mis en 2017 sur la formation des entraîneurs – la plupart des entraîneurs sont certifiés PNCE. Explications : 799 heures	

**** Programme national certification des entraîneurs*

Denis Dorval
Signature du responsable de l'organisme

14/12/2017
Date

À RETOURNER:
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

3

Montréal-Nord
Montréal

(Document à joindre avec la demande de soutien financier)

Engagement de l'organisme

(Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général de la Ville de Montréal)

Nous soussigné _____
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance des modalités du programme de subvention aux Clubs sportifs de l'arrondissement de Montréal-Nord, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le **conseil d'arrondissement de Montréal-Nord**, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation de la programmation d'activités de l'organisme.

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme

_____ _____
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme Date

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Local permanent

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Chalet parc Sauvé	11 440, rue Étier	101	01-01-2020	31-12-2020	365	7 h à 23 h

Prêt de terrain(s) sportif(s)

Nom du terrain	Période d'utilisation
Terrain de baseball du parc Sauvé	Avril à octobre
3 terrains de baseball du parc Charleroi	Avril à octobre
Gymnase de l'école Lester B Person	Mars à avril

ANNEXE 3

RÈGLES ET PROCÉDURES CONCERNANT L'ACCÈS AUX INSTALLATIONS

ET LE PRÊT DE MATÉRIEL

L'article 8.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord intitulé *Accès aux installations et prêt de matériel* s'applique.

L'ORGANISME, par son représentant, déclare avoir pris connaissance des conditions énoncées à l'article 8.3 tel que décrites à l'annexe 5 de cette politique et les accepte intégralement.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE e JOUR DU MOIS DE _____ 2020

BASEBALL MINEUR MONTRÉAL-NORD

Par : M. Denis Forget, président

ANNEXE 4

NORMES DE VISIBILITÉ DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD

Considérant que l'ARRONDISSEMENT a la **responsabilité du soutien** aux organismes reconnus pour l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires et de loisirs sur son territoire;

Considérant que l'ORGANISME est **reconnu comme partenaire** de l'arrondissement œuvrant à **l'organisation d'activités culturelles, sportives, communautaires ou de loisirs**;

Considérant qu'il est primordial **d'assurer un juste rayonnement** à tous les efforts mis en œuvre par l'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT pour donner suite aux activités faisant l'objet de la présente convention;

L'ORGANISME et l'ARRONDISSEMENT conviennent du présent protocole de visibilité :

- Ce protocole de visibilité s'applique aux activités ou aux événements pour lesquels l'ARRONDISSEMENT fournit un soutien financier, technique et matériel dont la valeur est supérieure à 1 000 $.

- Lorsque l'ORGANISME produit des outils pour la promotion d'une activité ou d'un événement qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT (par exemple affiche, dépliant, brochure, publicité média, kiosque, site internet, etc.) la référence au soutien de l'ARRONDISSEMENT doit également être accompagnée du logo de l'ARRONDISSEMENT (voir la section «Modalités d'application» point 1, 2 et 3).

- Lorsque l'ORGANISME produit des documents publics autres que promotionnels (rapport de recherche, étude, présentation diaporama, communiqué de presse) pour un projet ou une activité qui profite du soutien de l'ARRONDISSEMENT, quel qu'en soit le support, il doit mentionner sur le document que l'activité ou le projet auquel il se réfère a été réalisé grâce au soutien de l'ARRONDISSEMENT de Montréal-Nord (voir libellé dans la section «Modalités d'application» point 4).

- Lorsque l'ORGANISME produit son rapport annuel, il devra explicitement souligner le partenariat avec l'ARRONDISSEMENT.

- L'ARRONDISSEMENT s'engage à fournir à l'ORGANISME les éléments de communication nécessaires à la réalisation des objectifs de visibilité de l'ARRONDISSEMENT, notamment par la fourniture de panneaux, bannières, affiches, voile publicitaire ou enrouleur publicitaire identifiant l'ARRONDISSEMENT; ceci inclut l'accès à la signature institutionnelle (logo) et, le cas échéant, au message des élus de l'ARRONDISSEMENT;

- Lorsque l'activité se déroule dans un équipement de l'ARRONDISSEMENT (bâtiment ou terrain), l'installation et l'affichage d'outils promotionnels, quels qu'ils soient, devront être autorisés et se faire aux endroits identifiés par le responsable désigné par l'ARRONDISSEMENT;

- Par ailleurs, si le projet de l'ORGANISME donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'ARRONDISSEMENT à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance (voir la section «Modalités d'application»).

- La visibilité accordée à l'ARRONDISSEMENT n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet ou à l'activité; dans ce cas, l'ORGANISME doit s'assurer que la visibilité accordée tende à refléter l'importance relative de la contribution des partenaires.

MODALITÉS D'APPLICATION

1. **Logo de l'arrondissement**

   Il y a deux adaptations possibles du logo de l'arrondissement, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge) ou en noir (texte et rosace en noir); la largeur du logo ne doit jamais être inférieure à 2,5 cm (1 pouce).

   Lorsqu'une mention faisant référence au soutien des partenaires n'est pas présente (du type «Avec le soutien de» ou «Grâce au soutien de»), le texte «Fier partenaire» doit accompagner le logo tel qu'illustré :

   Montréal-Nord
   Montréal

   FIER PARTENAIRE

   Ces versions sont disponibles sur demande à l'adresse de courriel:

   communications-mn@ville.montreal.qc.ca

2. **Positionnement du logo de l'arrondissement**

   La règle de positionnement établie par la Ville n'est pas obligatoire lors de l'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement par un organisme. Ce sont alors les normes graphiques de l'organisme qui prédominent.

3. **Approbation des documents**

   L'utilisation du logo de l'arrondissement sur tout document produit par un organisme doit cependant faire l'objet d'une approbation de la Division des relations avec les citoyens et communication avant leur reproduction ou leur impression. Les demandes d'approbation accompagnées du document (brochure, dépliant, affiche, feuillet ou autre) dans sa version finale doivent être transmises à l'adresse courriel suivante :

   communications-mn@ville.montreal.qc.ca

4. **Libellé à inclure dans les documents autres que promotionnels**

   Lorsqu'une activité ou un projet entraîne la production d'un document tel un rapport de recherche, un rapport d'activité, une étude, une présentation par diaporama ou autre, la page de garde ou son équivalent doit contenir une mention du type «ce rapport (ou cette étude, ou ce projet, ou cette activité) a été rendu possible grâce au soutien de l'arrondissement de Montréal-Nord». La production d'un communiqué de presse doit également contenir une telle mention.

5. **Invitation aux représentants de l'arrondissement**

   Lorsque le projet donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier les représentants de l'arrondissement à y participer, et ce, au moins dix (10) jours à l'avance en transmettant l'information à l'adresse courriel suivante :

   communications-mn@ville.montreal.qc.ca

06-2018

ANNEXE 5

ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET PRÊT DE MATÉRIEL – ARTICLE 8.3 DE LA POLITIQUE DE RECONNAISSANCE ET DE SOUTIEN AUX ORGANISMES

8.3 Accès aux installations et prêt de matériel

Afin de soutenir le dynamisme des organismes qui œuvrent sur son territoire, l'arrondissement gère une variété d'installations permettant le déploiement d'activités culturelles, sportives, de loisirs, sociales et économiques au bénéfice des citoyens de Montréal-Nord. Elle gère également le matériel nécessaire à la réalisation de ces activités.

Pour assurer un accès équitable aux installations et au matériel, tout en tenant compte de leur disponibilité, le présent article contient les règles d'attribution et d'utilisation. Elles s'appliquent à l'ensemble des installations et du matériel géré par l'arrondissement, à l'exception des locaux de la MCC. Les règles spécifiques de la MCC apparaissent à l'article 8.4 et celles relatives aux locaux des bibliothèques, à l'article 8.3.2.

8.3.1 Types de locaux et de plateaux

Les types de locaux et de plateaux gérés par l'arrondissement sont les suivants.

1- Les locaux des bibliothèques, c'est-à-dire les espaces dont la gestion relève de la Division des bibliothèques de Montréal-Nord, y compris ceux qui sont situés dans l'immeuble abritant la MCC.
2- Les locaux et plateaux permanents, c'est-à-dire les installations ou locaux gérés par l'arrondissement qui sont réservés exclusivement aux activités ou à l'usage d'un organisme reconnu, entre autres comme siège social.
3- Les locaux et plateaux polyvalents, c'est-à-dire les installations ou locaux gérés par l'arrondissement qui font l'objet d'un usage périodique ou occasionnel pour diverses activités et divers organismes.
4- Les locaux et plateaux dans les écoles.
5- Les plateaux extérieurs.

8.3.2 Accès aux locaux des bibliothèques

Cet article précise les conditions d'accès qui régissent exclusivement les locaux des bibliothèques.

8.3.2.1 Règles relatives aux salles d'animation

Les bibliothèques disposent de salles d'animation dédiées à leurs activités spécifiques, mais qui peuvent servir à l'occasion de locaux polyvalents pour les organismes ainsi que de salles d'étude pour les abonnés des bibliothèques.

Les deux salles d'animation de la bibliothèque Henri-Bourassa, adulte et jeunesse, de même que la salle d'animation de la bibliothèque de la MCC sont essentiellement dédiées aux activités, spectacles et animations qu'organisent les bibliothèques pour le bénéfice de

leurs abonnés. Cependant, lorsque les salles en question ne sont pas aménagées en vue de la tenue d'animations, elles sont disponibles sans frais, à certaines conditions, pour les organismes suivants.

1- Les organismes reconnus dont les activités sont axées sur le livre et la lecture.
2- Les organismes reconnus dont certaines activités sont réalisées en partenariat avec les bibliothèques ou les autres unités administratives de la direction.
3- Les services municipaux de l'arrondissement ou de la Ville de Montréal, aux activités desquels sont associées les bibliothèques et les tables de concertation dont font partie les bibliothèques.

Outre ces dispositions générales, les conditions spécifiques suivantes s'appliquent :

La salle d'animation de la bibliothèque Henri-Bourassa destinée aux adultes est disponible pour les abonnés des bibliothèques qui désirent l'utiliser comme salle d'étude. Sur réservation préalable et présentation de la carte de bibliothèque, les abonnés peuvent utiliser sans frais cette salle lorsqu'elle est libre, du lundi au vendredi, pendant les heures d'ouverture de la bibliothèque, si l'aménagement de l'espace le permet. Aucun soutien technique ou prêt de matériel n'est offert.

8.3.2.2 Autres espaces des bibliothèques

La salle du Fonds d'archives Yves-Ryan, située à l'étage de la bibliothèque Charleroi, est réservée aux activités organisées par les bibliothèques, mais elle peut, de façon discrétionnaire, être mise à la disposition d'organismes reconnus dont les activités sont axées autour du livre et de la lecture ou réalisées en partenariat avec la direction.

Par ailleurs, l'espace d'exposition de la bibliothèque Henri-Bourassa est réservé à des œuvres originales d'artistes locaux et amateurs. De même, les vitrines des bibliothèques Henri-Bourassa et de la MCC sont destinées exclusivement à la mise en valeur des collections et des activités programmées.

8.3.3 Accès aux locaux polyvalents et aux plateaux pour un usage temporaire

Seuls les organismes reconnus par l'arrondissement sont en mesure de réserver un local polyvalent ou un plateau pour un usage temporaire sans avoir à payer des frais. Les organismes non reconnus ou les citoyens de Montréal-Nord y ont également accès s'ils acquittent les frais prévus à cette fin dans le règlement sur les tarifs (RGCA11-10-001).

L'attribution des locaux polyvalents et des plateaux pour un usage temporaire se fait selon les règles suivantes.

1- L'attribution d'un local polyvalent ou d'un plateau est d'abord et avant tout faite en fonction du moment où les demandes de réservation sont déposées, selon la règle du « premier arrivé premier servi ». En ce qui a trait aux arénas, la réservation des plages horaires comprises de 21 h à la fermeture, ainsi que des plages horaires du samedi et du dimanche, est uniquement assujettie à cette règle. Dans tous les autres cas, les deux règles suivantes s'appliquent également.

2- S'il y a conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau, l'attribution se fait alors selon l'ordre de priorité suivant.
   a) En premier lieu, les directions de l'arrondissement.
   b) En deuxième lieu, les partenaires de mission complémentaire.
   c) En troisième lieu, les partenaires de mission partagée.
   d) En quatrième lieu, les partenaires associés et privés.
   e) En cinquième lieu, les organismes non reconnus ou les citoyens de Montréal-Nord, s'ils acquittent les frais prévus à cette fin dans le règlement sur les tarifs (RGCA11-10-001).
3- Si un conflit entre des demandes de réservation provenant d'organismes reconnus persiste après l'application de la règle précédente, le local polyvalent ou le plateau est attribué à l'organisme qui compte le plus grand nombre de participants réguliers.

8.3.4 Accès aux locaux polyvalents et aux plateaux pour un usage périodique

Seuls les organismes reconnus par l'arrondissement sont en mesure de réserver un local polyvalent ou un plateau pour un usage périodique.

L'attribution des locaux polyvalents et des plateaux pour un usage périodique se fait selon les règles suivantes.

1- Les demandes déposées conformément à l'article 8.3.6 sont d'abord analysées par la direction en fonction de la disponibilité des installations ainsi que du degré de concordance entre la mission de l'organisme et la vocation de ces installations.

2- Un local ou un plateau ne peut pas être réservé s'il n'est pas disponible, autrement dit s'il a déjà fait l'objet d'une location ou d'une réservation confirmée par écrit qui n'a pas été annulée.
3- S'il y a conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau, l'attribution est alors faite selon l'ordre de priorité suivant.
   a) En premier lieu, les directions de l'arrondissement.
   b) En deuxième lieu, les partenaires de mission complémentaire.
   c) En troisième lieu, les partenaires de mission partagée.
   d) En quatrième lieu, les partenaires associés et privés.
4- Si un conflit entre des demandes de réservation d'un local polyvalent ou d'un plateau persiste après l'application de la règle précédente, la priorité sera accordée à l'organisme dont la mission correspond à la vocation habituelle du local ou du plateau.
5- Ultimement, si un conflit persiste entre des demandes de réservation, le local ou le plateau est alors attribué à l'organisme qui compte le plus grand nombre de participants réguliers.

8.3.5 Règles et procédure d'attribution des locaux et plateaux permanents

8.3.5.1 Règles générales

1- Les partenaires de mission organisant des activités ou offrant des services à au moins 75 participants réguliers sont admissibles au prêt d'un local ou d'un plateau permanent.

De plus, les clubs de l'âge d'or qui occupaient un local permanent lors de l'adoption de cette politique peuvent continuer à bénéficier de ce local.

2- Un organisme qui bénéficie du prêt d'un local ou d'un plateau permanent conserve ce droit tant qu'il respecte la règle précédente ainsi que toutes les conditions associées à l'usage de celui-ci telles qu'elles sont énoncées dans la politique. Toutefois, cette règle prend immédiatement fin lorsqu'un local acquiert une vocation qui n'est plus compatible avec la mission de l'organisme possédant ce droit.

3- Un organisme qui cesse de respecter la règle du premier alinéa peut continuer à bénéficier du prêt d'un local ou d'un plateau permanent pendant un temps limité. Pour ce faire, il doit toutefois soumettre un plan de redressement au comité en suivant la même procédure et les mêmes règles que celles prévues à l'article 6.4. S'il n'arrive pas à respecter toutes les conditions d'accès à un local ou à un plateau permanent après l'échéance fixée dans le plan de redressement approuvé par le comité, il perd son droit d'accès à un local permanent.

4- Un organisme qui cesse d'être reconnu par l'arrondissement perd également le droit au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. S'il obtient une nouvelle reconnaissance, son droit au prêt d'un local ou d'un plateau permanent est à nouveau assujetti à la procédure et aux règles prévues pour tous les organismes.

5- En tout temps, l'arrondissement est en droit d'exiger qu'un local ou un plateau occupé en permanence soit libéré par les usagers. De plus, l'arrondissement se réserve le droit de fermer l'accès à ses bâtiments pour toute raison le justifiant, sans aucune compensation.

6- Pour profiter du prêt d'un local ou d'un plateau permanent, il faut d'abord être inscrit à la liste d'attente constituée en vertu des règles prévues à l'article 8.3.5.2.

8.3.5.2 Liste d'attente pour le prêt d'un local ou d'un plateau permanent

À la suite de l'adoption de la politique, la direction dresse une liste d'attente pour le prêt d'un local ou d'un plateau permanent. Cette liste est mise à jour de manière continue.

L'organisme qui désire obtenir un prêt doit signifier à la direction son intérêt à faire partie de cette liste et préciser sa mission. Pour ce faire, il remplit la section du formulaire réservée à cette fin quand il soumet une demande ou un renouvellement de reconnaissance. Il peut également le signifier par écrit en adressant une lettre à la direction.

Seuls les organismes qui répondent aux critères suivants peuvent faire partie de cette liste d'attente.

1- Être un organisme qui a le statut de partenaire de mission.
2- Ne pas avoir accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent, ou avoir accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent tout en offrant des activités et des services à 200 participants réguliers ou plus.
3- Ne pas avoir accès au prêt de deux locaux permanents.

8.3.5.3 Procédure d'attribution des locaux et plateaux permanents

La procédure d'attribution d'un local ou d'un plateau permanent est la suivante.

1- En premier lieu, lorsque l'arrondissement évalue qu'un local ou un plateau devient disponible pour une occupation permanente, celui-ci détermine la vocation de cet espace.

2- En deuxième lieu, l'arrondissement sélectionne les organismes dont la mission concorde avec la vocation de cet espace, à partir de la liste d'attente constituée selon l'article 8.3.5.2.

3- En troisième lieu, le groupe sélectionné est ordonné de l'une ou l'autre des manières suivantes :
   a) si la vocation envisagée pour l'espace disponible est compatible avec un usage d'entreposage, les organismes sont classés en ordre décroissant du nombre de participants réguliers qu'ils comptent;
   b) si la vocation envisagée pour l'espace disponible n'est pas compatible avec un usage d'entreposage, le classement accorde d'abord la priorité aux organismes qui n'ont pas accès au prêt d'un local ou d'un plateau permanent. Ensuite, les organismes sont classés en ordre décroissant du nombre de participants réguliers qu'ils comptent.

4- En quatrième lieu, l'arrondissement invite à tour de rôle chaque organisme du groupe sélectionné à indiquer s'il est intéressé à utiliser en permanence l'espace disponible. L'invitation est d'abord acheminée à l'organisme qui occupe le premier rang du groupe, puis à celui qui occupe le deuxième rang, si le premier a décliné l'invitation, et ainsi de suite jusqu'à épuisement de la liste constituée par le groupe sélectionné. Le premier organisme qui accepte l'invitation obtient le prêt du local ou du plateau une fois que le comité l'a autorisé à partir d'un avis de la direction.

8.3.6 Procédure de réservation et d'annulation des locaux polyvalents et des plateaux

1- Calendrier annuel

Le calendrier d'attribution des locaux polyvalents et des plateaux s'échelonne du 1er septembre de l'année courante au 31 août de l'année suivante.

2- Procédure de réservation

   a) La demande doit être faite par écrit au ***Bureau des réservations,*** à l'adresse électronique suivante : reservationsmtln@ville.montreal.qc.ca

   b) La description des activités, pour lesquelles la demande la réservation est faite, doit être détaillée.

   c) Pour les réservations occasionnelles de locaux et de plateaux, les formulaires de réservation doivent être déposés en respectant les échéances suivantes :

      i. au moins cinq jours ouvrables avant l'activité pour les locaux ou les plateaux qui sont la propriété de l'arrondissement;

ii. au moins vingt jours avant l'activité pour les locaux ou les plateaux qui sont la propriété des commissions scolaires.

d) Pour les réservations sur une base périodique ou annuelle de locaux et de plateaux, les formulaires de réservation doivent être déposés en respectant les échéances suivantes :

i. avant le 21 février pour un plateau extérieur entre le 15 avril et le 31 octobre de la même année;
ii. avant le 21 février pour un local dans un chalet de parc durant la période estivale qui suit;
iii. avant le 31 mars pour les autres locaux et plateaux sur une base annuelle ou périodique.

e) Les réservations de locaux et de plateaux ne sont pas renouvelées automatiquement d'année en année. Elles se terminent sans préavis le 31 août de chaque année, sauf pour les réservations de plateaux extérieurs qui se terminent sans préavis le 31 octobre.

3- Annulation de réservation

a) En tout temps, l'arrondissement est en droit d'exiger qu'un local ou un plateau soit libéré par les usagers. De plus, l'arrondissement se réserve le droit de fermer l'accès à un bâtiment pour toute raison le justifiant, sans aucune compensation.

b) Un locataire peut, sur préavis de trois jours, procéder sans pénalité à l'annulation partielle ou complète d'une réservation. Aucun remboursement n'est fait si l'annulation survient à moins de trois jours de la date de réservation.

c) Lorsque l'annulation d'une location est une décision de l'arrondissement, les frais de location sont entièrement remboursés.

d) Tout changement quant au type d'activité indiqué sur la demande réservation, s'il n'est pas autorisé par l'arrondissement, peut entraîner l'annulation du prêt du local ou du plateau.

8.3.7 Responsabilité des usagers des locaux et des plateaux

1- Assurance responsabilité civile

Sauf pour les exceptions prévues ci-dessous, tout organisme doit souscrire à ses frais et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du prêt d'une installation, une police d'assurance responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars par accident ou événement et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à l'arrondissement de Montréal-Nord, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville de Montréal.
De plus, lorsqu'il le juge nécessaire, à l'occasion d'événements spéciaux,

l'arrondissement peut être ajouté comme assuré additionnel au contrat d'assurance responsabilité civile détenu par l'organisme. Aucune franchise stipulée dans la police n'est applicable à l'arrondissement. Les organismes doivent fournir la preuve d'une telle assurance.

Les locataires d'une installation n'ont pas à souscrire une assurance responsabilité civile. Les organismes n'ont pas non plus l'obligation de souscrire à une telle assurance responsabilité pour des activités qui s'apparentent à des réunions, des rencontres de discussion ou des conférences dont la durée est limitée à quatre heures consécutives. Toutes les autres activités organisées par un organisme doivent être couvertes par une assurance responsabilité civile.

2- Boissons alcoolisées

a) La consommation ou la vente de boissons alcoolisées dans les installations de l'arrondissement est uniquement autorisée lorsqu'un permis de la Régie des alcools, des courses et des jeux du gouvernement du Québec a été délivré à cette fin et que l'arrondissement l'a également autorisé.

b) À défaut d'avoir toutes les autorisations prévues à l'alinéa précédent, le responsable de l'organisme ou du groupe de citoyens qui détient un permis de prêt ou de location doit s'assurer qu'aucune consommation de boissons alcoolisées ne se fait à l'intérieur des locaux prêtés ou loués (RGCA05-10-0008).

c) Le non-respect de la directive précédente peut entraîner l'annulation du prêt ou de la location.

3- Bris, dommages et vols

L'organisme ou le locataire est responsable des bris, dommages et vols que leurs activités pourraient causer dans les lieux prêtés ou loués par l'arrondissement.

4- Nuisances causées par le bruit ou la musique

a) L'organisme ou le locataire doit veiller à ne pas troubler la jouissance normale pour les autres occupants des lieux ou les occupants des immeubles voisins.

b) Comme il est prévu à l'article 6 des dispositions générales de la section III du *Règlement sur les parcs, bassins d'eau et les édifices publics* (RGCA05-10-0008), les activités musicales de l'organisme ou du locataire ne doivent pas dépasser soixante décibels de 7 h à 19 h et cinquante-cinq décibels de 19 h à 22 h. La mesure des décibels sera prise à la limite du terrain privé le plus près de la source du bruit et à plus de trois mètres de la chaussée publique.

5- Conformité et sécurité

a) L'organisme ou le locataire doit se conformer à toute législation, réglementation ou ordonnance qui s'applique à lui-même, aux lieux ou aux activités qui y sont tenus, quelle que soit l'autorité compétente qui l'a décrétée.

b) L'organisme ou le locataire doit s'assurer que les installations et le matériel sont utilisés de façon sécuritaire et conforme aux règles en vigueur.

6- Droit de refus et expulsion

En tout temps, l'arrondissement se réserve le droit de refuser, d'interrompre ou d'annuler le prêt ou la location. L'arrondissement se réserve le droit d'expulser un participant ayant un comportement inapproprié.

7- Entreposage de matières dangereuses

L'organisme ou le locataire ne doit ni entreposer, ni garder de produits explosifs, inflammables ou dangereux sur les lieux.

8- Équipements sportifs

a) L'usager qui fréquente un gymnase pour s'adonner à des activités sportives doit porter les chaussures appropriées.
b) À moins d'une autorisation de la direction, les équipements sportifs ne sont pas à la disposition de l'organisme ou du locataire.

c) La présence d'un entraîneur ou d'un animateur est obligatoire en tout temps.

d) À moins d'une autorisation de la direction, aucune consommation n'est permise (boisson, nourriture, etc.) dans les gymnases, palestres et studios de danse ou sur les terrains extérieurs.

9- Évacuation d'urgence des bâtiments

a) L'organisme ou le locataire a la responsabilité de se familiariser avec les mesures d'évacuation d'urgence des locaux et de nommer un responsable chargé de veiller à l'exécution des mesures d'urgence.

b) De plus, le responsable de l'activité doit informer les spectateurs de cette procédure.

c) Le responsable ou son remplaçant dûment nommé doit être présent pendant le déroulement des activités dans les installations prêtées ou louées. Il doit également se renseigner auprès du représentant de l'arrondissement de la procédure exacte à suivre en cas d'évacuation d'urgence.

10- Contrat et permis pour une occupation périodique ou permanente

a) L'organisme reconnu ou le locataire qui occupe un local ou plateau de façon périodique ou permanente doit obtenir un permis à cette fin et signer avec la direction un contrat qui détermine les conditions d'utilisation de ces espaces.

b) L'organisme ou le locataire ayant reçu le droit d'utiliser les locaux et plateaux de l'arrondissement de façon périodique ou permanente doit avertir l'arrondissement par écrit de la date de cessation des activités lorsque celle-ci survient avant la date d'expiration du permis.

c) L'arrondissement de Montréal-Nord se réserve le droit de mettre fin à tout contrat ou d'annuler tout permis à trente jours d'avis. Le droit d'utiliser le local ou le plateau précisé dans le permis cesse dès la fin de ce délai.

d) Le contrat et le permis relatifs à l'occupation d'un local permanent sont valides

pour trois ans à partir de la date où l'organisme a obtenu ou renouvelé une reconnaissance. Dans le cas où un organisme perd sa reconnaissance ou le droit au prêt d'un local permanent, l'arrondissement met fin au contrat et annule le permis.

e) Dans tous les autres cas, à moins qu'une date plus avancée ne soit indiquée sur le permis, ce dernier n'est valide que pour l'année en cours et se termine automatiquement et sans préavis le 31 août de chaque année.

11- Gratification

Aucune gratification ne doit être offerte à un employé de l'arrondissement sous quelque forme que ce soit pour services rendus.

12- Règlement sur le tabac

Il est interdit de fumer dans les édifices de l'arrondissement et dans tous les locaux qui sont régis par une entente, conformément à la loi (L.R.Q., chapitre T-0.01).

13- Appareils photo

Il est interdit d'utiliser des appareils et téléphones cellulaires, des assistants personnels, des caméras ou tout autre appareil permettant de prendre des photos dans les vestiaires et les toilettes des édifices publics, conformément aux interdictions générales de la section V du *Règlement sur les parcs, bassins d'eau et les édifices publics* (RGCA05-10-0008).

14- Paiement

a) Sur soumission et approbation de la demande, le montant de la location est payable à l'avance et en entier.

b) Les paiements doivent être faits à l'ordre de la Ville de Montréal et adressés au 4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4.

c) Tout défaut d'honorer les modalités de paiement entraînera la suspension ou l'annulation du permis, et le refus de tout autre permis.

d) Sur préavis de trente jours, l'arrondissement se réserve le droit de modifier les tarifs. Les paiements par chèque et comptant sont acceptés. Un chèque sans provision entraîne des frais de 35 $ supplémentaire.

15- Participants

Seules sont admises les personnes prenant part aux activités. Le permis doit être présenté au responsable sur demande.

16- Spectateurs

En l'absence d'estrade, les spectateurs ne sont jamais admis, sauf s'il y a entente préalable à cet effet entre la direction et le représentant de l'organisme ou du locataire.

17- Surveillance

Toute activité d'un organisme ou d'un locataire qui a lieu dans un local doit être sous la surveillance d'adultes compétents, personnellement responsables du respect des règlements édictés par l'arrondissement de Montréal-Nord. Si on utilise plus d'un local, il

faut un surveillant adulte par local.

18- Utilités

L'organisme ou le locataire doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques des lieux. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'organisme ou le locataire doit affecter une personne compétente à cette tâche. Aucune modification à ces systèmes ne peut être faite.

19- Clientèle visée

Les personnes qui participent aux activités de l'organisme ou du locataire doivent correspondre à la clientèle qui est définie sur le permis.

20- Respect des réservations

L'organisme ou le locataire doit aviser l'arrondissement de toute annulation d'activité. Dans le cas contraire, à la suite d'absences non motivées, l'arrondissement peut refuser de prêter ou de louer des locaux ou des plateaux à l'organisme ou au locataire fautif.

21- Entretien

a) L'entretien des locaux polyvalents et des gymnases est assuré par le personnel de l'arrondissement ou de la commission scolaire. L'organisme remise le mobilier (tables, chaises, etc.) à l'endroit indiqué et laisse le local et les lieux communs propres et en ordre.

b) Les locaux permanents doivent être tenus propres en tout temps par l'organisme qui en bénéficie. Ce dernier doit s'assurer que les locaux mis à sa disposition restent en ordre.

22- Autres responsabilités des usagers des locaux et des plateaux

a) Accueillir les participants ou les invités et s'assurer que tous sont partis avant de quitter les lieux.

b) Remiser le mobilier (tables, chaises, etc.) à l'endroit indiqué et remettre le local propre et en ordre : ne laisser aucun déchet sur le plancher, effacer les tableaux, enlever les affiches, etc.

c) Être sur place pour recevoir l'équipement et le matériel nécessaire à la tenue des activités.

d) Contribuer à la protection des lieux contre le vandalisme, le vol, le feu ou toute autre détérioration des bâtiments.

e) Aviser l'arrondissement de toute anomalie ou de bris majeur, avant de quitter le local, en communiquant en tout temps au (numéro d'urgence de la Direction des travaux publics) 514 328-4000, poste 4100.

f) Ne pas utiliser le local à d'autres fins que celles pour lesquelles il a été accordé.

g) Ne pas utiliser le mobilier ou le matériel d'un autre local sans autorisation.
h) Ne pas utiliser un autre local que celui qui a été prêté ou loué.

i) Ne pas prêter un local à un autre organisme ou à d'autres personnes sans autorisation.

j) Ne pas coller, épingler ou agrafer sur les murs des feuilles, affiches, banderoles, etc., sans autorisation.

k) S'assurer qu'il n'y a aucune flânerie dans les corridors ou les vestiaires pendant et après les activités.

8.3.8 Sécurité, gestion et intégrité des locaux et plateaux

1- Gestion des clés

a) L'arrondissement désigne des employés dont la responsabilité est d'ouvrir et de fermer les portes des bâtiments qui lui appartiennent.

b) L'arrondissement remet la ou les clés au responsable de l'organisme ou au locataire ayant accès à un local polyvalent ou permanent dans un chalet ou un centre d'activités communautaires. Le responsable de l'organisme ou le locataire doit signer un formulaire de prêt de clés de l'arrondissement et s'engage à retourner les clés lorsque le prêt ou la location cesse.

c) La reproduction de clés, le changement de serrure ou la modification de porte sont interdits. La gestion des clés et des serrures relève exclusivement des autorités de l'arrondissement.

2- Gestion des systèmes d'alarme intrusion

a) Pour obtenir un code d'usager permettant d'activer ou de désactiver un système d'alarme intrusion, l'organisme ou le locataire doit désigner un responsable. L'attribution de ce code est à la discrétion de l'arrondissement.

b) Tout changement de personne responsable doit être communiqué à l'avance au responsable de l'arrondissement.

c) Le code d'usager doit demeurer confidentiel.

3- Heures de fermeture

L'horaire des activités dans les locaux doit respecter les horaires des bâtiments et des parcs établis par l'arrondissement. Aucune activité n'est autorisée dans les parcs et chalets de parc après 23 h, sauf pour les parcs Tardif et Monty, où l'heure de fermeture estivale est de 21 h.

4- Intégrité des bâtiments

Aucune modification et aucun ajout aux structures : portes, fenêtres, murs, planchers, peinture, ou autres, ne peuvent être faits par l'organisme ou le locataire, ou encore les personnes sous leur responsabilité, sans le consentement préalable et écrit de l'arrondissement, sous peine de perdre l'accès aux locaux et plateaux.

5- Remise de locaux et de plateaux

L'organisme ou le locataire doit remettre les installations dans l'état qu'elles lui ont été prêtées ou louées. Il doit également réparer ou remplacer le matériel défectueux ou

rendu inutilisable, sous réserve de l'usure normale de ce matériel.

8.3.9 Tarification

Les frais exigés pour la location de matériel ou d'installations gérés par l'arrondissement sont déterminés par le *Règlement sur les tarifs de l'arrondissement* qui est en vigueur.

8.3.10 Prêt et location de matériel

Pour l'organisation d'activités ou d'événements, l'arrondissement peut fournir une assistance matérielle en prêtant ou louant certains équipements, dans la mesure où il dispose de ceux-ci. La réservation et la livraison de ce matériel se font de la manière suivante.

1- La demande de prêt ou de location se fait par écrit au Bureau des réservations à l'adresse électronique suivante : reservationsmtln@ville.montreal.qc.ca
2- Les formulaires sont déposés au moins vingt jours avant l'activité pour les réservations occasionnelles et soixante jours avant l'événement pour les réservations annuelles.
3- Le responsable de l'organisme ou du locataire s'engage à informer immédiatement le responsable de l'arrondissement de toute perte ou de tout dommage aux biens qui lui sont confiés.
4- L'organisme est responsable du matériel prêté par l'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1204988002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder des contributions financières totalisant la somme de 318 674,56 $ pour les années 2020, 2021 et 2022, la contribution de l'année 2020 totalisant 96 091,52 $, se répartie aux organismes suivants : soit 59 468 $ à Entre Parents de Montréal-Nord pour le projet « Accès 0-5 ans » et 36 623,52 $ à la Fondation de la Visite pour le projet « Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain », dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal et du budget de l'arrondissement de Montréal-Nord et approuver les projets de convention à intervenir.

Il est recommandé :

QUE pour obtenir leur financement, les organismes mentionnés en objet disposent d'un délai maximal de 45 jours suivant la séance du conseil d'arrondissement du 2 mars 2020, donc d'ici le 16 avril 2020, pour fournir tous les documents demandés par l'arrondissement ainsi que faire les ajustements nécessaires à leur demande de subvention dans le système Gestion de suivi des subventions (GSS);

QUE le premier paiement de l'année 2020 soit versé dans un délai de 30 jours ouvrables lorsque tous les documents demandés seront reçus et approuvés par le responsable et qu'à défaut de soumettre les documents demandés et de faire les ajustements demandés dans les délais requis, la convention soit résiliée de plein droit, sans autre avis ni délai;

QUE les versements aux organismes pour les années 2021 et 2022 soient tributaires des résultats obtenus lors des années subséquentes et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement;

QUE soient accordées des contributions financières totalisant la somme de 318 674,56 $ pour les années 2020, 2021 et 2022, la contribution de l'année 2020 totalisant 96 091,52 $ se répartie aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué, dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal et du budget de l'arrondissement de Montréal-Nord;

QUE soit accordée une contribution financière de 50 000 $ du budget de la Politique de l'enfant et 9 468 $ du budget d'arrondissement Priorité Jeunesse, à Entre Parents de Montréal-Nord pour le projet *Accès 0-5 ans;*

QUE soit accordée une contribution financière de 36 623,52 $ à la Fondation de la Visite pour le projet *Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain ;*

QUE soient approuvés les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes;

ET QUE ces dépenses soient imputées conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par **Le**

Signataire : _____

Claire VASSART
Directrice
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

PROJET

IDENTIFICATION

Dossier # :1204988002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder des contributions financières totalisant la somme de 318 674,56 $ pour les années 2020, 2021 et 2022, la contribution de l'année 2020 totalisant 96 091,52 $, se répartie aux organismes suivants : soit 59 468 $ à Entre Parents de Montréal-Nord pour le projet « Accès 0-5 ans » et 36 623,52 $ à la Fondation de la Visite pour le projet « Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain », dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal et du budget de l'arrondissement de Montréal-Nord et approuver les projets de convention à intervenir.

CONTENU

CONTEXTE

Politique de l'enfant

En lançant la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence », en juin 2016, la Ville de Montréal s'est engagée à offrir un environnement où tous les enfants de 0-17 ans peuvent grandir et s'épanouir selon leur plein potentiel. Pour y parvenir, tous les acteurs municipaux et leurs partenaires étaient invités à intensifier leurs actions, en concertation, et à adapter celles-ci aux besoins et réalités des enfants de la métropole. En février 2017, la Ville a lancé le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant. Depuis
son adoption, un ensemble de mesures locales et régionales ont été mises en place progressivement pour mieux répondre aux besoins et aux réalités des enfants et des familles de milieux défavorisés.

En 2020, la Ville accorde une enveloppe budgétaire de 2,1 M$ aux 19 arrondissements afin de soutenir la réalisation de projets locaux favorables aux enfants de 0 à 17 ans et leurs familles.

Le projet financé doit répondre aux deux priorités d'intervention suivantes :

1. Soutenir et accompagner les familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants;
2. Animer l'espace public durant la saison estivale;

L'arrondissement est responsable de coordonner la mise en oeuvre des projets sur son territoire. Les activités peuvent être réalisées à l'interne et/ou par une organisation locale. Il peut soutenir tout projet soit :

1. sélectionné à la suite d'un appel de projets;
2. issu d'un plan d'action de l'arrondissement;
3. issu d'une concertation locale impliquant les acteurs agissant auprès des enfants et des familles sur le territoire.

Nouveau cadre de référence et appel de projets

Le 3 décembre 2019, le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord adoptait son nouveau *Cadre de référence Programmes d'aide financière et ententes de partenariat avec les organismes à but non lucratif.* Ce document vise à présenter les objectifs ainsi que la vision qui sous-tend une nouvelle façon de faire de l'arrondissement. Celui-ci permettra à l'administration municipale:

· d'avoir une approche équitable et transparente auprès des organismes partenaires de l'arrondissement lors des appels de projets ou la définition d'ententes de partenariat visant à octroyer des contributions financières en vue de réaliser des projets ou encore des contrats de service ;
· d'assurer une gestion des fonds publics de manière efficace et efficiente, axée sur l'atteinte de résultats mesurables;
· de mieux reconnaître la mission, l'expertise et l'offre de services des organismes partenaires basée notamment sur leur connaissance du milieu;
· d'encourager l'innovation sociale et l'émergence d'initiatives inédites;
· dans la mesure où les programmes de financement le permettent, accorder un soutien financier sur une base triennale et sous réserve de la disponibilité des fonds.

Le même jour, l'arrondissement lançait un appel de projets dans le cadre de son Plan d'action collectif de Montréal-Nord-Priorité Jeunesse 2017-2027 couvrant les trois axes suivants :

Axe 1 : la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative;
Axe 2 : le développement des talents, l'employabilité et l'entrepreneuriat;
Axe 3 : le vivre ensemble.

Cette démarche de Priorité Jeunesse, mise en oeuvre par la communauté nord-montréalaise, se veut systémique afin de réduire les écarts alarmants entre les conditions socio-économiques des jeunes de 0 à 29 ans de Montréal-Nord et ceux de Montréal. À titre d'exemple, selon le Portrait de la population de l'arrondissement de Montréal-Nord réalisé le 14 septembre 2018, à la demande de l'arrondissement:

· Le revenu moyen après impôt des ménages dans l'arrondissement de Montréal-Nord (45 606 $) est inférieur à celui de la ville de Montréal (56 694 $) et à celui de l'agglomération de Montréal (61 682 $).
· Les femmes sont les plus désavantagées en ce qui concerne le revenu. Dans le quartier Est, qui montre la situation la plus critique à cet égard, 48 % des femmes ont déclaré un revenu inférieur à 20 000 $.
· Le taux de familles monoparentales est également plus élevé à Montréal-Nord (30,3 %) qu'à Montréal (21,4 %) ou dans l'agglomération de Montréal (20,6 %). Ces familles ont à leur tête une femme dans 83,5 % des cas.
· Au plan de la scolarité, le pourcentage de la population ayant entre 25 et 65 ans n'ayant aucun certificat est bien plus élevé pour l'arrondissement de Montréal-Nord (24 %) que pour la ville de Montréal (11 %) et l'agglomération (11 %). Le niveau de scolarité est particulièrement faible dans le secteur Nord-Est avec 34 % de la population n'ayant aucun certificat.
.
À la clôture de l'appel de projets, soit le 27 janvier 2020, 24 organismes de Montréal-Nord

ont déposé un total de 34 projets. Les 4 et 5 février 2020, un comité multipartite d'analyse des projets composé de représentants issus de la Ville de Montréal, du Centre local d'emploi de Montréal-Nord, du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal, du Réseau réussite Montréal, de l'école Amos de Montréal-Nord, du Conseil jeunesse de Montréal-Nord et de la Division des bibliothèques de Montréal-Nord s'est réuni pour analyser les projets et faire des recommandations. Parmi les 34 projets, **20** ont été recommandés pour approbation auprès du Comité de pilotage de Priorité Jeunesse et par la suite, pour décision, auprès du Comité des élu.es et de la haute direction. Pour ce sommaire décisionnel, 2 projets sur les 20 recommandés font l'objet d'une demande de subvention.

L'arrondissement s'engage à financer ces 2 projets sur une période de 3 ans (2020, 2021, 2022) sous réserve de la disponibilité des fonds pour les années 2021 et 2022 et sous réserve des résultats obtenus pour les années 2020 et 2021.

Le présent sommaire vise à faire approuver par le conseil d'arrondissement l'octroi d'une contribution financière pour l'année 2020 totalisant la somme **96 091,52 $** aux organismes mentionnés à l'objet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ville de Montréal

CE19 0419 du 13 mars 2019 - Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 2 103 062 $ du budget prévu pour la Politique de l'enfant / Autoriser les virements des montants répartis en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers les arrondissements respectifs.

CM17 0166 du 20 février 2017 - Adopter le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir et s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence ».

CM16 0785 du 20 juin 2016- Adopter la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence ».

Arrondissement de Montréal-Nord

CA19 10 550 du 18 décembre 2019 - Accorder une contribution financière totale de 44 979 $, soit 6 250 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet « Comprendre mon ado », 15 200 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet « Accès 0-5 ans », 14 229 $ à Évolu-Jeunes 19-30 ans pour le projet « Voie d'accès », 9 300 $ à la Coopérative de solidarité multisports plus pour le projet « Certification et engagement jeunesse Montréal-Nord » dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et financé par le budget 2020 de l'arrondissement, pour une période de transition du 1er janvier au 31 mars 2021 et approuver les projets de conventions à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

CA19 10 488 du 3 décembre 2019 - Adopter le nouveau Cadre de référence en gestion des programmes d'aide financière aux organismes à but non lucratif 2020-2025 de l'arrondissement de Montréal-Nord.

CA19 10 156 du 8 avril 2019 - Accorder une contribution financière totale de 104 777 $ aux organismes suivants : 68 777 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet « Accès 0-5 ans », 36 000 $ à la Coopérative de solidarité multisports pour le projet « Certification et engagement jeunesse Montréal-Nord » et approuver les projets de

convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes le tout dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal et de l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des Alliances pour la solidarité (MTESS/Ville 2018-2023) et du programme Priorité Jeunesse.

CA18 10 122 du 9 avril 2018- Accorder une contribution financière totale de 104 777 $ aux organismes suivants: 68 777 $ à Entre-Parents de Montréal-Nord pour le projet «Accès 0-5 ans», 36 000 $ à la Coopérative de solidarité multisports pour le projet «Certification et engagement jeunesse Montréal-Nord» et approuver les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et les organismes le tout dans le cadre de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal et de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des Alliances pour la solidarité (MTESS/Ville).

CA17 10 209 du 5 juin 2017- Accorder une contribution financière totale de 135 258 $ aux organismes suivants: 60 058 $ à Entre Parents de Montréal-Nord pour le projet « Accès 0-5 ans », 36 000 $ à la Coopérative de solidarité Multisports Plus de Montréal-Nord pour le projet « Certification et engagement jeunesse Montréal-Nord », 22 000 $ à l'Institut Pacifique pour le projet « Temps libre été 2017 », 17 200 $ à l'organisme Productions Qu'en dit Raton? pour le projet « Médiation culturelle en théâtre » et approuver les projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, l'arrondissement de Montréal-Nord et les organismes.

DESCRIPTION

Nom de l'organisme : Entre Parents de Montréal-Nord

Titre du projet: Accès 0-5 ans

Brève description du projet:
Favoriser le développement global des tout-petits en renforçant les habiletés parentales et le li
enfant.. Le projet touchera également d’autres dimensions, telles que l'éveil à la lecture et à l’é
du langage, la psychomotricité et les saines habitudes de vie.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 1 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse intit
et la persévérance scolaires, et la réussite éducative.
Ce projet en est à sa quatrième année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de la Politique de l'enfant: 50 0
Montant de la contribution recommandé dans le cadre du budget d'arrondissement Pr

---

Nom de l'organisme : Fondation de la Visite

Titre du projet : Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain (Nouveau projet)

Brève description du projet:
Accompagner 45 familles immigrantes vivant dans l'arrondissement de Montréal-Nord pour sou
leur grossesse et après la naissance de l'enfant, briser l'isolement des parents et celui de leurs
inclusion dans la société québécoise afin de permettre aux enfants d'évoluer dans les meilleure

Ce projet s'inscrit dans l'axe 1 du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse intit
et la persévérance scolaires, et la réussite éducative.
Ce projet en est à sa première année de financement par l'arrondissement.

Montant de la contribution recommandé dans le cadre de la Politique de l'enfant : 36 (

JUSTIFICATION

· **Les problématiques visées par ces projets sont :** la pauvreté sociale et matérielle et ses impacts sur la qualité de vie des jeunes et des familles : l'isolement et l'exclusion sociale, les habitudes de vie néfastes à l'épanouissement, l'accessibilité à des services ou à des alternatives de vie, le développement de la maturité scolaire.

· Les projets proposés respectent les priorités d'intervention de l'arrondissement dans le cadre de son nouveau Cadre de références Programmes d'aide financière et ententes de partenariat avec les organismes à but non lucratif et du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 2017-2027.

· La nature des projets proposés et les investissements qui s'y rattachent correspondent aux orientations et aux objectifs de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

· Ces projets feront l'objet d'un suivi annuel par l'équipe de la DCSLDS (reddition de comptes) et ajustés si requis avant la fin de chaque année du financement. Les retombées de ces projets (effets) à moyen et long terme seront également évaluées par la DCSLDS dans le cadre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord Priorité Jeunesse 2017-2027. L'arrondissement tient à assurer des interventions structurantes qui génèrent des résultats positifs chez les populations ciblées.

La responsable de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal confirme que les projets inscrits dans le dossier respectent les normes et critères de la Politique de l'enfant 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement recommandé pour les 2 projets ci-haut mentionnées est pour une période de 3 ans (2020, 2021, 2022). Les versements sont conditionnels aux conditions suivantes (voir détails dans les projets de conventions):

2020:

· La conformité des dossier dans les 45 jours suivants l'adoption des projets par le conseil d'arrondissement du 2 mars 2020.

2021:

· Sous réserve de la disponibilité des fonds du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de la Politique de l'enfant et des fonds de l'arrondissement
· Sous réserve des résultats obtenus au cours de l'année 2020

2022:

· Sous réserve de la disponibilité des fonds du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de la Politique de l'enfant et des fonds de l'arrondissement.
· Sous réserve des résultats obtenus au cours de l'année 2021

Année 2020

La somme nécessaire à ce dossier, pour l'année 2020, soit **96 091,52** $, sera financée comme suit: une somme de 86 623.52 $ par le budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de la Politique de l'enfant et une somme de 9 468 $ par le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

Le soutien financier que la Ville a accordé à ce(s) organisme(s) pour les mêmes projets au cours des dernières années se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2020	Soutien au projet global
		2017	2018	2019		
Entre Parents de Montréal-Nord	Accès 0-5 ans	40 058$ (Politique enfant) 20 000 $ (Priorité Jeunesse)	60 863 $ (Politique enfant) 7 914 $ (MTESS/Ville)	60 863 $ (Politique enfant) 7 914 $ (MTESS/Ville)	59 468 $	64 %
Fondation de la Visite	Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain	0 $	0 $	0 $	36 623,52 $	73 %

La répartition de la somme nécessaire pour l'année 2020 se résume comme suit:

Organisme	Projet	Soutien recommandé 2020	Politique de l'enfant	Budget d'arrondissement Priorité Jeunesse
Entre-Parents de Montréal-Nord	Accès 0-5 ans	59 468 $	50 000 $	9 468 $
Fondation de la Visite	Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain	36 623, 52 $ $	36 623, 52 $	0 $

Année 2021

Les versements aux organismes sont conditionnels aux résultats obtenus au cours de l'année 2020 et selon la disponibilité des fonds du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de la Politique de l'enfant et des fonds de l'arrondissement pour l'année 2021.
Les bons de commande pour ces projets seront faits en début d'année 2021.

La contribution financière de l'année 2021 au montant de 111 291,52 $ sera financée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de la Politique de l'enfant et au

budget de l'arrondissement et se répartie comme suit;

Organisme	Projet	Soutien recommandé 2021	Politique de l'enfant	Budget d'arrondissement Priorité Jeunesse
Entre Parents de Montréal-Nord	Accès 0-5 ans	74 668 $	50 000 $	24 668 $
Fondation de la Visite	Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain	36 623,52 $	36 623,52 $	0 $

Année 2022

Les versements aux organismes sont conditionnels aux résultats obtenus au cours de l'année 2021 et selon la disponibilité des fonds du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de la Politique de l'enfant de l'arrondissement pour l'année 2022. Les bons de commande pour ces projets seront faits en début d'année 2022.

La contribution financière de l'année 2022 au montant de 111 291,52 $ sera financée par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de la Politique de l'enfant et au budget de l'arrondissement et se répartie comme suit;

Organisme	Projet	Soutien recommandé 2022	Politique de l'enfant	Budget d'arrondissement Priorité Jeunesse
Entre Parents de Montréal-Nord	Accès 0-5 ans	74 668 $	50 000 $	24 668 $
Fondation de la Visite	Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain	36 623,52 $	36 623,52 $	0 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces projets s'inscrivent dans le cadre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité jeunesse 2017-2027. Ils agissent directement sur les facteurs liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale et permettent d'offrir aux jeunes, aux enfants ainsi qu'aux familles qui en bénéficient, des services et des activités qui répondent à leurs besoins et au développement de leur potentiel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation de chacun des projets.

Les projets feront l'objet d'un suivi régulier de la part de la Division du développement social. Les organismes s'engagent à fournir les rapports d'étape et finaux aux dates prévues à cet effet dans les conventions.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise-Michel LAURENCE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Daniel BUSSIÈRES, Montréal-Nord

Lecture :

Daniel BUSSIÈRES, 26 février 2020
Louise-Michel LAURENCE, 26 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée ROUSSY
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-328-4000-4147
Télécop. : 514-328-4064

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Claudel TOUSSAINT
Directeur

Tél : 514-328-4145
Télécop. : 514-328-4064

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 11204988002

Projet Prendre un enfant par la main et l'emmener vers demain
de la Fondation de la Visite
36 623 $/an sur 3 ans

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION DE LA VISITE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 11832, avenue Bellevois, Montréal, Québec, H1H 3G1, agissant et représentée par Denise Landry, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare.

N° d'inscription TPS : ?
N° d'inscription TVQ : ?
N° d'inscription d'organisme de charité : **?**

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2020 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire en quelques mots la mission de l'Organisme);

La mission de l'organisme est de prévenir les abus et la négligence envers les enfants en privilégiant une bonne relation parent-enfant et en s'assurant que chaque nouveau-né bénéficie d'un milieu familial accueillant et stimulant.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2020 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : **« NON APPLICABLE ».**

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le Directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ;

2.9 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles.

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 15 décembre pour la première année et la période du 1 janvier d'une année au 15 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.7.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cent neuf mille huit cent soixante et dix dollars et cinquante-six cents (109 870, 56 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021 et 2022 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020: 36 623, 52 $

5.2.1.1 une somme maximale de **dix-huit mille trois cent onze dollars et soixante-seize cents (18 311, 76 $)** sera versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **quatorze mille six cent quarante-neuf dollars et quarante cents (14 649, 40 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **trois mille six cent soixante et deux dollars et trente-six cents (3 662, 36 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2020.

5.2.2 Pour l'année 2021 : 36 623, 52 $

5.2.2.1 une somme maximale de **dix-huit mille trois cent onze dollars et soixante-seize cents (18 311, 76 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **quatorze mille six cent quarante-neuf dollars et quarante cents (14 649, 40 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **trois mille six cent soixante et deux dollars et trente-six cents (3 662, 36 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2021.

Pour l'année 2022 : 36 623, 52 $

5.2.3.1 une somme maximale de **dix-huit mille trois cent onze dollars et soixante-seize cents (18 311, 76 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **quatorze mille six cent quarante-neuf dollars et quarante cents (14 649, 40 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **trois mille six cent soixante et deux dollars et trente-six cents (3 662, 36 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **15 décembre 2022.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses

sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **4828, boulevard Gouin Est à Montréal-Nord, Québec, H1H 1G4**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord, Québec, H1H 5R5**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de ..... 20__

FONDATION DE LA VISITE

Par : _____
Denise Landry, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. :XXX).

ANNEXE 1

PROJET

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

«NON APPLICABLE»

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0851 - PRENDRE UN ENFANT PAR LA MAIN POUR L'EMMENER VERS DEMAIN (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Fondation de la Visite	La mission de l'organisme est de prévenir les abus et la négligence envers les enfants en privilégiant une bonne relation parent-enfant et en s'assurant que chaque nouveau-né bénéficie d'un milieu familial accueillant et stimulant

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain

Numéro de projet GSS: 0851

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Denise
Nom: Landry
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 329-2800
Numéro de télécopieur: (514) 329-4522
Courriel: financementdelavisite@videotron.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Denise
Nom: Landry
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2023-03-31

Date limite de réception du rapport final
2023-05-01

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

L'arrivée dans un pays étranger est une source de stress en soit ; barrière de la langue, culture différente, "abandon" du conjoint dans le pays d'origine, parcours migratoire compliqué et éprouvant, événements traumatisants (violence sexuelle, excision, situation de guerre, perte de proche...) ou statut migratoire instable (réfugiés et demandeurs d'asiles). Cependant, cette anxiété et ce stress se trouvent décuplés lorsque la famille attend l'arrivée d'un bébé. Ce qui devrait être accueilli comme un heureux événement peut vite se transformer en cauchemar. Pour ces familles nouvellement arrivées, des choses qui nous semblent banales, leurs sont inconnues : l'utilité du 911, la fonction d'un CLSC, l'inscription des enfants à l'école, les ressources familiales du quartier.... bon nombre de familles nouvellement arrivées ne font pas appel à elles par méconnaissance, par peur ou tout simplement parce qu'elles sont prises avec d'autres problèmes dans leur vie de tous les jours. Certaines d'entre elles ont du mal à accéder à des soins de santé pour elles et leur bébé ainsi qu'à un suivi de grossesse par exemple. D'autres femmes arrivées seules demandent de l'aide pour garder les enfants lors de l'accouchement ou de l'accompagnement pour ne pas devoir accoucher seule. C'est dans ces situations que la Fondation de la Visite intervient. En accompagnant gratuitement ces familles avec nouveau-né, semaine après semaine, la FDV permet à ces parents de reprendre confiance en eux et en leurs capacités parentales afin que leurs enfants grandissent dans un environnement sain et stimulant. L'année dernière, 87% des familles accompagnées par la FDV étaient immigrantes, dont une part importante de nouveaux arrivants (moins d'un an) et de femmes monoparentales. À travers le projet "Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain" la FDV souhaite accompagner sur trois ans 45 familles immigrantes vivant dans l'arrondissement de Montréal-Nord du 1er avril 2020 au 31 mars 2023 pour soutenir les femmes durant leur grossesse, briser l'isolement des parents et celui de leurs enfants et favoriser leur inclusion dans la société québécoise afin de permettre aux enfants d'évoluer dans les meilleures conditions possibles. Ce projet permettra donc à ces **45 familles (approximativement 75 parents et 105 enfants)** en grande difficulté d'être accompagnés à raison de 3h par semaine par des parents-visiteurs de la FDV. Des parents-visiteurs qui habitent à Montréal-Nord, qui sont formés à la relation d'aide et qui sont disponibles **24/7 pour les urgences**. Également, environ **240 femmes enceintes recevront les services de la trousse de naissance** via ces mêmes parents-visiteurs.

Parce que naître et grandir dans un environnement familial sain et stimulant sont primordiaux à la réussite des jeunes et à leur accomplissement en tant que futur adultes et citoyens, nous sommes convaincus que ce projet répondra aux attentes du Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Faciliter la capacité d'intégration de 105 enfants, dont 45 nouveau-nés et de leur famille sur le territoire Nord-Montréalais. Informer et soutenir matériellement 240 autres femmes enceintes

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
La famille est mieux outillée pour faciliter son intégration ce qui a des répercussions positives sur le bébé et les autres enfants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Visites à domicile hebdomadaires et accompagnements aux ressources professionnelles et communautaires du quartier (Disponibilité 24/7 pour les urgences)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	156	1	3	45	4

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Dépannage matériel pour les 45 bébés suivis par le service de visite et plus de 240 autres via les services de la trousse de naissance

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	1	285	2

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Nous avons 13 outils d'évaluations (11 pour le service de visite à domicile et 2 pour la trousse de naissance)
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Briser l'isolement de 45 familles immigrantes avec nouveau-né et enfants en bas âge

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
L'isolement de la famille et des enfants est brisé. Les parents sont informés et instruits sur les pratiques favorisant un bon développement de l'enfant

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Jumelage entre familles, activité de regroupement avec les partenaires (Café-rencontre, Éveil à la lecture, sorties culturelles, Y'APP ...) et accompagnements aux ressources

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	72	2	3	15	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Nous avons 13 outils d'évaluations (11 pour le service de visite à domicile et 2 pour la trousse de naissance)

IMPACT(S) VISÉ(S)

Accroissement des habiletés parentales et amélioration de la relation parent-enfant pour les 45 familles

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les parents développent leurs aptitudes parentales et acquièrent des connaissances sur l'éducation des enfants au Québec et au Canada

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Visites à domicile hebdomadaires et accompagnements aux ressources en lien avec leurs besoins

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	156	1	3	45	4

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Nous avons 13 outils d'évaluations (11 pour le service de visite à domicile et 2 pour la trousse de naissance)

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Au domicile des familles et aux différents organismes partenaires et lieux de loisirs de Montréal-Nord ainsi que dans les locaux de la FDV

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 82
Nb. femmes: 337
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 419

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Personnes victimes de violences conjugales

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Le projet est destiné à l'ensemble de la famille. En revanche, l'accent est mis sur les mères de familles puisque ce sont principalement des mères-visiteuses qui accompagneront ces femmes et leurs enfants.

Par contre, à Montréal-Nord, la Fondation de la Visite propose les services d'un père-visiteur. Il s'agit d'un élément très important pour le succès de notre intervention puisque cet intervenant masculin peut intervenir auprès des papas selon la situation. Il s'agit alors d'une intervention en dyade, la mère-visiteuse intervient auprès de la maman et le père-visiteur auprès du papa. La famille dispose alors d'un accompagnement le plus complet possible puisque les activités ainsi que les sujets abordés lors des visites diffèrent en fonction des besoins exprimés par chaque parent.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: CLSC

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11441 Boulevard Lacordaire
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4J9

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: CPEFMN

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4828, Boulevard Gouin Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1G4

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Fondation Marcelle et Jean Coutu

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	19 950 $	Oui

Nom de la personne ressource: Marie-Josée Coutu
Adresse courriel: jguay@fmjc.org
Numéro de téléphone: (514) 527-4510
Adresse postale: 154, avenue Laurier Ouest, bureau 303
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2T 2N7

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Centre d'Action Bénévole de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Propose des services aux immigrants ainsi que du référencement		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4642 Rue Forest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 2P3

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Entre Parents de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Références et activités de regroupement		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4828 Boulevard Gouin E
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1G4

Nom du partenaire: Bibliothèque municipale
Précision: Bibliothèque de la Maison culturelle et Communautaire de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Prêt de local et activités pour enfants tel que "Tumli"		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12002 Boulevard Rolland
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3W1

Nom du partenaire: Ville de Montréal
Précision: Politique de l'enfant régional

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 051 $	Oui

Nom de la personne ressource: Louise-Michel LAURENCE
Adresse courriel: louise-michel.laurence@montreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 872-9776
Adresse postale: 801, rue Brennan
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3C 0G4

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4242 Place de l'Hôtel-de-Ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1S5

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Mère-visiteuse / Père-visiteur	17 $	33	89,76 $	156	1	101 518,56 $
Coordonnateur(trice)	25 $	4	16 $	156	1	18 096 $
Total						119 614,56 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			40 001 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Mère-visiteuse / Père-visiteur	101 518,56 $	101 518,56 $	0 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	18 096 $	0 $	18 096 $	0 $	0 $
Total	**119 614 $**	**101 518,56 $**	**18 096 $**	**0 $**	**-0,56 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	1 000 $	0 $	**1 000 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		3 120 $	0 $	0 $	**3 120 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	19 950 $	0 $	**19 950 $**
Total		**3 120 $**	**20 950 $**	**0 $**	**24 070 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		156 %			
Frais administratifs		**5 232 $**	**955 $**	**0 $**	**6 187 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		261,6 %			
Total		**109 870,56 $**	**40 001 $**	**0 $**	**149 871,56 $**

Informations complémentaires

Veuillez noter que :

- Le budget ci-joint est sur une période de trois années. Période couverte par l'appel de projet

- Les salaires listés dans le budget (1 mère-visiteuse à temps plein + 1 coordonnatrice 4h/ semaine) sont une moyenne des salaires sur trois ans en prenant en considération le salaire de base ainsi que les indexations de salaire (salaire minimum)

- Le projet déposé dans le cadre de la Politique de l'Enfant régional (qui paye le salaire de la coordination) a été confirmé pour la première année. Une demande de prolongement sera déposée en janvier 2021. La Ville de Montréal nous soutien depuis 2002

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre d'appui de la table (1).pdf	*Non applicable*
Dossier de présentation FDV.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution C.A.pdf	Validité du 2020-01-15

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Denise Landry	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Document d'engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Montréal, le 21 janvier 2020

Aux membres décisionnels de Priorité Jeunesse

Objet : Lettre d'appui du projet « Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain » soumis par la Fondation de la Visite dans le cadre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse

Madame, Monsieur,

Dans le cadre d'appel de projets du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse, la Concertation Petite Enfance de Montréal-Nord (CPEFMN), tient à vous informer de son appui au projet *Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain* présenté par la Fondation de la Visite (FDV).

La FDV est un organisme siégeant sur la table depuis de nombreuses années.
C'est un membre actif qui travaille afin de favoriser le mieux-être des familles de Montréal-Nord.
Leurs intervenants, disponibles 24/7 pour les urgences, œuvrent à domicile afin de soutenir et d'accompagner les familles dans leur rôle de parents de nouveau-nés, mais aussi afin de les informer et de les aider à améliorer leurs conditions de vie et la relation avec leurs enfants. La dyade père-visiteur / mère-visiteuse incite à une répartition équitable des responsabilités parentales et permet à l'ensemble de la famille de bénéficier d'un soutien approprié. L'approche de proximité favorise des nouvelles pratiques pour les familles, en toute confiance. En plus des visites à domicile, les accompagnements et les activités de regroupement proposés par la FDV et ses partenaires renforcent les efforts qui se font dans notre quartier pour impliquer davantage les parents et leurs enfants dans les activités de quartier.

Ce projet permettra donc à 45 familles immigrantes (approximativement 75 parents et 105 enfants) en grande difficulté d'être accompagnées à raison de 3h par semaine par des parents-visiteurs de la FDV. Il permettra également à environ 240 autres femmes enceintes de recevoir les services compris dans la trousse de naissance via les parents-visiteurs.

À la vue de ces éléments, nous souhaitons donc que le projet « Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain » se concrétise pour ces familles.

Meilleures salutations,

Mélanie Meloche au nom des membres de la CPEFMN
Coordination de la Concertation Petite Enfance – Famille de Montréal-Nord

Fondation de la Visite

Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain

Dossier de présentation de la Fondation de la Visite

Novembre 2019

TABLE DES MATIÈRES

1 - Mission de l'organisme 4
2 - Services offerts par la Fondation de la Visite 5
3 - Qu'est-ce qui nous différencie ? 6
4 - Témoignages de parents suivis par la Fondation de la Visite 7
5 - Évaluation des services et mesures d'impacts 8
6 - Prix et reconnaissances de la Fondation de la Visite 9

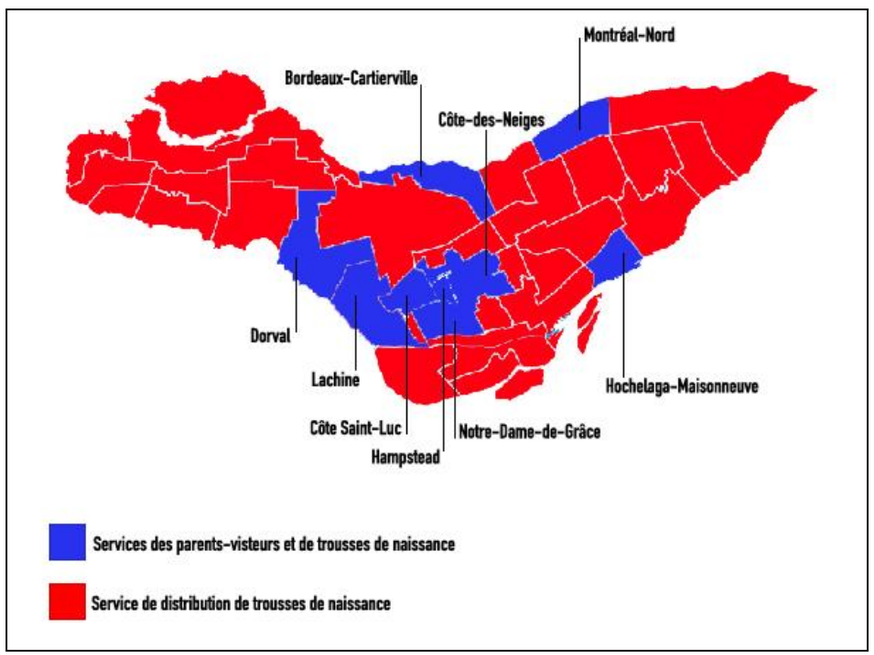
1 - MISSION DE L'ORGANISME

La mission de la Fondation de la Visite (FDV) est de prévenir les abus et la négligence envers les enfants en privilégiant une bonne relation parent-enfant et en s'assurant que chaque nouveau-né bénéficie d'un milieu familial accueillant et stimulant. Notre but est de diminuer les violences envers les nourrissons.

Trois objectifs guident son action préventive :

- briser l'isolement des familles d'ici et d'ailleurs
- accroître les habiletés parentales
- améliorer la relation parent-enfant

Afin d'accomplir sa mission, la Fondation de la Visite offre un service gratuit de soutien à domicile et d'accompagnement aux femmes enceintes et aux parents vulnérables de nouveau-nés dans 9 secteurs montréalais. Ce service est couplé au service régional de distribution de trousses de naissance (voir page 5).



L'action de la Fondation de la Visite (FDV) est assurée depuis 1988 par des aidants naturels rémunérés et formés par la FDV, les mères-visiteuses et les pères-visiteurs. Leur formation est reconnue par la SOFEDUC (Société de Formation et d'Éducation Continue) depuis 2016.

Les parents-visiteurs rencontrent les familles au moins une fois par semaine et les accompagnent vers les ressources institutionnelles, communautaires et municipales de leur quartier. Disponibles **24 heures sur 24 et 7 jours sur 7**, ils peuvent répondre aux situations d'urgence. Ils sont souvent polyglottes et parlent français, anglais, arabe, espagnol, mandarin ou créole haïtien pour ne citer que ces langues.

2 - SERVICES OFFERTS PAR LA FONDATION DE LA VISITE

La FDV accompagne des familles très vulnérables qui font face à de multiples problématiques. La FDV, de par ses activités et ses services en partenariat avec les organismes du milieu, répond aux enjeux majeurs que sont l'inclusion des personnes immigrantes, la lutte contre la pauvreté, l'intégration des jeunes à la vie de la société, la santé mentale, la persévérance scolaire, la violence conjugale ou encore l'aide à la francisation. Parmi les services offerts aux familles, on compte notamment :

- **Visites à domicile** : La mère-visiteuse ou le père-visiteur se rend au domicile des parents et offre un soutien, une écoute et une présence. Ces visites, d'environ trois heures, permettent aux intervenants de mieux connaître et de comprendre les forces, les difficultés des familles et leur réalité quotidienne. Tout au long de l'intervention, la mère-visiteuse ou le père-visiteur agit en tenant compte du milieu de vie. Ce service comprend :
  - Appels téléphoniques : Lors de leur première rencontre, la mère-visiteuse et le père-visiteur remettent leur numéro de téléphone à chacune des familles. Celles-ci peuvent les rejoindre en tout temps, 24 heures, 7 jours sur 7, pour les urgences et aux heures régulières pour des informations, des conseils et du soutien émotif.
  - Répits : Ces moments sont précieux, car les parents peuvent récupérer leur manque de sommeil. Les familles qui ont plus d'un enfant en bas âge se ressourcent en laissant leurs petits à une personne de confiance.
  - Accompagnements : Il s'agit d'accompagnements professionnels ou aux ressources communautaires du quartier notamment les services de dépannage alimentaire, vestimentaire ou matériel, à des ateliers de formation, aux ressources dédiées à l'intégration des immigrants, aux haltes garderies…
  - Activités de regroupement : Les parents sont conviés aux activités organisées par la Fondation de la Visite ou à celles tenues par les organismes de chacun des quartiers. Ces fêtes, sorties, ateliers de formation, cafés-rencontres et sessions *Y'APP (Y'a personne de parfait)* favorisent les apprentissages parentaux et la création d'un réseau d'entraide entre les parents.

- **Layettes** : La Fondation de la Visite offre également un service régional d'accueil et de distribution de trousses de naissance aux femmes enceintes du Grand Montréal. Ce service comprend :
  - La distribution de trousses de naissance aux femmes enceintes référées par des intervenants (CLSC, Dispensaire Diététique de Montréal, Docteur Julien, Maison Bleue…).
  - De l'information sur les ressources et sur les infrastructures de la Ville de Montréal et du quartier de résidence de la famille.

3 - QU'EST-CE QUI NOUS DIFFÉRENCIE ?

Bien que la FDV travaille en partenariat avec d'autres organismes communautaires et avec les établissements du réseau de la santé, il existe plusieurs différences entre notre organisme et nos partenaires. Ces spécificités permettent à la Fondation de rejoindre des familles très vulnérables. En voici quelques-unes.

- L'approche favorisée par la Fondation de la Visite est une approche qualifiée de **non-menaçante**. En effet, les parents-visiteurs sont des intervenants **non-professionnels** dans le sens où ils ne font pas partie du réseau de la santé ou de la Direction de la Protection de la Jeunesse (DPJ). Cette spécificité permet à l'intervenant de rejoindre des familles qui auraient peur de faire appel aux services des organismes du réseau de la santé. Les **parents-visiteurs interviennent de parent à parent** et non pas d'intervenant à parent.
- Le parent-visiteur donne son numéro de cellulaire à la famille visitée et il est **disponible 24/7 pour les urgences**. Le fait même de savoir que cette disponibilité existe est un élément rassurant pour la famille visitée et permet d'éviter des drames familiaux.
- La famille est accompagnée par le même intervenant sur du court, moyen ou long terme. Cela permet d'une part un meilleur suivi, et d'autre part une plus grande **relation de confiance entre l'intervenant et la famille**. Les visites s'étalent en général sur 8 mois mais peuvent l'être sur plus d'un an si nécessaire.
- **L'intervention se fait directement chez la famille**. Là où les autres organismes invitent les parents à se déplacer dans leur local, la Fondation de la Visite adopte la stratégie inverse et cela sans jamais être intrusive et toujours en respectant les besoins et le rythme des familles.
- **Les parents-visiteurs habitent le même quartier que les familles visitées**. C'est un prérequis dès l'embauche de l'intervenant car cela permet une plus grande accessibilité en cas d'urgence. Il est fréquent que les parents-visiteurs et les familles se croisent à l'épicerie, dans les parcs... Ce lien de proximité est très important et rassure la famille.

4 - TÉMOIGNAGES DE PARENTS SUIVIS PAR LA FONDATION DE LA VISITE

IMAGINEZ…

Sarah est une jeune femme nouvellement immigrée à Montréal. Il y a 5 mois, elle a dû quitter son pays d'origine seule avec son fils Hakim de 6 ans et sa fille Myriam qui venait de naître. Arrivée dans la province pendant le printemps, elle n'est cependant pas préparée pour affronter le rude hiver québécois qui s'en vient inéluctablement. Elle n'avait jamais voyagé auparavant, n'a pas de famille ici, pas d'amis, maîtrise mal le français et n'est pas au fait des codes de sa société d'accueil.

Elle est épuisée, ayant passé la majorité de l'été à s'adapter tant bien que mal à sa nouvelle vie. Nous sommes lundi 03 septembre, son fils fait sa rentrée au primaire. Sarah a très peu dormi dans les derniers jours puisque la petite Myriam est malade.
Il est 7h30 du matin et sa fille s'est enfin décidée à dormir. Elle doit quand même aller porter Hakim à l'école, elle ne peut quand même pas le laisser y aller seul le jour de la rentrée. Les idées embrouillées par la fatigue, elle décide alors de ne pas réveiller sa fille et de la laisser sur le lit, sans surveillance. Après tout se dit-elle, l'école n'est qu'à 4 coins de rues, cela ne prendra que quelque minutes…
Nous sommes lundi 03 septembre, il est 7h50 du matin. Sarah rentre chez elle et retrouve la petite Myriam sur le sol au pied du lit…

Il n'aura fallu que 20 minutes pour qu'un drame survienne.

La Fondation de la Visite se donne pour objectif d'intervenir avant que ce genre de situation ne se produise en permettant aux parents d'avoir du répit, de rencontrer d'autres familles, de participer à des jumelages, de découvrir les ressources du quartier et en créant un cercle social autour de la famille visitée.

« Je suis nouvelle immigrante au Québec depuis quelques jours. Après mon accouchement, l'infirmière m'avait dit d'appeler la Fondation de la Visite.
Après quelque temps je me suis retrouvée avec ma mère-visiteuse, celle-ci m'avait apportée une aide physique et morale, elle est devenue une amie pour moi quand j'en avais le plus besoin non seulement en me montrant les endroits pour me procurer des vivres, faire des achats mais aussi en me donnant des conseils.
Pendant que j'étais à la recherche d'un logement pour la première fois, j'ai connu un problème avec la santé de mon bébé, étant à l'hôpital avec mon fils pendant 5 jours, je ne pouvais pas me déplacer. Ma mère-visiteuse a tout fait pour m'avoir un appartement ; elle a fait des appels, elle s'est rendue sur place visiter et plaider pour moi auprès du concierge et grâce à elle je l'occupe aujourd'hui !
Bravo et coup de chapeau à la Fondation de la Visite ! »

Une maman visitée de Bordeaux-Cartierville

« Quand j'ai eu mes filles, c'était difficile parce que je n'avais pas de travail, j'étais dans la misère. Il m'a aidé à chercher de l'emploi, il m'a aidé à lâcher les clubs où je travaillais. C'était beaucoup des conseils, de l'écoute… il m'a parlé d'autres organismes qui peuvent m'aider. Quand il est entré dans ma vie, ça a changé beaucoup d'affaires graduellement.
Il me disait : « Vas-y graduellement. Tu sais, c'est des gros changements. »
Merci à mon père-visiteur ! »
Stéphane, un papa de Montréal-Nord

5 - ÉVALUATION DES SERVICES ET MESURES D'IMPACTS

La FDV est née en 1988 après qu'une recherche scientifique effectuée de 1985 à 1987 par des chercheurs de trois départements de santé communautaire, ait établi que **la présence d'un parent-visiteur dans les familles à risque de négligence évite le placement de l'enfant auprès de la Direction de la Protection de la Jeunesse dans 80 % des cas**. Par ailleurs, le parent-visiteur améliore de façon notable des aspects importants de la relation parent-enfant dans 70 % des familles suivies. Outre les coûts sociaux innombrables de la maltraitance, les coûts économiques sont également importants ; le placement d'un enfant auprès de la DPJ est évalué à plus **de 125 000 $ par an** alors que dans le même temps, le suivi d'une famille pendant un an par la FDV représente une dépense de seulement **3 750 $ pour la même durée**. En 1992, le rapport « *Un Québec fou de ses enfants* », nommait l'intervention de la FDV comme un moyen efficace et peu coûteux de prévenir les abus et la négligence.

Les services et les activités de la Fondation de la Visite font chaque année l'objet d'une évaluation rigoureuse à la fois par les intervenants mais également par les familles elles-mêmes. Ainsi d'une part les familles sont invitées à évaluer le service en répondant à un questionnaire de satisfaction. D'autre part, les parents-visiteurs remplissent régulièrement des fiches de suivi lorsqu'ils effectuent leurs visites aux familles. Enfin, l'évaluation des services se réalise grâce à des rencontres individuelles avec les coordonnatrices à l'intervention et la direction.

À titre d'illustration le questionnaire remis aux familles pour le suivi de l'exercice 2018-2019 a donné les résultats suivants :

Impacts des services de la Fondation de la Visite	
Impacts ciblés	**Taux de satisfaction des familles %**
Renforcer le lien affectif entre le parent et l'enfant	
==> Reconnaître l'expression des besoins de mon enfant et y répondre	87
==> Mieux comprendre le tempérament de son enfant	92
Accroître le sentiment de bien-être du parent	
==> Se sent moins fatigué(e)	92
==> Prend plus de temps pour lui	92
==> Se sent mieux en général	100
Renforcer le lien du parent avec son environnement	93
==> Créer des liens avec davantage de personnes	
==> S'entourer de personnes fiables et aidantes	97
==> Se sent moins seul	98
==> Faire des échanges de services avec d'autres familles	82
==> Avoir davantage le goût de participer à des rencontres de groupe	90

6 - PRIX ET RECONNAISSANCES DE LA FONDATION DE LA VISITE



- *Le prix d'excellence Persillier Lachapelle pour le service de prévention et de soutien offert aux parents de nouveau-né Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, 1999*
- *Le prix de la Fondation Marie-Vincent 2000 et 2007*
- *Le prix d'Excellence en intervention sociale de la Fondation Charles-Coderre, 2001*
- *Le prix Agnès-C.-Higgins de Centraide du Grand Montréal, 2004*
- *Le prix Égalité, catégorie Santé « Briser l'isolement des familles immigrantes » – Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, 2011*
- *Le prix de la santé et du bien-être psychologique de l'Ordre des psychologues du Québec, 2012*
- *Le prix de la Chambre de commerce de Montréal-Nord, catégorie entreprise à vocation sociale, 2016*
- *La mention d'honneur pour le Prix d'excellence du Réseau de la Santé et des Services Sociaux dans la catégorie prévention, promotion et protection de la santé et du bien-être, 2018*

FONDATION DE LA VISITE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

EXTRAIT *du procès-verbal de la 250e réunion (ordinaire) du Conseil d'administration de la Fondation de la Visite tenue le 15 janvier 2020, à 7h30, au 11832, Bellevois à Montréal-Nord. La réunion a été convoquée dans les délais prescrits par les règlements.*

RÉSOLUTION 250-CA-603 – Appel de projets Priorité Jeunesse

Demande de soutien financier de 109 870,56 $ dans le cadre de l'appel de projets Priorité Jeunesse 2020-2023

SUR PROPOSITION DE MME ROLANDE THIBAULT, APPUYÉE PAR MME KARINE SIMARD, IL EST RÉSOLU *d'autoriser la Directrice générale, Mme Denise Landry, à signer et déposer le projet « Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain » dans le cadre de l'appel de projets Priorité Jeunesse 2020-2023 à Montréal-Nord.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Hélène Leblond
Présidente

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Denise Landry** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Fondation de la Visite**, à déposer le projet **Prendre un enfant par la main pour l'emmener vers demain** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Denise Landry — **Denise Landry**

23 Janvier 2020 — **Date**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 11204988002

Projet Accès 0-5 ans d'Entre-Parents de Montréal-Nord
2020 : 59 468 $
2021 : 74 668 $
2020 : 74 668 $

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** arrondissement de Montréal-Nord, personne morale ayant une adresse au 4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord Québec, H1H 5R5 agissant et représentée aux présentes par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6, alinéa 2, du Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ENTRE-PARENTS DE MONTRÉAL-NORD**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 4828, boulevard Gouin Est à Montréal-Nord, Québec, H1H 1G4, agissant et représentée par Isabelle Alexandre, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : **107306218RT0001**
N° d'inscription TVQ : **1006438942**
N° d'inscription d'organisme de charité : **107306219RP0001**

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2020 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme (décrire en quelques mots la mission de l'Organisme);

Entre Parents est une maison de la famille qui œuvre depuis 1985 au sein de la communauté de Montréal-Nord. Nous avons pour mission d'améliorer la qualité de vie des familles en plaçant le parent au cœur de notre action. L'équipe d'Entre Parents souhaite offrir un milieu de vie où les parents peuvent venir :

- Partager et enrichir leur expérience parentale
- Obtenir de l'information sur une foule de sujets
- Bénéficier de l'esprit d'entraide et de solidarité pour traverser les petits et grands moments de la vie
- Trouver un réseau social pour s'amuser en famille

Entre Parents a pour objectifs de valoriser la famille et de travailler au développement d'une société juste, égalitaire et écologiquement responsable.

N.B. Lors d'une assemblée extraordinaire tenue le 22 avril 2018, les membres d'Entre Parents ont voté l'ajout d'un énoncé à la mission : *"Faciliter et soutenir l'intégration des familles immigrantes à Montréal-Nord en favorisant le rapprochement et la communication avec la société d'accueil."*

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2020 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : **« NON APPLICABLE ».**

2.4 « Annexe 4 » : modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : le Directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ;

2.9 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

4. Conditions

À Remettre dans un délai de 45 jours au Responsable les documents suivants :

- Un plan d'action détaillé sur 3 ans ;
- Une lettre d'appui d'une structure ou d'une instance de concertation locale;
- Ajuster les objectifs du projet dans la demande de soutien financier;
- Ajuster le montage financier du projet dans la demande de soutien financier et prévoir que le montant de l'aide financière demandé ne dépasse pas 90 % des dépenses admissibles.

À défaut de soumettre les documents exigés et approuvés, par le Responsable, dans les délais requis, la présente Convention sera résiliée de plein droit sans autre avis, ni délai.

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 15 décembre pour la première année et la période du 1 janvier d'une année au 15 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement

ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.7.3 s'engage à ce que chaque personne ayant un lien direct avec la clientèle mineure de moins de 18 ans visée par le projet soit soumise à une enquête de réputation et de sécurité.

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **deux cent vingt-quatre mille dollars et quatre (224 004 $) sur 3 ans**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

Les versements des contributions annuelles pour les années 2021-2022 et 2022-2023 sont conditionnels aux résultats obtenus à chaque année et sous réserve de la disponibilité des fonds de l'arrondissement.

De plus, l'Organisme devra se conformer au mécanisme d'évaluation mis en place par l'arrondissement pour mesurer les effets des projets sur les clientèles ciblées. Pour chaque projet financé, l'Organisme doit s'assurer de répondre aux indicateurs de suivi énumérés à l'annexe 4 de la convention.

5.2.1 Pour l'année 2020-2021 : 59 468 $

5.2.1.1 une somme maximale de **vingt-neuf mille sept cent trente-quatre dollars (29 734 $)** versée à l'Organisme dans les 30 jours ouvrables après l'acceptation des documents par le Responsable (article 4) ;

5.2.1.2 une somme maximale de **vingt-trois mille sept cent quatre-vingt-sept dollars et vingt cents (23 787, 20 $)** sera versée à l'Organisme lors de la

remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2020;

5.2.1.3 une somme maximale de **cinq mille neuf cent quarante-six dollars et quatre-vingt cents (5 946, 80 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2020.

5.2.2 Pour l'année 2021-2022 : 74 668 $$

5.2.2.1 une somme maximale de **trente-sept mille trois cent trente-quatre dollars (37 334 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2021;

5.2.2.2 une somme maximale de **vingt-neuf mille huit cent soixante et sept dollars et vingt cents (29 867, 20 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2021;

5.2.2.3 une somme maximale de **sept mille quatre cent soixante et six dollars et quatre-vingt cents (7 466, 80 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2021.

Pour l'année 2022-2023 : 74 668 $

5.2.3.1 une somme maximale de **trente-sept mille trois cent trente-quatre dollars (37 334 $)** sera versée à l'Organisme le 31 janvier 2022;

5.2.3.2 une somme maximale de **vingt-neuf mille huit cent soixante et sept dollars et vingt cents (29 867, 20 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable le 20 octobre 2022;

5.2.3.3 une somme maximale de **sept mille quatre cent soixante et six dollars et quatre-vingt cents (7 466, 80 $)** sera versée à l'Organisme lors de la remise d'un rapport annuel à la satisfaction du Responsable le 15 décembre 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas

remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **15 décembre 2022.**

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000

$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au **4828, boulevard Gouin Est à Montréal-Nord, Québec, H1H 1G4**, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **4243, rue de Charleroi à Montréal-Nord, Québec, H1H 5R5**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Marthe Papineau

Le .....e jour de ..... 20__

ENTRE-PARENTS DE MONTRÉAL-NORD

Par : _____
Isabelle Alexandre, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, le 2e jour de mars 2020 (Résolution No. :XXX).

ANNEXE 1

PROJET

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;
- consulter la page **mairesse@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse.

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

«NON APPLICABLE»

ANNEXE 4

Modalités d'évaluation des projets – Indicateurs de suivi

- Nombre et caractéristiques des personnes rejointes (ex. sexe, âge, problématiques vécues (ex. nouveaux arrivants, personnes issues de l'immigration, personnes à faible revenu, étudiants, minorités visibles, parents, etc.)
- Problématiques visées, facteurs de risque ou de protection ciblés
- Nombre d'activités réalisées, durée des activités réalisées, fréquence des activités réalisées
- Nombre et type de partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet
- L'effet à court terme, le plus significatif, observé chez les personnes rejointes ou chez un groupe de personnes visées par le projet

Typologie des effets	
Effet à court terme	**Changement de capacité** - **Amélioration de leurs connaissances** - **Amélioration de leur sensibilisation** - **Amélioration de leurs habiletés** - **Amélioration de leur accès à** - **Changement d'attitudes** - **Changement de volonté** - **Changement d'intention**
Effet à moyen terme	**Changement de comportement, de pratique ou de rendement.**
Effet à long terme	**Changement d'état, de condition ou de bien-être des bénéficiaires**

Des outils et un accompagnement seront proposés par la Division du développement social de l'arrondissement de Montréal-Nord.

#0854 - ACCÈS 0-5 ANS (VERSION 2)

Nom de l'organisme	Mission
Entre Parents de Montréal-Nord	Comme Maison de la Famille, Entre Parents de Montréal-Nord : - Agit comme leader dans la communauté afin de développer collectivement une stratégie globale permettant de répondre aux besoins de base des familles. - S'inscrit comme un acteur incontournable de soutien personnel et social des parents et contribue au développement global de leurs enfants par son offre de services structurants. - Maintient des liens étroits avec la communauté de Montréal-Nord, ses membres et ses partenaires pour bien cibler les besoins et les moyens d'y répondre adéquatement.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027 (Lutte contre la pauvreté et l'exclusion)

Informations générales

Nom du projet: Accès 0-5 ans
Numéro de projet GSS: 0854

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Isabelle
Nom: Alexandre
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 329-1233
Numéro de télécopieur: (514) 329-0638
Courriel: i.alexandre@entreparents.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Isabelle
Nom: Alexandre
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-01-01	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2023-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Dans le Livre blanc Oser ensemble le changement déposé par la TQMN en 2019, des données préoccupantes sont mises de l'avant : indice de vulnérabilité élevé (54.6 %) en ce qui concerne les familles avec de jeunes enfants, proportion importante d'enfants de maternelle vulnérables dans au moins un domaine de développement, taux élevé de signalements retenus par la DPJ pour des cas de violence touchant les 0-5 ans (49.8%), etc. Par ailleurs, les services et activités offerts aux parents et aux enfants de 0-5 ans demeurent insuffisants sur le territoire nord-montréalais, malgré les actions et la mobilisation pour la petite enfance. Le Portrait de l'offre de service 0-5 ans à Montréal-Nord paru en novembre 2018 révélait que le territoire comporte moins d'activités et de services destinés aux parents et aux parents-enfants que de services et activités destinés uniquement aux enfants de 0-5 ans. De plus, le secteur ouest serait nettement moins bien desservi au niveau des activités parents-enfants (20.5%) que le secteur du centre (41%) et le secteur est (38.5%). Au niveau des services parents-enfants, c'est le secteur du centre (20%) qui serait moins bien desservi par rapport aux 2 autres secteurs. L'organisme Entre Parents a pour objectif de rejoindre les familles qui vivent de la défavorisation matérielle et sociale et qui sont vulnérables. L'organisme soutient les enfants et leurs parents afin de diminuer les écarts sociaux et de faciliter leur intégration, puisque plusieurs familles sont également issues de l'immigration. Nous croyons qu'en intervenant tôt auprès des familles, nous prévenons le taux de décrochage scolaire chez nos jeunes et d'autres problématiques à venir. Nous croyons également à l'importance de renforcer l'empowerment des parents en les plaçant au cœur de l'intervention auprès des tout-petits, puisqu'ils sont les premiers éducateurs de leurs enfants. Le projet Accès 0-5 ans vise à favoriser la maturité et la persévérance scolaire, ainsi que la réussite éducative. Le projet soutiendra les bambins ainsi que leurs parents, en favorisant le développement global des tout-petits et en renforçant les habiletés parentales par l'offre d'une gamme de services tels que la Bambinerie, des activités pères-enfants, du massage pour bébé et de la Mise en forme parents-enfants. Les activités offertes, à la fois ludiques et éducatives, favoriseront le lien d'attachement parent-enfant puisqu'elles se réaliseront toutes en dyades. Le projet touchera également d'autres dimensions, telles que l'éveil à la lecture et à l'écriture, le développement du langage, la psychomotricité et les saines habitudes de vie. Pour favoriser une plus grande accessibilité aux différents services, une attention particulière sera apportée afin de diversifier les lieux et les horaires, afin que toutes les familles intéressées puissent profiter d'une activité de la petite-enfance.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, le projet aura permis de soutenir une 100 de familles annuellement, par le renforcement des capacités des parents et par la stimulation du développement global des enfants de 0-5 ans.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 80% des familles participantes auront renforcé leur lien d'attachement parent-enfant.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Pendant la période de septembre à juin, offrir 4 ateliers en dyade par semaine appelés la Bambinerie - secteur ouest (formule groupe ouvert)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	35	4	3	4	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Pendant la période de septembre à août, offrir 1 atelier en dyade par fin de semaine (samedi matin) réservé pour les pères et leurs enfants, appelé Papas à bord (formule groupe ouvert)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	40	1	3	1	12

par_semaine	40	1	3	1	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Pendant la période estivale, offrir la Bambinerie ambulante à raison de 3 ateliers/sem dans 3 parcs différents (pour toutes les familles, même celles qui ne sont pas membres de l'organisme)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	3	3	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir annuellement 3 sessions de massage pour bébé, d'une durée de 5 ateliers

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	5	3	3	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir annuellement 2 sessions de Mise en forme parents-enfants (sessions automne et printemps) et 1 session de Cardio-poussette (session été)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	10	1	3	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 80% des enfants participants auront développé leurs habiletés psychomotrices, langagières, cognitives et socio-affectives (incluant des habiletés en éveil à la lecture et en écriture.)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Pendant la période de septembre à juin, offrir 4 ateliers en dyade par semaine appelés la Bambinerie - secteur ouest (formule groupe ouvert)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	35	4	3	4	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Pendant la période de septembre à août, offrir 1 atelier en dyade par fin de semaine réservé pour les pères et leurs enfants appelé Papas à bord (samedi matin) (formule groupe ouvert)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	40	1	3	1	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Pendant la période estivale, offrir la Bambinerie ambulante à raison de 3 ateliers/sem dans 3 parcs différents (pour toutes les familles, même celles qui ne sont pas membres de l'organisme)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	3	3	3	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir annuellement 3 sessions de massage pour bébé, d'une durée de 5 ateliers

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	5	3	3	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir annuellement 2 sessions de Mise en forme parents-enfants (sessions automne et printemps) et 1 session de Cardio-poussette

(session été)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	10	1	3	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2023, le projet aura permis de briser l'isolement d'une centaine de familles différentes annuellement et de favoriser leur intégration à Montréal-Nord.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Plus de 90% des familles participantes auront développé leur réseau et diminué leur isolement social.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Pendant la période de septembre à juin, offrir 4 ateliers en dyade par semaine appelés la Bambinerie - secteur ouest (formule groupe ouvert)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	35	4	3	4	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Pendant la période de septembre à août, offrir 1 atelier en dyade par fin de semaine réservé pour les pères et leurs enfants appelé Papas à bord (samedi matin) (formule groupe ouvert)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	40	1	3	1	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Pendant la période estivale, offrir la Bambinerie ambulante à raison de 3 ateliers/sem dans 3 parcs différents (pour toutes les familles, même celles qui ne sont pas membres de l'organisme)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semestre	8	3	3	3	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir annuellement 3 sessions de massage pour bébé, d'une durée de 5 ateliers

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	5	3	3	12

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir annuellement 2 sessions de Mise en forme parents-enfants (sessions automne et printemps) et 1 session de Cardio-poussette (session été)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	3	10	1	3	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Espace Jeunesse dans l'Ouest (EJO)
No civique: 3705
Rue: Monselet
Code postal: H1H 2B3
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Nom du lieu: Chalet Parc St-Laurent
No civique: 11 612
Rue: Salk
Code postal: H1G 4Y8
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Nom du lieu: Centre de loisirs Salk
No civique: 11121
Rue: Salk
Code postal: H1G 4Y3
Ville ou arrondissement: Montréal-Nord
Ville précision:

Zone de revitalisation: RUI Territoire Nord-est de Montréal-Nord

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Intégration
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 150
Nb. femmes: 200
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 350

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
À l'intérieur de ce projet, nous avons prévu des activités qui sont offertes exclusivement pour les pères afin de valoriser la paternité et de renforcer le lien d'attachement papa-enfant. Ces ateliers appelés Papas à bord, sont offerts les samedis matins, afin de rejoindre plus facilement les pères qui travaillent sur semaine. Ces ateliers sont animés par un intervenant plutôt qu'une intervenante, afin de favoriser plus facilement le lien de confiance et le sentiment d'appartenance à l'activité. Des outils publicitaires sont créés spécifiquement pour cette activité afin que les pères se sentent interpellés et se reconnaissent dans cette activité. Par ailleurs, pour favoriser la participation des familles immigrantes et des familles issues de minorités visibles, nous nous assurons que tous nos outils publicitaires reflètent la diversité des familles. Nous avons également le souci de consulter ces familles pour déterminer l'horaire et le lieu des activités afin qu'ils répondent à leurs attentes, dans la mesure de nos possibilités. À l'intérieur des activités, de la place est réservée pour le partage des pratiques culturelles : à titre d'exemple, les participantEs aux ateliers de massage adorent partager les pratiques de leur pays d'origine, ce qui donne toujours lieu à de beaux moments d'inclusion et d'ouverture.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Expertise-conseil		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4242 Place de l'Hôtel-de-Ville
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 1S5

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 11441 Boulevard Lacordaire
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 4J9

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Concertation Petite Enfance Famille de Montréal-Nord

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 12004 Boulevard Rolland
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1G 3W1

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Ministère de la Famille (portion du financement mission - OCF)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	4 250 $	Oui

Nom de la personne ressource: Annie Mireault
Adresse courriel: annie.mireault@mfa.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 873-7200
Adresse postale: 600 Rue Fullum
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2K 3L6

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Fondation Dufresne & Gauthier (portion $ coordo + comm)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	5 481 $	Oui

Nom de la personne ressource: Johanne Beauvilliers
Adresse courriel: jbeauvilliers@fdg.ca
Numéro de téléphone: (418) 650-5222
Adresse postale: 2505 Boulevard Laurier
Ville: Autre
Province: Québec
Code postal: G1V 2L2

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	25,73 $	14	57,64 $	52	1	21 728,72 $
Intervenant(e)	19,8 $	35	110,88 $	52	1	41 801,76 $
Intervenant(e)	19 $	7	21,28 $	52	1	8 022,56 $
Entraîneur(neuse) sportif(ive)	100 $	1	15 $	30	1	3 450 $
Total						75 003,04 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			9 731 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	21 728,72 $	16 747 $	4 981 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	41 801,76 $	41 802 $	0 $	0 $	0 $
Intervenant(e)	8 022,56 $	8 023 $	0 $	0 $	0 $
Entraîneur(neuse) sportif(ive)	3 450 $	3 000 $	450 $	0 $	0 $
Total	**75 001 $**	**69 572 $**	**5 431 $**	**0 $**	**-2 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	1 500 $	0 $	**1 500 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		2 000 $	500 $	0 $	**2 500 $**
Photocopies, publicité		2 000 $	500 $	0 $	**2 500 $**
Déplacements		600 $	0 $	0 $	**600 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		1 200 $	1 300 $	0 $	**2 500 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**5 800 $**	**3 800 $**	**0 $**	**9 600 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		290 %			
Frais administratifs		**7 500 $**	**500 $**	**0 $**	**8 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		375 %			
Total		**82 872 $**	**9 731 $**	**0 $**	**92 603 $**

Informations complémentaires

Nous portons la préoccupation de rejoindre le plus grand nombre de familles, particulièrement les familles isolées et qui ne bénéficient pas nécessairement des services offerts par le milieu institutionnel. Pour y arriver, un ensemble de stratégies de démarchage sont mises en place :

- Bouche à oreille

- Production et distribution de dépliants et feuillets publicitaires

- Publications sur Facebook

- Envoi d'outils promotionnels aux membres d'Entre Parents par publipostage

- Appels personnalisés aux membres d'Entre Parents

- Diffusion des outils promotionnels auprès des partenaires du quartier, tels que le CLSC, la DPJ, les organismes communautaires, etc.

- Participation à des rencontres d'équipe du CLSC et de la DPJ afin d'expliquer les activités offertes et discuter des mécanismes de référence

- Diffusion des affiches promotionnelles via les stèles électroniques de l'arrondissement

- Parution dans le calendrier estival de l'arrondissement et autres bottins diffusés par l'arrondissement

- Parutions dans l'infolettre de la Concertation Petite Enfance Famille de Montréal-Nord

- Promotion des activités lors d'événements grands publics (ex. fiesta) et par la tenue de kiosques à divers moments de l'année

- Démarchage dans les parcs

- Organisation de Portes ouvertes

- Parutions dans l'agenda communautaire du Guide de Montréal-Nord

Les stratégies les plus gagnantes sont certainement les approches personnalisées, tant auprès des citoyens qu'auprès des partenaires, afin qu'ils connaissent davantage les activités. Les participants sont eux-mêmes d'excellents porte-paroles pour nos activités : les mamans qui ont découvert la Bambinerie du secteur ouest en ont parlé à leurs voisines et leur réseau. Plusieurs ont témoigné à quel point cette activité leur permet de briser leur isolement. Notre présence dans plusieurs parcs de Montréal-Nord pendant l'été nous a aussi permis de rejoindre des familles qui n'avaient jamais entendu parler d'Entre Parents. Notre implication lors de la Fête des nouveau-nés ou de la Fiesta estivale nous a aussi permis de faire connaître l'activité du Massage pour bébé et l'activité de Mise en forme parents-enfants. Bref, le démarchage et la création d'outils promotionnels sont des éléments importants du projet dont il faut tenir compte et ne pas négliger.

Note explicative concernant le budget détaillé (an 2 et an 3):

Selon la politique des conditions de travail de l'organisme, les salaires sont indexés de 3 % (coût de la vie) à chaque année.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Postes budgétaires_Acces0-5 ans_2020-2022.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapportfinal_Accès 0-5 ans_31janvier2019.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Massage_hiver2020.jpg	*Non applicable*
Mise en forme parents-enfants_automne2019.jpg	*Non applicable*
Papas à bord!-générique.jpg	*Non applicable*
AFFICHE BAMBINERIES_hiver2020.jpg	*Non applicable*
recto-Dépliant Acces0-5 ans_2018.jpg	*Non applicable*
verso-Dépliant Acces0-5.jpg	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
RésolutionAcces0-5ans_22janvier2020.pdf	Validité du 2020-01-22

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Isabelle Alexandre	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Formulaireengagement_Acces0-5ans_janv2020.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

PROJET ACCÈS 0 -5 ANS

An 1 : janvier à décembre 2020				
Postes budgétaires	**Priorité jeunesse**	**Ministère de la Famille**	**Fondation Dufresne Gauthier**	**Budget total**
A – Personnel lié au projet				
Titre : Coordination 25.73$ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 57.64 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 52 Semaines **= 21 728 $**	16 747 $		4 981 $	**21 728 $**
Titre : Intervenante 1 19.80 $ Taux h. **x** 35 Heures/semaine **+** 110.88 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 52 Semaines **= 41 802 $**	41 802 $	$	$	**41 802 $**
Titre : Intervenant 2 19 $ Taux h. **x** 7 Heures/semaine **+** 21.28 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 52 Semaines **= 8 023 $**	8 023 $	$	$	**8 023 $**
Titre : Entraîneur (neuse) sportif(ve) 100$ Taux h. x 1 séance/semaine + 15 $ (Taxes) x 30 Semaines = **3450 $**	3 000 $	450 $	:	3 450 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**69 572 $**	**450 $**	**4 981 $**	**75 003 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**			
Équipement : achat ou location		1 500 $		1 500 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	2 000 $	500 $		2 500$
Photocopies, publicité	2 000 $		500 $	2 500 $
Déplacement (sorties)	600 $			600 $
Locaux, conciergerie ou surveillance (local Monselet)	1 200 $	1300 $		2 500 $
Assurance (frais supplémentaires)				
SOUS-TOTAL SECTION B	**5 800 $**	**3 300 $**	**500 $**	**9 600 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**			
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	7 500 $	500 $		8 000 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**7 500 $**	**500 $**		**8 000 $**
Total des contributions	**82 872 $**	**4 250$**	**5 481 $**	**92 603 $**

PROJET ACCÈS 0 -5 ANS

An 2 : janvier à décembre 2021				
Postes budgétaires	**Priorité jeunesse**	**Ministère de la Famille**	**Fondation Dufresne Gauthier**	**Budget total**
A – Personnel lié au projet				
Titre : Coordination 26.50$ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 59.36 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 52 Semaines **= 22 379 $**	17 000 $		5 379 $	**22 379 $**
Titre : Intervenante 1 20.39 $ Taux h. **x** 35 Heures/semaine **+** 114.18 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 52 Semaines **= 43 047 $**	43 047 $			**43 047 $**
Titre : Intervenant 2 19.57 $ Taux h. **x** 7 Heures/semaine **+** 21.92 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 52 Semaines **= 8 263 $**	8 263 $			**8 263 $**
Titre : Entraîneur (neuse) sportif(ve) 100$ Taux h. x 1 séance/semaine + 15 $ (Taxes) x 30 Semaines = **3450 $**	3 000 $	450 $	:	3 450 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**71 310 $**	**450 $**	**5 379 $**	**77 139 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**			
Équipement : achat ou location		1 500 $		1 500 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	2 000 $	500 $		2 500$
Photocopies, publicité	2 000 $		500 $	2 500 $
Déplacement (sorties)	600 $			600 $
Locaux, conciergerie ou surveillance (local Monselet)	1 200 $	1300 $		2 500 $
Assurance (frais supplémentaires)				
SOUS-TOTAL SECTION B	**5 800 $**	**3 300 $**	**500 $**	**9 600 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**			
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	7 700 $	500 $		8 200 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**7 700 $**	**500 $**		**8 200 $**
Total des contributions	**84 810 $**	**4 250 $**	**5 879 $**	**94 939 $**

PROJET ACCÈS 0 -5 ANS

An 3 : janvier à décembre 2022				
Postes budgétaires	**Priorité jeunesse**	**Ministère de la Famille**	**Fondation Dufresne Gauthier**	**Budget total**
A – Personnel lié au projet				
Titre : Coordination 27.30 $ Taux h. **x** 14 Heures/semaine **+** 61.15 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 52 Semaines **= 23 054$**	17 500 $		5 554 $	**23 054$**
Titre : Intervenante 1 21.00 $ Taux h. **x** 35 Heures/semaine **+** 117.60 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 52 Semaines **= 44 335 $**	44 335 $			**44 335 $**
Titre : Intervenant 2 20.15 $ Taux h. **x** 7 Heures/semaine **+** 22.57 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 52 Semaines **= 8 508 $**	8 508 $			**8 508 $**
Titre : Entraîneur (neuse) sportif(ve) 100$ Taux h. x 1 séance/semaine + 15 $ (Taxes) x 30 Semaines = **3450 $**	3 000 $	450 $	:	3 450 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**73 343$**	**450 $**	**5 554 $**	**79 347 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**			
Équipement : achat ou location		1 500 $		1 500 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	2 000 $	500 $		2 500$
Photocopies, publicité	2 000 $		500 $	2 500 $
Déplacement (sorties)	600 $			600 $
Locaux, conciergerie ou surveillance (local Monselet)	1 200 $	1300 $		2 500 $
Assurance (frais supplémentaires)				
SOUS-TOTAL SECTION B	**5 800 $**	**3 300 $**	**500 $**	**9 600 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**			
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	7 900 $	500 $		8 400 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**7 900 $**	**500 $**		**8 400 $**
Total des contributions	**87 043 $**	**4 250$**	**6 054 $**	**97 347 $**

POLITIQUE DE L'ENFANT

Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence

ÉDITION 2018

Rapport d'étape : ☐
Rapport final : ☒

Titre du projet : Accès 0-5 ans

Axe (s) d'intervention ciblé (s) :

- ☒ La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains
- ☐ La sécurité alimentaire et la saine alimentation
- ☐ La persévérance scolaire et la réussite éducative
- ☒ L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs
- ☒ Les familles et les communautés

Identification de l'organisme	
Nom légal de votre organisme : Entre Parents de Montréal-Nord	
Responsable du projet : Isabelle Alexandre	
Téléphone : 514 329-1233	Courriel : i.alexandre@entreparents.org

Vérification des antécédents judiciaires
Vérification des antécédents judiciaires des personnes œuvrant auprès des enfants : Oui ☒ Non ☐

Suivi du projet	
Date réelle de début du projet : 15 janvier 2018	**Date réelle de fin du projet** : 31 décembre 2018
Si une date réelle (début ou fin de projet) diffère de celle prévue, expliquez le motif.	

Montréal

Population ciblée
(les moyens utilisés pour rejoindre la population ciblée ont-ils été efficaces; expliquez)

Un ensemble de stratégies de démarchage ont été mises en place :

- Bouche à oreille
- Production et distribution de dépliants et feuillets publicitaires
- Publications sur Facebook
- Envoi d'outils promotionnels aux membres d'Entre Parents par publipostage
- Appels personnalisés aux membres d'Entre Parents
- Diffusion des outils promotionnels auprès des partenaires du quartier, tels que le CLSC, la DPJ, les organismes communautaires, etc.
- Participation à des rencontres d'équipe du CLSC et de la DPJ afin d'expliquer les activités offertes et discuter des mécanismes de référence
- Diffusion des affiches promotionnelles via les stèles électroniques de l'arrondissement
- Parution dans le calendrier estival de l'arrondissement et autres bottins diffusés par l'arrondissement
- Parutions dans l'infolettre de la Concertation Petite Enfance Famille de Montréal-Nord
- Promotion des activités lors d'événements grands publics (ex. fiesta) et par la tenue de kiosques à divers moments de l'année
- Démarchage dans les parcs

Les stratégies les plus gagnantes sont certainement les approches personnalisées, tant auprès des citoyens qu'auprès des partenaires, afin qu'ils connaissent davantage les activités. Les participants sont eux-mêmes d'excellents porte-paroles pour nos activités : les mamans qui ont découvert la Bambinerie du secteur ouest en ont parlé à leurs voisines et leur réseau. Plusieurs ont témoigné à quel point cette activité leur permet de briser leur isolement.

Notre présence dans plusieurs parcs de Montréal-Nord pendant l'été nous a permis de rejoindre quelques familles qui n'avaient jamais entendu parler d'Entre Parents. Même si nous avons parfois été déçus de la faible fréquentation des parcs par les parents et les enfants de 0-5 ans, nous avons au moins pu rejoindre de nouvelles familles de cette façon. Notre implication lors de la Fête des nouveau-nés nous a aussi permis de faire connaître l'activité du Massage pour bébé et l'activité de Mise en forme parents-enfants.

En 2018, les activités que nous animions à Boscoville ont cessé, ce qui explique une diminution du nombre de participants rejoints cette année comparativement à 2017. La décision de cesser les activités à Boscoville s'explique par la diminution progressive de fréquentation de ce site d'accueil des nouveaux arrivants, puis de sa fermeture.

Âge des personnes rejointes : enfants de 0-5 ans et adultes (parents)	S'il y a lieu, précisez le sexe en nombre ou en %. Féminin : 60% Masculin : 40%

Nombre de personnes rejointes : 364	

Lieu de déroulement du projet
Arrondissement : Montréal-Nord Précisez les quartiers desservis : ☒ Montréal-Nord

Activités et/ou services <u>prévus</u> (se référer à la section 5 du formulaire *Demande de soutien financier*)	**Nombre**	**Activités et/ou services <u>réalisés</u>** (déroulement / qualitatif)	**Nombre**
1. Bambinerie ambulante + Bambinerie secteur ouest + Bambinerie pour les pères Papas à bord 6 ateliers par semaine	264	Bambinerie ambulante + Bambinerie secteur ouest + Bambinerie pour les pères Papas à bord : 5 ateliers pendant 11 semaines (hiver) + 5 ateliers pendant 11 semaines (printemps) + 6 ateliers pendant 6 semaines (été) + 4 ateliers pendant 13 semaines (automne) + 1 atelier Papas à bord pendant 21 semaines	213
2. Massage pour bébé 4 sessions de 5 ateliers	20	Massage pour bébé	20
3. Cardio-poussette/Mise en forme parents-enfants 3 sessions de 8 ateliers (1Xsem)	24	Cardio-poussette/Mise en forme parents-enfants 7 ateliers session printemps + 7 ateliers session été + 7 ateliers session automne	21
		Ajout d'une sortie éducative pour les participants des Bambineries au Musée des enfants à Laval	1
Nombre de postes créés par le projet : 1 poste temps plein + 2 postes temps partiel + 1 poste contractuel sont soutenus financièrement grâce à l'enveloppe financière.			
Nombre total de personnes rejointes par les activités et les services : 364			
Expliquer les écarts, positifs ou négatifs, entre ce qui était prévu et ce qui a été réalisé.			

Explications activité Bambinerie :

À l'hiver et au printemps 2018, la Bambinerie du secteur ouest a été offerte du mardi au samedi. À l'été 2018, la Bambinerie ambulante a été offerte du lundi au samedi. Par ailleurs, à partir de l'automne 2018, il a été difficile de trouver une ressource qui soit disponible pour animer la Bambinerie les samedis. De plus, le local de l'EJO n'était pas disponible certains samedis pour des rénovations. Il a été convenu, avec notre agente de programme de l'arrondissement, que le montant non-dépensé pourrait être utilisé pour organiser une sortie éducative parents-enfants. En date du 24 novembre, 43 parents-enfants sont allés visiter le Musée des enfants à Laval. Cette activité a été vraiment très appréciée des familles !

De plus, l'activité Papas à bord (Bambinerie pour les pères et les enfants) a été offerte tout au long de l'année, aux deux semaines. Cette activité a été offerte tantôt les dimanches matins, tantôt les samedis matins, en fonction des besoins des familles et des disponibilités de la ressource humaine. Les pères et leurs enfants ont aussi pu bénéficier de la sortie organisée au Musée.

Explications activité Cardio-poussette / Mise en forme parents-enfants :

Il était prévu d'offrir 3 sessions de 8 ateliers au cours de l'année, soit une session d'été de cardio-poussette et deux sessions de Mise en forme parents-enfants (printemps et automne). La session d'été a été réalisée telle que prévu, mais 6 rencontres sur 8 ont été réalisées au printemps et 7 rencontres sur 8 à l'automne. Cette situation s'explique par le fait que le gymnase du Centre de loisirs n'était pas disponible certains lundis et il n'a pas été possible de reporter toutes les rencontres annulées pour cette raison.

Résultats concrets (se référer à la section 6 du formulaire *Demande de soutien financier* et commentez les résultats obtenus, selon les moyens de mesure qualitatifs et quantitatifs utilisés)

1. Rejoindre une centaine de familles de la petite-enfance du territoire nord-montréalais et réaliser le nombre d'activités qui étaient prévus.

Nous avons rejoint un peu plus de 140 familles du territoire nord-montréalais, donc nous avons bien atteint notre cible. Beaucoup d'efforts ont été investis pour le démarchage, ce qui explique certainement l'atteinte de notre objectif. Les activités offertes lors des sessions d'automne et de printemps présentent un plus haut taux de participation.

La participation à l'activité de Cardio-poussette/Mise en forme parents-enfants continue d'augmenter par rapport à l'an dernier. Le fait d'offrir deux sessions à l'intérieur (gymnase du Centre de loisirs de Montréal-Nord) a permis de rejoindre davantage de personnes par rapport à la session extérieure qui se déroule dans le parc. Les journées d'été ont été particulièrement chaudes et nous avons pu observer que les participantes se déplaçaient pour la plupart en transport en commun avec leur poussette. Plusieurs ne se sentaient pas en mesure de faire face au déplacement aller-retour en plus de l'activité sportive par temps de canicule, même si toutes disaient aimer beaucoup l'activité.

La Bambinerie estivale a permis de rejoindre une vingtaine de familles seulement. Certaines familles étaient d'une grande fidélité et participaient assidûment, même par temps de pluie. Beaucoup de soin a été apporté pour offrir des activités attrayantes et mettre à la disposition des familles du matériel diversifié et amusant : ex. attaque de bulles de savon avec des tapettes à mouche, utilisation d'une petite piscine pour pêcher, thématiques originales pour les parcours de psychomotricité, etc. Malheureusement, les parcs et les plages-horaires auxquelles étaient programmées nos activités étaient peu fréquentés par des familles avec de jeunes enfants. Les parcs étaient surtout fréquentés par des garderies et des camps de jour pour les 6-12 ans. Notre expérience des saisons estivales de 2017 et de 2018 nous amène à penser que les meilleurs moments pour rejoindre les familles en juillet et en août sont en fin de matinée, en fin d'après-midi et en début de soirée. De plus, les parcs où ont lieu les activités doivent être ciblés en fonction de l'ensemble de la programmation estivale offerte à Montréal-Nord, afin de s'assurer d'agir en complémentarité avec nos partenaires.

2. Appréciation / niveau de satisfaction et recommandations / suggestions (*N.B. Les informations fournies aux points 2 et 3 proviennent des outils d'évaluation remplis par les participants, des évaluations verbales et des observations faites par les intervenant(e)s.)*

Les commentaires recueillis auprès des participants pour l'ensemble des activités sont très positifs. En ce qui concerne la **Bambinerie estivale**, les participants apprécient pouvoir profiter des grands espaces extérieurs et avoir accès à des activités gratuites à faire avec leurs enfants. Ils trouvent très pratique de ne pas avoir à transporter des jouets jusqu'au parc et ils qualifient les activités de stimulantes et chaleureuses. Les parents ne souhaitent pas s'inscrire d'avance, ils préfèrent se sentir libres de participer ou non, selon leur niveau de fatigue et les autres activités qui les intéressent. Les parents aimeraient que les toilettes soient davantage accessibles dans les parcs. Des parents du secteur ouest auraient aussi aimé que la Bambinerie ambulante soit offerte dans plusieurs parcs de ce secteur.

La **Bambinerie du secteur ouest** recueille d'excellents commentaires de la part des familles. Les parents disent s'y sentir comme chez-eux et ils ont développé un sentiment d'appartenance face au lieu. Ils aident à sortir et à ranger le matériel, ils apportent du thé ou des plats à partager avec les autres familles, bref l'ambiance est très accueillante et conviviale. Les parents confient fréquemment à l'intervenante des difficultés qu'ils rencontrent et elle leur apporte son soutien par son écoute, ses conseils et ses références. Les parents disent beaucoup apprécier l'aide qu'ils reçoivent. Les participants disent vouloir davantage de sorties et avoir accès à des activités sportives comme la *Mise en forme* (certains participaient également à l'activité de *Mise en forme-cardio-poussette*). Les parents adorent les ateliers musicaux, les ateliers culinaires et les ateliers de lecture de conte qui sont régulièrement offerts. Ils ont même décidé ensemble d'acheter une carte de Noël pour chaque animatrice afin de les remercier ! Une maman témoignait de ce que sa grande fille de 10 ans lui avait dit : depuis qu'elle participe à la Bambinerie, sa fille la voit plus heureuse et elle sait que sa mère aime beaucoup fréquenter cette activité.

Les participants de **Papas à bord** démontrent une grande satisfaction par rapport à l'activité. Un climat de confiance s'est établi entre les participants et avec l'intervenant. Des pères se sont impliqués de manière personnelle en collaborant à l'organisation de certaines activités thématiques (ex. plantations, décorations, etc.). Très souvent, les enfants ont tellement de plaisir qu'ils manifestent de la tristesse au moment de quitter. La thématique de la fête de Noël a été particulièrement appréciée par les parents et les enfants.

L'activité de **Mise en forme parents-enfants** a été très appréciée par les mamans participantes. Plusieurs ont demandé si cette activité serait reconduite l'an prochain, car elles veulent en parler autour d'elles pour recruter d'autres mamans. Ces ateliers leur donnent l'occasion de bouger et de rencontrer d'autres mamans. Les participantes voulaient se mettre en forme, mais elles voulaient aussi des moments de relaxation et d'étirement. L'entraîneuse a donc adapté les mouvements aux besoins du groupe en pigeant dans son répertoire de boot-camp maman- bébé et dans son répertoire de yoga maman-bébé. Certaines aimeraient que l'activité soit offerte 2X/sem, d'autres trouvaient qu'1X/sem était correct. La durée d'une heure était considérée parfaite pour les tout-petits. L'horaire et le lieu convenaient, mais les participantes ont observé que cette activité s'est parfois déroulée en même temps qu'une autre activité pour les poupons (ex. purée pour bébé et Répit gardiennage 3 mois à 3 ans). En effet, nous ne souhaitions pas offrir cette activité les lundis matins, mais le gymnase du Centre de loisirs était uniquement disponible à cette période. Il faudra en tenir compte en 2019 et réfléchir à l'ensemble de la programmation d'Entre Parents pour éviter ce type de situation.

Les commentaires recueillis auprès des parents ayant participé aux ateliers de **Massage pour bébés** sont encore une fois très positifs. Les participants adorent les moments de relaxation et de respiration animés avant la période de massage et ils les refont même à la maison. Les chansons et comptines apprises font aussi partie des points forts de l'activité, tel que rapporté par les familles dans les évaluations écrites. Elles aiment beaucoup les moments d'interactions entre elles. Elles apprécient également le temps que l'intervenante prend pour corriger leurs techniques de massage, car cela les rassure et leur donne confiance en elles. Les parents observent que leur bébé apprécie le massage, car il réagit positivement. Ils trouvent que l'intervenante est passionnée par son métier et qu'elle sait comment les motiver. Elle respecte le rythme du parent et du bébé et ils la trouvent compétente.

3. Effets des interventions observés par les parents et les intervenants.

Le premier effet nommé tant par les intervenants que par les parents est la diminution de l'isolement social. Chacune des activités offertes dans le cadre de ce projet contribue de façon importante à élargir le réseau du parent, lui donne l'opportunité d'interagir avec d'autres familles de son quartier et de partager des moments ludiques et instructifs en famille.

En ce qui concerne l'activité de **Cardio-poussette / Mise en forme parents-enfants**, il est important d'offrir une formule souple pour que le parent ne se sente pas mal d'allaiter son bébé, de changer sa couche ou encore de rattraper son petit qui court partout. Les participants se sont sentis de plus en plus à l'aise au fil des rencontres. Ils ont pris conscience qu'il était possible de faire du sport, tout en respectant leur rythme et leurs capacités. L'accueil sans jugement était un élément important qui a favorisé le bien-être des parents et leur assiduité. Ils ont pris du plaisir à être actifs avec leur enfant et c'est une belle victoire.

Les effets observés chez les participants des **ateliers de massage** sont similaires d'une session à l'autre. L'intervenante observe de l'entraide entre les participants qui s'échangent spontanément des couches ou de lait maternisé et se parlent du comportement et du développement de leur enfant. Les parents se montrent de plus en plus à l'aise avec leur poupon au fil des rencontres et ils deviennent plus confiants dans leur touché et les soins à prodiguer. Ils manifestent le besoin de partager entre eux des conseils et des astuces. Les ateliers de massage aident aussi les parents à mieux comprendre leur bébé et à l'apprécier davantage. Des parents confient à l'intervenante que les massages qu'ils font à leur bébé semblent soulager les coliques et la constipation et qu'ils auraient aussi pour effet de mieux faire dormir bébé. Par ailleurs, les activités d'éveil à la lecture (chansons, comptines, manipulation de livres, etc.) qui sont animées par l'intervenante sensibilisent les parents à l'importance de stimuler le langage dès le plus jeune âge.

L'activité de **Bambinerie** (secteur ouest, ambulante et Papas à bord) a clairement pour effet de stimuler les habiletés sociales des tout-petits : ils doivent apprendre à partager les jouets, à écouter et à respecter de courtes consignes, à attendre leur tour et à interagir avec d'autres enfants, mais aussi avec d'autres adultes. L'intervenante (secteur ouest) observe que les enfants ne progressent pas uniquement au niveau de leurs habiletés sociales, mais également au niveau de leurs habiletés langagières. Pour certains enfants, la Bambinerie est un des rares lieux où ils entendent parler le français et l'intervenante note que les enfants enrichissent progressivement leur vocabulaire, au fil des rencontres. Les visites aux deux semaines de la bibliothécaire, ainsi que les ateliers d'éveil musical du vendredi contribuent beaucoup au développement cognitif et langagier. Même pour certains parents, la Bambinerie devient un lieu de francisation : une maman qui parle uniquement le turc apprend petit à petit des mots de français pour pouvoir communiquer avec les autres parents et avec l'intervenante. Elle en ressent une grande fierté ! Du côté de Papas à bord, l'intervenant remet aux pères différentes idées d'activités pour stimuler l'apprentissage de la langue à la maison, telles qu'un conte à animer avec des animaux (éveil à la lecture) et des activités bilingues : le but est que le parent se sente à l'aise de les faire à la maison, tout en favorisant l'apprentissage de mots en français pour augmenter le vocabulaire de l'enfant dans cette langue.

À la **Bambinerie du secteur ouest**, un thème différent est mis de l'avant à chaque mois, pour exercer la motricité fine et la motricité globale des enfants. Quelques enfants présentent des difficultés à manipuler des ciseaux ou de la pâte à modeler. En discutant avec l'intervenante, les parents ont compris l'importance de mettre leur enfant en contact avec du matériel d'activité diversifié et ils ont commencé à le faire davantage à la maison. L'intervenante a su calmer les craintes de certains parents ou encore dédramatiser des situations. Plusieurs parents ont aussi l'habitude de faire les activités à la place de leur enfant, croyant qu'il n'y arriverait pas tout seul. L'intervenante guide tranquillement les parents pour qu'ils fassent confiance à leur enfant et qu'ils le laissent davantage expérimenter par lui-même afin qu'il gagne en autonomie. Une autre activité fort appréciée des participants de la Bambinerie est l'atelier culinaire. À tour du rôle, chaque parent choisit une recette de son pays, il apporte les ingrédients et fait une démonstration sur place. Cette activité a notamment pour but de sensibiliser les parents et les enfants à la saine alimentation. Cette activité suscite toujours beaucoup de discussions entre les parents qui sont préoccupés par la santé de leurs enfants tout en étant confrontés au défi de remplir le garde-manger d'aliments sains, mais à petits prix.

En ce qui concerne **Papas à bord**, de nombreuses interventions sont faites pour valoriser le lien entre les pères et leurs enfants et pour sensibiliser les participants à l'importance du jeu. Les bons coups des parents et des enfants sont nommés par l'intervenant pour renforcer leur estime de soi, ainsi que les compétences parentales. Quelques pères ont pu bénéficier de rencontres en individuel pour discuter avec l'intervenant de difficultés particulières qu'ils vivaient.

Bilan à cette étape du projet (étape ou fin de projet)	
Éléments à conserver	Éléments à améliorer
Les trois activités offertes dans le cadre du projet se révèlent pertinentes et nous recommandons leur reconduction pour une autre année. **<u>BAMBINERIE :</u>** Le besoin est toujours présent d'avoir des activités parents-enfants 0-5 ans dans le secteur ouest, ainsi qu'une formule particulière destinée aux pères et à leurs enfants. Du mardi au vendredi, les activités de la Bambinerie seront maintenues au local EJO. De plus, la Bambinerie destinée aux papas avec leurs enfants (*Papas à bord*) sera maintenue tous les samedis matins au Chalet du parc St-Laurent. La formule estivale sera légèrement modifiée à l'été 2019 (voir la section élément à améliorer). **<u>MASSAGE POUR BÉBÉ :</u>** Cette activité, fort appréciée des parents, joue un rôle important dans la création du lien d'attachement. La période pendant laquelle les familles peuvent y participer est très courte, car les bébés sont généralement âgés entre 0 et 9 mois. Il est donc approprié que cette activité soit offerte tout au long de l'année pour pouvoir rapidement intégrer les nouveaux parents de poupons, sans qu'il y ait d'attente. Nous offrirons, via le projet Accès 0-5 ans, 3 sessions de 5 semaines. Grâce à une autre enveloppe financière, des sessions supplémentaires seront également offertes, ce qui nous permettra d'offrir un total de 35 ateliers de massage annuellement. **<u>MISE EN FORME PARENTS-ENFANTS 0-5 ANS :</u>** À l'automne 2018, le partenariat avec Cardio Plein air a pris fin, car la responsable de la franchise a interrompu toutes ses activités. Avant de quitter ses fonctions, elle nous a mis en lien avec une entraîneuse qui a pu offrir la session d'automne de Mise en forme au gymnase du Centre de loisirs Salk. Pour 2019, nous prévoyons offrir à nouveau 3 sessions de *Mise en forme parents-enfants*, soit 1 session au printemps, 1 session à l'été et 1 session à l'automne.	En ce qui concerne la **Bambinerie offerte dans le secteur ouest**, La collaboration avec *Programme Horizon Jeunesse* pour le partage du local *Espace Jeunesse, le Salon* se déroule très bien et les relations sont très satisfaisantes. Cependant, le local ne répond pas aux besoins de l'activité : il est trop petit, l'aménagement n'est pas complètement sécuritaire pour des tout-petits de 0-5 ans et l'espace pour entreposer le matériel est insuffisant. Entre Parents poursuivra donc son implication dans le projet d'implantation d'un Pôle santé et communautaire dans le secteur ouest, en partenariat notamment avec le Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord et l'Arrondissement de Montréal-Nord. Nous espérons qu'une nouvelle infrastructure dans ce secteur permettra d'offrir davantage d'activités aux familles avec de jeunes enfants, dans un cadre plus sécuritaire et mieux adapté à leurs besoins. Pendant la saison estivale, nous souhaitons offrir la **Bambinerie ambulante** à raison de 3 plages-horaires par semaine. Notre expérience des deux années précédentes nous amène à penser que les meilleurs moments pour rejoindre les familles en juillet et en août sont en fin de matinée, en fin d'après-midi et en début de soirée. De plus, les parcs où auront lieu les activités seront ciblés en fonction de l'ensemble de la programmation estivale offerte à Montréal-Nord, afin de s'assurer d'agir en complémentarité avec nos partenaires. À la demande des parents ayant participé à la ***Mise en forme parents-enfants***, nous regardons actuellement la possibilité d'élargir le groupe d'âge des enfants rejoints par cette activité pour ne pas se limiter aux 0-2 ans, mais l'offrir aux 0-5 ans.

Partenaires financiers (se référer à la section 8 du formulaire *Demande de soutien financier*, afin de préciser si l'implication des partenaires s'est concrétisée)

La collaboration avec l'Arrondissement est importante à différents niveaux. L'équipe des communications à donner un grand coup de main pour diffuser la publicité des activités (ex. stèles électroniques, calendrier de l'Arrondissement…). Cependant, certaines difficultés ont été rencontrées en ce qui a trait à la planification estivale et à la cohabitation dans les parcs durant l'été, notamment avec l'organisme La Route de Champlain. Est-ce réaliste qu'une seule instance de l'arrondissement coordonne l'ensemble de l'offre de service dans les parcs, pour s'assurer qu'elle soit complémentaire et cohérente et qu'elle ne mette pas les organismes en compétition les uns avec les autres ?

La collaboration se poursuit avec le Programme Horizon jeunesse concernant le prêt des locaux pour la Bambinerie du secteur ouest (3705 rue Monselet). La collaboration est très satisfaisante, car les difficultés rencontrées sont discutées et des solutions sont trouvées rapidement (ex. manque de chauffage, entreposage du matériel d'animation). Des discussions auront bientôt lieu avec le coordonnateur de ce point de service pour voir la possibilité d'offrir une session de massage pour bébés dans les locaux de l'EJO, afin de faciliter l'accès à cette activité aux familles habitant le secteur ouest.

Évolution des dépenses

A. Ce rapport couvre l'année budgétaire 2018

Montant accordé : 60 863 $

B. Dépenses : 60 863 $ En date du : 31 décembre 2017

A – B = 0 $ *

*Toute somme d'argent inutilisée doit être remboursée à la Ville de Montréal

Postes budgétaires	SDSS	Autres partenaires financiers			Budget total
		Fonds de l'Arrondissement de Mtl	Entre Parents	Fondation Dufresne Gauthier	
A - Personnel lié au projet					
A - Personnel lié au projet	56 202 $	5 899 $	528 $	2 565 $	65 194 $
B - Frais d'activités générés par le projet	$	$	$	$	$
C - Frais d'administration générés par le projet	$	$	$	$	$
Sous-total – Section A	56 202 $	5 899 $	528 $	2 565 $	65 194 $
B- Frais d'activités générés par le projet					
Équipement : achat ou location	$	$	1 500 $	$	1 500 $
Fournitures du bureau, matériel d'animation	$	$	2 000 $	$	2 000 $
Photocopies, publicité	661 $	1 315 $	524 $	$	2 500 $
Déplacements	$	$	1 000 $	$	1 000 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	1 000 $	$	1 000 $
Assurances (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
Autre, précisez	$	$	$	$	$

Sous-total – Section B	661 $	1 315 $	6 024 $	$	8 000 $
C - Frais d'administration générés par le projet (environ 10%)					
Frais administratifs du projet	4 000 $	700 $	$	$	4 700 $
Sous-total – Section C	4 000 $	700 $	$	$	4 700 $
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	60 863 $	7 914 $	6 552 $	2 565 $	77 894 $

Partagez vos bons coups !

Vous avez mis en pratique une initiative ayant eu un impact positif auprès des enfants et/ou leurs parents? Partagez votre expérience avec nous!

L'activité de Bambinerie / Papas à bord a favorisé de façon particulière et inattendue le rapprochement entre quelques parents et leurs enfants. En effet, des parents qui n'ont pas la garde de leurs enfants les retrouvent 1 fois par semaine à la Bambinerie pour passer du temps de qualité avec eux. La DPJ organise avec des personnes bénévoles le transport des enfants jusqu'à la Bambinerie, où le parent les attend. Les parents et les enfants semblent tous beaucoup apprécier ces moments passés ensemble et les attendre avec impatience. Ils participent avec enthousiasme aux activités proposées et ils paraissent avoir développé un certain sentiment d'appartenance au groupe. À la fin de l'activité, la séparation est souvent déchirante, mais heureusement, ils savent qu'ils pourront se retrouver avec bonheur la semaine suivante. Nous espérons de tout cœur que ces petits moments de rapprochement apportent un peu de douceur à ces familles.

Informations supplémentaires

Entre Parents contribue à différentes dépenses du projet, telles que le salaire de la coordonnatrice, les dépenses en équipement, en matériel d'animation, en photocopies / publicité et en déplacement.

Par la présente, je certifie que les renseignements fournis dans ce rapport sont exacts et complets	
Nom : Isabelle Alexandre	Fonction : Directrice
Date : 31 janvier 2018	Signature

N.B. Veuillez joindre tous les documents que vous jugez pertinents à l'appui du présent rapport.

Entre Parents
de Montréal-Nord







Massage pour bébé

INSCRIVEZ-VOUS SANS TARDER À CE DOUX RENDEZ-VOUS ENTRE LE PARENT ET SON BÉBÉ.

Venez apprendre des techniques de massage qui soulageront les maux de votre bébé, diminueront ses coliques et favoriseront un meilleur sommeil.

Quand?

14 janvier au 11 février 2020
Mardis 13h30-15h30

Où?

4828, boul. Gouin Est



Pour informations et inscription 514 329-1233 # 0

Montréal

Montréal-Nord
Montréal

Entre Parents
de Montréal-Nord

Fier partenaire de la Politique de l'enfant
de la Ville de Montréal

MISE EN FORME PARENTS-ENFANTS

Pour les parents et leurs enfants de 0-5 ans







UN RENDEZ-VOUS POUR VOUS METTRE EN FORME EN COMPAGNIE DE VOS ENFANTS.

QUAND?

Lundis de 10h30-11h30
23 septembre au 9 décembre 2019

OÙ?

Gymnase du Centre de loisirs Salk
11121 Avenue Salk, Montréal-Nord

Mélanie Langlais, professeure de yoga et entraîneuse, vous propose énergie, dynamisme et bon temps en famille !

Pour informations et inscription
514 329-1233 #0

Montréal

Entre Parents
de Montréal-Nord

PAPAS À BORD!



Pour les papas et leurs enfants de 0-8 ans

LES PAPAS, VENEZ VOUS AMUSER AVEC VOS TOUT-PETITS!

Les samedis de 9h30-12h

Au Chalet du parc St-Laurent, 11612, rue Salk

Papas, toutes sortes d'activités vous sont offertes pour que vous passiez du bon temps avec vos enfants. Venez bouger, jouer et bricoler...







Montréal-Nord
Montréal

Pour informations et inscription
514 329-1233 #6

Montréal

Entre Parents
de Montréal-Nord

Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal

BAMBINERIES



Entre Parents de Montréal-Nord invite les parents du quartier et leurs enfants âgés de 0-5 ans à participer aux ateliers des Bambineries. Venez bouger, apprendre, bricoler et chanter.

Du plaisir garanti pour petits et grands !

Quand ?

À partir du mardi 14 janvier 2020

Horaire : Mardi au vendredi de 9h30-11h30

Deux points de service :

Espace Jeunesse, le Salon (3705, rue Monselet)

Chalet du parc St-Laurent (11 612, avenue Salk)



Pour information et inscription :

514 329-1233 poste 0

Montréal-Nord Montréal

Montréal

Bambinerie ambulante

Parents et enfants de 1-5 ans

Le Plaisir de jouer AVEC son enfant dans un environnement stimulant. On bouge, on apprend, on bricole … Du lundi au vendredi, venez nous retrouver dans les parcs de Montréal-Nord ! À noter : une **formule spéciale papas-enfants** □ est offerte les samedis !



Massage pour bébé

Parents et bébés de 0-9 mois

Un doux rendez-vous entre bébé et maman ou papa.

Venez découvrir des techniques de massage qui relaxeront votre tout-petit et rencontrer d'autres parents.



Cardio-poussette

Parents et enfants de 0-2 ans

Voici une belle occasion de vous mettre en forme avec bébé ! Énergie, dynamisme et beaucoup d'exercices pour travailler vos muscles et votre cardio…

cardio plein air

Être bien, actif.



Programmation estivale (3 juillet au 1er septembre 2018)

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
	10h00-12h00 Bambinerie Parc Oscar	10h00-12h00 Bambinerie Parc Sauvé	10h30-11h30 Cardio-poussette Parc Aimé-Léonard	10h00-12h00 Bambinerie Parc Monty	
13h30-15h30 Bambinerie Parc Le Carignan		13h30-15h30 Massage pour bébé Parc Sauvé	13h30-15h30 Bambinerie Parc Aimé-Léonard		13h00-15h00 Bambinerie Formule papas-enfants □ Parc St-Laurent

Entre Parents de Montréal-Nord c'est...

Une maison de la famille qui œuvre depuis 1985 au sein de la communauté de Montréal-Nord. Notre mission est d'améliorer la qualité de vie des familles en plaçant le parent au cœur de notre action.

C'est un milieu de vie où les parents peuvent venir :

* Partager et enrichir leur expérience parentale;
* Obtenir de l'information sur une foule de sujets;
* Bénéficier de l'esprit d'entraide et de solidarité pour traverser les petits et grands moments de la vie;
* Trouver un réseau social pour s'amuser en famille.



La Politique de l'enfant de la Ville de Montréal c'est...

La Politique de l'enfant contribue à répondre aux besoins cognitifs, affectifs, physiques et sociaux des enfants et à assurer leur développement optimal, tout en tenant compte de leur évolution particulière.

Basée sur une approche d'égalité des chances, cette politique permettra d'offrir, équitablement, les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais, quel que soit leur milieu (familial, social, économique), par des interventions cohérentes et dans le respect de leurs droits fondamentaux.

L'inscription aux activités est **obligatoire**. Toutes les activités seront offertes **gratuitement** aux membres de l'organisme Entre Parents de Montréal-Nord.

Pour **devenir membre** d'Entre Parents
Pour **vous inscrire** aux activités
OU
Pour **prendre des renseignements** sur les activités offertes ...

Veuillez contacter :

Entre Parents de Montréal-Nord
4828, boul. Gouin Est, Montréal-Nord
514 329-1233 poste 0
www.entreparents.org

Heures d'ouverture du lundi au vendredi
8 h 30 à 12 h et 13 h à 16 h 30



Entre Parents de Montréal-Nord

Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal

Projet "Accès 0-5 ans"



Accès 0-5 ans, c'est une belle programmation pour toutes les familles de Montréal-Nord qui ont des enfants âgés de 0 à 5 ans.

Découvrez la gamme d'activités qui vous est offerte à chaque jour de la semaine pendant l'été et venez bouger et vous amuser avec nous!

Voir tous les détails à l'intérieur du dépliant.

Montréal
ville.montreal.qc.ca/enfants

Montréal-Nord
Montréal

Entre Parents de Montréal-Nord

Votre maison, une famille

Montréal, le 22 janvier 2020

Extrait du procès verbal de la réunion du Conseil d'administration du 22 janvier 2020

Objet : Demande d'aide financière pour le projet : *Accès 0-5 ans*

Il est résolu que Madame Isabelle Alexandre soit autorisée à déposer une demande de financement et à signer la convention avec la Ville de Montréal pour le projet **Accès 0-5 ans.**

Madame Isabelle Alexandre est aussi autorisée à agir à titre de gestionnaire des fonds.

Nancy Lamontagne
Présidente du CA

4828 boul. Gouin Est, Montréal, Québec H1H 1G4 , Tél. : (514) 329-1233, Téléc. : (514) 329-0638

Centraide du Grand Montréal

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Isabelle Alexandre** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Entre Parents de Montréal-Nord**, à déposer le projet **Accès 0-5 ans** dans le cadre de l'appel de projet **Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse 2017-2027.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Isabelle Alexandre

Isabelle Alexandre

Directeur(trice) général(e)

2020-01-22

Date

(Document à joindre avec la demande de soutien financier)

2020

Engagement de l'organisme

(Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général de la Ville de Montréal)

Nous soussignés _____

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance des modalités de financement (le nommer)**,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le **conseil d'arrondissement de Montréal-Nord**, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville (Arrondissement de Montréal-Nord) exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet (le nommer).

Signature : _____

Représentant désigné par l'organisme

_____

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme Date

CADRE DE RÉFÉRENCE









Programmes d'aide financière et ententes de partenariat avec les organismes à but non lucratif

Montréal-Nord
Montréal

Sommaire

Liste des sigles et acronymes 4

Préambule 5

1. Cadre juridique et réglementaire de l'arrondissement de Montréal-Nord 6

Rôle de l'arrondissement en matière de gestion des programmes d'aide financière 6

2. Orientations 7

3. Appel de projets 7

3.1 Appel de projets pour Priorité Jeunesse 8

3.2 Un financement triennal 8

3.3 Un cycle triennal 13

3.4 Une rencontre annuelle d'information 14

3.5 Un comité multipartite d'analyse des projets 14

3.6 Procédure pour une demande de financement, d'allocation des fonds et de suivi 15

3.7 Des services de soutien et d'accompagnement 15

4. Ententes de partenariat 16

Annexes

Annexe-1 18

Annexe-2 19

Annexe-3 20

Annexe-4 21

Liste des tableaux

Tableau-1 – Modalités des programmes de soutien financier de l'arrondissement de Montréal-Nord offerts aux organismes du milieu 11

Tableau-2 – Principaux programmes de soutien financier de l'arrondissement de Montréal-Nord offerts aux organismes du milieu, selon la source de financement et la possibilité de financement annuel ou triennal 12

Tableau-3 – Ententes pluriannuelles avec des partenaires majeurs de l'arrondissement 16

Liste des sigles et acronymes

BINAM	Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal
CDEC	Corporation de développement économique de Montréal-Nord
CIUSSS-NÎM	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal
CLR	Comité local de revitalisation
CSPI	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île
DCSLDS	Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
DSP	Direction de la santé publique
IMSDSL	Initiative montréalaise de soutien au développement social local
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MCC	Ministère de la Culture et des Communications
MIFI	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
MTESS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
OBNL	Organisme à but non lucratif
RUI	Revitalisation urbaine intégrée
QI	Quartier intégré
Q21	Quartier 21

Préambule

En 2018, l'arrondissement de Montréal-Nord a décidé de redéfinir les méthodes d'attribution de l'aide financière découlant des programmes qu'il administre. Cette réflexion s'est notamment basée sur un étalonnage des meilleures pratiques dans ce domaine qui ont cours dans huit arrondissements de la Ville de Montréal ainsi que dans six grandes villes du Québec de 100 000 habitants et plus. Par la suite, une consultation a été réalisée en deux étapes (27 avril 2018 et 23 mai 2019) auprès des organismes communautaires et des instances de concertation du milieu pour définir ce nouvel outil. Au terme de cette consultation, un cadre de référence a été élaboré. Ce document administratif basé sur des valeurs organisationnelles d'équité, de transparence, de communication et de respect guidera la prise de décision de l'administration municipale lorsque viendra le temps d'octroyer des contributions financières. Il permettra :

- d'avoir une approche équitable et transparente auprès des organismes partenaires de l'arrondissement dans les appels de projets ou la définition d'ententes de partenariat visant à octroyer des contributions financières en vue de réaliser des projets ou encore des contrats de service;
- d'assurer une gestion des fonds publics efficace et efficiente, axée sur l'atteinte de résultats mesurables;
- de mieux reconnaître la mission, l'expertise et l'offre de service des organismes partenaires notamment en se basant sur leur connaissance du milieu;
- d'encourager l'innovation sociale et l'émergence d'initiatives inédites.

1

Cadre juridique et réglementaire de l'arrondissement de Montréal-Nord

La Ville de Montréal et ses 19 conseils d'arrondissement possèdent des compétences, pouvoirs et obligations dans les domaines du développement communautaire, économique, social[1], culturel et des loisirs. Les moyens à mettre en place – et notamment les budgets – pour répondre à ces obligations sont partagés entre les ressources gouvernementales et celles de la Ville de Montréal. L'utilisation de ces ressources est balisée par un ensemble de lois, de règlements et de normes régissant la gestion des fonds publics.

L'arrondissement doit, entre autres, observer les règles émanant du vérificateur général de la Ville de Montréal (voir ANNEXE-4).

Rôle de l'arrondissement en matière de gestion des programmes d'aide financière

Le conseil d'arrondissement a le pouvoir de décision, d'orientation et de recommandation sur ses budgets ainsi que ceux qui lui sont octroyés par la Ville de Montréal; l'arrondissement doit toutefois respecter les normes établies dans le cadre des programmes municipaux (services centraux) et des ententes gouvernementales.

Dans les domaines relevant de sa compétence, la décision définitive sur les critères de répartition, la pertinence des projets financés et les montants octroyés appartient au conseil d'arrondissement. À cet effet, l'arrondissement tient compte des orientations formulées dans son Plan stratégique 2016-2025 «Oser ensemble Montréal-Nord» ainsi que celles définies dans la Politique et le plan d'action sur les saines habitudes de vie, le Plan collectif de développement économique de Montréal-Nord 2018-2023 « Prospérer ensemble », le Plan de développement culturel et son futur plan d'action, de même que dans les plans d'action des instances de concertation locales.

[1] Articles 87 et 130 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

2 Orientations

L'arrondissement de Montréal-Nord allouera ses budgets disponibles aux organismes du milieu reconnus en vertu de la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord ». Pour ce faire, il entend :

- favoriser le développement de projets alignés sur son Plan stratégique 2016-2025 *Oser ensemble Montréal-Nord*, le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027, la Politique et le plan d'action sur les saines habitudes de vie, le Plan collectif de développement économique de Montréal-Nord 2018-2023 « Prospérer ensemble », le Plan de développement culturel et son plan d'action ainsi que les plans d'action des instances de concertation locales;
- mettre en place une nouvelle procédure d'appel de projets;
- convenir d'ententes de partenariats avec certains acteurs majeurs, à titre de fournisseurs de services à cause de leur mission et de leur expertise unique dans certains domaines liés aux besoins de l'arrondissement;
- encourager l'adéquation entre les demandes de financement des organismes et leur mission respective;
- privilégier un financement triennal des projets;
- répondre à de nouvelles perspectives d'avenir ou à des besoins conjoncturels.

3 Appel de projets

L'appel de projets est élaboré dans le respect des critères des programmes de financement et des orientations issues des plans de l'arrondissement, tels le Plan stratégique 2016-2025 *Oser ensemble Montréal-Nord*, le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027, la Politique et le plan d'action sur les saines habitudes de vie, le Plan collectif de développement économique de Montréal-Nord 2018-2023 « Prospérer ensemble » et le Plan de développement culturel et son futur plan d'action. Ce processus tiendra compte également des priorités définies dans les plans d'action des instances de concertation locales.

L'appel de projets sera aussi ouvert aux nouveaux projets portés par des organismes reconnus permettant de répondre à des situations particulières.

Tous les programmes qui ne sont pas déjà normés dans la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord » seront inclus dans l'appel de projets qui comprendra les domaines suivants :

1. Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (publics cibles divers, zones d'intervention prioritaire)
2. Priorité Jeunesse (jeunesse, famille)
3. Personnes aînées
4. Sécurité urbaine
5. Développement culturel (ex. : Festivals des arts, arts de la scène, arts visuels, métiers d'art, médiation culturelle, soutien aux organismes culturels, etc.)
6. Loisirs, activités physiques et pratiques sportives (ex. : Programme d'animation dans les parcs, soutien aux organismes sportifs, soutien aux athlètes, etc.)
7. Développement durable et aménagement du territoire (ex. : propreté, aménagement urbain, etc.)
8. Développement économique (économie sociale, marketing, etc.)

D'une année à l'autre, d'autres volets pourraient s'ajouter à ces domaines, selon les besoins constatés dans l'arrondissement, par exemple la sécurité alimentaire, l'environnement et les saines habitudes de vie.

3.1 Appel de projets pour Priorité Jeunesse

L'appel de projets pour ce volet sera réalisé en fonction du cadre de gouvernance du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027. Il sera lancé conjointement par la Table de quartier de Montréal-Nord et l'arrondissement.

Le comité de pilotage de Priorité Jeunesse mandatera le comité multipartite d'analyse des projets pour étudier les projets soumis. Le comité multipartite, après analyse des projets, fera des recommandations au comité de pilotage de Priorité Jeunesse. Par la suite, le comité de pilotage recommandera les projets retenus à l'arrondissement pour l'approbation du conseil d'arrondissement.

En concertation avec les instances de Priorité Jeunesse, une procédure d'évaluation des effets sera mise en place pour faire le suivi de projets ciblés en lien avec les objectifs poursuivis. Au fil des cinq prochaines années, certains des projets mis en œuvre dans le cadre de Priorité Jeunesse devraient faire l'objet d'une évaluation des effets.

3.2 Un financement triennal

L'arrondissement propose que dans tous les programmes où il dispose du pouvoir d'allocation et où les conditions du programme le permettent, que le soutien financier soit accordé sur une base triennale, et ce, selon la disponibilité des fonds. Ainsi, les organismes pourront planifier leurs actions à plus long terme. Pour ce qui est des programmes relevant de la Ville de Montréal (services centraux) ou d'un ministère du gouvernement du Québec, l'arrondissement évaluera auprès des instances concernées la possibilité de moduler leurs programmes selon une approche de financement triennal. Dans le cas contraire, leurs programmes seront offerts sur une base annuelle et les projets seront choisis en fonction du cadre normatif du programme.

Par ailleurs, même pour les projets financés sur une base triennale, la reddition de comptes demeurera annuelle et les organismes devront satisfaire aux attentes de l'arrondissement pour recevoir le financement de l'année subséquente.

Trois catégories de programmes sont par ailleurs établies selon les sources de financement disponibles.

A) Programmes d'aide financière à la mission

- Programme de subventions aux clubs sportifs
- Programme de subventions aux organismes de loisirs
- Programme de subventions aux comités de loisirs des résidences d'habitation
- Initiative montréalaise de soutien au développement social local (Ville de Montréal, DSP, Centraide) – Programme destiné aux tables de quartier

B) Programmes d'aide financière aux projets

1. Projets et ententes de partenariat financés par l'arrondissement :

- Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027
- Programme d'animation dans les parcs
- Service de résolution de conflits et de médiation sociale (entente de partenariat)
- Programme de subventions aux activités parascolaires
- Programme de diffusion culturelle citoyenne (février 2020)
- Programme d'exposition citoyenne (février 2020)
- Programme de soutien aux artistes pour le Festival des arts de Montréal-Nord
- Programme de subventions pour une aide d'urgence destinée aux personnes et aux familles défavorisées
- Programme de subventions pour des projets spéciaux

2. Projets et ententes de partenariat financés par les programmes de la Ville de Montréal et gérés par l'arrondissement :

- Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (entente de partenariat)
- Politique de l'enfant
- Programme de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM)
- Programme d'intervention de milieu jeunesse 12-30 ans (PIMJ)
- Programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI) (entente de partenariat)
- Programme Quartier intégré (QI)
- Programme Quartier 21 (Q21)

3. Projets financés par les ententes entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal :

- Entente sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (MTESS-Ville)
- Entente avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI-Ville) gérée par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants (BINAM)
- Entente de développement culturel (médiation culturelle, francisation, sorties culturelles, quartiers culturels) gérée par le Service de la culture de la Ville de Montréal
- Entente avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH-Ville)

C) Nouveaux programmes en voie de création

- Programme de pratique culturelle amateur dans les installations de l'arrondissement
- Programme d'animation et de médiation culturelle durant les activités extérieures
  - Corridor vert
  - Rues piétonnes et partagées
  - Marchés publics
  - Site de l'ouest (parc Eusèbe-Ménard)
- Programme d'animation et de médiation culturelle en bibliothèque
- Programme des bibliothèques pour le soutien aux auteurs en émergence

Le tableau-1 suivant illustre les différentes modalités de financement (annuel ou triennal) et d'allocation selon que le programme relève de l'arrondissement ou d'une autre instance.

TABLEAU-1

Modalités des programmes de soutien financier de l'arrondissement de Montréal-Nord offerts aux organismes du milieu

Modalités	Type de programme		Mode de financement	Processus et mode d'attribution
1	Le programme est conçu par l'arrondissement et financé à même son budget	Il est normé dans la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes	Annuel	En fonction du cadre normatif fixé dans la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes
2	Le programme est conçu par l'arrondissement et financé à même son budget	Il est normé dans la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes ou dans un autre programme	Triennal	Appel de projets et/ou Entente de partenariat
3	Le programme est conçu par la ville-centre ou par un ministère et administré par l'arrondissement	Il est normé La Ville de Montréal ou le ministère délègue à l'arrondissement le pouvoir d'allocation	Triennal, si possible après négociation avec la ville-centre ou le ministère concerné Sinon, annuel	Appel de projets et/ou Entente de partenariat
4	Le programme est conçu par la ville-centre ou par un ministère et administré par l'arrondissement	Il est normé La Ville de Montréal ou le ministère se réserve le pouvoir d'allocation	Annuel ou triennal	En fonction du cadre normatif du programme ou de l'entente

Les quatre possibilités décrites au tableau-1 permettent de déterminer les modalités de financement des différents programmes et ententes présentés aux tableaux 2 et 3.

TABLEAU-2

Principaux programmes d'aide financière offerts aux organismes du milieu, selon la source de financement et le budget 2019

Modalités	Description	Provenance des fonds	Financement en 2019
Programmes de l'arrondissement de Montréal-Nord			
1	Programme de subventions pour des projets spéciaux	Arrondissement	65 988 $
1	Programme de subventions pour une aide d'urgence destinée aux personnes et familles défavorisées	Arrondissement	2 500 $
2	Programme de subventions aux organismes de loisirs	Arrondissement	1 750 $
2	Programme de subventions aux comités des loisirs des résidences d'habitation	Arrondissement	6 050 $
2	Programme de subventions aux activités parascolaires	Arrondissement et Politique de l'enfant	69 155 $
2	Programme de subventions aux clubs sportifs	Arrondissement	122 810 $
2	Service de résolution de conflit et de médiation sociale (Entente de partenariat)	Arrondissement	73 128 $
2	Programme de soutien aux artistes pour le Festival des arts de Montréal-Nord	Arrondissement	22 000 $
2	Programme d'animation dans les parcs	Arrondissement	110 000 $
2	Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027	Arrondissement	286 300 $
Programmes de la Ville de Montréal			
3	Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (Entente de partenariat)	Ville de Montréal	70 000 $
3	Politique de l'enfant	Ville de Montréal	130 778 $
3	Programme de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM)	Ville de Montréal et arrondissement	12 500 $
3	Programme d'intervention de milieu jeunesse 12-30 ans (PIMJ)	MIFI et Ville de Montréal	29 872 $
3	Programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI) (Entente de partenariat)	Ville de Montréal	115 032 $
4	Programme Quartier 21	Ville de Montréal et arrondissement	20 000 $/an (2016 à 2018)
4	Programme Quartier intégré	Ville de Montréal	110 000 $

TABLEAU-2 (suite) Principaux programmes d'aide financière offerts aux organismes du milieu, selon la source de financement et le budget 2019			
Modalités	**Description**	**Provenance des fonds**	**Financement en 2019**
Ententes entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal			
3	Entente sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité	MTESS et Ville de Montréal	442 414 $ /an (2018 à 2023)
4	Entente avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration[2] dans le cadre de l'initiative Territoires d'inclusion prioritaire (Montréal-Nord)	MIFI et Ville de Montréal	433 398 $ (2019 à 2021)
4	Entente de développement culturel (médiation culturelle, francisation)	MCC et Ville de Montréal	55 000 $
4	Entente avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	MAMH et Ville de Montréal	250 000 $/an (2017 à 2019)
4	Initiative montréalaise de soutien au développement social local (Table de quartier)	Ville de Montréal, DSP, Centraide	100 928 $

Les montants indiqués dans le tableau 2 sont sujets à changement selon la disponibilité des fonds ainsi que les choix budgétaires de la Ville de Montréal et des gouvernements.

3.3 Un cycle triennal

L'appel de projets sera intégré dans le cycle budgétaire de l'arrondissement qui correspond à l'année civile ou au cycle budgétaire des ententes intervenues avec les ministères. L'appel de projets aura lieu à l'automne afin de rendre les décisions au début janvier. Il s'écoulerait donc entre deux et trois mois entre l'appel de projets et l'annonce des décisions.

Toutefois, il est possible que d'autres appels de projets soient lancés au cours de l'année pour tenir compte du cycle budgétaire de certains programmes.

Ainsi, les budgets provenant des ententes ou programmes suivants feront l'objet d'un appel de projets : Entente sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité (MTESS-VILLE), Programme d'intervention de milieu jeunesse 12-30 ans (PIMJ), Politique de l'enfant de la Ville de Montréal, financement de l'arrondissement dédié au Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse 2017-2027 et Programme d'animation dans les parcs.

[2] Entente gérée par le BINAM depuis 2018

3.4 Une rencontre annuelle d'information

Organisée conjointement par l'arrondissement, la Table de quartier de Montréal-Nord et les instances de concertation sectorielles, une rencontre d'information se tiendra une fois par année au cours de l'automne. Cette rencontre a pour objectifs :

- de présenter les budgets des divers programmes municipaux et des ententes conclues par la Ville de Montréal avec les ministères des gouvernements du Québec et du Canada;
- de définir les enjeux qui guideront l'allocation des fonds, ceux-ci étant déterminés notamment en fonction des priorités du milieu et des données probantes telles les statistiques populationnelles locales, le taux de fréquentation des installations et des activités, la performance des programmes, les données de la Direction de la santé publique, les statistiques de la CSPI et tout autre indicateur d'évaluation jugé pertinent.

3.5 Un comité multipartite d'analyse des projets

Un comité multipartite d'analyse des projets regroupant des mandataires des organismes suivants sera formé pour chaque appel de projets. Le nombre de personnes et la composition du comité tiendront compte des caractéristiques des programmes énumérés précédemment et de l'expertise des mandataires.

Chaque comité multipartite d'analyse des projets sera composé des acteurs suivants sur une base permanente :

- L'arrondissement de Montréal-Nord
- Un autre arrondissement de la Ville de Montréal

À cela, s'ajouteront deux ou trois représentants des organismes ou institutions suivants :

- Le CLE de Montréal-Nord (Emploi-Québec)
- Le CIUSSS-NÎM
- La commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPÎ)
- La Caisse Desjardins Sault-au-Récollet – Montréal-Nord
- La Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord
- La Concertation petite enfance-famille de Montréal-Nord
- Le Comité de réflexion sur le vieillissement
- Le Musée des beaux-arts de Montréal
- Le Conseil des arts de Montréal
- Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal
- Le milieu socio-économique, selon la thématique des projets : par exemple la CDEC pour des projets de nature économique
- Le Conseil jeunesse de Montréal-Nord
- Le Conseil des aînés et aînées de Montréal-Nord (à venir)

Un profil type des membres du comité d'analyse des projets sera élaboré ainsi que des règles d'éthique pour encadrer leur participation.

3.6 Procédure pour une demande de financement, d'allocation des fonds et de suivi

L'arrondissement de Montréal-Nord intègre l'ensemble des obligations, normes et contraintes résumées ici dans son processus d'analyse de demandes de financement et d'allocation des fonds.

Tout organisme souhaitant demander un soutien financier à l'arrondissement doit d'abord être reconnu en vertu de la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord ». L'ANNEXE 1 explique comment procéder.

Les demandes déposées par les organismes reconnus sont analysées en fonction de leur mission, de leur adéquation aux normes des programmes et ententes, des besoins du milieu, de l'importance du soutien demandé et des ressources disponibles. Ce processus est détaillé à l'ANNEXE 2.

Une fois le soutien financier accordé, chaque projet fera l'objet d'un suivi administratif, d'une analyse des résultats et d'une reddition de comptes, selon le processus décrit à l'ANNEXE 3.

3.7 Des services de soutien et d'accompagnement

L'arrondissement de Montréal-Nord, par le biais de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises et de la Direction des travaux publics soutiendra de diverses manières l'action des organismes du milieu. Cet appui, adapté à la réalité des organismes partenaires, prendra notamment les formes suivantes :

- Soutien à la recherche de financement, de l'aide au développement et à la réalisation des projets;
- Formation à la gestion administrative et financière;
- Formation à la gestion de projets, incluant la formulation d'objectifs et les divers modes d'évaluation;
- Promotion des activités;
- Prêt de locaux, de plateaux et d'installations;
- Etc.

4. Ententes de partenariat

L'arrondissement entretient des liens d'affaires avec des acteurs majeurs du milieu qui détiennent des expertises particulières ou oeuvrent dans des créneaux distinctifs bonifiant ainsi l'offre disponible sur le territoire. Au regard de cette réalité, l'arrondissement compte établir avec ces derniers des ententes particulières de partenariat dans leurs champs de spécialisation.

Le tableau-3 illustre les ententes de partenariat pluriannuelles en cours ou à venir avec ces partenaires majeurs de l'arrondissement.

TABLEAU-3

Principales ententes de partenariat pluriannuelles avec des partenaires majeurs de l'arrondissement

Modalités	Description	Provenance des fonds	Statut
Conventions avec contributions financières et/ou contrats de service de gré à gré			
2	Entente avec la Table de quartier de Montréal-Nord	Arrondissement, Ville de Montréal (Initiative montréalaise de soutien au développement social local, Revitalisation urbaine intégrée)	En cours (3 ans)
2	Entente avec La Route de Champlain pour la mise en valeur des berges de la rivière des Prairies	Arrondissement	En cours (5 ans)
2	Entente avec l'Institut Pacifique pour la gestion du Service en résolution de conflits et de médiation sociale	Arrondissement	En cours (annuelle)
3	Entente avec le Café-Jeunesse Multiculturel pour le Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes	Ville de Montréal	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente avec Un itinéraire pour tous pour l'animation et la gestion des locaux de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente avec la CDEC pour le soutien au développement économique local	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente avec la Coopérative de Solidarité Éconord pour le programme Éco-quartier	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)

TABLEAU-3 (suite) Principales ententes de partenariat pluriannuelles avec des partenaires majeurs de l'arrondissement			
Modalités	**Description**	**Provenance des fonds**	**Statut**
2	Entente pour la gestion et l'animation de l'Espace jeunesse de l'ouest Le Salon	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente pour la gestion et l'animation du pavillon du parc Henri-Bourassa	Arrondissement	Nouvelle entente à définir (3 ans)
2	Entente pour la gestion et l'animation du pavillon du parc Saint-Laurent	Arrondissement	Nouvelles ententes à définir (3 ans)

ANNEXE-1

Démarche à suivre pour un organisme qui souhaite être reconnu en vertu de la *Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord*

Tout organisme qui souhaite déposer une demande de financement auprès de la DCSLDS doit être reconnu en vertu de la « Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord ».

L'organisme doit remplir le formulaire prévu à cet effet et le faire parvenir accompagné des documents exigés pour l'analyse de sa candidature. L'organisme doit déposer un dossier complet. La documentation requise est la suivante :

- Un original de la résolution du conseil d'administration attestant qu'il souhaite déposer une demande de reconnaissance et qu'il s'engage à respecter les exigences liées à sa reconnaissance;
- Une copie de l'acte constitutif de l'organisme (lettres patentes);
- Les règlements généraux;
- Les états financiers du dernier exercice complété et les prévisions budgétaires pour l'exercice en cours;
- Le rapport annuel des activités de la dernière année;
- Le plan d'action et la programmation de l'année en cours;
- La liste des membres du conseil d'administration;
- Les résultats d'inscription, incluant les codes postaux (si nécessaire);
- Les coûts d'inscription et la tarification, s'il y a lieu;
- Une copie du certificat d'assurance responsabilité civile;
- L'attestation annuelle de l'Inspecteur des institutions financières du Québec (Registre des entreprises du Québec);
- Le procès-verbal de la plus récente assemblée générale annuelle;
- Pour les clubs sportifs seulement, une copie de l'attestation de la fédération sportive ou de l'association régionale encadrant la discipline en question et certifiant que le club est membre et en règle.

ANNEXE-2

Processus d'analyse d'une demande de soutien financier

Une fois reconnu par l'arrondissement en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes, un OBNL peut présenter une demande de soutien financier. Le processus d'analyse des demandes repose sur les cinq étapes suivantes.

A. Admissibilité de la demande

L'admissibilité de la demande est vérifiée en fonction des lois et règlements municipaux, des critères d'admissibilité de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes, des paramètres du programme auquel s'adresse la demande, de la mission de l'organisme et des critères de l'appel de projets.

B. L'analyse en fonction du soutien demandé

À l'aide d'une grille d'analyse, la demande est évaluée selon des critères objectifs. C'est à cette étape qu'est notamment vérifié l'engagement de l'organisme à réaliser tous les objectifs du plan d'action proposé et à se conformer aux exigences du programme auquel s'adresse la demande.

C. L'analyse en fonction des besoins du milieu

L'analyse est faite en fonction des réalités et des besoins spécifiques du secteur d'intervention, du quartier et de l'arrondissement, ainsi qu'en fonction des réalités sociales des groupes ciblés, telles que définies notamment dans la planification stratégique de l'arrondissement et les plans d'action qui en découlent, ainsi que les plans locaux des instances de concertation. L'impact de la demande sur l'accessibilité, la diversité, la complémentarité et la qualité de l'offre globale de services est aussi pris en compte.

D. L'analyse en fonction des ressources disponibles et des priorités d'allocation

L'importance et la durée du soutien financier offert sont soumises à la disponibilité des ressources, aux critères et au cycle de développement des programmes de financement, ainsi qu'aux priorités de l'arrondissement.

E. L'analyse de la nature des ententes

Il s'agit à cette étape de déterminer la nature du contrat à établir : s'agit-il d'une convention de contribution financière ou d'un contrat de service? Le formulaire « Qualification du contrat conclu avec un OSBL » est utilisé pour ce faire. C'est également à cette étape que l'on doit obtenir l'assurance que la subvention sera utilisée aux fins pour lesquelles elle sera octroyée.

ANNEXE-3

Processus de suivi des projets

Le suivi des projets financés par l'arrondissement de Montréal-Nord repose sur les étapes suivantes :

A. Signature de la convention

Une fois le projet approuvé par le conseil d'arrondissement, l'organisme est invité à une séance de signature de la convention de projet.

L'organisme doit signer un formulaire d'engagement à utiliser la contribution financière exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

L'organisme se voit remettre le règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et le protocole de visibilité en matière de communication (de la Ville ou de l'arrondissement, selon le cas).

B. Rencontre d'étape

À la mi-temps du projet, une rencontre avec l'organisme permet de dresser une évaluation du projet, à l'aide d'une grille d'analyse préétablie et de procéder aux rajustements si nécessaire.

C. Analyse du rapport final pour l'évaluation du projet

L'organisme doit faire parvenir à l'arrondissement un rapport final 30 jours après la fin du projet. Le rapport est analysé et acheminé à la Ville de Montréal, pour les projets financés par la Ville ou dans le cadre d'une entente entre la Ville et un ministère.

Ce rapport final doit être accompagné du formulaire – signé par l'organisme – de confirmation de l'utilisation de la contribution financière de la Ville de Montréal aux fins prévues du projet.

Enfin, il est à noter que dans le cas de programmes de financement spécifiques, l'arrondissement ajoute parfois une étape d'évaluation externe des effets des projets financés par les fonds municipaux.

ANNEXE-4

Bonnes pratiques en matière de gestion des programmes d'aide financière de la Ville de Montréal

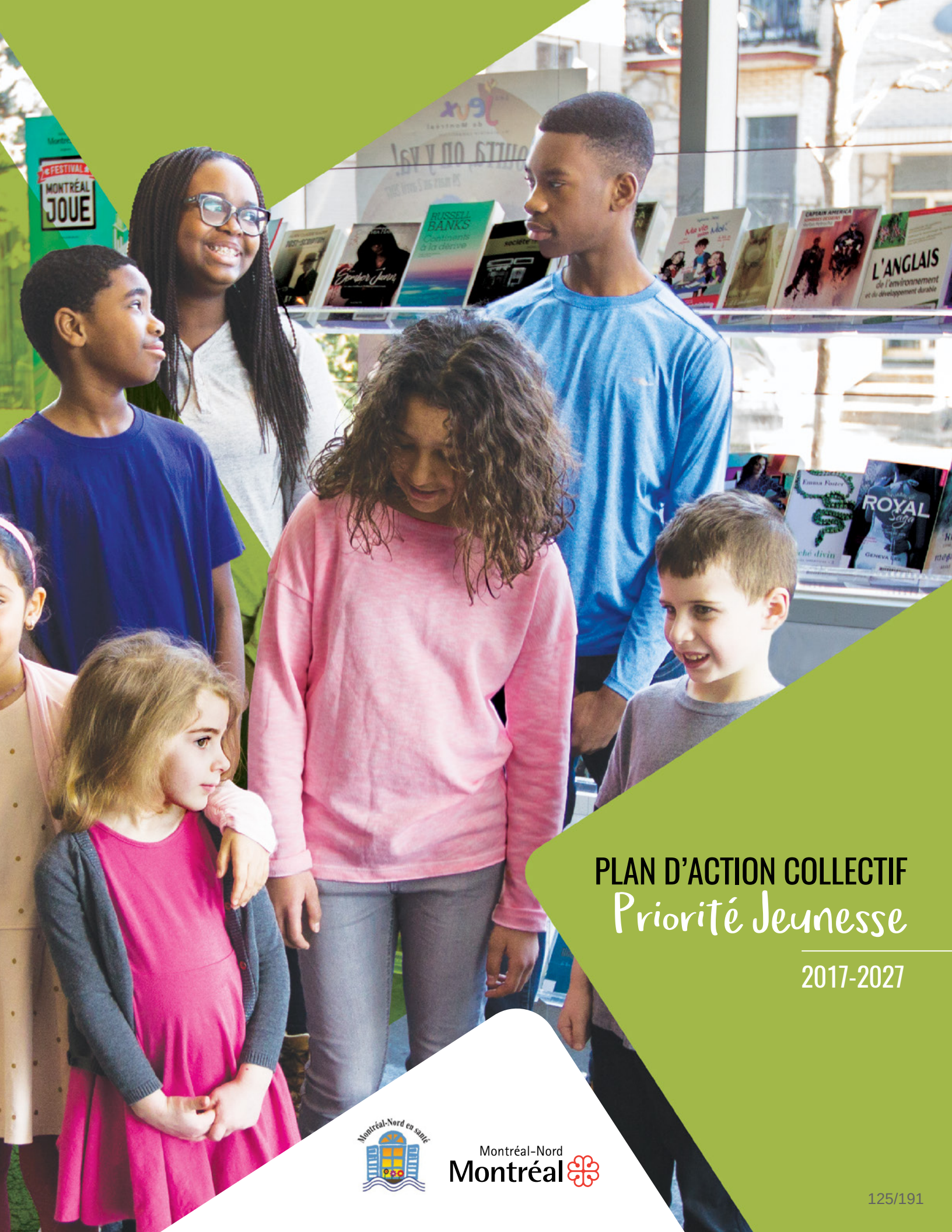
En 2015, le vérificateur général de la Ville de Montréal a formulé des recommandations après avoir mené un audit dans neuf arrondissements de la Ville de Montréal et trois services centraux. Il s'agit de recommandations auxquelles doivent se conformer les organismes à but non lucratif qui reçoivent des contributions financières des arrondissements et des services centraux de la Ville de Montréal.

Convenir avec les organismes soutenus qu'ils doivent respecter les règles suivantes :

- Se conformer à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* :
  i. Faire l'audit des états financiers si les contributions financières de l'organisme totalisent 100 000 $ et plus;
  ii. Transmettre une copie des états financiers audités et une copie du rapport annuel d'activités au vérificateur général de la Ville de Montréal.
- Définir des objectifs mesurables, pour chacune des contributions accordées;
- Tenir une comptabilité distincte pour les activités ou les projets soutenus;
- Permettre à la Ville de consulter les registres comptables et les pièces justificatives;
- Produire des informations financières distinctes pour les activités subventionnées dans les états financiers;
- Confirmer par écrit que les sommes versées ont été utilisées aux seules fins de la réalisation du projet ou des activités prévues;
- Produire des rapports pour chacune des contributions financières accordées.

Le vérificateur général souligne aussi la nécessité de définir avec précision certains contenus dans les demandes de soutien financier et dans les rapports d'étape et finaux.

- Formulaire de demande de soutien financier :
  - des objectifs mesurables à court terme;
  - des résultats attendus en lien avec les objectifs mesurables et les activités prévues.
- Formulaire de rapport d'étape ou final :
  - description des activités réalisées par rapport aux activités prévues dans la demande de soutien financier (quantité, fréquence, lieu, etc.);
  - Résultats obtenus en lien avec les activités réalisées;
  - S'il y a lieu, une explication des écarts entre le budget prévisionnel dans la demande de soutien financier et le budget réel dans le rapport final.



PLAN D'ACTION COLLECTIF
Priorité Jeunesse

2017-2027

Montréal-Nord en santé

Montréal-Nord
Montréal


REBECCA DONOVAN
Et si...
société noire
Sortie de classes
L'année sans été
ROYAL
Tout pour France
GOLDEN VALLEY
Petit Atlas historique de l'Antiquité grecque

TABLE DES MATIÈRES

Messages officiels 4
Pourquoi un plan d'action collectif ? 17
Une démarche née sous le signe de la concertation 18
Un mouvement sans précédent 19
Des constats difficiles mais surmontables 20
Principes directeurs communs 22
Produire un effet durable et équitable 22
Notre plan d'action 25
- Axe 1 : favoriser la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative 26
- Axe 2 : développer les talents, l'employabilité et l'entrepreneuriat 32
- Axe 3 : enrichir le vivre ensemble 36

Qu'est-ce qu'une démarche d'impact collectif 42
Modèle de gouvernance du plan d'action 43
L'évaluation de notre plan d'action collectif 44
Conclusion 45
Contributeurs, porteurs et partenaires de projets 46

MOT DE LA *mairesse* DE MONTRÉAL-NORD ET DE LA RESPONSABLE DE LA *jeunesse*



Christine Black
Mairesse



Chantal Rossi
Conseillère de Ville

PRÉPARONS ENSEMBLE L'ULTIME ET INCONTOURNABLE RENDEZ-VOUS DE NOS JEUNES AVEC *leur avenir.*

Une nouvelle ère de mobilisation pour la jeunesse de Montréal-Nord

Il y a de ces rendez-vous impossibles à oublier. À Montréal-Nord, le 20 mai 2016, des représentants de tous les horizons s'étaient rassemblés, préoccupés par le sombre portrait de la défavorisation, de l'exclusion et des inégalités sociales dans notre arrondissement. Nous avons constaté les impacts de ces disparités sur nos jeunes et nos familles. Ce jour-là, nous avons affirmé notre responsabilité collective envers les 0-29 ans. Mais surtout, nous avons exprimé notre volonté d'agir ensemble, en concrétisant nos rêves collectifs.

Aujourd'hui, nous démarrons notre Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse. La prochaine étape, très stimulante mais combien exigeante, sera de traduire les intentions en actions. Il s'agit d'un défi des plus ambitieux pour lequel nous y consacrerons au moins la prochaine décennie.

Vous tenez entre vos mains notre feuille de route commune qui concrétise un engagement véritablement multisectoriel en réponse aux disparités que nous avons constatées. C'est un plan collectif qui vise ultimement des objectifs très spécifiques, aux effets mesurables.

Nous agirons pour :
- outiller et mieux accompagner les jeunes et leur famille ;
- donner des ressources pour les enfants victimes de violence ;
- offrir un filet de sécurité pour éviter les ruptures de parcours ;
- soutenir les employeurs qui accueillent des jeunes marginalisés ;
- donner de meilleures infrastructures pour les besoins des jeunes ;
- développer des compétences en préemployabilité pour nos adolescents ;
- générer de saines habitudes de vie pour nos enfants ;
- proposer des activités riches et variées en culture, arts, sports et nouvelles technologies.

Nous partageons avec vous tous cette occasion unique de faire de Montréal-Nord un exemple de réussite en matière d'impact collectif en nous attaquant à toutes les facettes des obstacles minant leur parcours. Tant d'efforts et de généreuses attentions ont déjà été consentis. Nous tenons à féliciter chacun d'entre vous – et vous êtes nombreux – qui avez apporté ou qui apporterez votre contribution au cours des prochaines années.

Comme le disait Kennedy, *« Nous avons besoin d'hommes (et de femmes) qui sachent rêver à des choses inédites ».* Lisons en filigrane de ce plan d'action les rêves d'avenir de notre jeunesse. Mais surtout, n'oublions jamais que nous travaillons pour eux.

MOT DU MAIRE DE Montréal



Denis Coderre
Maire

Depuis plus de 40 ans que je réside à Montréal-Nord, je peux témoigner de la présence d'une communauté forte, où les liens sont tissés serrés.

Je sais qu'ensemble, nous sommes capables d'accomplir de grandes choses.

Le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse est le fruit d'un engagement de la part de toutes les forces vives de l'arrondissement, un véritable parti pris en faveur des jeunes.

C'est un plan ambitieux, qui va demander une implication et un travail constants. Mais en bout de ligne, nous serons tous gagnants. Parce qu'en luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale, nous encourageons nos jeunes à prendre leur place, à développer leur potentiel et leurs talents, à faire de Montréal une meilleure ville grâce à leur contribution.

N'oublions pas que c'est un devoir collectif que nous avons envers les jeunes de Montréal-Nord, dans la foulée des événements qui ont suivi la mort tragique de Fredy Villanueva, en 2008.

Dans son rapport de 2013, le coroner André Perreault nous demandait de mettre sur pied un plan d'action particulier relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour les résidents de Montréal-Nord.

Devant ce défi, le monde de l'éducation, de la santé, de l'emploi, des affaires ainsi que le milieu communautaire et les élus, tous, nous avons répondu « présents » !

TOUS, NOUS SOUTENONS CE PLAN QUI, J'EN SUIS SÛR, CONTRIBUERA À CHANGER LA VIE DE NOS JEUNES AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES.

MOT DU GOUVERNEMENT DU Québec



Martin Coiteux
Député de Nelligan
Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ministre de la Sécurité publique
Ministre responsable de la région de Montréal

Au cours des derniers mois, un véritable laboratoire urbain de concertation a été mis en branle dans la métropole. Le gouvernement du Québec est fier d'être partie prenante de l'initiative qui a mené au lancement du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse 2017-2027 de Montréal-Nord. Je tiens à saluer le leadership des acteurs clés de l'arrondissement ainsi que le travail des nombreux intervenants qui ont permis la réalisation du Plan d'action.

Aujourd'hui, nous célébrons à la fois l'aboutissement de cette réflexion collective, et le début d'une importante démarche de mobilisation en faveur de la jeunesse et de la relève de Montréal-Nord. Les trois axes du Plan d'action permettront d'intervenir auprès de milliers de jeunes afin d'atteindre l'objectif, largement partagé, de favoriser leur épanouissement et leur pleine participation sociale, économique et citoyenne. Et ce sera fait, bien sûr, au bénéfice de toute leur collectivité, de notre métropole et du Québec.

Aujourd'hui, nous envoyons un signal fort aux jeunes de Montréal-Nord. Les forces et les idées sont rassemblées pour leur permettre d'aller au bout de leurs ambitions et de contribuer au développement de notre société. À leurs côtés, c'est tout le gouvernement du Québec qui est prêt à se mobiliser pour les soutenir.

MOT DU GOUVERNEMENT DU Québec



Rita de Santis
Députée de Bourassa-Sauvé
Ministre responsable
de l'Accès à l'information
et de la Réforme des
institutions démocratiques

C'est avec enthousiasme que je participe au lancement du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse, car il insufflera de l'espoir dans la vie des jeunes Nord-montréalais. Notre communauté est ouverte, généreuse, solidaire et riche en diversité culturelle, en plus d'être soutenue par des gens ainsi que des acteurs importants du milieu communautaire, privé et institutionnel.

J'ai rencontré plusieurs jeunes s'impliquant bénévolement dans la communauté, à travers les organismes, les écoles, les clubs d'âge d'or et autres. Ces jeunes ont tous un point en commun : des rêves, des idées et des ambitions. Malgré les difficultés vécues par certains, ils ont toujours su être au rendez-vous afin d'amener des solutions innovatrices. À titre de députée de Bourassa-Sauvé et de ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, je me réjouis du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse, issu de la Planification stratégique 2016-2025 *Oser ensemble Montréal-Nord*, car il permettra à nos jeunes de participer activement à la vie active et démocratique.

Pour y arriver, nous travaillons en étroite collaboration avec les différents élus de Montréal-Nord afin de répondre aux trois axes d'intervention, soit :

- la maturité et la persévérance scolaires, et la réussite éducative ;
- l'employabilité et l'entrepreneuriat ;
- le vivre ensemble.

Je salue d'ailleurs cette initiative rassembleuse de l'arrondissement de Montréal-Nord qui, avec la Ville de Montréal, a su réunir ses partenaires de tous les milieux autour d'enjeux majeurs : contrer la pauvreté et l'exclusion sociale qui affectent une partie importante des jeunes de son territoire.

MOT DU GOUVERNEMENT DU *Canada*



Emmanuel Dubourg
Député de Bourassa

Je tiens à féliciter la mairesse de Montréal-Nord, Mme Christine Black, ainsi que les nombreux acteurs et partenaires de l'arrondissement pour l'élaboration de ce Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse. Vos efforts concertés portent leurs fruits aujourd'hui et c'est grâce à vous que nos jeunes pourront en recueillir tous les bénéfices.

En tant que député fédéral de la circonscription de Bourassa, je suis fier d'accompagner tous ceux qui répondent aux aspirations et aux attentes des jeunes de Montréal-Nord. Il est de notre devoir de soutenir ces actions qui amènent des changements positifs à leur qualité de vie, car les jeunes sont notre plus grande richesse.

La Stratégie emploi jeunesse du gouvernement du Canada démontre précisément l'engagement de notre gouvernement pour aider les jeunes. Plus de 10 ministères et organismes fédéraux sont à pied d'œuvre pour aider les jeunes à réussir leur transition vers le marché du travail. D'ailleurs, je me réjouis tout particulièrement que plusieurs projets à Montréal-Nord aient déjà trouvé les ressources financières nécessaires auprès du gouvernement pour mener ces initiatives à bon port.

Je demeure à votre écoute et je vous remercie de votre confiance !

MOT DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA Pointe-de-l'Île



Miville Boudreault
Président

Au nom du conseil des commissaires de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPÎ), c'est avec plaisir que je souligne le lancement du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse. Ce plan est innovateur. Il repose sur une approche concertée et une mobilisation des forces vives de Montréal-Nord.

À la CSPÎ, nous pensons que la réussite éducative des élèves, jeunes et adultes, fréquentant les établissements scolaires de Montréal-Nord repose aussi sur des éléments qui vont au-delà de l'enseignement offert en classe. Le milieu de vie, les activités culturelles, récréatives et sportives de même qu'un réseau d'entraide bien développé sont autant de facteurs importants pour nos élèves et leurs proches. C'est pourquoi la CSPÎ est depuis longtemps un partenaire actif de l'arrondissement de Montréal-Nord et de plusieurs organismes locaux.

La participation de la CSPÎ à des projets comme le *Corridor vert, la Musique aux enfants* et les nombreuses activités parascolaires démontre notre engagement envers la communauté nord-montréalaise.

Par le dynamisme des divers intervenants du milieu, le développement d'un sentiment d'appartenance largement partagé, le rassemblement collectif autour d'une vision concertée, Priorité Jeunesse nous aidera à construire, dès maintenant, le Montréal-Nord de demain.

Nous croyons qu'assurer la réussite des citoyens de Montréal-Nord, c'est assurer à plus long terme celle de tous les Montréalais. Priorité Jeunesse, c'est s'investir ensemble dans l'avenir.

MOT DE LA COMMISSION SCOLAIRE English-Montréal



Angela Mancini
Présidente

La persévérance scolaire est une priorité pour toute la société Québécoise. La Commission scolaire English-Montréal (CSEM) accueille avec grand enthousiasme l'engagement de nos partenaires envers ce but commun. Nous tenons à féliciter l'arrondissement de Montréal-Nord pour son Plan d'action collectif, Priorité jeunesse. Une démarche qui réuni les forces communes de plusieurs collaborateurs pour la mise en place d'un plan commun et concerté visant les déterminants de la réussite scolaire.

Le réseau scolaire ne peut être le seul acteur à contrer le décrochage scolaire. La collaboration étroite du réseau scolaire, des parents, de la communauté, du milieu de l'emploi et de la société Québécoise est primordiale. Nous sommes certains que ce plan sera un catalyseur pour la mobilisation des partenaires et l'amélioration de la réussite de tous nos jeunes.

The EMSB is proud of its three schools in Montreal North: Gerald McShane elementary school, Lester B. Pearson High School and Galileo Adult Center. We are certain that this plan will benefit our students. We congratulate the Borough for its efforts in mobilizing a variety of partners towards a common action plan aiming to increase school perseverance and student success. Our young people can only benefit from such a collective effort.

MOT DU CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE santé ET DE services sociaux — CIUSSS-NÎM



Pierre Gfeller, M.D.
Président-directeur général

Le CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal est heureux de soutenir et de participer au Plan d'action collectif - Priorité Jeunesse de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale de Montréal-Nord.

Notre établissement est un acteur important pour la population de Montréal-Nord puisqu'il met à la disposition de la communauté l'expertise, les connaissances et les ressources permettant de prévenir en amont les problèmes sociaux et de santé, en plus de faire la promotion de saines habitudes de vie.

C'est pour cette raison que nous avons activement participé aux discussions qui ont mené au dépôt de ce Plan et que nous nous sommes engagés à soutenir les phases de planification, de mise en œuvre et d'évaluation de l'ensemble du projet.

De plus, afin de soutenir cette initiative structurante pour la population de Montréal-Nord, le Centre de recherche et de partage des savoirs InterActions du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal évaluera l'ensemble de la démarche.

Sur le terrain, notre équipe des services de première ligne sera également présente afin d'offrir, en plus des soins et services déjà disponibles, des réponses spécifiques aux besoins qui pourraient émaner des autres partenaires.

Nous sommes heureux de nous joindre à l'impressionnant groupe de partenaires qui ont choisi de s'impliquer dans cette importante initiative visant à créer un milieu sain et sécuritaire pour l'ensemble de la population de Montréal-Nord et plus particulièrement pour ses jeunes.

MOT DE LA DIRECTION *d'arrondissement*



Rachel Laperrière
Directrice d'arrondissement



Claudel Toussaint
Directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Innovons ensemble pour avancer

Voici notre Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse. Il affirme notre volonté collective d'oser et d'innover pour avancer. Il précise nos objectifs, nos stratégies et nos actions collectives pour accompagner nos jeunes à toutes les étapes de leur vie, et particulièrement lors de ces moments charnières où le déploiement d'un filet de sécurité peut prévenir le décrochage scolaire et civique, et entraîner dès lors diverses formes d'exclusion.

Après nos grands Rendez-vous jeunesse, notre Plan d'action collectif marque un jalon déterminant. Il pose les repères sur une route longue d'au moins dix années. Admettons-le d'emblée, cette voie de l'innovation ne sera pas un long fleuve tranquille. Il n'est pas simple de gérer énergie et ressources sur une décennie, de parer les obstacles et les imprévus, et de maintenir ouverts les canaux de communication dans une grande équipe multisectorielle de partenaires. Il nous faudra du souffle.

Ainsi, ce document n'est que la pointe de l'iceberg. Sa réalisation demande la mise en place et le maintien d'une solide structure de gouvernance. C'est fait. Cette structure constitue le centre nerveux de cet écosystème d'accompagnement complet que nous voulons aménager pour nos jeunes de 0 à 29 ans.

CETTE STRUCTURE NOUS AIDERA À NE PAS PERDRE DE VUE LES CRITÈRES FONDATEURS DE NOTRE DÉMARCHE.

Les membres du comité de pilotage nous seront précieux dans l'organisation de nos efforts et dans le financement de nos interventions et des projets, pour rester centrés sur des enjeux complexes et agir simultanément sur plusieurs aspects qui relèvent de champs de pratiques différents. Tout un programme promettant de constantes occasions d'apprendre les uns des autres et de travailler en synergie, avec tout le sérieux et la rigueur que notre jeunesse mérite.

À tous les intervenants engagés avec nous sur la voie de l'innovation, nous disons merci d'avoir dit oui à cette grande aventure collective tout particulièrement à nos collaborateurs du milieu, à la Table de quartier Montréal-Nord en santé, à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord et à la Concertation petite enfance famille de Montréal-Nord.

MOT DE LA TABLE DE QUARTIER MONTRÉAL-NORD EN *santé*

Oser ensemble pour les jeunes de Montréal-Nord

La Table de quartier Montréal-Nord en santé (TQMNS) : une table de concertation intersectorielle et multi-réseaux. Par son approche inclusive et démocratique, elle contribue à améliorer la qualité et les conditions de vie de la population de Montréal-Nord. Pour ce faire, elle mobilise les citoyens et les différentes organisations autour d'enjeux et d'actions priorisés collectivement qui ont notamment un effet durable sur le développement social, communautaire, environnemental et économique local.

Notre Table est partenaire de l'arrondissement de Montréal-Nord dans l'élaboration et la mise en œuvre de Priorité Jeunesse. Sa contribution va de soi car il y a là des liens évidents entre cette démarche et le Plan de développement social de Montréal-Nord.

LA SITUATION DES JEUNES D'ICI EST UN ENJEU FORT IMPORTANT POUR NOTRE COMMUNAUTÉ. NOTRE TABLE EST CONVAINCUE QUE PRIORITÉ JEUNESSE VA L'AMÉLIORER CONSIDÉRABLEMENT PUISQU'ELLE CIBLE TROIS DES ÉLÉMENTS CLÉS LIÉS À LEUR ÉPANOUISSEMENT.

Priorité Jeunesse est une œuvre collective en évolution. Nous ne pouvons que nous réjouir de constater à quel point on se mobilise pour en assurer la réussite. Au-delà de ce début prometteur, continuons à oser ensemble pour nos jeunes !



François Bérard
Président du conseil d'administration

MOT DE LA TABLE DE CONCERTATION *jeunesse* DE MONTRÉAL-NORD



Sheilla Fortuné
Présidente

A titre de présidente de la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord (TCJMN), je tiens à féliciter les initiateurs de cette démarche et les différents organismes qui y contribuent depuis plusieurs mois. La TCJMN regroupe des organisations qui interviennent auprès des jeunes de 6 à 35 ans. Elle vise à identifier, promouvoir et défendre les enjeux et les orientations jeunesse.

Nous sommes fiers de travailler sur ces trois grands axes comme leviers pour offrir à nos jeunes un avenir prometteur. Nous souhaitons collectivement participer à la valorisation du jeune. Nous faisons le pari que les programmes de lutte contre la pauvreté seront bonifiés en tenant compte des caractéristiques sociodémographiques de Montréal-Nord.

Nous continuerons nos efforts de manière à combattre la précarité économique des jeunes. Nous soutiendrons des structures visant l'employabilité des jeunes pour une insertion au marché du travail ; et cela sans nuire à leur performance scolaire.

Nous croyons que le vivre ensemble se construit dans le respect réciproque des différences.

Je crois en notre volonté collective et en nos actions soutenues par cette démarche afin de pouvoir travailler sur les causes des défis de nos jeunes, de réduire les manques d'opportunités pour nos jeunes et le sentiment d'exclusion de certains jeunes. C'est seulement sur cette voie que nous arriverons à combattre l'exclusion, le sentiment d'insécurités physique, sociale et la pauvreté.

MOT DE LA CONCERTATION
petite enfance famille



Marie-Lys Turcotte
Coordonnatrice

Constituée en mai 2013, la Concertation petite enfance famille de Montréal-Nord (CPEFMN) est un lieu de réflexion, d'échanges, de ressourcement et d'actions permettant d'unir les forces collectives, où les enfants de 0 à 5 ans et leurs familles sont au centre des préoccupations.

Grâce à l'accompagnement et au soutien financier d'Avenir d'enfants, les partenaires de la CPEFMN ont réalisé une démarche de planification stratégique qui a permis de cibler les priorités sur lesquelles il y avait une urgence d'agir dans la communauté.

La mise en œuvre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord - Priorité Jeunesse constitue une occasion importante pour les membres de la CPEFMN de se mobiliser, permettant de mettre les expertises en commun, de manière à ce que, collectivement, les actions menées aient un maximum d'impacts positifs sur le développement global des enfants de 0 à 5 ans et, plus précisément, en ce qui a trait à la maturité scolaire, ainsi que sur les parents par rapport à leur rôle en tant que premier éducateur, mais également leur rôle au sein de la communauté dans un vivre ensemble.

Agir tôt permet de prévenir d'éventuelles problématiques et s'inscrit comme une étape cruciale dans la lutte contre le décrochage scolaire. Agir en amont, c'est également maintenir une cohérence dans le continuum de services. La réussite éducative est une responsabilité collective et, pour être en mesure de maximiser les impacts collectifs, il est primordial de poursuivre les investissements au niveau de la petite enfance.

POURQUOI UN PLAN D'ACTION COLLECTIF ?

- Pour **dénouer** les entraves au développement de nos jeunes de 0 à 29 ans, sur toute une génération.
- Pour faire **éclore** les promesses qu'ils portent en eux.
- Pour **aborder** avec confiance les transitions marquantes.
- Pour **agir tôt** en prévention, notamment auprès des familles, afin de renforcer les facteurs de protection susceptibles de réduire les risques de décrochage scolaire et civique.
- Pour **développer** des compétences et des habiletés sociales chez les jeunes.
- Pour que demain à leur tour, nos jeunes se mobilisent pour **accompagner**, en toute confiance et munis d'outils appropriés et efficaces, la prochaine génération.

Innovons ENSEMBLE POUR AVANCER



UNE DÉMARCHE NÉE SOUS LE SIGNE DE LA concertation

Depuis le printemps 2016, la communauté de Montréal-Nord, aidée de partenaires externes, s'est mobilisée pour soutenir, de façon exceptionnelle et concertée, le développement positif de ses jeunes à toutes les étapes de leur vie. Cette démarche se veut systémique afin de réduire les écarts alarmants entre les conditions socio-économiques des jeunes de 0 à 29 ans de Montréal-Nord et ceux de Montréal.

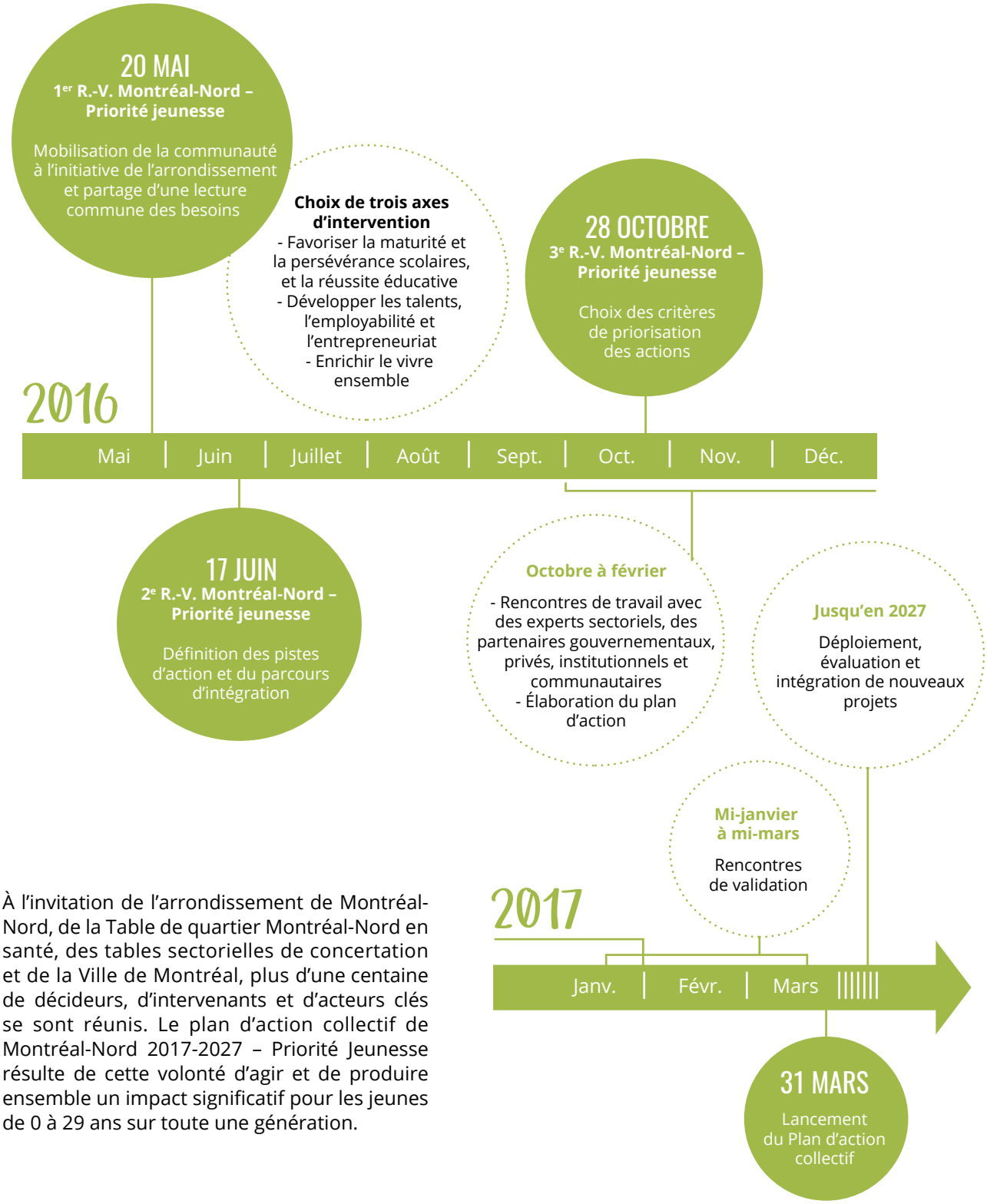
Dans cette optique, sous l'impulsion de l'arrondissement de Montréal-Nord, de la Table de quartier Montréal-Nord en santé, des tables sectorielles de concertation (jeunesse, petite enfance famille) et de la Ville de Montréal, plus d'une centaine de décideurs, d'intervenants et d'acteurs clés, issus des secteurs politique, gouvernemental, institutionnel, scolaire, philanthropique, communautaire, sportif, culturel et privé, se sont réunis les 20 mai, 17 juin et 28 octobre derniers dans le cadre des Rendez-vous de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.

Lors de ces rencontres, les participants ont procédé à une lecture commune de la situation des jeunes de Montréal-Nord et identifié les divers leviers susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie, principalement lors des étapes de transition ou de rupture dans leur cheminement académique, social et personnel.

C'est sous la forme d'un Plan d'action jeunesse collectif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, échelonné sur dix ans et plus encore, que la collectivité nord-montréalaise souhaite initier des changements significatifs aux conditions de vie des jeunes de Montréal-Nord.

UN mouvement SANS PRÉCÉDENT

en marche jusqu'en 2027 et au delà!



À l'invitation de l'arrondissement de Montréal-Nord, de la Table de quartier Montréal-Nord en santé, des tables sectorielles de concertation et de la Ville de Montréal, plus d'une centaine de décideurs, d'intervenants et d'acteurs clés se sont réunis. Le plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 – Priorité Jeunesse résulte de cette volonté d'agir et de produire ensemble un impact significatif pour les jeunes de 0 à 29 ans sur toute une génération.

DES CONSTATS *difficiles*, mais surmontables

À Montréal-Nord, nous vivons une défavorisation plus intensive qu'ailleurs à Montréal et même au pays. Nous avons le courage de regarder la réalité en face, d'ailleurs, le portrait statistique de nos défis est bien documenté, et plutôt éloquent.

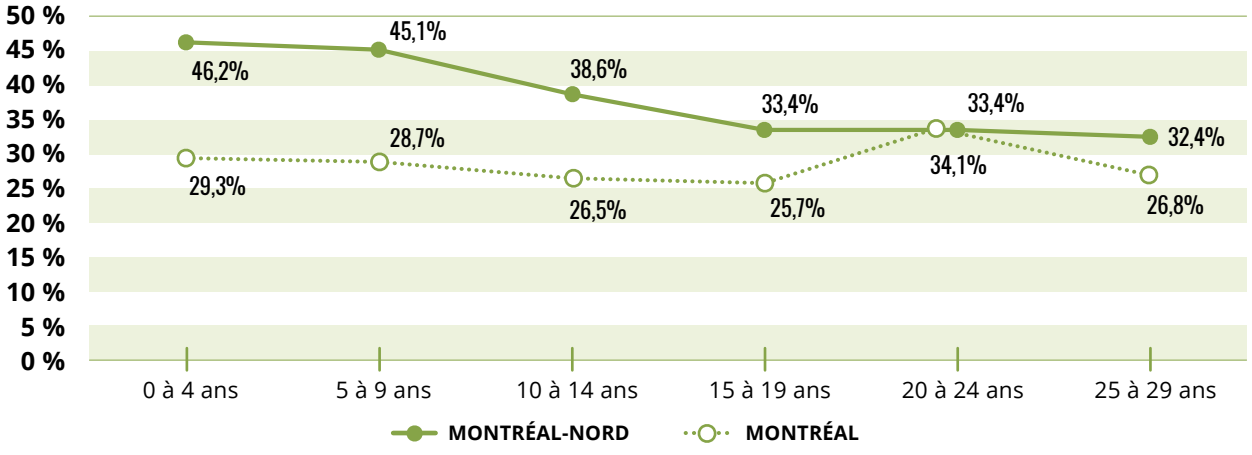
Prenons ces quelques indicateurs clés pour ce qu'ils sont : un tracé utile du chemin qu'il nous faut parcourir pour offrir à notre jeunesse les chances qu'elle mérite, au moins égales à celles offertes à leurs concitoyens sur l'île de Montréal.

Des disparités bien réelles

Les familles et les ménages

MÉNAGES ET FAMILLES	MONTRÉAL-NORD	SECTEUR NORD-EST	MONTRÉAL
Nombre total de familles	21 185	2 095	410 035
Familles avec enfants à la maison	69,5 %	79,7 %	62,3 %
Familles monoparentales parmi les familles avec enfants	42 %	53 %	34 %
Taux de chômage	14,1 %	21,35 %	10,0 %
Revenu moyen par ménage	43 900 $	34 682 $	57 700 $

Jeunes dans les ménages à faible revenu selon le groupe d'âge, 2011



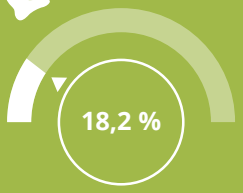
La jeunesse

NOMBRE DE JEUNES DE MOINS DE 29 ans

30 000 sur près de **84 000** habitants



POPULATION ÂGÉE DE 0 à 14 ans

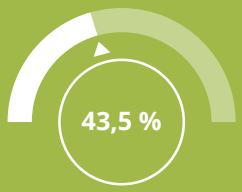


Montréal-Nord

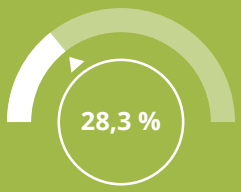


Montréal

JEUNES DE 0 à 14 ans VIVANT DANS UN MÉNAGE À FAIBLE REVENU

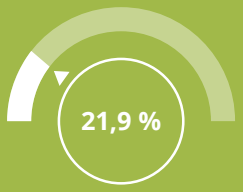


Montréal-Nord



Montréal

TAUX DE NON-DIPLOMATION CHEZ LES 20 à 29 ans

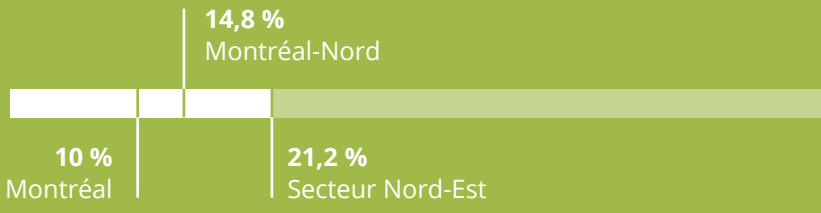


Montréal-Nord



Montréal

TAUX DE CHÔMAGE DES 20 à 29 ans



JEUNES 15 et 29 ans NE SONT NI EN EMPLOI, NI AUX ÉTUDES, NI EN FORMATION

13 %

REVENU MOYEN APRÈS IMPÔT 20 À 29 ANS

15 457 $

Source : données provenant de Statistique Canada, recensement 2011

PRINCIPES DIRECTEURS communs

Les défis que nous avons à relever sont complexes. Leurs effets sur l'égalité des chances de notre jeunesse sont bien réels. Il est temps d'adopter de grands principes directeurs communs pour renverser la vapeur.

- Briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle.
- Impulser des changements significatifs aux conditions et à la qualité de vie des jeunes de Montréal-Nord.
- Encourager des pratiques innovantes et un impact collectif en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Aller au-delà du cadre des programmes actuels et oser faire ensemble l'expérience de solutions novatrices et mesurables, en matière d'indicateurs économiques et sociaux.
- Nous inspirer mutuellement des expériences probantes.
- Travailler ensemble vers un but commun, en incitant les parties prenantes à s'engager au-delà des intérêts spécifiques de leur organisation respective.
- Mettre en place les conditions nécessaires pour créer un impact collectif afin de progresser dans la résolution des problèmes complexes qui affectent une partie de la jeunesse de Montréal-Nord.
- Soutenir le dynamisme et la créativité de la communauté.
- S'assurer que l'ensemble de la collectivité s'approprie le plan d'action jeunesse.

PRODUIRE UN EFFET durable et équitable

De la naissance… jusqu'à la vie adulte

Le Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse vise à réaliser les objectifs suivants :

- Réduire les disparités entre les jeunes résidents de l'arrondissement et ceux de Montréal ;
- Accompagner les jeunes dans leur passage de l'enfance à l'âge adulte et les soutenir dans leur parcours vers l'autonomie personnelle, sociale, citoyenne et économique ;
- Offrir aux jeunes des milieux de vie et des environnements stimulants, sains, pacifiques, sécuritaires et ouverts ;
- Favoriser des approches d'inclusion et d'intégration socio-économique de tous les jeunes, notamment ceux issus des groupes ethnoculturels et des minorités visibles ;
- Aider et soutenir les jeunes dans leurs apprentissages, leurs initiatives et leurs projets de vie.



LA JEUNESSE EST LA *fierté* DE MONTRÉAL-NORD





NOTRE PLAN d'action

Le Plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 – Priorité Jeunesse est structuré autour de trois axes d'interventions identifiés par environ 150 participants lors du premier Rendez-vous du 20 mai 2016. Pour chacun de ces axes, la consultation d'experts et les discussions lors du deuxième Rendez-vous du 17 juin 2016 ont permis de préciser les champs d'actions à privilégier. Ils sont au nombre de 10.

AXE 1

FAVORISER LA MATURITÉ ET LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRES, ET LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

- Agir auprès des familles vulnérables
- Agir sur les périodes de transition
- Agir sur la littératie et la culture
- Agir sur la pratique sportive et les saines habitudes de vie

AXE 2

DÉVELOPPER LES TALENTS, L'EMPLOYABILITÉ ET L' ENTREPRENEURIAT

- Agir sur le développement des talents et des compétences
- Agir sur l'accès, le maintien en emploi et l'entrepreneuriat

AXE 3

ENRICHIR LE VIVRE ENSEMBLE

- Agir sur le développement d'environnements favorables
- Agir sur l'offre d'activités libres et accessibles
- Agir sur l'engagement civique et social des jeunes
- Agir en soutien aux tables sectorielles de concertation

AXE 1

FAVORISER LA MATURITÉ ET LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRES, ET LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

LES ACTEURS DE PREMIÈRE LIGNE

ÉCOLES PUBLIQUES - COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE (CSPI)

- 11 écoles primaires francophones : 6 408 élèves
- 2 écoles secondaires francophones : 3 274 élèves
- 4 écoles secondaires et centre de formation – secteur adulte : 4 057 élèves

Total des élèves francophones : 13 739

ÉCOLES PUBLIQUES – COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH MONTRÉAL (CSEM)

- 1 école primaire anglophone : 210 élèves
- 1 école secondaire anglophone : 995 élèves

Total des élèves anglophones : 1 205

LES DÉFIS

CLASSEMENT DES ÉCOLES DE MONTRÉAL-NORD SELON L'INDICE DE DÉFAVORISATION

(Source : Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal)

- 69 % des élèves du primaire et 67 % des élèves du secondaire fréquentent des écoles du système public dont l'indice de défavorisation est élevé (RUI 2013. Portrait de quartier. Montréal-Nord. Synthèse, novembre 2013).
- Sur les 12 écoles primaires publiques de Montréal-Nord (francophones et anglophone), 11 sont classées parmi les plus défavorisées de l'île de Montréal.
- Sur les 338 écoles primaires de l'île de Montréal, les écoles Jules-Verne et Adélard-Desrosiers, situées dans le secteur nord-est de Montréal-Nord, se classent aux 5e et 8e rangs des écoles les plus défavorisées. Elles sont parmi les plus populeuses des 11 écoles primaires de Montréal-Nord.
- Sur les 94 écoles secondaires de l'île de Montréal, l'école Calixa-Lavallée est classée au 4e rang et l'école Henri-Bourassa au 5e rang parmi les plus défavorisées.

MATURITÉ SCOLAIRE

- Agir tôt en prévention peut permettre le renforcement des facteurs de protection facilitant ainsi la réduction des risques de décrochage scolaire.
- Un grand nombre d'enfants de Montréal-Nord sont vulnérables, dès l'enfance, dans au moins un des cinq domaines de développement définis dans l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM, 2012) ce qui compromet leur maturité scolaire lorsqu'ils atteignent l'âge scolaire. À titre d'exemple, 40,7 % dans le secteur nord-est, 35 % dans le centre et 27,8 % dans le sud-ouest en comparaison avec 28,9 % pour Montréal.
- Le niveau de scolarité de la mère serait associé à la santé physique et au développement cognitif et langagier de ses enfants (Fondation Lucie et André Chagnon – Observatoire des tout-petits).

TAUX DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

- Malgré les progrès réalisés, le taux de décrochage scolaire reste préoccupant (ex. : 35 % à l'école secondaire Calixa-Lavallée et 22,6 % à l'école secondaire Henri-Bourassa).

TAUX DE DIPLOMATION

- 21,9 % de la population de 20 à 29 ans n'a pas de diplôme par rapport à 9,3 % à Montréal.
- Selon le Directeur de la santé publique (2013), les jeunes sans diplôme déclarent, à l'âge adulte, davantage de facteurs de risque pour leur santé (52,5 %) pour les personnes sans diplômes d'études secondaires, par rapport à 29,5 % pour celles pourvues d'un diplôme postsecondaire.
- Selon les données ministérielles, le taux de diplomation et de qualification au secondaire avant 20 ans des écoles de Montréal-Nord de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPÎ) est passé de 52 %, pour la cohorte 2001 (un élève sur deux), à 64 %, pour la cohorte 2007 (deux élèves sur trois), soit une amélioration de 12 points de pourcentage.



NOTRE VOLONTÉ

- Que les enfants de Montréal-Nord bénéficient des mêmes conditions de réussite que ceux de Montréal lorsqu'ils atteignent l'âge scolaire.
- Que tous les enfants de Montréal-Nord issus de familles défavorisées puissent avoir accès à des activités riches et variées dans les domaines de la culture, des arts, des sports et des nouvelles technologies qui favoriseront leur plein développement, leur créativité et leur culture générale.
- Que les enfants de Montréal-Nord acquièrent de l'assurance dans toutes les sphères du développement, notamment dans le développement langagier.
- Que plus d'enfants voient leur développement favorisé grâce à une offre de services plus complète.
- Que les pères et les mères se sentent plus confiants vis-à-vis de leur rôle de premier éducateur.
- Que les jeunes de Montréal-Nord ayant quitté le parcours scolaire puissent être accompagnés et soutenus pour obtenir une diplomation.
- Que la communauté nord-montréalaise travaille davantage de manière concertée pour optimiser l'impact des actions et des interventions visant les jeunes.
- Que les familles vulnérables soient outillées et accompagnées afin qu'elles puissent soutenir la réussite éducative de leurs enfants.
- Que le taux de diplomation des jeunes de Montréal-Nord à l'âge adulte augmente de façon significative.
- Que tous les enfants de Montréal-Nord adoptent de saines habitudes de vie.

NOS EFFORTS COMMUNS

- Dépister très tôt les enfants vulnérables à risque de décrochage scolaire et rejoindre les familles isolées en mettant en place des solutions adaptées à chaque réalité.
- Assurer une ligne de services, de partenariat (institutionnel, scolaire et communautaire) et de référencement sans points de rupture de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte.
- Favoriser un passage réussi pour les enfants vulnérables :
  - de la petite enfance à la maternelle (y compris le 1er cycle du primaire) ;
  - du 1er au 2e cycle du primaire et du 2e au 3e cycle du primaire ;
  - du 3e cycle du primaire au 1er cycle du secondaire ;
  - du 1er cycle du secondaire vers le 2e cycle du secondaire menant vers la diplomation (y compris la formation professionnelle).
- Promouvoir auprès des jeunes et leurs parents la formation menant vers le diplôme d'études professionnelles (DEP).
- Maintenir l'implication et l'engagement des parents tout au long de la scolarité de leurs enfants, notamment durant leurs études secondaires.
- Favoriser le développement de projets d'intervention concertés entre organismes du milieu avec des indicateurs fiables de résultats et d'impacts.
- Favoriser la conciliation travail-étude.



CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR AUPRÈS DES FAMILLES VULNÉRABLES	**Accroître la sécurité matérielle et alimentaire des familles défavorisées**	S'assurer que les élèves débutent l'année scolaire avec le matériel nécessaire
		S'assurer que les élèves et leurs familles aient accès à une saine alimentation
	S'assurer que les enfants en bas âge acquièrent un niveau de littératie suffisant pour favoriser leur réussite éducative	Accroître le niveau de maturité scolaire des 0-5 ans
		Développer des compétences en lecture, écriture et calcul chez les 6-9 ans
		Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires
		Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants
		Soutenir la persévérance des jeunes ayant des parcours difficiles

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR LES PÉRIODES DE TRANSITION	**Mettre en place un continuum de services, sans point de rupture, à partir de la petite enfance jusqu'à l'obtention d'un premier diplôme**	Développer, entre les intervenants, des moyens de communication et de suivi des jeunes
	Créer des ponts entre la famille, l'école et la communauté, notamment lors des périodes de transition	Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants
		Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE	**Favoriser l'éveil aux arts, à la culture, aux sciences et aux technologies numériques**	Renforcer l'intérêt et les connaissances scientifiques des jeunes ainsi que l'usage des outils numériques
		Développer l'offre de service offerte aux jeunes et leur faciliter l'accès aux activités artistiques et numériques
AGIR SUR LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES SAINES HABITUDES DE VIE	**Accroître la pratique sportive chez les jeunes tout en favorisant l'adoption de saines habitudes alimentaires**	Soutenir davantage les pratiques sportives
		Promouvoir les saines habitudes alimentaires



LA JEUNESSE EST *l'avenir* DE MONTRÉAL-NORD

AXE 2

DÉVELOPPER LES TALENTS, L'EMPLOYABILITÉ ET L'ENTREPRENEURIAT

LES ACTEURS DE PREMIÈRE LIGNE

ACTEURS CLÉS EN EMPLOYABILITÉ ET EN ENTREPRENEURIAT

- Centre local d'Emploi de Montréal-Nord
- Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
- Impulsion Travail
- Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord
- Regroupement des industriels de Montréal-Nord
- PME MTL Est-de-l'Île
- CDEC de Montréal-Nord
- Cercle des ambassadeurs et des mentors de Priorité Jeunesse

LES DÉFIS

TAUX D'ACTIVITÉ CHEZ LES 15-29 ANS

- La population des 15-29 ans est estimée à 14 980 personnes. 13 % (1 950) d'entre eux ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation.

TAUX DE CHÔMAGE CHEZ LES 20-29 ANS

- Le taux de 14,8 % de chômage chez les 20 à 29 ans est de 21,2 % dans le secteur nord-est comparativement à 10 % à Montréal.

PRESTATAIRES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS

- Les prestataires du Programme d'aide sociale, soit des personnes âgées de 18 à 64 ans sans aucune contrainte à l'emploi ou qui ont des contraintes temporaires, s'élevaient à 7 348 prestataires en mars 2013, ce qui situe Montréal-Nord au premier rang parmi les 17 territoires de CLE de la région de Montréal.

DISCRIMINATION À L'EMBAUCHE (CONSTAT)

- Lors du Forum jeunesse tenu en mai 2015, les organismes et les jeunes participants ont fait valoir que, pour les jeunes de Montréal-Nord, les difficultés à se trouver de l'emploi constituent un phénomène persistant, voire chronique. Cela est particulièrement vrai dans le cas des jeunes issus de l'immigration, notamment ceux des minorités visibles. La discrimination serait l'une des causes de ce problème.

PLACES NON COMBLÉES DANS LES PROGRAMMES D'EMPLOI-QUÉBEC ADMINISTRÉS PAR LE CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI BOURASSA-SAUVÉ

- Le Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé travaille à augmenter le nombre de jeunes rejoints dans le cadre de ses programmes jeunesse en employabilité.

NOTRE VOLONTÉ

- Que les adolescents de Montréal-Nord développent des compétences en pré-employabilité, notamment par des expériences de stages en milieu de travail qui leur permettront d'accéder à un premier emploi estival.
- Que la conciliation travail-famille soit valorisée et réalisable.
- Que soient développées des stratégies concertées pour favoriser l'intégration sociale et économique des jeunes adultes peu ou pas qualifiés qui désirent retourner aux études ou intégrer le marché du travail.
- Que des mesures soient développées pour favoriser l'accès et le maintien en emploi des jeunes.
- Que les institutions puissent adapter leurs approches et leurs programmes, notamment en matière d'accompagnement afin de permettre à des jeunes adultes marginalisés de mieux réussir dans leurs démarches d'insertion socioprofessionnelle.
- Que les employeurs qui désirent accueillir des jeunes adultes marginalisés au sein de leur entreprise puissent être soutenus et accompagnés à cet effet.
- Que les institutions publiques dont celles assujetties à la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics (municipalités, réseau de la santé et des services sociaux, réseau de l'éducation) s'engagent à atteindre les résultats en matière d'embauche des membres des groupes ciblés, notamment les minorités visibles.
- Que nos jeunes ayant du potentiel puissent devenir les leaders de demain et développer leur potentiel auprès de mentors et rayonner en devenant des modèles pour tous.
- Que l'on offre à ceux qui aspirent à développer leur entreprise, l'accompagnement qui les mènera à la réussite.



NOS EFFORTS COMMUNS

- Qualifier le plus grand nombre d'adolescents possible afin qu'ils maîtrisent les aptitudes et les compétences nécessaires pour accéder à un premier emploi.
- Mobiliser et accompagner les jeunes adultes marginalisés et sans emploi vers les services et programmes d'Emploi-Québec (Centre local d'emploi, Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé).
- Mobiliser des acteurs clés (professionnels, employeurs) pour mettre en place des parcours personnalisés d'insertion socioprofessionnelle adaptés aux réalités des jeunes adultes marginalisés (hors circuit).
- Dynamiser le secteur des entreprises de proximité en favorisant l'embauche des jeunes de Montréal-Nord.
- Changer l'image des jeunes adultes de Montréal-Nord auprès de la population en général, particulièrement auprès des employeurs.
- Développer les talents et le leadership de nos jeunes pour en faire des modèles de réussite et d'accomplissement.

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT DE TALENTS ET DE COMPÉTENCES	**Continuer à développer le parcours de préemployabilité mis en place pour les adolescents de Montréal-Nord**	Renforcer les partenariats existants entre les organismes du parcours de préemployabilité et solliciter des employeurs potentiels pour accueillir les jeunes à la fin de leur parcours
	Développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes de Montréal-Nord	Faire vivre des expériences entrepreneuriales aux adolescents
		Offrir des services d'accompagnement aux jeunes adultes souhaitant démarrer une entreprise
	Développer les talents et le leadership des jeunes, notamment par le mentorat	Proposer un programme de leadership jeunesse où des personnalités de divers milieux agiront à titre de mentors auprès de jeunes talentueux
AGIR SUR L'ACCÈS, LE MAINTIEN EN EMPLOI ET L'ENTREPRENEURIAT	**Offrir une gamme variée de programmes favorisant l'intégration des jeunes, notamment ceux qui sont éloignés du marché du travail**	Accompagner et soutenir les jeunes marginalisés qui désirent réintégrer le marché du travail vers les services et les programmes en employabilité
		Proposer des alternatives d'emplois flexibles pour répondre aux besoins des jeunes en très grande précarité économique
		Diversifier les occasions d'emplois pour les jeunes en soutenant le développement d'entreprises d'économie sociale sur le territoire de Montréal-Nord
		Développer des occasions d'emplois pour les jeunes dans les secteurs industriels et commerciaux de l'arrondissement

AXE 3

ENRICHIR LE VIVRE ENSEMBLE

DÉFAVORISATION SOCIALE ET MATÉRIELLE

- 75,6 % des Nord-montréalais résident dans un secteur défavorisé. Plus particulièrement, deux secteurs sont prioritaires, soit le nord-est et le sud-ouest à cause de la forte concentration de la défavorisation des familles, dont certaines issues de l'immigration. La défavorisation est un frein à l'intégration sociale et économique ainsi qu'à la participation civique.

LOGEMENT

- 72 % de la population est locataire. 42,5 % des ménages locataires consacrent plus de 30 % de leur revenu au loyer. De nombreuses familles avec enfants souhaitent avoir accès à des logements sociaux.

RACISME, DISCRIMINATION À L'EMBAUCHE, PROFILAGE RACIAL

- Même s'il n'y a pas de statistique à ce sujet, plusieurs jeunes issus des minorités visibles de Montréal-Nord se disent victimes de racisme, de profilage racial et de discrimination notamment dans la recherche d'un emploi (Forum jeunesse de Montréal-Nord, mai 2015).
- Selon une étude réalisée en 2015 par Heck et Castonguay, de nombreux résidents du secteur nord-est se disent victimes de racisme et de préjugés en raison de leur origine ethnique, de leur lieu de résidence ou encore de leur statut professionnel ainsi qu'une tendance à associer le quartier aux groupes de jeunes criminalisés.
- Selon le mémoire présenté par la Table de quartier Montréal-Nord en santé lors de la consultation publique sur la future politique de développement social de la Ville de Montréal réalisée en janvier 2017, encore aujourd'hui, les immigrants de même que les personnes issues des minorités visibles nées au Canada, sont plus susceptibles de vivre des discriminations en emploi. Pour certains, ces discriminations sont systémiques et contribuent à produire des inégalités et de l'exclusion sociales.

REGROUPEMENTS DE JEUNES SUR LE DOMAINE PUBLIC DANS LE SECTEUR NORD-EST DE MONTRÉAL-NORD

- Ce phénomène existe depuis de nombreuses années et crée un sentiment d'insécurité chez certains résidents du secteur.
- Un projet particulier d'intervention a été mis en place pour mieux encadrer les jeunes et les sensibiliser à leur environnement.
- Les jeunes en groupes rapportent qu'ils sont associés à tort à des gangs de rue.
- Les jeunes demandent des lieux de socialisation (Forum jeunesse - 2015).

VIOLENCE CONJUGALE ET INTRAFAMILIALE

- En 2014, le taux de victimes de violence conjugale sur le territoire de Montréal-Nord desservi par le Poste de quartier (PDQ 39) était de 4,7 % par 1000 habitants. C'est le taux le plus élevé de tous les PDQ de l'île de Montréal. En comparaison, le taux est de 2,7 pour l'île de Montréal.
- On dénombre 903 signalements à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) en 2015-2016, dont 464 ont été retenus (51,4 %). La négligence constitue la principale cause de signalements, suivi de l'abus physique, des mauvais traitements psychologiques, des troubles de comportement et l'abus sexuel. Parmi les signalements retenus, la proportion de filles (52,6 %) est supérieure à celle des garçons (47,4 %), (données provenant du CIUSSS-NIM 2016).

VIOLENCE INTERPERSONNELLE ET INTIMIDATION CHEZ LES JEUNES

- Selon le Directeur de la santé publique (DSP - juin 2016), parmi les élèves du secondaire, 40 % ont été victimes de violence à l'école, ou sur le chemin de l'école, ou de cyberintimidation (Enquête québécoise sur la santé des jeunes Québécois, 2011). Les jeunes issus d'un milieu matériellement défavorisé sont en proportion plus nombreux que les autres à être victime de violence, à manifester des comportements d'agressivité directe ou à avoir enfreint la loi.
- Selon le DSP (juin 2016), les manifestations de violence ont un impact important sur la santé physique (traumatismes, blessures, suicides) et la santé mentale (détresse psychologique, anxiété, dépression). Elles sont également liées aux problèmes d'adaptation (absentéisme à l'école, difficultés et décrochage scolaire, délinquance, abus de drogues ou d'alcool).

RADICALISATION

- Selon le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, les intervenants de Montréal-Nord doivent être sensibilisés aux enjeux associés à la radicalisation menant à la violence pour comprendre les problématiques sous-jacentes et pouvoir mieux agir comme acteurs de la prévention.

INFRASTRUCTURES ET OFFRE DE SERVICES

- On note sur le territoire de Montréal-Nord un manque d'infrastructures sportives et culturelles, et de lieux de socialisation pour les jeunes. Certains équipements sont vétustes.

NOTRE VOLONTÉ

- Que l'arrondissement de Montréal-Nord se dote de trois nouveaux chalets de parcs comprenant chacun un espace jeunesse (est : parc Henri-Bourassa, centre : parc Saint-Laurent et ouest : parc Ottawa).
- Que les jeunes de Montréal-Nord qui font face à la violence sous toutes ses formes (agression, intimidation, racisme, sexisme, exploitation sexuelle, etc.), puissent avoir accès à des ressources de première ligne à leur portée.
- Que les jeunes Nord-montréalais renforcent leur sentiment d'appartenance à leur communauté.
- Que les jeunes de Montréal-Nord et leurs familles développent une plus grande confiance envers les institutions publiques.
- Que les jeunes de Montréal-Nord puissent participer davantage à des expériences d'engagement civique et bénévole.
- Que l'offre de services de l'arrondissement de Montréal-Nord et des organismes du milieu réponde davantage au besoin des jeunes et des familles de Montréal-Nord dans un souci d'optimisation du continuum de services.
- Que la communauté de Montréal-Nord se mobilise davantage pour développer des programmes et activités en vue de faciliter l'intégration des personnes immigrantes et promouvoir le rapprochement interculturel.
- Que la médiation culturelle et interculturelle soient utilisées comme des outils d'accès à la culture ainsi que de rapprochement interculturel et intergénérationnel.

NOS EFFORTS COMMUNS

- Offrir aux jeunes de Montréal-Nord un environnement sain, sécuritaire, stimulant pour favoriser leur développement personnel et leur épanouissement.
- Consulter les jeunes et les intégrer à la vie démocratique et associative de l'arrondissement de Montréal-Nord ainsi que dans les projets et activités qui les concernent.
- Améliorer la desserte en infrastructures et équipements pour bonifier l'offre de services en culture, sport et loisirs, offerte à l'intention des jeunes.
- Encourager les jeunes de Montréal-Nord à s'engager au sein de leur communauté et leur offrir un accompagnement.
- Développer des approches interculturelles dans l'articulation des projets et des interventions visant la collectivité nord-montréalaise.
- Intégrer l'analyse différenciée selon les sexes dans l'articulation des projets et des interventions visant la collectivité nord-montréalaise.
- Renforcer et maintenir la cohésion sociale notamment par des approches d'inclusion ainsi que des activités de rapprochement interculturel entre les diverses composantes de la population et les institutions dont le Service de police de la Ville de Montréal.
- Développer l'offre et la médiation culturelle.



CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRONNEMENTS FAVORABLES	**Favoriser l'inclusion sociale des jeunes**	Mettre en place des structures d'accueil et de services favorisant l'intégration des jeunes marginalisés
		Mettre en place des mesures de soutien et d'accompagnement des jeunes marginalisés
		Mettre en place des mesures pour lutter contre l'hypersexualisation et les risques d'exploitation sexuelle des jeunes particulièrement des filles
		Mettre en place des mesures pour lutter contre la violence conjugale et intrafamiliale
		Soutenir les jeunes ayant un problème de santé mentale ainsi que leurs familles
		Mettre en place des mesures pour lutter contre le racisme, la discrimination, la xénophobie, l'intolérance et l'intimidation
		Valoriser l'apport des communautés culturelles au développement de la collectivité nord-montréalaise

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES
AGIR SUR L'OFFRE D'ACTIVITÉS LIBRES ET ACCESSIBLES	**Mettre en place des infrastructures qui permettent de développer l'offre d'activités offerte aux jeunes**	Permettre aux jeunes d'avoir accès toute l'année à une offre de services accessible, riche et variée les soirs, les week-ends et durant les congés du calendrier scolaire incluant la période estivale
AGIR SUR L'ENGAGEMENT CIVIQUE ET SOCIAL DES JEUNES	**Développer et mettre en valeur le leadership des jeunes et le développement de compétences civiques**	Faire en sorte que les jeunes soient parties prenantes dans la conception et la réalisation des projets qui les concernent
		Créer des occasions qui permettront aux jeunes de s'impliquer et de s'exprimer sur les enjeux de société qui les concernent
		Encourager les jeunes à s'engager auprès de leur communauté (bénévolat, volontariat) en les accompagnant et en leur offrant plusieurs possibilités pour le faire
SOUTENIR LES TABLES DE CONCERTATION DE MONTRÉAL-NORD	**Doter les tables de concertation de ressources pour assurer leur fonctionnement**	Favoriser et maintenir la mobilisation des partenaires autour du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse



LA JEUNESSE, C'EST UNE
priorité collective
À MONTRÉAL-NORD



QU'EST-CE QU'UNE DÉMARCHE *d'impact collectif ?*

EN D'AUTRES MOTS, PRODUIRE UN IMPACT COLLECTIF DEMANDE UNE ORGANISATION RIGOUREUSE, DÈS LE DÉPART ET À TOUTES LES ÉTAPES DU PROCESSUS. NOUS SOMMES DEMEURÉS FIDÈLES À *cette approche.*

L'impact collectif se définit par un engagement d'un vaste groupe d'acteurs de secteurs différents autour d'un programme commun et d'interventions qui se soutiennent mutuellement pour résoudre un problème social complexe.

Cette démarche doit s'appuyer sur cinq conditions de succès.

1. Avoir un plan d'action commun.
2. Prévoir un système d'évaluation commun.
3. Retenir des actions qui se soutiennent mutuellement.
4. Assurer une communication permanente.
5. Mettre en place une structure de soutien.

NOTRE PARCOURS EN MATIÈRE D'IMPACT COLLECTIF

Dès nos grands Rendez-vous de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse en 2016, les participants à notre démarche consultative ont pu identifier ce qui allait constituer nos critères d'impact collectif. Ces critères nous ont permis de déterminer et de développer nos stratégies de manière à produire ce Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.

Notre plan s'applique dans un milieu dynamique. Nous devons nous doter d'une certaine flexibilité pour sa mise en œuvre. Dans cette perspective d'amélioration continue, les mêmes critères d'impact collectif nous guideront lorsqu'il s'agira d'ajuster ou de bonifier notre démarche. Notre structure de gouvernance et de soutien à cette démarche s'organise également autour de ces critères.

NOS CRITÈRES D' IMPACT COLLECTIF

- Agir en complémentarité :
  - répondre à un équilibre entre l'innovation et les actions déjà existantes
  - agir sur les différents environnements : école, famille, communauté, travail.
- Faire participer les jeunes et les familles dans l'identification de leurs besoins, des actions à poser et dans la prise de décision.
- Amener davantage les jeunes à faire appel aux programmes et services existants en les accompagnant à cette fin.
- S'inscrire dans le cadre d'un parcours d'intégration (continuum de services).
- Établir des stratégies personnalisées selon les besoins du jeune.
- Miser sur le développement de compétences pour accéder à des emplois stables.
- Démontrer sa capacité à assurer la pérennité du projet, notamment en développant ses sources de financement et le travail en partenariat.
- S'assurer de couvrir les besoins des jeunes, notamment en matière d'horaires, de périodes et de lieux d'activités.
- Favoriser le dialogue et le rapprochement interculturel et intergénérationnel.

MODÈLE DE *gouvernance* DU PLAN D'ACTION

La structure de gouvernance de la démarche Priorité Jeunesse est principalement composée des instances suivantes :

COMITÉ DE PILOTAGE : ce dernier supervise et oriente l'ensemble de la démarche. Il est composé d'une vingtaine de personnes : représentants de l'arrondissement et d'organisations gouvernementales et institutionnelles, gens d'affaires, organismes communautaires, instances de concertation et jeunes.

COMITÉ DE COORDINATION : il a la responsabilité de la mise en œuvre du plan d'action ainsi que du développement et du suivi des mesures prévues dans ce plan. Il est composé de représentants de l'arrondissement, de la Table de quartier Montréal-Nord en santé et des tables de concertation sectorielles jeunesse et petite enfance famille. De plus, des communautés de pratique basées sur les objectifs généraux du plan d'action, seront constituées dans le but d'enrichir et favoriser des apprentissages tout au long de la mise en œuvre du plan.

COMITÉ SCIENTIFIQUE : ce comité est responsable de la mise en place et du suivi du système d'évaluation du plan d'action.

COMITÉ D'ATTRIBUTION DES FONDS : il est responsable d'analyser, d'évaluer et de formuler des recommandations au comité de pilotage concernant le financement des programmes et des projets réalisés dans le cadre du plan d'action.

CERCLE DES AMBASSADEURS ET MENTORS : celui-ci assume un rôle de leadership et d'influence pour accompagner la démarche, assure le démarchage et le réseautage auprès des gens d'affaires pour soutenir la réalisation du plan d'action, mobilise les acteurs-clés. Plusieurs ambassadeurs agiront comme mentors auprès des jeunes dans le cadre d'un programme particulier « leadership jeunesse ».

GROUPES CONSULTATIFS : les groupes porteurs du Plan de développement social de la Table de quartier Montréal-Nord en santé, les tables de concertation sectorielles jeunesse et petite enfance famille, ainsi que le Conseil des jeunes de Montréal-Nord qui sera créé lors de la mise en œuvre du plan d'action. Le rôle de ces groupes sera d'émettre des avis au comité de pilotage.

L'évaluation
DE NOTRE PLAN D'ACTION COLLECTIF

L'évaluation du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse sera réalisée par le Centre de recherche et de partage des savoirs InterActions du CIUSSS – NÎM.

L'unité propose une démarche d'évaluation « sur mesure » qui consiste en une évaluation développementale, participative, formative et centrée sur l'utilisation des résultats. Pour ce faire, trois types d'évaluation complémentaire sont proposés :

1. ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION

Cette partie vise à déterminer si le regroupement de partenaires a fait ce qu'il avait convenu de faire, de façon à pouvoir s'ajuster et améliorer ses méthodes.

2. ÉVALUATION DES PROCESSUS ET DES RETOMBÉES SUR LA CONCERTATION

Cette partie ajoutera à la précédente l'évaluation de l'accompagnement offert pour favoriser l'implantation du plan d'action ainsi que des retombées sur la qualité de la concertation partenariale dans l'arrondissement, incluant la mobilisation citoyenne.

3. ÉVALUATION DES EFFETS ET DES IMPACTS

Cette partie complétera les précédentes par une évaluation des effets attendus et d'autres, inattendus, du plan d'action sur les jeunes et les familles de l'arrondissement de Montréal-Nord après cinq ans d'implantation ainsi que des acteurs qui y auront participé.

Au terme du travail, un rapport d'évaluation de la mise en œuvre et des effets sera publié. De plus, un bulletin de suivi et de transfert des connaissances destinés aux partenaires concernés sera réalisé et paraîtra sur une base régulière tout au long de la mise en œuvre du Plan d'action collectif de Montréal-Nord – Priorité Jeunesse.

CONCLUSION

QUAND LA MOBILISATION ET LA CONCERTATION DEVIENNENT LE MOTEUR DE L'INNOVATION ET DU PROGRÈS

Partis de constats difficiles, la communauté de Montréal-Nord et ses alliés se sont rassemblés pour trouver des réponses. Ils ont choisi d'agir en misant sur les forces du milieu : l'innovation et l'impact collectif.

En plus d'un plan d'action, c'est toute une infrastructure de collaboration et de gouvernance qui est mise en place. Une nouvelle manière de travailler et d'évoluer ensemble. L'application d'une démarche rigoureuse basée sur des indicateurs clés et une analyse en continu des résultats.

À la clé? Une transformation de l'horizon offert aux jeunes de Montréal-Nord. Oui, il s'agit d'un effort de longue haleine, qui comprendra son lot de défis et d'occasions. Nous pouvons compter sur la tradition de solidarité et de convivialité du milieu, sur notre connaissance des besoins et sur les progrès qui nous ont menés jusqu'ici.

Notre Plan d'action collectif de Montréal-Nord 2017-2027 – Priorité Jeunesse est une formidable occasion de renforcer et d'enrichir le tissu social de notre communauté. À nous tous d'avoir du souffle ensemble !

FAIRE CONVERGER NOS RESSOURCES ET NOS EFFORTS POUR DÉCUPLER NOTRE FORCE D'IMPACT SUR DES *enjeux communs.*



CONTRIBUTEURS, PORTEURS ET PARTENAIRES DE *projets*

- 3e Avenue
- Arrondissement de Montréal-Nord
- BANQ
- Boscoville
- Café-Jeunesse Multiculturel
- Centre d'activités pour le maintien de l'équilibre émotionnel
- Caisse Desjardins Sault-au-Récollet - Montréal-Nord
- Carrefour jeunesse-emploi Bourassa Sauvé
- CAVAC
- CDEC de Montréal-Nord
- Cégep Marie-Victorin
- Centraide du Grand Montréal
- Centre d'action bénévole de Montréal-Nord
- Centre d'écoute et de référence - UQAM
- Centre de formation Jean-Paul Lemay
- Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord
- Centre de réadaptation l'Intégrale
- Centre des femmes Interculturel Claire
- Centre des jeunes l'Escale
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux- Nord de l'Île de Montréal
- Centre international de la prévention du crime
- Centre jeunesse de Montréal
- Centre local d'Emploi de Montréal-Nord
- Centre Louis-Fréchette
- Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord
- Club des petits déjeuners du Canada
- Clubs sportifs reconnus par l'arrondissement de Montréal-Nord
- Comité des partenaires de la Place Normandie
- Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (écoles primaires et secondaires)
- Commission scolaire de Laval
- Concertation petite enfance famille
- Coopérative de solidarité Multisports Plus (Club de basketball de Montréal-Nord)
- Conseil jeunesse de Montréal
- Coup de pouce jeunesse
- CPE, garderies privées subventionnées, garderies familiales de Montréal-Nord
- CSEM- École secondaire Lester B. Pearson
- Culture X
- École AMOS
- École hôtelière de Montréal - Centre Calixa-Lavallée
- École nationale de cirque
- École secondaire Calixa-Lavallée
- École secondaire Henri-Bourassa
- Emploi-Québec
- Entre-Parents de Montréal-Nord
- Espace pour la vie
- Évolu-Jeunes 19-30 ans
- Fondation André et Lucie Chagnon
- Fondation de la Visite
- Fondation des canadiens pour l'enfance
- Fondation Sobeys
- Gap-Vies
- Halte-Femme de Montréal-Nord
- Impulsion travail
- Institut du Nouveau Monde
- Institut Pacifique
- Intégration jeunesse
- Intergénérations Québec
- Jeunes musiciens du Monde
- Jeunesse au soleil
- La Tablée des chefs
- Les Fourchettes de l'Espoir
- Maison des jeunes l'Ouverture
- Maison Jean Lapointe
- Marathon Montréal
- Mener Autrement
- Métro Richelieu
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
- Ministère de la Culture et des Communications
- Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
- Ministère de l'Éducaiton et de l'Enseignement supérieur
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Montréal-Nord en santé (RUI)
- MU
- Musée des Beaux-arts de Montréal

- Nourri-Source
- Office municipal d'habitation de Montréal
- Orchestre symphonique de Montréal (OSM)
- Parole d'excluEs
- PME MTL Est-de-l'Île
- Programme Équitas
- Programme Horizon jeunesse
- Québec en forme
- Réchaud-bus
- Regroupement de la valorisation de la paternité
- Regroupement Écoles et milieux en santé
- Réseau réussite Montréal
- Ressource intermédiaire privée en santé mentale
- SAM X
- Secrétariat à la condition féminine
- Secrétariat à la jeunesse
- Secrétariat à la région métropolitaine
- SHAPEM
- Société des chefs
- SOVERDI
- Spectre de rue
- Sports Montréal
- SPVM/ Poste de quartier 39
- Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord
- Table de quartier Montréal-Nord en santé
- Table femmes Osez au féminin
- Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord
- Un itinéraire pour tous
- Ville de Montréal
- YMCA du Québec



Publié par l'arrondissement de Montréal-Nord
Ville de Montréal

4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord, Québec
H1H 5R5

Équipe de coordination
Direction d'arrondissement : Véronik Aubry, Daniel Bussières, Marie-Claude Fournier et Rachel Laperrière
Direction de la culture, des sports, loisirs et développement social : Guy Bédard, Nathalie Chapados, Marie-Josée Roussy et Claudel Toussaint
Tables de concertation : François Bérard, Sheilla Fortuné et Marie-Lys Turcotte

Design graphique : Tabasko

Imprimé au Canada

Ce document est imprimé sur du papier certifié FSC®.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

CERCLE DES AMBASSADEURS

UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE

COMITÉ DE COORDINATION GROUPES CONSULTATIFS

COMITÉ D'ATTRIBUTION DES FONDS

COMITÉ DE PILOTAGE



Montréal-Nord en santé

Montréal-Nord
Montréal



PLAN D'ACTION COLLECTIF
Priorité Jeunesse

2017-2027

Montréal-Nord en santé

Montréal-Nord
Montréal

AXE 1 FAVORISER LA MATURITÉ ET LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRES, ET LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR AUPRÈS DES FAMILLES VULNÉRABLES	**Accroître la sécurité matérielle et alimentaire des familles défavorisées**	• S'assurer que les élèves débutent l'année scolaire avec le matériel nécessaire • S'assurer que les élèves et leurs familles aient accès à une saine alimentation	Offrir un petit déjeuner équilibré aux élèves des écoles primaires et secondaires	Club des petits déjeuners du Canada	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord
			Favoriser l'allaitement maternel par la formation des marraines d'allaitement et d'une tournée d'information dans les commerces et établissements	Nourri-Source (Route de lait 0-6 mois)	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Intégrer le programme OLO aux femmes enceintes à faible revenu qui fréquentent le Centre de pédiatrie sociale et les organismes familles de Montréal-Nord	Organisme local à déterminer	• CIUSSS-NÎM • Concertation petite enfance famille • Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord • Entre Parents de Montréal-Nord • Fondation de la Visite
			Fournir une aide matérielle (articles scolaires, vêtements neufs) aux élèves du primaire et du secondaire issus de milieux défavorisés et offrir des services d'urgence aux familles (lunettes, médicaments, soins dentaires)	Jeunesse au soleil	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles ciblées de Montréal-Nord
			Offrir à de nouvelles écoles primaires et secondaires l'accès aux institutions d'Espace pour la vie	Espace pour la vie	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR AUPRÈS DES FAMILLES VULNÉRABLES	**S'assurer que les enfants en bas âge acquièrent un niveau de littératie suffisant pour favoriser leur réussite éducative**	• Accroître le niveau de maturité scolaire des 0-5 ans • Développer des compétences en lecture, écriture et calcul chez les 6-9 ans • Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires • Impliquer et outiller les parents pour le soutien à l'apprentissage de leurs enfants	Consolider le Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord du secteur nord-est (+ projet de psychomotricité Bougez, jouez et communiquez au rythme de votre enfant)	Centre de pédiatrie social de Montréal-Nord	• CIUSSS-NÎM • Arrondissement de Montréal-Nord • Concertation petite enfance famille • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord • Organismes famille et jeunesse • Réseau des CPE, garderies privées subventionnées et garderies familiales de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
			Développer un nouveau point de service du Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord dans le secteur sud-ouest	Centre de pédiatrie sociale de Montréal-Nord	• CIUSSS-NÎM • Arrondissement de Montréal-Nord • Concertation petite enfance famille • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord • Organismes famille et jeunesse • Réseau des CPE, garderies privées subventionnées et garderies familiales de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
			Offrir gratuitement le programme d'activités motrices Karibou pour les enfants de 1 à 5 ans et leurs parents	Sports Montréal	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Soutenir les activités du projet l'Accès 0-5 ans qui favorisent le développement global des enfants et le lien parental	Entre Parents de Montréal-Nord	• CIUSSS-ÎIM • Concertation petite enfance famille • Arrondissement de Montréal-Nord • Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Consolider et déployer « Montréal-Nord complètement Zélé » de la Concertation petite enfance famille	Concertation petite enfance famille	• Concertation petite enfance famille
			Implanter le programme Comptines et Farandoles favorisant l'éveil musical auprès des enfants vulnérables de 1 à 5 ans	Jeunes musiciens du Monde	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant)
			Soutenir l'implantation et le développement du projet École des parents de Montréal-Nord	Impulsion travail	• CSPÎ • Arrondissement de Montréal-Nord • Entre Parents de Montréal-Nord • Halte-Femmes Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LES PÉRIODES DE TRANSITION	**Mettre en place un continuum de services, sans point de rupture, à partir de la petite enfance jusqu'à l'obtention d'un premier diplôme** **Créer des ponts entre la famille, l'école et la communauté, notamment lors des périodes de transition**	• Soutenir la persévérance des jeunes ayant parcours difficiles • Développer, entre les intervenants, des moyens de communication et de suivi des jeunes • Soutenir l'apprentissage des jeunes durant les périodes scolaires et parascolaires	Soutenir le programme Alternative à la suspension du YMCA	YMCA du Québec	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Réseau réussite Montréal • REMES
			Établir un protocole de référencement intersectoriel pour les organismes : jeunesse et famille de Montréal-Nord (intervenants de 1re ligne)	Ressource à identifier	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille • CPE, garderies privées subventionnées, garderies familiales • Autres partenaires à identifier
			Consolider le projet d'agent de concertation-école-famille-communauté en ajoutant un agent de liaison pour travailler avec les écoles primaires et secondaires du secteur anglophone	Programme Horizon Jeunesse	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • CSEM – école primaire et secondaire • Réseau réussite Montréal
			Consolider le programme Pairs aidants afin de faciliter l'intégration des élèves de secondaire 1 des classes de cheminement particulier et/ou d'accueil	Coup de pouce jeunesse	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa
			Consolider le projet Idéo 16-17 (devenu Créneau CJE) qui fait le pont entre les élèves en grande difficulté des écoles secondaires et le Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa
			Évaluer la possibilité de créer une Coopérative d'aide aux devoirs avec mentorat	Organisme à déterminer	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir le développement du projet Mentorat et persévérance scolaire à la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord	Un itinéraire pour tous	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – école Henri-Bourassa • YMCA • REMES • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LES PÉRIODES DE TRANSITION			Soutenir le projet Redémarre ta vie en 5 ou 10 semaines qui vise l'obtention d'une attestation d'équivalence du niveau de scolarité (AENS) aux jeunes éloignés du réseau scolaire conventionnel et nouveaux immigrants	Centre de formation Jean-Paul-Lemay	• CSPÎ • Commission scolaire de Laval (CSDL) • Maison des jeunes l'Ouverture • Entre Parents de Montréal-Nord • Café-Jeunesse Multiculturel • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
			Déployer le programme Adopter une école à l'ensemble des écoles publiques de Montréal-Nord et solliciter l'intérêt des entreprises	Réseau réussite Montréal	• CSPÎ • Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes métropolitains • Entreprises privées à déterminer
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE	**Favoriser l'éveil aux arts, à la culture, aux sciences et aux technologies numériques**	• Renforcer l'intérêt et les connaissances scientifiques des jeunes ainsi que l'usage des outils numériques • Développer l'offre de service offerte aux jeunes et leur faciliter l'accès aux activités artistiques et numériques	Créer un laboratoire de littératie numérique dans les bibliothèques de Montréal-Nord (ex. : Fab Lab)	Arrondissement de Montréal-Nord	• Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) • CSPÎ – écoles secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir le projet Pour un Montréal-Nord scientifique afin d'initier et de renforcer les compétences en sciences, des élèves et des enseignants des écoles primaires de Montréal-Nord	CSPÎ : écoles primaires de Montréal-Nord	• Cégep Marie-Victorin
			Soutenir le projet École des Grands (centre d'aide aux devoirs et d'éveil scientifique) qui vise à augmenter la réussite des élèves du primaire en milieux défavorisés multiethniques (30 tuteurs recrutés par session/ étudiants collégiaux bénévoles)	CSPÎ : deux écoles primaires de Montréal-Nord (Adélard-Desrosiers et De la Fraternité)	• Cégep Marie-Victorin
			Bonifier la programmation en culture et bibliothèque, sports et loisirs qui appuie le développement de compétences chez les jeunes	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille
			Bonifier le volet jeunesse du programme de médiation culturelle de l'arrondissement de Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE			Soutenir la réalisation d'un projet éducatif en art mural auprès des enfants âgés entre 12 à 17 ans qui résident en habitations à loyer modique (HLM)	MU	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • HLM Place Normandie • Autres partenaires à identifier
			Pendant 10 ans, et chaque année, le Musée offrira 700 laissez-passer ainsi que des affiches aux jeunes référés par les écoles et organismes communautaires de Montréal-Nord. + Élaboration d'un projet éducatif et artistique avec des classes du primaire et du secondaire qui sera présenté au grand public + Collaboration pour l'éveil à la culture et aux arts à travers la réalisation de projets développés avec des organismes communautaires de Montréal-Nord, (Programme d'accessibilité et d'inclusion Le Musée en partage)	Musée des beaux-arts de Montréal	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille • Arrondissement de Montréal-Nord
			Soutenir le démarrage du projet de musique Jeunes musiciens nord-montréalais	Un itinéraire pour tous	• Culture X • Arrondissement de Montréal-Nord
			Créer une brigade de médiateurs culturels pour soutenir les enseignants dans les écoles et les intervenants communautaires	Organisme à déterminer	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Accroître le nombre de sorties culturelles effectuées par les écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord	CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord	• Ministère de la Culture et des Communications • Arrondissement de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LA LITTÉRATIE ET LA CULTURE			Offrir des activités culturelles qui facilitent l'apprentissage du français chez les jeunes nouvellement arrivés dans les classes d'accueil de la CSPÎ	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord
			Implanter un programme de cirque social à Montréal-Nord afin de développer la littératie physique des jeunes (ex. : Écoles, camps de jour)	École nationale de cirque	• Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord
			Soutenir le projet Initiation à l'organisation d'un événement culturel réalisé par des jeunes du projet Ma première expérience de travail	Les Fourchettes de l'Espoir	• Arrondissement de Montréal-Nord
AGIR SUR LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES SAINES HABITUDES DE VIE	**Accroître la pratique sportive chez les jeunes tout en favorisant l'adoption de saines habitudes alimentaires**	• Soutenir davantage les pratiques sportives • Promouvoir les saines habitudes alimentaires	Développer la Coopérative de solidarité multisports (Initiation à plusieurs sports, formations continues et emploi pour les jeunes)	Coopérative de solidarité Multisports Plus	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et sportifs
			Bonifier l'aide financière aux clubs sportifs locaux	Arrondissement de Montréal-Nord	• Clubs sportifs reconnus par l'arrondissement de Montréal-Nord
			Soutenir le programme Sport-études qui vise à offrir à des enfants défavorisés du secteur nord-est ainsi qu'à des enfants ayant une déficience intellectuelle et physique des activités sportives supervisées les fins de semaine. Répit pour les parents	Mener Autrement	• Arrondissement de Montréal-Nord • Centre de réadaptation l'Intégrale • CIUSSS-NÎM • École secondaire Henri-Bourassa • Réchaud-bus • Marathon Montréal
			Créer un fonds dédié aux athlètes locaux pour soutenir leur participation dans les équipes d'élite et compétitions de haut niveau	Clubs sportifs reconnus par l'arrondissement de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord
			Consolider le projet de danse Parle avec ton rythme	Association de la Place Normandie	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Programme Horizon Jeunesse • Un itinéraire pour tous • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LA PRATIQUE SPORTIVE ET LES SAINES HABITUDES DE VIE			Soutenir le projet École culinaire Les petits chefs afin de favoriser la sécurité alimentaire des enfants du primaire	Les Fourchettes de l'Espoir	• CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord
			Développer un programme sur la saine alimentation en lien avec les écoles primaires de Montréal-Nord	Fondation Sobeys	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Les Fourchettes de l'Espoir • La Tablée des Chefs



AXE 2 DÉVELOPPER LES TALENTS, L'EMPLOYABILITÉ ET L'ENTREPRENEURIAT

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT DES TALENTS ET DES COMPÉTENCES	**Continuer à développer le parcours de préemployabilité mis en place pour les adolescents de Montréal-Nord** **Développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes de Montréal-Nord** **Développer les talents et le leadership des jeunes, notamment par le mentorat**	• Renforcer les partenariats existants entre les organismes du parcours de préemployabilité et solliciter des employeurs potentiels pour accueillir les jeunes à la fin de leur parcours • Faire vivre des expériences entrepreneuriales aux adolescents ET • Offrir des services d'accompagnement aux jeunes adultes souhaitant démarrer une entreprise	Développer le projet Ma première expérience de travail en vue d'en faire un programme structurant et formateur pour tous les jeunes de Montréal-Nord	Les Fourchettes de l'Espoir	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Boscoville • Entreprises diverses
			Identifier et développer les programmes du Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé qui s'inscrivent dans le parcours de préemployabilité (ex. : École d'été)	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• Arrondissement de Montréal-Nord • Les Fourchettes de l'Espoir • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Entreprises diverses
			Offrir le programme DAFA à un plus grand nombre de jeunes possible	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé Intégration jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir le projet Aspirant-animateur (ASPI) visant à former les jeunes au métier d'animateur	Centre des jeunes l'Escale	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Centre d'action bénévole de Montréal-Nord • YMCA • Entre Parents de Montréal-Nord
			Offrir des stages d'exploration, du mentorat et des activités d'information sur les métiers exercés au sein de différentes organisations (ex. : Montréal Relève – Classes Affaires)	Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • CIUSSS-NÎM • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Cégep Marie-Victorin • Organisations et entreprises (ex. : Métro Richelieu)

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT DES TALENTS ET DES COMPÉTENCES		• Proposer un programme de leadership jeunesse où des personnalités de divers milieux agiront à titre de mentors auprès de jeunes talentueux	Soutenir l'implantation du nouveau projet de développement de l'entrepreneuriat Mon projet, ma carrière	CDEC de Montréal-Nord	• Service Canada • Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
			Soutenir le développement du projet Initiative succès avenir qui visent à stimuler les valeurs entrepreneuriales chez les jeunes à risque de décrochage scolaire en favorisant la rencontre avec les gens d'affaires	Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Organismes jeunesse à identifier
			Créer un Cercle des ambassadeurs et mentors pour favoriser le développement et le leadership de jeunes talents de Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Organismes jeunesse à identifier
AGIR SUR L'ACCÈS, LE MAINTIEN EN EMPLOI ET L'ENTREPRE-NEURIAT	**Offrir une gamme variée de programmes favorisant l'intégration des jeunes, notamment ceux qui sont éloignés du marché du travail**	• Accompagner et soutenir les jeunes margina-lisés qui désirent réintégrer le marché du travail vers les services et les programmes en employabilité • Proposer des alternatives d'emplois flexibles pour répondre aux besoins des jeunes en très grande précarité économique	Mettre en place une mesure d'accompagnement des jeunes vers les services et programmes d'Emploi-Québec du Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	Organismes locaux à identifier	• Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Organismes jeunesse à identifier
			Maintenir et développer le projet Voie d'accès afin de permettre aux jeunes adultes marginalisés et judiciarisés d'intégrer le marché du travail	Évolu-Jeunes 19-30 ans	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé
			Soutenir l'implantation du projet-pilote Tremplin vers l'emploi dont l'objectif est d'offrir des stages en entreprises, rémunérés, pour les jeunes éloignés du marché du travail	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Entreprises à identifier
			Créer des plateaux de travail flexibles pour les jeunes qui ne sont pas prêts à intégrer le marché du travail sur une base régulière (ex. : Programme TAPAJ)	Centre des jeunes l'Escale	• Spectre de rue • Centre international de la prévention du crime • École Amos • Arrondissement de Montréal-Nord • Organismes jeunesse à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR L'ACCÈS, LE MAINTIEN EN EMPLOI ET L'ENTREPRE-NEURIAT		• Diversifier les occasions d'emploi pour les jeunes en soutenant le développement d'entreprises d'économie sociale sur le territoire de Montréal-Nord • Développer des occasions d'emploi pour les jeunes dans les secteurs industriels et commerciaux de l'arrondissement	Offrir des occasions d'embauches aux jeunes peu scolarisés	Organismes à identifier	• Métro Richelieu (cadre, commis, emballeur, etc.) • Autres entreprises à déterminer
			Établir un programme de formations spécifiques aux métiers de l'alimentation et créer des occasions de recrutement pour les entreprises qui désirent offrir des emplois aux jeunes de Montréal-Nord	Métro Richelieu	• Service aux entreprises de la CSPÎ
			Soutenir le développement de l'entreprise d'économie sociale Carrefour du pain	Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé	• Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire



LA JEUNESSE EST LA *fierté* DE MONTRÉAL-NORD

AXE 3 ENRICHIR LE VIVRE ENSEMBLE

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRON-NEMENTS FAVORABLES	**Favoriser l'inclusion sociale des jeunes**	• Mette en place des structures d'accueil et de services favori-sant l'intégration des jeunes marginalisés • Mettre en place des mesures de soutien et d'accompagne-ment des jeunes marginalisés • Mettre en place des mesures pour lutter contre l'hypersexualisa-tion et des risques d'exploitation sexuelle des jeunes, particulièrement des filles • Mettre en place des mesures pour lutter contre la violence conjugale et intrafamiliale	Soutenir le développement du projet Incubateur d'initiatives dans le secteur nord-est de Montréal-Nord (accueil, orientation, service psychosocial, formation en culture entrepreneuriale)	Café-Jeunesse Multiculturel	• SHAPEM • CIUSSS-NÎM • Parole d'excluEs • Arrondissement de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
			Soutenir la construction d'un immeuble à logements sociaux dans le secteur nord-est de Montréal-Nord pour jeunes hommes en difficulté	Les Fourchettes de l'Espoir	• Arrondissement de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • CAMÉÉ • La Tablée des Chefs • Autres partenaires à identifier
			Offrir des logements temporaires d'urgence aux jeunes en situation de grande précarité	Centre des jeunes l'Escale	• Spectre de rue • SHAPEM • Évolu-Jeunes 19-30 ans • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Café-Jeunesse Multiculturel • Autres partenaires à identifier
			Établir un plan de communication en matière de violence conjugale et intrafamiliale	Arrondissement de Montréal-Nord	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Table femmes Osez au féminin • CIUSSS-NÎM • Autres partenaires à identifier
			Réviser la réglementation municipale en matière d'incivilités dans les parcs de l'arrondissement	Arrondissement de Montréal-Nord	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRON-NEMENTS FAVORABLES		• Soutenir les jeunes ayant un problème de santé mentale ainsi que leurs familles • Mettre en place des mesures pour lutter contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance • Valoriser l'apport des communautés culturelles au développement de la collectivité nord-montréa-laise	Soutenir le développement du projet Espace jeunesse et santé mentale pour soutenir les jeunes adultes fragilisés par un problème de santé mentale	CAMÉÉ	• Ressource intermédiaire privée en santé mentale • CIUSSS-NÎM • Arrondissement de Montréal-Nord • Les Fourchettes de l'Espoir • Autres partenaires à identifier
			Soutenir le développement du projet Les yeux grands ouverts qui vise à contrer la violence conjugale et intrafamiliale	Café-Jeunesse Multiculturel	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord • Coup de pouce jeunesse • CSPÎ – école secondaire Calixa-Lavallée • Maison SAM X • Centre des Femmes Interculturel Claire • SPVM-PDQ 39 • Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)
			Soutenir le développement du projet de mobilisation Place à l'entraide au HLM Place Normandie (ajout d'un volet de soutien scolaire)	Coup de pouce jeunesse	• Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) • Arrondissement de Montréal-Nord • CIUSSS-NÎM • Comité des partenaires de la Place Normandie • Fondation Bombardier
			Renforcer les programmes Travailleur de rue, Travailleur de proximité et Médiation sociale	Café-Jeunesse Multiculturel Institut Pacifique	• Arrondissement de Montréal-Nord • SPVM-PDQ 39 • Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM) • Centre local d'emploi • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Institut Pacifique • Parole d'excluEs • Autres partenaires à identifier
			Soutenir le projet Osez au féminin qui vise à aider les jeunes filles en difficulté (violence, délinquance, criminalité, exploitation sexuelle, hypersexualisation)	Café-Jeunesse Multiculturel	• Table de quartier Montréal-Nord en santé • Halte-Femmes Montréal-Nord • École secondaire Calixa-Lavallée • Coup de pouce jeunesse • Maison SAM X • CIUSSS-NÎM • SPVM-PDQ 39
			Soutenir le projet La concertation au cœur de nos actions pour contrer l'exploitation sexuelle des jeunes filles	École secondaire Henri-Bourassa Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé Coup de pouce jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • École primaire Le Carignan • Autres partenaires à identifier

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ENVIRON-NEMENTS FAVORABLES			Dresser un portrait de la discrimination fondée sur la race à Montréal-Nord	Ressource à identifier	• Table paix et sécurité urbaines de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord (TCJMN) • SPVM-PDQ 39 • Organismes jeunesse à identifier
			Mettre en valeur la diversité culturelle à Montréal-Nord en organisant un événement annuel (ex. : Fête de la diversité)	Organisme local à identifier	• Arrondissement de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Organismes communautaires jeunesse à identifier
			Soutenir le projet Mieux se comprendre qui vise à favoriser la cohabitation harmonieuse entre les adolescents du nord-est, les commerçants et les usagers du Mail Léger	Maison des jeunes l'Ouverture	• Arrondissement de Montréal-Nord • SPVM-PDQ 39 • Association de la Place Normandie • Entre Parents de Montréal-Nord • Un itinéraire pour tous
			Soutenir le projet Comprendre mon ado pour aider les parents, notamment ceux issus de l'immigration dans leurs relations avec leurs adolescents	Entre Parents de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • Coup de pouce jeunesse • SPVM-PDQ 39 • Maison Jean Lapointe • Centre d'écoute et de référence – UQAM • Regroupement de la valorisation de la paternité
			Sensibiliser les employeurs de Montréal-Nord aux problématiques d'embauche des jeunes des communautés culturelles	Organisme local à identifier	• Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Emploi-Québec • Chambre de commerce et d'industrie de Montréal-Nord • Arrondissement de Montréal-Nord • Table de quartier Montréal-Nord en santé • Entreprises privées à identifier
			Soutenir le développement d'un programme de formation et de médiation interculturelle	Arrondissement de Montréal-Nord (ressource d'expertise à déterminer)	• SPVM-PDQ 39 • Autres partenaires à identifier
			Établir un portrait sur la santé mentale des jeunes de Montréal-Nord	Organisme local à identifier	• CIUSSS-NÎM • Centre jeunesse de Montréal • CAMÉÉ

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
AGIR SUR L'OFFRE D'ACTIVITÉS LIBRES ET ACCESSIBLES	**Mettre en place des infrastructures qui permettent de développer l'offre d'activités offerte aux jeunes**	• Permettre aux jeunes d'avoir accès toute l'année à une offre de services accessible, riche et variée les soirs, les fins de semaine et durant les congés du calendrier scolaire incluant la période estivale	Soutenir la construction de trois nouveaux chalets de parcs incluant un espace jeunesse + un terrain de football au parc Henri-Bourassa dans les secteurs est, centre et ouest	Arrondissement de Montréal-Nord	• Ville de Montréal • Organismes jeunesse à identifier
			Soutenir l'offre de service de l'Espace Jeunesse de l'ouest – Le Salon	Programme Horizon Jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé • Organismes jeunesse à identifier
			Maintenir et bonifier le programme Temps libre (écoles + parcs) pendant la semaine et la fin de semaine	Institut Pacifique	• Arrondissement de Montréal-Nord • Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord
			Relancer le projet d'activités libres à la MCC pour les enfants de 5 à 12 ans offert les soirs après l'école	Institut Pacifique	• Arrondissement de Montréal-Nord • UIPT • CSPÎ – écoles primaires de Montréal-Nord • Organismes jeunesse et famille
			Soutenir la programmation d'activités jeunesse à la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord	Un itinéraire pour tous	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – école secondaire Henri-Bourassa • Coup de pouce jeunesse • Café-Jeunesse Multiculturel • Gap-Vie • 3e Avenue • Parole d'ExcluEs • Centre des jeunes l'Escale + École Amos
			Initier les enfants de 6 à 12 ans fréquentant les camps de jour, à la pratique sportive par la Caravan Sport Montréal	Sports Montréal	• Ville de Montréal (Politique de l'enfant) • Autres partenaires à identifier
			Soutenir le programme d'animation estivale dans les parcs de Montréal-Nord (plusieurs projets estivaux)	Arrondissement de Montréal-Nord	• Organismes communautaires et culturels à identifier
			Accroître l'impact du programme d'aide financière aux activités parascolaires dans les écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • CSEM – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord

CHAMPS D'ACTIONS	OBJECTIFS GÉNÉRAUX	OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	PROJETS/ MESURES	RESPONSABLE (S)	PARTENAIRES DE RÉALISATION ACTUELS OU POTENTIELS
			Soutenir le projet Horizon du samedi	Programmes Horizon Jeunesse	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles primaires et secondaires de Montréal-Nord • Autres partenaires à identifier
AGIR SUR L'ENGAGEMENT CIVIQUE ET SOCIAL DES JEUNES	**Développer et mettre en valeur le leadership des jeunes et le développement de compétences civiques**	• Faire en sorte que les jeunes soient parties prenantes dans la conception et la réalisation des projets qui les concernent • Créer des occasions qui permettront aux jeunes de s'impliquer et de s'exprimer sur les enjeux de société qui les concernent • Encourager les jeunes à s'engager auprès de leur communauté (bénévolat, volontariat) en les accompagnant et en leur offrant plusieurs possibilités pour le faire	Développer une École d'été à Montréal-Nord	Arrondissement de Montréal-Nord	• Boscoville • Coup de pouce jeunesse • Institut du Nouveau Monde
			Implanter le Programme Projet action jeunesse (PAJ) à Montréal-Nord	Boscoville	• Organisme jeunesse à identifier
			Créer un programme de leadership jeunesse à Montréal-Nord (conseil jeunesse, cercle des jeunes leaders et mentorés)	Arrondissement de Montréal-Nord	• Cercle des ambassadeurs et mentors • Organismes jeunesse à identifier
			Créer un concours directeur, directrice d'arrondissement d'un jour pour les étudiants du 5e secondaire	Arrondissement de Montréal-Nord	• Arrondissement de Montréal-Nord • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa
			Soutenir le programme d'entraide et d'engagement communautaire (mission global de Coup de pouce jeunesse)	Coup de pouce jeunesse	• Centraide du Grand Montréal • Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) • Direction de la santé publique (DSP) • Fondation Dufresne-Gauthier • CSPÎ – écoles secondaires Calixa-Lavallée et Henri-Bourassa • Organismes jeunesse à identifier
			Déployer un projet visant la formation et l'accompagnement des organismes dans la mise en place d'activités intergénérationnelles	Intergénérations Québec	• Organismes communautaires à identifier
SOUTENIR LES TABLES DE CONCERTATION DE MONTRÉAL-NORD	**Doter les tables de concertations des ressources pour assurer leur fonctionnement**	• Favoriser et maintenir la mobilisation des partenaires autour du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse	Assurer une coordination à temps partiel à la Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord ➕ Assurer un poste de professionnel à la Table de quartier Montréal-Nord en santé pour la mise en œuvre du Plan d'action collectif – Priorité Jeunesse	Table de quartier Montréal-Nord en santé Table de concertation jeunesse	• Québec en Forme • Arrondissement de Montréal-Nord • Secrétariat à la jeunesse du Québec



LA JEUNESSE, C'EST UNE
priorité collective
À MONTRÉAL-NORD

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1203602001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 72 153 $ à l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir afin de donner une première expérience d'emploi à des jeunes du secondaire ou éloignés du marché du travail par le programme de brigade de propreté de 6 cours d'école, le nettoyage des terrains privés en façade des bâtiments de certaines rues et la plantation d'arbres sur des terrains privés, du 27 avril au 2 novembre 2020 et approuver le projet de convention à intervenir.

IL EST RECOMMANDÉ,

QUE SOIT accordée une contribution financière de 72 153 $ à l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir afin de donner une première expérience d'emploi à des jeunes du secondaire ou éloignés du marché du travail par le programme de brigade de propreté de 6 cours d'école, le nettoyage des terrains privés en façade des bâtiments de certaines rues et la plantation d'arbres sur des terrains privés, du 27 avril au 2 novembre 2020;

QUE SOIT approuvé un projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et l'organisme;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 18:06

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203602001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 72 153 $ à l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir afin de donner une première expérience d'emploi à des jeunes du secondaire ou éloignés du marché du travail par le programme de brigade de propreté de 6 cours d'école, le nettoyage des terrains privés en façade des bâtiments de certaines rues et la plantation d'arbres sur des terrains privés, du 27 avril au 2 novembre 2020 et approuver le projet de convention à intervenir.

CONTENU

CONTEXTE

En 2019, l'arrondissement a confié à l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir le mandat de former et coordonner une brigade de propreté.

Composée de 8 jeunes en situation de décrochage social et ou scolaire, la brigade de propreté a réalisé pendant 30 semaines (du 1er mai au 23 novembre 2019) des travaux de nettoyage de sites ciblés (6 cours d'écoles et terrains en façade de certaines rues de l'arrondissement) et a également participé à des activités horticoles (plantation et entretien d'arbres et d'arbustes). Les activités horticoles ont été menées par la Société de verdissement du Montréal métropolitain (Soverdi), organisme partenaire de Les Fourchettes de l'Espoir.

L'arrondissement est satisfait des travaux réalisés en 2019 par l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir.

L'organisme Les Fourchettes de l'Espoir souhaite reconduire ce projet en 2020 en collaboration avec son partenaire historique, la Soverdi (volet activités horticole).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA 19 04 08 Accorder une contribution financière de 78 774 $ à l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir afin de donner une première expérience d'emploi à des jeunes du secondaire ou éloignés du marché du travail par le programme de brigade de propreté de 6 cours d'école, le nettoyage des terrains privés en façade des bâtiments de certaines rues et la plantation d'arbres sur des terrains privés, du 1er mai au 30 novembre 2019 et approuver un projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et l'organisme.

CA 18 101 23 Accorder une contribution financière de 79 579 $, à l'organisme Les Fourchettes de l'Espoir afin de donner une première expérience d'emploi à des jeunes du secondaire ou éloignés du marché du travail par le programme de propreté de 6 cours d'écoles, le nettoyage des terrains en façade des bâtiments de certaines rues et la plantation d'arbres du 1er mai au 30 novembre 2018 et approuver un projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal, arrondissement de Montréal-Nord et l'organisme.

DESCRIPTION

Le coordonnateur de la brigade de propreté 2020 interviendra du 27 avril au 2 novembre 2020.

La brigade de propreté sera active du 4 mai au 2 novembre 2020 et les interventions auront lieu aux endroits suivants :

Les 6 cours d'écoles suivantes :

· École secondaire Lester B. Pearson
· École secondaire Henri-Bourassa
· École secondaire Calixa-Lavallée
· École primaire Le Carignan
· École primaire Jules-Verne
· École Gerald McShane

Les travaux de nettoyage des cours d'écoles seront exécutés de la manière suivante :

· 2 fois par semaine entre le 4 mai et le 13 septembre 2020;
· 1 fois par semaine entre le 14 septembre et le 30 octobre 2020

Les terrains privés situés en façade des bâtiments aux endroits suivants :

· Secteur Nord-Est : Les rues Pascal, Arthur Chevrier et Pierre (soit le secteur situé entre le boulevard Rolland et le boulevard Langelier);
· Secteur ouest (Pie – IX)

Les travaux de nettoyage de ces terrains privés seront exécutés de la manière suivante :

· Secteur Nord-Est : 3 fois par semaine entre le 4 mai et le 13 septembre 2020, puis 2 fois par semaine entre le 14 septembre et le 30 octobre 2020;
· Secteur ouest (Pie-IX) : 2 fois par semaine entre le 4 mai et le 13 septembre 2020, puis 1 fois par semaine entre le 14 septembre et le 30 octobre 2020.

L'organisme communautaire devra embaucher 8 jeunes qui seront encadrés par un coordonnateur, intervenant social. Ces jeunes devront être à leur première expérience d'emploi et le nombre d'heures travaillées cette année oscillera entre 15 à 20 heures par semaine.

Les jeunes vont effectuer la plantation de 100 arbres en terrain privé avec la Soverdi. Une formation sera effectuée sur la plantation de végétaux par les intervenants de la Soverdi.

À la fin du projet, lors d'une activité de reconnaissance, l'organisme remettra à chaque jeune une attestation de participation à la Brigade de propreté avec la mention d'une compétence ''Plantation d'arbres de petit calibre''.

L'offre de service de l'organisme est présentée à l'annexe A de la convention. L'annexe B précise les attentes de l'arrondissement.

JUSTIFICATION

La brigade de propreté s'insère dans les objectifs de la Planification stratégique :

Orientation 1 : une communauté engagée envers les jeunes.

Objectif 1.3 : favoriser le développement de l'employabilité.

Orientation 9 : Des pratiques environnementales bonifiées

Objectif 9.1 : Améliorer la performance de l'arrondissement dans la gestion des matières résiduelles

Objectif 9.2 : Encourager les initiatives citoyennes ou des organismes pour un arrondissement plus vert et plus propre

Objectif 9.4 : Lutter contre les îlots de chaleur et verdir l'arrondissement

Ce projet s'insère dans le plan d'action Priorité Jeunesse à l'Axe 2 :

Champs d'action : agir sur l'accès, le maintien en emploi et l'entrepreneuriat.

Objectif général : offrir une gamme variée de programmes favorisant l'intégration des jeunes, notamment ceux qui sont éloignés du marché du travail.

Objectif spécifique : proposer des alternatives d'emplois flexibles pour répondre aux besoins des jeunes en très grande précarité économique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution au montant de 72 153$ sera financée par le budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le volet plantation d'arbres de ce projet s'insère dans les objectifs du plan local de développement durable 2017-2020 de l'arrondissement :

Action 4 : Protéger et enrichir la forêt urbaine et la biodiversité

Mesures de mise en œuvre : Identifier les emplacements propices et procéder à la plantation d'arbres sur le domaine public

IMPACT(S) MAJEUR(S)

· Offrir l'opportunité à des jeunes d'occuper un premier emploi;

· Encourager la persévérance scolaire et la réinsertion socio-professionnelle;

· Permettre à des jeunes de participer à l'amélioration de leur quartier et augmenter leur sentiment d'appartenance;

· Permettre à des jeunes d'occuper un emploi à temps partiel sur une longue période (plus de 6 mois);

· Développer des compétences d'employabilité chez les jeunes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Signature de la convention : mi-avril 2020;

· Début du projet : 27 avril 2020;

· Premières phases de nettoyages hebdomadaires : 4 mai au 13 septembre 2020;

· Deuxièmes phases de nettoyages hebdomadaires : du 14 septembre au 30 octobre ;

· Plantation des arbres : 1er au 23 novembre;

· Fin du projet : 2 novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Daniel ROBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilbert BÉDARD
Directeur

Tél : 514 328-4000 (4105)
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-05

Gilbert BÉDARD
Directeur

Tél : 514 328-4000 (4105)
Télécop. :

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
LES FOURCHETTES DE L'ESPOIR
(Brigade propreté) – 72 153 $

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, (Arrondissement de Montréal-Nord), personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 4243, rue de Charleroi, Montréal-Nord, Québec, H1H 5R5, agissant et représentée par Me Marie-Marthe Papineau, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution du conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, adoptée le sous le numéro CA 1910157 ;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET : **LES FOURCHETTES DE L'ESPOIR**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 12165, boulevard Rolland, à Montréal-Nord, Québec; H1G 5Y1, agissant et représentée par Mme Brunilda Reyes, directrice, dûment autorisée à cette fin par une résolution de son conseil d'administration en date du 23 avril 2017;

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

No d'inscription d'organisme de charité : 86877 8412 RP0001

Ci-après appelée l'**« Organisme »**

ATTENDU QUE l'**Organisme** entend aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE la **Ville** sollicite l'organisme afin de contribuer à donner une première expérience d'emploi à des jeunes du secondaire ou éloignés du marché du travail pour effectuer du nettoyage d'espaces verts.

ATTENDU QUE la **Ville** veut mettre en place le plan d'action priorité jeunesse et ainsi développer le projet ''Ma première expérience de travail en vue d'en faire un programme structurant et formateur pour tous les jeunes de l'arrondissement de Montréal-Nord;

ATTENDU QUE l'**Organisme** sollicite la participation financière de la **Ville** pour la mise en œuvre d'un projet d'intervention social;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un Règlement de gestion contractuelle en vertu de l'Article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie dudit règlement à l'**Organisme**;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités selon lesquelles la **Ville** apporte son soutien à l'**Organisme** qui s'engage à exécuter un projet d'intervention conformément à la présente convention et à ses annexes A, B et C qui en font parties intégrantes.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Directeur » :** Le Directeur des travaux publics ou son représentant autorisé;

2.2 **« Annexe A » :** Document de presentation du projet 2020

2.3 **« Annexe B » :** Brigade des travaux de propreté 2020 – Devis technique;

2.4 **« Annexe C » :** Programme de prévention

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des annexes A, B et C qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la **Ville**, l'**Organisme** :

4.1 Réalisation du projet

Réalise son projet d'intervention en conformité avec les dispositions de la présente convention et des annexes A, B et C et des directives du Directeur;

4.2 Rapports d'étape et final

Dépose, auprès du Directeur, un rapport hebdomadaire en ce qui a trait aux travaux effectués, les rapports d'étapes, les cas échéant, ainsi que le rapport final requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, tels, non limitativement, la ventilation des activités, le nombre d'employés et leur provenance;

4.3 Autorisations et permis

Obtient toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.4 Respect des lois

Se conforme en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.5 Promotion et publicité

S'assure du respect des paramètres définis par la Division des communications de l'ARRONDISSEMENT en ce qui a trait à l'utilisation du logo et la mention de la participation de l'ARRONDISSEMENT à l'événement.;

4.6 Aspects financiers

4.6.1 Tient une comptabilité distincte faisant état de l'utilisation des sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention;

4.6.2 Autorise le Directeur du Service des finances de la Ville et le Vérificateur général de la Ville ou leurs représentants à examiner les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les pièces justificatives et à en prendre copie, sans frais;

4.6.3 Remet à la Ville, dans les trente (30) jours de leur adoption, une copie de ses états financiers annuels. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'**Organisme**. Pour les contributions financières de la Ville de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise au Vérificateur général de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*;

4.6.4 Remet à la Ville, à l'échéance de la présente convention, toute somme non engagée dans la réalisation des activités du projet d'intervention, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet;

4.7 Responsabilité

Prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite dirigée contre elle par des tiers en raison de la présente convention et de l'exercice des droits en découlant et la tient indemne de tout jugement ou de toute décision, de quelque nature que ce soit, en capital, intérêts et frais;

4.8 Attestation

Fournit, à la signature de la convention, une copie de ses Lettres Patentes et une déclaration de l'Inspecteur Général des Institutions Financières, attestant qu'il est immatriculé et n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle.

4.9 Personnel

Les employés de la brigade doivent habiter dans l'arrondissement de Montréal-Nord.

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'**Organisme** de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention et aux annexes A, B et C, la Ville convient de lui verser une somme maximale de **soixante- douze mille cent cinquante-trois (72 153 $).**

5.2 Versements

La somme maximale payable à l'**Organisme** comprend le coût de toutes les activités, les dépenses et toutes les taxes applicables (TPS et TVQ), le cas échéant. Cette somme sera versée comme suit:

5.2.1 Quarante pourcent (40 %), soit **28 861, 20 $** seront versés dans les trente (30) jours de la signature de la convention par les deux parties;

5.2.2 Trente pourcent (30 %), soit **21 645,90 $** seront versés vers le 15 juin 2020, suite à la remise du rapport d'étape (voir devis technique, article 9);

5.2.3 Quinze pourcent (15 %), soit **10 822, 95 $** seront versés vers le 7 septembre 2020, suite à la remise du rapport d'étape (voir devis technique, article 9);

5.2.4 Quinze pourcent (15 %), soit **10 822, 95 $** seront versés à la remise du rapport final le 1er décembre 2020 (le contenu du rapport sera déterminé en septembre).

5.3 Annulation

Le directeur peut suspendre, réduire ou annuler un versement si la réalisation des activités des annexes A et B, ne requiert plus, à son avis, cette somme maximale. Il peut également exiger la remise de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des activités de l'**Organisme** dans le cadre de son projet d'intervention.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'**Organisme** doit, dans la réalisation des activités visées aux annexes A , B et C, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'**Organisme** doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

L'**Organisme** doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'**Organisme**.

6.3 L'**Organisme** doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas serir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

i) si l'**Organisme** n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

ii) si l'**Organisme** fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) de l'article 7.1, le Directeur avise par écrit l'**Organisme** du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'**Organisme** n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'**Organisme** refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) de l'article 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7.1, toute somme non versée à l'**Organisme** cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore utilisée reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'**Organisme**.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'**Organisme** pour perte de revenus ou profits anticipés.

8.2 L'**Organisme** convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
INCESSIBILITÉ

L'**Organisme** ne peut céder, ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'**Organisme** doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS DE DOLLARS** (2 000 000 $) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée ;

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville ;

10.3 Copie de la police ou du certificat de la police doit être remise au Directeur dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention. L'**Organisme** doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance.

10.4 Copie du document confirmant que son dossier est en règle à la CSST.

ARTICLE 11
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 12
RELATION CONTRACTUELLE

L'**Organisme** n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de quelque autre façon.

ARTICLE 13
ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS

Aux fins de la présente convention, les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont une partie avisera l'autre conformément au présent article.

Tout avis qui doit être donné à une partie en vertu de la présente convention doit être écrit et lui être transmis par courrier recommandé ou poste certifiée, auquel cas il est réputé reçu dans les trois (3) jours de sa mise à la poste, ou lui être remis par huissier ou par messager.

ARTICLE 14
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve à l'article 8, le **31 décembre 2020**.

ARTICLE 15
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 16
DESIGNATION DES REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Lorsqu'une partie doit donner à l'autre un avis en vertu du présent protocole, il doit être donné par et adressé aux représentants suivants :

1. Pour la **Ville** : M. Gilbert Bédard, Directeur des travaux publics.

2. Pour L'**Organisme** : Mme Brunilda Reyes, Directrice.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Marie-Marthe Papineau
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2020

LES FOURCHETTES DE L'ESPOIR

Par : _____
Mme. Brunilda Reyes
Directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, le 2e jour de mars 2020 (Résolution)

JOINDRE LA POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE À JOUR

Ainsi que les annexes A, B et C.

ANNEXE A

Brigade des travaux de propreté 2020– Présentation du projet

ANNEXE B

Brigade des travaux de propreté 2020 – Devis technique

Programme de prévention.

ANNEXE C

Programme de prévention.

BRIGADE DE PROPRETÉ - ÉDITION 2020

Depuis l'été 2012, nous mettons en place une Brigade de propreté durant 7 mois chaque année.

En 2019, L'Équipe de propreté était active pendant **trente (30) semaines, du 1er mai au 23 novembre 2019**. Elle était composée de 8 brigadiers et d'un intervenant social qui a accompagnait les jeunes dans le volet de l'insertion socioprofessionnel.

Les huit (8) jeunes ciblés étaient en situation de décrochage social et/ou scolaire. En d'autres cas, ils étaient toujours à l'école mais en risque de décrochage scolaire. Les participants étaient tous âgés entre 16 et 30 ans.

L'objectif du projet est mettre des jeunes en action et de les aider à démarrer un parcours socioprofessionnel qui peut les amener à reprendre et/ou entreprendre les études ou à débuter une recherche de travail avec les outils nécessaires pour réussir. (Documents d'identité, C.V, carte d'assurance de maladie, etc.)
60% des jeunes qui passent par le projet trouvent avant la fin de celui-ci un travail ou sont accepter dans une entreprise d'insertion afin de continuer leur cheminement. 30% sont prêts à continuer des démarches (identifiées pendant le projet) pour avancer de manière plus autonome dans leurs parcours suite au programme et nous avons seulement un taux d'abandon de 10% avant la fin du projet.

Pour 2020 nous demandons de reconduire le projet avec les mêmes barèmes.

Objectif du projet

Le projet « Brigade de propreté » vise l'amélioration de la qualité du milieu de vie dans les secteurs ciblés en constituant et en mettant en œuvre une Équipe de propreté avec un volet de plantation, d'entretien de plantes et d'arbustes en partenariat avec Soverdi. Dans un second temps, les brigadiers sont accompagnés pour la réalisation de leurs projets socioprofessionnels à travers leur réinsertion et/ou maintien à l'école.

Brigade de propreté 2020

Pour l'année 2020, 8 jeunes ciblés par le projet seront en situation de décrochage soit social soit scolaire et devront entreprendre une démarche d'insertion sociale. Ils feront parti de la tranche d'âge des 17-30 ans.

Déroulement du projet

Notre objectif est d'augmenter le niveau de propreté autour des deux pôles commerciaux et dans 6 cours d'école. Pour ce faire, nous proposons d'être présent dans 6 écoles, dans les terrains privés en façade des bâtiments de certaines rues de Montréal-nord et finalement, l'entretien des bacs des arbustes des écoles secondaires Henri-Bourassa et Lester B. Pearson.

Les travaux de nettoyage des cours d'école s'effectueront aux endroits suivants :

- École secondaire Lester B. Pearson
- École secondaire Henri-Bourassa
- École secondaire Calixa-Lavallée
- École primaire le Carignan
- École primaire Jules-Vernes
- École primaire Gérald McShane

Les terrains privés situés en façade des bâtiments aux endroits suivants :

- Rues : Pascal, Arthur Chevrier et Pierre (du boulevard Rolland au boulevard Langelier)
- En collaboration avec l'arrondissement et les services concernés, le travail effectué par la Brigade de propreté est encadré pour être complémentaire à celui effectué par les employés des travaux publics.

Nous proposons la fréquence d'exécution des travaux suivante :

- Nettoyage des cours d'école : Entre mai et mi-septembre 2 fois par semaine et entre mi-septembre et fin octobre 1 fois par semaine, si la température nous le permet.

- Nettoyage des pôles commerciaux :

  Secteur ouest (Pie IX) : 2 fois par semaine jusqu'au mois de septembre et 1 fois par semaine entre septembre et fin octobre.

  Secteur nord –est : entre mai et mi-septembre 3 fois par semaine et entre mi-septembre et fin octobre 2 fois par semaine

Santé et sécurité au travail :

- Les brigadiers porteront en tout temps une veste fluorescente reconnue par L'ACNOR
- Le port des gants sera obligatoire en tout temps.
- Au début du projet, l'intervenant fera une rencontre où il parlera des mesures de sécurité au travail. Par la suite, au début de chaque semaine, ces consignes seront rappelées aux brigadiers.

- ***<u>Insertion socioprofessionnelle des jeunes</u> :*** Le projet de Brigade de propreté est accompagné d'un volet d'insertion sociale. Les brigadiers seront toujours accompagnés par un intervenant avec qui ils travailleront sur leurs aspects personnels***.***

Pendant cette période, les jeunes participeront à des interventions de groupe et à des interventions individuelles qui seront animés par l'intervenant social. Ces ateliers se feront quand la météo ne permet pas de travailler à l'extérieur.

- ***<u>CALENDRIER :</u> Du 27 avril au 2 novembre 2020, 20 heures par semaine pour le premier bloque du 4 mai au 13 septembre et à 15H du 14 septembre au 2 novembre.***

PROJECTION FINANCIÈRE DU PROJET – ÉDITION 2020

POSTE	**COÛT DU PROJET**	Arrondissement	Fourchettes	SOVERDI
8 Brigadiers 20 heures par semaine pendant 19 semaines (04 mai ou 13 septembre) à 14,0$ /H plus avantages sociaux.	**50.221,00**	**41.221,00**	**X**	**9.000,00**
8 Brigadiers 15 heures par semaine pendant 7 semaines (du 14 septembre au 02 novembre) à 14,00$/H plus avantages sociaux	**13.877,00**	**13.877, 00**	**X**	**X**
Quatre Heures par semaine accompagnement des jeunes. Pour leur projet socio-professionnel pendant 30 semaines.	**2.690,00**	**X**	**2.690,00**	**X**
1 Coordonnateur/intervenant 30 Hrs par semaine pendant 20 semaines à 18,00$/H plus avantages (27 avril ou 13 septembre)	**12.744,00**	**8.496,00**	**4 248.00**	**X**
1 Coordonnateur/intervenant 20Hrs par semaine, pendant 9 semaines A 18,00$/H plus avantages	**3.823,00**	**3.823,00**	**X**	**X**
Déplacement Kilométrage pour le transport des brigadiers	**800,00**	**800,00**	**X**	**X**
Matériel de travail (liste en annexe)	**1.000,00**	**500,00**	**X**	**500,00**
Frais Administratifs (fourniture bureau, locaux, télécommunications)	**2.650,00**	**X**	**2.650,00**	**X**
SOUS-TOTAL	**87.805,00**	**68.717,00**	**9.588,00**	**9.500,00**
5% frais de gestion	4.390,00	3.436,00	454,00	500,00
TOTAL DU PROJET	**92.195,00**	**72.153**	**10.042,00**	**10.000,00**

ANNEXE B

BRIGADE DES TRAVAUX DE PROPRETÉ 2020
DEVIS TECHNIQUE

Mars 2020

Montréal-Nord
Montréal

ANNEXE B - BRIGADE DE PROPRETÉ 2020 – DEVIS TECHENIQUE

1. NATURE DES TRAVAUX

Le projet consiste à effectuer des travaux de nettoyage sur le territoire de 6 écoles, les terrains privés en façade des bâtiments de certaines rues de l'arrondissement de Montréal-Nord, l'entretien de bacs d'arbustes situés aux écoles secondaires Henri-Bourassa et Lester B. Pearson.

2. DURÉE DE L'ACTIVITÉ

27 avril mai au 2 novembre 2020

3. DESCRIPTION DE LIEUX

Les travaux de nettoyage des cours d'écoles s'effectueront aux endroits suivants: École secondaire Lester B. Pearson;
École primaire Le Carignan; École primaire Jules-Verne;
École secondaire Henri-Bourassa;
École primaire Gérald McShane; École secondaire Calixia-Lavallée.

Les terrains privés situés en façade des bâtiments aux endroits suivants :

- Les secteurs commerciaux des rues Pascal, Pierre, Arthur Chevrier, Rolland et Langelier;
- Secteur à l'ouest du boulevard Pie-IX (notamment la rue Fleury)

4. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Écoles
Le travail consiste à ramasser tous les déchets et vider les poubelles sur les terrains des écoles mentionnés à l'article 3.

À chaque visite, le coordonnateur devra aviser le représentant de l'école de leur présence et indiquer la durée approximative des travaux de nettoyage. Cependant, si l'école est fermée, le coordonnateur des travaux ne sera pas tenu d'informer le représentant de l'école.

S'il y a présence de déchets comportant des risques pour la santé comme la présence de seringues, de condoms ou autres, le coordonnateur devra prendre une photo et la transmettre électroniquement au responsable de l'école et mettre en copie conforme le représentant de la Ville dans les plus brefs délais
Les sacs à ordures seront fournis par la Ville et les déchets seront disposés à la M.C.C.

S'il y a une présence d'un grand nombre de sacs, l'organisme doit communiquer avec le responsable de l'arrondissement afin que les sacs soient disposés à l'endroit approprié.

Entretien des bacs d'arbustes aux écoles secondaires Henri-Bourassa et Lester B. Pearson
Le travail consiste à arroser, désherber, remplacer les plantes mortes (fournies par la Soverdi). La fréquence est hebdomadaire. Il y a 45 bacs à entretenir. Les travaux seront effectués entre le 4 mai au 2 novembre 2020.

Compostage

Le travail consiste à ramasser et mettre en tas les résidus de jardinage des projets du Nord-est et à les mélanger périodiquement. Des composteurs seront utilisés.

5. FRÉQUENCE DES TRAVAUX

Les 6 cours d'écoles

4 mai au 13 septembre 2020
Nettoyage 2 fois par semaine

14 septembre au 2 novembre 2020
Nettoyage 1 fois par semaine

Terrains privés

4 mai au 13 septembre 2020
Nettoyage 3 fois par semaine des sites du secteur Nord-Est et nettoyage 2 fois par semaine des sites du secteur ouest

14 septembre au 2 novembre 2020
Nettoyage 2 fois par semaine des sites du secteur Nord-Est et nettoyage 1 fois par semaine des sites du secteur ouest

6. RÉGLEMENTATION, SÉCURITÉ ET PROPRETÉ

L'adjudicataire est responsable de l'organisation du travail, de la surveillance, du bon ordre, de la propreté et de la tenue de ses employés sur le chantier. Il devra se conformer aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux relatifs aux travaux qu'il exécute;

Il devra fournir une preuve que tous les employés ont été informés concernant les risques biologiques, les piqures d'insectes, la maladie de Lyme, les coups de chaleur que comporte ce genre de travail. Il devra fournir un protocole concernant la collecte de seringues, de condoms ou autres;

Tous les employés devront porter en tout temps un chandail identifié à l'organisme. Ils devront porter des souliers pour effectuer le travail. Le port de la sandale ne sera pas autorisé.

7. COMPORTEMENT DES EMPLOYÉS ET SUPERVISION

Les employés devront être respectueux avec la clientèle. Ils ne devront pas travailler torse nu et ne pas porter de pantalon court. Ils devront porter, en tout temps, une tenue décente et appropriée à leur travail. La brigade de propreté devra être accompagnée par un chargé de projet qui sera présent sur les lieux de travail, en tout temps.

8. SANTÉ ET SÉCURITÉ

Les employés, lors de l'exécution des travaux, devront porter en tout temps une veste fluorescente reconnue par l'ACNOR. En aucun temps, des outils ne devront être laissés au sol sans protection.

9. RAPPORT D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'organisme devra remplir un rapport d'exécution quotidien des travaux en indiquant la date, l'adresse des lieux, les tâches effectuées, les noms des employés présents, signer ce rapport et remettre une copie au plus tard au début de chaque semaine au représentant de la Ville.

Au 1er Septembre 2020, l'organisme devra remettre un rapport d'étape qui comprendra le nom des employés et le nombre d'heures travaillées.

Au 1er décembre 2020, l'organisme devra remettre un rapport d'activité final qui comprendra le nom des employés et le nombre d'heures travaillées.

10. PLAINTES

L'organisme devra accorder une attention immédiate aux plaintes de toutes sortes émises par les citoyens et les autorités et fera tout en son possible pour acheminer rapidement les plaintes reçues au responsable de la Ville.

11. MATÉRIEL FOURNI PAR L'ARRONDISSEMENT

1 bac pour les seringues
Sacs à ordures

Tout autre matériel nécessaire à la tâche devra être fourni par l'organisme.

12. CLIENTÈLE VISÉE

La brigade des travaux de propreté vise surtout à donner de l'emploi aux jeunes de l'arrondissement.
La clientèle visée est des jeunes à leur première expérience d'emploi.

13. NOMBRE D'EFFECTIFS

Le nombre d'intervenants devra être au moins de 8.

14. RÉDACTION DU RAPPORT D'ACTIVITÉ

L'organisme devra rédiger un rapport d'activité à la fin du projet. Le contenu sera convenu avec l'arrondissement en début de projet.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207549002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 500 $ au Club de patinage artistique de Montréal-Nord inc. pour l'événement « Revue sur glace 2020 » qui aura lieu les 18 et 19 avril 2020, à l'aréna Fleury, dans le cadre du 50e anniversaire de l'organisme.

QUE soit accordée une contribution financière de 500 $ au Club de patinage artistique de Montréal-Nord pour l'événement « Revue sur glace 2020 » qui aura lieu les 18 et 19 avril, à l'aréna Fleury, dans le cadre du 50e anniversaire de l'organisme;
ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 17:55

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207549002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 500 $ au Club de patinage artistique de Montréal-Nord inc. pour l'événement « Revue sur glace 2020 » qui aura lieu les 18 et 19 avril 2020, à l'aréna Fleury, dans le cadre du 50e anniversaire de l'organisme.

CONTENU

CONTEXTE

Le 11 octobre 2011, le conseil d'arrondissement de Montréal-Nord a adopté la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes. Celle-ci stipule que les subventions pour des projets spéciaux peuvent être accordées aux partenaires reconnus.
Pour obtenir une subvention pour un projet spécial, l'organisme doit faire sa demande par écrit en remplissant le formulaire prévu à cette fin et la déposer pour analyse à la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social. Si le projet est accepté, l'organisme doit compléter un rapport d'activités, après sa réalisation, et le transmettre à cette même Direction.

Les projets qui peuvent être soumis par les partenaires doivent répondre à l'un ou l'autre des objectifs suivants :

a) Soutenir des activités ou des événements réalisés en dehors de la programmation normale d'un projet ou d'un programme existant;

b) Mettre au point une programmation d'activités à l'intention des jeunes de moins de 25 ans qui n'est pas soutenue financièrement par une autre source de subvention;

c) Appuyer des mesures et des politiques afin de faciliter la participation de personnes de milieux défavorisés aux activités d'un organisme;

d) Souligner l'anniversaire de l'organisme qui présente une demande.

Dans ce cadre, le Club de patinage artistique de Montréal-Nord inc. a déposé une demande répondant principalement aux critères a) et d) auprès de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 10200 (14 mai 2018) :Approuver la reconnaissance et le soutien, pour la période du mois de mai 2018 au mois d'avril 2021, au Club de patinage artistique de Montréal-Nord, au Centre communautaire multi-ethnique de Montréal-Nord et au Club de Karaté de Montréal-Nord à titre de partenaires de mission complémentaire, à Paroles d'excluEs, à Panier Futé Coop et à Un itinéraire pour tous à titre de partenaires de mission partagée.

DESCRIPTION

Une Revue sur glace sera organisée par le Club de patinage artistique de Montréal-Nord inc. à l'aréna Fleury les 18 et 19 avril 2020.
À compter du 16 avril, les membres pratiqueront des créations de chorégraphies, des créations de costumes ainsi que des séances d'entraînement répétées afin d'être prêts pour l''événement.
Le spectacle sera fait principalement par des participants réguliers de l'organisme âgés de 3 à 30 ans.

JUSTIFICATION

Selon la Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes, celle-ci stipule à l'article 7.5.1.3 :

- Le montant annuel maximum accordé à un partenaire de mission pour un projet spécial est de 5 000 $.
- La somme versée pour souligner l'anniversaire d'un organisme ne peut excéder 50 $ pour chaque tranche de cinq (5) années d'existence complétées de l'organisme. L'attribution d'une telle somme n'est pas récurrente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense sera imputée dans le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette activité organisée par le Club de patinage artistique de Montréal-Nord inc. dans le bâtiment appartenant à l'arrondissement est faite afin de souligner le travail, l'effort des patineurs et l'implication de tous les bénévoles œuvrant dans notre communauté nord-montréalaise.
Cet événement permettra à ce sport de glace de se faire connaître et d'y voir les différentes particularités qui s'y rattachent.

L'organisme invite l'arrondissement à cet événement d'envergure et appuie ce partenaire de mission complémentaire qui aide les enfants, adolescents et jeunes adultes du territoire à pratiquer et faire connaître le sport qu'est le patinage artistique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il est souhaité que l'organisme souligne la contribution spécifique de l'Arrondissement ainsi que le partenariat en cours entre les deux entités, dans ses publications ainsi qu'à d'autres moments marquant du 50ème anniversaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Le présent dossier est conforme à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Sophie BOULAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude FOURNIER
Conseillère en planification

Tél : 514-328-4000
Télécop. : 514-328-4064

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-05

Claudel TOUSSAINT
Directeur

Tél : 514 328-4000
Télécop. : 514 328-4064

Montréal-Nord
Montréal

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville
Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

Téléphone : 514-328-4000 poste 4077
Télécopieur : 514-328-4064

FORMULAIRE 4
DEMANDE DE SUBVENTION POUR DES PROJETS SPÉCIAUX

Réservé à l'administration

Partenaire de mission	**Partenaire associé**	**Partenaire privé**
☐Complémentaire	☐Concertation	☐
☐Partagée	☐Institutionnel	

Titre du projet	**Revue sur glace 2020 – 50eme anniversaire**

1. Renseignements généraux

Nom de l'organisme	Club de Patinage Artistique Montréal-Nord	
Responsable du projet	Daniel Lauzon	
Adresse de correspondance	1044 Gariépy	
Ville et code postal	Montréal-Nord	H1H 4C5
Téléphone	(514) 326-3792	(514) 820-5488
Courriel et site Internet	Daniel.lauzon8@videotron.ca	

À noter :

Tel que stipulé dans la politique de reconnaissance et de soutien des organismes,

1. Toute demande de subvention pour un projet spécial doit être déposée pour analyse, au moins 14 jours avant une séance du comité de développement social et communautaire.

2. Une fois le projet réalisé, l'organisme rédige un rapport d'activité et le transmet à la direction (formulaire 5). L'organisme qui ne transmet pas de rapport d'activité n'est pas admissible à une subvention pour des projets spéciaux l'année suivante.

2. Description du projet

Déroulement le projet	Création de chorégraphies, création de costumes, pratiques. Représentations publiques (18 et 19 avril 2020).		
Durée du projet	Date de début	Date de fin	Nombre de semaines
	2 mars 2020	19 avril 2020	7
Domaine d'intervention ciblé (Culture – sport – loisirs - communautaire)	Sport - Loisirs		
Clientèle ciblée (0 à 5 ans – 6 à 12 ans – 12 à 17 ans – 18 ans et + - aînés – nouveaux arrivants – communautés culturelles, etc.)	3 ans à 30 ans		
Promotion (Écoles – membres – journaux – site Internet - Tables de concertation, etc)	Membres, Journaux, écoles		
Lieu	Arena Fleury		

3. Impacts du projet

Objectifs	Résultats attendus
Récompenses aux membres (patineurs)	Augmentation des inscriptions (membres)
Gratification des jeunes	Estime de soi et fierté

4. Partenaires

Partenaires	Type de soutien

5. Coût du projet

DÉPENSES	Montant
Frais salariaux engendrés (honoraires professionnels)	6500 $
Frais liés à l'activité (fournitures de bureau, photocopies, frais de transport, publicité, location d'équipements, autres)	32000 $
Frais de gestion encourus (maximum 10% des dépenses et selon l'ampleur du projet)	3200 $
TOTAL DES DÉPENSES	41700 $
REVENUS	**Montant**
Dons – Commanditaires - Subventions	0
Vente de billets	9000 $
Autres	100 $
TOTAL DES REVENUS	9100 $
MONTANT TOTAL DU SOUTIEN FINANCIER DEMANDÉ À L'ARRONDISSEMENT	500 $

6. Informations complémentaires

N.B. Nous vous invitons à appuyer votre demande de documents tels que plan d'action, plan de promotion, lettres d'appui ou autres.

Date de remise du formulaire *tenue d'événement sur le domaine public* via le **Bureau des réservations**	17 janvier 2020

Signature du responsable de l'organisme

17 janvier 2020
Date

À RETOURNER :
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
4255, place de l'Hôtel-de-Ville, Montréal-Nord (Québec) H1H 1S4

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1206868001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver un don de 100 $ à la Fondation québécoise du cancer à la suite du décès de M. Robert Black, père de Mme Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord.

Il est recommandé :

QUE soit approuvée la dépense de 100$ à la Fondation québécoise du cancer à la suite du décès de M. Robert Black, père de Mme Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord.

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 18:01

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

PROJET

IDENTIFICATION

Dossier # :1206868001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver un don de 100 $ à la Fondation québécoise du cancer à la suite du décès de M. Robert Black, père de Mme Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Montréal-Nord souhaite faire un don de 100$ à la Fondation Québécoise du cancer ayant son siège social au 2075, rue de Champlain à Montréal, à la suite du décès de monsieur Robert Black, père de madame Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Monsieur Robert Black étant décédé à la suite d'un cancer, cette contribution permettrait d'apporter un peu de soutien à l'organisme dans l'accomplissement de sa mission.

JUSTIFICATION

La Fondation québécoise du cancer soutient les personnes atteintes et leurs proches, ici au Québec, par des services concrets adaptés à leurs besoins et préoccupations quotidiennes. Ils sont là, au coeur de l'épreuve, pour écouter, informer, réconforter, accompagner et héberger les Québécois que le cancer vient bouleverser.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense sera imputée au budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Daniel ROBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève RIOUX
Secrétaire de direction

Tél : 514 328-4000, 4117
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Rachel LAPERRIÈRE
Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord

Tél : 514-328-4000,4006
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207606002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver et déposer les rapports mensuels au 31 janvier 2020.

Il est recommandé :
QUE soient approuvés et déposés aux archives les rapports mensuels au 31 décembre 2019.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 18:06

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207606002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver et déposer les rapports mensuels au 31 janvier 2020.

CONTENU

CONTEXTE

Des rapports mensuels sur l'évolution des revenus et dépenses relatives au budget de fonctionnement et au Programme triennal des immobilisations (PTI) sont dressés mensuellement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 10 012 Approuver et déposer les rapports mensuels au 30 novembre 2019..

DESCRIPTION

Les rapports budgétaires (revenus et dépenses) sont déposés à la séance du conseil d'arrondissement et versés aux archives de notre arrondissement.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie Marthe PAPINEAU
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 328-4000 #4027
Télécop. : 514 328-4299

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

Claire VASSART
Directrice

Tél : 514 328-4000 #4050
Télécop. :

Montréal-Nord
Montréal

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
DIRECTION / CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES					**302400 01101 000000**	
2020-01-08	11879484	de191104	CENTRE COMMUNAUTAIRE MULTI-ETHNIQUE MONTREAL-NORD	1386434	CONTRIBUTION FINANCIÈRE À UN ORGANISME POUR LA PRÉPARATION DE CADEAUX POUR LE « NOËL DES ENFANTS »	250,00 $
2020-01-08	11879485	de191110	L'ORCHESTRE A VENTS DE MONTREAL-NORD	1386431	ESPACE PUBLICITAIRE - PROGRAMME CONCERT DE NOËL	350,00 $
2020-01-10	20317526	de191106	CENTRE DE PEDIATRIE SOCIALE DE MONTREAL-NORD	1386448	CONTRIBUTION AUPRÈS D'UN ORGANISME POUR LE SOUTENIR DANS L'ORGANISATION DE LA GUIGNOLÉE	500,00 $
2020-01-13	11880527	f191209mnd	MAESTROVISION INC	1320769	WEBDIFFUSION DES 12 SÉANCES ORDINAIRES DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT 2019	1 724,63 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - CONSEIL D'ARRONDISSEMENT - FRAIS CELLULAIRES 2019	407,78 $
					TOTAL - DIRECTION / CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES :	**3 232,41 $**
TOTAL - MTN - DIRECTION - CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES :					**302400 01101**	**3 232,41 $**
DIRECTION / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / ADMINISTRATION					**302400 01301 017003**	
2020-01-06	11879340	027	LOUIS-JEAN ADLER	1385981	DOSSIER PRIORITÉ JEUNESSE - SERVICES PROFESSIONNELS DELPHINUS MÉDIA POUR LA RÉDACTION DES PLANS ET DES STRATÉGIES, EXPERTISE-CONSEIL, PLANIFIER ET ORGANISER DES ÉVÉNEMENTS	2 520,00 $
2020-01-08	20317050	393	PINO CAFE-BISTRO		# 1912160016 - FRAIS DE REPAS D'AFFAIRES - RENCONTRES CDEC ET ENTREVUES	165,56 $
2020-01-10	20317550	tel022333	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC		# 1912200022 - CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES POUR LE BUREAU DE LA DIRECTRICE D'ARRONDISSEMENT POUR LE MOIS DE NOVEMBRE	22,81 $
2020-01-13	11880283	sdip0001331	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		# 2001070004 - FORMATION : PRÉPARATION À LA RETRAITE - SYLVIE DUBUC	184,41 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	FRAIS ADDITIONNELS - DIRECTION ARRONDISSEMENT	133,06 $
					BC ANNUEL - DIRECTION D'ARRONDISSEMENT - FRAIS CELLULAIRES 2019	
2020-01-16	11880901	974043	BROSSARD FRERES INC	1325512	BC OUVERT - ACHAT DE DOSETTES À CAFÉ	68,94 $
2020-01-16	20319187	tel016873	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC		# 2001130003 - CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES POUR LE BUREAU DE LA DIRECTRICE D'ARRONDISSEMENT POUR LE MOIS DE JANVIER.	5,42 $
2020-01-16	20319187	tel019471	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC		# 2001130004 - CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES POUR LE BUREAU DE LA DIRECTRICE D'ARRONDISSEMENT POUR LE MOIS DE NOVEMBRE.	19,83 $
2020-01-17	20319719	2	SARA GERMAIN	1381142	DOSSIER PRIORITÉ JEUNESSE - SERVICES PROFESSIONNELS DE MME SARA GERMAIN POUR LA RÉDACTION DES PLANS ET DES STRATÉGIES, EXPERTISE-CONSEIL, PLANIFIER ET ORGANISER DES ÉVÉNEMENTS	480,00 $
2020-01-17	20319719	1	SARA GERMAIN	1381142	DOSSIER PRIORITÉ JEUNESSE - SERVICES PROFESSIONNELS DE MME SARA GERMAIN POUR LA RÉDACTION DES PLANS ET DES STRATÉGIES, EXPERTISE-CONSEIL, PLANIFIER ET ORGANISER DES ÉVÉNEMENTS	792,00 $
2020-01-21	20320277	rembempl191031	FOURNIER, MARIE-CLAUDE		# 1912200015 - NOTE DE FRAIS - AUTRES FRAIS - OCTOBRE 2019	28,32 $
2020-01-21	20320277	rembempl191219	FOURNIER, MARIE-CLAUDE		# 1912200015 - NOTE DE FRAIS - AUTRES FRAIS - DÉCEMBRE 2019	76,05 $
2020-01-23	11882226	2191221	CENTRE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION EN ART ET ENGAGEMENT SOCIAL ARTENSO	1353174	MANDAT À LA FIRME CENTRE DE RECHERCHE ET D'INNOVATION EN ART ET ENGAGEMENT SOCIAL POUR ÉLABORER LE PROGRAMME D'ACQUISITION D□□UVRES D'ART	765,00 $
2020-01-24	20321424	383	FOUG CONSEILS	1368758	BC OUVERT SERV. PROF. POUR UNE DÉMARCHE D'ACCOMPAGNEMENT - PROJET D'ÉLABORATION D'UNE DÉCLARATION DE SERVICE AUX CITOYENS	17 688,90 $
2020-01-24	20321424	385	FOUG CONSEILS	1368758	AJOUT POUR PAIEMENT DE FACTURE - SERV. PROF. POUR UNE DÉMARCHE D'ACCOMPAGNEMENT - PROJET D'ÉLABORATION D'UNE DÉCLARATION DE SERVICE AUX CITOYENS	10 347,75 $
2020-01-24	20321624	3	SARA GERMAIN	1381142	DOSSIER PRIORITÉ JEUNESSE - SERVICES PROFESSIONNELS DE MME SARA GERMAIN POUR LA RÉDACTION DES PLANS ET DES STRATÉGIES, EXPERTISE-CONSEIL, PLANIFIER ET ORGANISER DES ÉVÉNEMENTS	1 344,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-27	20322005	tel022810	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC		# 2001210005 - CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES POUR LE BUREAU DE LA DIRECTRICE D'ARRONDISSEMENT POUR LE MOIS DE DÉCEMBRE 2019	28,48 $
2020-01-28	20322226	rembempl191130	FOURNIER, MARIE-CLAUDE		# 1912200007 - NOTE DE FRAIS - FRAIS DE DÉPLACEMENTS PONCTUELS - NOVEMBRE 2019	68,34 $
					TOTAL - DIRECTION / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / ADMINISTRATION :	**34 738,87 $**
					TOTAL - MTN - DIRECTION - ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT : **302400 01301**	**34 738,87 $**
ADM. SERV. ADMINISTRATIFS / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT					**302401 01301 000000**	
2020-01-13	11880283	sdip0001425	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		# 1912190019 - COURS : MA RETRAITE, J'EN PRENDS LE CONTRÔLE - FRANCINE TAILLEFER # 1912190019 - COURS : MA RETRAITE, J'EN PRENDS LE CONTRÔLE - FRANCINE TAILLEFE	187,10 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - DPGSA - FRAIS CELLULAIRES 2019	85,66 $
2020-01-22	20320854	841463861	THOMSON REUTERS		# 2001100007 - ABONNEMENT NUMÉRIQUE D'UN AN (2019/12/01-2020/11/30) POUR «BULLETIN GESTION PLUS»	171,31 $
					TOTAL - ADM. SERV. ADMINISTRATIFS / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT :	**444,07 $**
					TOTAL - MTN - ADM. SERV. ADMINISTRATIFS - ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT : **302401 01301**	**444,07 $**
ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR					**302405 03001 000000**	
2020-01-06	11879230	sdip0001290	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		# 1912180011 - FORMATION PIERRE HÉBERT (5,12 ET 19 NOVEMBRE 2019) "MA RETRAITE, J'EN PRENDS LE CONTRÔLE"	184,41 $
2020-01-09	20317229	1912010	GESTION P3P	1353220	SERVICE DE COACHING POUR M. THOMAS LANIER GESTION P3P (24 HEURES D'ACCOMPAGNEMENT INCLUANT 1 RENCONTRE D'OUVERTURE, 1 DEBRIEFING DE TEST DISC, 12 COACHING DE 90 MINUTES ET 3 TRIADES D'UNE HEURE)	7 300,91 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-10	20317565	15446	TECHNOLOGIES CDWARE INC.	1325452	BC ANNUEL - FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE LICENCE GPS POUR CONTRAT DE SERVICE POUR L'ANNÉE 2019. DEMANDE # BC @ MTL NORD	149,18 $
2020-01-10	20317565	15478	TECHNOLOGIES CDWARE INC.	1325452	BC ANNUEL - FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE LICENCE GPS POUR CONTRAT DE SERVICE POUR L'ANNÉE 2019.	206,27 $
2020-01-10	20317687	rembempl190401	ARNAUD, JULIE		# 1912230013 - DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS AVRIL.	21,11 $
2020-01-10	20317687	rembempl190801	ARNAUD, JULIE		# 1912230013 - DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS AOÛT.	20,53 $
2020-01-10	20317687	rembempl190701	ARNAUD, JULIE		# 1912230013 - DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS JUILLET.	51,15 $
2020-01-10	20317687	rembempl190601	ARNAUD, JULIE		# 1912230013 - DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS JUIN.	30,15 $
2020-01-10	20317687	rembempl190502	ARNAUD, JULIE		# 1912230013 - DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS MAI.	107,95 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - TRAVAUX PUBLICS - FRAIS CELLULAIRES 2019	1 295,09 $
2020-01-14	20318489	dfonct191231	BEDARD, GILBERT		# 1912190006 - REMBOURSEMENT DÉPENSES DE FONCTION FRAIS DE REPAS D'AFFAIRE.	1 350,45 $
2020-01-16	20319361	407	FORMA-TECH SOLUTIONS	1371690	FORMATION THÉORIQUE À L'UTILISATION D'UN CAMION À USAGE MULTIPLES, À L'ÉPANDAGE DE FONDANT ET D'ABRASIFS ET AU DÉNEIGEMENT (FORMATION À FAIRE EN OCTOBRE/NOVEMBRE 2019 SOIENT 80,00 $ X 8 HEURES) DOCUMENTS DE L'APPRENANT : 15,00 $ X 5 CANDIDATS) FRAIS DE DÉPLACEMENT 600 KM FORMATION PRATIQUE À L'UTILISATION D'UN CAMION À USAGE MULTIPLES, À L'ÉPANDAGE DE FONDANT ET D'ABRASIFS ET AU DÉNEIGEMENT (FORMATION À FAIRE EN OCTOBRE/NOVEMBRE 2019 SOIENT 80,00 $ X 8 HEURES X 5 CANDIDATS)	2 466,21 $
2020-01-16	20319389	rembempl191101	ARNAUD, JULIE		# 2001090013 - DEMANDE DE REMBOURSEMENT POUR KILOMÉTRAGE DU 1 AU 30 NOVEMBRE 2019	84,34 $
2020-01-16	20319389	rembempl191201	ARNAUD, JULIE		# 2001090013 - DEMANDE DE REMBOURSEMENT POUR KILOMÉTRAGE DU 1 AU 31 DÉCEMBRE 2019	42,48 $
2020-01-17	20319613	15501	TECHNOLOGIES CDWARE INC.	1325452	C 1261026 FERMÉ @ MTL NORD BC ANNUEL - FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE LICENCE GPS POUR CONTRAT DE SERVICE POUR L'ANNÉE 2019. BC 1261026 FERMÉ @ MTL NORD	326,59 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-20	11881817	011	LIVIO HUMBERTO VASQUEZ ALVARENGA	1380632	FACTURE DE NOVEMBRE 2019 - SERVICE DE NETTOYAGE DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL B.C. NOUVELLE APPROB. REQUISE 1380632 POUR VALIDATION S.V.P. MTN 7/01/20 L.Q. FACTURE DE DÉCEMBRE 2019 - SERVICE DE NETTOYAGE DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL	87,38 $
2020-01-20	11881817	013	LIVIO HUMBERTO VASQUEZ ALVARENGA	1380632	.C. NOUVELLE APPROB. REQUISE 1380632 POUR VALIDATION S.V.P. MTN 7/01/20 L.Q. FACTURE DE DÉCEMBRE 2019 - SERVICE DE NETTOYAGE DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL B.C. NOUVELLE APPROB. REQUISE 1380632 POUR VALIDATION S.V.P. MTN 7/01/20 L.Q.	59,79 $
2020-01-21	20320425	416	FORMA-TECH SOLUTIONS		# 2001090025- FORMATION CHENILLETTE + FRAIS DE DÉPLACEMENT	914,05 $
2020-01-22	52015231	378correction	FORMA-TECH SOLUTIONS	1369642	FRAIS DE DÉPLACEMENT 100 KM X 6 JOURS FORMATION PRATIQUE À L'OPÉRATION DE CHENILLETTES À TROTTOIR HYDROSTATIQUE DE MARQUE PRINOTH AFFECTÉ À LA VIABILITÉ HIVERNALE (FORMATION À FAIRE EN OCTOBRE 2019 SOIENT 85,00 $/HEURE X 4 HEURES X 10 CANDIDATS) PAIEMENT FACTURE #378 FORMATION PRATIQUE ET THÉORIQUE POUR L'OPÉRATION D'UNE GRUE ARTICULÉE DOCUMENTS DE L'APPRENANT : 15,00 4 X 10 CANDIDATS) CORRECTION RAPPROCHEMENT	0,00 $
2020-01-22	52015383	14806correction	TECHNOLOGIES CDWARE INC.	1325452	BC ANNUEL - FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE LICENCE GPS POUR CONTRAT DE SERVICE POUR L'ANNÉE 2019. ERREUR DE RAPPROCHEMENT SUR LE BON DE COMMANDE 2018 AU LIEU DE 2019 HÉBERGEMENT ET LICENCE GPS POUR CONTRAT DE SERVICE POUR L'ANNÉE 2018.	0,00 $
2020-01-22	52015383	15050correction	TECHNOLOGIES CDWARE INC.	1325452	BC ANNUEL - FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE LICENCE GPS POUR CONTRAT DE SERVICE POUR L'ANNÉE 2019. ERREUR DE RAPPROCHEMENT SUR BON DE COMMANDE 2018 AU LIEU DE 2019 HÉBERGEMENT ET LICENCE GPS POUR CONTRAT DE SERVICE POUR L'ANNÉE 2018.	0,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-22	52015383	14832correction	TECHNOLOGIES CDWARE INC.	1325452	HÉBERGEMENT ET LICENCE GPS POUR CONTRAT DE SERVICE POUR L'ANNÉE 2018. BC ANNUEL - FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE LICENCE GPS POUR CONTRAT DE SERVICE POUR L'ANNÉE 2019. ERREUR DE RAPPROCHEMENT SUR BON DE COMMANDE 2018 AU LIEU DE 2019	0,00 $
2020-01-23	20321276	406	FORMA-TECH SOLUTIONS	1369642	FORMATION PRATIQUE À L'OPÉRATION DE CHENILLETTES À TROTTOIR HYDROSTATIQUE DE MARQUE PRINOTH AFFECTÉ À LA VIABILITÉ HIVERNALE (FORMATION À FAIRE EN OCTOBRE 2019 SOIENT 85,00 $/HEURE X 4 HEURES X 10 CANDIDATS) FORMATION THÉORIQUE À L'OPÉRATION DE CHENILLETTES À TROTTOIR HYDROSTATIQUE DE MARQUE PRINOTH AFFECTÉ À LA VIABILITÉ HIVERNALE (FORMATION À FAIRE EN OCTOBRE 2019 SOIENT 85,00 $ X 4 HEURES) DOCUMENTS DE L'APPRENANT : 15,00 4 X 10 CANDIDATS) FRAIS DE DÉPLACEMENT 100 KM X 6 JOURS	4 564,51 $
2020-01-27	20321814	rembempl191203	MERCIER, LILIANE		# 1912230014 - FRAIS DE DÉPLACEMENT - KILOMÉTRAGE	30,09 $
2020-01-27	20321971	415	FORMA-TECH SOLUTIONS	1371690	FRAIS DE DÉPLACEMENT 600 KM FORMATION PRATIQUE À L'UTILISATION D'UN CAMION À USAGE MULTIPLES, À L'ÉPANDAGE DE FONDANT ET D'ABRASIFS ET AU DÉNEIGEMENT (FORMATION À FAIRE EN OCTOBRE/NOVEMBRE 2019 SOIENT 80,00 $ X 8 HEURES X 5 CANDIDATS)	793,33 $
2020-01-30	20322873	414	FORMA-TECH SOLUTIONS		# 1912190014 - FORMATION CHENILLETTE 2 CANDIDATS (FORMATION THÉORIQUE 2 DÉCEMBRE)	827,82 $
2020-01-30	20322971	rembempl191023	MERCIER, LILIANE		# 1912120008 - REMBOURSEMENT NOTE DE FRAIS DU 5 SEPTEMBRE AU 23 OCTOBRE 2019	76,17 $
					TOTAL - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR :	**20 989,96 $**
ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR / VÊTEMENTS DE SÉCURITÉ					**302405 03001 017097**	
2020-01-20	20320190	9002573726	QUEBEC LINGE CO	1322950	LOCATION AVEC ENTRETIEN DE VÊTEMENTS D'ÉLECTRICIENS POUR L'ANNÉE 2019.	52,93 $
					TOTAL - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR / VÊTEMENTS DE SÉCURITÉ :	**52,93 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS - TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR :					**302405 03001**	**21 042,89 $**
ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / LOISIRS ET CULTURE - DIR., ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR					**302406 07001 000000**	
2020-01-09	11879611	cota2020144	ASS. QUEBECOISE DES ARENAS ET DES INSTAL. RECREATIVES ET SPORTIVES INC. (AQAIRS)		# 1911260010 - COTISATION 2020	465,65 $
2020-01-09	11879614	cot2020136	ASSOCIATION QUEBECOISE DU LOISIR MUNICIPAL (AQLM)		# 1911260011 - COTISATION 2020	653,83 $
2020-01-09	20317206	9822019	PETITE POPOTE INC.	1337435	AJOUT D'UNE LIGNE AU BC 1337435 POUR PAIEMENT DE FACTURE POUR ACHAT DE NOURRITURE POUR DES RENCONTRES	237,14 $
2020-01-10	20317781	dfonct191231	TOUSSAINT, CLAUDEL		1912200021 - DÎNER DE NOËL-DCSLDS	397,08 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - DIRECTION CSLDS - FRAIS CELLULAIRES 2019	53,58 $
2020-01-16	11880907	121913	CAROLINE LAMOTHE	1379669	FORMATION AQUAFORME POUR 12 EMPLOYÉS MONITEURS DE NATATION DU 13 AU 14 DÉCEMBRE 2019	1 724,63 $
2020-01-16	11880917	190331	CENTRE DE DEVELOPPEMENT POUR L'EXERCICE DE LA CITOYENNETE (CDEC)	1357616	ENCADREMENT ET SOUTIEN DU CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL-NORD, 2E VERSEMENT	2 190,00 $
2020-01-20	11881546	0002	BINRUI GAO	1381130	SERVICE D'INFOGRAPHIE POUR LE CONSEIL JEUNESSE - 1ER PAIEMENT	385,01 $
2020-01-23	11882269	de191209	DAIGLE/SAIRE	1388408	SERVICE PROFESSIONNEL - ACCOMPAGNEMENT DANS LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE DU DÉPLOIEMENT CULTUREL DE LA MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE DE L□ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD - 50% À LA SIGNATURE DU CONTRAT	8 623,13 $
2020-01-27	11882872	p100796	ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1388247	PAIEMENT DE FACTURE # P100796 - FRAIS POUR LA PARTICIPATION AU COURS : PER-802 ÉVALUER ET SUIVRE LA PERFORMANCE AVEC LE TABLEAU DE BORD, LES 28 ET 29 OCTOBRE 2019	1 008,33 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-27	11882872	p100798	ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1388245	PAIEMENT DE FACTURE # P100798- FRAIS POUR LA PARTICIPATION AU COURS: PER-734 GESTION DE CHANGEMENT DANS LA RÉALISATION D'UN PROJET LES 7 ET 8 NOVEMBRE 2019.	1 008,33 $
2020-01-30	11883418	23651	FEDERATION DES MILIEUX DOCUMENTAIRES		# 2001240007 - FORMATION DU 7 FÉVRIER 2020 - COMMENT ÉTABLIR DE BONNES MESURES DE PERFORMANCE - ISABELLE MOREAU	258,69 $
2020-01-30	20322709	dfonct191130	TOUSSAINT, CLAUDEL		# 1912090012 - DÎNER DE TRAVAIL AVECMARIE-JOSÉE ROUSS	146,58 $
			TOTAL - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / LOISIRS ET CULTURE - DIR., ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR :			**17 151,98 $**
			TOTAL - MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL - LOISIRS ET CULTURE - DIR., ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR :		**302406 07001**	**17 151,98 $**
ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES					**302406 07123 000000**	
2020-01-13	11880259	de190921	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE MONTREAL-NORD	1374499	5E SALON DE L'ACTION BÉNÉVOLE	3 000,00 $
2020-01-16	11880786	de181008	COMITE DE LOISIRS DU MANOIR LOUISE	1307265	CONTRIBUTION AUX COMITÉS DES LOISIRS - MANOIR LOUISE	200,00 $
			TOTAL - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES :			**3 200,00 $**
			TOTAL - MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL - EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES :		**302406 07123**	**3 200,00 $**
ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR					**302407 06001 000000**	
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - DAUSE - FRAIS CELLULAIRES 2019	224,09 $
2020-01-21	20320338	dfonct191130	VAILLANCOURT, JEROME		# 1912200010 - DÉPENSES DE FONCTION / 1 AU 30 NOVEMBRE 2019	44,87 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-21	20320338	dfonct191231	VAILLANCOURT, JEROME		# 1912200012- DÉPENSES DE FONCTION / 1 AU 31 DÉCEMBRE 2019	89,83 $
2020-01-21	20320338	dfonct191031	VAILLANCOURT, JEROME		# 1912200009 - DÉPENSES DE FONCTION / 1 AU 31 OCTOBRE 2019	47,55 $
					TOTAL - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR :	**406,34 $**
					TOTAL - MTN - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT - AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR :	**302407 06001** **406,34 $**
ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON.						**302407 06501 000000**
2020-01-21	20320338	rembempl191127	VAILLANCOURT, JEROME		# 1912020008 - ACHAT VIN SAQ - ÉVÉNEMENT PROTOCOLAIRE - RDV PRIORITÉ ÉCONOMIE 27 NOV. 2019	378,14 $
2020-01-23	11882530	q21	PAROLE D'EXCLUES	1275411	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE 10 000 $ À PAROLE D'EXCLUES POUR LA MISE EN PLACE DU PROJET « VERDISSEMENT CONTRE LES ILOTS DE CHALEUR ET AGRICULTURE URBAINE » DANS LE CADRE DU PROGRAMME QUARTIER 21 // APPROBATION DU BILAN	10 000,00 $
2020-01-30	20322713	887	LA SOCIETE DE VERDISSEMENT DU MONTREAL METROPOLITAIN	1388562	OCTROYER À SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN SOVERDI, AU MONTANT DE 60 000 $, UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS D'UNE DURÉE DE TROIS (3) ANS (2017 À 2019) POUR L'ACCOMPAGNEMENT PROJET « CORRIDOR VERT DES 5 ÉCOLES »	19 895,00 $
					TOTAL - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. :	**30 273,14 $**
ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. / PROGRAMME - QUARTIER INTÉGRÉ						**302407 06501 017115**
2020-01-16	11881169	mn012019	LES MAINS FOLLES DU NORD DE MONTREAL	1383146	COORDINATION DE L'ÉVÉNEMENT ET ACHAT MATÉRIEL ET PERMIS	800,00 $
					TOTAL - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. / PROGRAMME - QUARTIER INTÉGRÉ :	**800,00 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
TOTAL - MTN - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT - INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. :					**302407 06501**	**31 073,14 $**
RESSOURCES HUMAINES / GESTION DU PERSONNEL					**302412 01601 000000**	
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - RESSOURCES HUMAINES - FRAIS CELLULAIRES 2019	92,55 $
2020-01-14	20318430	rembempl200106	BOYER, LYDIE		# 2001060023 - REMBOURSEMENT EMPLOYÉE - KILOMÉTRAGE.	61,25 $
2020-01-14	20318536	rembempl200107	SCOLA, ANDREA		# 2001070019 - REMBOURSEMENT EMPLOYÉE - KILOMÉTRAGE + STATIONNEMENT	31,71 $
2020-01-16	11881240	1097366	MORNEAU SHEPELL LTE	1323261	BC OUVERT - SERVICES PROFESSIONNELS POUR LE PAE - ANNÉE 2019	1 812,29 $
2020-01-23	11882458	2020119	LES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES HUMAINES DES MUNICIPALITES DU QUEBEC		# 2001150015 - COTISATION ANNUELLE 2020 - MEMBRE GRHMQ - LINE PERROTTE	344,93 $
2020-01-27	20321943	rembempl200109	PERROTTE, LINE		# 2001100002 - REMBOURSEMENT EMPLOYÉE - KILOMÉTRAGE + FRAIS REPAS	150,41 $
2020-01-30	11883370	37921	CYCLONE SANTE INC.	1389650	PAIEMENT DE LA FACTURE 37921 POUR EXPERTISE MÉDICALE EN ORTHOPÉDIE	1 833,85 $
2020-01-30	11883370	37983	CYCLONE SANTE INC.	1389759	PAIEMENT DE LA FACTURE 37983 POUR EXPERTISE MÉDICALE EN PSYCHIATRIE	1 379,70 $
2020-01-30	11883370	37990	CYCLONE SANTE INC.	1389759	PAIEMENT DE LA FACTURE 37990 POUR EXPERTISE MÉDICALE EN ORTHOPÉDIE	1 609,65 $
2020-01-30	11883447	196602	GROUPE SANTE PHYSIMED INC.	1389749	PAIEMENT DE FACTURE # 196602 POUR L'ACHAT DE VACCINS POUR LA CAMPAGNE DE VACCINATION ANTIGRIPPALE 16 DÉCEMBRE 2019 PAIEMENT DE FACTURE # 196602 POUR LE KILOMÉTRAGE INFIRMIÈRE - CAMPAGNE DE VACCINATION ANTIGRIPPALE 16 DÉCEMBRE 2019	983,38 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-30	11883447	196615	GROUPE SANTE PHYSIMED INC.	1389749	PAIEMENT DE FACTURE POUR L'ACHAT DE VACCINS POUR LA CAMPAGNE DE VACCINATION ANTIGRIPPALE 18 DÉCEMBRE 2019 PAIEMENT DE FACTURE POUR LE KILOMÉTRAGE INFIRMIÈRE - CAMPAGNE DE VACCINATION ANTIGRIPPALE 18 DÉCEMBRE 2019	613,16 $
2020-01-31	20323043	86324023	TYCO FEU ET SECURITE INTEGRES CANADA, INC.	1377607	RUBAN VIS6008 POUR HORODATEUR MODÈLE EP40 FRAIS - LIVRAISON - TYCO FEU ET SECURITE INTEGRES CANADA, INC.	80,48 $
2020-01-31	20323299	323614	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1323079	FRAIS DE MESSAGERIE GLOBEX - RESSOURCES HUMAINES (SELON L'ENTENTE 1302177)	66,26 $
					TOTAL - RESSOURCES HUMAINES / GESTION DU PERSONNEL :	**9 059,62 $**
TOTAL - MTN - RESSOURCES HUMAINES - GESTION DU PERSONNEL :					**302412 01601**	**9 059,62 $**
RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / RESSOURCES FINANCIÈRES					**302413 01301 017016**	
2020-01-10	20317703	1233010	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE LOCATION DES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019	223,70 $
2020-01-10	20317703	1232920	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE LOCATION DES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019	381,72 $
2020-01-10	20317703	1232919	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE LOCATION DES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019	373,40 $
2020-01-10	20317703	1232918	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE LOCATION DES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019	373,40 $
2020-01-10	20317703	1233014	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE LOCATION DES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019	359,85 $
2020-01-10	20317703	1233013	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE LOCATION DES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019	359,85 $
2020-01-10	20317703	1233012	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE LOCATION DES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019	359,85 $
2020-01-10	20317703	1232921	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE LOCATION DES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019	359,83 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-10	20317703	1232917	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE LOCATION DES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019	327,68 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - RESSOURCES FINANCIÈRES - FRAIS CELLULAIRES 2019	32,08 $
2020-01-16	20319129	321764	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1323079	ESOIN DE RÉCEPTION 81.36 FACTURE # 321764 MONTREAL NORD BESOIN DE RÉCEPTION 81.36 FACTURE # 321764 MONTREAL NORD FRAIS DE COURRIER INTERNE GLOBEX - RFM (SELON L'ENTENTE 1302177)	93,54 $
2020-01-21	20320335	1233011	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE LOCATION DES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT POUR L'ANNÉE 2019	359,85 $
2020-01-30	11883347	1016096	COMAQ, CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGREES DU QUEBEC		# 2001280001- COTISATION ANNUELLE DES MEMBRES DE LA COMAQ 2020	609,37 $
2020-01-31	20323299	323519	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1323079	FRAIS DE COURRIER INTERNE GLOBEX - RFM (SELON L'ENTENTE 1302177)	77,95 $
2020-01-31	20323299	323614	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1323079	FRAIS DE COURRIER INTERNE GLOBEX - RFM (SELON L'ENTENTE 1302177)	15,59 $
2020-01-31	20323340	9002479924	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE COPIES POUR LES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT DE L'ANNÉE 2019	1 908,34 $
2020-01-31	20323340	9002479913	SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1322397	FRAIS DE COPIES POUR LES IMPRIMANTES SHARP DE L'ARRONDISSEMENT DE L'ANNÉE 2019	10 297,57 $
					TOTAL - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / RESSOURCES FINANCIÈRES :	**16 513,57 $**

RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / RESSOURCES MATÉRIELES **302413 01301 017017**

2020-01-07	20316612	lmd945295	TEKNION ROY ET BRETON INC.	1374201	FRAIS - LIVRAISON - TEKNION ROY ET BRETON INC. BUREAU RECTANGULAIRE- SUPPORTS PLEINS, MODESTIE ACCÈS MURAL, 30"P X 72"L (1-3/16)	699,16 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - RESSOURCES MATÉRIELLES - FRAIS CELLULAIRES 2019	10,58 $
					TOTAL - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / RESSOURCES MATÉRIELES :	**709,74 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
TOTAL - MTN - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES - ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT :					**302413 01301**	**17 223,31 $**
INFORMATIQUE / GESTION DE L'INFORMATION					**302414 01303 000000**	
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - INFORMATIQUE - FRAIS CELLULAIRES 2019	21,50 $
2020-01-23	20321235	577121	HYPERTEC SYSTEMES INC	1387053	CASSETTE DE NETTOYAGE POUR LTO ULTRIUM 5 - SOUMISSION: 1912090018 REV 2 FRAIS - LIVRAISON - HYPERTEC SYSTEMES INC	280,76 $
2020-01-27	20321930	577382	HYPERTEC SYSTEMES INC	1387053	BATTERIE EXTERNE TRIPP LITE BP72V15-2U - SOUMISSION: 1912090018 REV 2	905,35 $
2020-01-27	20321930	577388	HYPERTEC SYSTEMES INC	1387053	BATTERIE TRIPP LITE RBC9-192 - SOUMISSION: 1912090018 REV 2 BATTERIE EXTERNE TRIPP LITE BP192V12-3U - SOUMISSION: 1912090018 REV 2 CASSETTE LTO ULTRIUM 5 - SOUMISSION: 1912090018 REV 2	2 828,35 $
2020-01-28	20322357	348530	C.P.U. DESIGN INC.	1387439	DRUIDE ANTIDOTE 10 EN FRANÇAIS (NOUVEAU CONTRAT POUR ARRONDISSEMENT MONTRÉAL-NORD) - SOUMISSION: 3062902 ABONNEMENT 12 MOIS AU PMA FRANÇAIS (NOUVEAU CONTRAT POUR ARRONDISSEMENT MONTRÉAL-NORD) - SOUMISSION: 3062902	8 940,46 $
2020-01-29	20322428	577613	HYPERTEC SYSTEMES INC	1386962	FORTINET FORTITOKEN MOBILE LICENCE PERPÉTUELLE POUR 20 UTILISATEURS (FTM-ELIC-20) - SOUMISSION: 1912090011	822,66 $
					TOTAL - INFORMATIQUE / GESTION DE L'INFORMATION :	**13 799,08 $**
TOTAL - MTN - INFORMATIQUE - GESTION DE L'INFORMATION :					**302414 01303**	**13 799,08 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / ÉCLAIRAGE DES RUES					**302417 03141 000000**	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-21	20320377	2002454789191212	GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE		# 1912200025 - CHAT CONDUIT, RACCORD.	143,35 $
					TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / ÉCLAIRAGE DES RUES :	**143,35 $**
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ - ÉCLAIRAGE DES RUES :					**302417 03141**	**143,35 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CENTRE DES LOISIRS					**302417 07121 017048**	
2020-01-13	11880337	255599	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CENTRE DES LOISIRS (11 121 SALK)	63,24 $
2020-01-13	11880337	259015	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CENTRE DES LOISIRS (11 121 SALK)	63,24 $
2020-01-13	11880337	256418	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CENTRE DES LOISIRS (11 121 SALK)	63,24 $
2020-01-16	11880993	750001793096	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LE BÂTIMENT DU CENTRE DES LOISIRS	3 559,82 $
2020-01-20	11881912	76511	PROGAZ D.M.N. INC.	1360824	MAIN D'OEUVRE TEMPS RÉGULIERS	248,35 $
2020-01-21	20320415	46286	SERRURIER OUELLETTE		# 2001070018 - ARTICLE DE SERRURIER(KROME POIGNÉE DE CLASSE, DON-JO, DON PLAQUE,BOUCHE TROU, CLEFS 6 PINS)	187,02 $
2020-01-23	11882552	77430	PROGAZ D.M.N. INC.	1360824	PROVISIONS DE PIÈCE SELON L'ARTICLE 14.4 (COST + 15%)	231,55 $
					MAIN D'OEUVRE TEMPS RÉGULIERS	
2020-01-30	20322780	46172	SERRURIER OUELLETTE		# 1912190017 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	8,46 $
					TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CENTRE DES LOISIRS :	**4 424,92 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CHALETS DE PARCS					**302417 07121 017049**	
2020-01-07	20316684	46175	SERRURIER OUELLETTE		# 1912130007 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	17,75 $
2020-01-07	20316684	46170	SERRURIER OUELLETTE		# 1912130007 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	40,82 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-09	20317458	w835528	ALTEL INC	1325288	BC OUVERT- CHALET DE PARCS PILON ET PRIMEAU JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2019 POUR APPELS DE SERVICE INCLUANT MAIN D'OEUVRE, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET PIÈCES	160,97 $
2020-01-13	11880337	255136	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL CHALET DU PARC ST-LAURENT (11 612 SALK) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC PRIMEAU (10 958 PELLETIER) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC SAUVÉ (11 440 ÉTHIER) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL CHALET DU PARC LACORDAIRE (12 576 LACORDAIRE) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC PILON (11 135 DES RÉCOLLETS)	201,21 $
2020-01-13	11880337	259015	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC SAUVÉ (11 440 ÉTHIER) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL CHALET DU PARC ST-LAURENT (11 612 SALK) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LE CENTRE COMMUNAUTAIRE CARIGNAN (11 479 P.-M. FAVIER) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC PILON (11 135 DES RÉCOLLETS) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC PRIMEAU (10 958 PELLETIER) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL CHALET DU PARC LACORDAIRE (12 576 LACORDAIRE)	247,20 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-13	11880337	256418	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL CHALET DU PARC LACORDAIRE (12 576 LACORDAIRE) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC PRIMEAU (10 958 PELLETIER) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LE CENTRE COMMUNAUTAIRE CARIGNAN (11 479 P.-M. FAVIER) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC PILON (11 135 DES RÉCOLLETS) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL CHALET DU PARC ST-LAURENT (11 612 SALK) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC SAUVÉ (11 440 ÉTHIER)	247,20 $
2020-01-13	11880337	255599	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL CHALET DU PARC LACORDAIRE (12 576 LACORDAIRE) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LE CENTRE COMMUNAUTAIRE CARIGNAN (11 479 P.-M. FAVIER) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC PILON (11 135 DES RÉCOLLETS) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL CHALET DU PARC ST-LAURENT (11 612 SALK) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC PRIMEAU (10 958 PELLETIER) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR CHALET DU PARC SAUVÉ (11 440 ÉTHIER)	247,20 $
2020-01-16	11880993	750001793098	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES CHALETS DES PARCS	332,67 $
2020-01-16	11880993	750001793097	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES CHALETS DES PARCS	584,30 $
2020-01-16	11880993	740001880560	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES CHALETS DES PARCS	576,34 $
2020-01-16	11880993	790001474353	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES CHALETS DES PARCS	473,25 $
2020-01-16	11880993	790001474352	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES CHALETS DES PARCS	390,14 $
2020-01-20	11881584	141176	CLOTURES SENTINELLE LTEE		# 2001090023 - LOCATION CLÔTURE TEMPORAIRE AU CHALET DU PARC SABREVOIS	114,98 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-20	11881584	143148	CLOTURES SENTINELLE LTEE		# 2001090023 - RAMASSAGE DE CLÔTURE TEMPORAIRE ET DÉMANTÈLEMENT DE CLÔTURE TEMPORAIRE AU CHALET PARC SABREVOIS	488,64 $
2020-01-20	11881584	142649	CLOTURES SENTINELLE LTEE		# 2001090023 - LOCATION CLÔTURE TEMPORAIRE AU CHALET DU PARC SABREVOIS	114,98 $
2020-01-20	11881584	142196	CLOTURES SENTINELLE LTEE		# 2001090023 - LOCATION CLÔTURE TEMPORAIRE AU CHALET DU PARC SABREVOIS	114,98 $
2020-01-21	20320415	46277	SERRURIER OUELLETTE		# 2001070018 - ARTICLE DE SERRURIER (PLAQUE D'INSTALLATION, PÊNE, DON-JO)	106,93 $
2020-01-22	20320995	46341	SERRURIER OUELLETTE		# 2001070018 - ARTICLE DE SERRURIER(KROME POIGNÉE, AJUSTEMENT COMPLEXE CYLINDRE)	90,77 $
2020-01-27	11883013	044934	MECANIQUE ELECTRIQUE C.M.P.L INC.		# 2001090017 - SERVICE ÉLECTRICIEN COMPAGNON TEMPS DOUBLE	879,56 $
2020-01-28	20322213	2043859100	LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.		# 2001090014 - ACHAT DE FIL ET CÂBLE ÉLECTRIQUE (EPISS 1COMP CU VERT, ISOL THERMO, FIL EPISS 2COMP CU BRUN, COND, ACCOUPL)	776,83 $
2020-01-29	20322484	2043893100	LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.		# 2001090021 - ACHAT DE FIL ET CÂBLE ÉLECTRIQUE (CÂBLE 2AWG 7 BRINS RWU90 1000V 90C NOIR)	247,77 $
2020-01-30	20322780	46169	SERRURIER OUELLETTE		# 1912190017 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	160,97 $
2020-01-30	20322780	46209	SERRURIER OUELLETTE		# 1912190017 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	168,14 $
			TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CHALETS DE PARCS :			**6 783,60 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE					**302417 07121 017054**	
2020-01-08	20316981	46171	SERRURIER OUELLETTE		# 1912130007 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	385,17 $
2020-01-13	11880337	255136	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À LA BIBLIOTHÈQUE MCC, MCC (12002-12004, BOUL. ROLLAND)	218,45 $
2020-01-13	11880337	259015	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À LA BIBLIOTHÈQUE MCC, MCC (12002-12004, BOUL. ROLLAND)	63,24 $
2020-01-13	11880337	256418	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À LA BIBLIOTHÈQUE MCC, MCC (12002-12004, BOUL. ROLLAND)	63,24 $
2020-01-13	11880337	255599	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À LA BIBLIOTHÈQUE MCC, MCC (12002-12004, BOUL. ROLLAND)	63,24 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-16	11880993	715001414898	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LE BÂTIMENT DE LA MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE	1 621,83 $
2020-01-17	20319584	236166	REGULVAR INC	1372561	SERVICE D'ENTRETIEN MAISON CULTURELLE 12004 ROLLAND	0,00 $
2020-01-17	20319584	237742	REGULVAR INC	1372561	SERVICE D'ENTRETIEN MAISON CULTURELLE 12004 ROLLAND	833,57 $
2020-01-30	20322780	46173	SERRURIER OUELLETTE		# 1912190017 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	19,24 $
					TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE :	**3 267,98 $**
					TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ - GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES : **302417 07121**	**14 476,50 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA FLEURY **302417 07141 017039**						
2020-01-09	11880004	15483561	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.		# 1912200013 - ACHAT TUYAU, RACCORD	19,19 $
2020-01-09	11880042	92523	SHERWIN-WILLIAMS CANADA INC.	1365307	@MTL NORD POUR RECEPTION DE 1662.80$ AJOUT DE LIGNE POUR BC 1365307 - ACHAT DE PEINTURE ET DE DIVERS ACCESSOIRES	1 911,80 $
2020-01-09	11880042	36464	SHERWIN-WILLIAMS CANADA INC.	1365307	@ F.LABONTÉ LIGNE REQUISE: $ 178.78 AJOUT DE LIGNE POUR BC 1365307 - ACHAT DE PEINTURE ET DE DIVERS ACCESSOIRES	205,55 $
2020-01-16	11880993	700002500305	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LE BÂTIMENT DE L'ARÉNA FLEURY	3 904,93 $
2020-01-16	20319139	6026123	BMR MATCO RAVARY		# 2001090007 - ACHAT MATÉRIELS DE FIXATION (DIVERS VIS BOIS TP, ZIP SEAL N PEEL ORANGE, LAME HBB-20B ULRAMAX)	66,77 $
2020-01-21	20320415	46306	SERRURIER OUELLETTE		# 2001070018 - ARTICLE DE SERRURIER (COLLET, CHAÎNE DE RETIENT)	352,11 $
2020-01-27	20322095	460823	CORPORATION PEPCO ENERGIE	1382065	PAIEMENT FACTURE 460823 LIVRAISON DIESEL COLORÉ ENPC-0101 CONFORME À LA NORME CAN/CGSB-3.6 POUR ARÉNA FLEURY	517,96 $
					TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA FLEURY :	**6 978,31 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA HENRI-BOURASSA **302417 07141 017040**						

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-16	11880993	715001414898	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LE BÂTIMENT DE L'ARÉNA HENRI-BOURASSA	3 783,94 $
2020-01-17	20319584	237742	REGULVAR INC	1372561	SERVICE D'ENTRETIEN ARÉNA ROLLAND 12000 ROLLAND	833,57 $
2020-01-23	11882496	54039	MECA CONTROLE	1304604	ENTRETIEN, MISE EN MARCHE APPAREILS DE CHAUFFAGE À L'ARÉNA ROLLAND	546,13 $
2020-01-27	20321833	059614	PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	1351317	12000 ROLLAND - ARÉNA ROLLAND: INSPECTION SYSTÈMES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ET DISPOSITIFS ANTI-REFOULEMENT	712,16 $
2020-01-27	20322095	460828	CORPORATION PEPCO ENERGIE	1382065	LIVRAISON DIÉSEL COLORÉ ENPC-0101 CONFORME À LA NORME CAN/CGSB-3.6 POUR ARÉNA ROLLAND	137,63 $
			TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA HENRI-BOURASSA :			**6 013,43 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA MONTRÉAL-NORD					**302417 07141 017041**	
2020-01-14	20318506	236172	REGULVAR INC	1372561	SERVICE D'ENTRETIEN ARÉNA GARON 11212 AVENUE GARONN	689,85 $
2020-01-16	11880993	750001793101	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LE BÂTIMENT DE L'ARÉNA GARON	2 854,91 $
2020-01-16	11881163	73996	LES GOUDRONS DU QUEBEC INC.		# 1912230011 - ENTREPRENEUR EN FONDATION.	701,35 $
2020-01-20	11881912	76511	PROGAZ D.M.N. INC.			0,00 $
2020-01-20	20319888	055717	PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	1351317	11212 GARON - ARÉNA GARON: INSPECTION, REMPLISSAGE, ESSAIS ET TESTS DES EXTINCTEURS PORTATIFS	866,91 $
2020-01-23	11882496	54042	MECA CONTROLE	1304604	ENTRETIEN, MISE EN MARCHE APPAREILS DE CHAUFFAGE À L'ARÉNA GARON	919,80 $
2020-01-27	11882873	750001793100	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LE BÂTIMENT DE L'ARÉNA GARON	39,87 $
			TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA MONTRÉAL-NORD :			**6 072,69 $**
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ - GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES :					**302417 07141**	**19 064,43 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE CALIXA-LAVALLÉE					**302417 07151 017056**	
2020-01-16	20319268	8893461	DESCHENES & FILS LTEE		# 2001090006 - ACHAT CLEFS LTN P/ ZN1305	72,96 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-21	20320415	46285	SERRURIER OUELLETTE		# 2001070018 - ARTICLE DE SERRURIER(AJUSTEMENT COMPLEXE CYLINDRE)	32,08 $
					TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE CALIXA-LAVALLÉE :	**105,04 $**
					TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ - GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE : **302417 07151**	**105,04 $**
					ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / DIVERS PROJETS SPÉCIAUX **302417 07165 017065**	
2020-01-17	20319491	323003101	LOCATION BATTLEFIELD QM	1377260	FRAIS - AUTRES - RESERVOIR DE PROPANE 30/33 LNS AL. - LOCATION BATTLEFIELD QM FRAIS - LIVRAISON - LOCATION BATTLEFIELD QM FRAIS - AUTRES - CUEILLETTE - LOCATION BATTLEFIELD QM PLATE-FORME ÉLÉVATRICE SJ6826/32RT - SOUMISSION: 323Q00508 FRAIS - AUTRES - GAZ PROPANE PAR LIVRES - LOCATION BATTLEFIELD QM	1 065,68 $
2020-01-17	20319491	c23003101	LOCATION BATTLEFIELD QM	1377260	FRAIS - AUTRES - RESERVOIR DE PROPANE 30/33 LNS AL. - LOCATION BATTLEFIELD QM RÉF. FACTURE 323003101	-4,60 $
					TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / DIVERS PROJETS SPÉCIAUX :	**1 061,08 $**
					TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ - ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX : **302417 07165**	**1 061,08 $**
					ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA **302417 07231 017043**	
2020-01-13	11880337	259015	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À LA BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA (5400, BOUL. HENRI-BOURASSA)	45,99 $
2020-01-21	20320415	46309	SERRURIER OUELLETTE		# 2001070018 - ARTICLE DE SERRURIER(SCO BARRE PANIQUE, HA POIGNÉE, DETEX BOÎTIER ALARME, CLEFS 6PINS, CYLINDRE MORTAISE)	732,80 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-23	20321286	13571975	SERVICES DE SECURITE ADT		# 2001130006 - APPEL DE SERVICE BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA	233,40 $
2020-01-30	20322780	46251	SERRURIER OUELLETTE		# 1912190017 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	83,45 $
					TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA :	**1 095,64 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUES CHARLEROI ET BELLEVILLE					**302417 07231 017044**	
2020-01-08	20316981	46178	SERRURIER OUELLETTE		# 1912130007 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	227,65 $
2020-01-13	11880337	255599	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LA BIBLIOTHÈQUE YVES RYAN (4740 CHARLEROI) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR BIBLIOTHÈQUE BELLEVILLE (10 400 BELLEVILLE)	91,98 $
2020-01-13	11880337	259015	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LA BIBLIOTHÈQUE YVES RYAN (4740 CHARLEROI) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR BIBLIOTHÈQUE BELLEVILLE (10 400 BELLEVILLE)	91,98 $
2020-01-13	11880337	256418	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LA BIBLIOTHÈQUE YVES RYAN (4740 CHARLEROI) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR BIBLIOTHÈQUE BELLEVILLE (10 400 BELLEVILLE)	91,98 $
2020-01-14	20318506	236173	REGULVAR INC	1372561	SERVICE D'ENTRETIEN BIBLIOTHÈQUE CHARLEROI 4740 RUE CHARLEROI	1 092,26 $
2020-01-16	11880993	750001793099	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LE BÂTIMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE CHARLEROI	554,18 $
2020-01-20	11881912	76511	PROGAZ D.M.N. INC.	1360824	SERVICE TECHNIQUE - MAIN D'OEUVRE TECHNICIEN COMPAGNON	0,00 $
2020-01-23	11882496	53995	MECA CONTROLE	1304604	MAIN D'OEUVRE TECHNICIEN COMPAGNON	563,18 $
					PROVISIONS DE PIÈCE SELON L'ARTICLE 14.4 (COST + 15%)	
2020-01-23	11882496	55024	MECA CONTROLE	1304604	MAIN D'OEUVRE TECHNICIEN COMPAGNON	366,20 $
2020-01-23	11882496	54245	MECA CONTROLE	1304604	MAIN D'OEUVRE TECHNICIEN COMPAGNON	
					PROVISIONS DE PIÈCE SELON L'ARTICLE 14.4 (COST + 15%)	425,37 $
2020-01-23	11882496	54058	MECA CONTROLE	1304604	PROVISIONS DE PIÈCE SELON L'ARTICLE 14.4 (COST + 15%)	
					MAIN D'OEUVRE TECHNICIEN COMPAGNON	480,02 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-23	11882496	54042	MECA CONTROLE	1304604	PROVISIONS DE PIÈCE SELON L'ARTICLE 14.4 (COST + 15%)	660,58 $
2020-01-23	11882496	54016	MECA CONTROLE	1304604	PROVISIONS DE PIÈCE SELON L'ARTICLE 14.4 (COST + 15%) MAIN D'OEUVRE TECHNICIEN COMPAGNON	693,89 $
2020-01-23	11882496	54039	MECA CONTROLE	1304604	PROVISIONS DE PIÈCE SELON L'ARTICLE 14.4 (COST + 15%)	39,95 $
2020-01-27	11882873	750001793100	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LE BÂTIMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE CHARLEROI	0,00 $
					TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUES CHARLEROI ET BELLEVILLE :	**5 379,22 $**
					TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ - BIBLIOTHÈQUES : 302417 07231	**6 474,86 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / AMÉNAGEMENT URBAIN, SERVICES AUX ENTREPRISES					**302417 09008 017042**	
2020-01-13	11880337	255599	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LA D.A.U.S..E (4241 PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE + 11 211 HÉBERT)	45,99 $
2020-01-13	11880337	259015	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LA D.A.U.S..E (4241 PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE + 11 211 HÉBERT)	45,99 $
2020-01-13	11880337	256418	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LA D.A.U.S..E (4241 PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE + 11 211 HÉBERT)	45,99 $
					TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / AMÉNAGEMENT URBAIN, SERVICES AUX ENTREPRISES :	**137,97 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION - LOISIRS					**302417 09008 017050**	
2020-01-13	11880337	255599	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LA DIRECTION SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL (4255 PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE)	40,24 $
2020-01-13	11880337	259015	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LA DIRECTION SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL (4255 PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE)	40,24 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-13	11880337	256418	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL POUR LA DIRECTION SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL (4255 PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE)	40,24 $
2020-01-22	20320673	5194	JER-B-SYL INC	1368090	CENDRIER EXTÉRIEUR TOURS I KKWIT, COULEUR SILVER VEIN FRAIS - AUTRES - FRAIS COULEUR MÉTALLIQUE CENDRIER - JER-B-SYL INC FRAIS DE TRANSPORT POUR CENDRIERS EXTÉRIEURS - AJOUT AU BC 1368090	1 696,42 $
2020-01-27	20321841	14024456	ALTEL INC	1325288	BC OUVERT- 4255 PLACE-DE-L'HÔTEL-DE-VILLE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2019 POUR APPELS DE SERVICE INCLUANT MAIN D'OEUVRE, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET PIÈCES	300,08 $
TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION - LOISIRS :						**2 117,22 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / GARAGES MUNICIPAUX					**302417 09008 017051**	
2020-01-03	11879058	f165995	LOCATION D'OUTILS FACILE INC.		#1912130033 - ACHAT ACCESSOIRE DE PEINTURE	34,32 $
2020-01-06	11879334	f166010	LOCATION D'OUTILS FACILE INC.		#1912130033 - ACHAT PIÈCE REMPLACEMENT POUR OUTIL	172,41 $
2020-01-06	11879390	15483251	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.		#1912130015 - ACHAT MATÉRIEL DE FIXATION	49,22 $
2020-01-07	20316684	46174	SERRURIER OUELLETTE		# 1912130007 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	13,57 $
2020-01-07	20316760	6018485	BMR MATCO RAVARY		#1912130010 - TE-Y , MANCHONS, COUDE, PISTOLET AIR CHAUD KING	56,67 $
2020-01-07	20316760	6018168	BMR MATCO RAVARY		#1912130034 - ACHAT OUTIL À BATTERIE	808,21 $
2020-01-08	20316930	6019237	BMR MATCO RAVARY		#1912130034 - ACHAT ACCESSOIRE POUR OUTIL	32,01 $
2020-01-08	20316930	6021825	BMR MATCO RAVARY		# 1912190020 - ACHAT ACHAT MATERIEL DE FINITION	107,97 $
2020-01-08	20316930	6018949	BMR MATCO RAVARY		# 1912180013 - TOURNEVIS PICQUIC	56,77 $
2020-01-08	20316981	46176	SERRURIER OUELLETTE		# 1912130007 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	44,30 $
2020-01-08	20316981	46179	SERRURIER OUELLETTE		# 1912130007 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	86,23 $
2020-01-08	20317114	3007384	LANGEVIN & FOREST LTEE		# 1912190015 - ACHAT BOIS DE CONSTRUCTION	235,93 $
2020-01-09	11880042	92523	SHERWIN-WILLIAMS CANADA INC.		@MTL NORD POUR RECEPTION DE 1662.80$	0,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-09	11880042	36464	SHERWIN-WILLIAMS CANADA INC.		@ F.LABONTÉ LIGNE REQUISE: $ 178.78	0,00 $
2020-01-09	20317243	059648	PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	1351317	TRAVAUX SUR DEMANDE DURANT LES HEURES RÉGULIÈRES LOT 3	216,59 $
2020-01-09	20317243	059750	PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	1351317	PROVISION POUR PIÈCES (+20 % COST) LOT 2	28,74 $
2020-01-09	20317269	13242	VENTILATION MANIC INC.	1383141	FOURNIR ET INSTALLER UN VENTILATEUR AVEC SECTIONNEUR, VOLET ET BASE DE TRANSITION FOURNIR ET INSTALLER UN DIFFUSEUR DE 10" ET GRILLE DE RETOUR ET RACCORDEMENT AU CONDUIT EXISTANT REMPLACER LA CHEMINÉE SUITE AUX TRAVAUX DE TOITURE	11 925,21 $
2020-01-09	20317458	w835528	ALTEL INC	1325288	BC OUVERT- JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2019 POUR APPELS DE SERVICE INCLUANT MAIN D'OEUVRE, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET PIÈCES POUR LES AUTRES BÂTIMENTS RELIÉS AU CENTRE OPÉRATIONNEL DE LA VILLE DE MONTRÉAL	32,19 $
2020-01-10	20317719	9459	ATS+ EXPERTS-CONSEILS INC.		# 1912200011 - ENTREPRENEUR EN STRUCTURE MÉTALLIQUE	574,88 $
2020-01-10	20317836	slf0000584009	TUBOQUIP		# 1912200024 - ACHAT TUYAUTERIE, RACCORD	175,45 $
2020-01-13	11880337	255136	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL AUX TRAVAUX PUBLICS (4250, RUE DE CHARLEROI) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À L'ENTREPÔT DES PARCS (4750 AMIENS)	287,44 $
2020-01-13	11880337	259015	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À L'ENTREPÔT DES PARCS (4750 AMIENS) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À L'HORTICULTURE (10600 BELLEVOIS) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL AUX TRAVAUX PUBLICS (4250, RUE DE CHARLEROI)	155,22 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-13	11880337	256418	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À L'HORTICULTURE (10600 BELLEVOIS) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL AUX TRAVAUX PUBLICS (4250, RUE DE CHARLEROI) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À L'ENTREPÔT DES PARCS (4750 AMIENS)	155,22 $
2020-01-13	11880337	255599	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À L'ENTREPÔT DES PARCS (4750 AMIENS) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL AUX TRAVAUX PUBLICS (4250, RUE DE CHARLEROI) SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL À L'HORTICULTURE (10600 BELLEVOIS)	155,22 $
2020-01-13	11880601	15484411	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.		# 1912200013 - ACHAT OUITL MANUEL	36,18 $
2020-01-13	11880601	15484501	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.		# 1912200013 - ACHAT TEINTURE, VERNIS	85,18 $
2020-01-14	11880739	9155	MOTEURS ELECTRIQUES A.C.-D.C. ENR.		# 2001080014 - ARTICLE DE MOTEUR DE MARQUE US-MOTORS MODÈLE NO:MDR841	204,66 $
2020-01-14	20318547	6024477	BMR MATCO RAVARY		# 1912190020 - ACHAT SUPPORT, RENFORT.	80,63 $
2020-01-16	11880993	750001793105	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES GARAGES MUNICIPAUX	165,21 $
2020-01-16	11880993	750001793104	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES GARAGES MUNICIPAUX	2 581,19 $
2020-01-16	11880993	750001793102	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES GARAGES MUNICIPAUX	2 525,38 $
2020-01-16	11880993	750001793108	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES GARAGES MUNICIPAUX	1 585,28 $
2020-01-16	11880993	750001793093	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES GARAGES MUNICIPAUX	1 137,23 $
2020-01-16	11880993	750001793095	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES GARAGES MUNICIPAUX	1 117,43 $
2020-01-16	11880993	750001793094	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES GARAGES MUNICIPAUX	613,46 $
2020-01-16	11880993	750001793107	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES GARAGES MUNICIPAUX	319,29 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-16	11880993	750001793106	ENERGIR S.E.C.	1323482	GAZ NATUREL POUR LES BÂTIMENTS DES GARAGES MUNICIPAUX	268,39 $
2020-01-16	11881313	15484711	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.		# 2001080007 - ARTICLE DE QUINCAILLERIE (ESCABEAU FEATHERLITE)	240,30 $
2020-01-16	11881382	4284156	STANLEY SECURITY SOLUTIONS		# 2001080012 - TÉLÉSURVEILLANCE VOL CHALET SAUVÉ	281,32 $
2020-01-16	20319193	f447849	LES PORTES J.P.R. INC.		# 2001080011 - FRAIS D'ATELIER MOBILE, LUBRIFICATION, MAIN D'OEUVRE 4250 CHARLEROI GARAGE MUNICIPAUX	209,23 $
2020-01-16	20319268	8884069	DESCHENES & FILS LTEE		# 2001090006 - ACHAT TUYAU DE BRANCHEMENT EN Y/P, OUVRE CM AD1/2"	63,03 $
2020-01-16	20319268	8884078	DESCHENES & FILS LTEE		# 2001090006 - ACHAT ARTICLE DE TUYAUTERIE (BOYAU MÂLE, ROND, ACCOUP . , CRANE)	127,36 $
2020-01-16	20319268	8884089	DESCHENES & FILS LTEE		# 2001090006 - ACHAT ARTICLE TUYAUTERIE (LF600 SOUP RET MAXI-FLOW 1/2) POUR GARAGE MUNICIPAUX	52,89 $
2020-01-20	11881778	102232	LE CENTRE DE REPARATIONS HYDRAULIQUES UPTOWN LTEE		# 2001130015 - RÉPARATION OUTIL	748,89 $
2020-01-21	20320292	8894999	DESCHENES & FILS LTEE		# 2001090006 - ACHAT DIVERS ARTICLES TUYAUTERIE ET RACCORD POUR MENUISERIE (VOIR FACTURES)	183,90 $
2020-01-21	20320309	6025214	BMR MATCO RAVARY		# 2001060026 - MÈCHE SDS MAX 5/8"	69,31 $
2020-01-22	20320950	6029758	BMR MATCO RAVARY		# 2001090007 - ACHAT ACCESSOIRE POUR OUTILS (EMBOUT APPLICATEUR COLLE)	34,10 $
2020-01-22	20320950	6029728	BMR MATCO RAVARY		# 2001060026 - PATIN CARRÉ DROIT + BAC ROBUSTE	110,61 $
2020-01-27	11883066	15485301	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.		ACHAT DE BIENS ET SERVICES EN DIRECT (PAYABLE AUX FOURNISSEURS EXTERNES) # 2001080007 - ARTICLE DE QUINCAILLERIE (CLAPET RESERVOIR, LEVIER CHASSE LONG)	10,95 $
2020-01-27	20321833	059614	PREVENTION INCENDIE SAFETY FIRST INC	1351317	4250 CHARLEROI - TRAVAUX PUBLICS: INSPECTION, REMPLISSAGE, ESSAIS ET TESTS DES EXTINCTEURS PORTATIFS	189,13 $
2020-01-27	20322082	f664335	QUINCAILLERIE RICHELIEU LTEE	1381127	FRAIS - LIVRAISON - QUINCAILLERIE RICHELIEU LTEE CROCHETS NICKEL MAT (PRODUITS : T5630184)	320,21 $
2020-01-27	20322095	460828	CORPORATION PEPCO ENERGIE	1382065	LIVRAISON DIESEL COLORÉ ENPC-0101 CONFORME À LA NORME CAN/CGSB-3.6 POUR LES GARAGES MUNICIPAUX	1,77 $
2020-01-27	20322109	161640	C.R.I. ENVIRONNEMENT INC	1387073	TRANSPORT ET DISPOSITION DES RÉSIDUS DE PEINTURE, ESSENCE, HUILE, AÉROSOL	2 534,05 $
2020-01-28	20322214	273904	WOLSELEY CANADA INC.	1391420	RIDGID RP 340	4 137,95 $
2020-01-28	20322332	f448120	LES PORTES J.P.R. INC.		# 2001080011 - FRAIS D'ATELIER MOBILE, MAIN D'OEUVRE 4250 CHARLEROI GARAGE MUNICIPAUX	663,39 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
			TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / GARAGES MUNICIPAUX :			**36 101,67 $**
ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / MAIRIE					**302417 09008 017052**	
2020-01-03	11879093	15483121	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.		# 1912100028 - ACHAT ADHÉSIF, COLLE	16,83 $
2020-01-03	11879093	15483181	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.		# 1912100028 - ACHAT ADHÉSIF, RENFORT	32,06 $
2020-01-06	11879390	15483491	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.		#1912130015 - ACHAT MATÉRIEL DE FIXATION	5,98 $
2020-01-08	20316981	46177	SERRURIER OUELLETTE		# 1912130007 - ACHAT DE SERRURERIE ET ACCESSOIRES DE PORTES ET FENÊTRES	73,12 $
2020-01-13	11880337	255136	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL - MAIRIE (4243, RUE DE CHARLEROI)	45,99 $
2020-01-13	11880337	259015	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL - MAIRIE (4243, RUE DE CHARLEROI)	45,99 $
2020-01-13	11880337	256418	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL - MAIRIE (4243, RUE DE CHARLEROI)	45,99 $
2020-01-13	11880337	255599	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1347192	SERVICE ANTI-PARASITAIRE MENSUEL - MAIRIE (4243, RUE DE CHARLEROI)	45,99 $
2020-01-14	20318506	236165	REGULVAR INC	1372561	SERVICE D'ENTRETIEN MAIRIE D'ARRONDISSEMENT 4243 RUE CHARLEROI	1 034,78 $
2020-01-14	20318598	206988	DISTRIBUTECK ELECTRIQUE INC.		#1912130036 - ACHAT CONDUIT, RACCORD	100,03 $
2020-01-15	20318716	w836355	ALTEL INC	1325288	BC OUVERT- 4243 RUE DE CHARLEROI JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2019 POUR APPELS DE SERVICE INCLUANT MAIN D'OEUVRE, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET PIÈCES SANS BC @ MN	97,73 $
2020-01-16	20319139	6027126	BMR MATCO RAVARY		# 2001090007 - ACHAT COUVRE PLANCHER (TAPIS TOLEDO 36" CHARCOAL)	261,49 $
2020-01-20	11881917	15484961	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.		# 2001080007 - ARTICLE DE QUINCAILLERIE (RUBAN TAPIS, LAMES ULTRAM)	93,62 $
2020-01-21	20320547	238740	REGULVAR INC		# 2001090015 - SERVICE - TECHNICIEN SÉNIOR POUR VALIDEÉ LE CHAUFFAGE AU 2ÈME ÉTAGE HÔTEL DE VILLE	670,30 $
2020-01-27	20322095	460822	CORPORATION PEPCO ENERGIE	1382065	LIVRAISON DIESEL COLORÉ ENPC-0101 CONFORME À LA NORME CAN/CGSB-3.6 POUR MAIRIE	53,77 $
2020-01-30	20322961	14024456	SERVICES DE SECURITE ADT		# 2001140020 - APPEL DE SERVICE	300,08 $
			TOTAL - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / MAIRIE :			**2 923,75 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ - SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR :					**302417 09008**	**41 280,61 $**
VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / RUES					**302418 03103 017070**	
2020-01-09	20317168	6540201968008163	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS (VOIRIE)	32,32 $
2020-01-13	11880612	mn1119	REMORQUAGE METEOR INC.	1323262	SERVICE DE REMORQUAGE DE VÉHICULES ABANDONNÉS POUR L'ANNÉE 2019 - ARRONDISSEMENT MONTRÉAL-NORD	712,85 $
2020-01-22	52015193	6570201968002893correction	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	CORRECTION D'UN MAUVAIS RAPPROCHEMENT ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS (VOIRIE)	538,12 $
2020-01-22	52015193	6570201968003706correction	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	CORRECTION DE RAPPROCHEMENT DE LA FACTURE 6570201968003706 ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS (VOIRIE)	757,26 $
					TOTAL - VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / RUES :	**2 040,55 $**
VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / DÉCORATION					**302418 03103 017090**	
2020-01-16	11881053	15082210	GROUPE ARTEA INC.	1379471	ENSEMBLE DE 15 BOULES DE COULEUR BLANCHE ET ROUGE. (LE MATÉRIEL SERA LIVRÉ MONTÉ SUR DES FILS AVEC MOUSQUETONS POUR FACILITER VOTRE INSTALLATION. - SOUMISSION: 19-0058V3 TRANSPORT - SOUMISSION: 19-0058V3-19-0056V4 COURONNE LUMINEUSE DE 8' (COMPOSÉE DE SAPINAGE, DE BOULES ROUGE, RUBANS ET DE FILS LED ROUGE (540 LED) AVEC EFFET SCINTILLANT. - SOUMISSION: 19-0056V4	7 436,58 $
2020-01-23	11882145	01027124	ADDISON ELECTRIQUE	1383155	MINUTERIE D'ÉCLAIRAGE PROGRAMMABLE EXTÉRIEUR 120V CSA	2 871,50 $
					TOTAL - VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / DÉCORATION :	**10 308,08 $**
TOTAL - MTN - VOIRIE - ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS :					**302418 03103**	**12 348,63 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / CHARGEMENT DE LA NEIGE					**302418 03121 017063**	
2020-01-09	11880015	3360	REMORQUAGE MARCO	1374533	REMORQUAGE MARCO - CONTRAT DE SERVICES POUR 2 REMORQUEUSES AVEC OPÉRATEURS POUR LES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT, POUR LA SAISON HIVERNALE DE NOVEMBRE À DÉCEMBRE 2019.	9 778,62 $
					TOTAL - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / CHARGEMENT DE LA NEIGE :	**9 778,62 $**
TOTAL - MTN - VOIRIE - DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE :					**302418 03121**	**9 778,62 $**
VOIRIE / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / RUES					**302418 03123 017070**	
2020-01-27	20321990	706493609	DEMIX AGREGAT	1383016	ABRASIF D'HIVER,GRANULAT	4 769,16 $
					TOTAL - VOIRIE / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / RUES :	**4 769,16 $**
VOIRIE / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / TROTTOIRS					**302418 03123 017073**	
2020-01-09	11879689	547843	COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1379896	SEL DE DÉGLAÇAGE RÉGULIER POUR TROTTOIRS	3 992,74 $
2020-01-16	11880944	551129	COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1379896	SEL DE DÉGLAÇAGE RÉGULIER POUR TROTTOIRS	4 606,74 $
2020-01-27	20321990	706493609	DEMIX AGREGAT	1383016	ABRASIF D'HIVER,GRANULAT	446,39 $
					TOTAL - VOIRIE / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / TROTTOIRS :	**9 045,87 $**
TOTAL - MTN - VOIRIE - ÉPANDAGE D'ABRASIFS :					**302418 03123**	**13 815,03 $**
VOIRIE / SIGNALISATION ÉCRITE ET MARQUAGE					**302418 03161 000000**	
2020-01-10	20317565	15478	TECHNOLOGIES CDWARE INC.			0,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
					TOTAL - VOIRIE / SIGNALISATION ÉCRITE ET MARQUAGE :	**0,00 $**
					TOTAL - MTN - VOIRIE - SIGNALISATION ÉCRITE ET MARQUAGE : **302418 03161**	**0,00 $**
VOIRIE / DÉCHETS DOMESTIQUES ET ASSIMILÉS - COLLECTE ET TRANSPORT					**302418 04311 000000**	
2020-01-22	20320682	339	IDEES ET SOLUTIONS-URBAINES INC.	1353157	ACHAT DE PANIERS SEULES POUR LES T.P.	2 299,50 $
					TOTAL - VOIRIE / DÉCHETS DOMESTIQUES ET ASSIMILÉS - COLLECTE ET TRANSPORT :	**2 299,50 $**
					TOTAL - MTN - VOIRIE - DÉCHETS DOMESTIQUES ET ASSIMILÉS - COLLECTE ET TRANSPORT : **302418 04311**	**2 299,50 $**
VOIRIE / MATIÈRES RECYCLABLES - COLLECTE SÉLECTIVE - COLLECTE ET TRANSPORT					**302418 04321 000000**	
2020-01-15	20318781	pmif0059227	PNEUS METROPOLITAINS INC.	1326209	DEMANDE RÉC 105$ BC 1326209 @ MTL NORD BC OUVERT - RECYCLAGE D'ENVIRONS 251 PNEUS AVEC JANTES JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2019.	120,72 $
2020-01-15	20318781	pmif0059214	PNEUS METROPOLITAINS INC.	1326209	DEMANDE RÉC 265$ BC 1326209 @ MTL NORD BC OUVERT - RECYCLAGE D'ENVIRONS 251 PNEUS AVEC JANTES JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2019.	304,68 $
					TOTAL - VOIRIE / MATIÈRES RECYCLABLES - COLLECTE SÉLECTIVE - COLLECTE ET TRANSPORT :	**425,40 $**
					TOTAL - MTN - VOIRIE - MATIÈRES RECYCLABLES - COLLECTE SÉLECTIVE - COLLECTE ET TRANSPORT : **302418 04321**	**425,40 $**
VOIRIE / MATÉRIAUX SECS - COLLECTE ET TRANSPORT					**302418 04381 000000**	
2020-01-16	11881434	000466307360	WM QUEBEC INC.	1334515	CONTRAT POUR LES REDEVANCES À LA TONNE MÉTRIQUE. SERVICE - ENFOUISSEMENT RÉSIDUS BALAIS DE RUES ET DÉPÔTS À NEIGE	11 086,82 $
					TOTAL - VOIRIE / MATÉRIAUX SECS - COLLECTE ET TRANSPORT :	**11 086,82 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
TOTAL - MTN - VOIRIE - MATÉRIAUX SECS - COLLECTE ET TRANSPORT :					**302418 04381**	**11 086,82 $**
GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE					**302420 04121 000000**	
2020-01-09	11879606	20236	APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1379667	FORMATION DE CADENASSAGE - RÉSEAU D'AQUEDUC (10 EMPLOYÉS X 70, 00 $)	700,00 $
2020-01-09	11879606	20231	APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1379622	FORMATION POUR ESPACE CLOS INITIAL (10 EMPLOYÉS X 170, 00 $) FRAIS DE DÉPLACEMENT	1 730,00 $
2020-01-10	20317593	116344	LANAUCO LTEE	1379146	INSTALLATION ET STABILISATION D'UN SUPPORT À POTEAU B/C 1379146 EST INCOMPLET BESOIN RECP DE 1800.00 AV.TX @ MARIE CLAUDINE LINDOR LE 12 DÉC 2019 IR LOCATION SUPPORT ET BLOC DE BÉTON B/C 1379146 EST INCOMPLET BESOIN RECP DE 1800.00 AV.TX @ MARIE CLAUDINE LINDOR LE 12 DÉC 2019 I	2 069,55 $
2020-01-27	11882772	2947957900	ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION		# 2001130016 - RÉPARATION DE CONDUIT	112,10 $
					TOTAL - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE :	**4 611,65 $**
GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN DU RÉSEAU					**302420 04121 017032**	
2020-01-06	11879413	3253	TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	1376332	TRAVAIL D'URGENCE HYDRO-EXCAVATION AU 11600 RUE ALFRED. LE MERCREDI 30 OCTOBRE 2019. TRAVAIL D'HYDRO-EXCAVATION AU PARC ST-LAURENT (11600 RUE ALFRED) EN DATE DU 23 OCTOBRE 2019 PAS DE NO DE BON DE COMMANDE BESOIN RECP DE 2280.00 AV.TX @ MONTREAL NORD LE 21 NOV 2019 IR PAS DE NO DE BON DE COMMANDE BESOIN RECP DE 2280.00 AV.TX @ MONTREAL NORD LE 21 NOV 2019 I	2 621,43 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-09	11880017	6	RENE JUILLET CONSULTANT INC.	1382639	ESOIN B/C ET RECP DE 1224.75 CE FOURNISSEUR A 2 NO DE FOURNISSEUR DONC DOIT PRENDRE LE NO 536274 VU QUE LES TAXES SONT DIFFÉRENTES @ MIRLYNE REMPART LE 27 AOÛT 2019 IR PAIEMENT DE FACTURE #6: FORMATION DES OPÉRATEURS EN EAU POTABLE -COMPAGNONNAGE OPA. DANIEL-ANTONIO LEGAULT-CHAVANDO FRAIS - AUTRES - TRANSPORT - RENE JUILLET CONSULTANT INC. BESOIN B/C ET RECP DE 1224.75 CE FOURNISSEUR A 2 NO DE FOURNISSEUR DONC DOIT PRENDRE LE NO 536274 VU QUE LES TAXES SONT DIFFÉRENTES @ MIRLYNE REMPART LE 27 AOÛT 2019 I	1 408,16 $
2020-01-13	20318056	16362	GROUPE SANYVAN INC.	1382668	TRAVAIL D'URGENCE HYDRO-EXCAVATION AU 11560 RUE BOSSUET, AU JEUDI 24 OCTOBRE 2019 À 7H. TRAVAIL D'HYDRO-EXCAVATION. TEMPS SUPPLÉMENTAIRE À 90$/H	3 913,46 $
2020-01-13	20318056	16536	GROUPE SANYVAN INC.	1382590	HYDRO EXCAVATION INTERSECTION : GOUIN ET GARON. AU 29 OCTOBRE 2019.	1 904,27 $
2020-01-16	11881071	0000206582	HOULE H2O	1387298	TRAVAUX DE RACCORDEMENT SOUS PRESSION FONTE GRISE - PAIEMENT DE FACTURE	2 782,40 $
2020-01-20	20319868	16541	GROUPE SANYVAN INC.	1387306	TRAVAIL D'HYDRO-EXCAVATION AU 5 NOVEMBRE 2019	2 665,98 $
2020-01-22	20320772	16617	GROUPE SANYVAN INC.	1387805	TRAVAIL D'HYDRO-EXCAVATION AU 5 NOVEMBRE 2019	2 665,98 $
2020-01-23	11882163	20249	APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1385029	FRAIS DE DÉPLACEMENT FORMATION POUR LA SIGNALISATION DES TRAVAUX ROUTIERS (10 EMPLOYÉS X 85, 00 $)	865,00 $
2020-01-27	11882772	2947957900	ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION		# 2001130016 - RÉPARATION DE CONDUIT	0,00 $
					TOTAL - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN DU RÉSEAU :	**18 826,68 $**
GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN STATION DE POMPAGE H-BOURASSA					**302420 04121 017033**	
2020-01-17	20319836	3558330150	SOCIETE XYLEM CANADA	1385467	MAIN D'OEUVRE (FACTURE 011872) FRAIS DE DÉPLACEMENT (FACTURE 011872)	1 290,02 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-23	11882628	16089	TECHNISERV A.G. INC.	1387078	APPEL DE SERVICES DU 4 OCTOBRE 2019 POUR RÉPARATION DU DÉMARREUR DE LA STATION DE POMPAGE HENRI-BOURASSA	816,32 $
2020-01-27	20322095	460004	CORPORATION PEPCO ENERGIE	1380436	LIVRAISON DIESEL COLORÉ ENPC-0101 SELON LA NORME CAN/CGSB-3.6 POUR TUNNEL HENRI-BOURASSA	137,63 $
2020-01-27	20322095	460005	CORPORATION PEPCO ENERGIE	1380436	PAIEMENT FACTURE 460005 LIVRAISON DIÉSEL COLORÉ ENPC-0101 SELON LA NORME CAN/CGSB-3.6 POUR TUNNEL LACORDAIRE	327,64 $
			TOTAL - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN STATION DE POMPAGE H-BOURASSA :			**2 571,61 $**
GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN STATION DE POMPAGE LACORDAIRE					**302420 04121 017034**	
2020-01-27	20322095	460004	CORPORATION PEPCO ENERGIE	1380436	PAIEMENT FACTURE 460004 LIVRAISON DIESEL COLORÉ ENPC-0101 SELON LA NORME CAN/CGSB-3.6 POUR TUNNEL HENRI-BOURASSA	31,56 $
2020-01-27	20322095	460005	CORPORATION PEPCO ENERGIE	1380436	LIVRAISON DIÉSEL COLORÉ ENPC-0101 SELON LA NORME CAN/CGSB-3.6 POUR TUNNEL LACORDAIRE	137,63 $
			TOTAL - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN STATION DE POMPAGE LACORDAIRE :			**169,19 $**
GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / RECHERCHE ET RÉPARATION DE FUITES D'EAU					**302420 04121 017037**	
2020-01-09	11879782	12382	GORL'EAU INC.		# 1912230010 - LOCALISATION FUITE D'EAU	344,93 $
2020-01-09	20317168	6540201968008120	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC)	965,73 $
2020-01-09	20317168	6540201968008274	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC)	1 141,87 $
2020-01-09	20317168	6540201968008163	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC)	391,94 $
2020-01-16	11881048	12394	GORL'EAU INC.		# 2001080009 - RÉPARATION BOITIER DE SERVICE BRISÉ, FUITE À L'ARRÊT DE CORPORATION AU 11803 LAURIER # 2001080009 - RÉPARATION BOITIER DE SERVICE BRISÉ, FUITE À L'ARRÊT DE CORPORATION AU 11803 LAURIE	344,93 $
2020-01-16	11881048	12425	GORL'EAU INC.		# 2001080009 - RÉPARATION FUITE DANS INTERSECTION AMIENS ET PELLETIER AU LIEU: 4353 AMIENS	344,93 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-16	11881048	12422	GORL'EAU INC.		# 2001080009 - RÉPARATION FUITE ET PEINTURE SUR PLACE AU 6270 GOUIN	344,93 $
2020-01-16	11881048	12419	GORL'EAU INC.		# 2001080009 - RÉPARATION DE FUITE ET PEINTURE SUR PLACE AU 4035 MARTIAL	344,93 $
2020-01-22	20320693	711932177	LAFARGE CANADA INC	1323177	PIERRE CONCASSE,VM-2,PREMELANGEE,TONNE METRIQUE,CONFORME,DEVIS,NORMALISE,6VM-9,VILLE DE MONTREAL FRAIS DE LIVRAISON, PIERRE CONCASSÉE PRÉMÉLANGÉE VM-2 (GROS GRANULAT) POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU.	643,77 $
2020-01-22	20320693	712006657	LAFARGE CANADA INC	1323177	.C. NOUVELLE APPROB.REQUISE 1323177 À VALIDER S.V.P. MN 6/01/20 L.Q. B.C. NOUVELLE APPROB.REQUISE 1323177 À VALIDER S.V.P. MN 6/01/20 L.Q. PIERRE CONCASSE,VM-2,PREMELANGEE,TONNE METRIQUE,CONFORME,DEVIS,NORMALISE,6VM-9,VILLE DE MONTREAL FRAIS DE LIVRAISON, PIERRE CONCASSÉE PRÉMÉLANGÉE VM-2 (GROS GRANULAT) POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU.	4 873,73 $
2020-01-22	20320693	711942959	LAFARGE CANADA INC	1323177	PIERRE CONCASSE,VM-2,PREMELANGEE,TONNE METRIQUE,CONFORME,DEVIS,NORMALISE,6VM-9,VILLE DE MONTREAL FRAIS DE LIVRAISON, PIERRE CONCASSÉE PRÉMÉLANGÉE VM-2 (GROS GRANULAT) POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU.	1 812,32 $
2020-01-22	52015193	6570201968002893correction	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC) CORRECTION D'UN MAUVAIS RAPPROCHEMENT	-538,12 $
2020-01-22	52015193	6570201968003706correction	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	CORRECTION DE RAPPROCHEMENT DE LA FACTURE 6570201968003706 ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC)	-757,26 $
2020-01-27	20321916	6570201968002040	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	VOIR CRÉDIT # 6570201969000062 ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC)	467,53 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-27	20321916	6540201968008362	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC)	754,12 $
2020-01-27	20321916	6540201968008140	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC)	419,07 $
2020-01-27	20321916	6570201969000062	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC) RÉF FAC #	-663,80 $
2020-01-27	20321916	6540201968007922	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC)	635,87 $
2020-01-27	20321916	6570201968002039	CONSTRUCTION DJL INC	1350027	ACHAT D'ENROBÉ À CHAUD ESTIVALE POUR RÉPARATION DE FUITES D'EAU (AQUEDUC)	6 693,75 $
					TOTAL - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / RECHERCHE ET RÉPARATION DE FUITES D'EAU :	**18 565,17 $**
GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / RÉPARATION DES RACCORDEMENTS					**302420 04121 017038**	
2020-01-09	20317451	in3054427	RECY-BETON INC	1367936	POUR DÉPÔT DE PIERRE, ROC, BÉTON ET ASPHALTE.	197,29 $
					TOTAL - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / RÉPARATION DES RACCORDEMENTS :	**197,29 $**
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU - RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE :					**302420 04121**	**44 941,59 $**
GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / ENTRETIEN DES PUISARDS ET REGARDS					**302420 04161 017031**	
2020-01-09	20317411	16748	GROUPE SANYVAN INC.	1350322	NETTOYAGE ET VIDANGE COMPLÈTE DE PUISARDS ET CHAMBRES DE VANNE INCLUANT TRANSPORT ET DISPOSITION DES RÉSIDUS POUR DIVERS ARRONDISSEMENTS. DISPOSITION DANS UN CENTRE DE DISPOSITION DES BOUES HOMOLOGUÉ PAR LE MELCC.	38 427,40 $
					TOTAL - GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / ENTRETIEN DES PUISARDS ET REGARDS :	**38 427,40 $**
GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / ARR. MONTRÉAL-NORD / BRANCHEMENTS D'ÉGOUT					**302420 04161 056036**	
2020-01-23	11882561	195505	R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1388440	COUPE FENÊTRE DU BRANCHEMENT AU 10385 AVENUE GARON	7 680,33 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-23	11882561	195506	R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1388422	COUPE FENÊTRE DU BRANCHEMENT AU 11336 AVENUE BRUXELLES	7 887,29 $
					TOTAL - GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / ARR. MONTRÉAL-NORD / BRANCHEMENTS D'ÉGOUT :	**15 567,62 $**
					TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU - RÉSEAUX D'ÉGOUT : **302420 04161**	**53 995,02 $**
PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / PARCS ET TERRAINS DE JEUX					**302422 07165 017104**	
2020-01-09	11879845	inv3226	LE BER INC.	1360898	ACHAT DE PIÈCES POUR LA TARIÈRE DES PARCS	4 898,45 $
2020-01-09	20317135	425935	CORPORATION PEPCO ENERGIE	1320940	DEMANDE DE BC POUR PAIEMENT DE LA FACTURE 2018 #425935 DE PEPCO-MONTRÉAL.	1 087,74 $
2020-01-13	11880522	59545	M&M GRAPHIC		#1912180012 - SAC DE REMPLACEMENT POUR DRAPEAU	229,95 $
2020-01-22	52015422	10091	CONTENEURS S.E.A. INC.		B/C OUVERT BESOIN RECP DE 140.00 AV.TX @	0,00 $
2020-01-27	11883129	201801826	USINAGE BOZZINI INC.		# 2001090010 - RÉPARATION D'UN BANC BL 823	750,21 $
2020-01-27	11883129	201801825	USINAGE BOZZINI INC.		# 2001090010 - RÉPARATION BANC EXTÉRIEUR, FABRIQUER 4 PATTES POUR UN BANC BL 809	934,17 $
					TOTAL - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / PARCS ET TERRAINS DE JEUX :	**7 900,52 $**
					TOTAL - MTN - PARCS - ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX : **302422 07165**	**7 900,52 $**
HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / ARBRES					**302424 07163 017059**	
2020-01-30	20322752	26662	ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.	1388603	SERVICE D'ABATTAGE DE 4 ARBRES EN ARRIÈRE COUR AU 11390 HÉNAULT.	5 633,78 $
					TOTAL - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / ARBRES :	**5 633,78 $**
HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / FLEURS ET ARBUSTES					**302424 07163 017060**	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-09	11879657	64506	CENTRE D'HORTICULTURE VALBO	1334028	12000 PIED CARRÉ DE ROULEAU, GAZON EN PLAQUE PATURIN KENTUCKY BLUEGRASS #1 - RAMASSER SUR PLACE À LA PIÈCE OU À LA PALETTE (LES DATES DES LIVRAISONS ET LES QUANTITÉS SERONT DÉTERMINÉES PAR B. LAPALME) PALLETTES	494,39 $
			TOTAL - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / FLEURS ET ARBUSTES :			**494,39 $**
TOTAL - MTN - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE :					**302424 07163**	**6 128,17 $**
DÉVELOPPEMENT SOCIAL / DÉVELOPPEMENT SOCIAL / ADMINISTRATION					**302425 05803 017003**	
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - LOISIRS - DÉVELOPPEMENT SOCIAL - FRAIS CELLULAIRES 2019	92,55 $
2020-01-14	20318583	9772019	PETITE POPOTE INC.		# 1911280018 - ACHTS DE SANDWICHS POUR LA RENCONTRE DES MEMBRES DU CONSEIL JEUNESSES # 1911280018 - ACHATS DE SANDWICHS POUR LA RENCONTRE DES MEMBRES DU CONSEIL JEUNESSES	191,43 $
2020-01-17	20319503	8927	INSTITUT PACIFIQUE	1324555	PRESTATION DE SERVICE DE RÉSOLUTION DE CONFLITS ET DE MÉDIATION SOCIALE	5 239,43 $
2020-01-17	20319504	8928	INSTITUT PACIFIQUE	1324555	PRESTATION DE SERVICE DE RÉSOLUTION DE CONFLITS ET DE MÉDIATION SOCIALE	5 474,80 $
			TOTAL - DÉVELOPPEMENT SOCIAL / DÉVELOPPEMENT SOCIAL / ADMINISTRATION :			**10 998,21 $**
TOTAL - MTN - DÉVELOPPEMENT SOCIAL - DÉVELOPPEMENT SOCIAL :					**302425 05803**	**10 998,21 $**
BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / ADMINISTRATION					**302426 07231 017003**	
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - BIBLIOTHÈQUES - FRAIS CELLULAIRES 2019	189,46 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-14	20318588	rembempl191231	DESILETS, MARIE		# 1912180025 - REMBOURSEMENT FRAIS DE DÉPLACEMENT MOIS DE DÉCEMBRE 2019 ET ACHAT D'UN CASQUE DE RÉALITÉ VIRTUELLE - PROJET MÉDIALAB. # 1912180025 - REMBOURSEMENT FRAIS DE DÉPLACEMENT MOIS DE DÉCEMBRE 2019	321,09 $
2020-01-23	11882413	25068	LA CORPORATION DES BIBLIOTHECAIRES PROF. DU QUEBEC		# 2001200007 - RENOUVELLEMENT D'ADHÉSION 2020: MARIE DÉSILETS, DOMINIQUE RIBERDY, ISABELLE MOREAU	780,00 $
					TOTAL - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / ADMINISTRATION :	**1 290,55 $**
BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA ET BELLEVILLE					**302426 07231 017021**	
2020-01-09	11879835	19058	LA CARAVANE ENCHANTEE	1382088	ACTIVITÉ POUR ENFANTS 2019: (2019-1205-E29) LES CONTES DE MÈRE NOËL AVEC LA CARAVANE ENCHANTÉE, LE 10 DÉCEMBRE 2019 À HENRI-BOURASSA	620,87 $
2020-01-15	20318646	1275406600	TENAQUIP LIMITED	1386632	TABLE 6 PIEDS PLIANTE EN PLASTIQUE GRISE - SOUMISSION: 12754066-00	125,21 $
2020-01-15	20318735	sbm04202	SISCA GESTION D'AFFAIRES INC.		# 1912200005 - FORMULAIRES	110,63 $
2020-01-15	20318822	33598	AXIA SERVICES	1324472	BC ANNUEL - SERVICE DE GARDIENNAGE POUR L'ANNÉE 2019 POUR LA BIBLIOTHÈQUE BELLEVILLE	95,66 $
2020-01-16	20319129	320373	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1338484	BC 1338484 / MANQUE RÉCEPTION DE 110.74 $ AVANT TAXES / @ AUDIBERT, MIREILLE, LE 15-11-2019 / AA BC OUVERT - SERVICE DE MESSAGERIE	127,39 $
2020-01-16	20319151	00060725	BOUTY INC	1386488	CHAISES: MODÈLE AGPT-Z-PN, COULEUR NOIRE	4 343,24 $
2020-01-20	11881710	203842	GROUPE RENAUD	1322138	BC ANNUEL - LOCATION D'UN AUTOBUS DE 48 PASSAGERS AVEC SUSPENSION À AIR CONFORTABLE POUR 12 MOIS DE SERVICE	373,67 $
2020-01-21	20320289	00058064	ENSEIGNES BARBO INC.	1374422	SIGNALISATION 92-VIMO15-31059-01 - SOUMISSION: 031059 INSTALLATION - SOUMISSION: 03159 AJOUT D'UNE LIGNE POUR UN PANNEAU IDENTIFIANT LES TOILETTES ET LA FONTAINE D'EAU - SOUMISSION: 031059	3 311,28 $
2020-01-21	20320454	350071	AHEARN & SOPER INC	1384122	CARTOUCHE D'ENCRE EVOLIS P/N RCT023NAA MONOCHROME BLACK EVOLIS HIGH TRUST 2000 PRINTS / ROLL FRAIS - LIVRAISON - AHEARN & SOPER INC	209,25 $
2020-01-22	20320601	rembempl200110	AUDIBERT, MIREILLE		# 2001140022 - ACHAT DE DÉCORATION POUR NOËL 2020	86,66 $
2020-01-27	11882888	23646	FEDERATION DES MILIEUX DOCUMENTAIRES		# 2001230003 - AFFICHAGE POUR OFFRE D'EMPLOI - TECHNICIEN OU TECHNICIENNE EN DOCUMENTATION	287,44 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-27	11883103	gs129	SOLUTIONS DE CONTROLE ET DE SECURITE CS INC.		# 2001150011 - SUPPORT ANNUEL 2020 - 2 GOBES-SOUS	901,40 $
2020-01-27	20322055	3854495	PRODUITS SANY	1384655	TAPIS EN ROULEAU GRIS/NOIR 10' X 4', AVEC BORDURES SUR LE CÔTÉ TAPIS EN ROULEAU GRIS/NOIR 60' X 4', AVEC BORDURES SUR LE CÔTÉ	1 569,57 $
2020-01-31	20323256	3854894	PRODUITS SANY		C FERMÉ @ MONTREAL NORD BC FERMÉ @ MONTREAL NORD	0,00 $
2020-01-31	20323299	323604	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1338484	BC OUVERT - SERVICE DE MESSAGERIE	606,73 $
					TOTAL - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA ET BELLEVILLE :	**12 769,00 $**
BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE					**302426 07231 017054**	
2020-01-09	11879835	19058	LA CARAVANE ENCHANTEE	1382088	ACTIVITÉ POUR ENFANTS 2019: (2019-1205-E29) LES CONTES DE MÈRE NOËL AVEC LA CARAVANE ENCHANTÉE, LE 11 DÉCEMBRE 2019 À LA MCC	620,87 $
2020-01-13	11880235	de191219	BERNARD LAMBERT	1383956	ACTIVITÉ POUR ADULTES 2019: (2019-1219-A30) NOËL EN CHANSONS AVEC BERNARD LAMBERT, LE 19 DÉCEMBRE 2019	250,00 $
2020-01-16	11881279	065	PAVILLON D'EDUCATION COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	1383959	ACTIVITÉS 1, 2 ET 3 PRÉPARATION DES ATELIERS	2 529,45 $
2020-01-24	20321758	1108	DROLE DE CODE INC.	1379718	ATELIER MINI-ROBOT DÉCOUVERTE - MCC	390,92 $
2020-01-27	20322055	3854495	PRODUITS SANY	1384655	TAPIS DE VESTIBULE COMMERCIALE GRIS/NOIR 4' X 3' , AVEC BORDURE AU 4 CÔTÉS TAPIS DE VESTIBULE COMMERCIALE GRIS/NOIR 20' X 6', AVEC BORDURE AU 4 CÔTÉS TAPIS EN CAOUTCHOUC (GAZON GRIS/NOIR) 6' X 6' TAPIS DE VESTIBULE COMMERCIALE GRIS/NOIR 45' X 4', AVEC BORDURE AU 4 CÔTÉS	2 838,33 $
2020-01-30	11883566	de200116	MICHELE SIROIS	1391012	CONFÉRENCE 2020: (2020-0116-A01) SOMMES-NOUS VIEUX ? AVEC MICHÈLE SIROIS, LE 16 JANVIER 2020 SOMMES-NOUS VIEUX? 2020-0116-A01	689,85 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-31	20323133	de200115	CAMILLE SIMARD	1391007	ACTIVITÉ POUR ADULTES 2020: (2020-0115-A02), LES RENDEZ-VOUS DU 1ER ROMAN AVEC CAMILLE SIMARD, LE 15 JANVIER 2020	150,00 $
					TOTAL - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE :	**7 469,42 $**
BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE YVES RYAN					**302426 07231 017116**	
2020-01-09	11879835	19058	LA CARAVANE ENCHANTEE	1382088	ACTIVITÉ POUR ENFANTS 2019: (2019-1205-E29) LES CONTES DE MÈRE NOËL AVEC LA CARAVANE ENCHANTÉE, LE 5 DÉCEMBRE 2019 À YVES-RYAN	310,43 $
2020-01-15	20318822	33598	AXIA SERVICES	1324472	BC ANNUEL - SERVICE DE GARDIENNAGE POUR L'ANNÉE 2019 POUR LA BIBLIOTHÈQUE YVES-RYAN	669,61 $
2020-01-24	20321758	1108	DROLE DE CODE INC.	1379718	ATELIER MINI-ROBOT DÉCOUVERTE - YVES-RYAN	390,92 $
2020-01-30	11883670	de200120	STEPHANE TESSIER	1390997	CONFÉRENCE 2020: (2020-0120-A03) LES ITALO-MONTRÉALAIS ET LEUR HISTOIRE AVEC STÉPHANE TESSIER, LE 20 JANVIER 2020	200,00 $
					TOTAL - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE YVES RYAN :	**1 570,96 $**
TOTAL - MTN - BIBLIOTHÈQUE - BIBLIOTHÈQUES :					**302426 07231**	**23 099,93 $**
CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES / ÉVÉNEMENTS PUBLICS					**302427 07189 017019**	
2020-01-08	20317050	391	PINO CAFE-BISTRO		# 1912160007 - PETITES BOÎTES À LUNCH - SPECTACLES SEPTEMBRE À DÉCEMBRE.	670,30 $
2020-01-09	20317357	395	PINO CAFE-BISTRO		# 1912160009 - CAFÉ FILTRE - MARCHÉ DE NOËL - CENTRE DES LOISIR # 1912160009 - CAFÉ FILTRE - MARCHÉ DE NOËL - CENTRE DES LOISI	250,07 $
2020-01-10	20317641	rembempl191130	SEVIGNY, ANOUK		# 1912130029 - REMBOURSEMENT FRAIS DE DÉPLACEMENT MOIS DE NOV. 2019	63,41 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	FRAIS ADDITIONNELS - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	71,05 $
2020-01-15	20318884	feteqcmn2019	COOPERATIVE DE SOLIDARITE MULTISPORTS PLUS		# 1912180015 - PARTICIPATION ET SOUTIEN POUR LES FÊTES DU 23 ET 24 JUIN 2019	333,71 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-16	20319423	rembempl191217	PARENT, ANNIE		# 2001090018 - REMBOURSEMENT FRAIS DE DÉPLACEMENT D'OCTOBRE AU 17 DÉCEMBRE 2019	260,36 $
					TOTAL - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES / ÉVÉNEMENTS PUBLICS :	**1 648,90 $**
					TOTAL - MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS - AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES : **302427 07189**	**1 648,90 $**
CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / ADMINISTRATION					**302427 07211 017003**	
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	FRAIS ADDITIONNELS - CULTURE	142,45 $
2020-01-30	11883362	3808	COOP DE L'EST TAXI		# 2001070021 - DÉPLACEMENT - DA	25,00 $
					TOTAL - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / ADMINISTRATION :	**167,45 $**
CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / SALLE DE SPECTACLE ET EXPOSITION - MAISON CULTURELLE					**302427 07211 017025**	
2020-01-09	11879834	5326185	L.G. WAGNER		1912200017 - ACCORD DE PIANO A QUEUE	143,72 $
2020-01-09	11879834	5326187	L.G. WAGNER		1912200019 - ACCORD DE PIANO DROIT	143,72 $
2020-01-09	11879834	5326186	L.G. WAGNER		1912200018 - ACCORD DE PIANO DROIT	143,72 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	FRAIS ADDITIONNELS - ACTIVITÉS CULTURELLES	49,55 $
2020-01-16	11881112	5326189	L.G. WAGNER		# 2001100004 - ACCORD DE PIANO A QUEUE	143,72 $
2020-01-17	20319461	pro8074	PRODIGIUM	1320996	PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.SHOW CALLS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.CHEFS TECHNICIENS	358,15 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-17	20319461	pro8073	PRODIGIUM	1320996	PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.SHOW CALLS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.CHEFS TECHNICIENS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001 MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.TECHNICIENS	1 720,03 $
2020-01-17	20319461	pro8075	PRODIGIUM	1320996	PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.CHEFS TECHNICIENS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001 MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.TECHNICIENS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.SHOW CALLS	958,32 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-17	20319461	pro8076	PRODIGIUM	1320996	PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.CHEFS TECHNICIENS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.SHOW CALLS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001 MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.TECHNICIENS	880,13 $
2020-01-17	20319461	pro8078	PRODIGIUM	1320996	PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001 MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.TECHNICIENS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.SHOW CALLS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.CHEFS TECHNICIENS	658,23 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-17	20319461	pro8077	PRODIGIUM	1320996	PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.SHOW CALLS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.CHEFS TECHNICIENS	370,22 $
2020-01-17	20319714	med2019amar37	AMARANDE RIVIERE	1334663	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA COORDINATION ET LA RÉALISATION DU PLAN D'ACTION EN MÉDIATION CULTURELLE 2018-2021 DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD	1 126,76 $
2020-01-17	20319714	med2019amar39	AMARANDE RIVIERE	1334663	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA COORDINATION ET LA RÉALISATION DU PLAN D'ACTION EN MÉDIATION CULTURELLE 2018-2021 DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD	1 126,76 $
2020-01-17	20319714	med2019amar38	AMARANDE RIVIERE	1334663	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA COORDINATION ET LA RÉALISATION DU PLAN D'ACTION EN MÉDIATION CULTURELLE 2018-2021 DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD	1 126,76 $
2020-01-20	11881982	de191205	STEPHANE TESSIER	1389250	PROGRAMMATION MCC HIVER-PRINTEMPS 2020 - SPECTACLE : ATTENDEZ QUE JE VOUS RACONTE... - 23 JANVIE	1 700,00 $
2020-01-22	20320618	799562	LES FILMS CRITERION PICTURES		# 2001160006 - FILM - LE RETOUR DU HÉROS - PROJECTION DU 15 OCTOBRE 2019	362,17 $
2020-01-22	52015452	nc03sco2018	THEATRE LE CLOU.	1247042	PROGRAMMATION SCOLAIRE HIVER 2018 - SPECTACLE : LE CHANT DU KOÏ - 28 FÉVIER ET 1ER MARS 2018 - SOUMISSION: 03_SCO2018 REF FACT 03SCO2018, RAPPROCHER UNE FOIS LA FACTURE ENVOYÉE	-3 104,33 $
2020-01-23	20321373	de191024	TROIS TRISTES TIGRES	1390122	PROGRAMMATION MCC HIVER-PRINTEMPS 2020 - SPECTACLE : LA DÉTRESSE ET L'ENCHANTEMENT - 25 JANVIE	6 898,50 $
2020-01-27	11883011	1expo2020	MAURICE BLAIS		# 2001220010 - INSTALLATION DE L'EXPOSITION L'ART EN TÊTE	325,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-27	11883095	de191125	SHAWN MCPHERSON	1389703	PROGRAMMATION MCC HIVER-PRINTEMPS 2020 - SPECTACLE : SHAWN MCPHERSON BAND - 31 JANVIE	1 500,00 $
2020-01-28	20322159	pro8100	PRODIGIUM	1320996	PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.SHOW CALLS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.CHEFS TECHNICIENS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001 MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.TECHNICIENS	887,32 $
2020-01-28	20322159	pro8099	PRODIGIUM	1320996	PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001 MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.TECHNICIENS PROLONGATION DU CONTRAT 17-15825.GDD 1175922001. MAIN D'□UVRE TECHNIQUE POUR LES ÉVÉNEMENTS CULTURELS POUR LA PÉRIODE S'ÉCHELONNANT DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019 INCLUSIVEMENT.CHEFS TECHNICIENS	1 362,45 $
2020-01-28	20322284	0022020	JEAN DE JULIO-PAQUIN		# 2001210010 - PARTICIPATION - JURY EN ART MURAL	100,00 $
2020-01-31	20323114	de191204	AROL PINDER	1390119	PROGRAMMATION MCC HIVER-PRINTEMPS 2020 - SPECTACLE : AROL PINDER - 12 JANVIE	6 000,00 $
2020-01-31	20323265	de191024	PRODUCTIONS CAS PUBLIC	1390263	PROGRAMMATION MCC HIVER-PRINTEMPS 2020 - SPECTACLE : (9) - 28-29 ET 30 JANVIE	12 333,37 $
TOTAL - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / SALLE DE SPECTACLE ET EXPOSITION - MAISON CULTURELLE :						**37 314,27 $**

CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / MAISON BRIGNON LAPIERRE **302427 07211 017053**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-16	11880885	51889029301012020	BELL CANADA		# 2001100003 - SERVICES INTERNET AFFAIRE MAISON BRIGNON-DIT-LAPIERRE - COMPTE 518890293 - 1 AU 31 JANVIER 2020	124,62 $
					TOTAL - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / MAISON BRIGNON LAPIERRE :	**124,62 $**
CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE					**302427 07211 017054**	
2020-01-15	20318807	199694	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.		# 1912200023 - CARTES D'AFFAIRES (ANOUK SÉVIGNY ET JEAN-FRANÇOIS BOYER)	35,87 $
2020-01-27	20321894	w1619044	LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1383948	INSPECTION ANNUELLE - ÉLÉVATEUR À BATTERIE: MARQUE GÉNIE # SÉRIE AWP07-55529 AUGMENTATION DU BC 1383948	518,82 $
2020-01-27	20322055	3853855	PRODUITS SANY	1380441	TAPIS DE VESTIBULE COMMERCIALE GRIS/NOIR 8' 6" X 8' 6"	441,79 $
					TOTAL - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE :	**996,48 $**
TOTAL - MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS - CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES :					**302427 07211**	**38 602,82 $**
SPORTS ET LOISIRS / ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION					**302428 07101 017003**	
2020-01-10	20317809	00060611	BOUTY INC	1382128	CHAISE DE BUREAU - MODÈLE VITTORIA - TISSUE HUE - COULEUR NOIRE 222- AJOUT D'UNE 1/2 POUCE À L'ASSISE - NO: VTM2-SSE-99-N2-7N-GA14- HUE	725,38 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - SPORTS - FRAIS CELLULAIRES 2019	131,88 $
2020-01-27	20322070	rembempl191227	MATTE, GUY		# 2001160019 - ACHAT DE PAPIER ALUMINIUM, D'UN CÂBLE HDMI DE 15M POUR L'ÉCRAN D'AFFICHAGE AU CENTRE DE LOISIRS	84,58 $
2020-01-30	20322718	rembempl191130	LAUZON, MARIE-CLAUDE		#2001220002- NOTE DE FRAIS - KILOMÉTRAGE DU 26 NOV. AU 30 NOV. 2019	1,66 $
2020-01-30	20322718	rembempl191028	LAUZON, MARIE-CLAUDE		#2001220002- NOTE DE FRAIS - KILOMÉTRAGE DU 1 OCT. AU 28 OCT. 2019	86,69 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-30	20322718	rembempl191126	LAUZON, MARIE-CLAUDE		#2001220002- NOTE DE FRAIS - KILOMÉTRAGE DU 1 NOV. AU 26 NOV. 2019	63,27 $
2020-01-30	20322718	rembempl191212	LAUZON, MARIE-CLAUDE		#2001220002- NOTE DE FRAIS - KILOMÉTRAGE DU 1 DÉC. AU 12 DÉC. 2019RAGE DU 26 NOV. AU 30 NOV. 2019	25,72 $
2020-01-30	20322718	rembempl191231	LAUZON, MARIE-CLAUDE		#2001220002- NOTE DE FRAIS - KILOMÉTRAGE DU 12 DÉC. AU 31 DÉC. 2019	13,45 $
2020-01-30	20322718	rembempl191031	LAUZON, MARIE-CLAUDE		#2001220002- NOTE DE FRAIS - KILOMÉTRAGE DU 1 OCT. AU 28 OCT. 2019	8,26 $
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION :	**1 140,89 $**
					TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS - ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR : **302428 07101**	**1 140,89 $**
SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / ÉCOLES					**302428 07123 017023**	
2020-01-23	11882243	761000006098	COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ILE		# 2001160021 - REMPLACEMENT DE MATÉRIEL DE SPORT ET D'UNE VITRE	777,30 $
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / ÉCOLES :	**777,30 $**
SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CENTRE DES LOISIRS					**302428 07123 017048**	
2020-01-27	20322070	rembempl191227	MATTE, GUY		# 2001160019 - ACHAT DE PAPIER ALUMINIUM, D'UN CÂBLE HDMI DE 15M POUR L'ÉCRAN D'AFFICHAGE AU CENTRE DE LOISIRS	84,58 $
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CENTRE DES LOISIRS :	**84,58 $**
					TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS - EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES : **302428 07123**	**861,88 $**
SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA FLEURY					**302428 07143 017039**	
2020-01-20	20320188	90691544	CIMCO REFRIGERATION	1356647	ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA FLEURY	220,75 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-22	52015185	90684091correction	CIMCO REFRIGERATION	1356647	SERVICE DE FRIGORISTES POUR PIÈCES ET ÉQUIPEMENTS ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA FLEURY FACTURE POUR CORRIGER LE RAPPROCHEMENT DE 90684091	0,00 $
2020-01-23	11882352	092779	GILLES LEBLANC		# 2001160020 - AIGUISAGE DE PATINS	635,00 $
2020-01-30	11883413	9941	ETUDE DANIEL JEAN HUISSIER		# 2001240011 - PAIEMENT DE SERVICE DE HUISSIER_DOSSIER LIGUE DE HOCKEY ADULTES DE MONTRÉAL(LHAM)	87,04 $
2020-01-30	20322753	90701875	CIMCO REFRIGERATION	1356647	BC # 1356647 EN TRAITEMENT @ MONTRÉAL-NORD ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA FLEURY	727,79 $
2020-01-31	20323239	90701623	CIMCO REFRIGERATION	1356647	BC # 1356647 EN TRAITEMENT @ MONTRÉAL-NORD ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA FLEURY	220,75 $
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA FLEURY :	**1 891,33 $**
SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA HENRI-BOURASSA					**302428 07143 017040**	
2020-01-20	20320188	90691547	CIMCO REFRIGERATION	1356647	ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA ROLLAND	110,38 $
2020-01-20	20320188	90698099	CIMCO REFRIGERATION	1356647	ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA ROLLAND	389,77 $
2020-01-22	20320810	m46032	SANTINEL INC.	1383696	CARTOUCHES D'ÉLECTRODES PÉDIATRIQUE POUR DÉFIBRILATEUR SMART POUR HEARTSTART ONSITE DE PHILIPS BATTERIE DE LONGUE DURÉE (4ANS OU 200 CHOCS) AU LITHIUM POUR DÉFIBRILATEUR ONSITE DE PHILIPS	1 169,62 $
2020-01-22	20320912	90696344	CIMCO REFRIGERATION	1356647	ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA ROLLAND RÉFÉ FACTURE # 90691497 NON SAISIE DANS SIMON@ 21-11-19 - MS	-9,08 $
2020-01-22	20320912	90698913	CIMCO REFRIGERATION	1356647	ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA ROLLAND	1 514,11 $
2020-01-22	20320912	90698560	CIMCO REFRIGERATION	1356647	ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA ROLLAND	2 117,84 $
2020-01-29	20322623	90701067	CIMCO REFRIGERATION	1356647	ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA ROLLAND	356,42 $
2020-01-31	20323239	90701241	CIMCO REFRIGERATION	1356647	BC NON APPROUVÉE@RENSHAW, JULIE ET ARR. DE MTL NORD 23/01/2020 ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA ROLLAND	563,38 $
2020-01-31	20323239	90698569	CIMCO REFRIGERATION	1356647	BC NON APPROUVÉE@RENSHAW, JULIE 23/01/2020 ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA ROLLAND	614,54 $
2020-01-31	20323239	90701625	CIMCO REFRIGERATION	1356647	ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA ROLLAND BC # 1356647 EN TRAITEMENT @ MONTRÉAL-NORD	220,75 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA HENRI-BOURASSA :	**7 047,73 $**
SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA MONTRÉAL-NORD					**302428 07143 017041**	
2020-01-22	20320912	90696344	CIMCO REFRIGERATION		ÉFÉ FACTURE # 90691497 NON SAISIE DANS SIMON@ 21-11-19 - MS RÉFÉ FACTURE # 90691497 NON SAISIE DANS SIMON@ 21-11-19 - MS	0,00 $
2020-01-22	52015185	90683959correction	CIMCO REFRIGERATION	1356647	CORRECTION RAPPROCHEMENT ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA GARON SERVICE DE FRIGORISTES POUR PIÈCES ET ÉQUIPEMENTS	0,00 $
2020-01-30	20322753	90701875	CIMCO REFRIGERATION		BC # 1356647 EN TRAITEMENT @ MONTRÉAL-NORD	0,00 $
2020-01-31	20323239	90701623	CIMCO REFRIGERATION			0,00 $
2020-01-31	20323239	90701625	CIMCO REFRIGERATION		BC # 1356647 EN TRAITEMENT @ MONTRÉAL-NORD	0,00 $
2020-01-31	20323239	90701624	CIMCO REFRIGERATION	1356647	BC # 1356647 EN TRAITEMENT @ MONTRÉAL-NORD ENTRETIEN MÉCANIQUE COMPLET ARÉNA GARON	220,75 $
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA MONTRÉAL-NORD :	**220,75 $**
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS - EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES :					**302428 07143**	**9 159,81 $**
SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PATAUGEOIRES					**302428 07153 017055**	
2020-01-07	20316627	59608	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1326038	DEMANDE RÉC 144$ BC 1326038 @ MTL NORD (1 AOÛT 2019) BC OUVERT - CLARIFIANT CLEAR PRO DE SANI-MARC 4L	165,56 $
2020-01-07	20316627	60969	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1326038	CHLORE LIQUIDE 12 % EN CONTENANT (BIDON) DE 20 LITRES DEMANDE RÉC 6 014.75$ BC 1326038 @ MTL NORD BRIQUETTES DE CHLORE POUR CHLORINATEURS « PULSAR ». CONTENANT FORMAT 25 KG BC OUVERT - CLARIFIANT CLEAR PRO DE SANI-MARC 4L	467,18 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PATAUGEOIRES :	**632,74 $**
SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE CALIXA-LAVALLÉE					**302428 07153 017056**	
2020-01-07	20316627	60969	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1326038	CHLORE LIQUIDE 12 % EN CONTENANT (BIDON) DE 20 LITRES BC OUVERT - PH-BISULFATE DE SODIUM - CHAUDIÈRE DE 25 KG BC OUVERT - ALKA + BICARBONATE DE SODIUM - CHAUDIÈRE DE 20 KG DEMANDE RÉC 6 014.75$ BC 1326038 @ MTL NORD BC OUVERT - CLARIFIANT CLEAR PRO DE SANI-MARC 4L BRIQUETTES DE CHLORE POUR CHLORINATEURS « PULSAR ». CONTENANT FORMAT 25 KG BC OUVERT - CALCIUM PLUS - CHAUDIÈRE DE 20KG	3 264,35 $
2020-01-13	20317953	3816163	PRODUITS SANY	1352100	POUR RÉCEPTION DE $120.00 B.C. MANQUANT MTN 4/12/19 L.Q. SERVICES DE TECHNICIEN POUR LA RÉPARATION DE L'AUTOLAVEUSE DE LA PISCINE CALIXA-LAVALLÉE	137,97 $
2020-01-22	20320810	m46032	SANTINEL INC.	1383696	CARTOUCHES D'ÉLECTRODES ADULTE POUR DÉFIBRILATEUR SMART POUR HEARTSTART ONSITE DE PHILIPS FRAIS - LIVRAISON - SANTINEL INC. FRAIS - AUTRES - MANUTENTION - SANTINEL INC.	331,30 $
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE CALIXA-LAVALLÉE :	**3 733,62 $**
SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE HENRI-BOURASSA					**302428 07153 017057**	
2020-01-07	20316627	59608	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.		DEMANDE RÉC 144$ BC 1326038 @ MTL NORD (1 AOÛT 2019)	0,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-07	20316627	60969	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1326038	CHLORE LIQUIDE 12 % EN CONTENANT (BIDON) DE 20 LITRES DEMANDE RÉC 6 014.75$ BC 1326038 @ MTL NORD BC OUVERT - DÉPÔT ET RETOUR DE BIDONS BRIQUETTES DE CHLORE POUR CHLORINATEURS « PULSAR ». CONTENANT FORMAT 25 KG	530,10 $
2020-01-22	20320753	61071	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1326038	BC 1326038 REFUSÉ / MANQUE RÉCEPTION DE 32 $ AVANT TAXES / @ AUSTIN, FARAH, LE 25-11-2019 / AA BC OUVERT - DÉPÔT ET RETOUR DE BIDONS	36,79 $
2020-01-22	52015138	59844a	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.		.C. 1326038 FACTURE # 50844 BESOIN DE RÉCEPTION 1 274.50 MIRLYNE REMPART B.C. 1326038 FACTURE # 50844 BESOIN DE RÉCEPTION 1 274.50 MIRLYNE REMPART	0,00 $
2020-01-23	20321340	60968	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1326038	BC OUVERT - DÉPÔT ET RETOUR DE BIDONS	-177,06 $
2020-01-28	20322385	60958	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1326038	BC OUVERT - DÉPÔT ET RETOUR DE BIDONS	-112,68 $
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE HENRI-BOURASSA :	**277,15 $**
SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINES EXTÉRIEURES				**302428 07153 017058**		
2020-01-07	20316627	60969	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1326038	CHLORE LIQUIDE 12 % EN CONTENANT (BIDON) DE 20 LITRES DEMANDE RÉC 6 014.75$ BC 1326038 @ MTL NORD BRIQUETTES DE CHLORE POUR CHLORINATEURS « PULSAR ». CONTENANT FORMAT 25 KG BC OUVERT - CALCIUM PLUS - CHAUDIÈRE DE 20KG BC OUVERT - PH-BISULFATE DE SODIUM - CHAUDIÈRE DE 25 KG	2 653,83 $
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINES EXTÉRIEURES :	**2 653,83 $**
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS - EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE :				**302428 07153**		**7 297,34 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / TERRAINS DE JEUX					**302428 07167 017027**	
2020-01-16	11881359	2240319	SIAL	1380514	ARTISAN GLAZES - JADE HAZE - 4 ON	344,55 $
					ENVISION - LEAF GREEN - 16 ON ENVISION - BOTTLE GREEN - 16 ON PATTE COQ D2B +/-2" - 5 POINTES COUTYARD -SAGEBRUSH - 16 ON COUTYARD - LAVA SLATE - 16 ON FRAIS DE LIVRAISON SHIMMER - SAPPHIRE - 8 ON SHIMMER - RUBY - 8 ON CONCEPTS - LIGHT BLUE SPRUCE - 8 ON ENVISION - CELADON - 4 ON PATTE COQ A10 +/- 3 1/2" - 3 POINTES ARTISAN GLAZES - TURQUOISE HAZE - 4 ON SHIMMER -EMERALD - 8 ON ENVISION - OCEAN MIST-16 ON COUTYARD - HEARTHSTONE - 16 ON TIGE METALLIQUE (REPL.) POUR SUPPORT A PERLES - 10" MASON #6374 - TURQUOISE FONCÉ - 113 G SHIMMER - AMETHYST - 8 ON CONCEPTS - DARK NAUTICAL - 8 ON	
2020-01-28	20322247	0000531556	SANIVAC	1354450	TOILETTES NON CHAUFFÉES UN (1) JOUR ET PLUS. MAXIMUM UNE (1) SEMAINE. TOILETTES RÉGULIÈRES	22,06 $
					TOTAL - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / TERRAINS DE JEUX :	**366,61 $**
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS - EXPLOITATION DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX :					**302428 07167**	**366,61 $**
SERVICES TECHNIQUES / AMÉN., URB. ET DÉVEL. - AUTRES DÉP.- À RÉPARTIR					**302431 06009 000000**	
2020-01-10	20317714	de212914	LE DEVOIR INC.		#1912180018 - APPEL D'OFFRE PUBLIC 1060	110,97 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - ÉTUDES TECHNIQUES - FRAIS CELLULAIRES 2019	416,77 $
2020-01-21	20320304	rembempl190930	THIVIERGE, CHARLES		# 2001080006 - FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET DE STATIONNEMENT, SEPTEMBRE 2019	31,86 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-21	20320304	rembempl190830	THIVIERGE, CHARLES		# 2001080006 - FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET DE STATIONNEMENT, DE 19 JUILLET À 30 AOÛT 2019	38,36 $
2020-01-21	20320304	rembempl191130	THIVIERGE, CHARLES		# 2001080006 - FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET DE STATIONNEMENT, OCTOBRE 2019	37,17 $
2020-01-21	20320304	rembempl191031	THIVIERGE, CHARLES		# 2001080006 - FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET DE STATIONNEMENT, OCTOBRE 2019	34,81 $
2020-01-27	20321905	de213123	LE DEVOIR INC.		# 2001200005 - APPEL D'OFFRE PUBLIC 1060	108,05 $
2020-01-29	20322586	2189800	MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C		# 2001140010 - FRAIS DE COMMUNICATION DÉCEMBRE 2019	418,47 $
2020-01-30	20322956	de209457	LE DEVOIR INC.		# 2001230005 - APPEL D'OFFRE 1044	113,89 $
					TOTAL - SERVICES TECHNIQUES / AMÉN., URB. ET DÉVEL. - AUTRES DÉP.- À RÉPARTIR :	**1 310,35 $**
					TOTAL - MTN - SERVICES TECHNIQUES - AMÉN., URB. ET DÉVEL. - AUTRES DÉP.- À RÉPARTIR : **302431 06009**	**1 310,35 $**
					URBANISME, PERMIS ET INSPECTION / FOURRIÈRE MUNICIPALE ET CONTRÔLE DES ANIMAUX / CONTRÔLE DES ANIMAUX **302432 02805 017007**	
2020-01-09	20317201	035077	(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	1322445	PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019, CONTRAT POUR LES SERVICES DE REFUGE POUR ANIMAUX	10 852,00 $
2020-01-24	20321431	034961	(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	1322445	PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019, CONTRAT POUR LES SERVICES DE REFUGE POUR ANIMAUX	6 358,00 $
					TOTAL - URBANISME, PERMIS ET INSPECTION / FOURRIÈRE MUNICIPALE ET CONTRÔLE DES ANIMAUX / CONTRÔLE DES ANIMAUX :	**17 210,00 $**
					TOTAL - MTN - URBANISME, PERMIS ET INSPECTION - FOURRIÈRE MUNICIPALE ET CONTRÔLE DES ANIMAUX : **302432 02805**	**17 210,00 $**
					URBANISME, PERMIS ET INSPECTION / ÉMISSION DES PERMIS ET INSPECTIONS **302432 06103 000000**	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-03	11879012	10544	ETUDE DANIEL JEAN HUISSIER	1322447	AJOUT D'UNE LIGNE POUR LES FRAIS DU HUISSIER BC OUVERT - FRAIS DE HUISSIER CONCERNANT DIVERS DOCUMENTS À SIGNIFIER, SOIT : LETTRES, AVIS D'INFRACTION ET CONSTATS D'INFRACTION DIVERS ENDROITS	79,22 $
2020-01-13	11880344	10563	ETUDE DANIEL JEAN HUISSIER	1322447	AJOUT D'UNE LIGNE POUR LES FRAIS DU HUISSIER BC OUVERT - FRAIS DE HUISSIER CONCERNANT DIVERS DOCUMENTS À SIGNIFIER, SOIT : LETTRES, AVIS D'INFRACTION ET CONSTATS D'INFRACTION DIVERS ENDROITS	69,90 $
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - PERMIS ET INSPECTIONS - FRAIS CELLULAIRES 2019	370,56 $
2020-01-14	60325010	mtnurb242	BELINDA DUMONT			59,84 $
2020-01-16	11881007	10605	ETUDE DANIEL JEAN HUISSIER	1322447	AJOUT D'UNE LIGNE POUR LES FRAIS DU HUISSIER BC OUVERT - FRAIS DE HUISSIER CONCERNANT DIVERS DOCUMENTS À SIGNIFIER, SOIT : LETTRES, AVIS D'INFRACTION ET CONSTATS D'INFRACTION DIVERS ENDROITS	69,90 $
2020-01-24	20321473	292757	MONTREAL STENCIL INC	1385462	FRAIS - LIVRAISON - MONTREAL STENCIL INC UN TAMPON ENCREUR ROUGE DE 2 POUCES 3/4 PAR 2 POUCES 5/16 POUR ESTAMPILLER DES PLANS	118,18 $
2020-01-27	20322059	1278132500	TENAQUIP LIMITED	1388550	THERMOMÈTRE - SOUMISSION: 12781325-00	544,15 $
2020-01-29	20322547	m20576919	LOCATION SAUVAGEAU INC.	1352693	RENOUVELLEMENT DE LA LOCATION D'UN VÉHICULE SOUS-COMPACT POUR TROIS MOIS CE VÉHICULE SERT AUX INSPECTEURS QUI NE BÉNÉFICIENT PAS D'UNE ALLOCATION AUTOMOBILE. (NO CONTRAT C205769 - NO VÉHICULE 15-27106	797,93 $
2020-01-30	11883413	10692	ETUDE DANIEL JEAN HUISSIER	1322447	AJOUT D'UNE LIGNE POUR LES FRAIS DU HUISSIER BC OUVERT - FRAIS DE HUISSIER CONCERNANT DIVERS DOCUMENTS À SIGNIFIER, SOIT : LETTRES, AVIS D'INFRACTION ET CONSTATS D'INFRACTION DIVERS ENDROITS	105,66 $
2020-01-31	20323145	rembempl200127	DUROCHER, KATHERINE		# 2001270025 - NOTE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT DU 7 DÉCEMBRE 2019 AU 27 JANVIER 2020	83,03 $
					TOTAL - URBANISME, PERMIS ET INSPECTION / ÉMISSION DES PERMIS ET INSPECTIONS :	**2 298,37 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
TOTAL - MTN - URBANISME, PERMIS ET INSPECTION - ÉMISSION DES PERMIS ET INSPECTIONS :					**302432 06103**	**2 298,37 $**
AFFECTATION DE SURPLUS MONTRÉAL-NORD / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / DIVERS PROJETS SPÉCIAUX					**302434 07165 017065**	
2020-01-23	11882457	4812	LES FOURCHETTES DE L'ESPOIR	1338933	NETTOYAGE DE 6 COURS D'ÉCOLES, LE NETTOYAGE DES TERRAINS EN FAÇADE DES BÂTIMENTS DE CERTAINES RUES ET DE LA PLANTATION D'ARBRES DU 1ER MAI AU 30 NOV. 2019 (15% LE 1ER DÉCEMBRE 2019 À LA REMISE DU RAPPORT FINAL).	11 816,10 $
TOTAL - AFFECTATION DE SURPLUS MONTRÉAL-NORD / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / DIVERS PROJETS SPÉCIAUX :						**11 816,10 $**
TOTAL - MTN - AFFECTATION DE SURPLUS MONTRÉAL-NORD - ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX :					**302434 07165**	**11 816,10 $**
AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / CHARGEMENT DE LA NEIGE					**302436 03121 017063**	
2020-01-13	20318148	5369	GE-BER TRANSPORT INC.	1373545	NIVELEUSE - CHARGEMENT DE NOVEMBRE À DÉCEMBRE 2019	37 182,63 $
TOTAL - AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / CHARGEMENT DE LA NEIGE :						**37 182,63 $**
AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / RUES					**302436 03121 017070**	
2020-01-13	20318148	5369	GE-BER TRANSPORT INC.	1373545	NIVELEUSE - DÉBLAIEMENT DE NOVEMBRE À DÉCEMBRE 2019	8 877,66 $
TOTAL - AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / RUES :						**8 877,66 $**
TOTAL - MTN - AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT - DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE :					**302436 03121**	**46 060,29 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / RUES					**302436 03123 017070**	
2020-01-09	11879689	546716	COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1379896	SEL DE DÉGLAÇAGE RÉGULIER POUR RUES (CHAUSSÉES) - RÉSERVE NEIGE	4 850,68 $
2020-01-09	11879689	547843	COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1379896	SEL DE DÉGLAÇAGE RÉGULIER POUR RUES (CHAUSSÉES) - RÉSERVE NEIGE	9 634,19 $
2020-01-16	11880944	550217	COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1379896	SEL DE DÉGLAÇAGE RÉGULIER POUR RUES (CHAUSSÉES) - RÉSERVE NEIGE	4 569,03 $
2020-01-16	11880944	552249	COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1379896	SEL DE DÉGLAÇAGE RÉGULIER POUR RUES (CHAUSSÉES) - RÉSERVE NEIGE	4 802,37 $
2020-01-16	11880944	552366	COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1379896	SEL DE DÉGLAÇAGE RÉGULIER POUR RUES (CHAUSSÉES) - RÉSERVE NEIGE	4 586,70 $
2020-01-16	11880944	551129	COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1379896	SEL DE DÉGLAÇAGE RÉGULIER POUR RUES (CHAUSSÉES) - RÉSERVE NEIGE	9 241,75 $
					TOTAL - AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / RUES :	**37 684,72 $**
					TOTAL - MTN - AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT - ÉPANDAGE D'ABRASIFS : **302436 03123**	**37 684,72 $**
ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / ACCUEIL					**302439 01801 017002**	
2020-01-22	52015428	730210	FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	1373191	UBAN HORODATEU	57,46 $
2020-01-31	20323045	33599	AXIA SERVICES	1343520	GARDIEN DE SÉCURITÉ	96,81 $
					TOTAL - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / ACCUEIL :	**154,27 $**
ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / ADMINISTRATION					**302439 01801 017003**	
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - COMMUNICATIONS - FRAIS CELLULAIRES 2019	423,05 $
					TOTAL - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / ADMINISTRATION :	**423,05 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / COMMUNICATION					**302439 01801 017006**	
2020-01-06	11879270	00119	GERARDO SALAZAR ZEPEDA		# 1912120009 - SERVICE DE PHOTOGRAPHIE - CONSEIL DES ARTS	60,00 $
2020-01-06	11879270	00121	GERARDO SALAZAR ZEPEDA		# 1912120009 - SERVICE DE PHOTOGRAPHIE - PARTY DE NOËL DES EMPLOYÉS	360,00 $
2020-01-06	11879270	00120	GERARDO SALAZAR ZEPEDA		# 1912120009 - SERVICE DE PHOTOGRAPHIE - RENDEZ-VOUS PRIORITÉ ÉCONOMIE	270,00 $
2020-01-06	11879270	00118	GERARDO SALAZAR ZEPEDA		# 1912120009 - SERVICE DE PHOTOGRAPHIE - CORRIDOR VERT	270,00 $
2020-01-07	20316520	201925	ANNE-LOUISE MILOT		# 1912090013 - CARTE DE SOUHAITS ANIMÉE POUR LE TEMPS DES FÊTES - 3 VERSIONS	574,88 $
2020-01-08	20316900	9708663685	SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1335722	BC OUVERT - OCTOYER UN CONTRAT GRÉ À GRÉ POUR LA DISTRIBUTION DE DOCUMENTS	83,56 $
2020-01-09	11879654	2549	CENTRE CALIXA-LAVALLEE	1384933	SERVICE 15% - COCKTAIL ET REPAS - PARTY DE NOËL DES EMPLOYÉS REPAS ET COCKTAIL SANS ALCOOL - PARTY DE NOËL DES EMPLOYÉS	4 905,41 $
2020-01-10	20317632	f4789	AGENCE FEATURING INC.	1355432	SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA DÉMARCHE DESTINÉE À AMÉLIORER SON IMAGE DE MARQUE, L□ARRONDISSEMENT	18 683,44 $
2020-01-13	11880399	1088	H FLO MUSIC ENTERTAINMENT	1386505	PAIEMENT DE FACTURE #1088 - SERVICE D'UN DJ POUR LE PARTY DE NOËL DES EMPLOYÉS	1 100,00 $
2020-01-14	20318234	296	SOCIETE D'HISTOIRE ET GENEALOGIE DE MONTREAL-NORD		# 1912100024 - PUBLICITÉ DANS LE BULLETIN DE LA SHGMN	62,50 $
2020-01-15	20318738	00060687	BOUTY INC	1382826	CHAISES ERGONOMIQUES - VTM3-GA01-99-SSE-7N-N2-BU1 - SOUMISSION: 588 CHAISES ERGONOMIQUES - VTM4 - SOUMISSION: 588	1 933,22 $
2020-01-16	20319408	00057639	ENSEIGNES BARBO INC.		# 2001100001 - ENSEIGNE ÉCO-QUARTIER - CADRE EN ALUMINIUM	603,62 $
2020-01-20	20319946	75963	PHOTO GRAPHIQUE M.F. INC	1389763	PAIEMENT DE FACTURE #75963 - CONCEPTION DE PANNEAUX POUR LA PUBLICITÉ DU DÉNEIGEMENT	1 011,78 $
2020-01-22	20320888	185432	METRO MEDIA	1329086	BC ANNUEL - ACCORDER UN CONTRAT POUR PLACEMENT PUBLICITAIRE POUR 2019	910,89 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-27	20322053	00058032	ENSEIGNES BARBO INC.		# 2001130013 - ENSEIGNE ÉCO-QUARTIER - MODIFICATIONS A EFFECTUÉ	856,56 $
2020-01-31	20323190	186854	METRO MEDIA	1329086	BC ANNUEL - ACCORDER UN CONTRAT POUR PLACEMENT PUBLICITAIRE POUR 2019	910,89 $
2020-01-31	20323190	187426	METRO MEDIA	1329086	BC ANNUEL - ACCORDER UN CONTRAT POUR PLACEMENT PUBLICITAIRE POUR 2019	1 588,09 $
2020-01-31	20323190	187236	METRO MEDIA	1329086	BC ANNUEL - ACCORDER UN CONTRAT POUR PLACEMENT PUBLICITAIRE POUR 2019	1 485,76 $
2020-01-31	20323192	201926	ANNE-LOUISE MILOT	1387768	PAIEMENT DE FACTURE #201926 - RÉALISATION DE CAPSULES VIDÉOS PROMOTIONNELLES	6 036,19 $
2020-01-31	20323341	243874	IMPRIMERIE SOLISCO INC.	1334570	IMPRESSION DES 3 NUMÉROS DE L'INFONORD 2019	23 661,86 $
					TOTAL - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / COMMUNICATION :	**65 368,65 $**
					TOTAL - MTN - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS - REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS : **302439 01801**	**65 945,97 $**
SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / GREFFE / ARCHIVES **302440 01401 017005**						
2020-01-14	20318322	2097413164	ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328942	BC ANNUEL - ARCHIVES - FRAIS CELLULAIRES 2019	21,16 $
					TOTAL - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / GREFFE / ARCHIVES :	**21,16 $**
SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / GREFFE / GREFFE **302440 01401 017102**						
2020-01-20	11881581	014850	CITE GRAFIX		# 2001070007 - NUMÉRISATION DE PLANS.	101,18 $
					TOTAL - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / GREFFE / GREFFE :	**101,18 $**
					TOTAL - MTN - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES - GREFFE : **302440 01401**	**122,34 $**
URBANISME / AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE **302441 06101 000000**						
2020-01-21	20320234	841179231	THOMSON REUTERS		# 1911270013 - LOI AMÉNAGEMENT URBANISME - ANNOTÉ MAJ 047 + DIGITAL NUMÉRIQUE	162,75 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-27	20321918	191117	SOCIETE LOGIQUE INC.	1348021	AUDITS DU POTENTIEL PIÉTONNIER ACTIF, SÉCURITAIRE ET ACCESSIBLE DANS LE CADRE DE LA PLANIFICATION ET LA MISE EN OEUVRE DU P.R.R. DE L□ARR. DE MONTRÉAL-NORD - ÉTAPE 2, 2019 BOUL. LACORDAIRE.	11 182,50 $
2020-01-28	20322243	rembempl191017	ROSS, DAVID		# 1912230004 - PROCÈS - ENVAC	86,94 $
					TOTAL - URBANISME / AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE :	**11 432,19 $**
					TOTAL - MTN - URBANISME - AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE : 302441 06101	**11 432,19 $**
PTI - MONTRÉAL-NORD / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / MAIRIE - RÉAMÉNAGEMENT "BAM DE L'AVENIR"					**800650 01301 000000**	
2020-01-16	11881154	1058d1	LES ENTREPRISES CONSTRUCTO	1379914	FACTURE # 000871 EN DATE DU 18 DÉCEMBRE 2019 RÉAMÉNAGEMENT DES LOCAUX DU BAM (BUREAU D□ACCÈS MONTRÉAL) - CONTRAT 1058, TRAVAUX	87 875,51 $
2020-01-17	20319517	0000011826	MECANIQUE RH 2003 LTEE	1360818	FOURNITURE ET INSTALLATION D□UN HUMIDIFICATEUR AU SYSTÈME DE CLIMATISATION FOURNITURE ET INSTALLATION DES DEUX TRAPPES D'ACCÈS POUR LE NETTOYAGE ET ENTRETIEN DU VOLET MOTORISÉ D'AIR FRAIS VA-3 DU SYSTÈME DE CLIMATISATION À LA MAIRIE DE L'ARRONDISSEMENT (MTN)	6 898,50 $
2020-01-23	20321197	0000011900	MECANIQUE RH 2003 LTEE	1360818	NETTOYER, ENTRETENIR ET MISE À NIVEAU DES 5 VOLETS MOTORISÉS. FOURNIR LES FILTRES FOURNITURE ET INSTALLATION DES DEUX TRAPPES D'ACCÈS POUR LE NETTOYAGE ET ENTRETIEN DU VOLET MOTORISÉ D'AIR FRAIS VA-3 DU SYSTÈME DE CLIMATISATION À LA MAIRIE DE L'ARRONDISSEMENT (MTN)	747,34 $
					TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / MAIRIE - CLIMATISATION ET HUMIDIFICATION :	**95 521,35 $**
					TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD - ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT : 800650 01301	**95 521,35 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
PTI - MONTRÉAL-NORD / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / SÉCURITÉ DES IMMEUBLES - GARAGES MUNICIPAUX					**800650 03103 000000**	
2020-01-08	20316968	9422	ATS+ EXPERTS-CONSEILS INC.	1380220	SERVICES PROFESSIONNELS -REMPLACEMENT COLONNE GARAGE TRAVAUX PUBLIC, C-19-031	402,41 $
2020-01-17	20319744	1049d3	AMENAGEMENT DE SOUSA	1350334	RÉFECTION DE PAVAGES ET TROTTOIRS CONTRAT 1049, TRAVAUX FACTURE # 1333 DU 17/12/2019	39 697,11 $
2020-01-23	11882635	1054d2	TOITURES V. PERREAULT	1355400	FACTURE # 04119M2 DU 22/11/2019 RÉFECTION DE TOITURES GARAGES MUNICIPAUX - CONTRAT 1054 RÉFECTION DE TOITURES GARAGES MUNICIPAUX - CONTRAT 1054, CONTINGENCES	442 172,29 $
TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / GARAGES MUNICIPAUX - RÉFECTION TOITURE PHASE I :						**482 271,81 $**
PTI - MONTRÉAL-NORD / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / INCIDENCES / PRR LOCAL					**800650 03103 070000**	
2020-01-17	20319601	119479	GROUPE ABS INC.	1308736	CONTRÔLE QUALITATIF MATÉRIAUX - EXPERTISES (A/O PUBLIC 16-155113)-CONTRAT 1024 PRR LOCAL 2018	227,08 $
2020-01-17	20319601	120406	GROUPE ABS INC.	1308736	CONTRÔLE QUALITATIF MATÉRIAUX - EXPERTISES (A/O PUBLIC 16-155113)-CONTRAT 1024 PRR LOCAL 2018 RÉFÉ FACTURE # 119479	-45,99 $
2020-01-20	20319864	1917526d2	LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC.	1350262	CONTRAT 1024 - FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBRES, ARBUSTES, VIVACES, GRAMINÉES ET GAZON FACTURE 14297 À 14302 30/09/2019	34 153,68 $
2020-01-20	20319864	1917526d2	LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC.	1350262	FACTURE 14297 À 14302 30/09/2019 CONTRAT 1019 - FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBUSTES, VIVACES ET GRAMINÉES	384,44 $
TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / INCIDENCES / TROTTOIRS :						**34 719,21 $**
TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD - ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS :					**800650 03103**	**516 991,02 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
PTI - MONTRÉAL-NORD / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA ROLLAND - REMPLACEMENT DES PANNEAUX INCENDIE					**800650 07141 000000**	
2020-01-22	20320891	653016	PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1340455	BANQUE D'HEURES 1 TECHNICIEN COMPAGNON ET 1 APPRENTI: 165$/HR PROVISIONS DES PIÈCES «COÛT + 15%»	2 166,40 $
2020-01-22	20320891	653017	PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1367389	PROVISIONS DES PIÈCES «COÛT + 15%» CORRECTION DE NON CONFORMITÉS À LA ARÉNA ROLLAND	14 079,67 $
2020-01-22	20320891	656435	PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1340455	PROVISIONS DES PIÈCES «COÛT + 15%»	210,42 $
TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA ROLLAND - REMPLACEMENT DES PANNEAUX INCENDIE :						**16 456,49 $**
TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD - GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES :					**800650 07141**	**16 456,49 $**
PTI - MONTRÉAL-NORD / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / DÉMINÉRALISATION - PROG.AIDE FINANCIÈRE MONTRÉAL-NORD					**800650 07165 000000**	
2020-01-08	20317014	29802	GROUPE AKIFER INC.	1353108	GESTION DES SOLS CONTAMINÉS, DANS LE CADRE DU CONTRAT 1049, INCIDENCES	879,56 $
2020-01-13	20318114	37672	ENTREPRENEUR PAYSAGISTES STRATHMORE (1997) LTEE	1220321	ADJUGER À ENTREPRENEURS PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE, UN CONTRAT DE FOURNITURE, DE PLANTATION ET D'ARROSAGE DE 177 ARBRES, POUR UNE PÉRIODE DE 26 MOIS SOIT DU 15 AOÛT 2017 AU 15 OCTOBRE 2019 ARRONDISSEMENT MONTREAL -NORD 19-11-2019- AUCUNE RÉCEPTION BESOIN 3216.93$ AVANT TAXES	3 698,67 $
2020-01-14	20318543	1034d6	CONSTRUCTION GENFOR LTEE	1344159	FACTURE # 903976 DU 31/10/2019 CONSTRUCTION PAVILLON HENRI BOURASSA - TRAVAUX CONTRAT 1034	431 904,70 $
2020-01-17	20319744	1049d3	AMENAGEMENT DE SOUSA	1350334	RÉFECTION DE PAVAGES ET TROTTOIRS CONTRAT 1049, DÉMINÉRALISATION_ TRAVAUX FACTURE # 1333 DU 17/12/2019 RÉFECTION DE PAVAGES ET TROTTOIRS CONTRAT 1049, DÉMINÉRALISATION_ CONTINGENCES	40 785,99 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-23	11882235	2573	CIMAISE INC.	1266399	SERVICES PROFESSIONNELS -AMÉNAGEMENT PARC SABREBOIS - CHALET DE SERVICE MANDAT C-18-007 - REF. 987-2	2 246,61 $
2020-01-23	11882235	2574	CIMAISE INC.	1217425	SERV. PROF. EN ARCHITECTURE POUR CONSTRUCTION CHALET PARC HENRI-BOURASSA - MANDAT C-17-024	4 612,22 $
2020-01-24	20321697	190701	EXPERTISE SPORTS DESIGN LG INC.	1355406	CONTRAT 1052, SERVICES PROFESSIONNELS EN ARCHITECTURE DE PAYSAGE ET D'INGÉNIERIE POUR LA TRANSFORMATION D□UN TERRAIN DE SOCCER EN TERRAIN DE FOOTBALL/SOCCER/MINI-SOCCER AVEC SURFACE SYNTHÉTIQUE AU PARC HENRI-BOURASSA	3 110,07 $
2020-01-24	20321701	1002994	SOLMATECH INC.	1355694	CONTRÔLE QUALITATIFS MATÉRIAUX-EXPERTISES (A.O. PUBLIC:18-16621)_CONTRAT 1022_BTL 18-166212-1022_RÉAMÉNAGEMENT DU PARC SABREVOIS ET LE CHALET DE SERVICE	825,81 $
2020-01-24	20321705	1439979	SNC-LAVALIN INC	1285880	SERVICES PROFESSIONNELS EN INGÉNIERIE - CHALET DU PARC HENRI-BOURASSA - MANDAT C-18-003 - RÉF. 1010-2	5 256,66 $
2020-01-29	20322442	1034d7	CONSTRUCTION GENFOR LTEE	1344159	CONSTRUCTION PAVILLON HENRI BOURASSA - TRAVAUX CONTRAT 1034 FACTURE # 903977 30/11/2019	948 967,25 $
TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / PARC HENRI-BOURASSA - NOUVEAU PAVILLON :						**1 442 287,54 $**
PTI - MONTRÉAL-NORD / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / INCIDENCES / PARC HENRI-BOURASSA - NOUVEAU PAVILLON				**800650 07165 070000**		
2020-01-24	20321701	1002981	SOLMATECH INC.	1363730	CONTRÔLE QUALITATIFS MATÉRIAUX-EXPERTISES (A.O. PUBLIC:18-16621)_CONTRAT 1034_BTL 18-166212-1034_PARC HENRI-BOURASSA_CONSTRUCTION DE PAVILLON	9 518,35 $
TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / INCIDENCES / PARC HENRI-BOURASSA - NOUVEAU PAVILLON :						**9 518,35 $**
TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD - ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX :				**800650 07165**		**1 451 805,89 $**
PTI - MONTRÉAL-NORD / BIBLIOTHÈQUES / 17-03.02.02.00-0050 PROGRAMME RAC - FABRICATHÈQUES 2018				**800650 07231 000000**		

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-07	20316842	f439003	BRAULT & BOUTHILLIER LTEE		# 1912110013 - ACHATS DE CIRCUITS D'APPRENTISSAGE ÉLECTRONIQUE - PROJET MÉDIALAB.	304,45 $
2020-01-09	11879822	201936	JULIANA LEVEILLE-TRUDEL	1378349	PARTICIPATION DE L'AUTEURE JULIANA LÉVEILLÉ-TRUDEL À LA DÉMARCHE D'ÉCRITURE ET DE PRISE DE PAROLE DES CITOYENS DE MONTRÉAL-NORD - ATELIERS EN MENTORAT D'ÉCRITURE	459,90 $
2020-01-09	11879930	202629	MONSIEUR MACARONS INC.	1385706	EMPORTE PIÈCE MODÈLE DE TABLE POUR MACARON 1 1/2" 431150 - SOUMISSION: 94003 FRAIS - LIVRAISON - MONSIEUR MACARONS INC. MACHINE À MACARON 420900 - SOUMISSION: 94003 COUTEAU DE TABLE POUR PAPIER À MACARON 422500CUT - SOUMISSION: 94003	742,36 $
2020-01-13	11880181	090	AHMAD HAMDAN	1382111	PARTICIPATION DE L'AUTEUR AHMAD HAMDAN À LA DÉMARCHE D'ÉCRITURE ET DE PRISE DE PAROLE DES CITOYENS DE MONTRÉAL-NORD - ATELIERS EN MENTORAT D'ÉCRITURE	400,00 $
2020-01-13	11880338	043671	ENTREPRISES SIGN MAX INC.	1385711	SISER EASYWEED WHITE - 1 ROLL (15" X 50 YARDS) SISER EASYWEED BLACK - 1 ROLL (15" X 50 YARDS) FRAIS - LIVRAISON - ENTREPRISES SIGN MAX INC.	914,05 $
2020-01-13	11880435	201937	JULIANA LEVEILLE-TRUDEL	1378349	PARTICIPATION DE L'AUTEURE JULIANA LÉVEILLÉ-TRUDEL À LA DÉMARCHE D'ÉCRITURE ET DE PRISE DE PAROLE DES CITOYENS DE MONTRÉAL-NORD - ATELIERS EN MENTORAT D'ÉCRITURE	229,95 $
2020-01-14	20318588	rembempl191231	DESILETS, MARIE		# 1912180025 - REMBOURSEMENT FRAIS DE DÉPLACEMENT MOIS DE DÉCEMBRE 2019 ET ACHAT D'UN CASQUE DE RÉALITÉ VIRTUELLE - PROJET MÉDIALAB. # 1912180025 - ACHAT D'UN CASQUE DE RÉALITÉ VIRTUELLE - PROJET MÉDIALAB.	321,09 $
2020-01-20	11881870	201912181	NELLY DAOU	1382124	PARTICIPATION DE L'AUTEUR NELLY ONESTAS-DAOU À LA DÉMARCHE D'ÉCRITURE ET DE PRISE DE PAROLE DES CITOYENS DE MONTRÉAL-NORD - ATELIERS EN MENTORAT D'ÉCRITURE	200,00 $
2020-01-22	20320959	119419	CGA ARCHITECTES INC.	1316751	BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA - RÉFECTION DES MARCHES EXTÉRIEURES - MANDAT C-19-003	16 096,50 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
2020-01-23	11882517	2019121211	NELLY DAOU	1382124	PARTICIPATION DE L'AUTEUR NELLY ONESTAS-DAOU À LA DÉMARCHE D'ÉCRITURE ET DE PRISE DE PAROLE DES CITOYENS DE MONTRÉAL-NORD - ATELIERS EN MENTORAT D'ÉCRITURE	600,00 $
					TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD / BIBLIOTHÈQUES / RC 18-02.03.03.00-0047 - FRANCISATION BIBLIOTHÈQUE MTL :	**20 268,30 $**
PTI - MONTRÉAL-NORD / BIBLIOTHÈQUES / INCIDENCES / PHASE 3 PROGRAMME RFID-PROCOVA INC.-BIBLIO HENRI-BOURASSA (3085)				**800650 07231 050590**		
2020-01-10	20317814	001825471	BIBLIO RPL LTEE		# 1912180024 - ACHATS DE DIVERS MATÉRIELS DANS LE CADRE DU PROJET RAC	996,32 $
					TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD / BIBLIOTHÈQUES / INCIDENCES / PHASE 3 PROGRAMME RFID-PROCOVA INC.-BIBLIO HENRI-BOURASSA (3085) :	**996,32 $**
TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD - BIBLIOTHÈQUES :				**800650 07231**		**21 264,62 $**
PTI - MONTRÉAL-NORD / AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / 18-02.02.02.00-0004 PROGRAMME DE MÉDIATION CULTURELLE MTL 2018-2021				**800650 07289 000000**		
2020-01-06	11879363	201912121	NELLY DAOU		# 1912160023 - ATELIER D'ÉCRITURE INTERGÉNÉRATIONNELLE- MÉDIATION CULTURELLE 2018-2021	250,00 $
2020-01-13	11880628	f032019	SAADIA GOUALI		# 1912200020 - BUFFET GOÛTER ET CASSE-CROÛTE	300,00 $
2020-01-14	20318234	300	SOCIETE D'HISTOIRE ET GENEALOGIE DE MONTREAL-NORD		# 1912130024 -PROJET DE LA LIGNE DU TEMPS - RENCONTRE EN MILIEU SCOLAIRE, PRÉPARATION ET TRAVAIL DE RECHERCHET DE LA LIGNE DU TEMPS SCOLAIRE À ESHB - RENCONTRE AVEC ÉLÈVES ET PROFESSEU	600,00 $
2020-01-14	20318234	301	SOCIETE D'HISTOIRE ET GENEALOGIE DE MONTREAL-NORD		# 1912130022 - 3 RENCONTRES - PROJET DE LA LIGNE DU TEMPS SCOLAIRE À ESHB - RENCONTRE AVEC ÉLÈVES ET PROFESSEU	600,00 $
2020-01-14	20318234	302	SOCIETE D'HISTOIRE ET GENEALOGIE DE MONTREAL-NORD		# 1912130021 - 3 RENCONTRES - PROJET DE LA LIGNE DU TEMPS SCOLAIRE À ESHB	800,00 $
2020-01-30	11883638	012019	SAADIA GOUALI		# 1912130026 -SERVICE DE TRAITEUR - 21 NOVEMBRE 2019	250,00 $
2020-01-30	11883638	f022019	SAADIA GOUALI		# 1912130025 - DEUX SERVICES DE TRAITEUR - 3 DÉCEMBRE 13 H 30 ET 19 H 30	400,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport de dépenses approuvées janvier 2020

Date	No de chèque	No de facture	Fournisseur	No BC	Description	Montant tx incluses
			TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD / AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / 18-02.02.02.00-0004 PROGRAMME DE MÉDIATION CULTURELLE MTL 2018-2021 :			3 200,00 $
			TOTAL - PTI - MONTRÉAL-NORD - AUTRES - ACTIVITÉS CULTURELLES :	800650 07289		3 200,00 $
Dépenses totales`:						2 788 992,97 $

Montréal-Nord
Montréal

Arrondissement de Montréal-Nord
Dépenses réelles au 31 janvier 2020
Dépenses par direction/famille

Description	Budget original 2020	Budget modifié Au 2020-01-31	Réels Au 2020-01-31	Engagements Au 2020-01-31	Dépenses totales Au 2020-01-31	% Dépenses Budget Modifié
Direction - Montréal-Nord						
Rémunération	1 410 700 $	1 410 700,00 $	218,37 $	0,00 $	218,37 $	0.02 %
Cotisations de l'employeur	363 100 $	363 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	277 400 $	277 400,00 $	3 577,91 $	33 156,36 $	36 734,27 $	13.24 %
Services professionnels, techniques et autres	403 500 $	403 500,00 $	96,58 $	78 396,80 $	78 493,38 $	19.45 %
Biens non durables	19 500 $	19 500,00 $	2 010,18 $	3 972,56 $	5 982,74 $	30.68 %
Contributions et quote-parts à des organismes	15 500 $	15 500,00 $	0,00 $	300,00 $	300,00 $	1.94 %
Total - Direction - Montréal-Nord	**2 489 700 $**	**2 489 700,00 $**	**5 903,04 $**	**115 825,72 $**	**121 728,76 $**	**4.89 %**
Performance, greffe et serv. administratifs						
Rémunération	2 412 800 $	2 509 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	654 400 $	678 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	42 400 $	42 400,00 $	20 702,53 $	1 979,47 $	22 682,00 $	53.5 %
Services professionnels, techniques et autres	591 700 $	460 100,00 $	5 076,75 $	18 565,05 $	23 641,80 $	5.14 %
Location, entretien et réparation	114 000 $	114 000,00 $	1 285,73 $	80 096,46 $	81 382,19 $	71.39 %
Biens non durables	18 600 $	18 600,00 $	-6 390,71 $	6 772,75 $	382,04 $	2.05 %
Biens durables	56 000 $	56 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Autres objets	53 000 $	53 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Affectations de réserves financières et fonds réservés	89 800 $	110 500,00 $	110 435,00 $	0,00 $	110 435,00 $	99.94 %
Total - Performance, greffe et serv. administratifs	**4 032 700 $**	**4 042 800,00 $**	**131 109,30 $**	**107 413,73 $**	**238 523,03 $**	**5.9 %**
Travaux publics						
Rémunération	10 121 300 $	10 121 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	3 004 400 $	3 004 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %

Arrondissement de Montréal-Nord
Dépenses réelles au 31 janvier 2020
Dépenses par direction/famille

Description	Budget original 2020	Budget modifié Au 2020-01-31	Réels Au 2020-01-31	Engagements Au 2020-01-31	Dépenses totales Au 2020-01-31	% Dépenses Budget Modifié
Transport et communications	28 700 $	28 700,00 $	485,52 $	779,48 $	1 265,00 $	4.41 %
Services professionnels, techniques et autres	1 068 900 $	1 078 600,00 $	23 212,93 $	374 471,99 $	397 684,92 $	36.87 %
Location, entretien et réparation	1 255 900 $	1 257 800,00 $	68 324,26 $	552 341,39 $	620 665,65 $	49.35 %
Biens non durables	3 284 200 $	3 262 600,00 $	93 694,12 $	612 004,97 $	705 699,09 $	21.63 %
Biens durables	4 000 $	4 000,00 $	-6 567,60 $	0,00 $	-6 567,60 $	-164.19 %
Contributions et quote-parts à des organismes	326 700 $	336 700,00 $	70 000,00 $	151 735,41 $	221 735,41 $	65.86 %
Charges interunités	53 100 $	53 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Total - Travaux publics	**19 147 200 $**	**19 147 200,00 $**	**249 149,23 $**	**1 691 333,24 $**	**1 940 482,47 $**	**10.13 %**
Culture, sports, loisirs et développement social						
Rémunération	7 659 700 $	7 706 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	2 197 700 $	2 151 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	41 600 $	41 600,00 $	1 022,93 $	6 716,67 $	7 739,60 $	18.6 %
Services professionnels, techniques et autres	730 800 $	839 100,00 $	57 031,47 $	286 191,44 $	343 222,91 $	40.9 %
Location, entretien et réparation	212 000 $	214 600,00 $	596,67 $	49 433,37 $	50 030,04 $	23.31 %
Biens non durables	300 300 $	300 300,00 $	5 763,04 $	32 884,19 $	38 647,23 $	12.87 %
Contributions et quote-parts à des organismes	1 324 300 $	1 324 300,00 $	6 625,00 $	145 158,09 $	151 783,09 $	11.46 %
Autres objets	0 $	0,00 $	-7,44 $	0,00 $	-7,44 $	-INF %
Total - Culture, sports, loisirs et développement social	**12 466 400 $**	**12 577 300,00 $**	**71 031,67 $**	**520 383,76 $**	**591 415,43 $**	**4.7 %**
Aménagement urbain et services aux entreprises						
Rémunération	2 942 300 $	2 942 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	783 900 $	783 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	68 400 $	68 400,00 $	761,70 $	2 559,73 $	3 321,43 $	4.86 %
Services professionnels, techniques et autres	485 700 $	492 300,00 $	4 048,13 $	65 362,84 $	69 410,97 $	14.1 %
Location, entretien et réparation	7 500 $	7 500,00 $	0,00 $	2 185,84 $	2 185,84 $	29.14 %
Biens non durables	23 500 $	26 900,00 $	-89,24 $	8 045,65 $	7 956,41 $	29.58 %
Contributions et quote-parts à des organismes	526 000 $	516 000,00 $	0,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $	0.97 %
Autres objets	0 $	0,00 $	5,00 $	0,00 $	5,00 $	INF %

Arrondissement de Montréal-Nord
Dépenses réelles au 31 janvier 2020
Dépenses par direction/famille

Description	Budget original 2020	Budget modifié Au 2020-01-31	Réels Au 2020-01-31	Engagements Au 2020-01-31	Dépenses totales Au 2020-01-31	% Dépenses Budget Modifié
Total - Aménagement urbain et services aux entreprises	4 837 300 $	4 837 300,00 $	4 725,59 $	83 154,06 $	87 879,65 $	1.82 %
GRAND TOTAL	42 973 300 $	43 094 300,00 $	461 918,83 $	2 518 110,51 $	2 980 029,34 $	6.92 %

Montréal-Nord
Montréal

Arrondissement de Montréal-Nord
Dépenses réelles au 31 janvier 2020
Dépenses par division/famille

Code GL;	Description	Budget original 2020	Budget modifié Au 2020-01-31	Réels Au 2020-01-31	Engagements Au 2020-01-31	Dépenses totales Au 2020-01-31	% Dépenses Budget Modifié
DIRECTION - MONTRÉAL-NORD							
MTN - DIRECTION / CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES						**302400 01101**	
MTN - DIRECTION / CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES / GÉNÉRAL						**302400 01101 000000**	
	Rémunération	152 400 $	152 400,00 $	218,37 $	0,00 $	218,37 $	0.14 %
	Cotisations de l'employeur	27 900 $	27 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
	Transport et communications	40 700 $	40 700,00 $	-162,73 $	20 261,57 $	20 098,84 $	49.38 %
	Services professionnels, techniques et autres	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
	Biens non durables	6 200 $	6 200,00 $	1 872,00 $	1 653,30 $	3 525,30 $	56.86 %
	Contributions et quote-parts à des organismes	15 500 $	15 500,00 $	0,00 $	300,00 $	300,00 $	1.94 %
	TOTAL - MTN - DIRECTION / CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES / GÉNÉRAL :	**243 700 $**	**243 700,00 $**	**1 927,64 $**	**22 214,87 $**	**24 142,51 $**	**9.91 %**
MTN - DIRECTION / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / ADMINISTRATION						**302400 01301 017003**	
	Rémunération	521 100 $	521 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
	Cotisations de l'employeur	135 200 $	135 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
	Transport et communications	18 300 $	18 300,00 $	423,63 $	180,03 $	603,66 $	3.3 %
	Services professionnels, techniques et autres	153 400 $	153 400,00 $	291,14 $	6 471,30 $	6 762,44 $	4.41 %
	Biens non durables	2 500 $	2 500,00 $	-57,23 $	1 470,25 $	1 413,02 $	56.52 %

TOTAL - MTN - DIRECTION / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / ADMINISTRATION :	**830 500 $**	**830 500,00 $**	**657,54 $**	**8 121,58 $**	**8 779,12 $**	**1.06 %**
MTN - DIRECTION / PRÉVENTION DU CRIME ET PATROUILLE DE QUARTIER / DIVERS PROJETS SPÉCIAUX					**302400 02801 017065**	
Services professionnels, techniques et autres	23 000 $	23 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - DIRECTION / PRÉVENTION DU CRIME ET PATROUILLE DE QUARTIER / DIVERS PROJETS SPÉCIAUX :	**23 000 $**	**23 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
TOTAL - MTN - DIRECTION - CONSEIL ET SOUTIEN AUX INSTANCES POLITIQUES :	**1 097 200 $**	**1 097 200,00 $**	**2 585,18 $**	**30 336,45 $**	**32 921,63 $**	**3 %**
MTN - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS					**302439 01801**	
MTN - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / ACCUEIL					**302439 01801 017002**	
Rémunération	260 300 $	260 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	74 400 $	74 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	4 600 $	4 600,00 $	88,40 $	4 741,96 $	4 830,36 $	⚠ 105.01 %
Biens non durables	3 200 $	3 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / ACCUEIL :	**342 500 $**	**342 500,00 $**	**88,40 $**	**4 741,96 $**	**4 830,36 $**	**1.41 %**
MTN - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / ADMINISTRATION					**302439 01801 017003**	
Rémunération	176 200 $	176 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	48 800 $	48 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	6 100 $	6 100,00 $	0,00 $	397,52 $	397,52 $	6.52 %
Biens non durables	3 600 $	3 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / ADMINISTRATION :	**234 700 $**	**234 700,00 $**	**0,00 $**	**397,52 $**	**397,52 $**	**0.17 %**

MTN - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / COMMUNICATION					302439 01801 017006	
Rémunération	300 700 $	300 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	76 800 $	76 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	212 300 $	212 300,00 $	3 317,01 $	12 317,24 $	15 634,25 $	7.36 %
Services professionnels, techniques et autres	221 500 $	221 500,00 $	-282,96 $	67 183,54 $	66 900,58 $	30.2 %
Biens non durables	4 000 $	4 000,00 $	195,41 $	849,01 $	1 044,42 $	26.11 %
TOTAL - MTN - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS / REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS / COMMUNICATION :	**815 300 $**	**815 300,00 $**	**3 229,46 $**	**80 349,79 $**	**83 579,25 $**	**10.25 %**
TOTAL - MTN - ACCUEIL ET SERVICES AUX CITOYENS - REL. AVEC LES CITOYENS ET COMMUNICATIONS :	**1 392 500 $**	**1 392 500,00 $**	**3 317,86 $**	**85 489,27 $**	**88 807,13 $**	**6.38 %**
TOTAL - DIRECTION - MONTRÉAL-NORD :	**2 489 700 $**	**2 489 700,00 $**	**5 903,04 $**	**115 825,72 $**	**121 728,76 $**	**4.89 %**

PERFORMANCE, GREFFE ET SERV. ADMINISTRATIFS

MTN - ADM. SERV. ADMINISTRATIFS / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT					302401 01301	
MTN - ADM. SERV. ADMINISTRATIFS / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / GÉNÉRAL					**302401 01301 000000**	
Rémunération	291 300 $	291 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	77 900 $	77 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	7 500 $	7 500,00 $	0,00 $	196,60 $	196,60 $	2.62 %
Services professionnels, techniques et autres	454 500 $	322 900,00 $	3 542,27 $	1 443,60 $	4 985,87 $	1.54 %
Biens non durables	3 000 $	3 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ADM. SERV. ADMINISTRATIFS / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / GÉNÉRAL :	**834 200 $**	**702 600,00 $**	**3 542,27 $**	**1 640,20 $**	**5 182,47 $**	**0.74 %**
MTN - ADM. SERV. ADMINISTRATIFS / AFFECTATIONS / GÉNÉRAL					**302401 41000 000000**	
Affectations de réserves financières et fonds réservés	89 800 $	110 500,00 $	110 435,00 $	0,00 $	110 435,00 $	99.94 %
TOTAL - MTN - ADM. SERV. ADMINISTRATIFS / AFFECTATIONS / GÉNÉRAL :	**89 800 $**	**110 500,00 $**	**110 435,00 $**	**0,00 $**	**110 435,00 $**	**99.94 %**

TOTAL - MTN - ADM. SERV. ADMINISTRATIFS - ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT :	**924 000 $**	**813 100,00 $**	**113 977,27 $**	**1 640,20 $**	**115 617,47 $**	**14.22 %**
MTN - RESSOURCES HUMAINES / GESTION DU PERSONNEL					**302412 01601**	
MTN - RESSOURCES HUMAINES / GESTION DU PERSONNEL / GÉNÉRAL					**302412 01601 000000**	
Rémunération	602 400 $	602 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	166 600 $	166 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	2 900 $	2 900,00 $	284,53 $	70,49 $	355,02 $	12.24 %
Services professionnels, techniques et autres	61 300 $	61 300,00 $	329,23 $	12 554,49 $	12 883,72 $	21.02 %
Biens non durables	2 500 $	2 500,00 $	73,49 $	0,00 $	73,49 $	2.94 %
TOTAL - MTN - RESSOURCES HUMAINES / GESTION DU PERSONNEL / GÉNÉRAL :	**835 700 $**	**835 700,00 $**	**687,25 $**	**12 624,98 $**	**13 312,23 $**	**1.59 %**
TOTAL - MTN - RESSOURCES HUMAINES - GESTION DU PERSONNEL :	**835 700 $**	**835 700,00 $**	**687,25 $**	**12 624,98 $**	**13 312,23 $**	**1.59 %**
MTN - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT					**302413 01301**	
MTN - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / RESSOURCES FINANCIÈRES					**302413 01301 017016**	
Rémunération	655 200 $	655 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	177 800 $	177 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	4 500 $	4 500,00 $	114,71 $	1 665,79 $	1 780,50 $	39.57 %
Services professionnels, techniques et autres	3 900 $	3 900,00 $	1 112,86 $	0,00 $	1 112,86 $	28.53 %
Location, entretien et réparation	99 000 $	99 000,00 $	0,00 $	80 096,46 $	80 096,46 $	80.91 %
Biens non durables	5 500 $	5 500,00 $	0,00 $	156,43 $	156,43 $	2.84 %
TOTAL - MTN - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / RESSOURCES FINANCIÈRES :	**945 900 $**	**945 900,00 $**	**1 227,57 $**	**81 918,68 $**	**83 146,25 $**	**8.79 %**

MTN - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / RESSOURCES MATÉRIELES					**302413 01301 017017**	
Rémunération	143 600 $	143 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	40 900 $	40 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	700 $	700,00 $	9,66 $	10,05 $	19,71 $	2.82 %
Biens non durables	200 $	200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / RESSOURCES MATÉRIELES :	**185 400 $**	**185 400,00 $**	**9,66 $**	**10,05 $**	**19,71 $**	**0.01 %**
TOTAL - MTN - RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES - ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT :	**1 131 300 $**	**1 131 300,00 $**	**1 237,23 $**	**81 928,73 $**	**83 165,96 $**	**7.35 %**
MTN - INFORMATIQUE / GESTION DE L'INFORMATION					**302414 01303**	
MTN - INFORMATIQUE / GESTION DE L'INFORMATION / GÉNÉRAL					**302414 01303 000000**	
Rémunération	406 800 $	406 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	105 700 $	105 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	26 000 $	26 000,00 $	20 274,31 $	16,44 $	20 290,75 $	78.04 %
Services professionnels, techniques et autres	63 300 $	63 300,00 $	0,00 $	4 566,96 $	4 566,96 $	7.21 %
Location, entretien et réparation	15 000 $	15 000,00 $	1 285,73 $	0,00 $	1 285,73 $	8.57 %
Biens non durables	200 $	200,00 $	0,00 $	152,13 $	152,13 $	76.07 %
Biens durables	56 000 $	56 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - INFORMATIQUE / GESTION DE L'INFORMATION / GÉNÉRAL :	**673 000 $**	**673 000,00 $**	**21 560,04 $**	**4 735,53 $**	**26 295,57 $**	**3.91 %**
TOTAL - MTN - INFORMATIQUE - GESTION DE L'INFORMATION :	**673 000 $**	**673 000,00 $**	**21 560,04 $**	**4 735,53 $**	**26 295,57 $**	**3.91 %**
MTN - AFFECTATION DE SURPLUS MONTRÉAL-NORD / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE					**302434 07163**	
MTN - AFFECTATION DE SURPLUS MONTRÉAL-NORD / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / ARBRES					**302434 07163 017059**	
Biens non durables	0 $	0,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	100 %

TOTAL - MTN - AFFECTATION DE SURPLUS MONTRÉAL-NORD / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / ARBRES :	**0 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**-0,01 $**	**-0,01 $**	**100 %**
TOTAL - MTN - AFFECTATION DE SURPLUS MONTRÉAL-NORD - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE :	**0 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**-0,01 $**	**-0,01 $**	**100 %**
MTN - AFFECTATION - RÉSERVE ET FONDS RÉSERVÉS / AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE				**302435 06101**		
MTN - AFFECTATION - RÉSERVE ET FONDS RÉSERVÉS / AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE / GÉNÉRAL				**302435 06101 000000**		
Rémunération	0 $	96 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	0 $	24 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - AFFECTATION - RÉSERVE ET FONDS RÉSERVÉS / AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE / GÉNÉRAL :	**0 $**	**121 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
TOTAL - MTN - AFFECTATION - RÉSERVE ET FONDS RÉSERVÉS - AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE :	**0 $**	**121 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT / ÉPANDAGE D'ABRASIFS				**302436 03123**		
MTN - AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / RUES				**302436 03123 017070**		
Biens non durables	0 $	0,00 $	-6 464,20 $	6 464,20 $	0,00 $	100 %
TOTAL - MTN - AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / RUES :	**0 $**	**0,00 $**	**-6 464,20 $**	**6 464,20 $**	**0,00 $**	**100 %**
TOTAL - MTN - AFFECTATION - SURPLUS AFF. - DÉNEIGEMENT - ÉPANDAGE D'ABRASIFS :	**0 $**	**0,00 $**	**-6 464,20 $**	**6 464,20 $**	**0,00 $**	**100 %**
MTN - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / GREFFE				**302440 01401**		

MTN - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / GREFFE / ARCHIVES					302440 01401 017005	
Rémunération	124 000 $	124 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	35 400 $	35 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	300 $	300,00 $	19,32 $	20,10 $	39,42 $	13.14 %
Services professionnels, techniques et autres	1 100 $	1 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	7 000 $	7 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / GREFFE / ARCHIVES :	**167 800 $**	**167 800,00 $**	**19,32 $**	**20,10 $**	**39,42 $**	**0.02 %**
MTN - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / GREFFE / GREFFE					**302440 01401 017102**	
Rémunération	189 500 $	189 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	50 100 $	50 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	500 $	500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	7 600 $	7 600,00 $	92,39 $	0,00 $	92,39 $	1.22 %
Biens non durables	200 $	200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / GREFFE / GREFFE :	**247 900 $**	**247 900,00 $**	**92,39 $**	**0,00 $**	**92,39 $**	**0.04 %**
MTN - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE / GÉNÉRAL					**302440 01819 000000**	
Autres objets	53 000 $	53 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES / AUTRES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE / GÉNÉRAL :	**53 000 $**	**53 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
TOTAL - MTN - SECRÉTARIAT D'ARRONDISSEMENT, GREFFE ET ARCHIVES - GREFFE :	**468 700 $**	**468 700,00 $**	**111,71 $**	**20,10 $**	**131,81 $**	**0.03 %**
TOTAL - PERFORMANCE, GREFFE ET SERV. ADMINISTRATIFS :	**4 032 700 $**	**4 042 800,00 $**	**131 109,30 $**	**107 413,73 $**	**238 523,03 $**	**5.9 %**

TRAVAUX PUBLICS

MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR					**302405 03001**	
MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR / GÉNÉRAL					**302405 03001 000000**	
Rémunération	240 200 $	240 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	61 000 $	61 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	22 700 $	22 700,00 $	485,52 $	779,48 $	1 265,00 $	5.57 %
Services professionnels, techniques et autres	95 000 $	95 000,00 $	1 163,26 $	41 824,05 $	42 987,31 $	45.25 %
Biens non durables	13 000 $	13 000,00 $	0,00 $	3 778,03 $	3 778,03 $	29.06 %
TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR / GÉNÉRAL :	**431 900 $**	**431 900,00 $**	**1 648,78 $**	**46 381,56 $**	**48 030,34 $**	**11.12 %**
MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR / CHAUSSURES DE SÉCURITÉ					**302405 03001 017089**	
Biens non durables	30 500 $	30 500,00 $	9 129,36 $	1 024,35 $	10 153,71 $	33.29 %
TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR / CHAUSSURES DE SÉCURITÉ :	**30 500 $**	**30 500,00 $**	**9 129,36 $**	**1 024,35 $**	**10 153,71 $**	**33.29 %**
MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR / ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ					**302405 03001 017094**	
Biens non durables	13 000 $	13 000,00 $	238,56 $	456,20 $	694,76 $	5.34 %
TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR / ÉQUIPEMENT DE SÉCURITÉ :	**13 000 $**	**13 000,00 $**	**238,56 $**	**456,20 $**	**694,76 $**	**5.34 %**
MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR / VÊTEMENTS DE SÉCURITÉ					**302405 03001 017097**	
Biens non durables	60 000 $	60 000,00 $	6 915,34 $	9 527,84 $	16 443,18 $	27.41 %
TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR / VÊTEMENTS DE SÉCURITÉ :	**60 000 $**	**60 000,00 $**	**6 915,34 $**	**9 527,84 $**	**16 443,18 $**	**27.41 %**
MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR / GÉNÉRAL					**302405 03003 000000**	
Rémunération	257 500 $	257 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	70 300 $	70 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %

TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - SOUTIEN TECH. ET FONCT.- À RÉPARTIR / GÉNÉRAL :	**327 800 $**	**327 800,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - AUTRES DÉP. - À RÉPARTIR / GÉNÉRAL				**302405 03009 000000**		
Rémunération	1 033 200 $	1 033 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	259 600 $	259 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / TRANSPORT - AUTRES DÉP. - À RÉPARTIR / GÉNÉRAL :	**1 292 800 $**	**1 292 800,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS / GÉNÉRAL				**302405 07161 000000**		
Rémunération	351 100 $	351 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	93 100 $	93 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / PLANIFICATION ET GESTION DES PARCS ET ESPACES VERTS / GÉNÉRAL :	**444 200 $**	**444 200,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / GÉNÉRAL				**302405 07163 000000**		
Rémunération	224 900 $	224 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	60 000 $	60 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / GÉNÉRAL :	**284 900 $**	**284 900,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / GÉNÉRAL				**302405 09008 000000**		
Rémunération	375 900 $	375 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	101 400 $	101 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / GÉNÉRAL :	**477 300 $**	**477 300,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**

TOTAL - MTN - ADM. TRAVAUX PUBLICS - TRANSPORT - DIR. ET ADMIN. - À RÉPARTIR :	**3 362 400 $**	**3 362 400,00 $**	**17 932,04 $**	**57 389,95 $**	**75 321,99 $**	**2.24 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / NETTOYAGE ET BALAYAGE DES VOIES PUBLIQUES					**302417 03101**	
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / NETTOYAGE ET BALAYAGE DES VOIES PUBLIQUES / VANDALISME ET GRAFFITIS					**302417 03101 017074**	
Biens non durables	2 500 $	2 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / NETTOYAGE ET BALAYAGE DES VOIES PUBLIQUES / VANDALISME ET GRAFFITIS :	**2 500 $**	**2 500,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / ÉCLAIRAGE DES RUES / GÉNÉRAL					**302417 03141 000000**	
Rémunération	176 800 $	176 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	49 300 $	49 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	371 800 $	371 800,00 $	4 583,07 $	4 772,73 $	9 355,80 $	2.52 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / ÉCLAIRAGE DES RUES / GÉNÉRAL :	**597 900 $**	**597 900,00 $**	**4 583,07 $**	**4 772,73 $**	**9 355,80 $**	**1.56 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SIGNALISATION LUMINEUSE / GÉNÉRAL					**302417 03163 000000**	
Rémunération	146 600 $	146 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	48 000 $	48 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	3 200 $	3 200,00 $	0,00 $	1 889,77 $	1 889,77 $	59.06 %
Biens non durables	82 800 $	82 800,00 $	439,93 $	0,00 $	439,93 $	0.53 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SIGNALISATION LUMINEUSE / GÉNÉRAL :	**280 600 $**	**280 600,00 $**	**439,93 $**	**1 889,77 $**	**2 329,70 $**	**0.83 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CENTRE DES LOISIRS					**302417 07121 017048**	
Rémunération	54 100 $	54 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	17 800 $	17 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	10 300 $	10 300,00 $	-0,01 $	1 612,99 $	1 612,98 $	15.66 %
Location, entretien et réparation	10 000 $	10 000,00 $	1 048,75 $	0,00 $	1 048,75 $	10.49 %
Biens non durables	58 300 $	58 300,00 $	-2 392,43 $	0,03 $	-2 392,40 $	-4.1 %

TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CENTRE DES LOISIRS :	**150 500 $**	**150 500,00 $**	**-1 343,69 $**	**1 613,02 $**	**269,33 $**	**0.18 %**

MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CHALETS DE PARCS **302417 07121 017049**

Rémunération	99 500 $	99 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	32 600 $	32 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	10 900 $	10 900,00 $	-367,39 $	1 380,50 $	1 013,11 $	9.29 %
Location, entretien et réparation	10 000 $	10 000,00 $	314,97 $	0,00 $	314,97 $	3.15 %
Biens non durables	217 100 $	217 100,00 $	-1 338,03 $	-0,01 $	-1 338,04 $	-0.62 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CHALETS DE PARCS :	**370 100 $**	**370 100,00 $**	**-1 390,45 $**	**1 380,49 $**	**-9,96 $**	**-0 %**

MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / MAISON BRIGNON LAPIERRE **302417 07121 017053**

Services professionnels, techniques et autres	1 000 $	1 000,00 $	-215,75 $	0,00 $	-215,75 $	-21.58 %
Biens non durables	6 500 $	6 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / MAISON BRIGNON LAPIERRE :	**7 500 $**	**7 500,00 $**	**-215,75 $**	**0,00 $**	**-215,75 $**	**-2.88 %**

MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE **302417 07121 017054**

Rémunération	49 800 $	49 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	16 400 $	16 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	20 000 $	20 000,00 $	-1 025,73 $	1 705,59 $	679,86 $	3.4 %
Location, entretien et réparation	4 400 $	4 400,00 $	0,00 $	1 522,32 $	1 522,32 $	34.6 %
Biens non durables	115 000 $	115 000,00 $	-784,71 $	160,97 $	-623,74 $	-0.54 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE :	**205 600 $**	**205 600,00 $**	**-1 810,44 $**	**3 388,88 $**	**1 578,44 $**	**0.77 %**

MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA FLEURY **302417 07141 017039**

Services professionnels, techniques et autres	10 000 $	10 000,00 $	0,00 $	4 562,79 $	4 562,79 $	45.63 %

Location, entretien et réparation	20 700 $	27 200,00 $	0,00 $	28 003,26 $	28 003,26 $	⚠ 102.95 %
Biens non durables	187 300 $	184 200,00 $	-2 227,90 $	6 848,99 $	4 621,09 $	2.51 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA FLEURY :	**218 000 $**	**221 400,00 $**	**-2 227,90 $**	**39 415,04 $**	**37 187,14 $**	**16.8 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA HENRI-BOURASSA					**302417 07141 017040**	
Services professionnels, techniques et autres	8 000 $	8 000,00 $	-94,07 $	5 480,12 $	5 386,05 $	67.33 %
Location, entretien et réparation	40 200 $	45 100,00 $	0,00 $	36 549,31 $	36 549,31 $	81.04 %
Biens non durables	95 100 $	95 100,00 $	-1 295,33 $	16 146,03 $	14 850,70 $	15.62 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA HENRI-BOURASSA :	**143 300 $**	**148 200,00 $**	**-1 389,40 $**	**58 175,46 $**	**56 786,06 $**	**38.32 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA MONTRÉAL-NORD					**302417 07141 017041**	
Rémunération	80 600 $	80 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	26 500 $	26 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	15 000 $	15 000,00 $	1 303,42 $	7 811,44 $	9 114,86 $	60.77 %
Location, entretien et réparation	80 000 $	68 500,00 $	629,92 $	4 503,96 $	5 133,88 $	7.49 %
Biens non durables	122 500 $	122 500,00 $	-5 296,31 $	1,64 $	-5 294,67 $	-4.32 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA MONTRÉAL-NORD :	**324 600 $**	**313 100,00 $**	**-3 362,97 $**	**12 317,04 $**	**8 954,07 $**	**2.86 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / PATINOIRES EXTÉRIEURES RÉFRIGÉRÉES					**302417 07141 017103**	
Location, entretien et réparation	5 000 $	7 000,00 $	0,00 $	7 915,00 $	7 915,00 $	⚠ 113.07 %
Biens non durables	27 500 $	28 700,00 $	0,00 $	2 283,00 $	2 283,00 $	7.95 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - ARÉNAS ET PATINOIRES / PATINOIRES EXTÉRIEURES RÉFRIGÉRÉES :	**32 500 $**	**35 700,00 $**	**0,00 $**	**10 198,00 $**	**10 198,00 $**	**28.57 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE CALIXA-LAVALLÉE					**302417 07151 017056**	

Services professionnels, techniques et autres	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	2 000 $	2 000,00 $	95,92 $	0,00 $	95,92 $	4.8 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE CALIXA-LAVALLÉE :	**5 000 $**	**5 000,00 $**	**95,92 $**	**0,00 $**	**95,92 $**	**1.92 %**

MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE HENRI-BOURASSA **302417 07151 017057**

Biens non durables	3 000 $	3 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE HENRI-BOURASSA :	**3 000 $**	**3 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**

MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINES EXTÉRIEURES **302417 07151 017058**

Rémunération	52 200 $	52 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	17 200 $	17 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	10 000 $	10 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINES EXTÉRIEURES :	**80 400 $**	**80 400,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**

MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / PARCS ET TERRAINS DE JEUX **302417 07165 017104**

Biens non durables	0 $	0,00 $	-839,92 $	0,00 $	-839,92 $	100 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / PARCS ET TERRAINS DE JEUX :	**0 $**	**0,00 $**	**-839,92 $**	**0,00 $**	**-839,92 $**	**100 %**

MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA **302417 07231 017043**

Rémunération	68 700 $	68 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	22 600 $	22 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	18 000 $	18 000,00 $	41,99 $	2 147,07 $	2 189,06 $	12.16 %
Location, entretien et réparation	3 000 $	3 000,00 $	0,00 $	-0,05 $	-0,05 $	-0 %
Biens non durables	50 600 $	50 600,00 $	1 458,60 $	0,00 $	1 458,60 $	2.88 %

TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA :	**162 900 $**	**162 900,00 $**	**1 500,59 $**	**2 147,02 $**	**3 647,61 $**	**2.24 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUES CHARLEROI ET BELLEVILLE					**302417 07231 017044**	
Services professionnels, techniques et autres	6 000 $	6 000,00 $	-270,34 $	11 249,36 $	10 979,02 $	⚠ 182.98 %
Location, entretien et réparation	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	997,38 $	997,38 $	49.87 %
Biens non durables	19 000 $	19 000,00 $	-425,58 $	1 225,72 $	800,14 $	4.21 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUES CHARLEROI ET BELLEVILLE :	**27 000 $**	**27 000,00 $**	**-695,92 $**	**13 472,46 $**	**12 776,54 $**	**47.32 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / AMÉNAGEMENT URBAIN, SERVICES AUX ENTREPRISES					**302417 09008 017042**	
Services professionnels, techniques et autres	3 000 $	3 000,00 $	-84,01 $	818,93 $	734,92 $	24.5 %
Location, entretien et réparation	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / AMÉNAGEMENT URBAIN, SERVICES AUX ENTREPRISES :	**5 000 $**	**5 000,00 $**	**-84,01 $**	**818,93 $**	**734,92 $**	**14.7 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION - LOISIRS					**302417 09008 017050**	
Services professionnels, techniques et autres	3 000 $	3 000,00 $	-73,48 $	508,12 $	434,64 $	14.49 %
Location, entretien et réparation	500 $	500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	2 000 $	2 000,00 $	-0,01 $	1 621,93 $	1 621,92 $	81.1 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION - LOISIRS :	**5 500 $**	**5 500,00 $**	**-73,49 $**	**2 130,05 $**	**2 056,56 $**	**37.39 %**
MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / GARAGES MUNICIPAUX					**302417 09008 017051**	

Rémunération	256 700 $	256 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	78 900 $	78 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	50 000 $	50 000,00 $	1 748,62 $	30 193,46 $	31 942,08 $	63.88 %
Location, entretien et réparation	121 200 $	121 200,00 $	3 084,54 $	44 876,04 $	47 960,58 $	39.57 %
Biens non durables	348 000 $	348 000,00 $	-3 182,22 $	6 976,95 $	3 794,73 $	1.09 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / GARAGES MUNICIPAUX :	**854 800 $**	**854 800,00 $**	**1 650,94 $**	**82 046,45 $**	**83 697,39 $**	**9.79 %**

MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / MAIRIE **302417 09008 017052**

Rémunération	5 300 $	5 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	200 $	200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	35 000 $	35 000,00 $	-770,62 $	2 072,65 $	1 302,03 $	3.72 %
Location, entretien et réparation	40 000 $	40 000,00 $	182,29 $	944,85 $	1 127,14 $	2.82 %
Biens non durables	163 500 $	163 500,00 $	-5,85 $	1 878,56 $	1 872,71 $	1.15 %
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / MAIRIE :	**244 000 $**	**244 000,00 $**	**-594,18 $**	**4 896,06 $**	**4 301,88 $**	**1.76 %**
TOTAL - MTN - ÉDIFICES - ÉLECTRICITÉ - NETTOYAGE ET BALAYAGE DES VOIES PUBLIQUES :	**3 720 700 $**	**3 720 700,00 $**	**-5 757,67 $**	**238 661,40 $**	**232 903,73 $**	**6.26 %**

MTN - VOIRIE / NETTOYAGE ET BALAYAGE DES VOIES PUBLIQUES **302418 03101**

MTN - VOIRIE / NETTOYAGE ET BALAYAGE DES VOIES PUBLIQUES / GÉNÉRAL **302418 03101 000000**

Rémunération	398 300 $	398 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	130 700 $	130 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / NETTOYAGE ET BALAYAGE DES VOIES PUBLIQUES / GÉNÉRAL :	**529 000 $**	**529 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**

MTN - VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / ÉVICTION **302418 03103 017062**

Biens non durables	200 $	200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %

TOTAL - MTN - VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / ÉVICTION :	**200 $**	**200,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / COUPE DE RUES					**302418 03103 017064**	
Rémunération	61 400 $	61 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	19 700 $	19 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / COUPE DE RUES :	**81 100 $**	**81 100,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / RUELLES					**302418 03103 017069**	
Location, entretien et réparation	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / RUELLES :	**2 000 $**	**2 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / RUES					**302418 03103 017070**	
Rémunération	798 200 $	798 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	249 100 $	249 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	38 500 $	38 500,00 $	5 636,66 $	27 289,54 $	32 926,20 $	85.52 %
Charges interunités	53 100 $	53 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / ENTRETIEN ET RÉFECTION DES CHAUSSÉES ET TROTTOIRS / RUES :	**1 138 900 $**	**1 138 900,00 $**	**5 636,66 $**	**27 289,54 $**	**32 926,20 $**	**2.89 %**
MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / CHARGEMENT DE LA NEIGE					**302418 03121 017063**	
Rémunération	427 400 $	427 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	105 900 $	105 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	432 800 $	432 800,00 $	48 613,57 $	299 944,16 $	348 557,73 $	80.54 %
Biens non durables	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %

TOTAL - MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / CHARGEMENT DE LA NEIGE :	**967 100 $**	**967 100,00 $**	**48 613,57 $**	**299 944,16 $**	**348 557,73 $**	**36.04 %**
MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / ÉDIFICES					**302418 03121 017066**	
Rémunération	62 700 $	62 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	19 400 $	19 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Contributions et quote-parts à des organismes	0 $	10 000,00 $	10 000,00 $	0,00 $	10 000,00 $	100 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / ÉDIFICES :	**82 100 $**	**92 100,00 $**	**10 000,00 $**	**0,00 $**	**10 000,00 $**	**10.86 %**
MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / RUES					**302418 03121 017070**	
Rémunération	341 100 $	341 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	96 000 $	96 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	163 600 $	163 600,00 $	3 198,97 $	105 856,80 $	109 055,77 $	66.66 %
Biens non durables	3 500 $	3 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / RUES :	**604 200 $**	**604 200,00 $**	**3 198,97 $**	**105 856,80 $**	**109 055,77 $**	**18.05 %**
MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / STATIONNEMENTS					**302418 03121 017071**	
Rémunération	64 700 $	64 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	19 900 $	19 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / STATIONNEMENTS :	**84 600 $**	**84 600,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / TROTTOIRS					**302418 03121 017073**	
Rémunération	203 700 $	203 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	62 800 $	62 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / TROTTOIRS :	**266 500 $**	**266 500,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**

MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / CONTRAT DE DÉNEIGEMENT					**302418 03121 017093**	
Services professionnels, techniques et autres	2 800 $	2 800,00 $	-5 249,38 $	5 249,37 $	-0,01 $	-0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / DÉBLAIEMENT ET CHARGEMENT DE LA NEIGE / CONTRAT DE DÉNEIGEMENT :	**2 800 $**	**2 800,00 $**	**-5 249,38 $**	**5 249,37 $**	**-0,01 $**	**-0 %**
MTN - VOIRIE / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / RUES					**302418 03123 017070**	
Rémunération	205 400 $	205 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	59 600 $	59 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	408 600 $	398 600,00 $	15 728,53 $	60 852,40 $	76 580,93 $	19.21 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / RUES :	**673 600 $**	**663 600,00 $**	**15 728,53 $**	**60 852,40 $**	**76 580,93 $**	**11.54 %**
MTN - VOIRIE / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / TROTTOIRS					**302418 03123 017073**	
Rémunération	23 500 $	23 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	101 600 $	101 600,00 $	62 103,01 $	237 525,85 $	299 628,86 $	⚠ 294.91 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / ÉPANDAGE D'ABRASIFS / TROTTOIRS :	**126 100 $**	**126 100,00 $**	**62 103,01 $**	**237 525,85 $**	**299 628,86 $**	⚠ **237.61 %**
MTN - VOIRIE / SIGNALISATION ÉCRITE ET MARQUAGE / GÉNÉRAL					**302418 03161 000000**	
Biens non durables	0 $	800,00 $	0,00 $	777,42 $	777,42 $	97.18 %
Biens durables	0 $	0,00 $	-6 567,60 $	0,00 $	-6 567,60 $	100 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / SIGNALISATION ÉCRITE ET MARQUAGE / GÉNÉRAL :	**0 $**	**800,00 $**	**-6 567,60 $**	**777,42 $**	**-5 790,18 $**	**-723.77 %**
MTN - VOIRIE / SIGNALISATION ÉCRITE / GÉNÉRAL					**302418 03162 000000**	
Rémunération	201 700 $	201 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	62 500 $	62 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	40 000 $	39 200,00 $	0,00 $	25 512,31 $	25 512,31 $	65.08 %

TOTAL - MTN - VOIRIE / SIGNALISATION ÉCRITE / GÉNÉRAL :	**304 200 $**	**303 400,00 $**	**0,00 $**	**25 512,31 $**	**25 512,31 $**	**8.41 %**
MTN - VOIRIE / MARQUAGE DE LA CHAUSSÉE / GÉNÉRAL					**302418 03164 000000**	
Rémunération	26 000 $	26 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	8 600 $	8 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	225 000 $	225 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / MARQUAGE DE LA CHAUSSÉE / GÉNÉRAL :	**259 600 $**	**259 600,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - VOIRIE / DÉCHETS DOMESTIQUES ET ASSIMILÉS - COLLECTE ET TRANSPORT / GÉNÉRAL					**302418 04311 000000**	
Rémunération	243 100 $	243 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	73 000 $	73 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	5 000 $	5 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	10 200 $	10 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / DÉCHETS DOMESTIQUES ET ASSIMILÉS - COLLECTE ET TRANSPORT / GÉNÉRAL :	**331 300 $**	**331 300,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - VOIRIE / MATIÈRES RECYCLABLES - COLLECTE SÉLECTIVE - COLLECTE ET TRANSPORT / GÉNÉRAL					**302418 04321 000000**	
Services professionnels, techniques et autres	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	12 300 $	12 300,00 $	110,24 $	278,20 $	388,44 $	3.16 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / MATIÈRES RECYCLABLES - COLLECTE SÉLECTIVE - COLLECTE ET TRANSPORT / GÉNÉRAL :	**13 300 $**	**13 300,00 $**	**110,24 $**	**278,20 $**	**388,44 $**	**2.92 %**
MTN - VOIRIE / MATIÈRES RECYCLABLES - MATIÈRES ORGANIQUES - COLLECTE ET TRANSPORT / GÉNÉRAL					**302418 04331 000000**	
Transport et communications	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	9 700 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	100 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / MATIÈRES RECYCLABLES - MATIÈRES ORGANIQUES - COLLECTE ET TRANSPORT / GÉNÉRAL :	**10 700 $**	**1 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**

MTN - VOIRIE / MATIÈRES RECYCLABLES - AUTRES / GÉNÉRAL					**302418 04349 000000**	
Services professionnels, techniques et autres	53 000 $	53 000,00 $	22 750,00 $	30 250,00 $	53 000,00 $	100 %
Contributions et quote-parts à des organismes	220 000 $	220 000,00 $	60 000,00 $	151 735,41 $	211 735,41 $	96.24 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / MATIÈRES RECYCLABLES - AUTRES / GÉNÉRAL :	**273 000 $**	**273 000,00 $**	**82 750,00 $**	**181 985,41 $**	**264 735,41 $**	**96.97 %**
MTN - VOIRIE / MATÉRIAUX SECS - COLLECTE ET TRANSPORT / GÉNÉRAL					**302418 04381 000000**	
Services professionnels, techniques et autres	104 300 $	114 000,00 $	0,01 $	101 195,87 $	101 195,88 $	88.77 %
Biens non durables	200 $	200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - VOIRIE / MATÉRIAUX SECS - COLLECTE ET TRANSPORT / GÉNÉRAL :	**104 500 $**	**114 200,00 $**	**0,01 $**	**101 195,87 $**	**101 195,88 $**	**88.61 %**
TOTAL - MTN - VOIRIE - NETTOYAGE ET BALAYAGE DES VOIES PUBLIQUES :	**5 854 800 $**	**5 854 800,00 $**	**216 324,01 $**	**1 046 467,33 $**	**1 262 791,34 $**	**21.57 %**
MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE					**302420 04121**	
MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / GÉNÉRAL					**302420 04121 000000**	
Rémunération	1 008 900 $	1 008 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	321 400 $	321 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	125 200 $	125 200,00 $	117,00 $	72 918,89 $	73 035,89 $	58.34 %
Location, entretien et réparation	63 100 $	63 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	239 600 $	239 600,00 $	102,36 $	61 860,87 $	61 963,23 $	25.86 %
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / GÉNÉRAL :	**1 758 200 $**	**1 758 200,00 $**	**219,36 $**	**134 779,76 $**	**134 999,12 $**	**7.68 %**
MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN DU RÉSEAU					**302420 04121 017032**	
Services professionnels, techniques et autres	0 $	0,00 $	115,00 $	0,02 $	115,02 $	⚠ 100 %
Location, entretien et réparation	0 $	0,00 $	0,00 $	5 249,37 $	5 249,37 $	⚠ 100 %
Biens non durables	0 $	0,00 $	2 710,30 $	2 421,63 $	5 131,93 $	⚠ 100 %

TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN DU RÉSEAU :	**0 $**	**0,00 $**	**2 825,30 $**	**7 671,02 $**	**10 496,32 $**	**⚠ 100 %**
MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN STATION DE POMPAGE H-BOURASSA					**302420 04121 017033**	
Services professionnels, techniques et autres	0 $	0,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	100 %
Biens non durables	0 $	0,00 $	0,00 $	6 474,58 $	6 474,58 $	⚠ 100 %
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN STATION DE POMPAGE H-BOURASSA :	**0 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**6 474,57 $**	**6 474,57 $**	**⚠ 100 %**
MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN STATION DE POMPAGE LACORDAIRE					**302420 04121 017034**	
Services professionnels, techniques et autres	0 $	0,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	100 %
Biens non durables	0 $	0,00 $	0,00 $	8 082,41 $	8 082,41 $	⚠ 100 %
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / ENTRETIEN STATION DE POMPAGE LACORDAIRE :	**0 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**8 082,40 $**	**8 082,40 $**	**⚠ 100 %**
MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / RECHERCHE ET RÉPARATION DE FUITES D'EAU					**302420 04121 017037**	
Services professionnels, techniques et autres	0 $	0,00 $	-348,05 $	-0,02 $	-348,07 $	100 %
Biens non durables	0 $	0,00 $	-2 828,37 $	37 495,96 $	34 667,59 $	⚠ 100 %
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / RECHERCHE ET RÉPARATION DE FUITES D'EAU :	**0 $**	**0,00 $**	**-3 176,42 $**	**37 495,94 $**	**34 319,52 $**	**⚠ 100 %**
MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / RÉPARATION DES RACCORDEMENTS					**302420 04121 017038**	
Services professionnels, techniques et autres	0 $	0,00 $	0,00 $	1 622,11 $	1 622,11 $	⚠ 100 %
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE / RÉPARATION DES RACCORDEMENTS :	**0 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 622,11 $**	**1 622,11 $**	**⚠ 100 %**

MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / GÉNÉRAL					**302420 04161 000000**	
Rémunération	214 900 $	214 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	69 800 $	69 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	229 700 $	229 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	13 200 $	13 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	79 400 $	79 400,00 $	0,00 $	22 126,12 $	22 126,12 $	27.87 %
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / GÉNÉRAL :	**607 000 $**	**607 000,00 $**	**0,00 $**	**22 126,12 $**	**22 126,12 $**	**3.65 %**
MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / ENTRETIEN DES PUISARDS ET REGARDS					**302420 04161 017031**	
Services professionnels, techniques et autres	0 $	0,00 $	0,00 $	17 632,45 $	17 632,45 $	⚠ 100 %
Biens non durables	0 $	0,00 $	-928,99 $	9 622,43 $	8 693,44 $	⚠ 100 %
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / ENTRETIEN DES PUISARDS ET REGARDS :	**0 $**	**0,00 $**	**-928,99 $**	**27 254,88 $**	**26 325,89 $**	**⚠ 100 %**
MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / NETTOYAGE DES CONDUITS D'ÉGOÛTS					**302420 04161 017035**	
Services professionnels, techniques et autres	0 $	0,00 $	4 472,47 $	0,00 $	4 472,47 $	⚠ 100 %
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / NETTOYAGE DES CONDUITS D'ÉGOÛTS :	**0 $**	**0,00 $**	**4 472,47 $**	**0,00 $**	**4 472,47 $**	**⚠ 100 %**
MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / ARR. MONTRÉAL-NORD					**302420 04161 056036**	
Location, entretien et réparation	189 000 $	189 000,00 $	11 280,91 $	6 729,68 $	18 010,59 $	9.53 %
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU / RÉSEAUX D'ÉGOUT / ARR. MONTRÉAL-NORD :	**189 000 $**	**189 000,00 $**	**11 280,91 $**	**6 729,68 $**	**18 010,59 $**	**9.53 %**
TOTAL - MTN - GESTION DE L'EAU - RÉSEAU DE DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE :	**2 554 200 $**	**2 554 200,00 $**	**14 692,63 $**	**252 236,48 $**	**266 929,11 $**	**10.45 %**

MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX						302422 07165
MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / GÉNÉRAL						**302422 07165 000000**
Rémunération	7 200 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	100 %
Cotisations de l'employeur	300 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	100 %
TOTAL - MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / GÉNÉRAL :	**7 500 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**100 %**
MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / TONTE DE GAZON						**302422 07165 017061**
Rémunération	231 300 $	231 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	73 100 $	73 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	22 400 $	22 400,00 $	-29,66 $	29,65 $	-0,01 $	-0 %
Biens non durables	2 700 $	2 700,00 $	0,00 $	6 897,16 $	6 897,16 $	⚠ 255.45 %
Biens durables	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / TONTE DE GAZON :	**331 500 $**	**331 500,00 $**	**-29,66 $**	**6 926,81 $**	**6 897,15 $**	**2.08 %**
MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / DIVERS PROJETS SPÉCIAUX						**302422 07165 017065**
Services professionnels, techniques et autres	36 100 $	36 100,00 $	0,00 $	28 000,00 $	28 000,00 $	77.56 %
Location, entretien et réparation	3 100 $	3 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	0 $	0,00 $	0,00 $	1 501,18 $	1 501,18 $	⚠ 100 %
Contributions et quote-parts à des organismes	106 700 $	106 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / DIVERS PROJETS SPÉCIAUX :	**145 900 $**	**145 900,00 $**	**0,00 $**	**29 501,18 $**	**29 501,18 $**	**20.22 %**
MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / PARCS ET TERRAINS DE JEUX						**302422 07165 017104**
Rémunération	1 283 800 $	1 291 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	403 800 $	404 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	1 700 $	1 700,00 $	-0,01 $	3 674,56 $	3 674,55 $	⚠ 216.15 %
Location, entretien et réparation	6 700 $	6 700,00 $	0,00 $	9 219,66 $	9 219,66 $	⚠ 137.61 %

Biens non durables	165 000 $	165 000,00 $	5 800,74 $	14 697,24 $	20 497,98 $	12.42 %
Biens durables	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / PARCS ET TERRAINS DE JEUX :	**1 863 000 $**	**1 870 500,00 $**	**5 800,73 $**	**27 591,46 $**	**33 392,19 $**	**1.79 %**
MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / JARDINS VÉLOCITÉ					**302422 07165 017112**	
Rémunération	96 000 $	96 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	32 300 $	32 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - PARCS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / JARDINS VÉLOCITÉ :	**128 300 $**	**128 300,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
TOTAL - MTN - PARCS - ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX :	**2 476 200 $**	**2 476 200,00 $**	**5 771,07 $**	**64 019,45 $**	**69 790,52 $**	**2.82 %**
MTN - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE					**302424 07163**	
MTN - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / ARBRES					**302424 07163 017059**	
Rémunération	471 000 $	471 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	153 000 $	153 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	700 $	700,00 $	0,00 $	671,92 $	671,92 $	95.99 %
Location, entretien et réparation	20 000 $	20 000,00 $	0,00 $	0,01 $	0,01 $	0 %
Biens non durables	97 300 $	97 300,00 $	126,52 $	2 377,97 $	2 504,49 $	2.57 %
TOTAL - MTN - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / ARBRES :	**742 000 $**	**742 000,00 $**	**126,52 $**	**3 049,90 $**	**3 176,42 $**	**0.43 %**
MTN - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / FLEURS ET ARBUSTES					**302424 07163 017060**	
Rémunération	277 900 $	277 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	87 600 $	87 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	0 $	0,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	100 %
Biens non durables	71 400 $	71 400,00 $	60,63 $	29 508,74 $	29 569,37 $	41.41 %

TOTAL - MTN - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / HORTICULTURE ET ARBORICULTURE / FLEURS ET ARBUSTES :	**436 900 $**	**436 900,00 $**	**60,63 $**	**29 508,73 $**	**29 569,36 $**	**6.77 %**
TOTAL - MTN - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE - HORTICULTURE ET ARBORICULTURE :	**1 178 900 $**	**1 178 900,00 $**	**187,15 $**	**32 558,63 $**	**32 745,78 $**	**2.78 %**
TOTAL - TRAVAUX PUBLICS :	**19 147 200 $**	**19 147 200,00 $**	**249 149,23 $**	**1 691 333,24 $**	**1 940 482,47 $**	**10.13 %**

CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / LOISIRS ET CULTURE - DIR., ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR **302406 07001**

MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / LOISIRS ET CULTURE - DIR., ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR / GÉNÉRAL **302406 07001 000000**

Rémunération	58 800 $	58 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	12 200 $	12 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	10 700 $	10 700,00 $	493,33 $	139,65 $	632,98 $	5.92 %
Services professionnels, techniques et autres	104 000 $	104 000,00 $	2 682,16 $	14 696,82 $	17 378,98 $	16.71 %
Biens non durables	10 100 $	10 100,00 $	0,00 $	-0,02 $	-0,02 $	-0 %
TOTAL - MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / LOISIRS ET CULTURE - DIR., ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR / GÉNÉRAL :	**195 800 $**	**195 800,00 $**	**3 175,49 $**	**14 836,45 $**	**18 011,94 $**	**9.2 %**

MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / GÉNÉRAL **302406 07123 000000**

Contributions et quote-parts à des organismes	100 000 $	100 000,00 $	-250,00 $	15 250,00 $	15 000,00 $	15 %
TOTAL - MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / GÉNÉRAL :	**100 000 $**	**100 000,00 $**	**-250,00 $**	**15 250,00 $**	**15 000,00 $**	**15 %**

MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / GÉNÉRAL **302406 07143 000000**

Contributions et quote-parts à des organismes	19 500 $	19 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / GÉNÉRAL :	**19 500 $**	**19 500,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / GÉNÉRAL					**302406 07153 000000**	
Contributions et quote-parts à des organismes	100 700 $	100 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / GÉNÉRAL :	**100 700 $**	**100 700,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / EXPLOITATION DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / GÉNÉRAL					**302406 07167 000000**	
Contributions et quote-parts à des organismes	73 500 $	73 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL / EXPLOITATION DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / GÉNÉRAL :	**73 500 $**	**73 500,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
TOTAL - MTN - ADM. CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL - LOISIRS ET CULTURE - DIR., ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR :	**489 500 $**	**489 500,00 $**	**2 925,49 $**	**30 086,45 $**	**33 011,94 $**	**6.74 %**
MTN - DÉVELOPPEMENT SOCIAL / DÉVELOPPEMENT SOCIAL					**302425 05803**	
MTN - DÉVELOPPEMENT SOCIAL / DÉVELOPPEMENT SOCIAL / ADMINISTRATION					**302425 05803 017003**	
Rémunération	557 400 $	557 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	146 400 $	146 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	2 000 $	2 000,00 $	-0,01 $	184,50 $	184,49 $	9.22 %
Services professionnels, techniques et autres	15 000 $	15 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	29 200 $	29 200,00 $	0,00 $	29 102,54 $	29 102,54 $	99.67 %
Biens non durables	14 400 $	14 400,00 $	174,80 $	0,00 $	174,80 $	1.21 %
Contributions et quote-parts à des organismes	978 600 $	978 600,00 $	6 875,00 $	129 908,09 $	136 783,09 $	13.98 %

TOTAL - MTN - DÉVELOPPEMENT SOCIAL / DÉVELOPPEMENT SOCIAL / ADMINISTRATION :	**1 743 000 $**	**1 743 000,00 $**	**7 049,79 $**	**159 195,13 $**	**166 244,92 $**	**9.54 %**
TOTAL - MTN - DÉVELOPPEMENT SOCIAL - DÉVELOPPEMENT SOCIAL :	**1 743 000 $**	**1 743 000,00 $**	**7 049,79 $**	**159 195,13 $**	**166 244,92 $**	**9.54 %**
MTN - BIBLIOTHÈQUE / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT					**302426 01301**	
MTN - BIBLIOTHÈQUE / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / ADMINISTRATION					**302426 01301 017003**	
Rémunération	42 200 $	42 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	12 000 $	12 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - BIBLIOTHÈQUE / ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT / ADMINISTRATION :	**54 200 $**	**54 200,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / GÉNÉRAL					**302426 07231 000000**	
Autres objets	0 $	0,00 $	-7,44 $	0,00 $	-7,44 $	100 %
TOTAL - MTN - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / GÉNÉRAL :	**0 $**	**0,00 $**	**-7,44 $**	**0,00 $**	**-7,44 $**	**100 %**
MTN - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / ADMINISTRATION					**302426 07231 017003**	
Rémunération	730 300 $	730 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	193 800 $	193 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	6 000 $	6 000,00 $	255,27 $	1 650,46 $	1 905,73 $	31.76 %
Services professionnels, techniques et autres	2 200 $	2 200,00 $	780,00 $	0,00 $	780,00 $	35.45 %
TOTAL - MTN - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / ADMINISTRATION :	**932 300 $**	**932 300,00 $**	**1 035,27 $**	**1 650,46 $**	**2 685,73 $**	**0.29 %**
MTN - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA ET BELLEVILLE					**302426 07231 017021**	
Rémunération	1 010 200 $	1 025 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	293 000 $	281 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	4 500 $	4 500,00 $	-356,58 $	4 094,49 $	3 737,91 $	83.06 %

Services professionnels, techniques et autres	41 000 $	41 000,00 $	9 516,06 $	15 131,82 $	24 647,88 $	60.12 %
Location, entretien et réparation	12 400 $	12 400,00 $	0,00 $	5 354,30 $	5 354,30 $	43.18 %
Biens non durables	22 500 $	22 500,00 $	184,74 $	1 308,58 $	1 493,32 $	6.64 %
TOTAL - MTN - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA ET BELLEVILLE :	**1 383 600 $**	**1 387 200,00 $**	**9 344,22 $**	**25 889,19 $**	**35 233,41 $**	**2.54 %**
MTN - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE					**302426 07231 017054**	
Rémunération	568 500 $	593 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	165 000 $	172 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	31 500 $	31 500,00 $	929,92 $	49 384,70 $	50 314,62 $	⚠ 159.73 %
Location, entretien et réparation	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	9 100 $	9 100,00 $	0,01 $	-0,02 $	-0,01 $	-0 %
Contributions et quote-parts à des organismes	52 000 $	52 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE :	**828 100 $**	**860 400,00 $**	**929,93 $**	**49 384,68 $**	**50 314,61 $**	**5.85 %**
MTN - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE YVES RYAN					**302426 07231 017116**	
Rémunération	367 700 $	374 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	106 600 $	108 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	18 000 $	18 000,00 $	200,00 $	15 054,17 $	15 254,17 $	84.75 %
Location, entretien et réparation	0 $	0,00 $	0,00 $	343,94 $	343,94 $	⚠ 100 %
Biens non durables	8 200 $	8 200,00 $	0,00 $	5 495,62 $	5 495,62 $	67.02 %
TOTAL - MTN - BIBLIOTHÈQUE / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE YVES RYAN :	**500 500 $**	**508 600,00 $**	**200,00 $**	**20 893,73 $**	**21 093,73 $**	**4.15 %**
TOTAL - MTN - BIBLIOTHÈQUE - ADMINISTRATION, FINANCES ET APPROVISIONNEMENT :	**3 698 700 $**	**3 742 700,00 $**	**11 501,98 $**	**97 818,06 $**	**109 320,04 $**	**2.92 %**
MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES					**302427 07189**	
MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES / ÉVÉNEMENTS PUBLICS					**302427 07189 017019**	

Rémunération	143 200 $	143 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	37 700 $	37 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	1 300 $	1 300,00 $	299,95 $	57,37 $	357,32 $	27.49 %
Services professionnels, techniques et autres	100 100 $	100 100,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	-0 %
Location, entretien et réparation	14 300 $	14 300,00 $	0,00 $	94,22 $	94,22 $	0.66 %
Biens non durables	8 300 $	8 300,00 $	470,66 $	160,00 $	630,66 $	7.6 %
TOTAL - MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES / ÉVÉNEMENTS PUBLICS :	**304 900 $**	**304 900,00 $**	**770,61 $**	**311,58 $**	**1 082,19 $**	**0.35 %**

MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / ADMINISTRATION **302427 07211 017003**

Rémunération	353 100 $	353 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	92 800 $	92 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	5 300 $	5 300,00 $	22,82 $	46,79 $	69,61 $	1.31 %
TOTAL - MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / ADMINISTRATION :	**451 200 $**	**451 200,00 $**	**22,82 $**	**46,79 $**	**69,61 $**	**0.02 %**

MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / SALLE DE SPECTACLE ET EXPOSITION - MAISON CULTURELLE **302427 07211 017025**

Rémunération	214 100 $	214 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	60 900 $	60 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	1 800 $	1 800,00 $	0,00 $	38,59 $	38,59 $	2.14 %
Services professionnels, techniques et autres	299 900 $	410 800,00 $	39 994,85 $	180 142,94 $	220 137,79 $	53.59 %
Biens non durables	11 400 $	11 400,00 $	622,40 $	100,65 $	723,05 $	6.34 %
TOTAL - MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / SALLE DE SPECTACLE ET EXPOSITION - MAISON CULTURELLE :	**588 100 $**	**699 000,00 $**	**40 617,25 $**	**180 282,18 $**	**220 899,43 $**	**31.6 %**

MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / MAISON BRIGNON LAPIERRE **302427 07211 017053**

Transport et communications	1 100 $	1 100,00 $	113,78 $	0,00 $	113,78 $	10.34 %
Services professionnels, techniques et autres	41 900 $	41 900,00 $	700,00 $	0,00 $	700,00 $	1.67 %
Location, entretien et réparation	500 $	500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	1 500 $	1 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %

TOTAL - MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / MAISON BRIGNON LAPIERRE :	**45 000 $**	**45 000,00 $**	**813,78 $**	**0,00 $**	**813,78 $**	**1.81 %**
MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE					**302427 07211 017054**	
Rémunération	84 600 $	84 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	24 500 $	24 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	1 000 $	1 000,00 $	-0,01 $	0,00 $	-0,01 $	-0 %
Biens non durables	8 200 $	8 200,00 $	32,76 $	1 219,33 $	1 252,09 $	15.27 %
TOTAL - MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE :	**118 300 $**	**118 300,00 $**	**32,75 $**	**1 219,33 $**	**1 252,08 $**	**1.06 %**
TOTAL - MTN - CULTURE ET ÉVÉNEMENTS - AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES :	**1 507 500 $**	**1 618 400,00 $**	**42 257,21 $**	**181 859,88 $**	**224 117,09 $**	**13.85 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR					**302428 07101**	
MTN - SPORTS ET LOISIRS / ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION					**302428 07101 017003**	
Rémunération	807 700 $	807 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	219 000 $	219 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	8 900 $	8 900,00 $	194,37 $	504,82 $	699,19 $	7.86 %
Services professionnels, techniques et autres	10 300 $	10 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION :	**1 047 900 $**	**1 047 900,00 $**	**194,37 $**	**504,82 $**	**699,19 $**	**0.07 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CENTRE DES LOISIRS					**302428 07121 017048**	
Rémunération	62 200 $	62 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	20 500 $	20 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	1 200 $	1 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	2 400 $	2 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %

TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / GESTION INSTALL. - CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CENTRE DES LOISIRS :	**86 300 $**	**86 300,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / ÉCOLES					**302428 07123 017023**	
Rémunération	70 600 $	70 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	20 900 $	20 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	27 000 $	23 600,00 $	0,00 $	10 498,76 $	10 498,76 $	44.49 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / ÉCOLES :	**118 500 $**	**115 100,00 $**	**0,00 $**	**10 498,76 $**	**10 498,76 $**	**9.12 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CENTRE DES LOISIRS					**302428 07123 017048**	
Rémunération	30 100 $	30 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	8 900 $	8 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	2 500 $	2 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	9 400 $	9 400,00 $	0,37 $	66,27 $	66,64 $	0.71 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES CENTRES COMMUN. - ACT.RÉCRÉATIVES / CENTRE DES LOISIRS :	**50 900 $**	**50 900,00 $**	**0,37 $**	**66,27 $**	**66,64 $**	**0.13 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA FLEURY					**302428 07143 017039**	
Rémunération	198 900 $	198 900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	61 600 $	61 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	2 000 $	2 000,00 $	79,48 $	0,00 $	79,48 $	3.97 %
Location, entretien et réparation	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	-0 %
Biens non durables	10 000 $	10 000,00 $	50,73 $	368,51 $	419,24 $	4.19 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA FLEURY :	**274 500 $**	**274 500,00 $**	**130,21 $**	**368,50 $**	**498,71 $**	**0.18 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA HENRI-BOURASSA					**302428 07143 017040**	
Rémunération	139 200 $	139 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	42 000 $	42 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %

Location, entretien et réparation	1 500 $	1 500,00 $	0,02 $	-0,03 $	-0,01 $	-0 %
Biens non durables	7 500 $	7 500,00 $	28,24 $	229,83 $	258,07 $	3.44 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA HENRI-BOURASSA :	**192 200 $**	**192 200,00 $**	**28,26 $**	**229,80 $**	**258,06 $**	**0.13 %**

MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA MONTRÉAL-NORD **302428 07143 017041**

Rémunération	235 400 $	235 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	73 500 $	73 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	90,75 $	90,75 $	9.08 %
Biens non durables	8 500 $	8 500,00 $	168,75 $	-0,03 $	168,72 $	1.98 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / ARÉNA MONTRÉAL-NORD :	**320 400 $**	**320 400,00 $**	**168,75 $**	**90,72 $**	**259,47 $**	**0.08 %**

MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / PATINOIRES EXTÉRIEURES RÉFRIGÉRÉES **302428 07143 017103**

Rémunération	19 000 $	19 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	5 600 $	5 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	1 500 $	1 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES ARÉNAS ET PATINOIRES / PATINOIRES EXTÉRIEURES RÉFRIGÉRÉES :	**26 100 $**	**26 100,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**

MTN - SPORTS ET LOISIRS / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE CALIXA-LAVALLÉE **302428 07151 017056**

Rémunération	160 600 $	160 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	51 600 $	51 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE CALIXA-LAVALLÉE :	**212 200 $**	**212 200,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**

MTN - SPORTS ET LOISIRS / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE HENRI-BOURASSA **302428 07151 017057**

Rémunération	109 000 $	109 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	34 500 $	34 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %

TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / GESTION INSTALL. - PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE HENRI-BOURASSA :	**143 500 $**	**143 500,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / ORGANISATION DE SPORTS					**302428 07153 017024**	
Location, entretien et réparation	80 000 $	80 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / ORGANISATION DE SPORTS :	**80 000 $**	**80 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PATAUGEOIRES					**302428 07153 017055**	
Rémunération	117 300 $	117 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	34 500 $	34 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	4 000 $	4 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	6 000 $	6 000,00 $	0,00 $	2 527,85 $	2 527,85 $	42.13 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PATAUGEOIRES :	**161 800 $**	**161 800,00 $**	**0,00 $**	**2 527,85 $**	**2 527,85 $**	**1.56 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE CALIXA-LAVALLÉE					**302428 07153 017056**	
Rémunération	203 200 $	203 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	60 300 $	60 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	-0 %
Biens non durables	18 500 $	18 500,00 $	1 166,28 $	4 089,74 $	5 256,02 $	28.41 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE CALIXA-LAVALLÉE :	**286 000 $**	**286 000,00 $**	**1 166,28 $**	**4 089,73 $**	**5 256,01 $**	**1.84 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE HENRI-BOURASSA					**302428 07153 017057**	
Rémunération	203 200 $	203 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	60 300 $	60 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	600 $	600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	500 $	500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %

Biens non durables	13 700 $	13 700,00 $	2 927,80 $	4 339,73 $	7 267,53 $	53.05 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINE HENRI-BOURASSA :	**278 300 $**	**278 300,00 $**	**2 927,80 $**	**4 339,73 $**	**7 267,53 $**	**2.61 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINES EXTÉRIEURES					**302428 07153 017058**	
Rémunération	308 600 $	308 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	89 600 $	45 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	4 000 $	4 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	500 $	500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	54 500 $	54 500,00 $	0,00 $	11 981,84 $	11 981,84 $	21.99 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PISCINES, PLAGES ET PORTS DE PLAISANCE / PISCINES EXTÉRIEURES :	**457 200 $**	**413 200,00 $**	**0,00 $**	**11 981,84 $**	**11 981,84 $**	**2.9 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / CHALETS DE PARCS					**302428 07165 017049**	
Rémunération	76 800 $	76 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	25 800 $	25 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	1 700 $	1 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	3 000 $	3 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / ENTRETIEN ET AMÉNAG. DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / CHALETS DE PARCS :	**107 300 $**	**107 300,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / TERRAINS DE JEUX					**302428 07167 017027**	
Rémunération	16 300 $	16 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	4 800 $	4 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	47 000 $	44 400,00 $	2 149,00 $	11 781,00 $	13 930,00 $	31.37 %
Location, entretien et réparation	500 $	6 500,00 $	596,66 $	3 228,38 $	3 825,04 $	58.85 %
Biens non durables	8 500 $	8 500,00 $	16,86 $	508,22 $	525,08 $	6.18 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / EXPLOITATION DES PARCS ET TERRAINS DE JEUX / TERRAINS DE JEUX :	**77 100 $**	**80 500,00 $**	**2 762,52 $**	**15 517,60 $**	**18 280,12 $**	**22.71 %**

MTN - SPORTS ET LOISIRS / AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES / ORGANISATION DE SPORTS						302428 07189 017024
Services professionnels, techniques et autres	1 800 $	1 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	8 000 $	8 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / AUTRES - ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES / ORGANISATION DE SPORTS :	**9 800 $**	**9 800,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**

MTN - SPORTS ET LOISIRS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE						302428 07211 017054
Rémunération	291 500 $	291 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	93 100 $	93 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	170,54 $	170,54 $	17.05 %
Biens non durables	4 000 $	4 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / CENTRES COMMUNAUTAIRES - ACTIVITÉS CULTURELLES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE :	**389 600 $**	**389 600,00 $**	**0,00 $**	**170,54 $**	**170,54 $**	**0.04 %**

MTN - SPORTS ET LOISIRS / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA ET BELLEVILLE						302428 07231 017021
Rémunération	126 500 $	126 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	40 800 $	40 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	1 500 $	1 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	-0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE HENRI-BOURASSA ET BELLEVILLE :	**170 800 $**	**170 800,00 $**	**0,00 $**	**-0,01 $**	**-0,01 $**	**-0 %**

MTN - SPORTS ET LOISIRS / BIBLIOTHÈQUES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE						302428 07231 017054
Rémunération	10 200 $	10 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	3 400 $	3 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	600 $	600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	4 500 $	4 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / BIBLIOTHÈQUES / MAISON CULTURELLE ET COMMUNAUTAIRE :	**18 700 $**	**18 700,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**

MTN - SPORTS ET LOISIRS / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE YVES RYAN					**302428 07231 017116**	
Rémunération	15 400 $	15 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	5 200 $	5 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	1 500 $	1 500,00 $	0,00 $	30,97 $	30,97 $	2.06 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / BIBLIOTHÈQUES / BIBLIOTHÈQUE YVES RYAN :	**24 100 $**	**24 100,00 $**	**0,00 $**	**30,97 $**	**30,97 $**	**0.13 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION					**302428 09008 017003**	
Rémunération	107 400 $	107 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	26 800 $	26 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION :	**134 200 $**	**134 200,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / AMÉNAGEMENT URBAIN, SERVICES AUX ENTREPRISES					**302428 09008 017042**	
Rémunération	26 500 $	26 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	8 600 $	8 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	900 $	900,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	1 700 $	1 700,00 $	-34,12 $	34,12 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / AMÉNAGEMENT URBAIN, SERVICES AUX ENTREPRISES :	**37 700 $**	**37 700,00 $**	**-34,12 $**	**34,12 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION - LOISIRS					**302428 09008 017050**	
Rémunération	26 100 $	26 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	8 600 $	8 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	2 000 $	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	1 400 $	1 400,00 $	-23,62 $	23,62 $	0,00 $	0 %

TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / ADMINISTRATION - LOISIRS :	**38 100 $**	**38 100,00 $**	**-23,62 $**	**23,62 $**	**0,00 $**	**0 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / GARAGES MUNICIPAUX					**302428 09008 017051**	
Rémunération	58 300 $	58 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	18 500 $	18 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	17 400 $	17 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Biens non durables	32 000 $	32 000,00 $	-23,62 $	399,39 $	375,77 $	1.17 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / GARAGES MUNICIPAUX :	**126 200 $**	**126 200,00 $**	**-23,62 $**	**399,39 $**	**375,77 $**	**0.3 %**
MTN - SPORTS ET LOISIRS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / MAIRIE					**302428 09008 017052**	
Rémunération	109 600 $	109 600,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	34 400 $	34 400,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Location, entretien et réparation	6 800 $	6 800,00 $	0,00 $	549,99 $	549,99 $	8.09 %
Biens non durables	7 500 $	7 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS / SOUT. MAT. ET TECH. - GESTION DES IMMEUBLES AUTRE QUE GPI - À RÉPARTIR / MAIRIE :	**158 300 $**	**158 300,00 $**	**0,00 $**	**549,99 $**	**549,99 $**	**0.35 %**
TOTAL - MTN - SPORTS ET LOISIRS - ACT. RÉCRÉATIVES - DIR. ET ADM. - À RÉPARTIR :	**5 027 700 $**	**4 983 700,00 $**	**7 297,20 $**	**51 424,24 $**	**58 721,44 $**	**1.18 %**
TOTAL - CULTURE, SPORTS, LOISIRS ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL :	**12 466 400 $**	**12 577 300,00 $**	**71 031,67 $**	**520 383,76 $**	**591 415,43 $**	**4.7 %**

AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

MTN - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR					**302407 06001**	
MTN - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR / GÉNÉRAL					**302407 06001 000000**	
Rémunération	224 800 $	224 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %

Cotisations de l'employeur	57 200 $	57 200,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	11 700 $	11 700,00 $	166,44 $	578,87 $	745,31 $	6.37 %
Services professionnels, techniques et autres	85 000 $	81 600,00 $	3 020,49 $	3 527,85 $	6 548,34 $	8.02 %
Biens non durables	4 500 $	4 500,00 $	0,00 $	2 228,99 $	2 228,99 $	49.53 %
TOTAL - MTN - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR / GÉNÉRAL :	**383 200 $**	**379 800,00 $**	**3 186,93 $**	**6 335,71 $**	**9 522,64 $**	**2.51 %**

MTN - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. / GÉNÉRAL **302407 06501 000000**

Rémunération	157 700 $	157 700,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	39 500 $	39 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	6 000 $	6 000,00 $	2,68 $	0,00 $	2,68 $	0.04 %
Services professionnels, techniques et autres	64 500 $	74 500,00 $	-2 480,52 $	11 826,31 $	9 345,79 $	12.54 %
Contributions et quote-parts à des organismes	526 000 $	516 000,00 $	0,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $	0.97 %
TOTAL - MTN - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. / GÉNÉRAL :	**793 700 $**	**793 700,00 $**	**-2 477,84 $**	**16 826,31 $**	**14 348,47 $**	**1.81 %**

MTN - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. / PROGRAMME - QUARTIER INTÉGRÉ **302407 06501 017115**

Services professionnels, techniques et autres	0 $	0,00 $	0,00 $	2 747,19 $	2 747,19 $	⚠ 100 %
Location, entretien et réparation	0 $	0,00 $	0,00 $	-0,03 $	-0,03 $	100 %
Biens non durables	0 $	3 400,00 $	0,00 $	3 370,10 $	3 370,10 $	99.12 %
TOTAL - MTN - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. / PROGRAMME - QUARTIER INTÉGRÉ :	**0 $**	**3 400,00 $**	**0,00 $**	**6 117,26 $**	**6 117,26 $**	**⚠ 179.92 %**
TOTAL - MTN - ADM. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT - AMÉN., URB. ET DÉVEL. - DIR.ADM. ET SOUTIEN - À RÉPARTIR :	**1 176 900 $**	**1 176 900,00 $**	**709,09 $**	**29 279,28 $**	**29 988,37 $**	**2.55 %**

MTN - SERVICES TECHNIQUES / DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER **302431 01920**

MTN - SERVICES TECHNIQUES / DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER / GÉNÉRAL **302431 01920 000000**

Rémunération	0 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	100 %
Cotisations de l'employeur	0 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	100 %
TOTAL - MTN - SERVICES TECHNIQUES / DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER / GÉNÉRAL :	**0 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**100 %**
MTN - SERVICES TECHNIQUES / AMÉN., URB. ET DÉVEL. - AUTRES DÉP.- À RÉPARTIR / GÉNÉRAL					**302431 06009 000000**	
Rémunération	979 000 $	979 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	265 800 $	265 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	31 800 $	31 800,00 $	434,81 $	967,08 $	1 401,89 $	4.41 %
Services professionnels, techniques et autres	37 500 $	37 500,00 $	-715,49 $	715,48 $	-0,01 $	-0 %
Biens non durables	7 000 $	7 000,00 $	0,00 $	188,26 $	188,26 $	2.69 %
TOTAL - MTN - SERVICES TECHNIQUES / AMÉN., URB. ET DÉVEL. - AUTRES DÉP.- À RÉPARTIR / GÉNÉRAL :	**1 321 100 $**	**1 321 100,00 $**	**-280,68 $**	**1 870,82 $**	**1 590,14 $**	**0.12 %**
TOTAL - MTN - SERVICES TECHNIQUES - DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER :	**1 321 100 $**	**1 321 100,00 $**	**-280,68 $**	**1 870,82 $**	**1 590,14 $**	**0.12 %**
MTN - URBANISME, PERMIS ET INSPECTION / FOURRIÈRE MUNICIPALE ET CONTRÔLE DES ANIMAUX					**302432 02805**	
MTN - URBANISME, PERMIS ET INSPECTION / FOURRIÈRE MUNICIPALE ET CONTRÔLE DES ANIMAUX / CONTRÔLE DES ANIMAUX					**302432 02805 017007**	
Transport et communications	1 000 $	1 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Services professionnels, techniques et autres	150 000 $	150 000,00 $	0,00 $	41 882,18 $	41 882,18 $	27.92 %
Biens non durables	500 $	500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - URBANISME, PERMIS ET INSPECTION / FOURRIÈRE MUNICIPALE ET CONTRÔLE DES ANIMAUX / CONTRÔLE DES ANIMAUX :	**151 500 $**	**151 500,00 $**	**0,00 $**	**41 882,18 $**	**41 882,18 $**	**27.65 %**
MTN - URBANISME, PERMIS ET INSPECTION / ÉMISSION DES PERMIS ET INSPECTIONS / GÉNÉRAL					**302432 06103 000000**	
Rémunération	827 800 $	827 800,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	226 300 $	226 300,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	14 900 $	14 900,00 $	77,76 $	1 013,78 $	1 091,54 $	7.33 %
Services professionnels, techniques et autres	11 000 $	11 000,00 $	415,50 $	2 884,09 $	3 299,59 $	30 %
Location, entretien et réparation	7 500 $	7 500,00 $	0,00 $	2 185,89 $	2 185,89 $	29.15 %

Biens non durables	7 500 $	7 500,00 $	0,00 $	2 169,06 $	2 169,06 $	28.92 %
Autres objets	0 $	0,00 $	5,00 $	0,00 $	5,00 $	⚠ 100 %
TOTAL - MTN - URBANISME, PERMIS ET INSPECTION / ÉMISSION DES PERMIS ET INSPECTIONS / GÉNÉRAL :	**1 095 000 $**	**1 095 000,00 $**	**498,26 $**	**8 252,82 $**	**8 751,08 $**	**0.8 %**
TOTAL - MTN - URBANISME, PERMIS ET INSPECTION - FOURRIÈRE MUNICIPALE ET CONTRÔLE DES ANIMAUX :	**1 246 500 $**	**1 246 500,00 $**	**498,26 $**	**50 135,00 $**	**50 633,26 $**	**4.06 %**

MTN - PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. **302433 06501**

MTN - PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. / GÉNÉRAL **302433 06501 000000**

Services professionnels, techniques et autres	0 $	0,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	100 %
Location, entretien et réparation	0 $	0,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	100 %
Biens non durables	0 $	0,00 $	-89,24 $	89,24 $	0,00 $	100 %
TOTAL - MTN - PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. / GÉNÉRAL :	**0 $**	**0,00 $**	**-89,24 $**	**89,22 $**	**-0,02 $**	**100 %**

MTN - PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. / PROGRAMME - QUARTIER INTÉGRÉ **302433 06501 017115**

Location, entretien et réparation	0 $	0,00 $	0,00 $	-0,01 $	-0,01 $	100 %
TOTAL - MTN - PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. / PROGRAMME - QUARTIER INTÉGRÉ :	**0 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**-0,01 $**	**-0,01 $**	**100 %**
TOTAL - MTN - PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - INDUSTRIES ET COMMERCES - PROM. ET DÉV.ÉCON. :	**0 $**	**0,00 $**	**-89,24 $**	**89,21 $**	**-0,03 $**	**100 %**

MTN - URBANISME / DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER **302441 01920**

MTN - URBANISME / DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER / GÉNÉRAL **302441 01920 000000**

Rémunération	0 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	100 %
Cotisations de l'employeur	0 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	100 %
TOTAL - MTN - URBANISME / DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER / GÉNÉRAL :	**0 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**100 %**
MTN - URBANISME / AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE / GÉNÉRAL					**302441 06101 000000**	
Rémunération	753 000 $	753 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Cotisations de l'employeur	195 100 $	195 100,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
Transport et communications	3 000 $	3 000,00 $	80,01 $	0,00 $	80,01 $	2.67 %
Services professionnels, techniques et autres	137 700 $	137 700,00 $	3 808,15 $	1 779,75 $	5 587,90 $	4.06 %
Biens non durables	4 000 $	4 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0 %
TOTAL - MTN - URBANISME / AMÉNAG. DU TERRITOIRE, RÉGLEMENTATION ET ZONAGE / GÉNÉRAL :	**1 092 800 $**	**1 092 800,00 $**	**3 888,16 $**	**1 779,75 $**	**5 667,91 $**	**0.52 %**
TOTAL - MTN - URBANISME - DÉPENSES INTERNES À IMPUTER AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT - À REDISTRIBUER :	**1 092 800 $**	**1 092 800,00 $**	**3 888,16 $**	**1 779,75 $**	**5 667,91 $**	**0.52 %**
TOTAL - AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES :	**4 837 300 $**	**4 837 300,00 $**	**4 725,59 $**	**83 154,06 $**	**87 879,65 $**	**1.82 %**
GRAND TOTAL	**42 973 300 $**	**43 094 300,00 $**	**461 918,83 $**	**2 518 110,51 $**	**2 980 029,34 $**	**6.92 %**

Montréal-Nord
Montréal

RAPPORTS MENSUELS AU 31 JANVIER 2020 - Arrondissement et corporatif

Description du portefeuille de projets	Financement						Réel	Engagement	Total	Taux de réalisation BM/Réel	Variation BM/Réel
	PTI 2020 Original			PTI 2020 Modifié							
	Arrondissement	Corporatif	Total	Arrondissement	Corporatif	Total					
Parcours Gouin	350 000 $	1 500 000 $	1 850 000 $	3 060 000 $	1 500 000 $	4 560 000 $	-30 531 $	2 499 273 $	2 468 742 $	-0,67%	4 590 531 $
Corridor vert	425 000 $	75 000 $	500 000 $	1 116 000 $	75 000 $	1 191 000 $	0 $	579 096 $	579 096 $	0,00%	1 191 000 $
Réaménagement du parc et de la piscine Henri-Bourassa	300 000 $	200 000 $	500 000 $	8 810 000 $	200 000 $	9 010 000 $	-1 517 739 $	9 582 109 $	8 064 370 $	-16,85%	10 527 739 $
Secteur Nord-Est	2 500 000 $	100 000 $	2 600 000 $	2 771 000 $	100 000 $	2 871 000 $	0 $	170 016 $	170 016 $	0,00%	2 871 000 $
Rue de Charleroi	350 000 $	0 $	350 000 $	350 000 $	0 $	350 000 $		0 $	0 $	0,00%	350 000 $
Édifices publics	1 958 000 $	0 $	1 958 000 $	4 046 000 $	1 658 000 $	5 704 000 $	538 303 $	1 133 373 $	1 671 676 $	9,44%	5 165 697 $
Désuétude informatique	100 000 $	0 $	100 000 $	163 000 $	0 $	163 000 $	62 068 $	0 $	62 068 $	38,08%	100 932 $
Boulevard Pie-IX	325 000 $	0 $	325 000 $	378 000 $	0 $	378 000 $	0 $	52 493 $	52 493 $	0,00%	378 000 $
Parcs	1 801 000 $	669 000 $	2 470 000 $	2 937 000 $	669 000 $	3 606 000 $	-27 114 $	1 145 064 $	1 117 950 $	-0,75%	3 633 114 $
Divers	75 000 $	0 $	75 000 $	153 000 $	0 $	153 000 $	0 $	46 559 $	46 559 $	0,00%	153 000 $
Rues, trottoirs, égouts et aqueducs	100 000 $	0 $	100 000 $	1 498 000 $	0 $	1 498 000 $	5 196 $	699 245 $	704 441 $	0,35%	1 492 804 $
TOTAL	**8 284 000 $**	**2 544 000 $**	**10 828 000 $**	**25 282 000 $**	**4 202 000 $**	**29 484 000 $**	**-969 817 $**	**15 907 228 $**	**14 937 411 $**	**-3,29%**	**30 453 817 $**

Services administratifs
Le 18 février 2020

Montréal-Nord
Montréal

Rapport d'utilisation du surplus - Janvier 2020

Description des transactions affectant le surplus	Surplus non affecté	Surplus réservés					Revenus reportés	Réserves financières et fonds réservés	Total
		Déneigement	Imprévus	Autres fins	Ester en justice	SST	Parcs et terrains de jeux	Roulement	
Solde au 31 décembre 2019	**1 174 833 $**	**317 936 $**	**620 240 $**	**6 402 211 $**	**100 000 $**	**354 822 $**	**478 248 $**	**214 246 $**	**9 662 536 $**
Financement conseiller en amén. réserve Pie-IX - GDD 1193827002				-121 000 $					**-121 000 $**
Remboursement du fonds de roulement 2020								110 435 $	**110 435 $**
Budget de fonctionnement 2020 - GDD 1193848022	-1 150 000 $								**-1 150 000 $**
	-1 150 000 $	**0 $**	**0 $**	**-121 000 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**110 435 $**	**-1 160 565 $**
Solde à la fin de Janvier 2020	**24 833 $**	**317 936 $**	**620 240 $**	**6 281 211 $**	**100 000 $**	**354 822 $**	**478 248 $**	**324 681 $**	**8 501 971 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207606003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver et déposer les rapports sur l'exercice du pouvoir délégué au 31 janvier 2020.

Il est recommandé :

QUE soient approuvés et déposés aux archives les rapports sur l'exercice du pouvoir délégué au 31 janvier 2020.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 18:07

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207606003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver et déposer les rapports sur l'exercice du pouvoir délégué au 31 janvier 2020.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement a délégué aux fonctionnaires municipaux certains pouvoirs en vertu du Règlement intérieur de délégation de pouvoirs (RGCA05-10-0006). Ce règlement prévoit notamment que l'administration doit faire rapport au conseil une fois par mois de l'exercice de ces pouvoirs par les fonctionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 10 013 Approuver et déposer les rapports sur l'exercice du pouvoir délégué au 30 novembre 2019 et au 31 décembre 2019.

DESCRIPTION

Les rapports mensuels sur l'exercice du pouvoir délégué à jour au 31 janvier 2020 sont joints en pièces attachées. Ces rapports indiquent le nombre de décisions au niveau des ressources humaines, contrats et autorisations de dépenses, virements de crédits ainsi qu'en matières juridiques

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie Marthe PAPINEAU
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 328-4000 #4027
Télécop. : 514 328-4299

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

Claire VASSART
Directrice

Tél : 514 328-4000 #4050
Télécop. :

Montréal-Nord
Montréal

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Direction - Montréal-Nord						
Rachel Laperriere	**Directrice d'arrondissement**					
Direction	Demande de paiement	tel022333	2020-01-08	302400	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	20,83 $
Direction	Demande de paiement	tel022810	2020-01-23	302400	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	26,01 $
Direction	Demande de paiement	tel016873	2020-01-14	302400	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	4,94 $
Direction	Demande de paiement	tel019471	2020-01-14	302400	CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	18,11 $
Direction	Bon de commande	1394523	2020-01-27	302400	CHARCUTERIE NOEL INC.	1 872,00 $
Direction	Demande de paiement	sdip0001331	2020-01-13	302400	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	168,39 $
Direction	Demande de paiement	rembempl191031	2020-01-17	302400	FOURNIER, MARIE-CLAUDE	26,06 $
Direction	Demande de paiement	rembempl191130	2020-01-24	302400	FOURNIER, MARIE-CLAUDE	64,35 $
Direction	Demande de paiement	rembempl191219	2020-01-17	302400	FOURNIER, MARIE-CLAUDE	73,02 $
Direction	Bon de commande	1393864	2020-01-23	302400	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	104,99 $
Direction	Bon de commande	1396651	1969-12-31	302400	LEADERSHIP VERTICAL	3 522,29 $
Direction	Bon de commande	1394519	2020-01-27	302400	MAESTROVISION INC	19 580,17 $
Direction	Demande de paiement	393	2020-01-06	302400	PINO CAFE-BISTRO	151,18 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Édifices - Électricité	Bon de commande	1390780	2020-01-29	302417	9056-4253 QUEBEC INC.	23 256,83 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1391957	2020-01-24	302420	CONSTRUCTION DJL INC	34 403,35 $
Parcs	Bon de commande	1394530	2020-01-27	302422	ECONORD	28 000,00 $
Horticulture et arboriculture	Bon de commande	1392122	2020-01-24	302424	LES JARDINS W.G. CHARLEBOIS INC.	26 943,81 $
Développement social	Bon de commande	1392672	2020-01-24	302425	MARC CASAVANT	29 102,53 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1396221	2020-02-03	302439	2NSB S.E.N.C.	5 249,37 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1396206	2020-02-03	302439	GERARDO SALAZAR ZEPEDA	6 000,00 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1396201	2020-02-03	302439	L'ABRICOT	9 448,87 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1396231	2020-02-03	302439	MARIELLE DELORME	7 349,12 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1396177	2020-02-03	302439	PHOTO GRAPHIQUE M.F. INC	16 798,00 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1396199	2020-02-03	302439	TRANS-FORM EXACT	8 399,00 $
					TOTAL - Rachel Laperriere : 24	**220 583,22 $**
Daniel Bussieres	**Chef de division - relations avec citoyens et communications**					
Accueil et services aux citoyens	Demande de paiement	201925	2020-01-03	302439	ANNE-LOUISE MILOT	524,94 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1396219	2020-01-31	302439	ANNE-LOUISE MILOT	3 149,62 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1390553	2020-01-10	302439	AXIA SERVICES	1 338,59 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1396163	2020-01-31	302439	CISION QUEBEC INC.	1 323,99 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur		Dépenses
Accueil et services aux citoyens	Demande de paiement	00058032	2020-01-23	302439	ENSEIGNES BARBO INC.		782,16 $
Accueil et services aux citoyens	Demande de paiement	00057639	2020-01-14	302439	ENSEIGNES BARBO INC.		551,18 $
Accueil et services aux citoyens	Demande de paiement	00118	2020-01-06	302439	GERARDO SALAZAR ZEPEDA		270,00 $
Accueil et services aux citoyens	Demande de paiement	00119	2020-01-06	302439	GERARDO SALAZAR ZEPEDA		60,00 $
Accueil et services aux citoyens	Demande de paiement	00121	2020-01-06	302439	GERARDO SALAZAR ZEPEDA		360,00 $
Accueil et services aux citoyens	Demande de paiement	00120	2020-01-06	302439	GERARDO SALAZAR ZEPEDA		270,00 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1396638	2020-02-04	302439	GILBERT NETTOYEUR INC.		1 364,84 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1396155	2020-01-31	302439	IMPRIMERIE OMNI INC.		3 149,62 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1395691	2020-01-31	302439	MOBILIERS ERGO PLUS INC.		272,96 $
Accueil et services aux citoyens	Bon de commande	1389763	2020-01-08	302439	PHOTO GRAPHIQUE M.F. INC		923,89 $
Accueil et services aux citoyens	Demande de paiement	296	2020-01-10	302439	SOCIETE D'HISTOIRE ET GENEALOGIE DE MONTREAL-NORD		62,50 $
					TOTAL - Daniel Bussieres :	**15**	**14 404,29 $**
					TOTAL - Direction - Montréal-Nord :	**39**	**234 987,51 $**

Performance, greffe et serv. administratifs

Claire Vassart	**Directrice - Services administratifs**					
Adm. Serv. Administratifs	Bon de commande	1389225	2020-01-22	302401	6113991 CANADA INC	1 443,60 $
Adm. Serv. Administratifs	Bon de commande	1392652	2020-01-27	302401	COMAQ, CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGREES DU QUEBEC	997,38 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur		Dépenses
Adm. Serv. Administratifs	Demande de paiement	sdip0001425	2020-01-13	302401	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		170,85 $
Adm. Serv. Administratifs	Demande de paiement	841463861	2020-01-20	302401	THOMSON REUTERS		156,43 $
Adm. Serv. Administratifs	Bon de commande	1390545	2020-01-10	302401	UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL		1 889,77 $
Ressources humaines	Bon de commande	1392582	2020-01-17	302412	MORNEAU SHEPELL LTE		10 498,75 $
					TOTAL - Claire Vassart :	**6**	**15 156,78 $**
Line Perrotte	**Chef de division - Ressources humaines**						
Ressources humaines	Demande de paiement	rembempl200106	2020-01-10	302412	BOYER, LYDIE		56,36 $
Ressources humaines	Bon de commande	1389650	2020-01-08	302412	CYCLONE SANTE INC.		1 674,55 $
Ressources humaines	Bon de commande	1389759	2020-01-08	302412	CYCLONE SANTE INC.		2 729,67 $
Ressources humaines	Bon de commande	1389749	2020-01-08	302412	GROUPE SANTE PHYSIMED INC.		1 457,86 $
Ressources humaines	Demande de paiement	2020119	2020-01-23	302412	LES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES HUMAINES DES MUNICIPALITES DU QUEBEC		300,00 $
Ressources humaines	Demande de paiement	rembempl200109	2020-01-23	302412	PERROTTE, LINE		138,90 $
Ressources humaines	Demande de paiement	rembempl200107	2020-01-10	302412	SCOLA, ANDREA		29,18 $
					TOTAL - Line Perrotte :	**7**	**6 386,52 $**
Francine Taillefer	**Chef de division - Ressources financières, matérielles et informationnelles**						
Ressources financières et matérielles	Demande de paiement	1016096	2020-01-30	302413	COMAQ, CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGREES DU QUEBEC		556,43 $
Ressources financières et matérielles	Bon de commande	1393864	2020-01-23	302413	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.		1 369,70 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur		Dépenses
					TOTAL - Francine Taillefer :	**2**	**1 926,13 $**
Marie-Marthe Papineau	**Secrétaire d'arrondissement**						
Secrétariat d'arrondissement, greffe et archives	Demande de paiement	014850	2020-01-20	302440	CITE GRAFIX		92,39 $
					TOTAL - Marie-Marthe Papineau :	**1**	**92,39 $**
					TOTAL - Performance, greffe et serv. administratifs :	**16**	**23 561,82 $**
Travaux publics							
Gilbert Bédard	**Directeur - Travaux publics**						
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	rembempl190401	2020-01-08	302405	ARNAUD, JULIE		19,43 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	rembempl190701	2020-01-08	302405	ARNAUD, JULIE		47,08 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	rembempl190502	2020-01-08	302405	ARNAUD, JULIE		99,34 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	rembempl191201	2020-01-14	302405	ARNAUD, JULIE		39,09 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	rembempl191101	2020-01-14	302405	ARNAUD, JULIE		77,60 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	rembempl190601	2020-01-08	302405	ARNAUD, JULIE		27,74 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	rembempl190801	2020-01-08	302405	ARNAUD, JULIE		18,89 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	dfonct191231	2020-01-10	302405	BEDARD, GILBERT		1 234,38 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	sdip0001290	2020-01-06	302405	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		168,39 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1389099	2020-01-13	302405	COMPUGEN INC.		171,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1396030	2020-01-31	302405	COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1 830,03 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1390773	2020-01-13	302405	COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1 659,98 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	416	2020-01-17	302405	FORMA-TECH SOLUTIONS	834,65 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1392177	2020-01-16	302405	FORMA-TECH SOLUTIONS	2 173,24 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1392171	2020-01-16	302405	FORMA-TECH SOLUTIONS	2 251,98 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1392176	2020-02-04	302405	FORMA-TECH SOLUTIONS	2 640,43 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	414	2020-01-28	302405	FORMA-TECH SOLUTIONS	755,91 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1392187	2020-01-16	302405	GESTION P3P	9 816,33 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1393864	2020-01-23	302405	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	104,99 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1395327	2020-01-28	302405	LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE	229,79 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1380632	2020-01-22	302405	LIVIO HUMBERTO VASQUEZ ALVARENGA	419,95 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1390561	2020-01-10	302405	LIVIO HUMBERTO VASQUEZ ALVARENGA	839,90 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	rembempl191023	2020-01-28	302405	MERCIER, LILIANE	70,10 $
Adm. Travaux publics	Demande de paiement	rembempl191203	2020-01-23	302405	MERCIER, LILIANE	27,69 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1394480	2020-01-27	302405	QUEBEC LINGE CO	3 674,56 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1391155	2020-01-20	302405	SANIVAC	414,78 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1393702	2020-01-22	302405	SECURITE LANDRY INC	226,41 $
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1394508	2020-01-27	302405	TECHNOLOGIES CDWARE INC.	9 123,41 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Adm. Travaux publics	Bon de commande	1390065	2020-01-13	302405	THEODOR ILIE	2 204,74 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1394950	2020-01-28	302417	ALTEL INC	197,21 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	9459	2020-01-08	302417	ATS+ EXPERTS-CONSEILS INC.	524,94 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1396729	2020-02-04	302417	BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1 312,34 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6018949	2020-01-06	302417	BMR MATCO RAVARY	51,84 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6018485	2020-01-03	302417	BMR MATCO RAVARY	51,75 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6029758	2020-01-20	302417	BMR MATCO RAVARY	31,14 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6024477	2020-01-10	302417	BMR MATCO RAVARY	73,63 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6026123	2020-01-14	302417	BMR MATCO RAVARY	60,97 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6019237	2020-01-06	302417	BMR MATCO RAVARY	29,23 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6029728	2020-01-20	302417	BMR MATCO RAVARY	101,00 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6025214	2020-01-17	302417	BMR MATCO RAVARY	63,29 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6018168	2020-01-03	302417	BMR MATCO RAVARY	738,00 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6027126	2020-01-14	302417	BMR MATCO RAVARY	238,77 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	6021825	2020-01-06	302417	BMR MATCO RAVARY	98,59 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	143148	2020-01-20	302417	CLOTURES SENTINELLE LTEE	446,20 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	141176	2020-01-20	302417	CLOTURES SENTINELLE LTEE	104,99 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	142196	2020-01-20	302417	CLOTURES SENTINELLE LTEE	104,99 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Édifices - Électricité	Demande de paiement	142649	2020-01-20	302417	CLOTURES SENTINELLE LTEE	104,99 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	8884078	2020-01-14	302417	DESCHENES & FILS LTEE	116,29 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	8884089	2020-01-14	302417	DESCHENES & FILS LTEE	48,29 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	8893461	2020-01-14	302417	DESCHENES & FILS LTEE	66,63 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	8894999	2020-01-17	302417	DESCHENES & FILS LTEE	167,93 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	8884069	2020-01-14	302417	DESCHENES & FILS LTEE	57,55 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	206988	2020-01-10	302417	DISTRIBUTECK ELECTRIQUE INC.	91,34 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1396184	2020-01-31	302417	GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	1 316,21 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	2002454789191212	2020-01-17	302417	GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	130,90 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1392212	2020-01-16	302417	JER-B-SYL INC	1 621,93 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	3007384	2020-01-06	302417	LANGEVIN & FOREST LTEE	215,43 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	102232	2020-01-20	302417	LE CENTRE DE REPARATIONS HYDRAULIQUES UPTOWN LTEE	683,84 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	73996	2020-01-16	302417	LES GOUDRONS DU QUEBEC INC.	640,42 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1395322	2020-01-28	302417	LES PORTES J.P.R. INC.	1 064,77 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	f447849	2020-01-14	302417	LES PORTES J.P.R. INC.	191,06 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1392469	2020-01-17	302417	LES PORTES J.P.R. INC.	2 591,63 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	f448120	2020-01-24	302417	LES PORTES J.P.R. INC.	605,77 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	f166010	2020-01-06	302417	LOCATION D'OUTILS FACILE INC.	157,43 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Édifices - Électricité	Demande de paiement	f165995	2020-01-03	302417	LOCATION D'OUTILS FACILE INC.	31,34 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	2043859100	2020-01-24	302417	LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	709,35 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	2043893100	2020-01-27	302417	LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	226,25 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1391474	2020-01-14	302417	MAKITA CANADA INC.	76,66 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1393720	2020-01-22	302417	MAKITA CANADA INC.	133,91 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	044934	2020-01-27	302417	MECANIQUE ELECTRIQUE C.M.P.L INC.	803,15 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	9155	2020-01-14	302417	MOTEURS ELECTRIQUES A.C.-D.C. ENR.	186,88 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	15484411	2020-01-13	302417	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	33,04 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	15483561	2020-01-09	302417	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	17,52 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	15483251	2020-01-06	302417	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	44,95 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	15484711	2020-01-16	302417	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	219,42 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	15483181	2020-01-03	302417	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	29,27 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	15484961	2020-01-20	302417	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	85,49 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	15484501	2020-01-13	302417	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	77,79 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	15483491	2020-01-06	302417	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	5,46 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	15485301	2020-01-27	302417	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	9,99 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	15483121	2020-01-03	302417	QUINCAILLERIE CHARLEROI ENR.	15,37 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1396736	2020-02-04	302417	QUINCAILLERIE RICHELIEU LTEE	180,68 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Édifices - Électricité	Bon de commande	1329750	2020-01-17	302417	REGULVAR INC	477,17 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	238740	2020-01-17	302417	REGULVAR INC	612,08 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46251	2020-01-28	302417	SERRURIER OUELLETTE	76,20 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46309	2020-01-17	302417	SERRURIER OUELLETTE	669,15 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46169	2020-01-28	302417	SERRURIER OUELLETTE	146,98 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46178	2020-01-06	302417	SERRURIER OUELLETTE	207,88 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46175	2020-01-03	302417	SERRURIER OUELLETTE	16,21 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46209	2020-01-28	302417	SERRURIER OUELLETTE	153,53 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46172	2020-01-28	302417	SERRURIER OUELLETTE	7,73 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46170	2020-01-03	302417	SERRURIER OUELLETTE	37,27 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46285	2020-01-17	302417	SERRURIER OUELLETTE	29,29 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46286	2020-01-17	302417	SERRURIER OUELLETTE	170,77 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46177	2020-01-06	302417	SERRURIER OUELLETTE	66,77 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46179	2020-01-06	302417	SERRURIER OUELLETTE	78,74 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46277	2020-01-17	302417	SERRURIER OUELLETTE	97,64 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46176	2020-01-06	302417	SERRURIER OUELLETTE	40,45 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46306	2020-01-17	302417	SERRURIER OUELLETTE	321,52 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46341	2020-01-20	302417	SERRURIER OUELLETTE	82,89 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46174	2020-01-03	302417	SERRURIER OUELLETTE	12,39 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46173	2020-01-28	302417	SERRURIER OUELLETTE	17,56 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	46171	2020-01-06	302417	SERRURIER OUELLETTE	351,71 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	13571975	2020-01-21	302417	SERVICES DE SECURITE ADT	213,12 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	14024456	2020-01-28	302417	SERVICES DE SECURITE ADT	274,02 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1389772	2020-01-09	302417	SOLENIS CANADA ULC	15 795,97 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	4284156	2020-01-16	302417	STANLEY SECURITY SOLUTIONS	256,88 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1393290	2020-01-22	302417	SYLPROTEC INC.	128,08 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1390101	2020-01-09	302417	TENAQUIP LIMITED	444,48 $
Édifices - Électricité	Demande de paiement	slf0000584009	2020-01-08	302417	TUBOQUIP	160,21 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1392164	2020-01-16	302417	ULINE CANADA CORP	2 307,44 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1390106	2020-01-23	302417	UTC FIRE & SECURITY CANADA INC.	663,00 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1393935	2020-01-23	302417	UTC FIRE & SECURITY CANADA INC.	1 085,57 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1393637	2020-01-22	302417	VITRERIE AVEC-VOUS INC.	2 231,04 $
Édifices - Électricité	Bon de commande	1391420	2020-01-17	302417	WOLSELEY CANADA INC.	3 779,54 $
Voirie	Bon de commande	1393938	2020-01-24	302418	9315-2445 QUEBC INC.	5 249,37 $
Voirie	Bon de commande	1390143	2020-01-09	302418	CENTRE DES JEUNES L'ESCALE DE MONTREAL-NORD INC.	10 000,00 $
Voirie	Bon de commande	1394679	2020-02-04	302418	DEMIX AGREGAT	21 774,41 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Voirie	Bon de commande	1392167	2020-01-16	302418	DEVELOTECH INC.	10 498,75 $
Voirie	Bon de commande	1392240	2020-01-17	302418	SIGNEL SERVICES INC	10 498,75 $
Voirie	Bon de commande	1392055	2020-01-16	302418	TECH-MIX	20 298,28 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1391486	2020-01-15	302420	GROUPE SANYVAN INC.	7 884,56 $
Parcs	Bon de commande	1394439	2020-01-27	302422	DISTRIBUTION SPORTS LOISIRS G.P. INC.	4 868,69 $
Parcs	Bon de commande	1394503	2020-01-27	302422	PEPINIERE A. MUCCI INC.	6 870,91 $
PTI - Montréal-Nord	Bon de commande	1390467	2020-01-10	800650	ENERGIR S.E.C.	10 498,75 $
PTI - Montréal-Nord	Bon de commande	1319852	2020-02-04	800650	LES ARCHITECTES LABONTE MARCIL (S.E.N.C.)	22 824,28 $
					TOTAL - Gilbert Bédard : 126	**220 469,65 $**
Pierre Thouin	**Chef de division - Voirie**					
Voirie	Bon de commande	1393698	2020-01-22	302418	BETON LECUYER INC.	3 553,61 $
Voirie	Bon de commande	1394688	2020-01-27	302418	LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	677,73 $
Voirie	Bon de commande	1396240	2020-01-31	302418	TECH-MIX	3 738,61 $
Voirie	Bon de commande	1394705	2020-01-27	302418	TECHNO-GESTASS LTEE	283,47 $
Gestion de l'eau	Demande de paiement	2947957900	2020-01-27	302420	ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	102,36 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1394462	2020-01-28	302420	APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	865,00 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1391283	2020-01-14	302420	CONSTRUCTION DJL INC	4 491,37 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1390138	2020-01-09	302420	CREUSAGE RL	2 094,50 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Gestion de l'eau	Bon de commande	1391277	2020-01-14	302420	EBI ENVIROTECH INC.	2 233,61 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1392203	2020-01-16	302420	EBI ENVIROTECH INC.	3 107,63 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1394434	2020-01-27	302420	EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1 301,84 $
Gestion de l'eau	Demande de paiement	12422	2020-01-16	302420	GORL'EAU INC.	314,96 $
Gestion de l'eau	Demande de paiement	12425	2020-01-16	302420	GORL'EAU INC.	314,96 $
Gestion de l'eau	Demande de paiement	12382	2020-01-09	302420	GORL'EAU INC.	314,96 $
Gestion de l'eau	Demande de paiement	12419	2020-01-16	302420	GORL'EAU INC.	314,96 $
Gestion de l'eau	Demande de paiement	12394	2020-01-16	302420	GORL'EAU INC.	314,96 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1394346	2020-01-24	302420	INOLEC	369,70 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1394671	2020-01-27	302420	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE SOCIALE	115,00 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1394512	2020-01-28	302420	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE SOCIALE	117,00 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1390053	2020-01-09	302420	SIROSOL BETON MOBILE INC.	1 903,47 $
Gestion de l'eau	Bon de commande	1345555	2020-01-24	302420	SOUPAPES UNIVERSELLE VALVES	2 095,03 $
					TOTAL - Pierre Thouin : 21	**28 624,73 $**
Julie Arnaud	**Chef de division - Parcs**					
Parcs	Bon de commande	1394525	2020-01-27	302422	AGREBEC INC	3 519,71 $
Parcs	Bon de commande	1394524	2020-01-28	302422	CONTENANTS JOS. LE BEL	118,34 $
Parcs	Bon de commande	1396742	2020-02-04	302422	GIVESCO INC.	250,23 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Parcs	Bon de commande	1391624	2020-01-16	302422	L.M.L. PAYSAGISTE & FRERES INC.	3 937,03 $
Parcs	Bon de commande	1396026	2020-01-31	302422	LABOSPORT INC.	3 674,56 $
Parcs	Bon de commande	1391409	2020-01-14	302422	LES INDUSTRIES SIMEXCO INC	1 207,36 $
Parcs	Demande de paiement	59545	2020-01-13	302422	M&M GRAPHIC	209,97 $
Parcs	Bon de commande	1391398	2020-01-14	302422	MACHINERIE PLUS LTEE	1 726,99 $
Parcs	Bon de commande	1396806	1969-12-31	302422	PEPINIERE A. MUCCI INC.	848,82 $
Parcs	Bon de commande	1394526	2020-01-31	302422	PRODUITS SANY	32,55 $
Parcs	Bon de commande	1394418	2020-01-27	302422	TENAQUIP LIMITED	78,32 $
Parcs	Demande de paiement	201801825	2020-01-27	302422	USINAGE BOZZINI INC.	853,02 $
Parcs	Demande de paiement	201801826	2020-01-27	302422	USINAGE BOZZINI INC.	685,04 $
Horticulture et arboriculture	Bon de commande	1396022	2020-01-31	302424	GLOCO INC.	2 080,91 $
Horticulture et arboriculture	Bon de commande	1391456	2020-01-14	302424	MICRO-FORET INC.	671,92 $
Horticulture et arboriculture	Bon de commande	1393683	2020-01-22	302424	O.J. COMPAGNIE	457,75 $
					TOTAL - Julie Arnaud : 16	**20 352,52 $**
					TOTAL - Travaux publics : 163	**269 446,90 $**

Culture, sports, loisirs et développement social

Claudel Toussaint **Directeur - Culture, sports, loisirs et développement social**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Adm. Culture, sports, loisirs et développement social	Demande de paiement	cota2020144	2020-01-09	302406	ASS. QUEBECOISE DES ARENAS ET DES INSTAL. RECREATIVES ET SPORTIVES INC. (AQAIRS)	425,20 $
Adm. Culture, sports, loisirs et développement social	Demande de paiement	cot2020136	2020-01-09	302406	ASSOCIATION QUEBECOISE DU LOISIR MUNICIPAL (AQLM)	597,03 $
Adm. Culture, sports, loisirs et développement social	Bon de commande	1388408	2020-01-09	302406	DAIGLE/SAIRE	7 874,06 $
Adm. Culture, sports, loisirs et développement social	Demande de paiement	23651	2020-01-30	302406	FEDERATION DES MILIEUX DOCUMENTAIRES	236,22 $
Adm. Culture, sports, loisirs et développement social	Bon de commande	1394669	2020-01-27	302406	RACHIDA AZDOUZ	3 900,00 $
Adm. Culture, sports, loisirs et développement social	Demande de paiement	dfonct191231	2020-01-08	302406	TOUSSAINT, CLAUDEL	361,33 $
Adm. Culture, sports, loisirs et développement social	Demande de paiement	dfonct191130	2020-01-28	302406	TOUSSAINT, CLAUDEL	132,00 $
Développement social	Bon de commande	1392907	2020-01-22	302425	CENTRE DE FORMATION JEAN-PAUL LEMAY	13 750,00 $
Développement social	Bon de commande	1396172	2020-02-03	302425	UN ITINERAIRE POUR TOUS	14 162,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1393947	2020-02-03	302426	AHEARN & SOPER INC	4 875,09 $
Bibliothèque	Bon de commande	1390551	2020-01-10	302426	AUTOBUS IDEAL INC.	5 354,36 $
Bibliothèque	Bon de commande	1391392	1969-12-31	302426	AXIA SERVICES	10 491,46 $
Bibliothèque	Bon de commande	1394018	2020-01-24	302426	SOLUTIONS DE CONTROLE ET DE SECURITE CS INC.	7 695,58 $
Culture et événements	Bon de commande	1390119	2020-01-09	302427	AROL PINDER	6 000,00 $
Culture et événements	Bon de commande	1390263	2020-01-09	302427	PRODUCTIONS CAS PUBLIC	11 262,01 $
Culture et événements	Bon de commande	1390122	2020-01-09	302427	TROIS TRISTES TIGRES	6 299,25 $
Sports et loisirs	Bon de commande	1394676	2020-01-27	302428	FRANCINE BRUNETTE	5 590,00 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	001825471	2020-01-08	800650	BIBLIO RPL LTEE	909,77 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	f439003	2020-01-03	800650	BRAULT & BOUTHILLIER LTEE	278,01 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	rembempl191231	2020-01-10	800650	DESILETS, MARIE	40,21 $
PTI - Montréal-Nord	Bon de commande	1374438	2020-01-24	800650	FABRIQ ARCHITECTURE	19 632,66 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	201912121	2020-01-06	800650	NELLY DAOU	250,00 $
PTI - Montréal-Nord	Bon de commande	1389729	2020-01-08	800650	ROGER SIMARD, ARPENTEUR-GEOMETRE INC.	1 207,36 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	f022019	2020-01-28	800650	SAADIA GOUALI	400,00 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	012019	2020-01-30	800650	SAADIA GOUALI	250,00 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	f032019	2020-01-13	800650	SAADIA GOUALI	300,00 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	f022019	2020-01-30	800650	SAADIA GOUALI	400,00 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	012019	2020-01-28	800650	SAADIA GOUALI	250,00 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	f022019	2020-01-06	800650	SAADIA GOUALI	400,00 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	012019	2020-01-06	800650	SAADIA GOUALI	250,00 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	302	2020-01-10	800650	SOCIETE D'HISTOIRE ET GENEALOGIE DE MONTREAL-NORD	800,00 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	300	2020-01-10	800650	SOCIETE D'HISTOIRE ET GENEALOGIE DE MONTREAL-NORD	600,00 $
PTI - Montréal-Nord	Demande de paiement	301	2020-01-10	800650	SOCIETE D'HISTOIRE ET GENEALOGIE DE MONTREAL-NORD	600,00 $
PTI - Montréal-Nord	Bon de commande	1390982	2020-01-15	800650	WSP CANADA INC.	9 406,88 $
					TOTAL - Claudel Toussaint :	**34** **134 980,48 $**

Marie Desilets **Chef de division - Bibliothèques**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Bibliothèque	Bon de commande	1391404	2020-01-14	302426	AHEARN & SOPER INC	222,58 $
Bibliothèque	Demande de paiement	rembempl200110	2020-01-20	302426	AUDIBERT, MIREILLE	79,75 $
Bibliothèque	Bon de commande	1394248	2020-01-24	302426	BIBLIO RPL LTEE	247,71 $
Bibliothèque	Bon de commande	1391007	2020-01-13	302426	CAMILLE SIMARD	150,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1394979	2020-01-28	302426	COMPUGEN INC.	82,37 $
Bibliothèque	Bon de commande	1394527	2020-01-27	302426	COYOTE RECORDS	577,43 $
Bibliothèque	Bon de commande	1393907	2020-01-23	302426	DENIS GRAVEL	200,00 $
Bibliothèque	Demande de paiement	rembempl191231	2020-01-10	302426	DESILETS, MARIE	255,27 $
Bibliothèque	Bon de commande	1393438	2020-01-31	302426	ENTREPRISES INTMOTION INC.	587,93 $
Bibliothèque	Bon de commande	1394978	2020-01-28	302426	FARONICS CORPORATION	68,35 $
Bibliothèque	Demande de paiement	23646	2020-01-27	302426	FEDERATION DES MILIEUX DOCUMENTAIRES	262,47 $
Bibliothèque	Bon de commande	1390454	2020-01-10	302426	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	4 094,51 $
Bibliothèque	Bon de commande	1394529	2020-01-27	302426	KARIM AWAD	2 036,23 $
Bibliothèque	Demande de paiement	25068	2020-01-23	302426	LA CORPORATION DES BIBLIOTHECAIRES PROF. DU QUEBEC	780,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1396090	2020-01-31	302426	LES DISTRIBUTIONS PIERRE LAROCHELLE INC.	111,29 $
Bibliothèque	Bon de commande	1391031	2020-01-31	302426	LES SCIENTIFINES	3 040,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1391003	2020-01-13	302426	LES SCIENTIFINES	215,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1391035	2020-01-13	302426	MAMIE LISETTE	240,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Bibliothèque	Bon de commande	1393911	2020-01-23	302426	MARCELLE THOMAS	1 500,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1396229	1969-12-31	302426	MICHAEL PRATT	200,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1391012	2020-01-13	302426	MICHELE SIROIS	629,92 $
Bibliothèque	Bon de commande	1396227	2020-01-31	302426	MONA ANDREE RAINVILLE	200,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1393923	2020-01-23	302426	PERPETUE MURAMUTSE	450,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1394959	2020-01-28	302426	RODNEY SAINT-ELOI	300,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1391001	2020-01-13	302426	SEVERINE LE GALL	675,00 $
Bibliothèque	Demande de paiement	sbm04202	2020-01-13	302426	SISCA GESTION D'AFFAIRES INC.	101,02 $
Bibliothèque	Bon de commande	1394970	2020-01-28	302426	SOLUTIONS DE CONTROLE ET DE SECURITE CS INC.	467,19 $
Bibliothèque	Demande de paiement	gs129	2020-01-27	302426	SOLUTIONS DE CONTROLE ET DE SECURITE CS INC.	823,10 $
Bibliothèque	Bon de commande	1390997	2020-01-13	302426	STEPHANE TESSIER	200,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1391082	2020-01-13	302426	TENAQUIP LIMITED	343,94 $
Bibliothèque	Bon de commande	1393930	2020-01-23	302426	THEATRE PUZZLE	2 204,74 $
Bibliothèque	Bon de commande	1391023	2020-01-13	302426	TOUR DE LA REUSSITE	1 120,00 $
Bibliothèque	Bon de commande	1391025	2020-01-13	302426	TOUR DE LA REUSSITE	840,00 $
					TOTAL - Marie Desilets : 33	**23 305,80 $**
Marie-Agnès Guichard	**Chef de division - Culture**					
Culture et événements	Bon de commande	1392606	2020-01-17	302427	ADAMA DAOU	1 800,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Culture et événements	Bon de commande	1395446	2020-01-31	302427	ANIMATION RICHARD LACROIX	1 154,86 $
Culture et événements	Demande de paiement	51889029301012020	2020-01-16	302427	BELL CANADA	113,78 $
Culture et événements	Demande de paiement	3808	2020-01-30	302427	COOP DE L'EST TAXI	22,82 $
Culture et événements	Demande de paiement	feteqcmn2019	2020-01-13	302427	COOPERATIVE DE SOLIDARITE MULTISPORTS PLUS	290,25 $
Culture et événements	Demande de paiement	0022020	2020-01-24	302427	JEAN DE JULIO-PAQUIN	100,00 $
Culture et événements	Bon de commande	1392623	2020-01-17	302427	JEAN-FRANCOIS BELANGER	593,00 $
Culture et événements	Demande de paiement	199694	2020-01-13	302427	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	32,76 $
Culture et événements	Demande de paiement	5326186	2020-01-09	302427	L.G. WAGNER	131,23 $
Culture et événements	Demande de paiement	5326185	2020-01-09	302427	L.G. WAGNER	131,23 $
Culture et événements	Demande de paiement	5326187	2020-01-09	302427	L.G. WAGNER	131,23 $
Culture et événements	Demande de paiement	5326189	2020-01-16	302427	L.G. WAGNER	131,23 $
Culture et événements	Bon de commande	1392586	2020-01-17	302427	LES FILLES ELECTRIQUES	2 295,03 $
Culture et événements	Demande de paiement	799562	2020-01-20	302427	LES FILMS CRITERION PICTURES	330,71 $
Culture et événements	Bon de commande	1392598	2020-01-17	302427	LIBRE COURSE	946,46 $
Culture et événements	Bon de commande	1392641	2020-01-17	302427	LISE MATHIEU	700,00 $
Culture et événements	Bon de commande	1383948	2020-01-07	302427	LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	199,21 $
Culture et événements	Demande de paiement	1expo2020	2020-01-27	302427	MAURICE BLAIS	325,00 $
Culture et événements	Demande de paiement	rembempl191217	2020-01-14	302427	PARENT, ANNIE	240,27 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Culture et événements	Demande de paiement	391	2020-01-06	302427	PINO CAFE-BISTRO	612,08 $
Culture et événements	Demande de paiement	395	2020-01-07	302427	PINO CAFE-BISTRO	228,35 $
Culture et événements	Demande de paiement	rembempl191130	2020-01-08	302427	SEVIGNY, ANOUK	59,68 $
Culture et événements	Bon de commande	1389703	2020-01-08	302427	SHAWN MCPHERSON	1 500,00 $
Culture et événements	Bon de commande	1395439	2020-01-31	302427	SOLUTIONS VENDINI INC.	1 987,41 $
Culture et événements	Bon de commande	1389250	2020-01-07	302427	STEPHANE TESSIER	1 700,00 $
Culture et événements	Bon de commande	1392585	2020-01-17	302427	SYLVIE GOSSELIN	2 519,70 $
Culture et événements	Bon de commande	1392643	2020-01-17	302427	TREMOLO	465,88 $
					TOTAL - Marie-Agnès Guichard : 27	**18 742,17 $**
Marie-Claude Lauzon	**Chef de division - Service des loisirs et développement social**					
Sports et loisirs	Demande de paiement	761000006098	2020-01-23	302428	COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ILE	709,78 $
Sports et loisirs	Bon de commande	1396186	2020-01-31	302428	COOPERATIVE DE SOLIDARITE MULTISPORTS PLUS	755,91 $
Sports et loisirs	Demande de paiement	9941	2020-01-30	302428	ETUDE DANIEL JEAN HUISSIER	79,48 $
Sports et loisirs	Bon de commande	1391042	2020-01-13	302428	FABRIZIO ROSATO	900,00 $
Sports et loisirs	Demande de paiement	092779	2020-01-23	302428	GILLES LEBLANC	635,00 $
Sports et loisirs	Demande de paiement	rembempl191231	2020-01-28	302428	LAUZON, MARIE-CLAUDE	12,38 $
Sports et loisirs	Demande de paiement	rembempl191126	2020-01-28	302428	LAUZON, MARIE-CLAUDE	58,23 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur		Dépenses
Sports et loisirs	Demande de paiement	rembempl191031	2020-01-28	302428	LAUZON, MARIE-CLAUDE		7,60 $
Sports et loisirs	Demande de paiement	rembempl191028	2020-01-28	302428	LAUZON, MARIE-CLAUDE		79,78 $
Sports et loisirs	Demande de paiement	rembempl191130	2020-01-28	302428	LAUZON, MARIE-CLAUDE		1,53 $
Sports et loisirs	Demande de paiement	rembempl191212	2020-01-28	302428	LAUZON, MARIE-CLAUDE		23,67 $
Sports et loisirs	Bon de commande	1394520	2020-01-27	302428	LES INDUSTRIES POLYKAR INC		375,77 $
Sports et loisirs	Demande de paiement	rembempl191227	2020-01-23	302428	MATTE, GUY		66,64 $
Sports et loisirs	Demande de paiement	rembempl191227	2020-01-23	302428	MATTE, GUY		11,18 $
Sports et loisirs	Bon de commande	1396158	2020-01-31	302428	MICHEL HALLE		3 600,00 $
Sports et loisirs	Bon de commande	1396751	2020-02-04	302428	PRODUITS SANY		549,99 $
Sports et loisirs	Bon de commande	1394526	2020-01-31	302428	PRODUITS SANY		170,54 $
Sports et loisirs	Bon de commande	1396654	2020-02-04	302428	RAFFAA BOUCHRA		3 840,00 $
					TOTAL - Marie-Claude Lauzon :	**18**	**11 877,48 $**
Marie-Claude Fournier	**Chef de division - Service des loisirs et développement social**						
Développement social	Demande de paiement	9772019	2020-01-10	302425	PETITE POPOTE INC.		174,80 $
					TOTAL - Marie-Claude Fournier :	**1**	**174,80 $**
					TOTAL - Culture, sports, loisirs et développement social :	**113**	**189 080,73 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur	Dépenses
Aménagement urbain et services aux entreprises						
Jérôme Vaillancourt	**Directeur - Aménagement urbain et services aux entreprises**					
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Bon de commande	1393924	2020-01-23	302407	ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	920,74 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Bon de commande	1394530	2020-01-27	302407	ECONORD	10 000,00 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Bon de commande	1393864	2020-01-23	302407	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	209,97 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Bon de commande	1396100	2020-01-31	302407	MAGASINS BEST BUY LTEE	1 057,36 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Bon de commande	1396189	2020-01-31	302407	ORDRE DES INGENIEURS DU QUEBEC	627,83 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Bon de commande	1396641	2020-02-04	302407	PINO CAFE-BISTRO	1 049,87 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Bon de commande	1391213	1969-12-31	302407	RETOUR DU PERROQUET S.E.N.C.	2 480,52 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Bon de commande	1394043	2020-01-28	302407	STEPHANIE RIVIER	3 674,56 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Demande de paiement	dfonct191130	2020-01-17	302407	VAILLANCOURT, JEROME	40,52 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Demande de paiement	dfonct191031	2020-01-17	302407	VAILLANCOURT, JEROME	43,76 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Demande de paiement	rembempl191127	2020-01-17	302407	VAILLANCOURT, JEROME	347,98 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Demande de paiement	dfonct191231	2020-01-17	302407	VAILLANCOURT, JEROME	82,16 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Bon de commande	1393918	2020-01-23	302407	VERSALYS	1 325,20 $
Adm. Aménagement, urbanisme et développement	Bon de commande	1376315	2020-01-24	302407	WSP CANADA INC.	5 669,32 $
					TOTAL - Jérôme Vaillancourt :	**14** **27 529,79 $**

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur		Dépenses
Denis Charland	**Chef de division - Études techniques**						
Services techniques	Demande de paiement	de213123	2020-01-23	302431	LE DEVOIR INC.		98,67 $
Services techniques	Demande de paiement	de212914	2020-01-08	302431	LE DEVOIR INC.		101,33 $
Services techniques	Demande de paiement	de209457	2020-01-28	302431	LE DEVOIR INC.		104,00 $
Services techniques	Demande de paiement	2189800	2020-01-27	302431	MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C		382,12 $
Services techniques	Bon de commande	1390366	2020-01-10	302431	ROGER SIMARD, ARPENTEUR-GEOMETRE INC.		2 047,26 $
Services techniques	Demande de paiement	rembempl191031	2020-01-17	302431	THIVIERGE, CHARLES		32,04 $
Services techniques	Demande de paiement	rembempl191130	2020-01-17	302431	THIVIERGE, CHARLES		34,21 $
Services techniques	Demande de paiement	rembempl190830	2020-01-17	302431	THIVIERGE, CHARLES		35,29 $
Services techniques	Demande de paiement	rembempl190930	2020-01-17	302431	THIVIERGE, CHARLES		29,32 $
					TOTAL - Denis Charland :	**9**	**2 864,24 $**
Katherine Durocher	**Chef de division - Permis et inspections**						
Urbanisme, permis et inspection	Demande de paiement	mtnurb242	2020-01-14	302432	BELINDA DUMONT		59,84 $
Urbanisme, permis et inspection	Demande de paiement	rembempl200127	2020-01-29	302432	DUROCHER, KATHERINE		77,76 $
Urbanisme, permis et inspection	Bon de commande	1393941	2020-01-23	302432	ETUDE DANIEL JEAN HUISSIER		3 149,62 $
Urbanisme, permis et inspection	Bon de commande	1394442	2020-01-27	302432	LES ESTAMPES PANCO (1981) INC.		126,93 $
Urbanisme, permis et inspection	Bon de commande	1390446	2020-01-10	302432	LOCATION SAUVAGEAU INC.		2 185,84 $
Urbanisme, permis et inspection	Bon de commande	1389768	2020-01-09	302432	TEKNION ROY ET BRETON INC.		2 186,77 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport sur l'exercice du pouvoir conféré aux gestionnaires
Pour les dépenses effectuées en janvier 2020

Description	Type de document	Numéro de document	Date	CR	Fournisseur		Dépenses
					TOTAL - Katherine Durocher :	**6**	**7 786,76 $**
David Ross	**Chef de division - Urbanisme**						
Urbanisme	Demande de paiement	rembempl191017	2020-01-24	302441	ROSS, DAVID		80,01 $
Urbanisme	Demande de paiement	841179231	2020-01-17	302441	THOMSON REUTERS		162,73 $
					TOTAL - David Ross :	**2**	**242,74 $**
					TOTAL - Aménagement urbain et services aux entreprises :	**31**	**38 423,53 $**
GRAND TOTAL						**362**	**755 500,49 $**

Montréal-Nord
Montréal

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
Activités de fonctionnement													
2130	0010000	302420	04121	51102	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	849 100,00 $	
2416	0010000	302418	03103	51102	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	713 400,00 $	
2416	0010000	302432	06103	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	669 200,00 $	
2416	0010000	302425	05803	61900	016491	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	621 400,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51102	050250	9950	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	608 900,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51100	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	565 200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51100	050230	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	514 900,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51102	050231	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	481 300,00 $	
2416	0010000	302441	06101	51100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	470 500,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51102	050251	9950	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	467 600,00 $	
2416	0010000	302407	06501	61900	016230	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	426 000,00 $	
2416	0010000	302418	03123	56505	000000	0000	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	408 600,00 $	
2416	0010000	302412	01601	51100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400 200,00 $	
2416	0010000	302428	07101	51100	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	395 900,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302401	01301	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	392 300,00 $	
2416	0010000	302425	05803	61900	016490	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	357 200,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	345 100,00 $	
2416	0010000	302417	03141	56301	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	336 800,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51100	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	321 400,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51100	050230	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	312 600,00 $	
2416	0010000	302425	05803	51100	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	301 100,00 $	
2416	0010000	302428	07153	51102	050231	9950	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300 900,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51102	050231	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	289 200,00 $	
2130	0010000	302420	04121	52100	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	285 500,00 $	
2416	0010000	302414	01303	51100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	275 100,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51102	050250	9950	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	274 800,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51100	050230	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	271 200,00 $	
2416	0010000	302418	03101	51102	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	267 200,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51102	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	262 700,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51100	050150	9950	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	261 100,00 $	
2416	0010000	302418	03121	55205	014743	0000	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	260 000,00 $	
2416	0010000	302427	07211	54506	014414	0000	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	241 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302418	03103	52100	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	240 500,00 $	
2416	0010000	302428	07101	51100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	229 700,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51100	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	228 200,00 $	
2130	0010000	302420	04161	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	226 900,00 $	
2416	0010000	302418	03164	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	225 000,00 $	
2130	0010000	302420	04121	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	222 200,00 $	
2416	0010000	302418	04349	61900	016207	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	220 000,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51102	050250	9950	000000	017061	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	216 800,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51100	050230	9950	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	209 100,00 $	
2416	0010000	302428	07211	51102	050250	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	208 500,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51102	050250	9950	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	208 300,00 $	
2130	0010000	302420	04161	51102	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	208 200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51100	050230	9950	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	207 200,00 $	
2416	0010000	302422	07165	52100	050250	9950	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	206 900,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51100	050150	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	206 400,00 $	
2416	0010000	302400	01301	51100	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	206 400,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51100	050210	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	206 400,00 $	
2416	0010000	302428	07153	51102	050231	9950	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	203 200,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302428	07153	51102	050231	9950	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	203 200,00 $	
2416	0010000	302417	09008	51102	050250	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	197 200,00 $	
2416	0010000	302422	07165	52100	050251	9950	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	196 900,00 $	
2416	0010000	302432	06103	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	196 400,00 $	
2416	0010000	302400	01301	51100	050030	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	192 700,00 $	
2130	0010000	302420	04161	55402	000000	0000	002093	056036	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	189 000,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51100	050170	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	188 100,00 $	
2416	0010000	302405	03009	52100	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	186 800,00 $	
2416	0010000	302412	01601	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	182 800,00 $	
2416	0010000	302405	03001	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	182 500,00 $	
2416	0010000	302405	09008	51100	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	182 400,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51100	050230	9950	000000	017002	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	180 700,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51102	050251	9950	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	180 200,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51100	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	178 300,00 $	
2416	0010000	302417	07121	56301	000000	0000	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	176 400,00 $	
2416	0010000	302405	07163	51100	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	175 400,00 $	
2416	0010000	302418	03123	51102	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	174 800,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51102	050250	9950	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	172 900,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302418	03121	55205	014744	0000	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	172 800,00 $	
2416	0010000	302428	07101	51100	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	167 800,00 $	
2416	0010000	302418	03121	55205	014743	0000	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	163 600,00 $	
2416	0010000	302405	03001	51100	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	161 100,00 $	
2416	0010000	302407	06501	51100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	155 700,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51102	050231	9950	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	155 500,00 $	
2416	0010000	302406	07001	51100	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	155 300,00 $	
2416	0010000	302428	07151	51102	050250	9950	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	153 600,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050230	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	150 200,00 $	
2416	0010000	302439	01801	54590	014460	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	150 000,00 $	
2416	0010000	302432	02805	54590	014447	0000	000000	017007	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	150 000,00 $	
2416	0010000	302422	07165	56590	000000	0000	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	150 000,00 $	
2416	0010000	302401	01301	51100	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	149 100,00 $	
2416	0010000	302405	09008	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	148 800,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51102	050250	9950	000000	017060	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	146 000,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51102	050250	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	145 600,00 $	
2416	0010000	302417	09008	56508	000000	0000	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	145 000,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51102	050250	9950	000000	017073	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	144 800,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302417	03141	51102	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	143 600,00 $	
2416	0010000	302417	03163	51102	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	143 600,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050231	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	142 800,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51100	050230	9950	000000	017017	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	140 400,00 $	
2416	0010000	302439	01801	53801	014025	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	140 000,00 $	
2416	0010000	302400	01301	51100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	136 200,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	130 500,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	130 300,00 $	
2416	0010000	302441	06101	54390	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	130 100,00 $	
2416	0010000	302425	05803	51100	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	128 900,00 $	
2416	0010000	302418	04311	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	128 700,00 $	
2416	0010000	302405	07161	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	128 700,00 $	
2416	0010000	302407	06001	51100	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	126 100,00 $	
2416	0010000	302405	03003	51100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	125 700,00 $	
2416	0010000	302400	01301	54390	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	125 000,00 $	
2416	0010000	302414	01303	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	123 800,00 $	
2416	0010000	302418	03101	51102	050251	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	122 200,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	121 900,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302440	01401	51100	050230	9950	000000	017005	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	121 600,00 $	
2416	0010000	302418	03162	51102	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	121 300,00 $	
2416	0010000	302401	01301	51101	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	121 000,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51100	050070	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	120 500,00 $	
2416	0010000	302417	07141	56301	000000	0000	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	120 000,00 $	
2416	0010000	302440	01401	51100	050070	9950	000000	017102	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	119 500,00 $	
2416	0010000	302441	06101	52100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	119 000,00 $	
2416	0010000	302425	05803	51100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	118 400,00 $	
2416	0010000	302405	03003	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	117 800,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51100	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	117 400,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51102	050310	9950	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	117 300,00 $	
2416	0010000	302441	06101	51100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	116 500,00 $	
2416	0010000	302428	07153	51102	050231	9950	000000	017055	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	116 400,00 $	
2416	0010000	302417	09008	56301	000000	0000	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	115 000,00 $	
2416	0010000	302441	06101	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	114 100,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51100	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	113 300,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51102	050251	9950	000000	017060	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	113 000,00 $	
2416	0010000	302405	07161	51100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	112 300,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302412	01601	52100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	110 700,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51102	050250	9950	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	109 500,00 $	
2416	0010000	302428	07101	52100	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	109 500,00 $	
2416	0010000	302418	04311	51102	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	109 200,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51300	050250	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	107 900,00 $	
2416	0010000	302422	07165	61900	016491	0000	000000	017065	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	106 700,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	106 500,00 $	
2130	0010000	302420	04121	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	106 200,00 $	
2416	0010000	302428	07231	51102	050250	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	106 100,00 $	
2416	0010000	302432	06103	51100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	103 300,00 $	
2416	0010000	302428	07151	51102	050250	9950	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	102 400,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51102	050250	9950	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	102 400,00 $	
2416	0010000	302418	03123	56505	000000	0000	000000	017073	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	101 600,00 $	
2416	0010000	302406	07153	61900	016490	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	100 700,00 $	
2416	0010000	302431	06009	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	100 500,00 $	
2416	0010000	302418	04381	54503	014405	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	100 300,00 $	
2416	0010000	302407	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	100 000,00 $	
2416	0010000	302406	07123	61900	016490	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	100 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302417	07121	51102	050250	9950	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	97 400,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51102	050251	9950	000000	017112	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	96 000,00 $	
2416	0010000	302400	01101	51101	050075	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	95 000,00 $	
2416	0010000	302413	01301	55206	000000	0000	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	95 000,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51102	050251	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	93 700,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51100	050110	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	93 500,00 $	
2416	0010000	302424	07163	52100	050250	9950	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	92 300,00 $	
2416	0010000	302413	01301	52100	050230	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	91 100,00 $	
2416	0010000	302418	03121	52100	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	90 400,00 $	
2416	0010000	302417	09008	56508	000000	0000	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	90 000,00 $	
2416	0010000	302401	41000	74320	013516	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	89 800,00 $	
2416	0010000	302407	06001	51100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	89 700,00 $	
2416	0010000	302418	03101	52100	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	89 600,00 $	
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	89 300,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	88 900,00 $	
2416	0010000	302417	07141	56301	000000	0000	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	88 200,00 $	
2416	0010000	302417	09008	56302	000000	0000	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	88 000,00 $	
2130	0010000	302420	04121	51102	050251	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	86 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302426	07231	52100	050231	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	85 800,00 $	
2416	0010000	302427	07189	51100	050150	9950	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	84 600,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51101	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	84 400,00 $	
2416	0010000	302441	01920	51101	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	82 300,00 $	
2416	0010000	302405	03001	51100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	82 000,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51300	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	80 800,00 $	
2416	0010000	302405	07161	51100	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	80 400,00 $	
2416	0010000	302407	06001	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	80 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	55203	000000	0000	000000	017024	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	80 000,00 $	
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	80 000,00 $	
2416	0010000	302417	07121	56301	000000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	80 000,00 $	
2130	0010000	302420	04161	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	79 400,00 $	
2416	0010000	302417	07141	51102	050250	9950	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	79 300,00 $	
2416	0010000	302424	07163	56509	015019	0000	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	79 300,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050230	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	79 200,00 $	
2416	0010000	302428	07211	51102	050231	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	78 700,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51101	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	77 500,00 $	
2416	0010000	302428	07165	51102	050251	9950	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	76 800,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302425	05803	52100	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	76 200,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51300	050250	9950	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	75 000,00 $	
2416	0010000	302418	03162	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	74 400,00 $	
2416	0010000	302417	09008	55401	014731	0000	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	74 200,00 $	
2416	0010000	302431	01920	51101	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	73 800,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	73 800,00 $	
2416	0010000	302417	09008	56301	000000	0000	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	73 500,00 $	
2416	0010000	302406	07167	61900	016490	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	73 500,00 $	
2416	0010000	302422	07165	52100	050250	9950	000000	017061	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	73 100,00 $	
2416	0010000	302417	03163	56301	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	72 800,00 $	
2416	0010000	302406	07001	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	72 500,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51102	050231	9950	000000	017002	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	72 400,00 $	
2416	0010000	302428	07123	51102	050231	9950	000000	017023	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	70 600,00 $	
2416	0010000	302428	07143	52100	050250	9950	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	70 300,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51102	050231	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	70 100,00 $	
2130	0010000	302420	04161	52100	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	69 800,00 $	
2416	0010000	302428	07211	52100	050250	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	69 800,00 $	
2416	0010000	302414	01303	52100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	69 600,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302417	07231	51102	050250	9950	000000	017043	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	67 600,00 $	
2416	0010000	302440	01401	51100	050150	9950	000000	017102	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	67 300,00 $	
2416	0010000	302428	07101	52100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	67 000,00 $	
2416	0010000	302417	09008	52100	050250	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	66 800,00 $	
2416	0010000	302439	01801	52100	050150	9950	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	66 100,00 $	
2416	0010000	302401	01301	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	65 700,00 $	
2416	0010000	302407	06001	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	65 700,00 $	
2416	0010000	302406	07001	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	65 700,00 $	
2416	0010000	302417	07141	56301	000000	0000	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	65 000,00 $	
2416	0010000	302424	07163	56509	015019	0000	000000	017060	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	64 000,00 $	
2416	0010000	302427	07189	54506	014414	0000	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	63 200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51101	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	63 100,00 $	
2416	0010000	302414	01303	54510	014432	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	62 800,00 $	
2416	0010000	302427	07211	52100	050230	9950	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	60 900,00 $	
2416	0010000	302424	07163	52100	050251	9950	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	60 700,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050230	9950	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	60 400,00 $	
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	60 300,00 $	
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	60 300,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302405	03001	56510	000000	0000	000000	017097	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	60 000,00 $	
2416	0010000	302418	03123	52100	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	59 600,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51102	050250	9950	000000	017071	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	59 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	52100	050250	9950	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	58 400,00 $	
2130	0010000	302420	04121	55205	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	58 300,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51102	050250	9950	000000	017066	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	57 500,00 $	
2416	0010000	302417	07141	56302	000000	0000	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	57 300,00 $	
2416	0010000	302431	06009	52100	050210	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	57 000,00 $	
2416	0010000	302414	01303	57402	015050	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	56 000,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	55 900,00 $	
2416	0010000	302427	07189	51100	050230	9950	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	55 900,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	55 900,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51300	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	55 500,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51102	050250	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	54 900,00 $	
2416	0010000	302417	07121	51102	050250	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	53 300,00 $	
2416	0010000	302412	01601	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	53 300,00 $	
2416	0010000	302405	03001	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	53 300,00 $	
2416	0010000	302418	03121	52100	050250	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	53 300,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302418	03103	65100	015620	0000	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	53 100,00 $	
2416	0010000	302418	04349	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	53 000,00 $	
2416	0010000	302439	01801	52100	050230	9950	000000	017002	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	52 900,00 $	
2416	0010000	302413	01301	52100	050150	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	52 200,00 $	
2416	0010000	302400	01301	52100	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	52 200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	61900	016490	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	52 000,00 $	
2416	0010000	302405	09008	52100	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	51 900,00 $	
2416	0010000	302428	07151	52100	050250	9950	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	51 600,00 $	
2416	0010000	302417	07151	51102	050250	9950	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	51 400,00 $	
2416	0010000	302428	07121	51102	050250	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	51 200,00 $	
2416	0010000	302400	01301	52100	050030	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	50 500,00 $	
2416	0010000	302439	01801	53401	014004	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	50 000,00 $	
2416	0010000	302401	01301	54390	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	50 000,00 $	
2416	0010000	302439	01801	54390	000000	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	50 000,00 $	
2416	0010000	302407	06501	54390	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	50 000,00 $	
2416	0010000	302405	03001	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	50 000,00 $	
2416	0010000	302417	09008	54590	000000	0000	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	50 000,00 $	
2130	0010000	302420	04121	51100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	49 700,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302405	07163	52100	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	49 700,00 $	
2416	0010000	302427	07211	54390	000000	0000	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	49 400,00 $	
2416	0010000	302417	03141	52100	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	49 300,00 $	
2416	0010000	302418	03121	52100	050250	9950	000000	017073	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	49 100,00 $	
2416	0010000	302417	07121	51102	050250	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	49 000,00 $	
2416	0010000	302424	07163	52100	050250	9950	000000	017060	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	49 000,00 $	
2416	0010000	302431	06009	52100	050170	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	48 300,00 $	
2416	0010000	302417	03163	52100	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	48 000,00 $	
2416	0010000	302417	09008	55201	014700	0000	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	47 000,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050231	9950	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	46 200,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51101	050231	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	45 900,00 $	
2416	0010000	302427	07211	52100	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	45 100,00 $	
2416	0010000	302405	09008	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	43 600,00 $	
2416	0010000	302428	07101	52100	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	42 500,00 $	
2416	0010000	302405	03001	52100	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	42 200,00 $	
2416	0010000	302427	07211	54506	014414	0000	000000	017053	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	41 900,00 $	
2416	0010000	302426	01301	51100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	41 100,00 $	
2416	0010000	302418	03101	52100	050251	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	41 100,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302418	03103	51102	050250	9950	000000	017064	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	41 000,00 $	
2416	0010000	302413	01301	52100	050230	9950	000000	017017	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 900,00 $	
2416	0010000	302418	03162	52100	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 800,00 $	
2416	0010000	302406	07001	52100	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 700,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51102	050251	9950	000000	017073	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 600,00 $	
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 200,00 $	
2416	0010000	302400	01301	52100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 000,00 $	
2416	0010000	302428	07167	54506	014473	0000	000000	017027	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 000,00 $	
2416	0010000	302417	09008	55401	014731	0000	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 000,00 $	
2416	0010000	302417	07231	56301	000000	0000	000000	017043	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56506	000000	0000	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 000,00 $	
2416	0010000	302418	03162	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	40 000,00 $	
2416	0010000	302407	06501	52100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	39 500,00 $	
2416	0010000	302401	01301	52100	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	39 100,00 $	
2416	0010000	302418	03103	51300	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	38 800,00 $	
2416	0010000	302424	07163	52100	050251	9950	000000	017060	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	38 600,00 $	
2416	0010000	302418	03103	56504	015006	0000	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	38 500,00 $	
2416	0010000	302418	04311	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	37 600,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302405	07161	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	37 500,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51102	050231	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	37 400,00 $	
2416	0010000	302428	07143	52100	050250	9950	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	37 200,00 $	
2416	0010000	302418	04311	52100	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	36 600,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51102	050231	9950	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	36 200,00 $	
2416	0010000	302414	01303	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	36 100,00 $	
2416	0010000	302405	03009	52100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	36 100,00 $	
2416	0010000	302431	06009	52100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	36 100,00 $	
2416	0010000	302422	07165	54590	000000	0000	000000	017065	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	36 100,00 $	
2416	0010000	302417	09008	51102	050251	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	35 900,00 $	
2416	0010000	302425	05803	52100	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	35 700,00 $	
2416	0010000	302428	07231	52100	050250	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	35 600,00 $	
2416	0010000	302405	03009	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	35 500,00 $	
2416	0010000	302440	01401	52100	050230	9950	000000	017005	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	35 400,00 $	
2416	0010000	302417	09008	54590	000000	0000	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	35 000,00 $	
2416	0010000	302417	03141	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	35 000,00 $	
2416	0010000	302440	01819	66501	015809	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	35 000,00 $	
2416	0010000	302405	07163	51102	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	34 800,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302405	03003	52100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	34 800,00 $	
2416	0010000	302425	05803	52100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	34 500,00 $	
2416	0010000	302428	07151	52100	050250	9950	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	34 500,00 $	
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017055	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	34 500,00 $	
2416	0010000	302428	09008	52100	050250	9950	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	34 400,00 $	
2416	0010000	302405	03003	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	34 300,00 $	
2416	0010000	302401	01301	52100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	34 000,00 $	
2416	0010000	302413	01301	52100	050070	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	33 400,00 $	
2416	0010000	302441	06101	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	33 300,00 $	
2416	0010000	302400	01101	51100	050075	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	33 200,00 $	
2416	0010000	302440	01401	52100	050070	9950	000000	017102	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	33 100,00 $	
2416	0010000	302407	06001	52100	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	33 000,00 $	
2416	0010000	302417	07121	52100	050250	9950	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	32 600,00 $	
2416	0010000	302439	01801	52100	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	32 500,00 $	
2416	0010000	302417	07121	56302	000000	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	32 500,00 $	
2416	0010000	302441	06101	52100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	32 300,00 $	
2416	0010000	302422	07165	52100	050251	9950	000000	017112	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	32 300,00 $	
2416	0010000	302418	03121	52100	050251	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	31 600,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302426	07231	54506	014414	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	31 500,00 $	
2416	0010000	302427	07211	52100	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	31 400,00 $	
2416	0010000	302432	06103	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	31 300,00 $	
2416	0010000	302405	07161	52100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	31 100,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	31 100,00 $	
2416	0010000	302441	06101	51102	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	30 900,00 $	
2416	0010000	302405	03001	56510	000000	0000	000000	017089	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	30 500,00 $	
2416	0010000	302431	06009	54301	014201	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	30 000,00 $	
2416	0010000	302405	03001	54501	010002	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	30 000,00 $	
2416	0010000	302428	07123	51102	050231	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	29 900,00 $	
2416	0010000	302425	05803	55201	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	29 200,00 $	
2130	0010000	302420	04121	52100	050251	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	29 000,00 $	
2416	0010000	302417	03141	51300	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	28 700,00 $	
2416	0010000	302432	06103	52100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	28 600,00 $	
2416	0010000	302428	07123	55202	000000	0000	000000	017023	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	27 000,00 $	
2416	0010000	302428	09008	52100	050110	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	26 800,00 $	
2416	0010000	302418	03123	51300	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	26 700,00 $	
2416	0010000	302417	07141	52100	050250	9950	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	26 500,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302417	07141	56301	000000	0000	000000	017103	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	26 500,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51142	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	26 400,00 $	
2416	0010000	302417	07141	56302	000000	0000	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	26 300,00 $	
2416	0010000	302428	07165	52100	050251	9950	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 800,00 $	
2416	0010000	302418	03103	51102	050251	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 600,00 $	
2416	0010000	302418	03164	51102	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 600,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51102	050250	9950	000000	017050	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 600,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51102	050250	9950	000000	017042	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 600,00 $	
2416	0010000	302428	09008	56590	015042	0000	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 600,00 $	
2130	0010000	302420	04121	51300	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 500,00 $	
2416	0010000	302427	07189	54506	014415	0000	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 500,00 $	
2416	0010000	302414	01303	53604	014019	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 000,00 $	
2416	0010000	302412	01601	54305	014215	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 000,00 $	
2416	0010000	302426	07231	54506	014414	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	25 000,00 $	
2416	0010000	302427	07211	52100	050231	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	24 500,00 $	
2416	0010000	302418	03123	51300	050250	9950	000000	017073	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	23 500,00 $	
2416	0010000	302405	07161	52100	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	23 300,00 $	
2416	0010000	302428	07211	52100	050231	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	23 300,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302417	07141	56302	000000	0000	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	23 100,00 $	
2416	0010000	302400	02801	54590	014448	0000	000000	017065	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	23 000,00 $	
2416	0010000	302400	01101	51100	050010	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	22 800,00 $	
2416	0010000	302407	06001	52100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	22 700,00 $	
2416	0010000	302417	07121	56508	000000	0000	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	22 700,00 $	
2416	0010000	302431	06009	52100	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	22 600,00 $	
2416	0010000	302417	07231	52100	050250	9950	000000	017043	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	22 600,00 $	
2416	0010000	302422	07165	55205	000000	0000	000000	017061	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	22 400,00 $	
2416	0010000	302418	03162	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	21 700,00 $	
2416	0010000	302439	01801	52100	050231	9950	000000	017002	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	21 500,00 $	
2416	0010000	302427	07189	52100	050150	9950	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	21 400,00 $	
2416	0010000	302426	07231	56511	015024	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	21 000,00 $	
2416	0010000	302428	07123	52100	050231	9950	000000	017023	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 900,00 $	
2416	0010000	302441	01920	52100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 800,00 $	
2416	0010000	302405	03001	52100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 800,00 $	
2416	0010000	302418	03121	52100	050231	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 800,00 $	
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 700,00 $	
2416	0010000	302431	06009	53202	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302400	01101	53802	014033	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 000,00 $	
2416	0010000	302406	07001	54501	010002	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 000,00 $	
2416	0010000	302417	07121	54590	000000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 000,00 $	
2416	0010000	302424	07163	55205	000000	0000	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 000,00 $	
2416	0010000	302417	07121	56302	000000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	20 000,00 $	
2416	0010000	302418	03121	52100	050250	9950	000000	017071	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	19 900,00 $	
2416	0010000	302405	09008	51102	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	19 800,00 $	
2416	0010000	302406	07143	61900	016490	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	19 500,00 $	
2416	0010000	302418	03121	52100	050250	9950	000000	017066	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	19 400,00 $	
2416	0010000	302401	01301	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	19 200,00 $	
2416	0010000	302407	06001	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	19 200,00 $	
2416	0010000	302406	07001	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	19 200,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51102	050231	9950	000000	017103	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	19 000,00 $	
2416	0010000	302431	01920	52100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	18 700,00 $	
2416	0010000	302428	09008	52100	050250	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	18 500,00 $	
2416	0010000	302400	01301	54701	014453	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	18 500,00 $	
2416	0010000	302417	09008	51300	050250	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	18 200,00 $	
2416	0010000	302417	07231	54590	000000	0000	000000	017043	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	18 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302417	07121	56302	000000	0000	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	18 000,00 $	
2416	0010000	302440	01819	66501	015805	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	18 000,00 $	
2416	0010000	302417	07121	52100	050250	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	17 800,00 $	
2416	0010000	302418	03103	51102	050251	9950	000000	017064	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	17 400,00 $	
2416	0010000	302428	09008	55401	014731	0000	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	17 400,00 $	
2130	0010000	302420	04121	56301	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	17 400,00 $	
2416	0010000	302417	07121	56301	000000	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	17 300,00 $	
2416	0010000	302417	07151	52100	050250	9950	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	17 200,00 $	
2416	0010000	302428	07121	52100	050250	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	17 100,00 $	
2416	0010000	302440	01401	52100	050150	9950	000000	017102	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	17 000,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51102	050251	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	16 500,00 $	
2416	0010000	302417	07121	52100	050250	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	16 400,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51102	050231	9950	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	16 300,00 $	
2416	0010000	302428	07167	51102	050231	9950	000000	017027	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	16 300,00 $	
2416	0010000	302439	01801	52100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	16 300,00 $	
2416	0010000	302427	07189	52100	050230	9950	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	16 300,00 $	
2416	0010000	302427	07211	52100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	16 300,00 $	
2416	0010000	302400	01101	53801	014025	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	16 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302418	03121	51300	050250	9950	000000	017073	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 900,00 $	
2416	0010000	302400	01101	52100	050075	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 700,00 $	
2416	0010000	302400	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 500,00 $	
2416	0010000	302428	07231	51102	050251	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 400,00 $	
2416	0010000	302428	07231	51102	050251	9950	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 400,00 $	
2416	0010000	302439	01801	53802	014033	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 000,00 $	
2416	0010000	302412	01601	54305	014217	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 000,00 $	
2130	0010000	302420	04121	54501	010002	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 000,00 $	
2416	0010000	302426	07231	54506	014414	0000	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 000,00 $	
2416	0010000	302417	07141	54590	000000	0000	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 000,00 $	
2416	0010000	302414	01303	55404	014731	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 000,00 $	
2416	0010000	302422	07165	56504	015007	0000	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 000,00 $	
2416	0010000	302417	07121	56508	000000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	15 000,00 $	
2130	0010000	302420	04121	52100	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	14 500,00 $	
2416	0010000	302407	06501	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	14 500,00 $	
2416	0010000	302427	07189	55290	000000	0000	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	14 300,00 $	
2130	0010000	302420	04121	51240	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	14 000,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51300	050251	9950	000000	017060	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	13 800,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302418	03103	52100	050250	9950	000000	017064	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	13 800,00 $	
2416	0010000	302418	03121	52100	050251	9950	000000	017073	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	13 700,00 $	
2416	0010000	302405	03001	53601	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	13 500,00 $	
2416	0010000	302425	05803	56590	015000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	13 400,00 $	
2416	0010000	302405	03001	56511	015024	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	13 000,00 $	
2416	0010000	302405	03001	56590	000000	0000	000000	017094	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	13 000,00 $	
2416	0010000	302432	06103	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	12 800,00 $	
2416	0010000	302418	04321	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	12 300,00 $	
2416	0010000	302400	01101	52100	050010	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	12 200,00 $	
2416	0010000	302417	09008	52100	050251	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	12 100,00 $	
2416	0010000	302426	01301	52100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	12 000,00 $	
2416	0010000	302425	05803	54590	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	12 000,00 $	
2416	0010000	302418	03103	51240	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	11 800,00 $	
2416	0010000	302417	07231	56301	000000	0000	000000	017044	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	11 500,00 $	
2416	0010000	302405	09008	51300	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	11 300,00 $	
2416	0010000	302439	01801	54510	014433	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	11 000,00 $	
2130	0010000	302420	04161	55205	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	11 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51102	050231	9950	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 900,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302428	07143	51102	050231	9950	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 900,00 $	
2416	0010000	302417	07121	54590	000000	0000	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 900,00 $	
2416	0010000	302439	01801	52100	050231	9950	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 700,00 $	
2416	0010000	302417	07231	56508	000000	0000	000000	017043	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 600,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51300	050250	9950	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 300,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51300	050250	9950	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 300,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51300	050250	9950	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 300,00 $	
2416	0010000	302405	07163	52100	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 300,00 $	
2416	0010000	302428	07101	54510	014432	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 300,00 $	
2416	0010000	302417	07121	54590	000000	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 300,00 $	
2416	0010000	302428	07121	51102	050251	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 200,00 $	
2416	0010000	302428	07231	51102	050251	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51240	050230	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 200,00 $	
2416	0010000	302418	04311	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 200,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51300	050250	9950	000000	017061	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302412	01601	54305	014212	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302401	01301	54501	010002	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302406	07001	54506	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302405	03001	54510	014432	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302417	07141	54590	000000	0000	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302417	07121	55401	014731	0000	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302417	07121	55401	014731	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56506	000000	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302417	07141	56508	000000	0000	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302417	07151	56508	000000	0000	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302417	03163	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302424	07163	56590	000000	0000	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	10 000,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51240	050250	9950	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 900,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51240	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 800,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51300	050250	9950	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 800,00 $	
2416	0010000	302418	04331	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 700,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51102	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 600,00 $	
2416	0010000	302441	06101	51102	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 600,00 $	
2416	0010000	302432	06103	51102	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 600,00 $	
2416	0010000	302405	03003	51102	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 300,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51102	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 300,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302405	07161	51102	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 300,00 $	
2416	0010000	302441	06101	52100	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 200,00 $	
2130	0010000	302420	04121	51142	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 100,00 $	
2416	0010000	302432	06103	53202	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 000,00 $	
2416	0010000	302426	07231	54510	014432	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	9 000,00 $	
2416	0010000	302428	07123	52100	050231	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 900,00 $	
2416	0010000	302412	01601	51102	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 600,00 $	
2416	0010000	302418	03103	51142	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 600,00 $	
2416	0010000	302418	03103	52100	050251	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 600,00 $	
2416	0010000	302418	03164	52100	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 600,00 $	
2416	0010000	302428	09008	52100	050250	9950	000000	017042	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 600,00 $	
2416	0010000	302428	09008	52100	050250	9950	000000	017050	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 600,00 $	
2416	0010000	302439	01801	54701	014453	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 500,00 $	
2416	0010000	302417	07121	56508	000000	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 500,00 $	
2416	0010000	302405	07161	51300	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 300,00 $	
2416	0010000	302400	01301	53801	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 000,00 $	
2416	0010000	302427	07189	54506	000000	0000	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 000,00 $	
2416	0010000	302417	07141	54590	000000	0000	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302426	07231	55404	000000	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 000,00 $	
2416	0010000	302424	07163	56504	015009	0000	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 000,00 $	
2416	0010000	302417	07141	56508	000000	0000	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 000,00 $	
2416	0010000	302426	07231	56511	015024	0000	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 000,00 $	
2416	0010000	302428	07167	56590	000000	0000	000000	017027	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	8 000,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51300	050110	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 800,00 $	
2416	0010000	302428	07153	51300	050230	9950	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 700,00 $	
2416	0010000	302432	06103	55205	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 500,00 $	
2416	0010000	302432	06103	56511	015024	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 500,00 $	
2416	0010000	302424	07163	56504	015009	0000	000000	017060	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 400,00 $	
2416	0010000	302427	07189	56590	015000	0000	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 300,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51300	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 200,00 $	
2416	0010000	302439	01801	53801	014021	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 000,00 $	
2416	0010000	302428	07167	54590	000000	0000	000000	017027	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 000,00 $	
2416	0010000	302426	07231	54590	014448	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56506	000000	0000	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 000,00 $	
2416	0010000	302417	07141	56508	000000	0000	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 000,00 $	
2416	0010000	302440	01401	56511	015024	0000	000000	017005	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302431	06009	56511	015024	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	7 000,00 $	
2416	0010000	302428	09008	55401	014731	0000	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 800,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 600,00 $	
2416	0010000	302405	07163	51300	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 600,00 $	
2416	0010000	302405	07161	51142	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 400,00 $	
2416	0010000	302428	09008	56508	000000	0000	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 400,00 $	
2416	0010000	302426	07231	56511	015024	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 400,00 $	
2416	0010000	302412	01601	51240	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 200,00 $	
2416	0010000	302400	01101	56511	015024	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 200,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51240	050230	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 100,00 $	
2416	0010000	302428	07101	51240	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 100,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51300	050230	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 100,00 $	
2416	0010000	302406	07001	56511	015024	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 100,00 $	
2416	0010000	302441	06101	51240	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 000,00 $	
2416	0010000	302431	06009	53801	014025	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 000,00 $	
2416	0010000	302432	06103	54508	014420	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 000,00 $	
2416	0010000	302417	07231	54590	000000	0000	000000	017044	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56590	015037	0000	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302428	09008	56590	015042	0000	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	6 000,00 $	
2416	0010000	302418	03103	52100	050251	9950	000000	017064	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 900,00 $	
2416	0010000	302405	09008	52100	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 900,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51240	050210	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 800,00 $	
2416	0010000	302418	03121	52100	050251	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 600,00 $	
2416	0010000	302428	07143	52100	050231	9950	000000	017103	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 600,00 $	
2416	0010000	302441	06101	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 600,00 $	
2416	0010000	302405	07163	51142	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 500,00 $	
2416	0010000	302427	07211	54506	014416	0000	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 500,00 $	
2416	0010000	302400	01301	54702	014459	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 500,00 $	
2416	0010000	302431	06009	54702	014459	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 500,00 $	
2416	0010000	302417	07121	56301	000000	0000	000000	017053	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 500,00 $	
2416	0010000	302413	01301	56511	015024	0000	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 500,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51240	050230	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 400,00 $	
2416	0010000	302417	09008	51142	050250	9950	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 300,00 $	
2416	0010000	302428	07101	53601	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 300,00 $	
2416	0010000	302428	07231	52100	050251	9950	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 200,00 $	
2416	0010000	302428	07231	52100	050251	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 200,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302422	07165	51142	050250	9950	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 100,00 $	
2416	0010000	302405	09008	51142	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 100,00 $	
2416	0010000	302407	06001	53202	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302439	01801	53601	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302418	04311	53801	014025	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302407	06501	53801	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302432	06103	54390	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302407	06001	54501	010002	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302412	01601	54512	012350	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302440	01401	54590	014450	0000	000000	017102	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302405	03001	54590	014449	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017103	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302417	07231	56302	000000	0000	000000	017044	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56506	000000	0000	000000	017055	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302428	07189	56510	000000	0000	000173	017024	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302428	07123	56590	000000	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56590	015042	0000	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	
2416	0010000	302427	07211	56590	015037	0000	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	5 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302428	09008	51300	050250	9950	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 900,00 $	
2416	0010000	302432	06103	53601	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 900,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51240	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 800,00 $	
2416	0010000	302428	07143	52100	050231	9950	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 800,00 $	
2416	0010000	302428	07167	52100	050231	9950	000000	017027	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 800,00 $	
2416	0010000	302431	06009	53601	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 800,00 $	
2130	0010000	302420	04121	55403	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 800,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51142	050110	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 700,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51300	050250	9950	000000	017071	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 700,00 $	
2416	0010000	302439	01801	54590	014448	0000	000000	017002	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 600,00 $	
2416	0010000	302428	07101	51240	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 500,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51240	050250	9950	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 500,00 $	
2416	0010000	302400	01301	53202	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 500,00 $	
2416	0010000	302426	07231	53401	014004	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 500,00 $	
2416	0010000	302400	01101	53601	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 500,00 $	
2416	0010000	302418	03101	51240	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 400,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51240	050170	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 400,00 $	
2416	0010000	302426	07231	55205	014746	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 400,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302417	07121	55401	014731	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 400,00 $	
2416	0010000	302427	07211	56508	000000	0000	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 400,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51240	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 300,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51300	050250	9950	000000	017066	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51240	050230	9950	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 100,00 $	
2416	0010000	302427	07211	53201	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302400	01301	53203	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2130	0010000	302420	04121	54503	012353	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302418	04381	54503	012353	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302427	07211	54506	014415	0000	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	54507	000000	0000	000000	017055	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	54507	012031	0000	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302422	07165	55401	014713	0000	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302413	01301	55404	000000	0000	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302441	06101	56511	015024	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302427	07211	56511	015024	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302406	07001	56590	015000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	56590	000000	0000	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302428	07143	56590	015042	0000	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	4 000,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51240	050230	9950	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 900,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51102	050231	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 800,00 $	
2416	0010000	302425	05803	51240	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 800,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51300	050230	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 800,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51240	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 700,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51300	050230	9950	000000	017002	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 700,00 $	
2416	0010000	302428	07151	51300	050250	9950	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 700,00 $	
2416	0010000	302401	01301	53202	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 700,00 $	
2416	0010000	302406	07001	53202	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 700,00 $	
2416	0010000	302412	01601	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 600,00 $	
2416	0010000	302405	03001	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 600,00 $	
2416	0010000	302439	01801	56511	015024	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 600,00 $	
2416	0010000	302428	07231	56590	015042	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 600,00 $	
2416	0010000	302400	01301	51240	050030	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 500,00 $	
2416	0010000	302414	01303	51240	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 500,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51240	050230	9950	000000	017002	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 500,00 $	
2130	0010000	302420	04161	51240	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 500,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302422	07165	51240	050250	9950	000000	017061	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 500,00 $	
2416	0010000	302405	03001	53202	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 500,00 $	
2416	0010000	302418	03121	56590	000000	0000	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 500,00 $	
2416	0010000	302428	07211	56590	015042	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 500,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51240	050150	9950	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 400,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51240	050250	9950	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 400,00 $	
2416	0010000	302428	07211	51240	050250	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 400,00 $	
2416	0010000	302428	07121	52100	050251	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 400,00 $	
2416	0010000	302428	07231	52100	050251	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 400,00 $	
2416	0010000	302428	07231	51142	050250	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 300,00 $	
2416	0010000	302417	09008	51240	050250	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 300,00 $	
2416	0010000	302400	01301	51300	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 300,00 $	
2416	0010000	302428	07151	51300	050250	9950	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 300,00 $	
2416	0010000	302428	07143	52100	050231	9950	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 200,00 $	
2416	0010000	302428	07143	52100	050231	9950	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 200,00 $	
2416	0010000	302417	03163	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 200,00 $	
2416	0010000	302439	01801	56511	015024	0000	000000	017002	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 200,00 $	
2416	0010000	302422	07165	55205	000000	0000	000000	017065	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 100,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302405	09008	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302428	07101	53201	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302426	07231	53201	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302425	05803	54506	014414	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302412	01601	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302426	07231	54590	014448	0000	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302417	09008	54590	000000	0000	000000	017050	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302417	09008	54590	000000	0000	000000	017042	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302417	07231	55401	014731	0000	000000	017043	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	56507	000000	0000	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	56507	000000	0000	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	56507	000000	0000	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302417	07151	56508	000000	0000	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302401	01301	56511	015024	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302407	06001	56511	015024	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	56590	015042	0000	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56590	015042	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56590	015037	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	3 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302405	03001	51240	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 900,00 $	
2416	0010000	302418	03123	51240	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 900,00 $	
2416	0010000	302427	07211	56590	000000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 900,00 $	
2416	0010000	302406	07001	51240	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 800,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51240	050250	9950	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 800,00 $	
2416	0010000	302405	09008	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 800,00 $	
2130	0010000	302420	04161	54390	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 800,00 $	
2416	0010000	302418	03121	54590	000000	0000	000000	017093	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 800,00 $	
2416	0010000	302400	01301	51240	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 700,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51240	050230	9950	000000	017017	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 700,00 $	
2416	0010000	302401	01301	51240	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 700,00 $	
2416	0010000	302405	09008	51240	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 700,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51300	050230	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 700,00 $	
2416	0010000	302422	07165	55205	000000	0000	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 700,00 $	
2416	0010000	302422	07165	56507	000000	0000	000000	017061	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 700,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51240	050150	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 600,00 $	
2416	0010000	302400	01301	51240	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 600,00 $	
2416	0010000	302405	07163	51240	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 600,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302412	01601	52100	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 600,00 $	
2416	0010000	302427	07189	54390	000000	0000	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 600,00 $	
2416	0010000	302413	01301	54702	014459	0000	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 600,00 $	
2416	0010000	302440	01401	54702	014459	0000	000000	017102	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 600,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51142	050250	9950	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51240	050250	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302428	07151	51240	050250	9950	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302418	03162	51300	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302441	06101	53202	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302401	01301	53203	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302405	03001	53203	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302407	06001	53203	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302406	07001	53203	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302413	01301	53401	014003	0000	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302426	07231	53601	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302400	01301	54501	010002	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302412	01601	54702	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302428	07123	55290	000000	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302417	03101	56508	000000	0000	000000	017074	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302417	07231	56508	000000	0000	000000	017044	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302400	01301	56511	015024	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302412	01601	56511	015024	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302428	07143	56590	000000	0000	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302426	07231	56590	000000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 500,00 $	
2416	0010000	302414	01303	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302440	01401	51240	050230	9950	000000	017005	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51240	050250	9950	000000	017073	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302417	03141	51240	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302417	03163	51240	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302418	04311	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302405	07161	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51240	050250	9950	000000	017060	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302418	03101	51300	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302428	07121	56590	015042	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 400,00 $	
2416	0010000	302405	03003	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 300,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302425	05803	51240	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 300,00 $	
2416	0010000	302407	06001	51240	050030	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 300,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51240	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 300,00 $	
2416	0010000	302441	06101	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 200,00 $	
2416	0010000	302428	07101	51240	050150	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 200,00 $	
2416	0010000	302407	06001	53601	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	54702	014459	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 200,00 $	
2130	0010000	302420	04161	55403	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 200,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56590	015037	0000	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 200,00 $	
2416	0010000	302418	03101	51142	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 100,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51142	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 100,00 $	
2416	0010000	302417	03141	51142	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 100,00 $	
2416	0010000	302417	09008	51142	050250	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 100,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51240	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 100,00 $	
2416	0010000	302418	04311	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 100,00 $	
2416	0010000	302418	04311	51300	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 100,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51142	050250	9950	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51240	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302418	03162	51240	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302425	05803	51240	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51240	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302407	06501	51240	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302414	01303	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51300	050250	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302412	01601	53201	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302406	07001	53401	014004	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302441	06101	54301	014201	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	54507	012031	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302431	06009	54510	014432	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302439	01801	54590	014464	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	54590	000000	0000	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	54590	000000	0000	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	54590	000000	0000	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302417	07151	55401	014731	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07231	55401	014731	0000	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302417	07231	55401	014731	0000	000000	017044	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302428	09008	55401	014731	0000	000000	017050	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	55403	000000	0000	000000	017039	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	55403	000000	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302426	07231	55404	000000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302417	07151	56508	000000	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56508	000000	0000	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56508	000000	0000	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302417	09008	56508	000000	0000	000000	017050	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07101	56511	015024	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07189	56511	015024	0000	000173	017024	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302427	07211	56511	015024	0000	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302439	01801	56590	000000	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	56590	015042	0000	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302422	07165	57402	015051	0000	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302422	07165	57402	015051	0000	000000	017061	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	2 000,00 $	
2416	0010000	302405	03003	51240	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 900,00 $	
2416	0010000	302400	01301	54590	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 900,00 $	
2416	0010000	302428	07123	56511	015024	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 900,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302413	01301	51240	050070	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 800,00 $	
2416	0010000	302440	01401	51240	050070	9950	000000	017102	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 800,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51240	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 800,00 $	
2416	0010000	302418	04311	51240	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 800,00 $	
2416	0010000	302441	06101	51240	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 800,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51240	050250	9950	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 800,00 $	
2416	0010000	302418	03103	51300	050250	9950	000000	017064	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 800,00 $	
2416	0010000	302428	07189	54590	000000	0000	000173	017024	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 800,00 $	
2416	0010000	302428	07151	51240	050250	9950	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 700,00 $	
2416	0010000	302405	07161	51240	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 700,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51240	050070	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 700,00 $	
2416	0010000	302428	07231	51240	050250	9950	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 700,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51240	050250	9950	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 700,00 $	
2130	0010000	302420	04161	51300	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 700,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 700,00 $	
2416	0010000	302422	07165	54590	000000	0000	000000	017104	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 700,00 $	
2416	0010000	302428	07165	55401	014731	0000	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 700,00 $	
2416	0010000	302428	07165	56590	015042	0000	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 700,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302432	06103	51240	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 600,00 $	
2416	0010000	302417	07121	51240	050250	9950	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 600,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51142	050250	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2130	0010000	302420	04161	51142	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51142	050250	9950	000000	017060	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302431	06009	51240	050231	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302428	07101	51300	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51300	050251	9950	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302428	07143	54590	000000	0000	000000	017103	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302406	07001	54702	014459	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302428	07231	55401	014731	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302428	07143	55403	000000	0000	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302428	09008	56508	000000	0000	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56511	015024	0000	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302407	06001	56590	015000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302428	07123	56590	015037	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302428	07143	56590	000000	0000	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56590	015042	0000	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302426	07231	56590	015000	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302428	09008	56590	015042	0000	000000	017042	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 500,00 $	
2416	0010000	302400	01101	51240	050075	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 400,00 $	
2416	0010000	302418	03162	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 400,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51240	050110	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 400,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51300	050230	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 400,00 $	
2416	0010000	302441	06101	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 400,00 $	
2416	0010000	302400	01301	53601	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 400,00 $	
2416	0010000	302427	07211	53801	014025	0000	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 400,00 $	
2416	0010000	302428	07143	51142	050250	9950	000000	017040	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302401	01301	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302407	06001	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302406	07001	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302417	07141	51240	050250	9950	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302431	06009	52100	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302441	06101	52100	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302432	06103	52100	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302427	07189	53601	000000	0000	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302427	07211	53601	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302428	07165	56508	000000	0000	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302427	07211	56590	015042	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 300,00 $	
2416	0010000	302428	07151	51142	050250	9950	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302428	07151	51142	050250	9950	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302401	01301	51240	050070	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302405	07161	51240	050110	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302424	07163	51300	050250	9950	000000	017060	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302405	03003	52100	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302405	03009	52100	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302405	07161	52100	050310	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302405	03001	53201	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302401	01301	54702	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302428	07121	55401	014731	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 200,00 $	
2416	0010000	302439	01801	51240	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302441	01920	51240	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302407	06001	51240	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302427	07189	51240	050150	9950	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302427	07189	51240	050230	9950	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51240	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302417	07231	51240	050250	9950	000000	017043	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51300	050230	9950	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302413	01301	52100	050231	9950	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302401	01301	53601	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302427	07211	53604	014019	0000	000000	017053	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302440	01401	54590	000000	0000	000000	017005	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 100,00 $	
2416	0010000	302418	03123	51142	050250	9950	000000	017070	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302418	04311	51142	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51142	050250	9950	000000	017061	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302405	03001	51240	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51240	050250	9950	000000	017066	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302418	03121	51240	050250	9950	000000	017071	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2130	0010000	302420	04121	51240	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302412	01601	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302418	03123	52100	050250	9950	000000	017073	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302413	01301	53201	000000	0000	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302432	06103	53201	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302407	06501	53201	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302432	02805	53202	000000	0000	000000	017007	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302405	03001	53401	014003	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302425	05803	53401	014003	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302413	01301	53601	000000	0000	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302425	05803	53601	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302406	07001	53601	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302405	03001	53801	014025	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302418	04331	53801	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302407	06001	53801	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302406	07001	53801	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302400	01101	54501	014466	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302413	01301	54590	000000	0000	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302418	04321	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302417	07121	54590	000000	0000	000000	017053	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302417	07151	54590	000000	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302418	03103	55205	000000	0000	000000	017069	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302417	07151	55401	014731	0000	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07211	55401	014731	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302417	09008	55401	014731	0000	000000	017042	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07143	55403	000000	0000	000000	017041	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302427	07211	55403	000000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302418	03103	56504	015006	0000	000000	017069	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302417	07121	56508	000000	0000	000000	017053	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302417	07141	56508	000000	0000	000000	017103	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56508	000000	0000	000000	017055	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56508	000000	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07231	56508	000000	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302417	09008	56508	000000	0000	000000	017042	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302439	01801	56511	015024	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302425	05803	56511	015024	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56511	015024	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56511	015024	0000	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302427	07189	56511	015024	0000	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302427	07211	56511	015024	0000	000000	017053	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302439	01801	56590	015000	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302418	03121	56590	000000	0000	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07123	56590	015042	0000	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07189	56590	015000	0000	000173	017024	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07231	56590	015042	0000	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	07231	56590	015042	0000	000000	017021	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302428	09008	56590	015042	0000	000000	017050	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	1 000,00 $	
2416	0010000	302440	01401	51240	050150	9950	000000	017102	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	900,00 $	
2416	0010000	302431	01920	51240	050150	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	900,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51240	050231	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	900,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51240	050250	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	900,00 $	
2130	0010000	302420	04121	51300	050251	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	900,00 $	
2416	0010000	302425	05803	51300	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	900,00 $	
2416	0010000	302428	07153	51300	050230	9950	000000	017055	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	900,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51300	050230	9950	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	900,00 $	
2416	0010000	302428	09008	55401	014731	0000	000000	017042	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	900,00 $	
2416	0010000	302428	07231	56508	000000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	900,00 $	
2416	0010000	302426	01301	51240	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	800,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302428	07121	51240	050250	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	800,00 $	
2416	0010000	302417	07121	51240	050250	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	800,00 $	
2416	0010000	302417	07121	51240	050250	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	800,00 $	
2416	0010000	302417	07151	51240	050250	9950	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	800,00 $	
2416	0010000	302439	01801	53401	014004	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	800,00 $	
2416	0010000	302412	01601	54502	010002	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	800,00 $	
2416	0010000	302427	07189	54590	000000	0000	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	800,00 $	
2416	0010000	302418	03103	51240	050250	9950	000000	017064	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	700,00 $	
2416	0010000	302412	01601	53601	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	700,00 $	
2416	0010000	302424	07163	54510	014432	0000	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	700,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51142	050250	9950	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	600,00 $	
2416	0010000	302417	03163	51300	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	600,00 $	
2416	0010000	302428	07101	53401	014003	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	600,00 $	
2416	0010000	302428	07153	54507	000000	0000	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	600,00 $	
2416	0010000	302428	07231	55401	014731	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	600,00 $	
2416	0010000	302418	03103	51142	050250	9950	000000	017064	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302428	07211	51142	050250	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51142	050250	9950	000000	017042	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302428	09008	51142	050250	9950	000000	017051	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51300	050230	9950	000000	017017	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302401	01301	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302405	03001	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302405	03003	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302405	03009	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302407	06001	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302406	07001	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302417	07121	51300	050250	9950	000000	017049	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302427	07189	51300	050230	9950	000000	017019	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51300	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51300	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302440	01401	53201	000000	0000	000000	017102	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302407	06001	53201	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302431	06009	53201	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302441	06101	53201	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302406	07001	53201	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302407	06001	53401	014004	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302431	06009	53401	014004	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302426	07231	53401	014004	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302401	01301	54502	010002	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302414	01303	54502	010002	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302401	01301	54701	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302428	07153	55290	000000	0000	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302428	07167	55290	000000	0000	000000	017027	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302427	07211	55290	000000	0000	000000	017053	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302417	09008	55401	014731	0000	000000	017050	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302428	07153	55403	000000	0000	000000	017057	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302428	07211	56508	000000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302428	07231	56508	000000	0000	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302432	02805	56590	000000	0000	000000	017007	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302428	07153	56590	015052	0000	000000	017056	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302428	07167	56590	015037	0000	000000	017027	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302427	07211	56590	000000	0000	000000	017053	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	500,00 $	
2416	0010000	302418	03164	51240	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400,00 $	
2416	0010000	302428	09008	51240	050250	9950	000000	017042	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302428	09008	51240	050250	9950	000000	017050	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400,00 $	
2416	0010000	302405	07161	51300	050230	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400,00 $	
2416	0010000	302428	07211	51300	050250	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400,00 $	
2416	0010000	302427	07211	51300	050230	9950	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400,00 $	
2416	0010000	302414	01303	53201	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400,00 $	
2416	0010000	302413	01301	53601	000000	0000	000000	017017	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400,00 $	
2416	0010000	302427	07211	53601	000000	0000	000000	017025	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400,00 $	
2416	0010000	302428	09008	56508	000000	0000	000000	017050	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	400,00 $	
2416	0010000	302426	01301	51300	050230	9950	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300,00 $	
2416	0010000	302428	07153	52100	050230	9950	000000	017058	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300,00 $	
2416	0010000	302422	07165	52100	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300,00 $	
2416	0010000	302439	01801	53201	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300,00 $	
2416	0010000	302439	01801	53201	000000	0000	000000	017006	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300,00 $	
2416	0010000	302413	01301	53401	014003	0000	000000	017017	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300,00 $	
2416	0010000	302414	01303	53401	014004	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300,00 $	
2416	0010000	302414	01303	53601	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300,00 $	
2416	0010000	302440	01401	53601	000000	0000	000000	017005	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300,00 $	
2416	0010000	302413	01301	54502	010002	0000	000000	017016	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	300,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302424	07163	51142	050250	9950	000000	017059	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302428	07123	51300	050230	9950	000000	017048	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302418	03121	52100	050230	9950	000000	017063	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302417	09008	52100	050250	9950	000000	017052	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302400	01301	53201	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302400	01101	53401	014004	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302400	01301	53401	014004	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302401	01301	53401	014004	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302412	01601	53401	014004	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302418	04381	56301	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302428	09008	56508	000000	0000	000000	017042	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302413	01301	56511	015024	0000	000000	017017	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302414	01303	56511	015024	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302440	01401	56511	015024	0000	000000	017102	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302418	03103	56590	000000	0000	000000	017062	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	56590	015000	0000	000000	017054	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	56590	015000	0000	000000	017116	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	200,00 $	
2416	0010000	302418	03162	51142	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	100,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302428	09008	51142	050250	9950	000000	017050	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM	100,00 $	
2416	0010000	302400	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		1 150 000,00 $
2416	0010000	302405	03001	51113	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		189 800,00 $
2416	0010000	302406	07001	51113	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		163 700,00 $
2416	0010000	302441	01920	51120	050150	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		82 300,00 $
2416	0010000	302431	01920	51120	050150	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		73 800,00 $
2416	0010000	302407	06001	51113	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		60 700,00 $
2416	0010000	302405	03001	52100	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		55 300,00 $
2416	0010000	302401	01301	51113	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		49 300,00 $
2416	0010000	302406	07001	52100	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		47 700,00 $
2130	0010000	302420	04121	51113	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		25 900,00 $
2416	0010000	302400	01301	51113	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		25 800,00 $
2416	0010000	302441	01920	52101	050150	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		20 800,00 $
2416	0010000	302431	01920	52101	050150	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		18 700,00 $
2416	0010000	302407	06001	52100	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		17 700,00 $
2416	0010000	302401	01301	52100	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		14 400,00 $
2130	0010000	302420	04121	52100	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		7 600,00 $
2416	0010000	302400	01301	52100	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		7 500,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302418	04311	51113	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		4 100,00 $
2416	0010000	302405	03001	51240	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		3 600,00 $
2416	0010000	302406	07001	51240	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		3 100,00 $
2416	0010000	302407	06001	51240	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		1 200,00 $
2416	0010000	302418	04311	52100	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		1 200,00 $
2416	0010000	302441	01920	51249	050150	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		1 100,00 $
2416	0010000	302401	01301	51240	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		900,00 $
2416	0010000	302431	01920	51249	050150	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		900,00 $
2416	0010000	302400	01301	51240	000000	0000	000000	017003	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		500,00 $
2130	0010000	302420	04121	51240	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		500,00 $
2416	0010000	302418	04311	51240	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Copie du budget Original vers Modifié JAN-20 VDM		100,00 $
2416	0010000	302406	07001	54390	000000	0000	000000	000000	00000	00000	BUDGET 2020 - Contrat de service professionnel (portion de l'année 2020)	8 800,00 $	
2416	0010000	302406	07001	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	BUDGET 2020 - Contrat de service professionnel (portion de l'année 2020)		8 800,00 $
2416	0010000	302426	07231	51100	050230	9950	000000	017021	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire	15 000,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51100	050230	9950	000000	017054	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire	12 400,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51100	050230	9950	000000	017116	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire	6 200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050230	9950	000000	017021	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire	4 400,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302426	07231	52100	050230	9950	000000	017054	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire	3 600,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050230	9950	000000	017116	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire	1 800,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51240	050230	9950	000000	017021	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire	300,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51240	050230	9950	000000	017054	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire	200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51240	050230	9950	000000	017116	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire	100,00 $	
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017058	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire		15 000,00 $
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017058	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire		12 400,00 $
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017058	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire		6 200,00 $
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017058	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire		4 400,00 $
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017058	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire		3 600,00 $
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017058	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire		1 800,00 $
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017058	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire		300,00 $
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017058	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire		200,00 $
2416	0010000	302428	07153	52100	050231	9950	000000	017058	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 6 aides-bibliothécaire		100,00 $
2416	0010000	302426	07231	51100	050230	9950	000000	017054	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 2 aides-bibliothécaire à la MCC	12 300,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050230	9950	000000	017054	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 2 aides-bibliothécaire à la MCC	3 600,00 $	
2416	0010000	302426	07231	51240	050230	9950	000000	017054	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 2 aides-bibliothécaire à la MCC	200,00 $	
2416	0010000	302426	07231	52100	050231	9950	000000	017021	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 2 aides-bibliothécaire à la MCC		12 300,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302426	07231	52100	050231	9950	000000	017021	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 2 aides-bibliothécaire à la MCC		3 600,00 $
2416	0010000	302426	07231	52100	050231	9950	000000	017021	00000	00000	BUDGET 2020 - GDD embauche de 2 aides-bibliothécaire à la MCC		200,00 $
2416	0010000	302428	07101	51102	050231	9950	000000	017003	00000	00000	BUDGET 2020 - Prolongation du poste temporaire assistant intervention-Loisirs	15 500,00 $	
2416	0010000	302428	07101	52100	050231	9950	000000	017003	00000	00000	BUDGET 2020 - Prolongation du poste temporaire assistant intervention-Loisirs	4 500,00 $	
2416	0010000	302428	07101	51240	050231	9950	000000	017003	00000	00000	BUDGET 2020 - Prolongation du poste temporaire assistant intervention-Loisirs	300,00 $	
2416	0010000	302428	07101	51100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	BUDGET 2020 - Prolongation du poste temporaire assistant intervention-Loisirs		15 500,00 $
2416	0010000	302428	07101	52100	050230	9950	000000	017003	00000	00000	BUDGET 2020 - Prolongation du poste temporaire assistant intervention-Loisirs		4 500,00 $
2416	0010000	302428	07101	51240	050230	9950	000000	017003	00000	00000	BUDGET 2020 - Prolongation du poste temporaire assistant intervention-Loisirs		300,00 $
2416	0010000	302427	07211	54506	000000	0000	000000	017025	00000	00000	BOULSO Prodigium 2020 - Main-d'¿uvre techni VDM-Vireme 98086179: B	110 900,00 $	
2416	0010000	302401	01301	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	BOULSO Prodigium 2020 - Main-d'¿uvre techni VDM-Vireme 98086179: B		110 900,00 $
2416	0010000	302432	06103	51101	050070	9950	000000	000000	00000	00000	BUDGET 2020 - Prolongation du poste de chef de division permis Ville-Marie -répartition par arrondissement	3 700,00 $	
2416	0010000	302432	06103	52100	050070	9950	000000	000000	00000	00000	BUDGET 2020 - Prolongation du poste de chef de division permis Ville-Marie -répartition par arrondissement	1 100,00 $	
2416	0010000	302432	06103	51102	050310	9950	000000	000000	00000	00000	BUDGET 2020 - Prolongation du poste de chef de division permis Ville-Marie -répartition par arrondissement		3 700,00 $
2416	0010000	302432	06103	52100	050310	9950	000000	000000	00000	00000	BUDGET 2020 - Prolongation du poste de chef de division permis Ville-Marie -répartition par arrondissement		1 100,00 $
2416	0010000	302418	03121	61900	016491	0000	000000	017066	00000	00000	Budget 2020 - GDD 1193602011 contribution au Carrefour jeunesse pour la brigade neige	10 000,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302418	03123	56505	000000	0000	000000	017070	00000	00000	Budget 2020 - GDD 1193602011 contribution au Carrefour jeunesse pour la brigade neige		10 000,00 $
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017040	00000	00000	contrat d'entretien des arénas GDD 1198224014	4 900,00 $	
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017039	00000	00000	contrat d'entretien des arénas GDD 1198224014	3 400,00 $	
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017039	00000	00000	contrat d'entretien des arénas GDD 1198224014	3 100,00 $	
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017103	00000	00000	contrat d'entretien des arénas GDD 1198224014	2 000,00 $	
2416	0010000	302417	07141	56508	000000	0000	000000	017103	00000	00000	contrat d'entretien des arénas GDD 1198224014	1 200,00 $	
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017041	00000	00000	contrat d'entretien des arénas GDD 1198224014		4 900,00 $
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017041	00000	00000	contrat d'entretien des arénas GDD 1198224014		3 400,00 $
2416	0010000	302417	07141	56508	000000	0000	000000	017039	00000	00000	contrat d'entretien des arénas GDD 1198224014		3 100,00 $
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017041	00000	00000	contrat d'entretien des arénas GDD 1198224014		2 000,00 $
2416	0010000	302417	07141	55401	014731	0000	000000	017041	00000	00000	contrat d'entretien des arénas GDD 1198224014		1 200,00 $
2416	0010000	302407	06501	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	BUDGET 2020 - contrat de service avec Éconord pour l'aménagement des ruelles vertes	10 000,00 $	
2416	0010000	302407	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000	BUDGET 2020 - contrat de service avec Éconord pour l'aménagement des ruelles vertes		10 000,00 $
2416	0010000	302401	01301	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Budget 2020 - achat ordinateur et écran GDD 1196322003 et 1196323004 remb. fonds de roulement	20 700,00 $	
2416	0010000	302401	41000	74320	013516	0000	000000	000000	00000	00000	Budget 2020 - achat ordinateur et écran GDD 1196322003 et 1196323004 remb. fonds de roulement		20 700,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0013000	302435	06101	51101	050150	9950	000000	000000	00000	00000	GDD 1193827002 conseiller en aménagement financé par la réserve Pie-IX	95 600,00 $	
2416	0013000	302435	06101	52100	050150	9950	000000	000000	00000	00000	GDD 1193827002 conseiller en aménagement financé par la réserve Pie-IX	24 200,00 $	
2416	0013000	302435	06101	51240	050150	9950	000000	000000	00000	00000	GDD 1193827002 conseiller en aménagement financé par la réserve Pie-IX	1 200,00 $	
2416	0013000	302435	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000	GDD 1193827002 conseiller en aménagement financé par la réserve Pie-IX		95 600,00 $
2416	0013000	302435	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000	GDD 1193827002 conseiller en aménagement financé par la réserve Pie-IX		24 200,00 $
2416	0013000	302435	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000	GDD 1193827002 conseiller en aménagement financé par la réserve Pie-IX		1 200,00 $
2416	0010000	302401	41000	74320	013516	0000	000000	000000	00000	00000	Budget 2020 - achat ordinateur et écran GDD 1196322003 et 1196323004 remb. fonds de roulement	20 700,00 $	
2416	0010000	302401	01301	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Budget 2020 - achat ordinateur et écran GDD 1196322003 et 1196323004 remb. fonds de roulement		20 700,00 $
2416	0010000	302401	41000	74320	013516	0000	000000	000000	00000	00000	Budget 2020 - achat ordinateur et écran GDD 1196322003 et 1196323004 remb. fonds de roulement	20 700,00 $	
2416	0010000	302401	01301	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Budget 2020 - achat ordinateur et écran GDD 1196322003 et 1196323004 remb. fonds de roulement		20 700,00 $
2416	0010000	302422	07165	51300	050250	9950	000000	017104	00000	00000	Ajustement du budget 2020	7 200,00 $	
2416	0010000	302422	07165	52100	050250	9950	000000	017104	00000	00000	Ajustement du budget 2020	300,00 $	
2416	0010000	302422	07165	51300	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Ajustement du budget 2020		7 200,00 $
2416	0010000	302422	07165	52100	050250	9950	000000	000000	00000	00000	Ajustement du budget 2020		300,00 $
2416	0010000	302413	01301	51101	050230	9950	000000	017016	00000	00000	Création agent de bureau temporaire - Ressources financières	12 400,00 $	
2416	0010000	302413	01301	51100	050230	9950	000000	017016	00000	00000	Création agent de bureau temporaire - Ressources financières		12 400,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302418	04381	54503	014405	0000	000000	000000	00000	00000	Achat : Contrat pour l'élimination de résidus de balais de rue et dépôt à neige pour les Travaux publics (2001080004)	9 700,00 $	
2416	0010000	302418	04331	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Achat : Contrat pour l'élimination de résidus de balais de rue et dépôt à neige pour les Travaux publics (2001080004)		9 700,00 $
2416	0010000	302428	07167	55290	000000	0000	000000	017027	00000	00000	Renflouement pour services de location 2019/2020- Atco structures et logistics et Sanivac	2 600,00 $	
2416	0010000	302428	07167	54590	000000	0000	000000	017027	00000	00000	Renflouement pour services de location 2019/2020- Atco structures et logistics et Sanivac		2 600,00 $
2416	0010000	302407	06501	56590	000000	0000	000000	017115	00000	00000	Compte avec fonds insuffisants - Quartier intégré (provient engagement de 2019)	3 400,00 $	
2416	0010000	302407	06001	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Compte avec fonds insuffisants - Quartier intégré (provient engagement de 2019)		3 400,00 $
2130	0010000	302420	04121	56507	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Virement aux comptes Aqueduc et Égouts - Projet Maxi'eau	25 000,00 $	
2130	0010000	302420	04161	56507	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Virement aux comptes Aqueduc et Égouts - Projet Maxi'eau	25 000,00 $	
2130	0010000	302420	04121	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Virement aux comptes Aqueduc et Égouts - Projet Maxi'eau		25 000,00 $
2130	0010000	302420	04161	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Virement aux comptes Aqueduc et Égouts - Projet Maxi'eau		25 000,00 $
2416	0010000	302418	03161	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Compte avec fonds insuffisants - Graphiques N.D. Québec inc. (302418)	800,00 $	
2416	0010000	302418	03162	56590	000000	0000	000000	000000	00000	00000	Compte avec fonds insuffisants - Graphiques N.D. Québec inc. (302418)		800,00 $
2416	0010000	302400	01301	54501	010002	0000	000000	017003	00000	00000	Achat : Formation - Laboratoire de développement du leadership vertical (2001160002)	3 600,00 $	

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
2416	0010000	302400	01301	54701	014453	0000	000000	017003	00000	00000	Achat : Formation - Laboratoire de développement du leadership vertical (2001160002)		3 600,00 $
2416	0010000	302428	07167	55202	000000	0000	000000	017027	00000	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)	3 400,00 $	
2416	0010000	302428	07123	55202	000000	0000	000000	017023	00000	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)		3 400,00 $
Activités d'Investissement													
6416	1620004	800650	01909	57201	000000	0000	103046	000000	98001	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)	1 900 000,00 $	
6416	1620005	800650	01909	57201	000000	0000	103046	000000	98001	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)	2 350 000,00 $	
6416	1614005	800650	07165	54301	000000	0000	170174	000000	15015	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)	9 500,00 $	
6416	1614005	800650	01909	57201	000000	0000	103046	000000	98001	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)		9 500,00 $
6416	1619004	800650	03103	54301	000000	0000	181101	000000	17025	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)	10 500,00 $	
6416	1619004	800650	01909	57201	000000	0000	103046	000000	98001	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)		10 500,00 $
6416	1618006	800650	03103	54301	000000	0000	181124	000000	21025	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)	22 900,00 $	
6416	1618006	800650	01909	57201	000000	0000	103046	000000	98001	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)		22 900,00 $
6416	1614005	800650	07165	57201	000000	0000	167317	000000	15015	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)	186 800,00 $	
6416	1614005	800650	01909	57201	000000	0000	103046	000000	98001	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)		186 800,00 $

Arrondissement de Montréal-Nord
Rapport des virements budgétaires janvier 2020

Entité	Source	Centre resp	Activité	Objet	Sous-objet	Inter	Projet	Autre	Cat actif	Futur	Nom du lot	DÉBIT	CRÉDIT
6416	1619006	800650	07141	54301	000000	0000	175688	000000	21015	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)	19 600,00 $	
6416	1619006	800650	01909	57201	000000	0000	103046	000000	98001	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)		19 600,00 $
6416	1616005	800650	07165	57401	000000	0000	175634	000000	15010	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)	6 500,00 $	
6416	1616005	800650	01909	57201	000000	0000	103046	000000	98001	00000	Achat : Paiement de location sous-sol eglise Ste-Colette (2001030003)		6 500,00 $

DÉPENSES CARTES D'ACHAT DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD
DU 1er au 31 DÉCEMBRE 2019

Date	Demandeur	CR/Act/Autre	Objet/Sous-Objet	Fournisseur	Description	Montant taxes incluses
DIRECTION - Arrondissement						
TOTAL - MTN - DIRECTION - Conseil et soutien aux instances politiques						**0,00 $**

Date	Demandeur	CR/Act/Autre	Objet/Sous-Objet	Fournisseur	Description	Montant taxes incluses
DIRECTION - Performance, greffe et services administratifs						
2019-12-09	Conseil d'arrondissement	302400-01101-000000	53801-014025	Restaurant Yori	Plateau de sushi	97,91 $
2019-12-12	Conseil d'arrondissement	302400-01101-000000	53801-014025	Nespresso	Café	172,30 $
2019-12-20	Conseil d'arrondissement	302400-01101-000000	53801-014025	L'Aristocrate Fleuriste	Plante et fleurs	137,97 $
TOTAL - MTN - DIRECTION - Performance, greffe et services administratifs						**408,18 $**

Date	Demandeur	CR/Act/Autre	Objet/Sous-Objet	Fournisseur	Description	Montant taxes incluses
DIRECTION - Aménagement urbain et services aux entreprises						
2019-12-17	Direction	302407-06001-000000	53201-000000	Cantinho Express	Buffet pour dîner de Noël	326,47 $
TOTAL - MTN - DIRECTION - Aménagement urbain et services aux entreprises						**326,47 $**

Date	Demandeur	CR/Act/Autre	Objet/Sous-Objet	Fournisseur	Description	Montant taxes incluses
DIRECTION - Culture, sports, loisirs et développement social						
2019-12-18	Direction	302406-07001-000000	53401-014004	POSTE CANADA	Service de courriers	79,10 $
TOTAL - MTN - DIRECTION - Culture, sports, loisirs et développement social						**79,10 $**

Date	Demandeur	CR/Act/Autre	Objet/Sous-Objet	Fournisseur	Description	Montant taxes incluses
DIRECTION - Travaux publics						
2019-12-05	Garages municipaux	302417-09008-017051	56508-000000	Home Depot	Outil à batterie	159,82 $
2019-12-10	Gestion des immeubles - Mairie	302417-09008-017052	56508-000000	Distributeck électrique	Outil pour humidificateur	100,03 $
2019-12-11	Garages municipaux	302417-09008-017051	56508-000000	Home Depot	Perceuse	170,16 $
2019-12-11	Gestion installations - MCC	302417-07121-017054	56508-000000	Arcopel Acoustique	Isolant acoustique	366,21 $
2019-12-12	Gestion des immeubles - Mairie	302417-09008-017052	56508-000000	Action Réparation	Réparation outillage	133,68 $
TOTAL - MTN - DIRECTION - Travaux publics						**929,90 $**

Date	Demandeur	CR/Act/Autre	Objet/Sous-Objet	Fournisseur	Description	Montant taxes incluses
DIVISION - Ressources financières et matérielles						
2019-12-02	Travaux publics - administration	302405-03001-017097	56510-000000	Kombi	Mitaines	218,34 $
2019-12-02	Informatique	302414-01303-000000	53604-014019	Vidéotron	Câble, web et internet décembre 2019	280,91 $
2019-12-04	Informatique	302414-01303-000000	53604-014019	TekSavvy	Internet - Parc Aimé-Léonard	80,43 $
2019-12-06	Communications	302439-01801-017006	56590-000000	Amazon	Lames pour coupe papier	40,02 $
2019-12-07	Communications	302439-01801-017006	56511-015024	Bureau en gros	Table ronde	379,41 $
2019-12-09	Bibliothèques	800650-07231-000000	57401-000000	Best Buy	Casque de réalité virtuelle	759,41 $
2019-12-10	Bibliothèques	800650-07231-000000	57401-000000	Getmangobot.com	jouet robotique	433,27 $
2019-12-10	Bibliothèques	800650-07231-000000	57401-000000	Amazon	Robot Dash	179,14 $
2019-12-11	Informatique	302414-01303-000000	54510-014432	Screenconnect	Renouvellement licence logiciel de contrôle	1 405,73 $
2019-12-11	Bibliothèques	800650-07231-000000	57401-000000	Amazon	Pinces courbées	32,64 $
2019-12-11	Bibliothèques	800650-07231-000000	57401-000000	Amazon	Jeu - découverte circuit électronique	137,94 $
2019-12-11	Communications	302439-01801-017002	56511-015024	Amazon	Porte-clé extensible/rétractable	26,98 $
2019-12-15	Informatique	302414-01303-000000	55404-014731	Amazon	Pièces et accessoires	128,89 $
2019-12-17	Informatique	302414-01303-000000	55404-014731	Amazon	Disque dur externe	77,98 $
2019-12-19	Culture	302427-07211-017025	56511-015024	Rona	Divers articles de quincaillerie	223,05 $
2019-12-22	Communications	302439-01801-017006	53801-014025	Facebook	Publicité	15,00 $
TOTAL - MTN - DIVISION - Ressources financières et matérielles						**4 419,14 $**

Montréal-Nord
Montréal

MOUVEMENTS D'AFFECTATION - JANVIER 2020

Nom	Début	Motif	Statut RHUM	Accréditation	Emploi	Description Emploi	Description UADM
AHMED,MOSTAQUE	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	603240	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE	PARCS
DUCHARME,WILLIAM	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FREGISTRE,WILDOR	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
VAL,JEAN WILDONAT	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
ABAY,GOKHAN	2019-12-30	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
ABAY,GOKHAN	2020-01-11	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	603240	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE	PARCS
COUSINEAU-GALIPEAU,VERONIQUE	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
SENECAL,PIERRE MARIE ROGER	2020-01-18	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
SENECAL,PIERRE MARIE ROGER	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
NASRALLAH,CHAKIB	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FARHAT,SOUHA	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FARHAT,SOUHA	2020-01-11	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	603240	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE	PARCS
GEORGES,DAVID THOMAS	2020-01-18	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
GEORGES,DAVID THOMAS	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
HUNEAULT,LUC	2020-01-25	Décision administrative	Permanent en disponibilité	14 Cols bleus	600810	OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES C	PARCS
TAFAT BOUZID,OMAR	2020-01-25	Décision administrative	Permanent en disponibilité	14 Cols bleus	600810	OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES C	PARCS
TRAN,PHILIPPE	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
ELIE,JEAN ROBERT	2020-01-18	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
ELIE,JEAN ROBERT	2020-01-25	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
CHUNG,MOUY LAY	2020-01-04	Décision administrative	Auxiliaire	14 Cols bleus	603240	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE	PARCS
BERNARD,MAURICE	2020-01-25	Décision administrative	Permanent en disponibilité	14 Cols bleus	600810	OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES C	PARCS
LOPEZ,FRANCISCO	2020-01-25	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
LOPEZ,FRANCISCO	2020-01-18	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
LOPEZ,FRANCISCO	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
DUCHARME,WILLIAM	2020-01-05	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
DUCHARME,WILLIAM	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FREGISTRE,WILDOR	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FREGISTRE,WILDOR	2020-01-18	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
VAL,JEAN WILDONAT	2020-01-18	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC

Linda Vallée
Technicienne en ressources humaines

Nom	Début	Motif	Statut RHUM	Accréditation	Emploi	Description Emploi	Description UADM
VAL,JEAN WILDONAT	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
COUSINEAU-GALIPEAU,VERONIQUE	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
COUSINEAU-GALIPEAU,VERONIQUE	2020-01-11	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
COUSINEAU-GALIPEAU,VERONIQUE	2020-02-05	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
LAFONTAINE,KIM	2020-01-11	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
SENECAL,PIERRE MARIE ROGER	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
SENECAL,PIERRE MARIE ROGER	2020-01-05	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
NASRALLAH,CHAKIB	2020-01-18	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
NASRALLAH,CHAKIB	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
BOURGEOIS-RACETTE,LAURENCE	2020-01-05	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FARHAT,SOUHA	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
GEORGES,DAVID THOMAS	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
MEJIA VAZQUEZ,GUILLERMO	2020-01-25	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
MEJIA VAZQUEZ,GUILLERMO	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
MEJIA VAZQUEZ,GUILLERMO	2020-01-05	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
TRAN,PHILIPPE	2020-01-11	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
TRAN,PHILIPPE	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
ELIE,JEAN ROBERT	2020-01-05	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
ELIE,JEAN ROBERT	2020-02-01	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FORTIN,CAROLINE	2020-01-05	Mise à pied temporaire	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
AHMED,MOSTAQUE	2019-12-30	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
ORTEGA,CESAR JOEL	2019-12-30	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	603240	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE	PARCS
LOPEZ,FRANCISCO	2020-01-25	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
LOPEZ,FRANCISCO	2020-01-18	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
DORVIL,HAROLD	2019-12-30	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
CHALANE,EL HADI	2020-01-06	Réquisition	Auxiliaire	12 Cols blancs	792820	AGENT(E) DE BUREAU	VOIRIE/AQUEDUC
DUCHARME,WILLIAM	2019-12-30	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
DUCHARME,WILLIAM	2020-01-11	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FREGISTRE,WILDOR	2020-01-18	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
VAL,JEAN WILDONAT	2020-01-18	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
VAL,JEAN WILDONAT	2020-01-13	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
COUSINEAU-GALIPEAU,VERONIQUE	2020-01-11	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
COUSINEAU-GALIPEAU,VERONIQUE	2019-12-30	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
COUSINEAU-GALIPEAU,VERONIQUE	2020-02-04	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
LAFONTAINE,KIM	2020-01-02	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
LAFONTAINE,KIM	2020-01-11	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC

Linda Vallée
Technicienne en ressources humaines

Nom	Début	Motif	Statut RHUM	Accréditation	Emploi	Description Emploi	Description UADM
SENECAL,PIERRE MARIE ROGER	2020-01-02	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
SENECAL,PIERRE MARIE ROGER	2020-01-13	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
DEVALUS,JAMES	2019-12-30	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
NASRALLAH,CHAKIB	2020-01-18	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
BOURGEOIS-RACETTE,LAURENCE	2020-01-02	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FARHAT,SOUHA	2019-12-30	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
MEJIA VAZQUEZ,GUILLERMO	2020-01-25	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
MEJIA VAZQUEZ,GUILLERMO	2019-12-30	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
MEJIA VAZQUEZ,GUILLERMO	2020-01-11	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
TRAN,PHILIPPE	2020-01-11	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
TRAN,PHILIPPE	2019-12-30	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
ELIE,JEAN ROBERT	2020-01-13	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
ELIE,JEAN ROBERT	2020-01-02	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FORTIN,CAROLINE	2020-01-02	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC
FORTIN,CAROLINE	2020-01-11	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	603240	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE	PARCS
CHUNG,MOUY LAY	2020-01-02	Réquisition	Auxiliaire	14 Cols bleus	600530	PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX	VOIRIE/AQUEDUC

Linda Vallée
Technicienne en ressources humaines

Montréal-Nord
Montréal

Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA)
Rapport Janvier 2020

# Dossier	Objet
2207161001	Statuer sur une recommandation du comité consultatif d'urbanisme, à savoir : permettre l'installation de deux enseignes sur le bâtiment pour le 10672, boulevard Pie-IX, le tout en vertu du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1203573001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Entériner une dépense de 200 $, auprès de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) pour l'achat d'un espace publicitaire dans le feuillet du dîner annuel tenu le 11 janvier 2020, et ce, à même le budget de représentation des élus.

Il est recommandé :

QUE soit entérinée une dépense de 200 $, auprès de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) pour l'achat d'un espace publicitaire dans le feuillet du dîner annuel du 11 janvier 2020;

ET QUE cette dépense soit imputée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 17:55

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203573001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Entériner une dépense de 200 $, auprès de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) pour l'achat d'un espace publicitaire dans le feuillet du dîner annuel tenu le 11 janvier 2020, et ce, à même le budget de représentation des élus.

CONTENU

CONTEXTE

Les élus de l'arrondissement autorisent ponctuellement l'achat d'espaces publicitaires lors d'activités sportives, communautaires, de loisirs ou culturelles tenues dans l'arrondissement. Ces dépenses sont portées au budget de publicité / frais de représentation des élus pour l'année financière courante.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Il est recommandé d'entériner une dépense de 200 $, taxes incluses, auprès de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) pour l'achat d'un espace publicitaire dans le feuillet du dîner annuel tenu le 11 janvier 2020, et ce, à même le budget de représentation des élus pour l'année financière 2020.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense au montant de 200 $ sera imputée au budget de fonctionnement.
Fournisseur: 529438

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs (Sophie BOULAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anna MIELCZAREK
Chargée de secrétariat

Tél : 514 328-4000, poste 4024
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-17

Line PERROTTE
Chef de division ressources humaines

Tél : 514 328-4000
Télécop. : 514 328-4290

Bonne année à toutes et à tous!



DE GAUCHE À DROITE : **JEAN MARC POIRIER** CONSEILLER D'ARRONDISSEMENT,
CHANTAL ROSSI CONSEILLÈRE DE LA VILLE, **CHRISTINE BLACK** MAIRESSE D'ARRONDISSEMENT,
ABDELHAQ SARI CONSEILLER DE LA VILLE, **RENÉE-CHANTAL BELINGA** CONSEILLÈRE D'ARRONDISSEMENT

12 0357 3001

AQDR ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES

Le 9 décembre 2019

Mme Christine Black,
Mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord
4243, rue de Charleroi,
Montréal-Nord, QC,
H1H 5R5

OBJET : Demande d'aide financière – espace publicitaire

L'*Association québécoises de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées* (AQDR), organise depuis 20 ans un dîner des fêtes pour la nouvelle année.

Il nous fait plaisir de vous inviter à devenir partenaire du dîner annuel, le 11 janvier 2020, en vous proposant un espace publicitaire avec photo dans notre feuillet. Cette publicité de 2 x 7½, coûte de 200.00 $.

Dans l'attente d'une réponse favorable de votre part, veuillez agréer, Madame la mairesse, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Gaetana Colella
Présidente,
AQDR, Section Montréal-Nord

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207549003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Reconduire la reconnaissance et le soutien à l'Association de la Place Normandie, l'Institut Pacifique, Halte-Femmes de Montréal-Nord inc., le Conseil Particulier Sault-au-Recollet et Rond Point Jeunesse au travail, à titre de partenaires de mission partagée, de l'Association des directions d'établissement scolaire retraitées de Montréal, à titre de partenaire privé, pour la période de mars 2020 à mars 2023.

QUE soient reconduits la reconnaissance et le soutien à l'Association de la Place Normandie, l'Institut Pacifique, Halte-Femmes de Montréal-Nord inc., le Conseil Particulier Sault-au-Recollet et Rond Point Jeunesse au travail, à titre de partenaires de mission partagée, de l'Association des directions d'établissement scolaire retraitées de Montréal, à titre de partenaire privé, pour la période de mars 2020 à mars 2023.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-21 17:15

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207549003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social et expertise
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Reconduire la reconnaissance et le soutien à l'Association de la Place Normandie, l'Institut Pacifique, Halte-Femmes de Montréal-Nord inc., le Conseil Particulier Sault-au-Recollet et Rond Point Jeunesse au travail, à titre de partenaires de mission partagée, de l'Association des directions d'établissement scolaire retraitées de Montréal, à titre de partenaire privé, pour la période de mars 2020 à mars 2023.

CONTENU

CONTEXTE

La Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord (ci-après nommé la politique) a été adoptée le 11 octobre 2011 et elle est entrée en vigueur au mois de janvier 2012.
Cette politique permet d'encadrer le partenariat qui prévaut à Montréal-Nord ainsi que le soutien que l'arrondissement accorde aux organismes dont la mission consiste à organiser des activités communautaires, culturelles, de loisir et de sport offertes aux résidents de Montréal-Nord. Elle incite les organismes à avoir une gestion rigoureuse des ressources consenties à cet effet. Elle fixe pour ces partenaires des règles claires, équitables et transparentes pour l'accès aux équipements et à l'aide financière fournie par l'arrondissement. À cet égard, elle contribue à assurer aux citoyens de Montréal-Nord une offre de services diversifiée et de qualité en matière de culture, de sport, de loisir ainsi qu'un soutien au développement social.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 10 489 (3 décembre 2019) : Annuler la résolution CA18 10 440 qui suspendait l'application de l'article 6.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord qui permet de reconnaître de nouveaux organismes.
CA18 10440 (12 novembre 2018) : Suspendre temporairement l'application de l'article 6.3 de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord qui permet de reconnaître de nouveaux organismes.

CA16 10 236 (13 juin 2016) : Amender la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord afin d'y inclure un programme de subvention pour une aide d'urgence destinée aux personnes et familles défavorisées.

CA14 10 359 (8 septembre 2014): Amender la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord, adoptée le 11 décembre 2012

CA13 10 373 : Amender la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord, adoptée le 11 décembre 2012.

CA12 10 072 : Approuver la reconnaissance et le soutien, pour la période 2012 à 2014, des vingt et un (21) organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord qui ont déposé une demande au comité du développement social et communautaire du 17 février 2012.

CA11 10 328 : Adopter la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes.

DESCRIPTION

La politique énonce les principes, les objectifs et les critères qui guident l'arrondissement de Montréal-Nord dans le processus de reconnaissance, à titre de partenaires, des organismes qui œuvrent sur son territoire. Elle précise également les règles à suivre par ces organismes pour obtenir cette reconnaissance et la maintenir.
La politique établit le statut de chaque organisme reconnu en fonction du niveau de complémentarité de sa mission avec celle de l'arrondissement de Montréal-Nord. L'accès aux ressources financières, matérielles et techniques de l'arrondissement dépend principalement de ce statut. Ainsi, les organismes reconnus par l'arrondissement sont susceptibles d'appartenir à l'une ou l'autre des catégories ou sous catégories d'organismes suivants :

1. Les partenaires de mission
    a. Les partenaires de mission complémentaire
    b. Les partenaires de mission partagée
2. Les partenaires associés
    a. Les partenaires institutionnels
    b. Les partenaires de concertation
3. Les partenaires privés

Chaque catégorie nécessite de satisfaire à des critères de reconnaissance spécifiques. Une reconnaissance est valide pour trois ans. De plus, à certaines conditions et selon le type d'organismes, une reconnaissance permet d'obtenir une aide financière dans le cadre des cinq programmes suivants :

· Les subventions aux organismes de loisirs;
· Les subventions aux clubs sportifs;
· Les subventions aux organismes culturels;
· Les subventions pour des projets spéciaux;
· Les subventions provenant de la Ville de Montréal et gérées de concert avec l'arrondissement.

La politique précise également les conditions et les règles d'accès au soutien matériel et technique fourni par l'arrondissement. Selon le type d'usage (occasionnel, périodique et permanent), elle contient notamment des indications sur les priorités d'accès aux locaux et plateaux gérés par l'arrondissement. Aussi, des règles spécifiques s'appliquent pour les locaux à vocation culturelle et ceux à vocation communautaire de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord (MCC).

L'Association de la Place Normandie a pour mission d'améliorer la qualité de vie des locataires et susciter la participation des membres à la vie communautaire.

L'Institut Pacifique a pour mission de soutenir l'intégration sociale des enfants de 6 à 12 ans, appuyer leurs parents, favoriser la résolution de conflits et la médiation en milieux

scolaire et communautaire comme outils de prévention de la violence, pour prévenir l'émergence de problèmes psychosociaux et contribuer à la persévérance scolaire, et ce, en étroite collaboration avec le milieu scolaire.

Halte-Femmes Montréal-Nord inc. a pour mission d'améliorer la qualité de vie et favoriser l'autonomie des femmes de Montréal-Nord et des environs sur les plans social, économique et affectif en misant sur l'entraide et la valorisation de leur potentiel, et soutenir celles ayant entrepris une démarche de croissance personnelle après avoir connu la violence conjugale.

Le Conseil Particulier Sault-au-Récollet Conférece Sainte-Colette a pour mission d'aider les personnes en situation de détresse temporaire par le biais de dépannage alimentaire, vêtements, petits appareils, jouets, etc. sauf les gros appareils.

Rond Point Jeunesse au travail a pour mission d'aider à l'intégration socio-professionnelle des jeunes.

L'Association des directions d'établissement scolaire retraitées de Montréal-Nord regroupe les membres de direction à la retraite des secteurs primaire, secondaire, adulte ainsi que les cadres de l'ex-commission des Écoles Catholiques de Montréal (CECM), la Commission Scolaire de Montréal (CSDM) et la Commission Scolaire de la Pointe-de l'île (CSPI). L'Association est aussi une section locale de l'Association Québécoise des Directeurs d'Écoles Retraités (AQDER, Section 12).

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de l'arrondissement de Montréal-Nord permet d'avoir une approche équitable et transparente dans le traitement des demandes de nombreux organismes partenaires. Le but de cette politique est de soutenir les organismes sans but lucratif dont la mission s'harmonise avec les orientations, les politiques et le plan d'action de l'arrondissement. En ce sens, ces organismes constituent des partenaires de premier plan permettant à l'arrondissement de Montréal-Nord de réaliser sa mission auprès des citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Le présent dossier est conforme à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes de Montréal-Nord.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude FOURNIER
Conseillère en planification

Tél : 514-328-4000
Télécop. : 514-328-4064

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-05

Claudel TOUSSAINT
Directeur

Tél : 514 328-4000
Télécop. : 514 328-4064

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1202577002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Secrétariat d'arrondissement_greffe et archives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Donner un avis de motion, présenter et déposer, en vue d'adopter à une séance ultérieure, le projet de Règlement RGC20-10-0001-1 modifiant le Règlement RGCA20-10-0001 sur les tarifs (exercice financier 2020) afin d'ajouter des frais d'inspections en vertu de l'application du Règlement 03-096 sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements.

QUE soit donné un avis de motion en vue d'adopter à une séance ultérieure, le projet de Règlement RGCA20-10-0006-1 modifiant le Règlement RGCA20-10-0001 sur les tarifs (exercice financier 2020) afin d'ajouter des frais d'inspections;
ET QUE soit présenté et déposé le projet de Règlement RGCA20-10-0006-1 modifiant le Règlement RGCA20-10-0001 sur les tarifs (exercice financier 2020) afin d'ajouter des frais d'inspections.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 18:18

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1202577002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Secrétariat d'arrondissement_greffe et archives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Donner un avis de motion, présenter et déposer, en vue d'adopter à une séance ultérieure, le projet de Règlement RGC20-10-0001-1 modifiant le Règlement RGCA20-10-0001 sur les tarifs (exercice financier 2020) afin d'ajouter des frais d'inspections en vertu de l'application du Règlement 03-096 sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements.

CONTENU

CONTEXTE

Il est possible pour l'arrondissement de percevoir des frais pour les inspections supplémentaires relatives à l'insalubrité dans le cas d'un avis de non-conformité émis précédemment.

Cette visite est gratuite si les non-conformités sont réglées. Cependant, on propose que des frais de 155 $ soient facturés directement au contrevenant si la situation n'a pas évolué entre la première et la seconde visite d'inspection. Il est également important de préciser que les frais s'appliquent au contrevenant, qui selon la situation, peut être soit le locataire ou soit le propriétaire de l'immeuble.

Contrairement au constat d'infraction, à l'amende et aux décisions de la cour municipale, les recettes provenant de la facturation pour visite supplémentaire demeurent un revenu de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Il s'avère qu'une telle procédure est un outil supplémentaire et très efficace en complément de l'outil persuasif du fonds concernant les travaux d'urgence effectués en lieu et place. Il incite fortement les contrevenants à se responsabiliser et effectuer les correctifs dans les délais raisonnables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication et d'information devra être élaboré.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie Marthe PAPINEAU
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 328-4000 poste 4027

Télécop. : 514 328-4299

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

Claire VASSART
Directrice / Peformance ,greffe et servcies adminstratifs

Tél : 514-328-4000 poste 4050

Télécop. :

Montréal-Nord
Montréal

RGCA20-10-0001-1

PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RGCA20-10-0001 SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2020) AFIN D'AJOUTER DES FRAIS D'INSPECTIONS

VU l'article 145 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion fut donné à la séance du 2 mars 2020 et que le règlement fut présenté et déposé à la même occasion;

EN CONSÉQUENCE, IL EST DÉCRÉTÉ ET STATUÉ CE QUI SUIT :

Article 1. Le Règlement RGCA20-10-0001sur les tarifs (exercice financier 2020) est modifié par l'ajout après l'article 18 de l'article 18.1 suivant :

«Aux fins de l'application du Règlement 03-096 sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements, lorsque le contrevenant ne s'est pas conformé à la liste des travaux à exécuter à l'intérieur des délais accordés dans un premier avis de non-conformité qui lui a été émis :

18.1.1	pour l'inspection relative aux travaux énumérés au premier avis de non-conformité, il sera perçu des frais de :	155 $
18.1.2	pour tout avis de non-conformité supplémentaire émis à l'égard des mêmes travaux, il sera perçu des frais de :	155 $
18.1.3	pour toute inspection relative aux travaux énumérés à un avis de non-conformité supplémentaire, il sera perçu des frais de :	: 155 $»

Christine Black
Maire d'arrondissement

Marie Marthe Papineau, avocate
Secrétaire d'arrondissement

A

vis de motion :
Adoption :
Promulgation – entrée en vigueur :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207040001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Donner un avis de motion, présenter et adopter le premier projet de Règlement RGCA13-10-0007-6 modifiant le Règlement RGCA13-10-0007 relatif aux usages conditionnels afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages de la classe « publique de classe b » (culte).

Il est recommandé :
QUE soit donné un avis de motion pour le Règlement RGCA13-10-0007-6 modifiant le Règlement RGCA13-10-0007 relatif aux usages conditionnels afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages de la classe « publique de classe b » (culte);

QUE soit présenté et déposé le premier projet de Règlement RGCA13-10-0007-6 modifiant le Règlement RGCA13-10-0007 relatif aux usages conditionnels afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages de la classe « publique de classe b » (culte);

QUE soit adopté le premier projet de Règlement RGCA13-10-0007-6 modifiant le Règlement RGCA13-10-0007 relatif aux usages conditionnels afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages de la classe « publique de classe b » (culte);

ET QU'une séance de consultation soit tenue conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-19 12:56

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207040001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Donner un avis de motion, présenter et adopter le premier projet de Règlement RGCA13-10-0007-6 modifiant le Règlement RGCA13-10-0007 relatif aux usages conditionnels afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages de la classe « publique de classe b » (culte).

CONTENU

CONTEXTE

Depuis quelques années, l'arrondissement observe une accentuation du nombre de demandes pour l'implantation de nouveaux lieux de culte sur son territoire.
En parallèle, plusieurs lieux de culte existants opérant sans certificat d'autorisation devront, au cours des prochains mois, régulariser leur statut d'occupation.

Par ailleurs, il a été observé que les lieux de culte tendent à se regrouper au sein de certains secteurs de la zone d'emploi. Cette situation laisse anticiper des impacts quant à la quiétude des secteurs résidentiels environnants (achalandage élevé et concentré dans le temps) et quant à la disponibilité du stationnement sur rue et des espaces dédiés aux activités économiques.

Face à ces constats, l'arrondissement a amorcé, à l'automne 2018, une démarche générale relative aux établissements de culte. Les établissements présents sur le territoire nord-montréalais ont été invités à deux rencontres ayant pour but de les informer et d'échanger sur la démarche qui se décline en trois volets :

1) Inscription, inspection et régularisation;

2) Révision réglementaire;

3) Élaboration d'outils de communication.

Le présent amendement s'inscrit dans le deuxième volet de la démarche.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 10 098 – 12 mars 2013 – Adopter le règlement R.R. 1562.012 afin de modifier diverses dispositions en liens avec l'usage « lieu de culte », et ce, pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

CA12 10415 – 11 décembre 2012 – Adopter les grandes orientations de l'arrondissement en matière d'implantation des lieux de culte à Montréal-Nord.

DESCRIPTION

Le projet de règlement consiste principalement à :

- réviser les zones admissibles au dépôt d'une demande d'usage conditionnel pour les usages de la classe « publique de classe b » (culte) de manière à retirer les zones R5-346, R12-347, C6-646, C9-820, C9-811, I3-473 et I3-478 et à ajouter les zones C1-12, C1-391, C1-594, C10-720, C1-853, RM26-569, RM32-599, I8-465 et I9-843;
- interdire un tel usage dans un bâtiment comportant l'usage résidentiel ou en mitoyenneté avec un tel bâtiment;
- limiter le nombre d'établissements de la classe d'usage « publique de classe b » (culte) à deux (2) par zone;
- prévoir que les établissements de la classe d'usage « publique de classe b » (culte) respectant le ratio minimal de cases de stationnement et ceux partageant un seul et même bâtiment soient soustraits aux mesures de contingentement;
- apporter des précisions quant aux critères d'évaluation relatifs à :
  - la proximité de l'usage résidentiel;
  - la nature et le degré de concentration des autres usages environnants;
  - la réponse aux besoins en stationnement générés par l'usage;
- exiger une étude de stationnement lorsque le ratio minimal de cases de stationnement n'est pas atteint sur le terrain visé par la demande et préciser le contenu minimal d'une telle étude;
- exiger une étude de caractérisation des sols pour un bâtiment ayant été occupé par un usage figurant à l'annexe III du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RLRQ chapitre Q-2, r.37) lorsque des travaux d'aménagement extérieurs sont prévus;
- préciser ce qui constitue une infraction au règlement et clarifier les dispositions pénales applicables;
- retirer l'article relatif aux droits acquis qui peut être source de confusion puisque les droits acquis sont déjà gérés par le Règlement de zonage n^{o} 1562.

JUSTIFICATION

L'arrondissement souhaite modifier la réglementation relative aux lieux de culte de manière à assurer une intégration et une cohabitation harmonieuse de l'usage dans le milieu environnant.
Plus particulièrement, les modifications visent à :

- actualiser les zones admissibles, principalement en vue de permettre la régularisation ou la relocalisation d'établissements présents sur le territoire de l'arrondissement;
- intégrer des mesures de contingentement de l'usage afin de limiter les irritants liés à la concentration de l'usage dans certains secteurs;
- ajuster certaines dispositions du Règlement RGCA13-10-0007 relatif aux usages conditionnels, de manière à en faciliter l'application.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Deux rencontres d'information et d'échange avec les établissements de culte ont eux lieu en 2018 et en 2019. De plus, un comité de suivi de la démarche, réunissant des représentants de l'arrondissement et des établissements de culte, a été mis sur pied et s'est réuni une première fois en janvier 2020.
En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, des avis publics seront publiés quant à la tenue de l'assemblée publique et quant au mécanisme d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Certains articles de ce projet de règlement sont susceptibles d'approbation référendaire selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Mars 2020

- Conseil d'arrondissement du 2 mars 2020 - Avis de motion et adoption du 1er projet de règlement;
- Avis public annonçant l'assemblée publique.

Avril 2020

- 7 avril 2020 - Assemblée publique sur le projet de règlement;

Mai 2020

- Conseil d'arrondissement du 4 mai 2020 - Adoption du 2e projet de règlement;
- Avis public décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire;
- Délai de huit (8) jours requis pour recevoir une demande signée d'ouverture d'un registre menant à la tenue d'un référendum.

Juin 2020

- Conseil d'arrondissement du 1er juin 2020 - Adoption du règlement;
- Tenue d'un référendum si demande valide;

ou

- Délivrance du certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anick LAFOREST
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-328-4000 poste 4102

Télécop. : 514-328-4012

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

David ROSS
Chef de division

Tél : 514-328-4000. poste 4040

Télécop. :

RÈGLEMENT RGCA13-10-0007-6

PROJET DE RÈGLEMENT

Modifiant le Règlement relatif aux usages conditionnels RGCA13-10-0007 afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages de la classe « publique de classe b (culte) »

……...

VU la procédure de modification aux règlements d'urbanisme prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c. A-19.1;

À sa séance du _____ 2020, le conseil de l'arrondissement de Montréal-Nord décrète et statue ce qui suit :

Article 1. L'article 23 du Règlement sur les usages conditionnels RGCA13-10-0007 de l'arrondissement de Montréal-Nord est remplacé par les suivants :

« **23. MODIFICATIONS À L'OBJET DE L'AUTORISATION**

Toute modification aux plans, documents, à la nature de la demande ou aux conditions de la résolution par laquelle le conseil accorde la demande, nécessite la présentation d'une nouvelle demande.

23.1. PÉREMPTION DE L'AUTORISATION

L'interruption d'un usage conditionnel durant une période supérieure à 6 mois consécutifs, la non-concrétisation de cet usage dans un délai de 18 mois suivant la résolution du conseil l'autorisant ou le non-respect d'une condition imposée dans cette résolution entraîne la nullité de celle-ci. ».

Article 2. L'article 26 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **26. ZONES D'APPLICATION**

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux zones suivantes :

C1-12	RM13-224	I3-250	P1-217
C5-212	RM26-569	I3-251	
C1-391	RM32-599	I3-270	
C1-594		I3-272	
C15-711		I3-441	
C14-715		I3-445	
C10-720		I8-465	

C6-741 C12-807 C1-853		I3-469 I3-476 I3-630 I3-633 I3-638 I3-661 I3-816 I12-817 I9-843

Article 3. L'article 27 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° Un plan d'implantation du projet incluant les bâtiments (principal et accessoire), les aires de stationnement et les espaces naturels. »;

2° l'ajout des paragraphes suivants :

« 3° Lorsque des travaux d'excavation ou d'aménagement paysager sont prévus et que le bâtiment visé par la demande est occupé ou a précédemment été occupé par un usage commercial ou industriel figurant à l'annexe III du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RLRQ, chapitre Q-2, r. 37), une étude de caractérisation des sols.

4° Si le nombre de cases de stationnement sur le terrain visé par la demande est inférieur à 1 case par 50 m^2 de superficie de plancher occupée par l'usage conditionnel, une étude de stationnement.

Cette étude doit être préparée par un expert dans le domaine et doit minimalement comprendre :

a) la demande en stationnement estimée pour chaque période où l'occupation est prévue sur une base régulière. Cette estimation doit être faite en fonction de la capacité d'occupation maximale de l'établissement;

b) l'estimation des parts modales des déplacements, en tenant compte de la nature des usages prévus et des données les plus récentes sur la mobilité des personnes dans le secteur visé;

c) un relevé du nombre de cases de stationnement sur rue accessibles à l'intérieur d'une distance de marche de 200 m du terrain visé par la demande;

d) le taux d'occupation du stationnement sur rue aux plages horaires correspondant aux activités régulières de l'établissement;

e) toute mesure complémentaire prévue pour la gestion de la demande en stationnement. ».

Article 4. L'article 28 de ce règlement est modifié par :

3° le remplacement du titre de l'article par le suivant :

« **CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ DE L'USAGE CONDITIONNEL** »;

4° le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° Le bâtiment visé par la demande ne doit pas comporter d'usage résidentiel ni de service communautaire d'hébergement. De plus il ne doit pas avoir de mur mitoyen avec un bâtiment comportant un usage résidentiel ou un service communautaire d'hébergement; »;

5° l'ajout des paragraphes suivants :

« 5° Dans la zone I8-465, le lieu de culte ou le centre communautaire ne doit pas occuper le rez-de-chaussée d'un bâtiment;

6° Le nombre maximal d'établissements occupés par un usage principal de la classe publique B (culte) est de deux par zone.

Aux fins du calcul du nombre d'établissements visé au premier alinéa du présent paragraphe, les établissements situés dans un même bâtiment comptent pour un établissement.

Le premier alinéa du présent paragraphe ne s'applique pas dans les cas suivants :

a) lorsque l'établissement est situé dans le même bâtiment qu'un autre établissement occupé par un usage de la classe publique b (culte);

b) lorsque le nombre de cases de stationnement sur le terrain où est situé l'établissement est égal ou supérieur à 1 case par 50 m^2 de superficie de plancher occupée par l'usage de la classe publique b (culte). ».

Article 5. L'article 29 de ce règlement est modifié par le remplacement :

1° du sous-paragraphe b) du paragraphe 3° par le suivant :

« b) la nature et le degré de concentration des autres usages exercés dans le bâtiment et dans le secteur; »;

2° du paragraphe 4° par le suivant :

« 4° Si le terrain visé par la demande est adjacent à un terrain occupé par un usage résidentiel, l'usage conditionnel est suffisamment éloigné de l'usage résidentiel, ou séparé de celui-ci par des aménagements, de manière à atténuer les impacts négatifs sonores et visuels. »;

3° du préambule du paragraphe 5° par le suivant :

« Le projet n'aggrave pas les nuisances liées à l'usage de l'automobile. À cette fin, il devra être démontré que : »;

4° du sous-paragraphe a) du paragraphe 5° par le suivant :

« a) i) un nombre de cases de stationnement suffisant est prévu pour répondre adéquatement aux besoins de l'usage conditionnel aux heures d'achalandage, sans causer de préjudice aux usages exercés dans le secteur et autorisés par le Règlement de zonage refondu n^{o} 1562 de même qu'à la qualité de vie des résidents riverains.

ii) dans le cas où le nombre de cases de stationnement sur le terrain visé par la demande est inférieur à 1 case par 50 m^2 de superficie de plancher occupée par l'usage conditionnel, du stationnement sur rue est disponible à une distance de marche de 200 m de ce terrain en quantité suffisante pour répondre à la demande en stationnement générée par l'usage aux heures d'achalandage. ».

Article 6. L'article 30 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **30. INFRACTION**

Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement ou d'une résolution du conseil adoptée en vertu du présent règlement, commet une infraction. ».

Article 7. Le préambule de l'article 32 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Quiconque commet une infraction visée à l'article 30 est passible : ».

Article 8. L'article 34 de ce règlement est abrogé.

Christine Black
Mairesse d'arrondissement

Marie Marthe Papineau, avocate
Secrétaire d'arrondissement

Avis de motion - présentation et adoption premier projet :
Adoption second projet :
Adoption :
Certificat de conformité - entrée en vigueur :
Promulgation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207040002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Donner un avis de motion, présenter, déposer et adopter le premier projet de Règlement R.R.1562.054 modifiant le Règlement de zonage refondu 1562 afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages « lieu de culte » et « centre communautaire », et ce, pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

Il est recommandé :
QUE soit donné un avis de motion pour le Règlement R.R. 1562.054 modifiant le Règlement de zonage refondu n°1562 afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages « lieu de culte » et « centre communautaire »;

QUE soit présenté et déposé le premier projet de Règlement R.R. 1562.054 modifiant le Règlement de zonage refondu n°1562 afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages « lieu de culte » et « centre communautaire »;

QUE soit adopté le premier projet de Règlement R.R. 1562.054 modifiant le Règlement de zonage refondu n°1562 afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages « lieu de culte » et « centre communautaire »;

ET QU'une séance de consultation soit tenue conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-19 12:57

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207040002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Donner un avis de motion, présenter, déposer et adopter le premier projet de Règlement R.R.1562.054 modifiant le Règlement de zonage refondu 1562 afin de modifier diverses dispositions en lien avec les usages « lieu de culte » et « centre communautaire », et ce, pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis quelques années, l'arrondissement observe une augmentation du nombre de demandes pour l'implantation de nouveaux lieux de culte sur son territoire.
En parallèle, plusieurs lieux de culte existants opérant sans certificat d'autorisation devront, au cours des prochains mois, régulariser leur statut d'occupation.

Par ailleurs, il a été observé que les lieux de culte tendent à se regrouper au sein de certains secteurs de la zone d'emploi. Cette situation laisse anticiper des impacts quant à la quiétude des secteurs résidentiels environnants (achalandage élevé et concentré dans le temps) et quant à la disponibilité du stationnement sur rue et des espaces dédiés aux activités économiques.

Face à ces constats, l'arrondissement a amorcé, à l'automne 2018, une démarche générale relative aux établissements de lieux de culte. Les responsables des établissements présents sur le territoire nord-montréalais ont été invités à deux rencontres ayant pour but de les informer et d'échanger sur la démarche qui se décline en trois volets :

1) Inscription, inspection et régularisation;

2) Révision réglementaire;

3) Élaboration d'outils de communication.

Le présent amendement s'inscrit dans le deuxième volet de la démarche.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 10 098 – 12 mars 2013 – Adopter le Règlement R.R. 1562.012 afin de modifier diverses dispositions en lien avec l'usage « lieu de culte », et ce, pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

CA12 10415 – 11 décembre 2012 – Adopter les grandes orientations de l'arrondissement en matière d'implantation des lieux de culte à Montréal-Nord.

DESCRIPTION

Le projet de règlement consiste principalement à :

- modifier la définition des expressions « lieu de culte » et « centre communautaire » et ajouter une définition pour l'expression « culte »;
- retirer l'usage « centre communautaire » des usages autorisés sous la classe d'usage « commerce de classe d » (divertissement sportif et culturel) et l'autoriser sous la classe d'usage « publique de classe b » (culte);
- modifier la délimitation de certaines zones en :
    - o créant la zone C1-853 à même une partie de la zone C9-811;
    - o agrandissant la zone I3-638 à même une partie de la zone I10-635;
    - o agrandissant la zone I3-445 à même une partie de la zone I10-446;
    - o agrandissant la zone I3-469 à même une partie de la zone I10-468;
    - o créant la zone RM11-854 à même une partie de la zone RM11-235;
- permettre les usages de la classe « publique de classe b » (culte) dans la zone RM11-235 et les interdire dans la zone RM11-854.

JUSTIFICATION

L'arrondissement souhaite modifier la réglementation relative aux lieux de culte de manière à assurer une intégration et une cohabitation harmonieuse de l'usage dans le milieu environnant.
Plus particulièrement, les modifications visent à :

- effectuer des ajustements à la délimitation de certaines zones où les usages de la classe "publique de classe b" (culte) sont permis de plein droit ou en vertu du règlement sur les usages conditionnels, principalement pour permettre la régularisation ou la relocalisation d'établissements présents sur le territoire de l'arrondissement;
- clarifier la terminologie liée aux usages cultuels et communautaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Deux rencontres d'information et d'échange avec les établissements de culte ont eux lieu en 2018 et en 2019. De plus, un comité de suivi de la démarche, réunissant des représentants

de l'arrondissement et des établissements de culte, a été mis sur pied et s'est réuni une première fois en janvier 2020.
En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, des avis publics seront publiés quant à la tenue de l'assemblée publique et quant au mécanisme d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Certains articles de ce projet de règlement sont susceptibles d'approbation référendaire selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Mars 2020

- Conseil d'arrondissement du 2 mars 2020 - Avis de motion et adoption du 1er projet de règlement;
- Avis public annonçant l'assemblée publique.

Avril 2020

- 7 avril 2020 - Assemblée publique sur le projet de règlement;

Mai 2020

- Conseil d'arrondissement du 4 mai 2020 - Adoption du 2e projet de règlement;
- Avis public décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire;
- Délai de 8 jours requis pour recevoir une demande signée d'ouverture d'un registre menant à la tenue d'un référendum.

Juin 2020

- Conseil d'arrondissement du 1er juin 2020 - Adoption du règlement;
- Tenue d'un référendum si demande valide;

ou

- Délivrance du certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

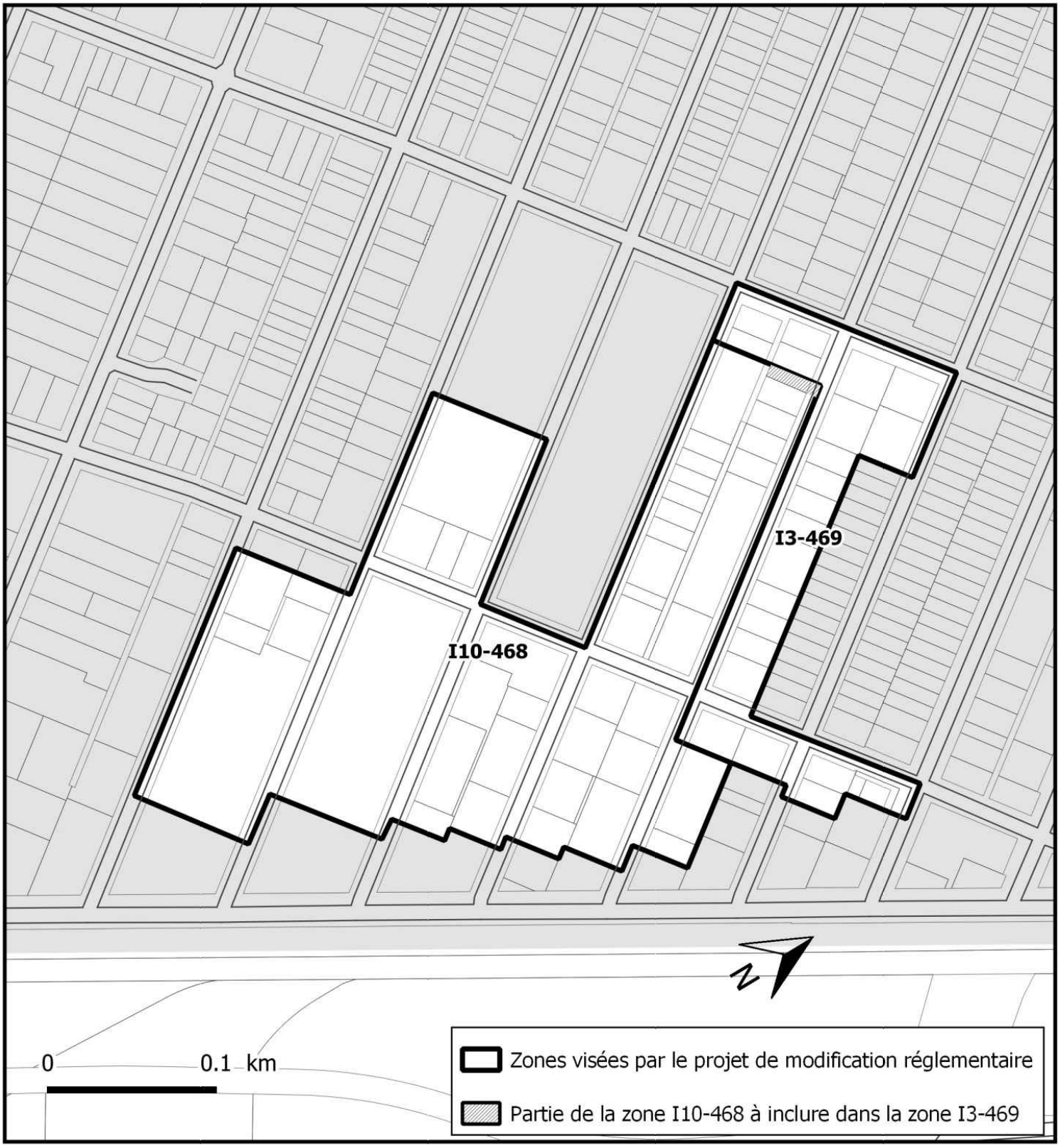
Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

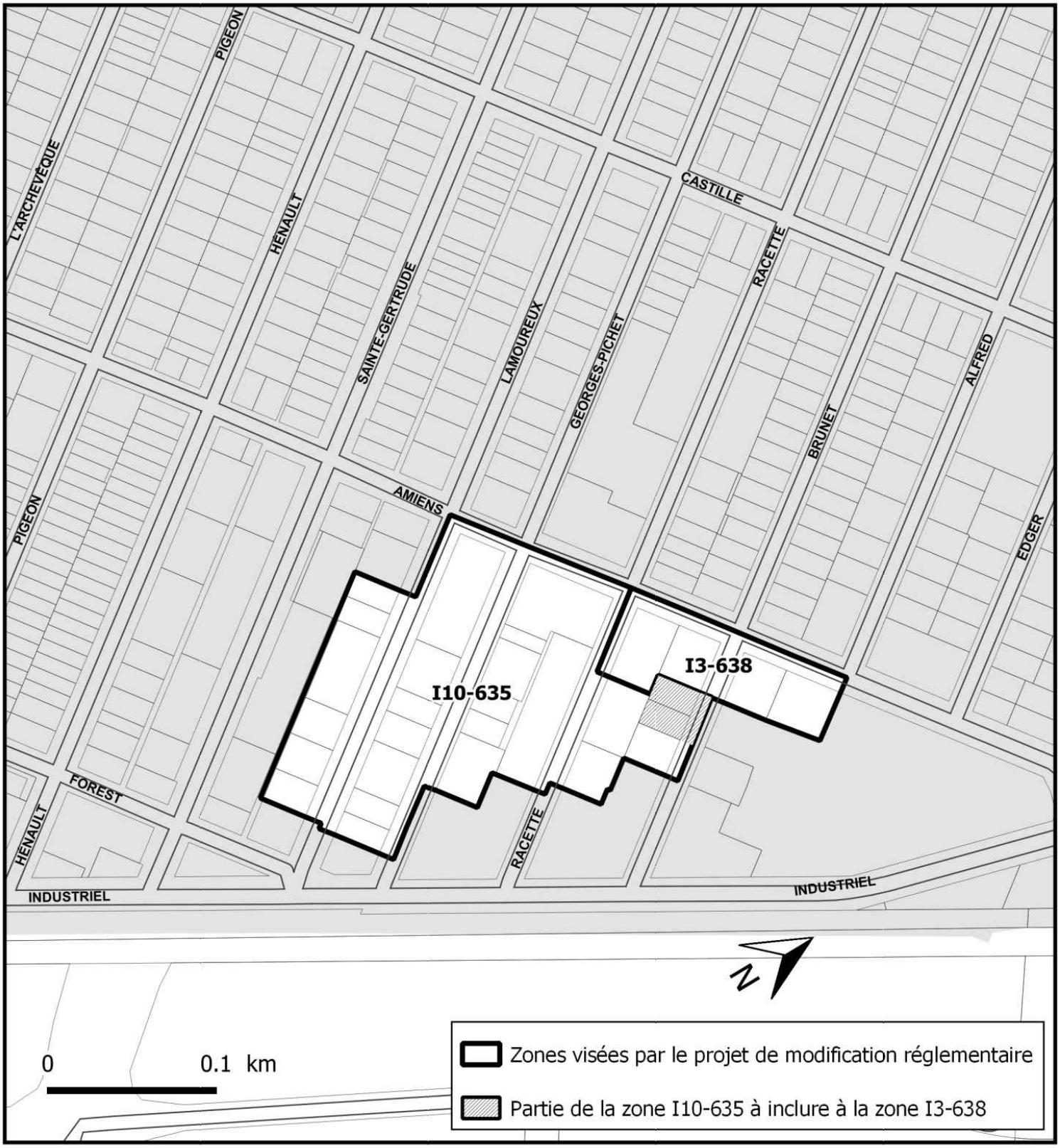
Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-01-31
Anick LAFOREST conseiller(ere) en amenagement		David ROSS Chef de division	
Tél :	514-328-4000 poste 4102	**Tél :**	514-328-4000. poste 4040
Télécop. :	514-328-4012	**Télécop. :**	



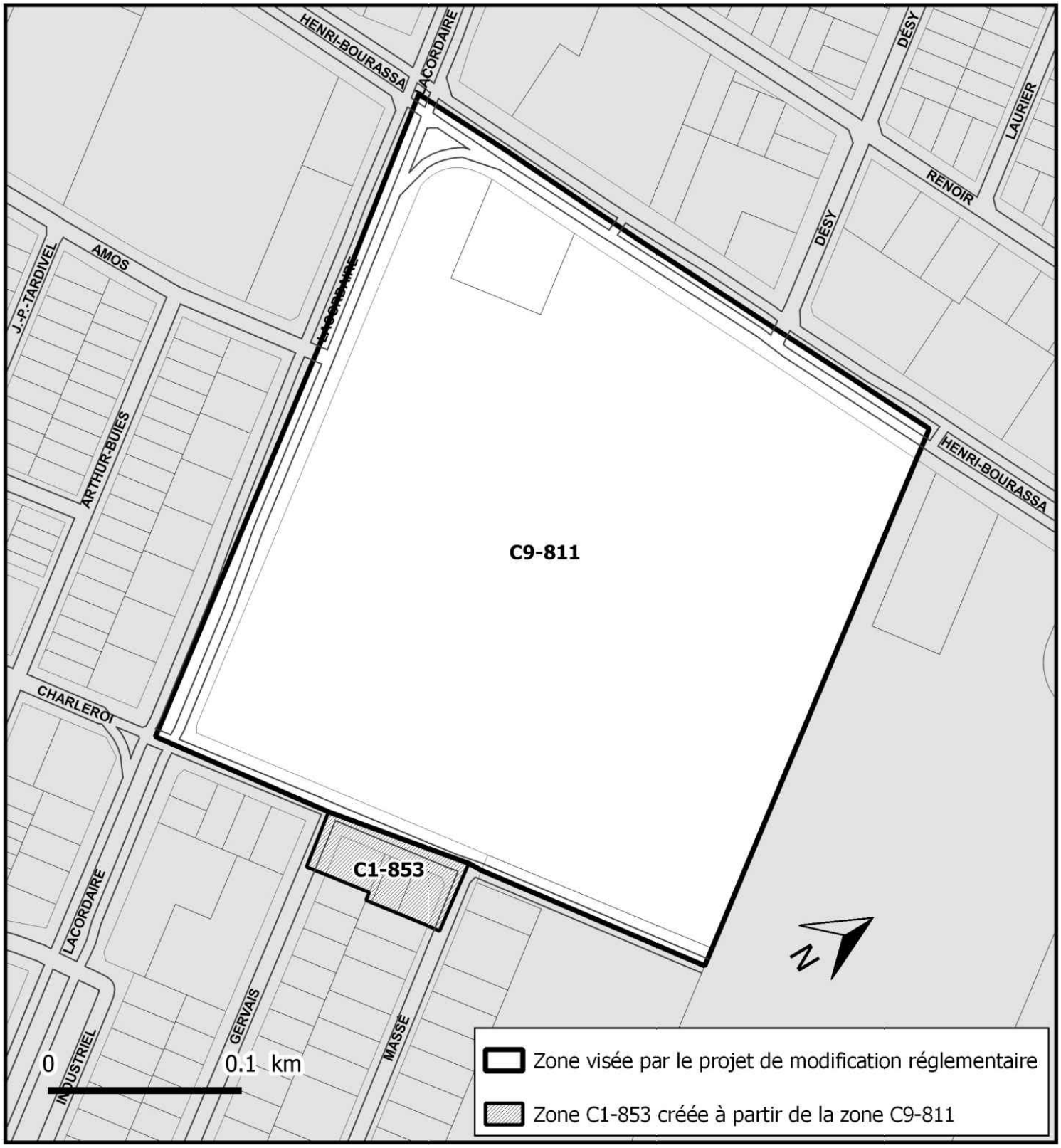
Montréal-Nord
Montréal

ANNEXE A
RÈGLEMENT R.R. 1562.054



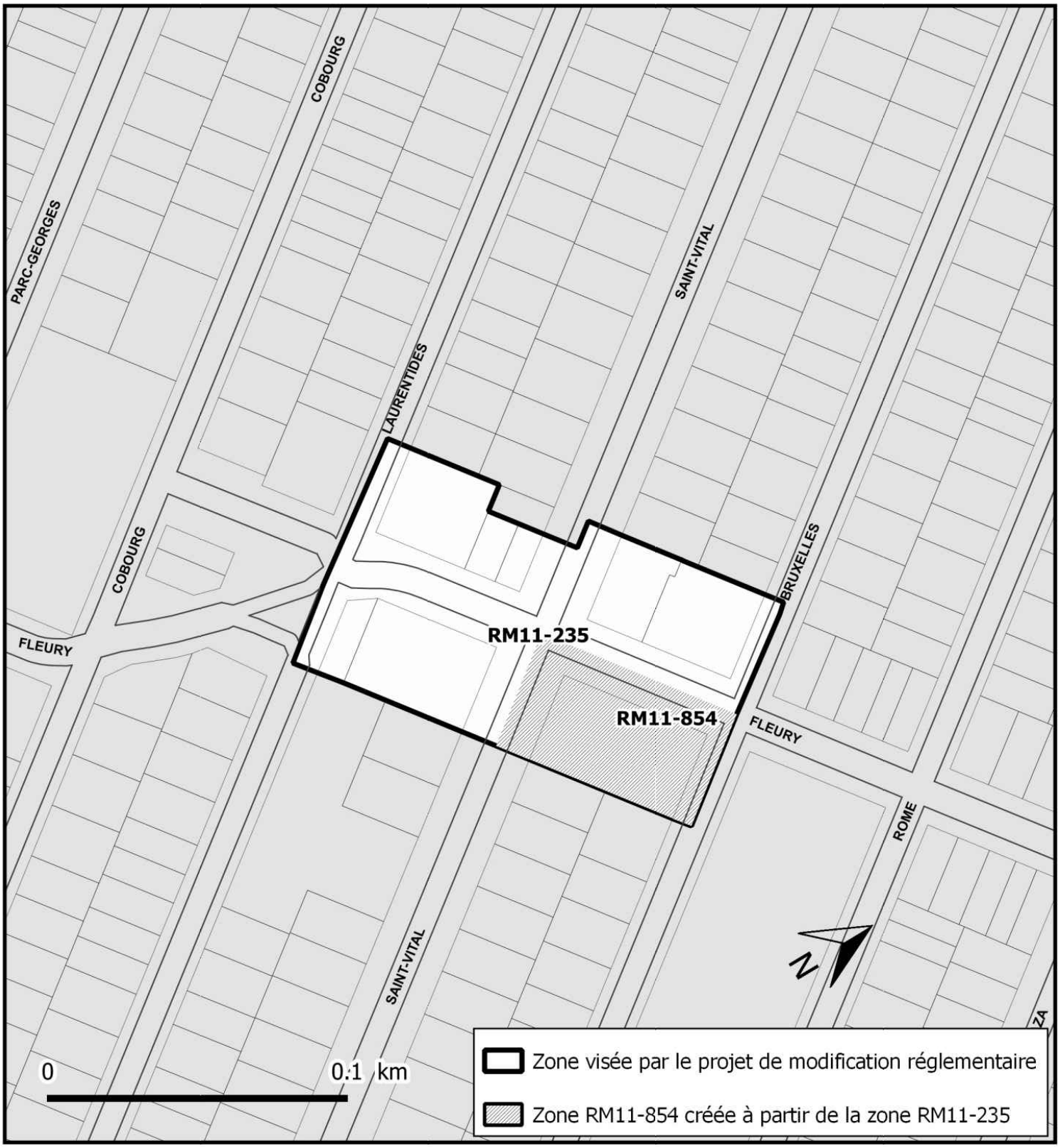
Montréal-Nord
Montréal

ANNEXE A
RÈGLEMENT R.R. 1562.054



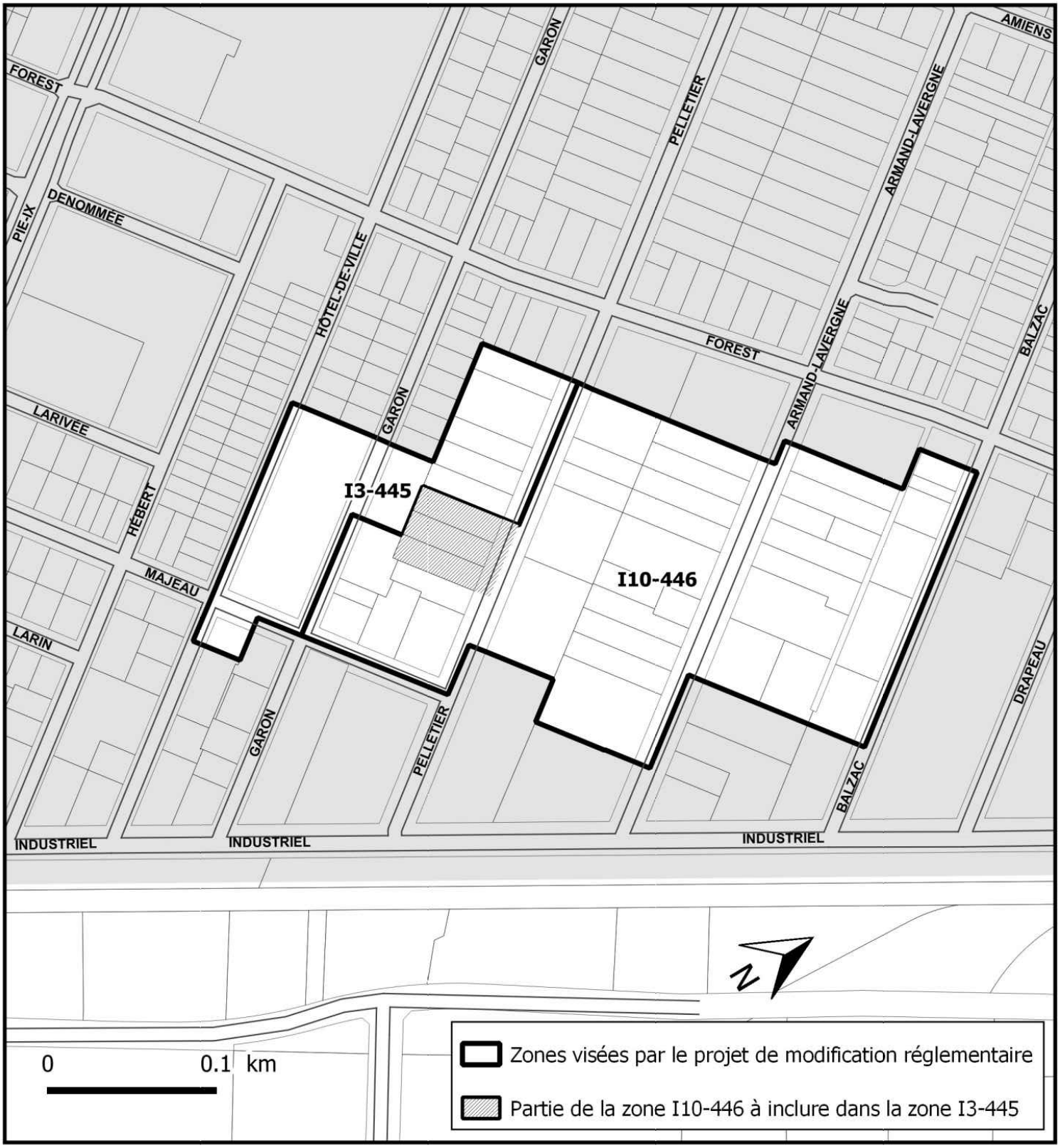
Montréal-Nord
Montréal

ANNEXE A
RÈGLEMENT R.R. 1562.054



Montréal-Nord
Montréal

ANNEXE A
RÈGLEMENT R.R. 1562.054



Montréal-Nord
Montréal

ANNEXE A
RÈGLEMENT R.R. 1562.054

Montréal-Nord Montréal

GRILLE DES USAGES ET DES NORMES

Zone RM11 854

USAGES PERMIS

Résidentiel	(R) Classe A (unifamiliale 1 logement)	
	(R) Classe B (unifamiliale avec possibilité d'un logement au sous-sol)	
	(R) Classe C (bifamiliale 2 logements)	
	(R) Classe D (bifamiliale avec possibilité d'un logement au sous-sol)	d
	(R) Classe E (trifamiliale 3 logements)	
	(R) Classe F (trifamiliale avec possibilité d'un logement au sous-sol)	f
	(R) Classe G (multifamiliale 4 logs. possibilité de 2 logs. au sous-sol)	g
	(R) Classe H (multifamiliale 5 à 6 logements)	h
	(R) Classe I (multifamiliale 7 à 10 logements)	i
	(R) Classe J (multifamiliale 11 logements et +)	j
	(R) Classe L (maison d'hébergement)	l
	(R) Classe M (multifamiliale de service)	
Commercial	(C) Classe A (soutien)	a
	(C) Classe B (bureaux)	b
	(C) Classe C (spécialisé de faible nuisance)	
	(C) Classe D (sportif et culturel)	
	(C) Classe E (divertissement avec consommation d'alcool)	
	(C) Classe F (station-service)	
	(C) Classe G (service relié à l'automobile)	
	(C) Classe H (spécialisé de moyenne nuisance: gros)	
	(C) Classe I (spécialisé de moyenne nuisance: entrepreneurs)	
	(C) Classe J (spécialisé de forte nuisance)	
	(C) Classe K (hébergement de type touristique)	
Industriel	(I) Classe A (aucune nuisance)	
	(I) Classe B (faible nuisance)	
	(I) Classe C (moyenne nuisance)	
	(I) Classe D (forte nuisance)	
Public	(P) Classe A (enseignement)	
	(P) Classe B (culte)	
	(P) Classe C (services)	
	(P) Classe D (parcs et terrains de jeux)	
	(P) Classe E (infrastructure et équipements)	
	(P) Classe F (services communautaires)	f

NORMES SPÉCIALES ET SPÉCIFIQUES

Bâtiment	Nbre d'étages minimum	2
	Nbre d'étages maximum	3
	Superficie d'implantation minimum (mc)	Art. 119; 184
	Largeur minimum (mètres)	Art. 117; 184
	Profondeur minimum (mètres)	Art. 118; 184
Structure du bâtiment	Isolée	OUI
	Jumelée	OUI
	En rangée	OUI
	Projet intégré	
Marges et cours	Avant principale minimum (mètres)	4,50m.
	Avant secondaire (mètres)	2,25m. ou Art. 149.1; 149,2
	Latérale minimum (mètres)	1,98m.
	Arrière minimum (mètres)	Art. 133; 146
	Cour arrière minimum (%)	
Densité d'occupation	Nbre de logements par bâtiment mixte (min)	1
	C.O. S. (min)	0,40
	C. O. S. (max)	1,80
	Taux d'implantation au sol (min)	20%
	Taux d'implantation au sol (max)	60%
Divers	Protection de la rive (Article 89)	
	Zones inondables (Article 90)	

USAGES SPÉCIFIQUEMENT PERMIS

Usages complémentaires	OUI
Usages domestiques	OUI
Bâtiments accessoires	OUI
Entreposage extérieur	

NORMES SPÉCIALES APPLICABLES À CERTAINS USAGES

Art. 114; 115; 121; 148; 188; 189

USAGES SPÉCIFIQUEMENT EXCLUS

NOTES ET RENVOIS

AMENDEMENTS

(R.R.1562.054, art.xx, e.v. xx mois xxxx)	Plan
(R.R.1562.054, art.xx, e.v. xx mois xxxx)	Grille

Usages Conditionnels - Notes administratives pour MapInfo

Imprimé le *12 février 2020*

Montréal-Nord
Montréal

GRILLE DES USAGES ET DES NORMES

Zone **C1** **853**

USAGES PERMIS

Résidentiel	(R) Classe A (unifamiliale 1 logement)	
	(R) Classe B (unifamiliale avec possibilité d'un logement au sous-sol)	
	(R) Classe C (bifamiliale 2 logements)	
	(R) Classe D (bifamiliale avec possibilité d'un logement au sous-sol)	
	(R) Classe E (trifamiliale 3 logements)	
	(R) Classe F (trifamiliale avec possibilité d'un logement au sous-sol)	
	(R) Classe G (multifamiliale 4 logs. possibilité de 2 logs. au sous-sol)	
	(R) Classe H (multifamiliale 5 à 6 logements)	
	(R) Classe I (multifamiliale 7 à 10 logements)	
	(R) Classe J (multifamiliale 11 logements et +)	
	(R) Classe L (maison d'hébergement)	
	(R) Classe M (multifamiliale de service)	
Commercial	(C) Classe A (soutien)	a
	(C) Classe B (bureaux)	b
	(C) Classe C (spécialisé de faible nuisance)	
	(C) Classe D (sportif et culturel)	
	(C) Classe E (divertissement avec consommation d'alcool)	
	(C) Classe F (station-service)	
	(C) Classe G (service relié à l'automobile)	
	(C) Classe H (spécialisé de moyenne nuisance: gros)	
	(C) Classe I (spécialisé de moyenne nuisance: entrepreneurs)	
	(C) Classe J (spécialisé de forte nuisance)	
	(C) Classe K (hébergement de type touristique)	
Industriel	(I) Classe A (aucune nuisance)	
	(I) Classe B (faible nuisance)	
	(I) Classe C (moyenne nuisance)	
	(I) Classe D (forte nuisance)	
Public	(P) Classe A (enseignement)	
	(P) Classe B (culte)	
	(P) Classe C (services)	
	(P) Classe D (parcs et terrains de jeux)	
	(P) Classe E (infrastructure et équipements)	
	(P) Classe F (services communautaires)	f

NORMES SPÉCIALES ET SPÉCIFIQUES

Bâtiment	Nbre d'étages minimum	2
	Nbre d'étages maximum	2
	Superficie d'implantation minimum (mc)	100m²
	Largeur minimum (mètres)	6,10m.
	Profondeur minimum (mètres)	15,00m.
Structure du bâtiment	Isolée	OUI
	Jumelée	OUI
	En rangée	
	Projet intégré	OUI
Marges et cours	Avant principale minimum (mètres)	7,50m.
	Avant secondaire (mètres)	2,25m. ou Art. 203.1; 203.2
	Latérale minimum (mètres)	Art. 200
	Arrière minimum (mètres)	Art. 202
	Cour arrière minimum (%)	
Densité d'occupation	Nbre de logements par bâtiment mixte (min)	
	C.O. S. (min)	0,70
	C. O. S. (max)	1,40
	Taux d'implantation au sol (min)	35%
	Taux d'implantation au sol (max)	70%
	Protection de la rive (Article 89)	
	Zones inondables (Article 90)	

USAGES SPÉCIFIQUEMENT PERMIS

Usages complémentaires	OUI
Usages domestiques	
Bâtiments accessoires	OUI
Entreposage extérieur	

NORMES SPÉCIALES APPLICABLES À CERTAINS USAGES

Art. 180; 188; 189; 190; 191; 192; 203

USAGES SPÉCIFIQUEMENT EXCLUS

NOTES ET RENVOIS

AMENDEMENTS

(R.R.1562.054, art.xx, e.v. xx mois xxxx)	Plan
(R.R.1562.054, art.xx, e.v. xx mois xxxx)	Grille

Usages Conditionnels - Notes administratives pour MapInfo

Imprimé le *12 février 2020*

Montréal-Nord
Montréal

PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT DE ZONAGE R.R.1562.054

Afin de modifier la terminologie liée aux usages religieux

……

VU la procédure de modification aux règlements de zonage prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme RLRQ c. A-19.1;

Le conseil de l'arrondissement de Montréal-Nord décrète et statue ce qui suit :

Article 1. L'article 35 du Règlement de zonage refondu numéro 1562 de l'arrondissement de Montréal-Nord est modifié par :

1° le remplacement de la définition de « Centre communautaire » par la suivante :

« **Centre communautaire** : Espace destiné à des fins de rencontres et d'activités de groupe, sociales ou autres. »;

2° l'insertion, après la définition de « Cul-de-sac », de la définition suivante :

« **Culte** : Ensemble des cérémonies pratiquées par les adeptes d'une religion ou d'un mouvement religieux (offices collectifs, fêtes, célébrations particulières et autres rites). »;

3° le remplacement de la définition de « Lieu de culte » par la suivante :

« **Lieu de culte** : Espace de rassemblement d'un groupe religieux qui lui est consacré aux fins de la pratique du culte, que cette activité soit exclusive ou non. ».

Article 2. Le paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 55 de ce règlement est abrogé.

Article 3. L'article 70 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **70. PUBLIQUE DE CLASSE B (CULTE)**

Généralités
Sont de cette classe les activités publiques dans le domaine religieux, communautaire et culturel.

Usages
Sont de cette classe les usages suivants et les usages de même nature non mentionnés ailleurs dans le présent règlement :

1° Églises;

2° Synagogue;

3° Temple religieux;

4° Mosquée;

5° Autre lieu de culte;

6° Centre communautaire. ».

Article 4. Le plan de zonage inclus à l'annexe 2 de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur les extraits de ce plan joints en annexe A au présent règlement.

Article 5. L'annexe 5 de ce règlement est modifiée par l'ajout, en ordre numérique, des grilles des usages et des normes relatives aux zones C1-853 et RM11-854 jointes en annexe B au présent règlement

Christine Black Mairesse d'arrondissement	Marie Marthe Papineau, avocate Secrétaire d'arrondissement

Avis de motion - adoption premier projet	2 mars 2019
Adoption second projet	4 mai 2019
Adoption	1er juin 2019
Certificat de conformité - entrée en vigueur	
Promulgation	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1204602001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le premier projet de résolution PP-044 afin de permettre la démolition de sections et l'agrandissement de l'école de la Fraternité située au 11241, avenue Drapeau, le tout en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Il est recommandé :
D'adopter en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, un premier projet de résolution visant à autoriser la démolition de sections et l'agrandissement de l'école de la Fraternité située au 11241, avenue Drapeau soit les lots 1 846 128, 1 846 130, 1 846 131 et 1 846 133 du cadastre du Québec, en dérogeant à certaines dispositions des règlements d'urbanisme de l'arrondissement. Ainsi :

De déroger à la grille P1-379 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser un nombre d'étages maximum de 3 au lieu de 2, une marge avant principale de 3 m au lieu de 4,5 m du côté de l'avenue Éthier, un C.O.S. (coefficient d'occupation au sol) maximal de 0,68 au lieu de 0,60 et un taux d'implantation au sol maximal de 41,6 % au lieu de 30 %;

De déroger à l'article 76 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser l'utilisation de 4 différents types de revêtements extérieurs sur les murs du bâtiment au lieu de 3;

De déroger à l'article 92.20 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser 35 cases de stationnement plutôt que 48;

De déroger à l'article 229 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser un conteneur à ordures en cour arrière;

De déroger à l'article 236 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser aucune aire de chargement et déchargement au lieu d'une;

De déroger à l'article 237.2 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser une clôture d'une hauteur maximale 1,88 m au lieu de 0,90 m;

De déroger à l'article 237.3 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser sur une partie de la clôture en bordure du terrain de soccer, l'utilisation d'un filet comme matériau;

Le tout aux conditions suivantes :

QU'une suite soit donnée à cette demande, par la délivrance d'un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution;

Que le permis ne soit délivré que lorsque la commission scolaire de la Pointe-de-L'île, ou toute entité la représentant, sera devenue propriétaire des terrains constitués des lots 1 846 128, 1 846 130 et 1 846 133 du cadastre du Québec;

QU'une garantie financière de 1 % de la valeur des travaux soit déposée lors de la délivrance du permis et que cette garantie soit libérée progressivement comme suit :

· 25% suite aux travaux de raccordement;
· 25% suite aux travaux de fondation;
· 25% suite aux travaux de structure;
· 25% à la livraison du projet;

ET CE conformément aux documents déposés :

· Plans de constructions et d'aménagements par Madame Stéphanie Gravel pour la firme Bergeron Thouin Associés Architectes inc. et par madame Fanny Lemaire, pour l'agence Relief design, datés du 16 janvier 2020;

· Plans complémentaires par Madame Stéphanie Gravel pour la firme Bergeron Thouin Associés Architectes inc. et par madame Fanny Lemaire, pour l'agence Relief design, datés du 16 janvier 2020;

· Certificat de localisation préparé par Monsieur Louis-Philippe Fouquette, arpenteur géomètre, pour la firme Labre et associés arpenteurs géomètres inc., daté du 24 octobre 2019.

À défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Montréal-Nord s'appliquent;

QUE toutes autres dispositions des règlements d'urbanisme continuent de s'appliquer.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-13 11:52

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

_____

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204602001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le premier projet de résolution PP-044 afin de permettre la démolition de sections et l'agrandissement de l'école de la Fraternité située au 11241, avenue Drapeau, le tout en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) a été déposée pour permettre la démolition de sections et l'agrandissement de l'école de la Fraternité sur les lots 1 846 128, 1 846 130, 1 846 131 et 1 846 133 du cadastre du Québec, soit le 11241, avenue Drapeau.
La propriété de l'école fait front sur la rue Amos et sur les avenues Drapeau et Éthier. L'entrée principale du bâtiment est localisée sur l'avenue Drapeau. L'école occupe une grande partie de l'îlot, à l'exception de quatre bâtiments localisés au sud, dont deux en front sur la rue de Charleroi. Le secteur dans lequel elle se situe est un secteur résidentiel et nous retrouvons des commerces en front sur la rue de Charleroi. L'école de la fraternité a été construite en 1952. Le bâtiment a subi plusieurs agrandissements entre 1952 et 1961.

En raison d'une constante augmentation de sa clientèle, la Commission scolaire de la Pointe de l'Île propose d'agrandir le bâtiment de l'école de la Fraternité. En effet, le projet consiste à démolir une partie du bâtiment existant, soit une partie de l'aile C donnant sur l'avenue Éthier ainsi que l'aile E en front sur la rue d'Amos. Il y aura construction d'un nouveau pavillon de deux à trois étages comprenant des salles de classe, un gymnase, une bibliothèque, une salle polyvalente et des bureaux. À l'endroit où viendra prendre appui l'agrandissement, une partie de la toiture du bâtiment existant sera remplacée. Étant donné l'agrandissement, il y aura une intervention au niveau de la partie haute en retrait du gymnase existant afin de remplacer les fenêtres et le revêtement. Il y aura aussi le réaménagement d'un stationnement et de la cour d'école. Pour ne pas amputer davantage la cour d'école, il a été préféré d'ajouter un étage supplémentaire au nouveau pavillon. L'école accueille actuellement 410 élèves. Après l'agrandissement, la capacité d'occupation sera augmentée à environ 710 élèves.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Architecture :
Le nouveau pavillon s'intègrera harmonieusement avec le bâtiment existant puisqu'il sera construit avec de la maçonnerie telle que l'existante (brique d'argile fini Rum/Raisin et bloc architectural fini blanc Carrera meulé). Il y aura une reprise des finitions en métal rouge déjà présentes sur le bâtiment existant. Également, des finitions métalliques dans les tons tels le bleu, le blanc et le corail seront ajoutées.

Pour donner un aspect plus moderne au nouveau pavillon, une fenestration pleine hauteur sera présente au gymnase et à la salle polyvalente. Aussi, certains volumes des étages supérieurs du nouveau pavillon seront construits avec un revêtement de panneau métallique blanc. Le revêtement en brique d'argile de la partie existante en hauteur et en retrait du gymnase sera modifié afin d'arrimer la hauteur des fenêtres aux nouvelles constructions. Le matériau utilisé sera un revêtement métallique de panneaux en acier brun foncé puisque la brique ne pouvait être réutilisée dû à la structure existante qui ne peut supporter une nouvelle charge.

L'installation de structures renforcées ainsi que l'aménagement d'accès pour permettre, dans une phase ultérieure, l'aménagement de toit-terrasse et toit vert est aussi prévue au projet. Ces structures se retrouveront d'une part chevauchant une partie du toit du gymnase ainsi que de la salle mécanique et l'autre se retrouvant sur une partie du toit de la salle polyvalente.

Implantation :
L'agrandissement sera construit sur deux (2) et trois (3) étages. Le bâtiment dans son ensemble incluant les anciennes et les nouvelles parties, offrira une superficie de huit mille trois cent quarante-deux mètres carrés (8 342 m^2). La surface du terrain vouée à la cour d'école fut mise au cœur du projet.

Compte tenu, de la superficie du terrain dans son ensemble, certains compromis ont dû être réalisés. D'abord, le projet déroge au Règlement de zonage R.R.1562 au niveau du nombre d'étages, soit trois (3) au lieu de deux (2), au niveau du taux d'implantation, soit quarante et un virgule six pour cent (41,6 %) au lieu de trente pour cent (30 %), ainsi qu'au niveau du coefficient d'occupation au sol (COS), soit soixante-huit pour cent (68 %) au lieu de soixante pour cent (60 %).

Ensuite, encore pour laisser une plus grande place à la cour, on propose également un nombre d'espaces de stationnement inférieur aux exigences minimales, soit trente-cinq (35) cases au lieu des quarante-huit (48) cases requises. Également, le projet prévoit une marge avant principale de trois mètres (3 m) au lieu de quatre mètres cinquante (4,50 m) du côté de l'avenue Éthier.

Malgré les dérogations reliées au zonage, le projet est conforme au plan d'urbanisme qui limite la construction à un maximum de trois (3) étages hors-sol et prévoit un taux d'implantation au sol moyen.

Le projet prévoit la démolition d'un muret localisé sur le domaine public en front sur les avenues Drapeau et Éthier ainsi que sur la rue d'Amos. La majeure partie de ce muret sera reconstruite sur la propriété de la commission scolaire. Étant donné la présence d'un arbre mature dont la viabilité serait remise en cause dans l'éventualité où le muret serait retiré, une petite partie, de quelques mètres, sur l'avenue Éthier, sera reconstruite sur le domaine public afin de protéger cet arbre. Une demande pour un permis d'occupation du domaine public devra être réalisée à cet effet. Cette partie de la construction du muret n'est pas comprise dans le PPCMOI puisque cette construction est localisée sur le lot adjacent au projet et appartenant à la Ville. Le projet prévoit un stationnement de 35 cases dérogeant ainsi au nombre minimal de 48 cases requises au Règlement de zonage refondu n°1562 de l'arrondissement.

Aménagement paysager :
La réglementation impose la plantation de trente-et-un (31) arbres sur le terrain alors que le projet en prévoit davantage. En effet, la plantation de trente-six (36) arbres est projetée. La vocation de la cour d'école doit offrir des surfaces de jeux actifs en quantité suffisante pour les élèves. Cet élément à un impact sur la quantité de surfaces gazonnées qui est plus limitée. Par ailleurs, la valorisation du gazon existant fut mise de l'avant et l'ensemencement d'un nouvel espace gazonné à l'extrémité nord de la cour fut proposé. Cette nouvelle aire de jeux libre offrira aux élèves un endroit verdi et ombragé. Considérant cet ajout, la surface d'espaces verts dans la cour d'école est augmentée passant de huit virgule cinq pour cent (8,5 %) d'espaces verts dans la cour d'école existante à neuf virgule six pour cent (9,6 %) pour le projet.

Dans ce projet, un conteneur à ordure sera localisé en cour arrière ce qui déroge à la réglementation. Comme mesure de mitigation, l'architecte-paysagiste a choisi de le clôturer avec la même clôture ornementale utilisée pour la cour d'école. De plus, une lisière de conifères viendra réduire la visibilité du conteneur de la rue. Également, il sera positionné successivement à plusieurs potagers constitués de bacs en bois surélevés. Cette disposition créera un alignement symétrique atténuant grandement la perturbation visuelle et physique de cet usage dans la cour d'école.

Affichage :
Une enseigne principale, mentionnant le nom de l'école de la Fraternité, constituée de lettres détachées de type « channel », non lumineuses et en aluminium peint noir sera localisée sur la façade de l'avenue Drapeau, sous le niveau inférieur des fenêtres du deuxième étage près de l'entrée principale du bâtiment. Trois enseignes complémentaires identifieront les entrées du bâtiment, soit, l'administration, le service de garde ainsi que le gymnase. Les trois enseignes complémentaires seront également composées de lettres détachées de type « channel », non lumineuses et en aluminium peint noir, chacune installée sur un panneau métallique lisse reprenant l'une des trois couleurs suivantes: rouge, bleu aqua et corail.

Enjeux :
Le nouveau projet inclut trois lots appartenant à la Ville de Montréal et localisés en bordure sud du terrain propriété de la Commission scolaire de la Pointe-de-L'Île. Dans le projet proposé, le nouveau stationnement est aménagé en partie sur ces terrains constitués des numéros de lots suivants : 1 846 128, 1 846 130 et 1 846 133 du cadastre du Québec. La transaction est en cour de négociation avec le service de la gestion et de la immobilière de la Ville de Montréal. Le projet particulier sera autorisé conditionnellement à ce que la commission scolaire de la Pointe-de-L'île, ou tout entité lui succédant, soit devenue propriétaire desdits lots.

JUSTIFICATION

CONSIDÉRANT qu'une demande a été déposée pour le 11241, avenue Drapeau en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ayant pour but la démolition de section et l'agrandissement du bâtiment;
CONSIDÉRANT que le projet est dérogatoire aux dispositions du Règlement de zonage R.R.1562 quant au nombre d'étages, à la marge avant principale, au COS, au taux d'implantation, au nombre de types de revêtement, au nombre d'espaces de stationnement, à l'emplacement du conteneur à ordures, à la hauteur de la clôture, au matériau d'une partie de la clôture et enfin, à l'exigence d'une aire de chargement;

CONSIDÉRANT que le projet s'intègre harmonieusement au milieu existant;

CONSIDÉRANT que le projet apporte une plus-value au secteur et de façon générale à l'Arrondissement;

CONSIDÉRANT que le projet répond à un besoin d'école pour les familles du secteur;

CONSIDÉRANT que le Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble RGCA11-10-0007 autorise, à certaines conditions, un projet particulier relatif à un usage public;

CONSIDÉRANT que le projet respecte les critères d'évaluation du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, s'il se conforme aux conditions prévues à la présente résolution;

Il est proposé :

D'adopter en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, un premier projet de résolution PP-044 visant à autoriser la démolition de sections et l'agrandissement d'un bâtiment public au 11241, avenue Drapeau soit les lots, 1 846 128, 1 846 130, 1 846 131 et 1 846 133 du cadastre du Québec, en dérogeant à certaines dispositions des règlements d'urbanisme de l'Arrondissement. Ainsi :

De déroger à la grille P1-379 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Un nombre d'étages maximum de trois (3) au lieu de deux (2);
- Une marge avant principale de trois mètres (3 m) au lieu de quatre mètres cinquante (4,50 m) du côté de l'avenue Éthier;
- Un C.O.S. (coefficient d'occupation au sol) maximal de zéro virgule soixante-huit (0,68) au lieu de zéro virgule soixante (0,60);
- Un taux d'implantation au sol maximal de quarante et un virgule six pour cent (41,6 %) au lieu de trente pour cent (30 %);

De déroger à l'article 76 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Que soit autorisée l'utilisation de quatre (4) différents types de revêtements extérieurs sur les murs du bâtiment au lieu de trois (3);

De déroger à l'article 92.20 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Que l'aire de stationnement comprenne trente-cinq (35) cases de stationnement plutôt que les quarante-huit (48) exigées;

De déroger à l'article 229 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Que soit autorisé un conteneur à ordures en cour arrière;

De déroger à l'article 237.2 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Une clôture d'une hauteur maximale d'un mètre quatre-vingt-huit (1,88 m) au lieu de zéro virgule quatre-vingt-dix mètre (0,90 m);

De déroger à l'article 236 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Zéro (0) aire de chargement et déchargement au lieu d'une (1) aire de chargement et déchargement;

De déroger à l'article 237.3 du Règlement de zonage R.R.1562 et permettre :

- Que sur une partie de la clôture en bordure du terrain de soccer, soit autorisée l'utilisation d'un filet comme matériau.

Les membres du CCU recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les conditions suivantes :

QU'une suite soit donnée à cette demande, par la délivrance d'un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution;

Que le permis ne soit délivré que lorsque la commission scolaire de la Pointe-de-L'île, ou toute entité la représentant, sera devenue propriétaire des terrains constitués des lots 1 846 128, 1 846 130 et 1 846 133 du cadastre du Québec;

QU'une garantie financière de 1 % de la valeur des travaux soit déposée lors de la délivrance du permis et que cette garantie soit libérée progressivement comme suit :

- 25% suite aux travaux de raccordement;
- 25% suite aux travaux de fondation;
- 25% suite aux travaux de structure;
- 25% à la livraison du projet.

QU'à défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Montréal-Nord s'appliquent;

QUE toutes autres dispositions des règlements d'urbanisme continuent de s'appliquer.

ET conformément aux documents déposés :

- Plans de constructions et d'aménagements par Madame Stéphanie Gravel, pour la firme Bergeron Thouin Associés Architectes inc., et par madame Fanny Lemaire, pour l'agence Relief design, datés du 16 janvier 2020;
- Plans complémentaires par Madame Stéphanie Gravel, pour la firme Bergeron Thouin Associés Architectes inc., et par madame Fanny Lemaire, pour l'agence Relief design, datés du 16 janiver 2020;
- Certificat de localisation préparé par Monsieur Louis-Philippe Fouquette, arpenteur-géomètre, pour la firme Labre et associés arpenteurs-géomètres inc., daté du 24 octobre 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public sera publié tel que la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme l'exige concernant l'assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2020

- Avis annonçant l'assemblée publique;
- Affichage sur le site du projet.

Avril 2020

- 7 avril - Assemblée publique sur le projet particulier.

Mai 2020

- 5 mai - Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette demande est conforme aux dispositions du Règlement RGA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Montréal-Nord ainsi qu'au plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.
À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-02-05
Sylvie ALLEN Conseillère en aménagement		David ROSS Chef de division	
Tél :	514-328-4000 ext.4194	**Tél :**	514-328-4000. poste 4040
Télécop. :		**Télécop. :**	

Montréal-Nord
Montréal

PREMIER PROJET DE RÉSOLUTION PP-044

Afin d'autoriser la démolition de sections et l'agrandissement de l'école de la fraternité située au 11241, avenue drapeau soit les lots 1 846 128, 1 846 130, 1 846 131 et 1 846 133 du cadastre du Québec, et ce en dérogeant à certaines dispositions des règlements d'urbanisme de l'arrondissement.

……

ATTENDU l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme du 4 février 2020, relativement à l'autorisation du projet.

Il est proposé :

D'adopter en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, un premier projet de résolution visant à autoriser la démolition de sections et l'agrandissement de l'école de la Fraternité située au 11241, avenue Drapeau soit les lots 1 846 128, 1 846 130, 1 846 131 et 1 846 133 du cadastre du Québec, en dérogeant à certaines dispositions des règlements d'urbanisme de l'arrondissement. Ainsi :

De déroger à la grille P1-379 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser un nombre d'étages maximum de 3 au lieu de 2, une marge avant principale de 3 m au lieu de 4,5 m du côté de l'avenue Éthier, un C.O.S. (coefficient d'occupation au sol) maximal de 0,68 au lieu de 0,60 et un taux d'implantation au sol maximal de 41,6 % au lieu de 30 %.

De déroger à l'article 76 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser l'utilisation de 4 différents types de revêtements extérieurs sur les murs du bâtiment au lieu de 3.

De déroger à l'article 92.20 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser 35 cases de stationnement plutôt que 48.

De déroger à l'article 229 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser un conteneur à ordures en cour arrière.

De déroger à l'article 236 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser aucune aire de chargement et déchargement au lieu d'une.

De déroger à l'article 237.2 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser une clôture d'une hauteur maximale 1,88 m au lieu de 0,90 m.

De déroger à l'article 237.3 du Règlement de zonage R.R.1562 et d'autoriser sur une partie de la clôture en bordure du terrain de soccer, l'utilisation d'un filet comme matériau.

Le tout aux conditions suivantes :

QU'une suite soit donnée à cette demande, par la délivrance d'un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution.

Que le permis ne soit délivré que lorsque la commission scolaire de la Pointe-de-L'île, ou toute entité la représentant, sera devenue propriétaire des terrains constitués des lots 1 846 128, 1 846 130 et 1 846 133 du cadastre du Québec.

QU'une garantie financière de 1 % de la valeur des travaux soit déposée lors de la délivrance du permis et que cette garantie soit libérée progressivement comme suit :

- 25% suite aux travaux de raccordement;
- 25% suite aux travaux de fondation;
- 25% suite aux travaux de structure;
- 25% à la livraison du projet.

ET conformément aux documents déposés :

- Plans de constructions et d'aménagements par Madame Stéphanie Gravel pour la firme Bergeron Thouin Associés Architectes inc. et par madame Fanny Lemaire, pour l'agence Relief design, datés du 16 janvier 2020;
- Plans complémentaires par Madame Stéphanie Gravel pour la firme Bergeron Thouin Associés Architectes inc. et par madame Fanny Lemaire, pour l'agence Relief design, datés du 16 janvier 2020;
- Certificat de localisation préparé par Monsieur Louis-Philippe Fouquette, arpenteur géomètre, pour la firme Labre et associés arpenteurs géomètres inc., daté du 24 octobre 2019.

À défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Montréal-Nord s'appliquent;

QUE toutes autres dispositions des règlements d'urbanisme continuent de s'appliquer.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.05

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1202577001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Secrétariat d'arrondissement_greffe et archives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RGCA05-10-0006-12 modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs concernant l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau 1.

QUE soit adopté le Règlement RGCA05-10-0006-12 modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs concernant l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau 1.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-17 19:08

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1202577001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction Performance_Greffe et Services administratifs , Secrétariat d'arrondissement_greffe et archives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RGCA05-10-0006-12 modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs concernant l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau 1.

CONTENU

CONTEXTE

Lors de la séance ordinaire du 3 février 2020, un avis de motion a été donné concernant le projet de Règlement RGCA05-10-0006-12 modifiant le Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés concernant l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau 1. Le projet de règlement a été présenté et déposé. Le règlement avait au préalable été remis aux membres du conseil d'arrondissement dans le délai imparti par la loi.
Dans le cadre du processus d'adoption du Règlement, il convient de rappeler que la Ville de Montréal a adopté, en juin 2018, le Règlement 18-038 du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle.

Suite à diverses modifications apportées par la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (Loi 122), il est possible pour la Ville de conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). Voir l'article 33 du règlement 18-038. Actuellement le seuil des contrats de gré à gré fixé par le gouvernement s'élève à 101 100 $. Le Conseil d'arrondissement a déjà approuvé la modification du Règlement RGCA05-10-0006 et autorisé le fonctionnaire de niveau 1, soit la directrice d'arrondissement, à approuver des dépenses jusqu'à un montant maximal de 50 000 $.

La modifications proposée vise à augmenter la limite de l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau 1 afin de se conformer aux changements découlant de l'application *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038) en ce qui a trait à l'octroi de contrats de gré à gré.

Ainsi, il est proposé de modifier le montant délégué au fonctionnaire de niveau 1 selon le seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après la demande de soumissions publiques en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

La modification proposée vise ainsi à alléger le processus d'octroi de contrat et de s'arrimer avec les nouvelles règles du Règlement 18-038. Le conseil d'arrondissement conservera la responsabilité des octrois de contrats au-delà de ce seuil.

Il importe de souligner que les fonctionnaires investis d'une délégation de pouvoirs restent assujettis à une reddition de comptes et que l'autorité ainsi conférée doit faire rapport au conseil d'arrondissement.

Le Règlement RGCA05-10-0006012 modifiant le Règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés concernant l'autorisation de dépenses du fonctionnaire de niveau 1 doit être adopté conformément à la loi.

Suite à l'adoption du règlement, un avis de promulgation sera publié sur le site Internet de l'arrondissement conformément au Règlement RGCA19-10-0007 sur la publication des avis publics.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Sophie BERGERON
agent(e) de recherche

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

RGCA05-10-0006-12

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS CONCERNANT L'AUTORISATION DE DÉPENSES DU FONCTIONNAIRE DE NIVEAU 1

VU l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion fut donné à la séance du 3 février 2020 et que le règlement fut présenté et déposé à la même occasion;

EN CONSÉQUENCE, IL EST DÉCRÉTÉ ET STATUÉ CE QUI SUIT :

Article 1. Le règlement RGCA05-10-0006 intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés est modifié en remplaçant l'article 14 d) par :

> «au fonctionnaire de niveau 1, lorsque la valeur du contrat est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après la demande de soumissions publiques en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);»

Christine Black Maire d'arrondissement	Marie Marthe Papineau, avocate Secrétaire d'arrondissement

Avis de motion, présentation et dépôt :	3 février 2020
Adoption :	2 mars 2020
Promulgation – entrée en vigueur :	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.06

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1197177001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme_permis et inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP-036-1, afin de permettre la construction d'un bâtiment résidentiel sis au 3685, rue Fleury le tout en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Il est recommandé :
QUE soit adopté, en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, la résolution PP-036-1 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel sis au 3685, rue Fleury, lot 1 173 738 du cadastre du Québec, en dérogeant à certaines dispositions des règlements d'urbanisme de l'arrondissement. Ainsi :

De déroger à la grille de zonage C19-236 et de un usage résidentiel multifamilial 11 logements et plus au lieu d'un usage commercial, un bâtiment de trois étages au lieu d'un bâtiment de deux étages et un coefficient d'occupation au sol maximal de 1,63 au lieu de 1,20;

De déroger à l'article 76.2 et d'autoriser un revêtement léger (planches à clin) dans une proportion maximale de 6,60 % par façade alors que le matériau est prohibé pour un bâtiment de trois étages et moins;

De déroger à l'article 85 alinéa 2 et d'autoriser une hauteur de rez-de-chaussée par rapport au niveau du trottoir de 2,4 m au lieu de 1,8 m;

De déroger à l'article 93 du R.R.1562 et d'autoriser un mur d'intimité, parallèle au mur avant d'une hauteur de 3,3 m en marge avant principale alors que l'usage est prohibé, un toit au-dessus des balcons en marge avant principale alors que l'usage est prohibé et un rangement emmuré, sous les balcons en marge avant principale, alors que l'usage est prohibé;

De déroger à l'article 133 du R.R.1562 et d'autoriser une marge arrière de 2,06 m au lieu de 6 m et une marge arrière minimale de 2,06 m au lieu de 6,1 m (profondeur moyenne du lot);

De déroger à l'article 116 alinéa 2 et d'autoriser des logements sans chute à déchets;

De déroger à l'article 125 alinéa 2 et d'autoriser une hauteur d'étage de 3,3 m au lieu de

3 m;

QUE cette résolution soit assortie des conditions suivantes :

QU'une suite soit donnée à cette demande, par la délivrance d'un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution;

QU'un parement soit ajouté sur les solages visibles sous les balcons en marge avant;

QUE le changement de zonage R.R.1562.047 entre en vigueur;

QUE le Règlement RGCA11-10-007-9 sur les PPCMOI entre en vigueur;

QU'à défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Montréal-Nord s'appliquent;

QUE toutes autres dispositions des règlements d'urbanisme continuent de s'appliquer.

ET CE conformément aux plans déposés :

- Plans d'architecture préparés par Stéphane Charbonneau pour la firme Louise Morin architecte datés du 30 janvier 2019, déposés à la DAUSE le 1er février 2019 ;
- Modélisation couleur préparée par Stéphane Charbonneau, SCAD design datée du 6 février 2019 et déposée à la DAUSE le 6 février 2019;
- Plan d'implantation préparé par Jean Girard arpenteur-géomètre pour la firme PLG arpenteur-géomètre daté du 8 février 2019, minute 18709 et déposé à la DAUSE le 8 février 2019;

QUE le tout soit applicable sur le lot 1 173 738 du cadastre du Québec, soit le 3685, rue Fleury.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-13 11:57

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1197177001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme_permis et inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP-036-1, afin de permettre la construction d'un bâtiment résidentiel sis au 3685, rue Fleury le tout en vertu du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

CONTENU

CONTEXTE

Lors de la séance ordinaire du 3 février 2020, le procès-verbal de la séance de consultation a été déposé et un second projet de résolution a été adopté.
Les modifications apportées au PPCMOI ne sont pas susceptible d'approbation référendaire. D'autre part, les éléments qui avaient été soumis à l'approbation référendaire en 2019 sont désormais des normes de plein droit puisqu'un changement de zonage a été effectué pour la zone visée (RM-11-235).

La résolution PP-036-1 doit être adopté conformément à la loi. Un avis de promulgation et d'entrée en vigueur sera publié suite à la séance du conseil. La publication des avis publics sur le site Internet de l'arrondissement est conforme à notre Règlement RGCA19-10-0007 sur la publication des avis publics.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Sophie BERGERON
agent(e) de recherche

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

RÉSOLUTION PP-036-1

ADOPTER, EN VERTU DU RÈGLEMENT RGCA11-10-0007 SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION, D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE, LA RÉSOLUTION PP-036-1 VISANT À AUTORISER LA CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL SIS AU 3685, RUE FLEURY SOIT LE LOT 1 173 738 DU CADASTRE DU QUÉBEC, ET CE EN DÉROGEANT À CERTAINES DISPOSITIONS DES RÈGLEMENTS D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT.

ATTENDU l'avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme du 16 octobre 2019, relativement à la modification du projet.

ATTENDU l'adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement du 6 mai 2019 (CA19 10 221).

Il est proposé :

D'adopter en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble n° RGCA11-10-0007, une résolution visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel sis au 3685, rue Fleury soit le lot 1 173 738 du cadastre du Québec, en dérogeant à certaines dispositions des règlements d'urbanisme de l'arrondissement. Ainsi :

De déroger à l'article 133 du R.R. 1562 et d'autoriser une marge arrière de 2,06 m au lieu de 6 m, une marge arrière minimale de 2,06 m au lieu de 6,1 m (profondeur moyenne du lot).

De déroger à l'article 93 du R.R. 1562 et d'autoriser un mur d'intimité, parallèle au mur avant d'une hauteur de 3,3 m en marge avant principale, un toit au-dessus des balcons en marge avant principale, un rangement emmuré, sous les balcons en marge avant principale;

De déroger à l'article 85 alinéa 2 et d'autoriser une hauteur de rez-de-chaussée par rapport au niveau du trottoir de 2,4 m au lieu de 1,8 m.

De déroger à l'article 116 alinéa 2 et d'autoriser des logements sans chute à déchets.

De déroger à l'article 76.2 et d'autoriser un revêtement léger (planches à clin) dans une proportion maximale de 6,60 % par façade.

De déroger à l'article 125 alinéa 2 et d'autoriser une hauteur d'étage de 3,3 m au lieu de 3 m.

QUE cette résolution soit assortie des conditions suivantes :

QU'une suite soit donnée à cette demande, par la délivrance d'un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution;

QU'un parement soit ajouté sur les solages visibles sous les balcons en marge avant;

QU'à défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement RGCA11-10-0007 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Montréal-Nord s'appliquent;

QUE toutes autres dispositions des règlements d'urbanisme continuent de s'appliquer.

ET conformément aux plans déposés :

- Plans d'architecture préparés par Stéphane Charbonneau pour la firme Louise Morin architecte datés du 2 octobre 2019;

- Modélisation couleur préparée par Stéphane Charbonneau, SCAD design datée du 6 février 2019;

- Plan d'implantation préparé par Jean Girard arpenteur-géomètre pour la firme PLG arpenteur-géomètre daté du 8 février 2019, minute 18709.

ET QUE le tout soit applicable sur le lot 1 173 738 du cadastre du Québec, soit le 3685, rue Fleury.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207177003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Statuer sur diverses recommandations du comité circulation qui a siégé le 30 octobre 2019 et qui s'est terminé le 15 janvier 2020, en vertu du Règlement 1570 sur la circulation routière dans les limites de la ville de Montréal-Nord.

Conformément au Règlement 1570 relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement, il est recommandé :
QUE soient autorisés les demandes suivantes :

- remplacer le panonceau "Excepté véhicules autorisés" par "Excepté autobus d'écoliers" du côté est de l'avenue de Bruxelles entre la rue Martial et le boulevard Henri-Bourassa pour la zone d'arrêt interdit entre 7h et 17h tel qu'illustré au plan A (point 8.11).

- installer une signalisation d'arrêt interdit en tout temps du côté ouest de l'avenue Gariépy entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard Gouin, en remplacement de la signalisation de stationnement interdit en tout temps, tel qu'illustré au plan B (point 8.15).

- installer aux abords du 4510, rue de Charleroi une signalisation de "P 15 minutes entre 7h et 9h30 et entre 15h et 18h du lundi au vendredi réservé garderie", en remplacement de la signalisation de stationnement interdit entre 7h et 9h et entre 16h et 18h du lundi au vendredi 15 minutes, tel qu'illustré au plan C (point 8.21).

- ajouter une zone de débarcadère sur la rue pour l'École Blaise Pascal tel qu'indiqué au plan D (point 8.22).

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 6053, rue de Charny (point 8.19).

- installer des panneaux d'interdiction de stationner entre 8h et 16h du côté est de l'avenue de Belleville entre le boulevard Industriel et la rue de Mont-Joli, tel

qu’illustré au plan E (point 10.1).

QUE soient refusés les demandes suivantes :

- modifier la signalisation aux abords du 10563, avenue de l’Archevêque (point 6.3) afin d'interdire le stationnement de part et d'autre de l'entrée charretière. La requête a été refusée puisque le requérant souhaite avant tout effectuer un élargissement de l'entrée charretière qui serait non conforme au Règlement de zonage n°1562.

- modifier la signalisation aux abords du 11109, avenue de Paris (point 8.4) afin d'interdire le stationnement de part et d'autre de l'entrée charretière. La requête a été refusée puisqu'il est déjà inscrit au code de la sécurité routière ainsi qu'à l'alinéa 7 de l'article 31 du règlement 1530 qu'il est interdit de stationner à moins de deux mètres d'une entrée d'accès pour véhicule.

- modifier la signalisation de stationnement aux abords du 5356, Jules-Fournier (point 8.6) afin d'interdire le stationnement de part et d'autre de l'entrée charretière. La requête a été refusée puisqu'il est déjà inscrit au code de la sécurité routière ainsi qu'à l'alinéa 7 de l'article 31 du règlement 1530 qu'il est interdit de stationner à moins de deux mètres d'une entrée d'accès pour véhicule.

- modifier la signalisation de stationnement aux abords du 10901, St-Vital (point 8.7) afin d'interdire le stationnement de part et d'autre de l'entrée charretière. La requête a été refusée puisqu'il est déjà inscrit au code de la sécurité routière ainsi qu'à l'alinéa 7 de l'article 31 du règlement 1530 qu'il est interdit de stationner à moins de deux mètres d'une entrée d'accès pour véhicule.

- permettre un espace de stationnement réservé dans le stationnement public de l’aréna Fleury pour les entraîneurs (point 8.10). La requête a été refusée puisqu'il n'est pas prévu de stationnement réservé pour les employés, de plus il sera difficile de faire appliquer la réglementation.

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 11021, St-Vital (point 8.18). Le requérant ne répond pas aux critères d'admissibilité pour l'obtention d'une vignette.

- modifier la signalisation devant le 11364, avenue de Balzac (point 8.23) afin d'ajouter une zone de débarcadère devant une garderie en milieu familial (9 enfants). La requête a été refusée puisque les garderies en milieu familial opèrent avec une simple reconnaissance à titre de responsable d'un service de garde en milieu familial, ne nécessitant pas de permis d'usage délivré par l'arrondissement. De fait, il est difficile d'assurer un suivi sur la durée d'exercice de ces garderies.

- modifier le sens de circulation sur la rue Fleury (varia) entre l’avenue des Laurentides et l’avenue de Cobourg. La requête a été refusée puisqu'un projet a été déposé dans le cadre du programme de rue piétonne et partagée. Le secteur est donc actuellement à l'étude afin de prendre une décision éclairée.

QUE le tout soit mis en oeuvre par la direction des travaux publics.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 17:52

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207177003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Statuer sur diverses recommandations du comité circulation qui a siégé le 30 octobre 2019 et qui s'est terminé le 15 janvier 2020, en vertu du Règlement 1570 sur la circulation routière dans les limites de la ville de Montréal-Nord.

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à la compétence qui est confiée à l'arrondissement en matière de circulation, le conseil d'arrondissement peut autoriser, en vertu du Règlement 1570 relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement, l'installation ou la modification de toute signalisation.
Dans le but de procéder à l'analyse de différents dossiers reliés à la circulation et la signalisation routière sur le territoire de l'arrondissement, le comité de circulation s'est réuni le 30 octobre 2019. Le comité n'ayant pas eu le temps de traiter l'ensemble des points à la séance du 30 octobre celui-ci s'est réuni le 15 janvier 2020 pour terminer l'ordre du jour.

Il s'agit de la dernière séance du comité de circulation qui sera remplacé en 2020 par le comité consultatif sur la mobilité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD : Déposer aux archives le procès-verbal du comité circulation qui a siégé le 30 octobre 2019. (#1207177001)

DESCRIPTION

Les demandes suivantes sont recevables et ont été analysées conformément à la réglementation, aux documents stratégiques de l'arrondissement, et répondent aux normes du ministère des Transports du Québec telles que présentées dans le *Tome V - signalisation routière.*
Dans une perspective d'améliorer la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes dans les rues de l'arrondissement ainsi que le niveau de service aux citoyens, le comité de circulation a recommandé FAVORABLEMENT les modifications suivantes à la signalisation :

- remplacer le panonceau "Excepté véhicules autorisés" par "Excepté autobus d'écoliers" du côté est de l'avenue de Bruxelles entre la rue Martial et le boulevard Henri-Bourassa pour la zone d'arrêt interdit entre 7h et 17h tel qu'illustré au plan A (point 8.11).

- installer une signalisation d'arrêt interdit en tout temps du côté ouest de l'avenue Gariépy entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard Gouin, en remplacement de la signalisation de stationnement interdit en tout temps, tel qu'illustré au plan B (point 8.15).

- installer aux abords du 4510, rue de Charleroi une signalisation de "P 15 minutes entre 7h et 9h30 et entre 15h et 18h du lundi au vendredi réservé garderie", en remplacement de la signalisation de stationnement interdit entre 7h et 9h et entre 16h et 18h du lundi au vendredi 15 minutes, tel qu'illustré au plan C (point 8.21).

- ajouter une zone de débarcadère sur la rue pour l'École Blaise Pascal tel qu'indiqué au plan D (point 8.22).

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 6053, rue de Charny (point 8.19).

- installer des panneaux d'interdiction de stationner entre 8h et 16h du côté est de l'avenue de Belleville entre le boulevard Industriel et la rue de Mont-Joli, tel qu'illustré au plan E (point 10.1).

Les demandes suivantes ont été analysées conformément à la réglementation, aux documents stratégiques de l'arrondissement et aux normes du ministère des Transports du Québec telles que présentées dans le *Tome V - signalisation routière.*

Toutefois, ces demandes ne répondent pas à l'ensemble des critères d'analyse. Le comité de circulation recommande donc DÉFAVORABLEMENT les modifications suivantes à la signalisation :

- modifier la signalisation aux abords du 10563, avenue de l'Archevêque (point 6.3) afin d'interdire le stationnement de part et d'autre de l'entrée charretière. La requête a été refusée puisque le requérant souhaite avant tout effectuer un élargissement de l'entrée charretière qui serait non conforme au Règlement de zonage n°1562.

- modifier la signalisation aux abords du 11109, avenue de Paris (point 8.4) afin d'interdire le stationnement de part et d'autre de l'entrée charretière. La requête a été refusée puisqu'il est déjà inscrit au code de la sécurité routière ainsi qu'à l'alinéa 7 de l'article 31 du règlement 1530 qu'il est interdit de stationner à moins de deux mètres d'une entrée d'accès pour véhicule.

- modifier la signalisation de stationnement aux abords du 5356, Jules-Fournier (point 8.6) afin d'interdire le stationnement de part et d'autre de l'entrée charretière. La requête a été refusée puisqu'il est déjà inscrit au code de la sécurité routière ainsi qu'à l'alinéa 7 de l'article 31 du règlement 1530 qu'il est interdit de stationner à moins de deux mètres d'une entrée d'accès pour véhicule.

- modifier la signalisation de stationnement aux abords du 10901, St-Vital (point 8.7) afin d'interdire le stationnement de part et d'autre de l'entrée charretière. La requête a été refusée puisqu'il est déjà inscrit au code de la sécurité routière ainsi qu'à l'alinéa

7 de l'article 31 du règlement 1530 qu'il est interdit de stationner à moins de deux mètres d'une entrée d'accès pour véhicule.

- permettre un espace de stationnement réservé dans le stationnement public de l'aréna Fleury pour les entraîneurs (point 8.10). La requête a été refusée puisqu'il n'est pas prévu de stationnement réservé pour les employés, de plus il sera difficile de faire appliquer la réglementation.

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 11021, St-Vital (point 8.18). Le requérant ne répond pas aux critères d'admissibilité pour l'obtention d'une vignette.

- modifier la signalisation devant le 11364, avenue de Balzac (point 8.23) afin d'ajouter une zone de débarcadère devant une garderie en milieu familial (9 enfants). La requête a été refusée puisque les garderies en milieu familial opèrent avec une simple reconnaissance à titre de responsable d'un service de garde en milieu familial, ne nécessitant pas de permis d'usage délivré par l'arrondissement. De fait, il est difficile d'assurer un suivi sur la durée d'exercice de ces garderies.

- modifier le sens de circulation sur la rue Fleury (varia) entre l'avenue des Laurentides et l'avenue de Cobourg. La requête a été refusée puisqu'un projet a été déposé dans le cadre du programme de rue piétonne et partagée. Le secteur est donc actuellement à l'étude afin de prendre une décision éclairée.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) est donc d'avis qu'il y a lieu de donner une suite aux recommandations du comité de circulation en procédant à l'installation de la nouvelle signalisation le cas échéant et d'aviser les requérants de la décision du conseil d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les modifications visent à sécuriser une voie publique et ainsi favoriser les déplacements actifs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la suite de la résolution, la direction des travaux publics de l'arrondissement mettra en application les recommandations.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adèle PAVAGEAU
Conseillère en aménagement

Tél : 514-328-4000, 4185
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

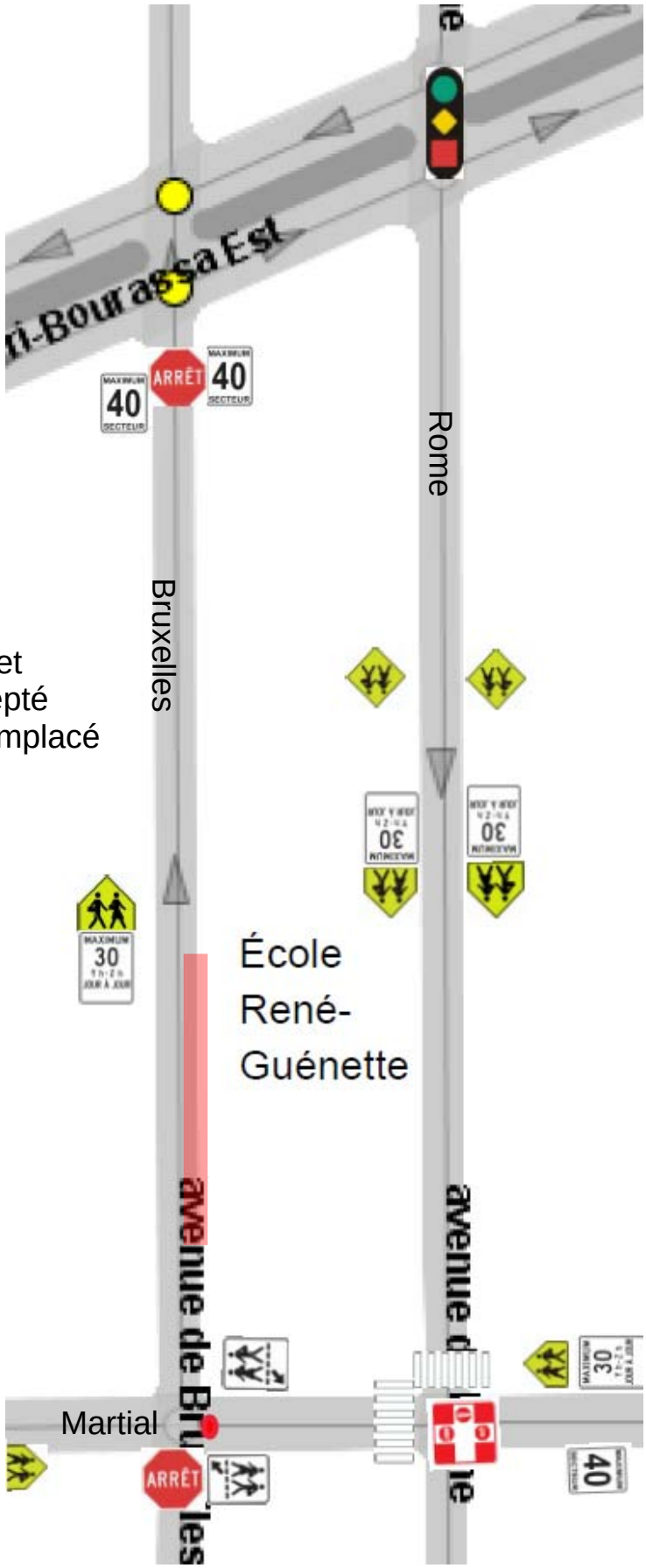
Jérome VAILLANCOURT
Directeur

Tél : 514-328-4000, 4038
Télécop. :

1- Retrait de la signalisation de stationnement interdit en tout temps;
2- Installation d'une signalisation d'arrêt interdit en tout temps.



Arrêt interdit entre 7h et 17h jours d'école excepté véhicules autorisés remplacé par excepté autobus d'écoliers.

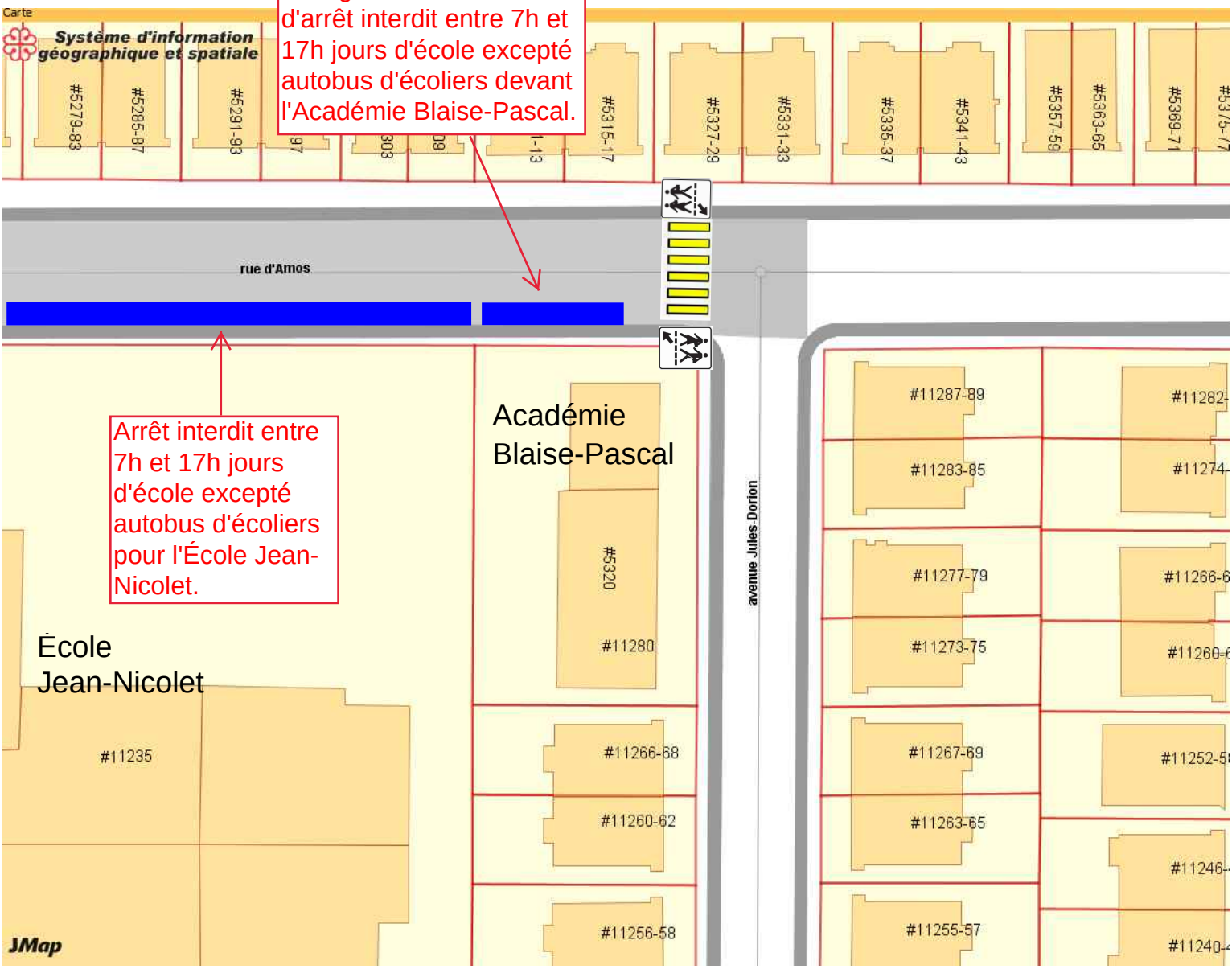


Images localisations stationnements interdits demandés – 3425 Industriel





Plan modification stationnement 2020-01 - Académie Blaise-Pascal



Modification signalisation stationnement en façade du 4510 Charleroi - 2020



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207177004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Statuer sur diverses recommandations du comité consultatif sur la mobilité qui a siégé le 5 février 2020, en vertu du Règlement 1570 sur la circulation routière dans les limites de la ville de Montréal-Nord.

Conformément au Règlement 1570 relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement, il est recommandé :
QUE soient autorisés les demandes suivantes :

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 4753, rue d'Amiens;

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 11210, avenue Balzac;

- retirer la signalisation de zone scolaire sur l'avenue Pelletier entre la rue d'Amiens et la rue Forest;

- installer une signalisation de stationnement interdit en tout temps au centre de l'impasse Gouin afin de faciliter les manoeuvres des véhicules d'urgence tel qu'indiqué au plan A;

- installer une signalisation d'interdiction de stationner de 8h à 13h du lundi au vendredi du côté ouest de la rue Racette aux abords du boulevard Henri-Bourassa afin de faciliter les manoeuvres des camions de livraison pour le commerce situé au 5095, boulevard Henri-Bourassa tel qu'indiqué au plan B;

- retirer un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 5861, rue Pascal puisque la personne à mobilité réduite ne réside plus à l'adresse suivante;

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 5277, rue de Séville;

- installer une signalisation d'interdiction de stationner de 8h à 16h du lundi au vendredi sur l'avenue de Belleville afin de faciliter les manoeuvres des camions aux abords du 3425, boulevard Industriel tel qu'indiqué au plan C;

- installer une signalisation d'interdiction de stationner en tout temps sur l'avenue du Parc-Georges afin de faciliter les manoeuvres des camions aux abords du 3425, boulevard Industriel tel qu'indiqué au plan C.

QUE soient refusés les demandes suivantes :

- installer une zone de débarcadère à proximité du 11211, avenue Hébert afin de faciliter les livraisons. La requête a été refusée puisque le bateau pavé situé à proximité de l'entrée du 11211, avenue Hébert est non conforme et le trottoir devrait être relevé. D'autre part, il y a une entrée charretière pour l'accès à l'aréna Garon qui peut être utilisée pour les livraisons à proximité;

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 3909, rue Martial. La requête a été refusée puisque la situation est temporaire et résulte d'un accident de travail;

- permettre l'installation de trois panneaux de signaux avancés d'hôpital pour le 3530, boulevard Gouin. La requête a été refusée puisque l'hôpital ne dispose pas de service d'urgence 24h sur 24 7 jours sur 7 tel que recommandé au *Tome V - signalisation routière* ;

- permettre l'installation de panneaux d'interdiction de stationner pour les véhicules lourds aux abords du 11146-11148, avenue Brunet. La requête a été refusée puisque le stationnement des véhicules lourds est régie par le règlement 1530 et qu'il n'existe pas de panneaux de circulation à cet effet.

QUE le tout soit mis en oeuvre par la direction des travaux publics.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 17:50

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

_____

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207177004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Statuer sur diverses recommandations du comité consultatif sur la mobilité qui a siégé le 5 février 2020, en vertu du Règlement 1570 sur la circulation routière dans les limites de la ville de Montréal-Nord.

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à la compétence qui est confiée à l'arrondissement en matière de circulation, le conseil d'arrondissement peut autoriser, en vertu du Règlement 1570 relatif à la circulation dans les limites de l'arrondissement, l'installation ou la modification de toute signalisation.
Dans le but de procéder à l'analyse de différents dossiers reliés à la circulation et la signalisation routière sur le territoire de l'arrondissement, le comité consultatif sur la mobilité s'est réuni le 5 février 2020.

Il s'agit de la première séance du comité consultatif sur la mobilité qui remplace l'ancien comité de circulation.

Le procès-verbal du comité consultatif sur la mobilité qui a siégé le 5 février 2020 est déposé aux archives (dossier décisionnel 1207177002).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Les demandes suivantes sont recevables et ont été analysées conformément à la réglementation, aux documents stratégiques de l'arrondissement, et répondent aux normes du ministère des Transports du Québec telles que présentées dans le *Tome V - signalisation routière.*
Dans une perspective d'améliorer la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes dans les rues de l'arrondissement ainsi que le niveau de service aux citoyens, le comité

consultatif sur la mobilité a recommandé FAVORABLEMENT les modifications suivantes à la signalisation :

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 4753, rue d'Amiens (CCM-202002005-01);

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 11210, avenue Balzac (CCM-202002005-02);

- retirer la signalisation de zone scolaire sur l'avenue Pelletier entre la rue d'Amiens et la rue Forest (CCM-202002005-03);

- installer une signalisation de stationnement interdit en tout temps au centre de l'impasse Gouin afin de faciliter les manoeuvres des véhicules d'urgence (CCM-202002005-04) tel qu'indiqué au plan A;

- installer une signalisation d'interdiction de stationner de 8h à 13h du lundi au vendredi du côté ouest de la rue Racette aux abords du boulevard Henri-Bourassa afin de faciliter les manoeuvres des camions de livraison pour le commerce situé au 5095, boulevard Henri-Bourassa (CCM-202002005-05) tel qu'indiqué au plan plan B;

- retirer un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 5861, rue Pascal puisque la personne à mobilité réduite ne réside plus à l'adresse suivante (CCM-202002005-06);

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 5277, rue de Séville (CCM-202002005-11);

- installer une signalisation d'interdiction de stationner de 8h à 16h du lundi au vendredi sur l'avenue de Belleville afin de faciliter les manoeuvres des camions aux abords du 3425, boulevard Industriel (CCM-202002005-16) tel qu'indiqué au plan C;

- installer une signalisation d'interdiction de stationner en tout temps sur l'avenue du Parc-Georges afin de faciliter les manoeuvres des camions aux abords du 3425, boulevard Industriel (CCM-202002005-16) tel qu'indiqué au plan C.

Les demandes suivantes ont été analysées conformément à la réglementation, aux documents stratégiques de l’arrondissement et aux normes du ministère des Transports du Québec telles que présentées dans le *Tome V - signalisation routière.*

Toutefois, ces demandes ne répondent pas à l’ensemble des critères d’analyse. Le comité consultatif sur la mobilité recommande donc DÉFAVORABLEMENT les modifications suivantes à la signalisation :

- installer une zone de débarcadère à proximité du 11211, avenue Hébert afin de faciliter les livraisons. La requête a été refusée puisque le bateau pavé situé à proximité de l'entrée du 11211, avenue Hébert est non conforme et le trottoir devrait être relevé. D'autre part, il y a une entrée charretière pour l'accès à l'aréna qui peut être utilisée pour les livraisons (CCM-202002005-07).

- permettre un espace de stationnement pour personne à mobilité réduite aux abords du 3909, rue Martial. La requête a été refusée puisque qu'il s'agit d'une situation temporaire résultant d'un accident de travail (CCM-202002005-08).

- permettre l'installation de trois panneaux de signaux avancés d'hôpital pour le 3530, boulevard Gouin. La requête a été refusée puisque l'hôpital ne dispose pas de service d'urgence 24h sur 24, 7 jours sur 7, tel que recommandé au *Tome V - signalisation routière* (CCM-202002005-13).

- permettre l'installation de panneaux d'interdiction de stationner pour les véhicules lourds aux abords du 11146-11148, avenue Brunet. La requête a été refusée puisque le stationnement des véhicules lourds est régie par le règlement n°1530 et qu'il n'existe pas de panneaux de circulation à cet effet (CCM-202002005-18).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) est donc d'avis qu'il y a lieu de donner une suite aux recommandations du comité consultatif sur la mobilité en procédant à l'installation de la nouvelle signalisation le cas échéant et d'aviser les requérants de la décision du conseil d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les modifications visent à sécuriser une voie publique et ainsi favoriser les déplacements actifs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la suite de la résolution, la direction des travaux publics de l'arrondissement mettra en application les recommandations.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

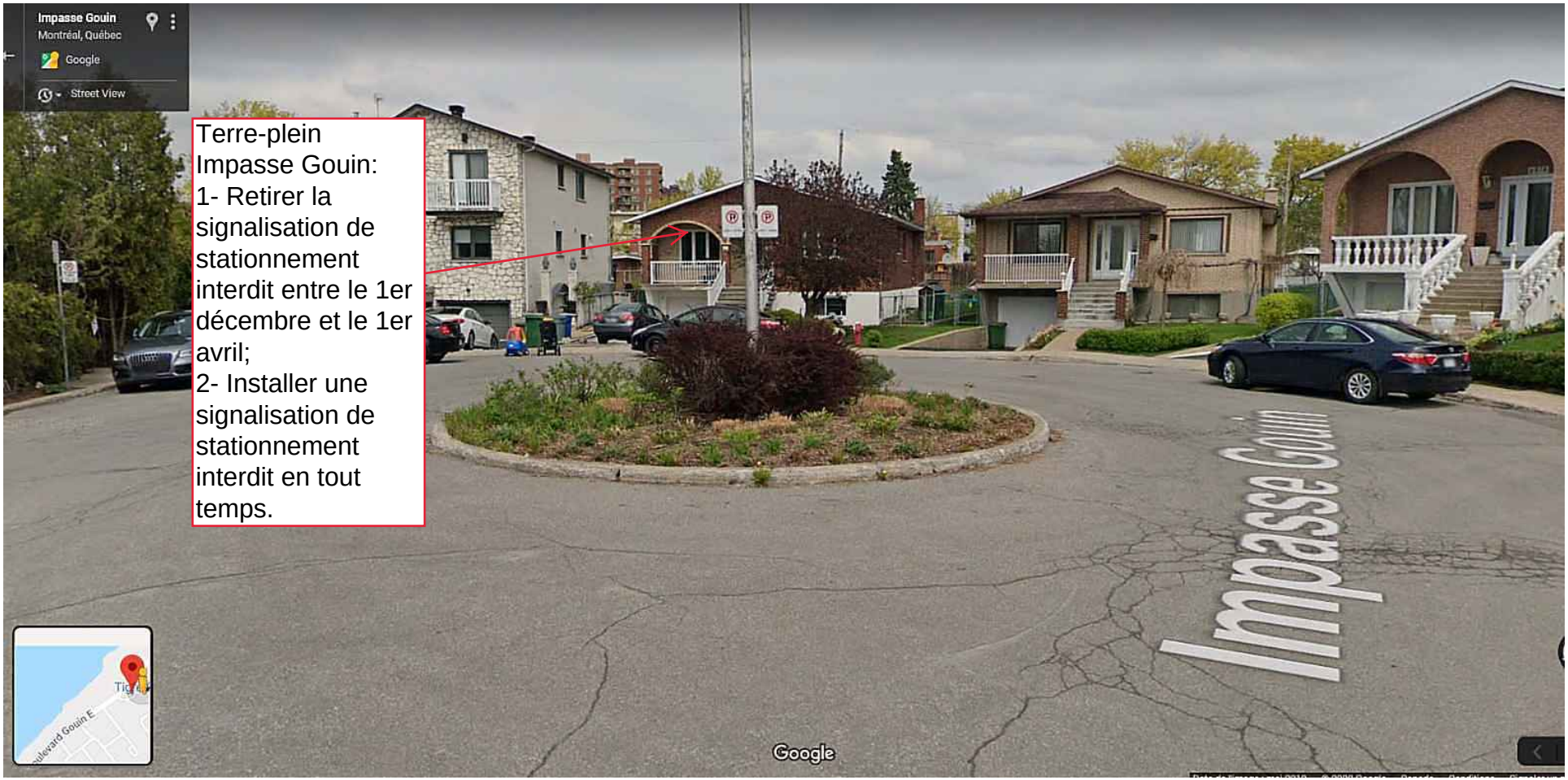
Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

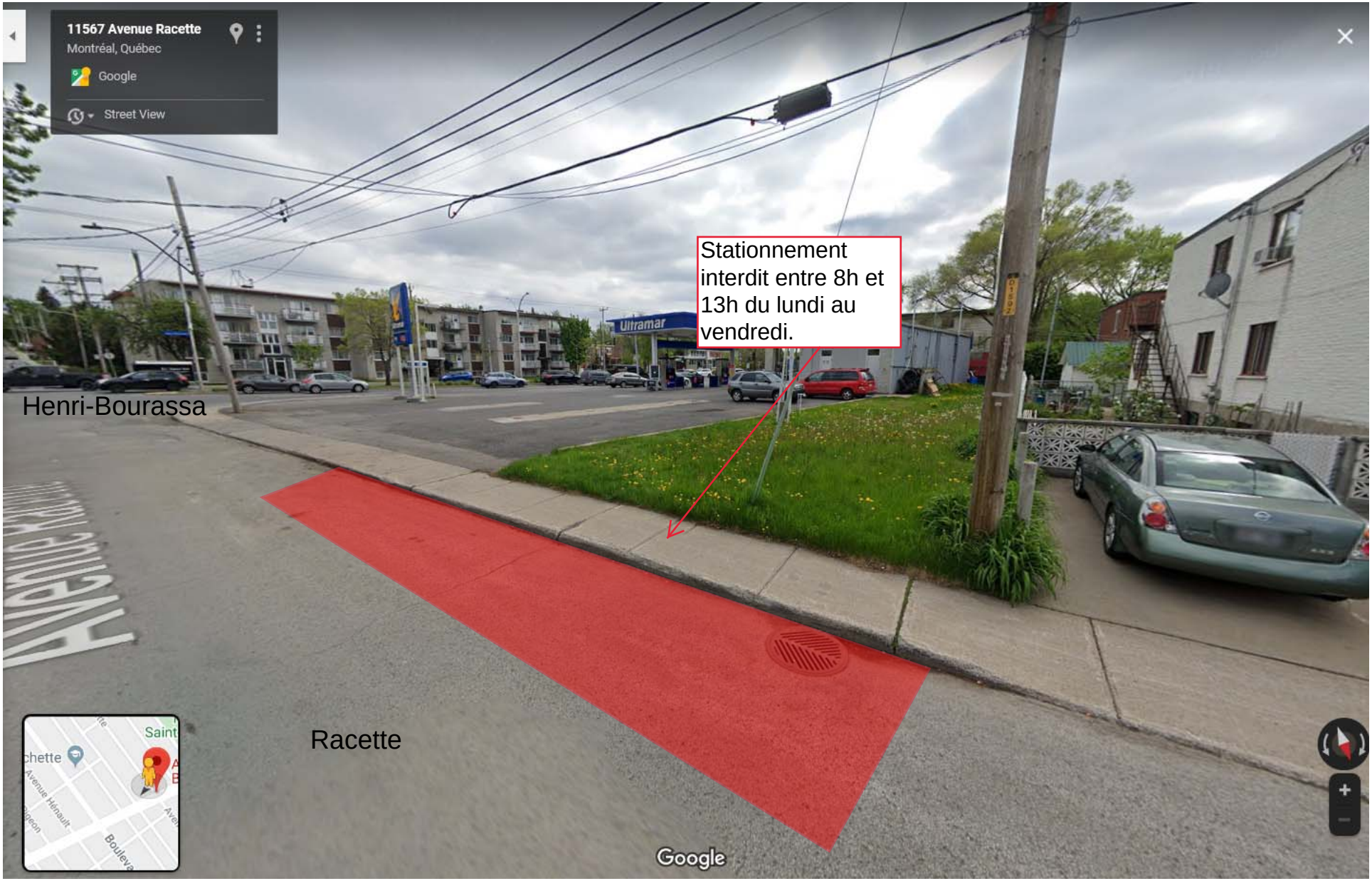
RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-02-12
Adèle PAVAGEAU Conseillère en aménagement		David ROSS Chef de division	
Tél :	514-328-4000, 4185	**Tél :**	514-328-4000. poste 4040
Télécop. :		**Télécop. :**	


Impasse Gouin
Montréal, Québec
Google
Street View
Terre-plein
Impasse Gouin:
1- Retirer la signalisation de stationnement interdit entre le 1er décembre et le 1er avril;
2- Installer une signalisation de stationnement interdit en tout temps.
Impasse Gouin
Google

Images localisations stationnements interdits demandés – 3425 Industriel






11567 Avenue Racette
Montréal, Québec
Google
Street View
Stationnement interdit entre 8h et 13h du lundi au vendredi.
Henri-Bourassa
Racette
Ultramar
Google

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207177006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur une recommandation du comité consultatif d'urbanisme, à savoir : refuser un revêtement de planches à clin en fibre de bois sur deux maisons unifamiliales jumelées pour le 11379 et le 11385, avenue de Rome, le tout en vertu du Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures. Cette demande fait l'objet d'une consultation, le tout en conformité avec l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Il est recommandé:
QUE soit refusé, conformément au Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures, de déroger aux matériaux de revêtement tel que présenté aux plans d'architecture préparés par MB Trendy architecture, datés du 20 décembre 2019.

Le refus est motivé par l'absence de préjudice causé au requérant par sa demande. De fait, celle-ci ne répond pas à l'ensemble des critères du Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures.

ET QUE le tout soit applicable sur les lots 3 001 736 338 et 3 001 736 354 du cadastre du Québec soit le 11379 et le 11385, avenue de Rome.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 18:15

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207177006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur une recommandation du comité consultatif d'urbanisme, à savoir : refuser un revêtement de planches à clin en fibre de bois sur deux maisons unifamiliales jumelées pour le 11379 et le 11385, avenue de Rome, le tout en vertu du Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures. Cette demande fait l'objet d'une consultation, le tout en conformité avec l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée pour permettre un revêtement extérieur de planches à clin en fibre de bois pour la nouvelle construction située au 11379 et 11385, avenue de Rome.
Cette demande est liée à un autre dossier, soit le dossier 1207177005, dont l'objet est « Statuer sur une recommandation du comité consultatif d'urbanisme, à savoir : permettre la construction de deux maisons unifamiliales jumelées situées au 11379 et 11385, avenue de Rome, le tout en vertu du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale. »

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

La demande déroge à l'article 76.1 du Règlement de zonage refondu n°1562 et ne répond pas à l'ensemble des critères du Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures soit :
a) la demande vise des dispositions du Règlement de zonage refondu n°1562 et peut faire l'objet d'une demande de dérogation mineure;

b) l'application des dispositions du Règlement de zonage refondu n°1562 visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant de la demande;

c) la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

d) la dérogation mineure ne concerne ni l'usage ni la densité d'occupation du sol;

e) la dérogation mineure demandée doit respecter les objectifs du Plan d'urbanisme.

La demande ne répond pas au point b), le préjudice n'a pas été démontré.

JUSTIFICATION

Considérant qu'une demande a été déposée pour le 11379 et le 11385, avenue de Rome, en vertu Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures ayant pour but de permettre un revêtement extérieur avec des planches à clin en fibre de bois alors que le matériau n'est pas permis;
Considérant qu'une demande a été déposée pour le 11379 et le 11385, avenue de Rome, en vertu du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale, pour un projet de construction de deux (2) maisons unifamiliales jumelées.

Les membres du CCU recommandent de REFUSER la demande de dérogation mineure. Pour les raisons suivantes :
- Le préjudice n'a pas été démontré, le matériau peut facilement être remplacé par un matériau conforme sans compromettre la viabilité du projet;
- Le milieu environnant est constitué, essentiellement, de façades composées de maçonnerie sur la totalité des murs.

ET conformément aux documents déposés :

- Plans d'architecture préparés par MB Trendy architecture, datés du 20 décembre 2019 et déposés à la DAUSE le 20 décembre 2019 ;

- Plan d'implantation préparé par Frédéric Vaillancourt, arpenteur-géomètre pour la firme Desroches et Morin arpenteurs-géomètres, daté du 3 décembre 2019, dossier 40000, minute 11 et déposé à la DAUSE le 19 décembre 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En conformité avec l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, nous avons fait paraître un avis public sur le site internet de l'arrondissement le 5 février 2020 mentionnant que tout intéressé peut se faire entendre lors de la séance du conseil qui se tiendra le 2 mars 2020.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance publique du conseil du 2 mars 2020 où tout intéressé peut se faire entendre et le conseil rend sa décision par résolution.
À la suite de l'adoption de la résolution, le permis ou certificat requis pourra être délivré.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adèle PAVAGEAU
Conseillère en aménagement

Tél : 514-328-4000, 4185

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-05

David ROSS
Chef de division

Tél : 514-328-4000. poste 4040

Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207177005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur une recommandation du comité consultatif d'urbanisme, à savoir : permettre la construction de deux maisons unifamiliales jumelées situées au 11379 et 11385, avenue de Rome, le tout en vertu du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale.

Il est recommandé :
QUE soit accordée, conformément au Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale, la construction de deux maisons unifamiliales jumelées situées au 11379 et 11385, avenue de Rome et conformes aux plans d'architecture préparés par MB Trendy architecture, datés du 20 décembre 2019, déposés à la DAUSE le 20 décembre 2019. Ainsi, qu'en toute conformité à la modélisation couleur, envoyée par la firme Évolution architecture, déposée à la DAUSE le 19 décembre 2019, et au plan d'implantation du projet, préparé par Frédéric Vaillancourt, arpenteur-géomètre pour la firme Desroches et Morin arpenteurs-géomètres, daté du 3 décembre 2019, dossier 40000, minute 11 et déposé à la DAUSE le 19 décembre 2019;

QUE cette autorisation soit conditionnelle :

- à la délivrance d'un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution;

- au remplacement de la planche à clin par un matériau conforme au Règlement de zonage n°1562, la nouvelle proposition sera soumise à la conseillère en aménagement de la DAUSE;

- à la réduction de l'allée d'accès conformément au règlement de zonage et qu'une bande de plantation soit aménagée;

- au dépôt lors de la délivrance du permis d'une garantie financière de 3 % de la valeur des travaux. Que cette garantie soit libérée progressivement comme suit :

  · 25% à la suite aux travaux de raccordement;

  · 25% à la suite aux travaux de fondation;

· 25% à la suite aux travaux de structure;

· 25% à la livraison du projet.

ET QUE le tout soit applicable sur les lots 1 414 354 et 1 141 355 du cadastre du Québec soit le 11379 et le 11385, avenue de Rome.

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-13 11:55

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

_____

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207177005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur une recommandation du comité consultatif d'urbanisme, à savoir : permettre la construction de deux maisons unifamiliales jumelées situées au 11379 et 11385, avenue de Rome, le tout en vertu du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) a été déposée pour la construction de deux maisons unifamiliales jumelées situées sur les lots 1 414 354 et 1 141 355.
Cette demande est liée à un autre dossier, soit le dossier 1207177006, dont l'objet est « Statuer sur une recommandation du comité consultatif d'urbanisme, à savoir : permettre un revêtement de planches à clin en fibre de bois alors que le matériau n'est pas permis sur un bâtiment unifamilial jumelé pour le 11379 et le 11385, avenue de Rome, le tout en vertu du Règlement RGCA02-10-0006 sur les dérogations mineures. Cette demande fait l'objet d'une consultation, le tout en conformité avec l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. »

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le projet consiste à construire deux maisons unifamiliales jumelées de deux (2) étages, d'une superficie de 1550 pi² chacune. Le revêtement sera en brique dans les tons gris avec des insertions de clin de bois. La fenestration, la marquise et les solins seront dans les tons gris. Le toit en bardeau sera en pente, à quatre versants et dans les tons gris. Le requérant a déposé une demande de dérogation mineure pour permettre des insertions de planche à clin de bois.
Le projet déroge aux éléments suivants :
- Art 76.1 – un revêtement extérieur en planche à clin de bois alors que ça n'est pas permis;
- Art.93 – allée d'accès trop large (3,56 m au lieu de 3,1 m).

Le secteur est constitué de maisons très hétéroclites autant dans la typologie que dans l'architecture. De fait, il est difficile de s'appuyer sur une dominante pour assurer une intégration harmonieuse du bâtiment. Concernant la toiture, les maisons voisines ont une diversité de toiture : toit plat, toit en pente deux (2) versants, quatre (4) versants et

d’orientation toutes différentes. Concernant la typologie, on retrouve dans le secteur autant des maisons unifamiliales isolées et des duplex que des maisons jumelées. Plusieurs maisons jumelées disposent de garage en dépression tel que proposé dans le projet.

Concernant les matériaux, on retrouve différentes couleurs, différents types de matériaux (maçonnerie, crépi, matériaux légers). On remarque tout de même une prédominance de maçonnerie, les matériaux légers demeurent l’exception. Concernant l’intégration de planche à clin au projet, le préjudice n’a pas été démontré par le requérant. La DAUSE ne recommande pas d’accorder cette dérogation.

Le projet s’intègre au milieu existant et répond à l’ensemble des critères du chapitre 9 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d’implantation et d’intégration architecturale.

JUSTIFICATION

Considérant qu’une demande a été déposée pour le 11379 et 11385, avenue de Rome, en vertu du chapitre 9 du Règlement RGCA09-10-0006 relatif aux plans d’implantation et d’intégration architecturale, ayant pour but de construire deux maisons unifamiliales jumelées;

Considérant que le projet est conforme en partie à la réglementation d’urbanisme;

Les membres du CCU recommandent FAVORABLEMENT la demande avec les conditions suivantes :

- QU'une suite soit donnée à cette demande, par la délivrance d’un permis de construction, dans les 12 mois, sous peine de rendre caduque cette résolution;

- QUE la planche à clin soit remplacée par un matériau conforme au Règlement de zonage n°1562, la nouvelle proposition sera soumise à la conseillère en aménagement de la DAUSE;

- Que l’allée d’accès soit réduite conformément au Règlement de zonage n°1562 et qu’une bande de plantation soit aménagée;

- QU’une garantie financière de 3 % de la valeur des travaux soit déposée lors de la délivrance du permis et que cette garantie soit libérée progressivement comme suit :

· 25% à la suite aux travaux de raccordement;

· 25% à la suite aux travaux de fondation;

· 25% à la suite aux travaux de structure;

· 25% à la livraison du projet.

ET conformément aux documents déposés :

- Plans d’architecture préparés par MB Trendy architecture, datés du 20 décembre 2019, déposés à la DAUSE le 20 décembre 2019 ;

- Modélisation couleur préparée par la firme Évolution architectures, et déposée à la DAUSE le 19 décembre 2019;

- Plan d’implantation du projet préparé par Frédéric Vaillancourt, arpenteur-géomètre pour la firme Desroches et Morin arpenteurs-géomètres, daté du 3 décembre 2019, dossier 40000, minute 11 et déposé à la DAUSE le 19 décembre 2019;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le permis ou certificat requis pourra être délivré.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adèle PAVAGEAU
Conseillère en aménagement

Tél : 514-328-4000, 4185

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-05

David ROSS
Chef de division

Tél : 514-328-4000. poste 4040

Télécop. :

Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207408001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Nommer Mme Christine Black, Mairesse de l'Arrondissement Montreal-Nord et M. Jean-Marc Poirier, conseiller d'arrondissement, district Marie-Clarac, à titre de membres d'office non votants au Conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Montréal-Nord pour 2020-2021.

QUE soient nommés Mme Christine Black, Mairesse de l'Arrondissement Montreal-Nord et M. Jean-Marc Poirier, conseiller d'arrondissement, district Marie-Clarac, à titre de membres d'office non votants au Conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Montréal-Nord pour 2020-2021**.**

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-13 18:13

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207408001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Nommer Mme Christine Black, Mairesse de l'Arrondissement Montreal-Nord et M. Jean-Marc Poirier, conseiller d'arrondissement, district Marie-Clarac, à titre de membres d'office non votants au Conseil d'administration de la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Montréal-Nord pour 2020-2021.

CONTENU

CONTEXTE

La Corporation de développement économique communautaire (CDEC) de Montréal-Nord est un partenaire de développement économique de premier plan pour la Ville de Montréal - arrondissement de Montréal-Nord.
La Corporation de développement économique communautaire (CDEC) de Montréal-Nord est un acteur vital pour le développement et l'animation du développement économique à Montréal-Nord.

- Elle a contribué à l'organisation de l'activité 4MN - Quatre jours d'affaires à Montréal-Nord en 2012-2013-2014;
- Elle a accompagné de près les commerçants de la rue de Charleroi dans la mise sur pied de l'Association des commerçants de la rue de Charleroi;
- Elle a animé le milieu commercial, a contribué à la réalisation de nombreux projets avec les entrepreneurs de Montréal-Nord;
- Elle est active dans le domaine de l'employabilité et a investi plus de 400 000 $ dans des projets d'économie sociale à Montréal-Nord en 2015-2016.
- Elle mène le projet Initiative économique Montréal-Nord (IEMN) 2018-2020 qui vise à mobiliser les acteurs du développement autour de projets structurants.
- Elle mène le Projet de revitalisation des artères commerciales (PRAC) sur le territoire de Montréal-Nord depuis 2018 sur les rues Monselet, Fleury, Pie-IX et de Charleroi.
- Elle participe depuis sa création à la concertation locale en matière de développement économique.

De par son expertise et son rôle fédérateur, la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) de Montréal-Nord continue de contribuer au développement des capacités économiques de la population de Montréal-Nord par le déploiement du projet *Mon Projet, Ma carrière* qui a pour objectif général d'offrir une formation immersive en entrepreneuriat aux jeunes nord-montréalais, et plus particulièrement, aux jeunes immigrants issus de minorités visibles (40% de la population) en les sensibilisant à l'entrepreneuriat comme moyen de surmonter les obstacles à l'emploi, et en leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires pour participer à une expérience de travail autonome avec des chances réelles de réussite.

La CDEC Montréal-Nord contribue au développement économique local en favorisant une approche qui part des besoins de la population et qui se base sur la concertation locale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-02-05
Charles MORISSET	Jérome VAILLANCOURT

Commissaire au développement économique		Directeur	
Tél :	514 328-4000 poste 4178	**Tél :**	514-328-4000, 4038
Télécop. :		**Télécop. :**	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2020/03/02
19:00

Dossier # : 1207367002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Il est recommandé :
QUE soit déposé au conseil municipal le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Montréal -Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2020-02-12 18:02

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207367002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Horticulture et Arboriculture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2019 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal, ainsi que l'adoption de l'ordonnance par le conseil d'arrondissement à cet effet, impose l'obligation de présenter un bilan annuel faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides.
Ce bilan permet au conseil d'arrondissement d'être informé concernant l'utilisation des pesticides sur le territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 10 338 Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Montréal-Nord.
CA17 10 067 Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

CA18 10 062 Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2017 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

CA19 10 089 Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

DESCRIPTION

Le bilan de l'Arrondissement 2019 est préparé à l'intention du conseil d'arrondissement de Montréal-Nord et comprend les demandes d'autorisation pour le traitement des nids de guêpes, les demandes de renseignements des citoyens, les demandes de permis temporaire d'application de pesticides et le suivi des inspections réalisées sur le territoire.
Le bilan comprend les traitements des frênes publics et privés effectués par le service des grands parcs et du verdissement.
Il est important de noter que nous n'utilisons pas d'herbicides dans nos parcs et espaces verts.

JUSTIFICATION

Il est prévu à la section XI intitulée « Application du règlement » et, plus particulièrement à l'article 32 du règlement sur l'utilisation des pesticides, qu'une fois le règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement dépose, avant le 31 mars de chaque année, un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041) vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

De plus la présence de ce règlement nous oblige à concevoir nos aménagements avec un choix de plantes plus résistantes aux insectes et maladies et contribue ainsi à réduire nos coûts d'entretien.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan annuel 2019 au Comité exécutif du 8 avril 2020 et à la séance du 20 avril 2020 du conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-02-05
Julie ARNAUD chef de division - parcs et horticulture		Gilbert BÉDARD Directeur	
Tél :	514-328-4000 poste 4121	**Tél :**	514 328-4000 poste 4104
Télécop. :		**Télécop. :**	



Bilan annuel 2019

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Montréal-Nord

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **7**

Personnel dédié à l'application du règlement **8**

Activités de communication et de sensibilisation **9**

Gestion des demandes de citoyens **10**

Formation des employés **11**

Inspections sur les pesticides **12**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **13**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **13**

Évolution des demandes de permis **14**

Infractions et poursuites judiciaires **15**

Lutte intégrée **16**

Conclusion **18**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **19**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

En ce qui concerne la sensibilisation auprès des citoyens de l'arrondissement de Montréal-Nord, il y a des dépliants disponibles au bureau d'accès Montréal relatif à l'application des pesticides et de la lutte intégrée.

Concernant les applications de produits anti parasitaires effectués sur le domaine public (fleurs, guêpes, agrile du frêne) les données sont compilées par le contremaître horticole ainsi que par l'agent technique horticole de l'arrondissement de Montréal-Nord ainsi qu'avec l'aide des grands parcs de la Ville de Montréal (agrile du frêne pour ce dernier).
En général, les mesures anti parasitaires sont effectuées en régie en ce qui concerne les fleurs, les vivaces ou végétation autre que les arbres.
Pour le contrôle des nids de guêpes et de l'agrile du frêne, elles sont effectuées par des entrepreneurs.
L'objectif était donc pour l'année 2019 de continuer à répondre aux demandes des citoyens concernant le contrôle des nids de guêpes dans certains arbres et de faire traiter les frênes selon la réglementation en vigueur.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	15 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA 1167367004	2016-12-05	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Conformément au paragraphe 6 de l'article 27 du règlement 04-041.

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

Durant l'année 2019, il y avait un chef à la division des parcs, un contremaître à l'horticulture, un contremaître à l'arboriculture, un contremaître aux parcs , un agent technique à l'horticulture et une étudiante temporaire (pour faire l'inventaire des arbres publics présents).

Les demandes concernant le domaine public sont traitées par la division des parcs (Direction des travaux publics) tandis que les demandes privées sont traitées par le service des permis à la Direction de l'urbanisme. Par contre, en ce qui concerne l'agrile du frêne situées sur les terrains privés, le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal en est en charge.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	200,00 $	Information sur la collecte des résidus domestiques dangereux (RDD) dans le bulletin d'INFONORD
Formation	600,00 $	Identification des arbres (étudiante)
Lutte intégrée	0,00 $	
Salaires (RH)	3000$	Un agent technique à l'horticulture et une étudiante temporaire
Budget global	3800,00 $	

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Agent technique	5	Inventaire des frênes à faire traiter au Triazin et communication avec le service des grands parcs.
Contremaître	1/5	Traitements contre les guêpes .
Jardinier	1/5	1/5
Total	5.2	

Commentaires et recommandations

L'ajout d'un inspecteur à l'horticulture durant la saison estivale (mai à août) va améliorer le suivi de l'application de ce règlement.

Activités de communication et de sensibilisation

Activités réalisées en 2019

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Publication dans INFONORD	Ramassage des RDD	45000

Commentaires et recommandations

Concernant le service des communications de l'arrondissement de Montréal-Nord, il n'y a eu aucun frais de communication de l'arrondissement se rapportant aux pesticides, ni au traitement contre l'agrile du frêne. Cette dernière communication a été assumée par la Ville de Montréal par le biais d'un envoi postal aux propriétaires concernés.

Il serait souhaitable de reprendre les communications concernant la sensibilisation de la non utilisation des pesticides pour l'année 2020.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Il n'y a pas de données détaillées qui ont été compilées pour l'année 2019 pouvant se rapporter au règlement sur l'utilisation des pesticides à la division des permis-gestion du territoire .

En ce qui concerne les plaintes sur le domaine public (parcs, horticulture et arboriculture), les appels sont compilés selon les items suivant: agrile du frêne, maladie ou insectes se rapportant aux arbres, arbres divers puis horticulture divers. Donc les guêpes ou les fourmis ne sont pas répertoriées distinctement lors des appels.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Guêpes		4	Nids de guêpes dans les arbres et ou au sols.
Guêpes		1	Nid de guêpes dans la corniche d'un toît
Agriles	57		Traitements contre l'agrile du frêne.

Commentaires et recommandations

Nous avons reçu 5 demandes de nids de guêpes sur le domaine public cette année contrairement à l'année 2018 où nous en n'avions pas reçues .

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Comité municipal sur les pesticides et la lutte intégré.	Ville de Montréal	2019-04-02	1
Identification des arbres	Micheline Lévesque, Solutions alternatives environnement	2019-06-08	1

Commentaires et recommandations

Concernant la formation "Identification des arbres" : Elle s'inscrit dans une démarche liée aux principes de développement durable et de la mise en œuvre de pratiques respectueuses de l'environnement. Pouvoir identifier un arbre, c'est la base même d'être capable d'identifier par la suite les différentes problématiques reliés aux essences.

Participer aux conférences entre autre sur le comité municipal sur les pesticides et la lutte intégré permet de nous tenir informer des changements découlant de ce règlement ainsi que de pouvoir échanger avec les participants des autres arrondissements et de se maintenir à jour et de s'ajuster selon les différentes problématiques relié à notre environnement en rapport à l'horticulture et la foresterie urbaine.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

Commentaires et recommandations

Un inspecteur à l'horticulture est prévu pour travailler durant une partie de l'année 2020.

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Infestation	0	0	0
	Fourmis charpentières	0	0	0
	Sous-total	0	0	0
Permis refusés				
	Sous-total			

Commentaires et recommandations

Il n'y a pas eu de demande à cet effet pour l'année 2019.

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides

Cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Nids de guêpe		Parcs ou espaces publics	0

Commentaires et recommandations

Pas de traitement à cet effet pour l'année 2019.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2017	0	3	0
2018	0	0	0
2019	0	0	0
Total	0		

Commentaires et recommandations

Aucune demande de permis pour l'année 2019.

Infractions et poursuites judiciaires

Il n'y a pas eu d'avis d'infraction émis en regard à ce règlement durant l'année 2019.

Les contrevenants s’exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l’extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d’années antérieures et réglées durant l’année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l’année courante, mais non réglées pendant cette année.

Commentaires et recommandations

Il n’y a pas eu d’avis ni de constat d’infraction émis depuis l’année 2008 par rapport à ce règlement.

Lutte intégrée

Mise en contexte

Afin de contrer l'infestation de l'agrile du frêne, avec la collaboration du Service des grands parcs de la Ville de Montréal, des injections de capsules de Triazin ont été effectuées durant les mois de juillet et d'août 2019 sur les arbres du domaine public par l'entremise d'un entrepreneur ainsi que sur les terrains privés selon le règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

Les relevés des frênes et le mesurage de leur circonférence au tronc ont été effectués par l'agent technique horticole et arboricole de l'arrondissement et certains autres frênes par un inspecteur horticole et arboricole relevant du service des grands parcs.

L'inventaire des arbres privés ainsi que la décision d'entreprendre les traitements contre l'agrile du frêne sur les arbres privés relève des inspecteurs du service des grands parcs.

Nom du problème phytosanitaire

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Agrile du frêne (domaine public)	Services des grands parcs et du verdissement et propriétaires	juillet-août 2019	204	46,97 litres de TreeAzin pour 9394 cm de dhp par la cie Strathmore
Agile du frêne (terrains privés)	Services des grands parcs et du verdissement et propriétaires	juillet-août 2019	57	14,47 litres de TreeAzin pour 2893 cm de dhp
5 nids de guêpes dans des arbres au 4243,rue de Charleroi	Maheu Extermination Contrat #258279	21 août 2019	1	250g de tetrametine #30965 et 150g d'acide borique #19480-3
1 nid de guêpe dans un arbre au 6319, rue Marie-Victorin	Maheu Extermination Contrat #258279	2 octobre 2019	1	300g de phenotrinine#31112

1 nid de guêpe tombé au pied d'un arbre parc linéaire sur la rue Albert-Brosseau et av. Drapeau	Maheu Extermination Contrat #258279	25 septembre 2019	1	60g de terametine #30965
1 nid de guêpe, corniche du toît au 10975 av.Alfred, parc Charleroi	Maheu Extermination Contrat #258279	30 septembre 2019	1	150g de tetrametine
1 nid de guêpe dans un arbre au 10831 av.Pelletier	Maheu Extermination Contrat #258279	12 septembre 2019	1	250g de phenotrinine #31112
1 nid de guêpe d'un arbre tombé au 10796 av.Pelletier	Benoit Lapalme contremaitre certificat #401744589	31 juillet 2019	1	100 g de Super Hunter #28267
1 nid de guêpe dans une ancienne jardinère en décomposition au 4242, place de l'Hôtel-de-Ville	Benoit Lapalme contremaitre certificat #401744589	6 août 2019	1	300 g de Super Hunter #28267

Commentaires et recommandations

Durant l'année 2019, il y a eu 7 traitements contre les nids de guêpes , 5 étaient dans les arbres et 2 sur une corniche et une jardinière en bois sur le domaine public.
5 interventions ont été effectuées par la compagnie mandatée par la ville, Maheu extermination et 2 interventions effectuées en régie.

Pour limiter la propagation de l'agrile du frêne, 204 frênes publics ont été traités en 2019 .

Les traitements au Triazin sont efficaces pour une durée de deux ans.

Un frêne non traité est voué à mourir, donc l'importance de poursuivre les traitements afin de préserver notre canopée. L'efficacité des traitements effectués au Triazin est à plus de 90% de succès pour notre arrondissement.

Conclusion

Dans l'ensemble, sur le domaine public il y a très peu d'utilisation de pesticides dans l'arrondissement de Montréal-Nord. Ils sont limités dans le contrôle de l'agrile du frêne et des nids de guêpes.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des travaux publics…
Division des parcs, horticulture et arboriculture…

Auteur (s)
Pierre Hébert
Agent technique à l' horticulture et à l' arboricole

ville.montreal.qc.ca